BnF Gallica

Revue algérienne et tunisienne de législation et de jurisprudence / publiée par l'École de droit d'Alger

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

BnF Gallica

Ecole de droit (Alger). Revue algérienne et tunisienne de législation et de jurisprudence / publiée par l'École de droit d'Alger. 1885-1912.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter
reutilisationcommerciale@bnf.fr.

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

DE

LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

PRINCIPAUX COLLABORATEURS

MM. Abribat, interprète judiciaire ; **Audinet,** professeur à la Faculté de Poitiers ; **Augier,** président du tribunal d'Alger ; **Berge,** président du tribunal mixte de Tunisie ; **Bordet,** avocat à la Cour, bâtonnier ; **Cabouat,** professeur à la Faculté de Caen ; **Charmont,** professeur à la Faculté de Montpellier ; **Charpentier,** professeur à l'École ; **Colin,** professeur à l'École, député ; **Dannery,** ✵, président de chambre honoraire ; **Declareuil,** professeur à la Faculté de Montpellier ; **De France de Tersant,** conservateur des hypothèques ; **Dujarier,** directeur de l'École ; **Durieu de Leyritz,** substitut du procureur général ; **Ébert,** chef de bureau au gouvernement général ; **Eyssautier,** ✵, conseiller honoraire ; **Fabre de Parrel,** président de chambre à la Cour ; **Fabry,** ✵, président du tribunal de Tunis ; **Flandin,** ✵, député ; **Forcioli,** ancien député ; **Geffroy,** ✵, président de Chambre honoraire ; **Gény,** professeur à la Faculté de Dijon ; **Gérard,** professeur à l'École ; **Girault,** professeur à la Faculté de Poitiers ; **Jacques,** ancien sénateur ; **Jacquey,** professeur à la Faculté de Lille ; **Jonnart,** député ; **Kouri,** consul de France ; **Lacoste,** professeur à la Faculté d'Aix ; **Lainé,** ✵, professeur à la Faculté de Paris ; **Larcher,** professeur à l'École ; **Laynaud,** ✵ directeur des Domaines ; **Leclerc,** conseiller à la Cour de Besançon ; **Lefébure,** ✵, conseiller honoraire à la Cour, professeur honoraire à l'École ; **Le Soudier,** avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation ; **Letellier,** défenseur près le tribunal d'Alger ; **Leveillé,** O. ✵, professeur à la Faculté de Paris ; **Marsan,** avocat général ; **Mérot,** ✵, conseiller doyen à la Cour ; **Mojon,** avoué à la Cour ; **Monbrun,** ✵, avocat ; **Morand,** professeur à l'École ; **Norès,** juge suppléant au tribunal de Constantine ; **Parisot,** ✵, avocat à la Cour ; **Pic,** professeur à la Faculté de Lyon ; **Prévot-Leygonie,** professeur à la Faculté de Poitiers ; **Rigot,** avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation ; **Rinn,** O. ✵, conseiller de gouvernement honoraire ; **Tachet,** ✵, ancien président du tribunal de commerce d'Alger ; **Tissier,** professeur à la Faculté de Dijon ; **Vandier,** substitut du procureur général ; **Vincent,** professeur à l'École ; **Würtz,** ✵, président de Chambre à la Cour.

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

DE

LÉGISLATION & DE JURISPRUDENCE

PUBLIÉE PAR

L'ÉCOLE DE DROIT D'ALGER

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE

M. Robert ESTOUBLON, ✻,

PROFESSEUR A LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS ET A L'ÉCOLE COLONIALE,
DIRECTEUR HONORAIRE DE L'ÉCOLE DE DROIT D'ALGER

Secrétaire de Rédaction : **M. P. SUMIEN,** DOCTEUR EN DROIT.

Divisée en trois parties :

1° DOCTRINE ET LÉGISLATION ; 2° JURISPRUDENCE ;
3° LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS, ETC.

TOME XIX. — ANNÉE 1903

BIBLIOTHÈQUE CENTRALE NATIONALE PRÊT

Fl. 8°
764

ALGER

ADOLPHE JOURDAN, LIBRAIRE-ÉDITEUR

IMPRIMEUR-LIBRAIRE DE L'ACADÉMIE

4, PLACE DU GOUVERNEMENT, 4

1904

LA

REVUE ALGÉRIENNE ET TUNISIENNE

de législation et de jurisprudence

PARAIT TOUS LES MOIS

SAUF EN AOUT ET OCTOBRE

Prix de l'Abonnement : ALGÉRIE, COLONIES, FRANCE et ÉTRANGER un an, **20 fr.** — Les abonnements sont reçus à Alger, chez M. ADOLPHE JOURDAN, libraire-éditeur.

Les communications relatives à la rédaction ainsi que les publications échangées avec la *Revue* doivent être adressées à M. ESTOUBLON, Professeur à la Faculté de Droit, 70, rue de Rennes, Paris.

Il sera rendu compte des ouvrages intéressant l'Algérie, les Colonies et la Tunisie dont deux exemplaires auront été adressés à la *Revue*.

EXPLICATIONS DES ABREVIATIONS

A. G.	Arrêté du gouverneur général de l'Algérie.
A. G. C.	Arrêté du général en chef commandant l'armée d'Afrique.
A. I.	Arrêté de l'intendant civil.
A. M.	Arrêté ministériel.
A. R. G.	Arrêté du résident général (Tunisie).
Bull.	*Bulletin des arrêts de la Cour de cassation.*
Bull. jud. Alg.	*Bulletin judiciaire de l'Algérie* (1877 à 1884).
B. O.	*Bulletin officiel du gouvernement général de l'Algérie.*
C. G.	Circulaire du gouverneur général de l'Algérie.
Ch musulm.	Chambre des appels musulmans de la Cour d'Alger.
D.	Décret.
D. B.	Décret du bey de Tunis.
D. A. ou J. G.	Dalloz, *Recueil alphabétique* ou *Jurisprudence générale.*
D. P. 86. 2. 100	Dalloz, *Recueil périodique*, année 1886, 2e partie, page 100.
D. P. R. F.	Décret du président de la République française (Tunisie).
J. P. 86. 102.	*Journal du Palais* année 1886, page 102.
J. O. T.	*Journal officiel tunisien.*
Jurisp. Alg.	*Jurisprudence Algérienne de 1830 à 1876*, par Robert Estoublon.
Mob.	Le *Mobacher*, journal officiel (Algérie).
O	Ordonnance.
Rec.	*Recueil des arrêts du conseil d'État* (Collection Macarel et Lebon).
Rec. Alg., 1886. 2. 50	*Revue Algérienne et Tunisienne de législation et de jurisprudence*, année 1886, 2e partie, page 50.
Sir. ou S., 86. 2. 100.	Sirey, *Recueil général des lois et arrêts*, année 1886, 2e partie, page 100.

DOCTRINE ET LÉGISLATION

ESSAI DE CODIFICATION

DU DROIT MUSULMAN ALGÉRIEN

INTRODUCTION

Aux termes du décret du 17 avril 1889, qui régit aujourd'hui la justice musulmane en Algérie et qui reproduit sur ce point les dispositions antérieures du décret du 10 septembre 1886, les indigènes musulmans de la colonie sont soumis à leurs droit et coutumes en ce qui concerne leur statut personnel, leurs successions et leurs immeubles non francisés ; pour toutes les autres matières, ils sont placés sous l'empire de la loi française, sauf au juge à tenir compte, en matière personnelle et mobilière, des coutumes et usages des parties.

Ces dispositions législatives donnent aux magistrats chargés de juger les musulmans, — et particulièrement aux juges de paix, devenus, depuis le décret de 1886, les juges de droit commun entre indigènes, — une grande et difficile mission à remplir, une tâche de civilisation et de progrès. C'est à eux, en effet, qu'il appartient, non seulement de faire aimer la France par nos sujets algériens en leur apprenant à honorer et à respecter sa justice, mais aussi de les amener, par une sage et progressive infiltration du droit français dans leurs coutumes, à adopter peu à peu, en toutes matières, les principes généraux et essentiels de notre législation civile, provoquant ainsi une assimilation juridique qui pourra ouvrir la voie à un rapprochement entre deux races demeurées jusqu'à ce jour si obstinément fermées l'une à l'autre.

De plus autorisés que nous ont exposé en excellents termes le *desideratum* que nous formulons ici. « Le temps viendra, » il est permis de le prédire, dit M. le premier président

» Zeys (1), où, par l'action lente et sûre du temps, le même
» juge, appliquant à la fois la loi française et la loi musul-
» mane, aura réussi à les fondre dans un ensembte acceptable
» pour le justiciable musulman. Il va sans dire que pour
» créer ce droit mixte, auquel on a donné justement le nom
» de droit prétorien, il sera nécessaire de connaître admi-
» rablement les deux législations, et de procéder pour
» les « amalgamer », avec infiniment de tact et de prudence,
» de façon à ne froisser en rien des préjugés respectables ».

« C'est sur ce terrain du droit naturel et de la morale, écri-
» vait, il y a plus de dix ans, M. Robert Estoublon (2), que nos
» efforts doivent tendre constamment à rapprocher les
» deux législations. Est-il impossible d'y parvenir ? Nous
» ne le croyons pas. Il est bien peu de règles du droit
» musulman qui, sainement comprises, résisteraient à une
» tentative loyale de conciliation. Les amendements que
» la jurisprudence a déjà fait subir à quelques-unes d'entre
» elles sont plutôt apparents que réels...Il faut bien avouer
» cependant que la loi musulmane et les kanouns, avec
» leurs préceptes énigmatiques, leurs contradictions et leurs
» incertitudes, laissent trop largement ouvert le champ de
» l'interprétation, et qu'il y aurait grand intérêt à en fixer
» les règles. Comment réaliser ce progrès ?... Il n'y a, suivant
» nous, qu'un moyen vraiment efficace et rapide : c'est une
» codification officielle du droit musulman et des coutumes.
» Cette œuvre s'impose, et les considérations qui précèdent
» prouvent qu'elle pourrait être aisément réalisée sans heur-
» ter les croyances ni les mœurs des indigènes. Il suffirait
» d'appeler à y concourir un certain nombre de jurisconsultes
» ou notables musulmans pris parmi les plus éclairés ».

« Les lois et coutumes indigènes, dit à son tour, en expri-
» mant le même vœu, un autre jurisconsulte algérien (3).
» dont l'application a été réservée aux indigènes musulmans
» de l'Algérie par la capitulation du 5 juillet 1830, pour leur
» statut personnel, leurs successions et leurs immeubles
» non entrés dans le régime de la loi française, sont et demeu-
» rent fixes et immuables. Leur codification dans les deux
» langues française et arabe ne serait pas impossible et elle
» serait sûrement utile par l'unité, la certitude et la simplifi-
» cation qu'elle apporterait dans les règles du droit musul-
» man applicable en Algérie. On pourrait prendre exemple à

---

(1) *Les juges de paix algériens*, n° 598.

(2) Mariages musulmans et kabyles, *Rev. Alg.*, 1892. 1. 90.

(3) René Tilloy : *Le régime légal de l'Algérie*, Robe, 1901, 182.

» cet égard des travaux considérables qu'a inaugurés dans le » même ordre d'idées, en Turquie, le *Khatti Humaïoun* du » 18 février 1856 ».

Tout récemment encore, le même désir était formulé par M le gouverneur général Révoil, avec toute l'autorité que lui donnent et sa haute situation officielle et sa longue expérience des choses de l'Afrique du Nord. Nous lisons, en effet, ce qui suit dans le procès-verbal de la séance tenue, le 4 février 1902, par la Commission d'étude des réformes à apporter dans le régime de la propriété foncière en Algérie, instituée par arrêté du 8 octobre 1901 (1) : « M. le gouverneur général » se demande si, à l'exemple de la Tunisie, où un essai a été » fait dans ce sens, on ne pourrait pas charger, en Algérie, un » docteur musulman de chercher à simplifier, sous forme de » codification, certaines parties de la législation musul- » mane ».

Le Parlement lui-même n'est pas resté indifférent à la question, et nous relevons les lignes suivantes dans le rapport déposé sur le bureau du Sénat, le 28 février 1895, par M. Isaac, au nom de la Commission d'études de l'Algérie (2). « La « Commission désirerait aussi une codification du droit » musulman. Une des difficultés créées par la réglementation » en vigueur consiste en ce que le juge français est obligé de » tenir compte, dans des conditions déterminées, des lois et « coutumes indigènes. Cette difficulté cesserait d'exister si, » par le moyen d'une codification, on pouvait adapter à nos » textes français, pour leur application aux indigènes, toutes » les parties de la législation musulmane dont l'esprit ne » serait pas en contradiction manifeste avec celui de nos lois : » nous réaliserions par là une transformation analogue à celle » que l'Angleterre poursuit, depuis un certain nombre d'an- » nées, dans son immense empire de l'Inde. »

La voie ouverte depuis si longtemps n'est d'ailleurs pas restée déserte et des essais de codification du droit musulman ont déjà été tentés soit dans nos possessions nord-africaines, soit à l'étranger, ceux-ci à titre privé, d'autres avec un caractère officiel. Parmi les premiers, nous citerons une intéressante tentative de codification due à M. Meysonnasse, officier ministériel à Bizerte (3) : mais cet ouvrage ne ren-

---

(1) Gojosso, éd. — Alger, 1902. — Une broch. in 8°, p. 18.

(2) *Rev. Alg.*, 1896, 1, 14. Dès 1856, M. Sabatéry, dans ses *Éléments de droit musulman* (p. 25) constatait la nécessité d'une codification.

(3) *Code civil musulman* suivant le cadre du code civil français (rite malékite). Chevalier-Marescq et Cie, édit. Paris, 1898. 1 vol. in-8°.

ferme ni commentaire, ni annotations, ni indication de sources, de telle sorte qu'il ne saurait nécessairement présenter d'autre autorité que celle qui peut s'attacher à la personnalité même de l'auteur. D'autre part, ce travail est conçu dans un esprit plutôt théorique que pratique, alors que, parmi les principes du strict droit musulman, il en est qui, par la force même des choses, sont devenus inapplicables dans un pays civilisé. C'est ainsi, par exemple, que l'art. 10 du code de M. Meysonnasse veut que le musulman apostat soit mis à mort s'il n'est pas revenu à la foi islamique dans les trois jours de son abjuration. C'est ainsi encore que les art. 17 à 20 autorisent le père, le tuteur testamentaire et même le juge, s'il s'agit d'une orpheline, à exercer la contrainte matrimoniale, « au besoin au moyen de l'emprisonnement et de la bastonnade. » sur la fille nubile.Dans un autre ordre d'idées, l'art. 343 dispose que le droit de chefâa ne peut être exercé à l'encontre de l'acquéreur, et cela pour cause d'incertitude du prix, si celui-ci, en sus de son prix d'achat, « a volontairement jeté aux pauvres une poignée de monnaie inconnue de lui et de son vendeur » C'est sans doute là du droit musulman pur, au même titre que les considérations des jurisconsultes dissertant gravement sur les règles qui doivent présider au partage de la succession d'un homme changé en pierre ou en bête, et distinguant encore le cas où cette transformation n'atteint que la moitié du corps, soit dans le sens de la longueur, soit au contraire suivant un plan horizontal (1) ; mais, à coup sûr, ce n'est pas du droit musulman pratique. Enfin, nous ne sommes pas d'accord avec M. Meysonnasse sur le principe même qui l'a guidé dans son travail. Il émet en effet l'avis, dans son *Introduction*, qu'il est facile d'établir un code civil musulman, « puisque, depuis l'an 241 de l'hégire (2), les juges islamiques l'appliquent et l'appliqueront certainement jusqu'à la fin des siècles sans rien ajouter ni retrancher ». On ne saurait partager cette manière de voir. Non seulement il existe entre les différents rites des divergences profondes, mais entre pays de même rite, des usages locaux invétérés, ayant acquis force de loi, viennent souvent donner à tel ou tel contrat une physionomie particulière le distinguant de la façon dont il est conçu dans un pays voisin, et de ces modifications dues aux rites ou aux mœurs, il

---

(1) Luciani, *Traité des successions musulmanes.* Ernest Leroux, éd. — Paris, 1890. 1 vol. in-8°, p. 18.

(2) Date de la mort de Hanbal, le quatrième et dernier fondateur des rites orthodoxes.

résulte que le droit musulman algérien diffère du tunisien, qui, à son tour, est autre que le turc ou l'égyptien. Si le droit musulman varie ainsi suivant les régions, il n'est pas davantage immuable dans un pays donné et fermé obstinément à toute transformation et à tout progrès, comme nous l'allons montrer tout à l'heure.

Quant aux codifications officielles, et pour nous en tenir uniquement aux pays musulmans africains, les deux plus remarquables sont le *Code du statut personnel et des successions d'après le rite hanafite*, imprimé en 1895 par ordre du gouvernement khédivial et formant texte officiel pour les juridictions égyptiennes (1), et, pour le rite malékite, l'avant-projet de Code civil et commercial tunisien adopté en 1899 par la commission de codification des lois tunisiennes constituée le 6 septembre 1896 par M. Millet, résident général de France dans la régence, et investie de la mission de codifier la législation civile, commerciale et pénale de la Tunisie sur le type des codes français (2). D'après son acte constitutif, la commission devait choisir dans la législation française les matériaux susceptibles de servir à la codification définitive, en laissant de côté, toutefois, les matières relevant du statut personnel ou du régime de la propriété foncière, et, d'autre part, rechercher, dans la jurisprudence musulmane et dans la législation tunisienne, tout ce qui pourrait être utilisé au point de vue, soit des principes du droit moderne, soit des conditions actuelles de la société indigène. Elle ne s'en est pas tenue là, et, partout où elle l'a jugé utile, elle a complété ou modifié le droit français par ce qu'on peut appeler désormais le droit européen. Elle a ainsi produit une œuvre remarquable, qui fera époque dans l'histoire de l'islamisation du droit français, et a réussi à constituer, par une fusion savante et éclairée du droit musulman, du droit français et du droit naturel, un ensemble à la fois satisfaisant et acceptable pour une population islamique, et cependant suffisamment au courant de la civilisation et du droit modernes.

C'est qu'en effet, par la force même des choses et en vertu d'une inéluctable loi sociale et économique, il tend peu à peu à se constituer un ensemble de grandes idées, non seulement d'équité et de justice, mais aussi de simple bon sens, qui est

---

(1) Une traduction de ce Code a été publiée par M. Eug. Clavel, avocat à Alexandrie, dans son ouvrage : *Du Statut personnel et des Successions*. Larose, éd. Paris, 1895, 2 vol.

(2) Imprimerie générale J. Picard et Cie, Tunis, 1899, un fort vol. in-4° de 860 pages.

appelé à former un jour le commun patrimoine de l'humanité et qui, en attendant, pénètre insensiblement toutes les législations, les modifie, les transforme, et tend à les ramener à un type unique, au moins pour celles de ces questions fondamentales qui se retrouvent dans tous les Codes. Pas plus qu'un autre, le droit musulman ne saurait échapper à cette loi de progrès. M. D. Santillana, avocat à Tunis, l'un des membres de la commission de codification et rapporteur de l'avant-projet de Code civil et commercial, fait très justement remarquer, en effet, — dans le lumineux avant-propos dû à sa plume et auquel nous emprunterons les citations caractéristiques qui vont suivre, — qu'il faut se garder de confondre les dogmes religieux, nécessairement immuables, de l'Islam, avec le droit musulman : ayant pour but le bien des hommes, fondée sur l'utilité sociale, la loi est essentiellement perfectible. « On a prétendu que cette science (le droit) n'était qu'un recueil de traditions et d'exemples de ceux qui nous avaient précédés, et que nous n'avions qu'à les suivre sans discussion ; ce serait réduire la science à une sorte d'histoire, et ne pas lui reconnaître un objet ayant une existence indépendante (1). » — « La règle de droit, disent les hanafites, n'est pas absolue, elle n'a pas le même caractère que les règles grammaticales et les principes de la logique ; elle exprime ce qui arrive le plus souvent, et se modifie avec les circonstances de fait qui l'ont fait naître (2). »

La loi est également susceptible de modification, de perfectionnement, au point de vue de la jurisprudence. « Le principe général, en droit malékite, c'est qu'il faut avoir égard à l'utilité, lorsqu'elle est générale. et qu'elle s'impose (3). » — « Il est hors de doute, disent à leur tour les hanafites, que l'application de la loi peut changer avec le temps (4). » — « Lorsqu'une chose a été pratiquée depuis longtemps et qu'elle est entrée à faire partie de l'usage ordinaire, il faut, autant que possible, s'efforcer de lui trouver un fondement dans la loi.... Il n'est pas nécessaire que la pratique puisse se ramener à une école déterminée ou à l'un des systèmes connus dans la doctrine (5). » — « La nécessité, dit

---

(1) Le Khan Bahadour, *Houçoul el Mâmoul*, p. 6.

(2) Ibn Nadjim, I, 22 ; *Dorr-el-Mokhtar*, III, 388.

(3) Tasouli, II, 188, 189, 190, 195; Ibn Farhoun, II, 69, 105.

(4) *Dorr-el-Mokhtar*, III, 388; *Medjella*, 39. — Un pieux khalife, Omar ben Abdelaziz, avait coutume de dire : « A des abus nouveaux, il faut de nouvelles lois. »

(5) Tasouli, II, 195.

Ibn Nadjim, a fait admettre beaucoup de choses qui seraient défendues, si l'on s'en tenait à la rigueur des principes : ainsi, la vente à livrer *(selem)* est admise pour adoucir la condition des débiteurs obérés ; la vente à forfait, et sur échantillon, la clause de dédit en faveur de l'acheteur, le pacte commissoire, ont été admis pour le même motif (d'opportunité), ainsi que la vente à réméré (1). » On peut ajouter à cette énumération, fait observer M. Santillana, d'autres contrats tels que la location perpétuelle, le louage d'ouvrage moyennant une portion des produits, etc., conditions qui, à la rigueur, devraient être prohibées, à cause de l'indétermination de leur objet et de la part qu'elles font à l'aléa.

On va même plus loin dans cet ordre d'idées. Djazouli dit : « Lorsqu'on est obligé de contracter dans des conditions défendues par la loi religieuse, par exemple lorsque tout le monde fait des contrats illicites, et qu'on ne trouve personne qui consente à contracter selon la loi, peut-on contracter de la même manière? Le Prophète a dit : Si l'univers entier n'était qu'une mare de sang, il serait permis au croyant de s'en nourrir » (2). De son côté, dit encore M. Santillana, le prince peut donner la prépondérance à l'un des systèmes qui se partagent la doctrine ; il peut donner force de loi à la coutume ; il peut enfin, dans les cas d'utilité ou de nécessité, pourvoir directement, sous forme de décret, à ce que les circonstances exigent, comme tout bon mandataire doit le faire dans l'intérêt de son mandant. C'est ainsi, pour ne citer qu'un seul exemple, qu'une déclaration de moharrem 1262 (23 janvier 1846) abolit l'esclavage dans la Régence de Tunis : « Appliquer des lois qui se fondent sur d'anciennes pratiques, lorsque l'usage a changé, c'est aller à l'encontre de l'opinion générale et prouver l'ignorance où l'on est de la religion. C'est le contraire qui est vrai : tout ce qui, dans la loi, se fonde sur les pratiques du temps où la loi a été faite doit changer dès que ces conditions de fait ont changé, et suivre les pratiques adoptées depuis » (3).

On lit enfin dans le *Moulteka* d'Ibrahim ben Mohammed-el-Halebi : « Le souverain ne doit pas se permettre la moindre

(1) Ibn Nadjim, I, p. 110.

(2) Tasouli, II, 204.

(3) Ibn Farhoun, II, 70. On trouvera un grand nombre d'autres citations dans l'avant-propos si précieusement documenté de M. Santillana. D'autre part, c'est à l'avant-projet du code tunisien que nous avons emprunté la plupart des passages d'Ibn Salmoun, de Zarkani, d'Ibn Nadjim, d'Ibn Farhoun, du *Dorr-el-Mokhtar* et du *Redd el-Mokhtar* qu'on rencontrera dans notre travail.

innovation dans aucune partie de la législation canonique... ; on doit se rappeler cette parole de notre saint Prophète : *Toute loi nouvelle est une innovation, toute innovation est un égarement, et tout égaremeut conduit au feu éternel.* C'est seulement dans l'ordre civil et politique, dans l'administration de l'État, que le souverain a la liberté de faire des changements que la prudence ou les conjonctures peuvent exiger, surtout lorsqu'ils ont pour but réel l'utilité publique, la gloire, et la prospérité de l'islamisme (1) ».

Sans doute, professe de son côté un jurisconsulte contemporain, la vérité juridique est révélée par la parole de Dieu et par la conduite de son envoyé, mais les lois doivent, le Prophète l'a ordonné, être mises au niveau des besoins des milieux et des temps. De plus, si Dieu et le Prophète n'ont pas qualifié une action humaine, ou une chose, tout jurisconsulte musulman a plus que le droit, le devoir de la qualifier et de l'admettre dans la législation, pourvu que sa qualification soit conforme à la vérité musulmane, et produite par des règles et procédés corrects au point de vue islamique et admis comme tels par la science du droit : c'est ce qu'on appelle *islamiser* les matières nouvelles (2) Sawas-Pacha donne un exemple intéressant de ce travail d'islamisation (3) :

« Le sultan Mahmoud, de glorieuse mémoire, voyait ses » États ravagés par la peste. L'Europe avait pourtant su se » préserver de ce fléau par les quarantaines. Il décida de » mettre en vigueur dans son empire le régime sanitaire » établi en Europe. Il fit venir les savants et leur demanda de » qualifier islamiquement l'ensemble des mesures prophylac- » tiques formant les quarantaines. Ils durent chercher ; mais » ils ne se virent ni embarrassés, ni obligés, soit de faire » violence à leur conscience, soit surtout de créer une » nouvelle méthode. Ils trouvèrent dans la parole de Dieu » l'ordre qui prescrit à l'homme de « ne pas entrer dans le » mal s'il est hors du mal ». Ils trouvèrent également dans » la conduite du khalife Eumer (4) une preuve qui répondait » exactement à la question posée par le souverain. Le khalife » avait arrêté dans sa marche vers Damas une expédition qui » avait déjà fait une grande partie de la route, parce qu'il avait » appris que des cas de peste avaient été observés dans cette

(1) Mouradja d'Ohsson, *Tableau général de l'empire ottoman* (Paris, 1788-1824) tome v, page 8.

(2) Sawas-Pacha, *Étude sur la théorie du droit musulman* (Marchal et Billard, éd., Paris, 1892) tome 1er, chap. 1er, p. 52, 56, 76.

(3) *Op.* et *loc. cit.*, p. 144.

(4) L'un des compagnons du Prophète.

» ville. Le sultan Mahmoud institua donc les quarantaines
» dans son empire, en agissant en pleine conformité avec la
» volonté de Dieu ».

Ainsi, — et le lecteur nous pardonnera d'avoir aussi longuement insisté sur une question qui, à vrai dire, est ici essentielle, — le droit musulman est, en réalité, et aussi bien théoriquement que pratiquement, absolument transformable sous l'empire des circonstances. Pas plus qu'aucune autre législation, — nous l'avons déjà dit et cela ressort manifestement de ce qui précède, — il ne saurait demeurer en dehors de ce progrès qui fait la loi et la grandeur des sociétés, ni échapper à ce mouvement lent, sans doute, mais continu et irrésistible qui entraîne l'humanité vers un idéal de tolérance, d'égalité, d'équité et de justice. C'est le noble devoir et ce sera l'éternel honneur de la jurisprudence algérienne de chercher à améliorer la mentalité et la situation sociale de nos sujets — nous allions dire de nos pupilles — musulmans en opposant son *veto* à l'application de certaines des règles d'une législation parfois barbare, en écartant de la pratique des affaires ces puérilités absurdes ou dangereuses auxquelles se complaisent les juristes musulmans, en poursuivant avec un zèle persévérant et infatigable la francisation du droit islamique et, pour reproduire une expression qui a déjà acquis droit de cité dans la langue juridique algérienne (1), l'*islamisation* du droit français, en attendant qu'une codification officielle, que la France se doit à elle-même de réaliser en Algérie comme elle l'a déjà entrepris dans un pays voisin, vienne mettre fin aux controverses qui s'élèvent sur tant de questions de droit musulman algérien (2).

C'est cette codification que nous avons tenté d'ébaucher. Le droit musulman est une science extrêmement complexe, formée non pas seulement de l'ensemble des règles à observer par chacun en particulier pour permettre à l'homme de vivre en société, mais d'un amalgame de législation, de psychologie et de morale, d'après les principes d'une ontologie spéciale et fort compliquée (3).

---

(1) Voir le discours prononcé par Me Villeminot, le 20 décembre 1896, à l'ouverture des conférences du stage des avocats du barreau d'Alger.

(2) Il est tel point controversé, par exemple en matière de habous, sur lequel la jurisprudence hésitante a changé jusqu'à cinq fois de système, au grand détriment des intérêts des justiciables.

(3) Sawas-Pacha, *op. cit.*, tome Ier, chapitre II, pages 3 et suiv. — D'après les idées islamiques, qui donnent une extension singulière à l'étude du droit, la législation est « la connaissance de l'homme avec ses droits et ses devoirs. » (Définition d'Abou Hanifa).

Il est à peine besoin de dire que nous avons résolûment écarté cette conception essentiellement théorique, et que c'est au point de vue exclusivement pratique que nous nous sommes placé. Encore que nous n'ayons d'autre prétention que celle d'avoir entrepris une œuvre de simple compilation, nous ne nous dissimulons ni la difficulté qu'offrait l'entreprise, ni, surtout, les imperfections et les lacunes de notre travail. Certes, c'est une tâche ardue et laborieuse que de compulser, en même temps que les différents ouvrages de droit musulman que nous possédons, l'amas énorme de documents qui résulte de la jurisprudence algérienne, et d'extraire un corps de doctrine de la comparaison de ces éléments souvent confus et contradictoires. Nous espérons cependant, si nous en jugeons par les services que cet essai de codification nous a rendus à nous-même, que le labeur considérable qu'il nous a coûté ne sera pas entièrement perdu, et que notre travail aura cet avantage d'offrir au lecteur désireux d'examiner un point de droit musulman, sinon une solution toute faite, du moins l'indication des auteurs musulmans et des jurisconsultes algériens qui l'auront traité, avec des références faisant connaître la jurisprudence sur la question. Il n'y aura plus ainsi qu'à se reporter aux sources et aux arrêts indiqués, au lieu de perdre un temps considérable et précieux à les rechercher soi-même.

Nous nous sommes proposé, en un mot, non pas d'écrire un traité de droit, mais d'exposer et de comparer sommairement la législation, la doctrine et la jurisprudence en matière de droit musulman algérien. C'est dire que, en bien des cas, nous soumettrons au lecteur, non pas du droit musulman pur, mais de la législation algérienne. L'ouvrage étant présenté sous forme d'articles, nous avons sans doute dû prendre parti dans toutes les questions controversées ; mais en se reportant aux sources et références indiquées, le lecteur désireux d'approfondir une difficulté aura en mains tous les éléments d'appréciation ; et quant aux solutions que nous proposons, nous les avons adoptées en vertu de cette considération que le droit musulman est surtout un droit coutumier, — de telle sorte que les usages établis et une longue pratique constatée doivent entrer comme élément prépondérant, réserve faite des principes koraniques, dans le choix auquel s'arrête le juge (1), — et en les basant sur ce principe,

---

(1) Professeur I. de Nauphal : *La propriété* (Trenké et Fusnot, éd., St-Pétersbourg, 1 broch. in 4°), p. 134.

formulé par un illustre docteur musulman, à savoir que « c'est l'utilité qui est la règle du jurisconsulte (1) ».

Il nous reste à dire quelques mots de la forme et de la disposition typographique que nous avons adoptées. Nous avons rédigé notre travail en articles que nous avons groupés sous les mêmes divisions générales et, autant que possible, sous les mêmes rubriques que le texte de notre Code civil français. Il n'est pas contestable que cette disposition n'a rien de « musulman » et est purement artificielle, mais elle présente cet avantage pratique très sérieux de rappeler au lecteur une classification qui lui est familière, et, partant, de faciliter singulièrement ses recherches.

Au pied de chaque article, nous avons mentionné la source d'où a été tirée sa rédaction : Koran, auteurs musulmans, jurisconsultes algériens, législation algérienne, jurisprudence et, enfin, droit civil français lorsqu'il s'agit soit de règles du droit naturel, soit de points sur lesquels nos justiciables musulmans sont soumis à la loi métropolitaine. Fréquemment, — on le comprendra aisément et nous ne faisons aucune difficulté d'en convenir, — la rédaction de ces articles est elle-même très artificielle ; mais cet inconvénient est sans gravité si l'on veut bien se rappeler que nous prétendons, non pas offrir des solutions toutes faites, mais indiquer, sur chaque point, la doctrine et la jurisprudence.

Enfin, à la suite de chaque article, on trouvera le commentaire et les annotations y relatifs. On verra que nous avons adopté, pour le renvoi à ces annotations, une série unique de nombres, comme pour le numérotage des articles eux-mêmes, de manière à faciliter les références et l'établissement de la table alphabétique.

---

(1) Ibn Nadjim, I, 354.

TITRE PRÉLIMINAIRE (1)

DE LA PUBLICATION, DES EFFETS ET DE L'APPLICATION DES LOIS EN GÉNERAL (2)

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Art. 1er. — *La loi ne dispose que pour l'avenir ; elle n'a pas d'effet rétroactif* (Art. 2 C. civ.).

Art. 2. — *Les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire algérien* (Art. 3 C. civ.; Charpentier, *Précis de legisl. alg. et tun.*, p. 79).

NOTE 1. — Si cette règle fondamentale avait été dès le début applicable à l'Algérie, où le Code pénal et le Code d'instruction criminelle ont été exécutoires sans promulgation par le seul fait de l'annexion (3), il en serait résulté que, dès le jour de cette annexion, c'est-à-dire dès la promulgation de l'ordonnance du 22 juillet 1834, qui fait passer l'Algérie de l'ère de l'occupation dans celle de la possession, les codes criminels

---

(1) Ce titre ne renferme que de la législation algérienne ou métropolitaine codifiée, et non du droit musulman. Nous avions songé, pour ce motif, à en faire plutôt l'objet d'une introduction : si nous avons préféré, après réflexion, adopter la forme sous laquelle nous la présentons au lecteur, c'est afin de maintenir l'homogénéité de l'ouvrage et sa concordance avec les grandes divisions du Code civil, et aussi pour faciliter les renvois aux articles et annotations.

(2) *Cf.* art. 1 à 6 C. civ. — Il est, dans la législation algérienne, peu de questions aussi controversées et aussi douteuses que celles du régime législatif et de la promulgation des lois : on pourrait presque dire que rien n'est certain en cette matière. Nous conseillons au lecteur de consulter particulièrement à ce sujet l'étude très approfondie publiée par M, Jacquey, professeur à l'École de droit d'Alger, sous le titre de : *De l'application des lois françaises en Algérie* (Robe, 1883, p. 68 et suiv.) et la thèse de doctorat de M. Paul Sumien : *Le régime législatif de l'Algérie* (Jourdan, éd., Alger, 1895).

(3) *Cf.* Paul Sumien, *Le régime législatif de l'Algérie*, p. 56 et suiv.

français se seraient trouvés obligatoires pour les indigènes musulmans de l'Algérie. Toutefois, au début de la conquête, des circonstances de fait et des considérations d'utilité pratique nous conduisirent à laisser subsister, dans une certaine mesure, des juridictions musulmanes chargées d'appliquer la loi indigène pour la répression des crimes et délits commis par les musulmans. Les ordonnances du 28 février 1841 et des 26 septembre-22 octobre 1842 mirent un terme à cette situation provisoire en proclamant la suprématie de la loi pénale française sur la loi indigène : cette dernière a donc dès lors définitivement disparu (V. Albert Hugues, *La nationalité française chez les musulmans de l'Algérie* (1), p. 61).

Cependant, il ne faudrait pas en conclure que les indigènes sont placés sous la même législation criminelle que les citoyens français. On sait, en effet, qu'en matière de contraventions et de délits ils sont soumis à des règles ou même à des juridictions spéciales (Code de l'indigénat, pouvoirs de juge de simple police conférés aux administrateurs de commune mixte, tribunaux répressifs indigènes) et que le Parlement, en votant la loi, depuis si longtemps réclamée par l'opinion publique, sur la réforme du jury criminel en Algérie, vient d'organiser également pour eux une juridiction particulière en matière de crimes.

D'autre part, les indigènes du territoire militaire sont soumis à une législation qui leur est propre

Nous n'avons pas à nous étendre davantage sur cette question, dans un ouvrage exclusivement consacré au droit civil. On trouvera à ce sujet des développements très intéressants, avec des cas d'espèce remarquables et l'indication de la jurisprudence en la matière, dans Albert Hugues, *La nationalité française chez les musulmans de l'Algérie*, pages 60 et suivantes, 65 et suivantes.

Art. 3 — *Les immeubles, même ceux possédés par des étrangers, sont régis par la loi française, sauf l'exception résultant de l'art. 13 ci-après.* (Art. 3 C. civ.; Charpentier, *op. cit.*, p. 79).

Art. 4. — *On ne peut déroger, par des conventions particulières, aux lois qui intéressent l'ordre public ou les bonnes mœurs.* (Art. 6 C. civ.).

(A suivre).

Ed. NORÈS,
Juge suppléant au tribunal de Constantine.

(1) Thèse de doctorat. Chevalier-Marescq, éd., Paris, 1899.

LES KANOUNS DU MZAB

La législation qui gouverne un peuple, si parfaite qu'à un moment donné elle puisse paraître, n'est jamais définitive. C'est, qu'en effet, pour être bonne, une législation doit être appropriée au degré de civilisation et à l'état social des individus qu'elle régit, ainsi qu'aux conditions ethnographiques ou économiques dans lesquelles ils se trouvent. Or, avec le temps, la race se transforme, l'état social se modifie, les conditions économiques changent et se compliquent, la civilisation progresse ; si bien que la législation doit être modifiée et complétée sans cesse, afin de pouvoir s'adapter constamment à des situations nouvelles, satisfaire à des besoins nouveaux.

Et il en est ainsi, quand bien même il s'agit de ces législations auxquelles les peuples se plaisent à attribuer une origine divine, telles que la législation musulmane, — et dont les dispositions ne comportent, semble-t-il, ni abrogation, ni modification. Elles n'ont pu tout prévoir, et l'on s'aperçoit, plus ou moins vite, de leurs lacunes ; — de même que les règles qu'elles formulent, édictées en vue de situations déterminées, paraissent gênantes, puis intolérables, au fur et à mesure que ces situations se modifient ou se transforment.— Dès lors qu'arrive-t-il? — C'est qu'à côté de la loi révélée, qui reste la loi fondamentale, se forme et se développe un droit nouveau, élaboré par les jurisconsultes ou créé par l'usage et sanctionné par le juge, ou bien encore dicté par le Souverain.

C'est ainsi que, dans les pays musulmans, le Coran et la *Sonnah* ne constituent pas les seules sources du droit, et qu'il faut y joindre les décisions des docteurs et les sentences des juges possédant un certain degré d'autorité juridique, et, aussi, les ordonnances et règlements préparés et promulgués par le pouvoir souverain.

Ces règlements et ordonnances, à la vérité, ne sont pas assimilés aux autres dispositions législatives. On leur refuse,

notamment, le nom de *chari'ah*, de loi (1); — et, le plus souvent, en pays musulman, c'est à des juridictions spéciales que l'on confie le soin de les appliquer. En Tunisie, par exemple, à côté du *Charah*, tribunal chargé de juger selon la loi ou *chari'ah*, a été placé le tribunal de l'*Ouzara*, avec mission de statuer selon les décisions prises et les décrets arrêtés par le gouvernement beylical (2). Et, cependant, le Souverain ne manque, pour ainsi dire, jamais, de soumettre à l'approbation préalable du *Cheikh-el-islam* les ordonnances ou règlements qu'il se propose de promulguer, afin qu'il soit bien établi qu'ils n'ont rien de contraire aux prescriptions de la loi religieuse, de la *chari'ah* (3).

Quoi qu'il en soit, les peuples musulmans ne s'en sont pas tenus et ne pouvaient s'en tenir, purement et simplement, aux règles de droit contenues dans le Coran ou la *Sonnah*. Il leur a fallu se plier à de nouvelles règles, se donner d'autres lois. C'est ainsi que les Abadhites du Mzab, musulmans hérétiques mais très fervents, outre qu'ils obéissent aux prescriptions de la loi religieuse, telles qu'elles sont exposées et développées dans leurs livres de jurisprudence, le *Nil*, par exemple, du cheikh Abd el-Aziz ben Ibrahim, — possèdent des *kanouns*.

Le mot *kanoun*, du grec : κανων, signifie : loi, règlement (4); il désigne généralement, en pays musulman, les ordonnances émanant du prince, relativement à des matières non réglées par la loi (5). Il aurait été emprunté, d'après MM. Hanoteau et Letourneux, « au langage de notre primitive église (6) », — mais, d'après M. Masqueray, à la langue administrative des anciens conquérants de l'Afrique du nord. Les prestations à fournir aux Romains, observe ce dernier auteur, étaient dites « indictions canoniques » ; tous les tarifs romains étaient des canons (7).

---

(1) Van den Berg, *Principes du droit musulman selon les rites d'Abou Hanifâh et de Chafii*, trad. de France de Tersant, p. 8, note 1.

(2) P. H. X., *La politique française en Tunisie*, p. 368 et suiv. — Foucher, *L'évolution du protectorat de la France sur la Tunisie*, p. 224 et suiv.

(3) Van den Berg, *op. cit.*, p. 8, note 1.

(4) Kazimirski, *Dict. ar. fr.*, t. 2, p. 818. — Houdas, *Gr. Encyclopédie*, v° *Kanoun*, p. 402, col. 1.

(5) Van den Berg, *op. cit.*, p. 8, note 1. — Cahun, *Le monde islamique ;* Histoire générale de Lavisse et Rambaud, t. 11, p. 531.

(6) Hanoteau et Letourneux, *La Kabylie et les coutumes kabyles*, t. 2, p. 138.

(7) Masqueray, *Formation des cités chez les populations sédentaires de l'Algérie*, p. 60.

Toujours est-il qu'en Tunisie, le mot *kanoun* s'entend d'une taxe perçue sur certains arbres tels que les oliviers ou les dattiers (1); — qu'en Kabylie, « il sert à désigner un tarif d'amendes applicables à ceux qui contreviennent soit au droit pénal, soit au droit civil, à l'*aâda* comme à l'*ârf* (2) »; — et qu'au Mzab, les *kanouns* s'analysent en un ensemble de dispositions réglementaires dont la plupart ont un caractère pénal; ils établissent « un tarif de pénalité, et se réduisent à cela le plus souvent (3) ».

Or, d'où vient qu'il en soit ainsi? Pourquoi ces *kanouns* sont-ils aussi sobres de dispositions se référant au droit privé, et en renferment-ils d'aussi nombreuses concernant le droit pénal? — Serait-ce parce que les matières rentrant dans le domaine du droit privé ont généralement été, dans les textes sacrés, l'objet d'une réglementation plus minutieuse? — Peut-être; mais peut-être, aussi, l'explication la plus concluante de ce fait est-elle la suivante : les rapports de droit privé n'intéressent que très subsidiairement la collectivité; l'on peut, dès lors, s'en remettre, pour l'élaboration du droit nouveau, à l'usage, à la doctrine, — et, pour sa sanction, à la libre appréciation du juge. — Mais, en matière criminelle, on ne peut plus procéder de la même façon; dès l'instant où il s'agit de punir un fait, parce qu'il menace l'ordre social, il faut sévir de suite, et ne pas s'en remettre à la coutume, par exemple, du soin de décider s'il importe ou non de punir ce fait; — de même qu'il est inadmissible que le juge reste libre d'appliquer ou de ne pas appliquer une peine. D'ailleurs, étant donné la gravité de la sanction, il est juste que le coupable sache, au préalable, ce à quoi il s'expose. — Voilà, semble-t-il, pour quelle raison les *kanouns* du Mzab ne contiennent guère que des dispositions pénales. Et ce qui tend encore à confirmer l'exactitude de cette explication, c'est ce fait que, lorsque, dans ces *kanouns*, des règles dépourvues de sanction pénale ou de pur droit civil se rencontrent, elles consacrent toujours des solutions auxquelles l'ordre politique ou social est grandement intéressé. D'ailleurs, on a fait observer bien souvent que, chez tous les peuples, les lois qui, les premières, apparaissent, sont des lois pénales et se présentent sous l'aspect de tarifs criminels. « Tel est le caractère de toutes les législations naissantes, dit Guizot; c'est par les lois pénales que les peuples font le premier pas

(1) Zeys, *Code annoté de la Tunisie*, t. 1, p. 557 et suiv.
(2) Hanoteau et Letourneux, *op. cit.*, t. 2, p. 138.
(3) Masqueray, *op. cit.*, p. 60.

visible, le premier pas écrit, hors de la barbarie... Tantôt sous une forme religieuse, tantôt sous une forme purement humaine, le droit pénal apparaît le premier dans la carrière législative des nations ; le premier effort vers le perfectionnement de la vie civile consiste à opposer d'avance des barrières, à dénoncer d'avance des peines aux excès de la liberté individuelle (1) ».

Au reste, quoi qu'il en soit des dispositions qu'ils renferment, les *kanouns* du Mzab ont été consignés sur des registres (2), et les parties essentielles en ont été extraites, réunies, condensées en des recueils appelés : « *listes de conventions* » (3). Les règles, que formulent ces *kanouns*, ont donc leur fondement dans des accords, dans des conventions. — Mais, entre quelles personnes ces conventions intervenaient-elles ?

Chaque ville du Mzab était administrée par trois *djemâas :* la *halka* des *Azzaba*, — la *djemâa* des *Aouames*, — la *djemâa* des *Mekaris* (4). — Les *Azzaba* « avaient la direction de la mosquée et le soin de son entretien. Ils instruisaient les enfants et enseignaient les sciences aux adultes, châtiaient les malfaiteurs, protégeaient les filles, les veuves et les orphelins, rendaient la justice aux gens lésés, concluaient les mariages, dressaient des actes, prononçaient des jugements selon la loi, déterminaient les limites des maisons, des terres et des jardins, et administraient les biens provenant de donations religieuses (5) ». — Les *Aouames* « étaient chargés de la gestion des affaires de la ville, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur (6) ». — Quant aux *Mekaris*, « ils étaient chargés de la police générale, du maintien de l'ordre et de l'arrestation des malfaiteurs et gens de désordre (7) ».

Or, l'élaboration d'un *kanoun* impliquait-elle la conclusion d'un accord entre *Azzaba*, *Aouames* et *Mekaris* ? — Les *Mekaris*, qui n'étaient que des agents d'exécution, qui n'avaient d'autres pouvoirs que ceux que leur déléguait, soit la *halka* des *Azzaba*, c'est-à-dire des clercs, soit la *djemâa* des *Aouames*, c'est-à-dire des laïques (8), n'étaient point admis à participer à cet accord. — D'autre part, dans la doctrine aba-

(1) Guizot, *Histoire de la civilisation en France*, t. 1, p. 272.
(2) Masqueray, *op. cit.*, p. 57.
(3) *Eod. loc.*, p. 58 et 59.
(4) de Motylinski, *Guerara depuis sa fondation*, p. 23 et suiv.
(5) *Eod. loc.*
(6) *Eod. loc.*, p. 30.
(7) *Eod. loc.*, p. 33.
(8) *Eod. loc.*, p. 34, note 1.

dhite pure, les clercs, représentés par le *cheikh* de la mosquée, concentraient entre leurs mains tous les pouvoirs (1), et il est vraisemblable que les *kanouns* les plus anciens sont nés de conventions entre les seuls *Azzaba*. Mais, très vite, une lutte s'engagea entre l'élément religieux et l'élément laïque, au cours de laquelle ce dernier vit son influence s'accroître peu à peu, si bien que les *Aouames* réussirent à exproprier les *Azzaba* d'une partie de leurs pouvoirs et attributions. Toujours est-il qu'à partir d'une certaine époque, très certainement, les laïques participent avec les clercs à l'exercice du pouvoir législatif, car les « *listes de conventions* » mentionnent, fréquemment, que les règles, qu'ils édictent, ont été arrêtées d'un commun accord entre les laïques et les clercs (2). Peut-être, même, certains *kanouns* sont-ils l'œuvre exclusive de la *djemâa* des *Aouames*, ainsi que le caractère des dispositions qu'ils renferment et les termes employés pour leur rédaction autorisent à le penser. Mais il est alors probable que la convention intervenue entre les seuls *Aouames* était soumise à l'approbation, à la ratification des clercs, car « aucun arrêt de djemâa n'a force de loi s'il n'a été approuvé par le cheikh des tolbas, lequel constate par sa signature, que cet arrêt n'est pas en contradiction avec les principes de la doctrine eibadite (3) ».

Il est, d'autre part, assez difficile de dire à qui incombait la mission d'appliquer les règles formulées dans les *kanouns*. Sur ce point, en effet, les renseignements les plus contradictoires ont été fournis. D'après le commandant Robin, « le chikh de la mosquée punissait, d'après le kanoun, les crimes et les délits, ainsi que les fautes contre la loi religieuse (4) ». — M. de Motylinski nous apprend, au contraire, d'après Si Mohammed ben Chetioui ben Slimane, que les *Azzaba* « prononçaient des jugements selon la loi (5) », ce qui semble indiquer qu'ils ne jugeaient pas selon les *kanouns*. Et M. Coyne dit également que « la djemâa juge tous les crimes, délits ou contraventions commis dans la ville (6) », ce qui implique, semble-t-il, que la *djemâa* des laïques connaissait de l'application des *kanouns*, à l'exclusion de la *halka* des clercs. — Sans doute, les clercs et les laïques se sont disputé le pouvoir

(1) Robin, *Le Mzab et son annexion à la France*, p. 29.
(2) Masqueray, *op. cit.*. p. 61 et suiv. ; — V. *infrà*, *Kanoun de Melika*.
(3) Coyne, *Le Mzab*, p. 27.
(4) Robin, *op. cit.*, p. 29.
(5) de Motylinski, *op. cit.*, p. 27.
(6) Coyne, *op. cit.*, p. 27.

judiciaire, comme ils se sont disputé le pouvoir législatif, et ainsi s'expliqueraient les contradictions qui viennent d'être relatées dans les renseignements recueillis sur ce point. Les *djemâas* laïques se sont plus ou moins émancipées selon les villes, en sorte qu'il y a « une grande confusion en ces matières..... et qu'il serait bien difficile, aujourd'hui, de marquer la limite de la compétence des *tolba* et de la compétence des *djemâas* (1) ».

Les *kanouns* ne nous ont point été transmis intégralement, malgré, qu'au Mzab, les registres soient en usage et que le nombre des lettrés y soit très grand, « les clercs ayant toujours regardé le soin de l'instruction publique comme leur premier devoir (2) ». M. Masqueray a pu constater que les *listes de conventions*, ou recueils de *kanouns*, étaient fort mal tenues, et, les raisons qu'il donne de ce fait sont les suivantes : « Si le goût de l'ordre a porté les Mozabites laïques à tenir compte de leurs délibérations, les clercs ont toujours été sourdement hostiles à la composition de répertoires qui n'étaient rien moins que des lois civiles embryonnaires. Leur loi religieuse autrefois répandue dans une infinité de volumes et condensée au commencement de ce siècle dans le *Kitâb n-Nil* du cheikh Abd el Aziz, de Beni Sgen, suffisait, suivant eux, à tous les besoins de la société ibadite qu'ils considéraient, d'abord et avant tout, comme une réunion de saints. Il n'est donc pas surprenant que, présidant de droit toutes les assemblées politiques, et chargés par les laïques eux-mêmes du soin de tenir les registres de *Tifâqat* (conventions) à cause de leur connaissance supérieure de la langue arabe, ils aient mis beaucoup de négligence à rédiger ces *Pactus*. Toutefois, il était nécessaire que les Imokrânen fissent observer par le peuple, sans variation, toutes les décisions prises, au moins celles qui concernaient les crimes et délits, et que le peuple eut un moyen de revoir, en peu d'instants, quelles défenses il devait observer, quelles peines il devait encourir. De là vint l'usage d'extraire des *Tifâqat* ce qu'elles renfermaient d'essentiel, et d'en former des règles dont les unes sont facilement contenues dans quelques lignes, et dont les autres remplissent plusieurs feuillets, suivant les temps, ou plutôt suivant le caprice des rédacteurs, mais qui toutes sont des sortes d'*album* destinés à la publicité (3) ».

Quelques *kanouns*, de Melika principalement, ont été

---

(1) Robin, *op. cit.*, p. 30.

(2) Masqueray, *op. cit.*, p. 57.

3) *Eod. loc.*, p. 58 et 59.

recueillis au Mzab par M. Masqueray, et publiés par lui (1). — Mais, il en est d'autres qui ont été fournis à l'autorité militaire par les *djemâas* laïques des sept villes de la confédération mozabite, dont la traduction a été donnée par M. de Motylinski dans le *Mobacher* des 9, 16 et 23 juin 1883, et dont les dispositions ont été très sommairement analysées par M. le commandant Robin (2). On ne saurait y voir, étant donné surtout que l'élément religieux est resté étranger à leur communication, une rédaction exacte et complète des coutumes abadhites. Mais, à raison du nombre et de l'importance des renseignements qu'ils nous fournissent sur les institutions mozabites, il nous a semblé qu'il pouvait y avoir quelque utilité à les faire connaître à nouveau et à en annoter les prescriptions les plus intéressantes. M. de Motylinski a bien voulu nous y autoriser et nous permettre de faire état de deux études dont il est l'auteur, l'une sur la *Tebria*, l'autre sur les juifs de Ghardaïa, qui nous ont été communiquées par M. le lieutenant Verdier, du bureau arabe de Laghouat, et dont nous devons à l'amabilité de M. le commandant Lacroix, chef du Service des affaires indigènes au Gouvernement général de l'Algérie, d'avoir pu obtenir copie. Nous tenons à rendre à leur bienveillante obligeance un hommage empressé. Nous adressons, également, tous nos remerciements à M. R. Basset, qui a bien voulu nous fournir, touchant le Mzab, des renseignements bibliographiques très circonstanciés.

(*A suivre.*)

Marcel MORAND,
Professeur à l'École de droit d'Alger.

(1) Masqueray, *op. cit.*, p. 61 et suiv.
(2) Robin, *op. cit.*, p. 30 et suiv.

LE DROIT ABADHITE

CHEZ LES MUSULMANS DE ZANZIBAR ET DE L'AFRIQUE ORIENTALE

L'annexion de la Confédération du M'zab à la France, prononcée par la décision présidentielle du 21 décembre 1882, a eu pour conséquence de placer les indigènes musulmans de ce pays sous le régime de la loi française, dans les mêmes conditions que les autres indigènes musulmans de l'Algérie, sujets français.

L'arrêté du gouverneur général de l'Algérie du 1er janvier 1883, crée des mahakmas dans les sept villes du M'zab, organisées suivant les règles tracées par le décret du 8 janvier 1870 sur l'organisation et le mode d'administration de la justice musulmane dans la région située en dehors du Tell et de la Kabylie (territoires de commandement).

Un medjelès spécial siège à Ghardaïa, la ville la plus importante du M'zab et il est statué en appel, dans les conditions prévues au décret du 8 janvier 1870, par le tribunal civil de l'arrondissement (art. 37 du décret du 17 avril 1889, modifié par le décret du 25 mai 1892).

La Cour d'appel d'Alger exerçant un pouvoir régulateur, en vue d'assurer l'unité de jurisprudence en matière musulmane, peut être appelée à connaître des décisions rendues en dernier ressort, suivant la procédure déterminée par le décret du 25 mai 1892, qui a créé une sorte de pourvoi en revision.

Les Mozabites appartenant au rite religieux Abadhite, c'est la loi de ce rite qui est appliquée par les juridictions dont ils relèvent.

Hors du M'zab, les contestations relatives au statut personnel et aux droits successoraux des Mozabites sont portées devant le juge de paix (art. 7, § 2, n° 1 du décret du 17 avril 1889); les parties peuvent néanmoins porter leurs

contestations devant des cadis spéciaux Abadhites, créés par le décret du 29 décembre 1890 et siégeant à Alger, Mascara et Constantine.

Cette organisation de la justice particulière aux Mozabites, le nombre de plus en plus grand de ces musulmans Abadhites résidant dans les villes du Tell, l'importance croissante de leur situation économique font ressortir l'intérêt que présente pour nos magistrats, nos administrateurs, nos commerçants et tous ceux qui, par leur situation, peuvent être appelés à s'occuper des affaires de ces indigènes, l'étude de leur rite spécial et des lois et coutumes qui les régissent.

L'Abadhisme (1), dont l'origine remonte au temps du Prophète, après avoir joué un rôle considérable dans les premiers temps de l'Islam avec les Kharidjites, et dominé pendant deux siècles environ dans la Berbérie, n'est plus représenté aujourd'hui que dans le M'zab (Algérie), dans l'île de Djerba (Tunisie), au Djebel Nefoussa (Tripolitaine) et dans l'Oman (Arabie), d'où il a été introduit à Zanzibar et sur la Côte orientale d'Afrique par les Imams de Mascate.

Ce qui distingue principalement le rite Abadhite des rites orthodoxes, c'est le puritanisme de sa doctrine, reposant sur l'interprétation littérale du Koran.

Les Abadhites acceptent le Koran et la Sounna et même les commentaires orthodoxes (2), mais ils rejettent toute interprétation leur paraissant contraire aux principes de l'Islamisme primitif.

Le droit civil des Abadhites basé, comme celui des musulmans orthodoxes, sur la loi religieuse, ne présente pas avec celui-ci des différences essentielles ; il révèle seulement un

(1) La secte Abadhite est une branche du Kharidjisme ; elle tire son nom de Abdallah ben Abadh, qui le premier en aurait fixé la doctrine par écrit, dans la deuxième partie du premier siècle de l'hégire. Les partisans de cette secte sont aussi appelés Ouahbites, en l'honneur de Abdallah ben Ouahb, qui fut tué à la bataille de Nahrouan, où il commandait les Kharidjites contre Ali (an 38 de l'hégire).

(2) E. Zeys, *Législation musulmane*, Alger, Jourdan, 1886. — Cette opinion est appuyée sur un document émanant des Ouahbites du Nedjeb, partisans de la secte fondée au XVIII[e] siècle de l'ère chrétienne par Mohammed ben Abd El-Ouahb et dont les principes paraissent être les mêmes que ceux de la secte Abadhite. Il y aurait lieu de faire des réserves à ce sujet, jusqu'à ce que l'origine de cette secte moderne soit mieux connue. — Actuellement les Abadhites n'acceptent que les commentaires des docteurs de leur secte ; mais il est vraisemblable que ceux-ci ont beaucoup emprunté aux orthodoxes. M. Zeys fait remarquer que le cheikh mozabite Atfiech, notre contemporain, dans son commentaire du *Nil*, emprunte ses définitions à Mohamed Khirchi le Malékite.

souci plus étroit de maintenir la pureté des mœurs et un respect plus scrupuleux du texte du Livre de Dieu.

En somme, si les Abadhites se séparent des orthodoxes ce n'est pas tant sur les principes fondamentaux de l'Islamisme(1) que sur la façon d'interpréter le Koran et la tradition.

Aujourd'hui le monument juridique le plus important des Abadhites du M'zab est le *Nil*, œuvre du cheikh Abd-el-Aziz, qui vivait pendant la seconde moitié du dix-huitième siècle de l'ère chrétienne.

Cet ouvrage comprend tout le droit religieux, civil et pénal des Mozabites. Il est divisé en vingt-deux livres, dont deux seulement, le livre x traitant du *mariage* et le livre xxi traitant des *successions*, ont été traduits en français et publiés par M. E. Zeys.

Le cheikh Athfièch, qui vit actuellement au M'zab, a composé un commentaire du *Nil*.

C'est d'après ces deux ouvrages que les cadis et les tribunaux français rendent leurs décisions, en matières musulmane Abadhite (2).

Les Mozabites ne paraissent pas avoir produit beaucoup d'œuvres originales en cette matière ; c'est de l'Oman et de Zanzibar qu'ils tiraient les documents contenant les traditions de leur secte.

Dans l'Oman, en effet, la doctrine Abadhite avait pu se développer librement pendant de longs siècles et fixer dans des œuvres savantes les principes de la loi civile ; la littérature juridique y a été très abondante.

La connaissance des travaux religieux et juridiques des musulmans Abadhites de ce pays, quand elle sera plus avancée, sera d'un grand secours pour expliquer l'esprit et reconnaître les sources des traités de droit et de jurisprudence de nos sujets au M'zab.

Lorsque, il y a quelques années, le cheikh Sliman ben Nacer, de Zanzibar, vint en Algérie, il fut reçu en grande pompe et avec des égards particuliers par les Mozabites, heureux de voir un des représentants les plus autorisés et les plus savants de leur secte, qui leur apportait les idées, les sentiments et les sympathies de leurs frères d'Orient (3).

---

(1) Les divergences essentielles portent sur l'Imamat et l'Arbitrage, qui ont déterminé la révolte des Kharidjites contre Moaouia et Ali ; les autres sont relatives à des questions secondaires de droit et à divers points de doctrine religieuse qui n'ont l'importance de principes que pour les théologiens.

(2) Voir : « *Législation mozabite* » par E. Zeys, Alger, 1886.

(3) Voir en appendice une notice sur Sliman ben Nacer.

Ce fait montre combien les abadhites d'Algérie sont restés attachés à ces coreligionnaires d'un pays éloigné qui ont conservé et entretenu le foyer de la pure doctrine Islamique, en lui donnant un très vif éclat.

A la suite de l'établissement de la colonie Allemande de l'Afrique orientale, les savants Allemands se sont mis à l'étude du droit musulman en vigueur parmi les habitants indigènes de cette contrée, qui appartiennent en partie au rite Chaféite, en partie au rite Abadhite.

M. Éduard Sachau, l'éminent professeur du Séminaire des langues orientales de Berlin, a publié de nombreux travaux sur le droit Chaféite et sur le droit Abadhite ; parmi ces travaux, deux études présentent un intérêt particulier pour nous ; ce sont :

1° « *Le droit Musulman de succession selon la doctrine des arabes abadhites de Zanzibar et de l'Afrique Orientale* », mémoire publié dans les comptes-rendus de l'Académie Royale Prussienne des Sciences de Berlin, 1894, VIII, séance générale du 15 février (1) ;

2° « *Observations d'un jurisconsulte musulman sur l'état du droit musulman dans l'Afrique Orientale* », notice publiée par le Séminaire des langues orientales de Berlin en 1898 (2).

Dans son mémoire sur les *successions dans le droit Abadhite des Arabes de Zanzibar et de l'Afrique Orientale*, M. Eduard Sachau expose d'abord l'origine de la secte abadhite et les principes qui la séparent des rites orthodoxes; il indique la répartition géographique et politique des musulmans suivant la doctrine de cette secte et vivant encore aujourd'hui à côté des autres musulmans sans se mêler à eux.

A Zanzibar et dans l'Afrique Orientale, bien que les princes régnants fussent Abadhites et aient dû et pu, suivant les principes de l'Islam, imposer la loi de leur rite à tous leurs sujets, le droit Chaféite est en vigueur pour les musulmans appartenant à ce dernier rite. Cette concession généreuse et anormale pour les Musulmans, paraît avoir été faite pour des raisons d'ordre politique.

---

(1) *Muhammedanisches Erbrecht nach der Lehre der Ibaditischen Araber von Zanzibar und Ostafrika.* Von Eduard Sachau.

In *Sitzungsberichte der Koniglich Preussischen Akademie der Wissenschaften zu Berlin*, 1894, VIII. Gesammtsitzung vom 15 Februar.

(2) *Das Gutachten eines Muhammedanischen Rechtsverhältnisse in Ostafrika.* Von Eduard Sachau.

Sonderabdruck aus dem Mittheilungen aus dem Seminar für Orientalische Sprachen zu Berlin, Berlin 1898.

Actuellement il y a à Zanzibar huit juges Abadhites et deux juges Chaféites.

De la vaste littérature juridique des Abadhites M. Éduard Sachau n'a eu qu'un ouvrage complet à sa disposition *Le Compendium* de Abulhasan Ali Ibn Mohammed Ibn Ali El-Bésioui El-Omani, qui jouit d'une grande autorité à Zanzibar et sur le continent Africain, sous le titre de *Mokhtaçar El-Bésioui* et qui a été imprimé à Zanzibar en 1886, sur l'ordre du sultan Barghasch.

La biographie de l'auteur et les sources où il a puisé sont inconnues.

Dans ce compendium M. Éduard Sachau a choisi, pour en donner la traduction en Allemand, les chapitres traitant du *droit de succession* et du *testament*.

Dans une analyse critique précédant le texte de la traduction, il en indique en substance le contenu.

Comme la plupart des ouvrages de droit musulman qui n'ont pas un caractère original et personnel, le traité d'El-Bésioui renferme des négligences de rédaction, des répétitions et des lacunes.

Ainsi il traite deux fois de l'héritage des commorientes, sans doute parce qu'il a consulté deux sources différentes ; d'autre part, il ne traite ni du droit de succession des parents éloignés, dont il fait seulement mention, ni des obligations qui pèsent sur l'héritage.

Mais le grand nombre d'exemples qu'il donne sont très instructifs.

Le chapitre sur le testament est d'une valeur inférieure à celle des chapitres qui se rapportent aux successions *ab intestat* et les alinéas par lesquels il se termine, concernant l'Ikrar ou Aveu, sont tout à fait insuffisants.

L'ouvrage se compose de 183 chapitres : ce sont les chapitres 61 à 77 qui traitent des successions *ab intestat* et le chapitre 58 du testament.

M. Éduard Sachau donne ces chapitres dans l'ordre suivant :

A). — Sections I, II, III, IV. — Chapitres 61, 62, 63, 64 : des héritiers et des parts qui leur sont attribuées ;

B). — Sections V à XVII. — Chapitres 65 à 77 : du partage des successions ;

C). — Section XVIII. — Chapitre 58 : du testament.

A). — La base du droit de succession est dans le Koran (Sourate IV, vers. 12 à 15 et 175), où ont été fixées à tout jamais les parts que certains parents doivent recevoir dans l'héritage ; ce sont les héritiers réservataires, savoir : le

père, la mère, l'époux, l'épouse, la fille, le frère et la sœur.

Suivant une interprétation traditionnelle on classe aussi parmi ces héritiers le grand-père, la grand'mère et la petite fille ; par contre, on n'y place pas le fils, parce que le Koran ne détermine pas la part qu'il doit avoir dans l'héritage ; mais il doit toujours recevoir le double de la part d'une sœur.

Aux héritiers réservataires s'opposent les autres parents du *de cujus*, dont les droits n'ont pas été réglés par le Koran ; ce sont les héritiers *Acebs ;* le droit de succession de ces personnes a été fixé par la tradition et la jurisprudence.

Une troisième classe d'héritiers est formé par les *doui el-arham*, les possesseurs de l'utérus, c'est-à-dire les parents utérins et éloignés, qui ne sont ni réservataires, ni acebs.

El-Bésioui ne parle de cette classe d'héritiers qu'en passant.

La section I indique quelle part revient à chaque héritier réservataire ; comment les parts varient suivant la présence ou l'absence de certains héritiers ; comment dans certaines circonstances le droit d'un héritier quelconque peut être annulé par la présence d'un autre En même temps les héritiers acebs sont nommés, en tant qu'ils sont appelés à prendre une part de succession, après que les droits des réservataires ont été satisfaits.

La section II développe ce sujet et l'éclaircit par de nombreux exemples. Ici sont encore mentionnés des héritiers comme les oncles, les aïeules, qui, à proprement parler, ne sont pas des acebs.

La section III donne une liste des héritiers acebs, dont quelques-uns sont en même temps réservataires et l'accompagne d'observations sur l'exclusion d'un héritier par l'autre.

Enfin elle contient des décisions sommaires sur les hermaphrodites, les parents morts ensemble dans un accident, comme un naufrage, les parents de souche éloignée, les affranchis et les femmes Persanes qui peuvent épouser leurs proches parents.

La section IV donne une deuxième liste des héritiers acebs ; elle explique qu'un être féminin ne peut en général être aceb ; elle énumère les personnes qui ne sont ni réservataires ni acebs et donne les règles de succession applicables aux parents de religion différente, au cas de mariages mixtes et aux affranchis.

B) Les fractions de l'héritage attribuées aux héritiers réservataires comme parts, sont d'après le Koran :

1/2, 1/4, 1/8, 2/3, 1/3, 1/6.

Par suite, l'héritage est généralement divisé en sixièmes, huitièmes, douzièmes ou vingt-quatrièmes.

Ces fractions peuvent être remplacées par d'autres fractions plus minimes, lorsque les parts légitimes des héritiers réservataires représentent un plus grand nombre de fractions comprises dans un entier.

Par exemple, les héritiers réservataires sont : une épouse, une sœur germaine et une sœur utérine, dont les parts respectives sont 1/2, 1/2, 1/6, soit 7/6 ; l'héritage sera partagé non en sixièmes, mais en septièmes et chaque héritier recevra autant de septièmes que la loi lui accorde de sixièmes.

Cette diminution des parts héréditaires, qui a donné lieu à des controverses dans l'Islam, est appelée *aoul*.

Cette expression veut dire primitivement que le fléau de la balance n'est pas horizontal, mais incliné du côté du poids, de sorte que l'acheteur ne reçoit pas le poids juste de la marchandise.

Selon cette méthode, attribuée au khalife Ali (1), les sixièmes sont réduits en septièmes, huitièmes, neuvièmes et dixièmes ; les douzièmes en treizièmes, quinzièmes et dix-septièmes et les vingt-quatrièmes en vingt-septièmes.

Les méthodes de division de l'héritage données dans ces chapitres et expliquées par de nombreux exemples, avec les calculs en fractions, ont pour but d'éviter le calcul avec de gros nombres ; ce qui a une plus grande importance pour les Arabes que pour nous, car ils font leurs calculs en mots ; et dans ces conditions le calcul le plus simple perd immédiatement de sa clarté.

La section v détermine les fractions des parts légitimes de la succession et leurs diminutions.

Les sections vi à xiii donnent des exemples de la réduction des parts.

La section xiv traite du droit des frères germains de participer à la réserve des frères utérins ; la division de l'héritage nécessaire à cet effet est expliquée par des exemples.

La section xv expose les règles du partage entre les héritiers et de la multiplication de la base de répartition, ou comment un héritage est partagé lorsque les parts sont de valeurs différentes, comme celles du fils et de la fille et comment on obtient la fraction nécessaire par une simple multiplication.

---

(1) Elle fut appliquée pour la première fois par le khalife Omar, *sur l'avis d'Ali*, suivant une tradition ; suivant une autre version, Omar aurait consulté Ben Abbes et, suivant une troisième opinion, Zeid ben Tabet.

Voir : « *Traité des successions musulmans* », par Luciani, page 376.

La section XVI traite de l'abrégé, c'est-à-dire de l'abréviation, simplification des calculs fractionnaires au moyen des numérateurs les plus petits possibles.

La section XVII traite de la réunion ; c'est une plus grande simplification de la division de l'héritage, qui s'effectue avant la répartition entre les héritiers, quand ils sont nombreux, par la réunion de plusieurs d'entre eux en groupes comprenant tous ceux qui ont une part égale.

Dans un appendice l'auteur traite une deuxième fois et avec plus de détails, la question des successions des parents qui ont péri collectivement dans un accident ou dans des pays éloignés, sans que l'on puisse savoir s'ils sont morts en même temps ou dans un ordre quelconque.

C) Comme dans la plupart des ouvrages de droit Arabe, le testament occupe dans le traité d'El-Bésioui une place secondaire vis-à-vis des successions *ab intestat.*

La section XVIII renferme un certain nombre de détails précis sur les dispositions testamentaires faites en faveur des parents les plus proches.

Cette section se termine par un court exposé de l'Ikrar (1), l'aveu, indiquant sous quelle forme il est valable et comment, dans certaines circonstances, il influe sur le testament et sur la succession *ab intestat.*

Tel est le contenu de la partie du traité d'El-Bésioui traduite par M. Eduard Sachau.

Si nous rapprochons le texte de cet auteur de celui du chapitre XXI du *Nil*, qui traite également des successions et dont M. Zeys a donné la traduction (*Journal de la jurisprudence de la Cour d'appel d'Alger et de législation algérienne*, année 1895, pages 5, 41, 73, 121) (2), nous pouvons faire quelques remarques intéressantes.

De la division du sujet adoptée par Abd-el-Aziz, auteur du *Nil,* d'une part, et par El-Bésioui, de l'autre, il résulte que chacun de ces auteurs a rédigé son ouvrage d'après des sources distinctes ; bien que la plupart des questions qui y sont abordées soient les mêmes, elles ne sont pas traitées avec un égal développement.

Le *Nil* est rédigé d'une façon plus dogmatique, le *Mokhtaçar* d'El-Bésioui d'une façon plus pratique ; ce dernier, en effet, expose moins des points de doctrine qu'il ne présente de

---

(1) Il ne s'agit que de l'aveu d'une obligation consigné dans le testament.

(2) Voir : Notes de M. Zeys dans cette traduction et *Traité des successions musulmanes*, par J.-D. Luciani, Paris, Ernest Leroux, 1890.

nombreux exemples d'application des règles successorales et de calculs de répartition de l'héritage.

Quant aux solutions consacrées par les deux jurisconsultes Abadhites, elles sont, à peu de chose près, semblables et présentent, en général, les mêmes rapports de différence ou de ressemblance avec celles des écoles orthodoxes; ce qui indique que les sources où ils ont puisé, quoique distinctes, ont une origine commune et ont été inspirées par les mêmes principes particuliers à leur secte.

Nous allons examiner successivement les points plus spécialement dignes d'attention à ce sujet.

En ce qui concerne les héritiers réservataires et la part revenant à chacun d'eux, El-Bésioui et le *Nil* énumèrent les mêmes personnes et leur attribuent la même quotité. Ils ne se distinguent pas en cela des auteurs appartenant aux rites orthodoxes.

Quant aux héritiers acebs, le *Nil* déclare que ce sont les mâles reliés directement au *de cujus* ou qui lui sont unis par un autre mâle, sans limitation.

Alfred IMBERT.

(*A suivre*).

EXAMEN CRITIQUE

DE LA

JURISPRUDENCE DE LA COUR DE CASSATION

ET DES TRIBUNAUX ALGÉRIENS

Relativement à la compétence des tribunaux répressifs indigènes pour les délits pouvant entraîner des condamnations comptant pour la relégation.

Parmi les difficultés qu'a soulevées l'institution des tribunaux répressifs indigènes, la question de la relégation et des délits susceptibles d'entraîner des condamnations comptant pour la relégation est certainement celle qui a donné lieu au plus remarquable développement de jurisprudence. Et cela n'a rien qui doive surprendre, car c'est sur ce point qu'apparaît la plus flagrante des contradictions du décret du 29 mars 1902 avec les lois antérieures.

Deux ordres de dispositions législatives sont en présence dont la conciliation est une difficile énigme posée à la sagacité des interprètes.

D'une part, les art. 2, 4, 11 et 20 de la loi du 27 mai 1885 :

« Art. 2. — *La relégation ne sera prononcée que par les cours et tribunaux ordinaires comme conséquence des condamnations encourues devant eux, à l'exclusion de toutes juridictions spéciales et exceptionnelles.* — Ces cours et tribunaux pourront toutefois tenir compte des condamnations prononcées par les tribunaux militaires et maritimes en dehors de l'état de siège ou de guerre, pour les crimes ou délits de droit commun spécifiés à la présente loi.

» Art. 4. — Seront relégués les récidivistes qui, dans quelque ordre que ce soit et dans un intervalle de dix ans, non compris la durée de toute peine subie, auront encouru les condamnations suivantes : — 1° ..... ; — 2° Une des condamnations énoncées au paragraphe précédent et deux condamnations, soit à l'emprisonnement pour faits qualifiés crimes, soit à plus de trois mois d'emprisonnement pour : *vol*, *escroquerie*, *abus de confiance*, *outrage public à la pudeur*, *excitation habituelle des mineurs à la débauche*, *vagabondange* ou *mendicité* par application des art. 277 et

279 C. pén.; — 3° Quatre condamnations, soit à l'emprisonnement pour faits qualifiés crimes, soit à plus de trois mois d'emprisonnement pour les délits spécifiés au paragraphe 2 ci-dessus; — 4° Sept condamnations, dont deux au moins prévues par les deux paragraphes précédents, et les autres, soit pour *vagabondage*, soit pour *infraction à l'interdiction de résidence*, signifiée par application de l'art. 19 de la présente loi, à la condition que deux de ces autres condamnations soient à plus de trois mois d'emprisonnemont.

» Art. 11. — Lorsqu'une poursuite devant un tribunal correctionnel sera de nature à entraîner l'application de la relégation, *il ne pourra jamais être procédé dans les formes édictées par la loi du 20 mai 1863 sur les flagrants délits.*

« Art. 20. — *La présente loi est applicable à l'Algérie* et aux colonies. — *En Algérie*, par dérogation à l'art. 2, *les conseils de guerre prononceront la relégation contre les indigènes des territoires de commandement* qui auront encourue pour crimes ou délits de droit commun, les condamnations prévues à l'art. 4 ci-dessus. »

D'autre part, le décret du 29 mars 1902, art. 1er (modifié par le décret du 28 mai 1902), dispose : « *Tous les délits commis* en territoire civil *par des indigènes sont jugés par un tribunal répressif indigène,* établi au chef-lieu de la justice de paix ». Et il convient d'y joindre l'art. 8 du même décret : « *L'affaire est portée à l'audience et jugée selon les règles établies par la loi du 20 mai 1863 sur les flagrants délits* ».

La contradiction entre les deux groupes de textes est évidente. Comment déférer tous les délits à une juridiction spéciale, exceptionnelle, dont la procédure est toujours celle des flagrants délits, et appliquer la relégation, qui suppose des condamnations exclusivement prononcées par des tribunaux ordinaires, suivant une procédure qui ne doit jamais être celle des flagrants délits? Comment faire cesser cette antinomie?

Bien des solutions ont déjà été proposées. Mais nous avons le vif regret de constater que les deux solutions que la chambre criminelle de la cour de cassation a jusqu'ici successivement et alternativement adoptées sont, de toutes, les moins acceptables.

I

A) Il était tout d'abord une solution qui avait sur toutes autres le double avantage de la très grande simplicité et de l'exacte application des principes juridiques. Elle consiste

à reconnaître que les décrets du 29 mars et du 28 mai 1902, intervenant en une matière réservée au Parlement, l'organisation judiciaire répressive, sont viciés d'une illégalité originelle ; ils sont inopérants. Les monstres que sont, dans le domaine judiciaire, les tribunaux répressifs indigènes ne sont pas nés viables. C'est la solution que nous soutiendrons toujours comme seule complètement exacte (1). Ici, il est évident qu'elle met radicalement fin au conflit.

Mais nous savons que la cour de cassation, ou tout au moins la chambre criminelle, s'est prononcée différemment (2). Il nous faut donc, pour suivre la jurisprudence dans ses raisonnements, supposer admis le dogme de la légalité des décrets instituant les tribunaux répressifs indigènes. C'est, on nous permettra de le remarquer, un singulier point de départ pour une discussion juridique que cette négation d'un principe aussi essentiel que la prédominance de la loi sur le décret : on en verra d'ailleurs plus loin les conséquences.

B) Si les tribunaux répressifs indigènes étaient des tribunaux *ordinaires*, il n'y aurait aucune difficulté : comme le faisaient jusqu'alors les tribunaux correctionnels, ils prononceraient contre les indigènes coupables de vol, escroquerie, etc., — ce que nous appellerons commodément les délits *ad relegationem* — des condamnations comptant en vue de la relégation, et, quand le nombre déterminé de ces condamnations est atteint, ils prononceraient la relégation. C'est la solution qu'avait préconisée M. le conseiller Bard dans l'affaire où est intervenu l'arrêt de règlement de juges du 15 novembre 1902 : les tribunaux répressifs indigènes, disait-il, « constituent à l'égard des indigènes, la juridiction ordinaire et de droit commun..... Ce n'est pas une juridiction d'exception dans le sens de la loi de 1885 (3) ».

Dans cette affaire, la chambre criminelle a évité de se pro-

---

(1) Voy. nos précédents articles : Les tribunaux répressifs indigènes en Algérie (*Revue pénitentiaire*, 1902, p. 536) ; Les tribunaux répressifs indigènes et les administrateurs juges de simple police dans les communes mixtes (*Rev. Alg.*, 1902. 1. 41, notamment n° 8) ; La nouvelle organisation de la justice répressive indigène en Algérie (*Revue pénitentiaire*, 1902, p. 993) ; Les tribunaux répressifs indigènes d'Algérie devant la cour de cassation (*Revue pénitentiaire*, 1902, p. 1167) ; et notre *Traité élémentaire de législation algérienne*, t. Ier, n° 539). — Voy. aussi la brochure de M. Jean Appleton, *Deux décrets illégaux*, Paris, 1902 (Ligue des Droits de l'Homme).

(2) Crim. rej., 28 août et 4 septembre 1902 (*Rev. Alg.*, 1902. 2. 269).

(3) Voy. le rapport reproduit (*Rev. Alg.*, 1902. 2. 381).

noncer sur le caractère des tribunaux répressifs indigènes : elle a invoqué des motifs d'un autre ordre pour déférer l'indigène passible de la relégation au tribunal correctionnel. Mais, dès que la question s'est présentée, on dut reconnaître qu'il n'était pas possible de considérer les tribunaux répressifs indigènes comme des tribunaux de droit commun. Tout le rapport de M. le conseiller Roulier, dans l'affaire terminée par l'arrêt du 5 févier, s'attache — et il le fait sans peine — à cette démonstration. C'est évidemment et au premier chef une de ces *juridictions spéciales et exceptionnelles* que l'art. 2 de la loi de 1885 vise pour les exclure : *juridiction spéciale*, puisqu'elle n'a pour justiciables que les seuls indigènes musulmans (1) ; juridiction *exceptionnelle*, à tous points de vue : singularité de sa composition, du mode de nomination et d'installation de ses membres ; procédure sommaire des flagrants délits toujours employée ; dispositions absolument exorbitantes du droit commun en ce qui concerne les voies de recours dont ses jugements sont susceptibles, notamment en ce que la faculté d'appel est refusée au prévenu quand la condamnation ne dépasse pas six mois d'emprisonnement ou 500 francs d'amende et de réparations civiles, et en ce que l'opposition est rendue presqu'impossible par les preuves mises à la charge du condamné (2) ; et même s'il faut en croire la cour de cassation elle-même, refus au condamné de la faculté de se pourvoir en cassation (3)

C) Cette solution écartée, une autre s'est présentée que quelques tribunaux correctionnels, notamment celui d'Alger, ont paru admettre (4). Son plus grave tort est d'aboutir à un résultat tout négatif.

D'une part, la loi du 27 mai 1885, expressément déclarée applicable à l'Algérie par son art. 20, veut que les délits de vol, escroquerie... puissent conduire ceux qui les commettent, indigènes aussi bien qu'européens — *lex non distinguit* — à la relégation : or, les condamnations des tribunaux répressifs indigènes, juridictions spéciales et exceptionnelles, ne

---

(1) Alger, ch. de rév., 27 déc. 1902 (*Rev. Alg.*, 1903. 2. 37. et notre note).

(2) Trib. rép. indig., Alger-sud, 21 juin 1902 (*Rev. Alg.*, 1902. 2. 294).

(3) Crim. rej., 4 septembre 1902 (*Rev. Alg.*, 1902. 2. 292). — Voy. en sens contraire notre *Traité élémentaire de législation algérienne*, t. I, n° 552, et notre article, *Revue pénitentiaire*, 1902, p. 1173.

(4) Voy. le jugement du trib. correct. d'Alger, rapporté dans le rapport de M. Fabre de Parrel précédant l'arrêt de la Cour d'Alger du 18 décembre 1902 (*Rev. Alg.*, 1903. 2. 1).

pourraient pas compter, l'art. 2 de la loi est formel ; donc ces tribunaux ne peuvent en connaître.

D'autre part, puisque les décrets du 29 mars et du 28 mai 1902 sont légaux — du moins la cour de cassation l'a affirmé — et qu'ils défèrent de la façon la plus explicite *tous les délits* commis par les indigènes aux tribunaux répressifs qu'ils créent, les tribunaux correctionnels ne peuvent connaître de ce que nous avons appelé les délits *ad relegationem,* pas plus que des autres.

Conséquence : aucun tribunal, dans le territoire civil de l'Algérie, ne peut plus connaître de ces délits de vol, escroquerie, etc., quand ils ont pour auteurs des indigènes, ni les tribunaux répressifs, car la loi de 1885 s'y oppose, ni les tribunaux correctionnels, puisque les décrets de 1902 ne le permettent pas. Et on peut ajouter que cette opinion paradoxale n'a rien de légalement impossible : un décret peut modifier le code pénal pour l'Algérie ; les décrets du 29 mars et du 28 mai, arabophiles à l'excès, ont pour effet d'abroger, au profit des indigènes musulmans du territoire civil tous les articles du code pénal reprimant les délits visés à l'art. 4 de la loi de 1885.

On pourrait remarquer, avec une pointe d'ironie, que ceci expliquerait la liesse manifestée par quelques indigènes à l'apparition des décrets désormais fameux. — A parler sérieusement, on doit reconnaître à cette théorie le grand mérite de démontrer avec une inexorable logique l'absurdité de la légalité des décrets de 1902 ; c'était la plus amusante critique de l'arrêt du 28 août 1902.

D) Nous ne sommes pas surpris que les tribunaux n'aient pas accepté cette solution, évidemment trop favorable aux voleurs, escrocs, etc. C'était un singulier moyen d'assurer à l'Algérie la sécurité que depuis si longtemps elle réclame ! — La cour d'Alger, sur appel d'un jugement qui, s'il eût été confirmé, eût abouti précisément à cette négation qui caractérise le système précédent, avait trouvé la plus heureuse formule, la plus acceptable conciliation des textes antinomiques, quand, sur le très remarquable rapport de son président, M. Fabre de Parrel, elle donna une solution qui peut se résumer ainsi :

Si les décrets de 1902 sont légaux, ils ne le sont que dans la mesure où ils n'entrent pas en conflit avec des lois expressément et par elles-mêmes déclarées applicables à l'Algérie. Précisément, la loi du 27 mai 1885 est une de ces lois ; dans la mesure où, pris à la lettre, les décrets de 1902 lui porteraient

atteinte, ils ne peuvent recevoir exécution. Pour respecter la loi de 1885, il faut que les délits énumérés dans son art. 4, quels qu'en soient les auteurs, puissent entraîner des condamnations comptant pour la relégation. Donc les tribunaux correctionnels continueront à connaître de ces délits, à l'exclusion des tribunaux répressifs (1).

C'est l'opinion que dès l'abord nous avions indiquée comme seule susceptible de concilier l'existence des tribunaux répressifs indigènes avec le respect dû à certaines lois antérieures qui déterminent les tribunaux compétents pour connaître de certains délits, non seulement la loi du 27 mai 1885 pour les délits qu'elle énumère dans son art. 4, mais aussi la loi du 29 juillet 1881 pour les délits de presse, le code de justice militaire du 9 juin 1857 pour les délits que peuvent commettre les indigènes servant dans notre armée, la loi du 9 floréal an X pour les délits de grande voirie (2). C'est même la solution qui paraissait se dégager d'un arrêt de la chambre criminelle elle-même, renvoyant devant un tribunal correctionnel un indigène relégable (3).

Mais c'est précisément l'un des arrêts rendus par la cour d'Alger, le 18 décembre 1902 qui, avec une exceptionnelle rapidité, vient d'être cassé par l'arrêt du 5 février 1903 (4).

II

Quel est donc sur notre question le sentiment de la cour suprême ?

Il est assez difficile de le savoir, car, même en négligeant les opinions très diverses parfois formulées par les rapporteurs, on peut dégager des quelques arrêts déjà rendus par la chambre criminelle deux solutions très différentes. (Rarement jurisprudence fut plus incertaine).

---

(1) Alger, ch. correct., 18 décembre 1902 (*Rev. Alg.*, 1903. 2. 1), avec le rapport de M. Fabre de Parrel. — La Cour d'Alger s'est de nouveau prononcée dans le même sens par une nouvelle série d'arrêts, longuement et minutieusement motivés : 14 mars 1903.

(2) Voy. notre *Traité élémentaire de législation algérienne*, t. I, n° 546.

(3) Crim. règl. de j., 15 novembre 1902 (*Rev. Alg.*, 1902. 2. 381) ; et notre article, Les tribunaux répressifs indigènes et la relégation (*Rev. Alg.*, 1902. 1. 125).

(4) *Rev. Alg.*, 1903. 2. 52. — Disons d'ailleurs que les autres arrêts, rendus à la même date, par des motifs identiques, déférés à la même chambre, ont eu un sort tout autre : les pourvois ont été rejetés : Crim. rej. 21 févr. 1903. Jamais, croyons-nous, la chambre criminelle ne s'était aussi rapidement déjugée.

4) Deux arrêts de règlement de juges, rendus par la même chambre à très peu d'intervalle, impliquent une distinction que nous ne nous chargeons pas de justifier.

D'une part, un premier arrêt du 15 novembre 1902 (1) décide que les tribunaux répressifs indigènes sont compétents pour prononcer la relégation et que les indigènes passibles de cette peine doivent être déférés aux tribunaux correctionnels. Les décrets du 29 mars et du 28 mai 1902, disait en substance cet arrêt, n'ont pas eu en vue l'application de la peine de la relégation, spécialement réglée en Algérie par la loi du 27 mai 1885 : on maintient donc l'application de cette loi.

D'autre part, peu après, un arrêt du 29 novembre 1902 (2) décide que les tribunaux répressifs indigènes sont compétents pour connaître des délits énumérés par l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885 (en l'espèce d'un délit d'escroquerie), quand d'ailleurs le prévenu n'est pas encore dans un des cas de relégation prévu par cet article.

En rapprochant ces deux arrêts, on pouvait formuler cette règle : si l'indigène a encouru toutes les condamnations nécessaires, moins celle qui va peut-être entraîner la relégation, il est déféré au tribunal correctionnel ; dans tout autre cas, il est livré au tribunal répressif.

Cette solution n'était guère défendable. D'abord, on peut lui reprocher de distinguer là où ni la loi ni les décrets ne le font. Et surtout, il n'y a à cette distinction aucune raison, car il n'y a pas de différence de nature entre la dernière condamnation qui entraîne la prononciation de la relégation et les condamnations antérieures comptant en vue de cette peine complémentaire. Comme le remarquait parfaitement M. le président Fabre de Parrel dans son rapport précédant l'arrêt du 18 décembre, « la relégation n'est pas la conséquence seulement de la dernière condamnation ; elle est la *conséquence des condamnations encourues devant les tribunaux ordinaires*, termes qui comprennent à la fois la dernière et les précédentes ». Si donc il faut que le dernier délit soit déféré au tribunal correctionnel, il faut lui déférer aussi les délits antérieurs auxquels est attachée, bien qu'à un degré différent, la même sanction éventuelle.

Ajoutons que, pratiquement, les arrêts du 15 et du 29 novembre aboutissaient à cette conséquence : on aurait pu encore reléguer les indigènes ayant encouru déjà devant les juridictions de droit commun le nombre requis de condamnations, moins une, en faisant prononcer celle-ci par le tribunal correc

(1) *Rev. Alg.*, 1902. 2. 381.
(2) *Rev. Alg.*, 1903, *infra*, 2e part.

tionnel ; mais pour tous autres la relégation devenait impossible, quelque nombreux que soient les délits de vol, escroquerie, etc., commis par le même indigène et réprimés par les tribunaux répressifs, puisque les condamnations de ceux-ci, tribunaux spéciaux et exceptionnels, ne peuvent compter. Bref, en dix ans au plus, la loi du 27 mai 1885 devenait, malgré la volonté formellement exprimée de ses auteurs, absolument lettre morte pour les indigènes du territoire civil.

B) L'arrêt du 5 février 1903 (1) donne une solution toute différente. Plus de distinction. Les tribunaux répressifs indigènes connaissent de *tous les délits* commis par des indigènes en territoire civil ; ils condamnent donc même pour les délits *ad relegationem* qu'énumère l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885. Mais, les tribunaux répressifs ne pouvant être considérés comme tribunaux ordinaires, leurs condamnations ne comptent pas pour la relégation.

Ainsi, somme toute, la chambre criminelle ne casse pas seulement l'arrêt de la cour d'Alger du 18 décembre 1902 qui lui était déféré ; elle casse bien du même coup son propre arrêt du 15 novembre. Et on ne peut que déplorer cette double cassation, car de toutes les théories émises celle qui se dégage de l'arrêt du 5 février est certainement la moins soutenable au point de vue juridique, la moins acceptable dans ses conséquences pratiques.

Quand la chambre criminelle, reprenant les termes mêmes de l'art. 1er du décret, formule cette règle « tous les délits commis en territoire civil en Algérie par des indigènes sont jugés par un tribunal répressif indigène... », elle doit cependant reconnaître que cette règle comporte une limite, qu'elle marque en ces termes d'ailleurs inexacts : «...exception dans le cas où une loi spéciale aurait expressément réservé aux tribunaux correctionnels la connaissance d'un délit déterminé ». Mais elle s'empresse d'affirmer qu'une telle exception ne résulte pas de la loi du 27 mai 1885 : « Il n'en est pas ainsi pour les délits de droit commun visés par l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885, et les tribunaux répressifs indigènes sont compétents pour statuer sur ces délits ». La cour suprême n'ajoute à cette affirmation aucune démonstration ; et cependant quelques développements, on le reconnaîtra, n'eussent pas été superflus pour combattre les motifs si judicieusement déduits dans l'arrêt de la cour d'Alger. Il est facile d'ailleurs de montrer l'erreur dans laquelle est tombée la chambre criminelle.

(1) *Rev. Alg.*, 1903, 2. 52.

La loi du 27 mai 1885 est d'une rare clarté. Elle déclare s'appliquer à l'Algérie, et par conséquent à tous les habitants de l'Algérie. Et cette volonté s'est même manifestée d'une façon remarquable : bien que les conseils de guerre soient les tribunaux de répression de droit commun en territoire de commandement, ses auteurs ont craint que les justiciables de ces conseils, à d'autres points de vue juridictions exceptionnelles, n'échappassent à la relégation, et ils ont ajouté à l'art. 20 un alinéa spécifiant que ces tribunaux prononceraient également la relégation. Si donc, ainsi que le décide l'arrêt du 5 février et comme on ne peut se dispenser de le décider, les condamnations que prononcent les tribunaux répressifs indigènes ne peuvent compter pour la relégation, en déférant tous les délits, sans exception, à ces tribunaux, on ferait cesser l'application de la loi du 27 mai 1885, tout au moins en matière de récidive correctionnelle. Or, il faut que cette *loi* soit observée ; un *décret* ne peut l'écarter : c'est dire, ainsi que le faisait la cour d'Alger que les délits *ad relegationem* doivent être déférés, non aux tribunaux répressifs, mais aux tribunaux correctionnels. En d'autres termes, la loi du 27 mai 1885 est de celles qui réservent aux tribunaux correctionnels la connaissance de certains délits, ceux qu'elle énumère dans son art. 4. Et ainsi les principes mêmes que l'arrêt formule condamnent la solution qu'il donne.

Puis voici la conséquence, évidente et cependant monstrueuse, de l'arrêt du 5 février : tous les délits des indigènes déférés aux tribunaux répressifs indigènes ; plus de condamnations comptant pour la relégation ; bref, plus de relégation ; c'est-à-dire pour les quatre millions d'indigènes du territoire civil *la loi du 27 mai 1885 abrogée*, non plus dans un délai plus ou moins long comme dans la solution précédemment exposée, mais bien *immédiatement*. Et, qu'on le remarque bien, le texte qui opère ainsi, pour les sept huitièmes environ de la population de l'Algérie, abrogation d'une *loi* que le législateur lui-même a pris soin de déclarer applicable à l'Algérie n'est autre qu'un *décret !* Voilà où en vient la chambre criminelle pour avoir déjà dans un précédent arrêt, celui du 28 août 1902, méconnu le principe aussi fondamental qu'indiscutable de la prédominance de la loi sur le décret.

Après cette première critique adressée à l'arrêt du 5 février 1903, nous en formulerons deux autres qui nous paraissent de nature à affaiblir singulièrement l'autorité qu'on s'est un peu trop pressé de lui attribuer (1).

(1) **Instruction du procureur général aux officiers du ministère public près les tribunaux répressifs, 6 février 1903.**

D'abord, nous remarquerons que les formules mêmes que ce monument emploie sont certainement inexactes. Après avoir posé en règle que la compétence des tribunaux répressifs indigènes s'étend à tous les délits, il est dit « qu'il ne peut y être apporté d'exception que dans le cas où une loi spéciale aurait expressément déféré aux *tribunaux correctionnels* la connaissance d'un délit déterminé ». A prendre cette formule à la lettre, cette expression ne peut guère trouver application que pour les délits de presse, dans les cas où ils ne sont pas de la compétence de la cour d'assises (loi du 29 juillet 1881, art. 45, al. 2, et art. 69). Mais au contraire, il faudrait déférer aux tribunaux répressifs indigènes les délits attribués expressément à d'autres juridictions que les tribunaux correctionnels, et notamment les délits de presse qui sont de la compétence de la cour d'assises (loi du 29 juillet 1881, art. 45, al. 1), les délits de grande voirie qui sont attribués aux conseils de préfecture, les délits commis par les indigènes servant dans notre armée qui sont justiciables comme tels des conseils de guerre. Conséquence manifestement inadmissible que nous relevons pour marquer le peu de poids d'un arrêt dû à des contingences extrajuridiques.

En second lieu, nous ferons observer que, s'il existait une juridiction supérieure à la chambre criminelle, il n'est pas douteux que, en dehors même des considérations de pur droit que nous avons développées, cet arrêt serait annulé : il contient un excès de pouvoir parfaitement caractérisé. Malgré le titre de cour suprême ou de cour souveraine qui est souvent donné à notre plus haute juridiction, ce tribunal est astreint à observer certaines règles que tantôt la loi lui impose, tantôt il s'est tracées à lui-même par sa jurisprudence. Et notamment des règles très nettes, résultant de notre code d'instruction criminelle et des principes de notre organisation judiciaire, imitent les cas dans lesquels la chambre criminelle peut casser par retranchement sans renvoi.

La cassation sans renvoi est chose très exceptionnelle, de l'avis de l'auteur le mieux qualifié pour formuler la règle en pareille matière : il n'y a lieu à cassation sans renvoi dit-il, qu'exceptionnellement, car en statuant ainsi la chambre criminelle se soustrait au contrôle de la juridiction de renvoi et éventuellement des chambres réunies. La cassation ne s'opère par voie de retranchement et sans renvoi sur le point qui en fait l'objet que « lorsque la nullité ne vicie qu'une *disposition indépendante des autres énonciations*

du dispositif et qui peut en être détachée sans ébranler l'arrêt (1) ».

Or tel n'est pas du tout le cas dans l'arrêt du 5 février 1903. Tout le développement de ses motifs affirme que la cour d'Alger, juridiction de droit commun, était incompétente pour connaître du délit reproché à un indigène ; et le dispositif « casse et annule l'arrêt de la cour d'Alger du 18 décembre 1902, mais seulement en ce qu'il a déclaré les tribunaux répressifs indigènes incompétents pour statuer sur les délits spécifiés par l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885 » ; il maintient le surplus de l'arrêt, notamment en ce qu'il a acquitté le prévenu. Évidemment, on ne peut soutenir que la question de compétence soit indépendante des autres dispositions de l'arrêt attaqué, puisque c'était précisément le seul point discuté ; et d'une façon générale n'est-il pas évident qu'une déclaration d'incompétence ébranle tout l'arrêt ? De la décision d'une juridiction incompétente il ne doit rien rester.

A suivre les principes les moins discutables, la chambre criminelle devait donc, en cassant pour incompétence l'arrêt du 18 décembre, renvoyer devant une autre juridiction par elle désignée. Et ainsi sa solution aurait subi, ainsi que le veut le code d'instruction criminelle comme la loi du 1er avril 1837, le contrôle de la juridiction de renvoi et, au cas de nouveau pourvoi, celui des chambres réunies. En se soustrayant à ces règles, la chambre criminelle elle-même a enlevé toute autorité à son arrêt qui, nous en avons le ferme espoir, ne fera pas jurisprudence.

L'énigme reste posée.

Émile LARCHER,
Professeur à l'École de droit d'Alger.

---

(1) **Faustin Hélie**, *Traité de l'instruction criminelle*, t. VIII, nos 4019, 4027, 4029. Voy. aussi Crim. cass., 23 janvier 1874, D. 1875. 1. 48.

LES TRIBUNAUX RÉPRESSIFS INDIGÈNES

ET LA QUESTION DE LA RELÉGATION

Parmi les problèmes juridiques qui se sont posés depuis la promulgation des décrets des 29 mars et 28 mai 1902 organisant les tribunaux répressifs indigènes, l'un des plus intéressants est celui que fait naître le conflit de ces décrets avec la loi du 27 mai 1885 sur la récidive. L'application de cette loi nécessite l'intervention des juges de droit commun seuls compétents pour prononcer la relégation. Ce pouvoir ne pouvant appartenir aux tribunaux répressifs, qui sont des juridictions d'exception, il s'ensuit que les indigènes du territoire civil de l'Algérie, désormais justiciables de ces tribunaux, échappent à la relégation et une objection surgit.

Un pareil état de choses qui, à première vue, paraît contraire aux dispositions de la loi de 1885, peut-il résulter légalement de mesures prises, sous forme de décrets, par le pouvoir exécutif? Ne doit-on pas décider au contraire que, pour les délits spécifiés dans la loi de 1885, l'application des décrets de 1902 doit être écartée comme inconciliable avec les dispositions de cette loi ?

Comme on le voit, cette question se rattache étroitement au principe de la légalité des décrets de 1902 qui a fait l'objet de vives controverses doctrinales, mais a été unanimement admis par la jurisprudence. Ce qui est en discussion ici, c'est la légalité partielle de ces décrets. Leur caractère obligatoire n'est plus contesté d'une manière absolue, mais on conteste leur applicabilité à une certaine catégorie de délits.

Un point doit d'abord être mis à l'abri de toute discussion : c'est que, en cas de contrariété entre les dispositions d'un décret et celles d'une loi, ces dernières doivent prévaloir. C'est, en effet, une loi qui a attribué au pouvoir exécutif le droit de légiférer en Algérie et le législateur peut toujours retirer la délégation qu'il a donnée ; il le fait toutes les fois qu'il édicte des prescriptions réglant spécialement la condition des personnes ou des biens dans cette colonie.

Donc, s'il est établi que la loi de 1885 régit directement les indigènes du territoire civil de l'Algérie, l'application des décrets de 1902 doit certainement être écartée. Mais la question est de savoir si ces décrets et la loi de 1885 sont réellement inconciliables. C'est ce que nous nous proposons de rechercher en serrant de près les textes.

***

Dans l'état actuel de la législation, les indigènes musulmans auteurs de délits commis sur le territoire civil de l'Algérie peuvent-ils être relégués?

La nouvelle jurisprudence de la Cour de cassation (arrêt du 5 février 1902) semble se prononcer pour la négative. Mais antérieurement, cette question avait été implicitement résolue dans le sens de l'affirmative par toutes les juridictions qui, depuis la promulgation des décrets de 1902, avaient eu à se prononcer sur le cas de récidivistes indigènes passibles de la relégation en vertu des dispositions de la loi du 27 mai 1885. Toutes, y compris la Cour de cassation elle-même, avaient admis comme un principe absolument certain et ne comportant pas de démonstration l'applicabilité aux indigènes du territoire civil des dispositions de la loi de 1885, et des divergences ne se sont produites que sur la question de compétence en matière de relégation.

Cette interprétation extensive de la loi du 27 mai 1885 a donné naissance à trois systèmes que nous allons discuter brièvement.

1er système. — Les tribunaux répressifs sont compétents pour juger les indigènes passibles de la relégation et pour prononcer cette peine (tribunal de Mascara, 28 août 1902).

Cette opinion se heurte aux dispositions formelles de l'article 2 de la loi du 27 mai 1885 aux termes duquel la relégation ne peut être prononcée « que par les cours et tribunaux ordinaires comme conséquence des condamnations encourues devant eux, à l'exclusion de toutes juridictions spéciales et exceptionnelles ».

En vain objecte-t-on que les tribunaux répressifs, jugeant sans exception tous les délits commis par les indigènes du territoire civil et appliquant les peines de droit commun, constituent, à l'égard de ces indigènes, la juridiction de droit commun. Il ne peut évidemment y avoir autant de juridictions de droit commun que de catégories de justiciables. En matière de délits, les juges correctionnels seuls constituent la juridiction ordinaire et les arguments plus ou moins spécieux à l'aide desquels on voudrait leur assimiler les tribunaux

répressifs ne sauraient avoir pour effet d'attribuer à ces tribunaux le pouvoir de prononcer la relégation. Il faudrait pour cela une disposition législative et on ne peut se contenter de raisonnements là où un texte serait nécessaire. Ce qui le prouve avec évidence, c'est que l'argument invoqué en faveur de la compétence des tribunaux répressifs a été appliqué, au cours de la discussion de la loi du 27 mai 1885, aux conseils de guerre jugeant les indigènes du territoire militaire. « Les conseils de guerre, disait le rapporteur, sont les tribunaux ordinaires du territoire de commandement ». Néanmoins, le législateur a jugé nécessaire d'assimiler, par une disposition formelle, les décisions des conseils de guerre à celles des tribunaux ordinaires au point de vue de l'application de la relégation.

Donc si l'on soutient, — ce que nous contestons, — que la loi du 27 mai 1885 est de plein droit applicable aux indigènes du territoire civil de l'Algérie, il faut admettre — comme une conséquence forcée de ce principe — que les tribunaux répressifs sont incompétents pour prononcer la relégation.

2e système. — Les indigènes que leur état de récidive rend passibles de la relégation doivent être déférés aux tribunaux correctionnels (tribunal de Bône, 27 nov. 1902, Cour de cassation (Ch. crim.), 15 nov. 1902).

Dans ce système on admet que les délits visés par la loi de 1885 sont de la compétence des tribunaux correctionnels lorsque leur auteur est relégable et doivent être jugés par les tribunaux répressifs dans tous les autres cas.

Cette distinction est contraire aux dispositions de l'art. 1er du décret du 29 mars 1902, modifié par celui du 28 mai, dispositions qui sont absolues et s'appliquent indistinctement à tous les délits. Elle va aussi à l'encontre des dispositions de la loi du 27 mai 1885. En effet, les tribunaux répressifs étant des juridictions spéciales, leurs décisions ne peuvent compter pour la relégation. Dès lors, cette peine ne pourra être prononcée à l'avenir que contre les indigènes déjà relégables avant la promulgation des décrets de 1902; elle ne pourra atteindre les récidivistes condamnés par les tribunaux répressifs et la loi de 1885 ne sera pas appliquée.

Ainsi donc, cette opinion en essayant d'appliquer deux textes inconciliables viole à la fois les décrets de 1902 et la loi de 1885.

3e système. — Les tribunaux correctionnels sont compétents pour connaitre — à l'exclusion des tribunaux répressifs — des délits visés par la loi du 27 mai 1885 (Cour d'Alger (Ch. correct.), 18 déc. 1902).

Ce système dont les déductions sont très logiques part du même principe que les précédents. Il admet que la loi de 1885 régit directement les indigènes du territoire civil de l'Algérie, et il en conclut fort légitimement qu'elle doit être exécutée intégralement et dans les conditions que la loi elle-même a prévues pour son application. Les prémisses étant admises, les conséquences s'en déduisent nécessairement. Mais la question est de savoir si, dans l'état actuel du droit, les indigènes du territoire civil sont soumis aux dispositions de la loi de 1885. Nous examinerons plus loin cette question.

Nous nous bornerons pour le moment à faire remarquer que cette jurisprudence aurait pour résultat de rendre absolument incohérente la législation pénale applicable aux indigènes. En effet, tandis que, par suite de la promulgation de la loi du 30 décembre 1902 organisant les cours criminelles, toutes les infractions commises par les indigènes algériens, aussi bien en territoire civil qu'en territoire militaire, sont jugées par des juridictions spéciales, certains délits seraient seuls déférés aux juges de droit commun; les tribunaux correctionnels fonctionneraient tantôt comme juges d'appel, tantôt comme juges du premier degré. Enfin les cours criminelles, qui sont aussi des juridictions d'exception, ne pouvant prononcer la relégation, les indigènes seraient passibles de cette peine en cas de récidive correctionnelle mais non en cas de récidive criminelle.

On ponrrait formuler une autre critique contre ce système : Le préambule du décret dù 29 mars 1902 indique le but que le pouvoir exécutif s'est proposé : « Considérant, dit-il, qu'il y a lieu, dans l'intérêt de la sécurité, d'instituer dans toute l'étendue du territoire civil un mode de répression rapide des délits commis par les indigènes. »

Or, les délits qui compromettent le plus gravement la sécurité et qu'on a voulu surtout atteindre par une répression rapide, ce sont les délits de vol, escroquerie, abus de confiance, vagabondage, c'est-à-dire les délits qui sont précisément visés par la loi de 1885. Par conséquent, en prenant des mesures en vue de la répression de ces délits, le pouvoir exécutif aurait, d'après ce système, exercé son action dans une matière spécialement réglée par une loi et aurait ainsi empiété sur le domaine du pouvoir législatif. Mais la disposition de l'art. 1er du décret du 29 mars 1902, qui attribue aux tribunaux répressifs la connaissance des délits commis par les indigènes en territoire civil, est absolue et par cela même indivisible. Elle doit être acceptée intégralement ou rejetée car elle ne peut être en même temps légale et illégale, et si

on admet que cette disposition va à l'encontre des prescriptions de la loi de 1885, il faut en déduire nécessairement que les décrets de 1902 sont radicalement illégaux.

***

Les opinions jurisprudentielles que nous venons de résumer reposent sur une interprétation extensive abusivement donnée à l'art. 20 de la loi du 27 mai 1885. Cet article déclarant la loi applicable à l'Algérie, on en conclut qu'elle régit directement les indigènes du territoire civil. Nous sommes amené ainsi à exposer un quatrième système qui part d'une donnée contraire. Il peut être formulé ainsi :

Les tribunaux répressifs sont compétents pour connaître — à l'exclusion des tribunaux correctionnels — des délits spécifiés dans la loi de 1885 ; leurs décisions ne comptent pas pour la relégation et ils ne peuvent pas prononcer cette peine (tribunal répressif d'Aumale, 23 décembre 1902).

La loi de 1885 ne contient aucune disposition visant expressément les indigènes du territoire civil de l'Algérie. L'art. 20 est ainsi conçu : « La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies. — En Algérie, par dérogation à l'art. 2, les conseils de guerre prononceront la relégation contre les indigènes du territoire de commandement qui auront encouru, pour crimes ou délits de droit commun, les condamnations prévues par l'art. 4 ci-dessus. »

Ainsi, le paragraphe 2 règle uniquement la situation des indigènes du territoire de commandement au point de vue de la relégation. Le paragraphe 1er déclare, il est vrai, la loi applicable à l'Algérie. Mais peut-on soutenir que toute loi déclarée exécutoire en Algérie soit *ipso facto* applicable aux indigènes de cette colonie ? N'est-il pas, au contraire, plus exact de dire que, dans toutes les matières où les indigènes algériens sont soumis à une législation spéciale ayant sa source dans des décrets ou ordonnances, les lois de la métropole applicables à l'Algérie ne régissent que les habitants de cette colonie qui sont soumis au droit commun et que le statut spécial des indigènes ne peut être modifié que par des dispositions législatives les visant expressément ?

Cette proposition est indiscutable en matière civile et il serait absurde de soutenir qu'une loi modifiant les dispositions du Code civil ou du Code de procédure devrait s'appliquer aux indigènes par cela seul qu'elle aurait été déclarée applicable à l'Algérie.

La même interprétation restrictive s'impose pour les lois pénales, car en matière pénale comme en matière civile, les

indigènes algériens sont encore sous le régime des décrets. Ceux du territoire civil ont été jugés par leurs cadis jusqu'en 1842 et c'est l'ordonnance du 26 septembre 1842 qui, en s'appropriant les lois pénales françaises, les a rendues applicables aux indigènes algériens. Quant aux indigènes du territoire militaire, ils n'ont cessé jusqu'ici d'être jugés par des juridictions exceptionnelles établies par de simples décrets.

Ainsi, les lois pénales métropolitaines intervenues depuis 1842, et dont l'application à l'Algérie a été expressément prévue, n'ont apporté aucune modification au régime spécial applicable aux indigènes qui est toujours celui des décrets (1). — Ces lois ne régissent pas directement les indigènes algériens même quand elles sont « applicables à l'Algérie ». Car cette expression n'a que la portée restreinte que nous avons déterminée ; elle ne vise que les Français et les étrangers soumis au droit commun en matière pénale.

Mais y a-t-il des raisons particulières qui autorisent une interprétation extensive de cette même expression contenue dans l'art. 20 de la loi de 1885? Nous n'en voyons pas de sérieuses.

On pourrait soutenir que le paragraphe 2 de l'art. 20 rendant passibles de la relégation les indigènes du territoire de commandement, l'application de cette disposition doit, par analogie, être étendue aux indigènes du territoire civil. — Mais il s'agit de l'interprétation d'une loi pénale qui doit être stricte, littérale ; il n'est pas permis d'en étendre l'application par analogie ou par raisonnement à une catégorie de justiciables soumis à un régime spécial et qui ne sont pas explicitement désignés dans le texte de la loi. Le seul raisonnement logique qu'autorise le paragraphe 2 de l'art. 20 est le suivant:

---

(1) On a prétendu, il est vrai, que la loi du 30 août 1883 par cela seul qu'elle a été déclarée applicable à l'Algérie a consacré la compétence des juridictions répressives ordinaires à l'égard des indigènes du territoire civil qui, depuis, seraient soumis au droit commun. — Aucun argument sérieux ne peut être invoqué à l'appui de cette affirmation contredite par l'ensemble des dispositions de la loi de 1883, desquelles il résulte que le législateur n'a pas eu l'intention de rendre les indigènes algériens justiciables des juridictions de droit commun. En effet, la disposition qui rend la loi de 1883 applicable à l'Algérie ne fait aucune distinction entre les juridictions répressives et les juridictions civiles également réorganisées par cette loi. Or, en matière civile, les indigènes du territoire civil étant justiciables de tribunaux exceptionnels, échappent à la compétence des juridictions organisées par la loi de 1883 ; on ne peut donc soutenir qu'ils sont régis par cette loi.

Il a fallu une disposition formelle pour rendre la loi de 1885 applicable aux indigènes du territoire de commandement, justiciables des conseils de guerre; une disposition semblable serait nécessaire pour que cette loi puisse être appliquée aux indigènes du territoire civil justiciables des tribunaux répressifs.

On a soutenu aussi que les auteurs de la loi de 1885, en introduisant dans cette loi une disposition visant expressément les indigènes du territoire de commandement, ont manifesté la volonté de la rendre applicable aux indigènes du territoire civil. Un argument très ingénieux, tiré du texte de l'art. 20 a été invoqué à l'appui de cette thèse : — C'est, dit-on, « par dérogation à l'art. 2 » que les condamnations prononcées par les conseils de guerre contre les indigènes du territoire de commandement ont été assimilées à celles des tribunaux ordinaires au point de vue de la relégation ; par conséquent, ajoute-t-on, cet article auquel le législateur renvoie est seul applicable en territoire civil aussi bien à l'égard des indigènes que de tous les autres justiciables (1).

Cette argumentation serait probante si la disposition contenue dans le paragraphe 1 de l'art. 20 avait la signification qu'on lui attribue à tort, si elle s'appliquait indistinctement à tous les habitants de l'Algérie. Or, nous avons démontré plus haut que cette disposition ne peut être considérée comme visant les indigènes algériens. Dès lors, l'opinion qui attribue au législateur l'intention de soumettre les indigènes du territoire civil au système de répression de la récidive organisé par la loi de 1885 n'est nullement justifiée par le paragraphe 2 de l'art. 20 qui, envisagé dans ses termes, apparaît simplement comme une exception au principe posé dans l'art. 2 — exception s'appliquant uniquement aux indigènes du territoire de commandement — et n'implique nullement que cet article soit applicable aux indigènes du territoire civil.

Nous ne voulons pas dire que l'application de la loi de 1885 aux indigènes du territoire civil de l'Algérie n'ait pas été envisagée par le législateur. Lors de la promulgation de cette loi ces indigènes étaient, en fait, soumis au droit commun en matière pénale et ils étaient passibles de la relégation par cela seul qu'ils étaient justiciables des cours et tribunaux ordinaires. Mais — en l'absence d'un texte les visant expressément — rien n'indique que le législateur soit allé plus loin dans ses prévisions, qu'il ait voulu modifier la situation des

(1) Voir sur ce point le remarquable rapport de M. le président Fabre de Parrel (affaire Larbi Ali ben Larbi) (*Rev. Alg.*, 1903, 2e part. p. 2).

indigènes du territoire civil au point de vue de l'application des lois pénales françaises qui — lors de la promulgation de la loi de 1885 — ne régissaient ces indigènes qu'indirectement, en vertu des dispositions de l'ordonnance de 1842. L'intention de soumettre directement les indigènes du territoire civil à la loi de 1885 n'est donc nullement exprimée dans le texte de cette loi et on ne peut y suppléer par des raisonnements. On ne peut deviner quelle aurait été la solution adoptée par le législateur s'il avait pu prévoir la réforme réalisée par les décrets de 1902, et il serait illogique d'appliquer les dispositions de la loi de 1885 à une situation que ses auteurs n'ont certainement pas prévue.

En résumé, l'applicabilité à l'Algérie de la loi de 1885 consiste uniquement en ce que les cours et tribunaux ordinaires siègeant dans cette colonie peuvent prononcer la relégation. Cette loi a eu seulement pour but de modifier notre système pénal en établissant une peine nouvelle et de régler les conditions d'application de cette peine. Elle n'a voulu ni organiser des juridictions, ni fixer leur compétence, ni déterminer les catégories de justiciables qu'elles auraient à juger. Elle diffère donc profondémeni par sa nature des décrets de 1902, qui touchent à l'organisation judiciaire et règlent des questions de compétence. Il ne peut y avoir de contradiction réelle entre ces décrets et la loi de 1885, car leurs domaines respectifs sont absolument distincts.

Le législateur n'a manifesté nulle part l'intention de réserver exclusivement aux tribunaux correctionnels la connaissance des délits visés par la loi de 1885, imputables aux indigènes du territoire civil de l'Algérie. Rien n'autorise à croire non plus qu'il ait voulu enlever au pouvoir exécutif le droit de prendre, à l'égard des indigènes algériens, des mesures en vue de la répression de ces mêmes délits, ni qu'il ait voulu empêcher dans l'avenir la création en Algérie de juridictions répressives spéciales pour les indigènes.

Ainsi comprise, la loi de 1885 n'est pas en contradiction avec les décrets de 1902 et cette conciliation de deux textes, en apparence contradictoires, paraît conforme aux règles d'une bonne interprétation.

La signification de l'art. 20 de la loi du 27 mai 1885 étant ainsi précisée, la situation résultant de la combinaison des dispositions de cette loi avec celles des décrets de 1902 peut être facilement déterminée : avant la promulgation des décrets, la loi de 1885 n'était pas applicable de plein droit aux indigènes du territoire civil ; elle ne les régissait qu'indirectement en vertu des dispositions de l'ordonnance du 26 septembre 1842

(art. 38 et 39) qui avait soumis ces indigènes aux juridictions répressives ordinaires et aux lois pénales françaises.

Les décrets de 1902, en attribuant aux tribunaux répressifs la connaissance de tous les délits commis par des indigènes en territoire civil, ont supprimé la compétence spéciale que les tribunaux correctionnels puisaient dans l'ordonnance de 1842 ; ces tribunaux ne peuvent donc plus juger les indigènes ni par conséquent prononcer contre eux la peine accessoire de la relégation. D'autre part les tribunaux répressifs, juridictions d'exception, ne peuvent, aux termes de la loi du 27 mai 1885, ni prononcer des condamnations comptant pour la relégation, ni appliquer cette peine.

Ainsi, dans l'état actuel de la législation, les indigènes auteurs de délits commis sur le territoire civil de l'Algérie ne peuvent être relégués.

***

Contre le système que nous venons d'exposer, on invoque — indépendamment des arguments juridiques — une raison d'intérêt social et on prévoit les dangers que pourrait faire courir à l'Algérie la présence sur son territoire de nombreux récidivistes indigènes contre lesquels la législation actuelle serait impuissante. Sans méconnaître la portée de cette objection, il convient de ne pas l'exagérer. Si l'œuvre du législateur n'est pas parfaite, il n'appartient pas aux tribunaux de la réformer. D'ailleurs, la nécessité de compléter le système de répression organisé par les décrets de 1902 pour le mettre en harmonie avec la loi de 1885 a été reconnue. Mais avant que les mesures nécessaires pour obtenir ce résultat aient été réalisés, il s'écoulera forcément une certaine période pendant laquelle les récidivistes indigènes échapperont à la relégation. En dépit des prévisions alarmistes, nous ne croyons pas que cette situation présente de réels dangers. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que les indigènes algériens peuvent être internés par mesure administrative ; il existe donc un moyen légal de mettre ceux d'entre eux qui sont des malfaiteurs incorrigibles dans l'impossibilité de nuire. La mesure de l'internement, sagement appliquée, pourra donc remplacer momentanément la relégation.

S. FAVELLA,
Juge de paix d'Aumale.

ESSAI DE CODIFICATION

DU DROIT MUSULMAN ALGÉRIEN (1)

CHAPITRE II

Du régime législatif de l'Algérie

—

Art. 5. — *L'Algérie est soumise au régime des décrets, sauf les exceptions résultant des articles ci-après.* (Ordonnance 22 juillet 1834, art 4).

NOTE 2. — Dès avant la conquête de l'Algérie, la charte constitutionnelle du 24 août 1830 disposait dans son art. 64 : « Les colonies sont régies par des lois particulières ». En exécution de ce texte, la loi du 24 avril 1833 sur le régime législatif des colonies décida, par son art. 25, que « les établissements français dans les Indes Occidentales et en Afrique continueront à être régis par des ordonnances du roi ». Cette disposition était incontestablement applicable à la nouvelle colonie africaine.

Dès l'année suivante, l'administration de l'Algérie fut organisée par l'ordonnance du 22 juillet 1834, dont l'art. 4 est ainsi conçu : « Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les possessions françaises dans le Nord de l'Afrique seront régies par des ordonnances royales ». La question se pose donc de savoir si ce régime n'a pas été, depuis, abrogé ou modifié.

Et d'abord, l'ordonnance du 15 avril 1845, qui réorganisa complètement l'Algérie, n'apporta aucun changement relatif aux ordonnances royales. Toutefois le Conseil d'État devait intervenir dans l'appréciation des mesures « qui touchent le plus intimement à l'état et à la sécurité des personnes, ainsi que dans certaines matières qui affectent la politique générale

---

(1) V. *Rev. Alg.*, 1. 1. 1903.

du royaume ». (Rapport présenté au roi sur l'ordonnance du 15 avril 1845).

L'art. 109 de la Constitution du 4 novembre 1848 déclare que « le territoire de l'Algérie est territoire français et sera régi par des lois particulières, jusqu'à ce qu'une loi le place sous le régime de la Constitution ». C'était, en somme, reproduire la terminologie, citée plus haut, de l'art. 64 de la Charte de 1830 et maintenir le régime des décrets, consacré par l'art. 25 de la loi de 1833 et l'art. 4 de l'ordonnance de 1834 : aucune loi ne fut promulguée, en effet, sous l'empire de la Constitution de 1848, pour retirer au chef de l'État le pouvoir de légiférer en matière algérienne, que lui avait confié ledit art. 25, et la constitutionnalité des décrets rendus en cette matière, de 1848 à 1852, a toujours été consacrée par la jurisprudence. (Avis Conseil d'État 31 oct. 1849, Ménerville, *Dictionnaire de la légis. alg.*, I, p. 375 ; Cass. 10 janv. et 19 avril 1851, *Dall.* 1851, I, 5, 19 et 168 ; Alger, 17 déc. 1850, Estoublon, *Jurisp. Alg.*, 1850, 73 ; 22 févr. 1851, *ibid.* 1851, 9).

La Constitution du 14 janvier 1852, à son tour, s'exprime ainsi dans son art. 27 : « Le Sénat règle; par un sénatus-consulte, la constitution des colonies et de l'Algérie ». « L'organisation politique et constitutionnelle de l'Algérie, » dit M. Charpentier (*op. cit.*, p. 65 et suiv.) était donc » placée dans les attributions du sénat impérial, mais le » pouvoir législatif en matière algérienne demeurait, comme » par le passé, exercé par le pouvoir exécutif au moyen de » décrets... L'Algérie reste donc placée sous le *régime des* » *décrets*. Toutefois, comme le Sénat avait reçu certaines » prérogatives en matière constitutionnelle, on soumit à » l'approbation du Sénat certaines mesures qui, par leur » importance, peuvent être considérées comme touchant à » l'ordre constitutionnel. Ainsi le régime de la propriété chez » les indigènes, la condition politique des indigènes et le » mode d'acquisition des droits de citoyen français furent » l'objet des sénatus-consultes de 1863 et de 1865 ». C'est ici le lieu de remarquer que la jurisprudence et la grande majorité des auteurs sont unanimes à reconnaître que la Constitution de 1852 a eu pour effet d'abroger l'art. 109 de la Constitution de 1848, et de rétablir le régime édicté par l'art. 4 de l'ordonnance du 22 juillet 1834. (Cons. d'État, 26 juin 1869, Estoublon, *Jurisp. Alg.*, 1869, 21 ; Alger, 28 juin 1882, *Bull. jud. Alg.* 1882, 322 ; Béquet, *Répertoire du droit administratif*, v° Algérie; *Répertoire* de Tilloy, *eod. verb.*; Sumien, *Le régime législatif de l'Algérie*, p. 38; Émile Larcher, *Traité élémentaire de législation algérienne*, tome I, n° 97).

La Constitution de 1875, qui nous régit encore aujourd'hui, ne contient aucune disposition relative au régime législatif de l'Algérie. Bien que le gouvernement ait une certaine tendance à faire résoudre par le Parlement les questions algériennes qui, par leur importance, semblent réclamer l'intervention de l'autorité législative, l'art. 4 de l'ordonnance de 1834 n'a donc, en fait, jamais été abrogé, et l'Algérie demeure soumise au régime des décrets. (Cass. 28 août 1902, *Rev. Alg.*, 1902. 2. 273). Cela n'a rien de surprenant, ainsi que fait très justement remarquer M. Larcher, car le régime des décrets est le régime de toutes les colonies françaises, à l'exception de nos trois anciennes possessions de la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, auxquelles le Sénat impérial a donné une constitution qui est l'œuvre des sénatus-consultes du 3 mai 1854 et du 4 juillet 1866. Ces textes, — qui laissent d'ailleurs encore aux décrets, simples ou en forme de règlements d'administration publique, un large domaine, — sont toujours en vigueur : mais toutes les autres colonies françaises sont régies par des décrets, et c'est le chef de l'État qui est le législateur colonial, ce qui permet de prendre rapidement les mesures nécessitées par les besoins changeants d'une société en cours d'évolution (Larcher, *op. cit.*, I, n° 119). Au surplus, la jurisprudence et la doctrine sont d'accord sur le principe.

Mais comment faut-il comprendre cette expression : *Régime des décrets?* Doit-on l'entendre en ce sens que le pouvoir législatif peut légiférer en Algérie en toute matière et sans aucune espèce de restriction, ou bien ce principe comporte-t-il des limitations? Il n'existe pas, dans toute la législation algérienne, de question plus grave et plus délicate que celle-là. M. Sumien, dans le très intéressant travail que nous avons déjà cité, et auquel nous avons emprunté une partie des considérations qui précèdent, s'exprime ainsi : « La question la plus grave qui se soit présentée est celle de » savoir si le chef de l'État a le droit de modifier par un » décret les règles établies par une loi. Pour la métropole, » la solution négative est de toute évidence : un simple » décret ne saurait modifier une loi. Mais la règle est-elle la » même en Algérie? Nous ne le croyons pas. Nous sommes, » répétons-le, sous l'empire de la loi du 24 avril 1833, qui ne » soumet à aucune restriction le droit de légiférer en matière » algérienne reconnu au chef de l'État. Aucun texte n'a » restreint ses pouvoirs ; nous croyons qu'on doit décider » qu'il a incontestablement le droit de modifier par décret » une loi en vigueur en Algérie, et cela, que cette loi soit

» spéciale à l'Algérie, qu'elle soit même une loi de la métro-
» pole rendue applicable et exécutoire en Algérie. La solution
» est exorbitante ; mais elle n'est que la conséquence de
» cette anomalie singulière que nous signalions dans la
» constitution de l'Algérie, déclarée prolongement de la
» France (1), restée sous le régime de la législation des colo-
» nies. » (Sumien, *op. cit.*, p. 40). Or, sous le régime de la loi de 1833 et de l'ordonnance de 1834, le roi, investi d'une délégation régulière du pouvoir législatif, a le droit de faire de véritables lois pour la colonie ; notamment, lorsqu'il décide d'appliquer à l'Algérie une loi métropolitaine, il juge seul s'il doit l'appliquer dans son intégralité, ou s'il doit y apporter les restrictions que comportent les besoins particuliers de la colonie (Sumien, *op. cit.*, p. 14 ; Alger, 3 nov. 1873, Estoublon, *Jurisp. Alg.*, 1873, 53 ; 28 juin 1882, *Bull. jud. Alg.*, 1882, 322). C'est ainsi qu'il a pu, par ses ordonnances parfaitement légales des 10 août 1834, 28 février 1841, 26 septembre 1842 et 16 avril 1843, rendre applicables à la colonie, mais en les modifiant assez profondément, le Code de procédure civile et les lois réglant le taux de la compétence des tribunaux civils et des tribunaux de commerce (Alger, 6 juill. 1882, *Bull. jud. Alg.*, 1883, 24). Dans le même sens, la Cour d'Alger, par arrêt du 19 janv. 1865 (*Robe*, 1865, 226), déclara que les arrêtés ou règlements émanés, soit du chef de l'État, soit du ministre de la guerre, sont obligatoires en Algérie nonobstant toutes dispositions contraires au droit commun. A son tour, la Cour de cassation, saisie d'une question de modification de compétence apportée par un décret à une loi, cassa une décision de la Cour d'Alger en date du 27 décembre 1876 (Estoublon, *Jurisp. Alg.*, 1876, 28) et décida que la modification de compétence apportée par un simple décret n'excédait pas les limites du droit qu'exerçait à cette époque (1862) en Algérie le chef du gouvernement, et qu'elle n'était en contradiction avec aucune loi spéciale (Cass. 10 déc. 1879, *Rev. Alg.*, 1895, 2, 37). Adoptant cette manière de voir, la Cour d'Alger admit, le 6 juillet 1882 (*Bull. jud. Alg.*, 1883, 24), que l'Algérie était toujours régie par la loi du 24 avril 1833, et qu'aucune loi n'ayant enlevé au chef de l'État le droit de modifier la compétence des tribunaux d'Algérie, le décret du 29 août 1874, qui attribue aux tribunaux de Kabylie une compétence exceptionnelle en portant à 2,000 fr., pour ces juridictions, le taux du dernier ressort, était parfaitement légal et obligatoire. Enfin, le 24 juillet 1899 (*Rev. Alg.*, 1899, 2, 337), la Cour suprême

(1) Art. 109 de la Constitution de 1848.

consacra la validité du décret du 23 août 1898, organisant les Délégations financières, alors que ce texte ferme l'accès de l'électorat à ces assemblées aux individus naturalisés français depuis moins de douze ans, disposition en contradiction avec les termes de l'art. 3 de la loi du 26 juin 1889, d'après lequel l'étranger naturalisé jouit de tous les droits civils et politiques attachés à la qualité de citoyen français (sauf une restriction en ce qui concerne l'éligibilité aux assemblées législatives).

L'opinion ainsi exposée par M. Sumien, — et sur laquelle il est du reste revenu depuis, ainsi que nous le verrons plus loin, — est partagée par M. Cazalens (note sous arrêt Cass. 10 déc. 1879, précité, *Dall.* 1880. 1. 242) ; mais M. Béquet (*op. cit.*, v° Algérie) est d'un avis contraire, et en sens contraire également nous trouvons de nombreux monuments de jurisprudence. C'est ainsi que le Conseil d'État, par arrêt du 28 février 1866 (Estoublon, *Jurisp. Alg.* 1866, 16), se fondant sur ce que c'est un principe de notre droit public que les règlements émanés du pouvoir exécutif ne peuvent déroger aux dispositions des lois en vigueur, déclara non obligatoire un décret du 2 avril 1854, qui enlevait compétence à la juridiction civile, en matière de biens indivis, pour l'attribuer à la juridiction administrative, dérogeant ainsi aux dispositions de l'art. 13 de la loi du 16 juin 1851. La Cour d'Alger, par arrêt précité du 27 décembre 1876 (Estoublon, *Jurisp. Alg.*, 1876, 28) rendit dans le même sens une décision qui fut d'ailleurs cassée par la Cour suprême, ainsi que nous l'avons dit dans le paragraphe précédent. Le 22 mars 1878 (*Robe*, 1878, 151 et 198), la Cour de cassation jugea que les lois françaises en vigueur en Algérie ne sauraient y être abrogées ou modifiées que par des lois nouvelles et non par de simples décrets, et que c'est seulement quant aux matières non traitées ou réglementées par ces lois que le pouvoir exécutif peut, en vertu de l'art. 4 de l'ordonnance de 1834, prendre, sous forme de décret, des mesures ayant un caractère législatif et destinées à subvenir aux besoins pressants de l'ordre et de la tranquillité dans la colonie. Dans le même sens : Conseil d'État, 28 mai 1868 (Estoublon, *Jurisp. Alg.* 1868, 34) ; Cass., 22 mars 1878 (*Bull. jud. Alg.*, 1878, 130) ; Alger, 28 juin 1882 (*ibid.*, 1882, 322), 1er juillet 1889 (*Rev. Alg.* 1890. 2. 96), 17 juillet 1902 (*Rev. alg.* 1902. 2. 273). De son côté, M. Sumien, dans une note publiée au bas d'un arrêt Cass., 28 août 1902 (*Rev. Alg.* 1902. 2. 269) déclare qu'une étude plus approfondie de la question l'a conduit à abandonner sa première opinion et à penser que, malgré la

délégation générale et absolue que l'art. 4 de l'ordonnance de 1834 a donnée au chef de l'État en matière de législation algérienne, il ne peut, par un simple décret, modifier une matière réglée par une loi en Algérie. « Lorsque, en effet, dit-il, » le pouvoir exécutif légifère en matière algérienne, il le fait » en vertu d'une délégation du pouvoir législatif. Mais lors- » que ce dernier règle par une loi une question algérienne » spéciale, *ipso facto* il retire au pouvoir exécutif la délégation » qu'il lui avait consentie, et, par suite, en ce qui concerne » cette matière spéciale, les domaines respectifs de la loi et » du décret se trouvent séparés. Le pouvoir exécutif, n'ayant » plus sur ce point de délégation du pouvoir législatif, ne » peut modifier aucune des dispositions prises par celui-ci. » Lors donc qu'une matière algérienne se trouve régie par » une loi, nous croyons que le chef de l'État n'a plus le pou- » voir de modifier cette loi par un décret ; et s'il organise par » un simple décret une institution complètement nouvelle en » Algérie, cette institution ne sera légale et obligatoire qu'au- » tant que et dans la mesure où elle ne viendra apporter » aucune modification aux matières régies par une loi. »

Tel qu'il paraît résulter de ces dernières lignes, ce système, qui a été également soutenu par M. Tilloy (*Robe*, 1902, 117), nous semble trop absolu, et la question doit, à notre avis, se résoudre par une distinction. Les lois applicables en Algérie comprennent trois catégories : d'une part, celles qui, sous l'empire pressant des nécessités du moment, sont devenues de plein droit exécutoires dans la colonie sans promulgation spéciale, et dont il sera question ci-après sous les art. 6 et 7 ; en second lieu, les lois métropolitaines qui ont été ultérieurement déclarées par décret applicables à l'Algérie, soit purement et simplement, soit sous certaines modifications ; enfin la dernière catégorie renferme les lois métropolitaines qu'un article particulier déclare applicables à la colonie et les lois spéciales à celle-ci (ci-après art. 8). On ne saurait raisonnablement contester que le Parlement, lorsqu'il légifère pour l'Algérie, dessaisit le pouvoir exécutif de ses attributions législatives : pour la troisième des catégories ci-dessus, nous admettons donc pleinement l'argumentation de M. Sumien, telle que nous venons de la rapporter, et estimons que les lois concernant spécialement l'Algérie ou contenant une déclaration d'applicabilité ne sauraient être abrogées ou modifiées que par une nouvelle intervention du Parlement. Mais il n'en saurait être de même, à notre sens, des lois rentrant dans les deux premières des catégories que nous venons d'établir. En ce qui concerne les lois rendues appli-

cables à la colonie par décret, il est logique d'admettre que le pouvoir exécutif, auquel est due l'introduction de la loi en Algérie, peut revenir sur un acte provenant de sa seule initiative; et quant aux lois qui, par le fait de la conquête, sont devenues de plein droit applicables à l'Algérie, c'est à leur égard que le pouvoir exécutif doit pouvoir user, dans toute sa plénitude, des attributions législatives qui lui sont conférées par l'ordonnance de 1834, et on doit l'autoriser à modifier ou même à remplacer des textes qui, élaborés uniquement pour la métropole, ne constituent en quelque sorte pour la colonie que des lois d'expédient qu'il peut être nécessaire de remplacer par une législation mieux appropriée aux besoins du pays. Nous considèrerons donc les lois des deux premières catégories comme pouvant être abrogées ou modifiées par décret.

A l'appui de l'opinion que nous formulons, nous citerons l'avis de M. Isaac, qui s'exprime ainsi dans son rapport au Sénat sur les modifications à introduire dans la législation et l'organisation des divers services de l'Algérie (séance du 28 février 1895, *Journal officiel*, annexe 36, page 60) : « Le gou-
» vernement conserve bien la faculté de faire encore œuvre
» de législation dans les formes tracées par le sénatus-consulte
» du 3 mai 1854, mais les Chambres ont désormais (1) la
» faculté de s'emparer des matières qui avaient été ainsi
» exclusivement réservées au pouvoir exécutif et de les régir
» par des lois. C'est ainsi qu'un certain nombre de lois sont
» intervenues dans des matières qui, sous le régime du
» sénatus-consulte de 1854, n'auraient pu donner lieu qu'à
» des décrets. Il est entendu évidemment que, par ce seul
» fait, les objets dont s'agit sont sortis du domaine des
» décrets, de telle sorte que les lois votées à leur égard ne
» pourraient plus être modifiées que par d'autres lois ». — En « d'autres termes », dit à son tour M. le conseiller Bard, dans un rapport très détaillé précédant un arrêt de la Cour de cassation du 28 août 1902 (2), « si l'exécutif conserve le droit de légifé-
» rer pour l'Algérie, le Parlement, de son côté, n'est plus lié
» par le sénatus-consulte de 1854 ; il peut également légiférer,
» pour la France africaine, et, lorsqu'il l'a fait, la matière
» sort du domaine des décrets pour entrer dans celui de la
» loi » (*Rev. Alg.*, 1902. 2. 273). Enfin, M. l'avocat général

---

(1) Depuis la chute du régime impérial.

(2) Arrêt aux termes duquel la Cour suprême a reconnu la légalité des décrets des 29 mars et 28 mai 1902, instituant les tribunaux répressifs indigènes.

Sarrut (note sous un arrêt de la Cour de cassation du 18 avril 1896, *Rev.*, *Alg.*, 1896. 2. 169) a également adopté cette manière de voir. « La Constitution de 1875 », dit l'éminent magistrat, « n'a porté aucune atteinte aux prérogatives con-
» férées par les sénatus-consultes au pouvoir exécutif
» en ce qui concerne l'administration de l'Algérie et des
» colonies; notamment, le président de la République
» conserve le droit de régir par simples décrets les
» colonies..., ce qui veut dire que le président de la
» République est substitué au pouvoir législatif... Mais
» lorsque, postérieurement au 4 septembre 1870, le légis-
» lateur a statué sur des matières réservées par les séna-
» tus-consultes au pouvoir exécutif, les sénatus-consultes
» sont par cela même implicitement abrogés à cet égard et le
» pouvoir exécutif est dépouillé de ses prérogatives. En
» ces matières, le pouvoir exécutif est désormais incom-
» pétent, le pouvoir législatif ayant ressaisi et fait rentrer
» dans son domaine tel objet que les sénatus-consultes
» en avaient détourné. C'est ainsi que des lois, d'ailleurs
» assez nombreuses, portent expressément qu'elles sont
» applicables à l'Algérie ou aux colonies; que d'autres lois
» concernent spécialement l'Algérie ou telle colonie, alors
» que, d'après les sénatus-consultes (1), les décrets du chef
» de l'État auraient suffi. Dans l'ordre d'idées auxquelles ces
» lois correspondent, il ne peut y avoir désormais interven-
» tion du pouvoir exécutif; le pouvoir législatif a recouvré le
» droit absolu de légiférer ».

Le système que nous venons d'exposer est adopté par M. Larcher (*op. cit.*, nos 122 et suiv.) qui s'exprime ainsi : « La
» question de savoir si le chef de l'État peut ou non modifier
» par décret les règles établies par une loi doit être tranchée
» par une distinction nécessaire entre les lois antérieures et
» les lois postérieures au 22 juillet 1834 : c'est même là une
» des raisons d'être de la délégation qui lui a été donnée...
» — Quant aux lois postérieures, il ne faut pas se laisser
» prendre aux mots. Nous ne considérons pas comme lois, au
» point de vue algérien, les lois métropolitaines qu'un décret
» rend, avec ou sans modification, applicables à l'Algérie :
» l'extension est l'œuvre, non du pouvoir législatif, mais du
» pouvoir exécutif; à proprement parler, on est en présence,
» non pas d'une loi applicable à l'Algérie, mais d'un décret,
» pris en vertu de la délégation, s'appropriant les dispositions

---

(1) Il s'agit notamment ici du sénatus-consulte du 3 mai 1854, dont l'art. 18 dispose que l'Algérie est laissée sous le régime des décrets.

» de la loi, et par conséquent susceptible d'être modifié par » un nouveau décret. Par lois postérieures, il faut entendre les » lois qui, depuis 1834, ont été faites spécialement pour » l'Algérie ou qui, faites pour la métropole, ont été expres- » sément déclarées applicables à cette colonie : à ces lois le » chef de l'État ne peut apporter ni modification ni abro- » gation ».

Les matières en lesquelles sont intervenus, pendant le second empire, des sénatus-consultes doivent, d'après le même auteur, être considérées comme désormais soustraites au régime des décrets (*op cit.*, I, nº 124).

Quant à la validité des arrêtés du général en chef, de l'intendant civil, du ministre de la guerre et du gouverneur général, V. Larcher, *op. cit.*, I, nos 106, 107, 110, 111 et 112..

Art. 6. — *Les lois antérieures à l'ordonnance du 22 juillet 1834 sont exécutoires en Algérie sans promulgation spéciale* (note 7) (Béquet, *Répertoire du droit administratif*, vº Algérie (note 4) ; Charpentier, *op. cit.*, page 70 ; Ménerville, *op. cit.*, I, 576, à la note ; II, 181 ; Larcher, *op. cit.*, I, nº 139 ; Alger, 11 déc. 1861, Estoublon, *Jurisp. Alg.*, 1861, 69 ; Cass., 5 mai 1862 ; 4 fév. 1863, Estoublon, *Jurisp. Alg.*, 1863, 1 ; 17 août 1865 ; *ibid.*, 1865, 46 ; 17 nov. 1865, *ibid.*, 1865, 50 ; 25 janv. 1883, *Bull. jud. Alg.*, 1883, 33 ; Alger, 21 janv. 1893, *Rev. Alg.*, 1893. 2. 113 ; Cass., 23 juin 1897, *Rev. Alg.*, 1897. 2. 274).

NOTE 3. — *a*) Elles n'ont toutefois pu être appliquées que dans la mesure où le permettaient les circonstances de temps et de lieu, autant qu'elles ne sont pas contraires à la législation spéciale de l'Algérie (Cass., 4 fév. 1863, Estoublon, *Jurisp. Alg.*, 1863, 1 ; 17 novembre 1865, *ibid.*, 1865, 50 ; 15 juillet 1868, *ibid.*, 1868, 41 ; 5 janvier 1871, *ibid.*, 71, 1 ; Alger, 3 nov. 1873, *ibid.*, 1873, 53 ; Cass., 4 août 1881, *Bull. jud. Alg.*, 1881, 289. Dans le même sens : Conseil du contentieux, 7 nov. 1845, Estoublon, *Jurisp. Alg.*, 1845, 19 ; Conseil d'État, 29 nov. 1848, *ibid.*, 1848, 28), et dans la mesure compatible avec les mœurs et circonstances particulières à l'Algérie (Cass. 17 août 1865, Estoublon, *Jurisp. Alg.*, 1865, 46 ; Alger, 3 nov. 1873, *ibid.*, 1873, 53 ; 23 oct. 1874, *ibid.*, 1874, 59). Et la détermination de cette mesure appartient au pouvoir exécutif ou aux autorités qu'il a investies de son droit (Alger, 3 nov. 1873, Estoublon, *Jurisp. Alg.*, 1873, 53).

b) Quand elles se trouvent en conflit avec les lois et règlements propres à l'Algérie, ce sont ces derniers qui doivent nécessairement l'emporter. — Cass. 4 fév. 1863 (Estoublon,

Jurisp. Alg., 1863, 1) ; 17 août 1865 *ibid.*, 1865, 46 ; 17 nov. 1865, *ibid.*, 1865, 50.

c) Le principe formulé par l'art. 6 ne s'applique qu'aux lois générales, d'intérêt et d'ordre général, de police générale et d'intérêt public. — Alger, 19 mars 1861 (Estoublon, *Jurisp. Alg.*, 1861, 19) ; Cass. 17 août 1865 *ibid.*, 1865, 46 ; 5 janv. 1871, *ibid.*, 1871, 1 ; Alger, 1er déc. 1873, *ibid.*, 1873, 65 ; 21 janv. 1893, *Rev. Alg.*, 1893. 2. 113. — Il convient de remarquer que le *criterium* ici posé par la jurisprudence est assez vague. V. ci-après note 10, § *e*.

Voir de nombreuses applications faites par la jurisprudence du principe posé par notre article dans Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, p. 6, note 7, § *c*.

Quant aux restrictions apportées à ce principe par les arrêts précités, M. Larcher (*op. cit.*, I, n° 140) les critique dans les termes suivants : « Nous ne pensons pas qu'il faille admettre des distinctions aussi vagues, des restrictions aussi dangereuses, des formules permettant des solutions arbitraires. Il faut tenir ferme au principe : toutes les lois en vigueur dans la métropole au 22 juillet 1834 sont devenues obligatoires en Algérie ; et à ce principe il ne faut admettre d'autres exceptions que celles qui résultent de textes ou d'une véritable impossibilité. » Ainsi, on n'a pu évidemment appliquer dans la colonie les dispositions du code d'instruction criminelle relatives au jury avant l'institution de celui-ci en 1870. Le tout, bien entendu, sous réserve du droit que nous avons reconnu au chef de l'État de modifier ou d'abroger par décret les lois introduites en bloc en 1834.

NOTE 4. — « L'ordonnance du 22 juillet 1834, dit M. Béquet, a changé l'occupation en possession française. Dès lors, en vertu des principes du droit des gens, les lois de la métropole sont devenues lois du pays conquis. La législation de la France, antérieure au 22 juillet 1834, a donc été promulguée en Algérie par le fait même de la proclamation de l'annexion. Cette législation ne souffrait de réserves qu'à l'égard des musulmans et en ce qui concerne les droits civils et personnels qui leur étaient garantis par la capitulation du 5 juillet 1830 ».

Nous rappelons que le texte de la capitulation porte : « L'exercice de la religion mahométane restera libre. La liberté des habitants de toutes les classes, leur religion, leurs propriétés, leur commerce et leur industrie ne recevront aucune atteinte. Leurs femmes seront respectées. — Le général en chef en prend l'engagement sur l'honneur ».

Art. 7. — *Parmi les lois postérieures au 22 juillet 1834, celles qui modifient ou abrogent une loi déjà en vigueur en Algérie s'y appliquent de plein droit sans promulgation spéciale, à moins d'une disposition contraire* (note 7). — (Charpentier, *op. cit.*, nos 160 et suiv.; Ménerville, *op. cit.*, I, 576, à la note; II, 183; Sumien, *op. cit.*, p. 68; Larcher, *op. cit.*, I, nos 146 et 148; Alger, 5 oct. 1859, Estoublon, *Jurisp. Alg.*, 1859, 45; 30 juill. 1861; Cass., 17 août 1865, Estoublon, *Jurisp. Alg.*, 1865, 46 (note 6); Alger, 23 oct. 1865, *ibid.*, 1865, 48; Cass., 23 juill. 1888, *Rev. Alg.*, 1888. 2. 391; Alger, 21 janv. 1893, *Rev. Alg.*, 1893. 2. 113; Cass., 31 oct. 1895, *Rev. Alg.*, 1896. 2. 286; 12 févr. 1898, *ibid.*, 1898. 2. 193; Alger, 30 mai 1900, *ibid.*, 1901. 2. 29; Cass. 20 juill. 1901, *Recueil du Journal des Tribunaux algériens*, 1902, 3; 9 déc. 1902, *Journ. des Trib. alg.* du 24 déc. 1902).

NOTE 5. — *a*) Il en est de même des lois ou décrets de la métropole énonçant un principe résultant de dispositions déjà en vigueur en Algérie, et spécialement du décret du 9 mars 1894 sur les associations syndicales. — Conseil d'État, 19 juin 1896, *Rev. Alg.*, 1896. 2. 277.

b) La règle formulée dans l'art. 7 doit être renfermée, dans son application, dans de justes limites, et si elle est admissible pour les lois qui ne contiennent qu'une modification partielle d'une loi déjà exécutoire en Algérie, on ne doit pas l'étendre à celles qui, comme la loi du 8 décembre 1883, par exemple, relative à l'élection des juges consulaires, modifient complètement une organisation donnée. — Cass., 5 nov. 1884, *Rev. Alg.*, 1885. 2. 1.

On trouvera dans Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, p. 6 et 7, note 7 § *j*, de nombreuses applications du principe posé par notre article. Toutefois, la jurisprudence n'est pas unanime. V. notamment en sens contraire : Trib. Constantine, 18 mai 1859, Estoublon, *Jurisp. Alg.*, 1859, 28; Alger, 18 mai 1877, *Bull. jud. Alg.*, 1877, 230; 3 déc. 1877, *ibid.*, 1878, 56; Trib. Mostaganem, 28 nov. 1888, *Rev. Alg.*, 1889. 2. 78.

(A suivre).

ED. NORÈS,

Juge de paix de Téniet-el-Haâd.

LE DROIT ABADHITE

CHEZ LES MUSULMANS DE ZANZIBAR ET DE L'AFRIQUE ORIENTALE (1)

El Bésioui en donne deux fois la liste; cette énumération n'est pas limitative, car la seconde liste est complétée par la mention des descendants masculins de certains parents, ce qui lui donne une extension indéfinie.

El Bésioui admet, ainsi que le *Nil*, que les frères et sœurs, même germains, sont exclus par le père et le grand-père.

L'exclusion par l'aïeul n'est admise par l'école Chaféite qu'en ce qui concerne le frère; elle est repoussée par les autres écoles orthodoxes tant pour le frère que pour la sœur.

L'opinion des Abadhites est basée sur l'interprétation donnée par eux au mot *kelala* employé dans les versets 15 et 175 de la sourate IV du Koran, terme qui désigne tout individu mort sans laisser de descendant ni d'ascendant par les mâles, à quelque degré que ce soit (2).

Suivant le *Nil*, la grand'mère paternelle n'est pas exclue par son fils. Cette opinion, qui est celle de l'école Hanbalite, est repoussée par les Malékites et les Chaféites. El Bésioui ne vise pas cette hypothèse.

D'autre part, El Bésioui admet la grand'mère paternelle de la mère du *de cujus* à partager le sixième avec les trois autres aïeules et accorde la succession à l'ascendante la plus proche quelle qu'elle soit, à l'exclusion des autres; tandis que le *Nil*, comme les écoles orthodoxes, exclut formellement la grand'mère paternelle de la mère au profit des autres grand'mères; en outre, il reconnaît à l'aïeule maternelle, en concurrence avec une aïeule paternelle, le droit exclusif au 1/6e si elle est d'un degré plus proche, conformément à l'opi-

(1) V. *Rev. Alg.*, 1. 21. 1903.

(2) Note de M. Zeys, *Traduction du chapitre du Nil sur les successions*, § 41. — *Traité des successions musulmanes*, par Luciani, p. 301 et 302.

nion générale, et il lui donne le droit de partager le 1/6e avec l'autre aïeule, lorsque celle-ci est du degré le plus proche ; ce qui est l'opinion de la plupart des auteurs Chaféites et de tous ceux de l'école Malékite (1).

L'héritier hermaphrodite, suivant El Bésioui, reçoit la moitié de la part d'un héritier mâle et la moitié de la part d'un héritier féminin.

Le *Nil* consacre ceite disposition pour l'hermaphrodite douteux ; mais dans le cas où l'un des sexes paraît prédominant, il décide que l'héritier est réputé appartenir à ce sexe.

La solution concernant l'hermaphrodite douteux est celle qui est admise par l'école Malékite. Les Hanéfites ne l'admettent à la succession que s'il y était appelé quel que fût son sexe.

Les Chaféites font une première répartition de la succession attribuant à l'hermaphrodite et à chacun des autres héritiers la plus faible part à laquelle il aurait droit si le sexe de l'hermaphrodite était déterminé; le reste est mis en réserve jusqu'à plus ample informé ou transaction entre les intéressés.

Les Hanbalites suivent cette règle lorsque l'on ne peut espérer déterminer le sexe de l'héritier douteux; dans le cas contraire ils suivent celle de l'école Malékite (2).

El Bésioui et le *Nil* décident que les comourants héritent l'un de l'autre; mais le bénéfice de cet émolument n'entre pas en compte dans la succession de chacun d'eux, conformément à une décision attribuée au khalife Ali.

L'école Hanbalite accepte cette manière de procéder lorsque l'on ne peut préciser si une personne a survécu à l'autre ou laquelle a survécu. Si l'on sait que toutes deux sont mortes au même instant, cette école adopte l'opinion des trois autres écoles orthodoxes, qui n'admettent dans aucun cas les comourants à hériter l'un de l'autre (3).

El Bésioui applique cette règle lorsque deux personnes héritières l'une de l'autre meurent dans des pays différents et éloignés l'un de l'autre, sans que l'on sache laquelle est morte la première, hypothèse non prévue par le *Nil*.

A défaut d'héritiers réservataires et d'héritiers acebs, El Bésioui appelle à la succession les parents éloignés, *doui el-arham ;* mais il ne développe pas ce sujet. Il dit seulement que l'ordre suivant lequel ces héritiers sont appelés est réglé par le degré de parenté avec le *de cujus ;* il ajoute qu'il existe

---

(1) *Traité des successions musulmanes*, par Luciani, p. 246.

(2) *Traité des successions musulmanes*, par Luciani, p. 438 et suiv.

(3) *Traité des successions musulmanes*, par Luciani, p. 15 et suiv.

des opinions divergentes en ce qui concerne la détermination du plus proche degré de parenté, sans préciser celle qu'il préfère.

Le *Nil* donne une liste de ces parents, qui n'héritent jamais quand il y a des réservataires ou des acebs. Il s'étend assez longuement sur les divers modes de répartition de la succession entre ces héritiers et sur la préférence à accorder aux uns sur les autres, suivant les systèmes adoptés pour fixer leur vocation. Il signale de nombreuses controverses sur ce point.

Les Abadhites préfèrent les *doui el arham* au *beit el mal*, dont il n'est question ni dans le traité d'El Bésioui ni dans le *Nil*.

C'est la règle suivie par les Hanéfites et les Hanbalites, qui accordent même aux doui el arham l'excédant de la succession, lorsqu'il n'y a pas d'autre héritier réservataire que le conjoint.

Les Chaféites donnent la préférence au beit el mal lorsqu'il est bien administré ; au cas contraire ils suivent la même règle que les Hanéfites et les Hanbalites.

Les Malékites attribuent la succession au beit el mal bien ou mal administré, à l'exclusion absolue des doui el arham.

El Bésioui déclare que les affranchis n'héritent pas de ceux qui leur ont donné la liberté et réciproquement que le maître n'hérite pas de son affranchi. Les biens de celui-ci vont à ses héritiers réservataires ou acebs, à défaut à ses parents éloignés, et à défaut de ces derniers à ses conationaux d'origine (nègres, indiens, abyssins, nubiens). Si la nationalité de l'affranchi est inconnue, ses biens sont distribués en aumônes.

Le *Nil* dit également que, selon l'opinion de la plupart des jurisconsultes de la secte, le patron n'a aucun droit à la succession de l'affranchi ; mais il cite l'opinion contraire de l'imam Abou Nou Salih Ed Dehan comme celle qui mérite le plus de considération. Le cheikh Athfièch, auteur d'un commentaire du *Nil*, qui accepte cette opinion, considère le lien de patronage comme une sorte de lien de parenté.

Le *Nil* reconnaît un droit sur la succession de l'affranchi aux individus de même origine que lui ; il ne parle pas des droits de l'affranchi sur la succession du patron.

Les quatre écoles orthodoxes s'accordent à reconnaître les droits du patron sur la succession de l'affranchi.

El Bésioui signale un cas particulier de cumul de deux causes de successibilité qui est aussi visé par le *Nil*; c'est celui d'un Persan devenu musulman, qui laisse une épouse

étant en même temps sa mère, sa sœur ou sa fille, ce degré de parenté ne faisant pas obstacle au mariage d'après la loi persane. Dans ce cas, l'épouse hérite non en cette qualité, mais comme mère, sœur ou fille.

Le *Nil* étend cette solution au cas d'un mariage semblable contracté par erreur entre musulmans ; car alors le mariage est entaché de nullité.

L'infidèle ne peut hériter du musulman, ni le musulman de l'infidèle, suivant les deux auteurs Abadhites, d'accord en cela avec les orthodoxes.

El Besioui n'admet pas le droit de succession entre Juifs et Chrétiens ; c'est l'opinion des Malékites et des Hanbalites.

L'esclave pour El Bésioui et pour le *Nil*, comme pour les orthodoxes, ne peut hériter et on n'hérite pas de lui, car ses biens appartiennent à son maître.

Le *Nil* exclut le meurtrier de l'héritage de sa victime, même lorsque l'homicide a été involontaire. El Bésioui ne traite pas cette question.

L'école Chaféite se montre seule aussi rigoureuse que les Abadhites ; les autres écoles orthodoxes admettent dans certains cas le meurtrier à la succession de sa victime.

El Bésioui consacre un chapitre aux droits des frères germains de participer à la réserve des frères utérins et il examine, à l'aide d'exemples, les diverses hypothèses qui peuvent se présenter.

Le *Nil* reconnaît ce même droit et rappelle la décision du khalife Omar.

C'est l'espèce dite *El Himaria* ou *El Mouchtaraka*.

Cette solution est admise par les Malékites et la plupart des Chaféites.

Les Hanéfites, les Hanbalites et quelques Chaféites s'en tiennent à une première décision du khalife Omar, qui repoussait la prétention des frères germains.

Enfin le *Nil* donne quelques règles au sujet de l'aveu de parenté et indique les conséquences qu'il doit avoir vis-à-vis de l'avoué et de l'avouant.

El Bésoui n'a pas abordé cette question dans les divers chapitres de son traité concernant les successions. Il consacre quelques paragraphes à l'*Ikrar*, à la fin du chapitre du testament ; mais il ne s'agit là que de l'aveu d'une obligation formulé par le testateur.

Dans le chapitre sur les dispositions testamentaires, El-Bésioui énonce d'abord quelques règles précises, telles que le devoir imposé par le Koran à tout musulman fortuné de laisser par testament quelque chose à ses proches ; la

fixation de la quotité disponible au tiers des biens du testateur suivant un hadit du Prophète rapporté dans le texte; l'interdiction de faire un legs à un héritier, basée sur l'interprétation du verset 37 de la sourate IV du Koran.

Ces deux principes sont admis par toutes les écoles orthodoxes.

Il y a lieu de remarquer cependant que les Hanéfites autorisent le testateur à disposer de la totalité de ses biens en faveur d'un légataire universel, lorsqu'il ne laisse aucun héritier, c'est-à-dire lorsque le beit el mal serait appelé à appréhender la succession comme bien vacant, non à titre héréditaire (1).

El Bésioui ne traite ni de la capacité du testateur, ni de la forme du testament, ni des exécuteurs testamentaires.

Il procède simplement à l'examen de certaines catégories de legs, au point de vue de leur validité et de leur exécution.

Ainsi il déclare valable le legs fait à un ou plusieurs parents à l'exclusion des autres.

Dans le cas où le testateur légue quelque chose à une personne par une disposition spéciale et en même temps légue par une disposition générale à ses parents ce dont il peut disposer, le premier legs est nul.

Un legs en faveur des oncles est partagé en parties égales ; tandis que, suivant l'opinion de certains auteurs, les frères du père devraient recevoir 2/3 et les frères de la mère 1/3 du legs.

Le prix d'un esclave affranchi par testament, le montant des dispositions testamentaires faites en faveur d'œuvres pieuses ou charitables ou dans l'intérêt de l'Islam, sont prélevés sur le tiers disponible de la succession.

Quand le testateur laisse tant de dettes que par l'acquittement du legs il ne resterait rien pour les héritiers, ceux-ci reçoivent les 2/3 et le légataire le 1/3 de ce qui reste après paiement des dettes.

Si les dettes absorbent l'actif et que les créanciers consentent à l'acquittement du legs, les héritiers en prennent les 2/3.

Mais si les créanciers renoncent à leurs droits en faveur du légataire, celui-ci recueille seul le legs en entier.

Cette disposition est évidemment basée sur l'idée qu'il s'agit en l'espèce, non de l'exécution du testament, mais d'une libéralité des créanciers.

---

(1) Van den Berg : « *Principes du droit musulman selon les rites d'Abou Hanifa et de Chaféi* », traduction française de R. de France de Tersant et Damiens, Alger, Jourdan, éd., 1896, p. 137.

Lorsque le tiers disponible ne permet pas de payer tous les les legs, la part de chaque légataire subit une réduction proportionnelle, de façon que les héritiers légitimes reçoivent toujours les 2/3 de la succession qui leurs sont attribués par la loi.

El Bésioui ne dit pas si certains legs de caractère religieux ne doivent pas être acquittés intégralement avant les autres, comme le font la plupart des auteurs.

Le legs d'une chose non définie et qu'on ne peut déterminer est sans valeur.

Le legs en faveur d'un enfant conçu est valable.

On ne peut rien léguer à son esclave ; mais on peut léguer quelque chose à l'esclave d'un autre.

Le legs fait aux parents est partagé entre eux par parts égales.

Toutes ces règles de détail ne s'écartent guère de celles qui sont suivies par les jurisconsultes orthodoxes.

Ce chapitre se termine par quelques dispositions très incomplètes relatives à l'Ikrar, l'aveu d'une obligation, contenu dans le testament.

Voici les plus intéressantes :

Lorsque un homme légue une chose à un autre pendant sa maladie et ajoute : « Selon une obligation », sans la préciser, le legs est nul ; de même si le testateur dit : « Selon une obligation qui repose sur moi ».

Toutefois, les héritiers peuvent, dans ce cas, ratifier le legs et délivrer au légataire la chose léguée ou lui en payer la valeur, s'ils préfèrent conserver la chose.

Lorsque le testateur légue une chose à quelqu'un en ajoutant : « Selon une obligation envers lui », c'est un ikrar valable.

Cependant, pour plus de sûreté, le testateur doit spécifier la nature de l'obligation.

L'ikrar n'a de valeur que pour la personne en faveur de laquelle il a été fait.

Il est permis de faire un ikrar en faveur d'un héritier.

Le bénéficiaire de l'ikrar ne peut pas le refuser.

L'ikrar est permis en faveur de toute personne capable de posséder des biens.

L'objet de l'ikrar doit être connu et déterminé, à peine de nullité.

L'ikrar peut se rapporter à une chose entière ou à une portion de chose, à une part dans une possession collective ou indivisible, à une part définie de la succession, à des meubles ou à des immeubles.

N'est pas valable l'ikrar en faveur d'un enfant conçu ou d'une personne inconnue ou indéterminée.

Dans ce chapitre sur les dispositions testamentaires, comme dans les chapitres sur les successions, El Bésioui se préoccupe plus de fournir des solutions pratiques que d'exposer des théories juridiques.

Tel qu'il est l'ouvrage de cet auteur présente pour nous un réel intérêt, à titre de spécimen de la littérature juridique des Abadhites orientaux, encore si peu étudiée.

Aussi doit-on savoir le plus grand gré à M. Eduard Sachau d'avoir fait connaître le *Mokhtaçar* d'El Bésioui, ouvrant ainsi la vcie aux arabisants qui voudraient faire porter leurs recherches sur la science du droit chez les musulmans Abadhites de l'Oman et de l'Afrique orientale.

Dans la seconde étude que nous avons signalée, M. Eduard Sachau donne le texte arabe et la traduction en Allemand d'une lettre écrite par un jurisconsulte Abadbite de Zanzibar, au sujet du droit musulman en vigueur dans ce pays et des ouvrages de droit qui y sont le plus en honneur.

M. Eduard Sachau, dans un préambule, explique comment, après l'établissement de la souveraineté de l'Allemagne sur la côte orientale d'Afrique, il fut amené à s'informer de l'état de la législation indigène dans cette nouvelle colonie.

On pensait d'abord que les princes de Zanzibar y avaient introduit la loi de la secte Abadhite à laquelle ils appartenaient.

Quand on apprit que le droit Chaféite était en vigueur dans le pays, on s'inquiéta de savoir comment les Abadhites et les Chaféites s'y trouvaient répartis.

Il était surtout intéressant de connaître les commentaires de droit considérés comme canoniques par les savants et les tribunaux du pays.

Sur une demande officielle du Gouvernement Allemand, des recherches furent faites par le sultan de Zanzibar et les résultats en furent communiqués au Séminaire des Langues Orientales de Berlin.

Outre la répugnance très vive qu'éprouvent tous les musulmans à renseigner les non musulmans sur des questions de ce genre, les juristes de la cour du Sultan se trouvaient particulièrement embarrassés pour expliquer l'établissement du droit Chaféite à côté du droit Abadhite par les princes Saiid, mesures qu'il désapprouvaient hautement.

Malgré ces difficultés, le cadi de Zanzibar, cheikh Yaya ben Khalfan, connu comme l'auteur d'un commentaire du *Mokhtaçar* d'El Bésioui et des catalogues des premiers volumes du *Kamous Ech Chériat*, a répondu de la façon la

plus ouverte et la plus détaillée aux questions posées par M. Eduard Sachau.

Le cheikh Yaya, dans sa lettre, commence par exposer que selon les principes admis par toutes les sectes de l'Islam, tant orthodoxes que dissidentes, la loi en vigueur dans chaque pays musulman est celle de la secte à laquelle appartient le souverain.

Ces principes étant suivis par les musulmans Abadhites, la loi Abadhite fut seule appliquée à Zanzibar et sur la côte Orientale d'Afrique tant que régnèrent les princes Yaroub.

Quand l'empire passa aux princes actuels, les Saiid, ceux-ci, probablement pour des motifs d'ordre politique et par mesure de bienveillance, donnèrent à leurs sujets Chaféites des juges de leur secte.

Parmi les livres de religion et de droit Abadhites faisant autorité dans le pays et qui sont très nombreux, le cheikh Yaya signale comme les plus connus :

1° *Bayan Ech-Char*, en plus de 70 volumes, composé par Mohammed ben Soleiman (1) ;

2° *El-Mosannaf*, en plus de 40 volumes, par Ahmed ben Moussa (2).

Ces deux auteurs sont des Arabes de Kinda et leurs ouvrages jouissent parmi les Abadhites de l'Oman et d'ailleurs d'une confiance illimitée;

3° *Kitab El-Istikama* et *El-Moutabar*, de Abou Saïd Mohammed ben Saïd.

Ces deux ouvrages traitent des principes du droit et sont, dans leur genre, sans pareils.

Il existe aussi beaucoup d'autres ouvrages composés par des auteurs modernes.

En 1240 ou 1260 de l'hégire, un savant jurisconsulte réunit le contenu du *Bayan Ech-Char* et de *El-Mosannaf*, ainsi que d'autres travaux postérieurs, en un gros ouvrage ayant pour titre :

4° *Kamous Ech-Chériat*, en 90 volumes; cet ouvrage jouit actuellement de la confiance générale;

5° *Loubab El-Athar an El-Oulama El-Akhyar*, ouvrage comprenant quatre fortes parties, dont le contenu est emprunté surtout à la littérature moderne;

6° *Kitab Djaouabat*, de El Khalili, ouvrage dont le contenu (c'est-à-dire les observations et remarques de l'auteur prises de différents côtés) forme quatre volumes.

---

(1) Mort vers l'an 508 de l'hégire.

(2) Mort vers l'an 557 de l'hégire.

Le cheikh Yaya ajoute que les livres des Abadhites de l'ouest (Afrique du Nord) sont également nombreux ; mais il ne les cite pas.

Parmi les livres de droit Chaféite renommés, il signale :

1° *El-Minhadj*, ouvrage peu étendu mais très en vogue de El-Naouaoui, le commentateur du grand recueil de hadits de Mouslim ;

Et les commentaires de El-Minhadj ;

2° *El-Tohfa* de Ibn Hadjar, en deux ou plusieurs volumes, ouvrage très considéré dans le Hedjaz, l'Hadramant et l'Afrique Orientale ;

3° *El-Nihaya*, huit parties en six volumes de El-Ramli, très considéré par les Chaféites d'Égypte (1).

La lettre du cheikh Yaya est un document précieux, non seulement par les renseignements qu'elle renferme, mais aussi par l'état d'esprit qu'elle révèle chez son auteur, qui, sortant de la réserve un peu farouche de ses coreligionnaires, s'est décidé à donner libéralement ces renseignements à un étranger.

Il y a lieu d'espérer qu'avec la bonne volonté des notables Abadhites de Zanzibar, les Allemands, qui ont entrepris l'étude du droit musulman dans l'Afrique Orientale, ne tarderont pas à faire de nouvelles découvertes, que nous serons heureux de connaître et dont nous pourrons tirer d'incontestables avantages pour l'étude du droit de nos sujets Abadhites du M'zab.

Le rapprochement des œuvres des Abadhites Orientaux de celles de leurs coreligionnaires du Maghreb permettra de reconnaître ce qui chez les uns et les autres provient d'emprunts faits aux orthodoxes qui les entourent, Chaféites et Hanbalites dans l'Oman et à Zanzibar, Malékites dans l'Afrique du Nord, et de dégager ce qu'il y a de vraiment original et de particulier à leur secte dans l'œuvre de leurs savants et les traditions de leurs jurisconsultes

C'est en vue de ce résultat que nous avons pensé qu'il était utile d'attirer l'attention sur les travaux de M. Eduard Sachau et de signaler l'intérêt que présentent, pour les arabisants Français, les études poursuivies par les savants Allemands chez les Abadhites de l'Afrique Orientale.

Alfred IMBERT,
Licencié en droit.

Mustapha-Alger, 21 octobre 1902.

---

(1) M. Van den Berg a publié *El-Minhadj* avec une traduction française, sous le titre *Le Guide du zélé croyant,* Batavia, 1882-1884, 3 volumes.

APPENDICE

NOTICE SUR SLIMAN BEN NACER

Au commencement de l'année 1900, arrivait à Alger Sid Sliman ben Nacer, gouverneur du Dar-Esselam, sur la côte de Zanzibar, pays soumis au protectorat Allemand et s'étendant jusqu'au lac Taganika.

Ce personnage, appartenant à la secte Abadhite et apparenté à la famille régnante de Zanzibar, se rendait à l'exposition universelle à Paris et profitait de cette circonstance pour visiter différents pays.

Avant d'atteindre notre colonie, Sliman ben Nacer avait déjà parcouru l'Egypte et la Tunisie.

Les Mozabites, Abadhites Algériens, accueillirent triomphalement ce voyageur de marque et flattés de recevoir un coreligionnaire de rang élevé, ils le considérèrent comme un Maître et le traitèrent à l'égal d'un grand chef.

Dès son arrivée à Alger, Sliman ben Nacer fut installé luxueusement, aux frais de la colonie Mozabite, dans un des plus beaux hôtels de Mustapha et l'on prétendit même que cette large hospitalité, dont les frais s'élevaient à environ 200 francs par jour, fut complétée par des dons en argent auxquels participèrent tous les Mozabites Algériens et dont le total n'était pas inférieur à 100.000 fr.

Encouragé par cet accueil enthousiaste et sans doute aussi pour répondre à des invitations pressantes, le gouverneur du Dar-Esselam résolut d'aller visiter le Mzab, c'est-à-dire le centre même de l'Abadhisme Algérien. Ce voyage fut marqué par les ovations chaleureuses des populations Mozabites, qui partout firent fête à leur illustre coreligionnaire, et celui-ci rapporta vraisemblablement de cette tournée des cadeaux importants.

Agé de trente-cinq à quarante ans, de taille moyenne, Sid Sliman ben Nacer a une figure intelligente et sympathique. C'est un homme d'une culture intellectuelle perfectionnée, qui produisit la meilleure impression sur tous ceux qui eurent l'occasion de s'entretenir avec lui. Un de nos amis, qui le vit

---

Dans la préface de cette publication il donne quelques détails sur les trois ouvrages cités, qui font loi chez les Chafeites des Indes Néerlandaises.

souvent durant son séjour à Alger, nous a rapporté qu'il fut frappé de sa vaste érudition arabe en même temps que de son esprit libéral.

Toutes ces qualités contribuèrent évidemmeut à inspirer à nos Mozabites, pour le gouverneur du Dar-Esselam, une admiration que partagèrent d'ailleurs les autres musulmans algériens et notamment les professeurs de la Médersa d'Alger qui le visitèrent fréquemment et rendirent unanimement hommage à la supériorité de son intelligence et à l'étendue de son savoir.

A. I.

LES KANOUNS DU MZAB [1]

Kanoun de Ghardaïa

Le coupable auquel aura été infligée une amende (2) et qui

(1) V. *Rev. Alg.*, 1903, 1, 14.

(2) L'amende ne figure pas parmi les peines prescrites par le Coran ou la Sonnah (de Motylinski,, *op. cit.*, p. 35, note 1), non plus que parmi celles en usage chez les Arabes de l'époque préislamique. Aux temps de *Djahilyya* (temps de l'ignorance), en effet, les peines étaient : la mort, la lapidation, la mutilation de la main, le jet du haut d'une roche, l'enterrement du coupable vivant (Omar Bey Loutfy, *De l'action pénale en droit musulman*, fasc. 1, p. 25). — Quant aux peines édictées par le Prophète, ce sont: la mort, l'amputation de la main, les verges, le talion, le fouet, l'emprisonnement, la déportation, la confiscation, l'expiation par affranchissement, le jeûne (Seignette, *trad. de Sidi Khalil*, Introduction, p. L). — Or, ces peines sont établies en vue de faits précis, déterminés, et ne peuvent être prononcées que sur les réquisitions de la victime (Omar Bey Loutfy, *op. cit.*, p. 38).

Mais, l'on ne tarde pas à comprendre qu'il peut y avoir danger, à raison de l'inaction possible de la partie lésée, à s'en remettre uniquement à celle-ci du soin de poursuivre la répression des infractions à la loi. D'autre part, avec le temps et à mesure que l'organisation politique ou économique des peuples musulmans se complique, on sent la nécessité d'incriminer et de punir des actes dont l'on s'était abstenu jusqu'alors, ou qui n'avaient pas encore paru menaçants pour l'ordre public. Or, à

ne pourra la payer, recevra dix coups de bâton (1) pour chaque réal (2) (2 fr. 50).

---

ces actes, tenus dorénavant pour coupables, on ne peut appliquer les peines légales, c'est-à-dire établies par la loi religieuse, parce qu'elles sont édictées en vue de faits précis et déterminés. Le juge reçoit alors le pouvoir de décider quelles actions sont punissables, et quelles peines elles emportent (Seignette, *loc. cit.*, p. XLIX et L.— Omar Bey Loutfy, *loc. cit.*, p. 46, — en même temps qu'on l'autorise à appliquer, d'office, ces peines aux faits déjà prévus et punis par la loi (Omar Bey Loutfy, *loc. cit.*, p. 40 et suiv.). — En fait, les peines laissées à l'arbitraire du juge sont : la prison, la bastonnade, l'exil, la perte de l'emploi, les arrêts, l'amende et la simple réprimande (Sawas Pacha, *Étude sur la théorie du droit musulman*, t. 1, ch. 2, p. 122). En sorte que, chez les musulmans orthodoxes, il est deux catégories de peines ; les unes légales, déterminées (*hodoud*) par la Loi ; — les autres arbitraires, indéterminées et dites correctionnelles (*taazir* ; Vincent, *Études sur la loi musulmane*, Législation criminelle, p. 63, note *b*. — Van den Berg, *op. cit.*, p. 180).

Or, les choses, pour les mêmes raisons historiques, sans doute, ne se sont point autrement passées chez les Abadhites du Mzab, et c'est ainsi que leurs kanouns édictent des pénalités, telles que l'amende, qui n'ont été prescrites, ni par le Coran ni par la Sonnah. Il est à remarquer, toutefois, que, dans les villes où dominait l'élément religieux, à Beni Isguen ou El Ateuf, les *Azzaba*, s'en tenant strictement aux prescriptions de la loi religieuse, s'opposaient à la prononciation de peines pécuniaires (de Motylinski, *loc. cit.*; V. *infrà*, Kanouns de Beni Isguen et d'El Ateuf).

(1) Le cérémonial de la bastonnade est décrit dans un chapitre du *Kitab el-Ahkam*, dont M. de Motylinski a résumé la traduction (*Guerara depuis sa fondation*, p. 36, note).

(2) Le réal est une monnaie d'argent que les musulmans du nord de l'Afrique ont empruntée à l'Espagne. — De même qu'en Espagne, les premiers rois chrétiens utilisèrent, tout d'abord, les monnaies musulmanes (Blanchet, *Manuel de numismatique*, t. 2, p. 278), et de même que le roi Alphonse VIII imita le dinar almoravide, et « émit dans l'atelier de Tolède, au type arabe, en langue arabe, un dinar chrétien rival du dinar musulman (Lavoix, *Catalogue des monnaies musulmanes de la Bibliothèque nationale*, Espagne et Afrique ; *Préface*, p. XXXI), — de même les premiers musulmans d'Afrique empruntèrent aux vaincus leur monnayage. « Maîtres de l'Afrique, après une lutte de plus d'un demi-siècle, les Arabes avaient adopté le type des espèces héracliennes avec les figures diadémées de l'Empereur et de ses fils, avec la croix modifiée en forme de T, avec les inscriptions latines reproduisant les formules pieuses de l'islamisme » (Lavoix, *op. cit.*, Préface, p. XIV). Puis, aux monnaies à lettres latines succèdent des monnaies bilingues. Et, dans les dernières années du premier siècle de l'Hégire, on ne frappe plus que des monnaies au type purement arabe (*Rev. de numismatique*, 1899, p. 99).

Mais quand les Maures eurent été expulsés d'Espagne, et que les Espagnols eurent réussi à fonder sur la côte d'Afrique des établissements

Quiconque empêchera les délégués de la Djemâa (mokaddem) d'opérer le recouvrement d'une amende infligée, sera puni d'une amende de 25 réaux.

Tout individu qui sera convaincu d'avoir adressé la parole dans la rue à une femme, sera puni d'une amende de 25 réaux et sera banni pendant deux ans (1).

---

permanents, le développement des transactions commerciales détermina dans le nord de l'Afrique une circulation très active de monnaies espagnoles. C'est ainsi que les réaux d'Espagne pénétrèrent en Afrique et y devinrent une monnaie courante ; — de même que les douros, appelés autrefois par les Algériens et, aujourd'hui encore, par les habitants du Maroc, réaux *bou medfa*, parce qu'y sont représentées les colonnes d'Hercule que l'on prenait pour des canons (Erckmann. *Le Maroc moderne*, p. 160). — De même aussi, les princes musulmans, les deys d'Alger notamment, frappèrent des monnaies de type espagnol et livrèrent des réaux à la circulation (*Aperçu historique, statistique et topographique sur l'État d'Alger* p. 195).

Il y avait, d'ailleurs, en Algérie tout au moins. des réaux de sortes très diverses : le *réal kouart*, — le *réal derhem*, le *réal petit derhem*, — le *réal boudjou*, — le *réal douro*, ou grand réal, ou douro d'Alger, — le *réal constantini*, — le *réal bacita de Constantine*. — le *réal chekouti*, — le *réal korinti*. — Le *réal kouart* et le *réal derhem* représentaient 0 fr. 62 de notre monnaie ; — le *réal petit derhem*, 0 fr. 62 également ; — le *réal boudjou*, 1 fr. 80 ; on l'appelait, aussi, piastre d'Alger ; — le *réal douro* valait 3 fr. 60 ; — le *réal constantini*, 0 fr. 93 ; — le *réal bacita de Constantine*, monnaie d'Espagne coupée en losanges, 2 fr. 40 ; — le *réal chekouti*, 2 fr. 50 ; — enfin le *réal korinti* ou *korinté*, équivalait à quatre réaux *kouart* et représentait une valeur de 2 fr. 48 (Beaussier, *Dictionnaire pratique arabe-français*, v° ريال).

Or, le réal, dont il est fait mention au texte, aurait, d'après le savant traducteur du Kanoun de Gardhaïa, une valeur de 2 fr. 50. C'est donc, soit du *réal chekouti*, soit du *réal korinti*, qu'il est ici question.

(1) Le bannissement appartient-il à la catégorie des *hodoud ?* Est-ce une peine légale, établie par le Coran ou la Sonnah ? — Ou faut-il le ranger dans la classe des peines arbitraires dont la détermination appartient au juge ? — A s'en tenir au texte du verset 78 du chapitre II du Coran, on serait tenté d'admettre que le bannissement n'est pas une peine légale. Ce verset est, en effet, ainsi conçu : « Quand nous stipulâmes avec vous que vous ne verseriez point le sang de vos frères, et *que vous ne vous banniriez point réciproquement de votre pays, vous y donnâtes votre assentiment*, et vous en fûtes vous-mêmes témoins » (La Beaume, *Le Koran analysé*, p. 639). — Tel n'était point cependant l'avis des Abadhites, car il paraît que « les *tolba*, d'accord avec les laïques et s'appuyant sur un verset du Coran, admettaient aussi la peine du bannissement *(nefiane)* temporaire ou perpétuel » (de Motylinski, *op. cit.*, p. 35, note 1).

Les juifs et les juives (1) convaincus de vol seront punis, les hommes d'une amende de 25 réaux, et les femmes d'une amende de 12 réaux 1/2. Dans le cas où les délinquants ne

---

(1) Il n'est, au Mzab, de Juifs établis à demeure, que dans les villes de Ghardaïa et Guerara. Les quelques Juifs que l'on rencontre à Berrian, n'y sont que temporairement fixés; ils sont originaires de Ghardaïa, d'où ils émigrent, à certaines époques, pour se livrer à des travaux de bijouterie.

M. de Motylinski, a réuni, relativement aux Juifs du Mzab, concernant leur origine principalement, divers renseignements qu'il a condensés en des notes déposées aux archives du Bureau arabe de Laghouat. — D'après la tradition mozabite, les familles juives qui, les premières, vinrent s'installer à Ghardaïa, furent amenées de Djerba, vers le VIII[e] siècle de l'Hégire, par un abadhite nommé *Ammi-Saïd*.— D'autres prétendent descendre d'un nommé *Mouchi Sebano*, originaire d'Alger.—D'autres se disent originaires de Fez ; —d'autres, de Figuig ; d'autres, enfin, de l'Oued-Righ. — C'est, également, de l'Oued-Righ que sont venues, il y a plus d'un demi-siècle, les quelques familles juives fixées à Guerara.

Mais les Juifs donnent à leur établissement à Ghardaïa, une date antérieure à celle qui lui est assignée par les Mozabites. Ils prétendent que, lors de l'arrivée d'*Ammi Saïd* à Ghardaïa, il y avait, déjà, dans cette ville, un certain nombre de Juifs venus du Caire, sous la conduite d'un rabbin du nom de *Daoud Sellam*. Cette version, dit M. de Motylinski, est confirmée par une inscription en caractères hébraïques qui existe encore sur le tombeau du rabbin susnommé et qui est ainsi conçue :

« Tombeau du sage, du parfait, du juste, du pur, de l'honorable, de l'opulent, de l'austère, du pieux, du flambeau d'Israël, le vénéré *Rebbi Daoud Sellam* parti pour la demeure éternelle, l'an 5123 de la création du monde ».

Or, observe M. de Motylinski, l'année 1884 (date à laquelle ont été recueillis par lui ces renseignements) correspondant à l'année 5644 des Juifs, les premiers Juifs seraient parvenus, il y a cinq siècles et demi environ, à Ghardaïa. — Quant à *Ammi Saïd*, il ne s'y serait fixé, d'après la tradition juive, que dans la seconde moitié du IX[e] siècle de l'Hégire.

Avant l'occupation française, les Juifs de Ghardaïa étaient relégués dans un quartier spécial et il leur était interdit d'ouvrir des portes sur les quartiers habités par les Mozabites ; il leur était permis, toutefois, de circuler dans la ville. Ils étaient soumis aux mêmes kanouns que les Mozabites, et portaient leurs contestations, en matière civile, devant les tolbas abadhites.

Par l'effet, en 1882, de l'annexion du Mzab à la France, les Juifs, qui s'y trouvaient établis, ont acquis la nationalité française. Ils continuent, à Ghardaïa, à habiter un quartier spécial situé à l'Est de la ville. Les contestations qui s'élèvent entre eux, en matière de statut personnel ou de successions, sont jugées par leurs rabbins ; les litiges, en toute autre matière, sont portés, soit devant le commandant du Bureau arabe, soit devant le tribunal de Blida (Robin, *op. cit.*, p. 43).

S'ils sont la nationalité française, les Juifs du Mzab ne sont pas traités

pourraient payer l'amende infligée, ils recevraient dix coups de bâton pour chaque réal.

Le viol commis sur une fille vierge est puni :

1° si le coupable est pubère (1), de 100 réaux d'amende et

---

comme citoyens français et ne peuvent le devenir qu'en se conformant aux prescriptions du Sénatus-consulte des 14-21 juillet 1865 (En ce sens : Lettre du Garde des Sceaux du 7 novembre 1882 ; — Décisions du Conseil de préfecture d'Alger du 11 août 1890 et de la Cour d'appel d'Alger du 25 février 1891, dans la *Revue Algérienne*, 1891. 1. 81 ; — 1891. 2. 220 et 399 ; — Circulaire du Gouverneur général du 28 décembre 1895 ; — V. en outre : Oudinot, *La nationalité des Israélites algériens*, Rev. gén. de droit int. pub., 1897, p. 483 ; — Cohen, *Les Israélites de l'Algérie et le décret Crémieux*, Thèse pour le Doctorat, Paris, 1900).

(1) Pour les Orthodoxes, l'individu pubère est celui chez qui les signes de la puberté se sont manifestés ; aussi leurs jurisconsultes ont-ils pris soin de déterminer par quels signes physiques cette puberté se trouvait caractérisée. Ils admettent, toutefois, qu'à défaut d'indications physiques, la puberté doit être présumée chez l'individu qui a atteint un certain âge, lequel est de quinze ans pour les Hanéfites, — et de dix-huit ans pour les Malékites (Sautayra et Cherbonneau, *Statut personnel et successions*, t. 1, p. 376 et 377, n°s 502 et 503).

Or, chez les Abadhites, les choses ne se passent pas autrement. C'est à la manifestation physique de la puberté, qu'eux aussi tout d'abord ils s'attachent, — de même, qu'eux aussi, ont soin de préciser ce qui constitue cette manifestation (*Le Nil, du Mariage,* trad. Zeys, p. 54). — Ils admettent, également, qu'à défaut de signes physiques, à partir d'un âge déterminé, la puberté se présume. Mais, tandis que chez les Orthodoxes, cet âge est toujours le même, quelles que soient les circonstances, — chez les Abadhites, au contraire, cet âge varie suivent les hypothèses. — Une femme accouche-t-elle après le décès de son mari, l'enfant est réputé avoir pour père le mari, si celui-ci, au moment de sa mort, était âgé de sept ans, suivant les uns, — de neuf ans, suivant les autres. — De même, l'époux survivant n'hérite de son conjoint prédécédé que si ce dernier est mort étant en état de puberté ; or, l'époux prédécédé est-il la femme, le mari n'est héritier que si elle est morte dans sa quatorzième année ; — est-ce, au contraire, le mari qui disparaît le premier, la femme ne pourra prétendre à sa succession que s'il était, lors de son décès, dans sa quinzième année. — De même, encore, la loi pénale n'est applicable qu'à l'individu pubère ; or, à ce point de vue, celui-là seul est réputé pubère, qui est âgé de plus de treize ans (*Le Nil, loc. cit.*, p, 54 et 55).

Il importe, donc, s'agissant de l'interprétation d'un texte abadhite, avant de se prononcer sur le sens et la portée de ces mots : pubère et impubère, — de rechercher quelle est, exactement, l'hypothèse prévue par ce texte. Et, comme les dispositions du kanoun de Ghardaïa, que nous commentons, ont un caractère pénal, il en résulte que ces mots : pubère, impubère, employés par elles, doivent s'entendre de l'individu âgé de plus de treize ans, et de celui qui est âgé de treize ans ou de moins de treize ans.

du bannissement pendant quatre ans; le coupable ne pourra rentrer dans le pays qu'après avoir vu la mer (1);

2° si le coupable est un impubère (2), les parents paieront 10 réaux d'amende, et la peine du bannissement ne sera pas prononcée.

Celui qui frappera avec une clef en fer (3), sera puni d'une amende de 25 réaux.

Celui qui sera convaincu de violences envers une femme de mauvaise vie, sera puni d'une amende de 10 réaux; si la victime ne peut fournir des preuves, le serment lui sera déféré et le coupable sera puni de la même peine.

Celui qui aura commis volontairement une blessure à l'aide d'un instrument tranchant, sera puni d'une amende de 100 réaux; il paiera, de plus, le prix du sang (4) et

---

(1) L'obligation imposée au condamné à la peine du bannissement de voir la mer, c'est-à-dire de gagner le littoral, l'était, selon toute vraisemblance, dans le but de rompre ses relations avec les gens de son *çoff*, et de le mettre dans l'impossibilité, par suite de l'éloignement, de nouer des intrigues dans la ville dont il était expulsé. Car « les *mekharidj* (expulsés) de tous les ksours du Mzab, formaient une classe de dépouillés qui ne vivaient plus que par le Tell, et entretenaient par leurs continuelles intrigues et leur haine, bien justifiée, cet état d'agitation, devenu l'état normal du Mzab jusqu'au jour de l'annexion » (de Motylinski, *Guerara depuis sa fondation*, p. 51, note 3). — C'est à cette situation regrettable que la disposition relatée au texte était, sans doute, destinée à remédier.

(2) V. *sup.*, p. 75, note 1.

(3) C'est généralement à coups de clefs que commencent les rixes entre Mozabites (Coyne, *op. cit.*, p. 41). Les clefs en fer viennent de Tunis. On ne fabrique, au Mzab, que des clefs en bois, destinées à des serrures, également en bois, très ingénieuses; elles constituent, elles aussi, des armes sérieuses. La description de ces clefs, en bois ou en fer, a été donnée par M. de Motylinski (*Guerara depuis sa fondation*, p. 57, note 1).

(4) Chez les orthodoxes, le prix du sang (*diyah*) est la somme d'argent payée à la victime ou à ses héritiers, au cas d'homicide ou de blessures, et. moyennant le paiement de laquelle, le coupable est, dans certains cas, autorisé à se racheter, c'est-à-dire à se soustraire à la peine du talion. Le prix du sang, en effet, est dû. soit lorsqu'il y aurait impossibilité matérielle à pratiquer le talion, — soit lorsque la loi elle-même l'écarte, comme au cas d'homicide ou de blessures involontaires, — soit parce que ceux qui avaient qualité pour requérir le talion, y ont renoncé. Car la victime ou ses héritiers ont toujours le droit, dans l'hypothèse d'homicide ou de blessures, d'accepter le prix du sang; et le coupable se trouve ainsi soustrait à toute peine légale. Mais le juge reste libre de prononcer une peine laissée à son arbitraire (Van den Berg, *op. cit.*, p. 181 et suiv.;

sera banni pendant deux ans, jusqu'à ce q'uil ait vu la uer (1).

Quiconque sera convaincu d'avoir commis un vol dans les jardins, sera puni d'une amende de 10 réaux et sera banni pendant deux ans; le témoin du vol, qui ne fera pas sa déclaration dans un délai d'un mois, sera puni d'une amende de 10 réaux (2).

Tout individu convaincu d'avoir pénétré dans une maison habitée, paiera 100 réaux, et, dans le cas où il serait tué, son meurtrier ne sera passible d'aucune peine.

Celui qui est reconnu coupable de vol dans une maison, paiera 25 réaux et sera banni pendant deux ans.

Celui qui aura volontairement commis un meurtre paiera 100 réaux, recevra la bastonnade et sera banni du Mzab à perpétuité.

Pour une rixe, les parties paieront 2 réaux chacune.

Celui qui sera reconnu coupable de pédérastie, paiera 100 réaux et sera banni pendant deux ans.

Les Juifs sont autorisés à voyager ; mais il est défendu aux femmes juives de quitter le pays (3).

Seignette, *op. cit.*, Introduction. p. 41; Omar Bey Loutfy, *op. cit.*, fasc. 1, p. 49; — fasc. 2, p. 70). Le fait d'une réparation obtenue par la victime ou ses héritiers ne saurait, en effet, faire oublier que la société a pu être lésée.

Les Abadhites ne se séparent pas, sur ce point, des Orthodoxes, puisque le kanoun de Ghardaïa impose, pour le cas de blessure, le paiement du prix du sang, en même temps qu'il édicte le bannissement et l'amende.

(1) V. *sup.*, p. 76, note 1.

(2) Cf. art. 30 C. instr. crim. — Il semble que, dans les législations modernes, l'on répugne de plus en plus à rendre, pour les citoyens, la dénonciation obligatoire ; — ou, si l'on maintient le principe de l'obligation, l'on s'abstient de le sanctionner par une peine.

(3) Les Juifs ne sont pas, à ce point de vue, autrement traités que ne le sont les Mozabites eux-mêmes. Beaucoup de ces derniers s'expatrient pour aller exploiter, dans les villes du Tell, un commerce quelconque ; mais ils sont astreints à des séjours périodiques dans leur ville d'origine, qu'ils regagnent ensuite, pour ne la plus quitter, après fortune faite, ou lorsque l'un de leurs fils est en âge de les remplacer et de continuer leur commerce. D'autre part, il leur est interdit d'emmener leurs femmes dans le Tell, et s'ils se marient en dehors du Mzab, ils ne peuvent y conduire les femmes étrangères qu'ils ont épousées. — Depuis l'occupation française, il est vrai, ces prescriptions ne sont plus aussi strictement observées ; il est, paraît-il, quelques Mozabites qui, se rendant dans des villes du littoral, pour y fonder des établissements commerciaux, n'ont pas craint d'y conduire leurs femmes, et il nous a été

Celui qui est convaincu d'avoir bu des liqueurs fermentées, paiere 25 réaux et recevra dans sa fraction (1) 80 coups de bâton.

---

donné de voyager de Ghardaïa à Laghouat, en compagnie d'un habitant d'El-Ateuf et d'une femme qu'il avait épousée chez les Ouled-Naïls. — Mais ce sont là, aujourd'hui encore des pratiques isolées et que l'opinion réprouve; et il est vrai de dire, qu'à l'heure actuelle encore, le Mozabite ne quitte, pour ainsi dire, jamais le Mzab, sans esprit de retour, — qu'il y laisse sa femme ou ses enfants, lorsqu'il s'en éloigne, — et qu'il n'y conduit point les femmes qu'il a pu épouser dans le Tell (Robin, *op. cit.*, p. 21).

Et l'on s'explique très bien qu'il en soit ainsi. Le Mozabite, dont la femme et les enfants sont restés au Mzab n'a pas rompu toute attache avec sa ville d'origine ; il ne peut avoir quitté celle-ci sans esprit de retour, il y reviendra tôt ou tard. Alors, au contraire, que son expatriation aurait, peut-être, été définitive, s'il avait eu la faculté d'emmener sa famille avec lui ; et ces expatriations définitives, se multipliant, n'auraient pas manqué d'affaiblir la communauté abadhite du Mzab. — En outre, la femme ne pouvant quitter le Mzab et les enfants en bas-âge restant auprès d'elle, ceux-ci se trouvent soumis uniquement à des influences locales ; de même que l'exclusion des femmes épousées hors du Mzab, ainsi que des enfants auxquels elles ont pu donner le jour, s'oppose à toute pénétration de la famille par une influence étrangère.

Il y a là, en somme, en tant qu'elles concernent les Abadhites du Mzab, un ensemble de mesures manifestement édictées dans le but de sauvegarder les intérêts politiques de la communauté mozabite.

Mais pourquoi ces prescriptions ne concernent-elles pas seulement les Abadhites du Mzab? — Pourquoi les Juifs, qui semblent bien n'avoir jamais été que tolérés à Ghardaïa (Robin, *op. cit.*, p. 35), ne peuvent-ils s'en absenter que pour voyager, c'est-à-dire provisoirement, — et n'ont-ils pas la faculté de se faire accompagner de leurs femmes dans leurs déplacements? — Les Mozabites ont-ils voulu retenir les Juifs, voyant dans leurs divers commerces un élément de prospérité pour leur ville? — Le peu de renseignements dont nous disposons, nous oblige, après avoir posé la question, à la laisser sans réponse. — Cf. Quedenfelt, *Division et répartition de la population Berbère, au Maroc*, trad. H. Simon, *Rev. africaine*, 1902, n^os^ 246 et 247, p. 289.

(1) Les villes du Mzab ont été fondées par un certain nombre de familles ou fractions, qui, en dépit du temps, ont conservé une individualité propre. M. de Motylinski observe que « les Mozabites font encore une distinction entre les fractions qui ont pris part, à l'origine, à la fondation de leurs villes et celles qui se sont jointes, par la suite, aux premiers habitants. Les premières s'appellent *acils*, les autres *nazils*. A Ghardaïa, chaque fraction fondatrice a un cimetière qui lui est particulièrement réservé. Les nazils de cette ville enterrent leurs morts dans un cimetière à part, consacré à Ammi Saïd ben Ali, personnage célèbre originaire de Djerba, qui vint se fixer à Ghardaïa vers la fin du x^e^ siècle de l'Hégire » (De Motylinski, *op. cit.*, p. 6, note 2).

La femme reconnue coupable d'adultère, sera condamnée à à la bastonnade, qui lui sera donnée per son père, son frère ou son plus proche parent; ceux-ci pourront, de plus, l'enfermer pour un laps de temps laissé à leur appréciation (1).

Marcel MORAND,
Professeur à l'École de droit d'Alger.

(*A suivre*).

---

(1) Coran, ch. IV, vers. 19 : « Si quelqu'une de vos femmes a commis l'adultère, appelez quatre témoins. Si leurs témoignages se réunissent contre elle, enfermez-la dans votre maison, jusqu'à ce que la mort termine sa carrière ». — Ch. XXIV, vers. 2 : « Les impudiques des deux sexes seront punis de cent coups de fouet ».

NOTICE

SUR LES TRAVAUX PARLEMENTAIRES DE L'ANNÉE 1902

Agriculture

5 décembre. — M. Saint-Germain dépose sur le bureau du Sénat un rapport sur le projet de loi forestière relative à l'Algérie (1).

Armée

16 octobre. — Le gouvernement présente à la Chambre un projet de loi relatif à l'augmentation des cadres français dans les compagnies de tirailleurs algériens (2).

16 octobre. — Le gouvernement présente à la Chambre un projet de loi sur les pensions des militaires indigènes des régiments de tirailleurs et de spahis de l'Algérie (3).

3 décembre. — M. Chautemps dépose sur le bureau de la Chambre une proposition de loi tendant à la création d'une réserve de tirailleurs algériens (4).

Finances

7 avril. — Loi autorisant le gouverneur général de l'Algérie à emprunter une somme de 50 millions (5).

6 décembre. — M. Étienne Flandin dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur la Tunisie fait au nom de la commission du budget (6).

Dans ce rapport, M. Flandin parle de la gestion financière et de la colonisation.

(1) *J. off.*, p. 618, ann. 384. — La loi a été promulguée le 21 février 1903, *J. off.*, 28 février 1903.

(2) *J. off.*, p. 84, ann. 331.

(3) *J. off.*, p. 85. ann. 336.

(4) *J. off.*, p. 480, ann. 564.

(5) *Rev. Alg.*, 1902. 3. 66.

(6) *J. off.*, p. 805, ann. 611.

Toute la gestion financière de la Tunisie est confiée, sous le contrôle du résident général et du département des affaires étrangères français, à un directeur des finances qui a sous son autorité quatre services : la recette générale des finances, la direction des douanes, la direction des contributions diverses, la direction des monopoles.

Le budget est préparé par le directeur des finances, examiné dans le conseil des ministres de la régence, soumis à l'approbation du ministre des affaires étrangères de la République, et présenté ensuite à la sanction du bey, qui le promulgue par décret.

Le budget des recettes et celui des dépenses sont divisés en trois parties : recettes et dépenses sur ressources ordinaires, recettes et dépenses des exercices clos et périmés, recettes et dépenses sur ressources exceptionnelles.

L'évaluation des recettes n'est pas, comme en France, établie conformément à la règle qui adopte pour base le produit de l'avant-dernière année. Il a paru plus sage de prendre la moyenne des récoltes des cinq années antérieures. Cette méthode a semblé préférable dans un pays essentiellement agricole où le rendement des impôts est très exposé aux brusques contre-coups des intempéries. Et elle a, en effet, permis jusqu'à présent, d'une façon presque invariable, d'éviter tout mécompte. Sur seize budgets, de 1885 à 1901, quatorze ont été réglés par des excédents de recettes ; deux seulement se sont trouvés en déficit, ceux des années 1888 et 1889, qui furent des années de récoltes désastreuses.

Aucun crédit ne peut être ouvert en cours d'exercice sur les ressources générales du budget. Si des dépenses imprévues, mais d'un caractère ordinaire, se présentent, il y est pourvu au moyen d'un prélèvement sur les ressources d'un chapitre spécialement ouvert pour cet objet, et doté depuis 1887 d'une somme de 300,000 fr. On a critiqué ce système comme devant laisser trop de place à l'arbitraire du résident, maître ainsi d'accroître à son gré telles ou telles dépenses ; mais, dit M. Flandin, à moins d'avoir la faculté de rectifier les évaluations en cours d'exercice et d'ouvrir des crédits supplémentaires, comment pourrait-on pratiquement régler les dépenses ordinaires imprévues ?

De quelle manière se procure-t-on en Tunisie les disponibilités particulières permettant au gouvernement de faire face au payement des dépenses alors même que les rentrées des impôts subiraient des retards ? On ne pouvait pas, comme dans la métropole, recourir à l'emprunt à court terme ; car tout emprunt tunisien est soumis aux lenteurs, d'ailleurs salutaires, de la ratification par le Parlement français. De là l'institution des *réserves du Trésor*.

Les réserves du Trésor forment l'objet d'un compte divisé en deux parties : le fonds de réserve proprement dit et le fonds des excédents disponibles.

Le fonds de réserve proprement dit, constitué par un décret beylical du 21 juillet 1886, est plus spécialement destiné à parer à l'insuffisance éventuelle des recettes et à assurer le payement des dépenses ordinaires du budget. Ce fonds a été formé principalement à l'aide des ressources disponibles de l'administration antérieure au protectorat, et des sommes restées sans emploi sur la conversion de la dette tunisienne 5 0/0 en 1884. A la fin de 1896 il dépassait seize millions. Cet actif fut jugé hors

de proportion avec les risques en vue desquels il avait été constitué. Un décret du 6 novembre 1896 le réduisit à huit millions, et un second décret, du 25 avril 1900, à cinq millions. Les sommes ainsi retranchées du fonds de réserve ont été attribuées au fonds des excédents disponibles.

Le fonds des excédents disponibles est principalement constitué avec les excédents budgétaires annuels, excédents qui ont atteint au total le chiffre de 52 millions. Il est affecté à l'exécution des travaux extraordinaires ou au payement de dépenses exceptionnelles. Les prélèvements qu'il a subies du chef de cette affectation atteignent, en y comprenant ceux qui sont autorisés en principe au profit des exercices 1902 et 1903, un total de plus de 67 millions. Restent en chiffres ronds 1.783,000 fr.

Ce reliquat n'était pas suffisant pour permettre l'exécution du nouveau réseau de voies ferrées dont la nécessité et l'urgence ont été reconnues par le Parlement. Pour faire face à la dépense d'établissement de ce réseau, évaluée à 40 millions, il a fallu recourir au crédit. La loi du 30 avril 1902 a autorisé la Tunisie à emprunter le capital nécessaire, mais sans garantie de la métropole, et sous la réserve que les lignes ferrées ne seraient construites que successivement, en vertu d'autorisations données par décrets du président de la République, au fur et à mesure que le protectorat aurait la certitude de pouvoir gager sur son budget l'annuité (intérêt et amortissement) de la dépense correspondante.

Le budget tunisien de l'exercice 1902 ayant prévu, dans des conditions de sécurité complète, une annuité suffisante pour l'intérêt et l'amortissement de la dépense (14,500,000 fr.) de la ligne du Pont du Fahs à Kalaat-es-Senam, avec embranchement sur le Kef, un décret du président de la République du 30 avril 1902 a autorisé la réalisation de l'emprunt à concurrence de cette somme de 14,500,000 fr. L'emprunt a été émis en 3 0/0 amortissable en 85 ans et demi.

M. Flandin termine l'examen de la gestion financière de la Tunisie par l'énumération des recettes et des dépenses du budget de 1903, et demande à ce propos la réforme de la medjba.

La medjba, ou taxe de capitation, est un impôt qui pèse exclusivement sur les populations rurales. Les malheureux khammès, dont les gains, la plupart du temps, ne dépassent guère 120 ou 150 fr., payent indistinctement une taxe de 20 fr., accrue de la remise du collecteur, qui est de 2 fr. 30 cent., c'est-à-dire plus de 10 0/0 et du droit de timbre de 20 centimes. A cette taxe de 22 fr. 50 cent. on a ajouté une cote uniforme de 3 fr., en remplacement des prestations qui avaient soulevé une vive opposition parmi la population européenne, soit au total de 25 fr. 50 cent. La capitation existe dans certaines régions de l'Algérie, mais avec des classes multiples de contribuables payant, suivant leur fortune, 5, 10 et 100 fr. Un système analogue ne pourrait-il pas être appliqué en Tunisie?

Dans la partie de son rapport relative à la colonisation, M. Flandin insiste sur la nécessité de développer en Tunisie le peuplement français.

Seulement on y trouve maintenant peu de propriétaires qui aient le désir de se défaire de leurs terres. De plus, la valeur de la propriété a haussé dans des proportions énormes; actuellement, aux environs de Tunis, Bizerte, Béja, il n'est pas rare de voir l'hectare atteindre le prix

de 300 à 500 fr. alors que ce prix était dix fois moindre il y a dix ans. Il importe de ne point perdre de temps si l'on veut constituer des réserves pour la colonisation. D'après une statistique dressée le 1er décembre 1901, les terres utilisables pour la colonisation représentaient en chiffres ronds une superficie de 147,000 hectares et une valeur totale de neuf millions. Ces hectares se décomposaient de la manière suivante : propriétés domaniales, 22,400 hectares ; propriétés habous à acquérir, 112,300 hectares ; propriétés particulières à acquérir, un peu plus de 12,000 hectares. Il est essentiel de doter le fonds de colonisation de ressources suffisantes pour lui permettre de disposer de ces terres. Sinon, la région la plus développée au point de vue économique et la plus rapprochée de Tunis sera fermée, pour une durée indéfinie, à nos petits agriculteurs ; car des sociétés italiennes de crédit se forment à l'effet de procurer à leurs compatriotes les fonds nécessaires aux achats et constructions.

Pourvue d'une dotation initiale suffisante, la caisse de la colonisation serait ensuite alimentée par la vente des terrains, que M. Flandin préfère à la concession gratuite.

M. Flandin recommande aussi l'institution, à l'exemple de la pratique suivie par les Italiens, de sociétés de colonisation qui seraient subventionnées par l'État, et qui, en échange des avantages que l'État leur consentirait, seraient tenues de concourir au peuplement. Les sociétés italiennes achètent de vastes domaines ; ces domaines sont ensuite morcelés et vendus ou donnés à enzel à de petits cultivateurs. Nous devrions employer les mêmes procédés.

Il est surtout indispensable d'organiser des centres, de créer des villages. Le paysan français n'aime pas à vivre dans l'isolement. En Tunisie il y est condamné à l'heure actuelle. Il faut que l'État, après avoir déterminé les régions les plus propres à la prospérité de centres de colonisation, prenne à sa charge l'aménagement des voies d'accès, d'adduction des eaux, la construction des édifices nécessaires au fonctionnement des services publics et de la vie communale.

Le choix de l'emplacement où devront s'élever les villages appellera de la part de l'administration une étude approfondie. Il sera essentiel que l'emplacement choisi soit salubre, que la terre soit fertile. Autant que possible la terre, défrichée à l'avance, ou facile à défricher, devra être propre à une grande diversité dans la culture. La monoculture a amené la ruine de beaucoup d'agriculteurs. Plus le colon pourra varier ses cultures, plus il aura chance de réussir. Enfin les centres de colonisation devront renfermer des points où l'on soit sûr de trouver de l'eau saine en quantité suffisante pour satisfaire largement aux besoins des colons et à ceux de leurs animaux.

Les terres pouvant remplir actuellement ces conditions se trouvent surtout sur les versants des coteaux qui entourent la vallée de la Medjerda, et dans la région de Bizerte et du cap Bon. Tout d'abord restreinte aux stations les plus proches des voies de communication les premières établies, et des centres de quelque importance les premiers créés, la colonisation s'étendrait en zones progressives en suivant le tracé des routes et des voies ferrées.

Le rapporteur signale à ce sujet un moyen de peuplement indiqué par MM. Saurin et Pensa. Que l'entretien des voies ferrées soit confié à des

Français exclusivement ; que chaque maisonnette de garde puisse devenir le centre d'un groupement français, et, en comptant le personnel nécessaire à un réseau ancien de 315 kilomètres de voie large et de 611 de voie étroite, et à un nouveau réseau de 600 kilomètres, on peut obtenir de 1,000 à 1,100 petits groupements français.

22 décembre. — Loi autorisant la perception des droits, produits et revenus applicables au budget de l'Algérie pour l'exercice 1903 (1).

24 décembre. — Loi portant organisation des territoires du sud de l'Algérie et instituant un budget autonome et spécial pour ces régions (1).

Justice

30 décembre. — Loi relative à l'organisation des cours d'assises et du jury criminel en Algérie (3).

Marine

29 mars. — La Chambre adopte une proposition de loi de M. Albin Rozet tendant à créer un corps de marins indigènes ou baharia en Algérie et en Tunisie (4).

Travaux publics

6 avril. — Loi approuvant la convention passée entre le gouvernement français et le gouvernement tunisien pour fixer la répartition des charges de la garantie d'intérêt des chemins de fer tunisiens (5).

30 avril. — Loi autorisant le gouvernement tunisien à contracter un emprunt de 40 millions pour la construction de lignes de chemins de fer (1).

28 octobre. — Le gouvernement présente à la Chambre un projet de loi ayant pour objet de déterminer les conditions du rachat des lignes de la compagnie franco-algérienne (2).

Paul LACOSTE,
Professeur à la Faculté de droit d'Aix.

---

(1) *Rev. Alg.*, 1903. 3. 16.

(2) *Rev. Alg.*, 1903. 3. 21.

(3) *Rev. Alg.*, 1903. 3. 34.

(4) La proposition de loi a été transmise le même jour au Sénat, *J. off.*, p. 418, ann. 248. — V. *Rev. Alg.*, 1901. 1. 7.

(5) *J. off.*, 11 avril 1902.

(1) *Rev. Alg.*, 1902 3. 89.

(2) *J. off.*, p. 195, ann. 303.

TRIBUNAUX RÉPRESSIFS ET RELÉGATION

(Réponse à M. Favella)

M. Favella, juge de paix d'Aumale, nous aurait-il donné le mot de l'énigme dans le jugement par lui rendu le 23 décembre 1902 (1) et dans l'intéressante dissertation dont il l'a fait suivre (2) ?

Je ne le crois pas. Et si, en une rencontre qui a dû lui paraître heureuse, il s'est prononcé comme la chambre criminelle de la Cour de cassation devait le faire quelques semaines plus tard (3), j'estime que la solution qu'il a formulée et défendue appelle les mêmes critiques que l'arrêt de la Cour suprême et quelques autres.

I

« Une question bien posée est à demi résolue », dit un adage de la Sagesse des Nations. Pour que la question se pose avec toute sa netteté, je désire, avant d'examiner la thèse même de M. Favella, déblayer le terrain de la discussion : j'entends par là écarter quelques assertions qui me semblent inexactes.

1° « Le principe de la légalité des décrets de 1902 a été unanimement admis par la jurisprudence ; ..... leur caractère obligatoire n'est plus contesté d'une manière absolue. »

J'en demande pardon à l'honorable magistrat ; mais le caractère obligatoire des trop fameux décrets est et sera toujours contesté. Je ne connais pas d'auteur qui ait osé soutenir la thèse de la légalité ; j'en connais, en revanche, quelques-uns qui l'ont brillamment combattue ; et je me fais un plaisir de citer tout particulièrement mon collègue,

(1) *Rev. Alg.*, 1903. 2. 63.

(2) *Les tribunaux répressifs indigènes et la question de la relégation* (*Rev. Alg.*, 1903. 1. 63).

(3) Crim. cass., 5 février 1903 (*Rev. Alg.*, 1903. 2. 52).

M. Jean Appleton, professeur à la Faculté de droit de Lyon, auteur de la très remarquable brochure : *Deux décrets illégaux*, et mon confrère, G. Massonié, qui a attaqué, avec sa belle verve juridique, les deux décrets dont il s'agit. Dès que ces décrets ont été publiés, j'ai protesté moi-même de toute mon énergie contre leur illégalité complète, radicale(1) ; et tant qu'ils ne seront pas rapportés, je ne cesserai de protester chaque fois que l'occasion s'en présentera. Il ne m'est donc pas possible de laisser dire que leur caractère obligatoire n'est plus contesté.

Quant à l'unanimité de la jurisprudence, je n'ai jamais vu cette légalité affirmée que dans deux arrêts, et quels arrêts ? Ceux du 28 août et du 4 septembre 1902 (2), rendus sur les rapports aussi pressants que sophistiques de M. le conseiller Bard, lequel, on le sait aujourd'hui, n'est autre que l'un des auteurs des monstrueux décrets. On voudra bien reconnaître que cette curieuse circonstance est de nature à enlever le meilleur de son poids à cette belle unanimité. Je pense qu'on ne veut pas compter comme monuments de jurisprudence les quelques jugements où des tribunaux répressifs indigènes ont déclaré se refuser à proclamer eux-mêmes leur propre déchéance.

Que si M. Favella entend seulement constater que les tribunaux font comme si les décrets étaient légaux, je suis d'accord avec lui : c'est un fait qu'on ne peut se refuser à reconnaître, mais qu'il convient de déplorer, car il dénote un respect insuffisant pour les lois et une vénération exagérée pour les décrets.

Cela dit, pour pouvoir continuer la discussion, j'accepterai désormais, par hypothèse, le dogme de la légalité des décrets.

2° Autre affirmation dont il me paraît facile de démontrer l'inexactitude : « Les indigènes algériens sont soumis à une législation spéciale qui a sa source dans des décrets ou ordonnances. » C'est, sous une autre forme, l'idée qu'a exprimée le gouverneur général devant les délégations financières, dans son discours d'ouverture du 14 mai 1902 : « Le gouvernement a estimé qu'il était conforme aux précédents et aux principes généraux de notre législation coloniale de

---

(1) Notamment *Revue pénitentiaire*, 1902, p. 536 (n° d'avril), p. 993 (n° de juillet-août), p. 1167 (n° de septembre-décembre) ; *Rev. Alg.*, 1902. 1. 41 (n° de mars) ; et notre *Traité élémentaire de législation algérienne*, t. I^er^, n° 539.

(2) *Rev. Alg.*, 1902. 2. 269.

réglementer par un simple décret cette matière d'ordre exclusivement indigène. » Sous la plume de M. Favella comme dans la bouche du gouverneur, c'est, à mon sens, une erreur (1).

Les matières indigènes ne sont pas du domaine exclusif des décrets. Je n'en veux pour preuve que les lois successives de 1881, 1888, 1890, 1897 sur le régime de l'indigénat, la loi du 30 décembre 1902 créant les cours criminelles, la loi du 23 mars 1882 sur l'état civil des indigènes, le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 sur leur naturalisation, la loi du 14 avril 1893 sur les sociétés indigènes de prévoyance, toutes les lois sur la propriété, loi de 1851, sénatus-consulte de 1863, lois de 1873, 1887, 1897.

Les indigènes ne sont point soumis à un régime législatif différent de celui des autres habitants de l'Algérie. Il n'y a pas ici deux, trois ou trente-six régimes législatifs : il n'y en a qu'un. Et si on exprime parfois ce principe en disant : « L'Algérie est soumise au régime des décrets », il faut immédiatement y apporter cette réserve : « A moins qu'en la matière ne soit intervenue une loi spéciale à l'Algérie ou déclarée par elle-même applicable à l'Algérie ». On me permettra de ne pas insister davantage ; c'est un principe qui n'est plus contesté : l'accord est fait aujourd'hui entre la doctrine et la jurisprudence ; on ne discute plus que sur les applications qu'il comporte (2).

3° A la fin de son article, M. Favella défend la solution qu'il préconise contre l'objection pratique qu'elle provoque : plus de relégation, mais c'est le maintien en Algérie des pires malfaiteurs, ce n'est guère le moyen de procurer la sécurité aux colons ! Crainte chimérique, objection vaine, répond l'auteur : le gouverneur a un moyen *légal* de reléguer, c'est l'internement.

Un moyen *légal* ! Je mets M. Favella au défi de citer aucun texte d'ordre législatif qui permette au gouverneur de frapper d'internement, c'est-à-dire d'emprisonner ou de déporter les indigènes algériens. J'affirme, après avoir soigneusement compulsé tous les recueils, qu'il n'existe en cette matière ni loi, ni ordonnance, ni décret. Dès lors, au point de vue juridique, — le seul, n'est-il pas vrai, où nous puissions nous

---

(1) Voy. nos observations, *Rev. pénit.*, 1902, p. 1001.

(2) On trouve cette doctrine bien exposée dans la première partie du rapport de M. le conseiller Bard, précédant l'arrêt du 28 août (*Rev. Alg.*, 1902. 2. 277).

placer dans une discussion comme celle-ci, — il importe d'affirmer que l'internement est une pratique absolument illégale, que Tademit, Boukhanéfis, Aïn-el-Bey, Calvi sont des lieux de séquestration arbitraire ; et on doit s'étonner que les chefs des parquets dans le ressort desquels sont situés ces établissements laissent se perpétuer un état de choses évidemment délictueux, se rendant ainsi complices de cette détention arbitraire (1). Que l'internement soit un pouvoir utile aux mains du gouverneur, je me garderais de le nier : mais je ne l'admettrai comme régulier que lorsque le gouverneur le tiendra d'une loi. — Qu'on ne nous parle donc pas de l'internement comme d'un succédané légal de la relégation !

Voilà le terrain quelque peu déblayé. Nous pouvons, réglés ces points qui ne manquent pas d'importance, aborder la discussion de ce qui est le fond de la thèse de M. Favella.

II

Quelle est au juste cette thèse? A serrer d'aussi près que possible le jugement et la dissertation, la voici, ce nous semble, fidèlement résumée :

La loi du 27 mai 1885, applicable en Algérie, s'est trouvée applicable aux tribunaux correctionnels algériens, moins qu'aux indigènes eux-mêmes ; ceux-ci, qui étaient justiciables des tribunaux correctionnels en vertu de l'ordonnance du 26 septembre 1842, se sont trouvés, indirectement, soumis à la loi de 1885 ; mais les décrets de 1902 les ayant soustraits à la juridiction des tribunaux correctionnels, la loi de 1885 ne peut plus s'appliquer à eux. Donc, aucune contradiction entre les décrets de 1902 et la loi de 1885 ; celle-ci peut cesser de s'appliquer, sans qu'on puisse dire qu'une atteinte lui est portée.

Cela est incontestablement très ingénieux. C'est donner à la question si vivement débattue un tout nouvel aspect. C'est donner à la solution brutalement formulée, mais non motivée, dans l'arrêt de cassation du 5 février 1903, l'état d'un raisonnement d'apparence juridique. — Mais ce raisonnement n'a de juridique que l'apparence : il repose sur deux affirmations, l'une générale, l'autre spéciale, qui sont loin d'être démontrées, que dis-je ? qui sont absolument controuvées.

L'affirmation générale a trait à la portée des lois pénales

(1) Cpr. art. 616 C. inst. crim.

françaises applicables à l'Algérie : « Les lois de la métropole déclarées applicables en Algérie ne régissent, en principe, que les français et les étrangers résidant dans la colonie, et ne peuvent modifier le statut spécial des indigènes musulmans que par une déclaration expresse ». Rien n'est moins exact. Voici un principe tout différent que je trouve dans la partie générale du code civil, c'est celui que formule l'art. 3 : « Les lois de police et de sûreté obligent *tous* ceux qui habitent le territoire ». Et comme, depuis le 22 juillet 1834, l'Algérie est territoire français, les lois de police et de sûreté françaises, au premier rang desquelles les lois pénales, obligent tous ceux qui l'habitent, les indigènes musulmans qui sont la masse, aussi bien que les français et les européens qui sont le petit nombre. Il est vrai, — et c'est sans doute ce qui a induit en erreur M. Favella, — il est vrai qu'en quelques matières les indigènes ne sont pas soumis au droit pénal français (notamment pour le crime de bigamie) ou sont soumis à une législation répressive spéciale (infractions à l'indigénat) ; mais ces dérogations sont exceptionnelles, résultant de décrets ou de lois qui les édictent, comme les textes qui assurent aux indigènes musulmans le respect de leur statut personnel ou les lois qui confèrent des pouvoirs disciplinaires aux administrateurs des communes mixtes. Le vice du raisonnement apparaît : il consiste à affirmer comme une règle ce qui est précisément une exception.

L'honorable magistrat dont nous combattons la thèse n'oublie cependant pas les art. 38 et 39 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 qui, en matière répressive, rendent les indigènes justiciables des tribunaux français et les soumettent aux lois pénales françaises. Mais il paraît croire que la soumission aux lois pénales françaises est seulement la conséquence de la compétence des tribunaux français : et ainsi, les décrets de 1902 ayant replacé les indigènes sous la juridiction d'un tribunal musulman, ils ne seraient plus soumis aux lois pénales françaises. — Si le raisonnement était juste, à quelles lois seraient-ils donc soumis ? Où trouver, en matière pénale, la législation spéciale aux indigènes que les tribunaux répressifs appliqueraient ? Ferait-on retour à l'ancien système pénal musulman, assez mal connu d'ailleurs ? Voilà cependant où conduirait une telle notion. Il est de toute évidence que l'application des lois pénales françaises aux indigènes algériens ne peut être à la merci d'un décret opérant un changement dans l'organisation judiciaire.

Laissons donc cette question générale, et considérons

maintenant, plus particulièrement, la portée que doit avoir en Algérie la loi du 27 mai 1885. M. Favella attribue au législateur une volonté très différente de celle qu'il a manifestée. Ce n'est pas indirectement, par contre-coup, comme il l'affirme, mais au contraire très directement, de plein droit et par le seul effet de la loi, que les dispositions de la loi de 1885 se sont trouvées applicables aux indigènes. Quand, dans l'art. 20, le législateur dit : « La présente loi est applicable à l'Algérie », il veut évidemment que cette loi s'applique, — non pas au sol algérien, ce qui n'aurait aucun sens, — mais aux gens qui sont en Algérie, et à tous, puisqu'il ne distingue pas. Cela est si vrai que, craignant qu'une catégorie d'indigènes n'échappe à cette loi, les indigènes du territoire de commandement, il les vise spécialement dans l'alinéa 2 du même article. — Or, à en croire M. Favella, ce n'est pas ainsi qu'il faudrait comprendre le texte et voici la lecture qu'il conviendrait d'en donner : — « Al. 1. La présente loi s'applique aux européens du territoire civil — Al. 2. Elle s'applique aussi aux indigènes du territoire de commandement. » Ce serait d'une incroyable incohérence : c'est cependant très exactement ce qu'il faudrait lire si la solution qu'on nous présente était vraie.

Nous ne croyons pas devoir insister plus longuement sur ce point. Pour plus de développements, nous renvoyons aux très remarquables rapports de M. le président Fabre de Parrel qui n'a laissé dans l'ombre aucun des arguments démontrant que la relégation doit continuer à s'appliquer en Algérie (1).

Quant à nous, nous n'admettrons jamais que, le Parlement ayant fait une loi pour l'Algérie, un décret puisse, directement ou indirectement, peu nous importe, soustraire à l'application de cette loi une catégorie, nombreuse ou infime, peu nous chaut, d'algériens. A l'encontre d'une loi, un décret ne peut rien ; et s'il est contraire à cette loi, il est illégal.

Émile LARCHER,
Professeur à l'École de droit d'Alger.

(1) *Rev. Alg.*, 1903. 2. 2 et 114

LES KANOUNS DU MZAB [1]

Kanoun de Melika

Extrait du texte original inscrit sur le registre de la Mosquée de Melika

Les habitants de Melika, Tolbas ou Aouam, se sont entendus (2) pour punir, comme il est dit ci-après, les infractions qui pourraient être commises par les habitants de la ville, tant dans le ksar que dans l'oasis.

Tout individu qui, par paroles, calomnies ou voies de fait, aura outragé les *Azzaba* ou *Talmids*, sera puni d'une amende de 7 réaux korinté (3) et banni pendant deux ans à Alger ou à Tunis (4). Cette peine est applicable indistinctement à tout individu, qu'il appartienne ou non à la tribu de l'outragé ; car les *Azzaba* n'ont pas de fraction ; ils forment la fraction de Dieu (5).

---

(1) V. *Rev. Alg.*, 1903. 1. 14. 72.

(2) La participation des clercs et des laïques, à l'élaboration des kanouns est ici très nettement affirmée. Si donc, à Melika, les laïques n'avaient point réussi à conquérir l'indépendance et à se soustraire complètement à la domination des clercs, il leur avait été cependant possible de faire accepter leur participation à l'exercice du pouvoir législatif (voir *suprà*, p. 17 et suiv.).

(3) V. *sup.*, p. 73, note 2.

(4) V. *sup.*, p. 76, note 1.

(5) Les villes du Mzab, on l'a vu précédemment (p. 79, note 1), ont été fondées par un certain nombre de fractions ou familles qui, en dépit du temps, n'ont pas fusionné, et dont chacune a gardé une existence propre. C'est ainsi que la *djemâa* des *Aouames* ou laïques était, en chaque ville, constituée par les délégués de chacune des fractions de cette ville, en sorte que chacun des membres de cette *djemâa* n'était, en réalité, que le représentant de la fraction à laquelle il appartenait (Coyne, *Le Mzab*, p. 26).

Mais la *halka* des *Azzaba* était constituée d'une tout autre façon L'*Azzabi* n'avait point, en effet, à prendre dans la *halka* la défense des intérêts de sa fraction ou de sa famille. Il avait, avant tout, pour mission de contri-

Tout individu qui, par témoignage dûment établi, sera convaincu d'avoir traîtreusement frappé quelqu'un, dans la ville, sur le marché ou dans tout autre lieu, sera puni d'une amende de 25 réaux.

Sont interdits :

Les réjouissances en musique et jeux divers ; l'usage du henné à l'occasion d'un mariage, d'une circoncision ou d'une naissance (1).

Tout contrevenant, arabe ou autre, de condition libre ou servile, sera puni d'une amende de 5 réaux korinté (2) et excommunié (3) par les *Tolbas*.

---

buer à « faire triompher le livre de Dieu, la sonna de son prophète, et les traditions exemplaires des *mechaïkhs*,... et (devait) ne pas faire de distinction entre grands et petits » (*Règle traditionnelle des gens de Ghardaïa*, de Motylinski. *op. cit.*, p. 27, note). Aussi l'*Azzabi* n'était-il point l'élu de sa fraction. Il était choisi, désigné par les autres *Azzaba*, lesquels, pour l'admettre dans la *halka*, n'avaient à se préoccuper que de sa piété et de son savoir (*Règle traditionnelle des gens de Ghardaïa*, de Motylinski, *op. cit.*, p. 25, note ; — Robin, *op. cit.*, p. 25). Les considérations d'origine n'influaient donc, en aucune manière, sur le recrutement des *Azzaba*. Tout abadhite, à quelque fraction qu'il appartint, pourvu qu'il fût pieux et instruit, pouvait prétendre à entrer dans leur *halka*. — Ainsi se trouve éclairé le sens de ces mots : « les *Azzaba* n'ont pas de fraction ; ils forment la fraction de Dieu ».

(1) Les Abadhites sont, comme on l'a dit, les puritains de l'orthodoxie (Zeys, *op. cit.*, p. 31). Aussi, interprètent-ils d'une façon tout à fait extensive les prescriptions du Coran touchant l'usage des choses illicites. C'est ainsi qu'ils tiennent pour péché le fait de fumer ou de priser (Coyne, *op. cit.*, p. 30) ; et aujourd'hui encore, à Beni-Isguen, où l'influence des clercs s'est maintenue plus puissante et où l'observation des règles du droit abadhite est restée plus stricte, un étranger ne pourrait fumer dans la rue sans provoquer quelque scandale. — Les lettrés mozabites éprouvent, du reste, quelques difficultés pour justifier cette interdiction, le Prophète n'ayant pas prévu l'usage du tabac. Certains prétendent que le tabac trouble la raison, et rentre dès lors dans la catégorie des choses enivrantes défendues par le Coran (II,216 ; — V, 92, 93). — D'autres invoquent les versets 9 et 10 du chapitre XLIV, ainsi conçus : « Observe-les au jour où le ciel fera surgir une fumée visible à tous qui enveloppera tous les hommes. Ce sera le châtiment douloureux », et font remarquer que le mot *dokhan*, qui signifie fumée, est également employé pour désigner le tabac (Zeys, *op. cit.*, p. 40, note 6). — D'autres, enfin, se retranchent derrière l'anecdote suivante : « Lorsque le diable fut chassé du paradis, il urina à la porte, et il en naquit une plante de tabac » (Robin, *op. cit.*, p. 10).

(2) V. *sup.* p. 73, note 2.

(3) Il résulte des renseignements recueillis par M. Coyne dans sa brochure intitulée : *Le Mzab*, ainsi que d'une note rédigée par M. de Motylinski,

Seront punis des mêmes peines ceux qui, en ces occasions, tolèreront dans leurs maisons ces jeux ou ces réjouissances.

Quiconque s'opposera à l'exécution d'une peine applicable à un coupable d'une autre fraction que la sienne, sera puni d'une amende de 25 réaux korinté (1).

Quiconque, à l'aide d'instruments tels que barres de fer, couteaux, hachettes, bâtons ferrés, aura tenté de frapper quelqu'un, sera puni d'une amende de 25 réaux korinté (2), alors même que la menace n'aurait pas été suivie d'exécution.

Quiconque, à l'aide de ces instruments, aura porté des coups ou fait des blessures, paiera une amende de 50 réaux et sera banni de la ville (3).

Si les coups et blessures ont entraîné la mort, le coupable paiera 100 réaux korinté (4) et sera banni à perpétuité (5).

Quiconque aura colporté des nouvelles reconnues fausses, sera puni d'une amende de 10 réaux korinté (6).

---

et déposée dans les archives du bureau arabe de Laghouat, que l'excommunication (*tebria*) ne doit pas être confondue avec le bannissement (*nefiane*). Le bannissement, en effet, emporte toujours excommunication; mais l'on peut être frappé d'excommunication sans être expulsé. — D'autre part, l'excommunication est une peine religieuse qui ne peut être prononcée que par les clercs, alors qu'il n'en est pas de même du bannissement. — En outre, l'excommunication est une peine accessoire, tandis que le bannissement peut être prononcé à titre de peine principale. — Enfin, si le bannissement peut être perpétuel, l'excommunication peut toujours être effacée par une expiation appropriée.

L'excommunié est mis en dehors de la loi commune; les musulmans ne sont pas tenus de répondre à son salut; — s'il vient à mourir, on lui refuse les secours de la religion, on ne lave pas son corps, et on ne fait aucune prière sur sa tombe. Il est, en somme, considéré comme mécréant.

Lorsque l'excommunié a réparé ses torts, ou subi la peine principale à laquelle il a été condamné, il est alors admis à faire amende honorable. « Le postulant se coupe soigneusement les ongles des pieds et des mains, se lave complètement de la tête aux pieds; ensuite revêtu d'une chemise propre, les mains croisées sur la poitrine, il se présente devant l'assemblée des tolbas, présidée par le cheikh-baba et l'aborde en disant : *Ana men Allah ou men Taïbine* (je suis des gens de Dieu et des gens qui s'amendent). Le cheikh-baba lit sur lui la fath'a, lui donne le pardon, et il rentre seulement alors dans la vie commune » (Coyne, *op. cit.*, p. 30; V. en outre, Rinn, *Marabouts et Khouan*, p. 151).

Quant aux principales infractions emportant excommunication, ce sont, outre celles mentionnées au texte, le meurtre non justifié, le concubinage, l'adultère, le libertinage, l'acquisition par violence, le recel, la désobéissance aux règlements canoniques (Rinn, *op. cit.*, p. 151 et 152).

(1, 2, 4 et 6) V. *sup.*, p. 73, note 2.

(3 et 5) V. *sup.*, p. 74, note 1 et p. 76, note 1.

Fait dans les dix premiers jours du mois de Djoumada second, année 1200 de l'Hégire (1785).

Assistaient à la présente convention :

Tolbas : — Le rédacteur du présent ; Ba Hamani ben Ahmed ben Saïd ; Ba Bekeur ben Hammou ; Baba Aïssa ben Ahmed ben Dadi Bassa ; El Hadj M'hammed ben Smaïl el Arad ; Ahmed ben Smaïl ; El Hadj Aïssa ben Hammou el Fokkhar ; Amar ben Aïssa ben Dadi Hamini ; Hamani ben Mohammed ben El Hadj Moussa.

Aouams : — Le mokaddem Kaci ben Mohammed ben Baba ; le mokaddem Baba ; El Djemma ben Aïssa ben Messaoud el Fokkhar ; Baba Aïssa ben El Hadj Ahmed ; Rabi ben Ba Amour ; Kaci ben Ba Hammou ; Sliman ben Ahmed ben el Hadj ; Ba Ameur ben Aïssa ben Ahmed ; El Hadj Aïssa ben Bafou dit Bou Chafareus ; El Hadj ben Daoud ben El Hadj Bou Bekeur ; Hammani ben Hazzou ben el Hadj ; Baba Aïssa ben Hammou ben Sliman Tounsi.

Écrit par Abd-el-Aziz ben Salah ben Hammrou ben Dadi.

Kanoun de Beni-Isguen (1)

Louange au Dieu unique !

Qu'il répande ses bénédictions sur Notre Seigneur Mohammed, sur sa famille et qu'il lui accorde le salut.

Le Kanoun de Beni-Isguen a pour base :

1° Le Koran, livre sublime du Dieu très-haut et glorieux créateur et bienfaisant, puissant et adorable, qui donne la vie et la mort, qui n'a pas d'égal, qui entend tout et voit tout.

2° La Sonna de son Prophète et envoyé Mohammed (que

(1) L'influence des clercs a toujours été prépondérante à Beni-Isguen, et c'est là vraisemblablement ce qui explique la plupart des particularités que présentent les dispositions du Kanoun de cette ville. L'austérité des mœurs de ses habitants, au maintien de laquelle veillaient jalousement les *tolbas*, lui avaient valu une réputation de sainteté dont elle était fière, qui lui inspirait une orgueilleuse réserve, et la poussait à vivre, vis-à-vis des autres villes de la Confédération abadhite, dans une sorte d'isolement. — D'ailleurs, il est tout naturel que les clercs, pour conserver leur suprématie et empêcher que l'élément laïque ne réussit, comme en d'autres villes de la Confédération, à conquérir quelque indépendance, se soient efforcés d'empêcher que tout étranger à la ville, fût-il abadhite, pût y acquérir une influence durable.

Dieu répande sur lui ses bénédictions et qu'il lui accorde le salut).

3° Les préceptes extraits de ces deux sources par les Imams de la religion des gens de vertu et de salut (1).

---

(1) Les quelques auteurs français qui se sont préoccupés de déterminer les sources de la législation abadhite donnent sur ce point des renseignements assez peu concordants. M. Rinn, par exemple, paraît admettre, parmi les sources du droit abadhite, les décisions des trois premiers Khalifes (*Marabouts et Khouan*, p. 22). — Quant à M. Zeys, tout en considérant que les Abadhites tiennent Otsman pour un excommunié, il pense que ces Abadhites ont adopté la récension d'Otsman, et qu'ils acceptent, même, les commentaires orthodoxes du Coran. Et, à l'appui de cette dernière affirmation, l'auteur relate les déclarations faites à Palgrave par le fils de l'organisateur du Ouahbisme nedjéen (*Législation mozabite*, p. 39).

Il nous paraît beaucoup plus sûr de s'en tenir purement et simplement, relativement à cette question des sources, aux dispositions du Kanoun de Beni-Isguen.

C'est qu'en effet, quand bien même les Ouahbites de l'Arabie centrale seraient, comme le pense Masqueray, les cousins de nos Ouahbites de l'Oued-Mzab (*Chronique d'Abou Zakaria*, Introduction, p. LIX), ils ne sauraient être considérés comme les dépositaires de la pure doctrine abadhite.

D'autre part, ce que nous savons des origines de la secte Kharidjite nous permet de croire que les premiers adeptes de cette secte n'ont reconnu qu'une autorité tout à fait relative aux décisions des premiers Khalifes. C'étaient, en effet, des républicains, des démocrates, qui considéraient que l'imam devait être élu, qu'il pouvait être choisi dans n'importe quelle classe de la société, et qui admettaient, même, que l'on pût s'en passer (Dozy, *Essai sur l'Histoire de l'Islamisme*. trad. Chauvin. p. 212 et 213). — Or, la secte abadhite procède directement de la secte Kharidjite (Dozy, *loc. cit.*; — Masqueray, *Chronique d'Aboù Zakaria*, Introduction ; — Rinn, *Marabouts et Khouan*, ch. XI ; — Zeys, *Législation mozabite*).

En outre, le *Kitab el Ahkam*, qui fait autorité chez les Abadhites, prescrit à l'imam d'interdire aux dissidents religieux, aux orthodoxes, par conséquent, de faire parade de leurs doctrines hérétiques. « L'Imam, y est-il dit, ne tolèrera pas qu'ils fassent appel à la prière, se réunissent pour prier le vendredi, tiennent des assemblées ou se permettent tout autre acte qui fasse paraître leurs innovations. Il empêchera les gens de la Doctrine d'assister à leurs réunions, d'y envoyer leurs enfants ou d'aller avec eux. La tolérance de faits pareils ne pourrait que corroborer leur hérésie et pourrait attirer vers elle les gens de la Doctrine dont la foi est faible » (de Motylinski, *op. cit.*, p. 56 note). — Si les docteurs abadhites professent, à l'égard des doctrines orthodoxes, une telle défiance, comment concevoir qu'ils acceptent que les commentaires où ces doctrines sont exposées soient mis entre les mains de leurs disciples ?

Enfin, le règlement intérieur des *Azzaba* de Ghardaïa renferme, sur ce point, des dispositions identiques à celles du Kanoun de Beni-Isguen.

Nous allons exposer une partie de ce Kanoun.

Les peines se divisent en trois catégories :

1° L'*Adeb* ; 2° le *Taaizr* ; 3° le *Nekal*.

La première catégorie comprend les peines inférieures à 20 coups de bâton (1) et à 20 jours de prison ;

La seconde, celles inférieures à 40 coups de bâton et 40 jours de prison ; la durée ou la quotité des peines de la troisième catégorie est laissée à l'appréciation des juges (2).

La peine de l'*Adeb* est applicable à toute infraction punissable : insultes, paroles outrageantes, excitation au désordre, réjouissances interdites, jeux, chants et cris, paroles ou actions de nature à porter atteinte à la considération d'autrui ; elle est infligée également à celui qui pénètre sans droit dans la maison d'autrui, qui se refuse à donner ce qui lui est justement réclamé, qui se vante d'appartenir à telle ou telle

---

Les Azzaba, dééide ce règlement, « devront, avant tout, faire triompher le livre de Dieu, la Sonna de son Prophète (que Dieu lui accorde le salut !) et les traditions exemplaires des Mechaïkhs (que Dieu leur fasse miséricorde !) » (de Motylinski, *op. cit.*, p. 27, note). — Or, ces Mechaïkhs, ce sont les Imams de la religion des gens de vertu et de salut, dont parle le Kanoun de Beni-Isguen (Masqueray, *Chronique d'Abou Zakaria*, traduction, p. XL). — Donc, ici encore, des décisions des trois premiers Khalifes et des commentaires orthodoxes, il n'est pas question.

Aussi, nous croyons-nous autorisé à dire que, pour les Abadhites du Mzab, tout au moins, il n'est d'autre source du droit que le Coran, la Sonna, et certains commentaires abadhites.

(1) V. *sup.*, p. 73, note 1.

(2) Ces peines sont les seules qu'édicte le Kanoun de Beni-Isguen, et certains auteurs en ont conclu qu'il n'en existait pas d'autres, et que la peine de mort, notamment, était inconnue au Mzab. « La djemaa, dit M. Coyne, ne prononce jamais la peine de mort » (*op. cit.*, p. 24). « Les conseils des Azzaba, dit également M. Rinn, et, à plus forte raison, les djemaas laïques ne prononcent jamais la peine de mort. La loi ibadite n'admet cette répression que pour l'imam élu qui refuse de remplir ses fonctions » (*op. cit.*, p. 150). — Or, la peine de mort n'a point été écartée par la législation abadhite ; elle est très rarement appliquée, mais il est des cas dans lesquels elle peut être prononcée (Robin, *op. cit.*, p. 29 ; De Motylinski, *op. cit.*, p. 35, note).

En réalité, le Kanoun ne constitue pas à lui seul toute la loi pénale ; il n'est que le complément ou le développement de cette loi pénale, telle que l'ont formulée le Coran et la Sonnah (V. *sup.*, p. 18 et suiv.) ; dès lors, pour savoir quelles sont les peines qu'édicte la loi abadhite, il importe de ne pas s'en tenir aux dispositions des Kanouns sur ce point ; il faut consulter, également, les prescriptions de la loi religieuse. — Or il n'est pas douteux que le Coran admette la peine de mort (V. not. Coran. II, 173). — Il est, d'ailleurs, des Kanouns qui la prononcent formellement (V. *inf.*, Kanoun d'El-Ateuf, p. 103).

fraction (1), qui s'isole avec la femme d'un autre, à ceux qui se réunissent pour prendre du café ou fumer du tabac (2), etc.

La peine du *Taazir* est applicable à ceux qui, à l'aide d'instruments en fer ou en bois, ou de pierres, cherchent à porter des coups ou à faire des blessures, qui font usage du tabac ou des boissons fermentées, qui mangent, boivent, achètent ou vendent des choses interdites par la loi religieuse, etc.

La peine du *Nekal* est applicable à ceux qui, par paroles de toute nature, portent atteinte à la religion ; à ceux qui, à l'aide d'instruments en fer ou en bois, ou de pierres, portent des coups ou font des blessures ; aux individus convaincus de vol, de pillage, de viol sur une femme, un enfant, une esclave, ou de bestialité ; à ceux qui frappent ou insultent les représentants de l'autorité ou leurs envoyés ; à ceux qui dégainent ou sortent leurs armes pour en faire usage dans un marché ou autre lieu public, etc.

Telles sont les peines applicables à l'*État secret* qui est notre état actuel (3).

Quant au meurtre, il est punissable pour qui le peut, comme en l'*État manifeste* (4).

---

(1) Les villes du Mzab, ainsi qu'on l'a vu plus haut (p. 79, note 1, et p. 92, note 5), ont été fondées par un certain nombre de familles ou fractions qui, en dépit du temps, n'ont point fusionné, et dont chacune a son représentant dans la *djemaà* laïque. Mais cette survivance de l'esprit de famille n'est nullement l'indice d'un état d'esprit aristocratique. Comme les anciens Kharidjites (Dozy, *op. cit.*, p. 213 et 213), les Abadhites du Mzab sont des démocrates (Zeys, *op. cit.*, p. 51). C'est ainsi que le collège des clercs se recrutait dans toutes les fractions, dans toutes les classes de la société. — C'est ainsi, également, que le Kanoun de Beni-Isguen punit celui qui tirerait vanité de son origine, et prétendrait à une certaine supériorité, à raison de la fraction à laquelle il appartient.

(2) V. *sup.*, p. 93, note 1.

(3 et 4) Les Abadhites considèrent qu'il est, pour eux, quatre *états* ou *voies* possibles : l'*état de gloire*, l'*état de résistance*, l'*état de dévouement* et l'*état de secret* (Masqueray, *Chronique d'Abou Zakaria*, Introduction, p. XXII et suiv., XXXVI et suiv. ; — Zeys, *op. cit.*, p. 15 et 44, note 2). — L'*état de gloire* est celui de la secte triomphante ; — l'*état de résistance* est celui de la secte luttant pour entrer ou se maintenir dans l'*état de gloire* ; — l'*état de secret* est celui de la secte réduite aux abois. — Quant à l'*état de dévouement*, il paraît avoir été spécial à un groupe d'Abadhites particulièrement fervents, constituant une troupe de *dévoués*, chargés de mener sans cesse leurs frères au combat, et qui, alors que la secte était à l'*état de secret*, fomentaient des insurrections et entretenaient une agitation incessante. — En sorte que, pour l'ensemble des membres de la communauté abadhite, il n'est en réalité que trois états possibles : l'*état de gloire*, celui de *résistance* et celui de *secret*.

CONVENTIONS PASSÉES PAR LES GENS DE LA VILLE A LA SUITE DE DIVERS ÉVÈNEMENTS

Convention de 1190 (1776)

Par laquelle il a été décidé qu'un individu n'appartenant pas à la doctrine ibadite ne pouvait être propriétaire dans la ville, ni y posséder une maison, un magasin, un palmier, un arbre quelconque ou une terre (1). Cette décision a été motivée par les désordres produits en ville par les étrangers à la secte. Il a été également décidé que, chaque fois qu'un étranger hériterait d'un immeuble quelconque, la valeur de cet immeuble, estimée par experts, lui serait remboursée (2). En aucun cas, il ne pourra être autorisé à résider en ville, comme locataire ou à tout autre titre (3).

Convention de 1288 (1871)

Interdit à tout nomade habitant sous la tente de s'installer dans la ville (4). Aucune alliance ne devra être contractée avec les étrangers; ceux qui épouseraient une fille étrangère devront sortir de la ville (5).

Dans l'*état de gloire*, de même que dans celui de *résistance*, la désignation d'un imam est obligatoire. Mais l'on peut se passer d'imam, lorsque la secte est à l'*état de secret ;* et il en est ainsi quand la résistance n'est plus possible sans compromettre la vie des femmes et des enfants (Rinn, *op. cit.*, p. 145).

Les Abadhites africains n'ont, à proprement parler, connu l'état de gloire que tant que se maintint à Tahert la dynastie Rostèmide (Zeys, *op. cit.*, p. 44). Mais ils se considèrent comme étant à l'*état de secret* depuis le jour où, vers l'an 909 de l'Hégire. Tahert étant tombée aux mains des Fatimites, l'imam Yacoub déclara impossible la reconstitution de l'imamat (Masqueray, *op. cit.*, Introduction, p. LXXIV ; Rinn, *op. cit.*, p. 145).

Ces mots : *état manifeste*, employés par le savant traducteur et relatés au texte ci-dessus, s'opposent à *: état secret ;* ils désignent, vraisemblablement, l'état dans lequel il y a un imam, l'*état de résistance*, par conséquent, aussi bien que l'*état de gloire*.

(1, 2, 3, 4) Les Mozabites, essentiellement commerçants, grands organisateurs de caravanes, avaient conclu des arrangements avec un certain nombre de tribus nomades telles que les Mekhalif-el-Djorb, les Larba, les Ouled-Naïl. Moyennant l'acquittement d'un droit de protection, ces tribus laissaient circuler leurs caravanes et leur fournissaient des

Convention de 1296 (1878)

Confirme et corrobore les précédentes. Interdit aux gens de Beni-Isguen de vendre ou d'acheter à tout étranger à la ville, nomade ou citadin, des armes, de la poudre, du plomb

---

escortes (Coyne, *op. cit.*, p. 35 ; — Robin, *op. cit.*, p. 34). Ces nomades servaient également d'intermédiaires aux Mozabites pour la traite des nègres (de Motylinski, *op. cit.*, p. 22, note 1).

D'autre part, en vue d'assurer la défense et la protection de leurs jardins situés en dehors et à une certaine distance de leurs villes, les Mozabites avaient pris à leur solde des fractions arabes qui, campées, tout d'abord, en dehors des villes, réussirent à y pénétrer et à y posséder des maisons. « Pris d'abord comme un aide contre les ennemis de l'extérieur, les Arabes agrégés n'ont pas tardé à se mêler aux luttes politiques intérieures des villes au sort desquelles ils s'étaient attachés ; chacun des partis qui se disputaient le pouvoir cherchant à les avoir de son côté, ils ont fini quelquefois, malgré leur petit nombre, par jouer un rôle prépondérant » (Robin, *op. cit.*, p. 35). Tels furent les Medabih à Ghardaïa, les Atâtcha à Guerara, les Ouled-Yahia à Berrian (Coyne, *op. cit.*, p. 19 ; Robin, *op. cit.*, p. 34 ; de Motylinski, *op. cit.*, p. 49, note 1). — Les Mozabites ont souvent cherché à se débarrasser de ces protecteurs encombrants, mais ce fut en vain. A différentes reprises, notamment, les gens de Ghardaïa ont expulsé les Medabih, détruit leur quartier, et aujourd'hui encore, les Medabih occupent un quartier de la ville.

Ainsi s'expliquent les mesures arrêtées par le Kanoun de Beni-Isguen à l'encontre des étrangers à la secte abadhite, ainsi qu'à l'égard des nomades.

Or, il paraît que ces mesures ont été, par la suite, étendues, par voie d'analogie, à tout individu, même pratiquant le rite abadhite, mais étranger à la ville, originaire de Berrian ou de Ghardaïa, par exemple. C'est du moins ce qu'a affirmé la Chambre de révision musulmane de la Cour d'Alger dans un arrêt du 7 avril 1894 (*Rev Alg.*, 1894. 2. 241). — Vraisemblablement, la raison d'être de cette extension est la suivante : dans certaines villes du Mzab, l'élément laïque avait réussi à conquérir, vis-à-vis des clercs, une certaine indépendance ; et, l'établissement, à Beni-Isguen, d'individus originaires de ces villes aurait constitué, pour le parti des clercs, un danger permanent, cet établissement pouvant contribuer à la diffusion d'idées subversives, et fournir au parti laïque des auxiliaires précieux (V. *sup.*, p. 95, note 1).

(5) Admettre une femme étrangère dans la famille, c'eût été installer au foyer domestique une influence étrangère permanente, d'autant plus redoutable que les Mozabites qui s'absentent ne peuvent emmener leurs femmes, et que, pendant un laps de temps, quelquefois très long, les enfants ne subissent d'autre influence que celle de la mère (V. *sup*, p. 78, note 1).

ou autres engins de guerre (1). Interdit aux Beni-Isguen de se réunir avec les étrangers ou de se joindre à eux sans avoir consulté les gens de la ville (2).

Tout individu qui viole ces prescriptions, sera puni de la prison ou de la bastonnade. La quotité de la peine sera laissée à l'appréciation de la *Djemaâ* (3). Si, par suite de l'infraction commise, il est résulté quelque dommage, le contrevenant sera seul responsable.

Convention de 1297 (1879)

Prononçant l'expulsion de certaines personnalités convaincues d'avoir provoqué des troubles dans la ville. Il a été décidé que ces individus ne rentreraient qu'à la suite d'une décision unanime (4). Cette mesure était motivée par des actes sans précédents, commis en ville, tels qu'effractions, violations de domicile, excitation à la révolte et au désordre.

(1 et 2) L'interdiction formulée par le Kanoun ne concerne plus seulement, ici, l'étranger à la secte abadhite ; elle vise tout étranger à la ville, par conséquent le mozabite originaire de Ghardaïa ou de Melika, aussi bien que l'arabe nomade ou citadin. — Il fallait empêcher que les gens de Beni-Isguen, cédant à l'appat du gain, ne fournissent des armes à leurs propres adversaires.

(3) L'assemblée des laïques.

(4) Il est à remarquer que, chez les Abadhites, les décisions importantes ne peuvent être prises qu'à l'unanimité. Voici notamment ce que dit, à ce point de vue, la *Règle traditionnelle des gens de Ghardaïa :* « Parmi les affaires, les unes peuvent être traitées par certains membres sans le concours de leurs frères ; d'autres doivent être traitées en commun. De ce nombre sont l'admission et l'exclusion, qui ne peuvent être décidées qu'en assemblée générale et d'*un accord unanime* (de Motylinski, p. 26, note).

Dans l'espèce relatée au texte, c'est vraisemblablement entre les clercs et les laïques que devait s'établir cet *accord unanime.* L'expulsion était prononcée par une convention ; elle résultait donc d'un accord entre clercs et laïques ; il est assez vraisemblable que, dans l'esprit de ceux qui avaient participé à cet accord, la sentence ne devait pouvoir être rapportée que par une convention contraire.

D'ailleurs, si l'on avait entendu s'en remettre à la seule appréciation soit de la *halqa* des clercs, soit de la *djemaâ* des laïques, — on n'aurait pas manqué, comme dans la convention précédente, de s'en expliquer formellement.

Cette interprétation nous parait, du reste, commandée par le texte même de la *Convention de 1299* (1882) (V. *infrà* p. 102).

Convention de 1299 (1882)

Autorisant un certain nombre des individus expulsés à rentrer en ville, et maintenant l'arrêt prononcé contre les autres, jusqu'à décision nouvelle à prendre en commun.

Kanoun de Bou-Noura

Celui qui sera reconnu coupable de meurtre paiera 100 réaux (1) (0 fr. 60) d'amende, 400 réaux de *dia* (2) et sera banni à perpétuité.

Tout individu convaincu de vol paiera une amende de 25 réaux (3) et sera banni pendant deux ans (4).

Celui qui aura fait des blessures ou porté des coups à l'aide d'un couteau, d'une clef en fer, d'une grosse clef en bois munie de pointes en fer (5), de ciseaux ou d'une pierre, paiera 5 réaux (6).

Celui qui frappera avec la main seulement ou appréhendera quelqu'un par les effets paiera 2 réaux (7).

Quiconque crachera à la figure d'un autre, ou ramassera de la terre et la jettera au visage de quelqu'un, paiera 2 réaux d'amende.

Celui qui traitera un autre de cocu, bardache, bâtard ou voleur, paiera 2 réaux.

Ces peines sont applicables à tout adolescent, homme ou femme. Le bannissement n'est applicable qu'aux hommes seulement.

Lorsque la *Djemaâ* prononce une amende, elle envoie *Oucif el Dejmaâ* (8) pour en opérer le recouvrement. En cas de refus de paiement, les membres de la *Djemaâ* se rendent chez le délinquant et lui font verser double amende.

(1, 3, 6, 7) V. *sup.*, p. 73, note 2.

(2) V. *sup.*, p. 77, note 2.

(4) V. *sup.*, p. 74, note 1.

(5) V. *sup.*, p. 77, note 1.

(8) *Oucif el Djemaâ* est l'esclave nègre attaché au service de la *Djemaâ*. — Au moment de l'annexion du Mzab à la France, l'on y comptait 327 esclaves et 961 nègres affranchis (Robin, *op. cit.*, p. 35).

Ces nègres étaient, pour la plupart, originaires du Gourara. Devenus libres par l'effet de l'occupation française, ils forment, à Ghardaïa notamment, une sorte de corporation. Ils ont un chef, un représentant élu par eux, que l'autorité militaire agrée, et par l'intermédiaire duquel elle leur transmet des ordres. On le nomme le caïd des nègres ou des Gouraris.

Kanoun d'El Ateuf

Tout coupeur de route, lors même qu'il n'aurait rien pris, sera puni d'une peine qui ne pourra être inférieure à 50 coups de bâton et qui sera déterminée par la *Djemaá*.

S'il est convaincu de vol ou de meurtre, il sera condamné à la prison perpétuelle. Dans le cas où il serait impossible de l'incarcérer, il sera mis à mort (1). Telles sont les peines applicables à l'*État secret* (2).

En l'*État manifeste* (3), les peines à prononcer sont celles indiquées par le livre de Dieu glorieux et tout puissant.

Celui qui se rendra coupable de pillage, de vol ou d'adultère, qui fera usage de boissons fermentées, mangera de la viande ou du sang d'un animal non égorgé, de la chair de porc, de la chair humaine ou des choses immondes, subira la peine du *Nekal*. Le nombre des coups qu'il devra recevoir sera déterminé par la *Djemaâ*, qui pourra, si elle le juge convenable, porter la peine jusqu'à 500 coups de bâton.

Les blessures et coups volontaires faits avec la main seront punis du *Nekal*.

L'auteur de blessures ou coups volontaires faits à l'aide d'instruments tels que bâtons, piquets de tente, branches de palmier, sera puni du *Taazir*, c'est-à-dire d'une peine qui ne pourra être supérieure à 40 coups de bâton (4).

Dans les cas énumérés ci-dessus, les coupables devront toujours payer, pour les blessures faites, l'indemnité qui aura été fixée; les objets volés devront également être restitués au propriétaire lésé.

Les gens qui, dans l'intention de combattre, sortiront en armes, seront punis de la peine du *Nekal* dans les limites déterminées par la *Djemaâ*, qu'il y ait eu ou non collision.

Celui qui résistera au droit ou portera atteinte à la religion, sera puni de mort (5), tant en l'*État secret* qu'en l'*État mani-*

---

(1) Cette disposition du Kanoun d'El Ateuf contredit formellement l'opinion de ceux qui prétendent que les Abadhites n'admettent pas la peine de mort (V. *sup.*, p. 19, note 2).

(2 et 3) V. *sup.*, p. 98, notes 3 et 4).

(4) Dans le Kanoun de Beni-Isguen, le *Taazir* ne comprend que des peines dont le maximum n'atteint pas quarante coups de bâton (V. *sup.*, p. 97).

(5) V. *sup.*, p. 97, note 2.

feste (1). S'il n'est pas possible de le tuer, il sera bâtonné indéfiniment (2).

L'esclave qui s'enfuira de chez son maître, sera bâtonné indéfiniment (3) jusqu'à ce qu'il retourne chez lui.

La femme qui quittera la maison conjugale pour aller chez un autre homme, sera bâtonnée indéfiniment (4).

Sera passible de la même peine, tout individu qui fuira avec une femme en puissance de mari ou non mariée.

La même peine sera appliquée à celui qui fuira avec un jeune garçon dans l'intention d'en abuser.

Celui qui s'enfuira avec une femme non mariée, dans l'intention de contracter mariage avec elle, sera puni de la peine de l'*Adeb*, c'est-à-dire de 20 coups de bâton au maximum (5).

Quiconque crachera au visage de quelqu'un, lui lancera de la terre, des cendres, de l'eau ou toute autre matière qui atteindra son corps ou ses vêtements, sera puni d'une peine qui ne pourra être inférieure à 50 coups de bâton.

Celui qui frappera volontairement une bête de somme appartenant à autrui subira la peine du *Nekal*.

Celui qui démolira un mur ou une toiture ne lui appartenant pas, subira la peine de l'*Adeb*, dont le maximum est de 20 coups de bâton (6).

Les injures seront punies de la même peine.

Tout attentat à la pudeur, consommé avec ou sans violence, sur la personne d'une vierge, sera puni du *Nekal* ; le coupable devra, en outre, payer le montant de la dot (7).

Quiconque se sera rendu coupable de viol sur la personne d'une femme devra payer le montant de sa dot (8) et subira la peine du *Nekal*.

Celui qui aura commerce charnel avec un garçon, devra payer le montant de la dot d'une femme *Tsib* (veuve ou divorcée) et subir la peine du *Nekal*.

L'individu inculpé de meurtre, qui refuse d'avouer le crime

---

(1) V. *sup.*, p. 98, notes 3 et 4.

(2, 3 et 4) Le nombre des coups de bâton à infliger au coupable est, ici, laissé à l'appréciation de la *Djemaà* ; le Kanoun n'intervient pas pour en fixer le maximum.

(5 et 6) Dans le Kanoun de Beni-Isguen, l'*Adeb* ne comprend que des peines dont le maximum est inférieur à vingt coups de bâton (V. *sup.*, p. 19).

(7 et 8) Il s'agit ici du paiement, non d'une amende, mais d'une indemnité allouée à la femme à raison de ce fait que l'attentat à la pudeur ou le viol commis est de nature à rendre son mariage, sinon impossible, tout au moins très difficile, lorsqu'elle n'est pas mariée, — et à pousser le mari à la répudier, si elle est déjà engagée dans les liens du mariage.

qui lui est reproché, pourra être emprisonné pendant un an (1). L'inculpation peut être basée sur le simple témoignage de gens honorables qui auraient vu l'inculpé venir de la direction du lieu du crime, au moment où ce crime a été commis (2).

Tout individu coupable de faux témoignage sera puni de 39 coups de bâton.

L'individu convaincu d'homicide volontaire sera remis au plus proche parent de la victime, qui sera libre de le tuer, d'accepter la *dia*, ou de faire grâce au coupable (3).

Néanmoins, dans le cas de grâce, la *Djemaâ* incarcèrera le coupable pendant un laps de temps à son appréciation, mais qui pourra être même de plusieurs années. Le criminel sera ensuite bâtonné indéfiniment (4).

Tout individu qui se refusera à prêter le serment légal qui lui aura été régulièrement déféré, sera incarcéré par le juge ou la *Djemaâ*, jusqu'à ce qu'il ait juré ou fait des aveux (5).

Quiconque aura contrevenu aux règlements établis par la *Djemaâ*, en montant sur la terrasse de la mosquée, en y déposant des ordures, en marchant dans un cimetière, en y laissant paître un animal, en y enlevant de l'herbe, du bois ou des pierres ou en commettant toute autre contravention, sera puni d'une peine qui ne pourra être supérieure à 20 coups

---

(1 et 2) Il s'agit ici d'une sorte de contrainte par corps, destinée à provoquer l'aveu de celui contre qui existe des présomptions de culpabilité. — Elle est autorisée également par la législation musulmane orthodoxe (V. Omar Bey Loutfy, *op. cit.*, fasc. 2. p. 31 et suiv.).

(3) V. *sup.*, p. 77, note 2 — Chez les Orthodoxes, si la victime ou ses héritiers ont toujours la faculté d'accepter le prix du sang, la plupart des jurisconsultes, cependant, blâment, en cas d'assassinat et en l'absence de circonstances atténuantes, celui qui renonce à l'exercice du talion (Van den Berg, *op. cit.*, p. 181 et 182).

(4) La législation orthodoxe consacre sur ce point des dispositions identiques. Si l'acceptation du prix du sang s'oppose à l'application d'une peine légale (*Had*), elle n'empêche nullement le juge de prononcer une peine *Taazir* (Omar Bey Loutfy, *op. cit.*, fasc. 1, p. 49 ; fasc. 2, p. 70).

(5) Cf. Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 1883 : « Si un ou plusieurs de ceux-ci (cojurants) refusent le serment, il sera référé à l'accusé ou aux accusés, et faute par chacun d'eux de jurer cinquante fois de son innocence, et jusqu'à ce qu'il en jure, il demeurera en prison, sans qu'il lui soit permis de s'adjoindre un cojurant ».

L'emprisonnement est prononcé soit par le cheikh de la mosquée, soit par la *Djemaâ*, suivant que c'est devant le juge laïque ou devant le juge religieux que se produit le refus de prestation de serment.

de bâton, suivant les uns, et qui, d'après les autres, pourra être de 40.

Les dégâts commis par un animal dans un jardin ou dans un champ cultivé, seront à la charge du propriétaire de l'animal qui sera tenu d'en payer le montant.

Les décisions de la *Djemaâ* seront exécutoires dans un délai de trois jours. Passé ce délai, tout délinquant qui se refuserait à laisser exécuter l'arrêt prononcé contre lui, sera incarcéré.

Tous les instruments de musique, tels que musettes, tambourins, etc., sont interdits. Celui qui en ferait usage, sera puni de la peine de l'*Adeb*, c'est-à-dire d'un maximum de 20 coups de bâton (1)

Tout individu de l'un ou de l'autre sexe qui, dans un lieu public tel que le marché, ou dans une réunion, aura adressé à quelqu'un des paroles obscènes ou outrageantes, mais ne renfermant pas l'imputation d'adultère ou de fornication, sera puni des peines de bastonnade ou de prison comprises dans l'*Adeb*. Si l'accusation ou l'injure renferme cette imputation, le coupable sera puni de la peine du *Taazir*.

Tout individu qui s'introduira dans la maison d'autrui sans autorisation, sans toutefois y faire des dégâts, sera puni des peines de l'*Adeb*.

Observations. — Le délinquant qui se sera rendu passible de plusieurs peines, subira la première. Dès qu'il sera guéri, il subira successivement toutes les autres peines prononcées contre lui (2).

---

(1) V. *sup.*, p. 104, notes 5 et 6.

(2) Cf. Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 1773 : « Lorsqu'un même individu a été condamné à subir plusieurs mutilations à titre de talion, ou plusieurs peines criminelles pour infractions à la loi divine, et qu'il ne pourrait, sans danger de mort, les supporter l'une immédiatement après l'autre, il ne les subira que successivement, à des intervalles suffisants et en commençant par la plus forte, si l'on ne craint pas qu'il y succombe ». — Les législations primitives autorisent, presque toutes, le cumul des peines. Le droit romain l'admettait (L. 2, D., *de priv. delict*). — De même notre ancien droit : « Lorsqu'un accusé est convaincu de plusieurs crimes, dont chacun doit être puni d'une peine particulière, il doit être puni d'autant de peines qu'il y a de délits différents » (Jousse, *Just. crim.*, t. 2, p. 643). — En sens contraire, art. 365 C. inst. crim. —

Kanoun de Berrian

Celui qui, dans une rixe, se servira d'une clef (1) pour en frapper son adversaire, sera puni d'une amende de 5 fr. et paiera en outre le prix du sang (2); celui qui a été frappé, paiera également 5 fr. d'amende.

Si le délinquant s'est servi d'un casse-tête à bout ferré, l'amende sera portée à 25 fr.

Celui qui tirera son couteau sera puni d'une amende de 25 fr. ; s'il blesse son adversaire, l'amende sera portée à 40 fr.

Tout individu reconnu coupable d'homicide à l'aide d'un couteau, paiera une amende de 165 fr. et sera banni pendant 2 ans, jusqu'à ce qu'il ait vu la mer (3); il pourra ensuite demander à rentrer. Il devra aussi payer la *dia* (4), si les parents de la victime la lui réclament; si ceux-ci ne veulent pas accepter la *dia*, le coupable restera banni.

Celui qui commet un meurtre au moyen d'une arme à feu est passible des mêmes peines.

Quiconque commettra un vol dans une maison habitée sera banni pendant 2 ans, jusqu'à ce qu'il ait vu la mer; il sera tenu à la restitution des objets volés et paiera une amende de 40 fr. Le bannissement durera tant que le coupable n'aura pas vu la mer (5).

Sera puni de la même peine, le vol commis dans un magasin ou dans un jardin habité, à l'aide d'une ouverture pratiquée dans le mur, au moyen d'une pioche.

Le vol de dattes sur un palmier sera puni d'une amende de 15 fr.

Le vol de fruits sera puni d'une amende de 5 à 15 fr.

Si l'auteur du vol est reconnu voleur de profession, il sera banni de la ville.

Toute insulte par paroles sera punie d'un réal (6) d'amende (0 fr. 60 cent.).

---

(1) V. *sup.*, p. 77, note 1.

(2 et 4) V. *sup.*, p. 77, note 2.

(3) V. *sup.*, p. 76, note 1.

(5) V. *sup.*, p. 76, note 1.

(6) V. *sup.*, p. 73, note 2.

Kanoun de Guerara

Les amendes sont proportionnées aux délits commis.

Un homme surpris dans une maison est puni d'une amende de 100 réaux et banni pendant 4 ans ; il doit se rendre dans une ville éloignée comme Alger, Tunis ou Oran (1).

Celui qui vole dans un jardin est puni d'une amende de 25 réaux (2) et banni pendant 2 ans.

Celui qui fait des blessures à l'aide d'un couteau, d'une faucille, d'une pioche ou d'une clef (3), est puni d'une amende de 25 réaux.

Si le coupable ne s'est servi que d'un bâton, il ne lui est infligé qu'une amende de 5 réaux.

Les délinquants sont, en outre, tenus de payer aux victimes l'indemnité fixée par la loi.

Ne sera tenu de payer ni amende, ni *dia*, celui qui aura tué un individu qui s'est introduit nuitamment dans sa maison.

L'individu coupable de meurtre est livré à la famille de la victime qui reste libre de le tuer, de lui faire grâce ou d'accepter la *dia*. Il lui est infligé, en outre, une amende de 100 réaux (4).

Dans le cas d'homicide involontaire, la fraction est tenue de payer la *dia* pour le coupable (5). Celui-ci devra verser, en outre, une amende de 50 réaux.

Marcel MORAND,
Professeur à l'École de droit d'Alger.

---

(1) V. *sup.*, p. 76, note 1.

(2) V. *sup.*, p. 73, note 2.

(3) V. *sup.*, p. 76, note 1.

(4) V. *sup.*, p. 77, note 2 et p. 105, note 4.

(5) Cf. Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 1834 : « La composition légale pour homicide, blessures ou coups involontaires, commis sur la personne d'un homme libre et autrement prouvés que par simple aveu, est à la charge de l'offenseur et de sa tribu. » — Vraisemblablement, cette mise en cause de la fraction ou de la tribu n'est que la survivance des usages en vigueur à une époque où il n'y a pas à proprement parler de relations individuelles et où les conflits nés entre individus mettent aux prises leurs familles respectives et se règlent entre celles-ci.

COURS CRIMINELLES MUSULMANES

ET

TRIBUNAUX RÉPRESSIFS INDIGÈNES

Le verdict du jury de l'Hérault dans l'affaire des troubles de Margueritte a excité l'opinion dans des sens divers en Algérie et en France. Au point de vue exclusivement judiciaire, on s'est demandé s'il n'aurait pas mieux valu renvoyer devant la Cour d'assises les accusés dont l'affaire était instruite, sans attendre la fin de l'instruction de toutes les autres, ce qui aurait évité bien des retards ; si la suspicion de tous les jurys algériens était bien légitime ; si des magistrats ayant l'expérience des affaires algériennes n'auraient pas dirigé les débats de manière à éviter les longueurs qui fatiguent l'attention des jurés ; si le jury métropolitain convenait bien à une affaire qui différait tant de celles qui lui sont soumises.

Les débats ont pu mettre au jour certains procédés de gouvernement qui blessent les sentiments de justice absolue que nous voudrions voir respectés dans la métropole comme dans la colonie, mais ils ont aussi fait éclater aux yeux l'habitude que le jury a prise en France et qui s'est infiltrée en Algérie, de sortir du rôle que la loi lui a assigné, l'appréciation de la culpabilité, pour usurper celui de la Cour d'assises et même celui du président de République, en répondant, non tout simplement, suivant sa conscience et son intime conviction, mais suivant le résultat que pourrait produire sa réponse. Le jury, s'il n'a aucun doute sur la culpabilité, ne peut répondre négativement sur cette question, sous prétexte que la peine serait trop forte, ni sur les circonstances aggravantes matériellement établies, formellement démontrées. Pour faire abaisser la peine, il n'a que le droit d'accorder le

bénéfice des circonstances atténuantes. Le jury ne peut pas plus répondre *non* quand il pense *oui*, que répondre *oui* quand il pense *non*, ou qu'il doute.

Cette pratique du jury, cette jurisprudence qui a passé la mer, n'exige-t-elle pas une réforme ? Nous l'avons demandée pour la Cour d'assises ; elle consisterait à faire délibérer les magistrats avec les jurés sur la culpabilité et sur l'application de la peine : on ne ruserait plus avec la loi, on exprimerait ouvertement et franchement son opinion.

La loi sur les Cours criminelles musulmanes réalise en principe cette idée, mais elle donne aux juges français une telle prépondérance que la fiction remplace la réalité ; la garantie donnée à l'indigène est illusoire, un leurre, a dit M. Rozet, un trompe-l'œil, avions-nous dit.

Au lieu d'avancer, on a rétrogradé, selon l'expression de M. le procureur général Pompéï.

On a déchargé les colons du jugement des crimes commis par les indigènes, on n'a rien fait pour la sécurité que, seule, peut assurer une bonne police préventive, ni pour la répression qu'une habile et vigilante police de *détectives* (ou de *béchards*) peut seule rendre possible.

C'est ce que nous voudrions démontrer en restant sur le terrain judiciaire qu'une carrière de vingt-deux années comme conseiller à la Cour d'Alger nous a permis d'explorer.

I. — Cours criminelles musulmanes

HISTORIQUE

L'art. 3 du Code civil § 1er porte : « Les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire ». Ce principe est du droit des gens ; il est de droit international, il nous oblige à l'étranger, il oblige les étrangers chez nous, à plus forte raison les sujets de la France.

Mais, au moment de la conquête, il faut le temps nécessaire pour organiser une police, les tribunaux ; c'est ce qui nous est arrivé à Alger.

De 1830 à 1834, des arrêtés du Gouverneur ont institué des tribunaux en utilisant ce qui existait avant la conquête. Dès 1834, les ordonnances deviennent la source législative de l'Algérie. En 1842, la même législation pénale, le même régime répressif s'appliquent aux indigènes, aux étrangers et aux Français ; l'assimiliation est complète, l'art. 3 du Code civil est appliqué.

Première période (1830 à 1834). — Le 9 septembre 1830, un premier arrêté crée un tribunal composé d'un président et de deux juges statuant comme tribunal répressif avec des assesseurs musulmans ou israélites, suivant que l'accusé est musulman ou israélite.

C'est l'idée première de la justice coloniale à son début dans nos vieilles colonies.

A peine quelques jugements avaient-ils été rendus, que le 22 octobre 1830 une nouvelle organisation lui succède. Le cadi maure jugera tant au civil qu'au criminel les affaires entre musulmans, un tribunal rabbinique, celles entre israélites ; le cadi jugera même les affaires entre musulmans et israélites sauf appel devant la cour de justice française, qui connaîtra aussi des causes entre Français et étrangers de diverses nations ; cette cour instruira les affaires criminelles entre Français, mais ces causes seront jugées en France. Les consuls conservent leur juridiction sur leurs nationaux ; aucune peine capitale ne peut être exécutée sans l'approbation du gouverneur. Un tribunal correctionnel, composé du commissaire général de police et de deux assesseurs français, connaîtra de toutes les contraventions et de tous les délits.

L'art. 14 réserve aux conseils de guerre la connaissance des crimes et des délits commis par les *habitants du pays* sur les personnes et les proriétés des Français.

Un arrêté du 16 août 1832 précise et complète cette organisation. — L'art. 1er reproduit l'art. 14 du précédent arrêté relativement à la compétence des conseils de guerre pour les crimes et les délits commis par les *naturels du pays* contre des Français, et l'étend à ceux commis contre les étrangers. Une cour criminelle est chargée de juger les crimes dont un prévenu serait Français, étranger ou israélite.

Cette cour est composée de sept membres. Aucune condamnation ne peut être prononcée qu'à la majorité de *cinq* voix sur *sept*. L'appel est porté devant un conseil d'administration composé de cinq membres ; le jugement ne peut être réformé qu'à la majorité de quatre voix. Le procureur du roi est chargé de l'instruction. Cette disposition qui confie l'instruction au ministère public a été empruntée à ce vieil arrêté par le décret du 29 mars 1902, sur les tribunaux répressifs indigènes.

Le cadi conserve sa compétence pour les affaires entre musulmans, sauf appel devant la cour de justice française pour les délits et les contraventions ; devant le conseil d'administration pour les crimes.

Ainsi, les israélites sont soumis en matière pénale à la

justice française, les musulmans y sont soumis en appel. On marche vers l'application de l'art. 3 du Code civil.

Deuxième période (1834 à 1842). — La conquête s'est étendue et elle s'est affermie. Aux simples arrêtés succédent les ordonnances.

L'art. 4 de l'ordonnance du 22 juillet 1834 est ainsi conçu : « Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les possessions » françaises dans le nord de l'Afrique seront régies par nos » ordonnances ». Cette disposition ne fait que reproduire l'art. 25 de la loi du 24 avril 1833 : « Les établissements fran- » çais dans les Indes orientales, *en Afrique* et dans l'établis- » sement de pêche de Saint-Pierre de Miquelon continueront » d'être régies par ordonnances du roi ».

La Cour de cassation a décidé que cette loi rend obligatoires les ordonnances et les décrets qui ne sont pas contraires à une loi applicable à l'Algérie ; nous partageons cette opinion.

Sous ce régime des ordonnances, voyons comment, de 1834 à 1842, a été organisée la justice pénale à l'égard des indigènes.

L'ordonnance du 10 août 1834 institue des tribunaux français et des tribunaux indigènes, ainsi qu'un tribunal supérieur français, origine de la cour d'Alger.

Des tribunaux français sont créés à Alger, Oran et Bône; le tribunal se compose à Alger de deux juges, l'un jugeant les affaires civiles, l'autre les contraventions et les délits et instruisant les affaires criminelles. A Oran et à Bône un seul juge est chargé de ces fonctions ; à Alger un procureur général et un substitut représentent le ministère public, à Oran et à Bône un procureur du roi et un substitut.

Un tribunal supérieur à Alger, formé d'un président et de trois juges connaît des appels des tribunaux et, constitué en tribunal criminel, connaît des appels en matière correctionnelle et des affaires déférées en France à la cour d'assises.

L'art. 32, s'inspirant de l'art. 3 du Code civil, porte que « les tribunaux français connaissent de toutes les infractions aux lois de police et de sûreté à quelque nation ou religion qu'appartienne l'inculpé, de tous les crimes ou délits commis par des Français, des israélites ou des étrangers, des crimes et délits commis par des musulmans indigènes au préjudice de Français, d'israélites ou d'étrangers. »

Aux termes de l'art. 35, toutes les fois qu'un musulman est mis en jugement comme coupable ou complice d'un délit ou d un crime, le juge français est assisté d'un assesseur musulman ayant voix consultative ; et l'art. 36 dit que le tribunal

supérieur constitué en tribunal criminel doit s'adjoindre deux assesseurs musulmans ayant voix délibérative sur la culpabilité et consultative sur la peine. Les deux tiers des voix sont nécessaires pour la déclaration de culpabilité, il en faut trois pour l'application de la peine.

Il n'est donc pas besoin de chercher ailleurs qu'en Algérie l'idée des assesseurs, mais nous allons voir que, l'expérience faite, on a dû les supprimer en 1842.

Les musulmans indigènes accusés de crimes ou de délits contre des musulmans sont jugés par les cadis ou autres juges du pays, sauf appel par le prévenu ou par le ministère public, et aucune condamnation ne peut être exécutée sans le visa du procureur général.

Le conseil de guerre reste compétent pour juger les crimes et délits commis par un indigène au préjudice d'un Français ou d'un européen ; par un indigène au préjudice d'un indigène si le fait intéresse la souveraineté française ou la sûreté de l'armée, par un Français au préjudice d'un indigène.

Une ordonnance transitoire du 28 février 1841 réorganise la magistrature sur le modèle de la magistrature française, crée des juges de paix, des tribunaux, une cour royale. Elle conserve encore les assesseurs musulmans en matière criminelle, mais elle est bientôt remplacée par l'ordonnance du 26 septembre 1842 dont les art. 38, 39, 40 sont ainsi conçus :

Art. 38. — « Les tribunaux français connaissent de tous » crimes, délits ou contraventions, à quelque nation ou reli- » gion qu'appartienne l'inculpé.

» Art. 39. — Ils ne peuvent prononcer, même contre les » indigènes, d'autres peines que celles établies par les lois » pénales françaises.

» Art. 40. — En matière criminelle et correctionnelle, les » assesseurs musulmans sont supprimés. »

D'après l'art. 44, les cadis connaissent de toutes les infractions commises par les musulmans, punissables selon les lois du pays, lorsque, d'après la loi française, elles ne constituent ni crime, ni délit, ni contravention. Il s'agit ici d'infractions à la loi religieuse.

Ainsi, depuis 1842, l'art. 3 du Code civil reçoit complètement son application aux indigènes. Ils sont justiciables des tribunaux français en matière pénale, les assesseurs musulmans sont supprimés en matière criminelle après une expérience assez longue qui en a démontré les inconvénients ou l'inutilité.

La loi pénale française est appliquée aux indigènes ; elle est même aggravée, car l'art. 47 dispose que les circons-

tances atténuantes ne pourront être reconnues au profit des indigènes coupables de crimes ou délits contre la sûreté de l'État, contre la chose publique, contre la personne d'un Français, d'un européen ou d'un indigène au service de la France. En outre, tout indigène condamné à plus de six mois de prison pourra être transféré en France et contraint d'y résider après l'expiration de sa peine. Le retour en Algérie pourra lui être interdit à toujours. Ces dispositions sont tombées en désuétude, elles ne paraissent pas avoir été formellement abrogées (discours de M. Eon à l'audience de rentrée de 1892).

Les tribunaux d'Oran, de Bône et de Philippeville jugeaient les crimes à charge d'appel. La cour royale, constituée en cour criminelle, jugeait les crimes dans la province d'Alger.

3e période (1854 à 1870). — Un décret du 13 août 1854 constitue les Cours d'assises sans l'assistance de jurés. Elles sont composées : à Alger, de cinq conseillers, dans tous les autres arrondissements, de trois conseillers et de deux magistrats du tribunal. Le juge d'instruction pouvait en faire partie, tandis qu'auparavant, sous l'ordonnance de 1842, il ne pouvait faire partie du tribunal, statuant sur les faits qualifiés crimes.

4e période (1870 à 1903). — Un décret du 24 octobre 1870, sur les réclamations les plus vives dirigées contre les Cours d'assises ainsi constituées, qu'on accusait d'être impitoyables, organise le jury en Algérie. Les indigènes sont soumis à sa juridiction comme les Français et les étrangers. Elle fut acceptée sans peine par eux et l'assimilation fut complète. Le péril vint d'un autre côté. Les jurés trouvèrent la charge lourde quand le territoire civil fut étendu jusqu'au délà du Tell. La loi du 30 juillet 1881 y pourvut en élevant le nombre des jurés portés sur les listes et en réduisant à 24, au lieu de 36, ceux des jurés de chaque session, en leur donnant en outre la faculté de ne siéger que tous les deux ans. Cette loi permettait de créer des cours d'assises dans les chef-lieux d'arrondissement.

Malgré cela, en 1884, les jurés du département d'Alger, dans une session d'assises présidée par nous, demandèrent par une pétition au ministre, d'être déchargés du jugement des indigènes. Les jurés d'Oran et ceux de Constantine, dans des sessions également présidées par nous, émirent un avis contraire. Le procureur général, M. Pompéï, dans un discours prononcé le 9 avril 1885, pour l'inauguration du nouveau

Palais de Justice, combattit le projet de supprimer le jury pour le jugement des indigènes. Il dit que, depuis la loi de 1881, la charge n'était pas lourde, surtout pour les colons souvent dispensés du service sur leur demande. Cette marche *rétrograde*, disait-il, n'est pas commandée par l'intérêt de l'Algérie, elle ne pourrait s'expliquer après la lutte passionnée engagée par les Algériens pour obtenir le jury, surtout quand nos vieilles colonies venaient d'adopter cette institution.

J'ai d'ailleurs, ajoutait-il, l'heureuse fortune de me trouver en parfaite communauté de vues avec les autorités les plus compétentes. Le chef de la Cour, les magistrats du parquet général, les présidents d'assises, les chefs des parquets et les barreaux des tribunaux d'assises pensent comme moi que l'institution du jury doit être maintenue parmi nous dans son intégrité.

Le procureur général n'admettait d'autre réforme que celle de la confection des listes du jury.

Nous venions de lui remettre la pétition du jury de Constantine et nous lui avions dit que les musulmans, comme nous l'avaient affirmé les assesseurs de la chambre musulmane, les interprètes et diverses autorités indigènes, seraient très satisfaits si les tribunaux correctionnels étaient chargés de juger les crimes des indigènes comme leurs délits. Rien n'était plus réalisable, déjà les parquets correctionnalisaient la plupart des vols et des coups mortels.

On auraient contenté tout le monde en faisant des économies sur le transfèrement des accusés et la taxe des témoins. Personnellement, nous n'aimions pas ce double régime judiciaire pour les indigènes non naturalisés et pour les autres accusés. Nous préférions, pour tous, les jurés français, dont le nombre aurait pu être réduit, et nous aurions désiré que le jury délibérât avec le président des assises sur la culpabilité et sur l'application de la peine. Les jurés algériens ont confiance en lui, sa présence aurait imposé silence aux meneurs, qui souvent troublent la conscience des jurés les plus honnêtes, il aurait fait respecter la loi dans la délibération et dans le vote ; elle ne l'est pas toujours. Le jury algérien est fort indulgent pour les crimes entre musulmans, trop quelquefois pour les meurtres des femmes, pour ceux commis dans les rixes, qui ne sont pas des coups mortels, mais bien des meurtres très volontaires, quand l'intention de donner la mort est révélée par la nature des coups portés dans le ventre, dans la poitrine, avec un flissa, un poignard, un couteau, ou sur la tête avec une matraque. Le jury réserve ses rigueurs

pour les crimes contre les Européens ; le président des assises doit y veiller surtout quand il y a doute : la chambre d'accusation ne devrait renvoyer en Cour d'assises que les affaires où les *preuves* (non pas seulement *les charges*) résultent positivement de l'instruction écrite, sauf aux jurés à apprécier si elles résultent de l'instruction orale faite devant eux. La chambre d'accusation a la mission d'arrêter les affaires dans lesquelles l'erreur du jury serait possible.

Après le discours du procureur général, la question s'assoupit et son successeur immédiat, M. Maillet, n'eut pas à s'en occuper.

Mais, aux élections, un candidat la fit revivre et, à l'envi, tous offrirent à leurs électeurs de les faire décharger du fardeau, devenu réellement lourd, du jugement des indigènes aux assises.

Un nouveau procureur général, M. Flandin, occupait le siège; il avait professé à l'école de droit d'Alger pendant une année ou deux et avait fait sa carrière de magistrat à Pau et à Paris, où il était substitut du procureur général. Il voulut résoudre cette question et proposa au garde des sceaux un projet de Cour criminelle spéciale pour les musulmans, indigènes non naturalisés ou étrangers, accusés de crimes non passibles de la peine de mort. Elle serait composée de trois magistrats, deux assesseurs-jurés français, deux assesseurs-jurés musulmans ; elle siègerait chaque mois dans tous les chefs-lieux d'arrondissement. M. l'avocat général Eon développa ce projet devant la Cour à la rentrée de 1892.

Il avait à nos yeux un grand avantage et réalisait un progrès, c'était de faire délibérer les magistrats avec les jurés, mais ces jurés, appelés assesseurs, étaient trop peu nombreux deux Français, deux indigènes ; ceux-ci n'étaient que des figurants de parade, en présence de trois magistrats et deux jurés français.

Les indigènes ne se sont pas laissés prendre à ce mirage. Les assesseurs-juges des cours d'assises de 1854 se plaignaient de la pression exercée sur eux par les magistrats de la Cour envoyés d'Alger. Cette pression ne s'exercerait-elle pas sur les deux assesseurs français non magistrats et bien isolés ? Le projet eût été parfait si les jurés français avaient été portés au nombre de six ou de huit. Il avait le tort de rétrograder jusqu'en 1854, en remplaçant deux assesseurs magistrats par deux assesseurs, simples jurés, et jusqu'en 1842, en rétablissant les assesseurs musulmans supprimés depuis cinquante ans après une expérience de huit ou douze années, qu'il paraissait bon de ne pas renouveler. Un décret

du 17 avril 1889 les avait supprimés même au civil à la chambre musulmane.

Le jugement eût été plus rapide si les sessions avaient été tenues partout chaque mois, mais ce n'était pas possible. Le jugement sur les lieux rapprochés du crime eût été plus exemplaire, mais à cet avantage il y a un revers que tous les présidents avaient signalé pour la Cour d'assises de Bône, ce qui avait empêché d'établir d'autres Cours d'assises dans les chefs-lieux d'arrondissement, comme l'autorisait la loi de 1881 ; les assesseurs ou jurés sont trop près des intéressés, et trop soumis à l'influence de l'opinion publique favorable ou défavorable. Des magistrats inamovibles, indépendants, sont mieux garantis contre ces influences, qui sont dangereuses quand le nombre des jurés est trop restreint ; c'est pour cela que la loi française en exige douze et nous pensons pour ce motif qu'on ne devrait pas les réduire au-dessous de huit en les faisant délibérer avec des magistrats.

Soumis au Sénat, le projet de M. Flandin est discuté avec d'autres dans le rapport de M. Isaac déposé le 28 février 1895. La commission avait rejeté les projets de M. Saint-Germain et de M. Letellier demandant que les accusés musulmans fussent déférés à une Cour criminelle composée exclusivement de magistrats ; il est bon, dit le rapport, que les indigènes sachent que les colons peuvent les juger, il les respecteront mieux. Elle n'avait pas voulu du projet conseillé par M. Burdeau, consistant à conserver le jury avec l'adjonction de quelques indigènes, ce qui serait illusoire, dit le rapport, et cependant elle accepte le projet Flandin où *deux* indigènes sont appelés à siéger avec *trois* magistrats et *deux* assesseurs français ! N'est-ce pas infiniment plus illusoire ? Avec les députés et les sénateurs de l'Algérie, M. Isaac réclamait l'inamovibilité pour les magistrats, ainsi que d'autres réformes, mais la discussion de ce rapport a toujours été ajournée.

La commission avait d'ailleurs rejeté la restriction de la compétence de la nouvelle Cour criminelle aux crimes non punis de la peine de mort.

M. Isaac ayant eu la bonté de nous communiquer son rapport, nous y avons répondu dans le journal *La Loi* du 19 novembre 1895, puis dans le journal des *Tribunaux algériens*. Nous rappelions d'abord les termes de l'art. 3 du Code civil et avec quelle fermeté, avec quelle persévérance, le gouvernement avait poursuivi l'application de cet article en Algérie soit au criminel, soit au civil, à l'égard des indigènes, sujets français soumis à sa souveraineté, dès lors aux lois répressives et aux lois immobilières de la France,

comme les étrangers. Quant aux lois personnelles, on pouvait admettre pour les indigènes une loi différente appliquée par la justice musulmane, mais le gouvernement avait peu à peu restreint le champ de la juridiction des cadis ; en 1889 avait même supprimé les assesseurs de la chambre musulmane à la Cour ; était-il bon de rétrograder, de rompre avec cette ligne politique si sagement suivie ? Quand l'assimilation était acquise en matière pénale, devant toutes les juridictions, devait-on revenir en arrière ? On assimile, on ne désassimile pas ; nous proposions, pour tous les accusés sans distinction, une Cour composée de jurés délibérant avec le président, même avec ses assesseurs, sur la culpabilité, sur les circonstances aggravantes et sur la peine. Ce projet accepté par notre collègue, le conseiller Hugues, nous adoptions son idée de réduire le nombre des jurés à huit, pas à moins de six. M. Cruppi, dans ses articles de la *Revue des Deux Mondes* sur la Cour d'assises, reconnaissait avec nous que l'avenir est là, mais il voulait appliquer d'abord ces idées au correctionnel. Il nous paraissait plus facile d'en faire la première application au criminel et en Algérie. La métropole profiterait de l'expérience de sa colonie. C'est en France qu'a été inaugurée la jurisprudence d'acquittement des crimes passionnels ; en France aussi on a vu des condamnations d'innocents, la revision est rare, la grâce n'équivaut pas à la réhabilitation, et la commutation de peine pour cause de doute est absolument insuffisante... Délibérant avec des magistrats, le jury ne rendrait pas des verdicts qui compromettent son institution, en autorisant, par l'impunité, les meurtres pour vengeance privée, pour infidélité d'une femme ou d'un mari, d'une concubine ou d'un amant, ni celui d'un Français par un indigène fanatique.

Nous proposions aussi des réformes sur l'instruction criminelle, nous en parlerons bientôt.

L'œuvre du Sénat n'avait rien produit. M. Saint-Germain et ses collègues, qui avaient présenté un projet le 1er décembre 1892, en présentèrent un second le 12 février 1894. M. Flandin, qui avait donné sa démission de procureur général, étant devenu député de l'Yonne, fut nommé rapporteur par la commission, à laquelle il avait fait adopter les principes du projet qu'il avait élaboré comme procureur général. La commission avait rejeté le projet Saint-Germain qui consistait à faire juger par la Cour d'assises sans jurés les crimes des indigènes et des étrangers musulmans autres que ceux commis contre la chose publique, ou contre des français et des étrangers non musulmans. Elle avait au contraire, adopté

la proposition de M. Saint-Martin et de ses collègues pour l'application de la loi du 21 novembre 1872 sur le jury. Elle avait voulu que la juridiction fût la même, quelle que fût la victime, sans distinction de race, de religion, de nationalité ; quelle que fût la peine, même celle de mort, se séparant ainsi du premier projet Flandin. Mais elle admettait une juridiction différente quand l'accusé est *musulman*, indigène ou étranger. Quelle contradiction ! Comment reconnaître le culte de l'accusé ? Par sa déclaration, à son costume ?... Le rapport est muet sur ce point. Il justifie le projet de loi par la nécessité d'alléger le fardeau des colons appelés à siéger à la Cour d'assises et par celle de hâter le jugement des affaires criminelles. M. Saint-Germain ne voulait pas d'assesseurs ; le rapport dit que, sans leur assistance, on ne pourrait supprimer l'appel, la décision ne pourrait être en dernier ressort sans déroger aux principes de notre droit criminel. Il est singulièrement plus contraire aux principes de notre droit de créer une juridiction spéciale suivant la religion des accusés et de réserver ce privilège ou cette anomalie à la religion musulmane, à la religion de ceux qui opprimaient les chrétiens et que nos armes ont dû réduire.

Quant aux assesseurs musulmans dont ne voulaient ni les députés algériens, ni M. Pourquery de Boisserin qui, dans la commission, avait vivement combattu le projet, le rapporteur pense qu'il n'est pas téméraire de supposer que les musulmans les préfèreront aux jurés français et que leur opinion serait utile pour mieux apprécier les faits. La vérité est que les indigènes auraient préféré la justice française, tout simplement les tribunaux correctionnels ou les cours d'assises sans jurés ; les assesseurs musulmans ont été expérimentés au criminel et au civil, et, après expérience, on les a supprimés ; après vingt ans d'Algérie, on partage l'opinion des Algériens sur leur inutilité... En Tunisie, on a dû subir les assesseurs parce que c'est un pays de protectorat et de capitulations ; les puissances ont voulu être représentées dans ces Cours appelées à juger leurs nationaux. Est-ce un bon régime ? On en doute quand on y a siégé. Nos vieilles colonies ont eu des assesseurs, elles ont des jurés. Ces assesseurs, ajoute le rapport, se trouvant en minorité et étant encadrés entre des magistrats expérimentés, ne pourront être suspects de faiblesse dans la répression. Nous le croyons sans peine ; c'est l'aveu de leur inutilité ; les indigènes ne l'ignorent pas, et pour la rapidité des affaires, pour l'économie des frais, il était plus simple et préférable, si l'on ne voulait pas de la Cour d'assises, de faire juger les crimes comme les délits

par les tribunaux correctionnels, ainsi que l'ont pensé les sénateurs algériens.

Le projet voté par la Chambre des députés fut, au Sénat, l'objet d'un nouveau rapport de M. Isaac ; mais les sénateurs de l'Algérie proposèrent un contre-projet consistant à déférer aux tribunaux correctionnels les crimes autres que ceux entraînant la peine de mort. M. Isaac étant mort, M. Thézard fut chargé d'un nouveau rapport. Les sénateurs de l'Algérie refusaient les assesseurs musulmans pour deux motifs principaux que combat le rapport : 1° l'impossibilité de trouver deux assesseurs musulmans comprenant le français ; 2° leur inaptitude morale pour apprécier les crimes de la nature de ceux commis par leurs coreligionnaires, et leur accessibilité aux influences des çofs ou partis locaux. Le rapporteur répond que l'instruction se répand de plus en plus parmi les indigènes ; que les magistrats seront les départiteurs entre les assesseurs français et les assesseurs musulmans... C'était dire clairement que les magistrats jugeaient.

Quelques légères modifications rendant nécessaire une nouvelle délibération à la Chambre, sur rapport de M. Colin, la loi a été votée dans la séance du 2 décembre 1902 (voir *Rev. Alg.*, 1903. 3. 34).

EXAMEN DE LA LOI

L'art. 1er maintient la compétence des Cours d'assises avec jurés français toutes les fois que le crime est imputable à un Français, à un indigène naturalisé, à un étranger non musulman soit comme auteur, soit comme complice, quoiqu'un indigène musulman non naturalisé ou un étranger musulman y ait pris part. Les crimes commis exclusivement par les indigènes musulmans non naturalisés et par les étrangers musulmans sont déférés à une Cour criminelle composée : à Alger, de trois conseillers ou d'un conseiller et de deux juges ; dans tous les chefs-lieux d'arrondissement, d'un conseiller ou du président du tribunal en cas d'empêchement, et de deux juges, ces trois magistrats assistés de deux assesseurs jurés français et de deux assesseurs jurés musulmans.

Pour être justiciable de cette Cour criminelle spéciale, il faut être indigène musulman non naturalisé ou étranger musulman ; par conséquent, l'indigène non musulman ne jouira pas de ce privilège (si c'est vraiment un privilège) et le Français musulman n'y aurait pas droit. Il faut être étranger, cela est formel, ne peut faire l'objet d'un doute, mais il faut

être musulman et la loi ne dit pas à quel signe on reconnaîtra le musulman, quelle preuve pourra être donnée de cette qualité ; le doute devra être résolu en faveur de la compétence de la Cour d'assises française.

Nous avons déjà dit combien est bizarre, antijuridique, contraire à l'art. 3 du Code civil, au droit national et au droit des gens, cette conception d'une juridiction spéciale pour les accusés appartenant à une certaine religion, surtout à la religion musulmane, pour des sujets soumis à la souveraineté française. Elle est même contraire aux idées des musulmans autant qu'à celles des Algériens. Le muphti d'Alger, Boukandoura, assesseur à la chambre musulmane, nous a dit maintes fois que les Arabes demandaient à être jugés par les tribunaux correctionnels, et les représentants de l'Algérie au Sénat et à la Chambre n'ont cessé de s'opposer à une juridiction qui ne fût pas exclusivement française ; ils ont proposé la Cour d'assises sans jurés, le tribunal correctionnel, que les musulmans auraient parfaitement accepté ; ils ont protesté contre l'introduction des assesseurs musulmans, supprimés en 1842 au criminel, en 1889 au civil ; ce ne sont pas des Algériens qui ont ressuscité une institution condamnée après expérience.

L'assimilation est un rêve a-t-on dit à la Chambre des députés! De quelle assimilation a-t-on voulu parler ? Au point de vue religieux? .. On ne l'a jamais tentée, on s'est opposé à la diffusion des idées chrétiennes qui auraient pu adoucir les mœurs, relever la condition de la femme. Les indigènes seraient plus rebelles à la propagande antireligieuse, ils méprisent ceux qui n'ont pas de religion ; les assesseurs musulmans assistaient toujours à la messe du Saint-Esprit, quand personne ne les y obligeait. Au point de vue des mœurs? On n'a encore rien fait pour défendre le mariage des filles impubères, et M. Luciani pourra dire à la commission dont il fait partie que l'âge fixé par notre Code serait accepté par les musulmans ; la rapacité des parents qui les vendent, les exposent à la brutalité impatiente d'un mari qui ne respecte pas la condition imposée par le Coran. Qu'avons-nous fait contre la polygamie, d'ailleurs assez rare en Algérie? Nous avons emprunté aux musulmans ce dissolvant social, le divorce, qui nous fera descendre à leur niveau. Nous leur inoculons le poison de nos apéritifs, de nos amers, pour les civiliser! L'assimilation était acquise pour notre loi pénale, notre juridiction criminelle ; nous la brisons. Est-ce ainsi que nous assimilerons les indigènes? Ils apprennent notre langue mieux que nous l'arabe ; ils acceptent nos lois et se

les assimileraient fort bien si nous savions le vouloir, si, une ligne politique une fois adoptée, nous la suivions avec fermeté, marchant en avant sans dévier au lieu de rétrograder sans cesse. La marche en avant, là où est l'avenir, comme le dit M. Cruppi, c'est la Cour d'assises délibérant avec le jury sur la peine comme sur la culpabilité, sans faillir à sa conscience, acquittant en cas de doute l'indigène comme le Français, condamnant en cas de preuve le Français comme l'indigène ou l'étranger, impartial et ferme envers tous. Une seule juridiction, la juridiction française, pour le Français et pour l'Arabe ou le Kabyle, pour l'étranger du Maroc, de l'Espagne, de l'Italie, pour l'Anglais, l'Allemand et le Russe, pour le musulman comme pour le chrétien, l'hérétique et le schismatique, quelle que soit la peine encourue, la race, la religion.

Voilà le droit universel, le droit moderne, le droit de l'avenir. S'il avait été présenté aux Chambres, s'il y avait été discuté, il aurait triomphé. Heureusement, le régime adopté est l'embryon de celui de l'avenir : il suffit de remplacer les assesseurs par un jury français de six ou huit membres (nous préférons huit).

On a voulu, avant tout, libérer les colons. Ce résultat est certainement atteint et au-delà.

A-t on voulu préserver les musulmans des rigueurs du jury? Non, non, telle n'a pas été la préoccupation ; on a voulu surtout obtenir une répression plus forte et plus prompte ; il suffit de lire les passages des rapports où l'on assure que l'énergie de la répression ne sera pas affaiblie par la présence des assesseurs musulmans. Les Cours criminelles ne se feront-elles pas détester comme les Cours de 1854 à 1870?

La justice ne sera pas plus prompte, car rien n'est changé à l'instruction préparatoire et les cours criminelles ne siégeront que tous les trois mois en session ordinaire, comme les Cours d'assises avec jurés. L'expérience est commencée, attendons.

Nous avions demandé et nous demandons encore que l'instruction soit confiée, à tour de rôle, à tous les juges sans distinction ni augmentation de traitement; qu'en cas de besoin, si le juge d'instruction ne suffit pas, les dossiers soient remis à d'autres juges désignés par le président (non par le procureur) afin d'activer l'expédition des affaires.

Nous demandons l'inamovibilité comme en France; pour être nommé juge, un concours écrit, très sérieux, entre les membres du parquet, les juges suppléants, les juges de paix,

ayant tous le grade de licencié, le diplôme d'arabe et celui de coutumes indigènes.

Nous voudrions que le juge d'instruction résumât dans un rapport : 1° la marche de la procédure ; 2° les charges de l'accusation ; 3° les moyens de défense ; qu'à la suite il rendît une ordonnance définitive et motivée, contre laquelle on ne pourrait se pourvoir que par appel devant la chambre d'accusation composée de trois membres jugeant après débat contradictoire, pouvant, comme d'ailleurs le juge d'instruction lui-même, correctionnaliser le crime en cas d'excuse ou de circonstances atténuantes. Il ne suffirait pas de charges, mais il faudrait des preuves résultant de l'instruction écrite; la Cour d'assises devant contrôler cette instruction par celle faite à l'audience, par les témoignages oraux. A la Cour d'assises on lirait le rapport et l'ordonnance du juge d'instruction ou la décision de la chambre d'accusation réformant l'ordonnance ; point d'acte d'accusation ; le ministère public pourrait exposer l'affaire, non le président, et la défense lui répondre : après chaque déposition et après toutes les dépositions l'accusé serait interrogé par le président, les questions seraient lues avant les plaidoiries. Le procès-verbal simplifié ne mentionnerait que les formalités les plus substantielles et les faits dont le ministère public et la défense auraient demandé acte ; toutes les pièces classées en procès-verbaux, rapports d'experts, interrogatoires, dépositions même seraient remises aux jurés.

Nous voudrions que les jugements et les arrêts, au criminel et au civil ne fussent signés que par ceux qui les auraient votés. Chacun ne serait responsable que de ses actes et les décisions n'auraient d'autre autorité que celle qu'elles ont réellement.

La victime, ses parents en ligne directe, son mari ou sa femme, ses frères ou sœurs pourraient saisir directement le juge d'instruction comme le ministère public et le juge devrait instruire sur leur plainte.

Avec ces réformes est-il téméraire de penser que les indigènes préféreraient cette justice *pour tous* à la justice spéciale *pour eux*, dont ils craignent plus qu'ils n'espèrent ? ...

II. — Tribunaux répressifs indigènes

Avant que la loi sur les Cours criminelles musulmanes n'eût été votée, le 29 mars 1902, un premier décret, dont le

texte porte l'empreinte de la précipitation avec laquelle il a été rédigé, institua, *dans l'intérêt de la sécurité de l'Algérie* (ces mots sont empruntés au préambule), la répression des délits commis, en territoire civil, par les indigènes, dans le ressort de toute justice de paix à compétence étendue, un tribunal composé du juge de paix président et de deux juges choisis, l'un parmi les fonctionnaires ou notables français, l'autre parmi les fonctionnaires ou notables indigènes, et nommés par arrêté du gouverneur général au commencement de chaque année; l'officier du ministère public serait également nommé chaque année par le gouverneur, qui pourrait désigner un administrateur ou un administrateur-adjoint ou un notable français. Cet officier du ministère public entendrait les témoins, interrogerait le prévenu, pourrait décerner des mandats d'amener, de dépôt.

Un décret du 28 mai suivant rectifie ce décret en étendant à tous les cantons sans exception l'institution du tribunal répressif indigène et donne au ministère public le droit de décerner même le mandat d'arrêt.

La seule procédure à suivre est celle de flagrant délit. La citation peut être verbale ; l'opposition au jugement de défaut ne peut être reçue que s'il est établi que le prévenu n'a pas su qu'il était cité ; l'appel n'est autorisé que pour condamnation à plus de six mois de prison ou à une peine pécuniaire au-dessus de 500 francs.

Ces dispositions exorbitantes du droit commun ont soulevé tous les esprits ; non seulement, comme l'a dit M. Révoil, les théoriciens du droit, tels que M. Larcher, professeur à l'école de droit d'Alger, et M. Appleton, professeur à la faculté de droit de Lyon, ainsi que les hommes de loi, les avocats, mais les magistrats de tous ordres, depuis les tribunaux répressifs et les tribunaux correctionnels, jusqu'à la Cour d'Alger et à la Cour de cassation. La polémique s'est étendue aux publicistes, aux députés, et pendant trois jours, les 27 mars, 3 et 4 avril, des interpellations ont été discutées à la Chambre ; un ordre du jour a été voté à l'unanimité pour reviser les décrets ; une commission vient d'être nommée (1).

Avant d'aborder l'examen des décrets sur le terrain exclusivement judiciaire, un mot d'histoire (de genèse a-t-on dit) ne sera pas inutile.

---

(1) Voir *Rev. Alg.*, 1902, 1. 41 ; 1903, 1. 86.

HISTORIQUE

Comment la *sécurité* exige-t-elle qu'on enlève aux tribunaux correctionnels les jugements des délits commis par les indigènes? On le comprend peu aujourd'hui et depuis la conquête on n'y avait pas songé; les cadis ont d'abord connu des délits commis par les musulmans contre les musulmans, mais depuis 1842, tous les délits, sans distinction de la race des prévenus, de leur religion, ont été jugés par les tribunaux correctionnels.

En 1880, M. Bœrner, avocat général à Alger, dans son discours de rentrée, s'occupe de la *sécurité en Algérie ;* il demande le perfectionnement de la police, une surveillance plus active des indigènes, des étrangers, des condamnés, l'organisation de patrouilles de nuit pour prévenir les vols, pour arrêter les voleurs, un droit moins restreint pour la défense individuelle, l'exécution de la peine de mort, l'augmentation du personnel des magistrats et de la gendarmerie, un plus grand nombre de tribunaux correctionnels et de juges de paix. Il n'a pas l'idée de demander que le jugement des délits indigènes passe des magistrats expérimentés à ceux qui débutent dans la carrière.

En 1892, M. Eon parle *des indigènes devant la loi pénale et les juridictions répressives ;* il nous fait connaître le projet de son procureur général M. Flandin sur les Cours criminelles musulmanes. Voici ce qu'il dit des tribunaux correctionnels : « Aucune réforme n'est demandée par l'opi-
» nion, soit du côté des Européens, soit du côté des indigènes,
» relativement à la répression des délits. Les tribunaux
» correctionnels fonctionnent régulièrement et expédient les
» affaires avec une célérité qui contraste avec le jugement
» des affaires criminelles ».

En 1899, M. de Leyritz, substitut du procureur général traite aussi *de la sécurité et de la justice répressive en Algérie ;* il exprime le désir que la compétence des juges de paix soit plus étendue pour les délits ruraux, pour les délits contraventionnels, pour les larcins et filouteries ; il demande qu'un commissaire de police soit attaché à chaque justice de paix, mesure nécessaire si l'on veut que la poursuite et le jugement soient réellement séparés, surtout si la compétence du juge de paix est augmentée.

La juridiction correctionnelle cantonale se trouve là en germe, mais aux mains du juge de paix seul ; on n'y trouve

pas l'idée de l'administrateur-ministère public et juge d'instruction, avec deux juges nommés *chaque année* par le gouverneur, évidemment sur sa présentation.

La vraie *genèse* des décrets, leur conception toute *administrative*, est dans la délibération des délégations financières du 27 décembre 1898, lue par M. Begey à la Chambre ; on y propose précisément le tribunal répresssif qui est constitué par les décrets ; on y demandait même la présidence pour l'administrateur, seul capable, disait-on, de commander aux indigènes. Il suffit de lire cette délibération pour reconnaître que ni la forme, ni le fond n'appartiennent aux indigènes, qu'ils sont les porte-paroles de l'administrateur.

Dès cette époque, nous disions dans le *Journal des tribunaux algériens* : « Tout d'abord, la compétence *des délégations financières* en cette matière nous paraît fort contestable. En second lieu, leur *desideratum* nous suggère les réflexions suivantes : Que fera cet unique indigène dans son isolement ? Pourquoi un délégué de l'administration au milieu des magistrats ? On appelle cela *séparation des pouvoirs* ! Sous l'œil de l'administrateur, les magistrats voteront-ils librement ? Les croira-t-on libres ?... Cette croyance est nécessaire pour assurer le respect de la chose jugée... On veut juger vite, c'est parfait ; bien juger, est encore mieux. Il ne faut pas s'exposer à juger mal en jugeant vite. On dit que l'assimilation est impossible, et quand elle est faite, quand elle est acceptée pour la justice criminelle, on l'anéantirait ?... Il ne faut pas affaiblir le pouvoir judiciaire pour relever le pouvoir administratif. C'est le contraire qu'on obtiendrait et l'on discréditerait l'un et l'autre. »

Dans sa réponse aux délégations, M. Laferrière parle d'abord du tribunal correctionnel transformé en tribunal criminel avec l'adjonction d'un administrateur et d'un indigène qui pourrait être le cadi, puis d'un tribunal de canton formé d'un juge et de deux assesseurs. Il ajoute que *de bons esprits ont proposé un juge unique.*

M. Jonnart, à son tour, propose, outre le *projet* du jury criminel soumis au Sénat, l'extension au civil de la juridiction des cadis, et, au criminel la généralisation du système des commissions disciplinaires.

M. Waldeck-Rousseau, en déposant le projet, disait avec raison qu'il vaut mieux prévenir que réprimer ; cela signifie que la *sécurité* dépend plus de la police préventive que de la justice répressive.

Telle était la situation quand M. Révoil a succédé à M. Jonnart, le gouvernement a préféré organiser au canton,

non une commission disciplinaire dont la présidence aurait pu être donnée à l'administrateur, mais un tribunal répressif entièrement substitué au tribunal correctionnel pour les délits commis par les indigènes, ce qui est bien différent d'une commission prévenant les délits par de peines disciplinaires pour infractions à des mesures de sûreté.

Examen des décrets

La première question est celle de leur légalité.

Avec la Cour de cassation, nous pensons que, l'organisation de la justice en Algérie ayant eu lieu par ordonnances et par décrets, on peut la modifier par décrets, pourvu que ces décrets ne contreviennent pas à des lois applicables à l'Algérie, par exemple à la loi sur la relégation, à la loi sur la presse, etc.

Mais convenait-il de recourir à un décret plutôt qu'à une loi? Pour nous, aucun doute, il eût été préférable de recourir à une loi, puisque déjà le Parlement était saisi d'un projet relatif au jugement des crimes commis par les indigènes. On a voulu devancer le vote de cette loi, on a voulu ne pas s'exposer à des critiques, à des amendements ou au rejet de la proposition ; si le projet de Cour criminelle a éprouvé des retards, c'est qu'il faisait revivre un système d'assesseurs condamné depuis cinquante ans après expérience, un système contraire à l'opinion des Algériens, et non réclamé par les indigènes, qui auraient accepté très volontiers la Cour d'assises sans jury ou le tribunal correctionnel.

Il est bizarre de voir l'organisation judiciaire pour les indigènes réglée en partie par une loi, en partie par décrets ; déjà il était singulier de créer, après 70 ans de conquête, une justice répressive spéciale pour les indigènes.

Puisque le Parlement a été saisi et que la Chambre s'est prononcée sur un ordre du jour, il conviendrait de tout régler par une loi, d'autant qu'on ne peut, par décret, toucher à la loi sur la relégation, déclarée applicable à l'Algérie. La Cour de cassation, 5 févr. 1903, l'a ainsi décidé, ainsi que la Cour d'Alger, 19 déc. 1902 ; trib. de Philippeville, 11 juill. 1902 ; de Bougie, 17 juill. 1902 ; de Bône, 18 sept. et 17 nov. 1902 ; trib. répressif d'Alger, 15 et 21 juin 1902 ; d'Aumale, 23 déc. 1903 (1).

Aux termes de toutes ces décisions, la relégation ne peut être prononcée par les tribunaux répressifs ; leurs condam-

(1) Voir encore Alger, 14 mars 1903 ; Cass., 6 mars 1903 (*Rev. Alg.*, 1903, 2. 113 et 150).

nations ne pourraient même compter pour la relégation et les tribunaux correctionnels seraient incompétents pour statuer ; dès lors, les indigènes récidivistes ne seraient jamais condamnés à la relégation qui est la peine la plus efficace pour la sécurité. La loi seule et non le décret peut modifier la loi de 1885 sur la relégation. Le décret ne pourrait que réserver aux tribunaux correctionnels les affaires relatives à des délits pouvant entraîner la relégation ou des condamnations comptant pour la relégation.

M. Estoublon vient d'émettre, dans un article publié par le *Temps*, cette opinion qu'une loi seule peut modifier la compétence pour l'application de la loi sur la relégation.

De cette première question, passons à une autre. M. Albin Rozet a demandé que les délits commis par les indigènes soient jugés par les tribunaux correctionnels ou par le juge de paix seul, sans assesseurs. Nous partageons absolument cet avis.

De ce que la Cour criminelle musulmane siège au chef-lieu d'arrondissement, il n'en résulte pas que les délits ne puissent plus être jugés qu'au canton. Les Cours d'assises avec jury siègent à Oran, Constantine, Bône ; deux juges sont assesseurs du conseiller qui préside les assises, et les tribunaux de ces trois villes ont toujours été compétents pour juger les délits des Français, des étrangers, des indigènes. Il en est de même en France.

Ces tribunaux jugent avec célérité ; M. Eon, dans son discours de 1892, l'a proclamé solennellement, la statistique le prouve. Pourquoi restreindre leur compétence ?

Si l'on craint leur indulgence, c'est une erreur ; ils sont très-sévères, et quand on arrive de France on est surpris de cette sévérité. Si leur nombre est insuffisant, on peut créer de nouveaux tribunaux, pour les rapprocher des justiciables.

Les juges de ces tribunaux sont bien plus capables, plus expérimentés que les juges de paix qui, en Algérie, débutent dans la carrière. Ces derniers sont d'excellents auxiliaires, mais ils ont besoin d'apprendre, d'acquérir de l'expérience, et il est impardonnable d'exposer l'honneur et la liberté des prévenus à des erreurs bien difficiles à éviter en Algérie où le mensonge des témoins est si fréquent.

Que les prévenus soient jugés au chef-lieu d'arrondissement ou au chef-lieu de canton, la sécurité n'a rien à y perdre ni à y gagner. La répression a lieu dans un cas comme dans l'autre ; le tribunal correctionnel en impose davantage, ses jugements produisent plus d'effet sur les indigènes.

Les frais seront plus grands ? Cela est possible, mais si la justice est mieux rendue, l'erreur moins fréquente, les frais sont bien employés. Sur les lieux, le juge est moins libre de toute influence, de tout préjugé, plus exposé à la suspicion.

Les juges de paix sont déjà surchargés, ils ne pourront suffire à leur tâche.

L'exemplarité résulte de la condamnation, non de la proximité du tribunal qui la prononce : elle peut être publiée, elle sera toujours connue et très-notoire parmi les indigènes.

Le ministère public peut saisir le tribunal correctionnel immédiatement au cas de flagrant délit et par citation directe, sans instruction préalable, dans les autres cas ; la répression peut être prompte.

Toutes les questions de relégation, de conflit avec une autre loi applicable à l'Algérie disparaîtraient. Tout devient simple. Une double juridiction complique tout, rien n'est sûr et l'on ne comprend plus pourquoi une juridiction spéciale ne serait pas créée pour chaque race, pour chaque religion et serait le privilège de la race vaincue, de la religion musulmane.

Si les délits commis par des indigènes étaient enlevés à la juridiction correctionnelle ordinaire, nous n'hésiterions pas à demander que le jugement en fût confié au juge de paix seul, à charge d'appel.

Seul responsable, il jugerait mieux. Craignant une réforme, il ferait tous ses efforts pour bien juger.

Il n'y aurait pas de lutte, plus ou moins sourde, entre l'administrateur et lui, avec ces deux juges, nommés chaque année par le gouverneur sur les renseignements donnés par l'administrateur.

Cette lutte d'influence n'existe déjà que trop, elle serait incessante et déplorable.

Si l'on ne supprimait pas les assesseurs, ils devraient être choisis par le premier président, et le ministère public par le procureur général. Triste présent !

Il faudrait au moins décharger le juge de paix de toute responsabilité des jugements rendus contre son opinion en ne le forçant pas à les signer.

C'est avec raison que les décrets ne soumettent pas à cette juridiction exceptionnelle les musulmans étrangers, mais il faudrait en exclure les israélites, les ibadites, les mozabites et n'y soumettre que les indigènes musulmans non naturalisés.

Le texte doit être formel à cet égard ; c'est ainsi d'ailleurs que la Cour d'Alger l'a interprété, arrêt du 27 déc. 1902,

malgré la circulaire du procureur général où se trouve émis un avis contraire (1).

Les décrets confient au tribunal répressif le jugement de tous les délits commis par les indigènes non naturalisés. Si une loi n'intervient pas, on supprimerait nécessairement tous les délits comptant pour la relégation. Nous restreindrions la compétence de ce tribunal aux délits ruraux, aux délits-contraventions, peut-être à quelques larcins ou filouteries, tels que la grivèlerie, à ceux ayant le caractère de délits locaux.

A coup sûr, nous ne cumulerions pas les fonctions du ministère public avec celles de l'instruction. Le juge de paix algérien est surtout un juge d'instruction ; nous serions d'avis d'étendre ses pouvoirs à cet égard aussi loin que possible, afin d'activer l'instruction, d'éviter des retards regrettables.

S'il jugeait seul, il n'y aurait aucun inconvénient à ce qu'il fît l'instruction, puisque, s'il ne la fait pas, il a le droit de la refaire, il a même le devoir d'entendre les témoins. Jusqu'en 1897, le juge d'instruction, en Algérie, a pu siéger à la Cour d'assises, dans les affaires instruites par lui. Ce que l'on ne saurait admettre, c'est l'instruction faite par le ministère public, par celui qui accuse, qui poursuit la répression.

Ce qu'exige la sécurité, c'est un commissaire de police auprès de chaque juge de paix ; c'est lui qui organiserait la police préventive à l'aide de la gendarmerie, qui assurerait la répression, qui la poursuivrait et la requerrait à l'audience. Chacun aurait son rôle distinct, sa fonction indépendante.

Si la procédure est plus compliquée pour la Cour d'assises, c'est afin de prévenir les erreurs du jury, d'un juge peu habitué aux affaires, elle est très simple au correctionnel ; nous ne voyons pas pourquoi on la modifierai pour le tribunal répressif, si l'on persiste à créer cette juridiction spéciale.

La procédure du flagrant délit ne peut être toujours employée ; mais la citation directe peut être prompte, elle doit être écrite pour en avoir la preuve. L'instruction préalable est inutile si le juge de paix est seul ; il la fait à l'audience ou sur les lieux, en ordonnant son transport.

La défense doit être libre et complète, un avocat peut être exigé. Les décrets laissaient un doute, la circulaire du procureur général l'a levé, et le droit a été reconnu par tous.

L'opposition et l'appel sont de droit, surtout pour une juridiction rudimentaire, ayant besoin d'un frein salutaire contre l'arbitraire auquel tout homme est enclin.

---

(1). Voir aussi Alger, 14 mars 1903 (*Rev. Alg.*, 1903. 2. 155).

Le pourvoi en cassation est nécessaire également et doit pouvoir être exercé par le prévenu comme par le ministère public ; il garantit le respect de la loi. La défense doit avoir les mêmes droits que l'accusation.

Pourquoi avoir soulevé tant de difficultés alors que la juridiction correctionnelle fonctionnait si bien, et était acceptée par les indigènes, alors qu'elle offrait à tous une garantie bien plus sérieuse que le tribunal improvisé par les décrets et dont la commission ne parviendra pas à rendre l'organisation plus simple et meilleure que celle du tribunal correctionnel ?

La sécurité ne demandait pas une réforme de haut en bas dans l'échelle judiciaire pour le jugement des délits, mais des mesures de protection pour les colons, pour les indigènes, une amélioration de la police administrative.

C'est là que doit porter l'effort.

Le vol de nuit, voilà l'ennemi qu'il faut combattre, supprimez-le et on ne vous parlera plus d'insécurité ; il conduit souvent à l'assassinat, à une lutte héroïque à main armée entre les assaillants et l'assailli, parfois isolé, réduit à ses seules forces. S'il tue un assaillant, jamais il n'est poursuivi, il mérite d'être protégé, et il l'est par la justice.

Il faut consacrer législativement cette protection. Le vol, si fréquent de bestiaux a produit la *béchara*. Quelque temps après le vol un indigène se présente chez le volé et offre de lui faire rendre l'animal disparu moyennant une certaine somme, une sorte de rançon. Ce *béchard* est-il un des voleurs, un receleur ou un *détective* dont l'industrie profite à la victime du vol et doit être rémunéré ? La Cour d'Alger a décidé que la preuve de la complicité du recel doit être faite par l'accusation. Rien de plus juridique, mais la Cour n'est pas difficile sur la preuve. Nous croyons qu'il serait possible à l'administration d'utiliser les services des béchards comme *détectives* dans l'intérêt de la police ; on devrait en faire l'objet d'une disposition du code de l'indigénat, exercer sur les béchards une surveillance très active : complices ou recéleurs, ils seraient punis par la justice ; simples agents des voleurs auprès des volés, ils seraient punis disciplinairement ; *détectives* agents des victimes, aides de police pour découvrir les voleurs et faire rendre les produits des vols, ils seraient récompensés.

Le code de l'indigénat devrait être rédigé avec soin ; on ne devrait jamais punir l'indigène soupçonné d'être l'auteur d'un crime ou d'un délit pour cette suspicion, puisqu'on reconnaît qu'il ne peut être poursuivi, mais pour l'infraction à des

règlements imposés aux indigènes en vue de la sécurité.

Les administrateurs seuls, non les juges de paix ni les tribunaux, devraient être chargés de punir ces infractions. Si le tribunal répressif a été créé pour punir des suspects, ce n'est pas une œuvre judiciaire, ni une œuvre morale : tout tribunal ne doit punir que le coupable, convaincu d'avoir commis le délit ; mais pour obtenir la sécurité publique on ne peut imposer aux indigènes, individuellement ou par groupes, des mesures dont l'inobservation pourra être punie administrativement, des responsabilités qui pourront être invoquées en cas de crime ou de délit.

Nous sortons ici du domaine judiciaire dans lequel nous devons nous renfermer ; le tribunal répressif ne doit pas être un instrument de *police administrative*, il faut qu'on ne lui attribue pas ce rôle ; les tribunaux correctionnels étaient au-dessus de ce soupçon que l'opinion publique infligera à des tribunaux dont deux membres nommés chaque année sont à la discrétion de l'administration.

Quand on a une institution demi-séculaire acceptée, respectée par tous, on ne l'échange pas contre une institution défectueuse et qui n'a pas même le mérite de la nouveauté puisqu'elle est empruntée à une époque où l'on ne pouvait en employer une autre et qu'on l'a rejetée, après expérience, aussitôt qu'on l'a pu.

DE LA TUTELLE DES MINEURS

ET DE

L'INTERDICTION EN KABYLIE

COMMENTAIRE DU DÉCRET DU 1er AOUT 1902 (1)

Depuis longtemps, tous ceux qui s'intéressent au sort des vaillantes populations kabyles s'étaient préoccupés des abus qui se commettaient au préjudice des enfants mineurs. Le décret du 1er août 1902 est venu mettre fin à un état de choses vraiment regrettable. Mais avant d'étudier en détail ce décret il n'est pas inutile de résumer ce qui avait lieu antérieurement à son application.

Jusqu'au décret du 29 août 1874 on appliqua dans cette matière les règles des coutumes kabyles. Lorsque le père n'avait pas, avant de mourir, désigné un tuteur à ses enfants mineurs, la tutelle était dévolue au plus proche parent de la ligne paternelle ou, à son défaut, de la ligne maternelle. S'il n'existait aucun parent dans l'une et l'autre ligne, la djemaâ nommait elle-même le tuteur. Dans ce pays où chaque village jouissait d'une véritable autonomie, l'exercice de la tutelle devait forcément offrir de nombreuses divergences dans les usages locaux. Mais les règles générales présentaient beaucoup d'analogie avec le système mis en vigueur par notre Code civil.

Notre conseil de famille était représenté par la kharouba ou ensemble des individus plus ou moins parents qui habitent une même fraction. La djemaâ était une sorte de tribunal qui avait un pouvoir souverain en matière de tutelle. Les décisions concernant la fortune immobilière des mineurs devaient obtenir sa sanction, et sa protection pouvait produire des

(1) V. ce décret *Rev. Alg.*, 1902. 3. 103.

résultats d'autant plus efficaces qu'elle était constamment en contact avec les mineurs et que les biens appartenant à ces derniers se trouvaient généralement rapprochés du village.

Le décret du 29 août 1874 a supprimé implicitement cette organisation de la tutelle, sans indiquer cependant les règles auxquelles elle serait désormais soumise. Peut-être pensait-on que proche était le moment où l'on pourrait définitivement remplacer les anciennes coutumes par le droit français. Malheureusement il n'en fut rien et les intérêts des mineurs furent laissés à l'abandon.

M. le procureur général Fourcade se préoccupa de cette situation. Par une circulaire en date du 6 janvier 1876, il prescrivit aux juges de paix d'intervenir et d'appliquer les règles du droit français dont les dispositions n'avaient, sur ce point, rien d'irréconciliable avec les coutumes kabyles. Il s'était, dès lors, établi un usage qui n'était sanctionné par aucune loi, mais qui était accepté par la population indigène. Averti par les présidents des douars, par les administrateurs, par les maires, par un parent, par un ami ou saisi par un jugement du tribunal d'arrondissement, le juge de paix, conformément aux art. 405 et suivants C. civ., réunissait le conseil de famille. Sous sa présidence, on procédait à la nomination d'un subrogé tuteur, et d'un tuteur lorsque le père n'avait pas désigné ce dernier avant de mourir. Sur les indications des membres du conseil de famille, il était fait un inventaire sommaire des biens laissés par le défunt. Les ventes d'immeubles devaient être autorisées par le conseil de famille. Enfin, en cas de refus de comparaître devant le juge de paix, les récalcitrants étaient punis des peines de l'indigénat. Malheureusement, les magistrats cantonnaux n'étaient pas toujours avisés des décès. On ne recourait guère à leur intervention que pour régulariser la vente d'un immeuble sur lequel un mineur avait des droits ou lorsqu'il fallait que ce dernier fût représenté dans une instance judiciaire. De plus, les frais de réunion du conseil de famille s'élevant en moyenne à 15 et 20 francs, cette somme était considérable lorsque le patrimoine laissé était de peu d'importance. Enfin l'inventaire fait était forcément sommaire et ne présentait aucune garantie. Aucune surveillance n'était exercée sur ceux qui géraient les biens des incapables ; de sorte qu'on voyait des mineurs, dépouillés par leurs proches, tenter vainement, lorsqu'ils étaient devenus majeurs, de se faire restituer leur patrimoine. Ils ne pouvaient en effet, à défaut d'inventaire, prouver la spoliation dont ils avaient été victimes qu'en invoquant des témoignages qui n'éclairaient nullement le juge, puisqu'ils pouvaient être combattus

par d'autres témoignages. Une réglementation était nécessaire. La loi française ne pouvait être appliquée purement et simplement en Kabylie. Il fallait adapter, à ce milieu si différent du nôtre, les principes de notre droit, en rendant la procédure aussi simple, aussi rapide et aussi peu coûteuse que possible. Ces avantages ont été réalisés par le décret du 1er août 1902, auquel on peut, cependant, adresser encore quelques légères critiques.

D'après les coutumes kabyles, la majorité était fixée d'une façon approximative de la quinzième à la seizième année. Et encore l'âge ne pouvait-il se déterminer que par le développement physique, puisque les naissances n'étaient constatées par aucun acte. Il n'y avait rien de fixe. On comprend facilement les nombreux inconvénients que cela pouvait présenter étant donné les rapports constants de ce peuple avec nous.

En 1888, une commission spéciale fut constituée pour élaborer un projet d'organisation de la tutelle. Ses opérations n'aboutirent pas et la question sommeilla jusqu'en 1895, époque à laquelle elle fut de nouveau examinée.

En 1900, une nouvelle commission fut nommée ; elle fut appelée à statuer sur un projet élaboré par les soins de M. le procureur général près la Cour d'appel d'Alger. Ce projet avait, été soumis préalablement à l'examen de tous les juges de paix et administrateurs de l'Algérie, mesure excellente qui provoqua des avis très précieux.

La commission était composée de MM. Wurtz, Lefébure, Bussière, du bâtonnier de l'ordre des avocats, de MM. De Peyre, Luciani et Masselot.

Elle apporta des modifications qui permirent, en 1901, de soumettre un projet très complet au conseil de gouvernement.

Le 14 juin 1902 la section kabyle de délégations financières consultée donna un avis favorable.

TUTELLE DES MINEURS

Ceux qui n'ont pas vécu au contact direct du peuple kabyle peuvent se demander pourquoi le décret du 1er août 1902 a fixé la majorité à 18 ans, au lieu d'adopter l'âge de 21 ans fixé par la législation française. L'idée a été excellente. En effet, les Kabyles sont portés d'office au rôle des prestations et des impôts à l'âge de 18 ans. A cet âge, d'ailleurs, ils sont souvent mariés et chargés de famille ; le sentiment qu'ils professent

pour cette dernière, ainsi que le tempérament de leur race, font qu'ils exercent, très jeunes, la profession de colporteurs et qu'ils sont peu enclins à la dépense. Ils ont besoin, pour se livrer au commerce, de pouvoir contracter des obligations et de jouir de leurs droits civils et politiques. Il serait donc injuste de les leur refuser, à cette période de leur existence, puisqu'il est reconnu qu'à l'âge de 18 ans ils ont, sinon plus de maturité d'esprit que les européens, du moins une notion plus exacte de leurs intérêts.

D'autre part, il importait de ne pas faire application aux kabyles de l'art 476 du Code civil et de déclarer que conformément d'ailleurs à leurs coutumes, le mariage ne produirait pas émancipation pour le mineur qui le contracterait. Il ne faut pas oublier, en effet, que les kabyles se marient souvent à 10 et même à 8 ans. Il serait donc arrivé que des enfants auraient pu, même avant l'âge de raison, avoir la disposition de leurs biens.

L'art. 3 décide, avec raison, que la garde de la personne des enfants (hadana) reste régie par les coutumes kabyles et le droit musulman. La mise en tutelle des mineurs a pour effet exclusif de protéger leurs biens, d'en assurer la gestion. La plus grande latitude était laissée au législateur pour règler cette question et modifier la coutume. Mais la garde de la personne des pupilles touche aux mœurs et il eut été plus délicat d'innover sur ce point. D'ailleurs, il n'y avait pas lieu de le faire, les kanouns kabyles protégeant suffisamment, et autant que notre propre législation, la personne des pupilles.

Dévolution de la tutelle

L'art. 8 fait un devoir à l'officier de l'état civil qui reçoit les déclarations de décès de demander aux déclarants si les décédés ont laissé des enfants mineurs et, en cas de réponse affirmative, d'en aviser le juge de paix du canton dans un délai de huitaine. De cette façon, ce magistrat sera toujours prévenu des cas dans lesquels il doit s'occuper des intérêts des mineurs, ce qui n'était auparavant que l'exception. Mieux que personne, les maires et les administrateurs des communes mixtes étaient désignés pour aviser le juge de paix, puisque c'est à eux que sont faites les déclarations de décès. Ils doivent aussi demander à la femme qui se marie ou à son représentant si elle est tutrice d'enfants mineurs et, en cas d'affirmative, aviser le juge de paix auquel il est prescrit de nommer un autre tuteur.

Les déclarations, au lieu d'être faites à l'officier de l'état civil, peuvent être reçues par les adjoints indigènes, qui les transmettent, tous les huit jours, sur des volants, aux maires et aux administrateurs. On s'est demandé s'il y avait lieu d'imposer à ces agents l'obligation de tenir un registre. Le décret a décidé avec raison qu'ils devraient simplement poser aux déclarants les questions indiquées ci-dessus et mentionner les réponses sur les volants.

Pour éviter que l'officier de l'état civil puisse éluder les obligations auxquelles il est astreint, il doit indiquer, en marge de l'acte de décès, qu'il a posé aux déclarants toutes les questions voulues et transcrire leur réponse.

Il était indispensable, afin que le décret ne restât pas lettre morte, d'édicter des pénalités contre les officiers de l'état civil qui négligeraient de prévenir régulièrement les juges de paix, contre les déclarants qui feraient sciemment des réponses inexactes et contre les adjoints indigènes qui ne se conformeraient pas aux prescriptions indiquées.

Est-il bien nécessaire de dire qu'on ne devra sévir que lorsque la faute ou la négligence aura été absolument établie?

La peine qui peut être prononcée contre l'officier de l'état civil et les déclarants consiste en une amende infligée par le tribunal civil et qui va de 5 à 30 francs. En cas de récidive, elle peut être élevée de 30 à 100 francs. L'art. 463 ne peut jamais être appliqué. Les adjoints indigènes peuvent être punis disciplinairement par leurs chefs hiérarchiques. On ne comprend pas bien pourquoi on a fait cette distinction dans la pénalité à appliquer. Il eut été, semble-t-il, plus logique, plus simple d'édicter contre tous la même sanction. La négligence des agents indigènes est aussi blâmable et aussi fâcheuse dans ses conséquences que celle des autres fonctionnaires, et on peut se demander si la crainte d'une punition disciplinaire suffira à tenir leur attention en éveil.

Dans l'art. 4 relatif à la désignation du tuteur, on aurait dû, à mon avis, ainsi que le demandaient les délégues financiers kabyles dans leur séance du 14 juin 1902, déclarer valable la désignation faite verbalement et en présence de plusieurs témoins par un indigène illettré qui meurt loin de la résidence du notaire et du cadi notaire. On a probablement voulu éviter les fausses déclarations qui se produisent si facilement dans ce pays. On aurait pu parer à cet inconvénient en exigeant que la déclaration fut faite en présence des personnes honorables telles que présidents de douars, gardes-champêtres, amins notables du village. Il

arrivera rarement, en effet, chez ce peuple imprévoyant et économe que le père songe, lorsqu'il sera en bonne santé, à désigner, dans un acte, un tuteur à ses enfants.

Pour la désignation par acte sousseing privé, il y aura lieu de se défier des faux que les indigènes fabriquent avec tant de facilité. Le juge de paix agira prudemment en vérifiant qu'il émane bien du père et non d'un individu ayant intérêt à être chargé de la tutelle.

Les dispositions de l'art. 4 sont conformes à la coutume kabyle. Le père peut, avant sa mort, désigner à l'avance un tuteur à ses enfants mineurs. Contrairement au droit français, la mère survivante n'est pas tutrice de plein droit ; mais elle peut faire l'objet d'une désignation de la part de son mari, qui a même, d'après les kanouns, la faculté de lui imposer un conseil. Les textes sont, sur ce point, absolument identiques à l'art. 391 C. civ.

L'art. 5 dispose que si le père, avant de mourir, n'a pas désigné un tuteur, le juge de paix, prévenu, conformément à l'art. 8 que nous avons déjà étudié, réunit le conseil de famille pour procéder à cette nomination. Le conseil, présidé par ce magistrat, est composé des plus proches parents du mineur dans la ligne paternelle et de deux des plus proches dans la ligne maternelle. Étant donné que les indigènes peuvent avoir intérêt, pour des motifs divers, à ne pas citer les membres les plus proches pour composer le conseil de famille, le juge de paix pourra utilement consulter l'administration locale, qui sera à même de se rendre compte, par les registres matrices de l'état civil, si ceux désignés sont bien les plus proches. On a spécifié, avec raison, qu'en cas de survivance, la mère représenterait, de plein droit, un des deux parents de sa ligne, et que, si elle en avait la capacité, elle pourrait être désignée comme tutrice. Cela ne peut être qu'un bien, car, mieux que personne autre, la mère pourra défendre les intérêts de ses enfants si elle n'est pas choisie comme tutrice, ou, dans le cas contraire, s'en occuper avec zèle et désintéressement. Il est à souhaiter que la tentative faite pour rehausser la condition de la femme kabyle ne soit pas illusoire et que, dans la pratique, celle-ci ne se voie pas enlever les fonctions de tutrice quand elles lui auront été confiées. Une des conséquences heureuses du décret serait le commencement de l'émancipation de la femme kabyle, à laquelle il serait humain de donner plus de liberté dans tous ses actes, le droit de disposer de sa personne sans contrainte et de pouvoir hériter. Ce droit successoral est, d'ailleurs, reconnu à la femme par la loi

coranique. Il a été enlevé aux femmes kabyles, il y a cent ans environ, dans une réunion plénière qui a eu lieu à Djemaâ-Sarridj, près de Mékla, canton de Fort-National. Cette décision avait été prise afin que les tribus, souvent en guerre à cette époque, ne puissent être affaiblies par la perte de terrains revenant aux femmes et qui, par le fait de leur mariage, pouvaient passer aux mains des ennemis. Cette raison n'existe plus à présent, et l'État agira justement et humainement toutes les fois qu'il prendra des mesures tendant à rendre à la femme kabyle ses droits absolus.

Avant la promulgation du décret, le conseil était composé de trois parents de la ligne paternelle et de trois de la ligne maternelle. Le juge de paix présidait, le conseil votait, et c'est la majorité qui nommait le tuteur. Une innovation très heureuse a été de confier au juge de paix seul le choix du tuteur, après avoir simplement pris l'avis du conseil de famille. Les membres de ce conseil, en général, n'obéissent qu'à leur intérêt personnel et il n'est pas rare qu'il y ait collusion entre eux pour spolier les mineurs.

D'après l'ancien état de choses, il y avait, dans toute tutelle (art. 420 C. civ.), un subrogé tuteur. Mais cela était préjudiciable aux intérêts des mineurs. On a donc eu raison de supprimer cette fonction. Cependant il peut y avoir opposition d'intérêts entre le tuteur et le mineur; dans ce cas, le juge de paix nomme un tuteur *ad hoc* conformément aux règles qui précèdent.

Une autre éventualité était à prévoir : la mère, nommée tutrice, peut se remarier; elle tombe alors sous la dépendance d'un homme dont les intérêts sont souvent coutraires à ceux du mineur et chez lequel, du moins, on ne peut pas présumer, à l'égard de ce dernier, des sentiments d'affection, de désintéressement et de grande bienveillance. Il est stipulé, conformément à la coutume kabyle, formelle sur ce point, que la mère qui se remarie, est, de plein droit, et dans tous les cas, déchue de la tutelle.

Les Kabyles ayant contre tous les enfants nés hors mariage des idées préconçues et aveugles, il n'y avait pas lieu d'exiger que le conseil fût consulté pour leur désigner un tuteur; le juge de paix fera seul et utilement cette désignation.

Il était indispensable d'établir une sanction dans le cas où les personnes régulièrement convoquées pour faire partie du conseil de famille ne comparaîtraient pas et ne justifieraient pas d'une excuse valable. Pour remplacer les peines de l'indigénat qui étaient anciennement applicables, il est édicté que le juge de paix aura la faculté, conformément à l'art. 413

C. civ., d'infliger, sans appel, une amende qui ne pourra excéder 50 francs.

L'art. 6 énumère les personnes qui, pour des raisons diverses, mais toutes très justes, ne pourront pas faire partie du conseil de famille.

Ce texte ne comporte aucune observation, si ce n'est qu'on a bien fait de laisser le juge de paix libre de conserver la tutelle à ceux qui auraient encouru certaines condamnations; cela peut, en effet, ne pas les empêcher de s'occuper sérieusement et consciencieusement des intérêts des mineurs. La coutume kabyle dit, d'ailleurs, elle-même : « Aucune condamnation n'enlève le droit à la tutelle, quelle que soit la sévérité de la peine, pourvu que celui qui en est atteint ne soit pas obligé de quitter le pays » (Hanoteau et Letourneux, t. II, p. 199).

Rôle et pouvoirs du tuteur

L'art. 2, relatif à l'administration des biens du mineur, n'a rien changé aux coutumes kabyles, qui sont, d'ailleurs, conformes sur ce point à notre droit français.

Mais que se passe-t-il lorsque la tutelle est ouverte par suite du décès du père? Averti en temps opportun, le juge de paix doit prendre les mesures nécessaires pour qu'il soit dressé inventaire et pour que la tutelle soit, suivant les cas, constituée ou régularisée.

Par qui l'inventaire doit-il être dressé? Si le juge de paix, pour y procéder, se transportait au domicile du décédé avec son greffier et son interprète, les frais absorberaient une partie de la succession. Pour protéger les mineurs on leur ferait subir un préjudice. Il était donc préférable de décider, comme on l'a fait, que le cadi notaire procèderait à cet inventaire. C'est, d'ailleurs, lui seul qui, d'après les dispositions légales en vigueur, avait qualité pour remplir cette formalité dont il devra consigner les résultats sur un registre spécial. Le cadi agit sur la réquisition du tuteur, des créanciers, de tous parents ou autres intéressés et même d'office.

L'art. 9 exige qu'il procède en présence de toutes les parties ou elles dûment appelées. On peut se demander si les biens des mineurs sont ainsi — et surtout dans le cas où leurs représentants n'assisteraient pas à l'inventaire pour une cause ou pour une autre — suffisamment sauvegardés. L'intérêt de tous, et même du cadi qui doit tenir à mettre sa responsabilité à couvert, eût été d'exiger qu'il opère en

présence soit, de préférence, de la djemâa, soit des représentants de l'autorité, tels qu'adjoints indigènes, gardes champêtres et amins. Ces derniers, connaissant parfaitement les biens de la succession, pourront fournir au magistrat musulman des indications précieuses. De plus, on évitera ainsi les critiques plus ou moins fondées qui ne manquent pas de se produire presque toujours lorsqu'un cadi est appelé à dresser inventaire.

Il arrive fréquemment que, aussitôt après le décès du *de cujus*, et avant qu'aucune formalité ait pu être remplie, des personnes de son entourage essaient d'accaparer une partie des biens de la succession. Le cadi notaire ne saurait donc trop, ainsi que cela lui est prescrit, s'entourer de tous les renseignements possibles auprès des autorités indigènes pour s'assurer que les mineurs n'ont pas été frustrés, qu'aucune valeur de la succession n'a été détournée ou dissimulée.

Il était utile que l'arrivée du cadi, se transportant pour dresser inventaire, fût connue de tous. Les intéressés pourront ainsi se préparer à fournir au cadi tous les renseignements nécessaires et, si bon leur semble, surveiller ses opérations. Le public en sera averti par une ou plusieurs publications faites sur les marchés, et, afin d'éviter des frais, il y sera procédé gratuitement par les soins de l'autorité administrative.

Toutes ces formalités seront remplies sous le contrôle du juge de paix. On aurait pu décider utilement que l'inventaire serait dressé antérieurement à la réunion du conseil de famille et qu'il ne serait transcrit sur un registre spécial qu'après approbation par ce dernier.

Ainsi qu'on peut s'en rendre compte, les frais ont été réduits dans la mesure du possible. Cependant, il fallait encore les éviter aux indigents. Dans le cas de successions sans importance — et elles sont nombreuses en Kabylie — on a établi, avec raison, le système de l'assistance judiciaire.

Avec l'autorisation du juge de paix, le cadi notaire rédigera gratuitement un état sommaire qui tiendra lieu d'inventaire et qui mentionnera les valeurs successorales sur les indications des membres de la famille et du président du douar.

Les biens meubles, faisant partie d'une succession, sont, naturellement, ceux qui peuvent le plus facilement être détournés. Il peut donc souvent y avoir utilité à déterminer, à concentrer en quelque sorte leur valeur. Afin d'éviter des réunions de conseils de famille, toujours coûteuses, le juge de paix devra, dès la nomination du tuteur, consulter les

membres présents et ordonner, s'il y a lieu, la vente des biens meubles. Cette dernière devra être faite par le cadi notaire publiquement et en la forme musulmane. Les mêmes formalités seront remplies lorsque des immeubles, non soumis à la loi française, seront vendus. Il est interdit au tuteur de se rendre acquéreur des biens du mineur, à peine de nullité de la vente et de dommages-intérêts.

L'administration du tuteur est gratuite et il n'a droit qu'au remboursement de ses dépenses dûment constatées. L'art. 13 énumère les actes qu'il a le droit de faire de sa propre autorité et ceux pour lesquels l'autorisation du conseil de famille lui est indispensable.

Reproduisant les prescriptions de l'art. 454 C. civ., l'art. 14 prescrit aux juges de paix de fixer, le conseil de famille entendu, la somme qui pourra, chaque année, être dépensée dans l'intérêt du mineur. Le tuteur ne pourra pas ainsi dilapider l'argent du mineur sous prétexte qu'il l'a employé pour l'entretien ou l'éducation de ce dernier.

Mais que sera-t-il fait des revenus des biens du mineur, s'ils excèdent la somme que le tuteur peut dépenser annuellement ? Il importait de prendre des précautions pour qu'ils ne soient pas gaspillés. Aussi a-t-on prescrit que l'excédent devrait être remis par le tuteur au cadi notaire, qui est lui-même dans l'obligation d'en opérer le versement à la caisse d'épargne postale ou au Beit-el-Mal au nom du mineur. « Les sommes ainsi versées pourront être retirées pendant la minorité par le tuteur, avec une autorisation écrite du juge de paix. Lorsque la tutelle aura pris fin, ces derniers pourront être retirés soit par l'ancien pupille, soit par ses héritiers, sur le vu d'un certificat du juge de paix constatant la majorité ou le décès du dit pupille. Ce certificat sera délivré sans frais ».

Contrôle de la tutelle

Les coutumes kabyles, plus prévoyantes en cela que la loi musulmane, avaient formulé certaines règles permettant de contrôler la gestion du tuteur. Elles le mettaient, pour toutes les affaires sérieuses, sous la dépendance de la famille du mineur ou de la djemâa. Il était indispensable, cependant, de bien préciser les devoirs du tuteur, de prendre des précautions pour qu'il ne puisse pas s'en écarter, et dans le cas, où il le ferait, d'établir une sanction, tout en laissant, contre lui, au mineur, un recours efficace. L'art. 15 résume le système

de protection préventive et répressive organisé au profit des mineurs.

C'est avec raison qu'on a décidé que le tuteur qui ne rendrait pas régulièrement ses comptes encourrait, outre la révocation, une amende de 5 à 500 fr. Si, en effet, il n'y avait pas eu d'autre sanction que la révocation, certains tuteurs auraient fait exprès de la mériter, pour se débarrasser d'une tutelle onéreuse et ennuyeuse.

La vérification annuelle des comptes par le cadi notaire eut été, nous semble-t-il, plus efficace, si l'on avait fait participer les adjoints indigènes, sous leur responsabilité personnelle, à cette formalité, et si on les avait associés à la surveillance des tuteurs. Ces agents ne sont-ils pas mieux placés que personne pour connaître les moindres détails de la gestion du tuteur.

Durée des fonctions du tuteur

L'art. 16 indique comment la tutelle prend fin, c'est-à-dire par le décès du tuteur, par celui du pupille ou par sa majorité, enfin par la révocation du tuteur. On remarque qu'il n'est pas fait mention de l'émancipation, En effet, l'art. 1er du décret fixant à 18 ans l'âge de la majorité, cette courte durée de la minorité ne laissait guère de place à l'émancipation telle que la définit notre droit français. D'ailleurs, le mariage lui-même n'émancipe pas, chez les Kabyles, le mineur qui le contracte, ainsi que nous l'avons déjà énoncé. Il n'y a rien à dire sur les trois premiers cas qui sont naturels et normaux.

Mais dans quel cas la tutelle peut-elle cesser par la faute du tuteur ?

L'art. 7 précise que, doivent être remplacés, les tuteurs dont l'inconduite est notoire ou qui ont été infidèles ou incapables, sans qu'il y ait exception même pour le père lorsqu'il est tuteur légal. C'est au juge de paix de décider si les fautes reprochées au tuteur sont suffisamment établies, et si leur gravité présente assez d'importance. Ce magistrat statue à la requête de tout parent du mineur ou de tout intéressé et même d'office. Il ne se prononce, cependant, qu'après avoir consulté le conseil de famille.

Cette décision rendue par le juge de paix ayant une certaine importance, il était juste de décider qu'elle n'était pas rendue sans appel. Elle pourra être attaquée devant le tribunal d'arrondissement, mais aux frais du contestant et sans que

jamais — ce qui est équitable — les dépens puissent être mis à la charge du mineur. L'appel interjeté n'empêchera pas la décision du juge de paix d'être exécutoire. De cette façon, les tuteurs qui auront été destitués en premier ressort ne pourront pas, en cours d'instance, et lorsqu'ils prévoiront la confirmation de la peine, gaspiller volontairement les biens des mineurs ou spolier ces derniers. La destitution du tuteur n'influe nullement sur la condition juridique du pupille, la tutelle ne prenant pas fin de ce chef, celle-ci se continue sous la gestion d'un autre tuteur remplaçant immédiatement celui qui est destitué.

Reddition du compte de tutelle

Dans le mois qui suivra la fin de la tutelle, le tuteur devra présenter un compte définitif de gestion. S'il est décédé, cette obligation incombe à ses héritiers. Lorsque la tutelle aura cessé par suite de la majorité du mineur, c'est naturellement à ce dernier que les comptes seront rendus. Ils le seront au contraire au cadi-notaire, quand le tuteur sera décédé ou lorsqu'il aura été révoqué; l'incapacité du pupille existant toujours et ce dernier n'ayant pas qualité pour recevoir son compte. Cette formalité présentant une certaine gravité, on aurait dû exiger que, dans tous les cas, elle serait faite en présence du conseil de famille présidé par le juge de paix. Rien ne justifie la substitution du cadi-notaire au conseil de famille, et le magistrat musulman eût été le premier à ne pas désirer la responsabilité qui lui est laissée.

L'art. 17 oblige le tuteur à payer, sans délai, le reliquat de son compte, Il peut, s'il ne le fait pas, y être contraint selon les formes de la loi musulmane, et même, être poursuivi à la requête du parquet.

Tant que le compte de la tutelle n'aura pas été rendu et que le reliquat n'aura pas été payé, aucun contrat ne pourra être passé entre le mineur devenu majeur et le tuteur. Ce dernier pourra ainsi moins facilement abuser de l'inexpérience de son ancien pupille.

Les kanouns kabyles stipulaient, sans préciser, que si le mineur devenu majeur laissait s'écouler plusieurs années sans réclamer son compte, il ne serait plus admis à rechercher son tuteur. Cette règle étant trop vague et trop indéfinie, il importait de fixer nettement un délai après lequel le mineur ne pourrait plus demander compte à son tuteur. Étant donné

les idées et les mœurs kabyles, il n'eût pas été équitable d'appliquer à cette matière la prescription de 10 ans établie par l'art. 475 C. civ. C'est donc avec raison qu'on a décidé que toute action du mineur contre son tuteur, relativement aux faits de la tutelle, se prescrirait par 5 ans à compter de la majorité.

Frais

L'art. 18 fixe les émoluments que pourront réclamer les greffiers de paix et les interprètes pour la réunion d'un conseil de famille et, dans certains cas, les cadis notaires.

L'extrait de la délibération du conseil de famille délivré par le greffier, ainsi que sa traduction, seront donc établis sur papier libre. On applique ici, dans une large mesure, les principes de l'assistance judiciaire et l'on peut dire, étant donné la quantité des successions kabyles de minime importance, que, rarement, il sera perçu des émoluments.

INTERDICTION

Causes et procédure de l'interdiction

Comme toutes les législations, les coutumes kabyles protégeaient les personnes qui ne jouissent pas de toutes leurs facultés intellectuelles. Cependant, la garde de l'interdit était confiée à ses parents qui administraient ses biens et pourvoyaient à ses besoins. La djemâa ne lui nommait un oukil ou un tuteur que s'il n'avait pas de parents.

L'art. 22 du décret du 1er août 1902 prescrit, avec raison, que l'interdit sera toujours pourvu d'un tuteur, conformément aux règles inscrites dans les art. 4 et suivants dudit décret.

Les causes de l'interdiction, énumérées par l'art. 19, sont les mêmes que celles du droit français, y compris celles qui font pourvoir les prodigues d'un conseil judiciaire. « Le musulman kabyle, nous dit ce texte, qui est dans un état habituel de démence, d'imbécillité ou de fureur ou qui s'est montré manifestement incapable d'administrer ses biens, sera

interdit ». Seul, ce dernier cas n'était pas prévu par les coutumes kabyles.

Il va sans dire que l'individu majeur, quant aux biens, peut, seul, être interdit. Le juge de paix peut agir d'office et sans attendre que l'interdiction lui soit demandée. Cette mesure ne peut être réclamée que par un parent ou par l'époux. Dans ce cas, le magistrat ne la prononcera, naturellement, que si on lui apporte la preuve de faits la justifiant. Sa décision pourra être frappée d'appel, mais elle sera exécutoire par provision. Les frais occasionnés seront payés par le tuteur sur les biens de l'interdit. On aurait dû spécifier quel serait le coût de cette procédure. On peut, en effet, se demander si c'est le tarif ordinaire qui sera appliqué dans ce cas. Nous pensons, étant donné l'esprit d'économie du décret, que l'on devra, par analogie, s'en référer à l'art. 18. Les parties devront être convoquées sans frais ; l'extrait du jugement et sa traduction, si besoin est, seront délivrés sur papier libre, leur coût respectif sera de 1 fr.

L'art. 21 règle la publicité qui doit être donnée au jugement prononçant l'interdiction. On a comblé ainsi une lacune grave des coutumes kabyles, qui ne prescrivaient aucune publicité, et l'on n'a fait, en cela, que se conformer aux dispositions de la loi musulmane « Le juge doit s'occuper des publications des interdictions contre les mineurs ou les prodigues » (Sidi Khelil) à l'art. 501 du C. civ. et au décret du 17 avril 1889 « Les interdictions doivent être communiquées aux notaires et publiées dans toute l'étendue du ressort. »

Effets de l'interdiction.

Du jour où l'interdiction est prononcée, l'interdit est mis en tutelle. La conséquence de cette mesure est que tous les actes qu'il fera sans le consentement de son tuteur seront nuls de plein droit. Et tout ce qui a été dit sur ce point au sujet de la tutelle des mineurs s'applique à la tutelle qui a pour cause l'interdiction.

Mais l'interdit a pu, avant qu'aucune mesure n'ait été prise pour le protéger, passer des actes lui portant gravement préjudice. Quelle sera la valeur de ces derniers ? Ils pourront, nous dit l'art. 23, être annulés, si les causes de l'interdiction existaient manifestement au moment où ils sont intervenus. Les effets produits pour le passé par l'interdiction sont donc

identiques à ceux mentionnés dans l'art. 503 du C. civ. C'est d'ailleurs, dans ce sens que s'est toujours prononcée la cour d'appel d'Alger, de même, d'ailleurs, que la cour suprême, lorsqu'elles ont eu à statuer sur cette matière, en droit musulman.

Durée de l'interdiction

L'interdiction cesse avec la cause qui l'a motivée, c'est-à-dire par le retour de l'interdit à la raison ou par la cessation de ses habitudes de prodigalité, la disparition de son incapacité d'administrer ses biens. Mais cesse-t-elle de plein droit, ou bien, de même qu'elle n'est encourue qu'en vertu d'une sentence du juge de paix, subsiste-t-elle tant qu'elle n'a pas été levée par jugement? L'art. 24 du décret tranche nettement cette question en formulant « qu'il est donné mainlevée de l'interdiction par le tribunal qui l'a prononcée et suivant les mêmes formes ». Il y a simplement lieu d'ajouter que, tout naturellement, l'interdit est au nombre des personnes qui pourront réclamer, provoquer la mainlevée de son incapacité. De plus, la mainlevée de l'interdiction devra recevoir la même publicité que la décision qui l'avait prononcée.

Appendice

Il résulte de cette étude que le décret du 1er mars 1902 constitue, dans son ensemble, une réglementation précieuse qui a enfin permis de protéger, d'une manière efficace, les intérêts des mineurs et des incapables kabyles. De cet acte, il ressort d'une façon évidente que ses rédacteurs ont été principalement préoccupés de trois points essentiels.

En premier lieu, l'expérience ayant démontré que la loi française ne pouvait être purement et simplement appliquée en Kabylie, on a conservé, le plus possible, les règles des coutumes kabyles qui, d'ailleurs, lui sont identiques sur bien des points. On a surtout eu recours au droit français pour combler certaines lacunes et pour mettre un peu d'homogénéité dans les kanouns qui en sont souvent dépourvus. L'entreprise n'était, certes, pas trop hardie en Kabylie. Le Kabyle, en effet, ne répugne à aucun progrès ; il est définitivement conquis à la justice française. L'affluence des justi-

ciables dans nos prétoires ne démontre pas seulement la supériorité de notre justice, elle prouve également avec quelle facilité une réforme sagement conçue peut être introduite chez les populations kabyles principalement.

Le législteur a également tenu à simplifier, le plus possible, la procédure et à la rendre très peu coûteuse. C'est une mesure qui ne peut qu'être grandement appréciée par les intéressés.

Enfin, on a pris une décision précieuse, en laissant aux juges de paix le soin de décider souverainement de toutes les mesures à provoquer, de toutes les précautions à prendre. Sous la présidence intelligente et éclairée de ces magistrats méritants, les conseils de famille pourront utilement délibérer ; sous leur surveillance désintéressée, la gestion des tutelles kabyles se produira forcément au mieux des intérêts des mineurs.

Les résultats bienfaisants du décret sont donc faciles à prévoir et il y a lieu de s'en séjouir, puisque ceux qui en bénéficieront sont aussi nombreux que dignes d'intérêt.

Gaston RICCI,

Ancien juge de paix de Fort-National,
Avocat près la Cour d'appel d'Alger.

LA FAMILLE MUSULMANE

1. — « Scientifiquement interrogées, dit Létourneau, l'ethnographie et l'histoire répondent qu'à condition de durer suffisamment les sociétés humaines évoluent régulièrement, par étapes successives, qui sont : l'anarchie, le clan communautaire, la tribu républicaine d'abord, aristocratique ensuite, puis la monarchie, qui commence par être élective pour devenir héréditaire. Enfin certaines nations d'élite répudient de bonne heure la forme monarchique pour faire retour à un régime républicain, fort différent d'ailleurs de celui des tribus primitives, et préludent ainsi à des formes sociales nouvelles, encore cachées dans l'avenir » (1). Toujours est-il que « le clan familial se rencontre à l'origine de toutes les sociétés humaines et semble bien être un stade nécessaire » (2), et, qu'à un moment donné de leur existence, ces sociétés se présentent sous l'aspect, non pas de groupements d'individus, mais *d'agrégation de familles* (3) ayant ou croyant avoir une origine commune.

Or, dans un tel milieu social, la famille est tout. En dehors de la famille à laquelle il appartient, l'individu n'est rien ; il n'est membre du groupe social qu'à la condition de se rattacher à une famille de ce groupe, et une famille n'appartient à ce dernier qu'à la condition d'être, avec les autres familles qui en font partie, en communauté d'origine. L'individu n'existe que dans sa famille et par sa famille. A la tête, en effet, de chacune de ces agrégations de familles, se trouve placé un chef ; celui-ci, toutefois, ne gouverne qu'avec l'assistance des chefs de famille du groupe ; il ne peut prendre, sans leur consentement, aucune décision importante (4) ; mais il

(1) Létourneau, *L'évolution politique dans les diverses races humaines*, Préface, VII.

(2) *Eod. loc.*, p. 527.

(3) Sumner Maine, *L'ancien droit,* trad. Courcelle Seneuil, p. 119.

(4) Létourneau, *op. cit.*, p. 229 et 529.

n'a de rapports qu'avec les familles représentées par leurs chefs ; il n'a point à compter avec les individus, de même que, sur eux, il n'a pas d'action ; il ne peut rien, ni pour eux, ni contre eux. — Dans une telle société, la famille constitue bien la véritable unité politique.

D'autre part, à cette époque de l'histoire des sociétés humaines, les relations entre individus d'un même groupe, mais appartenant à des familles différentes, n'ont pas le caractère de relations individuelles. Celui qui contracte ou subit une offense, ne peut compter, pour poursuivre l'exécution de la promesse qui lui est faite ou obtenir la réparation qui lui est due, que sur l'assistance de ses proches ; aussi ne manque-t-il pas de s'assurer la participation de ces derniers au marché qu'il conclut, ou de réclamer leur aide dans la lutte qu'il va entreprendre pour venger l'offense reçue par lui. Si bien que les relations ébauchées entre individus mettent toujours deux familles en présence, de même que toute offense déchaîne la guerre entre la famille de l'offenseur et celle de l'offensé. Aussi les affaires, entre individus de familles différentes, ressemblent-elles « beaucoup plus à des affaires internationales, qu'à un commerce rapide entre individus » (1). En fait de rapports individuels, à cette époque, on n'en conçoit pas d'autres que ceux qui résultent de la constitution de la famille (2). — En sorte que, si la famille se trouve être, dans une telle société, la véritable unité politique, elle y est également la véritable unité sociale.

2. — Puis, tandis que la société se développe et progresse, le rôle politique de la famille tend à se restreindre, en même temps que son importance sociale tend à décroître. « A mesure que l'État acquiert une organisation puissante, qui absorbe les communautés particulières, l'importance de la famille, comme association politique s'efface, et le pouvoir du chef s'amoindrit » (3). L'État ignore de plus en plus la famille, pour ne plus connaître « que les individus, traitant directement avec eux » (4).

En outre, à ces relations entre individus de familles différentes, qui ne se nouent jamais sans la participation de ces familles ni ne se règlent sans leur intervention, qui ne sont

(1) Sumner Maine, *op. cit.*, p. 119.

(2) *Eod. loc.*, p. 156.

(3) Kœnigswarter, *Histoire de la constitution de la famille en France*, p. 327.

(4) Gr. Encyclopédie, v° *Famille*, p. 1180, col. 1.

jamais que des relations *interfamiliales*, se substituent peu à peu des relations individuelles. « Le mouvement des sociétés progressives a été uniforme sous ce rapport... Il a été remarquable par la dissolution graduelle de la dépendance de famille, qui a été remplacée peu à peu par des obligations individuelles » (1). — En somme, alors que « l'unité de l'ancienne société était la famille, celle de la société moderne est l'individu » (2). Si bien qu'il arrive un moment où la famille, au point de vue social comme au point de vue politique, n'existe, pour ainsi dire, plus.

3. — Ainsi l'existence de la famille cesse, en quelque sorte, de se manifester au dehors ; la famille semble se concentrer peu à peu, se replier sur elle-même et n'être bientôt plus animée que d'une vie purement interne. Mais à cela ne se réduit pas l'évolution de la famille ; car ce n'est pas seulement la vie extérieure de la famille qui se transforme, c'est également sa vie intérieure qui, avec le temps, se modifie. Tandis qu'à l'origine, les divers membres de la famille, c'est-à-dire tous ceux qu'unit le lien de la parenté, restent groupés sous l'autorité d'un chef, occupant un quartier déterminé de la cité ou vivant sur le même domaine, — sous l'influence du progrès économique principalement, ce groupe compact se désagrège et ses membres se dispersent, et le mot famille qui, primitivement, n'a qu'un sens, en arrive à avoir une double signification, et à être employé pour désigner, tantôt l'ensemble des individus issus d'une même personne et vivant sous le même toit, tantôt les groupes de personnes vivant séparés et souvent loin les uns des autres, mais réunis entre eux par le lien d'une commune origine (3). — D'autre part, alors qu'à certaines époques, il n'est de parenté que par les femmes, qu'à certaines autres, il n'est de parenté que par les mâles, les peuples modernes attribuent, généralement, à la parenté masculine et à la parenté féminine, une importance égale. Et, tout naturellement, à chaque conception nouvelle de la parenté, correspondent des modifications dans la composition, dans la constitution de la famille.

4. — Or, lorsqu'on étudie l'histoire des communautés musulmanes, on remarque que, dans la plupart d'entre elles, la famille a conservé presque intégralement son rôle politique

(1) Sumner Maine, *op. cit.*, p. 160.

(2) *Eod. loc.*, p. 119.

(3) Gr. Encyclopédie, v° *Famille*, p. 1183, col. 2.

et son importance sociale ; — l'on constate, en outre, que, chez toutes, la constitution de la famille n'a subi, pour ainsi dire, ni modifications, ni transformations.

Aussi, une étude de la famille musulmane nous paraît-elle être le préliminaire indispensable de celle que nous proposons de consacrer au droit musulman des personnes.

Nous rechercherons, tout d'abord, ce qu'était la famille chez les Arabes de l'époque préislamique, — ce qu'elle est devenue sous l'influence des réformes réalisées par le Prophète, — ce qu'est la famille musulmane chez les peuples musulmans de l'époque actuelle. — Et après avoir constaté que la famille musulmane n'a, en quelque sorte, point évolué, — nous nous efforcerons de mettre en relief les raisons pour lesquelles il en est ainsi, alors qu'il semble que, partout ailleurs, il en fut autrement.

I

5. — « Une infinité de tribus, les unes sédentaires, le plus grand nombre constamment nomades, sans communauté d'intérêts, sans centre commun, ordinairement en guerre les unes avec les autres, voilà l'Arabie au temps de Mahomet (1) ». — Parmi ces tribus, les unes, prétendant descendre de Kahtan, se tenaient pour nobles et se croyaient en droit de mépriser les autres, lesquelles se rattachaient à Adnan (2). — D'autre part, chacune d'elles était constituée par la réunion d'un certain nombre de familles, et se donnait pour chef celui qui, parmi les chefs de ces différentes familles, paraissait être le plus méritant. Or, fatalement, dans les groupements de cette nature, la famille la plus nombreuse, la plus riche, par là même la plus puissante, réussissait aisément à dominer les autres, à faire prévaloir son influence, à imposer et à maintenir son chef comme chef de la tribu. Et comme le commandement était ainsi donné au plus digne, on en était arrivé, pour expliquer que certaines familles pûssent ainsi accaparer la direction permanente de la tribu, à penser que les « vertus bédouines étaient héréditaires » (3) dans ces familles, à admettre l'existence de familles nobles. — D'ail-

(1) Dozy, *Histoire des musulmans d'Espagne*, t. I, p. 16.

(2) Ibn Khaldoun, *Histoire des Berbères*, trad. de Slane, t. I, p. 1, note 2.

(3) Dozy, *op. cit.*, t. I, p. 9.

leurs, les pouvoirs du chef de tribu étaient peu considérables, et son autorité très restreinte ; il ne pouvait rien qu'avec le concours des autres chefs de famille, et son rôle se bornait à veiller aux intérêts généraux de la tribu (1).

***

6. — Quant à l'individu, il vit « sans autre autorité et sans autre garantie que celle de la famille » (2). De là, entre les membres d'une même famille, une solidarité des plus étroites. De là, l'intervention ou l'assistance des proches, dans les relations pacifiques comme dans les conflits entre individus de familles différentes (3). L'injure faite à un prétendant éconduit suffit à mettre aux prises deux familles jusqu'alors amies (4). De même, la composition, due à l'occasion d'un meurtre, est dette de la tribu du meurtrier, et c'est aux *asibs* de la victime qu'elle doit être payée (5). — De même, aussi, la convention de mariage paraît être un arrangement entre familles, bien plutôt qu'un accord entre les conjoints, la dot étant promise et devant être payée, non à la femme, mais à ses proches (6).

Et ce n'est pas seulement dans les tribus nomades ou plus ou moins sédentaires de l'Arabie qu'il en est ainsi. L'importance de la famille n'est pas moindre chez les citadins, chez ceux qui, s'adonnant à l'agriculture et au commerce, vivant d'une vie parfaitement sédentaire, plus paisible et plus sûre, se trouvent soumis à des influences qui, d'ordinaire, déterminent la désagrégation de la famille. C'est ainsi qu'à la Mecque, chaque famille occupait un quartier déterminé de la ville. Lorsque, vers l'an 445 ap. J.-C., Cossay résolut de fonder une ville à la Mecque, « il divisa l'étendue du terrain qu'embrassa depuis la ville, en différentes portions ou quartiers qu'il assigna pour demeure à sa propre famille, et à celles d'entre les autres familles Coraychites qui tenaient de plus près à la sienne » (7) ; et ces mêmes familles « auxquelles

(1) *Eod. loc.*, p. 4 et suiv.

(2) Renan, *Histoire des langues sémitiques*, p. 14.

(3) Caussin de Perceval, *Essai sur l'histoire des Arabes*, t. II, p. 674.

(4) Extrait du roman d'Antar, traduit par Cardin de Cardonne, *Journ. asiat.*, mars 1834, p. 256 et suiv.

(5) Seignette, *trad. de Sidi Khalil*, Introduction, XL, note.

(6) Marçais, *Des parents ou alliés successibles en droit musulman*, p. 32.

(7) Caussin de Perceval, *op. cit.*, t. I, p. 236.

Cossay avait assigné des quartiers, s'y trouvaient encore établies à la naissance de l'Islamisme » (1). — De même, les fonctions publiques n'étaient à la Mecque, que des charges de famille, et, dans les compétitions et les luttes auxquelles donnaient lieu l'obtention de ces charges, il n'y avait, en réalité, que des rivalités de familles et non des conflits ayant un caractère politique. On tenait pour les petits-enfants d'Abdeddar ou pour ceux d'Abdmanaf. On se groupait, on s'alliait entre familles et « les alliances auxquelles la division survenue entre la maison d'Abdeddar et celle d'Abdmanaf avait donné naissance, subsistèrent jusqu'à l'époque de l'Islamisme, et furent confirmées par Mahomet (2).

En sorte que s'il est vrai, qu'à cette époque de l'histoire, la véritable société arabe soit celle de la tribu (3), il est également vrai, qu'au point de vue politique comme au point de vue social, la famille est la véritable unité de cette société.

***

7. — Mais, cette famille, quelle est-elle ?

A en croire Strabon, les Arabes de son temps auraient vécu dans une promiscuité complète, pratiquant la communauté des femmes comme celle des biens (4). Or, en un pareil milieu, il ne saurait y avoir de parenté que par les femmes, et d'autre régime familial que le matriarchat. Et il semble bien, en effet, qu'à une certaine époque qu'il est, d'ailleurs, impossible de préciser, les Arabes des temps préislamiques n'ont connu d'autre parenté que la parenté par les femmes (5).

Il est, tout d'abord, certaines dispositions de la loi musulmane qui demeurent difficilement explicables, si l'on ne veut y voir des survivances du matriarchat primitif. La famille musulmane, on le verra par la suite, est basée sur le patriarchat ; elle ne peut être fondée que par un mâle, elle ne s'accroit et ne se développe que par les mâles ; les descendants par les femmes en sont exclus. Dans de telles circonstances, il ne devrait y avoir de prohibitions au mariage

---

(1) *Eod. loc.* t. I, p. 237

(2) *Eod. loc.*, t. I, p. 255.

(3) Renan, *op. cit.*, p. 13

(4) Strabon, XVI, ch. IV, 25.

(5) Wijken, Das matriarchat (das muterrecht) bei den alten Arabern (traduction de l'ouvrage hollandais).

basées sur la parenté, que vis-à-vis des proches de la ligne paternelle. Or, ces prohibitions existent aussi bien vis-à-vis des proches de la ligne maternelle, que vis-à-vis des proches de la ligne paternelle ; et, en tant qu'elles concernent les proches de la ligne maternelle, ces prohibitions ne peuvent avoir été admises qu'à une époque où la parenté était susceptible de s'établir par les femmes, où les descendants par les femmes n'étaient point encore exclus de la famille (1).

C'est également, semble-t-il, au régime du matriarchat qu'il y a lieu de rattacher les particularités de la législation musulmane touchant la *parenté de lait*. — « Le jeune enfant ou nourrisson, dit Sidi Khalil, est personnellement mais uniquement devenu, au point de vue rationnel, l'enfant de la femme qui l'a allaité (2) ». Et, Ibrahim Halébi déclare que le lait donné par une femme à un enfant étranger établit entre eux une parenté aussi sacré que celle du sang » (3). L'enfant allaité est considéré comme né de sa nourrice, et le mariage lui est interdit avec les proches de celle-ci, tout comme s'il était réellement son enfant (4). D'autre part, le nourrisson est tenu pour le fils de celui qui, « par une copulation complète, ... a été la cause première de la production du lait dans les mamelles de la mère » (5). Et de plus, « tout nouvel individu qui ensuite cohabite avec elle (la nourrice), avant la disparition du lait, partage la paternité avec le premier individu (6). — Ainsi, l'enfant allaité, par le fait de l'allaitement, entre, en quelque sorte, dans la famille de tous ceux avec qui la nourrice a cohabité avant la disparition du lait, — et, s'il en est ainsi, c'est parce que la nourrice est réputée lui avoir donné le jour. — Or, il semble bien que de pareilles solutions n'ont pu être admises qu'à une époque où il n'est de véritable parenté que par les femmes, — où la filiation maternelle constitue la source normale de la parenté (7).

De même, la mère a la *hadanah*, c'est-à-dire le droit à la garde de ses enfants en bas âge. Ceux-ci ne peuvent lui être

---

(1) Marçais. *op. cit.*, p. 16.

(2) Sidi Khalil, *trad Perron*, t. 3, p. 122.

(3) Mouradja d'Ohsson, *Tableau général de l'empire ottoman*, t. 5, p. 169.

(4) Sidi Khalil, *trad. Perron*, t. 3, p. 121. — Mourdja d'Ohsson, *op. cit.*, t. 5, p. 170.

(5) Sidi Khalil, *trad. Perron*. t. 3, p. 123.

(6) *Eod. loc.*

(7) Peut-être aurait-on le droit de voir également une trace du matriarchat primitif dans la situation privilégiée faite, en Turquie, à la mère et à la nourrice du Sultan ; — de Régla, *La Turquie officielle*, p. 265.

enlevés, tant qu'ils n'ont pas atteint un âge déterminé ; et il en est ainsi, même en cas de dissolution du mariage par le divorce ou la répudiation. Puis, à défaut de la mère ou sur son refus d'exercer la *hadanah*, la garde des enfants est confiée à certains parents, d'après un ordre de dévolution que précisent les jurisconsultes musulmans et duquel il résulte que, dans l'attribution de cette *hadanah*, les femmes sont préférées aux hommes, — et parmi les femmes, celles de la ligne maternelle à celles de la ligne paternelle (1). — Or, si les enfants sont, de préférence, confiés à des femmes, c'est, vraisemblablement, que celles-ci sont mieux en situation de leur fournir des soins appropriés à leur âge. Mais il paraît bien difficile d'expliquer pourquoi, dans la dévolution de la *hadanah*, les femmes de la ligne maternelle l'emportent sur celles de la ligne paternelle, autrement que par cette idée, laquelle aurait prévalu autrefois, que les enfants appartiennent plus à la mère qu'au père, — que leur vraie famille, c'est la famille maternelle.

8. — Ainsi, il est, dans le droit musulman, certaines institutions qui paraissent aller à l'encontre des principes fondamentaux de ce droit, et dont l'existence autorise à penser qu'à une époque antérieure, des principes contraires avaient été reçus, avec lesquelles ces institutions se trouvaient être en harmonie. — Or, c'est là une manière de voir que ne fait que confirmer la lecture des historiens.

La coutume mecquoise préislamique, par exemple, autorisait le mariage pour un temps limité. Une femme s'engageait à vivre avec un individu pendant un certain laps de temps, après quoi elle recouvrait sa liberté. Quelquefois même, la femme prenait des engagements temporaires de ce genre, non plus vis-à-vis d'un, mais vis-à-vis de plusieurs individus, et cela simultanément (2). Tolérée par Mahomet, cette union temporaire fut abolie par Omar, « comme une espèce de prostitution légale qui était incompatible avec les bonnes mœurs » (3). Or, il n'est pas douteux, qu'étant donné l'incertitude de la paternité dans les unions de cette sorte, les enfants qui en naissaient ne pouvaient avoir de parenté véri-

(1) Sidi Khalil, *trad. Perron*, t. 3, p. 159 et suiv.

(2) Marçais, *op. cit.*, p. 43.

(3) Dugat, *Histoire des philosophes et des théologiens musulmans*, p. 101, note 2. — Ce mariage temporaire est encore pratiqué en Perse, sa validité étant admise par la secte chiite ; Querry, *Recueil de lois concernant les musulmans chiites*, t. 1, p. 689 ; — Barbier de Meynard, *Le Séid Himyarite*, Journ. asiat., 1874, août-sept., p. 159.

table et certaine qu'avec leur mère et la famille de celle-ci. Ils portaient le nom de leur mère, et n'héritaient que du côté maternel (1).

De même, certaines femmes avaient la faculté de répudier leurs maris (2). « Lorsqu'elles avaient pris la résolution d'user de ce droit, elles l'annonçaient en faisant faire volte face à leur tente, c'est-à-dire en la tournant de manière à ce que la portière fût placée du côté directement opposé à celui sur lequel elle s'ouvrait auparavant. Ce changement indiquait au mari qu'il avait perdu son titre et que l'entrée lui était désormais interdite » (3) Or, il est bien certain que de tels ugages sont incompatibles, soit avec le régime du patriarchat, soit avec l'institution du mariage par achat, — tandis qu'ils se conçoivent à merveille en une société dans laquelle la femme occupe au sein de la famille une place prépondérante, — dans laquelle c'est par la femme que la famille se fonde, s'accroit et se développe (4).

9 — Mais, dès avant la naissance de Mahomet, le régime du matriarchat avait disparu en Arabie, pour faire place à celui du patriarchat. C'est là une affirmation dont il est inutile d'eutreprendre, aujourd'hui, la démonstration, car il semble bien que, sur ce point, la lumière a été faite entièrement par Robertson Smith (5), — puis par M. Marçais dans la très remarquable étude qu'il a consacrée à la matière des successions musulmanes (6). Nous nous bornerons, à côté des considé-

(1) Marçais, *op. cit.*, p. 44.

(2) Caussin de Perceval, *op. cit.*, t. 1, p. 257.

(3) *Eod. loc.*, t. 2, p. 625.

(4) Les auteurs qui se sont proccupés de préciser la condition de la femme arabe à l'époque préislamique, ont recueilli les renseignements les plus contradictoires Certains de ces renseignements tendent à établir que la femme était dans une situation des plus misérables, alors qu'il semble résulter des autres que « l'époque antéislamique est celle de la gloire de la femme arabe » (Mercier, *La condition de la femme musulmane dans l'Afrique septentrionale*, *Rev. Alg.*, 1895. 1. 52). — Et l'on a tenté de concilier ces divers documents en disant que les uns ne concernent que les tribus misérables de l'intérieur de l'Arabie, tandis que les autres s'appliquent aux populations aisées de certaines régions et des villes. Peut-être, serait-il plus exact de dire que ceux-ci se réfèrent à des tribus où avait survécu le régime du matriarchat, et ceux-là des tribus chez lesquelles avait déjà prévalu la pratique du mariage par achat, d'où dérive le régime du patriarchat.

(5) Robertson Smith, *Kinship and marriage in earlay Arabia.*

(6) Marçais, *Des parents et alliés au degré suecessible en droit musulman.*

rations très concluantes développées par ces deux auteurs, aux ouvrages desquels nous renvoyons, à noter le fait suivant : « Cossay était âgé de quelques mois seulement (1), lorsque sont père Kilab mourut. Sa mère Fatima ne tarda pas à convoler en secondes noces. Un personnage codhaïte nommé Rabia, chef de la famille des Benou-Adhra, établi à Waldicora, ayant fait un voyage à la Mekke, vit Fatima, demanda sa main, et l'épousa. Il l'emmena avec son jeune enfant dans le pays qu'il habitait. Cossay, à cette époque, venait d'être sevré. Son frère Zohra, qui était un homme fait, demeura à la Mekke..... Cependant Cossay fut élevé dans la tente de Rabia, qu'il croyait son père. *Lorsqu'il fut devenu grand et qu'il connu son origine, il retourna parmi les Coraychites*, et obtint bientôt de la considération par ses qualités éminentes » (2). — Il est donc, dès cette époque, admis que la véritable famille, c'est la famille paternelle.

Mais, sous l'influence de quelles causes s'est opérée cette substitution du régime du patriarchat à celui du matriarchat? — Vraisemblablement, chez les Arabes, comme chez les peuples où se peut constater une semblable évolution, celle-ci commence avec la pratique de l'exogamie, avec l'usage du mariage individuel par capture, puis par achat (3). Et, « bien des causes devaient tendre à augmenter l'importance de ces mariages individuels et à faire disparaître la communauté des femmes. L'impulsion donnée au développement des affections, la commodité des arrangements domestiques, les vœux naturels de la femme elle-même, et enfin et surtout peut-être la faiblesse des enfants nés sous le régime de la communauté, devaient faire comprendre chaque jour davantage la supériorité du mariage individuel » (4). — Et comme, dans ce mariage, le rôle du mâle est prépondérant, comme ce rôle est celui d'un maître, les enfants, qui naissent de ce mariage, appartiennent au mâle et n'appartiennent qu'à lui. Ils ne sauraient appartenir à la mère qui, étant achetée par le mari, n'est, on le verra bientôt, qu'un élément du patrimoine de ce dernier. Le mâle est le maître des enfants, et il l'est à l'exclusion de leur mère, parce qu'il est le maître de celle-ci. — Et voilà comment, avec le mariage par capture ou achat, se fait jour cette idée qu'il n'est, pour les enfants, de lien, partant de parenté, qu'avec le père, — comment se généralise la pratique

(1) Cossay naquit vers l'an 398.
(2) Caussin de Perceval, *op. cit.*, t. 1, p. 231.
(3) Marçais, *op. cit.*, p. 17.
(4) Gr. Encyclopédie, V° *Famille*, p. 1145, col. 1.

du mariage individuel, — et comment, par suite de cette généralisation, le régime du patriarchat arrive à remplacer le régime du matriarchat ; car, c'est un fait que les notions de paternité et de famille paternelle ne se combinent pas avec celles de maternité et de famille maternelle, mais s'y substituent (1).

A la Mecque, toutefois, le régime du matriarchat laissa quelques traces d'une certaine importance (2). C'est ainsi que la femme, — l'exemple de Khadidja, épouse du Prophète, le montre, — y possédait une indépendance et pouvait y exercer une influence, dont, ailleurs, elle ne jouissait pas.

10. — Toujours est-il, qu'à la veille du jour où va s'ouvrir l'ère musulmane, le patriarchat constitue, en Arabie, le système familial dominant. La parenté n'est fondée que par les mâles et n'est reconnue qu'entre les mâles (3). La famille ne comprend que des mâles parents par les mâles.

a) Elle ne comprend que des mâles. — L'épouse, en effet n'est qu'un élément du patrimoine du mari dont celui-ci se défait, comme bon lui semble, par la répudiation ; à sa mort, elle est attribuée, comme les autres biens de la succession, aux héritiers les plus proches. « De là, dit Caussin de Perceval, ces unions fréquentes entre beaux-fils et belles-mères, unions qui plus tard interdites par l'islamisme, furent flétries par le nom de *Nicâh-el-makt*, mariage odieux » (4). On lit, d'autre part, dans le *Kitab el-Aghani :* « Aminah était femme d'Ommaïah... Après la mort d'Ommaïah, elle épousa Abou-Amrou, fils de son mari ; car, du temps du paganisme, un homme se mariait sans scrupule à la femme de son père » (5). — Quant à la fille née de cette épouse, « incapable d'acquérir ou mieux de conquérir des biens, ou d'en défendre la proprité, elle ne devait pas moins être comptée parmi les bouches à nourrir » (6), et constituait, pour la famille, un élément de faiblesse. L'on redoutait également que, par son inconduite, elle ne fût, pour ses proches, la cause du déshonneur (7).

(1) *Eod. loc.*, p. 1162, col. 1.

(2) Marçais, *op. cit.*, p. 42.

(3) Marçais, *op. cit.*, p. 7.

(4) Caussin de Perceval, *op. cit.*, t. 1, p. 351 ; — Marçais, *op. cit.*, p. 17 et 18.

(5) Kitab el-Aghani, *trad. Quatremère*, *Journ. asiat.*, déc. 1835, p. 506.

(6) Marçais, *op. cit.*, p. 19.

(7) *Djéida*, extrait du roman d'Antar, traduit par Cardin de Cardonne, *Journ. asiat.*, juillet 1837, p. 49.

Aussi sa naissance était-elle considérée comme un malheur, et les filles étaient-elles fréquemment mises à mort. Aussitôt nées, on les enterrait vivantes (1). Appelées, d'ailleurs, par l'effet du mariage, à quitter la famille, on n'aurait pu, sans risquer d'affaiblir celle-ci, leur y faire la même situation qu'à ceux qui, destinés à y vivre, à ne s'en pas séparer, contribuaient à en accroître la force et la richesse (2). La fille n'était, elle aussi, qu'un élément du patrimoine, dont la famille tirait parti en la vendant à un mari.

b) La famille ne comprend que des parents par les mâles. — Le fils de la fille, en effet, reste étranger à la famille de sa mère. « Les fils de nos fils sont nos fils, dit Tobrizy, mais les fils de nos filles sont des fils d'étrangers » (3).

11. — Ces mâles, parents par les mâles, étaient appelés *asibs*, et leur ensemble constituait l'*akila* (4).

Mais, indépendamment de ces *asibs* unis par les liens du sang, il en était d'autres qui, bien que nés en dehors de l'*akila* et ne pouvant exciper d'une communauté d'origine, se rattachaient cependant à la famille par un lien fictif de parenté. C'était ceux qui avaient conclu avec un des membres de l'*akila* un contrat d'adoption, — ou bien échangé avec lui un serment de fraternité, — ou qui, ayant été ses esclaves, avaient bénéficié d'un affranchissement.

L'adoption était, en effet, pratiquée dans l'ancienne Arabie. « Aux temps antéislamiques, dit El Khazin, c'était un usage reçu qu'un homme en adoptât un autre » (5). — L'on se liait également par des serments dont la formule était la suivante : « Ma mort sera la tienne, mon salut sera le tien, j'hériterai de toi et tu hériteras de moi, je te prêterai mon appui et tu me prêteras le tien, je répondrai de toi comme tu répondras de moi » (6). -- Quant à l'affranchissement, il était pratiqué avant même que le Prophète ne l'eût recommandé comme un acte louable (7), car Caussin de Perceval constate que « l'auteur du Sirat dit positivement que l'*affranchissement* et l'adoption de Zayd par Mahomet furent *antérieurs* aux premières

---

(1) Caussin de Perceval, *op. cit.*, t. 1, p. 351.
(2) Marçais, *op. cit.*, p. 21.
(3) Marçais, *op. cit.*, p. 8.
(4) *Eod. loc.*, p. 27. — Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 1836.
(5) Luciani, *Traité des successions musulmanes*, p. 99, n° 138.
(6) *Eod. loc.*, p. 63, n° 97.
(7) Coran, XXIV, 33.

révélations qui annoncèrent à Mahomet sa mission prophétique » (1).

Or, ces *asibs*, qui n'étaient unis aux autres membres de l'*akila* que par une parenté fictive, étaient-ils assimilés aux parents par le sang ? — Le lien qui les rattachait au groupe des mâles parents par les mâles, était-il aussi étroit que celui qui unissait ces mâles entre eux ? — Et possédaient-ils, dans l'*akila*, les prérogatives dont pouvaient se prévaloir, dans leurs rapports respectifs, les parents par le sang ?

La communauté de sang réelle des parents mâles par les mâles emportait : « l'union dans la guerre, dans la paix, dans la vengeance ; le droit réciproque à la succession et à la *dia*, composition pécuniaire payée pour le meurtre de l'un d'entre eux (2) »

Or, il ne semble pas, qu'à cette époque, le fils adoptif fût traité, dans la famille de l'adoptant, autrement qu'il n'eût dû l'être, s'il avait été réellement engendré par ce dernier. El Khazin dit en effet qu' « aux temps antéislamiques, c'était un usage reçu qu'un homme en adoptât un autre, qui était considéré comme son fils, qui portait son nom et héritait de lui » (3). — D'autre part, si l'on s'en tenait à la seule formule des pactes de fraternité, l'on pourrait se croire autorisé à penser que la communauté de sang fictive résultant de ces pactes entraînait les mêmes conséquences que la communauté de sang réelle. D'ailleurs, Ibn Khaldoun déclare que « cette sorte de parenté civile, bien qu'elle n'est pas la cause naturelle de la cognation, peut en produire tous les effets utiles » (4). Et, cependant, il semble bien que la composition due, à l'occasion du meurtre de celui avec qui un pacte de fraternité avait été échangé, n'était point la même que celle due pour le meurtre d'un contribule pur et lui était inférieure de moitié (5). — Enfin, si l'affranchissement établissait une sorte de parenté entre le maître et son ancien esclave, il n'y avait point assimilation entre cette parenté et la parenté par le sang ; le patron n'était point tenu pour le père de son affranchi ; et, ce qui le montre bien, c'est ce fait que Mohamet, après avoir affranchi Zayd, l'adopta (6). L'adoption aurait été

(1) Caussin de Perceval, *op. cit.*, t. 1, p. 347, note 1.

(2) Marçais, *op, cit.*, p. 28.

(3) Luciani, *op. cit.*, p. 99, n° 138.

(4) Ibn Khaldoun, *Prolégomènes*, vol. I, 1re part., p. 332 ; trad. par Seignette, *Sidi Khalil*, Introduction XL, note ; — Marçais, *op. cit.*, p. 28.

(5) Caussin de Perceval, *op., cit.*, t. 2, p. 657 et suiv.

(6) *Eod. loc.*, t. 1, p. 346.

inutile, si, du chef de l'affranchissement, l'ancien esclave eut dû être considéré comme le fils de son ancien maître, porter son nom et hériter de lui.

12. — Quoiqu'il en soit, d'ailleurs, de cette parenté fictive et des effets qu'elle produit, — il est vrai de dire, qu'à l'époque préislamique, la parenté ne s'établit que par les mâles ; la famille ne peut être fondée que par un mâle ; elle ne s'accroit et ne se développe que par les mâles (1). — Ses divers membres restent groupés, même dans les villes (2), vivant sous l'autorité d'un chef. — Le père dispose, à l'égard de ses enfants, d'une puissance sans bornes ; il a sur eux droit de vie et de mort (3). — A son décès, seul, l'aîné lui succéde, à l'exclusion des cadets (4).

Or, l'on a prétendu, qu'à ces divers points de vue, il y avait une « concordance remarquable... entre les coutumes primitives de Rome et les usages antéislamiques » (5) ; et l'on en a conclu « à une origine commune des races sémitiques et indo-germaniques » (6).

Certes, à quelques égards, l'analogie n'est pas contestable. La famille romaine est la famille agnatique ; elle aussi, ne peut être fondée que par un mâle, — et, seuls, les descendants par les mâles en font partie. D'autre part, les divers membres de la famille habitent en commun, au même foyer ou sur le même domaine (7) sous la direction d'un chef dont l'autorité est absolue. — Enfin, la femme est maintenue dans un réel état d'infériorité par rapport au mâle ; épouse, elle est sous la puissance de son mari (8) ; — fille sous la puissance de son père ou d'un tuteur ; elle n'est point appelée à connaitre l'indépendance.

---

(1) La femme se trouve, à cette époque et par rapport au mâle, dans un état non douteux d'infériorité légale. M. Perron prétend, toutefois, que sa situation intellectuelle et morale était toute différente ; *Femmes arabes avant et depuis l'islamisme*, p. 1.

(2) V. *Sup.* n° 5.

(3) Seignette, *trad. de Sidi Khalil*, Introduction, XXVII ; — Sautayra et Cherbonneau, *Du statut personnel et des successions*, t. I, p. 342, n° 439 ; — Clavel, *Du statut personnel et des succession*, t. I, p. 305, n° 441.

(4) Luciani, *op. cit.*, p. 103, n° 140, et p. 176, n° 223.

(5) Seignette, *trad. Sidi Khalil*, Introduction, XXXVI.

(6) *Eod. loc.*, XL.

(7) Lefebvre, *Leçons d'introduction à l'histoire du droit matrimonial français*, p. 47.

(8) Il est vraisemblable, qu'à l'origine, le mariage *cum manû* fut le seul pratiqué.

Mais, par ailleurs, que de différences notables entre le système familial des Arabes de l'époque préislamique et le système familial romain des premiers siècles, dont l'institution fondamentale est cette *Patria potestas* si particulière, si spéciale que Gaïus disait d'elle : « *fere enim nulli alii sunt homines qui talem in filios suos habeant potestatem, qualem nos habemus!* » (1).

C'est ainsi que : *a)*. — Les différences juridiques entre les deux sexes sont beaucoup plus accentuées, en Arabie, qu'elles ne l'étaient à Rome; l'infériorité de la femme, par rapport aux mâles, y est beaucoup plus marquée. La femme arabe est, à proprement parler, une chose, un élément de patrimoine; elle peut faire l'objet d'une vente et se transmet par succession (2). — A Rome, au contraire, « la puissance paternelle pèse d'un poids égal sur le fils et la fille, et les tient l'un et l'autre abaissés sous le même niveau » (3), et ce n'est qu'autant que la puissance paternelle disparaît, que des différences juridiques se manifestent entre les deux sexes; le fils, s'il est pubère, acquiert indépendance et capacité; la femme est soumise à une tutelle perpétuelle. Mais, qu'elle soit en puissance de tuteur, qu'elle soit soumise à la *patria potestas* de son père, si elle est fille, — de son mari, si elle est épouse, — la femme romaine n'est pas simplement une chose, un élément du patrimoine que l'on cède ou dont l'on hérite. Et, tandis que la femme arabe des temps préislamiques est dépourvue de toute vocation héréditaire, et se transmet par voie de succession, — à Rome, au contraire, « la loi accorde à la fille et au fils des droits égaux sur l'héritage paternel » (4). — En sorte que s'il est vrai de dire que la famille, dans le droit primitif romain comme dans le droit primitif arabe, ne s'accroît et ne se développe que par les mâles, on n'est point autorisé à affirmer que la famille romaine, comme la famille arabe, ne comprenne que des mâles.

b). — D'autre part, à Rome, le *paterfamilias* dispose, sur les personnes et sur les biens, d'une autorité absolue. — *Sur les personnes ;* le paterfamilias, en effet, est libre, en quelque sorte, de composer, arbitrairement et à son gré, la famille. Il peut accueillir ou repousser les nouveaux-nés ; il a la faculté d'introduire des étrangers dans la famille par la voie de l'*adrogatio* ou de l'*adoptio,* de même qu'il lui est loisible d'en

(1) Gaïus, *Comment*, I, 55.

(2) V. *Sup.*, n° 10.

(3) Gide, *Condition privée de la femme,* p. 102.

(4) Eod. *loc.*

exclure tel de ses enfants qu'il lui plaît, par la voie de l'*emancipatio* ou de la *datio in adoptionem* (1). Et, sur les divers membres de la famille, il a le pouvoir de vie et de mort. — *Sur les biens*, et, en effet, le *filiusfamilias* ne peut pas avoir une fortune personnelle, un patrimoine distinct ; tout ce qu'il acquiert vient grossir le patrimoine familial, dont le *paterfamilias* semble bien avoir, à l'origine, la disposition absolue et exclusive. — Et cette *patria potestas* subsiste, tant qu'il plaît au *paterfamilias* de la conserver ; elle ne disparaît qu'avec lui. L'enfant, quel que soit son âge, reste *filiusfamilias ;* l'âge ne lui confère point, en effet, le droit d'exiger son émancipation, de même que son mariage ne lui donne pas l'indépendance et ne détermine point la formation, dans la famille, d'une unité distincte, d' « un nouveau noyau familial » (2).

Marcel MORAND,
Professeur à l'École de Droit d'Alger.

(A suivre).

(1) Lefebvre, *op. cit.*, p. 47.
(2) Lefebvre, *op. cit.*, p. 24.

LA FEMME MUSULMANE EN ALGÉRIE

Avant l'islamisme, la condition de la femme arabe était des plus misérables ; mais il en était autrement de celle de la femme appartenant aux classes riches ou aisées. Parvenue à un certain niveau social, la femme arabe jouait même parfois un rôle important. Les poètes célébraient sa beauté. L'amour revêtait dans les poèmes un caractère sentimental qui ressemblait au platonisme poétique de notre moyen-âgeuse chevalerie.

On cite, à cette époque, un grand nombre de femmes célèbres par leur beauté, leur intelligence et leurs talents divers. Elles recevaient une éducation appropriée à leur condition sociale.

Certaines d'entre elles évoquent le souvenir des grandes Romaines.

Le Prophète Mohammed améliora en la modifiant, la condition de la femme dont il réglementa les droits et les devoirs. Il professait pour la femme une affectueuse prédilection et il s'efforça de lui témoigner sa sollicitude en déterminant, d'une façon précise, sa situation légale. C'était un *féministe* convaincu et il fit en sorte de réaliser ses aspirations, de mettre ses nobles et généreuses idées en pratique. Il voulut faire de la femme, non plus une esclave asservie aux caprices et aux brutalités de l'homme, mais une épouse attachée à son foyer et s'occupant exclusivement des soins du ménage. Il lui reconnut en outre le droit de posséder et d'administrer ses propres biens à l'exclusion du mari dont les intérêts matériels furent dès lors absolument distincts de ceux de la femme. Il entendait ainsi rehausser la personnalité féminine.

Mais les prescriptions du Prophète ne furent malheureu-

sement pas observées par ses adeptes et, actuellement, la condition sociale de la femme musulmane est, en fait, inférieure et des plus précaires.

***

Dès sa naissance, la femme musulmane est sous la dépendance absolue du père, qui possède, à l'égard de ses enfants et de ses filles en particulier, des droits exorbitants, draconiens. Il n'a plus, il est vrai, comme avant la période islamique, le droit de vie et de mort, le « *jus vitæ necisque* » envers ses enfants, que lui a interdit formellement Mohammed, mais il exerce encore à leur égard une autorité excessive qui aboutit le plus souvent à l'arbitraire et au despotisme. Il peut à son gré, en vertu de son droit de contrainte matrimoniale, droit de *djebr*, disposer de sa fille mineure, au mieux de ses intérêts et sans être tenu le moins du monde de la consulter. Il peut accorder sa fille vierge, dès sa naissance, à un musulman mâle quelconque, en stipulant que le mariage ne sera consommé que lorsque la jeune fiancée sera nubile. Ce choix d'un futur mari ne dépend que du père, et la fille, quel que soit son âge, est tenue de s'incliner devant la volonté paternelle.

Le Prophète a prescrit, il est vrai, de ne marier la vierge que si elle donne son adhésion au mariage projeté, mais on ne tient aucun compte, dans la pratique, de cette prescription coranique, et jamais la fille n'est consultée sur le choix de son futur époux qui lui est imposé par l'autorité paternelle. De là de déplorables abus qu'il importe de signaler et contre lesquels on ne saurait protester trop énergiquement.

En fait, le mariage musulman, contrat synallagmatique, est un véritable marché, conclu entre le père de la jeune fille et le futur mari ou son représentant. L'on stipule une dot qui doit être versée par le mari et en échange de laquelle le père lui livre le corps de sa fille. La moitié de la dot doit être payée au moment où le contrat intervient devant le cadi, qui exerce en cette occasion les fonctions de notaire, et l'autre moitié (1) est versée après la consommation du mariage, qui doit être

---

(1) Ce solde appelé « kali » constitue entre les mains de la femme un excellent moyen d'action pour mettre un frein aux fantaisies du mari. Celui-ci ne peut oublier en effet que s'il la répudie par caprice, il devra en même temps lui payer sa dette, et cette considération n'est pas sans importance. (Mercier, *Condition de la femme musulmane*).

établie d'une façon certaine. Légalement, la dot stipulée appartient à la femme, qui peut en disposer librement; mais en fait, c'est le père qui perçoit la dot et en bénéficie immédiatement, à charge par lui toutefois d'en restituer ultérieurement la valeur à sa fille. Il a donc intérêt à disposer de celle-ci au profit du plus offrant. Ce qu'il veut avant tout, c'est conclure une affaire avantageuse, un marché lucratif, et il se préoccupe fort peu de savoir si le mari qu'il convoite possède les qualités requises pour assurer le bonheur de son enfant, qui reste le plus souvent étrangère à ce contrat et s'incline docilement devant la décision du père.

La fille devient ainsi, pour le père, une source parfois précieuse de revenus, un bien qu'il exploite au mieux de ses intérêts. Quant aux sentiments qu'elle pourrait éprouver à l'égard de tel de ses coreligionnaires, le père n'en a cure; c'est pour lui chose absolument négligeable. Il use de son droit dans la plénitude de ses attributions et n'a de compte à rendre à personne, livrant ainsi, sans vergogne, sans scrupule, au premier musulman venu, pourvu qu'il jouisse d'une certaine fortune, ce qui devrait être sacré à ses yeux, la chair de sa chair, sa propre fille transformée en une sorte de marchandise sur laquelle il spécule d'une façon plus ou moins avantageuse, suivant les circonstances.

Une fois le mariage conclu, la fille à qui l'on a fait connaître le nom de l'époux (1) qu'on lui a choisi, continue de vivre sous la dépendance absolue de son père, en attendant le moment plus ou moins rapproché où elle sera livrée au mari, en vue de la consommation du mariage. En principe, on doit attendre, pour l'exécution de cet acte important, que l'épouse soit nubile et l'époux pubère, mais il arrive souvent que le mari, impatient de posséder celle qui lui appartient légalement, exige du père de la jeune fille qu'elle lui soit livrée prématurément, et la consommation du mariage devient alors un véritable viol, devant lequel ne recule pas la lubricité du mâle musulman.

Les exemples abondent malheureusement et je me bornerai à en citer ici quelques-uns, les plus topiques que je connaisse. On pourra juger ainsi de la gravité des abus auxquels donne lieu, dans la réalité des faits, le mariage musulman, grâce au libre exercice du droit de contrainte matrimoniale accordé au père, à l'égard de sa fille, par la loi musulmane.

---

(1) Le futur ne connait pas sa fiancée. Il est obligé de s'en rapporter, à cet égard, aux déclarations plus ou moins intéressées et sincères de certaines matrones qui font miroiter à ses yeux les qualités physiques et morales parfois imaginaires ou exagérées de la future.

J'emprunte ces exemples à une très intéressante étude sur le droit de « djebr » et le mariage des impubères musulmans, dû à la plume autorisée d'un magistrat du parquet général d'Alger, qui protesta avec une énergique indignation contre de pareilles mœurs en opposition flagrante avec notre civilisation moderne :

Un indigène de Port-Gueydon marie son fils, âgé de neuf ans, à une fille du même âge. Après la cérémonie publique célébrée devant l'*amin* du village, la fille est remise, le soir même, à son jeune mari. Du consentement des parents, la jeune épouse partage sa couche et force lui est de subir les attouchements obscènes et les tentatives réitérées de rapprochement auxquels se livre sur elle, avec une lubrique ardeur, ce précoce éphèbe musulman.

Dans le canton de Teniet-el-Haad, un autre indigène, déjà marié, épouse une fille de onze ans. Il s'engage, au moment du contrat, à ne consommer le mariage qu'après un délai assez long. Un mois après, pendant la nuit, sa première femme entendant des cris de détresse et de douleur, accourt et constate que son mari, brutalement épris des charmes impollués de la jeune enfant, n'avait pas craint, pour atteindre son ignoble but, de recourir à la violence et que, pour triompher plus sûrement de la résistance de cette vierge encore impubère, il lui avait lié les mains derrière la tête, après lui avoir passé autour du cou une corde fixée au plafond.

Une orpheline de dix ans est mariée par son oncle légalement investi du droit de djebr. Les conditions du mariage sont bientôt fixées. Le cadi, apprenant que la fille est trop jeune, refuse de dresser le contrat, mais, quelques jours après, son bach adel, moins scrupuleux, passe l'acte, et pour dégager sa responsabilité, le cas échéant, il mentionne que la future est âgée de vingt ans. Pendant plusieurs mois, le mari, par pitié sans doute pour la jeunesse de sa femme, la respecte, mais incapable enfin de maîtriser plus longtemps ses sens, il la viole et elle meurt un mois après.

Une information a lieu à l'effet de rechercher les causes de ce décès ; l'autopsie révèle que l'enfant a été défloréé à l'aide d'un pieu et que les lésions occasionnées par ce phallus *sui generis* ont déterminé la mort.

« Quelles souffrances et quelle horrible agonie pour cette » pitoyable créature, » s'écrie le généreux magistrat qui a publié l'étude documentée où j'ai puisé ces navrants exemples, « si l'on songe que, pendant dix jours et à maintes » reprises, elle a été contrainte de subir les approches de son » bourreau qui en a cyniquement fait l'aveu ».

Et voilà à quelles déplorables conséquences, à quels intolérables abus aboutit parfois l'exercice de ce droit exorbitant de contrainte matrimoniale, conféré au père par la législation coranique et reconnu légitime par notre législation trop respectueuse des traditions et des coutumes barbares des indigènes musulmans. Je me plais toutefois à reconnaître que les rites malékite et hanéfite obligent les époux à surseoir à la consommation du mariage, jusqu'au jour où leur puberté est notoire.

Mais certains commentateurs musulmans ont cru devoir dénaturer cette règle précise et formelle, en déclarant que si la fille est corpulente et grasse, le cadi peut obliger le père à la conduire à son mari et qu'elle peut lui être livrée à l'âge de neuf ans. Il est vrai, comme le fait judicieusement remarquer le magistrat dont j'ai invoqué précédemment le témoignage, que le Prophète avait épousé, alors qu'elle avait huit ans, Aïcha, fille d'Abou-Bekr et que celle-ci reconnut elle-même avoir cohabité avec Mohammed dès l'âge de neuf ans.

En agissant ainsi, les croyants peuvent donc prétendre, avec raison, qu'ils ne font que suivre l'exemple du Prophète dont les errements doivent toujours être respectés.

En Kabylie, le mariage est bien plus immoral encore, et la femme y est à la merci absolue du père et du mari.

Les Berbères ou Kabyles professent la religion musulmane, mais, en ce qui concerne leur statut personnel, ils sont régis par leurs *kanouns* ou coutumes qui sont préislamiques. D'après ces coutumes, le père peut disposer de sa fille comme il l'entend et la vendre, moyennant un prix convenu, comme une marchandise quelconque. Le mariage kabyle revêt un caractère purement commercial ; c'est une transaction plus ou moins lucrative.

Au point de vue du consentement, la femme, vierge, veuve ou répudiée, n'est jamais consultée, elle n'a pas voix au chapitre et doit courber la tête devant l'omnipotence du mâle. Lorsqu'elle est répudiée, elle ne peut se remarier qu'après avoir remboursé le prix de vente versé par son premier mari (1). Il n'est pas question de dot en pays kabyle. Le mariage est essentiellement vénal. La femme se livre en échange d'une certaine somme d'argent versée par le mari et n'a aucun droit sur cette somme qui appartient au père, ou, à défaut du père, à d'autres parents mâles, voire même à l'individu au service duquel elle est attachée. C'est une prostitution d'un genre particulier qui s'exerce à l'encontre de la

(1) Zeys, *Les Juges de paix algériens.*

femme et au profit exclusif de l'homme qui en est propriétaire. Aussi, en langue kabyle, ne dit-on pas d'un père qu'il a marié sa fille, mais bien qu'il a « mangé de sa fille » (*utcha vey illis*) (1). On le voit, la femme kabyle est une esclave à l'égard de laquelle la traite peut s'exercer librement et impunément. Elle est d'ailleurs formellement exclue de l'hérédité et ne peut jamais rien posséder, pas même le prix de vente de sa personne, sauf toutefois le maigre pécule qu'elle réussit parfois à amasser par son travail manuel.

« La femme kabyle », dit M. Dubouloz, « est toujours sous le joug des *kanouns* qui la frappent d'absolue incapacité, en font moins qu'une mineure, une chose sans importance qui doit se plier, sans murmurer, aux caprices du père, des frères, du mari et même de son fils (2).

Mariée, la femme indigène échappe à la domination paternelle pour tomber sous le joug de son seigneur et maître Il est rare qu'elle gagne au change et la vie conjugale est le plus souvent pour elle une servitude plus ou moins pénible. Elle est d'ailleurs exposée, sans aucune garantie efficace, aux caprices du mari qui est investi à son encontre de droits excessifs et peut notamment la répudier brutalement, sans motif plausible, sous le prétexte plus ou moins fallacieux qu'elle a cessé de lui plaire ou parce qu'il éprouve le désir de la remplacer par une autre, plus riche ou plus affriolante.

Pour réaliser ce but et rompre le lien conjugal, le mari n'a qu'à prononcer une formule quelconque de répudiation, sans fournir aucune explication pour justifier sa conduite, et la femme, exclue de la famille, doit se tenir à l'écart, en une sorte de quarantaine dont la durée est fixée à trois mois. C'est ce qu'on appelle l'*aïdda* ou retraite légale. Pendant ce laps de temps, le mari qui est résolu à se débarrasser de son épouse doit prononcer trois fois la formule de répudiation, et lorsque cette formule a été prononcée pour la troisième fois, le lien matrimonial est définitivement rompu, de par la volonté seule et exclusive de l'époux qui peut alors chasser brutalement et sans autre forme de procès, du domicile conjugal, la femme répudiée. Il en est autrement s'il plait au mari omnipotent d'exercer pendant cette période le droit de retour qui lui appartient, c'est-à-dire de rétracter sa formule et de reprendre sa femme, suivant son bon plaisir. Quant à celle-ci, elle joue en cette occurrence un rôle purement passif.

---

(1) Hanoteau et Letourneux, *La Kabylie.*

(2) « A propos de l'œuvre de M^me^ d'Attanoux », article publié dans la *Revue Nord-Africaine.*

Elle n'a point à formuler d'avis à ce sujet et ne peut que se conformer strictement à la décision arbitraire de son seigneur et maître. La loi coranique reconnaît, il est vrai, à la femme qui a des griefs contre son mari et désire se soustraire à sa puissance, le droit de demander le divorce, mais il faut pour cela que ses griefs soient sérieux et parfaitement caractérisés. Elle est tenue, en pareil cas, de s'adresser à la justice musulmane qui statue sur sa demande après un examen approfondi de la situation et en toute connaissance de cause.

L'homme, on le voit, a la partie belle et la femme est presque toujours sacrifiée au profit du mâle léonin. Ainsi le veulent les mœurs musulmanes.

En Kabylie, c'est bien pis encore, et les prérogatives du mari sont, à ce point de vue, tout à fait exorbitantes.

Le mari peut seul dissoudre l'union conjugale en exerçant arbitrairement son droit de répudiation et la femme n'a jamais la faculté de provoquer la rupture du lien conjugal, quelle que soit la nature ou la gravité de ses griefs à l'encontre du maître. Annihilée, ignorante, assujettie à l'implacable autoritarisme du mari, la femme kabyle se soumet, le plus souvent sans résistance, à sa volonté absolue et s'incline sans murmurer devant une décision brutale qui la rejette hors du foyer conjugal comme une chose vile ou qui a cessé de plaire.

La femme répudiée n'a plus qu'une ressource, le plus souvent illusoire, c'est de se racheter en remboursant elle-même ou grâce à la généreuse intervention d'un parent le prix d'achat versé par le mari au moment où le mariage a été conclu. Mais il arrive presque toujours que le mari fixe lui-même un prix de rachat exorbitant, ou tout au moins supérieur à celui qu'il a versé, et la femme, se trouvant alors dans l'impossibilité matérielle de payer ce prix, en raison de la modicité des ressources pécuniaires dont elle dispose, en est réduite à errer lamentablement, à mener une misérable vie, livrée à la merci de son mari qui l'a mise en interdit, et ne lui permet point de se soustraire à ses tracasseries ou à sa brutalité. Dans de telles conditions, la situation de la femme répudiée devient bientôt intolérable. Comme le dit très justement M. Zeys, « elle n'est plus épouse et elle n'est pas veuve ». C'est un être hybride, une sorte de paria qui traîne parmi ses coreligionnaires une humiliante existence.

L'arabe est généralement monogame. Néanmoins le Coran autorise la polygamie : « N'épousez que peu de femmes, deux, trois ou quatre, parmi celles qui vous auront plu (1) ». En

(1) *Coran*, chapitre IV, v, 3.

dépit de ce texte limitatif, le Prophète semble avoir été lui-même un polygame convaincu et il ne crut pas devoir personnellement, observer la réserve qu'il prescrivait à ses adeptes. On sait, en effet, qu'il épousa vingt-sept femmes, consacrant ainsi, par son exemple, l'institution néfaste de la polygamie, c'est-à-dire l'abaissement de la femme qu'il avait tenté de relever par sa législation, et contredisant de façon flagrante, aux yeux des croyants, sa propre doctrine, si noble, si généreuse.

Les Kabyles sont réfractaires à cette coutume. Il en est de même des Arabes urbains, mais bon nombre de musulmans résidant sous la tente et vivant d'une façon toute patriarcale sont pour la plupart bigames, et certains d'entre eux, ceux qui possèdent une fortune suffisante ou qui descendent d'anciennes familles religieuses, prennent trois et même quatre femmes. La polygamie est donc encore en usage chez les musulmans algériens et cela n'est pas de nature à rehausser le prestige de la femme indigène ni à sauvegarder sa dignité déjà si gravement compromise par son état d'infériorité manifeste vis-à-vis de l'homme dont la suprématie est indiscutablement reconnue.

L'épouse musulmane est ainsi exposée à cohabiter sous le toit conjugal, avec une ou plusieurs femmes légitimes de son mari qui n'a point à la consulter à cet égard, et apprécie seul l'opportunité de ce *modus vivendi*. C'est un droit que lui confère la loi coranique et qu'il exerce à son gré, dans la limite prescrite par le Prophète.

A ce point de vue encore, l'assujettissement de la femme se révèle d'une façon évidente. L'homme est le maître; il agit à sa guise et vit conjugalement comme bon lui semble, prenant une ou plusieurs compagnes, suivant la nature de son tempérament ou les nécessités de la vie domestique, sans se préoccuper le moins du monde des sentiments et des convenances personnelles de ses épouses, sans se soucier de leur différence d'âge, de la diversité de leurs caractères, ou de l'incompatibilité d'humeur qui peut les diviser et provoquer parfois entre elles de fâcheux conflits, voire de violentes querelles. Il a, pour trancher cette grave question, carte blanche, et ne prend conseil que de lui-même et de ses propres intérêts. Quant à la femme, elle doit, comme toujours, courber la tête devant l'omnipotence de son seigneur et maître, et faire le plus souvent contre mauvaise fortune bon cœur et s'accommoder tant bien que mal de cette existence particulière à laquelle les mœurs musulmanes semblent la destiner d'une inéluctable façon. Il en résulte néanmoins quelquefois pour elle des

ennuis, des froissements, des sévices même, car cette choquante promiscuité entre les coépouses dont les droits et les prérogatives sont identiques donne forcément lieu, dans certains cas, à des scènes brutales ou pittoresques, provoquées, soit par la jalousie, soit par des rivalités ou des difficultés intestines.

Je dois dire toutefois que la polygamie entraîne pour l'homme diverses obligations auxquelles il ne pourrait se soustraire qu'en violant la loi coranique. Au droit qui lui appartient de prendre plusieurs épouses, correspondent des devoirs précis constituant une sorte de correctif qui atténue aux yeux de la femme le caractère plus ou moins vexatoire de ce droit et sauvegarde, sinon sa dignité personnelle et son prestige moral, tout au moins ses intérêts matériels. La loi oblige en effet l'homme qui prend plusieurs compagnes, non seulement à les traiter avec égalité, mais aussi à partager équitablement entre elles les vêtements, les parures; à affecter à chacune d'elles un logement distinct et d'un modèle unique; à ne pas accorder à l'une plus de caresses et de cadeaux qu'à l'autre (1). « Le mari », dit M. Zeys (2), « est tenu d'entretenir sa femme, suivant les ressources dont il dispose. La polygamie entraîne pour lui d'autres obligations qui sont la source de singulières contestations judiciaires.

Il doit partager exactement son temps entre ses femmes, celles-ci ayant des droits égaux à ses attentions; il n'y a d'exception à cette règle qu'au moment du mariage, la vierge pouvant retenir son mari auprès d'elle sept nuits consécutives et la femme qui a déjà été mariée pendant trois nuits ».

Voilà à quel singulier résultat aboutit la polygamie musulmane et comment, par suite d'une déplorable aberration, l'épouse indigène en arrive à comprendre l'amour dont la spontanéité est l'un des éléments essentiels et en constitue le charme principal. N'est-ce point tout à fait édifiant, cette pittoresque réglementation des caresses matrimoniales et des épanchements conjugaux ?...

La femme, cette exquise compagne, cette précieuse *associée* de l'homme, n'est plus dès lors, à ce point de vue, qu'une bête plus ou moins apte à la reproduction, que l'on délaisse lorsqu'elle est bréhaigne, ou un amas plus ou moins copieux, le plus souvent amorphe et veule, de chair à plaisir sur lequel se vautre, *équitablement*, suivant

---

(1) *Respect aux droits de la femme dans l'Islamisme.* Traduction de M. Arnaud, interprète militaire principal.

(2) Zeys. *Les Juges de paix algériens.*

le précepte coranique, la brutalité intermittente du mâle en rut !

La condition sociale de la femme indigène est, on le voit, tout à fait inférieure, et cela, je me plais à le reconnaître, en dépit des tendances généreuses manifestées hautement en sa faveur par le Prophète Mohammed. Séquestrée dès l'âge de dix ans dans le domicile paternel, cloîtrée plus tard dans le domicile conjugal, confinée seule, ou en compagnie de ses coépouses, dans le gynécée, elle végète en l'étroite monotonie d'une existence routinière, servile et quasi machinale. Ses fonctions multiples sont purement domestiques. Elle s'occupe plus ou moins activement de son intérieur et c'est à elle qu'incombent les soins souvent pénibles du ménage.

L'entretien matériel des enfants est également son lot et sa tâche, pour n'être pas élevée, n'en est pas moins souvent très lourde. Dans le gourbi ou sous la tente, c'est elle qui moud le grain, pétrit la galette, fait cuire les aliments, trait le lait des chèvres ou des vaches, file la laine, tisse les burnous de son seigneur et maître, cependant que celui-ci, jouissant d'une liberté absolue, se livre parfois sans vergogne à un doux far-niente, fréquente les cafés maures ou s'occupe exclusivement des travaux d'aiguille ou de la culture assez rudimentaire des champs. « En pays arabe », dit M. A. Robert, « les travaux d'aiguille sont réservés aux hommes. pendant que de rudes labeurs comme le transport de l'eau, du bois de chauffage, etc., sont exécutés par les femmes. »

Dans les villes, la femme musulmane est soumise à une réclusion complète. C'est la vie claustrale dans sa plus stricte acception. A ce point de vue encore, le mâle omnipotent s'octroie généreusement la part du lion et met la femme, objet des convoitises masculines, sous les verrous. Le Coran l'oblige d'ailleurs, sous prétexte de sauvegarder sa pudeur et de mettre ses charmes à l'abri des regards indiscrets ou concupiscents, à se voiler le visage et à ne pas se découvrir en présence d'un étranger. « Qu'elles se couvrent de leur voile l'échancrure pectorale de leurs vêtements, il leur sera ainsi plus facile d'arriver à ce qu'elles ne soient ni mécon-nues ni calomniées (1) »

On raconte qu'un jour, le khalife Omar ayant rencontré l'une des épouses du Prophète, qui se promenait le visage décou-vert, manifesta son étonnement de voir une femme de sa condi-tion sortir non voilée et l'interpella en ces termes : « Certes, nous te reconnaissons ». — C'est à la suite de cet incident

(1) *Coran*, chap. XXIV, vers. 31 et XXXIII, vers. 59.

que le Prophète prescrivit aux femmes de se voiler en public. — Mais, suivant leur habitude, les commentateurs du Coran crurent devoir renchérir encore sur le précepte coranique et décidèrent que la femme musulmane ne pourrait se dévoiler que devant les seuls membres de sa famille. — Pour se conformer à cette règle rigoureuse et fort peu esthétique, les femmes indigènes, sauf les vieilles, ont coutume, lorsqu'elles sortent, de s'emmitoufler de la tête aux pieds, ne laissant apercevoir de toute leur personne que les yeux, voire même un œil seulement, les mains et les pieds. Attifée ainsi, gaînée de blancs haïks, la femme offre l'aspect d'une sorte de pénitent blanc recouvert de sa cagoule. La poitrine aux alliciantes rondeurs, les hanches plus ou moins charnues, la croupe rebondie, en un mot tous les charmes physiques de la femme constituant l'un de ses principaux attraits, disparaissent pudiquement aux yeux toujours alléchés de l'homme, du mâle concupiscent. « La pensée inspiratrice de l'obligation qu'a la femme de se cacher, c'est la disparition, ou tout au moins l'amoindrissement de toute cause apparente de salacité. — Le désir suivant la vision de l'objet, les élans de concupiscence vers une femme couverte sont plus difficiles, plus pénibles, que si elle est dévoilée. » (1).

Tel est en effet le but préservatif que se sont proposé les commentateurs du Coran, en prescrivant l'usage obligatoire du voile à la femme arabe. Mais il n'en résulte pas moins pour cette malheureuse, déjà séquestrée, prisonnière, une nouvelle sujétion assez pénible dont la conséquence est de diminuer sa personnalité et d'amoindrir son prestige physique en la privant arbitrairement de l'une de ses plus charmeresses prérogatives et en violant ainsi une fois de plus, sous prétexte de sauvegarder les mœurs, la liberté imprescriptible et la dignité sacrée de la femme, à quelque nationalité, à quelque culte qu'elle appartienne.

En Kabylie et dans les tribus chaouïas de l'Aurès, les femmes ne sont généralement pas voilées et jouissent à cet égard de plus de latitude que les femmes arabes, mais leur condition n'en est pas pour cela moins précaire, tant s'en faut. La femme kabyle est en effet traitée comme une véritable bête de somme et à ce titre, l'homme lui impose les plus lourdes tâches, la charge sans vergogne des travaux les plus pénibles qui incombent normalement aux animaux domestiques chez les peuples civilisés.

Il n'est pas rare de rencontrer dans certaines régions algé-

(1) Respect aux droits de la femme. Traduction de M. Arnaud.

riennes, par les routes ensoleillées ou fangeuses, des femmes indigènes en guenilles, le corps demi-nu, exposé aux dures intempéries, suivant à pied, un « moutchachou » sur le dos, l'âne ou le mulet sur lequel se prélasse l'outrecuidante paresse du mari confortablement drapé de laine. Il est vrai de dire aussi que, dans les classes plus élevées de la société musulmane, l'inverse se produit le plus souvent et, en pareille occurrence, le mari traite son épouse avec les égards qui lui sont dus.

La loi musulmane recommande au mari d'être doux et bienveillant envers sa femme, mais dans la réalité, l'Arabe viole très souvent ce généreux précepte et, pour un motif futile ou simplement par jalousie, il se livre sur son épouse à de brutales voies de fait, parfois même au meurtre. Je sais bien et l'on m'objectera peut-être, avec une apparence de raison, que la femme arabe, pas plus que la femme française ou européenne, n'est irréprochable et qu'il lui arrive quelquefois de provoquer, sinon de justifier, la violente colère de l'homme. J'en conviens, mais est-ce que les torts de la femme, si réels soient-ils, légitiment néanmoins le droit excessif, draconien, que s'arroge, en vertu de sa force musculaire, le mari à l'encontre de l'épouse désobéissante ou coquette? Je ne puis l'admettre et je constate qu'à cet égard encore l'homme s'octroie *généreusement* la prééminence sur la femme, victime de la brutalité du mâle farouche et autoritaire.

Cloîtrée, presque hermétiquement voilée, en butte à la colère, parfois à la haine implacable ou à la jalousie féroce de son seigneur et maître, la femme arabe en est presque toujours réduite à se soumettre à sa triste condition, à se résigner philosophiquement à son misérable sort, à moins que, dépouillant tout scrupule et faisant litière des préjugés et des mœurs qui asservissent l'existence féminine, elle ne se décide à user, à l'aide des moyens naturels dont elle dispose, de représailles érotiques envers le mari autocrate, libertin, au risque de susciter de nouveau sa fureur et d'armer contre elle un bras meurtrier, vengeur.

Au reste, chez les musulmans comme chez nous, « les verrous et les grilles ne font pas la vertu des femmes ni des filles ». Aussi, en est-il bon nombre parmi les femmes indigènes qui n'hésitent même point à prendre l'initiative à cet égard et jettent avec une étrange désinvolture leur voile aux orties et « leur chéchia par dessus les moulins ». Ces mœurs libres sont fréquentes surtout chez les bédouins de la tente, dans les oasis et dans les montagnes, où les femmes se

prostituent sans vergogne à leurs amants, la nuit, dans la brousse, et même parfois le jour, au soleil, à quelques pas du gourbi, au bord d'un « oued », parmi les fourrés de lentisques ou de lauriers-roses. De là, des scènes violentes, de sauvages querelles aboutissant presque toujours à des meurtres forts peu passionnels qui entraînent la comparution de leurs auteurs devant les Cours d'assises algériennes.

***

Telle est, en fait, la condition de la femme indigène en Algérie. En dépit des nobles efforts du Prophète et des généreux préceptes coraniques contre lesquels ont prévalu les mœurs musulmanes, diamétralement opposées aux idées modernes, il reste, on le voit, beaucoup à faire pour améliorer le sort de la femme dans l'Afrique septentrionale et pour la relever aux yeux des peuples civilisés.

Nul plus que moi n'est respectueux des usages et des traditions, mais à la condition toutefois que ces usages et ces traditions ne soient point en contradiction formelle avec les principes intangibles, imprescriptibles et sacrés de justice, de liberté, de morale, qui dominent de plus en plus à notre époque et dont s'inspirent les esprits sincèrement progressistes que préoccupent à si juste titre les questions sociales et humanitaires.

Ce n'est malheureusement point le cas des coutumes musulmanes qui amoindrissent la personnalité féminine et réduisent la femme à une quasi-servitude vis-à-vis de l'homme omnipotent

Au point de vue juridique, la femme arabe n'est pourtant pas complètement désarmée ; sa situation est même plus avantageuse, plus indépendante que celle de la femme française qui est soumise à la tutelle masculine ; ses droits sont formellement reconnus et déterminés par la loi coranique, mais ignorante et asservie, elle ne songe même pas, le plus souvent, à s'en prévaloir contre l'homme qui abuse envers elle de ses exorbitantes prérogatives. Il importe donc de réagir énergiquement contre de pareilles mœurs qui font en réalité de la femme indigène un être inférieur, assujetti aux caprices et au bon plaisir du mâle. Il faut tâcher de remédier à ce déplorable état de choses, tout à fait indigne d'un peuple civilisé, en contribuant par tous les moyens dont nous disposons, et surtout par l'enseignement manuel, au relèvement de la femme musulmane en Algérie.

L'initiative individuelle a déjà entrepris cette généreuse tâche et l'exemple si désintéressé de Mme d'Attanoux sera suivi, je l'espère, par d'autres personnalités désireuses comme elle d'améliorer la condition familiale et sociale de la femme indigène dans l'Afrique du Nord. Mais il appartient surtout au gouvernement d'agir à cet égard et de seconder d'une façon effective les louables efforts faits par quelques particuliers pour atteindre ce noble but qui doit intéresser tous ceux que préoccupe l'avenir de notre race en Algérie.

Charles BARBET,
Substitut du procureur de la République à Sidi-bel-Abbès.

ESSAI DE CODIFICATION

DU DROIT MUSULMAN ALGÉRIEN (1)

NOTE 6. — Dans un arrêt plus récent, du 4 août 1881 (*Sirey*, 1881. 1. 437), la Cour suprême avait semblé vouloir établir une distinction, à notre avis sans grand fondement, suivant que la loi modifiée ou abrogée était antérieure ou postérieure à la conquête. Dans le premier cas seulement, les lois modificatives ou abrogatives auraient été applicables dans la colonie sans promulgation spéciale. La Cour de cassation paraît avoir aujourd'hui abandonné ce système, dont on ne trouve plus trace dans son arrêt du 20 juillet 1901, mentionné au pied de notre article.

Art. 8. — *Les lois ou décrets concernant l'Algérie ou contenant une déclaration d'applicabilité sont également exécutoires dans la colonie sans promulgation spéciale* (note 7) (Paul Sumien, *op. cit.*, p. 93 et 96 ; Charpentier, *op. cit.*, p. 74 ; Larcher, *op. cit.*, I, nos 142 et 143 ; Alger, 25 oct. 1865, Estoublon, *Jurispr. Alg.*, 1865, 48 ; 23 nov. 1882, *Bull. jud. Alg.*, 1883, 15 ; *contrà :* Alger, 19 oct. 1887, *Rev. Alg.*, 1888. 2. 39 ; 14 mars 1891, Robe, 1891, 199).

Art. 9. — *Il en est encore de même des lois et décrets sur les douanes* (Décret 25 févr. 1851) (note 8) ; *sur la fixation de la valeur des monnaies étrangères en monnaie française* (Décret 14 juill. 1865, art. 2) ; *sur l'administration de la guerre et de la marine* (Ord. 22 juill. 1834, art. 6) ; *sur les poids et mesures* (Décret 30 déc. 1897) ; *et des traités internationaux* (Sautayra, *Législation de l'Algérie*, préface, p. III ; Larcher, *op. cit.*, I, no 144 ; Circ. ministérielle de 1868, publiée dans le *Bulletin* de la préfecture d'Alger, année 1868, p. 159 ; Alger, 12 déc. 1870. Estoublon, *Jurispr. Alg.*, 1870, 29 ; 11 mai 1871, *ibid.*, 1871, 17 ; trib. Alger, 1er juin 1887, *Rev. Alg.*, 1889. 2. 40)

(1) V. *Rev. Alg.*, 1. 1 et 50. 1903.

autres que les traités de commerce (note 9) (Saulayra, *op. cit.*, préface, p. III).

NOTE 7. — Tous les textes visés dans les art. 6 à 9 ci-dessus deviennent donc de plein droit exécutoires en Algérie par le fait de leur publication au *Journal officiel*, — sauf observation des délais de distance fixés par les décrets des 25 février 1851 et 5 novembre 1870 combinés, — sans qu'il y ait à rechercher si et à quelle date l'insertion en a été faite au *Bulletin officiel* du gouvernement général. — Sumien, *op. cit.*, p. 92 et 93; Larcher, *op. cit.*, I, n° 148; Circ. du commissaire extraordinaire de la République du 28 nov. 1870.

NOTE 8. — *a)* Ce principe doit cependant comporter certaines restrictions. V. à ce sujet Jacquey, *De l'application des lois françaises en Algérie*, Robe, 1883, 139; Sumien, *op. cit.*, p. 63 et 93; Larcher, *op. cit.*, I, p. 181, note 5.

b) Les dispositions du décret du 25 février 1851 sont restées en vigueur même après le décret du 27 octobre 1858, qui a édicté des règles spéciales pour la promulgation des lois et décrets en Algérie. — Décision du ministre de l'Algérie et des colonies du 11 août 1859, rapportée dans Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, p. 133, note 1.

NOTE 9. — Les traités de commerce ne reçoivent leur exécution en Algérie sans promulgation nouvelle que si une clause spéciale les a déclarés applicables à la colonie. — Tarif officiel des douanes de 1877.

Art. 10. — *Les lois et décrets ne rentrant dans aucune des catégories énumérées dans les art. 6 à 9 ci-dessus ne sont applicables en Algérie qu'autant qu'ils ont été insérés au* Bulletin officiel *du gouvernement général de l'Algérie.* (Charpentier, *op. cit.*, nos 151 et suiv., Décret 27 oct. 1858, art. 1er; arrêtés gouv. gén. 14 janv. 1861 et 27 déc. 1873; Cass., 5 févr. 1871; Cons. d'État, 12 févr. 1875, Estoublon, *Jurispr. Alg.*, 1875, 6; avis Cons. d'État, 26 mai 1876).

NOTE 10. — *a)* Il en est ainsi notamment des lois métropolitaines déclarées applicables à l'Algérie par un décret ultérieur du chef de l'État. — Jacquey, *De l'application des lois françaises en Algérie*, Robe, 1883, p. 139 et suiv.; Sumien, *op. cit.*, p. 95; Alger, 14 mars 1891 (Robe, 1891, 199).

b) Le gouverneur ne peut faire cette insertion de sa propre autorité. — Charpentier, *op. et loc. cit.*

c) L'insertion au *Bulletin officiel* des arrêtés, instructions, circulaires, avis et autres actes du gouvernement tient lieu de

notification aux autorités chargées de leur exécution. A ce effet, chaque numéro du *Bulletin officiel* est adressé, en nombre suffisant pour les besoins du service, à MM. les généraux commandant les divisions et préfets des départements, aux commandants des subdivisions et cercles, aux sous-préfets, aux administrateurs de commune mixte et maires, ainsi qu'à tous autres chefs de service. — Arrêté du gouv. gén. 14 janv. 1861, art. 2.

d) Dans les circonstances extraordinaires, la promulgation peut être faite à son de caisse ou par voie d'affiches. Les actes promulgués sont immédiatement exécutoires. — Décret 27 oct. 1858, art. 3.

e) Certains auteurs et une partie de la jurisprudence ont une tendance à excepter les lois d'intérêt général du principe posé par notre article (Alger, 11 avril 1850, Dall. 1850. 2. 196), mais la Cour de cassation ne semble pas disposée à admettre cette exception, qui est d'ailleurs beaucoup trop vague dans ses termes pour pouvoir constituer un *criterium :* à quoi reconnaître les lois d'intérêt général de celles qui ne le sont pas ? C'est là une distinction bien arbitraire. C'est ainsi qu'ont été considérées comme d'intérêt général les lois du 14 floréal an XI sur le curage des rivières non navigables, et du 6 messidor an XIII sur la vente des grains en vert. Au contraire, ont été déclarés comme n'étant pas d'intérêt général la loi du 21 avril 1810 sur les mines (Conseil d'État, 30 janv. 1880, Dall. 1880. 3. 68) et l'arrêté du 9 mars 1806 concernant les aubergistes (Cass., 30 janv. 1879, Dall. 1879. 1. 391). V. à ce sujet Jacquey, *op. cit.*

f) La simple insertion au *Bulletin officiel* du gouvernement de l'Algérie d'une loi de la métropole ou du décret qui l'a promulguée en France n'a pas pour effet de rendre cette loi exécutoire en Algérie. — Alger, 14 mars 1891 (*Rev. Alg.*, 1891, 2, 209).

g) M. Larcher (*op. cit.*, I, nos 133, 134, 135, 149, 150) n'admet pas le système énoncé dans notre article. Le décret du 24 octobre 1870, dit-il, a assimilé l'Algérie à la France pour la publication des lois et décrets ; or ce décret n'a jamais été expressément abrogé. Donc, une loi, applicable par elle-même à l'Algérie comme à la métropole, reçoit la publication légale de son insertion au *Journal officiel* ou au *Bulletin des lois ;* et elle devient obligatoire, suivant que la première insertion est faite à l'un ou à l'autre de ces recueils, par l'expiration des délais que détermine le décret du 5 novembre 1870 ou l'art. 1er C. civ. complété par l'ordonnance du 27 novembre 1816. Quand un décret décide qu'une loi métropolitaine sera appli-

cable en Algérie, ce décret formant loi spéciale à la colonie est aussi suffisamment publié par l'insertion à l'un des deux recueils précités. Il en est encore de même des décrets constituant législation spéciale pour l'Algérie. L'insertion au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie n'est obligatoire et suffisante, d'après le même auteur, que pour les arrêtés ministériels pris par délégation et pour les arrêtés du gouverneur.

Art. 11. — *La promulgation est réputée connue : au chef-lieu de chaque département de l'Algérie, un jour après la réception du* Bulletin officiel *par le préfet du département ; et dans les circonscriptions administratives secondaires, après l'expiration du même délai augmenté d'autant de jours qu'il y a de fois 5 myriamètres de distance entre le chef-lieu du département et celui de la circonscription* (Décret 27 octobre 1858, art. 2).

NOTE 11. — La rédaction de l'art. 2 du décret de 1858, dont nous reproduisons les termes, est insuffisamment précise. Supposons en effet que le *Bulletin* promulguant le texte d'une loi arrive à la préfecture le 1er janvier à midi : la loi deviendra-t-elle exécutoire dès le 2 janvier, ou seulement vingt-quatre heures écoulées après la réception du *Bulletin* par les préfectures, c'est-à-dire à partir du 2 janvier à midi? Il eût été préférable de disposer que la promulgation serait réputée connue dès le lendemain du jour de la réception par le préfet ; cette rédaction eût évité toute ambiguïté. Quoi qu'il en soit, la difficulté ne paraît pas avoir jamais été soulevée dans la pratique.

Il va sans dire que si l'on admet, avec M. Larcher (*suprà*, note 10, § *g*) que l'Algérie est assimilée à la France au point de vue de la publication des lois et décrets, notre article ne s'applique plus qu'aux arrêtés ministériels et aux arrêtés du gouverneur général. A l'appui de ce système, le même auteur fait remarquer qu'en réalité, la publicité résultant de l'insertion au *Journal officiel* est aussi réelle que celle que donne la reproduction au *Bulletin officiel :* toutes les sous-préfectures algériennes sont aujourd'hui desservies par des chemins de fer, et l'arrivée du *Journal officiel* s'y fait aussi régulièrement et guère plus tardivement que dans certaines sous-préfectures de la métropole peu favorisées comme voies de communication (Larcher, *op. cit.*, I, n° 137).

CHAPITRE III

De la loi applicable aux indigènes musulmans en matière civile

—

NOTE 12. — Toute cette matière est dominée par les termes de la capitulation du 5 juillet 1830, reproduits ci-dessus, note 4. La jurisprudence admet que les principes posés par ce texte doivent régir les populations des divers territoires successivement annexés. — Alger, 25 nov. 1861, Sabatéry, *Éléments de droit musulman*, p. 33.

Il demeure entendu que nous ne nous occupons ici que des indigènes du territoire civil, ceux des territoires de commandement demeurant exclusivement régis par le droit musulman. — V. Larcher, *op. cit.*, II, p. 56.

SECTION I

Des indigènes non naturalisés

§ 1er. — De la nationalité des indigènes musulmans d'Algérie (note 15)

Art. 12. — *Les indigènes musulmans d'Algérie* (note 13) *non naturalisés* (note 14) *sont nationaux français* (note 15) (Sénatus-consulte 14 juill. 1865, art. 1er).

NOTE 13 — *a)* Est indigène musulman d'Algérie toute personne de religion musulmane, née en Algérie avant la conquête, ou qui y est née depuis lors de parents établis dans la colonie antérieurement à l'occupation française. — Emmanuel Besson, *La législation civile de l'Algérie*, p. 68; Léon Dunoyer, *Étude sur le conflit des lois spécial à l'Algérie*, p. 35; Albert Hugues, *La nationalité française chez les musulmans de l'Algérie*, p. 16; Conclusions de M. l'avocat général Sarrut sous Cass., 18, 22 et 27 avril 1896 (*Rev. Alg.*, 1896. 2. 161).

b) On doit, par suite, refuser la qualité d'indigène :

1° Aux individus qui, bien qu'habitant l'Algérie à la date du 5 juillet 1830, date de la capitulation, n'y étaient pas nés;

2° A ceux qui, nés en Algérie après la conquête, descendent de parents qui ne s'y sont établis que plus tard ou n'ont fait qu'y passer. — Hugues, *op. cit.*, p. 17; André Weiss, *Traité théorique et pratique de droit international privé*, I, 380; Alger, 11 juin 1877 (*Bull jud. Alg.*, 1877, 363). Toutefois, est Français l'indigène musulman né sur le territoire français, qui y a toujours été domicilié, et qui, loin de décliner la qualité de Français, l'a toujours revendiquée. — Alger, 30 janv. 1902 (*Rev. Alg.*, 1902, 2,238).

3° Aux musulmans venus des pays étrangers après la conquête, notamment aux régnicoles tunisiens ou marocains de religion musulmane (Alger, 13 déc. 1889, *Rev. Alg.*, 1890. 2. 90) et aux Turcs ou Persans établis en Algérie (Hugues, *op. cit.*, p. 17).

c) Mais les enfants de l'indigène musulman sont Français comme leur père, quel que soit d'ailleurs le lieu de leur naissance. — Weiss, *op. cit.*, I, 380, note 2; Alger, 13 juin 1890, Robe, 1890, 423.

d) La qualité de Français, résultant du fait de l'annexion (note 15) (prononcée par l'ordonnance du 22 juillet 1834), a atteint l'individu qui, habitant l'Algérie lors de l'occupation, a quitté momentanément, avec esprit de retour, le sol algérien, pour fuir les suites de la conquête; et si, lui-même étant décédé avant d'avoir pu réaliser son projet de retour, ses enfants sont revenus en Algérie et y ont résidé depuis, ils ont eu et conservé la qualité de Français. — Hugues, *op. cit.*, p. 18; Alger, 13 juin 1890, précité.

e) L'indigène musulman, en Algérie, tient cette qualité de sa naissance, et non pas seulement de sa religion. Ainsi, n'est pas indigène musulman l'individu né en Italie qui a été élevé dès sa plus tendre enfance en Algérie par des musulmans et dans le culte musulman, et le statut personnel d'un tel individu est celui de sa nationalité italienne, et non le statut musulman. — Trib. Alger, 4 mai 1896, Robe, 1896, 205.

f) De même, le fait, par un Français d'origine, d'embrasser en Algérie la religion musulmane n'emporte pas à son égard changement de législation, alors même qu'il aurait déclaré vouloir se soumettre à la loi musulmane. — Hugues, *op. cit*, p. 19; trib. Alger, 4 janv. 1879 (*Bull. jud. Alg.*, 1879, 29).

g) La femme française qui épouse un indigène musulman reste soumise au statut personnel français. — Hugues, *op. cit.*, p. 98; Alger, 28 oct. 1878, Robe, 1880, 193. *Contrà :* Trib. sup. Alger, 20 juin 1836, Estoublon, *Jurispr. Alg.*, 1836, 15; Alger, 18 mai 1880, *Bull. jud. Alg.*, 1881. 78.

Il en est ainsi alors même qu'elle aurait déclaré embrasser la religion musulmane. — Trib. Alger, 4 janv. 1879, précité.

Mais la tutelle des enfants nés du mariage sera organisée selon la loi musulmane. — Hugues, *op. cit.*, p. 21, note 2.

Aux termes d'une circ. gouv. gén., 3 sept. 1871 (Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, p. 303, note 1) le mariage entre un indigène musulman et une femme française ne peut d'ailleurs être célébré que devant l'officier de l'état civil français. Il peut être ensuite célébré conformément à la loi musulmane, mais sur le vu d'un certificat constatant que le mariage a eu lieu au préalable à la mairie. En outre, l'officier de l'état civil ne doit procéder au mariage que si le futur époux n'est pas déjà engagé dans les liens d'un précédent mariage contracté selon la loi musulmane (1).

h) Quel est le sort de la femme étrangère qui épouse un indigène musulman d'Algérie devant l'officier de l'état civil français? D'après l'art. 12 C. civ., modifié par la loi du 26 juin 1889, elle devrait suivre la condition de son mari, c'est-à-dire devenir sujette française, mais soumise au statut musulman : mais cette solution est inadmissible, la loi musulmane étant une loi d'exception applicable aux seuls indigènes. On a alors proposé de laisser cette femme sous l'empire de sa loi personnelle, et de la considérer comme ayant conservé sa nationalité d'origine (Hugues, *op. cit.*, p. 22 ; en ce sens, Alger, 14 mars 1883, *Bull. jud. Alg.*, 1883, 112) ; mais il nous semblerait préférable, et plus conforme aux principes de notre droit public, d'admettre qu'elle devient Française, et de la soumettre, cela va sans dire, aux règles du statut personnel français. Qu'une étrangère épouse un sujet ou un citoyen français, elle devient, dans l'un comme dans l'autre cas, la femme d'un individu de nationalité française et doit acquérir elle-même cette nationalité dans les deux cas. La solution que nous proposons a encore l'avantage de rapprocher les deux époux, autant que faire se peut, de l'unité de législation, unité qui sera complètement réalisée si, ultérieurement, le mari indigène est admis à la jouissance des droits de citoyen. Voir dans un sens analogue, ci-après, § *i* (2).

i) La musulmane du Levant qui épouse, en Orient, un musulman algérien non naturalisé, acquiert, par l'effet du mariage, la nationalité française, qui est celle de son mari, sujet français, en vertu du sénatus-consulte (art. 12 C. civ.),

---

(1 et 2) Ces questions seront plus amplement traitées ci-après, au titre *Du mariage*.

et la dissolution de son mariage ne la lui ferait pas perdre. — Instructions du ministre de la justice, 13 novembre 1871, et circ. gouv. gén., 30 décembre 1871, rapportées dans Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, p. 308, note 1.

j) Il semble logique et juridique d'admettre que le fait, pour un indigène, d'être domicilié en Algérie devra constituer, à défaut de preuve contraire, une présomption qu'il y est né, et par suite qu'il est sujet français. Dans un sens analogue, le tribunal de Tunis a jugé le 7 novembre 1900 (*Journal des tribunaux de la Tunisie*, 1901, 270) que les indigènes musulmans domiciliés en Tunisie doivent, jusqu'à preuve du contraire, être présumés sujets tunisiens, manière de voir qui nous paraît, par analogie de motifs, pouvoir être également adoptée à l'égard des indigènes musulmans d'Algérie. Dans le même sens: Trib. Tunis, 29 janvier 1902 (*Recueil du Journal des tribunaux algériens*, 1902, 109 et 146), 20 février 1902 (*ibid.*, 1902, 104).

Dans le même ordre d'idées, le tribunal de Tunis a également décidé que l'indigène musulman domicilié en Tunisie n'a pas, en cas de contestation, à faire la preuve de sa nationalité, et que c'est à ses adversaires qu'incombe la charge d'établir que, contrairement à ses allégations, il n'est pas sujet tunisien, preuve qui doit d'ailleurs être formelle et ne saurait être fondée sur de simples présomptions : cette jurisprudence peut aussi être adoptée pour les musulmans algériens, toujours par analogie de situation et de motifs. — Trib. Tunis, 29 janvier 1902 (*Recueil du Journ. des trib. alg.*, 1902, 146).

Adde infrà, note 15, § *a*.

NOTE 14. — *a*) En ce qui concerne la terminologie d'indigènes *naturalisés* ou *non naturalisés*, voir ci-après les observations formulées sous la note 33.

b) Le seul fait, par un musulman algérien, d'avoir établi son domicile en France ne peut avoir, notamment en ce qui concerne son statut personnel et sa succession, le même effet qu'un décret de naturalisation, et le soumettre, de plein droit, à la loi française. En conséquence, lorsqu'un musulman décède en France sa succession n'en est pas moins régie par la loi musulmane. — Trib. Seine, 10 août 1893 (*Rev. Alg.*, 1894. 2. 138).

NOTE 15. — *a*) Les termes employés par l'art. 1er du sénatus-consulte du 14 juillet 1865 ne sont pas exactement ceux de notre article. « L'indigène musulman est Français », dit le texte officiel : mais comme il ajoute que le même indigène

peut, dans certaines conditions, être admis à jouir des droits de citoyen français, opération que la langue juridique algérienne désigne sous le nom de naturalisation (voir ci-après, note 33) il en résulte que l'indigène non naturalisé n'est pas citoyen, mais seulement sujet français.

b) Les indigènes algériens avaient déjà la qualité de sujets français sous l'empire de l'ordonnance du 22 juillet 1834 et de la constitution de 1848. — Alger, 24 février 1862 (Dall. 1862. 2. 179) ; Cass. 15 févr. 1864 (Dall. 1864. 1. 67) 29 mai 1865 (Robe, 1865, 23) ; (Estoublon, *jurisp. Alg.*, 1864, 4; 1865, 27).

c) L'indigène musulman est devenu Français par le fait même de la conquête. — Alger, 21 févr. 1862 (Estoublon, *Jurisp. Alg.*, 1862, 12).

d) Les enfants de l'indigène musulman déclaré Français par le sénatus-consulte de 1865 sont également Français, quel que soit le lieu de leur naissance. — Alger, 18 juin 1890 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 493).

e) Le sénatus-consulte du 14 juillet 1865, tout en déclarant Français les indigènes musulmans, n'a pas abrogé les lois de police et de sûreté édictées exceptionnellement contre eux, et, notamment, le décret du 12 décembre 1851, sur l'achat, la vente et la détention d'armes et de munitions de guerre. — Alger, 15 déc. 1865 (Estoublon, *Jurisp. Alg.*, 1865, 56).

f) En sa qualité de sujet français, l'indigène non naturalisé peut être admis à servir dans les armées de terre et de mer et être appelé, en Algérie, à des emplois et fonctions civils. — Sénatus-consulte 14 juillet 1865, art. 1er.

Ces emplois et fonctions sont déterminés par le tableau annexé au décret du 21 avril 1866, portant règlement d'administration publique pour l'exécution du sénatus-consulte du 14 juillet 1865.

Les indigènes non naturalisés peuvent être avocats. — Cass. 15 févr. 1864 (Estoublon, *Jurisp. Alg.*, 1864, 4) ; *Contrà :* Larcher, *op. cit.*, II, p. 54.

§ 2. — De la loi applicable aux musulmans résidant en Algérie et non admis à la jouissance des droits de citoyen français

NOTE 16. — Le § 1er ci-dessus, et l'art. 12 qui le constitue, sont relatifs uniquement aux indigènes musulmans sujets français. Ici, nous allons avoir affaire à une catégorie d'individus plus étendue : en effet, le décret du 17 avril 1889, dont la rubrique de notre § 2 reproduit exactement les termes, détermine la loi applicable, non pas seulement aux seuls

indigènes musulmans sujets français, mais à tous les musulmans résidant en Algérie (art. 1er du décret). Tous, qu'ils soient originaires ou non de la colonie, qu'ils soient nationaux français ou étrangers, sont donc soumis aux règles exposées sous le présent § 2. — En ce sens : Bachmann, *Étude sur la condition des personnes en Algérie,* p. 222 ; *Commentaire* du décret du 10 septembre 1886, par M. le conseiller Leclerc, *Rev. Alg.*, 1886. 1. 180. — Le décret de 1886, que celui de 1889 est venu remplacer, était applicable, comme ce dernier, aux musulmans résidant en Algérie (art. 1er).

Cette terminologie est d'autant plus remarquable qu'elle est employée pour la première fois, en matière de réglementation de la justice musulmane, par les décrets de 1886 et 1889 : précédemment, le décret du 13 décembre 1866 distinguait les musulmans indigènes des musulmans étrangers ; le décret du 1er octobre 1854 parlait des indigènes musulmans, l'ordonnance du 26 septembre 1842 des musulmans, sans spécifier davantage. — Sous l'empire de la législation antérieure à 1886, les musulmans étrangers habitant l'Algérie étaient soumis au droit commun, ainsi qu'il résulte du rapport qui précède le décret du 13 décembre 1866, et qui s'exprime ainsi à ce sujet : « Aux termes de l'art. 1er du décret de 1859, la loi musulmane régit les conventions, les contestations civiles ou commerciales et les questions d'état entre indigènes musulmans. Il a paru nécessaire de compléter cette rédaction en disant : « entre indigènes musulmans et entre ceux-ci et les musulmans étrangers ». En effet, il y a utilité pour les indigènes à ce que, en traitant avec des musulmans étrangers, ils soient assurés que leurs conventions seront régies et jugées d'après leur propre loi. Des difficultés s'étant élevées dans la pratique à ce sujet, il était bon d'en prévenir le retour. Entre musulmans étrangers, le droit commun demeure réservé ». (Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté,* p. 318, note 2).

Il y a d'ailleurs lieu d'observer que le législateur a, aujourd'hui, une tendance à soumettre tous les musulmans résidant sur le territoire algérien, qu'ils en soient ou non originaires, à une même législation. C'est ainsi notamment que l'art. 1er de la loi du 30 décembre 1902, portant organisation des cours criminelles, défère à ces juridictions les crimes commis, en territoire civil, non-seulement par les indigènes musulmans non naturalisés, mais aussi par les étrangers musulmans.

D'après l'art. 1er du décret du 17 avril 1889, dont nos art. 13 et 14 ci-après reproduisent les dispositions, les indigènes algériens sont soumis à la loi musulmane pour certaines matières déterminées. Il serait hors de notre sujet de faire ici

un historique complet des phases successives de la législation algérienne sur ce point. Il est bon cependant de remarquer, avec M. le conseiller Lefébure, que « d'autres pays que le nôtre nous offrent l'exemple de territoires coloniaux dont la population indigène a conservé, en partie au moins, ses lois et ses juges ». Notamment, « les 50 millions de musulmans des Indes anglaises, pour ne parler que de cette classe de la population, demeurent régis entre eux par leurs lois et leurs coutumes. Dans les Indes hollandaises, où la population indigène est presque entièrement musulmane, le gouvernement a laissé subsister non seulement les lois religieuses, mais encore les institutions populaires et les anciennes coutumes. Comme en Algérie, les lois concernant le statut personnel et les successions y sont encore appliquées par des juges indigènes ». (Cours de droit musulman professé à l'École de droit d'Alger, leçon d'ouverture, *Rev. Alg.*, 1888. 1. 185).

Le régime inauguré par les décrets de 1886 et de 1889, consistant à conserver aux indigènes leur statut personnel et successoral et à leur appliquer, en principe, pour toutes les autres matières (sauf en ce qui concerne leurs immeubles non francisés) (1) la loi française, sous la réserve indiquée par notre art. 15 ci-après, a été sagement conçu et a donné, en pratique, de bons résultats. Il est difficile d'aller plus loin dans ce sens par la voie législative : la francisation plus complète du droit musulman en Algérie sera maintenant l'œuvre lente, mais sûre, du temps, œuvre dont les étapes pourront être utilement marquées, chaque fois qu'un rapprochement entre les deux législations sera devenu possible sur un point donné, par une intervention du pouvoir souverain, telle que le récent décret du 1er août 1902, qui sera plus loin analysé sous le titre *De la minorité*, et qui a si heureusement organisé la tutelle en Kabylie, en coordonnant et en rendant réglementaires des usages locaux qui étaient passés dans les mœurs. Mais, il ne faut pas se le dissimuler, cette évolution sera longue, et le législateur devra montrer une extrême circonspection à la sanctionner et à la consacrer par des lois positives analogues au décret auquel nous venons de faire allusion. C'est qu'en effet, la loi musulmane, selon la terminologie des décrets de 1886 et 1889, — ou pour parler plus exactement, le droit musulman, car l'expression de « loi » désigne plus spécialement un acte réglementaire

---

(1) On entend, dans la langue juridique algérienne, par immeubles francisés, ceux dont la propriété est établie par un titre français, dans les termes de l'art. 13 ci-après.

des pouvoirs publics et n'est pas ici à sa place (1) — est étroitement lié à la loi religieuse islamique, ayant la même source que celle-ci, à savoir le Koran, les actes et les paroles du prophète; et cette union est parfois si intime qu'il est bien délicat et bien difficile de la briser. De cette conception spéciale du droit il résulte, remarquons-le en passant, que les jurisconsultes musulmans font parfois intervenir dans leurs doctrines juridiques des considérations d'ordre moral qui peuvent nous paraître singulières: c'est ainsi qu'ils distinguent les actes recommandés ou méritoires, tels par exemple que le mariage ou la donation aumônière; les actes indifférents au point de vue moral; les actes légèrement blâmables (littéralement: blâmés moyennant tolérance) mais néanmoins juridiquement valables; et enfin les actes également valables au point de vue du droit strict, mais sévèrement blâmés. Ce qui est blâmable n'est pas pour cela défendu, c'est à la conscience du fidèle qu'est laissé le choix du parti à prendre: mais, du moment où la loi ne prononce pas la nullité, l'acte doit être maintenu si le constituant a passé outre au blâme moral qui s'y rattache (Voir Zeys et Mohammed ould Sidi Saïd, *Recueil d'actes judiciaires arabes*, p. 161, notes 274 à 276).

Quoiqu'il en soit, il demeure entendu que l'expression de «loi musulmane», lorsqu'on la rencontrera soit dans les textes de la législation algérienne, soit dans le cours de cet ouvrage, désigne beaucoup moins une loi positive qu'un ensemble de coutumes, plus ou moins variables selon les régions, particulièrement originales chez nos sujets kabyles et mozabites, ayant leur fondement dans un petit nombre de préceptes inscrits dans le Koran, et, fort souvent, présentant un caractère religieux.

Art. 13. — *Les immeubles appartenant à des indigènes musulmans* (2) *non naturalisés français, et dont la propriété n'est pas établie conformément à la loi du 26 juillet 1873* (3) *ou par un titre français administratif, notarié ou judiciaire, sont régis par la loi musulmane* (Décret 17 avril 1889, art. 1er).

---

(1) On entend généralement par loi l'ensemble des actes de l'autorité qui règlent, d'une manière obligatoire et permanente, les devoirs et les droits des citoyens. Cette expression désigne donc plus spécialement une codification officielle qui, on le sait, n'existe pas en Algérie.

(2) Cet article et les suivants ne contiennent, sur le régime immobilier, que des dispositions générales. La question sera traitée plus amplement au Livre II.

(3) Remplacée aujourd'hui par la loi du 16 février 1897.

NOTE 17. — *a*) Les jugements et arrêts rendus par un tribunal français statuant comme juridiction musulmane ne constituent pas des titres français, mais des titres musulmans, exécutoires en la forme musulmane, par des agents musulmans, et ne conférant aucune hypothèque judiciaire. — Robe, 1891, 147 ; Maurice Pouyanne, *La propriété foncière en Algérie*, p. 561 et suiv. ; Larcher, *op. cit.*, II, p. 399 ; circ. gouv. gén. 26 déc. 1895 (Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, p. 408) ; Alger, 2 nov. 1891 (*Rev Alg.*, 1892. 2. 352) ; 22 déc. 1893 (*ibid.*, 1894. 2. 36) ; 4 avril 1894 (*ibid.*, 1894. 2. 305) ; 20 nov. 1894 (*Recueil du Journ. des trib. alg.*, 1895, 25) ; 6 juin 1896 (*Rev. Alg.*, 1896. 2. 437) ; trib. Mascara, 9 juill. 1896 (Robe, 1897, 107) ; trib. Batna, 28 février 1902 (*Rev. Alg.*, 1902. 2. 230). La jurisprudence antérieure était en sens contraire : Alger, 2 nov. 1880 (*Bull. jud. Alg.*, 1883, 143) ; 16 févr. 1887 (*Rev. Alg.*, 1887. 2. 163 et la note) ; 19 mars 1891 (*ibid.*, 1881. 2. 469).

b) Le partage d'une succession musulmane, rédigé par un notaire ou greffier-notaire français en vertu du décret du 17 avril 1889, et homologué par le juge de paix statuant en matière musulmane, ne constitue pas un titre français emportant francisation des immeubles compris dans le partage. — Pouyanne, *op. cit.*, p. 566 ; trib. Mascara, 25 nov. 1896 (Robe, 1897, 364).

c) Les immeubles dispensés de la vérification par l'art. 1er de l'ordonnance du 21 juillet 1846 (1) se sont trouvés soumis au statut réel français à partir de la promulgation de la loi du 26 juillet 1873, de laquelle date la théorie de la francisation (art. 2 et 3). — Pouyanne, *op. cit.*, p. 521 ; Alger, 27 juin 1881 (*Bull. jud. Alg.*, 1882, 285) ; 23 janv. 1883 (*ibid.*, 1883, 55) ; 6 oct. 1891 (*Rev. Alg.*, 1892. 2. 350).

Il en est de même des territoires où le droit de propriété est aussi bien établi que dans les localités dispensées, par l'ordonnance de 1846, des mesures de vérification. — Trib. Philippeville, 5 mai 1877 (*Bull. jud. Alg.*, 1884, 275) ; trib. Constantine, 23 juin 1877 (*ibid.* 1884, 278), 27 mai 1882 (*ibid.* 1882, 204) ; Alger, 28 nov. 1888 (*Rev. Alg.*, 1889. 2. 53). *Contrà* : Pouyanne, *op. cit.*, p. 521 et suiv.

Il en est encore de même de tous les immeubles situés sur le territoire d'une commune de plein exercice. — Trib. Blida, 4 oct. 1884 (Robe, 1890, 289). *Contrà* : Pouyanne, *op.* et *loc. cit.*

d) La juridiction française est incompétente pour connaître, entre musulmans, d'un litige relatif à un immeuble sur lequel

---

(1) Ces immeubles comprennent notamment le territoire des communes d'Alger, El-Biar, Mustapha, Blida, Oran, Mostaganem et Bône.

s'est transporté le commissaire enquêteur, mais qui n'a fait l'objet d'aucun titre de propriété délivré à l'une ou à l'autre des parties. — Alger, 3 juin 1897 (*Rev. Alg.*, 1898. 2. 51).

e) La transcription d'un acte de cadi, translatif de droits réels entre musulmans, a pour effet de placer l'immeuble, objet de l'acte, sous l'empire de la loi française, et, par suite, de le soustraire à l'application de la loi de 1873. — Trib. Blida, 2 févr. 1893 (*Rev. Alg.*, 1894. 2. 414). — *Contrà :* La transcription d'un acte de cadi est inopérante à ce point de vue, la francisation d'un immeuble ne pouvant résulter que de l'acte lui-même, passé en la forme française. — Alger, 28 mai 1894 (*Rev. Alg.*, 1894. 2. 413).

f) La constitution d'hypothèque sur une terre arabe soumet cette terre au statut réel français d'une manière définitive, et dessaisit le juge musulman de toutes questions de propriété pouvant s'élever à son sujet. — Trib. Blida, 8 nov. 1888 (Robe, 1889, 177). *Contrà :* Pouyanne, *op. cit.*, p. 543 ; *infrà*, § *j*.

g) Un jugement d'adjudication rendu par un tribunal de première instance constitue un titre judiciaire français. — Alger, 10 avril 1889 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 483).

h) Le titre administratif ou notarié francise l'immeuble à compter de la date du titre, s'il est postérieur à la loi de 1873 ; à compter du jour de la promulgation de ladite loi, si le titre est antérieur. — Pouyanne, *op. cit.*, p. 535.

i) Par *actes administratifs* il faut entendre les actes émanés de l'administration, qui transmettent ou reconnaissent un droit de propriété privée : une concession, une vente administrative, etc. — Pouyanne, *op.* et *loc. cit.*

j) Pour qu'un acte notarié ou administratif opère la francisation, il faut non seulement qu'il constate le droit de propriété, mais encore qu'il soit dressé spécialement pour constater un transfert de propriété. — Robe, *Les lois de la propriété immobilière en Algérie*, p. 58; Pouyanne, *op. cit.*, p. 539.

k) L'acte notarié transmettant la propriété d'une partie indivise de l'immeuble opère francisation de l'immeuble tout entier. — Trib. Blida, 13 mars 1889 (Robe, 1889, 275), 8 mai 1889 (*ibid.*, 1889, 398); Alger, 14 janv. 1892 (*Rev. Alg.*, 1892. 2. 149).

l) Les immeubles, même francisés, appartenant à des musulmans, continuent à être régis par les droit et coutumes de ceux-ci en tant qu'il s'agit de succession : le caractère français de ces immeubles ne comporte attribution de la juridiction française que pour les opérations autres que les successions. — Trib. Mascara, 4 nov. 1897 (*Recueil du Journ. des trib. alg.*, 1897, 207).

(Sur toute cette question de la francisation, voir l'étude très approfondie de M. Pouyanne dans son livre sur *La propriété foncière en Algérie*, p. 500 et suiv., et Larcher, *op. cit.*, II, p. 379 et suiv.).

Art. 14. — *Les indigènes musulmans d'Algérie* (note 18) *sont encore soumis à la loi musulmane* (note 19) *en ce qui concerne leur statut personnel* (note 20) *et leurs successions* (note 21) (Décret 17 avril 1889, art. 1er).

NOTE 18. — *a)* Les règles relatives à la situation civile et politique des indigènes musulmans d'Algérie sont-elles applicables à ceux d'entre eux qui sont domiciliés sur le territoire continental de la France? M. Charpentier (*Précis de législ. alg. et tun.*, p. 278) admet la négative et place ceux-ci sous l'empire pur et simple de la loi française. De même, M. Hugues (*La nationalité française chez les musulmans de l'Algérie*, p. 77 et suiv.), déclare que, bien que l'indigène qui va s'établir en France ne devienne pas pour cela citoyen français, il n'en doit pas moins se conformer à la loi civile française. Dans le même sens : Béquet, *Répertoire de droit administratif*, v° *Algérie*.

La jurisprudence est en sens contraire et considère l'indigène musulman établi en France comme continuant à jouir, en ce qui concerne le statut personnel et les successions, du bénéfice de la loi islamique. — Trib. Seine, 10 août 1893 (*Rev. Alg.*, 1894. 2. 139); Paris, 2 juillet 1896 (*Le Droit* du 19 juillet).

A l'appui de son opinion, M. Hugues fait remarquer que l'indigène qui va s'établir en France échappe à la juridiction des cadis : il y a donc de sa part option de juridiction, et il est logique d'admettre qu'il y a eu en même temps option de législation. Cette argumentation ne nous paraît pas à l'abri de tout reproche; appliquera-t-on la loi française, qui prohibe la bigamie, au musulman polygame qui se transportera en France avec sa famille?

Enfin, M. Larcher (*op. cit.*, II, p. 61, à la note) propose une solution mitigée. « Suivant les règles du droit international privé, dit-il, le droit musulman algérien suit nos sujets partout où ils se trouvent ; il constitue leur loi nationale... Mais il importe de remarquer que cette solution n'est vraie qu'autant que le droit musulman n'apparaît pas comme contraire à l'ordre public ; les tribunaux de la métropole n'ont pas à avoir pour lui le même respect que les tribunaux algériens ; le droit musulman, en France, ne s'applique que dans les limites où toute législation étrangère trouverait application. »

Il va sans dire d'ailleurs qu'il ne s'agit ici que des indigènes établis en France sans esprit de retour, tout au moins immédiat. On ne pourrait évidemment induire d'un simple voyage en France une renonciation à la loi musulmane (Hugues, *op. cit.*, p. 79).

(*b*) Quant aux indigènes musulmans algériens qui vont s'établir à l'étranger, ils continuent à être soumis, comme en Algérie, aux règles de leur statut personnel, suivant les principes du droit international privé. — Béquet, *op.* et *loc. cit.*; Hugues, *op. cit.*, p. 79; dêpêche du ministre de la justice au ministre de l'intérieur, en date du 13 novembre 1871 (Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, p. 308, note 1, § *k*); circ. gouv. gén. 30 décembre 1871 (*ibid.*).

c) Sur la compréhension du terme « indigènes musulmans d'Algérie », v. *suprà* note 16.

NOTE 19. — *a)* En ce qui concerne spécialement le rite ou la coutume applicable, v. ci-après art. 19 et suivants.

b) Le statut personnel des indigènes musulmans habitant le territoire kabyle, mais appartenant à des tribus arabes, est régi, non par la coutume kabyle, mais par la coutume musulmane. — Alger, 7 octobre 1890 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 563).

c) La dévolution d'une hérédité doit s'opérer conformément au rite auquel appartenait le défunt. — Alger, 24 novembre 1890 (*Rev. Alg.*, 1891. 2. 65). — Cf. ci-après note 21.

d) La détermination des droits d'un héritier dans une succession immobilière faisant partie du statut réel, le partage des immeubles dépendant de cette succession doit se faire d'après la loi du lieu de leur situation. Spécialement, c'est d'après la loi musulmane, et non d'après la coutume kabyle, que doit être réglée la dévolution d'un immeuble qui dépend de la succession d'un Kabyle, mais se trouve situé en pays arabe. — Alger, 13 janv. 1891 (*Rev. Alg.*, 1891. 2. 178). *Contrà :* Pouyanne, *op. cit.*, p. 690.

NOTE 20. — *a*) Le statut personnel comprend toutes les questions relatives à l'état et à la capacité des personnes : nationalité, état civil, mariage, tutelle, interdiction, adoption, majorité, émancipation, filiation, puissance paternelle (Estoublon, Cours de droit musulman professé à l'École de droit d'Alger; Larcher, *op. cit.*, II, p. 63). — Il convient de remarquer que, malgré les termes généraux employés par l'art. 1er du décret du 17 avril 1889, la nationalité des indigènes musulmans algériens, encore qu'elle relève du statut personnel, est régie non pas par la loi musulmane, du reste embryonnaire en cette matière, mais par la loi française et

les principes du droit international, ainsi qu'il résulte de l'art. 12 ci-dessus.

b) Bien que l'état des personnes continue à être régi par la loi musulmane, cette règle est encore tempérée par la loi du 23 mars 1882, qui a organisé l'état civil des indigènes, et dont il sera question plus loin, au titre *Des actes de l'état civil.*

Adde suprà note 19, § *b*.

NOTE 21. — *a)* Il en est ainsi alors même qu'il s'agit de successions comprenant des immeubles francisés. — Trib. Mascara, 4 nov. 1897 (*Recueil du Journ. des trib. alg.*, 1897, 207).

b) Cette disposition est applicable aux musulmans algériens qui ont établi leur domicile en France. Spécialement, est régie par la loi musulmane la succession d'un musulman algérien décédé en France. — Trib. Seine, 10 août 1893 (*Rev. Alg.*, 1894. 2. 138).

c) Si un musulman non naturalisé vient à décéder laissant à la fois des héritiers musulmans non naturalisés et des héritiers citoyens français, c'est la loi musulmane qui est applicable. — Alger, 21 octobre 1875 (*Robe,* 1875. 216); 26 décembre 1887.

Adde suprà note 19, § *c* et *d*.

Art. 15. — *Pour toutes les matières non réservées par les deux articles précédents, les musulmans d'Algérie sont régis par la loi française. Toutefois, en matière personnelle et mobilière, le juge tiendra compte, dans l'interprétation des conventions, dans l'appréciation des faits et dans l'admission de la preuve, des coutumes et usages des parties.* (Décret 17 avril 1889, art. 2).

NOTE 22. — *a)* Le principe est que les indigènes, étant nationaux français, sont régis par la législation française; mais, — correctif résultant des termes de la capitulation du 5 juillet 1830, — en tant seulement qu'elle ne contredit pas leur législation nationale et qu'elle n'est pas en conflit avec leurs mœurs et leurs coutumes (conclusions de M. l'avocat général Sarrut, sous Cass., 18, 22 et 27 avril 1896, *Dall.*, 1896. 1. 356). Cette règle, qu'il faut d'ailleurs entendre dans un sens très large, devenait applicable du jour où les indigènes acquéraient la qualité de sujets français, c'est-à-dire depuis l'ordonnance du 22 juillet 1834 (V. *suprà*, note 15, § *b*) : le décret du 17 avril 1889, et précédemment celui du 10 septembre 1886, dont il est la reproduction presque littérale, n'ont donc eu pour but que de restreindre la sphère d'application de la loi musulmane,

qui, antérieurement à ces textes, régissait seule toutes conventions et contestations civiles et commerciales entre musulmans indigènes et entre ceux-ci et les musulmans étrangers, ainsi que les questions d'état (V. notamment l'art. 1er du décret du 13 décembre 1866, qui réglementait la justice musulmane en Algérie avant l'institution du régime inauguré par les décrets de 1886 et 1889, et l'art. 1er du sénatus-consulte du 14 juillet 1865).

b) La transmission d'immeubles francisés, entre musulmans, même à titre gratuit, est soumise à la loi française et échappe à la compétence du juge musulman. — Cass., 11 déc. 1889 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 189).

c) Toutefois, les immeubles francisés sont régis, quant aux droits successoraux, par la loi musulmane, le caractère français donné à un immeuble n'emportant attribution de la juridiction française que pour les questions autres que les successions. — Trib. Mascara, 4 novembre 1897 (Robe, 1898, 72).

Art. 16. — *Dans les matières réservées par les art. 13 et 14 ci-dessus, les musulmans peuvent renoncer, par une déclaration expresse, à l'application de leurs droit et coutumes pour se soumettre à la législation française. Cette déclaration est insérée soit dans la convention originaire, soit dans une convention spéciale* (Décret 17 avril 1889, art. 3).

NOTE 23. — Il en était déjà ainsi sous la législation antérieure. L'art. 37 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, notamment, disposait que les indigènes sont présumés avoir contracté entre eux selon la loi du pays, à moins qu'il n'y ait convention contraire. *Cf.* décret du 1er octobre 1854, art. 52 ; décret du 31 décembre 1859, art. 1er ; décret du 13 décembre 1866, art. 1er ; décret du 10 septembre 1886, art 3.

(A suivre).

ED. NORÈS,
Juge suppléant au tribunal de Constantine.

LA FAMILLE MUSULMANE (1)

Or, si, dans l'antique Arabie, le père possédait, tant dans la constitution que dans la direction de la famille, des pouvoirs très étendus, s'il lui était possible, autrement que par la procréation, d'accroître, à son gré, l'*akila* et d'augmenter le nombre de ses *asibs,* par la voie de l'adoption, par exemple, ou d'un pacte de fraternité,— s'il avait sur ses enfants droit de vie et de mort, et s'il avait la faculté, après l'avoir accueilli, d'exclure et de rejeter de la famille tel de ses enfants qu'il lui plaisait, et de rompre, par le seul effet de sa volonté, le lien de parenté qui l'unissait à ce dernier (2), – il ne semble pas, cependant, qu'à tous égards, la coutume lui reconnût, dans la famille, sur les personnes et sur les biens, des pouvoirs aussi étendus que ceux que les lois romaines conféraient au *paterfamilias*. — C'est ainsi que chaque membre de la famille avait, en dépit de la dépendance dans laquelle il se trouvait placé par rapport à son chef, une individualité, une personnalité entièrement distincte de celle de ce dernier. Il pouvait avoir une fortune personnelle, un patrimoine propre; il pouvait se créer et s'assurer le bénéfice d'une situation indépendante. « Cossay, rapporte Caussin de Perceval, parvenu à une grande vieillesse, voyait avec peine que son fils aîné, Abdeddar, ne jouissait pas d'une considération égale à celle de ses frères, Abdelâzza, Abd et Abdmanaf. Celui-ci surtout, avait acquis, *du vivant même de son père,* une haute influence parmi les Coraychites. Cossay dit un jour à Abdeddar: « *Tes frères se sont fait une position personnelle supérieure à la tienne ;* mais je veux t'élever au-dessus d'eux » (3). — Le système familial, qui avait prévalu chez les Arabes de l'époque préislamique, n'impliquait donc nullement, comme le système romain, l'absorption des membres de la famille « par un chef qui a tout en main, comme pouvoir et

(1) V. *Rev. Alg.*, 1903. 1. 140.

(2) Seignette, *op. cit.*, p. 717.

(3) Caussin de Perceval, *op. cit.*, t. I, p. 250.

fortune » (1). — D'ailleurs, cette liberté, cette indépendance de l'individu, chez les Arabes et dans les sociétés sémitiques en général, nombre d'auteurs la constatent et déclarent qu'elle est la conséquence de la vie nomade qui développe les instincts individuels, l'indépendance personnelle, l'esprit d'égalité (2).

Il est bien vrai que, dans les tribus plus ou moins sédentaires ou nomades, les difficultés comme les dangers de l'existence devaient maintenir les divers membres de la famille plus étroitement unis sous une autorité plus forte ; et, vraisemblablement alors, pour tous les membres de la famille, il n'était qu'un seul patrimoine dont le chef dirigeait l'exploitation. Mais ce patrimoine unique n'était point celui du chef ; c'était un patrimoine commun, indivis. La loi musulmane, en effet, ne permet pas au testateur de disposer de plus du tiers de ses biens au détriment de ses *asibs*, quels qu'ils soient et si éloigné que puisse être leur degré de parenté (3). Or, il semble bien difficile de donner, de cette règle, une explication satisfaisante, si l'on ne veut y voir, soit un souvenir de l'assistance que se devaient, autrefois, les divers membres de l'*akila*, soit une survivance de l'idée d'une communauté de biens existant entre tous les membres de cette *akila* et faisant obstacle à ce que chacun pût disposer librement et intégralement, au détriment des autres, des biens, qu'en fait il détenait. Mais, quelle que soit la justification que l'on adopte, elle est inconciliable avec cette idée, qu'au temps de la *Djahilyya,* le chef du groupe familial aurait possédé la faculté illimitée de disposer des biens de ce groupe par testament (4). Si bien que le chef de famille, chez les Arabes de l'époque préislamique, loin d'être, comme le *paterfamilias*, à Rome, « un chef qui a tout en main, comme pouvoir et fortune, et qui compose et gouverne seul toute sa *domus* jusqu'à son libre testament » (5), — doit être considéré, bien plutôt, comme le chef d'une communauté juridique à laquelle participaient ses *asibs*.

---

(1) Lefebvre, *op. cit.*, p. 57.

(2) Kœnigswarter, *op. cit.*, p. 331 ; — Renan, *op. cit.*, p. 470 ; — de Nauphal, *Système législatif musulman*, Mariage, p. 4.

(3) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art 2062.

(4) M. Seignette pense, au contraire, qu'à l'époque préislamique, la liberté de tester était illimitée, et qu'en la restreignant, la législation coranique a innové ; mais il n'apporte aucune preuve à l'appui de cette manière de voir ; V. *trad. de Sidi Khalil*, Introduction, p. XXVIII.

(5) Lefebvre, *op. cit.*, p. 57.

c. — Enfin, tandis qu'à Rome, la disparition du *paterfamilias* confère une indépendance complète à ceux des membres de la famille placés sous son autorité immédiate, tandis que cette disparition provoque une sorte de désintégration de la famille, — il en est autrement chez les Arabes de l'époque préislamique. Le chef disparu est remplacé par le plus âgé des membres de la famille (1), et celle-ci continue à vivre, sous ce nouveau chef, comme elle avait vécu sous l'ancien. Il en résultait une cohésion, une solidarité beaucoup plus étroite, non seulement entre membres d'une même famille, mais aussi entre familles d'une même tribu, — que celle qui existait, à Rome, entre ceux qui avaient cessé de vivre sous l'autorité d'un même *paterfamilias*, ou entre familles d'une même *gens*. « Dans une tribu, dit Dozy, tous les Bédouins sont frères. C'est le nom qu'ils se donnent entre eux quand ils sont du même âge. Si c'est un vieillard qui parle à un jeune homme, il l'appelle fils de mon frère. Un de ses *frères* est-il réduit à la mendicité et vient-il implorer son secours, le Bédouin égorgera, s'il le faut, son dernier mouton pour le nourrir ; son frère a-t-il essuyé un affront de la part d'un homme d'une autre tribu, il ressentira cet affront comme une injure personnelle, et n'aura point de repos qu'il en ait tiré vengeance. Rien ne saurait donner une idée assez nette, assez vive, de cette *açabia*, comme il l'appelle, de cet attachement profond, illimité, inébranlable, que l'Arabe ressent pour ses contribules, de ce dévouement absolu aux intérêts, à la prospérité, à la gloire, à l'honneur de la communauté qui l'a vu naître et qui la vue mourir » (2).

En sorte que, quoi qu'on en ait dit, il existe des différences très appréciables entre le système familial romain des premiers siècles et le système familial des Arabes de l'époque préislamique. Et si l'on voulait, à tout prix, établir un rapprochement entre l'existence familiale de ces Arabes et l'existence familiale de quelque autre peuple, c'est bien plutôt à la famille germanique (3) ou à la communauté de village de l'Inde (4), qu'il faudrait comparer la famille arabe des temps antéislamiques.

13. — Quoi qu'il en soit, cette famille arabe nous apparaît

(1) Luciani, *op. cit.*, p. 103, n° 140 et 176, n° 223 ; Sédillot, *Histoire générale des Arabes*, t. 1, p. 20.

(2) Dozy, *op. cit.*, t. 1, p. 9 et 10.

(3) Kœnigswarter, *op. cit.*, p. 118 et suiv.

(4) Sumner Maine, *op. cit.*, p. 245 et suiv.

comme basée sur le patriarchat; elle n'est fondée que par un mâle et ne comprend que des mâles parents par les mâles. — A sa tète se trouve placé un chef investi de pouvoirs extrêmement étendus, mais qui, cependant loin, d'absorber la personnalité de ses divers membres, vit bien plutôt en communauté juridique avec eux. — Au point de vue politique comme au point de vue social, cette famille constitue la véritable unité de la société arabe.

Dans quelle mesure les réformes réalisées par le Prophète ont-elles modifié cet état de choses?

II

14. — Le triomphe de l'islamisme a déterminé une transformation profonde de la société arabe. Entre tribus « sans communauté d'intérêts, sans centre commun, ordinairement en guerre les unes avec les autres » (1), un lien s'est établi, à la fois politique et religieux. Le Prophète a fondé une communauté religieuse accessible à tous, sans distinction aucune de famille, ni même de race. Il suffit, en effet, pour lui appartenir, d'avoir prononcé la formule de la confession de la foi; il suffit de croire. « Les fidèles, est-il dit au Coran, forment une société d'amis » (2). — Et cette communauté n'est pas simplement une communauté religieuse; elle a et doit avoir un chef; et celui-ci n'est pas seulement un chef religieux, c'est aussi un chef politique.

Elle a un chef; car le verset 62 du chapitre IV du Coran dit : « O croyants! obéissez à Dieu, obéissez à l'apôtre et à ceux d'entre vous qui exercent le commandement » (3).

Elle doit avoir un chef. Cela résulte de ce hadith : « Des détenteurs du pouvoir vous gouverneront après moi. Il y en aura de bons, qui vous gouverneront avec bonté; il y en aura de pervers qui vous gouverneront avec perversité. Écoutez-les et obéissez leur en tout ce qui est conforme à la Loi. S'ils se conduisent bien, le mérite en sera pour vous et pour eux. S'ils se conduisent mal, le mérite sera pour vous et le démérite pour eux » (4). — Cela résulte encore de l'*accord de la nation*, qui « se forma, au moment de la mort du Prophète,

---

(1) Dozy, *Hist. des Mus. d'Espagne*, t. 1, p. 16.

(2) Coran, *trad. Savary*, ch. IX, vers. 72.

(3) Coran, *trad. Savary*.

(4) El Mawerdi, *El Akham es-Soulthâniya*, trad. Ostrorog, t. 1, p. 98.

sur le point d'en élire le successeur incontinent, en abandonnant, pour y procéder, le plus sacré des devoirs, celui d'ensevelir le messager de Dieu » (1).

Aussi Nedjem ed-din Nassafi déclare-t-il que « les Musulmans doivent être gouvernés par un imam » (2). — Et, d'après Sad ed-din Teftazani, « l'établissement d'un imam est un point canonique arrêté et statué par les Fidèles du premier siècle de l'islam. Ce point, qui fait partie des règles apostoliques et qui intéresse, d'une manière absolue, la loi et la doctrine, est basé sur cette parole du Prophète : *celui qui meurt sans reconnaître l'autorité et l'imam de l'époque est censé mort dans l'ignorance, c'est-à-dire dans l'infidélité.* Le peuple Musulman doit donc être gouverné par un imam. Cet imam doit être seul, unique ; son autorité doit être absolue ; elle doit tout embrasser ; tous doivent s'y soumettre et la respecter ; nulle ville, nulle contrée ne peut en reconnaître aucun autre, parcequ'il en résulterait des troubles qui compromettraient et la religion et l'État ; et, quand même une autre autorité indépendante serait à l'avantage temporel de cette ville, de cette contrée, elle n'en serait pas moins illégitime, et contraire à l'esprit et au bien de la religion, qui est le point le plus essentiel et le plus important de l'administration des imams » (3).

Et ce chef de la communauté islamique n'est pas seulement un chef spirituel. Il n'a pas seulement pour mission d'assurer le maintien du dogme, de défendre la religion et de faire la guerre sainte à ceux qui refusent de croire, après y avoir été conviés. C'est aussi un souverain politique, car c'est à lui que, d'après El Mawerdi, incombe : « l'exécution des décisions judiciaires et le règlement des contestations, ... la protection de la vie, de l'honneur et des biens contre toute agression, ... l'application des dispositions pénales, ... la défense des frontières, ... la perception de l'aubaine et des aumônes, ... la fixation du montant de la solde et de ce qui doit être payé par le Trésor, ... la nomination d'hommes sûrs et de bon conseil aux postes du gouvernement et aux charges de finance » ... (4).

Enfin, vis-à-vis de ce chef, la Communauté musulmane est tenue du double devoir d'obéissance et d'assistance, — pourvu, toutefois, qu'il se conforme lui-même à la Loi. « La nation,

---

(1) *Eod loc.*, p. 97, note 2.

(2) Rinn, *Marabouts et Khouan*, p. 3.

(3) Rinn, *Marabouts de Khouan*, p. 3.

(4) El Mawerdi, *op. cit.*, p. 161 et suiv.

dit El Mawerdi, est tenue de remplir deux devoirs à l'égard du Calife : le devoir d'obéissance et le devoir d'assistance ; cela, tant qu'il ne survient pas en lui une altération d'état. Or, deux choses constituent une altération d'état ayant pour effet de le faire déchoir du Califat : la première est une lésion morale détruisant en lui la qualité de juste ; la seconde, une lésion physique » (1). Cette restriction est basée sur le hadith suivant : « Il est de votre devoir d'écouter tous ceux qui vous commandent, et de leur obéir, tant qu'ils ne vous ordonnent pas de faire quelque chose que Dieu désapprouve. S'ils l'ordonnent, il n'y a plus à écouter ni à obéir » (2). — Mais, pourvu qu'elle s'exerce conformément aux prescriptions de Dieu, l'autorité du chef est absolue, le Khalife doit être obéi.

***

15. — Dans de telles circonstances, l'établissement de l'islamisme aurait dû consommer la ruine politique de la famille. Dès l'instant, en effet, où la Communauté musulmane s'est constituée, non par l'agrégation d'un certain nombre de familles, mais par la réunion d'individus appartenant à la même religion ; — dès l'instant où l'individu tient ses droits, dans la Communauté, de sa qualité de croyant, c'est-à-dire d'une qualité qui lui est strictement personnelle, et qui est indépendante de son origine, la Communauté musulmane n'est plus qu'une communauté d'individus. Ceux-ci, d'autre part, doivent avoir, dans la Communauté, des droits identiques ; entre eux, il ne saurait y avoir d'inégalité de traitement basée sur une différence d'origine. En sorte que le rôle politique qui, jusqu'alors avait appartenu à la famille, dans la société arabe, ne se conçoit plus.

Et c'est bien ainsi que le Prophète l'entendit tout d'abord. « Plus de fierté païenne ! déclara-t-il ; plus d'orgueil fondé sur les ancêtres ! Tous les hommes sont enfants d'Adam, et Adam a été formé de poussière ; le plus estimable, aux yeux de Dieu, est celui qui le craint davantage » (3). — « Les hommes sont égaux, ajoutait-il, comme les dents d'un peigne ; la force de la constitution fait seule la supériorité des uns sur les autres » (4). Et c'est parmi les premiers convertis, parmi ceux qui se recommandaient à lui par leurs vertus et leur dévoue-

(1) *Eod. loc.*, p. 169 et suiv.
(2) El Mawerdi, *op. cit.*, p. 169, note 1.
(3) Caussin de Perceval, *op. cit.*, t. 3, p. 231.
(4) *Eod. loc*,, p. 507.

ment à l'islam, parmi les Émigrés et les Défenseurs, que Mahomet choisit tout d'abord ceux à qui seraient confiés les postes les plus importants, tels que le commandement des armées et le gouvernement des provinces (1). Mais, en fait, l'ancienne organisation en tribus subsista (2), et le Prophète fut même amené à la présenter comme émanant de Dieu lui-même (3). Chaque tribu continua à n'avoir d'autre chef que celui qu'elle s'était donné (4). L'ancienne noblesse revendiqua ses prérogatives et Mahomet se résigna à les lui conserver. Il fut amené à reconnaître que : « ceux qui étaient nobles sons le paganisme, restent nobles sous l'islamisme, pourvu qu'ils rendent hommage à la véritable sagesse » (5).

Si bien, qu'au point de vue politique, la situation de la famille ne se trouva nullement modifiée. « Chacune de ces petites sociétés, dit Dozy, ne vivait que pour soi, ne s'occupait que de soi, n'avait d'affaires que celles qui la touchaient. Dans la guerre, elles formaient autant de corps séparés, dont chacun avait son drapeau que portait le chef ou un guerrier désigné par lui ; dans les villes chaque tribu avait son propre quartier, son propre caravansérail, et même son propre cimetière (6) ». Les fonctions publiques continuèrent à n'être que des charges de famille. Il finit par en être ainsi, même du Khalifat. Snouck-Hurgronje remarque, en effet, que la Communauté musulmane « devint un empire, dirigé par une famille qui, quoique étant de la tribu du Prophète, avait le plus longtemps résisté à sa révélation et qui, après s'être emparée du pouvoir, considérait cette autorité comme son patrimoine » (7).

***

16. — D'ailleurs, le triomphe de l'islamisme n'aurait pas dû avoir pour conséquence unique d'amoindrir le rôle politique de la famille, — il aurait dû, semble-t-il, lui faire perdre également toute son importance sociale. Il n'est plus possible, en effet, de dire, comme à l'époque préislamique, qu'il n'est,

(1) Dozy, *Hist. des Mus. d'Espagne*, t. 1, p. 41 et suiv.

(2) *Eod. loc.*

(3) Coran, ch. XLIX, vers. 13.

(4) Dozy, *op. cit.*, *eod. loc.*

(5) Dozy, *op. cit.*, t. 1, p. 39. — V. en outre, Coran, ch. VI, v. 165 ; ch. XVII, v. 22.

(6) Dozy, *op. cit.*, t. 1, p. 41.

(7) *Questions diplomatiques et coloniales*, 15 juil. 1901, p. 76.

pour l'individu, d'autre autorité comme d'autre garantie que celle de la famille (1). Il existe maintenant une autorité supérieure à la famille, supérieure aussi à la tribu, qui a pour mission d'assurer le respect des droits de chacun, et à laquelle chacun doit se soumettre, car il est dit au verset 62 du chapitre IV du Coran : « O fidèles obéissez au Seigneur, à son envoyé et à ceux d'entre vous qui ont l'autorité » (2). La vie devient alors possible pour l'individu en dehors de la famille ou de la tribu, parce que la protection constante de celles-ci ne lui est plus indispensable. Si bien que, — sinon chez les Bédouins pour lesquels les difficultés et l'insécurité de l'existence ne s'étaient guère modifiées, — chez les Arabes des villes, tout au moins, l'institution d'un gouvernement régulier, d'une autorité supérieure aux tribus, aurait dû provoquer la désagrégation de celle-ci et la dispersion de la famille. — Il n'en est rien cependant, et les historiens constatent que l'ancienne organisation en tribus subsista même dans les villes, où « chaque tribu avait son propre quartier, son propre caravansérail et même son propre cimetière » (3).

17. — D'autre part, l'affermissement de l'islamisme aurait dû déterminer la disparition des luttes et des vengeances privées, marquer la fin des guerres de tribu à tribu. La législation coranique n'admet point, en effet, que l'on se fasse justice à soi-même : « Portez vos différends devant Dieu et son apôtre, dit le verset 62 du chapitre IV du Coran, si vous croyez en Dieu et au jour dernier. C'est le moyen le plus sage et le plus propre pour terminer vos contestations » (4). — Puis le Prophète affirme, à différentes reprises, que si l'on porte la responsabilité de ses propres fautes, on ne porte pas la responsabilité de celles d'autrui : « Vous ne rendrez point compte de nos actions ; nous ne rendrons point compte des vôtres... (5). Personne ne portera le fardeau d'un autre... (6). Vous ne porterez point le fardeau d'autrui (7) ». Si bien que l'individu, qui a subi une offense, n'a plus besoin, pour en obtenir la réparation, de requérir l'assistance de ses proches, — de même qu'il n'a de compte à demander qu'à son offen-

(1) V. *sup.*, n° 6.
(2) Trad. Savary.
(3) Dozy, *op. cit.*, t. 1, p. 41.
(4) Coran, *trad. Savary.*
(5) *Eod. loc.*, ch. XXXIV, vers. 24.
(6) *Eod. loc.*, ch. XXXIX, vers. 9.
(7) *Eod. loc.*, ch. XVII, vers. 16.

seur et qu'il ne peut mettre en cause la famille de ce dernier. — Et, cependant, en dépit de la réglementation nouvelle, il est bien rare que les querelles nées entre individus aient un dénouement judiciaire et ne mettent point en présence deux familles ou même deux tribus. Ici, encore, « la mission du législateur musulman a rencontré à l'origine de grandes difficultés » (1), et très nombreux sont, au premier siècle de l'Hégire, les cas de guerres privées relatées par les historiens (2).

18. — Enfin, tandis qu'à l'époque préislamique, il n'y a pas à proprement parler de relations individuelles, et que la nécessité d'assurer le respect de leurs droits détermine les individus à s'assurer l'assistance de leurs proches dans les marchés qu'ils passent et dans les contrats qu'ils concluent (3), — le nouvel ordre de choses établi par le Prophète va, semble-t-il, rendre inutile cette intervention des proches, et substituer à ces relations entre familles, dans le domaine du droit privé, des relations purement individuelles, puisqu'il n'est plus nécessaire, pour obtenir justice, de recourir à la force, et qu'il suffit de s'adresser « à Dieu et à son apôtre » (4). — Il n'en est pas moins vrai, qu'au premier siècle de l'Hégire, la convention de mariage apparaît encore comme un arrangement entre familles, puisque « le clan tout entier avait un droit sur le *mahr* ou prix payé par le mari aux gens de sa future » (5).

En sorte que les réformes réalisées par Mahomet n'ont pas déterminé dans le rôle social de la famille, chez les Arabes, les modifications auxquelles on serait en droit de s'attendre.

***

19. — L'établissement de l'islamisme a-t-il influé, du moins, sur l'organisation et la vie de la famille, sur la façon dont elle se constitue et sur la situation respective des individus qui la composent?

Le Prophète a vu, dans la famille, une institution d'origine divine; elle est, pour lui, l'œuvre de Dieu. « C'est Dieu, est-il

---

(1) Omar Bey Loutfy, *De l'action pénale en droit musulman*, fasc. 2, p. 73.

(2) V. notamment, Caussin de Perceval, *op. cit.*

(3) V. *supr.*, n° 5.

(4) Coran, *trad Savary*, ch. IV, vers. 62.

(5) Marçais, *op. cit.*, p. 32

dit au Coran, qui a créé d'eau les hommes, qui *établit entre eux les liens de parenté et d'affinité...* » (1). Une telle manière d'envisager les choses devait, fatalement, provoquer et légitimer l'intervention du chef de la Communauté musulmane, vicaire de Dieu sur la terre, dans la réglementation du droit de famille, soit, par exemple, dans le but de préciser de quelle façon la famille se constitue, s'accroît et se développe, — soit, aussi, pour en déterminer la composition, pour dire quelles personnes en font partie, — soit, encore, afin de fixer la situation respective de celles-ci, de mesurer, notamment, l'étendue des droits du chef de la famille vis-à-vis de chacun de ses membres.

20. — Or, à l'époque préislamique, la famille, on l'a vu précédemment, s'accroît et se prolonge, en quelque sorte, naturellement, par la procréation, — artificiellement, par certains actes et contrats, tels que adoption, serments de fraternité, affranchissement (2).

Pour ce qui est de l'adoption, les auteurs musulmans admettent, assez généralement, que l'usage en fut interdit par Mahomet (3), et ils invoquent, à l'appui de leur manière de voir, les versets 4, 5 et 6 du chapitre XXXIII du Coran, ainsi conçus :

Vers. 4 : « Dieu n'a pas donné deux cœurs à l'homme. Il n'a pas accordé à vos épouses les droits de vos mères, *ni à vos fils adoptifs ceux de vos enfants...* »

Vers. 5 : « *Appelez vos fils adoptifs du nom de leurs pères*, ce sera plus équitable devant Dieu. Si vous ne connaissez pas leurs pères, *qu'ils soient vos frères en religion et vos clients...* »

Vers. 6 : « Lorsque Zeid prit un parti, et résolut de répudier sa femme, nous l'unîmes à toi par le mariage, *afin que ce ne soit pas pour les croyants un crime d'épouser les femmes de leurs fils adoptifs, après leur répudiation...* » (4).

Toujours est-il que, si ces textes n'emportent pas condamnation formelle de l'adoption, ils en limitent singulièrement les effets et permettent d'affirmer que, sous l'empire de la législation coranique, l'adoption laisse l'adopté dans la famille où il est né et n'est plus, pour l'adoptant, un moyen d'augmenter le nombre de ses *asibs*.

---

(1) Coran, chap. XXV, vers. 56 ; La Beaume, *op. cit.*, p. 625

(2) V. *sup.*, n° 10.

(3) V. Luciani, *op. cit.*, p. 97, n°s 137 et suiv.

(4) La Beaume, *op. cit.*, p. 615 et 616.

Quant aux serments de fraternité, l'efficacité en fut tout d'abord reconnue et sanctionnée par le Prophète, ainsi que cela résulte du verset 37 du chapitre IV du Coran, ainsi conçu : « Nous avons désigné à chacun les héritiers qui doivent recueillir la succession laissée par les père et mère, par les parents, et par ceux avec lesquels vous avez formé un pacte » (1). — Bien plus, observe M. Marçais, « on peut croire que Mohammed ne fit qu'imiter cette institution des *halifs*, en établissant, dans la première année de l'Hégire, des liens de fraternité fictive entre les *Ansars* (ses auxiliaires médinois) et les *Mohadjirs* (ses partisans mecquois qui l'avaient accompagné dans sa fuite à Médine); de cette fraternité naissait aussi un droit réciproque de succession, comme l'affirment les commentateurs du Coran (verset 73, soura VIII)... » (2). — Mais, l'on ne tarda pas à considérer comme abolies, par les versets de la soura *Ennisa*, ces vocations héréditaires réciproques; c'est là, du moins, la manière de voir à laquelle se sont ralliés les docteurs des Écoles malékite, chaféite et hanbalite (3); et, de très bonne heure, les serments de fraternité cessèrent d'être en usage, au point que certains auteurs musulmans ont pu soutenir que l'islamisme n'avait jamais admis de successibilité basée sur la fraternité.

L'affranchissement, au contraire, comme à l'époque préislamique, continue à être pratiqué. Mahomet en recommande même l'usage (4). Et, comme à l'époque préislamique, une sorte de parenté s'établit entre l'ancien maître et l'affranchi, mais qui n'est point la véritable parenté. Le lien qui unit l'affranchi au patron est simplement analogue à celui qui existe entre parents; car le Prophète a défini lui-même le patronage : « Un lien *comme* le lien de parenté, qui ne peut être ni vendu, ni donné » (5).

En sorte que, sous l'empire de la législation coranique, il n'est de parenté véritable que celle qui dérive de la procréation. La famille islamique ne groupe plus, à proprement parler que des individus nés les uns des autres, ou se rattachant à un auteur commun.

Encore faut-il que ces divers individus soient nés de relations licites, c'est-à-dire d'un mariage régulièrement contracté, ou de la fréquentation, par le maître, de ses femmes esclaves.

---

(1) La Beaume, *op. cit.*, p. 624.
(2) Marçais, *op. cit.*, p. 28 et 29.
(3) Marçais, *loc. cit.*; Luciani, *op. cit.*, n° 140, p. 104.
(4) Coran, chap. XXIV, vers. 33.
(5) Luciani, *op. cit.*, p. 58, n° 89.

Le Coran autorise, en effet, le maître à entrenir des relations avec ses esclaves. « Choisissez celles qui vous auront plu, est-il dit au verset 3 du chapitre IV. Si vous ne pouvez les maintenir avec équité, n'en prenez qu'une ou *bornez-vous à vos esclaves...* » (1). Et si des enfants viennent à naître de cette fréquentation, et si le maître les reconnait pour siens, ils entrent dans la famille de ce dernier, et leur condition ne diffère en rien de celle des autres enfants que le maître a pu avoir de ses épouses légitimes (2).

Mais, en dehors du mariage, il n'est de relations licites possibles qu'avec les femmes esclaves. Heureux, a dit le Prophète, sont les croyants «... qui savent commander à leurs appétits charnels... (3); et qui bornent leurs jouissances à leurs femmes et aux esclaves que leur a procurées leur main droite... (4); ils seront dans les jardins d'Eden l'objet des honneurs... (5) Mais celui qui porte ses désirs au-delà est transgresseur » (6). La fréquentation d'une femme libre est interdite au musulman, et si, de cette fréquentation naissent des enfants, ceux ci resteront à jamais en dehors de la famille de leur père. Une déclaration de paternité serait, à leur égard, inopérante; non seulement elle ne saurait emporter, pour eux, assimilation aux enfants nés du mariage, mais elle ne peut même pas engendrer des effets de droit restreints, tels que ceux qui, en droit français, découlent de la reconnaissance d'enfant naturel. De cette déclaration ne nait entre celui qui en est l'auteur et celui qui en est l'objet, aucun lien juridique. « L'enfant de la femme non mariée, dit El Asnouni, n'a pas et ne peut pas avoir de père aux yeux de la loi » (7). Et El Badouri déclare que le père n'a jamais la faculté de légitimer l'enfant né de relations illicites (8).

Il est à remarquer, enfin, que la loi coranique n'autorise la fréquentation des femmes esclaves que comme un pis aller,

---

(1) *Trad. Savary.*

(2) Van den Berg, *Principe du droit musulman selon les rites d'Abou Hanifah et de Chafi'i*, p. 159, note 1; — de Nauphal, *Mariage*, p. 46; Halil Ganem, *Les sultans Ottomans*, t. 2, p. 7.

(3) Coran, ch. LXX, vers. 29; La Beaume, *op. cit.*, p. 710.

(4) Coran, ch. LXX, vers. 30; La Beaume, *eod. loc.*

(5) Coran, ch. LXX, vers. 35; La Beaume, *op. cit*, p. 621.

(6) Coran, ch. LXX, vers. 31; La Beaume, *op. cit.*, p. 710.

(7) Luciani, *op. cit.*, p. 105, n° 141.

(8) *Eod. loc.*, v. en outre, Van den Berg, *op. cit.*, p. 159; — Alger, 28 janvier 1889 (*Rev. Alg.*, 1890, 2, 413); — Oran, 5 juin 1902 (*Rev. Alg.*, 1902, 2, 259).

semble-t-il, et pour le cas où le croyant n'est pas en situation de doter une épouse ; « Si vous ne pouvez les maintenir avec équité, dispose, en effet, le verset 3 du chapitre IV du Coran, n'en prenez qu'une ou bornez-vous à vos esclaves. Cette conduite sage vous facilitera les moyens d'être justes.... » L'on est, dès lors, autorisé à dire que, dans la pensée du Prophète, le mariage est véritablement la base de la famille ; c'est par le mariage que la famille se fonde, c'est par lui qu'elle s'accroît et se développe (1).

21. — D'autre part, à l'époque préislamique, la famille, ainsi qu'il a été dit précédemment (2), ne comprend, en fin de compte, que des mâles, parents par les mâles. La femme et la fille ne comptent pas dans la famille ; la femme, notamment, n'est qu'un élément du patrimoine du mari.

Or, avec l'islamisme, la condition de la femme, épouse ou fille, s'est singulièrement améliorée. Au point de vue strictement religieux, la femme devient l'égale de l'homme. « *Hommes ou femmes*, déclare Mahomet, ceux qui pratiqueront les bonnes œuvres, et qui seront en même temps croyants, entreront dans le paradis.... (3). Dieu a promis aux croyants, *hommes et femmes*, les jardins arrosés par des cours d'eau ; ils y demeureront éternellement... (4). Quiconque fait une bonne action, et qui est en même temps croyant, *qu'il soit homme ou femme*, nous lui accorderons une vie heureuse, et nous lui accorderons la plus belle récompense digne de ses œuvres » (5).

Et si, légalement, la femme reste soumise à son mari (6), l'on ne peut plus dorénavant la considérer comme un simple élément du patrimoine de ce dernier. « O vous qui croyez,

---

(1) Aussi Mahomet a-t-il fait, du mariage, une obligation pour les croyants ; Coran, ch. XXIV, vers. 32. — « Mariez-vous à l'envi, procréez continûment. Au jour du jugement dernier, mon éclat sera d'autant plus grand, au milieu des autres nations, que vous aurez eu plus de fécondité..... Jeunes gens, que ceux d'entre vous qui sont en bonne condition sexuelle, se marient ; rien, mieux que le mariage, n'impose la retenue aux regards, ne conserve la chasteté.... Quiconque se marie acquiert la moitié de la foi, l'autre moitié repose sur la crainte de Dieu » (Hadiths cités par Kamal, *Respect aux droits de la femme dans l'Islamisme*, p. 12 et 13).

(2) V. *sup.*, n° 10.

(3) Coran, ch. IV, vers. 123 ; La Beaume, *op. cit.*, p. 594.

(4) Coran, ch. IX, vers. 73 ; La Beaume, *loc. cit.*

(5) Coran, ch. XIII, vers. 23 ; La Beaume, *op. cit.*, p. 594.

(6) Coran, ch. II, vers. 223.

est-il dit au verset 23 du chapitre IV du Coran, il ne vous est pas permis de recueillir les femmes à titre de succession contre leur gré » (1). — La femme acquiert une personnalité juridique ; c'est à elle que doit être remise la dot promise par le mari (2). — Si le mari conserve le droit de rompre le mariage par la répudiation, sans avoir à prendre le consentement de la femme, ni à provoquer l'intervention du juge, la femme se voit autorisée à faire prononcer judiciairement, à l'encontre du mari, la dissolution de l'union conjugale (3). — Enfin, non seulement la femme ne passe plus aux héritiers du mari, avec les biens de celui-ci, mais, de plus, le Coran lui confère des droits dans la succession de son mari prédécès (4).

Des droits de successibilité sont également reconnus à la fille, à la sœur germaine ou consanguine (5) ; à la mère (6).

Le Prophète va, même, jusqu'à admettre, dans une certaine mesure, que la parenté peut s'établir par les femmes, puisqu'il consacre la vocation héréditaire de la grand'mère maternelle et des frères et sœurs utérins (7).

Sous l'influence de quelles causes ont été réalisées ces réformes ? — Le Prophète n'a-t-il fait que s'inspirer des usages reçus à la Mecque, ville de négoce, ouverte à l'influence des cultures étrangères, en contact avec des civilisations étrangères très avancées, et dont la coutume assurait déjà aux femmes une situation fort honorable (8)? — Il est fort vraisemblable que les choses se sont ainsi passées ; mais ce qu'il importe, avant tout, de noter ici, ce sont les très sérieuses modifications apportées par l'islamisme à la situation légale de la femme dans la famille.

22. — Enfin, la législation coranique a apporté de sérieuses limitations aux pouvoirs du chef sur les divers membres de famille. Tandis qu'à l'époque de la *Djahilyya*, le mari répudie sa femme, comme bon lui semble, — et que le père a sur ses enfants droit de vie et de mort (9), le Prophète déclare que

(1) Marçais, *op. cit.*, p. 18.
(2) Coran, ch. IV, vers. 3 ; Perron, *op. cit.*, p. 171.
(3) Coran, ch. II, vers. 227 ; — ch. IV, vers. 39, 127, 129.
(4) Ch. IV, vers. 4.
(5) Coran, ch. IV, vers. 175.
(6) Coran, ch. IV, vers. 12.
(7) Luciani, *op. cit.*, p. 239, n° 312 ; Coran, ch. IV, vers. 13.
(8) Marçais, *op. cit.*, p. 35 et suiv.
(9) V. *sup.*, n° 9 et 12.

« la chose que Dieu hait le plus, quoique légale, c'est la répudiation, ... que Dieu n'a rien autorisé qui lui soit plus exécrable que la répudiation » (1) ; il subordonne la validité de cette répudiation à la réalisation d'un certain nombre de conditions (2), et proclame que les maris, « à l'égard de leurs femmes, doivent se conduire honnêtement » (3). Il retire même au mari le droit qui, jusqu'alors, lui avait appartenu de mettre sa femme à mort, pour cause d'adultère (4).

Il cherche, en outre, à lutter contre le vieux préjugé, dont s'autorisaient les Arabes, pour supprimer les filles à leur naissance (5) ; il donne celles-ci comme un présent de Dieu ; Dieu, dit-il « crée ce qu'il veut ; il accorde aux uns des filles, il donne aux autres des enfants mâles » (6). D'une manière générale, il dénie au père le droit de tuer ses enfants (7), et déclare que « les richesses et les enfants sont les ornements de la vie » (8).

23. — Telle est la mesure dans laquelle le triomphe de l'islamisme a influé sur la constitution de la famille arabe et la situation des divers individus qui la composent. Or, quelle que soit l'importance des réformes réalisées, à ce point de vue, par Mahomet, il n'apparaît pas, ainsi que cela résulte des constatations suivantes, qu'elles aient sérieusement bouleversé les principes fondamentaux de l'ancienne organisations familiale.

a. — Si le Prophète reconnaît une vocation héréditaire à des successibles qui ne se rattachent au défunt que par les femmes, il n'a point admis pour cela que la parenté pût s'établir par les femmes. La grand'mère maternelle, en effet, et les frères et sœurs utérins sont les seuls parents par les femmes, auxquels le Coran reconnaisse la qualité de successibles *ab intestat*. Leur vocation successorale « demeure essentiellement anormale ; c'est comme telle que les juris-

---

(1) Hadiths cités par Kamal, *op. cit.*, p. 78 et 79.

(2) V. dans Sautayra et Cherbonneau (*Statut personnel et successions*, t. 1, p. 275, n° 326), les conditions de validité de la répudiation sonnite.

(3) Coran, ch. II, vers, 228 ; La Beaume, *op. cit.*, p. 597.

(4) Coran, ch. IV, vers. 19 et 30 ; La Beaume, *op. cit.*, p. 611, note 1.

(5) Coran, ch. XVI, vers. 60 et 61.

(6) Coran, ch. XLII; vers. 48 ; La Beaume, *op. cit.*, p. 614.

(7) Coran, ch. VI, vers. 141 et 152 ; ch. XVII, vers. 33 ; La Beaume, *op. cit.*, p. 613 et 614.

(8) Coran, ch. XVIII, vers. 44 ; La Beaume, *eod. loc.*

consultes musulmans, eux-mèmes, la considèrent » (1). — Il est à remarquer, d'autre part, que si ces parents par les femmes peuvent venir à la succession, c'est en qualité d'héritiers à *fard* (2); et non pas comme *asibs*, c'est-à-dire comme membres de l'*akila*, de la famille. — Quant aux autres parents par les femmes, ils ne sont mème pas héritiers à *fard* et sont dépourvus de toute vocation héréditaire. Le fils de la fille, par exemple, n'est point appelé à la succession de son grand-père maternel ; il ne compte, à aucun titre, dans la famille de ce dernier.

En sorte qu'il est vrai de dire qu'au premier siècle de l'Hégire, comme à l'époque préislamique, il n'est de parenté que par les mâles, et que la famille, telle que l'a conçue Mahomet, est, elle aussi, basée sur le patriarchat.

b. — Tandis qu'à l'époque préislamique, la famille ne comprend que des mâles, il est, par contre, sous l'empire de la législation coranique, des femmes, telles que la mère et la fille, qui y pénétrent et y acquièrent des droits. — Mais il est bon d'observer qu'il n'en est point ainsi de toutes les femmes se rattachant à la famille par les mâles, pouvant exciper d'une parenté masculine ; les nièces, les tantes, les cousines restent exclues de la famille et dépourvus de toute vocation successorale. — En outre, si l'islamisme consacre l'admission, au sein de la famille, de la femme et de la fille, des sœurs germaine et consanguine, celles-ci n'y possèdent pas une situation égale à celle des mâles parents par les mâles ; elles ne sont point *asibs*, c'est-à-dire membres de l'*akila*. Elles succèdent, en vertu d'une vocation spéciale, comme héritières à *fard*. Après le prélèvement des *fards*, elles sont exclues du reliquat de la succession par l'*asib* même le plus éloigné (3). — Et lorsqu'il arrive que la fille, par exemple, est élevée au rang d'*asib* et admise à concourir avec le fils, celui-ci a droit à une part double de celle qui revient à sa sœur (4).

Si bien que la famille islamique ne comprend, elle aussi, à proprement parler, que des mâles.

c. — Le mariage, a-t-il été dit précédemment (5), est le véritable fondement de la famille musulmane ; c'est par le mariage que cette famille se fonde; c'est par lui qu'elle s'accroît et se

(1) Marçais, *op. cit.*, p. 149.

(2) L'héritier à *fard* est celui qui a droit à une part fixe dans la succession, qu'il prélève au détriment des héritiers *asibs* ou universels.

(3) Marçais, *op. cit.*, p. 37.

(4) Coran, ch. IV, vers. 12.

(5) V. *sup.*, n° 20.

développe. — Or, le mariage est resté, dans la législation coranique, ce qu'il était dans les coutumes de l'ancienne Arabie. C'est encore l'achat de la femme par le mari. « Il vous est permis, est-il dit au verset 8 du chapitre v du Coran, d'épouser les filles honnêtes des croyants et de ceux qui ont reçu les Écritures avant vous, *pourvu que vous leur donniez leur récompense* ... » (1). Le mari doit doter sa femme ; il n'y a pas de mariage sans une dot, de même qu'il n'y a pas de vente sans un prix.

D'autre part, les droits que le mariage confère au mari sur son épouse, ce sont bien encore ceux du maître sur sa chose, ceux du propriétaire sur l'objet qu'il a acheté, puisque, dans une très large mesure, l'existence de ces droits s'explique par cette idée que le mari a déboursé une certaine somme pour se procurer une femme. Le Prophète a dit, en effet, au verset 38 du chapitre IV du Coran : « Les hommes sont supérieurs aux femmes à cause des qualités par lesquelles Dieu a élevé ceux-là au-dessus de celles-ci, et *parce que les hommes emploient leurs biens pour doter les femmes* » (2).

Le mariage musulman est donc bien encore le mariage par achat (3).

d. — Si Mahomet a apporté de notables limitations aux pouvoirs du chef sur les divers membres de la famille, ces pouvoirs restent encore, cependant, très étendus.

Tout d'abord, la famille, loin de se disperser, reste groupée sous l'autorité de son chef (4), et cette autorité reste, en fait et même en droit, considérable.

Si le mari n'a plus droit de vie et de mort sur sa femme, il conserve la faculté de la frapper, voire même de la soumettre à un emprisonnement perpétuel (5).

Et si le père ne peut plus se défaire de son enfant, cet enfant fût-il une fille, en le mettant à mort, il possède encore à son égard des pouvoirs exorbitants. C'est ainsi qu'il peut lui imposer le mariage ; il peut le marier, quel que soit son sexe, sans avoir à prendre son consentement, et quand bien

---

(1) La Beaume, *op. cit.*, p. 604 ; V. en outre, Coran, ch. IV, vers. 3.

(2) La Beaume, *op. cit.*, p. 595.

(3) Quelques auteurs (Sautayra et Cherbonneau, *op. cit.*, t. 1, p. 54, n° 2, p. 93. n° 68 et suiv. ; — Joly, *De l'esprit du droit familial dans l'islamisme*, p. 23) ont combattu cette manière de voir, et déclaré que le mariage coranique est *une association de personnes librement consentie*, mais sans fournir aucune preuve décisive à l'appui de leur affirmation.

(4) V. *sup.*, n°s 15 et 16.

(5) Coran, ch. IV, vers. 19 et 38.

même il serait en état d'impuberté. Car le Prophéte a dit : « Mariez vos fils et vos filles quand ils sont encore jeunes » (1).

e. — Enfin, si, sous l'influence des réformes coraniques, l'organisation de la famille s'est quelque peu transformée, les innovations réalisées par Mahomet n'ont point été admises sans résistance par les premiers musulmans, et dès le premier siècle de l'Hégire, on les voit s'efforcer de se soustraire à l'empire des règles nouvelles et d'en annihiler l'efficacité.

Le Prophète a amélioré la condition de l'épouse, il n'admet pas que le mari puisse s'en défaire, arbitrairement, comme il lui plait, ainsi que de tout autre objet de son patrimoine et il a réglementé la répudiation. — Or, de très bonne heure, à côté de la répudiation sonnite, l'on voit s'introduire dans la législation musulmane « une répudiation plus facile et plus prompte... » (2) qui ne diffère pas sensiblement de la répudiation des temps préislamiques.

D'autre part, avec l'islamisme, la femme n'est plus aussi complètement exclue de la famille qu'elle l'était précédemment. Or, « Mahomet, en constituant une réserve légale au profit des femmes, en les élevant au rang d'héritières *fard*, en les appelant à la succession, inaugurait un droit nouveau qu'on n'osa pas discuter, mais qu'on chercha bientôt à éluder en donnant au père de famille le moyen de faire sortir ses biens de son patrimoine, de son vivant, à un titre spécial, de façon à ce qu'ils ne fussent pas compris dans son hérédité. — Le Wakf Adi fut institué dans ce but » (3). — En d'autres termes, l'on s'efforça, par le moyen du *wakf* ou *hobous*, de réaliser, à l'égard de la femme, comme au temps de la *Djahilyya*, son exclusion complète de la famille.

Il ne saurait, dès lors, des développements qui précèdent, se dégager d'autre conclusion que celle-ci : la famille a conservé dans la société islamique, politiquement et socialement une importance très grande ; et, si l'on peut constater, dans la législation coranique, un effort pour lui donner une base moins artificielle, moins arbitraire, pour faire à la parenté naturelle une plus large place, cette famille est encore, cependant, au premier siècle de l'Hégire, l'*Akila*, c'est-à-dire l'ensemble des mâles parents par les mâles.

---

(1) Sautayra et Charleville, *Code rabbinique*, t. 1, p. 39.
(2) Sautayra et Cherbonneau, *op. cit.*, t. 1, p. 279, n° 329.
(3) Clavel, *Le Wakf ou Habous*, t. 1, p. 28.

III

24. — Les progrès de l'islamisme ont été d'une rapidité surprenante. En moins d'un siècle, en effet, un grand empire s'est fondé, groupant sous l'autorité des Khalifes, successeurs du Prophète, chefs politiques et religieux à la fois, les peuples les plus divers, — astreignant ceux-ci à l'observation d'une loi unique, la loi de l'Islam, — assurant, en un mot, l'unification politique et législative par l'unification religieuse.

Mais, de très bonne heure, le khalifat se transforme ; il se sécularise. Seuls, en effet, les quatre premiers khalifes « furent considérés par la postérité comme les khalifes par excellence, les successeurs guidés par Dieu, et la trentaine d'années qui fut remplie par leur khalifat comme l'âge d'or de l'Islam » (1). Mais, « après cette trentaine d'or, la Communauté musulmane se sécularisa. Elle devint un empire dirigé par une famille qui, quoique étant de la tribu du Prophète, avait le plus longtemps résisté à la révélation, et qui, après s'être emparé du pouvoir, considérait cette autorité comme son patrimoine. Elle s'établit à Damas, une des grandes villes du pays nouvellement conquis. Ces souverains se nommaient *khalifes* comme leurs prédécesseurs ; aussi bien qu'eux ils prétendaient être *imam* (chefs), *émir el mouminin* (directeurs des Croyants). Mais l'opinion ne leur concédait ces titres que conditionnellement. Les représentants de l'Islam au sens religieux, augmentés des ambitieux qui profitaient de ces pieux prétextes, commencèrent à se révolter, et ce n'est qu'après quelques dures et sanglantes leçons qu'ils s'habituèrent à reconnaître les khalifes Ommayyades comme rois de l'empire musulman, qu'ils se laissèrent contraindre à les appeler par les noms de khalife et d'émir des croyants ; mais les Ommayyades, de leur côté, se trouvaient obligés à laisser entre les mains des successeurs spirituels de la vieille garde une bonne partie de la direction des affaires religieuses. — Ainsi se faisait une séparation des pouvoirs

---

(1) Snouck Hurgronje, *Quest. dipl. et col.*, 15 juillet 1901, p. 76 et 77. — « Les musulmans des quatre grands rites orthodoxes donnent le nom de khalifat parfait au vicariat des quatre premiers khalifes, en s'appuyant sur cette parole du Prophète : *Après moi, le khalifat sera de trente ans. Après ce terme, il n'y aura que des puissances établies par la force, l'usurpation, la tyrannie* » (Rinn, *op. cit.*, p. 143, note 4).

qui d'abord avait été étrangère à l'Islam... » (1). — La situation ne fut pas changée par l'attribution du khalifat aux Abbassides, malgré que ceux-ci, non seulement appartinssent à la tribu du Prophète, mais fussent, en outre, de sa famille. « Leur domination reposait en première et en dernière instance sur la force du glaive et des influences politiques ; la direction des esprits ne leur appartenait pas » (2). La direction des affaires religieuses était passée aux *Oulama*.

Puis, il arrive un moment où cette puissance temporelle, elle-même, menace de leur échapper. Les vizirs se révoltent, et pour maintenir leur despotisme les khalifes font appel à des mercenaires qui, se sentant indispensables, ne tardent pas à parler haut et accentuent leurs exigences, si bien qu'un jour, le khalife El Kaïm dut se mettre sous la protection du Turc Seldjoukide Togrul-beg, et lui déléguer la puissance temporelle sur tous les États de l'Islamisme (3), revendiquant, pour lui, le gouvernement spirituel de l'Empire. Or, on vient de le voir, cette puissance spirituelle, les Khalifes ne l'avaient plus ; le gouvernement spirituel de l'Empire était, en fait, exercé par les *Oulama*. Il n'en est pas moins vrai que ce dédoublement proclamé des pouvoirs du Khalife, en sultanat et khalifat, ne fit que confirmer les Croyants dans cette idée que la puissance politique n'implique pas la puissance religieuse, et que le chef politique n'est pas nécessairement le chef religieux (4).

D'autre part, dès le commencement du règne des Abbas-

(1 et 2) Snouck Hurgronje, *loc. cit*, p. 77.

(3) Dugat, *Histoire des philosophes et des théologiens musulmans*, p. 169, 181 et 182 ; — Dozy, *Essai sur l'histoire de l'Islamisme*, p. 382 et 408.

(4) C'est ainsi qu'à Constantinople, le Sultan n'est aucunement considéré comme « le Saint-Père de l'Église musulmane, le suprême pasteur des brebis du Prophète ». Le véritable chef religieux est le *Cheikh el-islam*, auquel le sultan demande la ratification des lois et règlements élaborés par son gouvernement, afin qu'il soit bien établi qu'ils n'ont rien de contraire à la loi religieuse (Snouck-Hurgronje, *loc. cit.* p. 81 ; — Cahun, *Le Monde islamique*, Histoire générale de Lavisse et Rambaud, t. XI, p. 531. — Il en est ainsi, même au Maroc où, cependant, l'on ne conteste pas au prince régnant la qualité de descendant du Prophète. La maison d'Ouazzan y est tenue pour la première du monde musulman, et « les sultans reconnaissent implicitement sa primauté, lorsqu'à leur avènement ils sollicitent, du chef de la famille, une bénédiction qui est comme la consécration de leur légitimité ; de même, à la guerre, ils se font toujours accompagner par un Chérif ouazzani » (René Pinou, *Les événements du Maroc*, Rev. des Deux-Mondes, 1er mars 1903, p. 155 et 156).

sides, l'on vit apparaître « un khalifat, opposé à celui de Bagdad, en Espagne ; bientôt, il y en eut d'autres, comme celui des Fatimides d'Égypte, s'appuyant sur une différence dogmatique, et de plus en plus les royaumes musulmans les plus éloignés se soucièrent peu d'entretenir des relations suivies avec la cour de Bagdad » (1). Puis, l'empire des Abbassides, lui-même, se fractionne, se divise en royaumes dont les chefs « nommés sultans, émirs, etc., se disputaient le pouvoir, se faisaient la guerre, s'ornant d'un diplôme du khalife, lorsqu'ils pouvaient se le procurer sans grande difficulté, s'en passant, si cela exigeait trop de sacrifices » (2). — Si bien, qu'en même temps qu'ils se familiarisaient avec l'idée de la séparation des pouvoirs temporel et spirituel, les adeptes de l'islamisme se pénétraient de cette autre idée que l'unité religieuse ne suppose pas, de toute nécessité, l'unité politique, — que si *les croyants sont tous frères*, comme le dit le Coran, ils restent frères tout en appartenant à des groupements politiques différents, — et qu'un territoire ne cesse pas d'être terre d'islam, uniquement parce qu'il est au pouvoir des infidèles (3).

(1 et 2 Snouck Hurgronje, *loc. cit*,, p. 77 et 78.

(3) Léon Roches, *Trente-deux ans à travers l'Islam*, p. 13, 49 et 131 ; *Fetoua* délivrée par les ulémas de Kairouan, approuvée par les ulémas du Caire et le Midjelès de Taïf ; — Depont et Coppolani, *Les Confréries religieuses musulmanes*, p. 34 et 35; Fetoua obtenue des muphtis de la Mecque par M. Jules Cambon, à la suite du mouvement d'émigration en Syrie, qui s'était dessiné en 1893 parmi les indigènes de l'Algérie.

C'est là, vraisemblablement, ce qui explique que les musulmans n'aient point le sentiment des nationalités. Cela, les auteurs le constatent, et eux-mêmes le reconnaissent. « Le sentiment des nationalités n'existe pas chez les mahométans. A peine est-il sensible chez les Tures et chez les Persans » (Mohammed ben Rahal, *Quest. dipl. et col.*, 1er novembre 1901, p. 545).

Toutefois, M, Vambéry constate que les musulmans commencent « çà et là, un peu partout, à se tendre les bras pour une fraternisation plus intime », et que les nations mahométanes croient qu'il serait « pratiquement efficace de faire prendre conscience à tous les musulmans de leur communauté d'intérêts » (*Quest. dipl. et col.*, 1er août 1901, p. 148). Le sultan de Constantinople favoriserait ce mouvement panislamique, dans le but de restaurer le khalifat à son profit. — Sur les causes de ce mouvement, ses manifestations, son avenir, consulter l'enquête à laquelle a procédé M. Ed. Fazy, et les très intéressantes communications qui lui ont été adressées, dans les *Questions diplomatiques et coloniales*, nos des 15 mai 1901, p. 579 ; 15 juillet 1901, p. 73 ; 1er août 1901, p. 147 ; 1er octobre 1901, p. 385 ; 1er novembre 1901, p. 532. — Voir, en outre : Le Chatelier, *L'Islam au XIXe siècle* ; — Cahun, *Le monde islamique*, Histoire générale de Lavisse et Rambaud, t. XII.

25. — Or, la Communauté musulmane avait, aux beaux temps du Khalifat, groupé dans son sein les peuples les plus divers, des populations différant par la race, les traditions, les mœurs, les goûts, les besoins économiques. A un moment donné, ces peuplades s'étaient trouvées soumises à une loi unique, la loi coranique. La désagrégation de l'Empire des Khalifes et la constitution, sur ses ruines, d'États indépendants allaient rendre à ces divers peuples leur liberté respective, et permettre à chacun, semble-t-il, de se développer et d'évoluer conformément à sa nature et à ses aspirations, — et l'on se croirait en droit de penser que les institutions de ces différents peuples qui, au moment de leur union politique, se trouvaient être les mêmes pour tous, n'ont pas tardé, une fois le démembrement de l'Empire des Khalifes réalisé, à présenter la plus grande diversité. L'on serait tenté d'affirmer, notamment, que le droit de famille a évolué, chez les peuples musulmans, et que l'évolution n'a pas été la même chez tous ; que la famille n'y est pas restée ce qu'elle était aux premières années de l'Hégire ; — que son rôle politique et son importance sociale se sont modifiés, de même que son organisation, sa constitution, — et ne se sont pas modifiés uniformément partout.

26. — Or, de l'examen des faits, il résulte que, dans la plupart des pays musulmans, le rôle politique de la famille est encore considérable, — et son importance, au point de vue social, très grande ; — et que, chez tous, la famille est restée, quant à son organisation et à sa constitution, ce qu'elle fut aux premiers temps de l'Islam.

27. — En *Turquie,* il est vrai, le rôle politique de la famille est nul. Les Turcs, doués d'un tempérament belliqueux, ont vécu, pendant des siècles, à l'état de guerre permanent, et cet état de guerre a déterminé, chez eux comme partout ailleurs, l'établissement d'une monarchie, dans laquelle tout est organisé en vue de la guerre, et seulement en vue de la guerre, dans laquelle le Souverain vit comme au milieu d'un camp, dans laquelle l'Etat est assimilé à une tente (1), — c'est-à-dire d'une monarchie absolue, despotique, dont la constitution a été favorisée également, du reste, par le caractère soumis, discipliné des Turcs (2). Aussi, en Turquie, l'aristocratie de famille n'existe-t-elle pas. « On n'y peut même

(1) Halil Ganem, *Les sultans Ottomans*, t. I, p. 139.

(2) *Eod. loc.*, t. I, p. 3 et 4.

pas reconnaitre les familles en tant que souche. Le nom patronymique y est inconnu, et c'est tout le bout du monde si le petit-fils connaît ou se rappelle son grand-père. Le fils d'un ministre n'hérite ni du grade, ni du titre de son père ; il peut tout aussi bien être *caïqdji* (batelier) que portefaix ou ambassadeur... Les Turcs n'ont donc ni anciennes familles, ni aristocratie nobiliaire... La famille ancienne, telle que nous la comprenons, avec sa complète généalogie, ne se trouve que dans la famille impériale fondée par le célèbre Osman, premier sultan des Osmanlis » (1).

Il en est de même en *Égypte*, — où, depuis le XVI^e^ siècle, s'est implantée la domination turque. L'organisation sociale des musulmans de ce pays repose « sur le principe de l'égalité de tous les membres. Elle n'admet en droit, ni aristocratie, ni esclaves. Ce qui constitue une aristocratie, c'est la transmissibilité des immunités. En Égypte, comme en Turquie, elles sont essentiellement viagères » (2). — Et M. Pensa constate que « l'Égypte ne possède pas, à proprement parler, d'aristocratie : quelques familles jouissent d'une fortune ou d'une influence héréditaire, mais sans privilèges ni titres ; le rang de bey et de pacha est entièrement personnel. Il n'appartient qu'à ceux qui le reçoivent directement du Khédive... » (3).

28. — Mais, partout ailleurs, il en est autrement, et cela principalement dans les régions où la vie nomade s'est maintenue. — Les tribus nomades de l'*Arabie*, par exemple, n'ont pas une organisation politique différente de celle qu'elles possédaient à l'époque préislamique. « Les Bédouins, dit Niebuhr, les vrais Arabes, qui ont fait plus de cas de leur liberté que de l'aisance et des richesses, vivent en tribus séparées, sous des tentes, et gardent encore la même forme de gouvernement, les mêmes mœurs et les mêmes usages qu'avaient leurs ancêtres dès les temps les plus reculés... Un Schech gouverne sa famille et tous les domestiques de celle-ci... Chacun des petits Schechs porte la parole pour sa famille et il en est le chef et le conducteur. Le grand Schech est obligé par là de les regarder plus comme ses alliés que comme ses sujets, car si son gouvernement leur déplait, et qu'ils ne puissent pas le déposer, ils conduisent leurs bestiaux dans les possessions d'une autre tribu, qui, d'ordinaire, est charmée d'en fortifier son parti. Chaque petit Schech

(1) De Règla, *op. cit.*, p. 229.

(2) Gr. Encyclopédie, V° *Égypte*, p. 656, col. 1.

(3) Pensa, l'*Égypte et le Soudan égyptien*, p. 161.

n'est pas moins intéressé à bien diriger la famille, qui, sans cela, le déposerait ou l'abandonnerait aussitôt » (1). — Létourneau observe, également, que « les siècles et même l'islamisme ont glissé sur les Bédouins nomades de l'Arabie, mais sans modifier leurs mœurs, ni même leur organisation sociale et politique » (2).

Les nomades de *Syrie* ou d'*Égypte* ne se sont pas transformés davantage. « En Égypte, en Syrie, comme dans l'Arabie même, dit Zaborowski, l'Arabe nomade a conservé tous les caractères de la race... Les Arabes nomades en Égypte, en Syrie, en Arabie, vivent encore en petites tribus, sous l'autorité patriarcale d'un des leurs, l'ancien ou cheikh » (3).

Les nomades d'*Algérie* font, de la part de Laugier de Tassy, l'objet de constatations identiques. « Les Mores de la campagne, rapporte-t-il, errent en familles; mais ils sont si nombreux qu'ils forment des nations entières, ou des tribus comme les Arabes... Les chefs de tentes s'assemblent tous les soirs à cheval, et forment un cercle autour du cheikh de l'Adouar, comme lorsqu'un major donne l'ordre dans un camp ou dans une garnison. Dans cette assemblée, on discute toutes les affaires actuelles du village... » (4). — A une époque plus récente, Fromentin, parlant des déplacements des nomades du Sud algérien et de la tribu en marche, s'écrie : « Admirable spectacle qui renouvelle ici sous nos yeux, en plein âge moderne, à deux pas de l'Europe, les migrations d'Israël » (5). — Et, parmi ces tribus algériennes, comme chez celles de l'ancienne Arabie, il en est qui croient à la noblesse de leur origine, et revendiquaient pour ce motif, avant l'occupation française, le droit d'exercer sur les autres une véritable suprématie politique. Leurs ancêtres, à les en croire, auraient été parmi les premiers conquérants du Moghreb; elles descendraient des Arabes de la première invasion (6). Elles constituaient une sorte de noblesse, d'aristocratie militaire, dont les membres portaient le nom de *Djouad* (7). Et, parlant de ces derniers, Laugier de Tassy disait : « Ils sont si fiers de n'avoir mêlé leur sang avec

---

(1) Niebuhr, *Description de l'Arabie*, t. II, p. 250 et suiv.

(2) Letourneux, *op. cit.*, p. 226.

(3) Gr. Encyclopédie, v° *Arabie*, p. 508; v° *Égypte*, p. 655.

(4) Laugier de Tassy, *Histoire d'Alger*, p. 60 et 68.

(5) Fromentin, *Un été dans le Sahara*, p. 57.

(6) Trumelet, *L'Algérie légendaire*, p. 498, note 1.

(7) Villot, *Mœurs, coutumes et institutions des indigènes de l'Algérie*, p. 298.

celui des autres peuples, qu'ils s'estiment les plus illustres de toute l'Afrique » (1). — Certaines tribus se donnaient, même, une origine plus lointaine et plus illustre, et voyaient dans leurs chefs des descendants du prophète David (2). — Et ces prétentions nobiliaires n'avaient, également, d'autre but que de justifier des ambitions, de légitimer des prérogatives politiques. Comme à l'époque préislamique, comme au premier siècle de l'Hégire, on voyait dans les fonctions publiques des privilèges en même temps que des charges de famille.

Enfin, pour ce qui est du *Maroc*, l'on constate qu'à l'heure actuelle, la famille y est encore la véritable unité des agglomérations de nomades. Ceux-ci, « pasteurs par excellence, vivent du produit de leurs troupeaux, sillonnent chaque année les parcours sur lesquels l'antiquité de leurs migrations leur a départi un droit d'usage... L'influence de la consanguinité a contribué à former une unité politique et administrative, la tribu, *arch*, dans laquelle les mesures communes sont discutées par l'assemblée, *djemâa*, des cheikhs. L'individu dans la tribu n'est rien, il appartient à la famille, à sa collectivité » (3). — Et parlant de cette organisation, M. Erckmann constate que, basée sur la famille, elle suffit aux membres de la tribu, et que ceux-ci ne sentent nullement la nécessité d'un pouvoir central (4).

29. — Ce n'est pas, d'ailleurs, seulement chez les nomades que la famille a conservé toute son importance politique; celle-ci s'est également maintenue, bien qu'à un moindre degré, chez les musulmans des villes.

Dans l'*Oman*, par exemple, Palgrave constate que le gouvernement du pays est une monarchie, non pas absolue comme dans la plupart des États de l'Orient, mais *limitée par l'action d'une puissante aristocratie* et par l'usage de certains droits populaires que les siècles ont sanctionnés; ... que l'Oman est moins un royaume qu'une agrégation de municipalités. Chaque ville, chaque bourgade a son existence propre et un chef particulier... Le roi nomme ou dépose les gouverneurs locaux, *à la condition néanmoins de les choisir toujours dans la même famille* » (5). Si donc, politiquement, l'Oman est une

(1) Laugier de Tassy, *op. cit.*, p. 77.

(2) Sidy Hamdan ben Othman Khodja, *Aperçu historique et statistique sur la régence d'Alger intitulé en arabe « le Miroir »*, traduit par H. D.

(3) Frisch, *Le Maroc*, p. 158 et suiv.

(4) Erckmann, *Le Maroc moderne*, p. 114.

(5) Palgrave, *Une année de voyage dans l'Arabie centrale*, t. 2, p. 323.

agrégation de municipalités, — chaque municipalité y apparaît comme une agrégation de familles.

Et c'est là un fait d'autant plus intéressant à signaler que les habitants de l'Oman se rattachent à cette secte Kharidjite (1), dont les fondateurs étaient « des républicains, des démocrates » (2); ils pensaient que le mieux eût été de « n'avoir pas de souverain du tout » (3), mais que s'il en fallait un, il devait être choisi par tous, et dans ce cas, « il était indifférent de savoir à quelle tribu ou à quelle classe de la société il appartenait; ce pouvait être un Nabathéen ou un Koraïchite, un esclave ou un homme libre, pourvu seulement qu'il fût honnéte et juste » (4); en sorte que, chez les adeptes de leurs doctrines, aucune distinction, aucun privilège politique, dérivant de l'origine, de l'ancienneté ou de la condition de la famille, n'aurait dû subsister.

L'on peut, d'ailleurs, observer la même contradiction entre les principes et les faits chez nos Abadhites du *Mzab*, qui appartiennent à la même secte que les habitants de l'Oman (5). Depuis la ruine de l'empire rostèmide, depuis leur émigration à Ouargla, d'abord, puis dans la vallée de l'oued Mzab, ils n'ont plus d'*imam*. En 1882, lors de leur annexion à l'Algérie, les sept villes du Mzab formaient une confédération. Chacune d'elles était administrée par trois *djemâas :* la *halka* des *Azzaba*, — la *djemâa* des *Aouames*, — la *djemâa* des *Mekaris* (6). Ceux-ci n'étaient, à proprement parler, que des agents d'exécution, « chargés de la police générale, du maintien de l'ordre, de l'arrestation des malfaiteurs et gens de désordre » (7). — Quant à la *halka* des *Azzaba*, c'est-à-dire des clercs, — elle eût dû, conformément à la doctrine abadhite pure, concentrer et exercer tous les pouvoirs (8). D'ailleurs, pour appartenir à la classe des *Azzaba* ou des clercs, il suffisait d'avoir donné des preuves de savoir et de piété; tout le monde pouvait aspirer à y entrer, car on ne reconnaissait au Mzab, ni *cheurfa*, descendants du Prophète, ni familles maraboutiques auxquelles auraient été réservées, par privilège d'hérédité, les fonctions religieuses (9). — Mais, très

(1) Masqueray, *Chronique d'Abou Zakaria*, Introduction, p. XLVII et suiv.

(2, 3, 4) Dozy, *Essai sur l'histoire de l'islamisme*, p. 212 et 213.

(5) Masqueray, *loc. cit.*

(6) De Motylinski, *Guerara depuis sa fondation*, p. 23 et suiv.

(7) *Eod. loc.*, p. 33.

(8) Robin, *Le Mzab et son annexion à la France*, p. 23.

(9) *Eod. loc.*, p. 25.

vite, une lutte s'engagea entre l'élément religieux et l'élément laïque, entre la *halka* des *Azzaba* et la *djemâa* des *Aouames*, au cours de laquelle cette dernière vit son influence s'accroître peu à peu, si bien que les *Aouames* ou laïques réussirent à exproprier les clercs d'une partie de leurs pouvoirs et attributions et à se faire associer à l'exercice de la souveraineté. — Or, la *djemàa* des *Aouames* se composait des représentants, en chaque ville, des différentes fractions ou familles constituant la population de cette ville. Les distinctions entre familles s'étaient, en effet, maintenues très nettes. M. de Motylinski observe notamment, que les Mozabites, à l'heure actuelle encore, ne confondent pas les fractions qui ont pris part, à l'origine, à la fondation de leurs villes, et celles qui se sont jointes, par la suite, aux premiers habitants. A Ghardaïa, par exemple, chaque fraction fondatrice a un cimetière qui lui est particulièrement réservé ; les autres ont un cimetière à part (1). Et chacune de ces fractions avait un délégué chargé de représenter ses intérêts dans l'assemblée des laïques (2). — Si bien que cette *djemâa* des *Aouames*, dont l'importance politique s'accroissait chaque jour, au Mzab, au détriment de la *halka* des clercs, nous apparaît, en somme, comme un groupement, un corps politique dont l'unité était la famille.

A *Ghadamès*, ville essentiellement commerçante, dit Duveyrier, « la force de l'habitude comme celle de la nécessité maintiendra l'administration de la ville aux mains des notables commerçants du pays » (3). Mais le même explorateur fait observer que si l'on y trouve « tous les corps de métiers qu'exige l'isolement de la ville, ... ces professions sont généralement exercées de père en fils dans la même famille » (4). — Il remarque également, que la population de Ghadamès est constituée de quatre groupes distincts, que cette répartition est basée sur une différence d'origine, que chaque groupe occupe dans la ville un quartier distinct, que deux de ces groupes d'origine berbère, les Beni-Ouazit et les Beni-Oualid, se sont longtemps disputé le pouvoir, et qu'aujourd'hui encore, « quoiqu'en meilleure intelligence, ils évitent réciproquement de prendre demeure en dehors du quartier de leurs tribus » (5). — En sorte qu'à Ghadamès, le

(1) De Motylinski, *op. cit.*, p. 6, note 2.

(2) *Eod. loc.*, p. 6. — Masqueray, *Formation des cités chez les populations sédentaires de l'Algérie*, p. 175. — Coyne, *Le Mzab*, p. 26.

(3) Duveyrier, *Les Touaregs du Nord*, p. 265.

(4) *Eod. loc.*, p. 260.

(5) *Eod. loc.*, p. 256.

développement du commerce, l'accroissement de la richesse, la spécialisation des professions, n'ont point eu pour résultat la désagrégation de la famille, non plus que la ruine de son influence politique.

De même, l'histoire de *Laghouat* est celle d'une lutte interminable entre les Hallafs et les Ouled-Serrin. Aujourd'hui encore, ces deux familles constituent deux fractions très distinctes de la population; elles vivent dans des quartiers séparés, et leurs relations, pour nécessairement pacifiques qu'elles soient depuis l'occupation française, n'en sont pas moins restées extrêmement rares.

A *Alger*, enfin, à la veille de la conquête française, nous voyons les individus se grouper par quartiers, suivant leur origine et bénéficier d'une administration séparée. Les étrangers à la ville, dit de Grammont « étaient divisés par nationalités, et chaque groupe avait un chef ou amin, qui jouissait de certains droits justiciers ; il était responsable des actes de sa corporation » (1). — « Les Kabyles, Biskris, constate également Depont, formaient dans les villes, à Alger, notamment, autant de corporations distinctes qui obéissaient à des chefs investis du titre d'amins » (2) — Du temps des Turcs, nous apprend encore le commandant Coyne, il existait une responsabilité matérielle entre tous les Mozabites habitant le Tell ; ils avaient dans chaque ville une caisse dans laquelle tout individu des Beni-Mzab faisant le commerce ou exerçant un méter quelconque était tenu de verser annuellement une certaine somme, proportionnée à ses moyens : cette caisse de réserve servait à payer les dettes de ceux qui quittaient le Tell sans avoir fait face à leurs engagements ; elle servait aussi à venir en aide à ceux qui se trouvaient dans la misère. — Une commission composée de membres élus par la corporation des Beni-Mzab de la ville, et ayant l'amin pour président avait la surveillance de cette caisse » (3).

De même chaque profession avait un amin, et le chef de tous ces amins se nommait « le *Cheik-el-balad*, ou le gouverneur de la ville » (4). — Or, il est à remarquer que les professions étaient généralement héréditaires, si bien que les gens exerçant la même profession se trouvaient avoir, le plus souvent, une origine familiale commune ; presque toujours,

---

(1) De Grammont, *Histoire d'Alger sous la domination turque*, p. 230.

(2) Depont, *Congrès international de sociologie coloniale*, t. 2, p. 85, note 1.

(3) *Le Mzab*, p. 35.

(4) *Le Miroir*, p. 77.

d'ailleurs, ils vivaient groupés dans la même rue ou dans le même quartier (1). — Enfin, l'auteur du *Miroir* nous apprend qu'à Alger et dans les autres villes de la Régence, il existait, à côté du *Cheik-el-balad*, un second gouverneur, *choisi parmi les premières familles* et descendant d'un marabout ; ce personnage était investi du titre de *Nakib-el-Aschraf*, et devait dans toutes les circonstances importantes, réunir chez lui le *Cheik el-balad* et tous les amins qui dépendaient de lui, à l'effet de délibérer sur les résolutions à prendre (2). — Si bien que, dans l'administration municipale de ces villes de la Régence, il semble bien que le rôle de la famille était resté prépondérant.

***

30. — Ainsi la famille apparaît encore chez les Musulmans de l'époque moderne, comme l'un des rouages importants de l'organisation politique. — Mais en est-il de même au point de vue social ? La famille est-elle demeurée, dans les pays musulmans, la véritable unité sociale, de même, qu'à nombre de points de vue, elle est restée l'unité politique ? — Ou bien, au contraire, l'individu a-t-il réussi à se dégager de la famille, et les relations individuelles se sont-elles substituées aux relations *interfamiliales* ?

Certes, l'importance sociale de la famille s'est, avec le temps, notablement amoindrie. Et, cependant, assez souvent encore, l'on voit, à l'occasion de rapports juridiques entre individus, que ces rapports soient nés de contrats ou d'actes délictueux, la famille intervenir pour revendiquer et exercer certains droits, et les jurisconsultes musulmans agréer et sanctionner cette intervention.

En cas de vente, par exemple, par un copropriétaire, de la part indivise lui appartenant dans un immeuble, les autres copropriétaires possèdent, à l'encontre de l'acquéreur le droit de *Chefâa* ; ils peuvent évincer cet acquéreur, lui enlever le bénéfice de son acquisition, en lui remboursant le prix de celle-ci. « Le *Chefâa*, dit en effet Ibn Arfa, est le droit de tout copropriétaire indivis de retirer des mains de l'acquéreur étranger, en le rendant indemne, la part qu'il a acquise d'un autre copropriétaire » (3). C'est le droit que certains

(1) A Blida notamment ; v. Trumelet, *Blida*, t. 2, p. 806.

(2) *Le Miroir*, p. 77.

(3) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, p. 277.

commentateurs appellent : droit de retrait (1), — et d'autres : droit de préférence ou de préemption (2).

Cette institution, en apparence tout au moins, n'est pas spéciale à la loi musulmane ; ou en rencontre d'analogues en nombre de législations, dans la loi hébraïque, comme dans la loi romaine ou dans celle de notre ancienne France (3). Et pour justifier les prescriptions, en la matière, de ces différentes législations, on a coutume de dire qu'il faut y voir une survivance des règles du droit primitif sanctionnant les prérogatives de la communauté à l'encontre de ses divers membres ; ceux-ci n'avaient, à l'origine, sur les biens communs, qu'un droit de jouissance purement précaire ; par l'exercice du retrait, la communauté ne faisait que reprendre ce qui lui appartenait déjà, à celui au profit de qui un membre de la communauté s'était indûment dessaisi.

Nous n'avons pas à discuter la valeur de cette explication. Nous nous bornerons à faire observer qu'il ne nous semble pas qu'elle puisse être invoquée pour justifier l'existence du *Chefâa* dans la législation musulmane.

C'est, qu'en effet, le *Chefâa* peut être pratiqué dans des hypothèses où il ne saurait être question de faire intervenir cette idée d'un droit appartenant à la communauté sur les biens communs, et primant ceux des divers communistes. Car, ce n'est pas seulement à l'encontre d'un acquéreur de droits indivis qu'il peut être exercé. « Avant le Prophète, dit Ibnou Rouchd, lorsqu'un individu avait acheté un enclos, ou une maison, ou une portion d'enclos ou de maison, le *voisin* ou le copropriétaire de l'immeuble se rendait auprès de l'acquéreur et le suppliait de lui céder son marché, afin d'éloigner le préjudice qui résultait pour lui de ce marché » (4). — Les Hanéfites se sont approprié, sur ce point, les dispositions du droit primitif (5), et, aujourd'hui encore, au cas de vente portant sur la pleine propriété d'un immeuble, ils autorisent

---

(1) Sautayra et Cherbonneau, *op. cit.*, t. 2, p. 279.

(2) Hanoteau et Letourneux, *La Kabylie et les coutumes Kabyles*, t. 2, p. 401 ; — Nasralla, *De la préemption en droit Égyptien ;* Thèse pour le Doctorat, Aix, 1897.

(3) Hanoteau et Letourneux, *op. cit.*, t. 2, p. 412, note 1 ; — Sautayra et Cherbonneau, *op. cit.*, t. 2, p. 282, n° 764 ; — Zeys, *Droit musulman algérien*, t. 2, p. 73, n° 492.

(4) Zeys, *op. cit.*, t. 2, p. 73, n° 492.

(5) Zeys, *loc. cit.* ; Sautayra et Cherbonneau, *op. cit.*, t. 2, p. 281, n° 763 ; Ibrahim Halebi, M. d'Ohsson, *Tableau général de l'Empire Ottoman*, t. 6, p. 93.

le plus proche voisin à déposséder l'acquéreur en lui remboursant son prix d'acquisition. C'est ainsi que, lorsqu'en 1880, le général tunisien Khéreddine vendit à une compagnie française, la société Marseillaise, son domaine de l'Enfida, un israélite protégé ou naturalisé Anglais, Yousouf Lévy, se disant propriétaire d'une terre touchant l'Enfida, déclara vouloir exercer le droit de *Chefâa* à l'encontre de la société Marseillaise, et s'il en fut empêché, c'est uniquement parce que le vendeur, conformément à l'usage, s'était réservé une bande étroite de terrain faisant le tour de son domaine et soustrayant l'acquéreur à tout contact avec les voisins (1).

Ainsi l'exercice du droit de *Chefâa*, et cela depuis une époque très reculée, n'implique pas nécessairement l'existence d'une indivision. Et, cependant, l'attribution, au plus proche voisin, du droit de pratiquer ce retrait, ne peut guère se justifier que par cette idée que les divers propriétaires d'une région déterminée ont, vraisemblablement, une même origine, se rattachent à un auteur commun. Il nous paraît certain, également, qu'il s'agit là d'une institution conçue dans l'intérêt de la famille, destinée à lui permettre d'assurer le respect de ses droits et la défense de ses intérêts. — Mais puisqu'il est impossible de voir, dans ce droit de *Chefâa*, une survivance du droit, sinon exclusif, tout au moins plus fort, qui aurait appartenu à la communauté sur les biens communs, (puisqu'il peut être exercé sans qu'il y ait communauté de biens), — il n'est, à notre avis, d'autre justification de l'existence et de la persistance de ce droit de retrait que celle-ci : il s'agit là d'une institution qui s'est formée et développée à une époque où il n'est pour l'individu d'autre autorité, comme d'autre garantie que celle de la famille, et qui est née de cette situation. L'individu ne peut jouir paisiblement du bénéfice de ses acquisitions sans la protection de la famille ; — et cette protection, la famille la doit à chacun de ses membres. Mais cette obligation qui pèse sur la famille a pour contrepartie l'obligation pour chacun des membres de celle-ci, de ne rien faire qui puisse nuire à la famille, diminuer sa force ou engager sa responsabilité. De là, en quelque sorte, pour la famille, le droit de surveiller, de contrôler les relations de chacun de ses membres avec des étrangers, et de s'opposer à ce que rien de définitif ne puisse s'accomplir sans son assistance ou sa participation.

---

(1) P. H. X. ; *La politique française en Tunisie*, p. 102 et suiv.

31. — Enfin, s'il n'est plus vrai de dire que, d'une manière générale, les conflits entre individus mettent aux prises les familles auxquelles ils appartiennent, on ne saurait, non plus, prétendre que ces familles soient toujours et nécessairement exclues du règlement de ces conflits, et qu'ici, encore, des rapports purement individuels se soient entièrement substitués aux rapports *interfamiliaux*.

En cas de meurtre ou d'homicide, par exemple, c'est aux proches parents de la victime seulement, qu'il appartient de poursuivre l'application de la loi et de réclamer le prononcé d'une peine contre le coupable (1). Le juge ne pourrait, sans commettre un excès de pouvoir, agir d'office. — D'autre part, chez les musulmans du rite malékite, lorsqu'une personne est accusée d'homicide ou de meutre, que l'accusation n'a pu être prouvée, mais que de graves présomptions de culpabilité existent, on met en demeure les proches de la victime de compléter la preuve par leur serment. « Toute présomption grave d'homicide ou de meurtre, dit en effet Sidi Khalil, commis sur la personne d'un musulman libre de l'un ou de l'autre sexe, donne lieu à compléter la preuve par le serment des cojurants, proches parents de la victime.... Le serment des cojurants consiste en cinquante serments péremptoires prononcés consécutivement » (2). — Et si les proches de la victime se refusent à cette prestation de serment, le serment est, alors déféré, au cas d'homicide involontaire, à la tribu toute entière à laquelle appartient le coupable présumé; chacun des membres de cette tribu est mis en demeure d'affirmer, sous la foi du serment, l'innocence de celui qu'on croit être l'offenseur (3). Ce n'est point seulement l'auteur présumé du meurtre ou de l'homicide involontaire qui est mis en cause, mais sa tribu, son *akila* toute entière.

Marcel MORAND,
Professeur à l'École de Droit d'Alger.

(A suivre).

(1) Omar Bey Loutfy, *op. cit.*, fasc. 1, p. 38.
(2) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 1853 et 1871.
(3) *Eod. loc.*, art. 1877.

LA FAMILLE MUSULMANE (1)

Si tous les membres de l'*akila* prêtent serment, l'*akila* se trouve exemptée de la *diah ;* elle n'a point à payer le prix du sang. — Elle le doit, au contraire, dès l'instant où certains de ses membres se sont refusés à la prestation de serment (2).

D'ailleurs, au cas d'homicide, blessures ou coups involontaires, le prix du sang est mis à la charge de la tribu, dès l'instant où la preuve de la culpabilité a été faite autrement que par l'aveu du coupable. D'après Sidi-Khalil, en effet, « la composition légale pour homicide, blessures ou coups involontaires, commis sur la personne d'un homme libre et autrement prouvés que par simple aveu est *à la charge de l'offenseur et de sa tribu...* » (3).

Or, d'où vient que l'*akila* soit ainsi mise en cause, tant pour affirmer l'innocence de l'accusé que pour indemniser la victime du crime qu'on lui impute ? — Est-ce à raison d'une présomption de culpabilité qui pèserait sur tous les membres de l'*akila* ? — Pour ce motif que très certainement le coupable est l'un des membres de cette *akila*, et que ceux de ses membres qui n'ont point directement participé au crime, ont tout au moins commis la faute de ne le point empêcher ou d'en dissimuler l'auteur ? — Non, très certainement, car la responsabilité de l'*akila* reste engagée, alors même que le coupable est connu. « La composition légale, dit en effet Sidi Khalil, est à la charge de l'offenseur et de la tribu, par contribution entre eux... » (4). — « D'après Abou Hanifâh, dit également Charani, le coupable est compris dans les membres de l'akilah, contribue avec eux et est tenu de payer ce que chacun d'eux est tenu de payer » (5).

(1) V. *Rev. Alg.* 1903. 1. 149. 197.

(2) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 1877.

(3) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 1834.

(4) *Eod. loc.*

(5) Châràni, *trad. Perron*, p. 464.

Il est même des jurisconsultes musulmans qui admettent que le coupable n'a point à contribuer au paiement du prix du sang. « D'après Chaféi, si l'akilah a de quoi payer le diah, le coupable n'est tenu de rien payer ; si elle n'a pas de quoi satisfaire au diah, il est tenu de payer. — D'après Ahmed, le coupable n'est tenu de rien payer, que l'akilah soit ou non en mesure de satisfaire au diah » (1).

D'autre part, la répartition de la somme à payer se fait entre tous les membres de l'*akila*, non point proportionnellement à la culpabilité possible ou présumée de chacun, mais proportionnellement à ses ressources (2).

Enfin, lorsque l'offenseur est inscrit sur les rôles de la milice, on astreint, en même temps que lui, au paiement de la composition, ceux qui sont inscrits sur le même rôle (3). Et, cependant, il est impossible de voir, dans le seul fait de figurer au même rôle que l'auteur d'un crime, une présomption de complicité avec ce dernier.— Ainsi que le fait observer M. Seignette, cette particularité de la loi musulmane ne peut s'expliquer que par cette idée, qu'à l'origine, « les soldats portés sur le même rôle de la milice nationale étaient nécessairement membres d'une même tribu et successibles les uns des autres à différents degrés » (4).

Ainsi, dans les différentes hypothèses qui nous occupent, la mise en cause et la responsabilité de l'*akila* ne sauraient se justifier par l'idée d'une présomption de culpabilité ou de faute pesant indistinctement sur tous ses membres. Elles se comprennent, au contraire, très aisément, si l'on veut bien y voir, avec nous, une survivance des institutions d'une époque où il n'est point, à proprement parler, de relations individuelles, où les conflits nés entre individus mettent aux prises les familles auxquelles ils appartiennent, et doivent se régler entre celles-ci.

***

32 — Quant à l'organisation de la famille, elle est exactement, à l'heure actuelle, chez tous les peuples musulmans, ce qu'elle était chez les Arabes du premier siècle de l'Hégire.

A certains égards, cependant, il semble que des efforts aient été faits pour modifier cette organisation. Le Prophète, on l'a vu plus haut, a élargi quelque peu le cercle de la famille, en

(1) *Eod. loc.*

(2) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 1839.

(3) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 1836 ; Châràni, *trad. Perron*, p. 465.

(4) Seignette *trad. Sidi Khalil*, p. 722.

y admettant, — tout en les y maintenant dans une situation particulière, — des femmes et des parents par les femmes. Or, les Hanéfites sont allés plus loin dans cette voie ; ils ont reconnu une vocation héréditaire aux *dhouou alarham*, aux gens de matrice, aux parents par les femmes. Ils s'y sont crus autorisés par un hadith ainsi conçu : « L'oncle maternel est héritier de celui qui n'a pas d'héritier », et par le verset 76 du chapitre VIII du Coran, dans lequel il est dit que : « ceux qui sont unis par les liens du sang sont les plus proches les uns des autres » (1).

Mais les Malékites n'ont point accepté cette manière de voir. « L'avis général, disait Malek, incontesté des docteurs dans notre pays, est que le fils du frère utérin, le grand-père maternel, l'oncle frère utérin du père, l'oncle maternel, la bisaïeule mère du grand-père maternel, la fille du frère germain, les tantes paternelle et maternelle, n'ont aucun droit de succession, en raison de leur parenté. Toutes les femmes plus éloignées que celles précitées sont frappées de la même exclusion. Aucune femme ne doit hériter en dehors de celles qui sont désignées. Or, le Livre saint ne parle que de la mère, des filles, de l'épouse et des sœurs germaines, consanguines et utérines ; quant à la grand'mère, le Prophète a prononcé qu'elle avait droit à un *fard* » (2). Malek contestait, en effet, l'authenticité du hadith invoqué par les Hanéfites, et déclarait que ni le Coran, ni la Sounah ne mentionnaient ces gens de matrice « au nombre des héritiers, et qu'il ne fallait pas ajouter aux prescriptions de Dieu ou à celles du Prophète » (3).

Quant à Chaféy, il se refuse comme Malek, à admettre la vocation successorale des gens de matrice ; et, si ses disciples ne l'ont pas suivi sur ce point, ils n'ont admis, toutefois, les *dhouou alahram* à succéder qu'autant qu'il s'agirait, pour ceux-ci, d'exclure le *Beit-el-mal,* et seulement dans le cas où le *Beit-el-mal* serait mal administré (4).

Enfin, si les Hanbalites se sont en matière, ralliés à la doctrine hanéfite, il est à remarquer que, comme les Hanéfites d'ailleurs, ils n'admettent les gens de matrice à succéder qu'à la dernière extrémité, pour ainsi dire, à défaut d'héritiers *asibs* ou *fards* et alors que la succession devrait être recueillie par le *Beit-el-mal* (5).

---

(1) Marçais, *op. cit.*, p. 78.
(2) Marçais, *op. cit.*, p. 177.
(3) *Eod. loc.*, p. 78.
(4) *Eod. loc.*, p. 78.
(5) *Eod. loc.*, p. 77.

En sorte que les jurisconsultes musulmans, même les plus favorables à la parenté par les femmes, n'attachent point à cette parenté la même importance qu'à la parenté par les mâles, et maintiennent aux mâles, parents par les mâles, leur situation privilégiée. — Il est donc vrai de dire, qu'à l'heure actuelle encore, la véritable famille musulmane c'est toujours l'*akila,* c'est-à-dire l'ensemble des mâles parents par les mâles.

33. — On peut le dire d'autant mieux que, en tous les pays musulmans, l'on s'est ingénié à diminuer l'importance des réformes réalisées par le Prophète au profit de certaines femmes, et ayant pour objet de modifier et d'améliorer la situation de celles-ci dans la famille. Des efforts ont été fait dans ce but, on l'a vu plus haut (1), dès le premier siècle de l'Hégire ; et ils ont été couronnés de succès.

Le Prophète avait voulu rehausser la condition de l'épouse, faire en sorte que l'on cessât de voir en elle un élément du patrimoine, dont le mari pouvait disposer comme bon lui semblait, comme de tout autre élément de sa fortune, et dont il était libre de se défaire, dès l'instant où il avait cessé de lui plaire. Il avait cherché à faire en sorte que le mari ne pût, sans motif sérieux, répudier sa femme. — Son but n'a pas été atteint, car, à côté de la répudiation dite sonnite, s'introduisit une répudiation coutumière « plus facile et plus prompte » (2), qui laissa au mari, dès qu'il lui en prenait fantaisie, toute commodité pour rompre le mariage.

D'autre part, le Prophète, tout en attribuant aux mâles une part double, aurait voulu, semble-t-il, que les filles fussent admises à succéder en même temps et dans les mêmes conditions que les fils. — Or, dans l'hypothèse d'une succession laissée par un affranchi sans parents successibles et au cas de prédécès du patron, il a été décidé que, seuls et à l'exclusion des filles, les fils du patron pourraient prétendre à cette succession (3).

L'on s'est même efforcé, ainsi qu'il a été dit plus haut (4), d'écarter les femmes de toute succession et de leur enlever toute vocation héréditaire, et grâce à l'institution du *hobous,* ces tentatives ont pleinement réussi. — Ne pouvant exhéréder directement et ostensiblement ses filles au profit

(1) V. *Sup.*, p. 37

(2) Sautayra et Charbonneau, *op. cit.*, t. 1, p. 278, n° 329.

(3) Luciani, *op. cit.*, p. 65, n° 100.

(4) V. *Sup.*, n° 23.

de ses fils, le musulman hobouse ses biens au profit d'une fondation pieuse, en stipulant, qu'avant de parvenir à cette dernière, l'usufruit de ses biens appartiendra à ses enfants mâles, puis aux descendants mâles de ces derniers par les mâles. Cette pratique fut tout d'abord condamnée par les quatre Écoles orthodoxes. Mais les jurisconsultes du rite Hanéfite finirent par l'autoriser (1). Et, dès lors, qu'est-il arrivé ? — C'est que les jurisconsultes de l'École malékite, par exemple, eurent beau protester, déclarer, comme Sidi Khalil, que « la fondation est nulle si elle est faite au profit des fils du fondateur, à l'exclusion de ses filles » (2), — toutes les constitutions de hobous furent placées par les fondateurs, sous l'empire des règles du rite hanéfite. — Malgré qu'à une certaine époque, en effet, on ait contesté au musulman appartenant à un rite déterminé, la faculté de changer de rite (3), il semble bien que, d'assez bonne heure, cette liberté lui ait été laissée, à l'occasion d'un acte déterminé, tout au moins (4). Toujours est-il, qu'en fait, en Algérie, par exemple, tous les hobous sont constitués suivant le rite hanéfite ; et le choix de ce rite est déterminé, presque toujours, uniquement par cette considération qu'il fournit au constituant un moyen d'exhéréder ses filles et les filles de ses fils. Le hobous n'a d'autre but, le plus souvent, en somme, que de modifier l'ordre légal des successions, et de réaliser, en matière successorale, cette exclusion des femmes qu'avait consacrée la coutume préislamique (5).

34. — C'est, qu'en effet, quoiqu'on en ait pu dire, les idées ne se sont guère modifiées. Le musulman voit toujours, dans le mariage, l'acte par lequel il achète une femme. « Le don nuptial, dit Sidi Khalil, est l'analogue d'un prix de vente » (6) ; — « quant à la dot, déclare également Mohammed Elbachir Ettouati, les conditions sont les mêmes que pour le prix de

---

(1) V. Clavel, *Le Wakf ou Habous*, t. I, p. 27 et suiv. — Mercier, *Le Code du Hobous*, p. 25 et suiv.

(2) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 1240.

(3) Dugat, *op. cit.*, p. 342, note 1.

(4) Alger, 3 juin 1897, *J. Robe*, 1897, p. 241 ; 22 octobre 1901, (*Rev. Alg.*, 1901. 2. 488).

(5) C'est pour ce motif, sans doute, que la jurisprudence place la constitution de hobous dans le statut successoral ; Alger, 29 juin 1897 (*Rev. Alg.*, 1898. 2. 8) ; Cass., 20 nov. 1900 (*Rev. Alg.*, 1901. 2. 1).

(6) Trad. Perron, t. II, p. 427.

vente » (1). — Et si les filles ne sont plus mises à mort, lors de leur naissance, — la naissance d'une fille, sauf en Turquie (2), peut être, est toujours considérée comme un malheur (3). Le musulman ne parle que de ses fils; si on l'interroge sur le nombre de ses enfants, il n'indiquera que celui de ses fils. Et c'est là ce qui, dans une très large mesure, explique les difficultés des recensements en pays musulman, en Algérie, notamment, — les chefs de famille ne comptant jamais que les mâles, dans les dénombrements qu'ils fournissent à l'autorité administrative.

35. — Enfin, si, dans le monde musulman, les idées touchant la constitution de la famille sont restées les mêmes, — la façon de concevoir la vie de la famille et d'envisager les rapports respectifs ses divers membres, ne s'est pas davantage transformée.

La famille ne s'est pas dispersée; même chez les citadins, elle forme un groupe compact (4). — D'autre part, pasteurs ou cultivateurs, nomades ou sédentaires, vivent, le plus souvent, dans l'indivision. Les Arabes du Haouran, déclare M. Le Bon, « sont groupés par communautés composées de plusieurs générations de parents, sous l'autorité patriarcale d'un chef de famille. C'est là l'organisation primitive de la tribu... La propriété du sol est commune à tous les habitants du village » (5). — Et, à l'autre extrémité du monde musulman, M. Lescure observe, qu'en Tunisie, « la propriété melk est, chez les indigènes, l'objet d'une fréquente indivision » (6); — tandis que M. Pouyanne constate que, chez les indigènes algériens de race arabe, ou de race kabyle plus ou moins mélangée de sang arabe, la pratique de l'indivision est assez générale. « Les melks, ajoute l'auteur, sont possédés indivisément par un nombre très variable d'individus, qui ne dépasse pas généralement vingt, mais qui peut aller, dans certains cas, très rares en vérité, jusqu'à trois cents ou quatre cents » (7).

---

(1) Trad. Abribat, p. 17.

(2) Halil Ganem, *op. cit.*, t. II, p. 5.

3) Le Bon, *La civilisation des Arabes,* p. 361 ; — V. cependant, en sens contraire, Villot, *Mœurs, Coutumes et institutions des indigènes de l'Algérie*, p. 39, note 1.

(4) V. *sup.*, n° 28 et suiv.

(5) Le Bon, *op. cit.*, p. 360.

(6) Lescure, *Du double régime foncier de la Tunisie*, p. 15.

(7) Pouyanne, *La propriété foncière en Algérie*, p. 235.

Quant au père, il a conservé, tant sur la personne que sur les biens de ses enfants des pouvoirs extrémement étendus. — *Sur les biens*, car, il en dispose plus librement que ne pourrait le faire tout autre tuteur ; le père, dit, en effet, Sidi Khalil, « est le tuteur de ses enfants mineurs ou interdits ; il a le droit absolu de vendre leurs biens, même sans donner aucun motif de l'aliénation » (1); — et, ce pouvoir, le père le conserve tant qu'il lui plaît, puisque la minorité de l'enfant ne cesse que par l'émancipation et que le père est en principe, seul juge de la question de savoir si et à quel moment l'émancipation peut avoir lieu (2). — *Sur la personne*, car le père possède toujours le droit de *djebr*, le droit de contraindre ses enfants au mariage (3); et, d'autre part, il n'a pas cessé de se considérer comme un juge domestique investi du droit de prononcer des peines, possédant même, comme à l'époque préislamique, vis-à-vis de ses enfants, droit de vie et de mort. Assez fréquemment, en Algérie, des poursuites ont été exercées contre des indigènes qui avaient mis à mort leurs enfants pour cause d'offenses graves, ou à raison d'actes portant atteinte à l'honneur de la famille ; — et chaque fois, les magistrats français ont constaté l'étonnement que provoquait, chez ces justiciers, notre intervention ; là, en effet, où nous voyons un abus intolérable des droits du père, ils ne voyaient que l'exercice normal et traditionnel de la puissance paternelle.

36. — Mais, en dépit de la communauté d'existence et d'intérêts, malgré l'esprit d'étroite solidarité qui maintient unis tous les membres de la famille pour la défense des intérêts de chacun, les divers membres de la famille n'en possédent pas moins, dans leurs rapports respectifs, une très grande indépendance qui ne laisse pas de nous surprendre, nous autres occidentaux, et dont, déjà, nous avons constaté l'existence chez les Arabes de l'époque préislamique.

C'est ainsi que l'individu n'est point enchaîné à la famille (4), il est libre de s'en séparer, comme bon lui semble, et de réclamer la part qui lui revient dans les biens possédés en commun. « Tout copropriétaire, dit Sidi Khalil, peut exiger le partage, si chacun peut être pourvu d'un lot utile. — Tout copropriété-

---

(1) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 505.

(2) V. notre étude sur l'*Interdiction en droit musulman*, n° 31 et suiv.

(3) Sidi Khalil, *trad. Perron*, t. 2, p. 326.

(4) Villot, *op. cit.*, p. 255.

taire peut exiger la vente par licitation d'un bien dont il ne pourraît vendre sa part isolément sans dépréciation » (1).

De même, il n'est que les très proches parents qui se doivent des aliments. Chez les Malékites, par exemple, les père et mère doivent pourvoir à l'entretien de leurs enfants ; — de même, les enfants doivent fournir des aliments à leurs père et mère dans le besoin, et aux serviteurs de ces derniers. — Mais ce sont là les seules personnes sur lesquelles pèse la dette alimentaire ; le petit-fils ne peut pas réclamer d'aliments à son aïeul, de même qu'il n'a pas à lui en fournir (2).

Enfin, l'héritier ne répond du paiement des dettes grevant la succession qu'il recueille que, jusqu'à concurrence de l'actif de cette succession ; et, même dans cette limite, il n'est point personnellement responsable du paiement de ces dettes ; il n'est passible de poursuite que sur les biens héréditaires (3). Il n'est qu'un simple successeur aux biens ; la loi musulmane d'admet point cette fiction de la continuation, par l'héritier, de la personne du défunt, que l'on rencontre, cependant, consacrée par la législation de presque tous les peuples chez lesquels la famille se trouve fortement constituée, et maintient, entre ses divers membres, une étroite solidarité.

En cela, la loi musulmane a conservé, selon toute vraisemblance, l'empreinte de cet esprit éminemment personnel et individualiste, dont les législations d'origine sémitique portent la marque (4).

IV

37. — Ainsi, chez les musulmans, le droit de famille n'a, pour ainsi dire, pas évolué ; il est resté à peu près stationnaire.

Or d'où cela vient-il? — Comment expliquer qu'en pays musulman, ces institutions familiales ne se soient pas, comme

---

(1) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 955 et 956.

(2) Sidi Khalil, *trad. Perron*, t. 3, p. 153 et suiv. ; — Sautayra et Cherbonneau, *op. cit.*, p. 206 et suiv. ; — Chez les Hanéfites, toutefois, le nombre de ceux sur qui pèse la dette alimentaire est un peu plus élevé ; V. art. 415 du C. st. pers. Égyptien.

(3) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 961 et suiv. ; — Alger, 11 avril 1900 ; *J. Robe*, 1900, p. 172.

(4) V. *Sup.*, n° 12.

partout ailleurs, transformées? — Serait-ce, par exemple, parce que « jusqu'au XIXe siècle, le monde musulman et le monde chrétien ont eu peu de rapports... et qu'en luttes continuelles sur leurs frontières, ils sont restés étrangers l'un à l'autre? » (1). — Non, car si l'évolution d'un peuple est très certainement influencée par les relations qu'il entretient avec ceux qui l'entourent, ce facteur de l'évolution, que l'on appelle, quelquefois, le *facteur périanthropique* (2), n'est pas le seul facteur de l'évolution sociale, — en sorte que son absence constatée ne suffit pas, à elle seule, à expliquer l'absence d'évolution.

38. — Serait-ce, alors, parce que les institutions musulmanes sont fondées sur les prescriptions du Coran, et que le Coran « étant un ensemble de lois religieuses, politiques et civiles intimement liées, la fixité des unes a entraîné l'immuabilité des autres? » (3). — Il nous semble que l'on attribue à cette idée de l'immuabilité de la loi musulmane dérivant de son caractère religieux, une importance singulièrement exagérée.

Certes, les *Ouçoulioun* (4) reconnaissent bien qu'il est, dans la loi musulmane, des dispositions « immuables jusqu'à la consommation des siècles, puisque seul un Prophète nouveau pourrait y porter atteinte, et que de nouveau Prophète, il n'en faut point espérer » (5). Mais ils ne tiennent pour telles, que celles de ces dispositions qui ont le caractère d'*énonciations qualificatives.* — Et ils ne rangent dans la catégorie des *énonciations qualificatives* que les dispositions de la loi musulmane qui ordonnent, recommandent ou permettent, défendent ou dénoncent comme à éviter, qui ont, pour employer la langue du droit moderne, un caractère impératif, — et qui, de plus, peuvent être considérées comme la manifestation de la pensée divine (6).

Il est à remarquer, d'ailleurs, que ces *énonciations qualificatives* ne sont obligatoires que si elles peuvent être tenues

(1) Le Chatelier, *op. cit.*, Avant-propos, p. I.

(2) De la Grasserie, Mémoire présenté à la Société de Sociologie de Paris (séance du 9 avril 1902), *Rev. int. de sociologie*, mai 1902, p. 375.

(3) Le Bon, *op. cit* , p. 355 et 356 ; — Joly, *op. cit.*, p. 28.

(4) Les *Ouçoulioun* sont ceux qui étudient la science des racines, c'est-à-dire la science faisant connaître la méthode suivant laquelle le droit s'élabore, formulant les principes directeurs de ce droit.

(5) Ostrorog, *op. cit.*, Introduction générale, p. 39.

(6) Ostrorog, *op. cit.*, Introduction générale, p. 9 et 11.

pour certaines (1). Or, il n'y a de certitude « qu'en ce qui est divin, et humainement qu'en ce qui est évident » (2). D'où deux sortes de certitudes, la *certitude d'origine divine* ou *de solidité* et la *certitude d'évidence* (3).

La *certitude d'origine divine* ou *de solidité* n'appartient qu'aux *énonciations qualificatives* qui figurent dans l'Écriture, ou qui, relatées dans le Recueil des paroles du Prophète, ont été transmises par commune renommée (4). Mais celles de ces énonciations qui n'ont pas été transmises par commune renommée, qui sont de *transmission individuelle,* n'emportent pas la certitude de solidité (5).

D'autre part, les énonciations formulées dans l'Écriture ou transmises par commune renommée et mentionnées dans le Recueil des Paroles du Prophète, ne présentent pas toutes une parfaite clarté. S'il en est dont la signification est évidente, il en est d'autres dont l'interprétation est moins facile, soit qu'il y ait doute sur le sens à donner à un mot déterminé, soit que des difficultés puissent s'élever sur la signification ou la portée de l'énonciation toute entière. De même, certaines énonciations peuvent se trouver en contradiction avec d'autres de catégorie égale (6). — Aussi, les *Ouçoulioun* ont-ils été amenés à répartir les énonciations, suivant leur degré d'évidence, en un certain nombre de catégories. D'après eux, « l'énonciation considérée dans son entier comporte huit catégories, quatre catégories d'évidence et quatre catégories d'obscurité » (7). — Et les énonciations rentrant dans l'uue des quatre catégories d'évidence sont :

L'énonciation *évidente ;* et elle est telle quand les termes seuls qui la composent suffisent pour manifester le sens (8).

L'énonciation *formelle ;* c'est celle à l'évidence du sens de laquelle vient se joindre l'évidence de l'intention dans laquelle elle a été formulée (9).

L'énonciation *précisée ;* elle est ainsi qualifiée quand, aux degrés d'évidence qui précèdent, vient s'adjoindre ce caractère, que l'énonciation se trouve extrinsèquement précisée, de manière à ne plus laisser la place, soit à l'interprétation, soit à la limitation de la compréhension de termes généraux,

(1, 2, 3) *Eod. loc.*, p. 12.
(4) *Eod. loc.*, p. 13.
(5) *Eod. loc.*, p. 14.
(6) *Eod. loc.*, p. 21.
(7) *Eod. loc.*, p. 20.
(8 et 9) Ostrorog, *op. cit.*, p. 20 et 21.

par l'effet de l'occurence d'une énonciation de sens soit contradictoire, soit limitatif (1).

L'énonciation *catégorique*, qui est celle de nature à écarter, non seulement l'hypothèse d'une modification quelconque, par voie de limitation ou occasion d'interprétation, mais aussi celle de l'abrogation (2).

Or, seules, les énonciations rentrant dans l'une de ces quatres catégories emportent la certitude d'évidence.— Encore est-il bon d'observer que les énonciations des trois premières catégories n'enportent cette certitude que jusqu'à preuve du contraire, « c'est-à-dire jusqu'à ce qu'il soit démontré qu'il ressort, du contenu d'énonciations de catégories égales, qu'elles se trouvent sujettes à limitation, interprétation ou abrogation » (3); — et que la certitude d'évidence ne s'attache, d'une manière absolue, qu'à l'*énonciation catégorique.*

Toujours est-il que les *énonciations de solidité et d'évidence certaines* « obligent à la foi et à l'action », et doivent être tenues, « en conscience, pour une vérité dogmatique, et, en pratique, pour un principe directeur de la conduite » (4), et seules, elles possédent ce double caractère.— Tandis que les énonciations de solidité certaine, mais d'évidence conjecturale, obligent à l'action, mais non à la foi (5). — Elles obligent à l'action, puisque l'Église se les est appropriées, en les interprétant d'une certaine façon ; — mais non à la foi, puisque « le principe du libre examen est un principe orthodoxe en matière d'énonciations contradictoires » (6); et, comme le libre examen est alors possible, rien ne s'opposerait à ce que l'Église substituât une nouvelle interprétation à celle précédemment adoptée. — Quant aux énonciations dont la solidité et l'évidence sont conjecturales, elles n'obligent pas plus à l'action qu'à la foi (7).

Dès lors, les *énonciations qualificatives* qui emportent *certitude de solidité et d'évidence,* sont immuables parce qu'elles sont l'œuvre certaine et évidente de la raison divine, que « la simple logique veut que la raison divine puisse seule avoir prise sur la raison divine » (8), et que « seul un Prophète nouveau pourraît y porter atteinte, et que de nouveau Prophète

---

(1 et 2) *Eod. loc.*, p. 22 et 23.

(3) *Eod. loc.*

(4) *Eod. loc.*, p. 28.

(5) *Eod. loc.*, p. 29.

(6) *Eod. loc.*, p. 35.

(7) Ostrorog, *op. cit.*, p. 35.

(8) *Eod. loc.*, p. 38 et 39,

il n'en faut point espérer » (1). — Mais, seules, elles sont immuables, parce que, seules, elles peuvent être considérées comme l'œuvre évidente et certaine de la raison divine.

Voilà ce à quoi se réduit, dans la rigueur des principes, cette prétendue immuabilité de la législation musulmane. Ce ne sont donc point toutes les prescriptions de cette législation qu'il faut tenir pour immuables, mais celles-là seulement qui sont des *énonciations qualificatives* emportant *certitude de solidité et d'évidence*.

39. — Il est bon d'observer, en outre, que, même dans les limites restreintes qui viennent d'être indiquées, nombre de jurisconsultes musulmans n'ont pas accepté, sans protestation, cette idée de l'immuabilité du droit musulman. Certains considèrent que le but de la loi est l'*utilité sociale*, et déclarent que « le principe général, en droit malékite, c'est qu'il faut avoir égard à l'utilité, lorsqu'elle est générale, et qu'elle s'impose » (2). — D'autres admettent que l'*usage*, la *coutume* peuvent créer la loi, et même modifier la loi et la tradition. « Sans doute, il faut s'en tenir à la loi et à la tradition. Mais ce principe ne s'applique que lorsqu'il n'existe point d'exception généralement reçue » (3).

D'autres, encore, ont affirmé que la *nécessité* suffisait pour justifier une dérogation à la loi. « La nécessité, dit Ibn Nadjim, a fait admettre beaucoup de choses qui seraient défendues, si l'on s'en tenait à la rigueur des principes » (4).

Et Mollah Teheragh Ali va jusqu'à dire que « la loi musulmane, le chériat, si on peut l'appeler loi, puisqu'elle ne contient aucune loi organique, n'est, en aucune manière, incommutable, immodifiable » (5).

Au reste, les *hadiths* ne manquent point, qui permettent de justifier la hardiesse de semblables conceptions. « Si l'univers entier, aurait dit le Prophète, n'était qu'une mare de sang, il serait permis au Croyant de s'en nourrir (6).... Ce que les Musulmans ont trouvé bon, Dieu le trouve bon aussi (7)....

---

(1) *Eod. loc.*, p. 38 et 39.

(2) Tasouli, II, 188, 189, 190, 195. — Ibd Farhoun, II, 69, 105. — Santillana, *Avant-projet de Code civil et commercial tunisien*, avant-propos, p. V.

(3) Korafi, *ap.* Ibn Fahroun, I, 55; — Santillana, *loc. cit.*, p. VI,

(4) I, 110; — Santillana, *loc. cit.*, p. VII.

(5) Cahun, *Le monde islamique*, Histoire générale de Lavisse et Rambaud, t. 12, p. 487.

(6) Tasouli, II, 104; — Santillana, *loc. cit.*, p. VII.

(7) Ibn Nadjim, I, 126; — Santillana, *loc. cit.*, p. VI.

Les lois doivent varier suivant les circonstances. La nécessité rend licite même ce qui est réprouvé » (1).

Et, en fait, en dépit de leur attachement à leur religion et de leur respect pour les enseignements du Prophète, les Musulmans sont souvent restés fidèles, ainsi qu'on l'a vu dans les développements qui précédent (2), à certaines coutumes, à certaines traditions auxquelles ils étaient particulièrement attachés, malgré que celles-ci eûssent été formellement condamnées par le Coran ou la Sonnah.

Il est à remarquer, d'ailleurs, que le Souverain qui veut innover, a toujours la faculté de solliciter du *cheikh el-islam* une *fetoua* certifiant que les décisions arrêtées par lui, l'ont été en conformité de la loi religieuse; et les faits montrent que l'obtention d'une *fetoua* rencontre rarement des difficultés insurmontables (3).

40. — Si donc le droit de famille, en pays musulman, n'a pas évolué avec le temps, ce n'est pas dans le caractère sacré, partant immuable et intangible de la législation, qu'il faut aller chercher la raison d'être de cette absence d'évolution. — La vérité, c'est que les peuples musulmans se sont trouvés, pour la plupart, soustraits aux causes qui, d'ordinaire, provoquent cette évolution et en déterminent les différentes phases.

***

41. — D'où vient, en effet, que, chez presque tous les peuples, l'importance de la famille, comme association politique, aille sans cesse en s'effaçant (4), si bien qu'il arrive un moment où l'État, ignorant la famille, ne connaît plus que les individus et traite directement avec eux? — Le point de départ de cette transformation est dans la guerre et dans la conquête. Celles-ci aboutissent à l'incorporation d'éléments étrangers, à l'annexion de populations qui ne peuvent exciper, à l'encontre du vainqueur, d'une communauté d'origine. Aussi, aux époques primitives de l'histoire, la communauté de sang étant la seule base possible d'une communauté de fonctions politiques, ces populations soumises sont, tout d'abord,

---

(1) Mohammed ben Rahal, *Ques. dipl. et col.*, 1er nov. 1901, p. 543.

(2) V. *sup.*, nos 22 et 33.

(3) Van den Berg, *Principes du droit musulman selon les rites d'Abou Hanifàh et de Chafi'i*, p. 8, note 1; Cahun, *loc, cit.*, p. 531 et 532.

(4) Kœnigswarter, *op. cit.*, p. 327,

maintenues en état de vassalité. Mais, la dureté du vainqueur « à maintenir le principe central du système, sans lequel on ne pouvait obtenir les droits politiques autrement que par une parenté réelle ou artificielle, enseigna aux inférieurs un autre principe qui se montra doué d'une vitalité supérieure. Ce fut le principe de l'habitation du même territoire, aujourd'hui reconnu partout comme la condition de la communauté de droits politiques » (1). On admit ainsi qu'une famille pouvait appartenir à un groupement politique, et y jouir de prérogatives identiques à celles des autres familles de ce groupement, sans être, avec celles-ci, cependant, en communauté d'origine. Et le jour où cette conception fut acceptée, on se trouva bien près d'admettre qu'un individu peut se rattacher politiquement à un groupe, sans appartenir à une famille déterminée de ce groupe, et que l'exercice des droits et fonctions politiques est une prérogative de l'individu, abstraction faite du point de savoir de quelle famille il est issu.

En outre, les guerres incessantes qui occupent l'enfance de tous les peuples, ont généralement pour conséquence l'établissement de la monarchie absolue. « Dans les expéditions guerrières, dit Letourneux, la vigueur, le courage, la chance mettent en relief tel ou tel individu, auquel on doit ou auquel on attribue la victoire. Dorénavant on le choisira pour chef dans les futures campagnes; on s'accoutumera à lui obéir. Mais, comme les guerres sont très fréquentes, la primitive égalité ne tardera pas à s'évanouir; on s'habituera à reconnaître l'autorité du conducteur militaire, même dans les intervalles de paix, à lui concéder certains droits exceptionnels. Ce privilégié accaparera la plus grosse part du butin, aura plus de femmes, plus d'esclaves, quand on jugera à propos d'en faire, et, plus tard, quand la famille, surtout la famille paternelle, se sera dégagée de la confuse parenté du clan, le pouvoir du chef tendra à devenir héréditaire comme ses biens » (2). Et, ainsi, une famille unique arrive à dominer toutes les autres; et, pour assurer sa domination et s'emparer de la direction exclusive de la société, elle s'efforce d'exproprier les autres familles de leurs prérogatives politiques, de supprimer, entre elle et l'individu, l'intermédiaire de la famille. Et, ainsi, se trouve consommée la ruine politique de celle-ci.

42. — Or, l'on a pu écrire que le principe des institutions

(1) Sumner-Maine, *op. cit.*, p. 126.

(2) Letourneux, *op. cit.*, p. 528 et 529.

politiques des Arabes, c'était « l'égalité complète de tous sous un seul maître » (1), que « les Arabes n'ont jamais connu de régime féodal, d'aristocratie, ni de fonctions héréditaires » (2), que « leur régime politique était, en réalité, un régime démocratique sous un maître absolu » (3), que le principe fondamental de l'islam, c'était « la concentration de tous les pouvoirs entre les mains d'un chef suprême et absolu, représentant unique de la divinité sur la terre » (4), et que les institutions politiques des musulmans « se sont toujours présentées sous la forme d'une monarchie militaire et religieuse absolue » (5), — il n'en est pas moins vrai que, sauf peut-être en Turquie et en Perse, l'on ne rencontre guère, en pays musulmans, cette prétendue centralisation, concentration de tous les pouvoirs en la main du souverain, auquel appartiendrait une autorité absolue; et il s'en faut de beaucoup, la plupart du temps, que ce souverain soit en mesure de faire respecter son autorité et d'assurer l'exécution de ses ordres sur toute l'étendue du territoire auquel il commande. C'est, qu'en effet, la population des divers États musulmans renferme, assez généralement, une très forte proportion de nomades, que leur genre de vie rend, en quelque sorte, insaisissables, et auxquels le Souverain ne peut guère demander que la reconnaissance de sa suzeraineté et le paiement d'un tribut. Souvent ce tribut n'est payé que très irrégulièrement, et quelquefois, même, il faut entreprendre de véritables expéditions pour en opérer le recouvrement (6). Aussi ces nomades ont-ils continué à vivre en dehors, en quelque sorte, des États centralisés dans lesquels ils étaient comme fictivement englobés, si bien que la constitution de ces États n'a nullement modifié les conditions de leur existence, et qu'il est vrai de dire que les siècles et même l'Islamisme ont glissé sur ces nomades, « sans modifier sensiblement leurs mœurs, ni même leur organisation sociale et politique » (7).

D'ailleurs, les conquérants de l'Islam, ont toujours paru plutôt préoccupés d'étendre leurs conquêtes que de procéder à l'organisetion des territoires soumis, d'agrandir le domaine de la Communauté musulmane que d'en tirer parti. Que le peuple vaincu reconnût la suzeraineté de l'Islam et payât tribut, le vainqueur, semble-t-il, ne lui en demandait pas davantage (8).

(1, 2, 3, 4, 5) Le Bon, *op. cit* , p. 415 et suiv.

(6) Frisch. *Le Maroc*, p. 66 et 67.

(7) Letourneux, *op. cit.*, p. 266.

(8) « La puissance et les succès prodigieux d'Omar s'expliquent par ce fait qu'il laissa à chaque pays son administration particulière...» Van Berchem, *Étude sur l'impôt du Kharâg*, p. 22.

Et c'est là ce qui, dans une très large mesure, explique que le triomphe de l'islamisme soit resté sans influence, pour ainsi dire, sur la condition politique des populations, même sédentaires, de l'Afrique du nord.

« Les milices arabes du VII^e^ siècle, ces troupes hardies que les Califes ont envoyé à travers « *l'Afrique perfide* » jusqu'au bord de l'Atlantique, sous la conduite de Sidi Oqbah et de ses successeurs, ont étonné le monde par leurs marches rapides et leurs foudroyantes victoires, puis ont été peu à peu refoulées, bloquées dans l'Africa, et expulsées, ne laissant derrière elles que le nom d'Allah et de son Prophète » (1). — Quant aux envahisseurs du XI^e^ siècle, les Hilal et les Soléim, ils n'ont laissé d'autre souvenir, dans les steppes de l'Afrique septentrionale, que celui de leurs dévastations et de leurs rapines (2). — Enfin, sauf à Tunis où, à partir de 1705, les beys réussirent à se rendre indépendants des deys, fondèrent une monarchie héréditaire et se sont efforcés de rendre leur autorité effective (3), — les Turcs n'ont pas cherché à « prendre racine dans le pays » (4). Il n'était, pour eux que deux choses qui eussent de l'importance : la prestation de l'hommage et le paiement du tribut (5). Ils se réservaient certaines charges, certaines fonctions, celles qui les mettaient à même de maintenir leur autorité sur le pays et d'assurer la perception de l'impôt, et se désintéressaient complètement de l'administration locale.

Les populations berbères du nord de l'Afrique ont ainsi échappé aux conséquences qu'ont d'ordinaire, pour les vaincus, la conquête et l'annexion ; elles n'ont point été asservies, elles n'ont pas eu à obéir à la volonté absolue et despotique du vainqueur. Elles ont pu conserver leur ancienne organisation. — Or, dans cette ancienne organisation, le rôle de la famille était considérable, malgré que cette organisation fût démocratique. Si, en effet, les Berbères ont la passion de l'égalité et de l'indépendance, s'ils admettent tout individu majeur à participer à la direction politique de la Communauté, s'il existe chez eux des *çofs*, c'est-à-dire des associations d'assistance mutuelle dans la défense et dans l'attaque, pour toutes les éventualités de la vie, basées uniquement sur une communauté d'intérêts et non pas sur une

(1) Masqueray, *op. cit.*, p. 12.
(2) *Eod. loc.* ; — Doutté, *L'Islam algérien en 1900*, p. 36.
(3) Mercier, *op. cit.*, t. 3, p. 541.
(4) *Eod. loc.*, p. 542.
(5) De Grammont, *op. cit.*, p. 413.

communauté d'origine familiale (1), — il n'en est pas moins vrai que chez les Kabyles, par exemple, le village est « la pierre angulaire » de la société, que ce village se subdivise en *Kharoubas*, que chaque *Kharouba* se compose d'un certain nombre de familles, généralement de même origine et unies par le lien de la parenté, et que souvent la *Kharouba* est formée exclusivement des membres d'une même famille (2). Aussi MM. Hanoteau et Letourneux déclarent-ils que « la substitution du pouvoir de la famille à l'individualisme, tel que l'admettent nos sociétés modernes, imprime à la démocratie kabyle une physionomie toute particulière ; elle lui donne un caractère semi-patriarcal, que nous ne sommes pas habitués à rencontrer chez les peuples dont la constitution politique est basée sur la souveraineté populaire » (3).

En outre, les Berbères ont toujours eu « du goût pour le culte de l'homme » (4) ; le culte des saints existe en Berbérie, à l'aurore de l'histoire (5). Et, comme « c'est un fait bien commun que les peuples ne changent pas brusquement de religion..., que lorsqu'un réformateur se lève, qui leur apporte un nouveau credo, ils adaptent seulement de leur mieux leurs anciens cultes à cette nouvelle croyance » (6), le culte des saints n'a pas cessé de se développer dans la Berbérie islamisée, et s'y est manifesté sous la forme du maraboutisme. Il a abouti, en somme, à la constitution de familles maraboutiques, c'est-à-dire à la formation d'une aristocratie religieuse.

Les institutions berbères ne se sont, il est vrai, maintenues dans toute leur pureté, que dans les massifs montagneux de la grande et de la petite Kabylie. Partout ailleurs, au contraire les Berbères ont été plus ou moins arabisés par l'invasion du XI^e^ siècle, puis islamisés définitivement, au XVI^e^, par des marabouts venus du sud marocain (7), enfin placés sous la suzeraineté des Ottomans. — Mais, si l'on songe que les tribus Hilaliennes, qui ont envahi le Moghreb, étaient composées de bédouins (8) qui n'avaient pas de la famille, une conception très différente de celles qu'en avaient les Berbères, — que le

(1) Hanoteau et Letourneux, *op. cit.*, t. 2, p. 3, 20 et 21.
(2) *Eod. loc.*, p. 6.
(3) *Eod. loc.*, p. 7.
(4) Doutté, *op. cit.*, p. 38.
(5) Doutté, *Les Marabouts*, p. 14.
(6) Doutté, *l'Islam algérien en 1900*, p. 39.
(7) Doutté, *L'Islam algérien*, p. 37.
(8) *Eod. loc.*, p. 36.

triomphe de l'islamisme n'avait pu, même en Arabie, consommer la ruine politique de la famille, — et qu'enfin, les Turcs ne se sont guère immiscés dans l'administration locale des territoires, même effectivement soumis à leur autorité, qu'ils ont même favorisé le développement du maraboutisme afin d'utiliser l'influence politique des familles de marabouts (1), on s'explique très bien que les bouleversements qui, depuis le VII^e^ siècle, se sont produits dans le nord de l'Afrique, n'aient pas été de nature à déterminer, chez les populations qui l'habitaient, des modifications notables dans le rôle politique de la famille.

***

43. — D'autre part, en même temps que, d'ordinaire, le rôle politique de la famille diminue, son importance sociale s'amoindrit. A mesure, en effet, que s'affermit l'autorité du gouvernement central, que s'étendent ses pouvoirs et ses attributions, — à mesure que les mœurs s'adoucissent et que disparaît progressivement la pratique des guerres privées, en même temps que s'organisent des juridictions destinées à résoudre pacifiquement les conflits, — l'existence devient plus facile et plus sûre ; aussi la vie devient-elle plus sédentaire ; la famille se disperse, ses divers membres n'éprouvant plus, au même degré, le besoin de vivre groupés de façon à être toujours en mesure de se prêter main-forte, et trouvant auprès du pouvoir central, la protection que, jusqu'alors, la famille avait été seule à leur fournir (2). — Les progrès réalisés dans l'art de la culture tendent également à rendre l'existence plus sédentaire ; car l'on arrive à vivre d'une façon permanente dans des régions où, jusqu'alors, l'on n'avait pu subsister qu'un certain temps. — Puis, le progrès économique s'accentue ; les besoins s'accroissent ; les professions se spécialisent ; les transactions se multiplient. Des relations nouvelles s'établissent entre individus de familles différentes, qui ne provoquent plus l'intervention ou l'assistance de celles-ci. Et de ces relations naissent des intérêts économiques collectifs, qui provoquent la formation d'associations, de groupements entre individus n'appartenant pas à la même famille, — intérêts économiques collectifs, qui ne sont plus des intérêts familiaux, et dont l'importance grandit, à mesure que celle de ceux-ci diminue.

---

(1) De Grammont, *op. cit.* p. 413.

(2) Le Bon, *op. cit* , p. 364 ; Gr. Encyclopédie, v° *Famille*, p. 1179, col. 1.

Or, ainsi qu'il a été dit déjà, les pays musulmans renferment une très forte proportion de nomades. Tantôt ce sont des indépendants qui ont fui devant l'envahisseur, et qui ont préféré se condamner à leur existence aventureuse, plutôt que de subir la domination du vainqueur (1). — Tantôt, aussi, ce sont des amoureux de grand air et d'espace, pour qui les attraits et les charmes de la vie nomade l'emportent sur la monotonie de l'existence sédentaire, et qui, sans nécessité apparente, abandonnent celle-ci (2). — Le plus souvent ce sont les habitants de régions arides, infertiles, que l'économie des consommations en commun oblige à vivre groupés et qui, pour pouvoir trouver leur subsistance, sont obligés à des déplacements continuels. — Toujours est-il que, pour ces nomades, les conditions de l'existence ne se sont nullement modifiées (3) ; elles sont, aujourd'hui, ce qu'elles étaient, il y a des siècles ; si bien que ces populations nomades se sont trouvées soustraites à l'action des causes qui, d'ordinaire, provoquent la désagrégation de la famille et tendent à substituer aux relations entre familles, — qui, à un certain moment, constituent la règle, — des relations purement individuelles. Et l'on comprend ainsi que leur organisation sociale ne se soit pas transformée.

Quant aux sédentaires et aux habitants des villes, souvent, eux aussi, bien que dans une beaucoup moins large mesure, ils ont échappé à l'action de ces facteurs de la désagrégation et de la dispersion de la famille. Il se peut, en effet, qu'en pays musulman, le Souverain soit, théoriquement, un chef absolu et suprême, concentrant entre ses mains tous les pouvoirs ; en fait, la plupart du temps, son autorité ne s'exerce point effectivement sur toute l'étendue du territoire auquel, nominalement, il commande ; et, d'ailleurs, même là où cette autorité s'exerce, elle ne se manifeste guère que par la perception de l'impôt. C'est ainsi, qu'au Maroc, la moitié Est de l'Empire est insoumise (4), et que si la moitié Ouest jusqu'à l'Atlas, paie généralement l'impôt, ce n'est guère que par les exigences fiscales du gouvernement du Sultan, que cette partie de l'Empire se rend compte de l'existence de ce dernier. Aussi, « les Marocains n'ont pas l'air de se douter qu'ils

(1) La Tunisie, *Histoire et Description*, t. 1, p. 324.

(2) Chobaut, *Voyage chez les Beni-Mzab*, p. 30 ; — Fabre, *Monographie de la commune indigène de Tiaret-Aflou*, Bul. de la Soc. de Géog. et d'Arch. de la province d'Oran ; juillet-septembre 1902, p. 268.

(3) Le Bon, *op. cit.*, p. 357 et 401.

(4) Erckmann, *op. cit.*, p. 11.

appartiennent à un empire du Maroc et n'ont pas de nom pour désigner leur nation » (1). — De même, en Algérie avant la conquête française, le pouvoir des Turcs « se bornait à l'hommage et à la perception de l'impôt » (2). — Dès lors, le pouvoir central ne pouvant ou ne voulant, en ces pays, assurer protection et sécurité aux individus, ceux-ci ont continué à réclamer de la famille l'aide et l'assistance dont ils avaient besoin.

Et c'est là ce qui explique que, même dans les villes, les divers membres de la famille soient restés groupés, chaque famille occupant un quartier de la ville, ou simplement une rue déterminée de ce quartier (3).

Enfin, si l'on songe que, souvent, les professions sont héréditaires, — que les divers métiers se transmettent, de père en fils, dans la même famille, — que les individus d'une profession déterminée ont généralement une origine commune et sont tous plus au moins parents les uns des autres (4), et que, dès lors, les associations corporatives sont encore des groupements familiaux, — on ne s'étonne plus que, dans nombre de pays musulmans, la famille ait conservé une telle importance sociale, et que les jurisconsultes musulmans aient admis l'intervention de la famille en des matières où, d'ordinaire, aux rapports entre familles des rapports individuels se sont substitués.

***

44. — Ce n'est pas, d'ailleurs, seulement le rôle politique de la famille, ou son importance sociale qui, avec le temps, se modifient ; — c'est aussi sa constitution, son organisation interne. Tout d'abord, il n'est de parenté que par les femmes, — puis, il n'est plus de parenté que par les mâles ; — enfin, un moment arrive où la parenté par les femmes compte autant que la parenté par les mâles, et où les femmes se voient reconnaître, dans la famille, des droits égaux à ceux des mâles.

Il est, pour nous, sans intérêt de savoir comment et pour quelles causes le régime du patriarchat s'est substitué au régime du matriarchat ; il importe uniquement, en effet, de mettre en lumière les raisons qui expliquent l'abandon du

(1) Erckmann, *op. cit.*, p. 11

(2) De Grammont, *op. cit.*, p. 413.

(3) V. sup. nos 29 et suiv.

(4) *Eod. loc.*

régime du patriarchat, puisque la question que nous avons à résoudre est celle de savoir pourquoi les peuples musulmans s'en sont tenus à ce régime, et pourquoi, à l'heure actuelle encore, ils considèrent que la véritable famille, c'est l'ensemble des mâles parents par les mâles.

Or, l'institution du patriarchat se conçoit à merveille chez les peuples qui vivent dans un état continuel de guerre et de représailles, car elle donne à la famille une organisation quasi-militaire (1) et lui assure, ainsi, son maximum de force et de puissance ; — et l'on a pu dire que, dans la famille basée sur le patriarchat, la loi de la parenté est, en réalité, une loi de guerre (2). — Mais à mesure que les mœurs s'améliorent et s'adoucissent, que les guerres privées deviennent moins fréquentes, que le pouvoir central devient plus fort, se trouve en mesure de faire accepter son arbitrage, et que l'on s'accoutume à donner aux conflts un dénouement pacifique, — il semble moins nécessaire d'assurer la prépondérance des mâles dans la famille ; la condition de la femme s'améliore ; et il arrive un moment où, dans l'un des actes les plus importants de la vie, le mariage, la femme est tenue pour l'égale de l'homme. Chez les nations chrétiennes, du reste, l'Église a puissamment contribué à la réalisation de cette évolution. « L'Église, dit, en effet, M. Esmein, a introduit dans le droit du mariage une nouveauté féconde ; elle a proclamé, en principe, l'égalité de l'homme et de la femme... De nos jours, l'Église s'enorgueillit, et à juste titre, d'avoir la première enseigné cette vérité » (3).

Mais le jour où l'on eut admis l'égalité, dans le mariage, de l'homme et de la femme, l'on fut tout naturellement amené à considérer ce mariage comme une association entre les époux, au triple point de vue des personnes, des intérêts, des enfants (4) ; — association dirigée par le mari, parce qu'à toute association il faut un chef, et que le mari se trouvait tout désigné pour être ce chef (5) ; — mais dans laquelle les associés sont placés sur un pied d'égalité, dans laquelle il existe entre ces associés réciprocité de droits et de devoirs, dans laquelle il y a « égalité de fond entre ces deux créatures de même origine unies dans le mariage » (6).

Or, s'il y a égalité entre l'homme et la femme, il ne saurait

---

(1) Marçais, *op. cit.*, p. 40.

(2) *Eod loc.*, p. 7 et 9.

(3) Esmein, *Le Mariage en droit canonique*, t. 1, p. 91.

(4 et 5) Lefèvre, *op. cit.*, p. 25 et suiv.

(6) *Eod. loc.*, p. 28.

y avoir d'inégalités, entre les divers membres de la famille, à raison de leur sexe.

D'autre part, si les époux se trouvent associés par le fait du mariage, non seulement au point de vue des personnes et des intérêts, mais aussi des enfants, si le mariage emporte communauté des enfants (1), ceux-ci appartiennent à la mère aussi bien qu'au père, et doivent, dès lors, être rattachés à la famille de la mère, comme il le sont à celle du père. La parenté maternelle doit compter autant que la parenté paternelle (2).

45. — Ainsi, si, chez les peuples modernes, des modifications ont été apportées aux règles concernant la constitution de la famille, — si, aujourd'hui, les femmes ont, dans la famille, des droits égaux à ceux des mâles, — et si, les parents par les femmes ont cessé d'en être exclus, — c'est que des conceptions nouvelles ont prévalu, touchant la condition de la femme et relativement à la nature juridique du mariage.

Or, les musulmans sont restés foncièrement attachés à la vieille idée de l'inégalité des sexes, ainsi qu'à leur conception grossière du mariage, puisqu'ils s'efforcent, on l'a vu plus haut (3), d'enlever aux femmes le bénéfice de la vocation héréditaire que leur a reconnu le Coran, et continuent à voir, dans le mariage, l'achat de la femme par le mari. — On s'explique, dès lors, très aisément pourquoi le droit de famille n'a, pour ainsi dire, pas évolué chez eux.

Mais pour quelles raisons, sur ces divers points, les idées du monde musulman ne se sont-elles pas modifiées ? — Est-ce, ainsi qu'on l'a prétendu, parce que l'évolution du mariage s'est trouvée enrayée par les recommandations du Coran (4) ? — Très certainement non. Nous avons vu, en effet, ce qu'il fallait penser de cette prétendue immobilité de la loi musulmane et constaté qu'elle n'existait, à proprement parler, qu'en théorie (5). — Il est bon d'observer, d'ailleurs, que la législation coranique a singulièrement amélioré la condition de la femme, et qu'en allant plus loin dans cette voie, les Docteurs musulmans n'auraient fait que se conformer à l'esprit de cette législation. — Il importe de remarquer, enfin, que les Musulmans ont été si peu guidés, en la circonstance, par le

(1) *Eod. loc.*, p. 31.
(2) *Eod. loc.*, p. 41.
(3) V. *sup.* nos 33 et 34.
(4) Gr. Encyclopédie, v° *Famille*, p. 1166, col. 2.
(5) V. *Sup*, n° 38.

désir de ne point enfreindre les prescriptions du Coran, qu'ils n'ont pas hésité à s'en écarter, — nous le constations une fois de plus, tout à l'heure, — justement pour amoindrir l'importance des réformes réalisées par le Prophète dans l'intérêt de la femme.

En réalité, si les Musulmans se sont toujours efforcés de maintenir la suprématie des mâles dans la famille, et si la répugnance qu'ils ont manifestée, dès le début, à l'égard des innovations tentées par le Prophète en vue de rehausser la condition de la femme, est restée aussi vive, — c'est que, n'ayant cessé, pendant des siècles, de vivre dans un état de guerre permanent, ils ont constamment senti la nécessité de maintenir, à la famille, cette forte organisation quasi-militaire que lui avait donnée la coutume préislamique. Aussi, ne voyant dans la femme qu'une source d'embarras et de faiblesse pour la famille, ils ne pouvaient avoir que de la défiance et de l'hostilité pour toute mesure destinée à accroître l'influence et les droits de la femme au détriment des mâles.

Et, si les Musulmans ont persisté à voir, dans le mariage, la vente de la femme au mari, c'est qu'une conception plus élevée du mariage se fût trouvée inconciliable avec la pratique de la polygamie et en eut emporté condamnation. — Le régime de la polygamie est exclusif, en effet, de toute idée d'association entre les conjoints ; car, l'on ne conçoit guère que le mari puisse vivre en communauté avec plusieurs épouses sans que toutes soient en communauté les unes avec les autres, — et que l'on ne conçoit pas davantage que le mari vivant en communauté avec une femme, puisse obliger celle-ci à vivre en communauté avec toutes celles que, par la suite, il lui plaira d'épouser. — Or, les Musulmans ont été et sont restés foncièrement polygames.

Ce n'est pas que tout musulman ait plusieurs épouses. En pays musulman, comme partout ailleurs, en effet, la polygamie n'est pratiquée que par une minorité (1). Pour ce qui est de l'Algérie, par exemple, sur 34,863 mariages musulmans conclus en l'année 1900, 3,546 seulement, l'ont été par des indigènes ayant déjà une femme, — 883 par des indigènes en ayant deux, — et 276 par des indigènes en ayant trois (2). — Il arrive quelquefois, d'autre part, que la femme ne donne son consentement au mariage que sous la condition que, tant

(1) Westermarck. *Origine du mariage dans l'espèce humaine*, trad. de Varigny, p. 415 et 416.

(2) Statistique générale de l'Algérie.

que ce mariage subsistera, le mari ne prendra pas d'autre épouse (1). — L'on peut dire cependant, que, d'une manière générale, tout musulman, en situation d'avoir plusieurs femmes, est polygame.

Or, on a beaucoup disserté sur les origines et les causes de la polygamie. Certains l'ont expliquée par l'idée d'une disproportion entre les sexes, par l'existence d'une minorité de mâles. — D'autres y ont vu un moyen d'assurer la pureté des mœurs dans des pays où les ardeurs du climat rendent la monogamie impossible — D'autres, encore, ont soutenu que la polygamie était destinée, chez les peuples belliqueux, à conjurer l'extinction des familles décimées par la guerre, et à fournir « une abondante genèse, que la monogamie eut été impuissante à donner » (2). — D'autres, enfin, ont considéré que, en épousant plusieurs femmes, l'homme n'avait d'autre but que « d'avoir le plus possible d'auxiliaires, d'ouvrières à ses ordres » (3). — Mais, s'agissant des peuples musulmans, tout au moins, ces diverses explications ne sont pas toutes également concluantes, et, seules, les deux dernières méritent d'être retenues ; car, seules, elles sont de nature à justifier la survivance de la polygamie chez les Mahométans.

Il n'est nullement établi, en effet, ainsi que le constatait déjà Niebuhr, que dans les pays musulmans, les mâles soient en minorité (4). — D'autre part, les adeptes de l'Islam ne sont point tous fixés dans des régions tropicales, dans des pays où la chasteté est contre nature et la monogamie impossible (5).

Marcel MORAND,
Professeur à l'École de Droit d'Alger.

(A suivre).

---

(1) Tunis, 16 juillet 1894 *(Rev. Alg.*, 1894. 2. 473).

(2) Joly, *op. cit.*, p. 14.

(3) Gr. Encyclopédie, v° *Famille*, p. 1165, col. 1.

(4) Niebuhr, *Description de l'Arabie*, nouv. édit., 1779, t. I, p. 101 et suiv. — Gr. Encyclopie, v° *Famille*, p. 1164, col. 2.

(5) Mohammed ben Rahal, *Quest. dipl. et col.*, 1er novembre 1901, p. 540.

LA FAMILLE MUSULMANE (1)

Mais il n'est pas douteux que, pour les Musulmans, la procréation abondante est un devoir, et que la polygamie facilite les moyens de le remplir. « Mariez-vous à l'envi, a dit, en effet, le Prophète, procréez continûment. Au jour du jugement dernier, mon éclat sera d'autant plus grand au milieu des autres nations que vous aurez eu plus de fécondité » (2). Et, tout naturellement, les disciples du Prophète ont vu dans la polygamie, un moyen d'accroître cette fécondité, et, par là même, d'augmenter leur puissance et d'assurer la suprématie de l'Islam. — Il est à remarquer, en outre, que les Musulmans ne paraissent point avoir du louage de services, la conception que nous nous en faisons. Le travailleur libre n'est pas, pour eux, un salarié, mais un associé. Quant aux services que nous avons coutume de réclamer du serviteur à gages, du domestique, ils ne conçoivent guère qu'on puisse les demander à d'autres qu'à des femmes ou à des esclaves (3). Aussi trouvent-ils, dans la polygamie, un moyen de se procurer les servantes qui leur font défaut (4).

Or, si telles sont les considérations qui expliquent la pratique de la polygamie, chez les Musulmans, ces considérations, la dernière principalement, n'ont rien perdu de leur actualité. Aujourd'hui, encore, en terre d'Islam, l'on n'envisage la coopération du capital et du travail libre que sous la forme de l'association (5). « En entrant dans la communauté,

(1) V. *Rev. Alg.*, 1903. 1. 149. 197 et 229.

(2) Hadith relaté par Kamal, *op. cit.*, p. 12.

(3) La Beaume, *Le Koran analysé*, p. 621, note 1.

(4) C'est ainsi qu'au Maroc, « la polygamie est la règle commune. Un chef berbère nous expliquait qu'une seule femme ne saurait suffire au triple rôle d'épouse, de mère et de servante, sous le toit du sédentaire et moins encore sous la tente du nomade » (de Segonzac, *Voyages au Maroc*, p. 32).

(5) Mohammed ben Rahal, *loc. cit.*, p. 541.

dit notamment Le Play, le domestique devient, par là même, l'associé de la famille » (1). — En dehors de là, c'est l'esclavage qui fournit la solution au problème de la main-d'œuvre. — Et, comme les États mahométans indépendants rencontrent des difficultés de plus en plus grandes pour s'approvisionner d'esclaves, et comme l'esclavage a complètement disparu dans les régions effectivement soumises à une puissance civilisée, les Musulmans cherchent, aujourd'hui, dans la pratique de la polygamie, les servantes que l'esclavage a cessé de leur fournir. « Les Arabes, dit Berbrugger, prennent plusieurs femmes, non par sensualité, mais par nécessité » (2). — Westermarck constate que, dans l'orient mahométan, c'est souvent la femme elle-même qui, dans le but d'alléger le fardeau de son labeur, invite le mari à prendre une autre épouse (3). — Et M. Mercier remarque qu'en Algérie, la femme est moins écrasée de besogne qu'elle ne l'était avant l'occupation française, qu'elle n'a plus notamment à moudre le grain ou à aller puiser de l'eau à la fontaine, les Bédouins ayant pris l'habitude de faire moudre leur blé au moulin, et de porter l'eau dans des tonnelets, à dos d'âne, si bien que les travaux domestiques exigeant un personnel de femmes moins nombreux, il en est résulté une diminution de la polygamie (4).

En sorte, qu'à l'heure actuelle, la polygamie répond encore, dans les pays musulmans, à divers besoins d'ordre politique ou économique. Aussi ne faut-il point s'étonner que leurs habitants s'en soient tenus à leur antique conception du mariage et de la famille.

46. — Et, cependant, au cours du XIX[e] siècle, des modifications notables se sont produites dans la situation politique ou économique des peuples musulmans. Certains d'entre eux sont, aujourd'hui, placés dans la dépendance de puissances chrétiennes et gouvernés par elles. Les autres ont, il est vrai, conservé une indépendance plus ou moins complète, mais ont cessé de vivre dans leur isolement farouche ; ils entretiennent, avec les divers États du monde civilisé, des relations pacifiques permanentes, s'ouvrent à leur commerce, autorisent les étrangers à fonder des entreprises commerciales et industrielles et leur permettent d'acquérir des terres, tolèrent

(1) Le Play, *Les ouvriers d'Orient*, p. 376.

(2) *La Polygamie musulmane*, Rev. Afr., avril 1859, p. 254.

(3) Westermarck, *op. cit.*, p. 466.

(4) Mercier, *loc. cit.*, p. 126.

l'établissement, sur leur territoire, d'ordres religieux chrétiens. — Dès lors, les peuples musulmans n'échappent plus, t l'heure actuelle, à l'action de ces causes diverses, qui sont les facteurs de l'évolution sociale ; — et la simple constatation de ce fait donne, semble-t-il, le droit d'affirmer que ces peuples vont sortir de leur immobilité, qu'ils vont évoluer à leur tour. — Or, cette affirmation se trouve confirmée par l'étude des événements contemporains :

Chez les peuples mahométans, en effet, de nouvelles tendances se manifestent. « Mis en présence de peuples doués d'une forte organisation sociale, le monde musulman sent vaguement le besoin de sortir de l'anarchie religieuse et politique devenue son lot depuis des siècles » (1). Il comprend la nécessité de réaliser des réformes. Mis en contact avec la civilisation européenne, « comme autrefois, en Asie, au contact des civilisations orientales, il a subi de ce fait, dans les contrées où la nouvelle influence est devenue prédominante, une transformation complète. Il est devenu l'Islam morderne, libéral. Allleurs, la réaction a donné naissance à une réforme rétrograde. — Dans les deux cas, l'évolution contemporaine de l'Europe a introduit dans celle de l'Islam un facteur commun, le développement de l'esprit de nationalité » (2).

47. — Mais, nous n'avons pas à dire, ici, comment ont pris naissance et se sont développées ces tendances contraires, — comment, en certains pays musulmans, s'est constitué un parti qui, croyant l'Islamisme susceptible de s'adapter aux circonstances de race, de temps et de milieu, s'efforce de l'accommoder aux progrès de la civilisation européenne, — comment, au contraire, en certains autres, l'on songe à purifier l'Islam et à reconstituer la théocratie islamique du premier siècle de l'Hégire, — comment, enfin, en tous, s'est éveillé le sentiment de la nationalité. — C'est là, d'ailleurs, un sujet qui a été remarquablement traité par M. Le Chatelier, dans son ouvrage *L'Islam au XIX^e siècle*, et par M. Cahun, dans son étude sur *Le Monde islamique*, insérée dans *L'Histoire générale du IV^e siècle à nos jours*, publiée par MM. Lavisse et Rambaud (3)

Il ne nous appartient pas, non plus, de montrer comment les peuples musulmans, menacés par les progrès incessants

---

(1) Le Chatelier, *L'Islam au XIX^e siècle*, p. 22.

(2) *Eod. loc.*, p. 185 et 186.

(3) T. XI, p. 527 et suiv.

des puissances chrétiennes, ont été amenés à comprendre « qu'il serait pratiquement efficace de faire prendre conscience à tous les musulmans de leur communauté d'intérêts » (1), si bien, qu'aujourd'hui, un peu partout, les musulmans commencent « à se tendre les bras pour une fraternisation plus intime » (2). — Nous n'avons pas, en d'autres termes, à indiquer comment est né le mouvement panislamique, ni comment ce mouvement a été exploité par la Porte, ni quel est son avenir. — Une enquête a été ouverte sur ce point par M. Edmond Fazy, à qui elle a valu des communications fort intéressantes, qui ont été publiées dans les *Questions diplomatiques et coloniales* (3), et auxquelles il suffit que nous renvoyions le lecteur.

Nous n'avons à étudier, ici, les conséquences des modifications subies par le milieu dans lequel vivent les peuples musulmans, qu'au point de vue de l'influence que ces modifications ont exercée ou pourront exercer sur la conception qu'ont eue, jusqu'ici, les Musulmans, de la famille, de son rôle politique, de son importance sociale, de son organisation.

48. — Or, cette influence ne saurait être, bien évidemment, la même partout. Car l'action de la civilisation européenne ne s'est pas manifestée partout avec la même intensité, — de même que les populations musulmanes, à raison des différences existant entre elles, au point de vue de la race et du régime économique notamment, n'ont pas opposé partout, à cette action, une résistance identique.

En sorte que, pour donner à la question qui nous occupe, une réponse satisfaisante, il importerait de procéder à toute une série d'enquêtes, lesquelles, étant donné le petit nombre et l'imprécision des renseignements dont nous disposons, ne seraient nullement concluantes.

Aussi nous bornerons-nous à rechercher dans quelle mesure l'établissement de la France en Algérie, a influé sur la situation de la famille musulmane en ce pays.

D'ailleurs, indépendamment de la facilité qu'il peut y avoir à se procurer, relativement aux Musulmans algériens, des documents précis et abondants, il est une autre considération qui nous détermine à limiter ainsi le champ de nos

---

(1 et 2) Vambéry, *Quest. dipl. et col.*, 1er août 1901, p. 148 et 149.

(3) Numéros des 15 mai, 15 juillet, 1er août, 1er octobre et 1er novembre 1901 ; — V. en outre, Arnaud, *Le Panislamisme et la France*, Revue Franco-Musulmane et Saharianne, septembre 1902, p. 30 et suiv.

investigations. L'influence de la civilisation chrétienne, en tant que facteur de l'évolution sociale, est évidemment plus grande, ne serait-ce qu'à raison de l'étroitesse du contact, dans les pays musulmans effectivement soumis aux puissances chrétiennes, qu'elle ne peut l'être dans les pays musulmans qui, tout en entretenant, avec ces puissances, des relations constantes, ont conservé leur indépendance. — Or, de tous les pays musulmans gouvernés par une puissance chrétienne, l'Algérie est peut-être celui sur lequel s'est abattue le plus lourdement la main du vainqueur ; car la France ne s'est pas bornée à exiger des vaincus la reconnaissance de sa suzeraineté ; elle a entrepris de les gouverner et s'est efforcée de leur imposer ses institutions.

Progressivement, en effet, l'ancienne aristocratie indigène s'est vue déposséder de ses prérogatives (1), et « le gouvernement direct des agents français a remplacé l'ordre ancien des tribus administrées par un seigneur ayant chez lui tout pouvoir pour assurer la paix » (2).

D'autre part, si la répartition des indigènes en familles, douars et tribus a été respectée, cette répartition n'a plus, à l'heure actuelle, qu'un caractère tout à fait artificiel et arbitraire, et ne présente, à proprement parler, qu'une importance purement administrative.

Enfin, si les Musulmans algériens sont encore régis par leurs lois et coutumes, ce n'est que dans les limites fixées par la législation française spéciale à l'Algérie ; et il n'est pas douteux que, dans l'esprit de ceux qui ont élaboré cette législation, les Musulmans algériens ne relèvent, en principe, même dans les matières de droit privé, que du droit français, et que la sphère d'application du droit musulman et des

---

(1) On est généralement d'accord, aujourd'hui, pour reconnaître que la politique suivie par la France a donné, en la circonstance, des résultats déplorables. « Au point de vue politique, l'indigène a perdu la direction que lui assuraient ses chefs de tribus. Il s'en va à la dérive. Les extensions successives du territoire civil ont amené la disparition ou l'effacement des grandes familles, à tel point qu'un gouverneur général, M. Jules Cambon, a pu dire à la tribune du Sénat (séance du 18 juin 1894) que *nous n'avons plus, en face de nous, qu'une sorte de poussière d'hommes, sur lesquels nous sommes le plus souvent sans action* » (Depont, *Aperçu sur l'administration des indigènes musulmans en Algérie,* Congrès international de sociologie coloniale, t. 2, p. 74) ; — V. en outre, Arnaud, le *Panislamisme et la France,* Revue franco-musulmane et saharienne, septembre 1902, p. 34.

(2) Arnaud, le *Panislamisme et la France,* Revue franco-musulmane et saharienne, septembre 1902, p. 33.

coutumes indigènes est destinée à se restreindre progressivement.

La politique suivie par la France en Algérie à l'égard des indigènes, est donc, nettement, une politique d'assimilation. Si bien que c'est en ce pays, semble-t-il, que l'action de la civilisation chrétienne a atteint son maximum d'intensité, là, par conséquent, qu'elle a dû donner son maximum de résultats, — et si, au contact de la civilisation chrétienne, les Musulmans doivent évoluer, c'est en Algérie que cette évolution doit se dessiner avec le plus de netteté.

49. — Or, les conceptions traditionnelles de nos Musulmans, touchant le droit de famille, ont-elles subi quelque transformation ? — Il ne paraît pas que, jusqu'à présent, elles se soient sensiblement modifiées. Les indigènes algériens restent fortement attachés à celles de leurs lois qui gouvernent leur état et leur capacité, et ne profitent guère des facilités qu'on leur donne pour se placer sous l'empire du statut personnel français. C'est ainsi qu'en 1900, alors que les derniers recensements accusent une population indigène de 4,072,089 individus, le chiffre des naturalisations concédées ne s'est élevé qu'à 20, — et que pour une période de temps allant de l'année 1865 à l'année 1900, le chiffre de ces naturalisations n'a pas dépassé 1,151 (1).

De même, les mariages entre Musulmans et Européennes ou Juives sont extrêmement rares. Les statistiques, pour l'année 1900, n'accusent, en effet qu'un seul mariage entre Musulman et Européenne. De 1891 à 1900, la moyenne de ces mariages n'a été que de 4 par année ; elle a été de 5, pour les mariages entre Musulmans et Juives.

D'autre part, les efforts faits par l'Administration pour déterminer les indigènes à renoncer à la vie nomade ont été, la plupart du temps, couronnés d'insuccès. Le village indigène d'Aïn-Mahbet, fondé, il y a quelques trente ans, aux environs de Djelfa, a été déserté par la plupart de ses habitants. — Dans la région du Djebel Amour, nombre de ksours sont aujourd'hui abandonnés, leurs habitants préférant vivre sous la tente, plutôt que de rester confinés dans des maisons (2). — Et près d'Aïn-el-Ibel, l'on voit un ksar en ruines

(1) Statistique générale de l'Algérie, 1900.

(2) Fabre, *Monographie de la Commune indigène de Tiaret-Aflou*, Bulletin de la Société de Géographie d'Oran, juillet-septembre 1902, p. 268.

où le général Margueritte a cherché, mais en vain, à retenir les nomades de la région (1).

Enfin, il est fréquent de voir des officiers indigènes qui, pendant des années, ont vécu de la vie de nos officiers, regagner, une fois retraités, la tente ou le gourbi, et renoncer à un genre d'existence dont, semble-t-il, au contact permanent et prolongé d'Européens, ils auraient dû prendre l'habitude et le goût.

50. — Or, il n'est pas douteux que, dans une très large mesure, cet état de choses s'explique par ce fait que la foi musulmane s'est conservée à peu près intacte en Algérie. Il est possible, qu'en certaines villes, l'on rencontre des musulmans non croyants; mais ceux qui, à Alger par exemple, s'abstiennent des pratiques de leur religion,—qui, notamment, n'observent plus d'une façon stricte, le jeûne du ramdhan, sont très peu nombreux, et constituent une minorité infime, tout à fait négligeable.

C'est qu'en effet, l'islamisme ne compte guère d'apostats (2); et les missionnaires chrétiens, eux-mêmes, ont dû reconnaître l'inutilité de leurs efforts et renoncer à toute tentative de conversion (3).

Et comme, pour les Musulmans, le droit et la religion se confondent, nos indigènes estiment qu'ils ne pourraient, sans se rendre coupables d'apostasie, renoncer à leur droit traditionnel de famille pour ne plus relever, au point de vue du statut personnel, que de la loi française. « La distinction du civil et du religieux, dit, en effet, Abou Bekr Abdesselam ben Choaïb, que les législations européennes, petites filles du droit romain, consacrent, est incompréhensible aux yeux des musulmans. Le droit « *fiqh* » est une partie de la religion « *din* », et la religion « *din* » n'est point autre chose que le droit « *fiqh* ». Dans ces conditions, il est certain qu'aux yeux de l'orthodoxie musulmane un abandon même partiel du droit civil aurait le caractère d'apostasie. On ne renonce pas facilement à des règles qui, soit qu'elles concernent le régime

(1) Chobaut, *Voyage chez les Beni-Mzab*, p. 30.

(2) De Castries, l'*Islam*, 211.

(3) De Castries, *op. cit.*, p. 213 et 214; — Mgr Le Roy : « En ce qui concerne l'action que les missionnaires chrétiens peuvent avoir sur le monde islamique, j'estime qu'il n'y a qu'une chose à faire actuellement avec les musulmans : c'est de les laisser tranquilles » (Congrès international de sociologie coloniale, t. I, p. 378 et 379); — Basset, *Quest. dipl. et col.*, 1 octobre 1901, p. 388.

successoral, ou l'organisation familiale, ou les preuves judiciaires, ont également une origine divine » (1).

Mais il est bon de remarquer que, si les Musulmans tiennent pour incompréhensible la distinction du civil et du religieux, il s'en faut de beaucoup que les doctrines religieuses de l'Islam n'aient point évolué. « L'Islamisme, de nos jours, en effet, est loin de ressembler à l'Islamisme idéal (non réel), que les théologiens se figurent avoir existé au temps des quatre premiers khalifes. Envahi par les doctrines persanes du *Soufisme*, la religion de l'Islam n'a cessé depuis longtemps d'évoluer vers le mysticisme. Théoriquement, dogmatiquement, elle n'a pas changé; en fait, elle n'est qu'un voile jeté sur les anciennes croyances populaires déformées, et sur les doctrines hétérodoxes qui aboutissent à un véritable panthéisme » (2). — De même, dans le Moghreb, le goût des Berbères pour le culte de l'homme, a provoqué, en dépit de leur islamisation, un développement extraordinaire du maraboutisme, c'est-à-dire du culte des saints (3). — En somme, dans toutes les contrées où il a pénétré, l'islamisme a subi l'empreinte des traditions et des croyances locales, et n'est plus, dans la plupart des cas, qu'une adaptation de la lettre coranique à ces croyances et à ces traditions locales. — D'autre part, nous l'avons montré précédemment (4), les Musulmans des premiers siècles de l'Hégire n'ont point hésité, en différentes circonstances, à ne tenir aucun compte de prescriptions formelles, impératives du Coran qui allaient à l'encontre de certaines coutumes qui leur étaient particulièrement chères. — Enfin, Sawas Pacha a montré que rien n'était plus facile que « d'islamiser toutes les vérités, de les asseoir sur des bases absolument orthodoxes, et de les rendre par conséquent, non seulement acceptables, mais obligatoires pour la conscience mahométane » (5).

En sorte que l'attachement des musulmans à leur religion, non plus que la confusion qui existe, dans leur esprit, entre le domaine du droit et celui de la religion, ne suffisent à expliquer la répugnance des indigènes pour nos institutions, et leur désir de conserver leur statut personnel, désir si sérieux qu'Abou Bekr Abdesselam ben Choaïb a pu écrire qu'une naturalisation « courrait le risque de blesser la grande

(1) Congrès international de sociologie coloniale, t. 2, p. 146.
(2) Cahun, *Le monde islamique*, *loc. cit.*, p. 544.
(3) Doutté, *L'Islam algérien en 1900*, p. 38 et suiv.
(4) V. *sup.*, nos 22, 33 et 39.
(5) Sawas Pacha, *op. cit.*, *Considérations préliminaires*, p. XXVII.

masse de la population algérienne musulmane et de remplacer dans son cœur l'amour profond de la France par un sentiment beaucoup moins doux » (1).

51. — Cette répugnance des indigènes pour nos institutions s'expliquerait-elle, alors, par ce fait qu'ils ne nous connaissent pas ou nous connaissent mal, parce que nous aurions négligé de les instruire de ces institutions et d'attirer leur attention sur les côtés séduisants ou avantageux de notre civilisation? — En aucune manière. La France a fait beaucoup, en Algérie, pour l'instruction des indigènes (2); mais l'on est obligé de reconnaître, qu'à l'heure actuelle encore, les résultats de ces efforts sont à peu près nuls. En dehors de quelques indigènes « pour qui l'amour de la civilisation n'est qu'un moyen de parvenir » (3), — et de quelques autres qui manifestent d'une réelle curiosité scientifique (4), et constituent l'embryon de ce que l'on pourrait appeler un parti « jeune turc », — les autres, c'est-à-dire la presque totalité, semblent plus attachés à leur religion, et plus convaincus de la supériorité de celle-ci que ne l'étaient leurs pères.

Cela tient, tout d'abord, à ce que « l'Islamisme, en présence du Christianisme, s'accentue et s'exalte » (5).

Cela tient surtout à ce que ceux à qui nous avons donné l'instruction, n'ont vu que les mauvais côtés de nos institutions, et n'ont été frappés, dans le spectacle de notre civilisation, que par les vices qu'elle entraîne. Aussi la croyance, qu'ils avaient, déjà, dans la supériorité de leur foi, s'en est-elle accrue. « A voir, dit, par exemple, Mohammed ben Rahal, les ravages que causent chez l'Européen la dissolution de la famille, la dépravation des mœurs, l'alcoolisme, le malthusianisme, l'agiotage, le surmenage, l'anarchie, l'amour effréné des richesses, les amusements formidables, les jouissances immodérées, une liberté licencieuse, on en arrive à se demander qui est le plus malade des deux, et si l'islamisme ne serait pas pour lui un refuge et une branche de salut. Qui sait s'il pourra résister autant que le Musulman, n'ayant pas,

---

(1) *Congrès international de sociologie coloniale*, t. 2, p. 146.

(2) Larcher, *Traité élémentaire de législation algérienne*, t. 1, p. 435 et suiv. ; Bernard, *L'instruction des indigènes de l'Algérie, Congrès international de sociologie coloniale*, t. 2, p. 379 et suiv. ; voir, en outre, les procès-verbaux de ce Congrès, t. 1, p. 541 et suiv.

(3 et 4) Marçais, *Quest. dipl. et colon.*, 1er octobre 1901, p. 401 et 402.

(5) Doutté, *Quest. dipl. et col.*, 1er octobre 1901, p. 396.

comme lui, ce soutien inébranlable et indestructible : la Foi » (1). — Aussi, M. Doutté constate-t-il que « les Musulmans instruits sont ceux qui sont le plus éloignés de nous » (2).

52. — Et il faut bien reconnaître qu'il n'en pouvait être autrement. Les idées, les tendances, les aspirations d'un peuple sont toujours commandées par l'hérédité et le milieu ; elles sont en rapport étroit avec son état social et ses besoins économiques ; et il ne suffit pas, pour que ces tendances se modifient et que ce peuple s'assimile des idées nouvelles, qu'il ait entendu formuler ces dernières. Il faut qu'il les comprenne ; et il ne les comprendra que le jour où il aura senti le profit qu'il lui est possible d'en retirer, c'est-à-dire le jour où son état social se sera modifié, et où des besoins économiques nouveaux se seront manifestés.

Mais, l'état social de nos Musulmans d'Algérie, de même que les conditions économiques dans lesquelles ils vivent, diffèrent encore notablement des nôtres ; nos besoins ne sont pas les leurs. Si bien que, tant qu'il en sera ainsi, nos Musulmans continueront à n'apercevoir que les conséquences fâcheuses que peut avoir le fonctionnement de nos institutions, à ne voir que les mauvais côtés de notre régime économique, à être surtout frappés de ce fait que « la lutte des classes qui déchire le monde civilisé est inconnue en pays d'Islam » (3). — Mais que leurs besoins viennent à s'accroître et à se rapprocher des nôtres, et alors ils évolueront à leur tour, car « la manière de produire et de vivre est le grand facteur de l'évolution de la race humaine..., et l'histoire prouve que les moyens de produire ont changé d'une manière définitive et irrévocable les mœurs, les lois, le développement intellectuel et l'organisation du travail » (4).

53. — Or, il semble, qu'à l'heure actuelle, se manifestent quelques tendances à un rapprochement entre Musulmans et Européens, provoquées par une communauté d'intérêts économiques. Dans les villes, les ouvriers indigènes vivent de plus en plus de la vie des nôtres et commencent à fraterniser

---

(1) *Quest. dipl. et col.*, 1er novembre 1901, p. 545.

(2) *Loc. cit.*

(3) Mohammed ben Rahal, *loc. cit.*, p. 541.

(4) Van Kol, *Congrès international de sociologie coloniale*, t. 1, p. 361.

avec eux (1). — De même dans les régions où s'est développée la colonisation européenne, les progrès de celle-ci ont eu pour conséquence fatale la dépossession progressive des indigènes. « Les Européens ont acheté la majeure partie des terres des indigènes, dont les anciens propriétaires sont devenus leurs fermiers, leurs khammès ou leurs ouvriers. Fatalement, rapidement, il se constitue, en Algérie, un prolétariat indigène dénué de tout » (2). C'est là une situation, à certains égards, grosse de périls, mais qui marque le point de départ d'un rapprochement entre l'élément musulman et l'élément européen, basé sur la conscience d'une communauté d'intérêts dérivant d'une parité de situations.

C'est ainsi que M. Le Chatelier constate que « les rapports de l'ouvrier français avec l'ouvrier musulman sont empreints d'une réelle cordialité » (3). — Et M. Doutté remarque que « les unions irrégulières entre indigènes et européens sont, dans la classe laborieuse, beaucoup plus fréquentes qu'on ne se le figure ; ... que les exemples d'amitié fidèle et de dévouement sont innombrables ; ... et que c'est parmi les travailleurs que nous comptons le plus de musulmans amis » (4). — Enfin, au Congrès du Parti socialiste ouvrier algérien, qui s'est tenu à Constantine en octobre 1902, l'un des orateurs est venu déclarer que « l'indigène commence parfaitement à comprendre la solidarité ouvrière » (5), ajoutant qu'il était possible de faire des indigènes des citoyens conscients, surtout si, à

---

(1) Le Chatelier, *op. cit.*, p. 174 ; Doutté, *Quest. dipl. et col.*, 1er octobre 1901, p. 396 ; Marçais, *eod. loc.*, p. 400.

(2) Demontès, *La Stidia*, Bull. de la Soc. de géog. d'Alger, 3e tr. 1902, p. 401 ; — Arnaud, *loc. cit.*, p. 36. — En quelques régions de l'Algérie, cependant, dans l'arrondissement d'Orléansville par exemple, l'on constate le phénomène inverse. Les indigènes rachètent des Européens qui, peu à peu, sont éliminés (Boyer-Banse, *La Propriété indigène dans l'arrondissement d'Orléansville*, p. 90 et suiv.). Mais c'est là une situation tout à fait exceptionnelle. Il est à remarquer, d'autre part, que là où elle se rencontre, on remarque une tendance au développement de la grande propriété indigène au préjudice, non seulement de l'élément européen, mais aussi de l'élément indigène. Il n'y a pas tendance au rétablissement du *statu quo ante*, mais accaparement de la propriété par le fait de quelques capitalistes indigènes ; ce qui, au point de vue de l'intérêt général, présente des inconvénients identiques (Pouyanne, *La Propriété foncière en Algérie*, p. 918 et suiv.).

(3) Le Chatelier, *op. cit.*, p. 175.

(4) Doutté, *loc, cit.*, p. 396 et 397.

(5) Paoli, *Les Congrès socialistes algériens (Rev. socialiste*, janvier 1903, p. 62).

l'enseignement du français, l'on joignait un enseignement professionnel.

Ici encore, par conséquent, c'est la transformation économique qui paraît devoir être le facteur le plus puissant de l'évolution sociale; — et, comme l'a dit M. Le Chatelier, et, après lui, M. Doutté, si un rapprochement doit se faire entre les deux races, c'est par en bas, et non par en haut, qu'il est destiné à se réaliser (1).

Marcel MORAND,
Professeur à l'École de Droit d'Alger

(1) Le Chatelier, *op cit.*, p. 177; — Doutté, *loc. cit.*, p. 396.

ESSAI DE CODIFICATION
DU DROIT MUSULMAN ALGÉRIEN (1)

Art. 17.— *Cette renonciation résulte, en outre, à moins de déclaration contraire* (note 24), *de la réception de la convention originaire par un officier public français* (note 25) (Décret 17 avril 1889, art. 3).

NOTE 24. — Lorsque les parties, comparaissant devant un officier public français, ont déclaré expressément vouloir se maintenir sous l'empire de leur loi d'origine, il est évident que la loi musulmane seule sera applicable et que ce sera le cadi qui, sur une traduction de l'acte notarié, sera seul compétent pour apprécier les difficultés de fond qui pourront s'élever entre les parties. Mais il n'en serait plus ainsi et l'acte lui-même était attaqué comme irrégulier par une des parties. Le cadi ne pourrait évidemment pas apprécier la valeur d'un acte de ce genre, et les notaires français ne sont pas, pour les actes de leur ministère, les justiciables des juges indigènes (Zeys, *Les juges de paix algériens*, nos 606 et 607).

NOTE 25. — *a)* Cette disposition du décret du 17 avril 1889, reproduction textuelle des termes de l'art. 3 du décret du 10 septembre 1886, n'a fait que sanctionner les tendances de la jurisprudence antérieure. C'est ainsi notamment qu'il avait été décidé, non-seulement qu'il était loisible aux musulmans de contracter entre eux selon la loi française, mais qu'impliquaient, de leur part, soumission à cette loi : une stipulation d'intérêts, prohibée par la loi musulmane, dans un prêt d'argent (Alger, 1er août 1848, Estoublon, *Jurisp. Alg.*, 1848, 17) ; la passation d'un acte inconnu de la loi musulmane, tel qu'un contrat d'hypothèque (Alger, 7 mars 1861, *ibid.*, 1861, 15) ; la simple réception, par un notaire français, d'un contrat, spécialement d'un bail, entre indigènes musulman et israé-

(1) V. *Rev. Alg.*, 1903, 1, 50 et 179.

lite (Alger, 3 mai 1871, *ibid.*, 1871, 16). Dans le même ordre d'idées, la Cour d'Alger a décidé, le 8 mars 1890 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 263), que l'intention, de la part d'indigènes musulmans, sous l'empire du décret du 31 décembre 1859, de contracter une vente régie par la loi française résulte du choix d'un notaire français, des formes, clauses, conditions et stipulations de l'acte empruntées à la loi française au point de vue, notamment, des formalités de purge et de transcription, de la réserve du privilège du vendeur et des effets de la résolution, et, enfin, de la disposition de l'acte qui attribue compétence, pour l'exécution du contrat, à la juridiction française.

Il y a cependant ici une observation à faire. La renonciation présumée à la loi musulmane, que l'art. 3 du décret du 17 avril 1889 fait résulter de ce simple fait que c'est un officier ministériel français qui a reçu la convention originaire, repose évidemment sur l'intention, également présumée, des contractants, puisque le même article leur réserve la faculté de manifester l'intention contraire. Or, en réalité, la plupart du temps, l'indigène qui fait rédiger un acte par un notaire français ignore absolument qu'il en résulte pour lui, pour ce cas spécial, renonciation à la loi musulmane. C'est là, cependant, une conséquence d'une certaine gravité; c'est ainsi, par exemple, que, dans l'espèce rapportée plus haut, l'arrêt de la Cour d'Alger du 8 mars 1890 a décidé que l'acheteur poursuivi en paiement du prix ne pouvait prouver sa libération par témoins conformément à la loi musulmane; c'est ainsi encore que toutes les difficultés soulevées par l'exécution de la convention devront être portées devant les tribunaux français à l'exclusion des juridictions musulmanes, — cadis et juges de paix statuant au musulman, — juges naturels des indigènes. Il peut donc arriver, et dans la pratique il arrive fréquemment que les contractants indigènes se trouvent ainsi soumis à la loi et aux juridictions françaises à leur insu, ou même contrairement à leur intention. A notre avis, il eût été préférable de ne pas admettre ici une intention présumée qui, souvent, n'existe pas, et d'inviter les officiers publics rédacteurs de conventions entre indigènes soit à interpeller formellement les contractants sur l'option de législation, soit, dans le cas d'une convention n'existant pas en droit musulman, comme l'hypothèque, à leur faire connaître les conséquences résultant pour eux de l'adoption d'un contrat spécial au droit français.

b) Le musulman qui a contracté devant un notaire français, sans aucune réserve formelle de son statut personnel, ne peut demander la nullité de son obligation pour cause de

minorité d'après le droit musulman, s'il était alors majeur conformément à la loi française. — Alger, 9 avril 1894 (*Rev. Alg.*, 1894. 2. 320 ; Robe, 1894, 245).

c) Toutefois, des actes notariés auxquels un musulman a été partie n'emportent pas, de plein droit, à défaut de déclaration contraire, renonciation, de la part de ce musulman, à l'application de son statut d'origine, lorsque ces actes ne constituent pas la convention originaire mentionnée en l'art. 3 des décrets de 1886 et de 1889, et ne sont que la reproduction de conventions antérieures qui n'ont pas été reçues par un officier public et ne contiennent pas mention de la susdite renonciation. A supposer, d'ailleurs, cette renonciation existante, il appartient aux tribunaux de rechercher si le musulman avait la capacité voulue pour y consentir.— Alger, 10 mars 1890 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 266).

d) De même, un acte notarié auquel un musulman est partie ne peut emporter par lui-même renonciation, de la part de ce musulman, à son statut personnel, qu'autant que ledit acte constitue la convention originaire entre les parties. Un musulman ne peut d'ailleurs valablement renoncer à sa loi personnelle qu'autant qu'il a la capacité requise, aux termes de cette loi, pour s'obliger et consentir, accessoirement, ladite renonciation. — Cass., 17 févr. 1891 (*Rev. Alg.*, 1891. 2. 414).

e) On ne saurait, chez des indigènes musulmans, inférer une renonciation tacite à leur statut personnel du seul fait de la réception d'actes de partage d'une succession par un notaire français, alors surtout que le partage a été opéré à l'amiable et d'après la loi musulmane. — Trib. Mascara, 10 avril 1895 (*Rev. Alg.*, 1895, 2. 239) ; Cf. Larcher, *op. cit.*, II, p. 97.

f) Sans examiner la question de savoir si la réception d'un testament par un officier public français entraîne nécessairement, pour le testateur, indigène musulman, adoption de la loi successorale française et renonciation au statut personnel musulman, il échet de décider que, la loi n'ayant pas d'effet rétroactif, le décret du 17 avril 1889 ne peut réagir sur un testament fait à une date antérieure audit décret (en 1875, dans l'espèce). — Trib. Constantine, 3 avril 1894 (*Rev. Alg.*, 1894. 2. 470).

g) Lorsqu'une donation entre musulmans résulte d'un acte reçu par un notaire français et porte sur des immeubles français, elle est soumise à la loi française, par application de l'art. 3 du décret du 17 avril 1889, à moins que, dans l'acte de donation, le disposant n'ait déclaré qu'il n'entendait pas renoncer à l'application de la loi musulmane. En consé-

quence, la juridiction française, à défaut de cette déclaration, est seule compétente pour statuer sur la validité d'une semblable donation, et c'est d'après les principes du Code civil en matière successorale qu'il y a lieu de rechercher si la donation est réductible ou non — Trib. Guelma, 1er déc. 1900 (*Recueil du Journ. des trib. alg.*, 1901, 180 et la note; *Rev. Alg.*, 1901. 2. 495).

h) L'expression de « convention » employée par le texte ne doit pas être prise dans son sens strict, et il n'est pas douteux que la disposition s'appliquerait également à un acte unilatéral comme le testament. — Larcher, *op. cit.*, II, p. 96.

Art. 18. — *En Kabylie* (note 26) *le droit musulman ou kabyle continue à régir les conventions civiles ou commerciales entre indigènes arabes ou kabyles, ou musulmans étrangers, ainsi que les questions religieuses et d'état, sauf les modifications qui ont pu ou pourront y être apportées* (note 27). *Toutefois, la déclaration faite par les parties, lors de la convention ou depuis, qu'elles entendent se soumettre à la loi française, entraîne l'application de cette loi* (note 28). (Décret 29 août 1874, art. 2).

NOTE 26. — En Kabylie, c'est-à-dire dans les ressorts des tribunaux de Tizi-Ouzou et de Bougie, aux termes du décret de 1874, dont l'art. 72 du décret du 17 avril 1889 a maintenu l'application. Il existe bien en Algérie, dit M. Zeys, d'autres agglomérations berbères, comme les Beni-Menasser de la région de Cherchell, les Beni-Snouss des environs de Tlemcen, etc.; mais, par leur insignifiance relative, ou par leur arabisation plus ou moins accentuée, elles n'ont pas nécessité l'institution d'un régime judiciaire spécial (*Les juges depaix algériens*, nº 686).

Notons seulement que les juges de paix des cantons de Bouïra, Aïn-Bessem, Palestro et Mansoura, circonscriptions dont la population comprend une forte proportion de Kabyles, connaissent, comme leurs collègues des arrondissements de Tizi-Ouzou et de Bougie, de toutes les contestations entre indigénes, même en matière de statut personnel et de successions (art. 7 et 74 du décret du 17 avril 1889) et sont ainsi fréquemment appelés, conformément aux dispositions des art. 13 à 15 ci-dessus, à appliquer le droit kabyle ou les *kanouns* locaux (1).

(1) Sur le sens du mot *kanoun*, v. ci-après note 27, § *b*.

NOTE 27. — *a*) Voir ci-après, sous l'art. 23, quelle est exactement la loi applicable lorsque les contractants sont soumis à des lois différentes.

b) Lorsque la Kabylie fut conquise par nos armes, nous y trouvâmes une organisation judiciaire à laquelle nous ne jugeâmes pas à propos de toucher, du moins en ce qui concerne le droit civil, car la connaissance des crimes et délits graves fut immédiatement déférée à nos tribunaux. La *djemâa*, composée de l'universalité des habitants majeurs de chaque village, demeura le juge naturel et légal des contestations toutes les fois que les parties n'étaient pas d'accord sur le choix de juges arbitres, et nous lui conservâmes en outre sa juridiction sur les vols simples, les coups sans gravité, les délits ruraux et les contraventions. A la suite de l'insurrection de 1871, les djemâas furent désorganisées et il en résulta un désordre auquel le décret du 29 août 1874 eut pour but de mettre un terme (1), en remplaçant les juges kabyles disparus par des magistrats français : il existe bien des cadis en Kabylie, mais leurs attributions sont exclusivement notariales et ils portent du reste le titre de *cadis-notaires*. (Décret du 29 août 1874, art. 15 ; arrêté du gouverneur général du 29 décembre 1874, art. 2 et 3). Le décret de 1874 fut ainsi amené, en même temps qu'il constituait l'organisation judiciaire de la Kabylie, à déterminer, par ses art. 2 et 3 (art. 18 et 23 du présent Code) la sphère respective d'application du droit français, du droit musulman proprement dit et du droit kabyle.

Du droit kabyle, avons-nous dit, reproduisant ainsi les termes du décret. C'est qu'en effet, si les Kabyles appartiennent au rite malékite, comme la très grande majorité des autres musulmans d'Algérie, leur droit coutumier, sur bien des points, se sépare nettement de la loi observée par les populations de race arabe. Chez ces dernières, nous l'avons déjà fait remarquer plus haut, le droit positif est étroitement lié à la religion et à la morale. « Chez les Kabyles, disent MM. Hanoteau et Letourneux (2), que l'invasion arabe ou la conquête turque n'ont point atteints, on voit, au contraire, le dogme se séparer nettement du droit. La foi du Prophète de Médine a triomphé de leurs croyances antérieures ; mais leurs antiques coutumes ont survécu : dans les temps modernes, les changements qui ont modifié les règles de leur droit

(1) V. le rapport précédant le projet du décret, reproduit dans Estoublon et Lefébure, p. 437, note 2.

(2) *La Kabylie et les coutumes kabyles*, tome II, pages 135 et suiv.

se sont souvent produits dans un sens contraire à la loi musulmane et semblent consacrer un retour à l'esprit primitif de la race, temporairement comprimé.... Bien que la coutume générale soit, avec le Koran, la loi commune de la Kabylie, tout village, en vertu de son autonomie, peut la modifier dans ses détails et l'accommoder aux conditions particulières qui résultent de sa position, de son industrie ou de ses mœurs.»

En conséquence, les mêmes auteurs reconnaissent trois sources distinctes comme fondement du droit kabyle :

1° Le *Koran*, qui règle souverainement tout ce qui touche à la foi et à l'hygiène religieuse, mais ne régit le droit civil que dans les cas où la coutume n'intervient pas. Texte sacré et immuable, le Koran implique un droit immobile ;

2° L'*aâda* ou coutume générale, se transmettant, de génération en génération, par la tradition orale. Elle s'applique à tout ce qui touche le statut personnel, la transmission de la propriété et les conditions des contrats ;

3° L'*ârf*, modification de la coutume, qui, née du droit propre du village, n'a d'action que dans l'étendue du territoire de ce village, et qui correspond à peu près à l'expression « usage local ».

L'aâda et l'ârf, qui ont leur base dans le consentement général, et qui sont l'émanation, non d'une révélation divine, mais de la souveraineté populaire, sont essentiellement modifiables. Quand il s'agit de reviser un principe ou une règle consacrés par l'aâda, une réunion des tribus est provoquée par les amin, et, après discussion, la décision prise est proclamée d'abord au sein de l'assemblée, puis sur les marchés et dans chaque village. Quant aux modifications à apporter à l'ârf, elles sont provoquées et acceptées par la djemâa du village (1).

Enfin, chaque fraction importante, chaque village même, possède son *kanoun*. Ce mot sert à désigner un tarif d'amendes applicables à ceux qui contreviennent soit au droit pénal, — dispositions qui n'ont plus d'intérêt aujourd'hui, — soit au droit civil. Parfois, les kanouns contiennent aussi des règles de droit civil non sanctionnées par une amende, et qui sont, le plus souvent, une modification de la coutume générale par

(1) Cet exposé ne présente plus guère, à l'heure actuelle, qu'un intérêt historique, l'*effort législatif*, pour reprendre une expression familière à la langue juridique musulmane, ayant pour ainsi dire cessé de s'exercer en Kabylie depuis que le décret de 1874 l'a soumise exclusivement à la juridiction de magistrats français.

l'usage local. Les kanouns sont souvent écrits, mais, souvent aussi, ils sont simplement confiés à la mémoire des vieillards.

Les règles exposées dans les différentes parties du présent Code étant généralement tirées du droit musulman malékite proprement dit, on ne devra donc pas perdre de vue, lorsqu'on aura affaire à des Kabyles, qu'elles peuvent être en contradiction avec leur droit spécial. Dans les matières les plus importantes, et lorsque la coutume kabyle présente un certain caractère d'universalité et de fixité, ou encore lorsque les pouvoirs publics ont spécialement légiféré pour les Kabyles, comme en matière de tutelle, nous avons nous-même signalé les divergences pouvant séparer les deux législations, en nous aidant tout particulièrement du savant et remarquable ouvrage de MM. Hanoteau et Letourneux, déjà cité, et qui fait autorité en la matière ; mais le lecteur devra se rappeler que les kanouns sont éminemment variables de région à région, ou même de village à village, et que, dans chaque cas particulier, il y a lieu de se préoccuper, en matière kabyle, de l'usage local (1), Le droit kabyle n'est le même, dans les différents villages, que dans ses grandes lignes.

Il convient d'ailleurs de remarquer que, sous l'influence tant de nos tribunaux que de la pénétration des mœurs arabes, beaucoup de coutumes kabyles, originales ou barbares, tendent à s'atténuer de plus en plus ou à disparaître.

c) Pour ce qui concerne la loi applicable aux Kabyles ou en Kabylie en matière réelle, voir ci-après art. 22.

NOTE 28. — Pour les Kabyles, contrairement à ce qui se passe pour les Arabes (*suprà*, art. 17), le seul fait de contracter devant un officier public français n'est donc pas suffisant pour impliquer soumission à la loi française : une déclaration formelle est nécessaire, au moins en principe.

§ 3. — Des règles à suivre dans les cas où la loi musulmane (2) est applicable

Art. 19. — *En ce qui concerne le statut personnel et les successions, les musulmans sont régis par les coutumes de*

(1) MM. Hanoteau et Letourneux ont reproduit, dans le tome III de leur ouvrage, le texte d'un certain nombre de kanouns. De même Masqueray, dans son ouvrage *Formation des cités berbères chez les populations sédentaires de l'Algérie.*

(2) Le terme de « loi musulmane » est employé ici par opposition à la loi française ; il comprend donc aussi bien le droit musulman proprement dit que le droit kabyle. C'est dans ce sens général qu'il devra être entendu toutes les fois qu'il se rencontrera sous notre plume sans qu'il soit fait mention qu'il doit être pris dans un sens restrictif.

leur pays d'origine ou par les coutumes du rite spécial auquel ils appartiennent (Décret 17 avril 1889, art. 4).

NOTE 29. — *a)* Cette rédaction reproduit à peu près les termes de l'art. 4 du décret du 10 septembre 1886, qui était ainsi conçu : « En ce qui concerne le statut personnel et les successions, les musulmans sont régis par les coutumes du rite auquel ils appartiennent et celles de leur pays d'origine ».

b) Quelle coutume ou quel rite appliquera-t-on lorsque deux contractants ne seront pas originaires du même pays ou n'appartiendront pas au même rite ? Selon nous, il y aurait lieu, dans ce cas, d'observer les règles très logiques édictées, pour la Kabylie, par l'art. 3 du décret du 29 août 1874, et que nous reproduisons ci-après sous notre art. 23.

c) Nonobstant les dispositions de l'art. 4 du décret du 17 avril 1889, les musulmans ont la faculté d'adopter, pour le règlement de leurs intérêts civils, l'un quelconque des quatre rites orthodoxes (malékite, hanafite, chaféïte et hanbalite), bien que n'appartenant pas à ce rite au point de vue religieux. — Alger, 9 avril 1884 (*Bull. jud. Alg.*, 1884, 131) ; trib. Sidi-bel-Abbès, 10 mai 1892 (*Recueil du Journ. des trib. alg.*, 1892, 127 ; *Rev. Alg.*, 1892. 2. 201).

A fortiori les tribunaux peuvent-ils user de cette même faculté, dans l'intérêt supérieur de l'humanité et de la justice, et suivre, sur chaque point, celui des quatre rites orthodoxes qui se rapproche le plus du droit français, alors même que les parties en cause appartiendraient à un rite différent. — Alger, 9 avril 1884, précité ; trib. Sidi-Bel-Abbès, 10 mai 1892, précité. — Cette doctrine, sagement appliquée, est susceptible de donner d'excellents résultats, mais les tribunaux ne devront entrer dans cette voie qu'avec une extrême prudence, sous peine de s'exposer, en appliquant une loi contraire à celle à laquelle appartiennent les parties, à compromettre des intérêts respectables. Remarquons que ce système n'est pas contraire à l'opinion générale des jurisconsultes musulmans. Ceux-ci, en effet, tout en déclarant, pour la plupart, qu'il n'est pas louable de changer d'école, reconnaissent que le cadi n'est pas rigoureusement obligé de s'en tenir à l'école à laquelle il appartient par son origine, et même que la condition qui serait imposée à un cadi, par sa commission, de rendre la justice selon telle ou telle école serait nulle, et entacherait de nullité la nomination elle-même. — L. W. C. Van den Berg, *Principes du droit musulman* selon les rites d'Abou Hanîfah et de Châfi'i (*Rev. Alg.*, 1896. 1. 92). — De son côté, Ibn Hobeïrah, après avoir déclaré qu'il est permis au

cadi de prendre l'un ou l'autre des quatre rites comme base et comme règle, attendu que chacun d'eux est appuyé sur la sounna du prophète de Dieu, ajoute : « Mais je le verrais avec regret se borner à suivre exclusivement, dans un jugement, le rite de son père ou de son cheikh ou maître, par exemple. Car, si se présentaient à ce cadi deux individus qui seraient en contestation sur un point décidé par trois des grands imâms, tel que la désignation d'un mandataire ou représentant sans le consentement ou l'approbation de la partie adverse, et si le juge ou cadi, étant hanafite et sachant que Malek, Châféï et Ahmed reconnaissent que la désignation de ce mandataire est permise malgré l'opinion contraire d'Abou Hanîfah, venait à préférer, à la décision unanime des trois imâms susdits, la décision tout à fait personnelle d'Abou Hanîfah, laquelle d'ailleurs n'a pas les preuves qui doivent l'autoriser, et n'a pas été justifiée par des recherches suffisamment étendues, je craindrais que ce cadi ne se fût laissé aller à suivre son sentiment personnel, au lieu d'avoir cherché à apprécier les dires exprimés et d'adopter le meilleur. » (Châràni, *Balance de la loi musulmane*, trad. Perron, p. 406 et 407).

Adde supra, note 19, § *b*, *c* et *d*.

Art. 20. — *Jusqu'à preuve contraire, tout indigène musulman algérien est présumé appartenir au rite malékite.* — (Trib. Alger, 6 mai 1897, Robe, 1898, 36; 13 mai 1897, Robe, 1898, 31)

NOTE 30. — Cette présomption est fondée sur ce que la très grande majorité des indigènes d'Algérie observent le rite malékite. Par exception on trouve dans les villes, surtout à Alger, quelques hanafites, généralement d'origine turque, et les Mozabites suivent le schisme ibadite.

Art. 21. — *Lorsque le père et la mère n'appartiennent pas au même rite, les enfants, sauf conventions contraires, sont soumis au rite du père.* — (Alger, 10 décembre 1888, *Rev. Alg.*, 1889. 2. 154).

Art. 22. — *En matière réelle, entre Arabes, Kabyles, ibadites ou musulmans étrangers, la loi ou coutume applicable est celle de la situation des biens.*— (Décret 17 avril 1889, art. 5.)

NOTE 31. — *a*) Le tout, bien entendu, lorsqu'il s'agit de terres non francisées, et quel que soit d'ailleurs le statut personnel du propriétaire ou du détenteur de l'immeuble. — Pouyanne, *op. cit.*, p. 689.

b) Cet article est la reproduction littérale de l'art. 5 du décret du 10 septembre 1886.

Adde suprà, note 19, § *d*.

Art. 23.— *En Kabylie, entre indigènes, Arabes ou Kabyles, ou musulmans étrangers, soumis à des lois différentes quant à l'objet de la convention ou de la contestation, la loi applicable est : en matière réelle, celle du lieu de la situation de l'immeuble, conformément à l'article précédent ; et, en matière personnelle et mobilière, celle du lieu où s'est formé le contrat, ou, à défaut de convention, la loi du lieu où s'est accompli le fait qui a donné naissance à l'obligation. Si les parties ont indiqué, lors du contrat, à quelle loi elles entendaient se soumettre, cette loi sera appliquée.* — (Décret 29 août 1874, art. 3).

(*A suivre*).

ED. NORÈS,
Juge suppléant au tribunal de Constantine.

BIBLIOGRAPHIE

PRINCIPES DE COLONISATION ET DE LÉGISLATION COLONIALE, par Arthur GIRAULT, professeur d'économie politique à l'université de Poitiers, membre de l'institut colonial international. — Seconde édition entièrement refondue et considérablement augmentée, contenant les matières sur l'Algérie. — 2 vol. in-18. — Tome Ier. — Paris, Larose, édit., 1904.

Depuis l'apparition de cet excellent ouvrage, auquel il avait été fait un accueil bien mérité, notre législation coloniale a reçu un développement nouveau et considérable. Trois événements décisifs se sont produits. La grande île de Madagascar a été annexée et il a fallu l'organiser. Une œuvre de centralisation, que l'on peut croire définitive, a été accomplie en Indo-Chine. Les différentes pièces qui composent l'Afrique occidentale française ont été soudées et réunies sous l'autorité d'un gouverneur général dont le rôle, assez effacé au début, devient aujourd'hui plus actif. La France, redevenue une grande puissance coloniale, a eu cette chance inouïe de trouver presque en même temps, pour les placer à la tête des trois gros morceaux de son nouvel empire, des gouverneurs généraux d'une valeur exceptionnelle qui, trouvant pour ainsi dire table rase et à peu près libres de faire ce qu'ils voulaient, ont édifié avec une rapidité surprenante une œuvre admirable.

Ajoutez à cela l'ensemble des réformes accomplies par les ministres qui se sont succédé au Pavillon de Flore, le progrès des doctrines, les transformations économiques. Il était nécessaire de refondre entièrement la première édition de cet ouvrage et d'y ajouter de nouveaux développements.

En comparant cette seconde édition à la première, le lecteur pourra s'apercevoir que bien peu de pages sont restées intactes. L'introduction *(Théorie générale de la colonisation et de la législation coloniale)* et la première partie *(La colonisation française avant 1815)* elles-mêmes, que leur objet paraissait mettre à l'abri de tous ces bouleversements, ont dû être tenues au courant des travaux plus récents. Le chapitre III de la première partie *(La législation coloniale sous l'ancien régime)* comprend 32 pages au lieu de 20.

Dans la seconde partie *(Les colonies françaises depuis 1815)*, tous les passages relatifs à l'Indo-Chine ont été considérablement développés (nos 65, 66, 78, 79, 80, 92, 117 à 125, 138, 157, 158, 180, 188, 199, 203, 223, 267). La législation applicable à un pays de 20 millions d'habitants a en fait une importance autrement grande que celle en vigueur dans nos autres colonies, lesquelles sont incomparablement moins peuplées. Le chapitre consacré à l'étude de l'*organisation judiciaire* a été augmenté

de notions plus complètes sur le droit privé et le droit pénal des colonies; un paragraphe 2 de ce chapitre est consacré à l'étude des *législations et des tribunaux indigènes*. Le chapitre primitivement consacré aux *libertés locales*, désormais intitulé *Les droits politiques*, a été également augmenté d'un nouveau paragraphe intitulé *le citoyen*. La partie économique, un peu sacrifiée dans la première édition, fait l'objet de développements plus complets : chap. VIII, *Le colon* (nos 208-216); chap. IX, *Le régime des terres* (nos 217 à 230); chap. X, *La main-d'œuvre* (nos 231-239); chap. XI, *Le crédit* (nos 240-250); chap. XII. *Le régime douanier et le commerce extérieur* (nos 251-262); chap. XIII, *Les travaux publics* (nos 263-271); chap. XIV, *La colonisation pénale* (nos 273-287). Quant à l'ancien chapitre II *(Les habitants)*, où avaient été réunies des notions assez disparates, il a cessé d'exister. Les matières qui le composaient ont été réparties suivant leur nature entre les nouveaux chapitres I, IV, VI, VII, VIII et X.

Enfin, une troisième partie toute nouvelle est consacrée à l'*Algérie et la Tunisie*.

Ainsi développés, les *Principes de colonisation et de législation coloniale* formeront deux volumes. La séparation entre les deux tomes a été faite de telle manière que les matières historiques, administratives et juridiques se trouvent condensées dans le premier volume, le second comprenant les matières économiques et la troisième partie. L'éditeur a, de cette façon, toute facilité pour vendre chaque volume séparément, ce qui peut offrir au public une certaine commodité.

En perfectionnant cet ouvrage, l'auteur s'est attaché cependant à lui conserver le caractère élémentaire d'un livre destiné à l'enseignement. Il l'a écrit non pour ceux qui savent, mais pour ceux qui veulent apprendre.

Voici les matières comprises dans le tome Ier :

INTRODUCTION. — § 1. Théorie générale de la colonisation. — § 2. Théorie générale de la législation coloniale.

PREMIÈRE PARTIE. — *La colonisation française avant 1815*. — Chap. I. Histoire externe de la colonisation française avant 1815. — Chap. II. La politique coloniale de l'ancien régime. Les compagnies privilégiées de colonisation. — Chap. III. La législation coloniale sous l'ancien régime. — Chap. IV. La Révolution et l'Empire. Politique coloniale et législation coloniale.

SECONDE PARTIE. — *Les colonies françaises depuis 1815*. — Chap. I. Reconstitution progressive de l'empire colonial de la France au XIXe siècle. — Chap. II. Du législateur colonial. — Chap. III. Gouvernement et administration des colonies. — Chap. IV Droit privé et droit pénal. Organisation judiciaire. — Chap. V. Organisation militaire. — Chap. VI. Les droits politiques. — Chap. VII. Régime financier.

JURISPRUDENCE

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

18 décembre 1902

Compétence criminelle, Algérie, relégation, délits qui peuvent motiver des condamnations comptant pour la relégation, incompétence des tribunaux répressifs indigènes, compétence des tribunaux correctionnels.

Les tribunaux répressifs indigènes, tribunaux d'exception, ne peuvent ni prononcer la relégation, ni prononcer des condamnations susceptibles de compter pour la relégation ;

La juridiction correctionnelle (tribunaux correctionnels et Cour d'appel) est donc seule compétente pour connaître des délits susceptibles d'entraîner des condamnations comptant pour la relégation : vol, escroquerie, abus de confiance, outrage public à la pudeur, excitation habituelle des mineurs à la débauche, vagabondage ; mendicité, au cas des art. 277 et 279 C. pén. ; infraction à l'interdiction de séjour (1).

---

(1) Les deux arrêts dont nous reproduisons les passages essentiels ne sont que le développement logique du principe contenu dans l'arrêt de la chambre criminelle de la Cour de cassation du 15 novembre 1902 (*Rev. Alg.*, 1902, 2, 381) ; c'est la confirmation par la Cour d'Alger de la thèse que nous avons toujours soutenue (Voy. notre *Traité élémentaire de législation algérienne*, t. I^er^, n° 546) et dont nous avons particulièrement montré les conséquences dans un précédent article (*Rev. Alg.*, 1902, 1, 125). Nous ne trouvons rien à ajouter au remarquable, il faut même dire au courageux rapport de M. le président Fabre de Parrel ; mais nous signalerons d'une façon particulière le passage où le rapporteur met en relief que la première condamnation comptant pour la relégation a le même caractère que la dernière, qui est l'occasion de la prononciation de la peine perpétuelle ; c'est très judicieusement déduit et fort bien présenté.

PREMIÈRE ESPÈCE

(Procureur général c. Larbi Ali ben Larbi ben Ameur ben Ali)

Dans cette affaire, M. le président FABRE DE PARREL a présenté le RAPPORT suivant :

A la date du 24 juin 1902, le nommé Larbi Ali ben Larbi comparaissait comme prévenu devant le tribunal répressif indigène du canton nord d'Alger. Le fait motivant la poursuite est d'une banalité extrême. Ali ben Larbi a été surpris vers trois heures du matin, dans un chemin détourné, aux environs du Fort-l'Empereur, par une patrouille de nuit composée des gendarmes Faivre et Cambon. Il portait sur ses épaules un sac rempli de pommes de terre et se dirigeait du côté d'Alger. Comme Larbi ben Larbi est de ces chevaliers errants que les gendarmes ont l'habitude de remarquer et d'interroger au passage, ils lui demandèrent d'expliquer la provenance de son fardeau. Le prévenu répondit d'abord, non sans embarras, qu'il avait acheté le sac et son contenu chez un nommé Belkassem, marchand de légumes à Douéra.

Renseignements pris, ce marchand de légumes n'existant pas, les gendarmes qui avaient arrêté Larbi ben Larbi l'interrogèrent de nouveau. Il raconta alors qu'il avait vu tomber le sac d'une charrette et s'en était emparé pour aller le vendre. Ainsi, la prévention de vol se trouvait pleinement établie par les propres déclarations de l'inculpé.

Larbi ben Larbi n'en est sans doute pas à son premier sac de pommes de terre, car son casier judiciaire ne mentionne pas moins de cinq condamnations, dont trois à plus de trois mois d'emprisonnement, pour vol.

Cet état de récidive du prévenu a décidé le tribunal répressif du canton nord à se déclarer incompétent par le motif « que la loi du 27 mai 1885

La plupart des tribunaux répressifs et des tribunaux correctionnels conforment dès maintenant leur jurisprudence à celle de la Cour d'Alger (trib. corr. Bône, 8 janvier 1903 ; trib. rép. ind. Bône, 10 janvier 1903 ; *Écho judiciaire*, 15 janvier 1903). On peut dire que c'en est fait des tribunaux répressifs indigènes : la fin de cette monstrueuse juridiction n'est plus qu'une question de jours.

M. le président Fabre de Parrel annonce d'ailleurs, en terminant son rapport, la prochaine intervention du parlement : un projet de loi créerait une nouvelle juridiction, en respectant les principes fondamentaux de notre droit public et de notre procédure criminelle. Que les tribunaux répressifs indigènes passent donc au plus vite dans le domaine de l'histoire ! Alors, si déplorable qu'ait été cette institution, elle aura son utilité ; de cette pénible expérience se dégagera une haute leçon de morale publique ; ainsi que le disait M. Laferrière : « Même vis-à-vis des indigènes, une nation civilisée se doit d'user toujours de procédés d'investigation réguliers, avec toutes les garanties dans la procédure et dans la composition des tribunaux : la justice ne doit jamais cesser d'être la vraie justice. » On ne saurait l'oublier impunément.

Émile LARCHER.

n'est, en principe, applicable qu'ensuite de la procédure d'instruction de droit commun. »

Le procureur de la République a interjeté appel de ce jugement que le tribunal correctionnel d'Alger, jugeant comme tribunal répressif d'appel en matière indigène, a confirmé. Devant cette double décision d'incompétence, le ministère public a cru devoir procéder selon les anciens errements, en traduisant Larbi ben Larbi devant la juridiction correctionnelle ordinaire. Par une étrange contradiction, le tribunal d'Alger, qui avait proclamé son incompétence comme juridiction d'appel indigène, et proclamé ainsi sa compétence comme tribunal correctionnel ordinaire, se déclara encore incompétent à ce dernier titre.

Voici les motifs de ce jugement qui vous est déféré par M. le procureur général :

« Attendu que la relégation n'est qu'une peine accessoire qui peut être infligée ou non au prévenu selon qu'il sera condamné à plus ou à moins de trois mois d'emprisonnement à l'occasion du nouveau délit qui lui est reproché ;

» Attendu, en fait, qu'il n'a à répondre que du délit de vol qui est relevé à son encontre ;

» Attendu qu'aux termes de l'art. 1er du décret du 29 mars 1902, combiné avec l'art. 1er du décret du 28 mai, tous les délits commis par des indigènes en territoire civil doivent être jugés par les tribunaux répressifs ; que le prévenu, en sa qualité d'indigène, est donc justiciable de ces tribunaux.

» Attendu que ces décrets étant légaux et n'indiquant aucune exception, même pour les cas de relégation, il n'est pas possible de soustraire le prévenu à sa juridiction pour le faire juger par les tribunaux ordinaires ;

» Attendu, au surplus, que si le tribunal, retenant l'affaire, venait à condamner le prévenu à moins de trois mois et un jour, il n'aurait même pas à s'occuper de la loi de 1885 qui vise la relégation ; que, dès lors, il condamnerait un indigène à une peine et pour un délit ordinaire, et se mettrait ainsi en révolte contre la prescription du décret du 29 mars qui, pour accentuer encore les termes impératifs de l'art. 1er, ajoute, en son art. 17, que toutes les dispositions contraires sont et demeurent abrogées ».

Cette décision a tout au moins le mérite, en partant de prémisses inexactes, d'être logique dans les conclusions qu'elle en tire.

Le tribunal admet, en principe, que les décrets des 29 mars et 28 mai 1902 ont complètement dessaisi la juridiction correctionnelle ordinaire de tous les délits commis par les indigènes. Il accepte, dans l'absolu de ces termes, l'art. 1er : « Tous les délits commis en territoire civil par des indigènes sont jugés par un tribunal répressif indigène... »

Si l'on tient cette disposition, telle qu'elle est conçue, pour légale, il est de toute évidence que tous les indigènes qui commettent des délits devront être déférés à la juridiction nouvelle. Et ce ne sera pas l'état de récidive du prévenu qui pourra modifier cette compétence. Les militaires, les marins, pour tous les délits et crimes qu'ils commettent en activité de service, sont jugés par des juridictions spéciales sans aucun droit pour prononcer la peine de la relégation. Serait-ce un motif pour ren-

voyer devant la juridiction ordinaire un militaire ou un marin qui aurait commis un des délits spécifiés par la loi de 1885, et qui serait, d'ores et déjà, relégable ? Incontestablement non. De même, si l'on tient pour légale la disposition de l'art. 1er visant l'universalité des délits, ce n'est pas l'impossibilité, pour le tribunal indigène, d'appliquer la relégation qui peut modifier sa compétence. Cette compétence est alors déterminée par ce fait que l'infraction est un délit commis par un indigène. — Mais, les conseils de guerre, comme les tribunaux maritimes, existaient avant la loi de 1885, et leur compétence spéciale est reconnue et sanctionnée par cette loi même. Au contraire, les décrets qui nous occupent n'ont jamais reçu la sanction législative du parlement ; ils sont l'œuvre exclusivement de l'autorité exécutive et sont, par leur date, bien postérieurs à la loi dont s'agit.

Dès lors, la question qui se présentait au tribunal, comme elle s'offre à nous, était précisément de savoir si ces décrets, intervenant après la loi de 1885, ont pu, en quoi que ce soit, modifier le régime établi en Algérie par cette loi même. Il s'agissait et il s'agit de décider si les délits qui se trouvent placés dans une catégorie déterminée, comme comportant une sanction particulière dès la première condamnation encourue, ont pu être distraits de cette catégorie et attribués à une juridiction autre que celle prévue et désignée par le législateur.

« Tous les délits » ? Nous savons bien qu'il faut en rabattre, et il est assez curieux de lire ce que dit à cet égard M. le conseiller Bard, en son rapport présenté à la Cour de cassation le 28 août dernier : « Si la loi sur la relégation, qui est applicable en Algérie, en vertu de son art. 20 exclut la compétence des nouveaux tribunaux, l'incompétence de ceux-ci pourra être déclarée sur ce point spécial (la loi sur la relégation) soit par eux, soit par les juridictions compétentes.

« Il en serait de même à l'égard de tous les délits pour lesquels une loi applicable par elle-même à l'Algérie aurait déterminé la juridiction compétente (1). Le décret n'a rien pu y changer. L'expression qu'il emploie : « tous les délits commis par des indigènes » doit nécessairement être interprétée comme ne s'appliquant qu'à ceux dont le décret pouvait réglementer la répression. »

Ainsi, le terme « tous les délits » doit s'entendre dans le sens contraire à ce terme. « Tous » signifie ce qui n'est pas exclu par tous. Voilà l'interprétation à laquelle en arrive nécessairement le magistrat quand il cherche à expliquer la pensée de l'auteur du décret et à la mettre en harmonie avec le texte de plusieurs lois qui ne permettent pas cette disposition universelle : tous les délits. Parmi ces lois se dresse, avec une force particulière, celle de 1885, sur la récidive. M. le conseiller Bard veut bien préciser très exactement qu'elle détermine la compétence des juridictions ordinaires, et exclut la competence des tribunaux répressifs. Cette opinion s'évince, en effet, tout naturellement de la simple lecture du texte de 1885. Aussi ne serions-nous aucunement surpris de la consécration que lui donne, par sa haute autorité, M. le conseiller Bard, si dans un autre rapport plus récent (il est du 15 novembre dernier), présenté à la Cour de cassation, nous ne voyons l'honorable magistrat soutenir que les tribu-

(1) Par exemple la loi de 1881 sur la presse.

naux répressifs peuvent revêtir la qualité de tribunaux ordinaires. Les deux thèses nous paraissent singulièrement inconciliables, car, s'ils avaient ce caractère de juridiction ordinaire, les tribunaux répressifs seraient tout puissants pour appliquer la loi de 1885, et M. Bard n'aurait pas eu la peine de leur refuser, à cet égard, toute compétence dans son premier rapport.

Le point de droit que vous avez aujourd'hui à juger soulève naturellement une première question à laquelle il faut répondre tout d'abord.

Si vous admettiez, en effet, que la juridiction instituée par les décrets des 29 mars et 28 mai 1902 n'a pas même d'existence légale, il n'y aurait pas à se demander quelle peut être l'étendue de la compétence de cette juridiction.

Me voici donc amené à examiner, en premier lieu, si la création d'une juridiction nouvelle appelée à juger des délits qui, en l'état de notre organisation judiciaire algérienne, relevaient précédemment de votre compétence, peut être considérée comme légale. Il ne me paraît pas que l'arrêt rendu, à cet égard, par la Cour de cassation, le 28 août dernier, soit un de ces monuments impérissables devant lesquels la simple raison doive s'incliner. Vous savez, d'ailleurs, que cet arrêt, très sobre de motifs, tout en reconnaissant comme illégale l'existence de la juridiction nouvelle, réserve prudemment toutes les questions relatives aux conflits qui peuvent naître du contact de certaines dispositions des décrets de 1902 avec des lois applicables dans la colonie.

Qu'il s'agisse de discuter la légalité d'existence où l'étendue de la compétence des tribunaux répressifs, le débat qui s'engage garde un caractère purement juridique. Nous le trancherons, messieurs, dans toute notre indépendance, nous plaçant au-dessus de toutes les polémiques plus ou moins vives auxquelles a pu prêter cette innovation législative, et en dehors des discussions qui pourront, demain, s'ouvrir au sein du parlement.

Elles sont toujours saisissantes de vérité ces paroles, empreintes à la fois de tant de poésie et de charme, par lesquelles l'un de nos distingués collègues, évoquant l'image de la patrie lointaine, comparait la douceur et la quiétude de nos campagnes de France à l'insécurité des campagnes algériennes. « Qui de nous, disait M. de Leyritz, goûtant un repos passager dans quelque retraite champêtre du cher pays de France, n'a pas éprouvé tout à coup, devant la sérénité d'un beau soir, le sentiment, intense jusqu'à la sensation, d'une sécurité de la vie agricole incomparable à l'existence tourmentée des campagnes algériennes? A ces heures crépusculaires dont certaines toiles immortelles ont fixé le charme recueilli, l'anxiété ne descend pas dans le vallon avec l'ombre des collines ; une douce quiétude flotte dans l'air où s'épand le parfum des foins, le bétail rentre à pas lents vers le sûr abri de l'étable sous l'œil insoucieux du bouvier, et dans un sommeil sans alertes, l'homme va se reposer avec la terre... Terre non de violence, mais de paisible sécurité, comme chantait le poète célébrant la paix romaine; terre pacifiée par la tutélaire justice : *justissima tellus ; secura quies !* » (1).

Si votre œuvre est grande et belle en Algérie ; si sur cette terre arrosée

(1) *La sécurité en Algérie*, discours de rentrée des tribunaux, par M. de Leyritz, substitut du procureur général.

du sang de nos soldats, la charrue passe aujourd'hui sans effort, ramenant partout la vie et la fertilité disparues, l'indigène garde au contraire immuablement sa physionomie première, comme, au début de la conquête, ce sol depuis des siècles immobile et recouvert de broussailles impénétrables. Ne nous berçons point de vaines chimères ! Il faudra bien des années encore, bien des générations passeront avant que les principes sur lesquels toute société repose, aient acquis l'autorité voulue sur ces consciences qu'endort l'ignorance ou que fausse le fatalisme. Cette heure sonnera peut-être, mais nous ne sommes pas destinés à l'entendre. Notre civilisation reste incomprise de l'indigène, et, à tout instant, nous voyons réapparaître dans les cités mêmes qu'elle a bâties l'homme primitif qu'elle croyait pouvoir éduquer et assouplir.

Notre justice, avec toutes ses complications de formes, toutes ses lenteurs, ne saurait convenir à la mentalité de ces hommes, et elle ne convient pas davantage à l'état de notre territoire algérien encore trop peu doté, par rapport à son étendue, de centres judiciaires et de communications rapides. Multiplier ces centres, faire que la justice, pénétrant en quelque sorte jusqu'au fond de chaque douar, frappe le coupable presque à l'instant et sur le lieu même du délit, répandre ainsi cette crainte salutaire du châtiment que le coupable n'entrevoyait, jusqu'à maintenant, que comme une éventualité lointaine, à laquelle la coalition de ses faux témoins lui permettrait d'échapper, tel est bien le but à réaliser, si nous tenons à protéger dans leur vie et dans leurs biens nos populations agricoles, si laborieuses et si méritantes, et à leur donner enfin cette sécurité sans laquelle il n'est pas d'œuvre durable et féconde. Nous rendons hommage à la pensée prévoyante et avisée qui a décidé cette réforme tant attendue, tout en regrettant qu'elle n'ait pas été plus heureusement remplie. Il est, en effet, dans le texte des deux décrets de 1902, non seulement des dispositions inconciliables avec nos lois applicables en Algérie, mais encore des prescriptions excessives qu'on ne peut accepter sans faire taire en soi toutes préoccupations de justice, sans manquer à toutes nos traditions, je dirai plus, à nos promesses, à nos engagements d'honneur avec les vaincus. Il faut citer au premier rang la suppression ou la restriction du droit de recours aux juridictions supérieures, ce silence imposé au condamné innocent ou coupable par la juridiction même qui le condamne. C'est la juste critique que formulait tout récemment encore, en un vœu éloquent et précis, la Réunion des Études algériennes, sur la proposition de son président, M. le député Flandin, notre ancien procureur général, dont je ne puis prononcer le nom ici sans éveiller bien des regrets, nés de votre attachement pour le magistrat qui a grandement honoré ce siège par l'éclat de sa parole et l'étendue de son savoir. Parmi ceux qui prêtèrent le plus vif intérêt à la discussion qui avait précédé ce vœu unanime, à côté de personnalités parlementaires éminentes, affectueusement connues des Algériens (1), se trouvait notre procureur général

(1) « La Réunion d'Études algériennes, convaincue qu'il y a lieu, dans l'intérêt de la sécurité de l'Algérie, d'instituer pour toute l'étendue du territoire civil un mode rapide de répression des délits commis par les indigènes, rend hommage à la pensée qui a inspiré les décrets des 29 mars et 28 mai 1902, mais est d'avis qu'en décentralisant la justice

d'aujourd'hui, auquel vont toutes nos respectueuses sympathies, et que nous remercions d'être venu à cette audience nous apporter, avec le prestige de son autorité et de son talent, un avis éclairé et sûr, résultat d'une étude très complète et impartiale.

. . . . . .

J'aborde donc la première question : la légalité de l'existence de la juridiction répressive indigène. La Cour suprême, vous ai-je dit, l'a admise par un premier arrêt.

Nous savons, messieurs, que la charte du 14 août 1830, en son art. 64, dispose que les colonies sont soumises à des lois particulières et que la loi du 24 avril 1833 vient préciser cette disposition en décidant, art. 25, que les établissements français dans les Indes orientales et en Afrique continueront à être régis par des ordonnances du roi. Nous retrouvons des prescriptions identiques au texte des ordonnances des 22 juillet 1834, 26 septembre 1842, des constitutions du 4 novembre 1848 (art. 109), du 14 janvier 1852 (art. 27 et 56), du sénatus-consulte du 3 mai 1854.

En Algérie, le chef de l'État est, d'après l'ensemble de ces dispositions, considéré comme le délégué du pouvoir législatif, mais il va sans dire que cette délégation n'équivaut pas à une abdication. Le pouvoir qui délègue reste maître de sa délégation : il intervient quand il lui plaît pour la restreindre, la supprimer ou substituer son autorité à celle qui, émanant de lui, n'existe que par lui ; et lorsqu'il a manifesté sa volonté souveraine en légiférant lui-même sur une matière quelconque, cette volonté ne saurait être en aucune façon contrariée ou mise en échec, ni directement, ni indirectement par un acte de l'exécutif. Tel est le principe fondamental sur lequel repose notre régime légal, et nous n'avons pas besoin d'ajouter que, s'il était observé et respecté sous la royauté et sous l'empire, il doit l'être plus exactement et plus rigoureusement encore, sous la constitution républicaine. Nous ne sommes plus, en effet, messieurs, sous l'autorité du prince. Le prince a fait place aux principes, et si vous voulez bien vous reporter à la première ligne de la constitution qui régit actuellement la France et ses possessions, sans en excepter l'Algérie, vous lirez que « le pouvoir législatif s'exerce par deux assemblées, la Chambre des députés et le Sénat, la première, nommée par le suffrage universel. Quel est le rôle de l'exécutif, par rapport aux actes de l'autorité législative ? ». Il en surveille et il en assure l'exécution (art. 3 de la constitution de 1875).

Dans ces conditions, poser la question de savoir si l'exécutif a la faculté encore de décréter dans la colonie des mesures législatives, voire une juridiction nouvelle, c'est aussitôt la résoudre. En admettant avec la jurisprudence que cette faculté subsiste toujours, elle est essentiellement subordonnée à la condition de respecter et d'exécuter d'abord les règles établies par le législateur lui-même. Comme l'exprime fort exactement, par une formule concise. M. l'avocat général Cottignies, en ses conclusions devant la Cour de cassation (Dalloz, *Jurisp. génér.*, 19e cahier, 1902),

---

il est indispensable de maintenir les garanties fondamentales, auxquelles ont droit tous les inculpés sans distinction de race ou de religion. »

Parmi les votants, nous trouvons les noms de MM. Albert Le Moign-, Albin Rozet, Pourquery de Boisserin, etc.

« Le décret a nécessairement pour limite la loi applicable ». Il ne peut toucher à un ordre de choses établi, ou tout au moins reconnu, sanctionné par l'intervention du législateur, c'est-à-dire par la volonté souveraine des représentants élus de la nation.

Les décrets des 29 mars et 28 mai 1902 ont-ils pu, dans ces conditions, créer une juridiction spéciale pour juger les indigènes commettant des délits, qui sont normalement du domaine de la juridiction correctionnelle ordinaire ? Il est exact, Messieurs, que l'on ne rencontre guère que des ordonnances ou des décrets pour réglementer l'organisation administrative et judiciaire de l'Algérie. C'est ainsi que furent créés successivement les divers tribunaux français ou indigènes de la colonie (Ordonnances des 28 févr. 1841, 26 sept. 1842, 26 juill. 1846, 2 juill. 1849, décrets des 6 févr. 1856, 1er déc. 1858, 21 nov. 1860, 10 mars 1873, 12 juin 1880, 28 déc. 1880). C'est ainsi encore que furent instituées les justices de paix à compétence étendue, avec le tribunal correctionnel comme juridiction d'appel au point de vue des délits dont ils peuvent connaître (D. 19 août 1854), et que furent appliquées, dans leur ensemble, les dispositions du Code d'instruction criminelle, tant aux indigènes musulmans qu'à nos nationaux et aux étrangers. Nous admettons d'ailleurs, allant en cela plus loin que l'arrêt rendu par cette chambre en juillet dernier, qu'en s'appropriant des lois métropolitaines, les décrets ne changent pas de nature pour devenir des lois au sens strict du mot. La loi appliquée en Algérie par un décret reste décret ; elle n'a pas d'existence propre, distincte du décret où elle se trouve incorporée. C'est un acte de l'autorité exécutive qui reste libre de le maintenir ou de le rapporter.

Et voici pourquoi, sans doute, M. le conseiller Bard, dans son rapport présenté à la Cour de cassation, le 28 août dernier, s'abritait comme d'un bouclier du décret de 1854 enlevant à la juridiction correctionnelle ordinaire certains petits délits pour les attribuer au juge de paix à compétence étendue. « Ce précédent, disait M. Bard, juge la question de légalité de la » juridiction instituée sous le nom de tribunaux répressifs, car l'autorité » exécutive en les prenant n'a fait que prendre une mesure identique à celle » du décret de 1854 ». Raisonner ainsi, n'est-ce pas commettre un anachronisme ? Nous ne sommes plus en 1854, mais en 1902. Depuis l'époque à laquelle se place M. le conseiller Bard, notre législation algérienne a subi bien des transformations. L'autorité législative souveraine du parlement est intervenue plusieurs fois dans notre organisation judiciaire. M. Bard veut bien remarquer lui-même qu'elle est intervenue en 1883 (et l'arrêt de la Cour de cassation reproduit cette observation) « pour fixer le nombre des magistrats, le chiffre des traitements, le siège de la Cour et des tribunaux ». Le parlement, en 1883, a donc sanctionné de la façon la plus expresse notre organisation judiciaire ; il a reconnu l'existence de ces tribunaux qui n'émanaient à l'origine que d'ordonnances ou de décrets. Il a fait sienne l'œuvre accomplie. Cette sanction du législateur une fois intervenue ne devient-elle pas la loi et est-il bien sûr qu'il appartienne encore à l'autorité exécutive d'y porter la moindre atteinte ?

Mais, dira-t-on, les décrets des 29 mars et 28 mai 1902 ne touchent pas à l'existence même des juridictions établies et reconnues par la loi de 1883 ?

Il nous semble que ce raisonnement vaut peu, car lorsque le législateur de 1883 consacre nos tribunaux ordinaires, il a nécessairement en vue la fonction que remplissent à ce moment ces tribunaux. Quelle est cette fonction au point de vue des délits relevant de la juridiction correctionnelle? S'exerce-t-elle seulement vis-à-vis d'une catégorie de justiciables? Non. Elle s'exerce vis-à-vis de tous les habitants de la colonie, sans aucune distinction de race, d'origine ou de religion, distinction formellement abolie, en ce qui concerne les indigènes, par l'ordonnance du 28 février 1841. Il y a en somme, dès avant 1883, une assimilation presque absolue entre le fonctionnement de nos tribunaux et le fonctionnement des tribunaux de la métropole.

Comment admettre, dans ces conditions, qu'on ne touche pas à la loi de 1883 lorsqu'on enlève à l'une de ces juridictions par elle reconnues la presque totalité des justiciables? Il faut, d'ailleurs, pour apprécier au point de vue juridique le droit de l'exécutif, supposer qu'il peut en user jusqu'à ses extrêmes limites, c'est-à-dire enlever demain à la juridiction de droit commun, les Français et les Européens par exemple. Qui donc oserait sérieusement soutenir alors qu'il n'est point porté atteinte à l'existence même de cette juridiction? L'existence d'une juridiction se conçoit-elle sans la raison même qui la justifie? Le législateur n'a-t-il voulu consacrer qu'une simple fiction?

Cette sanction législative souveraine donnée à notre organisation judiciaire en 1883 n'est pas la seule. Déjà la loi de 1881 sur la presse, statuant pour l'Algérie comme pour la métropole, avait attribué à la juridiction correctionnelle la connaissance des mêmes délits, sans autoriser aucune exception pour les indigènes. Et cette consécration législative s'affirme encore avec plus de force par la loi de 1885 sur la relégation, puisque cette loi base l'application de son nouveau système de récidive sur le fonctionnement normal et régulier des juridictions ordinaires, tant vis-à-vis des indigènes que vis-à-vis de nos nationaux ou des étrangers.

Donc, et en ne se plaçant même qu'au seul point de vue de l'existence d'une juridiction répressive nouvelle devant vous dessaisir de l'ensemble des délits commis par la grande masse des justiciables de ce pays, il est permis encore, vous le voyez, d'éprouver quelques doutes sur la valeur légale du décret. N'en sera-t-il pas de l'arrêt du 28 août 1902 comme de tant d'autres, qui donnent à notre jurisprudence algérienne l'aspect de ces couleurs changeantes, insaisissables, que revêtent, selon la hauteur ou le déclin du soleil, nos paysages africains?

Mais en nous inclinant devant l'arrêt du 28 août, et en acceptant comme légale l'existence de la juridiction nouvelle, la question relative à l'étendue de la compétence de cette juridiction reste entière encore, et il faut rechercher si, dans l'ensemble des infractions que l'art. 1er du décret du 28 mai 1902 attribue aux tribunaux répressifs, peuvent figurer les délits reprochés aux prévenus qui comparaissent aujourd'hui devant vous.

Vous connaissez les dispositions de la loi du 27 mai 1885 et notamment les art. 2 et 4 qui se combinent si étroitement l'un l'autre. Ce dernier article énumère et spécifie certains délits (le vol, l'escroquerie, l'abus de confiance, etc.), et en raison même de leur caractère les soumet à une réglementation nouvelle.

Autrefois, ces infractions ne comportaient que des peines principales plus ou moins élevées, selon la culpabilité du prévenu et l'état de récidive dans lequel il pouvait se trouver, conformément aux art. 57 et 58 du Code pénal. Maintenant, ils vont comporter une sanction additionnelle toute particulière. Dès la première condamnation, si elle excède trois mois d'emprisonnement, le délit mentionné au casier judiciaire comptera pour l'application d'une peine accessoire beaucoup plus grave que la principale; cette peine, c'est la relégation. En d'autres termes, tout délit spécifié à l'art. 4 fera encourir au coupable la menace, l'avertissement de la peine perpétuelle qui l'attend; à côté de la peine principale, chaque condamnation excédant trois mois marquera un degré, un pas franchi dans la récidive dont le dernier terme est la relégation. Voilà la sanction nouvelle.

A qui donc, à quelles juridictions, le législateur a-t-il confié le soin de prononcer cet avertissement, cette menace ? Quels tribunaux sont chargés d'inscrire le condamné au grand registre de la récidive et, après un certain nombre d'inscriptions, de lui appliquer la peine perpétuelle ?

L'art. 2 répond, sans prêter à aucune équivoque: « La relégation ne sera prononcée que par les Cours et tribunaux ordinaires comme conséquence des condamnations encourues devant eux, à l'exclusion de toutes juridictions spéciales et exceptionnelles ».

La règle est absolue et ne comporte d'autre exception que celle formulée au § 2 en faveur des tribunaux maritimes et militaires qui, sans pouvoir prononcer la relégation, prononcent des condamnations susceptibles d'être plus tard comptées en vue de cette peine par les tribunaux ordinaires. Seuls, par conséquent, en dehors de cette exception, les tribunaux ordinaires ont qualité, soit pour infliger des peines marquant pour la relégation, soit pour infliger la relégation elle-même.

Cette peine accessoire est la conséquence des condamnations encourues devant eux. Le législateur adopte donc étroitement son nouveau système de répression de la récidive à la compétence des juridictions ordinaires, et cela se conçoit tout naturellement car ce sont les juridictions ordinaires, c'est-à-dire les tribunaux correctionnels, les Cours d'appel (chambre des appels correctionnels) et les Cours d'assises qui, dans notre organisation judiciaire, jugent l'ensemble des justiciables.

Cette constatation m'amène à répondre tout de suite à une objection possible. La loi de 1885, peut-on dire, n'est applicable en principe que par les juridictions ordinaires; mais de ce fait qu'elle exclut les juridictions spéciales et exceptionnelles, il ne faut pas conclure nécessairement que ces juridictions d'exception ne peuvent connaître des délits spécifiés à l'art. 4 (vol, escroquerie, etc.). Voyez les conseils de guerre, les tribunaux maritimes; ne jugent-ils pas ces délits lorsqu'ils ont été commis par un militaire ou un marin en activité de service ?

Ne serait-il donc pas possible à une juridiction exceptionnelle, autre que celle-là, comme les tribunaux répressifs par exemple, de juger ces mêmes délits ?

Cette objection, il faut en convenir, n'a pas même été soutenue encore devant la Cour de cassation, ou du moins l'on n'en trouve pas trace dans les discussions qu'a pu soulever la question de compétence des tribunaux

répressifs. Et nous le comprenons sans peine, car elle ne serait pas seulement antijuridique, elle blesserait la plus élémentaire logique.

Le conseil de guerre, le tribunal maritime sont des juridictions d'exception, mais précisément à ce titre, chaque justiciable ne peut relever d'elles que d'une manière intermittente et pendant une durée essentiellement limitée. Rentrés dans la vie civile, le militaire. le marin rentrent aussi dans la compétence des juridictions ordinaires pour tous les délits qu'ils commettent. Quant à ceux qu'ils ont commis précédemment, même pendant leur présence au corps, ne pensez pas qu'ils échappent à la loi générale. Le législateur, ainsi que je viens de le dire, a prévu le cas et il a pris soin de réglementer ces délits par une disposition exceptionnelle permettant à la juridiction ordinaire d'en tenir compte dans le calcul de la récidive pour l'application de la relégation.

Ainsi s'affirme, avec une netteté saisissante, tirée du texte même de la loi, la volonté du législateur d'assurer, d'une manière générale et continue, le fonctionnement du nouveau système qu'il institue et sur lequel il compte pour purger la société de ses éternels ennemis.

S'il confie ce soin aux juridictions ordinaires, ce n'est d'ailleurs pas seulement parce qu'il entend que tout le monde soit soumis à la loi. Le droit pour la société de réprimer et de se défendre ne se conçoit pas sans la justice, c'est-à-dire sans cet autre droit qui appartient à tout accusé de démontrer son innocence, cet accusé fût-il un indigène. Et ce droit doit être d'autant plus rigoureusement réservé que la peine encourue est plus grave. Les dispositions du droit commun, avec toutes les garanties qu'elles donnent au prévenu, par l'instruction, par l'assistance de l'avocat, par le recours aux juridictions supérieures, réalisaient également, à ce point de vue, le vœu du législateur. Le parlement n'a pas prévu les tribunaux répressifs. S'ils avaient existé, aurait-il trouvé dans les conditions de leur fonctionnement des garanties suffisantes pour permettre de les placer au même niveau que les juridictions militaires ou maritimes, c'est-à-dire pour leur permettre d'infliger des peines marquant pour la relégation? Nous ne le savons pas. Mais ces tribunaux n'existant pas alors, il ne s'en est point préoccupé et il nous est interdit, en matière pénale, de suppléer à son silence et de créer arbitrairement des exceptions nouvelles.

Les voici donc institués, ces tribunaux répressifs, en dehors des prévisions de la loi de 1885. Vont-ils pouvoir embrasser dans leur compétence, à l'égard des indigènes, « tous les délits », même ceux que cette loi a spécialement réglementés ?

En raison de leur caractère exceptionnel, maintenant reconnu par la Cour de cassation, ils sont nécessairement incompétents pour appliquer cette loi. Sans qualité pour prononcer la relégation, ils ne peuvent pas davantage prononcer des condamnations comptant pour cette peine accessoire.

Si donc ils se saisissaient de ces délits, la conséquence fatale, inéluctable serait : 1° qu'il n'y aurait plus, en matière de délits, de relégation possible pour les indigènes. Arabophile, sans le vouloir sans doute, le décret aurait créé un privilège qu'interdit la loi

Cette conséquence, personne ne la peut contester ; elle est manifeste. Et alors, ma démonstration n'est-elle pas achevée ? Reportons-nous au

régime légal de la colonie en prenant même l'opinion la plus favorable aux droits de l'autorité exécutive, et nous serons bien obligés de reconnaître, de toute façon, que cette conséquence est juridiquement inadmissible. Un décrét de l'autorité exécutive ne peut pas aboutir à ce résultat de supprimer, directement ou indirectement, l'exécution d'une loi, car il a précisément pour limite la loi applicable. Dès que le conflit se produit, dès que l'inconciliabilité des deux textes du décret et de la loi apparaît, la solution constitutionnelle s'impose. Ce n'est pas la loi qui peut céder devant le décret, mais c'est au contraire le décret qui doit céder devant la loi.

Cette abrogation de la loi se trouverait, dans l'espèce, singulièrement aggravée encore par une sorte de démenti donné à l'œuvre du législateur...

L'art. 20 renferme en effet une double disposition (On ne peut pas cette fois reprocher au législateur d'avoir oublié l'Algérie).

Il déclare d'abord expressément sa loi exécutoire dans la colonie. Mais en Algérie, il y a deux parties distinctes : le territoire civil, qui est de beaucoup le plus considérable, où fonctionnent les mêmes tribunaux de droit commun que dans la métropole, et cela vis-à-vis de tous les justiciables sans exception, sans distinction entre nationaux, étrangers ou indigènes. Puis, il y a le territoire de commandement, où les indigènes sont jugés, pour leurs délits ou leurs crimes, par le conseil de guerre. Eh bien, messieurs, le législateur va faire une disposition tout exprès pour ces indigènes.

« En Algérie, dit l'art. 20, par dérogation à l'art. 2, les conseils de guerre prononceront la relégation contre les indigènes des territoires de commandement, qui auront encouru, pour crimes et délits de droit commun, les condamnations prévues à l'art. 4. »

Ainsi, messieurs, le législateur pense aux indigènes d'Algérie, il les vise, il marque, par une disposition précise, sa volonté à leur égard, il entend qu'ils soient soumis au nouveau genre de répression de la récidive qu'il institue, et comme, en territoire de commandement, il n'y a pas de juridictions répressives ordinaires, il décide que les conseils de guerre en tiendront lieu pour appliquer aux indigènes la relégation et *a fortiori* les peines marquant pour la relégation.

« Par dérogation à l'art. 2. » Voici, messieurs, une précision non moins formelle. Oui, cette exception faite en faveur du conseil de guerre est une dérogation expresse à la règle générale de l'art. 2, à la règle des juridictions ordinaires, et alors, pour tout ce qui n'est pas territoire de commandement, le législateur renvoie à cet article, le même qui est applicable dans la métropole et qui charge les juridictions ordinaires, exclusivement, du soin d'appliquer la loi de 1885. Par conséquent, en territoire civil, seul l'art. 2 est applicable ; c'est cet article qui régit les indigènes de ce territoire comme tous les autres justiciables.

Vous sentez, messieurs, la portée de cette remarque. Placez-vous un instant dans l'opinion de ceux qui prétendent que les tribunaux répressifs ont pu enlever à votre compétence les indigènes qui commettent des délits réglementés par la loi de 1885, uniquement parce que ce sont des indigènes et qu'il a paru opportun de ne pas les traiter comme les autres prévenus; et vous arriverez à cette conclusion que, non seulement la loi

est violée, mise en échec par un décret, mais encore qu'elle est violée précisément par rapport à cette catégorie de justiciables dont le législateur s'est spécialement préoccupé, qu'il a tout particulièrement visée ! Il n'y avait qu'un moyen de sortir de cette impasse, c'était d'essayer de faire attribuer aux tribunaux répressifs la qualité de tribunaux de droit commun. L'occasion s'en offrait récemment par un pourvoi en règlement de juges intéressant un relégable. M. le conseiller Bard, rapporteur également dans cette affaire, à l'audience de la chambre criminelle du 15 novembre, a prêté à cette thèse l'appui de sa grande autorité, sans réussir cette fois à convaincre la Cour suprême. J'avoue que j'attendais curieusement les motifs qui auraient pu étayer cette opinion. Dire que les tribunaux répressifs sont des tribunaux ordinaires pour les indigènes, ou bien que les conseils de guerre, par exemple, sont des tribunaux ordinaires pour les militaires n'est-ce pas jouer avec un mot ?

Ils ne sont pas des tribunaux ordinaires, les tribunaux répressifs indigènes, puisque leur création a d'abord eu pour objet de déroger aux tribunaux ordinaires, et s'ils devenaient le droit commun, c'est que le droit commun deviendrait l'exception.

Ils ne sont pas des tribunaux ordinaires, au sens juridique du mot, puisqu'ils ont par excellence le caractère auquel la doctrine et la jurisprudence attachent la qualification de juridiction d'exception ; une compétence limitée à une catégorie de justiciables.

Les juridictions ordinaires, au sens juridique attaché à ce mot, nous les connaissons ; ce sont les Cours d'assises, les tribunaux correctionnels, les chambres d'appels correctionnels.

Ils sont encore moins d'ailleurs des juridictions ordinaires selon le vœu de la loi de 1885, car ils comportent des formes de procédure pratiquement inconciliables avec les dispositions de cette loi.

Et nous ne faisons pas ainsi allusion à la procédure de flagrant délit, puisque, interprétant le décret très largement, M. Bard veut bien nous dire que cette procédure n'est pas fatale, qu'elle n'exclut pas les garanties d'une instruction faite par l'officier du ministère public ; nous visons surtout la dérogation aux règles générales du Code d'instruction criminelle régissant les juridictions ordinaires en vue desquelles le législateur a édicté ses prescriptions, dérogation qui ne comporte pas moins que la suppression du recours en cassation et la restriction du droit d'appel laissé, nous le savons, à la discrétion du juge qui condamne.

Nous connaissons un tribunal répressif qui condamnait récemment un individu pour meurtre, après avoir transformé le crime en délit par l'admission de circonstances atténuantes. Vous figurez-vous ce tribunal, ou tout autre, ayant la faculté de prononcer contre les indigènes la relégation perpétuelle, sans recours possible de la part du condamné ! Je sais bien que M. le procureur général pourrait alors, usant de son droit, relever appel, ou nous saisir comme chambre de revision. Mais il est inadmissible que ce droit n'appartienne pas d'abord au premier intéressé.

En voici assez pour démontrer le caractère exceptionnel de ces tribunaux. Aussi, ne sommes nous pas surpris d'enregistrer l'arrêt du 15 novembre. Il ne renferme qu'un seul considérant, plus que sobre de motifs, mais lorsqu'on le rapproche de la thèse qui avait été soutenue

par M. le conseiller-rapporteur pour démontrer le caractère ordinaire des tribunaux répressifs, on s'aperçoit immédiatement que la Cour de cassation adopte une solution diamétralement opposée à cette thèse :

« Attendu qu'il résulte de l'ensemble des dispositions des décrets des 29 mars et 28 mai 1902 que ces décrets n'ont pas en vue l'application de la peine de la relégation, spécialement réglée, en Algérie, par la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes ; que les tribunaux de police correctionnelle restent donc compétents pour connaître, en premier ressort, des poursuites relatives aux délits commis par des indigènes que leur état de récidive rend passibles de la relégation ; — Renvoie la cause et le prévenu, en l'état où ils se trouvent, devant le juge d'instruction près le tribunal de Blida, qui, au vu de l'instruction déjà faite et de tout supplément d'information s'il y a lieu, statuera conformément à la loi ».

La Cour de cassation décide que vous êtes, en votre qualité de juridiction correctionnelle ordinaire, compétents pour prononcer la relégation. Elle refuse au contraire cette compétence aux tribunaux répressifs. C'est donc bien qu'elle ne leur reconnaît pas le caractère de juridiction ordinaire et n'admet aucune assimilation possible, car s'ils étaient reconnus comme tribunaux ordinaires, les tribunaux répressifs pourraient, devraient prononcer la relégation, appliquer la loi de 1885.

Et maintenant est-il possible, logiquement, juridiquement, d'interpréter cet arrêt dans un sens rigoureusement restreint au cas où il s'agit de prononcer d'ores et déjà contre un prévenu la peine accessoire perpétuelle. Ce serait alors la dernière condamnation encourue qui rendrait compétence à la juridiction ordinaire.

Mais, messieurs, la relégation n'est pas la conséquence seulement de la dernière condamnation. Elle est la conséquence des condamnations encourues devant les tribunaux ordinaires, termes qui comprennent à la fois la dernière et les précédentes. Tel est exactement l'art. 2. Si vous êtes compétents (et vous l'êtes, dit la Cour de cassation) pour prononcer sur le dernier délit, comment ne le seriez-vous pas pour connaître des délits antérieurs auxquels est attachée, quoique à des degrés différents, la même sanction éventuelle ?

Pourquoi — objecte-t-on — dessaisir les tribunaux répressifs, lorsque le délit, bien que spécifié à l'art. 4 de la loi de 1885, ne comporte pas encore l'application de la peine accessoire perpétuelle ; pourquoi envisager l'éventualité d'un second, d'un quatrième délit que le prévenu ne commettra peut-être pas ?

La réponse à l'objection est vraiment bien facile, car c'est le législateur qui se charge de la faire.

En effet, s'il n'avait pas prévu l'éventualité de la récidive, le législateur n'aurait pas fait la loi de 1885 ; cette éventualité est précisément la raison d'être de son œuvre ; c'est pour parer à cette éventualité de condamnations successives prononcées dans un certain délai qu'il a édictée cette mesure non seulement répressive, mais aussi préventive, qui s'appelle la relégation.

Écarter de parti l'éventualité de nouveaux délits, ne pas compter avec la récidive possible du prévenu, c'est donc aller manifestement à l'encontre des prévisions du législateur et déclarer que ses prescriptions ne seront plus exécutées. Car, à l'avenir, il n'y aura plus lieu d'appliquer la

relégation aux indigènes, leur casier judiciaire serait-il criblé de condamnations, si aucune de ces condamnations ne peut compter pour la relégation à cause du caractère spécial et exceptionnel de la juridiction qui les aura prononcées. Il est inutile d'insister à cet égard, c'est l'évidence même.

Dire aux tribunaux ordinaires : « Vous ne prononcerez plus les peines principales afférentes aux délits spécifiés en l'art. 4 de la loi de 1885 », c'est dire : la relégation est supprimée pour les délits ; c'est abroger la loi. Cette interprétation est parfaitement conforme au texte de l'art. 1er du décret du 28 mai qui prétend attribuer désormais tous les délits indigènes aux tribunaux répressifs. Mais elle est. par contre, en opposition absolue avec la loi sur la récidive, loi qui nous régit avant le décret et au-dessus du décret.

Dire, au contraire, à la juridiction correctionnelle ordinaire qu'elle n'a jamais cessé d'être compétente pour prononcer la peine accessoire de la relégation, c'est nécessairement lui dire *a fortiori* qu'elle n'a jamais cessé d'être compétente pour prononcer les condamnations auxquelles le législateur attache, à côté de la peine principale, une sanction éventuelle particulière dès le premier délit, sanction qui n'est point du domaine des juridictions exceptionnelles ; c'est admettre que la loi de 1885 doit continuer à recevoir intégralement son application en Algérie vis-à-vis des indigènes comme vis-à-vis de tous les justiciables ; c'est désobéir au décret, mais à la loi. A vous de choisir.

Mais, dira-t-on, préférer la loi, c'est compromettre le fonctionnement des tribunaux répressifs. S'il en devait être ainsi, nous n'en ressentirions que plus profondément l'obligation qui s'impose à nous comme magistrats. Nous n'avons pas à exprimer cette crainte mais plutôt l'espoir que notre décision, rendue en toute sincérité et en toute indépendance, l'occasion d'une revision du texte des décrets — serais-je indiscret en disant qu'elle est déjà toute prête ? — revision qui répondra mieux, nous en sommes sûr, à la prévoyante sollicitude de M. le gouverneur général pour nos grands intérêts algériens. Le parlement, qui vient d'instituer de nouvelles juridictions pour les crimes commis par les indigènes, n'hésitera à donner à cette réforme sa sanction souveraine dès l'instant que les besoins de la sécurité se trouveront plus heureusement conciliés avec les garanties inséparables de la justice telle que la conçoivent les représentants d'une nation noble et éclairée.

ARRÊT

LA COUR, — Sur la question de compétence : — Attendu que, sous la constitution républicaine qui regit la France et ses colonies, la souveraineté législative appartient exclusivement aux deux assemblées, la Chambre des députés et le Sénat ; — En conséquence, la délégation maintenue au pouvoir exécutif, depuis l'ordonnance royale du 22 juillet 1834, pour prendre en Algérie certaines mesures législatives ne saurait, en aucun cas, prévaloir contre la volonté des repré-

sentants élus de la nation ; — Attendu que si l'autorité exécutive a pu, dans ces conditions, créer en Algérie, par voie de décret, une nouvelle juridiction répressive exclusivement spéciale aux indigènes musulmans, cette juridiction ne saurait avoir d'existence légale que dans la stricte mesure où elle ne porte aucune atteinte à l'éxcution d'une loi déclarée par le parlement lui-même applicable à la colonie ; — Attendu que, s'inspirant d'une haute pensée de justice et de préservation sociale, la Chambre des députés et le Sénat ont, à la date du 27 mai 1885, institué pour la France algérienne et coloniale, comme pour la France métropolitaine, le même nouveau genre de répression de la récidive auquel sont désormais soumis, sans aucune exception possible, nationaux, étrangers ou indigènes ; — Attendu que notamment à l'égard des indigènes, dont le nombre sans cesse grandissant représente plus des trois quarts de la population de l'Algérie, la volonté du législateur s'est catégoriquement affirmée en la double disposition de l'art. 20, puisque, prenant soin de remarquer la différence qui existe entre les deux territoires de la colonie, il décide que dans la zône de commandement, encore dépourvue de Cours d'assises et de tribunaux correctionnels, les conseils de guerre jugeant les crimes et les délits commis par les indigènes auront la compétence de ces juridictions ordinaires pour prononcer la relégation ; qu'ainsi s'affirme nettement, pour l'Algérie même, le caractère général d'une disposition à laquelle, spécialement, les indigènes ne sauraient être soustraits ; — Attendu qu'aux termes de ce même art. 20, cette compétence attribuée aux conseils de guerre, en territoire de commandement, ne leur est reconnue que dans la limite même de ce territoire et par une dérogation absolument exceptionnelle à l'art. 2 qui reste ainsi le seul applicable sur toute l'étendue du territoire civil ; — Attendu que la règle énoncée en cet art. 2 et ainsi conçue : « La relégation ne sera prononcée que par les Cours et les tribunaux ordinaires comme conséquence des condamnations encourues devant eux à l'exclusion de toutes juridictions spéciales ou exceptionnelles » démontre exactement que le législateur, voulant assurer un nouveau mode de répression de la récidive, mais avec toutes les garanties d'examen qui doivent précéder et justifier l'application de toute peine et particulièrement d'une peine perpétuelle, a adapté et lié étroitement le fonctionnement général et régulier de son système à l'organisation des juridictions répressives ordinaires, soumises aux formes normales de procédure, aux voies habituelles de recours près des juridictions supé-

rieures, aux droits impérieux de la défense, règles instituées par l'ensemble de nos lois pénales sans distinction d'origine, de qualité, ni de religion envers les justiciables, dont elles constituent la charte inviolable ; — Attendu qu'on ne saurait tenter d'établir une assimilation quelconque entre la mesure instituée sous le nom de « tribunaux répressifs indigènes » et la juridiction correctionnelle ordinaire, puisque cette mesure a eu précisément pour objet de retirer toute une catégorie de justiciables à la juridiction de droit commun telle qu'elle fonctionnait en territoire civil dès avant 1885, et en vue de laquelle, par conséquent, le législateur a statué pour ce territoire ; — Qu'il suffit d'ailleurs pour déterminer le caractère spécial et exceptionnel des « tribunaux répressifs indigènes » de considérer leur composition surtout administrative, le mode de nomination et d'installation de leurs membres, leur compétence restreinte à une seule catégorie de prévenus, leurs formes de procédure particulières, enfin ces dispositions si contraires au droit commun qui suppriment, pour tous les condamnés, le recours en cassation ou en revision et ne leur concèdent même le droit d'appel que si le jugement a prononcé un emprisonnement de plus de six mois ou une amende excédant 500 fr. ; — Qu'ainsi, en raison de cette dernière prescription énoncée en l'art. 11 du décret du 29 mars 1902, les tribunaux répressifs indigènes pourraient en n'infligeant pas plus de six mois d'emprisonnement prononcer la relégation perpétuelle sans que le condamné ait le moyen de faire contrôler par les juridictions supérieures la légitimité de la condamnation, ou de faire réparer les conséquences d'une erreur dont ne sont pas exempts même des juges expérimentés ; — Attendu que leur caractère de juridiction spéciale ou d'exception étant ainsi démontré, les tribunaux répressifs indigènes se trouvent par là même sans qualité, aux termes très précis de l'art. 2 de la loi de 1885, tant pour prononcer la relégation que pour prononcer, à raison des délits spécifiés à l'art 4 de cette loi, des peines susceptibles d'entrer en ligne de compte pour la récidive spéciale que cette loi a réglementée ; — Attendu que la constatation de cette double incompétence suffit à elle seule pour établir que la juridiction correctionnelle ordinaire ne saurait se considérer comme dessaisie de la connaissance des délits limitativement prévus et énumérés au dit art. 4, puisque le résultat de ce dessaisissement serait de faire échec aux prescriptions les plus formelles du législateur, par rapport à cette catégorie même de justiciables qu'il a plus spécialement visée ; — Attendu qu'on objecterait vaine-

ment que le texte de la loi du 27 mai 1885, encore qu'antérieur aux décrets de 1902, ne comporte pas une attribution expresse de juridiction aux tribunaux correctionnels ordinaires, pour les délits mêmes qu'il spécifie, lesquels peuvent bien, dans certains cas, suivant la qualité des prévenus, relever de la compétence de juridictions spéciales, comme par exemple les tribunaux militaires ou maritimes ; — Attendu que la compétence de la juridiction militaire, d'ailleurs reconnue, sanctionnée par le législateur lui-même, n'a qu'une durée essentiellement temporaire vis-à-vis des justiciables de ces tribunaux, car le militaire et le marin, une fois rentrés dans la vie civile, ressortissent de nouveau aux juridictions ordinaires, et alors les condamnations prononcées contre eux par les tribunaux militaires ou maritimes, pour délits ou crimes de droit commun, peuvent leur être comptées en vue de la relégation (art. 2, § 2) ; — Qu'il en serait tout autrement à l'égard des indigènes, si les tribunaux répressifs, créés en dehors des prévisions du législateur, s'autorisaient de la disposition générale de l'art. 1er du décret du 28 mai 1902, pour connaître des délits spécifiés par la loi du 27 mai 1885, puisque ces délits seraient alors, et d'une manière permanente, soustraits au système général de répression de la récidive qui leur est applicable ; — Attendu que le délit de vol reproché au prévenu rentre bien dans la catégorie de ceux que la loi de 1885 a expressément réglementés, en son art. 4, comme donnant lieu à des condamnations susceptibles de marquer pour la relégation et en vertu desquelles cette loi reconnaît et sanctionne, par son art. 2, la compétence des juridictions ordinaires à l'exclusion de toutes juridictions spéciales et exceptionnelles ; — Qu'on ne saurait, par conséquent, à l'égard de ce délit, substituer le régime d'un décret émanant de l'autorité exécutive à celui de la loi émanant de la volonté souveraine du parlement ;

Attendu, au surplus, que la question soumise à la Cour doit être considérée comme implicitement résolue par le récent arrêt de la Cour de cassation en date du 15 novembre 1902, dont le seul considérant sur ce point de droit est ainsi conçu : — « Attendu qu'il résulte de l'ensemble des dispositions des décrets des 29 mars et 28 mai 1902 que ces décrets n'ont pas en vue l'application de la peine de la relégation, spécialement réglée en Algérie par la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes ; que les tribunaux de police correctionnelle restent donc compétents pour connaître en premier ressort des poursuites relatives aux délits commis par des indigènes que leur état de récidive rend passibles de la relégation » ; —

Attendu que si les décrets n'ont pas en vue l'application de la peine de la relégation, ils ne peuvent pas davantage avoir en vue l'application des peines marquant pour la relégation, l'incompétence de la juridiction spéciale dérivant exactement, dans les deux cas, de la même prohibition formelle énoncée en l'art. 2 § 1 de la loi de 1885, prohibition qui ne souffre d'autre exception que celle édictée au paragraphe 2 du même article en faveur des tribunaux militaires ou maritimes, lesquels ont qualité pour prononcer des condamnations susceptibles d'entrer en ligne de compte pour la relégation ; — Attendu que toute interprétation contraire violerait non seulement la loi, mais encore aboutirait à une contradiction manifeste, car la relégation, étant la conséquence des condamnations encourues devant les tribunaux ordinaires (termes qui comprennent non seulement la dernière condamnation encourue mais aussi les précédentes), n'aurait plus lieu d'être appliquée pour les délits spécifiés à l'art. 4, si ces condamnations étaient enlevées au domaine de ces juridictions pour être placées dans celui d'un tribunal spécial ou d'exception, non prévu par le législateur, et sans qualité pour donner à ces délits la sanction légale qu'ils comportent, c'est-à-dire pour prononcer des peines corporelles fixant les divers degrés de la récidive qui aboutissent à la relégation ; — Attendu que par suite, et pour décider si la juridiction correctionnelle ordinaire a été valablement saisie du délit de vol reproché à Larbi Ali ben Larbi ben Ameur, il importe peu de distinguer si ce prévenu encourt dès aujourd'hui la peine accessoire perpétuelle ou s'il arrive seulement au premier terme marquant pour cette peine, la compétence se trouvant déterminée d'abord par ce fait que le délit, à raison même de sa nature, est de ceux réglementés par la loi de 1885 sur la relégation, loi rigoureusement exécutoire envers les indigènes d'Algérie et dont l'application intégrale comporte nécessairement vis-à-vis d'eux, en territoire civil, la compétence des juridictions ordinaires (art. 2 et 20 de la loi du 27 mai 1885) ; — Attendu que, dans ces conditions, il y a lieu pour la Cour d'infirmer la décision des premiers juges, de se déclarer compétente et d'évoquer le fond, conformément à l'art. 215 C. instr. crim. ;

Au fond : — Attendu qu'il résulte de l'information et des débats la preuve que, dans la nuit du 23 au 24 juin, à Alger, les gendarmes Faivre et Cambon ont surpris le prévenu Larbi Ali ben Larbi au moment où il emportait sur ses épaules un sac rempli de pommes de terre ; — Qu'interpellé par ces agents, Ben Larbi a d'abord allégué qu'il avait acheté le sac et son contenu à un nommé Belkacem, marchand de

légumes à Douéra ; que ne pouvant maintenir ce système devant les renseignements démontrant l'inexistence de ce prétendu marchand, il a déclaré ensuite avoir vu le sac tomber d'une charrette et l'avoir ramassé pour aller en vendre le contenu ; — Attendu que ces déclarations contradictoires du prévenu, fidèlement rapportées par les gendarmes verbalisateurs, Faivre et Cambon, suffisent pour établir la prévention de vol relevée à la charge de Ali ben Larbi ; — Attendu que ce fait constitue le délit prévu et puni par les art. 379 et 401 C. pén. ; — Attendu que le prévenu se trouve en état de récidive légale pour avoir été condamné contradictoirement, ainsi qu'il le reconnaît, le 19 septembre 1902, par le tribunal correctionnel d'Alger, à six mois de prison pour vol ; que cette condamnation, qu'il a d'ailleurs subie, avait acquis l'autorité de la chose jugée antérieurement au fait qui a motivé la poursuite actuelle ; — Qu'il y a donc lieu de lui faire application de l'art. 58 C. pén., mitigé par l'art. 463 du même Code, à raison des circonstances atténuantes dont la Cour reconnaît l'existence en sa faveur ; — Vu lesdits articles ; — Vu en outre les art. 52 C. pén., 194 C. instr. crim. sur les frais, 2 et 9 de la loi du 22 juillet 1867, sur la contrainte par corps ;

Par ces motifs : — Infirme le jugement déféré ; — Déclare la juridiction correctionnelle compétente ; — Évoquant conformément à l'art. 215 C. instr. crim. : — Déclare Larbi Ali ben Larbi coupable d'avoir, dans la nuit du 23 au 24 juin 1902, à Alger, soustrait frauduleusement un sac de pommes de terre au préjudice d'une personne restée inconnue ; — Et lui faisant application des articles susvisés : — Le condamne à trois mois d'emprisonnement ; — Le condamne, en outre, aux frais ; — Fixe au minimum la durée de la contrainte par corps.

MM. FABRE DE PARREL, *prés.-rap.* ; COSTE, *proc. gén.* — Me DIVIELLE, *av.*

DEUXIÈME ESPÈCE

(Procureur général c. Chellali ben Dahmane)

ARRÊT

LA COUR, — (Mêmes considérants que ceux de l'arrêt précédent) ;

Attendu, au surplus, que la question soumise à la Cour doit être considérée comme implicitement résolue par le récent arrêt de la Cour de cassation en date du 15 novem-

bre 1902, dont le seul considérant sur ce point de droit est ainsi conçu : — « Attendu qu'il résulte de l'ensemble des dispositions des décrets des 29 mars et 28 mai 1902 que ces décrets n'ont pas en vue l'application de la peine de la relégation, spécialement réglée en Algérie par la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes ; que les tribunaux de police correctionnelle restent donc compétents pour connaître en premier ressort des poursuites relatives aux délits commis par des indigènes que leur état de récidive rend passibles de la relégation » ; — Attendu que si les décrets n'ont pas en vue l'application de la peine de la relégation, ils ne peuvent pas davantage avoir en vue l'application des peines marquant pour la relégation, l'incompétence de la juridiction spéciale dérivant exactement, dans les deux cas, de la même prohibition formelle énoncée en l'art. 2, § 1er, de la loi de 1885 ; — Qu'il est juridiquement inadmissible que les « tribunaux répressifs indigènes » soient tantôt compétents, tantôt incompétents pour juger les mêmes délits, selon que le prévenu arrive au premier ou au dernier échelon de la récidive, la relégation étant la résultante non de la dernière condamnation encourue, mais « des condamnations encourues devant les tribunaux ordinaires » termes qui comprennent non seulement la dernière condamnation, mais aussi les précédentes, conformément aux dispositions formelles des art. 2 et 4 de la loi de 1885 ; — Qu'il est facile de remarquer, d'ailleurs, que ce fait que les tribunaux ordinaires ont seuls qualité pour prononcer la peine accessoire ne pourrait avoir par lui-même aucune influence pour modifier, dans le cas seulement où il s'agit de prononcer cette peine, la compétence du tribunal indigène si, en dehors de ce cas, cette compétence s'étendait valablement aux délits spécifiés à l'art. 4 de la loi de 1885 ; car prêter à la peine accessoire une telle conséquence, ce serait admettre, contre la loi elle-même, que les conseils de guerre ou les tribunaux maritimes, — sans qualité non plus pour prononcer la relégation, — se trouvent également dessaisis des mêmes délits commis par leurs justiciables, chaque fois que le prévenu, en raison de ses condamnations antérieures, serait passible de la peine accessoire devant la juridiction ordinaire ; — Attendu que l'incompétence du tribunal répressif indigène pour prononcer la peine de la relégation réside au contraire dans cette cause primordiale que cette juridiction spéciale, instituée par des décrets, et ne pouvant, à la différence d'autres juridictions exceptionnelles comme les conseils de guerre et les tribunaux maritimes, s'autoriser d'une compétence reconnue par le législateur, ne

saurait porter aucune atteinte au fonctionnement normal et régulier d'une loi que ce même législateur a déclarée expressément exécutoire dans la colonie, et dont l'application est étroitement liée, pour les indigènes du territoire civil, comme pour les autres justiciables, au maintien de la juridiction correctionnelle ordinaire, seule compétente pour assurer l'observation les prescriptions de l'art. 4, c'est-à-dire pour donner à chaque délit spécifié, dès la première condamnation encourue, la véritable sanction légale que ce délit comporte et qui consiste à marquer, à côté de la peine principale, les divers degrés de la récidive sans lesquels il n'y aurait plus, en matière de délits, de relégation possible pour les indigènes, ce qui équivaudrait à l'abrogation de la loi ; — Attendu que, par suite, et pour décider en l'espèce si la juridiction correctionnelle est compétente, la seule question est de savoir si le délit reproché au prévenu est de ceux spécialement réglementés par la loi de 1885, sur la relégation ; — Qu'il n'est pas douteux que la complicité de vol reprochée au prévenu Chellali ben Dahmane rentre bien dans cette catégorie ; — Attendu que, dans ces conditions, il y a lieu pour la Cour d'infirmer la décision des premiers juges, de se déclarer compétente et d'évoquer le fond conformément à l'art. 215 C. inst. crim., etc.

MM. FABRE DE PARREL, *prés. rap.* ; COSTE, *proc. gén.* — Me DIVIELLE, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

29 janvier 1902

Jugement par défaut, Tunisie, opposition, indigène tunisien, actes d'exécution, portée, ignorance, recevabilité ; — Nationalité, musulman domicilié en Tunisie, présomption, nationalité tunisienne ; — Compétence, Tunisie, Marocain, sujet ottoman, matière civile, matière pénale, compétence des tribunaux tunisiens.

Une opposition à jugement de défaut est recevable, postérieurement à des actes d'exécution, lorsqu'il est constant que les personnes contre lesquelles ces actes étaient dirigés étaient

des femmes tunisiennes trop ignorantes pour se rendre compte de leur nature et de leur portée ;

Les musulmans domiciliés en Tunisie doivent être présumés de nationalité tunisienne jusqu'à preuve contraire, laquelle ne saurait résulter d'un certificat de protection délivré par la résidence générale pour une durée d'un an ;

Les Marocains et les sujets musulmans de l'empire ottoman sont, en l'état actuel du droit public tunisien, justiciables des tribunaux indigènes et non des tribunaux français.

(Ben Saïd c. Habibat)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le sieur Hadj Mohamed ben Saïd a obtenu le 26 juin 1901 contre les dames Habiba bent Salah et Aïcha bent Saïd un jugement de défaut faute de comparaître, qui prononce à leurs torts la résiliation d'un contrat de vente et qui les condamne solidairement à lui payer une somme de 1,497 fr. à titre de restitution et de dommages-intérêts ; — Attendu que par requête du 3 octobre 1901 lesdites dames ont régulièrement fait opposition à ce jugement ; — Attendu que cette opposition est recevable en la forme ; — Attendu, en effet, qu'il n'est pas établi que les opposantes, qui sont des indigènes ignorant la loi et la procédure, aient compris la portée et le sens des actes d'exécution auxquels il a été procédé contre elles en vertu du jugement de défaut dont il s'agit ;

Attendu qu'elles concluent à ce que la juridiction française se déclare incompétente pour connaître du procès ; — Attendu que toutes les parties en cause sont des indigènes musulmans domiciliés en Tunisie ; qu'elles doivent donc être présumées de nationalité tunisienne jusqu'à preuve contraire ; — Attendu que cette preuve n'a pas été rapportée ;

Attendu que le sieur Hadj Mohamed ben Saïd produit un certificat qui lui a été délivré le 8 mai 1893 par M. le drogman de la résidence de France à Tunis et qui établit qu'à cette date il était protégé français ; — Mais attendu qu'il est formellement indiqué dans ce certificat qu'il n'est valable que pour un an ; — Attendu qu'il n'a pas été renouvelé ;

Attendu que le sieur Hadj Mohamed ben Saïd a versé aussi aux débats une lettre adressée le 20 janvier 1902 à son defenseur, Me Abéasis, par M. le ministre résident ; — Attendu qu'il ressort de cette lettre que cet individu est né à Tefilalit

(Maroc) et qu'il est sujet marocain ; — Attendu que les Marocains et les sujets musulmans de l'empire ottoman sont, au point de vue juridictionnel, assimilés en Tunisie aux sujets tunisiens et que, pas plus que ces derniers, ils ne relèvent des tribunaux français pour les procès qu'ils peuvent avoir soit entre eux, soit avec des Tunisiens ; — Attendu que cette règle est vraie en matière civile comme en matière pénale ; — Attendu que la juridiction française a été organisée par la loi du 27 mars 1883 qui décide, dans son art. 2, qu'elle ne connaît que des procès entre Français, mais que sa compétence peut être étendue par des décrets beylicaux rendus avec l'assentiment du gouvernement français ; — Attendu qu'un décret promulgué sous cette forme, le 5 mai 1883, lui attribue compétence sur les nationaux des puissances amies dont les tribunaux consulaires seront supprimés ; — Attendu que ces puissances sont celles qui jouissaient en Tunisie du bénéfice des capitulations ; — Attendu que tel n'a jamais été le cas de la Turquie et du Maroc ; — Attendu, en effet, que chez les musulmans la loi civile est intimement liée à la loi religieuse et que la notion de nationalité ne se distingue pas nettement de celle de culte ; — Attendu que, pour ce motif, lorsqu'un musulman qui n'est pas le sujet d'une nation européenne quitte son pays pour se rendre sur le territoire d'un autre État mahométan, sa situation juridique devient immédiatement semblable à celle des sujets de cet État et qu'il se trouve soumis comme eux aux lois et aux juridictions locales ; — Attendu que c'est pour la même raison que les tribunaux consulaires avaient été institués en Tunisie comme en Turquie pour les personnes appartenant aux nations dont la civilisation dérive non pas de l'islam, mais du christianisme ; — Attendu que tels sont les États que l'on désigne sous le nom de nations européennes dans les conventions diplomatiques et dans les lois tunisiennes ; — Attendu que cette expression comprend les républiques américaines qui sont issues de colons européens et qui sont, elles aussi, de civilisation chrétienne ; — Mais attendu qu'elle ne s'étend ni à la Turquie ni au Maroc ; — Attendu que, bien que quelques-unes de ses provinces fassent géographiquement partie de l'Europe, l'empire ottoman n'est pas considéré dans le langage de la diplomatie et du droit comme une puissance européenne, et qu'il n'est pas un des membres de ce concert européen dont l'action s'est fait sentir récemment sur divers points du globe ; — Attendu qu'à plus forte raison l'on ne peut pas donner le nom de puissance européenne au Maroc, qui est un état musulman africain ; — Attendu qu'un décret beylical

du 31 juillet 1884 dispose que, sous certaines réserves concernant les questions immobilières, les tribunaux français jugeront toutes les affaires civiles et commerciales dans lesquelles seront en cause des Européens ; — Attendu que le sens de ce dernier mot vient d'être indiqué ; — Attendu que telle est aussi la signification avec laquelle il est pris dans l'art. 1er du décret beylical du 13 janvier 1898, aux termes duquel les tribunaux français de la Tunisie connaîtront désormais des infractions de toute nature, c'est-à-dire de tous crimes, délits et contraventions commis en Tunisie soit par des Français ou des protégés français, ou des Européens ou des protégés des puissances européennes, soit à leur préjudice ; — Attendu que ce même décret dit formellement, dans son art. 2, que la répression de ces infractions appartiendra exclusivement à la justice tunisienne lorsqu'il n'y aura en cause que des sujets tunisiens ; - Attendu que cette dernière règle s'applique forcément aux sujets musulmans de l'empire ottoman et aux Marocains, qui ne jouissent dans la régence d'aucun privilège de juridiction et qui sont placés par le droit public tunisien dans la même position que les sujets beylicaux ; — Attendu que l'on chercherait vainement à prétendre que le mot de tunisien qui est employé dans l'art. 2 de ce décret ne s'appliquant pas grammaticalement aux Marocains, ces derniers doivent être placés sur le même pied que les Européens, dont il est question dans l'art. 1er ; — Attendu que ce raisonnement verbal fausserait, contrairement à l'intention certaine du législateur, le sens de ces textes et qu'il ne reposerait sur aucune base ; — Attendu que si le décret du 13 janvier 1898 ne parle pas nominativement des Tunisiens, on pourrait en induire seulement qu'il n'a pas réglé leur situation juridique et que, par suite, elle reste placée dans l'état où elle se trouvait antérieurement ; — Attendu que de tout temps les Marocains et les sujets musulmans de l'empire ottoman ont relevé des tribunaux tunisiens ; — Attendu que, plusieurs années après l'établissement du protectorat, une rebellion a éclaté à Tunis, parmi les Marocains, pour une question d'impôts ; — Attendu que les auteurs de ces troubles ont été déférés à la justice beylicale, qui a prononcé et fait exécuter contre eux des peines sévères ; — Attendu que l'ordre a été ainsi rétabli d'une façon prompte et efficace ; — Attendu que la population marocaine est nombreuse dans la régence et qu'elle comprend des éléments sur lesquels il est nécessaire d'exercer une vigilante surveillance et une étroite discipline ; — Attendu que leur assimilation aux Européens au point de vue juridictionnel ne serait pas sans

danger; — Attendu, en effet, qu'elle priverait à leur égard l'administration du protectorat des moyens d'action qu'elle possède sur les sujets tunisiens; — Attendu qu'aucune circonstance ne saurait justifier une pareille mesure et que rien ne permet de croire qu'elle ait été voulue par le législateur; — Attendu que, dans le cas contraire, il l'aurait prise, non pas par voie de prétérition dans un texte, mais par une disposition précise et motivée; — Attendu qu'en maintenant, à côté l'une de l'autre, en Tunisie, la juridiction beylicale et la juridiction française, la loi a tracé à chacune d'elles son rôle et son domaine; — Attendu que l'une et l'autre de ces juridictions doivent se tenir dans ces textes;

Par ces motifs : — Reçoit en la forme l'opposition dont il s'agit; — Met le jugement dont est opposition à néant; — Se déclare incompétent; — Renvoie les parties à se pourvoir ainsi qu'elles aviseront; — Condamne le sieur Hadj Mohamed ben Saïd aux dépens... qui seront recouvrés suivant les formes tracées par le décret relatif à l'assistance judiciaire.

M. FABRY, *prés.*

CONSEIL D'ÉTAT

10 décembre 1902

Taxe des loyers, Algérie, portier consigne.

Est imposable, en Algérie, à la taxe des loyers le portier consigne logé dans les bâtiments de l'État (1).

(Boniquet)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Vu la requête présentée par le sieur Boniquet, Jean, ancien sous-officier, portier consigne du génie, demeurant à Paris, rue Gauthey, n° 27, enregistrée au secrétariat du contentieux du conseil d'État, le 6 août 1901, et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler un arrêté en date du 7 juin 1901, par lequel le conseil de préfecture du

(1) V. en ce sens, cons. d'État, 13 juill. 1888 (*Rec. Alg.*, 1889. 2. 572); 26 nov. 1892 (*Rec. Alg.*, 1894. 2. 198).

département d'Alger a rejeté sa demande en décharge de la taxe des loyers à laquelle il a été imposé pour l'année 1900, sur le rôle de la commune mixte de Laghouat ; — Ce faisant, attendu que le requérant, sous-officier retraité, remplissait les fonctions de portier consigne du génie ; que, d'après les lois des 13 mars 1875 et 15 juillet 1889 et le décret du 4 juin 1898, les portiers consignes doivent être considérés comme des militaires en activité de service ; qu'ils sont classés dans l'état-major particulier du génie ; qu'ils sont donc des hommes de troupe et exemptés, à ce titre de la contribution mobilière et, en Algérie, de la taxe des loyers ; — Lui accorder la décharge demandée ; — Vu l'arrêté attaqué ; — Vu les observations présentées par le ministre de l'intérieur, enregistrées comme ci-dessus, le 6 août 1902, et tendant au rejet de la requête ; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ; — Vu le décret du 15 juin 1899 ; — Vu la loi du 13 mars 1875 ; — Vu le décret du 4 juin 1898 ;

Considérant qu'aux termes des art. 5 et 6 du décret du 15 juin 1899 les employés de la guerre, même logés gratuitement dans les bâtiments appartenant à l'État, sont imposables à la taxe des loyers ; que, d'autre part, aux termes du tableau B annexé à la loi du 13 mars 1875 et des art. 1er et 2 du décret du 4 juin 1898, les portiers consignes font partie de l'état major particulier du génie et doivent, dès lors, être considérés comme des employés de la guerre ; qu'ainsi c'est avec raison que le sieur Boniquet a été imposé et maintenu à la taxe des loyers, pour l'année 1900, sur le rôle de la commune mixte de Laghouat ;

Décide : — La requête du sieur Boniquet est rejetée.

MM. MARGUERIE, *prés.* ; LEGER, *rap.* ; DEJEAN, *com. du gouv.*

CONSEIL D'ÉTAT

21 novembre 1902

Timbre, recours au conseil d'État, contributions indirectes, droits, exemption.

L'exemption des droits de timbre n'est applicable aux recours devant le Conseil d'État en matière de contributions indirectes que lorsque la cote est moindre de 30 fr.

(Guignebourg)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Vu la requête présentée par la dame veuve Guignebourg, demeurant à Constantine, enregistrée au secrétariat du contentieux du Conseil d'État, le 3 juillet 1902, et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler un arrêté, en date au 20 janvier 1902, par lequel le conseil de préfecture du département de Constantine a rejeté sa demande en décharge de la taxe sur les loyers à laquelle elle a été imposée pour l'année 1901 sur le rôle de la commune de Bordj-bou-Arréridj ; — Ce faisant, attendu que la requérante a été imposée à raison d'un commerce d'épicerie, qu'elle a cessé d'exercer depuis la date du 30 novembre 1900, époque à laquelle elle a cédé son fonds à un sieur Dagues ; — Accorder la décharge demandée ; — Vu l'arrêté attaquée ; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ; — Vu le décret du 22 juillet 1806 ; — Vu la loi du 22 juillet 1889 et notamment l'art. 61 ;

Considérant qu'aux termes de l'art. 61 de la loi du 22 juillet 1889, l'exemption des droits de timbre n'est applicable aux recours en matière de contributions directes que lorsque la cote est moindre de 30 fr. ; que la taxe des loyers, dont la dame Guignebourg demande la décharge, s'élève à 38 fr. 40 cent. ; que, dès lors, sa requête présentée devant le Conseil d'État sur papier non timbré n'est pas recevable ;

Décide : — La requête sus-visée de la dame Guignebourg est rejetée.

MM. BOUFFET, *prés.* ; DELAITRE, *rap.* ; DEGOURNAY, *com. du gouv.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

10 décembre 1902

Intérêts des capitaux, prêt, stipulation verbale, preuve, aveu, indivisibilité.

Si l'art. 1907, § 2 C. civ. ne permet pas à un créancier de réclamer des intérêts non stipulés par écrit, la loi cependant n'établit pas de présomptions absolues contre l'existence de

conventions verbales d'intérêt, puisqu'elle dispose, dans l'art. 1906, que « l'emprunteur qui a payé des intérêts non stipulés ne peut ni les répéter, ni les imputer sur le capital ;

En conséquence, l'aveu par lequel le créancier reconnaît qu'il a reçu des sommes à titre d'intérêts n'est pas prohibé par la loi, et les juges n'ont fait, dans l'espèce, que se conformer à la dite loi en déclarant que cet aveu ne saurait être divisé contre celui dont il émanait .

(El Fassi c. Scemama)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique pris de la fausse application des art. 1330, 1356, 1905 et 1906 C. civ., de la règle de l'indivisibilité de l'aveu, violation des art. 1134, 1315, 1341 et 1907 du même Code et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 ; — Attendu que par plusieurs actes notariés de 1888 à 1895, El Fassi avait emprunté à Scemama à échéances de 6 mois en 6 mois une somme totale de 7,315 fr. sans que les actes continssent de stipulation d'intérêt, mais qu'il y était énoncé que le débiteur ne pourrait prétendre avoir fait des paiements partiels que si mention en était faite au dos des actes ; que cependant El Fassi prétendait imputer sur le capital de la dette plusieurs versements non mentionnés au dos des actes et trouver la preuve de sa libération partielle dans un aveu de Scemama portant reconnaissance de ces versements à titre d'intérêts, mais qu'il soutenait être divisible comme portant l'affirmation d'intérêts non stipulés par écrit;

Attendu que si l'art. 1907, § 2 C. civ. ne permet pas au créancier de réclamer des intérêts non stipulés par écrit, la loi cependant n'établit pas de présomption absolue contre l'existence de conventions verbales d'intérêts puisqu'elle dispose dans l'art. 1906 que « l'emprunteur qui a payé des intérêts non stipulés ne peut ni les répéter, ni les imputer sur le capital » ; qu'il s'ensuit que le fait déclaré par Scemama qu'il avait reçu des sommes à titre d'intérêts n'était pas prohibé par la loi ; que dès lors en déclarant que son aveu ne pouvait être divisé contre lui et que le débiteur n'y trouvait pas la preuve de versements imputables sur le capital de la dette, l'arrêt attaqué, qui d'ailleurs est suffisamment motivé, loin de violer l'art. 1356 C. civ. et les autres règles et dispositions de loi invoquées par le pourvoi, en a fait une juste et saine application ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi contre l'arrêt de la Cour d'Alger du 17 novembre 1900.

MM. TANON, *prés.* ; DENIS, *rap.* ; MÉRILLON, *av. gén.* — Me SABATIER, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

9 décembre 1902

Applicabilité des lois à l'Algérie, loi du 7 février 1851 sur la nationalité, Code civil, loi modificative, promulgation, individu né en Algérie, nationalité française.

Les lois simplement modificatives d'une législation en vigueur en Algérie y sont exécutoires de plein droit, en vertu de la promulgation générale qui en a été faite dans la métropole (1);

Il en est ainsi spécialement de la loi du 7 février 1851 sur la nationalité, qui n'a fait que modifier, sans y apporter de dispositions contraires, les règles édictées pour l'acquisition de la nationalité française par le Code civil, exécutoire lui-même en Algérie depuis la conquête (2).

(Vidal c. Bertagna)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique pris de la violation des art. 6 du traité du 24 mars 1860, 2 du décret du 30 juin 1860, 9 C. civ., de la fausse application de la loi du 2 février 1851 et violation de l'art. 19 du décret organique du 2 février 1852, et de l'art. 1382 C. civ.; — Attendu que pour attribuer à Bertagna, Jérôme, la qualité de Français, la Cour d'Alger ne s'est fondée que sur la loi du 7 février 1851, et que le pourvoi objecte que cette loi ne pouvait être appliquée au défendeur éventuel parce qu'elle n'avait pas été promulguée en Algérie ; — Mais attendu que les lois simplement modificatives d'une législation qui est en vigueur en Algérie y sont exécutoires

---

(1, 2) Jurispr. constante : V. les décisions rapportées sous l'ordonnance du 22 juillet 1834 dans Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, p. 6, note 7 ; *adde*, Sumien, *Le régime législatif de l'Algérie*, p. 68 et s. ; Larcher, *Traité de législation algérienne*, 1, p. 131 et suiv.

de plein droit, en vertu de la promulgation générale qui en a été faite dans la métropole ; qu'il en est notamment ainsi de la loi précitée de 1851 qui n'a fait que modifier, sans y apporter de dispositions contraires, les règles édictées par le Code civil pour l'acquisition de la nationalité française, et que le Code civil est exécutoire en Algérie depuis la conquête;

Attendu que l'art. 1er de la loi du 7 février 1851 est ainsi conçu : « Est Français, tout individu né en France d'un étranger qui lui-même y est né, à moins que dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité, telle qu'elle est fixée par la loi française, il ne réclame la qualité d'étranger par une déclaration faite, soit devant l'autorité municipale du lieu de sa résidence, soit devant les agents diplomatiques ou consulaires accrédités en France par le gouvernement étranger ; — Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué qu'Antoine Bertagna, père de Jérôme Bertagna, était né à Nice en 1812, c'est-à-dire à une époque où cette ville faisait partie intégrante du territoire français ; qu'Antoine Bertagna était donc né Français ; que, postérieurement à la rétrocession de Nice au Piémont par les traités de 1814, il s'est établi et marié en Algérie avec une Française, et qu'il y est décédé après le traité du 24 mars 1860 qui a réuni la Savoie et l'arrondissement de Nice à la France, sans avoir exercé le droit d'option réservé aux Sardes originaires des provinces annexées par l'art. 6 du traité précité ; que Jérôme Bertagna, son fils, est né en Algérie en 1842, et qu'il n'a jamais réclamé la qualité d'étranger qui lui appartenait par le fait de sa naissance ; — Attendu qu'en décidant, dans ces circonstances, que ledit Jérôme Bertagna était Français par application de la loi du 7 février 1851 précitée, l'arrêt attaqué qui est motivé, n'a ni violé, ni faussement appliqué les textes de lois visés dans les deux premières branches du moyen ;

Attendu, en ce qui concerne les réparations civiles accordées par la Cour d'Alger à Bertagna, Jérôme, que ces réparations sont fondées sur ce que la demande formée contre lui n'est qu'un épisode de la violente campagne de presse menée contre lui par les demandeurs en cassation et sur la publicité donnée en termes outrageants aux allégations tendant à lui dénier la qualité de Français ; qu'ainsi, la troisième branche du moyen manque en fait ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi contre l'arrêt de la Cour d'Alger du 24 juillet 1899.

MM. TANON, *prés.* ; MARIGNAN, *rap.* ; MÉRILLON, *av. gén.* — Me BOUCHIÉ DE BELLE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

20 novembre 1902

Cour d'assises, Algérie, jury de jugement, formation, incompatibilité, nullité du verdict.

En Algérie, il y a nullité des opérations du tirage au sort du jury de jugement qui ont lieu sur une liste de vingt-quatre jurés, et par suite nullité de l'arrêt de condamnation qui a suivi, lorsqu'un de ces vingt-quatre jurés, nécessaires aux termes de l'art. 3 de la loi du 21 novembre 1872, rendue applicable à l'Algérie par le décret du 8 février 1900, exerce des fonctions incompatibles avec celles de juré (en l'espèce, celles de brigadier forestier).

(Ferhati)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen pris de la violation de l'art. 3 de la loi du 21 novembre 1872: — Attendu que ce texte, rendu applicable à l'Algérie par le décret du 8 février 1900, déclare les fonctions de juré incompatibles avec celles de fonctionnaire ou préposé du service actif des forêts de l'État ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 3 de la loi du 30 juillet 1881, le tirage du jury de jugement dans les Cours d'assises de l'Algérie ne peut être fait valablement que sur un contingent de vingt-quatre jurés au moins, tous idoines; — Attendu que d'après le procès-verbal de l'audience de la Cour d'assises de Constantine, en date du 29 octobre, où il a été procédé au tirage au sort de plusieurs jurés complémentaires, le sieur Solignac (Jean-Albert) est brigadier forestier, donc appartient à la partie active de l'administration des forêts ; que cependant il a figuré, ainsi que le constate le procès-verbal du jury de jugement, sur la liste des vingt-quatre jurés qui ont participé à ce tirage ; que par suite cette liste n'a été composée que de vingt-trois jurés idoines, qu'elle a donc été incomplète et insuffisante, et que la nullité dont le tirage se trouvait ainsi affecté, étant d'ordre public, n'a pu être couverte ni par le silence des intéressés ni par ce fait que le sieur Solignac n'a pas fait partie du jury de jugement ;

Par ces motifs : — Casse et annule le tirage au sort du jury de jugement, le tableau des douze jurés formé par suite de ce tirage, les débats de l'arrêt rendu le 31 octobre par la Cour d'assises de Constantine ; — Renvoie devant la Cour d'assises d'Alger.

MM. CHAMBAREAUD, *prés.*; ACCARIAS, *rap.*; COTTIGNIES, *av. gén.* — Mes ROBIQUET et LABBÉ, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

27 janvier 1902

Faillite, concordat, opposition, délai, syndic, nullité, causes.

Les oppositions à concordat doivent, à peine de nullité, être notifiées dans la huitaine ;

Le syndic d'une faillite, même non créancier personnel du failli, a, sans restriction, le droit de former opposition au concordat comme représentant la masse des créanciers ;

Est nul le concordat que ni la majorité en nombre ni la majorité en sommes des créanciers n'ont accepté, alors surtout qu'il fait grief à la masse des créanciers.

(Hamedi ben Ahmed c. Eliaou Lévy)

ARRÊT

LA COUR, — I. Sur l'opposition des sieurs Périé et Bussière, créanciers vérifiés et affirmés de la faillite personnelle du sieur Hamedi, créanciers dont le sieur Eliaou Lévy est devenu cessionnaire, suivant acte sous seing privé du 28 mars 1900, enregistré, la dite opposition formée à l'encontre du concordat intervenu entre les créanciers vérifiés et affirmés de la faillite personnelle du sieur Hamedi, d'une part et celui-ci, d'autre part ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 512, § 1 et 2 C. com., les oppositions à concordat doivent, à peine de nullité, être notifiées dans la huitaine ; — Que le concordat intervenu entre les créanciers vérifiés et affirmés de la faillite personnelle du sieur Hamedi, d'une part, et celui-ci, d'autre part, est du 11 novembre 1899 ; — Que l'opposition des sieurs Périé et Bussière est, ainsi que cela résulte de la copie noti-

fiée au sieur Eliaou Lévy, par lui produite devant la Cour, du 18 du dit mois ; — Que cette opposition est dès lors valable, comme faite dans la huitaine, et, par conséquent, recevable ; — Que c'est avec raison qu'elle a été déclarée telle par les premiers juges ;

II. Sur l'opposition du co-syndic Gaussens à l'encontre du même concordat ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 512, § 3 C. com., un syndic a, sans restriction, comme représentant de la masse des créanciers, le droit de s'opposer au concordat ; — Que l'opposition du co-syndic Gaussens n'aurait pas dû, dès lors, être écartée, comme elle l'a été, par ce motif qu'il n'est pas créancier personnel du sieur Hamedi ; — Attendu que le concordat intervenu entre les créanciers personnels vérifiés et affirmés du sieur Hamedi, d'une part, et celui-ci, d'autre part, est du 11 novembre 1899 ; — Que l'opposition du co-syndic Gaussens est, ainsi que cela résulte de la copie notifiée au sieur Eliaou Lévy, par lui produite devant la Cour, du 18 du dit mois ; — Que cette opposition, est dès lors valable comme faite dans la huitaine, par conséquent, recevable et non nulle comme tardive et, par conséquent, irrecevable, comme le prétend le sieur Hamedi ; — Attendu toutefois que la Cour, sur le seul appel du failli auquel profite le rejet par les premiers juges de l'opposition du co-syndic Gaussens, ne peut modifier à cet égard le jugement dont est appel ; — Qu'elle doit se borner aux constatations de fait qui précèdent ; — Qu'il doit en être d'autant plus ainsi que dans le dernier état de leurs conclusions devant elle, les co-syndics Gaussens et Gérard, loin de faire appel incident de ce chef du jugement déféré, déclarent accepter le dit jugement ;

III. Sur l'opposition, au fond, des sieurs Périé et Bussière et sur la demande du sieur Hamedi en homologation du concordat intervenu entre les créanciers vérifiés et affirmés de sa faillite personnelle et lui ; — Attendu qu'il y a lieu d'adopter les motifs par lesquels les premiers juges, retenant, d'une part, en premier lieu que ce concordat n'a pas été voté par la majorité en nombre, c'est-à dire la moitié plus un des créanciers vérifiés et affirmés de la faillite personnelle du sieur Hamedi, et, en second lieu, que les créanciers qui l'ont voté ne représentaient pas la majorité en sommes, c'est-à-dire les trois quarts des créances vérifiées et affirmées de cette faillite, le tout contrairement aux dispositions de l'art. 507, § 2 C. com. et retenant, d'autre part, que, par ce concordat, les vrais intérêts de la masse des créanciers vérifiés et affirmés de la faillite personnelle du sieur Hamedi se trouvent sacrifiés, ont,

comme l'art. 545 du même Code leur en faisait un devoir, refusé d'homologuer ledit concordat ;

IV. Sur la demande des co-syndics Gaussens et Gérard tendant à ce qu'il leur soit donné acte de ce que, dans le dernier état de leurs conclusions devant la Cour, ils déclarent accepter le jugement déféré ; — Attendu qu'elle est, en raison des solutions qui précèdent, sans intérêt ;

V. Quant aux dépens de première instance et d'appel : — Attendu qu'il y a lieu, par application des art. 130 et 370 C. pr. civ. : — 1° De condamner le sieur Hamedi aux dépens de première instance et d'appel envers les sieurs Périé, Bussière et Eliaou Lévy ; — 2° D'employer ces dépens et ceux des co-syndics en frais privilégiés de faillite ;

Par ces motifs : — Dit l'appel du sieur Mamedi Hamedi ben Ahmed recevable ; — Le rejette, au fond, comme non justifié ; — Confirme, dans celles de ses dispositions que l'appel du sieur Hamedi a remises en question, le jugement déféré, etc.

MM. MÉROT, *ff. prés.* ; MARTIN, *av. gén.* — Mᵉˢ BASSET et GOUTTEBARON, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

9 avril 1902

Licitation, indivision, droit musulman tunisien, tiers acquéreur des droits d'un copropriétaire.

D'après la loi musulmane en vigueur en Tunisie, le tiers étranger acquéreur à titre onéreux de la part d'un cohéritier dans un immeuble n'a pas le droit de demander la licitation dudit immeuble, mais seulement le droit de demander le partage en nature, s'il est possible.

(Ferchichi c. El Boukhari)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le sieur El Hadj Mohamed ben el Hadj Ali ben Mohamed el Kaddache el Ferchichi est propriétaire de la moitié indivise d'un immeuble appelé Enchir Zafran, situé dans le canton du Kef, composé de quinze parcelles et dont l'autre moitié appartient aux héritiers el Djami, el Boukhari et ben Abdallah ; — Attendu qu'il a assigné ces héritiers au nombre de vingt-deux pour faire ordonner la licitation de ces parcelles ; — Attendu que les défendeurs s'opposent à cette mesure ; — Attendu que l'immeuble dont il

s'agit appartenait autrefois à un auteur commun ; que le demandeur n'est pas un descendant de ce dernier, et est devenu propriétaire de sa moitié indivise en verlu d'un acte par lequel il a acheté la part de certains héritiers ; — Attendu que cet immeuble n'a pas été immatriculé ; qu'il est donc soumis à la loi musulmane en vigueur en Tunisie ; — Attendu que cette loi reconnaît le principe de la propriété individuelle relativement aux biens meubles et immeubles et qu'elle permet au propriétaire d'une part indivise d'en disposer à son gré ; — Mais attendu qu'elle voit avec défiance la vente judiciaire des biens familiaux et qu'elle soumet la licitation à des règles restrictives qai sont justifiées par l'organisation de la famille chez les Arabes, par leur situation économique et par l'état d'indivision dans lequel ils vivent le plus souvent ; — Attendu que la méconnaissance de ces règles a contribué dans une colonie voisine à accumuler des ruines et à produire chez les indigènes un prolétariat agricole qui est devenu un danger pour le développement de la colonisation ; — Attendu que pour obvier à ce péril, la loi musulmane tunisienne refuse absolument le droit de demander la licitation au tiers étranger qui a acquis sa part à titre onéreux de l'un des cohéritiers ; — Attendu que tel est précisément le cas du sieur El hadj Mohamed el Ferchichi et que, si le tribunal ordonnait la licitation qu'il réclame, les défendeurs, qui sont des indigènes ne possédant pas des capitaux suffisants pour se porter enchérisseurs, se trouveraient dépouillés d'un immeuble qu'ils ont reçu en héritage d'un de leurs ancêtres, qui constitue leur unique patrimoine et qui est cultivé par eux ou par leurs auteurs depuis uu temps immémorial ; — Attendu que la loi musulmane présume dans les cas de ce genre que le tiers a acheté la part indivise dans le but de réaliser un bénéfice au détriment des autres propriétaires ; qu'elle lui interdit une semblable spéculation et qu'elle l'oblige à rester dans l'indivision si le partage en nature n'est pas possible ; — Attendu que ce résultat n'a rien d'injuste ; qu'en effet, le tiers acquéreur ne peut pas se plaindre d'une situation qu'il a librement acceptée et que, du reste, il lui est loisible d'en sortir en revendant sa part ; — Attendu que la licitation est seule demandée actuellement ; que le tribunal n'a donc pas à rechercher si l'immeuble est partageable en nature ;

Par ces motifs : — Déclare Hadj Mohamed el Ferchichi non fondé dans sa demande.

MM. FABRY, *prés.*; YTOU, *subst.* — Mes GUEYDAN et FITOUSSI, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. de rev.)

27 décembre 1902

Compétence criminelle, Algérie, tribunaux répressifs indigènes, délits commis par des musulmans étrangers, Marocains.

Les tribunaux répressifs indigènes, compétents pour statuer sur les délits commis par des « indigènes », sont incompétents pour connaître des délits commis par des musulmans étrangers, spécialement par des Marocains (1).

(1) Cette solution, qui n'aurait jamais dû souffrir le moindre doute (Voy. notre article, *Rev. Alg.*, 1902, 1re partie, p. 57, n° 18), se trouve ainsi solidement établie par le premier arrêt de la Cour d'Alger siégeant, en cette matière, comme chambre de revision. Le lumineux rapport ci-dessous rapporté fait valoir les motifs juridiques et même les considérations d'ordre plus élevé qui commandent cette interprétation.

La difficulté provenait exclusivement d'un arrêt de la Cour de cassation rendu en matière de détention d'armes ou de munitions (Crim. rej., 1er juillet 1882, *Bull. jud. Alg.*, 1884, p. 161), dont le passage essentiel est reproduit dans le rapport, et de la circulaire du procureur général du 30 mai 1902 (*Rev. Alg.*, 1902, 3, 59) qui affirme : « Il est certain que, dans l'esprit du décret, le mot « indigène » s'applique... aux indigènes musulmans étrangers résidant en Algérie. » — Cette difficulté était aisée à écarter. — L'arrêt du 1er juillet 1882 doit être résolument mis de côté, car il est un de ceux où la chambre criminelle, oubliant un des principes les plus certains de l'interprétation juridique, a donné à un texte pénal une interprétation extensive : il suffit de relire ses très brefs considérants pour s'apercevoir qu'elle affirme sans démontrer, et qu'elle refait le décret de 1851 tel que ses auteurs eussent pu le faire, mais tel qu'ils ne l'ont pas fait. Cet arrêt est une erreur ; tous les motifs si décisifs accumulés dans l'arrêt du 27 décembre 1902 le mettent très bien en relief. Quant à la très hâtive circulaire du procureur général, elle était évidemment inspirée par ce fâcheux précédent.

On pouvait d'ailleurs, et c'est ce qu'a fait le rapport avec une parfaite clarté et une documentation abondante, combattre cet arrêt par d'autres, plus récents et mieux rédigés, marquant nettement à divers points de vue la différence fondamentale entre l'indigène musulman, sujet français, et le musulman étranger ; notamment, en matière d'élections municipales (Civ. rej., 25 avril 1892, *Sir.*, 1895, 1. 421), de naturalisation (Civ. cass., 22 avril 1896, *Rev. Alg.*, 1896, 2, 204), en matière d'application des lois dirigées contre les étrangers. Précisément, s'il est un délit dont un tribunal *indigène* ne doit jamais connaître, c'est celui d'infraction à un arrêté d'expulsion dont peuvent être prévenus les seuls étrangers.

(Procureur général c. Azza ben Brahim)

Dans cette affaire, M. le président FABRE DE PARREL a présenté le RAPPORT, qui peut être résumé ainsi qu'il suit :

Messieurs, — C'est la première fois que nous sommes saisis d'un pourvoi nous appelant à examiner la légalité d'une décision rendue par

---

Nous nous permettrons seulement d'ajouter quelques observations.

I. Et d'abord, nous ferons une réserve indispensable. Au début de son rapport, M. le président Fabre de Parrel a reproduit l'arrêt de la chambre criminelle de la Cour de cassation du 4 septembre 1902 (*Rev. Alg.*, 1902, 2, 292). Nous n'accepterons jamais la solution donnée par cet arrêt qui, sans texte, dépouille les victimes des tribunaux répressifs du pourvoi en cassation. Et nous remarquerons que si la chambre criminelle n'avait pas un instant perdu de vue les excellents principes si bien formulés dans le rapport ci-dessus reproduit, et particulièrement celui-ci : « En cas d'incertitude, retour au droit commun », elle n'aurait pas donné cette solution à tous égards regrettable. (Voy. notre article, *Rev. Alg.*, 1902, 1re partie, p. 71, n° 41, notre *Traité élémentaire de législation algérienne*, t. Ier, n° 552, et p. 796, et notre article critiquant cet arrêt, *Revue pénitentiaire*, 1902, p. 1167).

II. Aux arguments développés dans le rapport, nous ajouterons celui-ci qui nous paraît de quelque valeur. Dans l'opinion adoptée par le tribunal répressif et préconisée par le procureur général, il eût été plus que difficile de marquer, sur le sol africain, asiatique et même peut-être européen, la limite au-delà de laquelle les étrangers eussent cessé d'être indigènes (*isto sensu*). Les Marocains et les Tunisiens eussent été justiciables des tribunaux répressifs ; mais que dire des Tripolitains, des Égyptiens, des Persans, des Turcs? Eût-il fallu considérer surtout le fait de la naissance en Afrique? Eût-il fallu, ainsi que paraît le dire la circulaire du parquet général, s'attacher à la religion, ce qui d'ailleurs n'est pas précisément conforme aux principes généraux de notre droit public? Eût-il fallu considérer l'état de civilisation, d'organisation des États dont les individus seraient les sujets? Toutes ces hésitations auraient été permises ; je n'en veux pour preuve que les subtiles distinctions proposées par le seul auteur qui ait tenté de défendre cette opinion (Ed. Norès, *Commentaire des décrets des 29 mars et 29 mai 1902*, p. 8 ; et sa note, dans *Journ. des trib. alg.*, 31 décembre 1902). A toute interprétation extensive pouvait s'adresser le reproche très fondé d'être arbitraire, donc dangereuse : en dehors de la définition stricte, pas de précision.

III. Nous ne pouvons laisser passer sans réponse une affirmation du tribunal répressif : « Depuis longtemps, la législation algérienne a modifié cette terminologie (celle de l'académie) et donné à l'expression une interprétation extensive. C'est ainsi qu'elle s'est habituée à qualifier d'indigènes tous les musulmans qui se trouvent en Algérie, qu'ils y soient nés et y résident, ou s'y trouvent simplement de passage. Les mots « indigènes » et « musulmans » sont devenus pour elle des synonymes ». Cela est une

la juridiction répressive indigène. Aux termes de l'article 4 du décret du 28 mai 1902, « dans tous les cas où il y a lieu, en matière criminelle

---

pure erreur. Il est impossible de citer aucun texte où la confusion soit faite. Bien au contraire, toutes les fois que le législateur algérien a voulu assimiler à quelque point de vue le musulman étranger à l'indigène, il l'a fait en des termes qui ne laissent aucun doute sur la différenciation des deux catégories. Ainsi en est-il, par exemple, de l'art. 1er des décrets du 10 septembre 1886 et du 17 avril 1889 qui, pour les comprendre toutes deux, emploie cette expression : « Les musulmans résidant en Algérie non admis à la jouissance des droits de citoyen français ». Ainsi en est-il encore de la toute récente loi du 30 décembre 1902 qui, en instituant les cours criminelles, leur a donné pour justiciables « les indigènes musulmans non naturalisés et les étrangers musulmans ». Et si parfois, dans le langage courant d'Algérie qui n'est pas toujours d'une parfaite pureté, on emploie le mot indigène pour désigner tout ce qui porte *chéchia*, c'est une acception locale que n'emploie certainement pas le chef de l'État, signataire du décret. Le législateur algérien n'est pas Algérien.

IV. Nous relevons encore la confusion commise par le jugement du tribunal répressif à l'égard du caractère des conseils de guerre considérés comme tribunaux répressifs du territoire de commandement. « En ce qui concerne les Marocains, la question a été depuis longtemps tranchée, puisque les nationaux de ce pays qui habitent le territoire militaire de l'Algérie ou s'y trouvent momentanément ont toujours été jugés jusqu'ici non point par les cours d'assises et les tribunaux correctionnels, mais par les conseils de guerre, qui sont, au premier chef, des tribunaux d'exception. » Les conseils de guerre tiennent de l'art. 42 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 une *compétence générale* pour tous les crimes et délits commis en territoire de commandement ; si une restriction a été apportée par le décret du 15 mars 1860 en ce qui touche les Européens et les israélites, le caractère général de la compétence n'en subsiste pas moins, et c'est pour cela que les Marocains sont justiciables de ces tribunaux. Exceptionnels par leur composition, leur procédure, les conseils de guerre sont, pour les territoires de commandement, tribunaux de droit commun par leur compétence (Voy. notre *Traité élémentaire de législation algérienne*, t. 1er, nos 524 et 525). Si l'on veut trouver en territoire de commandement une institution comparable aux tribunaux répressifs créés par les illégaux décrets du 29 mars et du 28 mai 1902, il faut considérer les commissions disciplinaires qu'aucun texte légal n'a jamais créées et qu'un illégal arrêté du 14 novembre 1874 réglemente : ces commissions ne peuvent exercer leurs rigueurs à l'encontre des Marocains (Même ouvrage, n° 532).

V. Enfin, si on fait valoir qu'il y aurait de bonnes raisons de soumettre les musulmans marocains ou tunisiens aux tribunaux répressifs, comme nos sujets (Norès, note citée), nous nous garderons d'y contredire. Mais nous remarquerons que le législateur n'a pas fait une assimilation que seul il pouvait faire; et nous verrons là une nouvelle preuve de la hâte et du peu de soin avec lesquels ont été rédigés les décrets de mars et de mai 1902

Émile LARCHER.

ordinaire, au pourvoi en cassation, le procureur général peut se pourvoir en revision devant la Cour d'Alger. Ce pourvoi sera fait et jugé dans la forme et les délais prévus par le décret du 25 mai 1892. » D'après ce décret visant les demandes en annulation formées par le procureur général contre les décisions rendues en matière musulmane, la Cour doit annuler les dispositions du jugement contraires à la loi. Elle évoque le fond, s'il y a lieu ; elle statue définitivemenl. C'est d'ailleurs ce que vient de décider, par un arrêt des plus explicites, la Cour de cassation.

Un indigène, Hamel Mohamed, s'était pourvu devant elle contre un jugement rendu par le tribunal répressif d'Aïn-Mokra, qui l'avait condamné à deux mois d'emprisonnement, pour coups et blessures. La Cour de cassation se refuse à examiner la question qui lui est soumise :

Vu, dit-elle, les art. 407 et suivants C. inst. crim., 11 et 12 du décret du 29 mars 1902 et 4 du décret du 28 mai 1902 ; — Attendu que le décret du 29 mars 1902 a organisé des tribunaux répressifs indigènes chargés de juger les délits commis par des indigènes sur le territoire civil de l'Algérie ; — Attendu que le décret du 28 mai suivant, additionnel à celui du 29 mars, dispose en ces termes : « Art. 4. Dans tous les cas où il y a lieu, en matière criminelle ordinaire au pourvoi en cassation, le procureur général pourra se pourvoir en revision devant la Cour d'Alger. Ce pourvoi sera fait et jugé dans la forme et dans les délais prévus par le décret du 25 mai 1892 » ; — Attendu que cette disposition est spéciale aux décisions rendues par application du décret du 29 mars 1902 ; que, dans cette limite, elle a pu être prise par voie de simple décret ; — Attendu qu'il résulte de ladite disposition que la Cour d'Alger, qui n'a plus à connaître, en appel, des affaires correctionnelles prévues par le décret du 29 mars 1902, est investie, à leur égard, du pouvoir de reviser les jugements dans tous les cas où il y a lieu, en matière ordinaire, au pourvoi en cassation ; que cette revision faite à la requête du procureur général comporte l'intervention des parties et que l'arrêt rendu profite à celles-ci conformément aux dispositions du décret du 25 mai 1892, sur la justice musulmane ; — Attendu qu'ainsi la Cour d'Alger est, dans les affaires dont il s'agit, chargée entièrement des fonctions de Cour régulatrice ; que ces attributions nouvelles de ladite Cour excluent nécessairement le recours des parties devant la Cour de cassation ; — Par ces motifs, et sans qu'il y ait lieu d'examiner la fin de non recevoir résultant de ce que la décision attaquée n'était pas, lors du pourvoi, définitive au regard du ministère public ; — Déclare non recevable le pourvoi d'Hamel. »

Ainsi, vous êtes investis d'un pouvoir souverain, plus souverain même que celui de la Cour suprême. Car, s'il y a lieu, vous évoquez le fond, et votre sentence est, sur le point de fait comme sur le point de droit, absolument définitive, en ce sens qu'elle échappe même au contrôle de la Cour de cassation.

Dans son apparente simplicité, la première affaire déférée à votre examen ne manque pas d'un certain intérêt. Azza ben Brahim, le prévenu, est né au Sous (Maroc). Après diverses pérégrinations en Algérie et en Tunisie, au cours desquelles il a été condamné d'abord pour défaut de déclaration de résidence, puis pour coups et blessures, il s'est vu notifier un arrêté de M. le gouverneur général, en date du 14 mai 1898, l'expulsant du territoire français. Trouvant l'Algérie clémente, il n'a pu se

résigner à vivre loin d'elle, et comme tant d'oiseaux voyageurs revenant où ils trouvent pâture à leur convenance, il est rentré ici vers la fin de l'automne. On l'a arrêté le 25 octobre dans Alger.

Traduit devant le tribunal répressif indigène du canton nord de cette ville, pour contravention à l'arrêté d'expulsion pris contre lui, il a excipé de sa qualité d'étranger pour décliner la compétence de cette juridiction. Voici les conclusions qu'a développées, en son nom, Me Gérard de Mouricaud, son défenseur :

« Attendu qu'Azza ben Brahim, sujet marocain, est poursuivi pour infraction à un arrêté d'expulsion ; — Attendu que le ministère public a déféré ce délit au tribunal répressif ; — Attendu qu'avant d'aborder le fond il y a lieu d'examiner si le tribunal répressif est compétent ; — Attendu que le sieur Azza ben Brahim est sujet marocain ; — Attendu que le décret du 29 mars 1902 est ainsi conçu : « Art. 1er. Tous les délits commis par les indigènes... »; que ce texte formel est corroboré par les termes mêmes des considérants qui rappellent tous les délits commis par des indigènes ; — Attendu qu'un sujet marocain n'est pas indigène ; — Que ne sont indigènes que les sujets nés en Algérie ; — Que c'est en vain que le ministère public invoque l'art. 3 C. civ. qui stipule que les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire ; — Qu'en le suivant sur ce terrain, on en arriverait à supprimer les tribunaux correctionnels et à déférer aux tribunaux répressifs tous les habitants nés en Algérie quelle que soit leur nationalité, puisqu'ils sont indigènes, et même les habitants de toute provenance ; — Que ceci est un raisonnement par l'absurde et ne saurait tenir un seul instant ; — Quant à la circulaire de M. le procureur général qui réunit sous l'étiquette d'indigènes tous les musulmans : — Que cette circulaire ne saurait être qu'un simple avis qui ne saurait tenir contre la doctrine et la jurisprudence ; — Aurait-on par exemple la prétention de déférer au tribunal répressif un musulman originaire des possessions anglaises et pouvant se réclamer de son consul, ou bien encore un musulman du Cameroun, sujet allemand? — Les protestations de ces consuls ne se feraient pas attendre, et ils ne seraient pas longs à revendiquer pour leurs nationaux le droit commun ; — Quant à l'argument tiré de la chose jugée, le tribunal répressif ayant jugé des Marocains, il ne doit pas entrer en ligne de compte, l'exception d'incompétence n'ayant pas été soulevée dans les espèces mentionnées ; — Dans ces conditions, il y a lieu de s'en tenir au texte même du décret, car toute autre interprétation ne saurait être que fantaisiste, et conduirait à l'arbitraire le plus absolu, le mot indigène pouvant également s'appliquer au citoyen français né en Algérie ; — Par ces motifs : — Sans aborder le fond, en la forme se déclarer incompétent, renvoyer le ministère public à se pourvoir comme il appartiendra. »

Le fait jure quelquefois étrangement avec toutes les subtilités de raisonnement qu'on tend à lui opposer. L'exemple qui nous en est donné aujourd'hui ne manque pas d'ironie. Voici un individu prévenu d'un délit tout spécial : il a enfreint un arrêté d'expulsion. Le premier élément constitutif de cette infraction, c'est la qualité d'étranger, car la loi de 1893 vise uniquement les étrangers, et non nos nationaux, citoyens ou sujets.

Or, pour ce délit, commis en qualité d'étranger, on l'inculpe en qualité d'indigène, et on le traduit devant le tribunal répressif indigène. — N'avait-il pas le droit de dire à ses juges : « A quel titre êtes-vous mes juges? — Est-ce parce que je suis indigène? Mais alors libérez-moi, car je ne puis pas avoir commis le délit qu'on me reproche : et si l'autorité administrative m'a expulsé du territoire français, c'est évidemment par erreur. — Est-ce parce que je suis étranger, soumis en cette qualité à la loi de 1893? Mais vous êtes le tribunal des indigènes et non le mien, et vous devez vous déclarer incompétent ».

Tel n'a pas été l'avis du tribunal répressif indigène, qui s'est, au contraire, déclaré compétent par ces motifs :

« Attendu que Azza ben Brahim est poursuivi devant le tribunal répressif du canton nord d'Alger, pour infraction à un arrêté d'expulsion; — Que l'avocat du prévenu a invoqué que son client était sujet marocain et ne pouvait être placé dans la catégorie des indigènes visés par l'art. 1er du décret du 28 mai 1902; que d'après lui les musulmans étrangers, n'étant pas des indigènes, échappent à la juridiction nouvelle et doivent être soumis au droit commun; qu'il a conclu en conséquence à l'incompétence du tribunal; — Attendu que si l'on ne fait que consulter le dictionnaire de l'académie, on peut conclure de la définition qu'il donne que le mot indigène vise simplement celui qui est du pays, qui en est originaire; — Mais que, depuis longtemps, la législation algérienne a modifié cette terminologie, et donne à l'expression une interprétation extensive ; — Que c'est ainsi qu'elle s'est habituée à qualifier d'indigènes tous les musulmans qui se trouvent en Algérie, qu'ils y soient nés et y résident ou s'y trouvent simplement de passage. Les mots « indigènes » et musulmans sont devenus par elle des synonymes; — Que nous n'avons pas à expliquer comment a pu se produire cette interprétation; que nous devons, en effet, pour appliquer la loi, nous attacher, non pas au sens littéral des mots, mais à la signification juridique qui leur est donnée ; — Que la jurisprudence en effet s'est chargée de définir très nettement ce qu'il fallait entendre en Algérie par ces mots : *les indigènes ;* qu'il suffit pour s'en convaincre de se reporter aux arrêts de la Cour d'Alger des 30 janvier 1874, 4 novembre 1881 et surtout à l'arrêt de la Cour de cassation du 1er juillet 1882 ; — Qu'il s'agissait dans ce dernier arrêt de décider à quelle catégorie d'individus s'appliquait le décret du 12 décembre 1851, dont l'art. 1er interdit en Algérie la vente aux indigènes et l'achat par ceux-ci, d'armes et de munitions de guerre ; — Que la Cour de cassation a été amenée à cette occasion à donner une définition juridique du mot. D'après elle, l'expression « les indigènes » employée par l'article premier du décret de 1851, ne comprend pas seulement les individus nés ou résidant en Algérie, mais même les musulmans, arabes, kabyles et autres indigènes de l'Afrique, quel que soit leur pays d'origine ou leur résidence habituelle : — Qu'ainsi le terme : « les indigènes », dont le sens primitif se trouve dénaturé, est devenu dans le langage juridique un terme qui vise, spécialement en Algérie, tout ce qui n'est ni français ni européen ; — Qu'il suffit donc d'après l'arrêt de la Cour de cassation de 1882 qu'un musulman africain quelconque se trouve sur le territoire de l'Algérie au moment des actes qu'il accomplit, pour que les éléments constitutifs de l'infraction, prévue par le décret du 12 décembre 1851 lui

soient applicables; — Que c'est en partant de ces principes que les décrets des 29 mars et 28 mai 1902 ont, comme l'avait fait celui du 12 décembre 1851, assimilé sous le nom d'indigènes tous les musulmans, aussi bien les naturels que les étrangers ; — Que d'ailleurs en ce qui concerne les marocains, la question a été depuis longtemps tranchée, puisque les nationaux de ce pays qui habitent le territoire militaire de l'Algérie ou s'y trouvent momentanément ont toujours été jugés jusqu'ici non point par les Cours d'assises et les tribunaux correctionnels, mais par les conseils de guerre qui sont, au premier chef, des tribunaux d'exception ; — Que dans ces conditions et sans nous arrêter à l'objection que des lettrés peuvent tirer de la nécessité de préciser le sens des mots par une terminologie rigoureuse, nous devons décider, en droit, que le décret est applicable à tous les musulmans qui se trouvent en Algérie, et que les indigènes qu'il a voulu viser sont en réalité tous les musulmans africains sans exception qui sont sur le sol algérien au moment où ils accomplissent les actes qui les amènent devant les tribunaux répressifs ;

« Par ces motifs ; — Nous déclarons compétent et disons qu'il y a lieu de passer outre à l'exception soulevée et de juger l'affaire au fond ».

Le prévenu a interjeté appel de cette décision devant le tribunal d'Alger qui a statué en ces termes :

« Attendu que le nommé Azza ben Brahim, sujet marocain, a été poursuivi devant le tribunal répressif du canton nord d'Alger, comme prévenu d'avoir contrevenu à un arrêté d'expulsion pris contre lui par M. le gouverneur général de l'Algérie, à la date du 14 mai 1898 ; que devant cette juridiction, son défenseur Me Girard de Mouricaud ; a déposé des conclusions et soutenu que son client, en sa qualité de sujet marocain, ne peut être considéré comme un indigène et que. dès lors, il ne tombe pas sous l'application des décrets des 29 mars et 28 mai 1902 ; — Attendu que le tribunal répressif s'étant déclaré compétent par jugement du 7 novembre 1902, le prévenu a interjeté appel par déclaration au greffe en date du 17 novembre suivant ; — Attendu que l'appel est régulier en la forme et par conséquent recevable ;

» Au fond : — Attendu qu'il importe peu, en l'espèce, de rechercher, si, d'après la jurisprudence, le prévenu *doit être considéré comme un indigène ;* qu'il convient en effet d'observer qu'étant sujet marocain, il *est étranger* comme le prouve, d'ailleurs, l'arrêté d'expulsion qui a été pris contre lui ; que, dès lors, il tombe sous l'application de la loi du 8 août 1893, qui réglemente le séjour des étrangers en France ; — Attendu que cette loi a été rendue exécutoire en Algérie par le décret du 7 février 1894 ; — Attendu il est vrai que *ce décret* aurait pu être modifié ou abrogé par un autre acte du pouvoir exécutif, mais qu'en l'espèce, *les décrets* des 29 mars et 28 mai 1902 ne contiennent aucune disposition visant ou abrogeant le décret du 7 février 1894 ; qu'en conséquence, il y a lieu de décider que le prévenu, comme *tous les étrangers* d'ailleurs, *reste justiciable* comme par le passé, non pas du tribunal répressif, mais bien du *tribunal correctionnel* ».

Le procureur général s'est pourvu dans les délais légaux contre ce jugement du tribunal répressif d'appel, et il vous soumet la requête ainsi conçue :

« Attendu que le nommé Azza ben Brahim, musulman marocain, ayant

été trouvé à Alger, le 25 octobre 1902, après avoir été l'objet d'un arrêté d'expulsion du 14 mai 1898, à lui notifié le 17 du même mois, a été déféré au tribunal répressif d'Alger pour contravention à un arrêté d'expulsion ; — Que sur l'exception d'incompétence du prévenu prétendant que comme étranger il était justiciable seulement du tribunal correctionnel,. le tribunal répressif d'Alger s'est, le 7 novembre 1902, déclaré compétent et a renvoyé au 14 du même mois pour statuer au fond ; — Que sur l'appel interjeté le 14 novembre par le prévenu, le tribunal correctionnel d'Alger, statuant comme juge d'appel en matière répressive indigène, s'est déclaré incompétent par jugement du 24 novembre 1902 parce que le prévenu, étant étranger, était justiciable du tribunal correctionnel et non du tribunal répressif ; — Que ce dernier jugement a été l'objet d'un pourvoi en revision du procureur général en date du 20 décembre 1902 ; — Attendu qu'en décidant qu'Azza ben Brahim n'était pas indigène quoique musulman, parce qu'il était marocain et comme tel étranger justiciable non du tribunal répressif mais du tribunal correctionnel, le tribunal a mal apprécié les principes de compétence ; — Qu'en effet depuis longtemps déjà la jurisprudence a précisé le sens juridique du mot indigène et décidé qu'il s'appliquait à tous les musulmans d'origine africaine résidant en Algérie ; — Qu'en conséquence Azza ben Brahim, étant musulman marocain, était bien indigène et en cette qualité justiciable du tribunal répressif aux termes des décrets des 29 mars et 28 mai 1902 ; — Attendu, d'autre part, que la loi du 8 août 1893, exécutoire en Algérie, ne portant dans aucune de ses dispositions que le délinquant sera traduit devant le tribunal correctionnel, il appartenait au tribunal répressif d'en faire l'application ;

» Par ces motifs : — Plaise à la chambre de revision, procédant conformément à l'art. 55 du décret du 25 mai 1892; — Casser et annuler le jugement du 24 novembre 1902 pour fausse appréciation des principes de droit et violation de la loi ; — Et évoquant le fond, condamner Azza ben Brahim à telle peine qu'elle appréciera par application de l'art. 3 de la loi du 8 août 1893 ».

Vous le voyez, messieurs, la requête s'appuie sur les motifs déjà énoncés dans le jugement du tribunal répressif du canton nord d'Alger. D'après ce mémoire, l'art. 1er du décret du 28 mai, disposant que tous les délits commis en territoire civil par des indigènes sont jugés par un tribunal répressif indigène, s'étend non seulement à nos sujets d'Algérie, mais encore à tous les musulmans que l'on rencontre sur ce territoire, s'ils sont originaires d'une région quelconque, voisine ou lointaine, de l'Afrique.

Le défendeur en cassation répond, avec toutes les apparences de la logique, qu'étant né au Sous, sur la côte marocaine que baigne l'Atlantique, il n'est pas indigène de notre pays, et que ce n'est point sa religion qui peut modifier sa nationalité.

Que devons-nous décider ? Notre pouvoir est souverain, mais nous n'en ressentons que plus profondément l'obligation de ne pas nous écarter de la mission qui nous est confiée, selon le vœu de l'art. 52 du décret du 25 mai 1892. C'est la mission d'une Cour régulatrice, chargée d'appliquer les principes du droit et de les rappeler aux tribunaux qui tendraient à s'en éloigner. La requête en revision invoque, pour justifier le pourvoi,

une sorte de coutume passée dans le langage courant et qui, contrairement au sens grammatical des mots, comprendrait sous la dénomination d'indigènes tous les africains de religion musulmane.

. . . . . .

Permettez-moi, messieurs, puisque nous sommes ici pour appliquer les principes, de vous rappeler cette règle primordiale qui défend, lorsqu'il s'agit d'interpréter un texte pénal, d'étendre selon les besoins ou les caprices du moment, les dispositions de ce texte. L'art. 1er du décret du 28 mai est très clair. Il ne vise que les « indigènes » sans autre qualificatif. Pourquoi lui faire dire le contraire de ce que disent les mots? « Indigènes » n'a jamais voulu dire « étrangers », car le second terme est justement le contraire du premier. Nous savons bien que, dans le langage courant, on traite d'indigène tout ce qui est coiffé de la chechia et vêtu du burnous. Mais si vous cédiez juridiquement à cette même tendance, quelle serait la conséquence de votre interprétation ? Allez-vous décider, comme semble vous y inviter la requête, que tous les musulmans africains sont compris sous la dénomination d'indigènes ? Pour ménager l'institution, très louable en soi, des tribunaux répressifs indigènes, ne lui porteriez-vous pas ainsi le coup le plus fatal ? Pensez-vous que des limites du détroit de Gibraltar jusqu'au Cap de Bonne-Espérance, des Iles Canaries jusqu'au delà de la mer Rouge, les représentants des puissances (elles ne sont pas toutes musulmanes) accepteront cette condition nouvelle, et souffriront que nous ne donnions pas à leurs nationaux cette même équitable justice qu'ils donnent aux nôtres ? Notre illusion, sans doute, serait de courte durée. Ce que nous pouvons faire chez nous, vis-à-vis de nos sujets, n'est-ce pas s'exposer à de justes représailles que de le faire vis-à-vis des étrangers, fussent-ils musulmans et africains? Nous ne sommes pas seuls en Afrique et je ne vois pas comment vous pourriez, au mépris du droit des gens, de tous les principes du droit international, des traditions si respectables qui protègent les relations entre les peuples, créer arbitrairement des catégories parmi les étrangers, traiter comme vos sujets indigènes les habitants du Maroc, par exemple, ou encore ceux de la Tripolitaine, et faire au contraire une différence pour ceux de l'Égypte, parce qu'elle est gouvernée par l'Angleterre ou pour ceux du Cameroun parce qu'ils sont sous l'allégeance de l'Allemagne.

Le jugement du tribunal répressif et le pourvoi du ministère public s'appuient pour justifier l'interprétation qu'ils donnent du mot « indigène » sur la jurisprudence. Elle a précisé, nous dit le ministère public, le sens juridique du mot « indigène » et décidé qu'il s'appliquait à tous les musulmans d'origine africaine résidant en Algérie.

Pour établir cette jurisprudence, on nous cite un arrêt de la Cour de cassation qui l'aurait consacrée à propos d'une poursuite dirigée contre un musulman étranger pour détention d'armes ou de munitions de guerre. Nous avons cet arrêt sous les yeux et nous nous faisons un scrupule de vous le lire.

« Sur le moyen tiré de la prétendue fausse application du décret du 12 décembre 1851, en ce que l'arrêt attaqué aurait appliqué ses dispositions à des personnes et à des faits d'exportation auquels il est inapplicable ; — Attendu que l'expression « indigènes » employée par l'art. 1er

du décret de 1851 ne comprend pas seulement les individus résidant en Algérie ; qu'elle désigne les musulmans, arabes, kabyles ou autres indigènes de l'Afrique, quel que soit leur pays d'origine ou leur résidence habituelle ; qu'il suffit qu'ils se trouvent sur le territoire de l'Algérie au moment des actes qu'ils ont accomplis, pour que l'interdiction prononcée par l'art. 1er du décret de 1851 leur soit applicable, quelle que soit d'ailleurs la destination de leurs achats pour l'intérieur ou pour le dehors ; que, s'il en était autrement, les dispositions de cette loi de police et de sûreté seraient denuées d'efficacité ».

Vous saisissez exactement la portée de cette décision.

Le décret du 12 février 1851 a créé un délit spécial : la vente aux indigènes et l'achat par ceux-ci d'armes, de plomb, poudre, de munitions de guerre. Il n'a pas précisé que ce terme « indigènes », s'appliquait à tous les indigènes africains, mais la Cour de cassation lui donne cette extension. « Indigènes » d'après cet arrêt, veut dire « indigènes africains » et non pas seulement « indigènes algériens ». Il nous est défendu de vendre des armes, des munitions de guerre aux indigènes africains, il leur est défendu d'en obtenir sur notre territoire. Rien n'est plus rationnel, rien n'est plus légitime, et l'arrêt ne dit pas autre chose.

Il ne dit pas que, d'une manière générale, par « indigènes » il faut entendre les habitants des pays africains, que tel est le sens de cette expression au point de vue juridique ; il décide que pour ce délit spécial, créé par le décret de 1851, c'est bien le sens qu'il convient de donner au mot « indigènes », sans quoi la mesure prise serait sans efficacité.

Le délit est caractérisé par cela seul, qu'il s'agit d'un indigène africain ; cette qualité est une des circonstances constitutives du délit. Mais nous allons voir qu'en dehors de cette circonstance particulière, la Cour de cassation ne permet nullement cette interprétation. D'après la théorie même résultant des décisions les plus récentes, on ne peut confondre dans la dénomination d'indigènes musulmans des nationalités essentiellement différentes, ni, à plus forte raison, s'appuyer sur cette confusion purement arbitraire pour modifier l'ordre des juridictions et supprimer ainsi les garanties fondamentales auxquelles ont droit, comme nous-mêmes, les étrangers dans notre pays, ne fût-ce qu'à cause de la réciprocité dont nous jouissons dans le leur.

Si je n'avais à opposer à l'arrêt cité dans la requête qu'un autre arrêt, cela suffirait pour démontrer tout au moins que la jurisprudence invoquée n'est point encore bien solidement fixée. J'aurais établi aussi, comme en matière de jurisprudence il est d'usage de suivre la plus récente, que ce n'est pas à l'arrêt de 1882 qu'il faut vous attacher. A une époque beaucoup plus rapprochée de nous, la Cour de casssation a eu des occasions de s'expliquer sur la valeur juridique du terme « indigènes ». Il ne s'agissait plus alors de savoir dans quelles conditions un délit spécial, comme la détention d'armes de guerre, pourrait être caractérisé, mais bien de définir la portée que devait avoir ce mot, en général, dans notre législation algérienne. La question lui était soumise au sujet de l'application du décret du 7 avril 1884, relatif à la représentation des indigènes musulmans dans les Conseils municipaux en Algérie (D. 1884-4-69). Et voici comment répondit la Cour suprême, en son arrêt du 25

avril 1892, rendu au rapport de M. Ruben de Couder, sur les conclusions de M. l'avocat général Sarrut :

« Attendu que le jugement (justice de paix de Tébessa, 22 janvier 1892, affaire Mohamed ben Brahim et autres) constate en fait que les demandeurs reconnaissent eux-mêmes qu'ils ne sont pas nés en Algérie et qu'ils sont sujets tunisiens ou marocains ; attendu qu'en décidant en droit que l'expression indigènes musulmans employée par l'art. 2 du décret du 7 avril 1884. désigne uniquement les musulmans nés sur le sol même de l'Algérie et sujets français, à l'exclusion des musulmans étrangers, le dit jugement a fait une exacte application du décret précité et n'a contrevenu à aucun texte de loi ; — Par ces motifs, rejette le pourvoi.

(Arrêt dans le même sens, Cour d'Alger, 25 février 1891. — Audience solennelle. MM. Zeys, premier président ; Cuniac, avocat général, *Rev. Alg.*, 1891. 2. 220).

Mais nous n'avons pas seulement cet arrêt. Aussi bien aurais-je pu commencer par une autre observation qui peut-être vous paraîtra couper court à toute discussion.

L'interprétation qu'on prétend faire de la disposition première du décret, en y comprenant les « indigènes étrangers », et même un grand nombre d'indigènes « indigènes », n'est-elle pas une violation manifeste non pas seulement de la jurisprudence (dont je vais vous montrer le dernier état tout à l'heure), mais de la loi, et, qui plus est, de la loi applicable à la colonie de par la volonté expresse du législateur ?

Dans une solennelle audience, où j'abusai beaucoup de votre patiente attention, j'ai eu l'occasion de vous entretenir déjà des dispositions de la loi du 26 juin 1889, applicable en Algérie par son art. 1. Je m'exprimais ainsi :

« Le plus grave reproche qu'on puisse faire aux auteurs de la loi de 1889, c'est d'en avoir étendu l'application à notre colonie. Des hommes politiques clairvoyants, avec la grande autorité qui s'attache à leur parole, comme MM. Dupuy, Pourquery de Boisserin, Barthou, Étienne, qui suivent de plus près les affaires algériennes, l'ont depuis quelques temps dénoncée comme une des manifestations les plus déplorables de cette fâcheuse théorie de l'assimilation tendant à doter la France et la colonie des mêmes dispositions législatives ; comme si le caractère composite de la population en Algérie, la différence des mœurs ne devaient pas réclamer longtemps encore des règles particulières. Par la voix de ses publicistes et de ses représentants, dans nos assemblées départementales, comme au sein même du Conseil supérieur, et, tout récemment encore, devant la Commission d'enquête parlementaire, l'Algérie, de son côté, n'a pas ménagé ses critiques au législateur ; et cela prouve combien facilement elle oublie ses propres erreurs. N'avait-elle pas été, en effet, la première à réclamer cette même réforme qu'elle repousse aujourd'hui ?

« Dès 1882, le principe en avait été nettement posé dans des propositions que le gouvernement général avait mises à l'étude, avec la collaboration éclairée de nos maîtres de l'école de droit. Devançant de plusieurs années l'opinion qui allait se faire jour dans la métropole, nos compatriotes d'Algérie, justement préoccupés de l'accroissement de plus en plus considérable des agglomérations espagnole, maltaise et italienne, se

retournaient encore contre la législation existante et réclamaient, avec insistance, une francisation rapide de tous les étrangers européens. On s'imaginait alors volontiers que, dégagées du souci de formalités à remplir, dispensées d'une option qui froissait peut-être un reste d'amour-propre national, les jeunes générations seraient heureuses d'entrer dans la cité française. Un projet de loi, répondant au vœu de l'opinion, fut rédigé par un de nos regrettés professeurs, M. Alfred Dain (Voir ce projet et l'étude qui le précède *Rev. Alg.*, 1885. 1. 1). Bien que voté en conseil de gouvernement et soutenu avec énergie par M. le gouverneur général Tirman, il n'eut pas l'approbation de la chancellerie, fidèle alors, comme le conseil d'État, à la doctrine du *jus sanguinis;* mais il n'en vint pas moins fort à propos apporter en France un nouvel argument à tous ceux que préoccupaient notre natalité décroissante et le grand nombre d'étrangers établis sur notre territoire. L'innovation, d'abord rejetée comme dangeureuse, fut bientôt jugée comme excellente pour la métropole comme pour la colonie ; et le rapporteur de la loi au Sénat s'empressa de s'emparer du projet algérien dont la loi de 1889, dans ses dispositions capitales, n'est qu'une simple copie. Après cette constatation, par nous puisée à bonne source, le législateur n'aurait-il pas le droit, aujourd'hui, de répondre aux tardifs reproches qui, de tous les points de l'Algérie, s'élèvent contre lui, par le vieil adage : *Patere legem quam ipse fecisti?* »

Oui, messieurs, la loi de 1889, modifiée par celle du 22 juillet 1893, qui a pris la place des art. 8 et suiv. C. civ., n'est qu'un plagiat. Le projet présenté à la chambre des députés et au sénat n'est que la copie du projet élaboré ici-même par un juriste regretté. On se berçait alors de douces chimères dont on est bien revenu vis-à-vis des agglomérations étrangères qui peuplent notre sol algérien. Mais nos deux assemblées législatives n'ont pas pris garde à l'esprit des dispositions proposées par M. Alfred Dain ; elles ne se sont pas aperçues que dans la pensée de M. Dain, qui avait en vue non la métropole, mais l'Algérie, il n'avait jamais été question de franciser les individus qui naîtraient d'un Marocain, d'un Tunisien, d'un Turc, d'un musulman quelconque venu des régions africaines. Et dans la dénomination d'étrangers la loi a compris indistinctement tout individu non Français, fût-il originaire des pays musulmans. Et quand l'art. 8 C. civ. dispose que « sont Français... tout individu né sur le territoire français d'un étranger et qui, à l'époque de sa majorité est domicilié sur ce territoire, à moins que dans l'année qui suit sa majorité il n'ait décliné la qualité de Français », ce terme « étranger » s'applique aussi bien au Marocain, au Tripolitain, au Tunisien, au Turc, au Japonais, à l'Américain ou à l'Océanien qu'aux habitants de l'Europe.

Est Français, et non seulement Français, mais citoyen français, l'enfant de Marocain, si cet enfant naît en Algérie, territoire français, et s'il continue à y résider jusqu'à vingt-et-un ans; est Français dans les mêmes conditions, *jure soli,* le Tunisien, le Tripolitain, l'Égyptien, le Marocain.

La loi de 1889 ne permet pas de distinction, et chaque fois que le tribunal répressif juge un indigène musulman, né et résidant en Algérie mais qui n'est pas fils d'Algériens, qui est au contraire fils de musulmans étrangers à l'Algérie, le tribunal répressif excède les limites de son

pouvoir, car tout indigène musulman fils d'étranger musulman est citoyen français. *Dura lex, sed lex!*

Au lendemain de la loi de 1889, le gouvernement général s'était ému de cette situation. Il adressa alors à la chancellerie et au ministère de l'intérieur une série de rapports montrant tous les inconvénients d'une assimilation qui allait en définitive avoir, au point de vue politique, des conséquences fâcheuses et placer nos sujets musulmans dans une situation d'infériorité bien étrange vis-à-vis de leurs coreligionnaires fils d'étrangers. La question fut soumise à la Cour suprême à propos d'individus, les uns fils de musulmans étrangers, les autres fils d'israélites, qui se réclamaient, par droit de naissance sur notre sol, de la nationalité française et de leurs droits civiques, pour être inscrits sur les listes électorales. Et par une série d'arrêts, voici comment la Cour de cassation, adoptant l'avis de son rapporteur, M. Sarrut, répondit à cette question :

Vu l'art. 8 § 4 et l'art. 9 § 10 C. civ., modifiés par les lois du 26 juin 1889 et 22 juillet 1893 ; — Attendu qu'il ressort, tant du jugement attaqué (justice de paix de Sétif, 18 février 1896) que des documents visés par ce jugement : 1° que le demandeur en cassation est né à Sétif le 2 septembre 1872 d'un étranger ; 2° qu'il a été appelé au service militaire, comme jeune soldat de la classe 1893 et qu'il a répondu à l'appel ; — Attendu que, soit qu'on le considérât comme domicilié, soit qu'il n'eût en Algérie qu'une simple résidence de fait à l'époque de sa majorité, la circonstance que cet individu a pris part aux opérations du recrutement sans exciper de son extranéité implique nécessairement qu'il s'est soumis à la nationalité française ainsi qu'au statut personnel des Français dans les conditions des art. 8 § 4, ou 9, § 10 C. civ. ; que, dès lors, étant citoyen français, il a le droit d'être inscrit sur la liste électorale ; — Attendu que pour décider le contraire le jugement attaqué se fonde seulement sur ce que les fils d'étrangers originaires des pays musulmans ne sauraient bénéficier des art. 8 et 9 du C. civ., sous prétexte que le statut personnel de ces étrangers serait contraire au statut personnel des Français ; — Attendu qu'une semblable distinction ne repose sur aucune loi ; que tout étranger, quelle que soit son origine, perd son statut originaire et prend le statut personnel des Français lorsqu'il est déclaré Français par une disposition du Code civil ; — Qu'en décidant le contraire, le jugement attaqué a violé les textes de loi ci-dessus visés ; — « Par ces motifs, casse, etc. (aff. Ben Aïoun et autres, 22 avril 1896. — (*Rev. Alg.*, 1896. 2. 161 204) ; Journal *La Loi* du 27 avril 1896 et du *Sup. des Trib. Alg.*, p. 95 et 138, 1896) ».

La Cour de cassation, interprétant fidèlement la pensée du législateur de 1889 et de 1893, n'admet pas de catégories entre étrangers musulmans africains et étrangers non musulmans venant d'autres régions. Est étranger tout individu qui n'est ni citoyen, ni sujet français. Est Français, en dehors de ceux qui le sont *jure sanguinis*, ceux qui le deviennent automatiquement (quelle que soit leur origine étrangère), de par le fait de la naissance et de la résidence (cette dernière même pouvant être suppléée par le service militaire) sur un point quelconque de notre territoire. Et voici pourquoi, ayant à interpréter le sens juridique des mots indigène musulman, en un arrêt précédent, du 25 avril 1892, la Cour de cassation déclarait que l'expression indigènes musulmans ne peut comprendre « que les musulmans nés sur le sol même de l'Algérie et sujets français,

à l'exclusion des musulmans étrangers ». Ce sont les termes mêmes de l'arrêt que je rappelle.

Ainsi donc, messieurs, soit qu'on s'attache au sens grammatical, soit qu'on s'attache au sens juridique du mot, dans le dernier état de la jurisprudence de la Cour de cassation, la signification est la même — « Indigène musulman » signifie : Musulman né en Algérie et sujet français, c'est-à-dire fils de musulmans nés eux-mêmes en Algérie ; étranger musulman s'entend de tout musulman qui n'est pas originaire d'Algérie, ni sujet français, ni citoyen français, c'est-à-dire qui est tout simplement étranger, au même titre que le maltais ou l'italien.

Sans doute l'autorité exécutive (si l'on admet pour elle le droit de légiférer par décret, voire de créer ainsi une juridiction nouvelle) pouvait soumettre même les étrangers à la nouvelle juridiction par elle instituée, mais l'autorité exécutive n'a point décrété une telle mesure. La disposition de l'art. 1er du décret du 28 mai 1902 désigne comme justiciable des nouveaux tribunaux les *indigènes* ; telle est l'expression exacte. Ne faisons pas dire empiriquement au décret ce qu'il n'a pas dit : n'oublions pas que la nouvelle juridiction est une dérogation à toutes les règles suivies jusqu'à ce jour, une exception tout à fait exorbitante du droit commun, et que, précisément en raison de ce caractère exceptionnel, nous devons veiller à ne pas laisser étendre abusivement son domaine.

Le droit commun continue à gouverner les étrangers, cela est indiscutable ; n'allons point de notre propre initiative faire entre les étrangers des différences, établir des catégories qui ne résultent pas du texte lui-même. Si la mesure d'exception prise à l'égard des indigènes doit être étendue aux « indigènes étrangers » (pour me servir du terme même qui excitait, il y a quelque temps, les fines railleries de l'un de nos maîtres distingués de l'École de droit), rien n'est plus simple que de nous le dire par un décret complémentaire. Mais tant que ce texte n'existe pas, ce n'est pas à nous à le faire.

Les décrets, sans doute par la hâte même que l'on a apportée à réaliser une innovation utile, présentent des lacunes, des dispositions assez difficiles à concilier avec la loi. Chaque fois que nous nous trouvons en présence d'une situation qui n'a pas été suffisamment définie ou prévue, le parti le plus sage que nous ayons à prendre n'est-ce pas de nous réfugier dans le droit commun ? C'est la méthode qu'a suivie la Cour de cassation lorsqu'on l'a dernièrement consultée à propos de l'application de la loi de 1885. « Attendu, dit-elle, que les décrets n'ont pas en vue, ne visent pas cette loi ; les tribunaux correctionnels restent compétent pour juger les relégables ».

C'est de la même règle que nous nous sommes inspirés dernièrement pour décider qu'un indigène, poursuivi concurremment avec un européen ou un étranger civilement responsable, devait, en l'absence d'une disposition formelle des décrets, être jugé par la juridiction correctionnelle ordinaire.

D'ailleurs, avons-nous besoin de chercher une solution que la Cour de cassation nous donne elle même par les termes les plus exprès ? « L'indigène musulman, dit-elle, c'est le musulman né sur le sol même de l'Algérie de parents algériens et sujet français, à l'exclusion des musulmans étrangers ».

Vous apprécierez, messieurs, si cette interprétation n'est pas celle qu'il convient d'adopter encore aujourd'hui.

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les tribunaux répressifs indigènes, constituant une dérogation à la règle des juridictions ordinaires, ne sauraient comprendre dans le domaine de leur compétence d'autres justiciables que ceux expressément désignés par l'art. 1er du décret du 28 mai 1902 ;

Attendu que cet article ainsi conçu : « tous les délits commis en territoire civil par les indigènes sont jugés par un tribunal répressif indigène » ne désigne nullement les étrangers ; — Qu'il serait peu en harmonie avec les traditions de réciprocité qui protègent les relations entre les États de créer arbitrairement parmi les individus de nationalité étrangère des distinctions tendant à confondre les uns avec nos sujets musulmans ou à exclure les autres de cette catégorie, selon l'allégeance dont ils relèvent, la race ou la religion à laquelle ils appartiennent, le danger plus ou moins grand de représailles auquel seraient exposés nos propres nationaux établis à l'extérieur ; — Qu'une telle pratique ne serait pas moins contraire à l'esprit des dispositions de la loi du 26 juin 1889, modificative des art. 7 et suivants C. civ., expressément applicable en Algérie par son art. 2, qui n'autorise aucune différence de cette nature ; — En effet, aux termes de l'art. 8, § 4 C. civ., les enfants de l'étranger africain, même musulman, acquièrent de plein droit, tout comme les enfants issus de l'Européen, la nationalité française, avec la jouissance des droits civils et politiques, par le seul fait de leur naissance en France ou sur une partie quelconque du territoire français, s'ils y résident encore à l'époque de leur majorité ;

Attendu que la jurisprudence invoquée à l'appui du pourvoi vise une mesure spéciale de police et de sûreté instituée par le décret du 12 décembre 1851 pour empêcher les indigènes de détenir des armes et des munitions de guerre, mais ne modifie nullement le sens que l'on doit, en règle générale, attacher à ces deux mots « indigènes musulmans » dans la législation algérienne ; — Attendu que, d'après la définition même de la Cour de cassation, cette dénomination désigne seulement les musulmans nés de parents français sur le sol même du territoire conquis, c'est-à-dire nos sujets français à l'exclusion absolue des musulmans étrangers (Cassation, arrêt du 25 avril 1892, Mohamed ben Brahim et autres, Marocains ou Tunisiens, et rapport de M. Ruben de Couder ;

22 avril 1896, arrêts Ben Aïoun et autres, rapport de M. Sarrut);

Attendu que Azza ben Brahim est né au Sous (Maroc), de parents marocains; que son extranéité est d'ailleurs reconnue par l'arrêté d'expulsion que lui a fait notifier l'autorité administrative le 14 mai 1898, par application des dispositions de la loi du 8 mars 1893, loi spéciale applicable uniquement aux étrangers; — Que cette qualité d'étranger, étant le premier élément constitutif du fait qui est reproché au prévenu d'avoir enfreint l'arrêté d'expulsion pris contre lui, exclut nécessairement la qualité d'indigène sur laquelle le tribunal répressif du canton nord d'Alger avait à tort fondé sa compétence; qu'en infirmant cette décision des premiers juges, le tribunal d'appel répressif indigène a sainement apprécié la cause et appliqué les principes du droit;

Par ces motifs: — Dit le pourvoi en revision de M. le procureur général recevable en la forme; — Le rejette comme non justifié; — Dit que la juridiction correctionnelle est compétente; — Renvoie, pour être statué au fond, la cause et le prévenu Azza ben Brahim devant le tribunal correctionnel d'Alger; — Laisse les frais à la charge de l'État.

MM. Fabre de Parrel, *prés.*, *rap.*; Giraud, *av. gén.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

5 février 1903

Compétence criminelle, Algérie, tribunaux répressifs indigènes, délits visés par la loi du 27 mai 1885, compétence, condamnations ne devant pas compter pour la relégation.

Les tribunaux répressifs indigènes d'Algérie sont compétents pour statuer sur les délits visés par l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885, dans les conditions fixées par les décrets du 29 mars et du 28 mai 1902;

Mais, les tribunaux répressifs indigènes ne pouvant être considérés comme des tribunaux ordinaires et la peine perpétuelle de la relégation ne devant être appliquée, sauf les exceptions limitativement prévues par la loi du 27 mai 1885,

qu'en vertu et comme conséquence de condamnations prononcées par un tribunal ordinaire, les condamnations prononcées par ces tribunaux répressifs indigènes ne sauraient, en aucun cas, être comptées parmi celles qui sont de nature à motiver la relégation (1).

(Procureur général c. Chellali ben Dahmane)

La Cour d'appel d'Alger a rendu, le 18 décembre 1902, un arrêt duquel il résulte que les tribunaux répressifs indigènes, créés et organisés par les décrets de 1902, sont incompétents pour statuer sur les délits qui peuvent entraîner la peine de la relégation, par le motif que les condamnations prononcées par ces tribunaux ne pourraient être comptées au nombre de celles qui sont de nature à motiver l'application de cette peine complémentaire (2).

Le procureur général près la Cour d'Alger s'est pourvu en cassation contre cet arrêt.

Dans cette affaire, M. le conseiller ROULIER a présenté le RAPPORT suivant :

La question très délicate que vous avez à juger, et qui vous oblige à examiner dans quelle mesure les décrets de 1902 sont conciliables avec la loi du 27 mai 1885, n'est plus entière devant vous, en ce sens que, par deux arrêts antérieurs, vous l'avez préjugée.

---

(1) Sur cette question, voy. en sens très divers : trib. rép. ind. Alger sud, 21 juin 1902 (*Rev. Alg.*. 1902. 2. 294) ; trib. Philippeville, 11 juill. 1902 (*Rev. Alg.*, 1902. 2. 297) ; trib. Bougie, 17 juill. 1902 (*Rev. Alg.*, 1902. 2. 298) ; trib. Mascara, 28 août 1902 (*Rev Alg.* 1902. 2. 441) ; trib. Bône, 18 sept. 1902 (*Rev. Alg.*, 1902. 2. 299) ; trib. Sétif (et non Tunis), 19 sept. 1902 (*Rev. Alg.*, 1902. 2. 442) ; crim. régl. de juges, 15 nov. 1902 (*Rev. Alg.*, 1902. 2. 381, avec le rapport de M. Bard) ; trib. Bône, 27 nov. 1902 (*Rev. Alg*, 1902. 2. 421) ; crim. régl. de juges, 29 nov. 1902 (*Rev. Alg.*, 1903. 2. 61) ; Cour d'Alger, ch. correct , 18 déc. 1902 (*Rev. Alg.*, 1903. 2. 1, avec le rapport de M. Fabre de Parrel).

Voy. au surplus nos articles, *Rev. Alg.*, 1902. 1. 41 (particulièrement nos 8 et 23), *Rev. Alg.*, 1902. 1. 125 et *Rev. Alg.*, 1903. 1. 30.

Par des arrêts du 21 février, la même chambre a rejeté les pourvois formés contre d'autres arrêts de la Cour d'Alger, également du 28 décembre 1902 et motivés exactement dans les mêmes termes. Jamais on n'a vu la chambre criminelle de la Cour suprême changer de jurisprudence aussi rapidement. C'est l'incertitude absolue. On ne pourra en sortir que par une loi instituant à nouveau, et bien entendu sur les bases tout autres, les tribunaux correctionnels cantonaux.

Émile LARCHER.

(2) Voyez cet arrêt *suprà*, p. 1 et 20.

Le 15 novembre 1902, vous avez décidé que les tribunaux répressifs indigènes étaient incompétents pour appliquer la peine de la relégation.

Et quand on examine attentivement la loi du 27 mai 1885 et votre jurisprudence qui l'a interprétée, on reste convaincu que, par une nécessité pour ainsi dire inéluctable, les condamnations prononcées par les tribunaux répressifs indigènes, à raison des délits prévus par l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885, ne pourront être comptées au nombre de celles qui sont de nature à entraîner l'application de la peine accessoire de la relégation, du moment où ces tribunaux ne sont pas compétents pour la prononcer.

Cette peine, en effet, n'est pas le résultat de la dernière condamnation principale qui, vous l'avez dit, doit être prononcée par le tribunal correctionnel, en premier ressort ; elle est, suivant les termes mêmes de l'art. 2 de la loi de 1885, la *conséquence* des condamnations encourues, c'est-à-dire de toutes les condamnations qui, suivant les distinctions formulées dans l'art. 4, sont de nature par leur ensemble et leur réunion, à motiver la relégation. Si l'on se place, par exemple, dans l'hypothèse de sept condamnations, paragraphe 4 de l'art. 4, ce sera, sans doute, à l'occasion de la septième condamnation que le tribunal correctionnel prononcera la relégation, mais ce n'est là, à proprement parler, que l'occasion définitive, et les six condamnations antérieures contiennent en germe la relégation au même titre que la dernière, la septième. Nous ne parlons, bien entendu, que des condamnations prononcées pour les délits visés dans l'art. 4.

Ces six condamnations antérieures ont même, au point de vue de la relégation, une gravité exceptionnelle, qui fait précisément défaut à la septième, car elles constituent, suivant l'expression si juste que nous rencontrons dans un de vos arrêts, l'*avertissement*, qui permet au président du tribunal de n'en pas donner d'autre. La septième condamnation, au contraire, n'est plus un avertissement, ou elle en serait un bien tardif et, il est permis de dire, bien dérisoire, puisque le tribunal qui la prononce, dans les conditions fixées par la loi, n'est pas libre de ne pas appliquer la peine de la relégation. Il le doit. Et, s'il manque à ce devoir, vous cassez (4 juillet 1891, *Bull.*, p. 254), en vertu de l'art. 4 : « *Seront* relégués... ».

C'est aussi parce que ces condamnations antérieures ont une gravité exceptionnelle que vous exigez, dans vos arrêts, les indications les plus précises, relativement à ces condamnations ; et nous reproduisons, entre beaucoup d'autres, votre arrêt du 17 novembre 1894 (*Bull.*, p. 440), qui exige que les juges du fait vous fassent connaître le lieu où elles ont été prononcées, la juridiction qui a statué, si elles étaient définitives, si les faits qui les ont motivées étaient postérieurs aux condamnations précédemment intervenues.

Et vous cassez notamment, le 4 août 1893 (*Bull.*, p. 347), un arrêt qui avait tenu compte d'une condamnation prononcée par défaut, qui n'avait pas été signifiée à personne, alors cependant que la peine avait été subie. Vos arrêts sont nombreux dans ce sens, mais il était nécessaire de les rappeler, dans une affaire où on serait exposé à faire état, au point de vue de la relégation, de peines prononcées par défaut, dans les conditions les plus exceptionnelles, et sans que le condamné ait eu la possibilité

légale de former opposition d'abord et ensuite d'interjeter appel. C'est un point sur lequel nous aurons à revenir.

C'est encore parce qu'il importe de vérifier la cause et l'origine des condamnations antérieures que l'art. 11 de la loi de 1885 interdit la procédure des flagrants délits lorsque la poursuite est de nature à entraîner l'application de la relégation et prescrit la désignation d'office d'un défenseur.

Si le tribunal répressif indigène est incompétent pour prononcer la dernière peine et la relégation, conformément à votre arrêt du 15 novembre 1902, comment et pourquoi les condamnations par lui prononcées antérieurement pourraient-elles la motiver, alors qu'il résulte des termes mêmes de cet arrêt « que les décrets de 1902 n'ont pas eu en vue l'application de la peine de la relégation » et que l'application de cette peine est la conséquence nécessaire des peines antérieurement prononcées?

Le 29 novembre 1902, vous avez renvoyé devant un tribunal répressif indigène un indigène prévenu d'escroquerie, bien que le délit d'escroquerie figure dans l'énumération des délits visés par l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885 ; mais il ne résulte pas de votre arrêt que la condamnation à intervenir, s'il y a lieu, puisse ultérieurement compter pour la relégation.

Aujourd'hui, l'arrêt de la cour d'Alger du 18 décembre et le pourvoi de son procureur général vous posent une question de droit qu'il faut résoudre, et vous avez à prendre un parti définitif.

L'art. 1er du décret du 29 mars, modifié par l'art. 1er du décret du 28 mai 1902, porte que tous les délits commis en territoire civil par des indigènes algériens sont jugés par un tribunal repressif indigène établi au chef-lieu de la justice de paix.

« Tous les délits » : cette expression est générale. Elle ne l'est pas cependant au point de ne comporter aucune exception. Il en est une qui résulte d'abord de votre arrêt du 15 novembre, puisque le dernier délit de vol, de vagabondage, etc., sera jugé par le tribunal correctionnel ordinaire, lorsque le prévenu sera, à raison de condamnations antérieures, passible de la relégation. Et cette exception pourra même se renouveler plusieurs fois au regard du même prévenu, le tribunal de police correctionuelle n'étant pas tenu de prononcer une dernière peine principale qui, suivant sa quotité, entraînerait nécessairement la relégation.

D'autres exceptions pourront encore résulter des lois spéciales qui, déclarées applicables à l'Algérie, auront expressément réservé aux tribunaux correctionnels, en premier ressort, la connaissance de délits déterminés, car un décret ne peut pas modifier une loi. Tels notamment les délits de presse, prévus par la loi du 29 juillet 1881.

Il suffit, pour le moment, de constater qu'il est légalement impossible de prendre à la lettre ces expressions du décret : « tous les délits commis par des indigènes » ; le temps et l'occasion feront leur œuvre accoutumée et apporteront les exceptions et les conciliations nécessaires.

Toutefois, il paraît constant que cette disposition générale, malgré les exceptions qu'elle peut comporter, s'applique aux délits de droit commun, réprimés par le code pénal et visés par l'art. 4 de la loi de 1885.

Nous devons donc examiner cette loi du 27 mai 1885, sur les récidivistes, et voir si ses dispositions sont conciliables avec les décrets de 1902, qui organisent les tribunaux répressifs indigènes.

Aux termes de l'art. 2 de la loi de 1885, la relégation ne peut être prononcée que par les cours et tribunaux ordinaires comme conséquence des condamnations encourues devant eux, à l'exclusion de toutes juridictions spéciales et exceptionnelles.

Tel est le principe inscrit dans la loi, principe auquel un décret ne peut apporter aucune modification.

La relégation est prononcée par un tribunal ordinaire,— comme conséquence des condamnations encourues devant les tribunaux ordinaires.

La loi de 1885 n'admet que deux exceptions :

1° Les tribunaux ordinaires qui prononcent la relégation peuvent tenir compte des condamnations prononcées par les tribunaux militaires et maritimes, en dehors de l'état de siège ou de guerre, pour les crimes ou délits de droit commun spécifiés par l'art. 4 ; mais ce n'est plus une obligation, c'est une simple faculté (paragraphe 2 de l'art. 2).

2° En Algérie, paragraphe 2 de l'art. 20, les conseils de guerre prononcent la relégation contre les indigènes des territoires de commandement qui ont encouru, pour crimes ou délits de droit commun, les condamnations prévues par l'art. 4

A vrai dire, cette seconde exception n'en est pas une ; car il résulte du rapport fait devant le Sénat, au sujet de la loi de 1885, que, dans les territoires de commandement en Algérie, les conseils de guerre sont les tribunaux ordinaires.

Il reste donc l'exception unique prévue par l'art. 2, paragraphe 2, et la faculté pour les tribunaux ordinaires de tenir compte des condamnations prononcées, dans les conditions indiquées, par les tribunaux militaires et maritimes.

Et la question qui se pose est celle de savoir si le tribunal correctionnel qui prononcera, en premier ressort, la relégation, conformément à votre arrêt du 15 novembre, pourra tenir compte des condamnations antérieures, visées par l'art. 4, et prononcées par les tribunaux répressifs indigènes, autrement dit, si ces tribunaux répressifs organisés par les décrets de 1902 peuvent être considérés comme des tribunaux ordinaires, au sens de l'art. 2 de la loi de 1885.

Les tribunaux répressifs sont-ils des tribunaux ordinaires ?

Nous ne méconnaissons pas qu'il existe, en Algérie même, des tribunaux, comme les justices de paix à compétence étendue, fonctionnant dans des conditions spéciales, en Tunisie, un tribunal criminel qui a une composition et une organisation particulières, aux colonies des cours et tribunaux criminels qui, notamment, par leur composition, sont entièrement différents des cours et tribunaux ordinaires de la métropole, et que les condamnations prononcées par ces cours et tribunaux peuvent cependant entraîner la peine de la relégation.

Mais, cette observation faite, il nous sera permis d'ajouter que, dans l'état actuel de la législation française, nous ne connaissons pas de tribunaux qui répondent moins que les tribunaux répressifs indigènes à la qualification d'ordinaires.

Ils sont exceptionnels, — et nous prenons cette expression dans son sens légal, — ils sont exceptionnels par leur composition et leur organisation, par la procédure suivie devant eux, par les restrictions apportées à certaines voies de recours, qui sont de droit commun, par la suppression

de l'une d'entre elles ; — enfin, et cette seule circonstance suffirait peut-être à juger la question, — ils sont spéciaux aux indigènes algériens.

D'autres tribunaux pourront offrir, isolément, certaines des particularités que nous allons signaler dans l'organisation des tribunaux répressifs indigènes. mais aucun ne présentera à un pareil degré, croyons-nous, cet ensemble de circonstances et de conditions d'où il résulte qu'un tribunal n'est pas ordinaire au sens de la loi de 1885, et que, par conséquent, il est spécial, suivant le terme même de l'art. 2 de cette loi.

Il convient donc de lire ces décrets de 1902.

L'art. 1er porte création des tribunaux et nous l'avons déjà cité.

Suivant les art. 2 et 3 du décret du 29 mars, le tribunal est composé du juge de paix, président, et de deux juges dont l'un est un fonctionnaire ou un notable français et l'autre un fonctionnaire ou un notable indigène.

Ces deux juges sont nommés chaque année par le gouverneur général.

Aux termes de l'art. 4, l'officier du ministère public est également nommé chaque année par le gouverneur général qui peut désigner un administrateur, tout autre fonctionnaire ou même un notable français.

Cet officier du ministère public est en même temps chargé de l'instruction : art. 5.

Il n'y a pas de juge d'instruction. Nous ne disons pas qu'il n'y a pas d'instruction. Mais c'est l'officier du ministère public — fonctionnaire ou notable français — qui seul y procède, et décerne les mandats d'amener, de dépôt et d'arrêt.

L'affaire étant en état d'être soumise au tribunal répressif, faut-il tout au moins une citation? Ce n'est pas nécessaire. L'art. 7 porte que l'inculpé, interrogé par l'officier du ministère public, peut être cité par lui verbalement.

Et l'art. 8 complète bien l'esprit du décret en ajoutant : l'affaire est portée à l'audience et jugée selon les règles établies par la loi du 20 mai 1863, sur les flagrants délits.

C'est, en un mot, la procédure sommaire du flagrant délit appliquée dans toutes les affaires concernant les indigènes, même dans celles où le délit n'est pas flagrant, — avec la faculté pour l'officier du ministère public de décerner des mandats d'amener et d'arrêt, et de prolonger le mandat de dépôt, c'est-à-dire la durée de la détention préventive, aussi longtemps qu'il le juge convenable aux nécessités de l'information à laquelle il peut procéder.

Suivant l'art. 10, le tribunal peut autoriser l'inculpé à se faire assister d'un parent ou d'un membre de sa tribu : ce qui n'exclut pas la présence d'un avocat.

Nous arrivons alors à une disposition tout à fait exceptionnelle qui est celle de l'art. 3, ainsi conçu, du décret du 28 mai 1902 :

« L'indigène condamné par défaut *ne* pourra faire opposition au jugement qui le condamne que s'il est établi qu'il n'a pas eu connaissance de la citation ou qu'il a été empêché de comparaître par un fait de force majeure ».

Ainsi l'indigène, condamné par défaut, devra prouver ou son ignorance de la citation, c'est-à-dire un fait négatif, ou le cas de force majeure, c'est-à-dire un fait positif.

Nous préférons laisser aux tribunaux algériens le soin de déterminer les cas de force majeure qui auront pour conséquence de permettre aux condamnés par défaut de former opposition ; mais vous apercevez, sans qu'il soit utile d'insister, tout ce qu'une semblable disposition a d'exceptionnel dans notre législation.

Il convient d'examiner plus attentivement, et toujours au point de vue de l'application possible et ultérieure de la peine de la relégation, le premier paragraphe de cet art. 3.

L'indigène, condamné par défaut, devra prouver son ignorance de la citation, pour que son opposition soit recevable.

Tout d'abord, quelle citation ? La citation verbale, ou la citation écrite ?

Dans le cas d'une citation verbale, il pourra arriver que l'officier du ministère public, qui aura interrogé l'inculpé, croie, avec la plus entière bonne foi, avoir verbalement cité l'indigène non détenu, c'est-à-dire l'avoir invité verbalement à comparaître tel jour devant le tribunal répressif, et que cependant il ait omis de le faire, qu'il ait confondu avec un autre inculpé. Une erreur de ce genre est toujours possible. L'indigène, non détenu, car le décret n'implique pas que les indigènes seront toujours en état de détention préventive, ne comparaîtra pas devant le tribunal répressif, et pour cause. — S'il est condamné par défaut, comment pourra-t-il former opposition ? Quelle preuve pourra-t-il fournir à l'encontre d'une affirmation de l'officier du ministère public, formulée, nous le répétons, avec une entière bonne foi? Le tribunal admettra-t-il l'opposition ? Mais le décret s'y oppose ; ou bien alors sa décision favorable au condamné impliquerait une erreur de service du ministère public, ce qui est grave, ou une préférence accordée à l'affirmation de l'indigène, ce qui serait plus grave encore, au point de vue d'une bonne administration de la justice.

Dans le cas d'une citation écrite, les difficultés ne sont pas moindres. La citation n'aura pas été faite à personne, nous le supposons, et si l'on tient compte de l'existence peu sédentaire des indigènes, ce sera le cas le plus fréquent pour les inculpés non détenus préventivement. Elle aura été remise à un voisin, à un membre de la tribu. Comment le condamné par défaut, s'il n'a pas eu connaissance de cette citation, pourra-t-il faire la preuve de son ignorance ? Comment prouver ce fait essentiellement négatif qu'il n'a pas su qu'il était cité devant le tribunal répressif ? Nous l'ignorons, et nous nous bornons à constater la gravité d'une pareille situation au point de vue de l'application d'une peine principale à l'un des délits que vise l'art. 4 de la loi de 1885.

C'est le régime du décret de 1902 ; mais ce n'est certainement pas celui de la loi de 1885, sur les récidivistes, et de votre jurisprudence. Au début de ces observations, nous rappelions, entre tant d'autres, votre arrêt du 4 août 1893 qui ne considère pas comme définitive même une peine subie ; comment pourra-t-on concilier vos arrêts et la loi de 1885, d'un côté, avec les décrets de 1902 de l'autre ? Car, il ne faut pas s'y méprendre : l'art. 3 du décret du 28 mai, que nous venons d'analyser, rendra l'opposition à peu près impossible à ces indigènes algériens que leurs habitudes, leurs coutumes, leurs croyances, leur vie nomade, pour tout dire d'un mot, entraînent souvent à l'aventure sans leur permettre de se fixer quelque part.

Le régime des condamnations par défaut, avec un droit d'opposition dont

le principe même est nié par la rédaction de l'article et dont l'exercice devient extrêmement difficile, est-il conciliable avec les précautions prises par le législateur de 1885 en vue d'assurer l'application normale de la peine perpétuelle de la relégation et avec les garanties de droit commun que la loi accorde à ceux qui, à raison des condamnations qu'ils encourent, se trouvent exposés à être ultérieurement relégués ? N'oublions pas que la relégation est prononcée sans doute en même temps que la dernière peine principale, mais qu'elle est la conséquence des condamnations antérieures et que ce sont ces condamnations qui la préparent en établissant la récidive. Ce n'est pas tout. Le droit d'opposition aux condamnations par défaut étant ainsi plus difficile à exercer, la faculté d'interjeter appel se trouve cependant supprimée lorsque le jugement prononce un emprisonnement de six mois au moins, ou lorsque les amendes, restitutions et autres réparations civiles n'excédent pas 500 fr. C'est l'art. 11 du décret du 29 mars.

Enfin, l'art. 4 du décret du 28 mai supprime, dans tous les cas, le recours en cassation. Seul, le procureur général d'Alger peut, à l'exclusion des condamnés, se pourvoir en revision devant la cour d'appel.

Ainsi une condamnation prononcée par défaut dans les conditions que nous avons précisées ne subira pas le contrôle de l'appel, si elle n'excède pas six mois d'emprisonnement — mais elle compterait au point de vue de l'application de la relégation, si elle est supérieure à trois mois d'emprisonnement dans les cas prévus par les paragraphes 2, 3 et 4 de l'art. 4 de la loi de 1885, et même si elle est inférieure à trois mois dans le cas du paragraphe 4, pourvu qu'elle ait été prononcée pour l'un des délits énumérés par la loi.

Ce n'est pas tout encore, puisque le condamné ne peut jamais se pourvoir en cassation.

De pareilles conséquences peuvent-elles être admises ? Peut-on soutenir que les tribunaux répressifs indigènes sont des tribunaux ordinaires, conformément aux termes de l'art. 2 de la loi du 27 mai 1885 ? Ne convient-il pas, au contraire, de leur attribuer la qualification qui est celle même de la loi ? Et, par opposition aux tribunaux ordinaires, ne faut-il pas conclure que ce sont des juridictions spéciales ?

On allèguerait vainement que ces tribunaux doivent être considérés comme ordinaires, au sens de l'art. 2 précité, du moment où ils appliquent à toute une catégorie d'individus des peines de droit commun : la réponse est dans le second paragraphe du même art. 2.

Les tribunaux militaires et maritimes, en effet, statuant en dehors de l'état de siège ou de guerre, appliquent à une catégorie de justiciables, pour les délits de droit commun spécifiés dans l'art. 4, des peines de droit commun ; et cependant la loi de 1885 ne les qualifie pas de tribunaux ordinaires. Les condamnations qu'ils prononcent, dans les cas ainsi prévus, ne sont pas nécessairement comptées parmi celles qui motivent la relégation, et les tribunaux ordinaires qui la prononcent ont seulement la faculté de tenir compte de ces condamnations. Or, aucune exception analogue n'a été introduite dans la loi de 1885 depuis la mise en vigueur des décrets de 1902.

Et cette exception, il ne vous appartient pas de la créer, par analogie ou autrement. Il faudrait une loi.

Les condamnations prononcées par les tribunaux répressifs indigènes ne peuvent pas être facultatives, au point de vue de la relégation. Elles seront obligatoires — ou elles ne seront pas, c'est-à-dire qu'elles ne compteront pas.

C'est, croyons-nous, à cette conclusion qu'il faut aboutir. — Cette conséquence des décrets de 1902 était peut être imprévue, puisqu'il en résulte que les indigènes condamnés par les tribunaux répressifs ne pourront être relégués à raison des condamnations prononcées par ces tribunaux, qui, suivant les termes impératifs de l'art. 1er du décret du 28 mai, ont seuls compétence pour statuer sur les délits commis par les indigènes ; mais la loi de 1885 est formelle et un décret n'a pas la puissance de la modifier.

Cette conclusion vous conduirait à une cassation partielle de l'arrêt attaqué, et seulement en ce qu'il a décidé que les tribunaux répressifs étaient incompétents pour statuer sur les délits spécifiés par l'art. 4 de la loi de 1885. Mais il serait constant que les condamnations par eux prononcées ne pourraient, dans aucun cas, compter au point de vue de l'application éventuelle de la peine de la rélégation.

La cour appréciera.

Conformément aux conclusions de M. le procureur général Baudouin, la cour a rendu l'arrêt suivant :

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique pris de la violation de l'art. 1or du décret du 29 mars 1902, modifié par l'art. 1er du décret du 28 mai 1902 :

Attendu qu'aux termes de cet article tous les délits commis en territoire civil, en Algérie, par des indigènes sont jugés par un tribunal répressif indigène, établi au chef-lieu de la justice de paix ; que cette disposition est générale ; qu'elle s'applique à tous les délits et qu'il ne peut y être apporté d'exception que dans le cas où une loi spéciale aurait exceptionnellement réservé aux tribunaux correctionnels la connaissance d'un délit déterminé ; qu'il n'en est pas ainsi pour les délits de droit commun visés par l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885, et que les tribunaux répressifs indigènes sont ainsi compétents pour statuer sur ces délits, dans les conditions fixées par les décrets de 1902 ;

Attendu qu'il ne s'ensuit pas que les condamnations par eux prononcées soient de nature à placer le condamné dans l'état de récidive spéciale institué par la loi du 27 mai 1885, sur les récidivistes, et puissent être comptées au nombre de celles qui sont susceptibles d'entraîner la peine de la relégation ;

Attendu, en effet, que les décrets de 1902 n'ont pu modifier

les dispositions formelles de la loi de 1885, déclarée, par son art. 20, applicable à l'Algérie et aux colonies ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 2 de cette loi, la relégation ne peut être prononcée que par les cours et tribunaux ordinaires et seulement comme conséquence des condamnations encourues devant eux, à l'exclusion de toutes juridictions spéciales et exceptionnelles ; que, suivant le second alinéa du même article, ces cours et tribunaux ordinaires peuvent tenir compte des condamnations prononcées dans certaines conditions par les tribunaux militaires et maritimes ; mais qu'en dehors de cette exception, il est de toute nécessité que la peine perpétuelle de la relégation ne soit appliquée qu'en vertu et comme conséquence de condamnations prononcées par un tribunal ordinaire ;

Attendu que les tribunaux répressifs indigènes organisés par les décrets de 1902 ne peuvent être considérés comme des tribunaux ordinaires, et qu'aucune loi ne permet de comprendre les condamnations qu'ils prononcent dans l'exception concernant les condamnations prononcées par les tribunaux spéciaux, soit militaires, soit maritimes ;

Attendu, dès lors, que les décrets de 1902 n'ont pu avoir en vue l'application, même éventuelle, de la relégation comme conséquence possible des condamnations prononcées, en premier ou en dernier ressort, par les tribunaux répressifs indigènes, et que ces condamnations ne peuvent, dans aucun cas, être comptées parmi celles qui sont de nature à la motiver ;

Par ces motifs : — Casse et annule l'arrêt de la Cour d'appel d'Alger, du 18 décembre 1902, mais seulement en ce qu'il a déclaré les tribunaux répressifs indigènes incompétents pour statuer sur les délits spécifiés par l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885 ; — Et rejette, pour le surplus, le pourvoi susvisé du procureur général ; — Et attendu que le prévenu Chellali ben Dahmane a été acquitté par l'arrêt attaqué ; dit n'y avoir lieu à renvoi ».

MM. Lœw, *prés.* ; Roulier, *rap.* ; Baudouin, *proc. gén.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

29 novembre 1902

Compétence criminelle, Algérie, tribunaux répressifs indigènes, peine pouvant compter pour la relégation.

Les tribunaux répressifs indigènes sont compétents pour

connaître d'une poursuite ayant pour objet la répression d'un délit susceptible d'entrer en ligne de compte pour le calcul de la relégation, aux termes de la loi du 27 mai 1885, notamment d'une poursuite pour délit d'escroquerie (1).

(Min. public c. Tahar ben Mohamed)

ARRÊT

LA COUR, — Vu la demande en règlement de juges formée par le procureur de la République près le tribunal d'Alger dans le procès instruit contre Tahar ben Mohammed, indigène musulman, prévenu d'escroquerie : — Vu les art. 525 et suiv. C. instr. crim. et les décrets des 29 mars et 28 mai 1902, instituant des tribunaux répressifs indigènes en Algérie;

Attendu que Tahar ben Mohammed a été poursuivi sous la prévention d'escroquerie devant le tribunal répressif indigène du canton sud d'Alger ; que, par jugement du 21 juin 1902 (*Rev. Alg.*, 1902. 2. 204) ce tribunal s'est déclaré incompétent, en se basant sur ce que le prévenu encourait la relégation, en raison des condamnations prononcées antérieurement contre lui, et ne pouvait, par suite, aux termes des art. 2 et 10 de la loi du 27 mai 1885, être déféré qu'à un tribunal ordinaire ; — Que le tribunal correctionnel d'Alger, saisi par l'appel interjeté par l'officier du ministère public près le tribunal répressif indigène du canton sud d'Alger, a confirmé la décision des premiers juges, et que son jugement, rendu le 19 juillet 1902, est passé en force de chose jugée ; — Attendu que le juge d'instruction d'Alger, requis alors d'informer contre Tahar ben Mohammed, s'est, lui aussi, déclaré incompétent, et que son ordonnance, en date du 27 octobre 1902, non attaquée en temps de droit, est aujourd'hui passée en force de chose jugée; — Attendu que du jugement du tribunal correctionnel d'Alger et de l'ordonnance précitée résulte un conflit négatif de juridiction

---

(1) Voy. sur la question, mais en sens contraire, l'article publié, *Rev. Alg.*, 1902, 1. 125, et les deux arrêts de la Cour d'Alger, 18 déc. 1902, *suprà*, p. 1. — Nous renvoyons au rapport qui précède ces arrêts en nous bornant à faire remarquer que ceux-ci sont longuement et très juridiquement motivés, tandis que l'arrêt de règlement de juges ci-dessus reproduit affirme purement et simplement, sans indiquer aucun motif de la distinction qu'il établit entre la dernière condamnation occasionnant la relégation, qui ne peut-être prononcée que par le tribunal correctionnel (Crim. règl. de juges, 15nov. 1902, *Rev. Alg.*, 1902, 2. 381), et les condamnations antérieures. Voy. également cass., 5 févr. 1903 *(suprà*, p. 52).

qui interrompt le cours de la justice et qu'il importe de faire cesser ; — Attendu qu'il est constaté, par l'ordonnance du juge d'instruction, que le prévenu a encouru les condamnations ci-après, prononcées par le tribunal correctionnel d'Alger : 1° le 19 juillet 1900, quatre mois d'emprisonnement, pour vol ; 2° le 28 juillet 1900, quatre mois d'emprisonnement, pour vol ; 3° le 6 décembre 1900, six mois d'emprisonnement, pour escroquerie ; — Qu'il est manifeste que les deux premières condamnations susvisées ne peuvent concourir, l'une et l'autre, pour la relégation ; qu'en effet, la condamnation du 28 juillet 1900 a été prononcée pour un délit commis avant l'époque où celle du 19 juillet 1900 est devenue définitive ; — Qu'il suit de là qu'en l'état des constatations ci-dessus énoncées, le prévenu ne se trouve dans aucun des cas prévus par l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885 ;

Par ces motifs : — Réglant de juges, sans s'arrêter ni avoir égard aux jugements rendus, le 21 juin 1902, par le tribunal répressif indigène du canton sud d'Alger, et, le 19 juillet 1902, par le tribunal correctionnel d'Alger, lesquels seront considérés comme non avenus ; renvoie la cause et Tahar ben Mohammed, pour être statué sur la prévention dirigée contre cet inculpé, devant le tribunal répressif indigène du canton de Blida ; — Ordonne que le présent arrêt sera notifié à qui de droit.

MM. CHAMBAREAUD, *ff. prés.* ; LABORDE, *rap.* ; COTTIGNIES, *av. gén.*

TRIBUNAL RÉPRESSIF D'AUMALE

23 décembre 1902

Compétence criminelle, Algérie, tribunaux répressifs indigènes, tribunaux correctionnels, délits commis par des indigènes musulmans en territoire civil, relégation, non applicabilité.

Les délits visés par la loi du 27 mai 1885 sur la récidive n'échappent pas à la compétence des tribunaux répressifs ;

Les indigènes algériens ne peuvent être relégués pour délits commis en territoire civil, ni par les tribunaux répressifs, qui, étant des tribunaux d'exception, sont incompétents pour pro-

noncer la relégation, aux termes de la loi de 1885, ni par les tribunaux correctionnels, qui ont été dessaisis d'une manière absolue par les décrets de 1902 de la connaissance des délits commis par les indigènes ;

En conséquence, dans l'état actuel de la législation, les indigènes du territoire civil de l'Algérie ne sont pas passibles de la relégation (1).

(Ghacem Abdelkader ben Razkallah)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que Me Courserant, avocat du prévenu Ghacem Abdelkader ben Razkallah, a déposé des conclusions aux termes desquelles il demande au tribunal de se déclarer incompétent pour connaître du délit de complicité de vol par recel reproché à son client ; qu'il soutient que, ce délit pouvant entraîner une condamnation susceptible de compter pour la relégation, le tribunal correctionnel est seul compétent pour en connaître, aux termes de la loi du 27 mai 1885 sur la récidive ;

Attendu que le concluant affirme, sans en faire la démonstration, que, dans l'état actuel de la législation, la loi de 1885 est applicable aux indigènes du territoire civil de l'Algérie ; — Attendu, cependant, qu'elle ne contient aucune disposition visant expressément lesdits indigènes ; que le paragraphe 2 de l'art. 20 ne concerne que les indigènes du territoire de commandement ; qu'il est vrai que le paragraphe 1er déclare la loi applicable à l'Algérie, mais qu'on ne peut soutenir que les lois de la métropole déclarées exécutoires en Algérie soient de plein droit applicables aux indigènes musulmans de cette colonie ; — Attendu, au contraire, qu'il est incontestable que, les indigènes algériens étant soumis à une législation spéciale qui a sa source dans des décrets ou ordonnances, les lois de la métropole déclarées applicables en Algérie ne régissent, en principe, que les Français et les étrangers résidant dans cette colonie et ne peuvent modifier le statut spécial des indigènes musulmans que par une déclaration expresse ; — Attendu que la loi du 27 mai 1885, qui établit une peine nouvelle, doit être interprétée strictement ;

---

(1) Cette décision est intéressante, en ce qu'elle présente sous un nouvel aspect la question de l'application de la relégation par les tribunaux répressifs. Nous la publions aujourd'hui sans commentaire, nous réservant de la discuter prochainement avec le soin qu'elle mérite.

qu'on ne peut étendre son application, par analogie ou par raisonnement, à une catégorie de justiciables soumis à un régime spécial et qui ne sont pas explicitement désignés dans le texte de la loi ; — Attendu que, lors de la promulgation de cette loi, la législation spéciale concernant les indigènes du territoire civil de l'Algérie avait sa base dans l'ordonnance du 26 septembre 1842 (art. 38 et 79), qui, d'une part, rendait lesdits indigènes justiciables des tribunaux français, et, d'autre part, déclarait que les peines prévues par les lois françaises leur étaient applicables ; — Attendu, par suite, que les dispositions de la loi de 1885 ne s'appliquaient pas alors aux indigènes du territoire civil de plein droit et par le seul effet de cette loi ; qu'elles ne leur étaient applicables que par voie de conséquence ; que la cause première et nécessaire de cette application résidait, non dans la loi de 1885, mais dans les dispositions de l'ordonnance de 1842, aux termes desquelles les indigènes étaient justiciables des tribunaux criminels français et soumis aux lois pénales françaises ; — Attendu que ces dispositions ayant été profondément modifiées par les décrets des 29 mars et 28 mai 1902, qui ont attribué aux tribunaux répressifs la connaissance de tous les délits commis par des indigènes en territoire civil, la compétence que les tribunaux correctionnels puisaient dans l'ordonnance de 1842, et qui leur permettait d'appliquer auxdits indigènes la loi sur la récidive, n'existe plus ;

Attendu, d'autre part, que, les décrets de 1902 n'ayant pas prévu la relégation, les tribunaux répressifs, juridiction d'exception, sont incompétents, aux termes de la loi de 1885, pour prononcer cette peine et que leurs décisions ne peuvent compter pour la relégation ;

Attendu que de ce qui précède on peut conclure que, dans l'état actuel de la législation, les indigènes algériens ne peuvent être relégués pour les délits commis en territoire civil ;

Attendu, d'ailleurs, qu'une situation identique existera en ce qui concerne les mêmes crimes commis par lesdits indigènes dès la promulgation de la loi récemment votée qui a organisé en Algérie des cours criminelles ; qu'il faudra décider que ces cours, étant des juridictions d'exception, sont incompétentes pour prononcer la relégation ;

Attendu, au surplus, que Ghacem Abdelkader n'est pas relégable ; que pour décider, malgré les termes formels du décret du 29 mars 1902, que les tribunaux correctionnels sont seuls compétents pour connaître des délits visés dans la loi de 1885, lorsque le prévenu est un indigène, il faudrait qu'il y ait une contradiction absolue entre les dispositions du décret et celles

de la loi ; qu'il soit établi que les auteurs de ladite loi ont voulu réserver dans tous les cas aux tribunaux correctionnels la connaissance des délits dont il s'agit et enlever au pouvoir exécutif le droit de prendre en Algérie des mesures en vue de la répression de cette catégorie de délits ; — Attendu que rien n'autorise à croire qu'ils aient eu cette intention ; qu'au contraire, en assimilant aux décisions des tribunaux ordinaires, au point de vue de la relégation, des condamnations prononcées contre les indigènes du territoire militaire par les conseils de guerre, c'est-à-dire par une juridiction spéciale établie par un simple décret, le législateur de 1885 a nettement indiqué qu'il voulait plutôt étendre que restreindre la compétence des juridictions répressives spéciales aux indigènes et qu'il n'entendait nullement enlever à ces juridictions la connaissance des délits visés dans la loi sur la récidive ;

Par ces motifs : — Statuant en premier ressort : — Se déclare compétent pour connaître du délit reproché à Ghasem Abdelkader.

M. FAVELLA, *juge de paix*, *prés.* — Me COURSERANT, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

21 juin 1902

Assurances terrestres, résiliation, faillite de l'assuré, liquidation judiciaire, inapplicabilité.

La clause d'une police d'assurances portant que le contrat sera résilié de plein droit par la faillite de l'assuré ne saurait être étendue, par voie d'assimilation, à la liquidation judiciaire.

(Cie L'Afrique française c. Isaac)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'il est stipulé, dans l'art. 5 de la police nº 1901, reçue à Alger le 8 novembre 1901, enregistrée, que le contrat est résilié de plein droit par la faillite de l'assuré ; qu'il n'y est pas question de la liquidation judiciaire ; qu'il faut donc strictement s'en tenir aux conventions

arrêtées entre les parties ; — Attendu que, vainement, la compagnie L'Afrique française soutient que la liquidation judiciaire doit être assimilée à la faillite ; qu'il existe, en effet, entre les deux états des différences essentielles sur lesquelles il est, d'ailleurs, inutile d'insister ; — Attendu, en effet, que si même l'assimilation entre les deux états était possible, les prétentions de la compagnie L'Afrique française devraient encore être rejetées par les motifs très sages du jugement déféré, tirés de la commune intention des parties contractantes, motifs qu'il y a lieu d'adopter ; — Attendu, enfin, que c'est à bon droit que les premiers juges ont débouté Adolphe et Émile Isaac de leur demande à fin de dommages-intérêts ; que la compagnie, tenue au paiement de la valeur de la glace brisée, fixée à 280 fr. contradictoirement entre elle et Adolphe et Émile Isaac, ne peut être condamnée, ce paiement n'ayant pas été effectué par elle, qu'aux intérêts de droit de ladite somme ; qu'au surplus, Adolphe et Émile Isaac ne justifient d'aucun autre préjudice ; qu'ils doivent être déboutés de leur appel incident ;

Par ces motifs et ceux non contraires des premiers juges : — Dit que la police d'assurances du 8 novembre 1898, qui ne prévoit que l'état de faillite et non celui de liquidation judiciaire, fait la loi des parties ; — Dit que la liquidation judiciaire ne peut d'ailleurs, quant à ses effets, être assimilée à une faillite ; — Dit, au surplus, qu'en tout cas, Isaac frères étant assurés pour deux ans et ayant payé d'avance les primes des deux années, c'est-à-dire exécuté le seul engagement qu'ils avaient contracté, la compagnie L'Afrique française ne peut éluder le sien ; — Dit qu'il n'y a pas lieu d'allouer des dommages-intérêts à Isaac frères ; — Dit, en conséquence, bien jugé, mal appelé ; — Confirme, etc.

M. WURTZ, *prés.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

8 décembre 1902

Compétence, interprétation d'arrêt, chambre musulmane de la Cour d'Alger, décret du 25 mai 1892, arrêt antérieur.

La chambre musulmane de la Cour d'Alger, n'ayant plus, depuis le décret du 25 mai 1892, qualité pour connaître

des appels des jugements en premier ressort rendus dans l'arrondissement judiciaire d'Alger par les juges de paix et les cadis, est incompétente pour interpréter un arrêt rendu par cette chambre antérieurement audit décret.

(El Aouabeur)

ARRET

LA COUR, — Attendu que, par exploit du 17 octobre 1902, El Aouabeur el Hadj Kaddour a assigné El Aouabeur Maamar bel Hadj et consorts en rectification d'une erreur matérielle contenue dans un arrêt de la Cour d'Alger, statuant en matière musulmane, du 9 avril 1879 ;

Attendu qu'il est de principe universellement admis que, lorsqu'une décision judiciaire est basée sur une erreur matérielle, c'est aux juges qui ont rendu cette décision qu'il appartient de réparer l'erreur commise, si elle est réparable et si les choses sont encore entières ; — Attendu que l'action du demandeur aurait dû, dès lors, être portée devant la chambre musulmane de la Cour ; — Attendu que cette juridiction a été supprimée par l'art. 37 du décret du 17 avril 1889 et par l'art. 1er du décret du 25 mai 1892 en ce qui concerne les litiges entre les musulmans arabes du département d'Alger, et la connaissance desdits litiges attribuée aux tribunaux d'arrondissement ; — Attendu que la chambre musulmane n'a plus compétence aujourd'hui que pour statuer sur les litiges entre Kabyles (affaires émanant des tribunaux de Tizi-Ouzou et de Bougie) ; — Qu'elle est, dès lors, incompétente pour examiner la demande d'El Hadj Kaddour El Aouabeur ;

Sur les dommages-intérêts réclamés par les défendeurs ; — Attendu que la Cour est, pour les mêmes raisons, incompétente pour apprécier le mérite de cette demande reconventionnelle ;

Par ces motifs : — Se déclare incompétente pour examiner tant la demande d'El Aouabeur El Hadj Kaddour que la demande reconventionnelle des défendeurs ; — Renvoie les parties à se pourvoir ainsi qu'elles aviseront ; — Condamne le demandeur aux dépens.

MM. PATRIMONIO, *prés.* ; VANDIER, *subst. du proc. gén.* — MMe LE DENTU et REY, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

8 février 1902

Partie civile, constitution, recevabilité, matière correctionnelle, clôture des débats.

En matière correctionnelle, la constitution de la partie civile peut avoir lieu en tout état de cause jusqu'à la clôture des débats, lesquels ne sont clos que par le prononcé du jugement.

(G... c. C...)

ARRÊT

LA COUR, — Sur l'action civile : — Vu l'art. 67 C. instr. crim. ; Attendu que la constitution de la partie civile peut avoir lieu en tout état de cause jusqu'à la clôture des débats ;

Attendu qu'en matière correctionnelle la clôture des débats n'est pas fixée par une disposition spéciale ; qu'il en résulte que les débats ne sont clos que par le prononcé du jugement et que, jusqu'à ce moment, la partie civile doit être admise à conclure et à demander la réparation du dommage qui lui a été causé ; — Attendu qu'en jugeant le contraire, en décidant que la partie civile était irrecevable et en rejetant ses conclusions comme tardives, par le motif que la dame C... n'était intervenue qu'après les réquisitions du ministère public et la défense de la prévenue, le tribunal d'Alger a violé les formes prescrites par la loi ; qu'il y a donc lieu d'annuler son jugement dans la partie relative à l'action civile et d'évoquer le fond, conformément à l'art. 215 C. instr. crim. ; que la cause est en état de recevoir une solution ;

Attendu, en effet, que le délit commis par la femme G... a causé à la dame C... un préjudice dont il lui est dû réparation et dont la Cour peut apprécier l'importance à l'aide des éléments qu'elle possède ;

Par ces motifs : — Confirme le jugement dont est appel.

MM. LALOË, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes LADMIRAL et TEDESCHI, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

5 juin 1901

Contrat de mariage, Tunisie, Italiens, statut personnel, succession, loi italienne, mariage sans contrat, séparation de biens.

Les Européens étant, en Tunisie, régis par leur loi nationale en ce qui concerne leur statut personnel, leurs droits de famille et leurs successions, les Italiens mariés sans contrat de mariage s'y trouvent, conformément au Code civil italien, placés sous le régime de la séparation de biens.

(Saliba c. Coppola)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que la dame Anna Coppola, épouse du sieur Joseph Saliba, dûment assistée par son mari, a assigné son père le sieur Michel-Ange Coppola en reddition des comptes de la succession de sa mère, la dame Thérèse Tagliana, épouse Coppola, décédée à Bizerte le 15 juin 1885; — Attendu que le sieur Michel-Ange Coppola est de nationalité italienne et qu'au moment de son mariage il était domicilié en Tunisie, c'est-à-dire dans un pays où les Européens sont régis par leur loi nationale, en ce qui concerne leur statut personnel, leurs droits de famille et leurs successions; — Attendu que c'est donc la loi italienne qui est applicable à ces conventions matrimoniales; — Attendu que ce fait n'est pas contesté par Michel-Ange Coppola; — Attendu qu'en épousant la dame Thérèse Tagliana, il n'a passé aucun contrat de mariage, et que dès lors, conformément aux principes posés par le Code civil italien, les époux se sont trouvés placés sous le régime de la séparation de biens; — Attendu qu'il est constant que la défunte Thérèse Tagliana n'avait en se mariant aucune fortune; — Attendu qu'il est établi dès à présent qu'elle n'a laissé d'autre héritage que quelques bijoux; — Attendu que, par une quittance du 18 décembre 1900, la dame Coppola, avec l'assistance de son mari Saliba, a reconnu avoir reçu de son père ces objets; — Attendu que la maison possédée par le sieur Coppola lui provient pour une partie de la succession de son père; qu'elle a été achetée pour le reste de ses

propres deniers, et que cet immeuble constitue sa propriété personnelle ainsi que l'établissement commercial qu'il a créé;

Par ces motifs : — Déclare la dame Coppola, épouse Saliba, mal fondée dans sa demande.

MM. FABRY, *prés.*; DE FONTBRUNE, *min. pub.*— Me[s] CARDOSO et GAUDIANI, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

11 mars 1902

Vente publique d'immeubles, Tunisie, formes, adjudication, juridiction française, priorité.

La procédure en vigueur devant la juridiction tunisienne pour les ventes d'immeubles sur saisie en exécution d'un jugement d'une juridiction tunisienne se poursuit conformément aux règles suivantes : l'administration (le caïd, ou pour Tunis, le Cheik Medina) chargée d'exécuter le jugement publie la vente au moyen des courtiers et par des insertions dans les journaux pendant un délai de soixante-dix jours ; à l'expiration de ce délai, le débiteur est requis de consentir la vente, par devant notaires, de l'immeuble saisi, au plus offrant et dernier enchérisseur ; en cas de refus, il est dressé procès-verbal et de nouvelles publications sont faites pendant quinze jours avec l'autorisation de l'ouzara ; si, à la suite de ces nouvelles enchères, le débiteur persiste dans son refus, un acte de vente est rédigé d'office et soumis à l'approbation du bey, laquelle opère la transmission du droit de propriété du saisi à l'adjudicataire ;

En conséquence, est seule valable l'adjudication, à la barre d'un tribunal français, d'un immeuble dont la vente a été simultanément poursuivie par l'administration tunisienne en exécution d'un jugement de la juridiction tunisienne, si le jugement d'adjudication de la juridiction française est intervenu avant que la transmission de la propriété ait été effectuée à l'adjudicataire devant la juridiction tunisienne, soit par le consentement du saisi à la vente, soit par l'approbation du bey ;

Il en est ainsi surtout au cas où la saisie de l'huissier français est antérieure à la procédure de vente devant la juridiction tunisienne.

(Moatti c. Raffo)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que par jugement rendu à l'audience des criées du tribunal civil de Tunis le 25 juillet 1900, le sieur Luigi Raffo est devenu adjudicataire d'une maison située à Tunis, impasse du Soleil, nº 11, dont il poursuivait la vente sur saisie contre le sieur Abderahman Tione, son débiteur ; — Attendu que le sieur Hadj Chadli Moatti prétend qu'il était aussi créancier du même individu ; qu'il a fait saisir et vendre l'immeuble dont il s'agit par les soins de la juridiction tunisienne et qu'elle le lui a adjugé le 24 juillet 1900 ; — Attendu qu'il a assigné le sieur Luigi Raffo pour faire annuler l'adjudication prononcée au profit de ce dernier par le tribunal français ; — Attendu qu'il résulte d'un rapport de M. le cheik Medina en date du 11 juillet 1901, versé aux débats par les défenseurs des parties, que la procédure en vigueur devant la juridiction tunisienne pour les ventes d'immeubles sur saisie est la suivante : l'administration chargée d'exécuter le jugement publie la vente au moyen des courtiers et par des insertions dans les journaux pendant un délai de soixante-dix jours ; à l'expiration de ce délai le débiteur est requis de consentir la vente par devant notaires de l'immeuble saisi au plus offrant et dernier enchérisseur. En cas de refus, il en est dressé procès-verbal, et de nouvelles publications sont faites pendant quinze jours avec l'autorisation de l'ouzara. Si, à la suite de ces enchères, le débiteur persiste dans son refus, un acte de vente est rédigé d'office et soumis à l'approbation de son altesse le bey ; — Attendu que c'est seulement cette approbation qui, en cas de refus du débiteur de consentir à la vente, rend l'adjudication définitive et fait passer l'immeuble du patrimoine de la partie saisie dans celui de l'adjudicataire ; — Attendu qu'il ressort aussi de la pièce mentionnée ci-dessus que, par une insertion publiée le 17 mai 1900 dans le journal la *Dépêche tunisienne*, le cheik Medina, agissant en vertu d'un jugement de condamnation obtenu par le sieur Hadj Chadli Moatti contre le sieur Abderahman Tione devant la juridiction tunisienne, a fait annoncer la mise aux enchères de la maison dont il s'agit

pendant une période de soixante-dix jours ayant commencé le 14 du même mois ; que, à l'expiration de ce délai, le sieur Abderrahman Tione a refusé de consentir à la vente ; que de nouvelles enchères ont été alors ouvertes ; mais que l'autorité tunisienne, ayant appris l'adjudication prononcée antérieurement par le tribunal français, n'a pas fait dresser l'acte de vente qui devait être revêtu de l'approbation de son altesse le bey ; — Attendu, que, dans ces conditions, le sieur Hadj Chadli Moatti ne saurait être considéré comme adjudicataire et qu'il n'a aucune qualité pour intenter le présent procès ; — Attendu au surplus que le 14 mai 1900, époque à laquelle la juridiction tunisienne a mis en vente l'immeuble, il était déjà saisi à la requête de Luigi Raffo, suivant procès-verbal de Patel du 27 mars 1900 ;

Par ces motifs : — Déclare le sieur Hadj Chadli mal fondé dans sa demande, l'en déboute.

MM. FABRY, *prés.* ; YTOU, *subst.* — Mes BEN ATTAR et BODOY, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

20 mars 1902

Testament, Tunisie, sujet anglo-maltais, formes, legs, succession, revendication, prescription, loi maltaise.

Est valable le testament réciproque fait en Tunisie par deux époux anglo-maltais devant le consul anglais dans les formes établies par les lois anglaises pour les actes de cette nature ;

Aux termes de l'ordonnance maltaise n° 7 de l'année 1868, art. 547, l'action en revendication d'une hérédité ou d'un legs se prescrit par une période de dix ans à partir de l'ouverture de la succession, qu'il y ait ou non un testament.

(Vella c. Bezzina)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, par un testament fait au consulat d'Angleterre à Tunis, le 19 juin 1874, le sieur Giovanni Vella et la dame Vittorina Bezzina, son épouse, se sont légués mutuellement tous les biens que chacun d'eux laisserait à son décès ; — Attendu que le sieur Giovanni Vella est décédé le premier et que, conformément à ce testament,

son héritage a été recueilli par son épouse ; — Attendu que cette dernière est morte à son tour ; — Attendu que les consorts Vella revendiquent contre ses héritiers la succession du sieur Giovanni Vella, leur oncle paternel ;

Mais attendu qu'il résulte du testament mentionné ci-dessus qu'ils n'ont aucun droit à cette hérédité ;

Attendu qu'ils soutiennent que cet acte est nul comme n'étant pas revêtu des formes légales ; — Attendu que les successions dont s'agit se sont ouvertes à Tunis, où les époux Vella étaient domiciliés ; — Attendu que, d'après les usages qui sont en vigueur dans ce pays, et qui ont été formellement consacrés par l'art. 2 de la loi foncière, les successions sont régies en Tunisie par la loi nationale du défunt ; — Attendu que les époux Vella étaient anglo-maltais et que toutes les parties qui figurent au procès appartiennent aussi à cette nationalité ; — Attendu que l'art. 290 de l'ordonnance maltaise nº 7 de l'année 1868 relative aux choses autorise entre époux les testaments réciproques faits par un seul acte ; — Attendu que la même ordonnance décide dans son art. 380 que les testaments dressés en dehors de Malte sont valables lorsqu'on observe les formes établies par les lois du lieu où elles ont été faites ; — Attendu, d'autre part, que les consuls des puissances européennes remplissent en Tunisie les fonctions de notaires à l'égard de leurs nationaux ; — Attendu que cette règle existait avant la suppression des juridictions consulaires ; qu'elle a été maintenue depuis cette époque et qu'aux termes de l'art. 16 de la loi du 27 mars 1883, relative à la justice française, elle subsistera jusqu'au moment où le notariat sera organisé ; — Attendu que les époux Vella relevaient de l'autorité consulaire anglaise ; — Attendu que leur testament a été fait suivant les formes établies par les lois anglaises pour les actes de cette nature qui sont dressés par les consuls ; — Attendu qu'il est donc pleinement valable et qu'il doit continuer à produire tous ses effets ;

Attendu que les défendeurs invoquent subsidiairement la prescription ; — Attendu que l'ordonnance maltaise nº 7 de l'année 1868 dont il a été parlé plus haut, dispose dans son art. 547 que l'action pour réclamer une hérédité ou un legs se prescrit par une période de dix ans à partir de l'ouverture de la succession, soit qu'il y ait un testament, soit qu'il n'y en ait pas ; — Mais attendu que pour se prévaloir de cette prescription il faudrait faire connaître la date du décès du sieur Giovanni Vella ; — Attendu qu'il n'est fourni à ce sujet aucune justification ni aucune indication ; — Attendu, toute-

fois, que, le testament étant déclaré valable, l'examen de ce second moyen devient inutile ;

Par ces motifs : — Déboute les consorts Vella de toutes leurs demandes.

MM. FABRY, *prés.* ; DE FONTBRUNE, *min. pub.* — Mes DE MATTEÏS et BODOY, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

8 mai 1901

Exécution des jugements, Tunisie, sujet tunisien, statut personnel. Européen, exequatur ; — Interdiction, droit musulman tunisien, publicité, effets, point de départ.

Le décret beylical du 31 juillet 1884 réservant aux juridictions tunisiennes le règlement des contestations relatives au statut personnel des sujets tunisiens, les jugements régulièrement rendus en cette matière par lesdites juridictions sont opposables à un Européen sans qu'il soit nécessaire de les soumettre à la formalité de l'exequatur (1);

D'après la loi musulmane tunisienne, les effets de l'interdiction ne sont pas subordonnés à l'accomplissement des formalités prescrites pour la publication du jugement qui l'a prononcée, mais ils se produisent à compter de ce jugement (2).

(Essefaïhi c. Pelletier)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, par acte sous seing privé en date du 4 janvier 1901 à Tunis, le sieur Belkacem Essefaïhi a vendu aux sieurs Pelletier et Haïm de Haï Lévy deux immeubles indivis ; — Attendu que cet acte constate qu'une somme de 22,050 fr. a été payée comptant sur le prix ; — Attendu que les sieurs Mohamed ben Ismaïl Essefaïhi et Mohamed Es Salati, agissant comme tuteurs du sieur Belkacem Essefaïhi, ont assigné les sieurs Pelletier et Haïm de Haï Lévy pour faire annuler cette vente ; — Attendu que le sieur Belkacem Essefaïhi est intervenu à l'instance et que ses conclusions tendent au maintien de cet acte ; — Attendu qu'un jugement

(1) En ce sens, Alger, 6 juin 1898 (*Rev. Alg.*, 1898. 2. 329).

(2) Comp. trib. de Tunis, 8 juin 1898 (*Rev. Alg.*, 1899. 2. 331).

du cadi hanafite de Tunis en date du 31 décembre 1900 a prononcé l'interdiction du sieur Belkacem Essefaïhi pour cause de faiblesse d'esprit et lui a désigné les sieurs Mohamed ben Ismaïl Essefaïhi et Mohamed Es Salati comme tuteurs ; — Attendu que cet individu est un indigène tunisien ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 2 du décret beylical du 31 juillet 1884, revêtu du visa de M. le ministre résident, le règlement des contestations relatives au statut personnel des sujets tunisiens, musulmans ou israélites est expressément réservé aux juridictions tunisiennes ; — Attendu que le jugement dont s'agit a donc été rendu par un magistrat compétent, qu'il n'a été l'objet d'aucun recours, et qu'il doit être appliqué éomme faisant partie du statut personnel du sieur Belkacem, sans qu'il soit nécessaire de le soumettre à la formalité de l'exequatur ; — Attendu, au surplus, que cette décision a été prononcée suivant les règles de forme et de fond prescrites par la loi musulmane tunisienne, que les faits sur lesquels elle s'appuie pour ordonner l'interdiction du sieur Belkacem Essefaïhi justifiaient, d'après cette même loi, cette mesure et qu'il n'est pas établi que ces faits soient inexacts ; — Attendu que personne ne s'est inscrit en faux contre les énonciations de ce jugement ; qu'il n'est pas démontré qu'il ait été antidaté ; — Attendu enfin que, d'après la loi musulmane tunisienne, les effets de l'interdiction ne sont pas subordonnés à l'accomplissement des formalités prescrites pour la publication du jugement qui la prononce, mais qu'ils se produisent à compter de ce jugement ; — Attendu qu'il en résulte que le sieur Essefaïhi n'avait pas la capacité juridique nécessaire pour conclure la vente qui a donné lieu au procès et que cette vente doit être annulée ; — Mais attendu que nul ne peut s'enrichir sans cause au détriment d'autrui ; — Attendu qu'il est certain que Belkacem Essefaïhi a reçu des sieurs Pelletier et Lévy une somme de 22,500 fr. comme acompte sur le prix, dont le versement est prouvé par une quittance constatant qu'il a été effectué en présence de deux notaires tunisiens rédacteurs de cette pièce ; — Attendu que cette somme doit être restituée aux sieurs Pelletier et Lévy ;

Par ces motifs : — Prononce l'annulation de la vente mentionnée ci-dessus ; — Condamne les sieurs Mohamed ben Ismaïl Essefaïhi et Mohamed Es Salati, pris en qualité de tuteurs de Belkacem Essefaïhi, à restituer aux sieurs Pelletier et Lévy la somme de 22,050 fr.

MM. FABRY, *prés.* ; BLAT, *subst.* — Mes BODOY, UZANNAZ et DELMAS, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

21 janvier 1903

Taxe des loyers. Algérie, vétérinaire, officier sans troupes.

Est imposable à la taxe des loyers en Algérie, comme officier sans troupes, le vétérinaire détaché à un dépôt de remonte.

(Allarousse)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Statuant au contentieux ; — Vu la requête présentée par le sieur Allarousse, demeurant à Miliana (département d'Alger), enregistrée au secrétariat du contentieux du conseil d'État, le 27 janvier 1902, et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler un arrêté, en date du 8 novembre 1901, par lequel le conseil de préfecture d'Alger a rejeté sa demande en réduction de la taxe sur les loyers, à laquelle il a été assujetti pour 1900, sur le rôle de la commune de Miliana ; — Ce faisant, attendu que si le requérant est d'accord avec l'administration des contributions directes pour reconnaître que la valeur locative de 900 fr. assignée au logement qu'il occupe n'est pas exagérée, il n'en a pas moins droit à une réduction de son imposition ; qu'en effet, étant vétérinaire au 13e régiment de hussards, il est officier avec troupes, et comme tel a droit à une réduction proportionnellement à la valeur du logement auquel il aurait droit dans les bâtiments de l'État ; — Accorder la réduction demandée ; — Vu les observations présentées par le ministre de l'intérieur, enregistrées comme ci-dessus le 5 septembre 1902 et tendant au rejet de la requête ; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ; — Vu le décret du 15 juin 1899 ;

Considérant que, d'après l'art. 5 du décret du 15 juin 1899, les officiers sans troupes doivent être assujettis à la taxe des loyers d'après le même mode, et dans les mêmes proportions que les autres contribuables ; — Considérant qu'il résulte de l'instruction qu'au 1er janvier 1900, le sieur Allarousse, vétérinaire en second, était détaché au dépôt de remonte de Miliana ; que, dès lors il ne peut se prévaloir de ce qu'il continuait à être porté sur les contrôles de 23e régiment

d'artillerie, puis du 13e régiment de hussards, pour soutenir qu'il n'était pas officier sans troupes ; — Que d'autre part, il résulte de l'instruction et qu'il est reconnu par le requérant que la valeur locative de 900 fr., assignée à son habitation n'est pas exagérée ; — Qu'ainsi il n'est pas fondé à demander l'annulation de l'arrêté susvisé par lequel le conseil de préfecture a rejeté sa réclamation ;

Décide : — La requête susvisée du sieur Allarousse est rejetée.

MM. BERGER, *prés.*; HELBRONNER, *rap.*; CHARDENET, *com. du gouv.*

CONSEIL D'ÉTAT

16 janvier 1903

Débits de boissons, Algérie, Français, autorité administrative, fermeture, légalité.

La loi du 17 juillet 1880 sur les débits de boissons ne pouvant, aux termes de la loi du 24 avril 1833, être rendue applicable à l'Algérie qu'en vertu d'un décret, il appartenait au pouvoir exécutif de rapporter ce décret s'il le croyait nécessaire (1);

En conséquence, l'autorité administrative peut légalement, en vertu du décret du 29 décembre 1851, remis en vigueur en Algérie par le décret du 25 mars 1901 abrogatif de celui du 5 mai 1881, ordonner la fermeture, dans un but de sécurité publique, d'un débit de boissons tenu par un Français (2).

(Bez)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Statuant au contentieux ; — Sur le rapport de la 1re sous-section du contentieux ; — Vu la requête sommaire et le mémoire ampliatif présentés par le sieur Bez, limonadier, demeurant à Bab-el-Oued, 19, avenue

---

(1, 2) V. le décret du 25 mars 1901, dans Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, suppl. 1901, p. 25, avec, en notes, la circulaire du procureur général du 7 mai 1901 et l'instruction du gouverneur général du 7 décembre 1901.

des Consulats (Alger), ladite requête et ledit mémoire enregistrés au secrétariat du contentieux du conseil d'État, les 9 juillet et 16 novembre 1901, et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler un arrêté du préfet du département d'Alger, en date du 8 mai 1901, qui a ordonné la fermeture de son établissement ; — Ce faire, attendu que, par suite de la promulgation du décret du 5 mai 1881, de la loi du 17 juillet 1880, en Algérie, l'autorité administrative a perdu le droit de fermer un débit de boissons dans un but de sécurité publique, tout au moins quand cet établissement est tenu par un français ; — Que si le décret du 25 mars 1901 a abrogé le décret de 1881, ce premier texte n'a aucune valeur légale, le chef de l'État ne pouvant exercer ses attributions réglementaires qu'à l'égard des matières non régies par les lois françaises exécutoires ou promulguées en Algérie ; — Que, d'ailleurs, les motifs de l'arrêté attaqué sont inexacts ; — Que la manifestation du 1er mai 1901 visée par l'arrêté ne s'est pas formée dans l'établissement du requérant, absent, d'ailleurs, ce jour-là, ainsi qu'il résulte de témoignages joints au dossier ; — Que, du reste, le requérant n'a jamais subi de condamnations pour contraventions ; — Vu l'arrêté attaqué ; — Vu les observations présentées par le ministre de l'intérieur, en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus le 22 mai 1902, et tendant au rejet de la requête par les motifs, d'une part, qu'il n'y a lieu de discuter l'opportunité de l'arrêté qui échappe, par sa nature à tout débat contentieux ; d'autre part, que le décret du 25 mars 1901, a remis en vigueur les dispositions du décret du 29 décembre 1851 et abrogé celui du 5 mai 1881, qui avait fait bénéficier les citoyens français algériens des dispositions de la loi du 17 juillet 1880 ; — Que le régime législatif de l'Algérie étant celui des décrets, la régularité du décret du 25 mars 1901 ne saurait faire de doute ; — Vu les autres pièces jointes au dossier ; — Vu les lois des 7-14 octobre 1790, 24 mai 1872 ; — Vu l'ordonnance du 22 juillet 1834 ; — Vu le décret du 29 décembre 1851 ; — Vu le décret du 5 mai 1881 ; — Vu le décret du 25 mars 1901 ;

Considérant que le requérant soutient que l'arrêté préfectoral qui a ordonné la fermeture de son établissement par mesure de sécurité publique est entaché d'excès de pouvoir par le motif que le décret, en vertu duquel cet arrêté a été pris, n'a pu abroger le décret du 5 mai 1881, qui a rendu la loi du 17 juillet 1880 applicable à l'Algérie ; qu'ainsi les dispositions du décret du 29 décembre 1851 se sont trouvées désormais sans effet, en vertu d'une loi, tant dans la métropole

qu'en Algérie ; — Mais considérant que la loi du 17 juillet 1880 ne pouvait, aux termes de la loi du 24 avril 1833, être rendue applicable à l'Algérie qu'en vertu d'un décret et que, par la même raison, il appartenait au pouvoir exécutif de rapporter ce décret, s'il le croyait nécessaire ; — Qu'en effet la délégation législative à lui donnée par la loi précitée de 1833 est générale et absolue ; — Que, dans ces circonstances, le préfet d'Alger, en prenant l'arrêté attaqué, dont le conseil d'État ne peut apprécier les motifs, n'a pas excédé ses pouvoirs ;

Décide : — La requête susvisée du sieur Bez est rejetée.

MM. BERGER, *prés.* ; CORNEILLE, *rap.* ; ROMIEU, *com. du gouv.*

CONSEIL D'ÉTAT

21 novembre 1902

Chemins de fer, Algérie, garantie d'intérêts, compagnie P.-L.-M., déraillement, dépenses d'exploitation.

Doivent entrer en compte pour le calcul de la garantie d'intérêts, comme frais d'exploitation, les dépenses occasionnées à la compagnie P.-L.-M. sur son réseau algérien, par les conséquences du déraillement d'un train.

(Compagnie P.-L.-M.)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Statuant au contentieux ; — Sur le rapport de la section du contentieux ; — Vu : 1° la requête sommaire et le mémoire ampliatif présentés pour la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, dont le siège social est à Paris, rue Saint-Lazare, n° 88, agissant poursuites et diligences de son directeur en exercice, ladite requête et ledit mémoire enregistrés au secrétariat du contentieux du conseil d'État les 18 avril et 4 novembre 1899, et tendant à ce qu'il plaise au conseil réformer un arrêté en date du 25 février 1899 par lequel le ministre des travaux publics a réglé les comptes de la garantie afférente à l'exploitation du réseau algérien de la compagnie requérante pour les années 1890 et 1891 ; — Ce faisant, attendu que le ministre

a refusé à tort de comprendre parmi les dépenses d'exploitation les dépenses qui ont été pour la compagnie requérante la conséquence du déraillement d'un train survenu le 11 décembre 1890 près de la gare de Saint-Cyprien-des-Attafs ; que ces dépenses sont des dépenses d'exploitation, tant à cause de leur nature même que parce que le contrat intervenu entre l'État et la compagnie relativement aux lignes concédées à cette dernière en Algérie exclut toute idée de faute ou de risque pouvant être laissé à la charge de la concessionnaire ; qu'enfin le législateur lui-même a tranché la difficulté et donné l'interprétation de l'art. 12 du décret du 20 septembre 1863 applicable dans l'espèce, en approuvant, par la loi du 20 novembre 1883, la convention du 26 mai précédent passée entre l'État et la compagnie de chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, dont l'art. 10, qui a une portée générale, dispose que les indemnités payées aux victimes d'accidents doivent figurer au compte d'exploitation ; — Rétablir au compte d'exploitation des lignes concédées à la compagnie requérante en Algérie, en dépenses pour l'exercice 1890, 15.568 fr. 06 et pour l'exercice 1891, 99.284 fr. 47 et condamner l'État aux dépens ; — Vu l'arrêté attaqué ; — Vu les observations en défense présentées par le ministre des travaux publics, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus le 6 août 1900, et tendant au rejet de la requête par les motifs que l'art. 10 de la convention du 26 mai 1883, qui range parmi les dépenses d'exploitation les indemnités payées aux victimes d'accidents, n'est applicable qu'en ce qui concerne l'établissement du compte de garantie des lignes déterminées par ladite convention, parmi lesquelles ne sont pas comprises les lignes dont la compagnie requérante est concessionnaire en Algérie ; que ces dernières lignes sont régies exclusivement par la convention du 1er mai 1863 approuvée par le décret du 20 septembre suivant, convention à laquelle celle du 26 mai 1883 n'a apporté aucune modification ; qu'il a été jugé par une décision du conseil d'État, statuant au contentieux, du 11 mai 1883, par application de la convention passée entre l'État et la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée relativement à la ligne du Rhône au Mont-Cenis, convention qui contient en ce qui concerne les sommes à comprendre dans les frais annuels d'exploitation des dispositions identiques à celles de la convention du 1er mai 1863, que les dépenses occasionnées par l'accident de Châtillon, imputable à la faute d'un agent dont la compagnie était civilement responsable, ne peuvent figurer au compte de l'exploitation ; qu'il résulte

d'un jugement du tribunal correctionnel d'Orléansville du 17 décembre 1891 que l'accident de Saint-Cyprien-des-Attafs a été la conséquence d'une faute d'un agent et que la compagnie est civilement responsable de cette faute ; que dans ces conditions, les faits et les textes étant identiques, la décision dans l'affaire pendante ne saurait être différente de celle que le conseil d'État a rendue le 11 mai 1883 sur l'affaire relative aux dépenses pour l'accident de Châtillon ; — Vu le mémoire en réplique présenté pour la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, ledit mémoire enregistré comme ci-dessus le 23 avril 1901, dans lequel elle déclare persister dans les conclusions de sa requête par les motifs ci-dessus analysés et, en outre, attendu qu'aucune assimilation ne peut être établie entre l'accident de Châtillon et celui de Saint-Cyprien-des-Attafs, que les causes de ce dernier accident, beaucoup moins grave que celui de Châtillon, n'ont pas été dégagées avec certitude, mais qu'en tous cas aucune faute sérieuse n'a pu être relevée à la charge de la compagnie ou de ses agents ; que les conventions qui régissent la concession de la ligne du Rhône au Mont-Cenis sont différentes de celles qui régissenl la concession du réseau algérien de la compagnie requérante ; que par ce double motif, et en tout état de cause, la décision du conseil d'État du 11 mai 1883 ne peut pas être invoquée pour faire repousser le pourvoi de la compagnie ; qu'au surplus cette décision a reconnu le caractère de dépenses d'exploitation aux frais de réparation de la voie et du matériel et n'a rejeté du compte de la garantie que les indemnités payées aux victimes de l'accident ; que, sur ce dernier point, le conseil d'État devra tenir compte aujourd'hui de l'art. 10 de la convention du 26 mai 1883 approuvée par la loi du 20 novembre suivant, dont la portée est générale et absolue et s'applique à tous les comptes de garantie de la compagnie, les parties contractantes ayant manifestement entendu mettre fin à une controverse qui avait été soulevée et fixer le caractère des dépenses pour accidents ; que par ses décisions des 11 novembre 1892 et 27 juillet 1894, le conseil d'État a implicitement admis l'application de la disposition ci-dessus rappelée de la convention de 1883 à tous les comptes de garantie des lignes concédées à la compagnie requérante ; — Vu : 2° la requête présentée pour la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, ladite requête enregistrée comme ci-dessus le 27 octobre 1900 et tendant à ce qu'il plaise au conseil réformer un arrêté en date du 10 septembre 1900 par lequel le ministre des travaux publics a réglé pour les exercices 1892 et 1893 les comptes de

la garantie afférente au réseau algérien de la compagnie requérante ; — Ce faisant, attendu, par les motifs développés à l'appui de la requête nº 97696, que c'est à tort que le ministre a rejeté des comptes d'exploitation du réseau sus-indiqué des dépenses s'élevant à 782 fr. 08 pour l'année 1892 et à 1512 fr. pour l'année 1893 et qui ont été la conséquence de deux accidents survenus, le premier le 11 décembre 1890 près de Saint-Cyprien-des-Attafs, le second le 5 février 1892 en gare de Maison-Carrée ; — Rétablir ces dépenses audit compte et condamner l'État aux dépens ; — Vu l'arrêté attaqué ; — Vu les observations en défense présentées par le ministre des travaux publics, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus le 4 mai 1901 et tendant au rejet du pourvoi par les motifs donnés à l'appui du mémoire en défense de l'État dans l'affaire nº 97696 et ci-dessus analysés ; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ; — Vu la convention passée le 1er mai 1863 entre l'État et la compagnie des chemins de Paris à Lyon et à la Méditerranée pour l'exécution et l'exploitation des chemins de fer algériens, le décret du 11 juin 1863 qui ratifie les engagements mis à la charge du trésor public par ladite convention, — Vu le décret du 20 septembre 1863 qui détermine, en ce qui concerne la garantie d'intérêts accordés par l'État, les formes suivant lesquelles la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, concessionnaire des chemins de fer algériens, sera tenue de faire diverses justifications ;

Considérant que les deux pourvois ci-dessus visés présentent à juger la même question ; que, dès lors, il y a lieu de les joindre pour y statuer par une seule décision ; — Considérant que la garantie d'intérêts promise par l'État à la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée pour son réseau algérien demeure régie par la convention du 1er mai 1863, et qu'elle est due, aux termes de cette convention, lorsque les recettes ne couvrent pas les frais annuels d'entretien et d'exploitation ; — Considérant que les dépenses sur lesquelles porte la contestation, dans les circonstances où elles ont incombé à la compagnie requérante, constituent bien des frais d'exploitation et doivent en conséquence, à ce titre, entrer en ligne de compte pour le calcul de la garantie d'intérêts ;

Décide : — Les dépenses occasionnées à la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée par les accidents survenus le 11 décembre 1890 à Saint-Cyprien-des-Attafs et le 5 février 1892 à Maison-Carrée seront portées, pour leur montant effectif, au compte des dépenses d'exploi-

tation dont il doit être fait état pour le calcul de la garantie d'intérêts afférente en 1890, 1891, 1892 et 1893 aux lignes dont ladite compagnie est concessionnaire en Algérie ; — Les comptes de la garantie d'intérêts due par l'État pour lesdites années seront rectifiés en conséquence, et la compagnie est renvoyée devant le ministre des travaux publics pour qu'il soit procédé à cette vérification.

MM. BERGER, *prés.* ; CHAREYRE, *rap.* ; ARRIVIÈRE, *com. du gouv.* — Me AGUILON, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

26 décembre 1902

Pensions civiles, géomètre, Algérie, levés généraux, retraite, bonification coloniale.

Les géomètres attachés au service des levés généraux en Algérie ne peuvent réclamer la qualité de fonctionnaires ou employés appartenant aux cadres permanents d'une administration publique ;

Dès lors il n'y a lieu de leur tenir compte des années passées par eux dans ce service en ce qui concerne soit la liquidation de leur retraite, soit la bonification coloniale.

(Mattéi)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Statuant au contentieux ; — Sur le rapport de la première sous-section du contentieux ; — Vu la requête sommaire et le mémoire ampliatif présentés pour le sieur Mattéi, ancien topographe de première classe en retraite, demeurant à Oran, ladite requête et ledit mémoire enregistrés au secrétariat du contentieux du conseil d'État, les 28 octobre 1901 et 6 janvier 1902 et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler un décret, en date du 29 juin 1901, qui, lui concédant une pension de retraite pour ancienneté, en a fixé le chiffre à 722 fr. ; — Ce faisant, attendu que les agents des brigades des levés généraux exerçaient leurs fonctions en vertu d'une commission qu'ils recevaient du préfet ; qu'ils ne pouvaient être révoqués que par le préfet sur le rapport du géomètre en

chef; qu'ils étaient rétribués au moyen de mandats individuels payables sur les caisses du trésor; qu'ils ne pouvaient donc être considérés comme de simples commis du géomètre en chef sous les ordres duquel ils étaient placés; qu'ils étaient au contraire des agents de l'État et appartenaient aux cadres d'une administration publique; que les services rendus par le requérant dans les brigades des levés généraux devaient, en conséquence, entrer en compte dans l'établissement de sa pension; qu'il importe peu que ces services n'aient été soumis à retenue; — Attendu, en ce qui concerne la bonification coloniale, que la disposition de l'art. 45 de la loi du 13 avril 1898 d'après laquelle certains fonctionnaires ne peuvent bénéficier cumulativement des avantages réservés aux emplois du service actif et de la bonification coloniale n'est pas applicable au sieur Mattéi; qu'en effet sa mise à la retraite à 55 ans d'âge après 15 ans de services ne lui permet pas de jouir de tous les avantages établis par la loi au profit des agents du service actif;

Attendu, enfin, que le requérant comptant plus de 10 ans de services civils, ses services militaires devaient entrer en compte dans la liquidation de sa pension; — Le renvoyer devant le ministre des finances pour être procédé la liquidation de sa pension sur les bases précitées; — Vu le décret attaqué; — Vu les observations présentées par le ministre des finances, les dites observations enregistrées comme ci-dessus le 19 mars 1902 et tendant au rejet de la requête par les motifs que les agents des brigades des levés généraux, recrutés par le géomètre en chef qui seul était pécuniairement responsable, devaient être considérés comme étant ses commis personnels; que, d'ailleurs lorsqu'en 1875 des agents de ces brigades sont entrés dans le service topographique, ils ont été expressément et individuellement prévenus que leurs services précédents ne leur seraient pas comptés pour la retraite; que, d'autre part, le sieur Mattéi n'ayant accompli que 15 ans de services admissibles n'a droit à la retraite que comme employé du service actif; que dans ces conditions il ne peut, en vertu de l'art. 45 de la loi du 13 avril 1898, bénéficier de la bonification coloniale; qu'enfin il résulte du bordereau de liquidation de la pension du requérant que ses services militaires sont entrés en compte dans ladite liquidation; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier; — Vu la loi du 9 juin 1853; — Vu l'arrêté du gouverneur général de l'Algérie du 8 avril 1875;

Considérant qu'aux termes des art. 2 et 3 de l'arrêté du gouverneur général de l'Algérie, en date du 8 avril 1875, orga-

nisant le service des levés généraux, chaque brigade était recrutée et dirigée exclusivement par le géomètre en chef; que les levés de plan étaient payés au géomètre d'après un tarif prévu à l'art. 8 de l'arrêté précité ; que l'art. 10 disposait que le géomètre en chef seul subirait sur les remises qu'il recevrait une retenue pour le service des pensions civiles ; — Considérant que dans ces conditions les géomètres attachés au service des levés généraux ne peuvent réclamer la qualité de fonctionnaires ou employés appartenant aux cadres permanents d'une administration publique; que, dès lors, c'est à bon droit que, dans la liquidation de la pension concédée au requérant il n'a pas été tenu compte des années passées par lui dans ce service ;

En ce qui concerne la bonification coloniale : — Considérant qu'au moment où le sieur Mattéi a été nommé topographe, il résidait en Algérie en qualité d'agent du service des levés généraux ; que de ce qui précède il résulte qu'il ne pouvait être réputé avoir été appelé en Algérie par le gouvernement français ; qu'il ne remplissait donc pas les conditions nécessaires pour avoir droit au bénéfice de l'art. 10 de la loi du 9 juin 1853 ;

En ce qui concerne l'entrée en compte des services militaires : — Considérant qu'il résulte des pièces versées au dossier qu'il a été tenu compte, dans la liquidation de la pension du sieur Mattéi, de ses services militaires ; qu'ainsi le moyen invoqué par le requérant manque en fait ;

Décide : — La requête susvisée du sieur Mattéi est rejetée.

MM. BERGER, *prés.* ; LÉGER, *rap.* ; TEISSIER, *com. du gouv.* — Me MAYER, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

12 décembre 1902

Trésorerie d'Afrique, Algérie, fonctionnaire détaché à la trésorerie aux armées en Tunisie, emploi supprimé, perception, nomination.

Le fonctionnaire de la trésorerie d'Afrique détaché au service, aujourd'hui supprimé, de la trésorerie aux armées en Tunisie, conservant, malgré cette affectation temporaire, ses droits à l'avancement dans la trésorerie d'Afrique, n'est pas fondé à invoquer les dispositions de l'ordonnance du

31 octobre 1839 conférant au ministre la faculté de nommer à des perceptions, en dehors des conditions habituelles de surnumérariat et de stage préalables, les seuls titulaires d'emplois supprimés.

(Hémon)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Statuant au contentieux; — Sur le rapport de la première sous-section du contentieux; — Vu la requête présentée par le sieur Hémon, payeur particulier à Laghouat, ladite requête enregistrée au secrétariat du contentieux du conseil d'État le 7 octobre 1901 et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler la décision de rejet, résultant du silence gardé par le ministre des finances sur sa demande de réintégration dans les cadres de l'administration métropolitaine; — Ce faisant, attendu que l'instruction générale du 20 juin 1859, art. 1208, et le décret du 15 mai 1874 disposent que les employés dont les fonctions cesseraient par suite de suppression d'emploi et les agents de la trésorerie détachés en Cochinchine pendant une période de six années ont droit à une compensation en France; que le requérant réunit cette double condition; qu'en effet, entré dans la trésorerie d'Afrique en 1881, il fut envoyé au Tonkin en juin 1883, y resta jusqu'à fin juillet 1889; qu'à cette époque, nommé à une perception de 3e classe et non acceptant, il fut réintégré dans les cadres de la trésorerie d'Afrique, puis désigné comme préposé dans le service de la trésorerie aux armées en Tunisie, service supprimé par décret du 29 décembre 1897; qu'après suppression de son emploi, et bien que cette suppression lui causât divers préjudices, résultant notamment de la cessation de ses droits à la retraite au titre militaire, de ses droits à l'obtention de la croix, et de diverses dépenses de déplacement incomplètement remboursées, il n'obtint qu'un emploi en Algérie, d'un traitement inférieur à son emploi supprimé; — Décider que le requérant a droit d'obtenir, dans la métropole, une situation équivalente à l'emploi supprimé; — Le renvoyer à cet effet devant le ministre des finances; — Condamner l'État aux frais d'enregistrement et de timbre; — Vu le récépissé, en date du 24 avril 1901, constatant le dépôt de la réclamation du sieur Hémon et duquel il résulte que le délai de quatre mois prévu par l'art. 3 de la loi du 17 juillet 1900 était expiré lors de l'enregistrement de la requête susvisée; — Vu les observations présentées par le

ministre des finances, en réponse à la communication qui lui a été donnée du recours, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus le 27 décembre 1901, et tendant au rejet de ce recours par les motifs que si, d'une part, le décret du 15 mai 1874 portant organisation de la trésorerie de Cochinchine énonce qu'après six années de séjour dans la colonie les agents ont droit à un emploi de comptable du trésor dans la métropole, il spécifie que cet emploi sera d'un produit net égal au traitement fixe de l'emploi occupé par le fonctionnaire dans la colonie; que le sieur Hémon, qui jouissait, en dernier lieu, d'un traitement de 3,000 fr. en Extrême-Orient, manifeste des exigences exagérées en demandant soit une recette particulière de 2e classe, soit une perception de 1re classe, encore bien que le traitement qu'il percevait de 1890 à 1898, comme délégué aux fonctions de payeur de la trésorerie aux armées en Tunisie, eût été de 3,500 fr., puis de 4,000 fr.; que le sieur Hémon ne saurait davantage se prévaloir de l'art. 1208 de l'instruction générale, cet article ne créant aucun droit en faveur des fonctionnaires dont les emplois ont été supprimés, et ne pouvant, du reste, à aucun point de vue, s'appliquer au requérant, simplement détaché au service provisoire supprimé par décret du 29 décembre 1897, et conservant ses droits à l'avancement dans la trésorerie d'Algérie, où il avait été réintégré après son séjour en Extrême-Orient; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier et notamment les deux pièces enregistrées comme ci-dessus, le 15 février 1902; — Vu la loi du 17 juillet 1900; — Vu l'ordonnance du 31 octobre 1839; — Vu le décret du 15 mai 1874; — Vu le décret du 24 mars 1877; — Vu le décret du 14 avril 1894; — Vu le décret du 29 décembre 1897;

Sur le moyen tiré des dispositions du décret du 15 mai 1874, d'après lequel, après six années de séjour en Cochinchine, les agents de la trésorerie ont droit, dans le service du trésor en France, à un emploi d'un produit net égal au traitement fixe de l'emploi occupé par eux dans la colonie : — Considérant qu'il résulte des pièces versées au dossier, et notamment de l'examen des états de service du requérant, que celui-ci, envoyé au Tonkin en 1883 et ayant rempli en Extrême-Orient les fonctions de payeur jusqu'à fin juillet 1889, a été nommé, à sa rentrée en France, à la perception de Couterne, d'un produit équivalent à celui de l'emploi qu'il occupait dans la colonie et que c'est sur son refus qu'il a été réintégré dans la trésorerie d'Afrique; qu'il ne peut, dès lors, se prévaloir du bénéfice d'un décret dont les dispositions lui ont été appliquées plus de dix années avant l'introduction du pourvoi;

Sur le moyen tiré du deuxième paragraphe de l'art. 8 de l'ordonnance du 31 octobre 1839, relatif à la nomination dans les perceptions des fonctionnaires dont les emplois sont supprimés : — Considérant qùe le sieur Hémon, réintégré, comme il vient d'être dit, en 1890, dans le service de la trésorerie d'Afrique, appartenait encore, lors de l'introduction de sa requête, aux cadres de cette administration ; que, si, dans l'intervalle, il a été détaché, par arrêté du 8 mars 1890, au service aujourd'hui supprimé de la trésorerie aux armées en Tunisie, il conservait, malgré cette affectation purement temporaire, ses droits à l'avancement dans la trésorerie d'Afrique, ainsi qu'il résulte de l'article précité; qu'il suit de là qu'il n'est pas fondé à invoquer les dispositions de l'ordonnance du 31 octobre 1839, conférant au ministre la faculté de nommer à des perceptions, en dehors des conditions habituelles de surnumérariat et de stage préalables, les seuls titulaires d'emplois supprimés ;

Décide : — La requête susvisée du sieur Hémon est rejetée.

MM. BERGER, *prés.;* CORNEILLE, *rap.;* ROMIEU, *com. du gouv.* — Me PATINIER, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

18 décembre 1902

Alcools, Algérie, distillation clandestine, procès-verbal, confection, délai, nullité.

Ni le décret du 27 juin 1887 sur l'octroi de mer ni celui du 27 juin 1893 sur les licences en Algérie ne prononçant la nullité du procès-verbal constatant une distillation clandestine d'alcool s'il n'est pas dressé dans les vingt-quatre heures de sa déclaration, le juge commet un excès de pouvoir en annulant sous ce prétexte un procès-verbal régulièrement affirmé dans les délais légaux.

(Acoulon, Jauffret et Trémaux)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la première branche du premier moyen, pris de la violation ou de la fausse application de l'art. 25, § 2, du décret du 27 juin 1893 et de l'art. 25 du décret du 25 juin 1887 : — Vu lesdits articles ; — Attendu que les préve-

nus Acoulon, Jauffret et Trémaux ont eté poursuivis pour distillation clandestine d'alcool constatée par procès-verbal en date du 20 avril 1896 ; qu'ils ont été condamnés, à raison de cette contravention, à diverses pénalités par jugement du juge de paix à compétence étendue du canton de Ménerville, mais que, sur appel, après renvoi de cassation, le tribunal correctionnel de Blida a renvoyé les prévenus de la poursuite par le motif que le procès-verbal n'avaît pas été dressé dans les vingt-quatre heures de sa déclaration, conformément au décret du 27 juin 1893, art. 25, § 2, sur les licences ; — Mais attendu que ni ce décret ni le décret du 27 juin 1887, sur l'octroi de mer, n'ont prononcé la nullité du procès-verbal à raison de l'inobservation de cette formalité ; qu'il n'appartient pas au juge, mais à la loi seule, de créer des nullités ; — Attendu qu'en annulant le procès-verbal du 20 avril 1896, régulièrement affirmé dans le délai prescrit à peine de nullité par l'art. 25 du décret du 27 juin 1887, sous le prétexte qu'il n'aurait pas été dressé dans les vingt-quatre heures de sa déclaration, suivant les prescriptions de l'art. 25, § 2, du décret du 27 juin 1893, non sanctionnées par la peine de nullité, le jugement a commis un excès de pouvoir et violé ou faussement appliqué les articles susvisés ;

Sans qu'il soît nécessaire de statuer sur les autres moyens du pourvoi ;

Par ces motifs : — Casse et annule le jugement du tribunal correctionnel de Blida du 21 juin 1901, et pour être statué à nouveau, conformément à la loi, sur l'appel du juge de paix à compétence étendue du canton de Ménerville, du 19 mars 1899, renvoie la cause et les parties, avec les pièces de la procédure, devant le tribunal correctionnel de Tizi-Ouzou.

MM. Lœw, *prés.* ; Chambareaud, *rap.* ; Cottignies, *av. gén.* — Mes Regray et Rigot, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

24 mai 1902

Débits de boissons, Algérie, ouverture, fêtes publiques, déclaration préalable, droits annuels de licence, perception, décret du 25 mars 1901.

Si le décret du 25 mars 1901 dispose que les autorités municipales peuvent autoriser l'ouverture de débits à l'occasion

des fêtes publiques, cette autorisation, donnée au seul point de vue de la police municipale, ne dispense pas les assujettis de faire les déclarations prescrites au point de vue fiscal par le décret du 27 juin 1893 (1);

Les assujettis à la déclaration préalable ne sont pas seulement ceux qui exercent un commerce habituel donnant lieu à la perception de droits annuels de licence, mais encore les individus qui se livrent à l'une des opérations prévues telles que celle de « débitant sous échoppe dans les foires, marchés et fêtes foraines » et qui doivent un droit exigible pour un mois entier, à quelque moment que commence ou finisse l'exercice pour un autre établissement (2).

(Contributions diverses c. Garcia)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme ;

Au fond : — Attendu que des énonciations d'un procès-verbal régulier dressé à la date du 2 septembre, 1901, il résulte que, la veille, 1er septembre, Garcia a exploité une buvette sur la place publique de Mouzaïaville sans avoir, avant son ouverture, fait la déclaration prescrite par l'art. 3 du décret du 27 juin 1893 et sans avoir versé le cautionnement prévu par le même article ; — Attendu qu'à la suite de la déclaration du procès-verbal constatant la contravention par lui commise, Garcia s'est rendu à Blida et a versé entre les mains du receveur des contributions diverses la somme de 10 fr., montant des droits de licence fraudés, mais qu'il n'a pas accepté le projet de transaction qui lui a été proposé par l'administration ; que l'action de cette administration n'est donc pas éteinte et reste recevable ; — Attendu que si la belle-mère de Garcia est titulaire d'une licence pour un café ouvert à demeure à Mouzaïaville, il est constant que la buvette temporaire dont s'agit a été exploitée par Garcia lui-même, qui a d'ailleurs payé en son nom personnel la somme de 10 fr. susindiquée ; — Attendu que le décret du 25 mars 1901, qui a abrogé celui du 5 mai 1881, visé au jugement, dispose que les autorités municipales peuvent autoriser l'ouverture de débits à l'occasion des fêtes publiques, mais que cette autorisation, donnée au seul point de vue de la police municipale, ne dispense pas les assujettis de faire

(1, 2) Dans le même sens, Alger, 24 nov. 1894 (*Rev. Alg.*, 1895. 2. 8).

les déclarations prescrites au point de vue fiscal par le décret précité du 27 juin 1893 ; — Attendu que les assujettis à la déclaration préalable ne sont pas seulement ceux qui exercent un commerce habituel donnant lieu à la perception de droits annuels de licence, mais encore les individus qui se livrent à l'une des opérations prévues telles que celle de « débitant de boissons sous échoppe, dans les foires, marchés et fêtes foraines » (état Q), et qui doivent un droit exigible pour un mois entier, à quelque moment que commence ou finisse l'exercice pour un autre établissement (art. 9) ; — Attendu que c'est donc à tort que les premiers juges ont renvoyé Garcia des fins de la poursuite ; qu'il y a lieu d'infirmer leur décision et de déclarer le prévenu coupable d'avoir, à Mouzaïaville, en septembre 1901, contrevenu aux dispositions des art. 1 et 3 du décret du 27 juin 1893 et 39 de la loi du 28 avril 1893 ;

Par ces motifs : — Infirme le jugement dont est appel ; — Statuant à nouveau : — Déclare Garcia coupable d'avoir à Mouzaïaville, en septembre 1901, contrevenu aux dispositions des art. 1er et 3 du décret du 27 juin 1893 et 39 de la loi du 28 avril 1893 ; — Et lui faisant application desdits articles ; — Le condamne à une amende de 300 fr. ; — Condamne l'administration des contributions diverses en tous les dépens, sauf son recours pour la totalité des dépens contre le condamné.

MM. LALOÉ, *pré.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes LE DENTU et SUDRAUD, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

14 mars 1902

Compétence criminelle, Tunisie. navire marchand italien, rixe entre matelots de nationalité italienne, attributions du consul, incompétence de la justice française.

Il résulte de l'art. 29, § 2 de la convention consulaire et d'établissement relative à la Tunisie, conclue entre la France et l'Italie, le 28 septembre 1896, que la justice française en Tunisie est incompétente pour connaître de la prévention dirigée contre des matelots de nationalité italienne à raison d'une rixe survenue entre eux à bord d'un navire marchand italien, les consuls étant seuls chargés de maintenir l'ordre à bord en pareil cas.

(Procureur général c. Céchi Émilio)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel du ministère public est régulier et recevable en forme;

Au fond ; — Vu la convention consulaire et d'établissement relative à la Tunisie conclue entre la France et l'Italie, le 28 septembre 1896 ; — Vu le décret du 1er février 1897, par lequel S. A. le bey de Tunis a promulgué en Tunisie ladite convention ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 29, paragraphe 2 de cette convention les consuls ou agents consulaires sont chargés exclusivement du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires marchands ; que le paragraphe suivant du même article n'excepte que les cas où les désordres survenus à bord sont de nature à troubler l'ordre public ou qu'une personne étrangère à l'équipage s'y trouve mêlée ; — Attendu que la rixe au cours de laquelle Céchi a porté des coups à Mancucci s'est produite à bord du navire italien *Le Duc Sorelle* en relâche à la Goulette ; que Céchi et Mancucci sont de nationalité italienne et font l'un et l'autre partie de l'équipage ; que dans ces conditions la justice française n'était pas compétente pour connaître de la prévention dirigée contre Céchi ;

Par ces motifs : — Infirme le jugement du tribunal de Tunis du 25 février 1902 ; — Se déclare incompétent ; — Ordonne la mise en liberté immédiate de Céchi ; — Laisse les dépens à la charge de l'État.

MM. LALOÉ, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

12 janvier 1902

Commune de plein exercice, Algérie, dégâts causés sur le territoire, responsabilité, exonération, maire, préfet, direction de la police, preuve, jugement interlocutoire.

Est interlocutoire un jugement qui autorise une commune à prouver qu'elle a pris toutes les mesures en son pouvoir pour prévenir les attroupements ou rassemblements et en

faire connaître les auteurs, cette preuve devant la rendre indemne de toute responsabilité civile aux termes de l'art. 108 de la loi du 5 avril 1884 ;

Le fait par un maire de s'être remis entièrement au préfet du soin d'assurer l'ordre et la sécurité dans sa commune ne saurait dégager la responsabilité civile de ladite commune (1) ;

A défaut d'un arrêté régulièrement notifié dessaisissant le maire de la direction de la police, celui-ci ne saurait exciper, pour faire écarter la responsabilité civile de la commune, de ce que le préfet a, en fait, pris l'initiative de tous les ordres à donner, parce qu'il s'agissait de mesures intéressant plusieurs communes et destinées à prévenir des troubles qui avaient cessé d'être locaux (2).

(Veuve Chebat c. commune d'Alger)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la recevabilité de l'appel : — Attendu que le jugement entrepris autorise la commune à prouver qu'elle a, le 25 janvier 1898, à l'occasion des funérailles de M. Cayrol, pris toutes les mesures en son pouvoir à l'effet de prévenir les attroupements ou rassemblements et d'en faire connaître les auteurs ; — Que si la commune d'Alger rapporte cette preuve elle sera nécessairement indemne de toute responsabilité civile aux termes de l'art. 108 de la loi du 5 avril 1884 ; — Qu'il suit que ce jugement a un caractère interlocutoire, puis qu'il préjuge le fond ; — Qu'il a pu, dès lors, être frappé d'appel avant le jugement définitif, aux termes de l'art. 451, § 2, C. pr. civ. ;

Au fond : — Attendu, en fait, que le 25 janvier 1898 vers 11 heures 1/2 du matin, au moment où une foule considérable revenait de l'enterrement de Félix Cayrol, un attroupement d'individus, armés et non armés, a fait arrêter la voiture publique, où le mari de l'appelante, M. Chebat, avait pris place sur la banquette de devant, pour se rendre d'Alger à St-Eugène ; — Que M. Chebat fut violemment arraché du siège qu'il occupait, renversé sur le sol, frappé à l'aide de divers instruments contondants et atteint de nombreuses blessures qui ont occasionné sa mort quelques jours plus tard ; — Attendu que ce crime commis à force ouverte sur le territoire

(1, 2) Comp., sur les mêmes questions, Alger, 19 juin 1900 et, sur pourvoi, Req., 22 juill. 1901 (*Rev. Alg.*, 1901. 2. 283 et 366).

de la commune d'Alger, ne saurait être considéré comme un crime isolé ; — Que ce drame n'a été que la continuation des troubles, pillages et scènes de désordre qui s'étaient déroulés les jours précédents dans la ville d'Alger, et à l'occasion desquels la responsabilité civile de la commune a été déjà retenue aux termes de l'art. 106 de la loi du 5 avril 1884 ; — Qu'il a été péremptoirement établi que la municipalité d'Alger n'avait point fait alors usage de son autorité morale pour le rétablissement de l'ordre, et n'avait point, notamment, requis, en se conformant strictement aux règlements, le concours de la force armée pour l'exécution de la loi du 7 juin 1848 ; — Que, d'une part, les débats de la séance du conseil municipal du 21 janvier 1898, le discours du maire d'Alger, à la réunion des étudiants tenue le même soir, au café de l'Europe et les termes de la proclamation affichée sur les murs de la ville dans la nuit du 21 au 22 janvier 1898 n'avaient point été de nature à amener l'apaisement dans les esprits ; — Que tout porte à croire cependant que si la municipalité d'Alger avait, dès le début, agi énergiquement pour réprimer les manifestations de la rue, on n'aurait eu à déplorer ni le sac des magasins israélites, ni la mort de Cayrol, ni celle de M. Chebat, frappé à titre de représailles ; que l'attitude plus qu'effacée de la commune s'expliquait d'autant moins qu'après le meeting, tenu le 22 janvier 1898, au vélodrôme de Mustapha, le commissaire central avait signalé à diverses reprises toute la gravité de la situation ; — Que ce magistrat déclarait au maire que la police municipale était insuffisante pour empêcher les troubles à craindre, et qu'il était nécessaire de prendre des mesures énergiques et de requérir l'armée ; — Attendu que, malgré ces avertissements réitérés, M. le maire d'Alger n'en est pas moins resté inactif, n'osant, ni se servir des pouvoirs que lui conférait la loi du 7 juin 1848, ni descendre dans la rue pour user de son influence morale sur ses administrés ; — Que notamment à l'occasion des funérailles de M. Cayrol, M. le maire, après avoir, dans de nombreux pourparlers avec M. le préfet, réglé l'itinéraire du convoi et arrêté toutes les mesures d'ordre, s'en est remis complètement pour l'exécution de ces mesures à ce haut fonctionnaire ; — Qu'il résulte en effet des documents versés aux débats que c'est M. le préfet d'Alger qui s'est concerté avec M. le général de brigade Varloud, chargé depuis la veille du commandement des troupes des places d'Alger et de Mustapha, pour assurer le maintien de l'ordre pendant les obsèques de M. Cayrol ; — Que c'est encore M. le préfet, qui, dans le même but, a donné à M. le commissaire central des ordres de service en lui faisant

connaître qu'il a demandé que les troupes fournissent un contingent d'hommes nécessaire pour seconder ses agents en cas de besoin et l'invitant, pour tous autres détails d'exécution, à s'entendre avec M. le général de brigade Varloud ; — Que le fait par M. le maire d'Alger de s'être, pour cette journée tout au moins, entièrement remis à M. le préfet du soin d'assurer l'ordre et la sécurité dans sa commune ne saurait dégager la responsabilité civile de la commune ; — Qu'il ne peut que s'approprier les mesures prises par M. le préfet et démontrer que ce haut fonctionnaire a prescrit toutes les mesures possibles pour prévenir les attroupements ou rassemblements et en faire connaitre les auteurs ; — Or, attendu que le contraire résulte d'ores et déjà des documents produits aux débats, et notamment du service d'ordre arrêté par M. le préfet de concert avec le général Varloud et des intructions données par M. le préfet à M. le commissaire central ; — Qu'il appert, en effet, d'une part, de la lettre de M. le général Varloud du 17 mai 1898, que toute la troupe disponible a été, le 25 janvier 1898, au moment des obsèques de M. Cayrol, utilisée comme suit : — « 1° A Saint-Eugène, deux compagnies d'infanterie et un peloton de cavalerie, avec mission de barrer, au nord du cimetière, les routes d'accès de Saint-Eugène et de ne laisser passer dans cette direction que les gens rentrant à Saint-Eugène et par petits groupes ; — 2° A Alger toute circulation était interdite, rue Dumont-d'Urville, place Bresson, rues de Constantine, Bab-Azoun, place du Gouvernement, rues Bab-el-Oued, de la Lyre, Randon, Marengo et dans le quartier de la Préfecture ; — Dans ce dernier quartier, l'accès de la maison mortuaire était laissé libre par la rue de la Marine seulement dans le parcours nécessaire pour gagner ladite maison ; — Toutes les troupes disponibles de la garnison ont été employées pour exécuter le service dont s'agit, des réserves étaient placées au square Bresson et place du Lycée ; — Au retour des obsèques, la foule des assistants a été arrêtée à hauteur du Lycée et dirigée sur le boulevard Amiral-Pierre ; — Attendu, d'autre part, que M. le préfet transmettait, le 24 janvier 1898, à M. le commissaire central, avec l'itinéraire des funérailles à l'aller et au retour les instructions suivantes : — Au retour l'accès de la Rampe-Valée et du jardin Marengo devra être interdit ; — Il est recommandé à M. le commissaire central d'établir pour la rentrée en ville, des barrages successifs de manière que la foule s'écoule par groupes de deux cents personnes environ, autant que possible cinq minutes par cinq minutes ; — M. le général commandant les troupes, est invité par moi à

établir à cet effet sur la place du Lycée une force suffisante d'infanterie et de cavalerie ; — Il y aurait lieu de confier ce service de barrages successifs à deux ou trois commissaires de police » ; — Attendu qu'il résulte de ces documents que les mesures prises par M. le préfet, d'accord avec l'autorité militaire, avaient principalement pour but d'empêcher que les manifestants, au sortir du cimetière, ne se livrassent à des exactions, soit à Saint-Eugène où résident de nombreux négociants israélites, soit à leur retour à Alger même ; — Mais que la route qui mène du cimetière aux Portes d'Alger n'avait été l'objet d'aucune mesure spéciale de surveillance ; — Que, cependant, si des représailles étaient à craindre sur des israélites, au retour des obsèques de M. Cayrol, il était facile de prévoir qu'elles s'exerceraient sur cette route, puisque le retour de la foule, après l'inhumation, allait correspondre précisément avec la sortie des bureaux de nombreux israélites de St-Eugène, négociants ou employés travaillant à Alger qui, chaque jour, rentrent à leur domicile pour prendre leur repas de midi ; — Qu'il importait, surtout à la sortie du cimetière, de prendre des mesures d'ordre pour empêcher les groupements et rassemblements trop nombreux ; — Qu'il eût été, dès lors, indispensable de poster, de distance en distance, des agents de police pour empêcher les attroupements et rassemblements, ou tout au moins de faire faire, sur tout le trajet du cimetière aux portes d'Alger, des patrouilles volantes ; — Que M. le maire est en faute de n'avoir pas appelé spécialement l'attention de la police sur le danger qu'il y avait à laisser la foule s'écouler, du cimetière à Alger, sans aucune surveillance ; — Attendu que cette route se trouvait, au moment de l'agression de M. Chebat, à ce point dépourvue de surveillance, que l'attentat, commis vers 11 h. 1/2 du matin, n'a été connu par la police qu'après 5 heures du soir, ainsi que cela résulte du rapport du commissaire central, du 26 janvier 1898, et du procès-verbal dressé le même jour par le commissaire du quartier, M. Sautel ; — Attendu qu'à l'heure actuelle encore, les agresseurs de M. Chebat n'ont pas été arrêtés ; — Que, dans ces conditions, la preuve ordonnée par les premiers juges se trouve, d'ores et déjà, contredite par tous les documents de la cause ; — Qu'au surplus, le quatrième fait articulé serait non pertinent ; — Qu'en effet, la municipalité n'ayant jamais été dessaisie de la direction de sa police par un arrêté régulièrement notifié, le maire ne saurait exciper, pour faire écarter la responsabilité civile de la commune, de ce que M. le préfet a, en fait, pris l'initiative de tous les ordres à

donner pour la journée des obsèques, parce qu'il s'agissait de mesures intéressant plusieurs communes et destinées à prévenir des troubles qui avaient cessé d'être locaux ; — Attendu que la Cour possède des éléments suffisants d'appréciation pour évaluer le préjudice causé à la dame veuve Chebat par l'agression qui a occasionné la mort de son mari dans les circonstances de fait où cette agression s'est produite ;

Par ces motifs : — Faisant droit à l'appel de la dame veuve Chebat envers le jugement du tribunal civil d'Alger, du 9 mars 1899, et sans s'arrêter à l'appel incident de la commune d'Alger envers ledit jugement ; — Infirme ledit jugement ; — Et statuant à nouveau ; — Dit que la commune d'Alger est, d'ores et déjà, dans l'impossibilité de rapporter la preuve mise à sa charge par l'art. 108 de la loi du 5 avril 1884 ; — Dit les trois premiers faits cotés en preuve et admis par le jugement entrepris d'ores et déjà contredits par les documents versés aux débats, et le quatrième fait non pertinent ; — Déclare, en conséquence, la commune d'Alger responsable de l'agression qui a amené le décès de M. Chebat, etc.

M. DUCROUX, *prem. prés.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

3 mai 1902

Propriété, Algérie, loi du 26 juillet 1873, titre administratif, titre antérieur, nullité, prescription de dix à vingt ans, juste titre.

La propriété étant censée avoir toujours reposé sur la tête de l'attributaire du titre administratif délivré à la suite des opérations de la loi du 26 juillet 1873, tous actes antérieurs contredisant cette déclaration de propriété sont frappés d'une déchéance originaire, tous titres antérieurs sont annulés, réputés inexistants et ne peuvent, par conséquent, servir de juste titre pour la prescription acquisitive de dix à vingt ans (1).

(1) V. la jurisprudence rapportée en note sous l'art. 3 de la loi du 26 juillet 1873 (Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, p. 408, note 1).

(Bendani Charef c. Bou Abça)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Bendani Charef, pour appuyer son exception de prescription décennale, se fonde sur un titre daté du 3 avril 1880 ; — Que Bou Abça Mohamed Ould Charef lui oppose un titre délivré en exécution de la loi du 26 juillet 1873, le 31 août 1881, transcrit le 24 octobre 1884 ; — Attendu qu'il est de jurisprudence constante que les dispositions formelles des art. 3 et 18 de la loi du 26 juillet 1873 doivent s'entendre dans ce sens que, par la délivrance du titre administratif, la propriété est censée avoir toujours reposé sur la tête de celui qui est légitimement détenteur de ce titre, et que, dès lors, tous les actes antérieurs contredisant cette déclaration de propriété sont frappés d'une déchéance originaire, que tous droits réels antérieurs fondés ou sur des titres ou sur une possession acquisitive de prescription, tous titres antérieurs à celui de la loi de 1873, sont abolis, annulés réputés inexistants ; — Attendu que Bendani Charef, ne pouvant invoquer à l'appui de sa prescription décennale aucun titre existant, ne peut soutenir avoir un juste titre, etc. ;

Par ces motifs : — Confirme.

MM. WURTZ, *prés.* ; FABRE DE PARREL, *av. gén.* — Mes OTTEN et GOUTTEBARON, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

24 mai 1902

Licitation, Algérie, copropriétaires musulmans, représentant unique, pouvoirs, appel, art. 16 de la loi du 28 avril 1887, art. 17 de la loi du 16 février 1897.

Le représentant unique des indigènes musulmans copropriétaires d'un immeuble, constitué en vertu de l'art. 16 de la loi du 28 avril 1887 pour défendre à une demande en licitation, a le droit de relever appel au nom des représentés (1);

(1) V. la jurisprudence rapportée en note sous l'art. 16 de la loi du 28 avril 1887 dans Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, p. 741, note 5.

L'art. 17 de la loi du 16 février 1897 n'a supprimé le droit d'appel que contre les jugements fixant la somme à payer par la soulte touchée par le demandeur en licitation.

(Ben Ouis c. Lacotte)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que c'est à tort que les intimés prétendent que le représentant unique des indigènes musulmans, copropriétaires d'immeubles dont la licitation est poursuivie, représentant constitué en vertu de l'art. 16 de la loi du 28 avril 1887, n'a d'autre mandat que de recevoir en sa qualité les significations d'actes qui devraient, s'il n'existait pas, être faites à chaque ayants droit, et qu'il ne peut dès lors jouer, dans la procédure de licitation, au moins en ce qui concerne les musulmans qu'il représente, qu'un rôle exclusivement passif; — Attendu que le mandataire unique, chargé incontestablement par cette loi des intérêts de tous les indigènes qu'il représente, peut engager ces intérêts, qu'il a un rôle actif; — Attendu au surplus que si la loi de 1887 avait entendu interdire au mandataire unique le droit de relever appel, au nom des représentés, elle l'aurait expressément déclaré, qu'elle ne l'a point fait; — Attendu, en second lieu, que soit au nom de Ben Ouis Mohamed personnellement, soit au nom de Ben Ouis Mohamed ès-qualité, l'appel est possible, le dernier § de l'art. 17 de la loi du 16 février 1897 invoqué par les intimés ne supprimant le droit d'appel que contre les jugements fixant la somme à payer par la soulte touchée par le demandeur en licitation; — Attendu dès lors que l'appel est recevable;

Attendu que Ben Ouis Mohamed déclare s'en rapporter à justice sur l'attribution qui a été faite par le jugement déféré à Lacotte du n° 70; — Qu'il y a lieu de lui donner acte de cette déclaration;

Attendu, en ce qui concerne Hadj Ali ben Sadoun, que Ben Ouis Mohamed conclut d'abord à ce que son intervention soit déclarée recevable, contrairement à ce qui a été décidé par les premiers juges, puis subsidiairement à une expertise ayant pour objet d'établir les droits des parties en cause, d'examiner si l'attribution faite à Hadj Ali ben Sadoun, tant au point de vue de la composition des lots que de la valeur des terres, n'est pas préjudiciable à Ben Ouis et de faire en ce cas une nouvelle répartition des lots;—Attendu, sur l'intervention, qu'il y a lieu d'adopter les motifs des premiers juges;

— Sur les conclusions prises devant la Cour par l'appelant : — Attendu que ces conclusions, en contradiction avec celles de première instance, où les attributions aujourd'hui contestées n'avaient fait l'objet d'aucune réclamation, doivent être rejetées ; — Attendu que les premiers juges ont appliqué à la cause, sur la demande des consorts Ben Ouis, les dispositions de l'art. 17 de la loi du 16 février 1897 tant en ce qui concerne Lacotte que Hadj Ali ben Sadoun ; — Que les premiers juges se sont scrupuleusement renfermés dans cette loi, les immeubles litigieux étant, d'après le travail de l'expert Rotte, travail non contesté par les consorts Ben Ouis, commodément partageables ; — Attendu d'ailleurs que rien ne démontre que l'attribution faite à El Hadj Ali ben Sadoun du lot nº 44 soit préjudiciable aux intérêts des indigènes représentés par Ben Ouis Mohamed ; — Que les allégations de l'appelant à cet égard, nouvelles et contradictoires avec celles faites précédemment par lui, ne sont nullement justifiées ; — Qu'il échet, dans ces conditions, de confirmer le jugement déféré ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme seulement ; — Donne acte à Ben Ouis Mohamed de ce qu'il déclare s'en rapporter à justice sur l'attribution à Lacotte du lot nº 70 ; — Et sans s'arrêter à la demande en nullité dirigée par Ben Ouis Mohamed contre l'intervention de Hadj Ali ben Sadoun et aux conclusions prises contre ce dernier par Ouis Mohamed devant la Cour, demande et conclusions qui sont non fondées et dont il est débouté ; — Dit bien jugé, mal appelé ; — Confirme purement et simplement le jugement déféré dans toutes ses dispositions et dit qu'il sera exécuté selon sa forme et teneur ; — Condamne les appelants à l'amende et en tous les dépens.

MM. WURTZ, *prés.* ; FABRE DE PARREL, *av. gén.* — Mes Paul BLASSELLE et LEMAIRE, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

16 mai 1902

Propriété, Algérie, titre administratif, titre notarié, priorité.

Le titre administratif délivré en exécution de la loi du 26 juillet 1873 doit prévaloir contre le titre notarié antérieur en date, lorsque le détenteur du titre notarié n'a pas fait procéder

à la purge spéciale édictée par les art. 25 et suivants de la dite loi et n'a pas actionné dans les six mois son vendeur, conformément à l'art. 14 de la loi du 16 février 1897, tandis que le détenteur du titre administratif a muni le sien de la mention prévue par l'art. 15 de la loi du 16 février 1897 (1);

Et le titre notarié dont s'agit, étant annulé, ne peut servir de base à aucune prescription.

(Ruben ben Khelifa c. Isaac Lévy)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que devant les premiers juges, ainsi que le constate la décision déférée, Ruben ben Khelifa et Isaac Lévy ont reconnu tous deux le bien fondé de la demande de mise hors de cause de Félix Cuq; — Qu'il leur en a été donné acte; — Attendu que néanmoins Ruben ben Khelifa a interjeté appel vis-à-vis de Cuq, son fermier, dont il avait déclaré prendre le fait et cause; — Attendu que les frais exposés par Cuq, appelé dans des débats auxquels il doit demeurer étranger, doivent en tous cas être supportés par Ruben ben Khelifa; — Attendu que Isaac Lévy, qui, devant les premiers juges, n'avait point contesté que les parcelles à lui vendues par Berrokech fussent les mêmes que celles comprises dans la vente consentie à Ruben ben Khelifa, soutient dans les motifs de ses conclusions d'appel qu'il n'y a pas identité entre les parcelles dont la propriété est revendiquée; — Mais attendu que de ce chef, tenu comme constant par le jugement déféré, et sur lequel d'ailleurs l'avocat de Lévy a déclaré à l'audience ne pas insister, aucune demande n'a été formulée dans le dispositif des mêmes conclusions; — Qu'il n'y a point lieu, dès lors, de s'y arrêter;

Attendu que la seule question à examiner au procès est celle de savoir si l'acte authentique reçu le 3 mai 1888 par Rocher, alors notaire à Mascara, enregistré et transcrit, portant vente de diverses parcelles à Ruben ben Khalifa, israélite indigène, et par conséquent Français, a été annulé par la délivrance, à la date du 11 juin 1889, du titre français de propriété concernant deux de ces parcelles, et si par suite la vente de ces deux parcelles consentie à Isaac Lévy, par acte notarié du 15 février 1893, est seule valable ainsi que le décide le jugement déféré; en d'autres termes, si un titre administratif délivré en exécution

(1) V. la jurisprudence rapportée sous la loi du 26 juillet 1873 (Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, p. 406 et suiv., notes).

de la loi du 26 juillet 1873 doit prévaloir contre un titre notarié antérieur en date; — Attendu que si, en partant de ce fait que, d'après l'art. 3 de la loi du 26 juillet 1873, l'administration des domaines n'avait pas à délivrer un nouveau titre pour les immeubles ayant fait, antérieurement aux opérations du commissaire enquêteur, l'objet d'un titre administratif ou notarié, il était possible, avant la promulgation de la loi du 16 février 1897, de prétendre que ces titres antérieurs devaient prévaloir contre le titre délivré par l'administration, en conformité des conclusions du commissaire enquêteur non contredites dans le délai imparti par la loi, et que d'ailleurs le porteur de ce titre administratif ou notarié n'avait pas à se préoccuper des opérations du commissaire enquêteur et n'avait pas à saisir ce fonctionnaire des droits auxquels il prétendait en vertu de son titre, cette thèse ne peut plus être soutenue en présence des dispositions formelles de la loi du 16 février 1897, dont l'art. 2 s'exprime ainsi : — « Les titres délivrés par l'administration des domaines à la suite des procédures édictées par la présente loi assureront, à l'égard de tous, la propriété entre les mains des bénéficiaires de ces titres ; tous les droits réels, non légalement maintenus à la suite de ces procédures, seront définitivement abolis, quelles que soient la nature et la date de l'acte constatant ces droits » ; — Attendu que le législateur de 1897, entendant donner aux détenteurs des titres administratifs délivrés avant la promulgation de la loi le moyen d'obtenir une sécurité égale à celle que l'art. 2 accorde aux détenteurs de titres postérieurs au 16 février 1897, a édicté les dispositions des art. 14 et 15, qui sont ainsi conçus :

« Art. 14. — Dans les territoires où les lois des 26 juillet 1873 et 28 avril 1887 ont reçu leur application, les détenteurs de titres français non purgés auront un délai de six mois, à compter de la publication de la présente loi, pour actionner en reconnaissance de leurs droits les possesseurs de titres délivrés par l'administration des domaines en exécution des lois précitées. — Ils devront, avant l'expiration de ce délai, faire parvenir au directeur des domaines une copie de leur assignation ou de la reconnaissance qui serait faite de leurs droits.

» Art. 15. — A l'expiration de ce délai, tous les droits non révélés qui pourraient exister sur lesdites propriétés seront purgés. — Les titres non touchés par les assignations devront être, par les soins du directeur des domaines, munis d'une mention spéciale qui sera reproduite sur toutes les expéditions délivrées désormais — La même mention sera portée

sur le double déposé à la conservation des hypothèques. Elle y sera apposée par le conservateur des hypothèques, sur le vu de l'état des assignations, qui lui sera adressé tous les mois par le directeur des domaines. — Les titres touchés par les assignations ne pourront être munis de cette mention qu'après le règlement définitif des litiges. — Les titres munis de cette mention produiront les mêmes effets que ceux délivrés postérieurement à la présente loi » ;

Attendu que Ruben ben Khelifa, n'ayant pas fait procéder en 1880 à la purge spéciale édictée par les art. 25 et suiv. de la loi du 26 juillet 1873, purge à laquelle incontestablement fait allusion l'art. 14 de la loi du 16 février 1897, était tenu de se conformer aux prescriptions de cet article, et d'actionner dans les six mois, à compter de la publication de la loi, en reconnaissance de ses droits, son vendeur Berrokech Abdelkader ben Djilali, porteur du titre administratif de 1889; — Qu'il ne l'a pas fait; qu'il est donc forclos; — Attendu que tout au contraire le titre administratif obtenu par Abdelkader ben Djilali le 14 juin 1889 a été, le 5 octobre 1897, muni de la mention prévue par l'art. 15 de la loi du 16 février 1897; que tous les droits réels qu'avait pu consentir Abdelkader ben Djilali ont été abolis; — Que c'est donc à bon droit que les premiers juges ont décidé que Ruben ben Khelifa ne peut opposer à Isaac Lévy l'acte notarié du 3 mai 1880; — Attendu, au surplus, que Ruben ben Khelifa ne peut invoquer une prescription quelconque, son titre étant détruit, ainsi qu'il est établi ci-dessus, par le titre français du 11 juin 1899; — Attendu que Isaac Lévy ne justifiant d'aucun préjudice appréciable, la demande en dommages-intérêts qu'il a formulée contre Ruben ben Kkelifa, par application de l'art. 464 C. pr. civ., doit être rejetée.

Par ces motifs et ceux des premiers juges non contraires :— Reçoit l'appel comme régulier en la forme; — Le dit non fondé; — Dit que Ruben ben Khelifa ne peut invoquer ni la prescription de trente ans, ni celle de dix à vingt ans; — Confirme purement et simplement le jugement déféré; — Condamne Ruben ben Khelifa à l'amende et en tous les dépens; — Déboute Isaac Lévy de sa demande en dommages-intérêts formulée par application de l'art. 464 C. pr. civ.; — Déboute Ruben ben Khelifa de toutes ses demandes, fins et conclusions contraires.

MM. WURTZ, *prés.*; FABRE DE PARREL, *av. gén.* — Mes LEMAIRE et ESCRIVA.

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

22 mars 1902

Nationalité, étranger né en France, arrêté d'expulsion, rentrée en France, participation aux opérations de recrutement, acquisition de la qualité de Français.

Est Français l'individu, né en France de parents étrangers, qui, porté sur le tableau de recensement, a pris part aux opérations de recrutement sans exciper de son extranéité et en affirmant sa volonté de devenir Français (1);

Par suite, bien que cet individu ait été auparavant l'objet d'un arrêté d'expulsion, sa présence sur le territoire français n'est pas délictueuse (2).

(Procureur général c. Ségarra)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel du prévenu est régulier et recevable en forme ;

Au fond : — Attendu qu'il est constant que Ségarra, Louis, né à Alger, le 2 février 1880 a été frappé d'un arrêté d'expulsion, le 31 juillet 1899; — Attendu qu'il est etabli qu'il n'est rentré à Alger que pour se faire inscrire sur les tableaux de recensement de la classe 1901 ; que cette inscription a eu lieu à sa demande sur le tableau de Mustapha sous le nº 253 ; qu'il a ainsi rempli la formalité essentielle des opérations du recrutement en Algérie puisque tous les jeunes gens inscrits sur ces listes font leur service militaire lorsqu'ils sont jugés bons par le conseil de révision ; qu'il a été invité par M. le préfet d'Alger à se présenter devant ce conseil; qu'il a demandé à M. le procureur de la République de le faire conduire devant ledit conseil, qu'il a été amené sur l'ordre de ce magistrat et qu'il a effectivement comparu devant le conseil ; qu'il a donc pris part à l'opération finale du recrutement ;

Attendu, il est vrai, qu'après interpellation sur les condi-

(1, 2) V. cass. ; 22 juill. 1899 (*Rev. Alg.*, 1899. 2. 533) ; 3 mai 1900 (*Rev. Alg.*, 1900. 2. 369) ; Alger, 4 et 8 mai 1901 (*Rev. Alg.*, 1901. 2. 348 et 353) et les notes.

tions dans lesquelles avait lieu sa comparution, Segarra avait été rayé des listes de recrutement comme étranger ; — Mais attendu que les droits acquis en matière de nationalité ne sauraient recevoir une atteinte par suite de l'intervention de l'autorité administrative; qu'il appartient aux tribunaux, auxquels il est seulement interdit d'apprécier les actes de cette autorité, de décider si les intéressés ont définitivement acquis ces droits ; — Attendu qu'il résulte des constatations qui précèdent que Ségarra, né en France de parents étrangers, a été porté sur le tableau de recensement et a pris part aux opérations de recrutement; que loin d'opposer son extranéité il a affirmé de la manière la plus catégorique sa volonté de devenir Français, qu'il est donc Français aux termes du dernier paragraphe de l'art. 9 C. civ. ; — Attendu que dans ces conditions sa présence sur le territoire français n'est pas délictueuse ;

Par ces motifs : — Dit que Ségarra est Français ; — Dit que sa présence sur le territoire français n'est pas délictueuse ; — Infirme en conséquence le jugement dont est appel ; — Renvoie Ségarra des fins de la poursuite sans dépens.

MM. LALOÉ, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Me SOUCAZE, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

15 mai 1902

Étranger, arrêté d'expulsion, ignorance, bonne foi.

L'arrêté d'expulsion signifié à un Italien ne parlant que la langue italienne, et qui n'en a reçu aucune traduction, soit orale, soit écrite, laisse subsister son ignorance de la mesure prise contre lui ainsi que sa bonne foi, exclusives de toute culpabilité.

(D'Antonio Antonio)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier et recevable en la forme ;

Au fond : — Attendu que si le dossier de la procédure révèle que la notification de l'arrêté d'expulsion pris à l'encontre de l'appelant le 31 mai 1900 lui a été faite à la date

du 13 juin suivant, il n'est pas établi par les circonstances de la cause qu'il ait réellement eu connaissance du dit arrêté; qu'en effet d'Antonio est Italien, ne parle que la langue italienne et n'a cependant reçu aucune traduction, soit orale, soit écrite, de l'acte sus-visé ; — Qu'il est constant que, ne se croyant pas frappé par un arrêté d'expulsion, il s'est rendu à Tunis dès sa libération, s'est présenté à la police, a fait à raison de sa qualité d'étranger sa déclaration de résidence, s'est marié dans cette ville avec la jeune fille sur laquelle il avait commis l'acte qui avait motivé sa condamnation et y a demeuré jusqu'au 2 avril 1902 ; qu'à cette dernière date, il a fait encore à la police une nouvelle déclaration aux termes de laquelle, conservant son domicile à Tunis, il allait résider provisoirement à Bizerte ; — Attendu que toutes ces circonstances sont de nature à démontrer son ignorance de la mesure prise contre lui ainsi que sa bonne foi ; qu'elles font disparaître sa culpabilité ; qu'il y a donc lieu de le renvoyer des fins de la poursuite ;

Par ces motifs : — Infirme et met à néant le jugement dont est appel ; — Statuant à nouveau : — Renvoie d'Antonio Antonio des fins de la poursuite sans dépens.

MM. LALOÉ, *prés.*; MARSAN, *av. gén.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

4 juin 1902

Compétence civile, droit ou action né en Tunisie, action personnelle et mobilière, demandeur français, défendeur suisse, traité franco-suisse du 15 juin 1869, ordonnance du 16 avril 1843, loi du 27 mars 1883, incompétence des tribunaux français.

L'art. 2 de l'ordonnance algérienne du 16 avril 1843, en vigueur en Tunisie, qui accorde au demandeur le droit d'option entre deux tribunaux français, n'est pas applicable aux litiges dont la connaissance est attribuée par un traité diplomatique à un tribunal étranger ;

En conséquence, les tribunaux français de Tunisie sont incompétents pour connaître d'une action purement person-

nelle et mobilière intentée par un Français à l'encontre d'un Suisse domicilié en Suisse, quoique l'action ait pris naissance en Tunisie, l'art. 2 du traité franco-suisse du 15 juin 1869 édictant que dans ce cas le tribunal du domicile du défendeur sera seul compétent.

(Brun c. Schatzman)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le sieur Schatzman, de nationalité suisse, était propriétaire d'un immeuble situé dans les environs de Tunis ; — Attendu qu'il l'a vendu à un sieur Derré et qu'il est allé s'établir à la Grande-Boissière (canton de Genève), où se trouve actuellement son domicile ; — Attendu que le sieur Gaston Brun prétend qu'il lui a servi de courtier dans cette vente et que la commission convenue pour cette affaire s'élevait à 20,000 fr. ; — Attendu que, par exploit du 8 février 1902, il l'a assigné devant le tribunal en paiement de la somme de 16,684 fr. qui resterait due sur le montant de ce courtage ; — Attendu qu'au moment de cette citation introductive d'instance, le sieur Schaztman avait déjà quitté la Tunisie pour fixer son domicile en Suisse ; — Attendu qu'il décline la compétence du tribunal de Tunis en se basant sur le traité passé entre la France et la Suisse le 15 juin 1869 ;

Attendu qu'à la suite des conventions diplomatiques qui ont supprimé dans la régence les dernières traces du régime des capitulations, un décret beylical du 1er février 1897 a étendu à la Tunisie les traités de toute nature en vigueur entre la France et la Suisse ; — Attendu que ce décret, revêtu du visa de M. le résident général, a force de loi ; — Attendu qu'il a été promulgué en exécution d'une déclaration signée entre la France et la Suisse, le 14 octobre 1896, et qu'il a été notifié au tribunal de Tunis par une dépêche de M. le résident général en date du 4 novembre suivant ; — Attendu qu'il résulte de cette note que, d'après l'accord intervenu entre les gouvernements, le traité du 15 juin 1869, tout en restant étranger, sauf en matière immobilière, aux tribunaux indigènes, doit régir désormais les rapports de la juridiction française en Tunisie et des tribunaux suisses ;

Attendu que le sieur Brun oppose à l'exception d'incompétence soulevée par son adversaire l'art. 2 de l'ordonnance algérienne du 16 avril 1843 qui est en vigueur en

Tunisie, aux termes de l'art. 7 de la loi du 27 mars 1883, et qui est ainsi conçu : « Lorsqu'il s'agira de droits ou actions ayant pris naissance en Algérie, le demandeur pourra assigner, à son choix, devant le tribunal du domicile en France du défendeur, ou devant le tribunal de l'Algérie dans le ressort duquel le droit ou l'action auront pris naissance » ;

Attendu que ce texte accorde au demandeur un droit d'option entre deux tribunaux français ; qu'il n'est donc pas applicable aux litiges dont la connaissance est attribuée, par un traité diplomatique, à un tribunal étranger ; — Attendu que tel est le cas dans l'espèce actuelle ;

Attendu que le traité franco-suisse du 15 juin 1869 contient, dans son art. 1er, la disposition suivante : « Dans les contestations en matière mobilière et personnelle, civile ou de commerce, qui s'éleveront soit entre Français et Suisses, soit entre Suisses et Français, le demandeur sera tenu de poursuivre son action devant les juges naturels du défendeur ; il en sera de même pour les actions en garantie, quel que soit le tribunal où la demande originaire sera pendante » ; — Attendu que, dans le langage du droit, on entend par juges naturels du défendeur le tribunal de son domicile et que telle est certainement la signification dans laquelle cette expression a été employée dans ce traité ; — Attendu, d'autre part, que les termes de son art. 1er, et notamment les règles qu'il édicte pour l'action en garantie, démontrent qu'il a posé un principe général et absolu ; qu'il n'admet d'autres exceptions que celles prévues dans le traité lui-même et qui doit faire écarter toutes les dispositions contraires contenues dans la législation particulière de chacun des deux pays ; — Attendu qu'en France comme en Suisse la jurisprudence tend de plus en plus, et avec raison, à se fixer dans ce sens ; — Attendu qu'il a été ainsi jugé que cet article déroge : 1° à l'art. 59 C. pr. civ. d'après lequel, s'il y a plusieurs défendeurs, ils sont assignés devant le tribunal du domicile de l'un d'eux, au choix du demandeur ; 2° à l'art 60 de ce Code, en vertu duquel les demandes formées pour frais par les officiers ministériels sont portées au tribunal où les frais ont été faits ; 3° à l'art. 420 du même Code qui permet, en matière commerciale, d'assigner le défendeur soit devant le tribunal de son domicile, soit devant celui dans l'arrondissement duquel le paiement devait être effectué ;

Attendu qu'à plus forte raison ce texte exclut l'application de l'art. 2 de l'ordonnance de 1843 ; — Attendu, en effet, qu'il vise, dans son paragraphe final, le cas régle-

menté par cette ordonnance ; — Attendu que ce paragraphe est ainsi rédigé : « Si néanmoins l'action a pour objet l'exécution d'un contrat consenti par le défendeur dans un lieu situé soit en France, soit en Suisse, hors du ressort desdits juges naturels, elle pourra être portée devant le juge du lieu où le contrat a été passé, si les parties y résident au moment où le procès sera engagé » ; — Attendu qu'il n'attribue donc compétence au tribunal du lieu du contrat que dans le cas où la résidence de toutes les parties se trouve dans ce même lieu au commencement de l'instance ; — Attendu que le sieur Schatzman avait cessé de résider en Tunisie au moment où a été engagé le présent procès ;

Attendu que le sieur Gaston Brun essaie vainement de se prévaloir de l'art. 4 du même traité aux termes duquel « en matière réelle ou immobilière, l'action sera suivie devant le tribunal du lieu de la situation des immeubles ; il en sera de même dans le cas où il s'agira d'une action personnelle concernant la propriété ou la jouissance d'un immeuble » ; — Attendu que le protocole annexé au décret franco-suisse du 15 juin 1869 renferme, au sujet de ce texte, le commentaire suivant : « Art. 4. Le paragraphe final de cet article donne compétence au tribunal de la situation des immeubles dans le cas où il s'agira d'une action personnelle concernant la propriété ou la jouissance d'un immeuble ; on a voulu prévoir le cas où un Français, propriétaire en Suisse, ou un Suisse, propriétaire en France, serait actionné en justice soit par des entrepreneurs qui ont fait des réparations à l'immeuble, soit par un locataire troublé dans sa jouissance, soit enfin par toutes personnes qui, sans prétendre droit à l'immeuble même, exercent contre le propriétaire et à raison de sa qualité de propriétaire, des droits purement personnels » ; — Attendu que ces dispositions s'expliquent par ce fait qu'un immeuble crée forcément à son propriétaire un centre d'affaires à l'endroit où il est situé et qu'il est équitable de porter devant le tribunal de ce lieu les litiges auxquels son administration donne naissance ; — Attendu que l'action qui est actuellement soumise à l'examen du tribunal ne présente nullement ce caractère ; qu'elle est née à l'occasion de la vente d'un immeuble, mais qu'elle a pour objet le paiement d'une somme d'argent promise à titre de courtage, c'est-à-dire la remunération d'un service ; qu'elle est donc personnelle et mobilière, et qu'elle ne concerne ni la propriété, ni l'immeuble, ni la jouissance ; — Attendu, enfin, qu'elle n'est pas exercée contre le sieur Schatzman en sa qualité de pro-

priétaire, puisqu'il ne possède plus cette qualité et qu'il l'a perdue par suite même de la vente qui est le fait générateur du prétendu droit invoqué au procès par le sieur Gaston Brun ;

Par ces motifs : — Se déclare incompétent.

MM. FABRY, *prés.* ; YTOU, *subst.*— Mes BODOY et CIRIER, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

19 mars 1902

Courtier de commerce, vente de marchandises, résiliation, livraison partielle, montant du courtage.

Lorsqu'une vente est devenue définitive par le consentement de l'acheteur et du vendeur, la commission est due au courtier sur la totalité de la marchandise vendue, alors même que, la vente étant par la suite résiliée, l'acheteur ne prend livraison que d'une partie de cette marchandise, et cette résiliation ne peut préjudicier aux droits du courtier, à moins qu'elle ne provienne du fait de ce dernier.

(Drancourt c. Gauze)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme ;

Au fond : — Attendu qu'il n'y a pas lieu de rechercher si la cession faite par Cayrol-Asquer à Gauze est fictive, que la seule question intéressante pour Drancourt est de rechercher et établir quelles commissions sont dues à Cayol-Asquer et à quelles sommes elles s'élèvent ; — Attendu que les premiers juges ont à bon droit considéré comme incontesté le principe que lorsqu'une vente est devenue définitive par le consentement de l'acheteur et du vendeur la commission est due au courtier sur la totalité de la marchandise vendue, alors même que, la vente étant par la suite résiliée, l'acheteur ne prend livraison que d'une partie de cette marchandise, et que cette résiliation ne peut préjudicier aux droits du courtier, à moins qu'elle ne provienne du fait de ce dernier ; — Attendu que la résiliation de partie des mar-

chés Brousse et Blanc a été faite en dehors de Cayrol-Asquer, que d'ailleurs le genre d'achats fait par Drancourt occasionne souvent des surprises puisque les vins achetés par lui les 11 et 14 août étaient encore sur souche, les vendanges ne commençant que vers la fin du mois ;

Attendu toutefois qu'il existe dans la commission de 1 fr. accordée par Drancourt à Cayrol-Asquer deux parties : 1° une première partie destinée à payer le courtier de son travail et de ses démarches jusqu'au moment où la vente est conclue par ses soins entre le vendeur et l'acheteur ; 2° une seconde partie destinée à rémunérer le courtier de ses voyages, peines, etc. ; que Cayrol-Asquer le reconnaît très nettement dans sa lettre du 6 août ; — Attendu que Drancourt a reçu 1,725 hectolitres 65 centilitres et qu'il doit incontestablement la commission à 1 fr. l'hectolitre, soit 1,725 fr. 65 cent. ; que le solde des marchés soit 4,274 hectolitres 35 centilitres n'ayant pas été livré à Drancourt, Cayrol-Asquer n'a pu s'occuper de l'entonnage, charrois, etc. ; qu'aucune rémunération ne peut donc lui être due de ce chef ; — Attendu que la Cour a les éléments suffisants pour apprécier quelle est la partie de la commission qui peut être attribuée aux opérations s'arrêtant à la vente et quelle est la partie qui doit être attribuée aux opérations postérieures ; que la commission normale accordée aux courtiers les plus occupés est de 0 fr. 50 cent. ; — Que cette commission de 0 fr. 50 cent. doit donc être attribuée à Cayrol-Asquer pour les 4,274 hectolitres 35 centilitres non reçus par Drancourt, soit une sommme de 2,137 fr. 17 cent. ; — Attendu que Drancourt n'a subi aucun dommage des faits imputables à Cayrol-Asquet, qu'il n'y a donc pas lieu de faire droit à sa demande en 1,500 fr. de dommages-intérêts ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ;

Au fond : — Infirme le jugement déféré ; — Et statuant à nouveau : — Condamne Drancourt à payer à Gauze : 1° la somme de 1,725 fr. 65, 2° la somme de 2,137 fr. 17, soit au total 3,862 fr. 82, montant des causes sus-énoncées, avec intérêts de droit ; — Déboute Drancourt de sa demande en dommages-intérêts ; -- Fait masse des dépens tant de première instance que d'appel pour être supportés moitié par Drancourt et moitié par Gauze ; — Ordonne la restitution de l'amende.

MM. GEFFROY, *prés.* ; ÉTIENNE, *subst. du proc. gén.* — Mes MISSÉET MONTBRUN, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

14 mars 1903

Compétence criminelle, Algérie, relégation, délits qui peuvent motiver des condamnations comptant pour la relégation, incompétence des tribunaux répressifs indigènes, compétence des tribunaux correctionnels.

Le droit pour le pouvoir exécutif de prendre certaines dispositions législatives concernant l'Algérie a pour limites l'obligation de ne faire échec à l'application d'aucune loi que le parlement ait déclarée exécutoire dans la colonie ;

L'art. 1er du décret du 28 mai 1902, en édictant comme règle générale, en matière correctionnelle, la suppression totale de la juridiction de droit commun pour les indigènes, entre en conflit avec la loi du 27 mai 1885, sur les récidivistes, que son art. 20 déclare applicable à l'Algérie : supprimer, pour les délits spécifiés dans l'art. 4 de cette loi, la juridiction correctionnelle ordinaire du territoire civil, serait décréter l'abrogation de cette loi pour la plus grande partie des justiciables de l'Algérie, résultat auquel un décret de l'autorité exécutive ne peut aboutir directement ni indirectement ;

Les tribunaux correctionnels sont donc seuls compétents, à l'exclusion des tribunaux répressifs indigènes, pour juger les délits spécifiés à l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885 (1).

---

(1) Par quel tribunal faire juger les indigènes prévenus, en territoire civil, des délits *ad relegationem*, c'est-à-dire de ceux qu'énumère l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885 comme comportant des condamnations susceptibles de compter pour la relégation ? Telle est, disions-nous, l'énigme (voy. notre article, *Rev. Alg.*, 1903. 2. 30).

Devant les incertitudes que présentent les arrêts de la chambre criminelle de la Cour de cassation, la Cour d'Alger, avec une remarquable fermeté, maintient sa jurisprudence : nous ne pouvons que l'approuver.

Nous faisons précéder l'un des arrêts rendus le 14 mars du rapport de M. le président Fabre de Parrel, à la fois rigoureusement juridique et agréablement littéraire. Et nous y joignons le très intéressant réquisitoire dans lequel M. le procureur général Coste marque l'embarras où il se trouve, pris entre les arguments serrés de la Cour d'Alger et les arrêts non motivés et tant soit peu contradictoires de la Cour suprême.

(Procureur général c. Meddahi Ali ben Sliman)

Dans cette affaire, M. le président FABRE DE PARREL a présenté le RAPPORT suivant :

La veille du premier janvier est jour de joie pour les enfants et aussi pour les parents, heureux de les promener par nos rues et de les voir s'extasier devant les étalages de nos marchands de jouets. C'est égale-

---

Ces deux documents éclairent suffisamment l'arrêt, et nous nous bornons à rappeler la bibliographie et l'arrestographie de la question.

Voy , dans cette *Revue* même, nos articles : *Les tribunaux répressifs indigènes en Algérie et les administrateurs juges de simple police dans les communes mixtes*, notamment n° 23 (*Rev. Alg* , 1902. 1. 60) ; *Les tribunaux répressifs indigènes et la relégation* (*Rev. Alg.*, 1902. 1. 125) ; *Examen critique de la jurisprudence...* (*Rev. Alg.*, 1903. 1. 30) ; l'article de M Favella, *Les tribunaux répressifs indigènes et la question de la relégation* (*Rev. Alg.*, 1903. 1. 41), et notre réponse (*Rev. Alg.*, 1903. 1. 86). — Il faut y joindre : Ed. Norès, *Commentaire des décrets des 29 mars et 29 mai 1902*, n°s 72 et s. ; G. Massonié, *Les décrets des 29 mars et 28 mai 1902, leur illégalité et ses conséquences* (1 broch., Constantine, 1903) ; notre article *Revue pénitentiaire*, 1903, p 94 ; notre *Traité élémentaire de législation algérienne*, t. I^er^, n°s 539 et 546, et t. II, *addenda*.

Quant aux arrêts et jugements, il convient, en raison de leur grande diversité, de les grouper :

1° Avec une quasi-unanimité, les tribunaux algériens, puis la Cour de cassation, ont reconnu que les tribunaux répressifs indigènes ne peuvent prononcer la relégation : trib rép. ind. Alger-sud, 21 juin 1902 (*Rec. Alg.*, 1902. 2. 294) ; trib. Philippeville, 11 juill. 1902 (*Rec. Alg.*, 1902. 2. 297) ; trib. Bône, 18 sept. 1902 (*Rec. Alg.*, 1902. 2. 299) ; trib. Sétif, 19 sept. 1902 (*Rec. Alg.*, 1902. 2. 442) ; crim. règl. de j., 15 nov. 1902 (*Rec. Alg.*, 1902. 2. 381) ; trib. Bône, 27 nov. 1902 (*Rec. Alg.*, 1902. 2. 421), etc., etc. — En sens contraire cependant : trib. rép. ind. Philippeville, 14 juin 1902, infirmé par trib. Philippeville, 11 juill. 1902, cité ; trib. Mascara, 28 août 1902 (*Rec. Alg.*, 1902. 2. 441).

Mais sur les conséquences à tirer de cette affirmation les tribunaux se sont divisés.

2° Un tribunal répressif et la chambre criminelle de la Cour de cassation ont déclaré les tribunaux répressifs indigènes compétents pour connaître de *tous* les délits, mais sans qu'ils puissent prononcer la relégation, ni que leurs condamnations puissent compter en vue de cette peine : trib. rép. ind. Aumale, 23 déc. 1902 (*Rec. Alg.*, 1903. 2. 63) ; crim. cass., 5 févr. 1903 (*Rec. Alg.*, 1903. 2. 52). — V. aussi en ce sens, trib. de Constantine, 30 mars 1903.

3° La chambre criminelle de la Cour de cassation, dans la plupart de ses arrêts, paraît faire une distinction. Les tribunaux répressifs indigènes seraient incompétents quand il s'agit d'un délit pouvant, comme dernier terme d'une série de trois, quatre ou sept condamnations, entraîner la relégation, mais seulement en ce cas : crim. règl. de j., 15 nov. 1902,

ment une bonne aubaine pour les pick-pokets habiles à se faufiler au milieu de la foule et à prélever leur dîme sur l'argent destiné aux étrennes du lendemain, — Meddahi a donc choisi cette occasion pour fouiller adroitement dans les poches des dames. Il venait, par ce procédé, de subtiliser à la dame Champeval une bourse bien garnie quand elle se retourna brusquement et le vit s'enfuir. Aux cris de cette femme, nombre de témoins se mirent à la poursuite de notre indigène et parvinrent à l'arrêter ; mais il n'avait déjà plus le porte-monnaie. Il prétend l'avoir jeté en fuyant. Ne peut-on pas plutôt supposer qu'il a eu le temps de le faire passer aux mains de quelque complice ?

Jusqu'ici, Meddahi n'a fait aucune difficulté pour avouer sa culpabilité, et vous voyez que cet aveu n'a rien de bien méritoire, puisqu'il a été pris en flagrant délit, la main... dans la poche. Il reconnaît aussi avoir subi trois condamnations pour vol depuis le 26 novembre 1898, l'une à 4 mois, les deux autres à un an d'emprisonnement, toutes prononcées par la juridiction correctionnelle ordinaire. La condamnation actuellement encourue marque le quatrième échelon de la récidive spéciale instituée par la loi du 27 mai 1885, et le rendrait, par conséquent, passible d'ores et déjà de la peine accessoire de la relégation si la condamnation était, selon les termes mêmes de l'art. 2 de la loi, *encourue devant votre juridiction.*

Mais Meddahi est indigène musulman non naturalisé, et vous savez que l'art. 1er du décret du 28 mai 1902, complémentaire de celui du 29 mars précédent, porte cette disposition générale ; « Tous les délits commis en territoire civil par des indigènes sont jugés par un tribunal répressif indigène établi au chef-lieu de la justice de paix », ce qui veut dire, en termes non équivoques : « Pour tous les délits de droit commun, la juridiction de droit commun est supprimée à l'égard des indigènes du territoire civil de l'Algérie et elle est remplacée, non d'une manière exceptionnelle, temporaire, mais à *titre permanent et définitif*, par une juridiction d'un caractère tout spécial ».

---

cité ; 29 nov. 1902 (*Rev. Alg.*, 1903. 2. 61) ; crim. cass , 5 févr. 1903, cité ; crim. rej., 21 fév. 1903 ; crim. règl. de j., 6 mars 1903 (*Rev. Alg.*, 1903. 2. 150).

4° Opinion demeurée isolée : même dans ce dernier cas, le tribunal répressif indigène pourrait demeurer compétent, pourvu qu'il prononce une peine assez faible pour qu'elle n'emporte pas la relégation. Trib. Philippeville, 11 juill. 1902. cité.

5° De la loi de 1885 et des décrets de 1902 résulterait l'incompétence, tant des tribunaux répressifs indigènes que des tribunaux correctionnels, pour tous les délits visés dans l'art. 4 de la loi de 1885 : trib. Alger, jugement infirmé par Alger, 18 déc. 1902.

6° Les tribunaux correctionnels sont compétents, à l'exclusion des tribunaux répressifs indigènes, pour connaître des délits mentionnés à l'art. 4 de la loi de 1885 : crim. règl. de j., 15 nov. 1902 (motifs) ; Alger, 18 déc. 1902 (*Rev. Alg.*, 1903. 2. 1) ; trib. Bône, 8 janv. 1903 ; trib. rép. ind. Bône, 10 janv. 1903 ; Alger, 14 mars 1903, rapporté ci-dessus ; trib. Alger, 19 mars 1903, etc., etc. C'est la solution qui l'emporte aujourd'hui devant les tribunaux algériens ; nous espérons qu'elle l'emportera aussi devant la Cour de cassation.

Émile LARCHER.

Dès lors, Messieurs, une question préjudicielle se pose *in limine litis*. Car il va de soi qu'avant de délibérer sur la peine accessoire qui n'est, toujours aux termes de la loi, qu'une *conséquence de la peine principale* (*conséquence encore éventuelle et subordonnée au montant de cette peine*), il faut que nous délibérions préalablement sur la peine principale. Et pour que nous délibérions sur la peine principale, il faut que nous, juges d'un tribunal ordinaire, nous soyons restés compétents pour appliquer cette peine, c'est-à-dire pour juger le délit imputé au prévenu indigène qui comparaît devant nous. En d'autres termes, il faut que, malgré les décrets de 1902, cet indigène soit resté notre justiciable, à raison du *délit* qu'il a commis.

S'il est resté notre justiciable a raison de ce délit (comme vient de le décider le tribunal d'Alger par le jugement dont est appel et qui a condamné le prévenu à six mois de prison et à la relégation), c'est bien que, malgré l'absolu des termes de sa disposition première, attribuant tous les délits au tribunal indigène, le décret du 28 mai 1902 comporte des exceptions et que, *malgré la mesure de l'autorité exécutive qui édicte pour tous les délits indigènes la suppression de la juridiction ordinaire*, cette juridiction doit survivre, continuer à subsister dans certains cas.

Le délit reproché à Meddahi constituerait-il un de ces cas, une de ces exceptions?

A cet égard votre opinion s'est déjà exprimée par divers arrêts de principe (voy. Alger, 18 décembre 1902, *Rev. Alg.*, 1903. 2. 1), se résumant en une seule décision que M. le procureur général, par des conclusions présentées avec une sûreté de jugement et une distinction de langage dont nous gardons le souvenir, réclamait de votre libre et consciencieux examen. Il importait, M. le procureur général vous l'a dit alors, de résoudre au plus vite, et en s'inspirant uniquement des principes du droit, l'une des nombreuses difficultés que soulève à tout instant le fonctionnement des « tribunaux répressifs indigènes » ; et cette difficulté est bien l'une des plus graves sans doute, car elle suspend depuis bientôt une année l'exécution d'une loi tutélaire, incontestablement plus redoutée des indigènes et plus efficace que toutes les peines d'emprisonnement multipliées, puisque, strictement appliquée, elle a précisément pour résultat de purger à tout jamais nos campagnes algériennes de ces bandes de malfaiteurs qui les mettent en coupes réglées.

Devez-vous maintenir votre jurisprudence, devez-vous au contraire l'abandonner pour en adopter une autre? C'est le point sensible de ce débat auquel les maîtres de notre barreau et de notre École de droit d'Alger prêtent aujourd'hui le plus vif intérêt.

Vos décisions ont en effet subi maintenant la censure de la Cour suprême ; mais, il ne paraît pas que les arrêts en face desquels vous êtes placés aujourd'hui puissent simplifier votre tâche.

La Cour de cassation fait deux parts très distinctes dans la décision que M. le procureur général a soumise à sa sanction souveraine. Elle s'approprie entièrement la doctrine que vous avez émise au sujet du caractère qu'il faut attribuer à la juridiction instituée par les décrets de 1902. Les tribunaux répressifs sont d'un ordre tout à fait exceptionnel qui ne permet pas même de les assimiler à d'autres juridictions spéciales telles que les tribunaux militaires ou maritimes ; ils sont donc sans

qualité pour appliquer, à aucun degré, la loi du 27 mai 1885, même éventuellement, c'est-à-dire que leurs condamnations sont absolument inopérantes pour constituer la récidive spéciale de la loi de 1885 ; elles ne peuvent pas même entrer en ligne de compte pour la relégation.

Mais en même temps qu'elle adopte pleinement votre opinion à cet égard, la Cour suprême décide (et c'est sur ce point seulement qu'elle casse votre arrêt) « que la disposition énoncée en l'art. 1er des décrets » des 29 mars et 28 mai est générale ; qu'elle s'applique à tous les délits, » et qu'il ne peut y être apporté d'exception que dans le cas où une loi » spéciale aurait expressément réservé aux tribunaux correctionnels la » connaissance d'un délit déterminé ; qu'il n'en est pas ainsi pour les » délits de droit commun visés par l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885, et » que les tribunaux répressifs indigènes sont ainsi compétents pour » statuer sur ces délits ».

Qui donc oserait prétendre que cette réponse de la Cour de cassation à la consultation de M. le procureur général est empreinte de quelque ambiguïté ? Elle paraît être, au contraire, d'une clarté saisissante. « *La disposition de l'art. 1er des décrets est générale* ; — elle ne pourrait fléchir que *devant une réserve expresse de compétence formulée dans une loi.* — Il n'en est pas ainsi pour les délits visés par l'art. 4 de la loi de 1885, et les tribunaux répressifs sont ainsi compétents pour statuer sur tous ces délits ».

Ainsi, Messieurs, chaque fois qu'un indigène aura commis un délit spécifié à l'art. 4 de la loi de 1885, cet indigène devra être déféré au tribunal répressif, encore que ce tribunal soit incompétent pour prononcer, *même éventuellement*, la relégation.

Contre une disposition aussi formelle, aussi absolue, une seule autorité pourrait faire prévaloir un avis contraire ; une seule autorité pourrait nous faire dévier de la règle qui nous est tracée et que la discipline judiciaire nous commande de suivre. Cette autorité, c'est celle de la Cour de cassation elle-même.

Comment expliquer, en effet, que quelques jours après avoir proclamé la compétence des tribunaux répressifs pour tous les délits spécifiés en l'art. 4, sans aucune exception, la Cour de cassation rejette purement et simplement les pourvois formés contre vos arrêts par les indigènes Karèche et Djilali, qui avaient comparu devant vous comme prévenus d'un délit spécifié à l'art. 4 et à l'égard desquels vous aviez affirmé votre compétence en la basant sur la seule raison juridique qui puisse la motiver, c'est-à-dire sur le délit reproché à chacun de ces prévenus, délit spécifié par l'art. 4 de la loi de 1885 ? Il est important de remarquer, d'ailleurs, que ces deux arrêts, qui confirment purement et simplement les vôtres, sont en parfaite harmonie avec l'arrêt rendu par la chambre criminelle, en date du 15 novembre 1902, dont vous n'aviez fait qu'appliquer logiquement la doctrine.

Il importe de rappeler cet arrêt :

« Attendu qu'il résulte des dispositions des décrets des 29 mars et 28 mai 1902 que ces décrets n'ont pas en vue l'application de la peine de la relégation, spécialement réglée en Algérie par la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes ; que les tribunaux de police correctionnelle restent donc compétents pour connaître, en premier ressort, des poursuites relatives

aux délits commis par des indigènes que leur état de récidive rend passibles de la relégation ».

Tel était le premier état de la jurisprudence de la Cour suprême — tel est aussi le dernier. — Dans l'intervalle, entre le premier état et le dernier est survenu un arrêt diamétralement contraire, celui précité du 5 février. Voilà ce que mon devoir de rapporteur m'oblige à constater.

Des juristes subtils vous démontreront peut-être que les espèces ne sont pas les mêmes et que les deux propositions se peuvent concilier. — Il est plus loyal, de ma part, de vous avouer à cet égard toute mon insuffisance.

Nous voyons bien que Chellali ben Dahmane, bien que prévenu d'un des délits spécifiés en l'art. 4, n'était pas encore arrivé au dernier terme de la récidive qui rend imminente l'éventualité de la peine accessoire, tandis que les autres prévenus arrivaient à ce terme ; -- mais la Cour de cassation elle-même, en son arrêt du 5 février, nous dit, dans les termes les plus explicites, que la loi de 1885 ne renferme pas de réserve expresse de compétence — et que tous les délits prévus par cette loi, sans aucune exception, sont de la compétence du tribunal nouvellement institué pour les juger.

Aucune différence n'est faite dans cet arrêt du 5 février entre le premier et le quatrième délit ; cette différence est même exclue dans les termes les plus rigoureusement absolus.

Au contraire, l'arrêt du 15 novembre et ceux du 21 février qui confirment votre jurisprudence admettent bien que la loi de relégation renferme une réserve de compétence, puisqu'ils proclament que la juridiction correctionnelle n'a jamais cessé d'être compétente vis-à-vis de l'indigène prévenu d'un délit spécifié *à l'art. 4* et passible de la peine accessoire de la relégation.

Ainsi, d'un côté, aucune réserve de compétence dans la loi de 1885 pour les délits qu'elle spécifie ; c'est le système de l'arrêt du 5 février.

De l'autre côté, « les décrets n'ont pas eu en vue l'application de la peine de relégation et par suite les tribunaux correctionnels restent compétents pour connaître des délits commis par des indigènes que leur état de récidive rend passibles de la relégation ». Donc, réserve de compétence dans la loi de 1885 au profit de la juridiction correctionnelle ordinaire, réserve de compétence tirée de cette même loi de 1885 qui n'en contiendrait aucune d'après l'arrêt du 5 février.

Eh bien, Messieurs, de deux choses l'une : ou la loi de 1885 sur la relégation comporte une réserve de compétence, ou elle n'en comporte pas. Ou bien la relégation doit continuer à être appliquée aux indigènes, nonobstant les décrets de 1902, ou bien elle ne doit plus leur être appliquée, pour les délits.

Si elle ne doit plus être appliquée, votre compétence ne se comprend pas plus pour le quatrième ou le septième délit qu'elle ne se comprend pour le premier.

Si elle doit leur être appliquée, votre compétence s'impose aussi impérieusement pour le premier délit spécifié à l'art. 4 que pour le quatrième ou le septième, car la loi serait aussi bien violée si vous ne jugiez pas le premier délit que si vous ne jugiez pas le quatrième ou le septième, cela par cette raison toute simple qu'il ne peut pas y avoir de quatrième terme

de récidive, s'il n'y a pas de premier, de second et troisième terme. Pas de relégation possible sans condamnations marquant pour la relégation, condamnations que seule, en règle générale, la juridiction ordinaire peut prononcer. C'est, d'ailleurs, la théorie maintes fois affirmée par la Cour de cassation elle-même. Chaque condamnation prononcée par le tribunal correctionnel ordinaire à plus de trois mois d'emprisonnement comprend, *dès le premier délit*, la sanction éventuelle de la relégation. Selon l'heureuse expression de M. Roulier, toutes ces condamnations, la première comme les autres, portent « en germe la relégation » et sont essentielles pour rendre cette peine applicable (Voir cet intéressant rapport précédant l'arrêt du 5 février, *Rev. Alg.*, 1903. 2. 52).

D'ailleurs, Messieurs, la simple lecture de l'art. 2 suffit pour démontrer cette inconciliabilité qui existe entre les arrêts de la Cour de cassation des 15 novembre et 21 février d'une part, et 5 février d'autre part.

La relégation, dit cet article, « ne peut être prononcée que par les » cours et tribunaux ordinaires et comme conséquence des condamna- » tions encourues devant eux », ce qui signifie très nettement qu'il faut une dernière condamnation encourue devant la juridiction ordinaire et précédée de condamnations semblables, pour que la relégation soit encourue.

Prenons les derniers arrêts confirmant les vôtres et maintenant cette jurisprudence que vous n'avez pas inventée, puisqu'elle dérive logiquement de l'arrêt de la Cour de cassation du 15 novembre 1902. D'après cette jurisprudence, interprétée en vue de l'espèce à laquelle elle s'applique exactement, vous resteriez compétents pour juger le prévenu indigène que, vulgairement, nous désignons sous le nom de relégable, c'est-à-dire arrivant au dernier terme qui rend imminente l'éventualité de la peine accessoire.

Eh bien, proclamer votre compétence en pareil cas c'est bien, comme je le disais tout à l'heure, préalablement admettre que vous êtes compétents pour juger le délit et lui appliquer la peine principale ; c'est bien reconnaître que la condamnation au principal est *encourue* devant vous, car, nous le répéterons à satiété, aux termes formels de l'art. 2, la peine accessoire n'est qu'une conséquence dérivant de ce fait primordial que le délit commis par tel prévenu est de la compétence de la juridiction ordinaire.

La peine accessoire suppose nécessairement et préalablement que vous êtes compétents pour prononcer la peine principale, c'est-à-dire (pour reprendre encore les termes mêmes de la loi) que la condamnation est *encourue* devant vous, juridiction ordinaire.

Nous savons que, ne pouvant aller contre les termes si formellement impératifs de l'art. 2, on essaie de considérations de fait : « L'indigène qui, ayant subi des condamnations prononcées par les tribunaux ordinaires, aura un passif pénal à liquider va-t-il donc se trouver en quelque sorte réhabilité par les décrets de 1902? La page noire qui figure à son casier va-t-elle se transformer en page blanche au point de vue de la récidive spéciale de la loi de 1885? Devenu justiciable du tribunal répressif, se trouvera-t-il, par une singulière ironie, exonéré de cette peine la plus répressive qui existe en matière correctionnelle et qu'il a déjà aux trois quarts encourue ? »

Ne sentez-vous pas, Messieurs, que cette considération de fait, si elle a de la valeur à l'égard des récidivistes d'hier, dont le passé est déjà enregistré, a exactement la même valeur vis-à-vis des récidivistes de demain, dont les méfaits multipliés ne seront jamais marqués au registre de la récidive spéciale et ne seront, par conséquent, jamais plus atteints par ce dernier et décisif châtiment qu'est l'expatriation perpétuelle?

Si donc cette raison de fait permettait de faire brèche à la règle de droit posée par l'art. 2 et de déférer au tribunal ordinaire le quatrième délit, la même raison commanderait aussi de déférer le premier, le deuxième ou le troisième délit au tribunal ordinaire, seul compétent pour prononcer des peines marquant pour la relégation et pour prononcer la relégation elle-même.

Dans vos arrêts, identiques comme motifs et cependant l'un cassé, les autres confirmés par la Cour suprême, vous donnez un exemple topique pour démontrer la contradiction des deux jurisprudences de la Cour de cassation. Vous citez une juridiction d'exception instituée par des dispositions législatives qui, au contraire de nos décrets, ne sont à aucun point de vue discutables, ainsi le conseil de guerre.

Le conseil de guerre est sans droit, lui aussi, pour prononcer la relégation (bien qu'ayant cependant, à la différence du tribunal répressif indigène, la faculté de prononcer des condamnations que plus tard les tribunaux ordinaires peuvent faire entrer en compte pour la relégation, lorsque le militaire ou le marin, dont la qualité est temporaire et non perpétuelle comme celle d'indigène, rentrent dans la vie ordinaire). L'incompétence du conseil de guerre à prononcer la peine accessoire le rend-elle pour cela incompétent pour juger le délit de vol reproché à un soldat qui, de par ses condamnations antérieures prononcées par des tribunaux ordinaires, serait relégable? Avez-vous jamais vu le conseil de guerre d'Alger renvoyer ici le tirailleur indigène, prévenu d'un vol à la caserne, sous prétexte que ce délit a été précédé de trois condamnations prononcées par vous et rendant l'individu passible de la relégation?

Pas le moins du monde! Compétent pour juger le délit que le militaire, indigène ou français, a commis en cette qualité de militaire, le conseil de guerre ne cesse pas de l'être, bien qu'il soit incompétent pour prononcer la relégation.

De même, si le décret qui a institué les tribunaux répressifs est légal dans tout l'absolu de ses termes ; si le tribunal indigène est, comme le conseil de guerre, une juridiction exceptionnelle qui, loin de faire échec à la loi de 1885, rentre dans les prévisions de cette loi, pas de doute que, compétent pour juger le délit commis par son justiciable indigène, ce tribunal d'exception ne conserve sa compétence même dans le cas où les antécédents du prévenu rendraient ce prévenu d'ores et déjà relégable.

La compétence pour prononcer la relégation est subordonnée à la compétence pour juger le délit et prononcer la peine principale. Ceci, c'est la loi écrite ; il suffit de lire l'art. 2.

Donc, inconciliabilité absolue entre un arrêt qui décide que la juridiction ordinaire est compétente pour juger le délit n° 4 et incompétente pour juger le même délit d'un rang antérieur.

Entre l'arrêt du 5 février et ceux du 21 février revenant à la doctrine du 15 novembre, la question se pose donc à nouveau de savoir si la loi de

relégation fait ou ne fait pas obstacle à la disposition générale de l'art. 1er du décret du 28 mai 1902 supprimant la juridiction correctionnelle ordinaire pour les indigènes.

Il faut admettre l'une ou l'autre thèse, mais il faut renoncer à les marier toutes les deux.

Il ne nous paraît pas possible que vous vous réserviez le quatrième délit de vol, en vous basant sur la loi de 1885, si vous ne vous réservez pas le premier, le deuxième ou le troisième délit de vol en vous basant sur la même loi de 1885. Faire une distinction entre les deux cas, c'est admettre une solution purement fantaisiste, juridiquement parlant.

Il est permis d'accepter les interprétations les plus discutables, lorsque la Cour suprême les a marquées de sa haute autorité, mais sur le point spécial qui nous occupe, la Cour suprême ne nous apporte aucune interprétation. Elle procède simplement par voie d'affirmation.

Tant qu'elle ne nous aura pas expliqué les motifs de cette affirmation, rien ne saurait nous autoriser à nous écarter du texte clair et précis de la loi.

Enfin, nous ne devons pas oublier que nous ne sommes point saisis seulement de cette question comme chambre des appels correctionnels ; nous devons la résoudre également comme chambre de revision dans plusieurs affaires intéressant des individus ayant commis des délits spécifiés à l'art. 4 de la loi de 1885 et qui ne sont pas encore arrivés au dernier terme de la récidive. Or, comme chambre de revision exerçant les fonctions de cour régulatrice souveraine, notre liberté d'appréciation est entière. Il n'y a d'ailleurs pas autre chose qu'une pensée de devoir dans cette formule, pour des magistrats chargés d'assurer le respect de la justice et du droit.

En somme, un seul point est à retenir comme acquis définitivement dans les arrêts de la Cour de cassation ; c'est la qualification donnée à la juridiction nouvelle. A cet égard, la Cour suprême sanctionne votre manière de voir par des motifs très rigoureux qui ne permettent même pas d'assimiler les tribunaux indigènes aux juridictions militaires. On retrouve, dans ces considérants, comme un écho de cette appréciation, un peu amère peut-être, du rapporteur de l'arrêt : « Il nous sera permis d'ajouter, avait dit M. le conseiller Roulier, que, dans l'état actuel *de notre législation française*, nous ne connaissons pas de tribunaux qui répondent moins que les tribunaux répressifs indigènes à la qualification d'ordinaires. »

Il n'est pas sans intérêt de remarquer que, pour fixer le caractère très exceptionnel des tribunaux répressifs, M. le conseiller rapporteur cite exactement les divers arguments mis en relief par votre arrêt du 18 décembre, en s'attachant spécialement à la suppression, pour les condamnés, du droit de recours aux juridictions supérieures. C'est bien aussi le grand grief des adversaires des décrets — grief auquel peut-être il ne serait pas impossible de parer en donnant à tous les condamnés le pourvoi en revision prévu par l'art. 4 du deuxième décret, tant sur la question de fait que sur la question de droit, et en décrétant en même temps, pour éviter les recours abusifs, que ce pourvoi ne devrait être transmis à la chambre de revision que s'il était déclaré recevable par une chambre des requêtes composée de trois magistrats de la Cour d'Alger.

Ce caractère exceptionnel des tribunaux répressifs étant déterminé, à vous maintenant de décider entre les deux systèmes qui peuvent vous être proposés et que je me bornerai à résumer, car l'un et l'autre se trouvent exactement indiqués dans vos arrêts du 18 décembre. Cela dit d'ailleurs sans vous attribuer prétenticusement un droit d'auteur, car c'est surtout aux thèses juridiques qu'on pourrait appliquer cette spirituelle boutade de Musset :

« Rien n'appartient à rien, tout appartient à tous,
» C'est imiter quelqu'un que de planter des choux. »

Le premier raisonnement s'appuie tout entier sur la lettre de l'art. 2 et en l'isolant, en quelque sorte, de toutes les autres dispositions de la loi de 1885.

Il évite de tourner la page.

« La relégation ne sera prononcée que par les cours et tribunaux ordinaires, comme conséquence des condamnations encourues devant eux, à l'exclusion de toutes juridictions spéciales et exceptionnelles ». tel est l'art. 2. Avec toutes les apparences d'une inflexible logique l'on vous dit alors :

« Cet article prévoit des juridictions d'exception, il prévoit même leur compétence pour juger les délits spécifiés à l'art. 4, puisqu'il prend soin d'exclure ces juridictions du droit d'appliquer, même éventuellement, la relégation à raison de ces délits. Loin de réserver aux tribunaux ordinaires la connaissance de ces infractions spécifiées à l'art. 4, il laisse à chaque juridiction exceptionnelle ses justiciables et sa compétence habituelle ; il refuse seulement à ces juridictions exceptionnelles le pouvoir d'appliquer la loi de 1885. — Eh bien, le tribunal répressif indigène ne prononcera que des peines principales ; il ne sera pas armé, comme l'est le tribunal ordinaire, de cette sanction particulière qui consiste à donner à chaque condamnation une portée éventuelle particulière, et, finalement, de prononcer la peine perpétuelle. — Mais sa compétence subsistera néanmoins pour prononcer des peines principales. » Voilà, Messieurs, dans sa grande simplicité, la première opinion.

Le second système est naturellement la réfutation du premier.

Il ne méconnaît nullement l'art. 2, mais ne l'isole pas de tous les autres et spécialement de l'art. 20. Il s'attache aussi à ne pas oublier que toute loi doit être interprétée d'après l'ensemble de ses dispositions, selon son esprit et son objet. Quels sont donc le sens, la portée, le but de la loi de 1885 ?

Écoutons à cet égard la voix la plus autorisée que nous puissions entendre. Vous reconnaîtrez en elle non seulement le jurisconsulte, mais aussi l'homme d'État et l'orateur dont s'honore à juste titre la France républicaine.

« Bien que nous soyons absolument d'accord sur l'esprit de la loi, l'honorable rapporteur de la commission et moi, elle touche à un intérêt si grave que le gouvernement a le devoir de dire à quel sentiment il a obéi et quelles nécessités lui ont paru dicter les dispositions sur lesquelles vous avez à vous prononcer..... Nous n'avons pas eu l'intention de faire une loi en faveur des récidivistes ; nous vous demandons de voter une loi contre les récidivistes... C'est contre eux que nous demandons la

transportation parce que contre eux les peines ordinaires sont impuissantes... Il n'y a même rien de commun entre le récidiviste dont s'occupe notre code pénal, c'est-à-dire celui qui, après un premier crime ou un premier délit, commet une seconde infraction, et le récidiviste en vue duquel nous vous demandons de légiférer... La sévérité de la mesure qui vous est demandée ne fait que répondre à la gravité des infractions... Jamais réforme n'a été plus voulue, plus demandée, et jamais mesure n'est sortie avec un cachet plus indiscutable de popularité des études des moralistes et des criminalistes, et aussi des réclamations pressantes de ces milieux où on fait de la science sociale avec son expérience et son bon sens, et encore des programmes électoraux.

» Jamais mesure n'a été demandée avec autant d'unanimité parce qu'il n'en est pas qui réponde à un besoin plus intime des classes laborieuses... Oui, c'est dans ces couches populaires qu'on réclame avec le plus d'ardeur la transportation des récidivistes, parce que c'est là qu'on souffre le plus de cette plaie sociale. Ce ne sont pas les fils de la bourgeoisie, comme le disait M. le rapporteur, qui en souffrent le plus, ce sont les fils des travailleurs, ceux qui vivent dans un contact forcé avec ces parvenus de la police correctionnelle et du crime....

» M. de Tocqueville dit : elle est la seule qui, sans être cruelle, délivre la société de la présence des coupables.

— « Sans la transportation des récidivistes, la loi pénale est une impasse ».

» Après un certain nombre de condamnations tel homme a suffisamment fait la preuve que les peines s'émoussent sur lui, qu'elles deviennent sans efficacité, et que, dès lors, condamner sans cesse pour remettre sans cesse en liberté, élargir un condamné avec la certitude qu'il faudra l'arrêter une quatrième fois, une cinquième fois le lendemain, ce n'est plus qu'un échange de rigueurs absolument stériles et de délits ou de crimes perpétuellement renouvelés. C'est donner le pire de tous les spectacles : celui de l'impuissance en face de la révolte. » (Voir débats parlementaires, Chambre, *Journ. off.*, 27 avril 1883, p. 777).

Parmi ces populations laborieuses auxquelles fait allusion M. le ministre de l'intérieur Waldeck-Rousseau, il en est une qu'il n'a plus besoin de nommer car, quelques minutes auparavant, à cette même tribune de la Chambre des députés, le rapporteur de la loi, M. Gerville-Réache, vient de la citer au premier rang. C'est cette phalange de lutteurs infatigables, digne de toute protection, de toute sollicitude, qui, surmontant tous les obstacles, bravant tous les dangers, a su créer ici une seconde France. Ce sont nos colons algériens, les ouvriers de nos campagnes et de nos villes qui réclament, comme une mesure de sécurité des plus efficaces et depuis trop longtemps attendue, le vote de la loi contre les récidivistes. Et qui donc s'étonnerait d'un vœu aussi pressant et aussi légitime, quand on sait que nous trouvons en Algérie une infime minorité de français ou d'européens en face de quatre millions et demi d'indigènes qui forment la grande masse de la population, implantée dans le sol même, et d'où partent ces bandes de malfaiteurs prêts à jeter partout la désolation et la ruine ? (Voir *Journ. off.*, débats, Chambre, 22 avril 1883, p. 697 et suivantes).

Je disais, dans une précédente audience, que le législateur n'avait pas

oublié l'Algérie dans sa loi de 1885. Elle ne s'était pas laissé oublier, Messieurs (voir à cet égard les pages si saissisantes de vérité et si éloquentes du rapport de M. le député Thomson) (*Journ. off.*, 16 fév. 1882, annexe 426), et c'est pour déférer au vœu unanime des trois départements qu'a été édictée la disposition de l'art. 20 : « La présente loi est » applicable à l'Algérie... En Algérie, par dérogation à l'art. 2, les » conseils de guerre prononceront la relégation contre les indigènes des » territoires de commandement qui auront encouru, pour crimes ou délits » de droit commun, les condamnations prévues par l'art. 4 ».

« Par dérogation à l'art. 2 ». Méditez le sens très net de cette dérogation. Il est d'ailleurs précisé dans les termes les plus explicites par le rapporteur de la loi. Le législateur entend que la nouvelle mesure d'ordre et de protection sociale qu'il institue profite à l'Algérie tout entière. Mais il a posé comme règle, dans l'art. 2, que cette mesure de sécurité publique serait assurée par les juridictions ordinaires, à l'exclusion des juridictions d'exception. Or, en territoire de commandement, il ne trouve comme juridiction pour les crimes et délits indigènes que le conseil de guerre, juridiction d'exception. Alors il déclare que le conseil de guerre tiendra lieu de juridiction ordinaire dans ce territoire et y aura le même pouvoir que la juridiction de droit commun en territoire civil. Ce sont les propres paroles du rapporteur de la loi que je cite, Messieurs.

En territoire civil, au contraire, le législateur sait qu'à côté des seules juridictions exceptionnelles qui existent alors comme en France, c'est-à-dire des tribunaux militaires et des tribunaux maritimes (sans qualité pour appliquer la loi), il y a des juridictions ordinaires qui en assureront l'application.

En 1885, en effet, la juridiction ordinaire, ne l'oublions pas, c'est la règle en territoire civil pour les indigènes auxquels le législateur veut expressément appliquer sa loi ; il compte donc tout naturellement sur la juridiction ordinaire pour la leur appliquer, tant en matière de délits qu'en matière de crimes. Ceci, ce n'est plus même de la discussion — c'est une constatation de bonne foi.

Dès lors, la question qui se pose est bien simple.

Il est manifeste, il est indéniable que le législateur a voulu que la relégation soit appliquée à cet ensemble de justiciables que sont les indigènes. La loi n'a pas voulu leur concéder un privilège sur les Français et les Européens — loin de là !

Il est non moins manifeste que, dans les prévisions non équivoques, du Parlement, le moyen, l'instrument d'application de cette loi, c'est la juridiction ordinaire, pour le territoire civil.

Cette vérité incontestable étant acquise, l'autorité exécutive pouvait-elle supprimer pour tous les délits indigènes, sans en excepter ceux spécifiés à l'art. 4, la juridiction ordinaire ? — Non, vous répondent les partisans de ce système, parce que supprimer pour ces délits la juridiction ordinaire, la supprimer à titre permanent, indéfini, c'est en règle générale rendre la relégation inapplicable aux indigènes pour les délits, c'est supprimer cette mesure impérieuse d'ordre et de sûreté publics à l'égard d'un ensemble, de la presque totalité des justiciables, que le législateur a visés expressément ; c'est rendre sans objet la loi de 1885 qui a une portée et un but essentiellement pratiques. Sans doute, l'autorité

exécutive, subordonnée du pouvoir législatif des deux assemblées, peut légiférer en Algérie, mais à une condition expresse qui dérive de la délégation même qu'elle a reçue du législateur :

C'est de ne porter atteinte à aucune loi, c'est-à-dire à la mesure que cette loi a eue en vue, qui est son but et sa raison d'être !

A moins de raisonner par pétition de principe et de dire : « la disposition de l'art. 1er du décret du 28 mai 1902 est générale, elle s'applique à tous les délits », il faut déterminer dans quelle mesure cette légalité peut exister. Il faut rechercher si cette disposition ne vient pas, directement ou indirectement, faire échec à une autre œuvre législative qui s'impose avant le décret et au-dessus du décret.

Au lieu de faire de la logique d'expédient, il faut raisonnablement se demander ce que le législateur de 1885 a eu en vue, quel a été son but en décidant que la relégation serait applicable, en territoire civil, par les juridictions ordinaires.

Cela voulait-il dire que l'autorité exécutive aurait le droit de supprimer la relégation en supprimant les juridictions chargées de l'appliquer, soit à l'égard des indigènes, soit à l'égard des autres justiciables qui demeurent l'infime minorité ? Cela ne signifie-t-il pas plutôt que, la juridiction ordinaire étant ainsi désignée par le législateur comme base d'application de son nouveau système répressif, il serait impossible de détruire l'une sans détruire l'autre?

Dès qu'une juridiction de droit commun a été choisie par le législateur comme rouage nécessaire au fonctionnement d'une loi qui est et doit rester elle-même la règle de droit commun, n'est-ce pas faire échec à la loi que de supprimer le rouage à l'aide duquel elle peut fonctionner ?

Il semble bien que poser la question ce soit la résoudre.

Décider autrement aujourd'hui ne serait pas seulement trahir les prévisions du législateur de 1885, ce serait aussi, ne nous le dissimulons pas, nous exposer à de cruels mécomptes.

Nous regardions, il y a quelques mois, s'éloigner de notre port un magnifique navire, sorte de grande prison flottante, affrêté par l'État, pour le transport des récidivistes. Il emportait bien loin, vers ces régions d'outre-mer où nos juridictions ordinaires les ont à jamais condamnés à vivre, la légion des relégués indigènes.

Ils sont plus malheureux ceux-là que ne le seront leurs coreligionnaires traduits maintenant devant des tribunaux impuissants à appliquer la peine perpétuelle... C'était encore peu de temps après cette horrible journée où des hordes de fanatiques et de pillards s'étaient abattues sur le village de Margueritte et avaient égorgé des Français. Et nous nous demandions alors ce qu'il adviendrait demain d'autres Français si tant de bandits résolus, prêts à tout, se trouvaient dorénavant, à l'expiration de leurs peines d'emprisonnement, rendus à la liberté, sur le théâtre même de leurs méfaits, ou maintenus administrativement dans quelque résidence obligatoire, mais toujours sur cette terre d'Islam où le Maître de l'heure commande et entretient les longs espoirs...

De sombres jours peuvent venir, appelant toutes nos forces armées à la frontière. Sachons les prévoir... Nos populations musulmanes nous débordent de plus en plus par le nombre, et le nombre n'est pas leur seule force ! Elle peuvent d'un moment à l'autre, de nouveau, se dresser devant

nous. Ne seraient-elles pas sûres de trouver alors, dans la horde des scélérats échappés de nos prisons, et restés sur notre sol, de farouches auxiliaires ? Rejeter sur des rivages éloignés tous ces malfaiteurs, en révolte continuelle contre notre civilisation et contre nos lois, c'était faire, peut-être, Messieurs, pour demain, l'économie de grands crimes...

Après la lecture de ce rapport, M. le procureur général COSTE a prononcé le RÉQUISITOIRE dont voici l'analyse :

Après avoir demandé à la Cour de vouloir bien comprendre sous le terme « indigènes » non seulement les musulmans originaires de l'Algérie mais aussi les musulmans d'origine africaine, M. le procureur général aborde immédiatement la question capitale du débat et relative au conflit qui naît du contact de la loi du 27 mai 1885 et des décrets des 29 mars et 28 mai 1902 :

« La question sur laquelle j'ai à appeler l'attention de la Cour n'est pas nouvelle pour vous, dit-il. Vous avez déjà décidé, en effet, que les indigènes, d'ores et déjà passibles de la peine accessoire de la relégation, étaient justiciables de la juridiction correctionnelle ordinaire. Les individus non encore immédiatement relégables, mais poursuivis à raison d'un de ces délits spécifiés par la loi de 1885, devaient aussi logiquement échapper au tribunal répressif indigène, incapable de constituer le condamné dans le cas de récidive spécial prévu par cette loi et de satisfaire ainsi au vœu du législateur.

» Nous pouvons aujourd'hui invoquer plusieurs arrêts de la Cour de cassation qui se résument en celui du 15 novembre 1902 et dans la toute récente décision du 5 février 1903.

» Après avoir reconnu en principe la légalité des décrets, la Cour suprême décide que ces décrets n'ont pu avoir en vue l'application de la relégation et que les tribunaux ordinaires restent ainsi compétents pour prononcer cette peine et, par suite, pour juger l'individu qui en est, d'ores et déjà, passible.

» Sur cette jurisprudence, il semble qu'il n'y ait plus de discussion ; mais la Cour de cassation se refuse à admettre la conséquence logique tirée de cet arrêt même du 15 novembre par la Cour d'Alger, et elle décide que le tribunal répressif reste compétent pour juger l'individu non encore passible de la relégation, quel que soit d'ailleurs le rang du délit imputé au prévenu ; c'est l'arrêt du 5 février... »

M. le procureur général donne lecture de cet arrêt.

« La généralité des termes de cette décision avait fait penser que la Cour de cassation répudiait sa doctrine du 15 novembre dernier et qu'ainsi elle considérait que les indigènes prévenus des délits spécifiés à l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885 n'en restaient pas moins justiciables du tribunal répressif, quels que fussent leurs antécédents, et alors même que la peine accessoire de la relégation serait immédiatement encourue.

» Il n'en est pas ainsi, car divers pourvois formés par des indigènes contre lesquels vous avez prononcé la peine de la relégation ont été purement et simplement rejetés par la Cour suprême, qui a ainsi confirmé vos arrêts ».

L'honorable magistrat donne alors lecture d'une lettre de M. le procureur général à la Cour de cassation, l'avisant du rejet de ces pourvois par la chambre criminelle ; puis, reprenant le terme dont se sert M. Baudouin dans ce document, il continue ainsi :

« Il n'y a, en effet, aucune « ambiguïté » ni dans l'un ni dans l'autre des arrêts de la Cour de cassation, si l'on envisage séparément la thèse du 15 novembre, maintenue par les rejets de pourvois du 21 février, et ensuite celle du 5 février.

» Rien ne serait plus facile, pour le ministère public, que de suivre la double règle qui paraît instituée. La Cour de cassation triompherait ainsi sans effort et sans protestation. Mais si je puis accepter les deux doctrines de la Cour de cassation comme chef du parquet général, chargé de diriger l'action publique dans le ressort, je reconnais que le juge ne peut être obligé de se réfugier derrière les opinions de la Cour de cassation tant qu'elle n'a pas statué en chambres réunies. Vous n'êtes nullement tenus de vous conformer aux dernières décisions qu'elle a rendues.

» L'arrêt du 5 février ne peut avoir pour vous qu'une portée : il vous invite à soumettre à un nouvel examen la question dont vous aviez cru trouver la solution juridique. Vous examinerez donc cette question comme si elle était entièrement neuve, et dans la plénitude de votre indépendance.

» La difficulté qui s'agite naît du conflit existant entre la volonté du législateur et la faculté législative de l'exécutif.

» Du jour où le parlement a exercé, à côté du chef de l'État, cette autorité législative qui était autrefois déléguée complètement à l'exécutif, l'incohérence s'est produite dans notre législation algérienne et la solution devient ainsi parfois inextricable.

» La Cour de cassation est venue ajouter à ce désarroi en créant la théorie des lois applicables de plein droit en Algérie, à la condition que ces lois soient compatibles avec les exigences locales.

» Une règle absolue ressort de tout ceci. L'autorité exécutive n'est que la déléguée du pouvoir législatif ; elle n'a donc pas le droit de porter atteinte aux actes de son mandant, le législateur.

» Ce principe ne peut faire de doute ; il faut respecter la volonté du législateur, c'est-à-dire la loi, dans son esprit et dans son but, lorsque le législateur l'a déclarée applicable à la colonie.

» On peut s'indigner de ce que les lois métropolitaines ne soient pas complètement applicables de plein droit à l'Algérie. Il n'en est pas moins vrai que les Français eux-mêmes, tout comme les indigènes, sont sous le régime légal des décrets pour toutes les matières qu'une loi proprement dite n'a pas réglementées dans la colonie.

» L'exécutif a pu, sans excéder ses attributions, créer de nouveaux tribunaux et même instituer une procédure nouvelle qui devrait être suivie devant eux ; mais il est évident que l'autorité de l'exécutif doit s'effacer devant la volonté du législateur.

» Or, quelle a été la volonté du législateur de 1885 ? Les travaux préparatoires qui s'échelonnent de 1881 à 1885 nous le disent. Un cri général d'effroi et d'indignation signalait le danger de la récidive et la nécessité de sévir contre les professionnels du vol et du vice. »

M. le procureur général cite d'abord, à cet égard, un discours de

M. de Verninhac, puis il passe, immédiatement après, à un document tout à fait spécial à l'Algérie : le rapport de M. le député Thomson, signalant d'une façon toute particulière la nécessité d'atteindre tous les récidivistes indigènes.

Voici quelques passages de ce rapport cités à l'audience par M. le procureur général :

« Messieurs, les crimes et les délits commis dans une progression constante par les indigènes portent en Algérie la plus profonde atteinte à l'ordre social et aux intérêts coloniaux, soit que les infractions demeurent impoursuivies à raison de la complicité protectrice que sa tribu prête trop souvent au malfaiteur, soit que les peines applicables au criminel découvert et convaincu manquent d'énergie répressive. Les statistiques constatent que les attentats contre les colons, leurs personnes ou leurs biens, contre les indigènes qui travaillent et produisent, deviennent chaque jour plus nombreux.

» A l'audience solennelle de rentrée du 1er octobre 1880, M. l'avocat général Bœrner, traitant la question de la sécurité en Algérie, pouvait faire cette grave déclaration : « Est-il vrai de dire, Messieurs, que la sécurité en Algérie, ainsi que cela a été plusieurs fois répété, soit complète et satisfaisante? Nous manquerions à la vérité en l'affirmant. Il est trop exact que, dans nos villes, dans nos villages, autour des fermes isolées et des tribus, les faits criminels se commettent avec une fréquence et souvent avec une audace déplorables. Les centres populeux sont remplis d'individus sans asile, sans profession, et qui ne subsistent qu'à l'aide de ressources inavouables. Nos concitoyens des campagnes vivent dans une anxiété perpétuelle : après les fatigues de la journée, ils se voient obligés de passer encore les nuits, les armes à la main, pour défendre contre les voleurs, soit leurs récoltes, soit leurs bestiaux ; heureux quand, faisant le guet, ils ne tombent pas eux-mêmes sous les coups des pillards et des meurtriers.....

» Chez les indigènes, les attentats contre les personnes et contre les propriétés existent à l'état permanent. L'on a dit avec raison que, pour eux, le vol n'est pas toujours un acte méprisable. Les plus honnêtes blâmeront assurément celui qui s'empare du bien d'autrui par un simple appât de lucre; mais il en est bien peu qui n'approuvent pas, qui n'excusent pas dans une large mesure le vol si fréquent commis pour d'autres motifs. En pays arabe, ce vol, souvenir de l'ancien état social, apparaît à la population comme un fait de guerre légitime.

» Et ce tableau n'était pas trop sombre, les couleurs n'en étaient pas trop chargées.....

» L'examen de nos statistiques criminelles démontre que le plus grand nombre des crimes et délits ont pour auteurs des indigènes ayant subi déjà une ou plusieurs condamnations. Contre ces criminels endurcis notre système de répression est manifestement insuffisant. Y a-t-il un châtiment qui soit de nature à les intimider et à les contenir dans le devoir? Ce châtiment existe ; son application est réclamée par tous les conseils élus, par l'autorité judiciaire et l'autorité administrative : c'est la transportation des récidivistes.

» Cette peine a tout d'abord pour effet de mettre la population travailleuse à l'abri des entreprises des malfaiteurs et de sauvegarder les

intérêts de la colonisation ; elle est de plus, pour les indigènes, essentiellement exemplaire. Elle inspire l'effroi et a conséquemment une efficacité préventive précieuse. Elle est éminemment correctionnelle ; car, en forçant le coupable à changer de pays et d'habitudes, elle lui ouvre une nouvelle carrière sous un autre ciel et prépare ainsi sa réforme.

» Nous vous proposons d'édicter cette peine de la transportation des récidivistes.

» Les auteurs du présent projet se sont efforcés de concilier avec les nécessités d'une répression sévère les garanties auxquelles l'accusé a toujours droit. »

» De tous ces travaux, poursuit M. le procureur général, une pensée commune se dégage qui définit très bien l'esprit de la loi. Il faut, dès la première condamnation, établir une surveillance sur le délinquant, — la justice doit lui donner successivement des avertissements qui le mettront en garde contre une chute nouvelle.

» Le législateur ne vise pas seulement le *quatrième délit* de vol, d'abus de confiance, d'escroquerie, mais bien tous les délits semblables, *à commencer par le premier*.

» Cette préoccupation est si bien dans toutes les discussions du moment que nous la voyons énoncée dans un article additionnel que propose le général Robert. Il n'est pas douteux que, dans le vote de cette loi de 1885, les indigènes n'aient occupé une place prépondérante. Pour en juger, il suffit de se reporter aux observations de M. le député Thomson. Ces observations ont abouti, ne l'oublions pas, à faire donner aux conseils de guerre des territoires de commandement les pouvoirs de la juridiction ordinaire du territoire civil afin d'imposer l'application de la relégation aux récidivistes indigènes.

» Le pouvoir législatif a donc été amené, en 1885, à se rendre exactement compte du fonctionnement des divers tribunaux répressifs dans la colonie et à distinguer nettement le territoire militaire du territoire civil.

» Qu'a-t-il vu en territoire civil ? Il a vu que des milliers d'indigènes étaient, chaque année, déférés aux tribunaux ordinaires, cours d'assises ou tribunaux correctionnels.

» C'est au moyen de ce rouage, *les juridictions ordinaires*, qu'il a entendu faire appliquer la loi nouvelle, *dès le premier délit, dès le premier avertissement*.

» A côté des juridictions ordinaires du même territoire, il n'a vu comme juridictions d'exception que des tribunaux militaires ou maritimes, tout comme en France. Dans sa pensée, tous les individus, indigènes ou non indigènes, qui n'étaient ni militaires ni marins, devaient donc être soumis à l'application de la mesure qu'il instituait pour obvier aux dangers constants de la récidive et donner à ce pays la sécurité que tous réclament.

» Votre mission est belle, Messieurs, car vous faites respecter la loi. Et c'est ce respect qui vous a amenés à vous demander déjà dans quelles conditions les tribunaux répressifs, institués par les décrets de 1902, pouvaient fonctionner au regard de la loi de 1885. Vous avez compris et vous avez dit que l'institution était excellente, digne d'être encouragée, mais vous avez aussi compris qu'il ne faut pas que l'application des

décrets apporte le moindre trouble au fonctionnement des lois que le législateur a voulu appliquer et spécialement à celle de 1885.

» Vous ne vous êtes pas même arrêtés à cette objection purement spécieuse, tirée de la procédure de flagrant délit, — estimant avec raison que cette procédure n'était pas obligatoire devant les tribunaux répressifs ordinaires et qu'on pourrait, tout au moins sur ce point, arriver à concilier le décret avec la loi.

» Mais devant les restrictions de l'art. 2 de la loi de 1885, vous avez dû reculer. Il ne vous a pas paru possible de dire que le tribunal répressif indigène était un tribunal ordinaire, et de consigner ainsi, dans la forme d'un arrêt, l'opinion que tout récemment encore exprimait M. le conseiller Bard avec une sympathie « toute paternelle » pour les décrets de 1902.

» L'arrêt du 15 novembre avait, en réalité, bien devancé votre jurisprudence, celle qui devait logiquement s'ensuivre. Je lui reprochais de n'être pas motivé et je vous demandais de combler la lacune en expliquant la pensée de cet arrêt.

» Brillamment et en termes excellents, vos décisions du 18 décembre 1902 ont mis en pleine lumière des points de droit qui ne peuvent plus, après vos arrêts, être sérieusement discutés.

» Ces points de droit, les voici : — Vous reconnaissez :

» 1° Le principe de la légalité des décrets ;

» 2° Le caractère absolument spécial et exceptionnel de la juridiction instituée ;

» 3° L'incompétence qui dérive de ce caractère exceptionnel pour les tribunaux répressifs indigènes, — c'est-à-dire l'impossibilité où ils se trouvent d'appliquer la loi de 1885 tant au premier délit qu'au quatrième — leurs condamnations ne pouvant même pas marquer pour la relégation ;

» 4° Comme la loi de 1885 subsiste toujours en Algérie, vous avez décidé que les indigènes commettant des délits susceptibles de constituer un état de récidive prévu par cette loi devaient être déférés au tribunal correctionnel ordinaire.

» Le ministère public n'était donc pas autorisé à traduire ces récidivistes devant le tribunal répressif indigène en se contentant de requérir simplement une peine principale, car la relégation n'est pas une peine facultative. Soustraire indéfiniment les indigènes à cette peine, c'est aller à l'encontre des intentions du législateur, c'est violer la loi.

» Le dilemne que vous avez posé acquiert plus de force encore, j'ose le dire, si l'on rapproche vos arrêts de principe de celui de la Cour de cassation du 5 février et du rapport de M. le conseiller Roulier.

» Il suffit de lire l'arrêt du 5 février et ce rapport pour reconnaître votre raisonnement. Vous pourriez, sans vous contredire, rééditer, presque tout entier, l'arrêt de la Cour suprême.

» Aux termes de votre jurisprudence, si les décrets n'existent pas pour les indigènes relégables, la conséquence logique n'est-elle pas que le délinquant primaire n'a pu être soustrait non plus aux dispositions de la loi de 1885 ?

» Dans le premier rapport de M. Bard à la Cour de cassation, M. le conseiller dit lui-même : « Que lorsqu'il s'agira d'appliquer la loi de 1885, » l'incompétence du tribunal répressif indigène pourra être déclarée soit » par ce tribunal même, soit par les juridictions supérieures ».

» M. Bard reconnaît donc que l'indigène doit rester aujourd'hui, au regard de la loi de 1885, ce qu'il était il y a un an.

» Nous le répétons, cette loi est faite contre les récidivistes. Elle a imprimé aux condamnations encourues pour certains délits, qu'elle a déterminés en son art, 4, un caractère d'avertissement et de menace. Elle aggrave la pénalité sous une forme particulière qui est de tenir compte du nombre et de la nature des condamnations encourues : c'est la récidive spéciale organisée par cette loi. L'avertissement, la menace qui s'attachent, comme une sanction toute particulière, dès le premier délit spécifié, à toute condamnation encourue pour ce délit, est si bien de l'essence même de la loi qu'elle a passé dans l'esprit du juge.

» En effet, chaque fois que vous statuez sur un délit spécifié à l'art. 4 de la loi de 1885, vous vous préoccupez de la sanction dont s'agit, en décidant, s'il y a lieu, d'infliger au prévenu une peine supérieure, ne fût-ce que d'un jour, à trois mois d'emprisonnement, cette peine devant, si elle excède trois mois, marquer pour la relégation future en cas de récidive.

» Il est évident que tout ce système croule et s'effondre si l'on admet la légalité de la disposition générale du décret du 28 mai 1902 renvoyant *tous* les délits indigènes devant le tribunal répressif nouvellement institué.

» L'indigène poursuivi et condamné à plus de trois mois d'emprisonnement, pour un premier ou un second ou un troisième délit, peut constater lui-même qu'il se trouve dans une situation plus favorable que le Français ou l'Européen, puisque, pour lui, la relégation n'existe pas.

» Ainsi, il ne se trouve plus, cet indigène, dans les mêmes conditions qu'il y a un an. Cette conséquence est indéniable ; donc, abrogation, tout au moins indirecte, de la mesure instituée par la loi de 1885.

» Très justement, Messieurs, cela vous a paru inadmissible.

» Je ne cache pas que, devant me pourvoir en cassation contre vos arrêts, j'ai cherché vainement une objection possible.

» Voici cependant comment j'ai argumenté, sans me dissimuler la fragilité du raisonnement, en ce qui concerne les délinquants primaires : Le ministère public qui engage une première poursuite a-t-il le droit de préjuger une relégation qui ne sera peut-être jamais encourue ? Et puis la loi ne prévoit-elle pas, en son art. 2, des juridictions d'exception qui prononceront même sur les délits spécifiés par la loi de 1885 et dont les condamnations sont inopérantes au point de vue de la relégation ? Tout ce que la loi a voulu, c'est que la peine accessoire de la relégation ne pût être prononcée, même éventuellement, par des tribunaux d'exception.

» En exposant les motifs de mon pourvoi, je n'ai pas caché qu'ils se heurtaient aux principes admis par la Cour suprême.

» N'avait-elle pas, en effet, déjà proclamé que la nouvelle juridiction répressive n'avait d'existence légale que dans la limite même où le législateur le permettait ?

» N'avait-elle pas dit que la légalité des nouveaux tribunaux indigènes était reconnue, mais en réservant aux tribunaux ordinaires les délits à raison desquels le législateur a pris soin de déterminer la compétence ? N'avait-elle pas déclaré que les indigènes passibles de la relégation devaient continuer à être traduits devant le tribunal ordinaire ?

» Ce qui est vrai pour le quatrième délit ne l'est-il pas nécessairement pour tout délit spécifié à l'art. 4 ?

» Le législateur, qui a édicté l'art. 20 spécialement pour l'Algérie, n'a-t-il pas entendu soumettre tous les délits de cette nature à la juridiction correctionnelle ordinaire, à la condition que les indigènes ne fussent ni militaires ni marins, c'est-à-dire exceptionnellement justiciables des juridictions spéciales qui *existaient alors ?*

» Dès lors, quand on poursuivra un indigène pour un délit prévu à l'art. 4 de la loi de 1885, n'y aura-t-il pas, en réalité, abrogation de cette loi ? Votre arrêt, je le crains, a déjà répondu victorieusement.

» La condamnation prononcée par vous a un caractère qui rend *apte* à la relégation. Si cette aptitude n'est pas dans le domaine du tribunal répressif, il est évident qu'en maintenant cette juridiction pour les délits dont s'agit, on arrive à l'abrogation de la loi.

» M. le conseiller rapporteur Roulier, si l'on se donne la peine de suivre de près ses observations, en convient de la façon la plus indéniable.

» Je dois vous demander d'adopter la thèse de la Cour de cassation qui scinde en deux la question soulevée par cette loi de 1885, mais j'avoue, tout de suite, mon impuissance à découvrir la formule d'un arrêt qui concilierait ces deux décisions.

» La Cour de cassation, dans son arrêt du 5 février, a exposé qu'il faudrait qu'une loi spéciale réservât la compétence au tribunal ordinaire pour que le tribunal répressif indigène ne fût pas saisi de certains délits.

» La Cour de cassation ajoute que cette réserve de compétence n'existe pas pour les délits de la loi de 1885. C'est une négation ou une affirmation : où sont les motifs ?

» Notez, en effet, que cette réserve de compétence, non reconnue dans l'arrêt du 5 février, est reconnue dans celui du 15 novembre pour le quatrième délit.

» Serions-nous plus heureux en consultant M. Roulier ? Plus je le lis, plus il me semble consacrer implicitement votre propre arrêt jusque dans cette conclusion prudente et réservée qui termine son rapport :

« Cette conclusion vous conduirait à une cassation partielle de l'arrêt attaqué, et seulement en ce qu'il a décidé que les tribunaux répressifs étaient incompétents pour statuer sur les délits spécifiés par l'art. 4 de la loi de 1885. Mais il serait constant que les condamnations par eux prononcées ne pourraient, dans aucun cas, compter au point de vue de l'application de la peine de la relégation. La Cour appréciera ».

» L'ensemble des autres parties de ce rapport n'est qu'une paraphrase de votre décision, avec cette particularité que M. Roulier fait une très amère critique des tribunaux répressifs. Quant à la question qui nous obsède, celle de savoir si l'on peut traduire devant le tribunal répressif les indigènes prévenus de délits spécifiés à la loi de 1885, pas de réponse.

» Vous aviez cependant, à cet égard, juridiquement donné toutes les raisons expliquant l'arrêt du 15 novembre de la Cour de cassation. Vous aviez déclaré que si le tribunal correctionnel restait compétent, c'est qu'il était de toute nécessité, dans un intérêt impérieux d'ordre et de sécurité pour l'Algérie, que les malfaiteurs indigènes continuassent à être relégués. Décider le contraire était aller contre le but manifeste que le

le législateur a voulu atteindre pour l'Algérie. La thèse me paraît irréfutable.

» Vous demander de juger comme la Cour de cassation, avec la distinction qu'elle établit entre le quatrième délit et les délits antérieurs, ce serait modifier votre jurisprudence. Le sacrifice n'aurait rien de blessant, sans doute. A vous de décider. Mais alors tâchez de nous donner des motifs.

» Si vous adoptez la double opinion de la Cour suprême, il faut bien que vous nous expliquiez comment il n'y a rien d'inconciliable entre ses deux arrêts....

» Dans cette voie, je me sens impuissant à vous aider. Vous n'êtes pas la Cour suprême cependant *et vous ne pouvez pas, comme elle, vous permettre de procéder par voie d'affirmation.* Je ne puis que souhaiter la fin de cette période d'incertitude et de tâtonnements auxquels l'indigène ne peut rien comprendre. Je compte sur vos lumières et sur votre sagesse. »

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que sous la constitution républicaine qui régit la France et ses colonies la souveraineté législative appartient exclusivement à la Chambre des députés et au Sénat ; — Que ce principe général et absolu, — s'il n'enlève pas au pouvoir exécutif la faculté de prendre certaines dispositions législatives pour l'Algérie, — marque nécessairement comme limite légale à ce droit l'obligation de ne faire échec à l'application d'aucune *mesure instituée par une loi* que le Parlement a déclarée exécutoire dans la colonie ;

Attendu que l'art. 1er du décret du 28 mai 1902, complémentaire de celui du 29 mars précédent, est ainsi conçu : « Tous les délits commis en territoire civil par des indi-» gènes sont jugés par un tribunal répressif indigène, » établi au chef-lieu de la justice de paix » ; — Attendu que cette disposition édicte bien, sans aucune équivoque possible, et *comme règle générale en matière correctionnelle, la suppression totale de la juridiction de droit commun pour les indigènes*, cette juridiction se trouvant remplacée, à titre permanent et définitif, par un tribunal d'un caractère très spécial et exceptionnel à l'égard de la presque totalité des justiciables (les indigènes représentant plus des trois quarts de la population de l'Algérie) ; — Attendu que, dès lors, la question se pose de savoir si le délit reproché au prévenu ne rentre pas dans une catégorie d'infractions spécifiées et réglementées, antérieurement aux décrets précités, *par une loi proprement dite, toujours exécutoire dans la colonie* et dont l'application comporte et exige rigoureuse-

ment l'existence et le maintien de la juridiction correctionnelle ordinaire;

Attendu que, déférant aux vœux les plus pressants des corps élus de l'Algérie, afin d'assurer à la colonisation française la sécurité indispensable à son essor, le Parlement de la République a édicté les prescriptions suivantes, énoncées en l'art. 20 de la loi du 27 mai 1885 contre les récidivistes : — « La présente loi est applicable à » l'Algérie.... — En Algérie, par dérogation à l'art. 2, les con- » seils de guerre prononceront la relégation contre les indi- » gènes des territoires de commandement qui auront encouru, » pour crimes ou délits de droit commun, les condamnations » prévues par l'art. 4 » (voir rapport de M. le député Thomson, *J. O.* 16 févr. 1882, annexe n° 426); — Attendu que, loin de placer la collectivité des habitants indigènes à l'abri du nouveau mode de répression de la récidive, *qui constitue la raison d'être même de sa loi,* le législateur vise, au contraire, expressément les indigènes, puisque, prenant soin — tout spécialement à leur égard, — de se rendre exactement compte de la différence qui existe entre le territoire civil et la zone de commandement au point de vue du fonctionnement des juridictions répressives, il édicte pour l'Algérie deux règles bien distinctes : — 1° En territoire de commandement, où n'existent pas de juridictions ordinaires, les conseils de guerre tiendront lieu de ces juridictions pour appliquer la relégation aux indigènes ; — 2° Mais ce n'est là qu'une *dérogation absolument unique à l'art. 2,* auquel le législateur se réfère au contraire *pour tous les habitants du territoire civil,* c'est-à-dire là où il constate, comme dans la métropole, l'existence des juridictions ordinaires (tribunaux correctionnels et cours d'assises) fonctionnant avec toutes les garanties de droit commun attachées à leur organisation; c'est donc en territoire civil, c'est-à-dire dans la partie la plus peuplée de l'Algérie, sur le fonctionnement des tribunaux ordinaires que le législateur base l'application générale de son nouveau système répressif;

Attendu qu'aux termes très explicites de l'art. 2, « la relégation ne sera prononcée que par les cours et tribunaux ordi- » naires comme conséquence des condamnations encourues » devant eux, à l'exclusion de toutes juridictions spéciales et » exceptionnelles. Ces cours et tribunaux pourront toutefois » tenir compte des condamnations prononcées par les tribu- » naux militaires et maritimes, en dehors de l'état de siège » ou de guerre pour les crimes ou délits de droit commun » spécifiés à la présente loi » ; — Attendu que la simple lecture

de cette disposition, *exécutoire en territoire civil, suffit à établir qu'il serait matériellement impossible de décréter la suppression permanente et définitive de la juridiction correctionnelle ordinaire à l'égard de toute la population indigène de ce territoire et pour les délits spécifiés à l'art. 4 de la loi de 1885, sans décréter par cela même et d'une manière générale, la suppression de la relégation en matière de récidive de délit à délit et de crime à délit commis par des indigènes;* — Attendu en effet, « que les tribunaux répressifs indigènes ne peuvent » être considérés comme des tribunaux ordinaires, et qu'au- » cune loi ne permet de comprendre les condamnations qu'ils » prononcent dans l'exception concernant les condamnations » prononcées par les tribunaux spéciaux, soit militaires, » soit maritimes ; — Que les décrets de 1902 n'ont pu avoir » en vue l'application même éventuelle de la relégation, » comme conséquence possible des condamnations pronon- » cées en premier ou en dernier ressort par les tribunaux » répressifs indigènes, et que ces condamnations ne peuvent » dans aucun cas être comptées parmi celles qui sont de » nature à la motiver (C. de cass., ch. crim., 5 fév. 1903, » affaire Chellali ben Dahmane) » ; — Attendu que « s'ils n'ont pu avoir en vue l'*application même éventuelle* de la relégation » les décrets de 1902 ne sauraient soustraire *indéfiniment* les délits comportant cette sanction *(ne fût-elle encore qu'éventuelle)* à la juridiction seule compétente pour l'appliquer ; — Que toute interprétation différente irait manifestement à l'encontre du but que s'est proposé le législateur de 1885 et ne serait pas moins en opposition avec la pensée prévoyante et avisée qui a inspiré l'établissement des tribunaux répressifs pour les indigènes, puisque le résultat de cette innovation législative serait, non seulement de créer la plus choquante des immunités en épargnant aux récidivistes indigènes la pénalité la plus rigoureuse qui puisse les atteindre, mais encore d'exposer l'Algérie aux plus graves périls, en rejetant sans cesse sur son sol tous les pires malfaiteurs dont la loi de relégation, strictement appliquée, a précisément pour objet de délivrer à jamais le pays ;

Attendu qu'on ne saurait logiquement tirer objection de ce que la loi de 1885 « n'a pas expressément réservé aux tribu- » naux correctionnels la connaissance des délits de droit » commun visés par l'art. 4 ; — Que cette loi a même prévu, » en son art 2, l'existence de juridictions d'exception qui, » bien que sans qualité pour appliquer, même éventuelle- » ment, la sanction accessoire, n'en conservent pas moins » leur compétence pour statuer sur les délits de droit com-

» mun commis par leurs justiciables, ces délits fussent-ils » de ceux énumérés en l'art. 4 de la dite loi » (Cass., 5 fév. 1903) ; — Attendu qu'il importe de constater, tout d'abord, que le législateur de 1885, lorsqu'il a légiféré pour l'Algérie, n'a vu et n'a pu voir sur toute l'étendue du territoire civil de la colonie d'autres juridictions spéciales ou exceptionnelles que celles existant à cette époque, c'est-à-dire des tribunaux militaires ou maritimes semblables à ceux de la métropole ; — Qu'ainsi, dans ses prévisions, les indigènes de ce territoire devaient nécessairement se trouver soumis, dès le premier délit comportant l'éventualité de la relégation en cas de récidive, à la juridiction correctionnelle ordinaire, sauf dans les circonstances et pendant le temps *exceptionnels* où certains d'entre eux seraient militaires ou marins ; — Attendu, d'ailleurs, qu'en supposant que le législateur ait prévu que toute autre juridiction d'exception pourrait être ultérieurement établie en dehors de lui et par voie de décret dans le territoire civil, cette prévision n'impliquerait pas *qu'il ait admis par avance la légalité de la suppression totale et permanente de la juridiction ordinaire pour les indigènes, de même que le fait de n'avoir pas réservé aux tribunaux de droit commun la compétence exclusive des délits spécifiés à l'art. 4 n'implique nullement, dans la pensée du législateur, que cette compétence puisse cesser d'être la règle de droit commun pour la presque totalité des justiciables de ce territoire ;* — Attendu qu'il est au contraire de toute évidence que si le texte de l'art 2 autorisait à mettre ainsi indéfiniment l'exception à la place de la règle à laquelle le législateur a adapté le fonctionnement de son système, cet article constituerait un non-sens, puisque dans ce raisonnement la loi elle-même deviendrait sans objet pour le territoire civil auquel elle s'applique ; — Attendu que, dans ces conditions, supprimer, pour les délits spécifiés par l'art. 4, la juridiction correctionnelle ordinaire du territoire civil, instrument nécessaire à l'application générale de la mesure d'ordre et de sûreté publique instituée par la loi de 1885 tant contre les récidivistes indigènes que contre tous les autres, c'est bien faire échec à cette loi même et en décréter, tout au moins implicitement, l'abrogation pour la plus grande partie des justiciables de l'Algérie ;

Attendu qu'un décret de l'autorité exécutive, subordonnée au pouvoir législatif des deux assemblées, ne peut, ni directement, ni indirectement, aboutir à ce résultat ; — Attendu au surplus que cette solution est sanctionnée par la Cour de cassation elle-même en ses arrêts du 21 février (affaires

Karèche et Djilali), confirmant la jurisprudence énoncée en celui du 15 novembre précédent et ainsi conçu : « Attendu » qu'il résulte de l'ensemble des dispositions des décrets » des 29 mars et 28 mai 1902 que ces décrets n'ont pas en vue » l'application de la peine de la relégation, spécialement réglée » en Algérie par la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes ; que » les tribunaux de police correctionnelle restent donc com- » pétents pour connaître, en premier ressort, des poursuites » relatives aux délits commis par des indigènes que leur état » de récidive rend passibles de la relégation » ; — Attendu qu'il résulte nettement de cet arrêt, rapproché de celui du 5 février ci-dessus rappelé, que, malgré la disposition générale de l'art. 1er du décret du 29 mars 1902, et bien que « les délits de droit commun visés par l'art. 4 de la loi du » 27 mai 1885 ne soient pas expressément réservés aux » tribunaux correctionnels » (arrêt de la C. de cass. du 5 fév.), « le tribunal correctionnel est cependant *compétent* pour » juger les délits spécifiés à l'art. 4 de la loi de 1885 et » comportant application de cette loi » (C. de cass., arrêt du 15 nov.) ;

Attendu qu'on ne saurait, en effet, méconnaître que ce n'est pas l'éventualité même imminente de la peine accessoire encourue qui pourrait déterminer la compétence de la juridiction ordinaire, si cette juridiction n'était pas préalablement compétente pour juger le délit lui-même (quels que fussent d'ailleurs les antécédents judiciaires du prévenu), la faculté ou l'obligation de prononcer la peine accessoire supposant tout d'abord, selon la prescription formelle de l'art. 2, que « la condamnation à la peine principale est encourue » devant le tribunal ordinaire » ; — Ainsi le conseil de guerre, juridiction d'exception, légalement établie, ne cesse nullement d'être compétent à l'égard du militaire qui a commis un vol pendant sa présence au corps, alors même qu'en raison de ses condamnations antérieures prononcées par les tribunaux ordinaires, ce militaire encourrait, d'ores et déjà, la peine accessoire s'il n'était pas justiciable d'un tribunal d'exception ; — Attendu qu'on ne saurait donc, logiquement, découvrir d'autres motifs à l'arrêt précité du 15 novembre et à ceux du 21 février que la nécessité légale de maintenir la juridiction ordinaire comme règle fondamentale de droit commun pour les délits spécifiés par la loi de 1885, la substitution permanente de l'exception à la règle devant nécessairement faire échec à la mesure de préservation sociale édictée par la loi du 27 mai 1885, que le législateur a entendu appliquer effectivement dans tout le territoire civil de l'Algérie, tant aux

indigènes qu'aux européens ; — Attendu, enfin, qu'il ne suffirait point, pour respecter le principe d'application de la loi de 1885, de déférer au tribunal correctionnel ordinaire les indigènes arrivés au dernier terme de la récidive par suite des condamnations prononcées par les tribunaux ordinaires ; — Que la loi serait, en effet, aussi bien violée dans d'esprit et le but de ses dispositions à la fois répressives et préventives, si les premières condamnations pour délits spécifiés à l'art. 4 étaient constamment encourues à l'avenir devant le tribunal répressif indigène, puisque ces condamnations ne pourraient jamais compter pour la relégation à cause du caractère spécial et exceptionnel de cette juridiction ;

Attendu que le délit de vol reproché au prévenu rentre bien dans la catégorie de ces infractions prévues par la loi de 1885, comme comportant, dès la première condamnation encourue, la sanction éventuelle de la relégation ; — Qu'il appartient donc au tribunal correctionnel d'en connaître, selon la règle de droit commun instituée par le législateur pour le territoire civil de l'Algérie ;

Attendu qu'il est résulté de l'information, des débats et des aveux mêmes du prévenu que le 31 décembre 1902 il a introduit sa main dans la poche de la dame Champeval-Madeleine et lui a frauduleusement soustrait son porte-monnaie contenant une somme de 15 fr. ; — Attendu que la dame Champeval, s'étant immédiatement aperçue de ce vol, put signaler à divers témoins le nommé Meddahi au moment où il s'enfuyait à travers la foule ; — Qu'ainsi le prévenu fut immédiatement arrêté mais ne restitua pas le porte-monnaie qu'il avait eu le temps de faire disparaître, soit en le jetant à terre, soit en le remettant à quelque complice ; — Attendu que sa culpabilité n'est donc pas douteuse ;

Attendu que le prévenu Meddahi se trouve en état de récidive pour avoir été condamné, ainsi qu'il le reconnaît, le 18 mai 1901, par le tribunal correctionnel d'Alger à un an de prison pour tentative de vol ; — Que cette condamnation était définitive et qu'il avait subi la peine qu'elle prononce au moment du fait qui a motivé la poursuite actuelle ; — Qu'il y a lieu de lui faire application des art. 379 et 411 c. pén. mitigés par l'art. 463 du même code et de maintenir la peine de six mois d'emprisonnement prononcée contre lui par les premiers juges ;

Par ces motifs : — Se déclare compétente ; — Maintient la peine de six mois d'emprisonnement prononcée contre le prévenu ;

En ce qui concerne la peine accessoire de la relégation :

— Attendu qu'il résulte des énonciations du bulletin n° 2 versé au dossier que Meddahi Ali ben Sliman a été condamné contradictoirement, ainsi qu'il le reconnaît, par le tribunal d'Alger : 1° le 26 novembre 1898, à un an de prison, pour vol commis le 30 octobre 1898; 2° le 20 septembre 1900, à quatre mois de prison, pour vol commis le 14 septembre 1900; 3° le 18 mai 1901, à un an de prison, pour tentative de vol commise le 13 mai 1901; — Attendu qu'il résulte des extraits des registres d'écrou versés au dossier que ces peines ont été subies à la maison de correction de l'Harrach : — La première, du 3 novembre 1898, jour du mandat de dépôt, au 3 novembre 1899; — La deuxième, du 17 septembre 1900, jour du mandat de dépôt, au 17 janvier 1901; — La troisième, du 17 mai 1901, jour du mandat de dépôt, au 17 mai 1902; — Attendu qu'il résulte de ces documents et des aveux du prévenu que chacune de ces condamnations était définitive au moment du fait qui a motivé la condamnation postérieure; que les peines ont été subies sans confusion entre elles; — Attendu que la condamnation qui vient d'être prononcée contre Meddahi porte à quatre le nombre des condamnations à plus de trois mois de prison pour vol encourues et subies dans un intervalle de dix ans, sans compter la durée des peines subies; — Que c'est donc avec raison que les premiers juges ont prononcé contre lui la peine accessoire de la relégation; — Dit qu'à l'expiration de sa peine il sera relégué conformément à la loi.

MM. FABRE DE PARREL, *prés. rap.*; COSTE, *proc. gén.* (concl. conf.). — Me BORDET, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

31 octobre 1902

Compétence criminelle, Algérie, tribunaux répressifs indigènes, pourvoi en cassation, irrecevabilité.

A l'égard des jugements rendus par les tribunaux répressifs indigènes, la Cour d'Alger est chargée entièrement des fonctions de cour régulatrice, et ces attributions nouvelles excluent le recours des parties devant la Cour de cassation (1).

---

(1) La décision ci-dessus rapportée maintient la jurisprudence inaugurée par l'arrêt du 4 septembre 1902 (*Rev. Alg.*, 1902, 2, 292); la chambre

(Taïr Lamri ben Larbi)

ARRÊT

LA COUR, — Vu les art. 407 et suiv. C. instr. crim., 11 et 12

---

criminelle déclare non recevables les pourvois formés contre les jugements rendus, en vertu des décrets du 29 mars et du 28 mai 1902, par les tribunaux répressifs indigènes, ou, sur appel, par les tribunaux correctionnels. Nous ne pouvons en aucune façon nous ranger à cette jurisprudence, contraire aux règles de la logique juridique et, dans ses conséquences, à tous égards regrettable. (Voy. au surplus nos précédents articles, *Rev. Alg.*, 1902, 1, p. 71, n° 41 ; *Rev. pénit.*, 1902, p. 1167 ; notre note sous Alger, 27 déc. 1902, *Rev. Alg.*, 1903, 2, 37 ; et notre *Traité élém. de législ. alg.*, t. I^er^, n° 552).

I. L'art. 4 du décret du 28 mai 1902, qui commanderait, d'après la Cour de cassation, une telle solution, dispose simplement que « dans les cas où il y a lieu, en matière criminelle ordinaire, au pourvoi en cassation, le procureur général pourra se pourvoir en revision devant la Cour d'Alger ». Est-ce à dire que les condamnés ne pourront se pourvoir en cassation ? Nullement. La chambre criminelle n'arrive à une telle conclusion que par une argumentation *a contrario* méconnaissant un principe de l'interprétation juridique qu'on est surpris d'avoir à rappeler : tout ce qui est exception et déchéance est de droit étroit. Or la règle est formulée dans l'art. 407 C. inst. crim. : tout prévenu condamné par un jugement en dernier ressort, en matière correctionnelle, a le droit de se pourvoir en cassation. Pour déroger à cette règle tutélaire, pour priver un condamné du droit que lui confère cet article, il faut un texte formel. On rencontre une telle disposition dans les art. 80 et 81 du Code de justice militaire pour l'armée de terre de 1857. Mais on ne peut rien voir de semblable dans l'art. 4 du décret du 28 mai 1902. Si ce texte ouvre une faculté au procureur général, il ne retire pas au condamné un droit aussi essentiel que celui de faire redresser les violations de la loi dont il est victime.

La Cour de cassation raisonne à côté de la question quand elle relève que la révision comporte l'intervention des parties et profite à celles-ci. Cela suppose le pourvoi formé : mais si le procureur général ne le forme pas ou le forme tardivement ? Tout ce qu'on pourrait induire de cette observation, c'est que le pourvoi en cassation ne serait pas recevable contre un jugement frappé de pourvoi en révision par le procureur général. La chambre criminelle va beaucoup plus loin ; elle tire de cette remarque une conclusion qu'elle est loin d'impliquer : nous ne comprenons pas pourquoi la possibilité d'un recours de la part du procureur général exclut le recours des parties devant la Cour de cassation ; nous ne voyons pas du tout cette nécessité que la chambre criminelle affirme sans l'établir. Le procureur général ayant un recours, le condamné n'en a pas : voilà à quoi se résume l'argumentation de la Cour ; quand nous disons argumentation, nous nous trompons ; c'est une assertion gratuite.

Sur ce point, nous constaterons ce que M. le procureur général Coste constatait dans son réquisitoire du 5 mars, à propos des arrêts en la

du décret du 28 mai 1902 (1); — Attendu que le décret du

matière de la relégation (*Rev. Alg.*, 1903, 2. 126); la chambre criminelle affirme, tranche; mais elle ne motive pas. Et il n'est pas douteux que si elle avait essayé de motiver son arrêt elle se serait aperçue de l'erreur de logique qu'elle commet.

II. La solution donnée par la Cour suprême est grosse de conséquences, et de conséquences déplorables.

L'appel, on le sait, n'est ouvert au prévenu condamné par un tribunal répressif qu'autant que le jugement prononce un emprisonnement de plus de six mois ou que les amendes, restitutions et réparations civiles excèdent 500 fr. Donc un tribunal répressif indigène peut condamner n'importe qui, même un européen, pour un fait qu'aucun texte ne prévoit ni ne réprime, sans que le jugement puisse en aucune façon être attaqué par la victime de cette juridiction. En effet : pas d'appel, pourvu que la condamnation n'excède pas six mois et 500 fr.; pas de pourvoi en cassation (Cpr. les paroles de M. Berthet à la tribune de la chambre des députés, séance du 3 avril 1903, *J. O.*, déb. parl., p. 1560).

On fait de la Cour d'Alger une cour régulatrice, si bien que notre Code pénal et toutes nos lois criminelles sont interprétés concurremment par la Cour de cassation pour les tribunaux de France et des colonies et pour les tribunaux ordinaires d'Algérie, et par la Cour d'Alger pour les tribunaux répressifs indigènes. Ainsi la Cour d'Alger peut avoir sa jurisprudence à l'usage spécial des indigènes contraire à celle de la Cour de cassation pour les français. Des contradictions, des conflits peuvent s'élever entre les deux cours également souveraines : aucune juridiction supérieure n'existe qui puisse y mettre fin. Dès maintenant un tel conflit apparaît sur la question de la relégation : la chambre de revision d'Alger, dans plusieurs arrêts, a affirmé l'incompétence des tribunaux répressifs pour tous les délits *ad relegationem;* la chambre criminelle se prononce tout autrement (Voy. notamment notre examen de jurisprudence, *Rev. Alg.*, 1903, 1, 36). Les parquets ne savent quelle solution suivre : le jugement qu'ils pourront obtenir sera cassé par la chambre de révision s'ils défèrent le voleur au tribunal répressif, par la Cour de cassation s'ils saisissent le tribunal correctionnel ! C'est le gâchis.

Ainsi qu'on l'a dit, cette conception d'une seconde cour régulatrice « est absolument contraire non pas seulement à tous les principes de notre droit criminel, mais à tous les principes de notre droit constitutionnel » (M. Ét. Flandin, ch. des dép., séance du 3 avril 1903, *J. O.*, déb. parl., p. 1577). Nous pensons et nous avons dit assez de mal des décrets de 1902, pour ne pas leur attribuer des erreurs qui ne s'y trouvent pas. Le refus au condamné de la faculté de se pourvoir en cassation n'était pas dans ces décrets : pour y avoir été ajouté par la chambre criminelle, il n'est pas moins déplorable. Et puisque cette juridiction persiste dans sa jurisprudence aussi regrettable qu'antijuridique, voilà un des points sur lesquels devront porter les réformes promises par M. le garde des sceaux (Ch. des dép., séance du 4 avril 1903, *J. O.*, déb. parl., p. 1602). La loi que nous attendons devra maintenir l'unité de cour régulatrice et le droit de se pourvoir en cassation pour tout condamné. Émile LARCHER.

(1) Remarquons que le décret du 28 mai 1902 n'a que *cinq* articles, et

29 mars 1902 a organisé des tribunaux répressifs indigènes chargés de juger les délits commis par des indigènes sur le territoire civil de l'Algérie ; — Attendu que le décret du 28 mai suivant, additionnel à celui du 29 mars, dispose en ces termes : « Art. 4. Dans tous les cas où il y a lieu, en matière » criminelle ordinaire, au pourvoi en cassation, le procureur » général pourra se pourvoir en révision devant la Cour » d'Alger. Ce pourvoi sera fait et jugé dans la forme et dans » les délais prévus par le décret du 25 mai 1892 » ; — Attendu que cette disposition est spéciale aux décisions rendues en application du décret du 29 mars 1902 ; que dans cette limite elle a pu être prise par voie de simple décret ; — Attendu qu'il résulte de la dite disposition que la Cour d'Alger, qui n'a plus à connaître, en appel, des affaires correctionnelles prévues par le décret du 29 mars 1902, est investie, à leur égard, du pouvoir de réviser les jugements dans tous les cas où il y a lieu, en matière ordinaire, au pourvoi en cassation ; que cette révision, faite à la requête du procureur général, comporte l'intervention des parties, et que l'arrêt rendu profite à celles-ci conformément aux dispositions du décret du 25 mai 1892 sur la justice musulmane ; — Attendu qu'ainsi la Cour d'Alger est, dans les affaires dont il s'agit, chargée entièrement des fonctions de cour régulatrice ; que ces attributions nouvelles de la dite Cour excluent nécessairement le recours des parties devant la Cour de cassation ;

Par ces motifs : — Déclare non recevable le pourvoi formé par Taïr Lamri ben Larbi contre un jugement du 19 septembre 1902, par lequel le tribunal correctionnel de Sétif a confirmé un jugement rendu contre le demandeur le 26 août précédent par le tribunal répressif indigène du canton de Sétif.

MM. Lœw, *prés.* ; Boyer, *rap.* ; Bonnet, *av. gén.*

Compétence criminelle, Algérie, tribunaux répressifs indigènes, action civile, demandeur européen ; — Appel, jugements des tribunaux répressifs indigènes, partie civile, recevabilité.

Les tribunaux répressifs indigènes ne sont pas compétents pour se prononcer sur l'action civile qui naît d'un délit de

---

que les art. 11 et 12 du décret du 29 mars, relatifs à l'appel, n'ont aucun rapport avec la question soumise à la chambre criminelle. Nous ignorons quels textes celle-ci a voulu viser.

leur compétence, surtout quand cette action émane d'un Européen (1re espèce).

Le droit d'appel contre le jugement d'un tribunal répressif indigène appartient à la partie civile, quant à ses intérêts civils seulement, quels que soient le chiffre des dommages-intérêts réclamés et la décision intervenue sur cette demande (2e espèce) (1).

PREMIÈRE ESPÈCE

TRIBUNAL RÉPRESSIF INDIGÈNE DE KOLÉA

9 janvier 1903

(Lemonnier c. Gritli Abdelkader ben Mohammed)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Sur l'intervention du sieur Lemonnier en tant que partie civile ; — Attendu qu'il échet avant tout exa-

---

(1) Le jugement et l'arrêt ci-dessus rapportés ont trait l'un et l'autre à la très importante question de la constitution de partie civile devant les tribunaux répressifs indigènes. Qu'on ne s'étonne pas qu'il y ait là matière à question, et même que cette question présente de réelles difficultés : les questions et les difficultés abondent dès qu'on veut faire fonctionner ces tribunaux ; la cause en est dans l'excessive brièveté du décret improvisé du 29 mars 1902, dont les auteurs ont cru pouvoir, en une quinzaine d'articles, instituer deux juridictions, l'une correctionnelle, l'autre de simple police, en déterminer la compétence et la procédure, régler les voies de recours contre leurs jugements, modifier l'exécution des peines, etc. Une telle concision ne pouvait aller sans obscurités, une telle précipitation sans erreurs, une telle illégalité sans impossibilités.

I. — Pour examiner cette question de la constitution de la partie civile, il faut prendre comme base de raisonnement le principe de cette matière, formulé de la façon la plus nette et la plus générale dans l'art 3 C. instr. crim. : « L'action civile peut être poursuivie en même temps et devant les mêmes juges que l'action publique. »

Le jugement du tribunal répressif indigène de Koléa, ci-dessus rapporté, a voulu, à l'encontre de ce texte d'une portée générale, tirer un argument de la disposition du Code de justice militaire qui exclut la partie civile du prétoire des conseils de guerre : et nous devons remarquer que c'est, non pas l'art. 272 du Code de 1857, propre aux contraventions de police, mais l'art. 54 qu'il convenait de viser. Même avec cette rectification

men au fond rechercher si cette intervention est recevable et si, d'une façon générale, les tribunaux répressifs sont com-

---

l'argument ne vaut rien : de ce qu'un texte spécial interdit à la victime de se porter partie civile devant un certain tribunal spécial et exceptionnel (ici, le conseil de guerre), on ne peut, par analogie, conclure qu'il doit en être de même devant tous les tribunaux spéciaux et exceptionnels, notamment devant les tribunaux répressifs indigènes ; tout au contraire, on doit, *a contrario*, en induire que devant tous les tribunaux autres que les conseils de guerre — et à moins d'un texte semblable ou analogue à l'art 54 du Code de 1857, — la constitution de partie civile est possible : c'est le retour au principe.

Et d'ailleurs l'art. 11 du décret du 29 mars 1902 paraît bien trancher la question : « La faculté d'appel, y lisons-nous, appartient au condamné ... lorsque les amendes, restitutions et autres réparations civiles excèderont la somme de 500 fr. » Les mots « autres réparations civiles » désignent les indemnités et dommages-intérêts accordés à la partie civile, comme ils les désignent dans le texte, d'une rédaction toute semblable, de l'art. 172 C. inst. crim. C'est l'interprétation qu'avait donnée la circulaire du procureur général du 30 mai 1902 : « L'art. 11, y est-il dit, en parlant des réparations civiles que le tribunal prononcera, admet, par cela même, les parties lésées à se porter parties civiles ». Nous nous garderions bien de la critiquer sur ce point.

Les décrets de 1902, dit encore le jugement, ne réglementent pas le droit d'appel de la partie civile. — Qu'en conclure, sinon qu'on fera retour au droit commun? Sur ce point l'arrêt de la Cour d'Alger du 10 janvier 1903 répond parfaitement au jugement du tribunal répressif de Koléa.

Et qu'importe que la présence d'une partie civile puisse entraîner quelque lenteur, et même rendre impossible l'application de la procédure des flagrants délits? Voilà des considérations qu'on peut être surpris de trouver dans les motifs d'un jugement, et auxquelles, d'ailleurs, il est facile de répondre. D'abord, le plus souvent, la présence de la partie civile ne ralentira en aucune façon la marche de l'affaire ; tout au contraire, elle accélère le cours de la justice en fusionnant en un seul procès deux actions. Ensuite, aujourd'hui, nul n'ignore que « la stricte application de la procédure des flagrants délits est très généralement impraticable devant les tribunaux répressifs, en raison surtout de l'impossibilité de réunir le tribunal chaque fois qu'un délit est commis ». Cette observation, sous la plume du président d'un de ces tribunaux (Ed. Norès, *Commentaire des décrets des 29 mars et 29 mai 1902*, n° 64 ; et note, *Journal des Trib. alg.*, 18 février 1903), répond parfaitement au scrupule des juges et commissaire de Koléa, en même temps qu'elle manifeste, une fois de plus, la complète inexpérience des auteurs des décrets : point n'est besoin d'être grand clerc pour comprendre que la procédure des flagrants délits ne peut s'appliquer qu'aux délits flagrants.

Ces réponses faites aux motifs déduits dans le jugement Koléa, ou du moins aux motifs généraux, il en reste un, plus spécial, qui nous paraît du plus grand poids et auquel nous ne voyons pas de réponse. Un tribunal *indigène*, faisant, dans l'organisation judiciaire algérienne, partie de la

pétents pour se prononcer sur l'action civile qui naît d'un délit qu'ils ont le droit de juger ; — Attendu que si l'art.

---

justice *musulmane*, tribunal dans lequel figure un assesseur ou commissaire *indigène*, ne peut juger que des indigènes, des sujets. Si l'on admettait qu'elle pût donner une citation directe ou intervenir devant le tribunal répressif, une partie civile européenne se trouverait exposée à être condamnée soit aux frais, soit même à des dommages-intérêts pour abus de citation directe, par ce tribunal d'ordre musulman, par l'indigène qui y siège : ce qui est inadmissible.

Cela nous donne à penser que la solution de notre question est dans une distinction.

II. — Il faut distinguer suivant que la personne lésée qui veut se porter partie civile est indigène ou européenne.

Européenne, elle ne peut être à aucun titre justiciable d'une juridiction appartenant à la justice musulmane, d'une juridiction qualifiée, par le décret d'institution même, « indigène », d'une juridiction où siège un indigène. La séparation de la justice musulmane et de la justice française et l'absolue incompétence de celle-là à l'égard des européens est un des principes essentiels de l'organisation judiciaire algérienne. De même que, dès qu'un européen est en cause, le cadi devient incompétent, de même la présence d'un européen, à quelque titre que ce soit, dans une affaire correctionnelle, entraîne l'incompétence du tribunal répressif indigène. C'est pour ce motif que, dans un jugement très nettement motivé, le tribunal répressif indigène d'Alger-sud (21 juin 1902, *Rev. Alg.*, 1902, 2, 296) s'est déclaré incompétent à raison de l'inclusion dans les poursuites d'un européen civilement responsable (Voy. dans le même sens, crim. rej., 7 mars 1903, *Rev. Alg.*, 1903. 2. 132). C'est pour la même raison que nous avons décidé que le tribunal répressif indigène ne peut réprimer les délits d'audience commis par des européens, ni frapper de peines disciplinaires un avocat qui manquerait devant cette juridiction à ses obligations professionnelles (Voy. notre *Traité élémentaire de législation algérienne*, t. Ier n° 545).

Mais on peut hésiter sur la conséquence qu'il convient de tirer de cette observation incontestable. Est-ce l'européen lésé qui se verra privé de la faculté de se porter civile que lui reconnaît l'art. 3, C. inst. crim.? Ou bien la présence de cet européen dans la cause n'aura-t-elle pas pour conséquence d'entraîner l'incompétence du tribunal répressif indigène, partant le retour à la juridiction de droit commun, le tribunal correctionnel ? C'est vers cette dernière solution que nous inclinons : le silence d'un décret mal rédigé ne saurait avoir pour conséquence de priver les européens d'Algérie, — les colons, objet de toutes les sollicitudes des pouvoirs publics, — de l'une des deux voies que le code leur offre pour poursuivre la réparation des délits dont ils sont les victimes. Donc : l'européen victime d'un délit commis par un indigène peut citer directement devant le tribunal correctionnel.

Si la partie lésée est un indigène, rien ne s'oppose à ce que sa demande soit jugée par le tribunal répressif indigène, devant lequel il citera ou se portera partie civile.

Reste seulement à préciser les deux termes de cette distinction. — Il

3 C. instr. crim. reconnaît aux parties lésées le droit de poursuivre l'action civile, en même temps et devant les

---

est d'abord de toute évidence que, parmi les européens, il faut comprendre les administrations qui poursuivent par voie de citation directe les délits qu'elles sont chargées de constater et de faire réprimer : administration forestière, contributions indirectes, douanes. Notre solution s'applique sans conteste à ces deux dernières administrations ; mais on pourrait avoir quelques hésitations en ce qui touche la première, à raison des termes bizarres de l'art. 150 de la nouvelle loi forestière algérienne du 21 février 1903 : « Toutes actions et poursuites exercées à la requête de l'administration des eaux et forêts sont portées, suivant le cas, devant les tribunaux correctionnels ou les juges de paix dont la compétence est déterminée par les décrets des 19 août, *29 mars 1902 et 29 mai 1902* ». Ce renvoi, — inexact d'ailleurs, puisque le second décret sur les tribunaux répressifs indigènes est du 28 et non du 29 mai, — ne saurait avoir pour conséquence de conférer à ces tribunaux (que la loi n'ose nommer) une compétence qui ne résulte pas des décrets : or, précisément, nous venons de prouver que ces tribunaux sont incompétents dès qu'un européen est en cause. — Il va de soi aussi que ce mot « européens » comprend les personnes qui, quoique n'étant pas d'origine européenne, sont citoyens français : les israélites indigènes, naturalisés en masse par le décret du 24 octobre 1870 ; les indigènes musulmans qui ont obtenu une naturalisation individuelle. — Et nous étendrons la même solution aux israélites marocains ou tunisiens, qui ne peuvent certainement se trouver justiciables de la justice musulmane.

Notre distinction ne laisse quelques doutes que si la victime est un étranger musulman. On sait que cette catégorie d'individus, n'étant pas indigènes, échappe à la juridiction pénale des tribunaux répressifs (Alger, ch. de revision, 27 décembre 1902, *Rev. Alg.*, 1902. 2. 37). Mais, d'autre part, ils sont, en matière civile, justiciables des cadis (Décret du 17 avril 1889, art. 1er). Cette dernière observation nous paraît de nature à faire admettre la compétence du tribunal répressif indigène à leur égard, en tant que parties civiles.

III. — Une dernière question se pose, que les énigmatiques décrets de 1902 n'ont pas plus résolue que la précédente : pour les indigènes et pour les musulmans étrangers qui peuvent, ainsi que nous venons de le reconnaître, se porter parties civiles devant le tribunal répressif indigène, quelle sera la procédure ?

Ordinairement, la personne lésée peut se porter partie civile, soit en mettant elle-même en mouvement l'action publique par une citation directe, soit, alors que l'action publique est déjà intentée par le ministère public, en intervenant devant la juridiction pénale. Mais, à en croire la circulaire du procureur général du 30 mai 1902, « la partie civile n'a pas le droit de saisir directement le tribunal répressif ; elle ne sera admise que comme partie jointe dans les poursuites que le ministère public croira devoir exercer. » De même, un jugement du tribunal répressif indigène d'Alger-nord (15 juillet 1902, *Rev. Alg.*, 1902, 2, 293) déclare irrecevable une action intentée par voie de citation directe, en donnant comme motif de cette décision qu'il n'existerait d'autre mode de porter

mêmes juges que l'action publique, ce droit ne saurait cependant être considéré comme absolu ; qu'il s'applique uniquement aux tribunaux ordinaires de répression, tribunaux de simple police, correctionnels et Cours d'assises dont l'organisation et les attributions ont été réglées par le Code d'instruction criminelle, et qu'il ne saurait être étendu aux tribunaux exceptionnels qui tiennent de lois spéciales leur compétence pénale ; que ce principe, formellement consacré par les art. 272 et 370 des Codes de justice militaire pour les armées de terre et de mer, est également appliqué, malgré l'absence d'un texte formel, aux conseils de préfecture, autre juridiction répressive exceptionnelle, en ce qui concerne les contraventions de grande voirie ; — Attendu que les tribunaux répressifs constituent bien ce que l'on est convenu d'appeler une juridiction d'exception, tant par leur

---

une affaire à l'audience des tribunaux répressifs que celui fixé par loi du 20 mai 1863 sur les flagrants délits.

Nous savons déjà ce que vaut ce motif : il est, en fait, très rare que la procédure des flagrants délits soit suivie devant les tribunaux répressifs. Et la décision en elle-même ne vaut pas mieux que le motif. De toute nécessité, il faut suppléer aux lacunes des décrets instituant les tribunaux répressifs indigènes en appliquant les règles du droit commun en matière correctionnelle ; et ici, la règle est dans l'art. 182 C. instr. crim. : « Le tribunal sera saisi, en matière correctionnelle, de la connaissance des délits de sa compétence... par la citation donnée directement au prévenu et aux personnes civilement responsables du délit par la partie civile... » Et il est d'autant plus nécessaire d'admettre la possibilité de la citation directe par la personne lésée, que le refus de cette faculté serait plus dangereux, le ministère public étant rempli par un fonctionnaire administratif, sujet à obéir à des préoccupations tout autres que le souci d'une exacte justice.

Quant au droit d'appel, il convient de le reconnaître à la partie civile qui a cité directement ou qui s'est portée partie jointe devant le tribunal répressif indigène. Et, pour les conditions à mettre à l'exercice de ce droit, nous nous rangeons à la solution, très libérale et aussi très exacte, donnée par l'arrêt de la Cour d'Alger. Sans doute, dans nos précédentes études (notamment, *Traité élémentaire de législation algérienne*, t. Ier, n° 550), nous avons donné une solution différente : par une application strictement littérale de l'art. 11 du décret du 29 mars 1902, nous n'admettions l'appel de la partie civile qu'autant qu'elle avait été elle-même condamnée à des réparations civiles excédant 500 fr. C'était d'une bien grande rigueur ; et, après nouvel examen, nous pensons aujourd'hui qu'il vaut mieux et qu'il est plus vrai, de considérer que le décret du 29 mars n'a pas prévu l'appel de la partie civile, et dès lors de faire retour au droit commun. C'est dire que nous approuvons complètement l'arrêt de la chambre de révision ci-dessus rapporté.

Émile LARCHER.

composition que par leurs attributions toutes spéciales ; qu'en vain on tirerait argument, pour donner à ces tribunaux la connaissance de l'action civile née d'un délit soumis à leur compétence, des dispositions de l'art. 11, § 1, du décret du 29 mars 1902, qui accorde le droit d'appel au condamné lorsque les amendes, restitutions et autres réparations civiles excèderont 500 fr. ; — Qu'en effet, faire suppléer par les seuls mots « restitutions ou réparations civiles », insérés dans le texte de l'art. 11 du décret, aux dispositions si nettes des art. 3 et 182 C. instr. crim., serait étendre singulièrement le sens et la portée de l'art. 11 sus-visé, lequel se borne à réglementer l'appel du condamné et celui du ministère public; que les auteurs du décret, en reproduisant textuellement les termes de l'art. 172 C. instr. crim., paraissent plutôt avoir eu en vue certaines condamnations pécuniaires qui, par leur caractère purement fiscal, sont considérées comme des restitutions ou des réparations civiles, plutôt que comme des réparations pécuniaires; — Que si une préoccupation d'ordre purement civil avait inspiré les dispositions de l'art. 11, les rédacteurs du décret auraient eu soin, comme le fait l'art. 202 C. instr. crim., de réglementer l'appel de la partie civile, en même temps que l'appel du ministère public et celui du condamné; — Attendu que l'idée dominante, exclusive même, qui a présidé à l'institution des tribunaux répressifs a été d'assurer une prompte répression des délits indigènes; que c'est dans ce même but que l'art. 8 du décret déclare applicables à tous les délits les dispositions de la loi du 20 mai 1863 sur les flagrants délits ; — Attendu que la présence d'une partie civile aux débats rendrait souvent impossible l'application des dispositions de la dite loi; qu'en effet l'examen de l'action civile, quelquefois d'une importance considérable, peut nécessiter des lenteurs telles que enquêtes, expertises, descentes de lieux et autres mesures d'instruction qui retarderaient l'examen de l'action publique et iraient ainsi à l'encontre du but qu'on s'est proposé d'atteindre ; — Attendu que, plus spécialement, la connaissance de l'action civile échappe à la compétence des tribunaux répressifs, lorsque cette action émane d'européens ; qu'en effet, la partie civile pouvant être condamnée non seulement aux frais, mais même, en cas d'acquittement du prévenu, à des dommages-intérêts envers celui-ci, les plaignants européens qui se porteraient imprudemment parties civiles aux débats deviendraient ainsi justiciables de tribunaux chargés de juger uniquement les indigènes; — Attendu qu'il ne saurait en être ainsi en l'absence d'une

disposition formelle dans les décrets des 29 mars et 28 mai 1902 ;

Par ces motifs : — Se déclare incompétent en ce qui concerne l'action civile seulement, et renvoie la partie civile à se pourvoir ainsi qu'elle avisera.

M. TRUC, *juge de paix.*, *prés.*

DEUXIÈME ESPÈCE

COUR D'ALGER (Ch. de rev.)

10 janvier 1903

(Procureur général et Moumène Mohamed ben Ahmed (partie civile) c. 1° Khedimallah Hocine ben Khelil ; 2° Khedimallah Brahim ben Hocina).

LA COUR, — Sur la recevabilité de l'appel, faisant l'objet de la requête du ministère public : — Attendu que l'art. 17 du décret du 29 mars 1902 est ainsi conçu : « Toutes dispositions contraires à celles du présent décret sont et demeurent abrogées » ; — Attendu qu'il résulte nettement de cet article que seules les dispositions contraires à celles du décret précité sont et demeurent abrogées, ce qui implique nécessairement le maintien des règles de procédure suivies devant la juridiction correctionnelle ordinaire pour tous les cas où ces règles ne sont point contraires aux dispositions dudit décret ; — Que, par application de cette disposition, le droit d'appel doit être reconnu à la partie civile, quant à ses intérêts civils seulement, quels que soient le chiffre des dommages-intérêts réclamés et la décision intervenue sur cette demande ; — Attendu qu'en effet les décrets de 1902 ne portent modification aux règles du droit commun, énoncées en l'art. 202 C. instr. crim. relatives à l'appel, que par rapport au condamné, lequel ne peut effectivement user de ce droit que si la peine d'emprisonnement prononcée dépasse six mois ou si les réparations pécuniaires excèdent 500 fr. ; — Que c'est donc à tort que le tribunal correctionnel de Philippeville, jugeant en matière répressive indigène, a déclaré irrecevable l'appel de la partie civile ;

Au fond : — Attendu que les coups portés et les blessures faites au sieur Moumène Mohamed par les nommés Khedimallah Brahim et Khedimallah Hocine ont occasionné à la

victime un dommage dont il lui est dû réparation ; — Que, d'après les attestations médicales et les autres éléments d'appréciation produits aux débats, la somme de 30 fr. allouée par les premiers juges n'est point en proportion avec le préjudice causé ; — Qu'il y a lieu d'élever ce chiffre dans une notable mesure ;

Par ces motifs : — Reçoit, en la forme, le pourvoi de M. le procureur général ; — Y faisant droit : — Dit que c'est à tort que le tribunal de Philippeville a déclaré irrecevable l'appel de la partie civile ; — Casse et annule le jugement de ce tribunal en date du 3 octobre 1902 ; — Dit que mention du présent arrêt sera faite en marge du jugement annulé ;

Statuant au fond, conformément à l'art. 55 du décret du 25 mai 1892, confirme le jugement du tribunal répressif de Jemmapes en date du 3 juillet 1902, dans les dispositions relatives à la déclaration de culpabilité et à l'application de la peine ; — Émendant quant aux dommages-intérêts alloués à la partie civile ; — Condamne Khedimallah Hocine ben Khelil et Khedimallah Brahim ben Hocine, conjointement et solidairement, à payer à Moumène Mohamed ben Ahmed (partie civile), la somme de 400 fr. à titre de dommages-intérêts ; — Les condamne, en outre, sous la même solidarité aux frais avancés par la partie civile ; — Les condamne encore, sous la même solidarité, aux frais dus à l'État.

MM. FABRE DE PARREL, *prés.* ; GIRAUD, *av. gén.* — Mes RÉGUIS et SOUBIRANNE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

6 mars 1903

Compétence criminelle, Algérie, tribunaux répressifs indigènes, délits visés par la loi du 27 mai 1885, relégation.

Tous les délits commis en territoire civil en Algérie par des indigènes sont de la compétence des tribunaux répressifs indigènes. Il en est ainsi notamment des délits visés par l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885 ;

Il n'en est autrement que dans le cas où une loi spéciale a expressément réservé aux tribunaux correctionnels la

connaissance d'un délit déterminé, ou si le prévenu est, en l'état, passible de la relégation (1).

(Benchérif Ahmed ben Tahar)

ARRÊT

LA COUR, — Vu les art. 525 et suiv. C. inst. crim., les décrets des 29 mars et 28 mai 1902; — Attendu que, par ordonnance en date 10 octobre 1902, le juge d'instruction au tribunal de Bône s'est déclaré incompétent pour connaître, en tant que justiciable du tribunal répressif indigène, du délit prévu par l'art. 330 C. pén., imputé à Benchérif Ahmed ben Tahar; — Que par jugement rendu le 8 novembre 1902, le tribunal répressif indigène de Bône a condamné le prévenu à dix-huit mois d'emprisonnement et à 25 fr. d'amende en répression du délit précité; — Qu'à la date du 22 janvier 1903, le tribunal correctionnel de Bône, statuant sur l'appel de Benchérif Ahmed ben Tahar, a mis à néant le jugement du 8 novembre précédent, s'est déclaré incompétent, et a délaissé le ministère public à se pouvoir ainsi qu'il aviserait, motif pris de ce que les tribunaux répressifs indigènes seraient

---

(1) Cet arrêt mérite d'être rapporté parce qu'il est le premier à formuler une distinction qu'on nous affirmait être, mais que nous nous refusions à croire, la jurisprudence de la chambre criminelle sur la question de la relégation et des délits *ad relegationem*. Pour arriver à cette formule qui établit entre les arrêts précédemment rendus un semblant d'unité, notre arrêt, sans d'ailleurs chercher à motiver ses affirmations contradictoires, amalgame bizarrement les phrases de l'arrêt du 5 février 1903 (*Rev. Alg.*, 1903, 2. 52) et les solutions formulées dans les arrêts antérieurs du 15 et du 29 novembre 1902 (*Rev. Alg.*, 1902, 2. 381, et 1903, 2. 61).

Nous ne pouvons discuter une thèse à l'appui de laquelle on se refuse à fournir le moindre argument. Nous nous bornons à observer, pour bien marquer l'autorité qu'il convient d'attacher à ce monument, d'une part, que la première exception est évidemment trop étroite, puisqu'elle conduit à faire rentrer dans la compétence des tribunaux répressifs indigènes les délits de presse qui sont, en vertu de la loi du 29 juillet 1881, applicable en Algérie, de la compétence des cours d'assises, les délits de grande voirie, les délits commis par les tirailleurs indigènes, etc., et, d'autre part, que la seconde exception, introduite dans une phrase incidente de la fin de l'arrêt, est en flagrante contradiction avec l'affirmation de l'unique attendu. (Pour la critique de cette solution, voy. les deux rapports de M. le président Fabre de Parrel précédant les arrêts de la Cour d'Alger du 18 décembre 1902 et du 14 mars 1903, *Rev. Alg.*, 1903, 2, 2 et 11; et notre examen critique de jurisprudence, *Rev. Alg.*, 1903, 1. 30.)

E. L.

incompétents pour statuer sur les délits visés dans la loi du 27 mai 1885 ; — Attendu enfin que le procureur général d'Alger a, le 2 février, renoncé à l'exercice du droit à lui conféré dans l'art. 4 du décret du 28 mai 1902 ; — Qu'en cet état, le cours de la justice étant interrompu, il échet de régler de juges et de renvoyer la cause devant la juridiction compétente pour en connaître ;

Attendu, en ce qui touche cette compétence, qu'aux termes de l'art. 1er du décret du 29 mars 1902 modifié par l'art. 1er du décret du 28 mai suivant, tous les délits commis en territoire civil en Algérie par des indigènes sont jugés par un tribunal répressif indigène établi au chef-lieu de la justice de paix ; que cette disposition est générale, qu'elle s'applique à tous les délits, et qu'il ne peut y être apporté d'exception que dans le cas où une loi spéciale aurait expressément réservé aux tribunaux correctionnels la connaissance d'un délit déterminé ; qu'il n'en est pas ainsi pour les délits de droit commun visés par l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885, et que les tribunaux répressifs indigènes sont ainsi compétents pour statuer sur ces délits dans les conditions fixées par les décrets précités ; — D'où il suit que le tribunal répressif indigène a eu compétence pour statuer sur le délit d'outrage public à la pudeur imputé à Benchérif Ahmed ben Tahar ; qu'il n'en serait autrement que si, en l'état, ce prévenu avait été passible de la relégation ;

En conséquence, à l'effet de statuer sur l'appel interjeté par Benchérif Ahmed ben Tahar du jugement rendu le 8 novembre 1902 par le tribunal répressif indigène de Bône, et sans s'arrêter au jugement du tribunal correctionnel dudit siège, du 22 janvier 1903, lequel sera considéré comme non avenu ; — Renvoie la cause et le prévenu devant le tribunal correctionnel de Guelma.

MM. LŒW, *prés.* ; LAURENT-ATTHALIN, *rap.* ; BONNET, *av. gén.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

7 mars 1903

Compétence criminelle, Algérie, tribunaux répressifs indigènes, européen prévenu comme civilement responsable, incompétence.

Un français ou européen ne peut être appelé comme défendeur devant un tribunal répressif indigène ;

Lorsque dans une même poursuite sont compris un indigène comme auteur principal du délit et un européen ou français comme civilement responsable, la juridiction correctionnelle de droit commun (en l'espèce le juge de paix à compétence étendue) est seule compétente pour statuer à l'égard des deux parties en cause (1).

(Min. pub. c. Soula Soula ben M'Ahmed et Lezardo)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation de l'art. 1er du décret du 29 mars 1902, modifié par le décret du 28 mai suivant qui organise les tribunaux répressifs en Algérie, en ce que le tribunal correctionnel de Blida a incompétemment statué sur la poursuite dirigée contre Soula Soula ben M'Ahmed, indigène algérien et Franco Lezardo, européen, cité comme civilement responsable pour infraction à la police du roulage ; — Attendu que la composition des

---

(1) Cet arrêt, conforme à la solution que nous avons donnée dès la première heure, nous paraît devoir fixer définitivement la jurisprudence sur ce point. — Voy. notre article, *Rev. Alg.*, 1902, 2. 41, n° 18, et notre *Traité élém. de législ. alg.*, t. Ier, n° 545. — En ce sens, trib. rép. ind., Alger-sud, 21 juin 1902, *Rev. Alg.*, 1902, 2. 296; et crim. rej., 20 mars 1903 (motifs identiques).

Nous approuvons complètement la solution; mais nous goûtons moins le motif donné par la Cour ce cassation : « La composition des tribunaux répressifs indigènes algériens et la procédure exceptionnelle suivie devant eux indiquent nécessairement qu'un français ou européen ne peut être appelé comme défendeur devant cette juridiction ». La raison vraie était beaucoup mieux indiquée dans le jugement du tribunal répressif indigène d'Alger-sud, *suprà* cit. : « Les tribunaux répressifs sont des tribunaux d'exception, chargés exclusivement du jugement des indigènes musulmans non naturalisés ». L'incompétence des tribunaux répressifs indigènes dès qu'un européen est en cause vient du caractère *musulman*, exclusivement indigène, qu'on ne peut refuser à cette juridiction et que son appellation même indique. De même que le cadi, ou même le juge de paix statuant en audience musulmane, doit se déclarer incompétent dès qu'apparaît en cause un européen, de même le tribunal répressif indigène est incompétent dès qu'une des parties est européenne.

La jurisprudence de la Cour de cassation sur ce point fournit un sérieux appui à la solution que nous avons proposée en ce qui concerne la constitution de partie civile (Voy. notre note sous trib. rép. ind. Koléa, 9 janvier 1903, *Rev. Alg.*, 1903, 2. 143) : le tribunal répressif indi-

tribunaux répressifs indigènes algériens et la procédure exceptionnelle suivie devant eux et organisée par les décrets de 1902 impliquent nécessairement qu'un français ou européen ne peut être appelé comme défendeur devant cette juridiction ; — Attendu que le ministère public qui, lorsqu'il poursuit la répression d'un délit, réclame contre un prévenu et contre la partie civilement responsable, les réparations et dommages intérêts dont ils sont tenus à raison de cette infraction, n'a pas quant à ces restitutions, le droit d'option donné par l'art. 3 c. inst. crim. à la partie civile ; qu'il doit toujours porter son action devant les tribunaux de répression ; qu'ainsi le prévenu et la personne civilement responsable doivent être déférés par le ministère public à la même juridiction pénale ; — Attendu en conséquence, que lorsque dans une même poursuite, sont compris un indigène comme auteur principal du délit et un européen ou français comme civilement responsable, la juridiction correctionnelle qui est de droit commun, demeure compétente pour statuer à l'égard de toutes les parties en cause ; — Attendu qu'il s'ensuit que Soula Soula ben M'Ahmed, indigène algérien, cocher au service de Franco Lezardo, européen, cité devant le juge de paix de Miliana jugeant correctionnellement pour infraction aux art. 6 du décret et 29 de l'arrêté du 3 novembre 1855 sur la police du roulage avec Franco Lezardo de nationalité française ou européenne ont été à bon droit appelés devant la juridiction correctionnelle ordinaire ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi contre le jugement rendu le 12 décembre 1902 par le tribunal correctionnel de Blida.

MM. Lœw, *prés.* ; Le Grix, *rap.* ; Bonnet, *av. gén.*

---

gène ne peut pas plus être compétent à l'égard d'un européen partie civile qu'à l'égard d'un européen civilement responsable ; *eadem est ratio*. La considération que fait valoir en seconde ligne l'arrêt rapporté, — à savoir que le ministère public, poursuivant la répression d'un délit et réclamant au prévenu et à la partie civilement responsable les réparations dont ils sont tenus, n'a pas quant à ces restitutions le droit d'option que l'art. 3 C. inst. crim. offre à la partie civile — ne nous semble d'aucun poids : il nous paraît toujours vrai que la composition des tribunaux répressifs indigènes (notamment la présence sur le siège d'un commissaire indigène) et surtout leur caractère exclusivement musulman s'opposent absolument à ce qu'un européen en soit jamais justiciable.

Émile Larcher.

COUR D'ALGER (Ch. de rev.)

14 mars 1903

Compétence criminelle, Algérie, tribunaux répressifs indigènes, délits commis par des musulmans étrangers, Tunisiens.

Les tribunaux répressifs indigènes, compétents pour statuer sur les délits commis par des indigènes, sont incompétents pour connaître des délits commis par des musulmans étrangers, spécialement des Tunisiens (1).

(Min. pub. c. Mohamed ben Belkassem)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la question de compétence : — Attendu qu'il est de règle constante de ne pas interpréter un texte pénal en recourant à des analogies plus ou moins exactes ; — Que l'on ne saurait donc changer la signification non équivoque du terme « indigènes » employé dans les décrets de 1902 pour l'étendre à des individus étrangers à l'Algérie, fussent-ils de religion musulmane, et les soustraire ainsi à la juridiction correctionnelle ordinaire, qui est la règle de droit commun ; — Attendu que l'on ne saurait à cet égard tirer argument de ce que les cours criminelles récemment instituées sont compétentes pour juger les crimes commis par les musulmans indigènes algériens et par les musulmans étrangers ; — Attendu que le simple rapprochement des décrets et de la loi du 30 décembre 1902 vient justement à l'encontre de la démonstration qu'on voudrait en tirer ; en effet, dans la pensée

(1) Un étranger n'est pas un indigène : la chose est évidente. On ne peut qu'être surpris que cette évidence ait été contestée ; on est plus surpris encore de la résistance opposée par quelques tribunaux (notamment trib. Blida, 10 fév. 1903, *Journ. des trib. alg.*, 11 mars) et par le procureur général. L'arrêt que nous reproduisons mettra fin, nous l'espérons, à cette résistance : il donne, avec quelques nouveaux motifs, la solution déjà nettement formulée dans l'arrêt du 27 décembre 1902 (*Rev. Alg.*, 1903. 2. 37, avec le rapport de M. Fabre de Parrel, et notre note). Cet arrêt concernait un Marocain ; celui que nous reproduisons vise un Tunisien : les raisons de décider sont évidemment identiques.

E. L.

du législateur, l'expression « indigènes » comprend si peu les musulmans étrangers qu'il a estimé nécessaire de spécifier que la nouvelle juridiction criminelle connaîtrait des crimes exclusivement imputables : 1° aux indigènes musulmans non naturalisés ; 2° aux étrangers musulmans ; — Attendu que la même distinction se retrouve dans les observations toutes récentes présentées à la Cour de cassation dans le rapport précédant l'arrêt du 5 février 1903 qui détermine le caractère exceptionnel des tribunaux répressifs, lesquels, d'après les termes mêmes de ce rapport, sont « spéciaux aux indigènes algériens » (rapport de M. le conseiller Roulier, *Gaz. des trib.*, 11 fév. 1903 ; *Rev. Alg.*, 1903. 2. 53) ; — Attendu que le nommé Mohamed ben Belkassem est sujet tunisien ; qu'il est né à Djerba (Tunisie) ; — Qu'il est donc étranger et doit, à ce titre, être déféré, non à la juridiction d'exception exclusivement spéciale aux indigènes d'Algérie, mais bien à la juridiction correctionnelle ordinaire ;

Par ces motifs : — Rejette comme non fondé et non recevable le pourvoi de M. le procureur général ; — Confirme le jugement déféré ; — Dit que la juridiction répressive indigène est incompétente pour connaître du délit reproché à Mohamed ben Belkassem ; — Renvoie le ministère public à se pourvoir ainsi qu'il avisera ; — Laisse les frais à la charge de l'État.

MM. FABRE DE PARREL, *prés.* ; GIRAUD, *av. gén.*

CONSEIL D'ÉTAT

11 février 1903

Taxe des prestations, Algérie, femme mariée, non imposition.

La femme mariée ne peut être imposée à la taxe des prestations, à raison de sa personne.

(Zohra Cherchalia)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Vu la requête présentée par la dame Zohra ben Mohamed Cherchalia, enregistrée au secrétariat du contentieux du conseil d'État, le 28 juillet 1902, et tendant

à ce qu'il plaise au conseil annuler un arrêté, en date du 23 août 1901, par lequel le conseil de préfecture d'Alger a rejeté sa demande en décharge de la taxe des loyers et des prestations auxquelle elle a été imposée, pour l'année 1901, sur les rôles de la commune de Blida ; — Ce faisant, attendu que la requérante demeure chez sa fille sans y avoir d'appartement qui lui soit propre ; — Que, d'autre part, elle n'est pas personnellement passible des prestations et ne peut être considérée comme chef de famille ou d'établissement et imposée comme telle ; — Que de ce qui précède, il résulte que c'est à tort qu'elle a été imposée et maintenue aux prestations et à la taxe des loyers pour 1901 ; — Lui accorder la décharge demandée ; — Vu l'arrêté attaqué ; — Vu les observations présentées par le ministre de l'intérieur, en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi, lesdites observations enregistrées comme ci dessus, le 28 juillet 1902 et tendant à ce qu'il plaise au conseil accorder les décharges demandées ; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ; — Vu le décret du 15 juin 1899 ;

Sur la taxe des loyers : — Considérant qu'il résulte de l'instruction que l'habitation qui a servi de base à la contribution contestée était en 1901 louée au nom et pour le compte de la demoiselle Fathma ben Mohamed Cherchalia, et que la dame Zohra ben Mohamed Cherchalia, sa mère, n'y avait aucun appartement qui lui fût propre ;

Sur les prestations : — Considérant qu'aux termes de l'art. 17 du décret ci-dessus visé la prestation n'est due que par les habitants et par les chefs de famille ou d'établissement pour les membres ou serviteurs de la famille ; — Considérant que la dame Zohra ben Mohamed Cherchalia ne peut être imposée aux prestations à raison de sa personne ; qu'elle est actuellement mariée et n'est pas, par suite, chef de famille ; — Que, dans ces conditions, c'est à tort que la requérante a été imposée et maintenue, pour l'année 1901, à la taxe des loyers et aux prestations, dans la commune de Blida ;

Décide : — L'arrêté susvisé du conseil de préfecture d'Alger est annulé ; — Il est accordé à la dame Zohra ben Mohamed Cherchalia décharge de la taxe des loyers et des prestations auxquelles elle a été imposée, pour 1901, sur les rôles de la commune de Blida.

MM. MARGUERIE, *prés.* ; LAURENT-ATTHALIN, *rap.* ; BLUM, *com. du gouv.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

25 mai 1902

Acte sous seing privé, contrat entre Européen et indigène, traduction dans les deux langues, arrêté du 9 juin 1831, Tunisie, non applicabilité.

L'arrêté du 9 juin 1831, aux termes duquel les contrats passés en Algérie entre Européens et indigènes doivent être écrits dans chacune des langues des deux parties contractantes, n'a jamais été rendu applicable en Tunisie et ne saurait être considéré comme une des règles de procédure visées par l'art. 7 de la loi du 27 mars 1883.

(Carelli c. Ismaïl ben Ali)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que suivant exploit de Kuhn, huissier à Grombalia, en date du 19 mars 1902, les sieurs Carelli et Chinardi ont fait assigner Ismaïl ben Ali Sfaïa pour voir dire que dans les vingt-quatre heures du présent jugement il sera tenu de leur délivrer, conformément aux conventions intervenues entre eux, suivant contrat sous seing privé, en date du 24 décembre 1896, enregistré à Tunis le 14 janvier 1897, un titre de propriété ; que faute par lui de ce faire, il sera condamné à lui payer une somme de 100 fr. par jour de retard pendant vingt-cinq jours et que, passé ce délai, il sera fait droit, demandant qu'il soit condamné à lui payer 500 fr. de dommages-intérêts ; — Attendu que le défendeur soutient que le contrat produit par les demandeurs est nul parce qu'il n'a pas été traduit ; — Attendu qu'il déclare toutefois être prêt à les remunérer du travail qu'ils ont effectué sur sa propriété en vertu de ce contrat ; — Attendu qu'il reconnaît par là même l'existence de l'acte dont se prévalent ses adversaires ; — Attendu, au surplus, que l'arrêté du 9 juin 1831, aux termes duquel les contrats passés en Algérie entre Européens et indigènes doivent être écrits dans chacune des langues des deux parties contractantes, n'a jamais été rendu applicable en Tunisie et ne saurait être considéré comme une des règles de procédure visées par l'art. 7 de la loi du 27 mars 1883 ;

Par ces motifs : — Déclare valable le contrat sous seing privé passé entre les parties le 24 décembre 1896.

MM. FABRY, *prés.* ; YTOU, *subst.* — Mes BESSIÈRE et PERRIN, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

11 juin 1902

Expropriation publique, Tunisie. Européen, traités diplomatiques, application, mise à exécution, délai, droit de reprise.

Les conventions diplomatiques qui règlent la question des expropriations de terrains appartenant à des Européens en Tunisie, bien qu'abrogées, doivent néanmoins, jusqu'à la promulgation d'une loi sur l'expropriation, continuer à être observées comme constatant les principes établis par l'usage en la matière ;

Aux termes des anciens traités anglo-tunisien du 10 octobre 1863 et italo-tunisien du 8 septembre 1868, le propriétaire d'un immeuble exproprié a le droit de le reprendre en restituant l'indemnité par lui reçue, si le décret du bey qui spécifie l'objet d'utilité publique n'est pas mis à exécution à l'expiration d'une année à partir de sa date ;

L'acquiescement au jugement d'expropriation postérieur à l'expiration du délai d'un an ci-dessus mentionné vaut renonciation à se prévaloir de la déchéance établie par les traités susvisés.

(Pellicot c. Cie des ports de Bizerte)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'un décret beylical du 23 mars 1891 a prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique d'un terrain situé à Bizerte et appartenant au sieur Pellicot ; — Attendu qu'il est indiqué dans ce décret que cette expropriation a pour but la construction du bâtiment destiné aux bureaux de la compagnie concessionnaire du port de Bizerte ; — Attendu que le sieur Pellicot soutient que ce terrain n'a pas reçu cette destination ; — Attendu qu'il a assigné, en conséquence, la compagnie du port de Bizerte pour la faire condamner à lui rendre cet immeuble contre remboursement de l'indemnité d'expropriation ; — Attendu qu'il se base sur l'art. 13 du traité anglo-tunisien du 10 octobre 1863 et sur l'art. 20 du traité italo-tunisien du 8 septembre 1868 ; —

Attendu que ces articles disposent que, si le décret du bey qui spécifie l'objet d'utilité publique pour lequel l'expropriation a été faite n'est pas mis à exécution à l'expiration d'une année à partir de sa date, le propriétaire de l'immeuble aura le droit de le reprendre en restituant le montant de l'indemnité reçue ; — Attendu que ces traités n'existent plus, qu'ils ont été abrogés par les conventions diplomatiques conclues le 28 septembre 1896 entre la France et l'Italie et le 18 septembre 1897 entre la France et l'Angleterre ; — Attendu, dès lors, que rien ne s'oppose aujourd'hui à ce que le gouvernement du protectorat édicte une loi réglementant, pour tous les habitants de la régence, la matière de l'expropriation pour cause d'utilité publique ; — Mais attendu que jusqu'à la promulgation de cette loi les dispositions de ces traités doivent continuer à être observées comme constatant les principes établis par l'usage pour les expropriations poursuivies contre les Européens ; — Attendu que la règle contenue dans les textes mentionnés ci-dessus est semblable à celle posée par l'art. 60 de la loi française du 3 mai 1841, aux termes duquel : « Si les terrains acquis pour des travaux d'utilité publique ne reçoivent pas cette destination, les anciens propriétaires ou leurs ayants droit peuvent en demander la remise » ; — Mais attendu que cette loi a institué pour l'exercice de cette faculté une procédure toute spéciale ; que, dès lors, la jurisprudence française ne saurait être invoquée sur ce point en Tunisie ; — Attendu que le jugement qui a fixé l'indemnité due au sieur Pellicot en raison de l'expropriation dont s'agit porte la date du 9 mai 1892 ; — Attendu que, par acte du 1er mars 1894, il a acquiescé à ce jugement et qu'il a touché de la compagnie du port de Bizerte cette indemnité ; — Attendu qu'à ce moment les travaux prévus par le décret d'expropriation n'étaient pas encore commencés et que le délai d'un an fixé par les traités dont se prévaut le sieur Pellicot était expiré depuis longtemps ; — Attendu que dans ces conditions il a renoncé à se prévaloir de la déchéance établie par ces traités ; qu'il a consenti volontairement à faire passer son immeuble dans le patrimoine de la compagnie du port de Bizerte et qu'il essaye vainement aujourd'hui de le reprendre pour profiter de la hausse produite sur la valeur des terrains de Bizerte par les grands travaux exécutés dans cette ville ;

Par ces motifs : — Déclare le sieur Pellicot mal fondé dans ses demande, fins et conclusions ; — L'en déboute.

MM. FABRY, *prés.* ; DE FONTBRUNE, *min. pub.* — Mes BESSIÈRE et GUEYDAN, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

3 avril 1903

Comptes du trésor, comptes définitivement apurés, erreur de droit, pourvoi devant le conseil d'État, rejet.

Une erreur de droit commise par le receveur particulier des finances d'un arrondissement, dans le compte courant du trésor avec une ville n'est pas de nature à servir de base à une demande de redressement de comptes définitivement apurés, formée par la ville devant le conseil d'État.

(Ville de Tlemcen)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Statuant au contentieux ; — Sur le rapport de la section du contentieux ; — Vu la requête présentée pour la ville de Tlemcen agissant poursuites et diligences de son maire en exercice à ce dûment autorisé par une délibération du conseil municipal du 27 novembre 1897, ladite requête enregistrée au secrétariat du contentieux du conseil d'État, le 30 décembre 1897, et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler une décision en date du 29 octobre 1897 par laquelle le ministre des finances a refusé à la ville requérante le paiement d'intérêts sur les fonds d'emprunt déposés par elle au trésor pour la période comprise entre le 1er janvier 1883 et le 31 décembre 1895 ; — Ce faisant, attendu que le droit des communes à l'allocation d'intérêts sur leurs fonds d'emprunt déposés au trésor a été reconnu formellement par une décision du conseil d'État statuant au contentieux, du 16 décembre 1896 et n'est d'ailleurs pas contesté par l'administration des finances ; que le ministre, pour repousser la réclamation de la ville requérante relativement aux intérêts des dépôts pour les années antérieures à 1896, s'est fondé exclusivement sur ce que l'administration municipale ne serait pas recevable à demander le redressement des comptes des années 1883 à 1895 qui auraient été définitivement apurés ; mais que le trésor s'est borné à remettre à la fin de chaque année à la ville un relevé des dépôts et des

retraits de fonds d'emprunts effectués par elle dans le courant de l'année ; que l'envoi de ce relevé, qui ne constitue qu'une opération d'ordre, n'a pas le caractère d'une reddition de compte ; et qu'en fût-il autrement, aucune acceptation n'étant intervenue de la part de la ville de Tlemcen, le compte dont il s'agit ne rentrerait pas dans la catégorie de ceux auxquels s'applique l'art. 541 du Code de procédure civile ; qu'au surplus la ville se prévaut d'une omission qui rendrait, en tout état de cause, recevable son action en redressement d'un compte même régulièrement apuré ; — Renvoyer la ville requérante devant le ministre des finances pour y être procédé à la liquidation et à l'ordonnancement des intérêts des fonds d'emprunt et de subvention versés au trésor par la ville de Tlemcen de 1883 à 1895 avec intérêts, intérêts des intérêts et dépens ; — Vu la décision attaquée ; — Vu les observations en défense présentées par le ministre des finances, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus le 23 décembre 1898, tendant au rejet de la requête, et, subsidiairement à ce que le conseil d'État écarte comme frappée de la déchéance édictée par l'art. 9 de la loi du 29 janvier 1831 la réclamation d'intérêts pour les années 1880 à 1892, par les motifs qu'à la fin de chaque année l'administration des finances a remis à la ville de Tlemcen des bordereaux contenant le relevé des diverses opérations de dépôt ou de retrait de fonds effectuées par elle dans le courant de l'année, ainsi que le décompte des intérêts alloués par le trésor pour les fonds que ce dernier considérait comme productifs d'intérêts, et indiquant le solde créditeur de la ville en fin d'année ; que l'administration municipale a reçu ces bordereaux sans formuler de protestation ni de réserve ; qu'il est ainsi intervenu chaque année entre le trésor et la ville de Tlemcen un règlement de compte dont les parties ne pouvaient demander le redressement que pour omission ou erreur, dans les termes de l'art. 541 du Code de pr. civ. ; que l'omission doit s'entendre du défaut d'inscription d'un article de compte qui était admis par les deux parties, et l'erreur, d'une erreur matérielle ou de calcul ; que par suite la ville qui demande l'inscription aux comptes d'articles correspondant aux intérêts de fonds d'emprunt, lesquels d'après l'opinion du ministre des finances et de la ville elle-même au moment où ces comptes ont été établis, n'étaient pas dus, et qui poursuit en réalité la rectification d'une erreur de droit commise à cette époque par les deux parties, ne se trouve dans aucun des deux cas où le redressement d'un compte arrêté est exceptionnellement possible ; — Qu'en tout état de

cause, la déchéance édictée par l'art. 9 de la loi du 29 janvier 1831 doit être appliquée à la réclamation de la ville pour tous les exercices antérieurs à 1893, la créance d'intérêts prétendue par l'administration municipale ayant le caractère d'une créance ordinaire contre l'État ; — Vu le mémoire en réplique présenté pour la ville de Tlemcen, ledit mémoire enregistré comme ci-dessus le 27 juin 1901, dans lequel elle déclare persister dans ses précédentes conclusions et demande à nouveau la capitalisation des intérêts, par les motifs ci-dessus analysés, et en outre, attendu que la réception par l'administration municipale sans protestation ni réserve des bordereaux qui lui ont été remis par le trésor à la fin de chaque année ne peut équivaloir à l'acceptation par la ville d'un règlement conforme aux inscriptions de ces bordereaux, ni faire considérer qu'il y a eu des comptes arrêtés d'accord avec les parties ; qu'au surplus ces prétendus comptes n'auraient concerné que les capitaux et non les intérêts qui sont seuls aujourd'hui l'objet de la contestation ; qu'enfin la ville se prévaut d'une omission ou d'une erreur qui sont de nature, d'après la jurisprudence, à donner ouverture à une action en redressement de comptes ; — Que la déchéance édictée par l'art. 9 de la loi du 29 janvier 1831 ne s'applique pas aux réclamations de dépôt, ni à celles qui portent sur les intérêts produits par les dépôts de fonds, la demande accessoire ne pouvant avoir un autre caractère que la demande principale ; — Vu le mémoire présenté pour le ministre des finances, ledit mémoire enregistré comme ci-dessus, le 5 décembre 1902, et tendant aux mêmes fins que le mémoire en défense de l'État, par les mêmes moyens, et en outre par les motifs que l'acceptation par la ville des comptes annuels du trésor résulte de ce fait que, chaque année, le conseil municipal a voté le budget de la ville dans lequel a été inscrit, comme représentant le montant de la créance de cette dernière envers l'État, le solde que ces comptes font ressortir ; qu'en ce qui concerne la déchéance quinquennale, des décisions du conseil d'État l'ont déclarée applicable à une réclamation d'intérêts sur des fonds représentant le montant d'un cautionnement, lequel constituait un dépôt, et que l'action en paiement d'intérêts sur fonds d'emprunt déposés au trésor a le même caractère juridique que l'action en paiement d'intérêts sur des fonds déposés à titre de cautionnement ; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ; — Vu le décret du 27 février 1811, notamment son art. 4 ; — Vu la loi du 29 janvier 1831, art. 9 et 10 ;

Considérant qu'à la fin de chacune des années 1880 à 1895,

le receveur particulier des finances de l'arrondissement de Tlemcen a arrêté le compte courant du trésor avec la ville de Tlemcen, après avoir dressé le décompte des intérêts, lesquels n'ont été alloués, conformément aux dispositions de la circulaire du ministre des finances du 25 novembre 1879, que pour les fonds déposés qui ne provenaient pas d'emprunts ; que la ville, qui a reçu communication de ces comptes, n'a présenté contre eux aucune réclamation avant le 2 juillet 1897 ; que, dans ces circonstances, les arrêtés de compte des années 1880 à 1895, sur lesquels porte le litige, ont acquis le caractère de règlement définitif ; — Considérant que l'action introduite par la ville de Tlemcen est fondée sur ce que ce serait par une méconnaissance de ses droits et des obligations du trésor qu'il n'a pas été alloué d'intérêts sur les fonds déposés provenant d'emprunts ; mais que l'erreur de droit invoquée, qui aurait été commise, n'est pas de nature à servir de base à une demande de redressement de comptes définitivement apurés ;

Décide :— La requête ci-dessus visée de la ville de Tlemcen est rejetée.

MM. BERGER, *prés.* ; CHAREYRE, *rap.* ; SAINT PAUL, *com. du gouv.* — Mes GODEY et SABATIER, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

19 novembre 1900

Impôts arabes, Algérie, hockor, terre azel, titre français.

L'impôt hockor établi sur les terres azels dépendant, avant la conquête, du beylick reste dû même lorsque ces terres ont fait l'objet de la délivrance de titres français dûment transcrits.

(Beneloucif)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Deuxième sous-section de la section temporaire du contentieux ; — Vu la requête présentée par le sieur Beneloucif Khoudir ben Ahmed, demeurant à Bône (département de Constantine), enregistrée au secré-

tariat du contentieux du conseil d'État, le 7 juillet 1898 et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler un arrêté, en date du 19 novembre 1897, par lequel le conseil de préfecture du département de Constantine a rejeté sa demande en décharge de l'impôt hockor auquel il a été assujetti, pour l'année 1896, sur le rôle de la commune de l'oued Cherf ; — Ce faisant, attendu que l'impôt hockor est établi sur les terres arch, c'est-à-dire sur celles qui font l'objet d'une propriété collective, en représentation des droits de mutation auxquels elles échappent le plus souvent ; qu'il ne frappe pas au contraire les terres melk, c'est-à-dire celles qui font l'objet d'une propriété individuelle quelle que soit la nationalité du détenteur ; qu'ainsi le requérant, dont les terres ont été immatriculées conformément aux prescriptions de la loi du 26 juillet 1873, ne saurait être assujetti au dit impôt ; — Accorder la décharge demandée ; — Vu l'arrêté attaqué ; — Vu les observations du ministre des finances en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi, enregistrées comme ci-dessus, le 13 février 1900 et tendant au rejet du pourvoi comme irrecevable en la forme et au maintien de l'arrêté attaqué quant au fond ; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ; — Vu l'ordonnance du 17 janvier 1845 ; — Vu le sénatus-consulte du 22 avril 1863, art. 4 ; — Vu la loi du 26 juillet 1873 ; — Vu la loi du 28 avril 1887 ;

Sans qu'il soit besoin de statuer sur la fin de non-recevoir opposée par le ministre ;

Considérant qu'il résulte de l'instruction que les terres à raison desquelles le sieur Benelloucif Khoudir ben Ahmed, a été imposé, pour l'année 1896, sur le rôle de la commune de l'oued Cherf, ont appartenu au beylick ; qu'ainsi elles font partie des anciennes terres azels sur lesquelles l'impôt hockor a été maintenu ; — Considérant d'autre part, que si le requérant allègue que les terres qu'il possède ont fait l'objet de la délivrance de titres français, transcrits conformément aux dispositions des lois des 26 juillet 1873 et 28 avril 1887, cette circonstance ne saurait l'exonérer de l'imposition à laquelle en sa qualité d'indigène musulman il a été assujetti à raison des dites propriétés ; qu'ainsi, il n'est pas fondé à demander l'annulation de l'arrêté attaqué qui a refusé de faire droit à sa réclamation ;

Décide : — La requête du sieur Benelloucif Khoudir ben Ahmed est rejetée.

MM. De Rouville, *prés.* ; Hannotin, *rap.* ; Pichat, *com. du gouv.*

CONSEIL D'ÉTAT

21 novembre 1900

Élections municipales, Algérie, indigène musulman, inéligibilité.

L'indigène musulman non inscrit sur les listes électorales est inéligible au conseil municipal, alors même que le défaut de publication en langue arabe du tableau des radiations l'aurait mis dans l'impossibilité de réclamer sa réinscription.

(Maamar)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Deuxième sous-section du contentieux ; — Vu la requête présentée par le sieur Maamar Mohammed Ould El-Hadj Ahmed, enregistrée au secrétariat de la préfecture d'Oran, le 18 juillet 1900 et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler un arrêté, en date du 28 juin 1900, par lequel le conseil de préfecture du département d'Oran statuant sur le déféré du préfet et la protestation formée par le sieur Mihoub El-Hadj Abdelkader Ould El-Hadj Boumedine contre les opérations électorales auxquelles il a été procédé le 6 mai 1900 dans la commune de Bou-Henni pour le renouvellement du conseil municipal, a annulé l'élection du requérant comme conseiller municipal au titre indigène ; — Ce faisant, attendu que si le requérant ne figurait pas sur la liste des électeurs indigènes pour l'année 1900, sa radiation ne peut être due qu'à la malveillance ; qu'il n'en a été prévenu par aucune notification ; — Qu'enfin, la liste des électeurs affichée dans la commune n'ayant pas été traduite, il lui a été impossible de réclamer sa réinscription ; — Déclarer le sieur Maamar Mohammed élu conseiller municipal au titre indigène de la commune de Bou-Henni ; — Vu l'arrêté attaqué ; — Vu la protestation du sieur Mihoub El-Hadj Abdelkader devant le conseil de préfecture et l'arrêté du préfet ; — Vu l'acte en date du 28 juillet 1900 par lequel le maire de la commune de Bou-Henni certifie avoir notifié le pourvoi au sieur Mihoub El-Hadj Abdelkader qui n'a pas produit d'observations en défense ; — Vu la dépêche par laquelle le ministre de l'intérieur transmet le dossier avec ses observations, enregistrées au secrétariat

du contentieux du conseil d'État, le 6 septembre 1900; — Vu le procès-verbal des opérations électorales auxquelles il a été procédé le 6 mai 1900 dans la commune de Bou-Henni pour le renouvellement du conseil municipal; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier; — Vu la loi du 5 avril 1884;

Considérant qu'aux termes de l'art. 3 du décret du 7 avril 1884 les indigènes musulmans ne peuvent être élus membres des conseils municipaux qu'autant qu'ils sont inscrits sur les listes électorales; — Considérant qu'il résulte de l'instruction que le sieur Maamar Mohammed Ould El-Hadj Ahmed proclamé élu conseiller municipal par le bureau électoral de Bou-Henni au scrutin du 6 mai 1900 n'était pas inscrit sur les listes électorales de cette commune pour l'année 1900; — Que s'il soutient que le défaut de publication en langue arabe du tableau des radiations l'a mis dans l'impossibilité de réclamer sa réinscription, cette formalité n'est prescrite à titre obligatoire par aucun texte de loi ou de décret; — Que, dès lors, c'est à bon droit que le conseil de préfecture a annulé son élection;

Décide : — La requête susvisée est rejetée.

MM. CHANTE-GRELLET, *prés.*; BERGER, *rap.*; DEGOURNAY, *com. du gouv.*

CONSEIL D'ÉTAT

30 novembre 1901

Impôt foncier, Algérie, gourbi, imposition.

En Algérie, les gourbis, construits en pierres jointes avec de la terre glaise et couverts en chaume constituent de véritables bâtiments d'habitation, passibles de la contribution foncière.

(Mohammed ben Aïssa)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Vu les lois des 23 décembre 1883, 8 août 1885 et 8 août 1890, ensemble les décrets des 9 et 25 novembre 1890 et du 18 décembre 1895; — Considérant qu'il

résulte de l'instruction que les gourbis dont l'imposition est contestée sont construits en pierres jointes avec de la terre glaise et couverts en chaume ; qu'ils constituent de véritables bâtiments d'habitation, etc.

Décide : — La requête est rejetée.

MM. BERGER, *prés.* ; DE TINGUY DU PERÏET, *rap.* ; SEUBÉ, *com. du gouv.*

CONSEIL D'ÉTAT

16 novembre 1900

Impôts arabes, Algérie, israélites, exemption, qualité de Français, preuve.

Les israélites indigènes n'étant pas imposables aux impôts arabes, en leur qualité de citoyens français, décharge de ces impôts doit être accordée à l'israélite algérien qui établit sa qualité même par un jugement postérieur à la publication du rôle.

(El Baz)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Première sous-section de la section temporaire du contentieux ; — Vu la requête présentée par les sieurs El Baz frères, résidant à Khenchela, enregistrée au secrétariat du contentieux du conseil d'État, le 4 juillet 1899, et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler un arrêté du 10 novembre 1898, par lequel le conseil de préfecture du département de Constantine a rejeté leur demande en décharge des impôts arabes auxquels ils ont été assujettis sur les rôles de la commune de Kenchela pour l'année 1897 ; — Ce faisant, attendu que les requérants sont israélites français et ne sauraient être assujettis, en conséquence, aux impôts arabes ;— Leur accorder la décharge demandée ; — Vu l'arrêté attaqué ; — Vu les observations présentées par le ministre des finances, enregistrées comme ci-dessus le 4 août 1900, et tendant au rejet de la requête ; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ; — Vu l'ordonnance du 17 janvier 1845 ; — Vu le décret du 24 octobre 1870 ; — Vu le décret du 7 octobre 1871 ; — Vu la loi du 29 mars 1897, art. 41, et le décret du 4 décembre de la même année ;

Considérant que si l'ordonnance du 17 janvier 1845 a maintenu les impôts dus par les Arabes, aucune disposition législative ou réglementaire n'a étendu ces impôts aux citoyens français ; — Considérant que le décret du 24 octobre 1870 a déclaré tous les israélites indigènes citoyens français ; que si la qualité d'israélites indigènes n'a été établie par les sieurs El Baz que par un jugement postérieur au 1er janvier 1897, ledit jugement n'a fait que reconnaître aux requérants une qualité qu'ils possédaient antérieurement ; — Que, dès lors, ils sont fondés à demander décharge des impôts arabes auxquels ils ont été assujettis pour l'année 1897 sur le rôle de la commune de Khenchela ;

Décide : — L'arrêté susvisé du conseil de préfecture du département de Constantine est annulé ; — Il est accordé aux sieurs El-Baz frères décharge des impôts arabes auxquels ils ont été assujettis sur les rôles de la commune de Khenchela, pour l'année 1898.

MM. JACQUIN, *prés.* ; IMBART DE LA TOUR, *rap*, ; CHARDENET, *com. du gouv.*

CONSEIL D'ÉTAT

15 mai 1903

Pensions civiles, médecin de colonisation, Algérie, typhus, acte de dévouement, décès.

La veuve d'un médecin de colonisation (qui a perdu la vie après avoir contracté le typhus en procédant lui-même à l'exécution des mesures de désinfection destinées à en enrayer l'épidémie) a droit à la pension prevue par l'art. 14, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 9 juin 1853, et non à la pension pour grave accident de service, visée par le § 2 de l'art. 11 de ladite loi.

(Veuve Martin)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Sur le rapport de la deuxième sous-section du contentieux : — Considérant qu'il résulte de l'instruction que le sieur Martin, médecin de colonisation en

Algérie, a succombé, le 10 juillet 1896, au typhus, qu'il avait contracté en procédant lui-même, dans la commune de Bordj-bou-Arréridj, à l'exécution des mesures sanitaires destinées à enrayer cette épidémie ; que, dans ces circonstances, sa veuve est fondée à réclamer le bénéfice de l'art. 14 § 1er de la loi du 9 juin 1853, aux termes duquel a droit à pension la veuve du fonctionnaire qui, dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions, est mort par suite d'un acte de dévouement, en exposant ses jours pour sauver la vie de ses concitoyens ;

Décide : — Art. 1er. — Le décret susvisé du 9 mai 1901 est annulé ; — Art. 2. — La dame Martin est renvoyée devant le ministre de l'intérieur, pour y être procédé à la liquidation de la pension à laquelle elle a droit, en vertu de l'art. 14 § 1er, alinéa 1er, de la loi du 9 juin 1853.

M. BERGER, *prés.*

CONSEIL D'ÉTAT

28 janvier 1903

Taxe sur les loyers, Algérie, concierge, logement gratuit, imposition.

Aucun texte n'exempte de la taxe sur les loyers les personnes qui, comme les concierges, occupent un logement à titre gratuit.

(Guenassia Djouar)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Vu la requête présentée par la dame veuve Guenassia Djouar, demeurant à Alger, 16, rue Malakoff, enregistrée au secrétariat du contentieux du conseil d'État, le 16 août 1902, et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler un arrêté en date du 26 juillet 1901, par lequel le conseil de préfecture d'Alger a rejeté sa demande en décharge de la taxe sur les loyers, à laquelle elle a été imposée, pour l'année 1901, sur le rôle de la ville d'Alger ; — Ce faisant, attendu que la requérante, qui est concierge, est logée gratuitement ; que, dès lors, elle n'est pas imposable ; — Accorder la décharge demandée ; — Vu l'arrêté attaqué ; — Vu les observations présentées par le ministre de l'intérieur, enregistrées comme

ci-dessus, le 16 août 1902, et tendant au rejet de la requête ; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ; — Vu le décret du 15 juin 1899 ; — Considérant qu'aucun texte n'exempte de la taxe sur les loyers les personnes qui occupent un logement à titre gratuit ; que, dès lors, c'est à bon droit que la dame Guenassia, qui ne conteste pas d'ailleurs la valeur locative attribuée à son habitation, a été imposée et maintenue, pour 1901, sur le rôle de la ville d'Alger ;

Décide : — La requête de la dame Guenassia est rejetée.

MM. CHANTE-GRELLET, *prés.* ; PORCHÉ, *rap.* ; DEJEAN, *com. du gouv.*

CONSEIL D'ÉTAT

3 avril 1903

Élections départementales, intervention préfectorale, annulation.

Lorsque, la veille du scrutin, un préfet adresse à un électeur, conseiller général lui-même et ami d'un candidat, un télégramme faisant connaître qu'il a préparé un arrêté de suspension contre un maire hostile au candidat pour lequel ledit préfet, dans un télégramme, exprime son amitié, il y a lieu d'annuler l'élection comme influencée par une semblable intervention du préfet, alors surtout que la majorité obtenue par le conseiller élu est très faible.

(Mariaccia c. Lauprêtre)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Considérant qu'il résulte de l'instruction que, lors des dernières élections au conseil général, dans la 24e circonscription d'Alger (Ténès), deux candidats étaient en présence : le sieur Lauprêtre, conseiller sortant, et le sieur Mariaccia, patronné par le sieur Martin, maire de Ténès ; — Considérant que, le 29 juin, veille du scrutin, le préfet d'Alger a adressé à un conseiller général, le sieur Robert, électeur dans la commune de Ténès et partisan déclaré du sieur Lauprêtre, un télégramme faisant connaître qu'à la suite de l'enquête administrative ouverte contre le maire de Ténès, il avait préparé l'arrêté de suspension contre ce maire, et

indiquant les causes qui retardaient la publication de son arrêté ; que le préfet terminait sa dépêche par la recommandation de surveiller les opérations du lendemain, de manière à déjouer toute tentative de fraude, et par l'expression de son amitié pour le sieur Lauprêtre ; — Considérant qu'une grande publicité a été donnée au télégramme du préfet, non seulement à Ténès, mais aussi dans deux localités voisines, et qu'il est établi, par l'ensemble des pièces jointes au dossier, qu'une semblable intervention du chef de l'administration départementale, en faveur de l'un des candidats, a eu, sur le résultat du scrutin, l'influence qu'elle était de nature à exercer ; qu'en présence de la faible majorité obtenue par le sieur Lauprêtre, il y a lieu d'annuler son élection ;

Décide : — Art. 1er. L'élection du sieur Lauprêtre est annulée.

MM. BERGER, *prés.*; WORMS, *rap.*; PICHAT, *com. du gouv.* — Mes FRÉMY et RIGOT, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

17 février 1903

Contrat de transport, avarie ou perte partielle, fin de non-recevoir, art. 105 C. com., délai, formes, inobservation, nullité.

Les conditions de forme et de délai prescrites par l'art. 105 C. com., en cas de réclamation pour avarie ou perte partielle, doivent être rigoureusement observées.

(Cie P.-L.-M. c. Roussel et Coste)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen ; — Vu l'art. 105 C. com. ; — Attendu que les conditions de forme et de délai prescrites par l'art. 105 C. com., en cas de réclamation pour avarie ou perte partielle, doivent être rigoureusement observées ; — Attendu qu'il est constant en fait et non contesté, d'une part, que les destinataires, à l'appui de leur action contre la compagnie P.-L.-M., alléguaient un manquant de 6 caisses de pétrole sur une expédition de 140 caisses, c'est-à-dire une

perte partielle, et, d'autre part, qu'ils n'ont pas notifié à la compagnie leur protestation motivée dans les trois jours de la réception des marchandises et du paiement du prix de transport, par acte extra-judiciaire ou par lettre recommandée ; — Attendu, dans ces circonstances, qu'en rejetant l'exception tirée de l'art. 105 C. com. par la compagnie P.-L.-M., le jugement dénoncé a violé le dit article ;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur le second moyen : – Casse le jugement du tribunal de commerce de Constantine du 15 février 1901.

MM. BALLOT-BEAUPRÉ, *prem. prés.* ; CHÉVRIER, *rapp.* ; SARRUT, *av. gén.* — Me LABBÉ, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

6 avril 1903

Obligation, vices du consentement, violence, preuve.

Les présomptions admises pour établir le dol et la fraude sont admissibles également pour établir la violence, qui doit être assimilée au dol quand elle est exercée pour arracher un consentement ;

Ainsi les juges du fait ont pu régulièrement déduire, et des termes d'une lettre de la femme à son mari, produite par celui-ci, et des circonstances de la cause souverainement appréciées par eux, la preuve de la violence morale exercée sur ladite dame par son mari pour obtenir d'elle la reconnaissance d'un paiement purement fictif ; relever les caractères de cette contrainte, susceptible de vicier le consentement, dans la menace d'une poursuite correctionnelle pour adultère, en constatant que la plainte portée par le mari, qui constitue incontestablement en elle-même l'exercice d'un droit, mais nullement une voie légale pour assurer au plaignant sa libération des obligations pécuniaires résultant à sa charge des conventions matrimoniales, avait été, dans l'espèce, employée par le mari comme un moyen d'intimidation en vue d'extorquer à sa femme la quittance fictive d'une partie de ses reprises.

(Noirot c. Époux Boussu)

ARRÊT

LA COUR, — Sur les deux moyens réunis, tirés de la violation des art. 212, 217, 252 § 5, 1109, 1111, 1112, 1114, 1123, 1125, 1134, 1312, 1319, 1322, 1323, 1341, 1347, 1353, 1365, 1437, 1595 C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810; — Attendu, en fait, que, dans la liquidation, après divorce, de la communauté ayant existé entre la défenderesse éventuelle et le demandeur, celui-ci s'est prévalu d'une quittance sous seing privé à lui délivrée par sa femme le 24 septembre 1896, date postérieure à l'ouverture de l'instance en divorce et antérieure au jugement qui a fait droit à cette demande, et aux termes de laquelle la dame Noirot aurait reçu à la date indiquée 13,550 fr. à déduire de ses reprises; — Attendu que, d'après l'arrêt attaqué, s'il paraît établi que la dame Noirot a réellement touché une somme de 5,000 fr. faisant l'objet d'un reçu daté du 16 septembre 1896 et destinée à subvenir à ses besoins personnels au moment où, l'instance engagée, elle s'éloignait du domicile conjugal, par contre, la somme de 13,350 fr. qui fait l'objet de la quittance du 24 septembre ne lui a point été effectivement payée, cette quittance n'ayant été signée par ladite dame que sous le coup d'une plainte en adultère qui a été retirée par le mari après la remise de cette même pièce; — Attendu, en droit, que les présomptions admises pour établir le dol et la fraude sont admissibles également pour établir la violence, qui doit être assimilée au dol quand elle est exercée pour arracher un consentement; qu'ainsi, les juges du fait ont pu régulièrement déduire, et des termes d'une lettre de la défenderesse éventuelle à son mari, produite par celui-ci, et des circonstances de la cause souverainement appréciées par eux, la preuve de la violence morale exercée sur la dame Noirot par le demandeur pour obtenir d'elle la reconnaissance d'un paiement purement fictif; qu'ils ont pu relever les caractères de cette contrainte, susceptible de vicier le consentement, dans la menace d'une poursuite correctionnelle pour adultère, en constatant que la plainte portée par le mari, qui constitue incontestablement en elle-même l'exercice d'un droit, mais nullement une voie légale pour assurer au plaignant sa libération des obligations pécuniaires résultant à sa charge des conventions matrimoniales, avait été, dans l'espèce, employée par Noirot comme un moyen d'intimidation en vue d'extorquer à sa femme la quittance fictive d'une

partie de ses reprises ; — Attendu que, dans la situation ainsi déterminée en fait et en droit, la décision de la Cour d'Alger, refusant de faire état de la quittance du 24 septembre 1896, se trouve justifiée à un double point de vue : d'une part, en ce que cette quittance n'était que fictive et n'avait été obtenue que par la violence ; d'autre part, en ce que cette même quittance tendait à établir, non le paiement d'une dette certaine et exigible, mais un paiement partiel des reprises de la femme, lequel n'aurait pu être valablement reçu par celle-ci avant la dissolution du mariage, la disposition de l'art. 252 § 5 C. civ. ne pouvant avoir pour effet de valider rétroactivement un acte intervenu au cours de l'union conjugale et modificatif de conventions matrimoniales, et n'avait pu, d'ailleurs, profiter à la signataire du reçu principal puisqu'il n'avait pas été réellement effectué ; qu'en conséquence, l'arrêt attaqué, qui est, d'ailleurs, dûment motivé, n'a violé aucune des dispositions visées au pourvoi ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi contre l'arrêt d'Alger du 14 février 1901.

MM. TANON, *prés.*; FOCHIER, *rap.*; FEUILLOLEY, *av. gén.* — Me LEGENDRE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

24 janvier 1903

Appel correctionnel, appel interjeté par le seul prévenu, confiscation non mentionnée dans le dispositif, erreur du greffier, Cour d'appel, pouvoirs.

Quand un prévenu a interjeté seul appel d'un jugement, l'observation faite par le procureur général devant la Cour d'appel que la confiscation des objets saisis avait été prononcée en première instance, mais qu'elle n'avait pas été insérée sur la minute du jugement par suite d'une erreur matérielle du greffier, n'autorise pas la Cour, à défaut d'appel régulièrement interjeté dans les délais de la loi par le ministère public, à modifier le dispositif du jugement de première instance tel qu'il avait été signé par les magistrats qui l'avaient rendu et par le greffier, en y ajoutant, au préjudice du prévenu, une peine que la minute ne contenait pas.

(Sintès)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen pris de la violation de l'art. 107 de la loi du 19 brumaire an VI, en ce que l'arrêt de la Cour d'appel d'Alger aurait omis de prononcer la confiscation des objets saisis : — Vu l'avis du conseil d'État du 12 novembre 1806 ; — Attendu que Sintès, sujet espagnol, poursuivi à la requête du procureur de la République d'Alger pour avoir omis de soumettre au contrôle des bourses d'argent de provenance étrangère, a été condamné par le tribunal correctionnel d'Alger à une amende de 200 fr. par jugement du 15 mai 1902 ; — Attendu que Sintès a seul appelé de ce jugement ; — Que le procureur général près la Cour d'appel d'Alger, tout en ayant laissé expirer le délai que lui conférait l'art. 205 C. instr. crim., a fait remarquer devant la Cour d'appel que la confiscation avait été prononcée en première instance, mais qu'elle n'avait pas été insérée sur la minute du jugement par suite d'une erreur matérielle du greffier ; — Attendu que cette observation du procureur général, à défaut d'appel régulièrement interjeté dans les délais de la loi par le ministère public, n'autorisait pas la Cour d'appel, saisie du seul appel du prévenu, à modifier le dispositif du jugement de première instance tel qu'il avait été signé par les magistrats qui l'avaient rendu et par le greffier, en y ajoutant, au préjudice du prévenu, une peine que la minute ne contenait pas ; — Attendu qu'en se bornant à dire que ce jugement serait exéuté dans toutes ses dispositions, l'arrêt n'a en rien violé l'art. 107 de la loi du 19 brumaire an VI invoqué par le pourvoi ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi du procureur général d'Alger contre l'arrêt de la Cour d'appel d'Alger, chambre correctionnelle, en date du 17 octobre 1902.

MM. LŒW, *prés.* ; CHAMBAREAUD, *rap.* ; BONNET, *av. gén.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

24 avril 1902

Djemaâ de douar, commune de plein exercice, représentation en justice, maire.

Sous le régime de la loi du 5 avril 1884, auquel l'art. 164 de ladite loi soumet, en principe, les communes algériennes

de plein exercice, les sections de commune, comme la commune elle-même, sont représentées en justice par le maire autorisé à cet effet par le conseil municipal, sauf le cas où, les intérêts d'une section étant contraires à ceux de la commune ou d'une autre section, la section intéressée est représentée par une commission syndicale élue pour la circonstance (1) ;

Il en est ainsi alors même que la section de commune est formée par un douar indigène, le maire agissant valablement en son nom, sans qu'il soit nécessaire de consulter préalablement la djemaâ (2) ;

L'arrêté du gouverneur général de l'Algérie du 11 septembre 1895, sur les attributions des djemaas, ne concerne que les djemaâs établies dans les communes mixtes ou dans les communes indigènes, mais ne s'applique pas aux djemaâs des douars rattachés à des communes de plein exercice (3).

(Commune de Morris c. Boubir)

ARRÊT

LA COUR, — Sur l'unique moyen du pourvoi : — Vu l'art. 161 de la loi du 5 avril 1884 ; — Attendu que, sous le régime de la loi du 5 avril 1884 auquel l'art. 164 de ladite loi soumet, en principe, les communes algériennes de plein exercice, les sections de commune, comme la commune elle-même, sont représentées en justice par le maire autorisé à cet effet par le conseil municipal, sauf le cas où les intérêts d'une section sont contraires à ceux de la commune ou d'une autre section, cas dans lequel la section intéressée est représentée par une commission syndicale élue pour la circonstance et qui choisit parmi ses membres un président chargé de suivre l'action ; — Attendu qu'il résulte des constatations du jugement attaqué : 1° que le douar des Beni-Urgine forme une section de la commune de plein exercice de Morris et qu'un communal de 3,000 hectares lui appartient en propre ; 2° que les défendeurs à la cassation, tous indigènes du douar, ont été poursuivis en dommages-intérêts, à la requête du maire autorisé à cet effet

(1 à 3) V. la décision attaquée, trib. civ. Bône 29 juin 1900 (*Rev. Alg.*, 1901. 2. 251) et la note.

par le conseil municipal, pour avoir commis sur ledit communal des actes individuels d'usurpation en y pratiquant des labours ; — Attendu que le jugement déclare que le maire était sans qualité pour exercer ces actions, sous prétexte que la djemaâ du douar n'avait pas été préalablement appelée à délibérer sur le litige ; qu'il se fonde sur ce qu'en vertu de l'art. 164 de la loi du 5 avril 1884, les dipositions de l'arrêté pris le 11 septembre 1895 par le gouverneur général de l'Algérie, concernant les attributions des djemaâs, seraient applicables au douar des Beni-Urgine ; — Mais attendu que si l'art. 164 de la loi du 5 avril 1884, tout en plaçant les communes algériennes de plein exercice sous le régime municipal de la métropole, en a excepté les dispositions relatives à la représentation des indigènes musulmans, cette représentation a été réglée par les art. 1 à 6 du décret du 7 du même mois qui ont institué des conseillers municipaux et des adjoints indigènes ; — Attendu que, d'autre part, ce même décret, par son art. 7, a chargé le gouverneur général de pourvoir par des arrêtés délibérés en conseil de gouvernement à la création et à l'organisation des communes mixtes et des communes indigènes ; — Que l'arrêté organique du 11 septembre 1895 a été pris en exécution de l'art. 7 susdit, et que les attributions qu'il confère aux djemaâs en vue d'assurer la représentation des collectivités indigènes qui ont des biens propres ou des intérêts distincts de ceux des autres habitants de la commune concernent seulement les djemaâs établies dans les communes mixtes ou dans les communes indigènes ainsi que l'arrêté le porte expressément ; — Que, dès lors, on ne sauraient ni rattacher l'arrêté dont s'agit à l'art. 164 de la loi du 5 avril 1884, ni appliquer ses dispositions aux douars des communes de plein exercice, ainsi que le jugement l'a déclaré à tort ; — Attendu enfin que si l'art. 164 précité a réservé aussi les dispositions spéciales qui concernent la constitution de la propriété communale, les formes et conditions des acquisitions, échanges, aliénations et partages, cette réserve se réfère à l'arrêté organique du 4 novembre 1848 et aux autres textes législatifs relatifs à la dotation immobilière que les communes algériennes tiennent de l'État ; — Qu'à aucun point de vue ces dispositions sont applicables dans l'espèce ; — Que, notamment, elles ne dérogent pas aux règles générales suivant lesquelles le maire exerce les actions judiciaires intéressant la commune ou les sections de la commune ; — D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait, le jugement attaqué a faussement interprété et, par suite, a violé l'art. 164 ci-dessus visé ;

Par ces motifs : — Casse le jugement du tribunal civil de Bône du 20 juin 1900.

MM. BALLOT-BEAUPRÉ, *prem. prés.*; FAURE-BIGUET, *rap.*; SARRUT, *av. gén.* — Mes BOUCHIÉ DE BELLE et CLÉMENT, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

5 mai 1902

Appel civil, Algérie, délai, loi du 3 mai 1862, inapplicabilité.

La loi du 3 mai 1862 ramenant à deux mois le délai d'appel en matière civile n'est pas applicable à l'Algérie, où ce délai reste fixé à un mois, conformément à l'art. 56 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 (1).

(Benchikou c. Préfet de Constantine)

ARRÊT

LA COUR, — En ce qui concerne la tardivité et, par suite, la non recevabilité de l'appel : — Attendu que la procédure à suivre, dans les instances civiles, en Algérie, a été réglée, en 1842, par l'ordonnance, ayant force de loi, du 26 septembre de la même année ; — Que le délai pour interjeter appel, en matière civile, d'un jugement du tribunal est, aux termes de l'art. 56 de ladite ordonnance, par abréviation de celui de trois mois alors fixé pour la métropole par l'art. 443 C. pr. civ., d'un mois à compter de la signification soit à personne, soit au domicile réel ou d'élection, dudit jugement ; — Attendu que l'ordonnance, ayant force de loi, du 16 avril 1843, qui a déclaré exécutoire, sous certaines modifications, en Algérie, le Code de proc. civ., a, par son art. 16, maintenu, sous la qualification de délai de trente jours, celui d'un mois établi par l'art. 56 précité ; — Attendu que la loi du 3 mai 1862, qui a substitué au délai d'appel de trois mois de l'ancien art. 443 C. pr. civ. celui de deux mois, n'est applicable qu'aux jugements des tribunaux civils de la métropole ; — Qu'elle n'a pu d'abord abroger les art. 56 et 16, sus-

(1) Jurisprudence constante. — Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, notes sous l'art. 56 de l'ordonnance du 26 septembre 1842.

indiqués, ce qui est d'autant plus significatif que le décret du 24 juin 1900, sur les ajournements en Algérie, a expressément abrogé les art. 5, 6, 7, 9 de l'ordonnance du 16 avril 1843 sur ces ajournements ; — Qu'elle n'a pu, ensuite, logiquement augmenter pour l'Algérie, en le portant de un à deux mois, le délai d'appel, qu'elle réduisait pour la métropole de trois à deux mois ;

Attendu que celui dans lequel le sieur Benchikou devait, à peine de déchéance, déférer à la Cour le jugement contradictoire du tribunal civil de Constantine, du 4 avril 1901, enregistré, était donc, comme le prétend l'intimé et comme l'on décidé de nombreux arrêts de la Cour d'Alger, antérieurs ou postérieurs à celui de la chambre des requêtes du 5 août 1874, qui consacre la même solution, d'un mois à compter de la signification soit à personne, soit au domicile réel ou d'élection dudit jugement (D. P. 76. 1. 17) ;

Attendu que cette signification a été faite à avoué, c'est-à-dire au domicile d'élection du sieur Benchikou, par acte du palais du 2 juillet 1901, et audit sieur Benchikou, parlant à sa personne, à son domicile réel à Constantine, par exploit du 8 juillet 1901, enregistré ; — Attendu que l'appel qu'il a interjeté, par exploit du 17 août 1901, enregistré, du jugement déféré a eu lieu plus d'un mois après les dites significations ; — Qu'il est, dès lors, tardif, par conséquent, non recevable ;

Quant aux dépens : — Attendu qu'ils doivent être supportés, aux termes des art. 130 et 470 C. pr. civ. par le sieur Benchikou ;

Par ces motifs : — Rejette comme tardif, par conséquent non recevable, l'appel du sieur Benchikou Mohamed Saïd ben Hocine, défaillant ; — Dit que le jugement déféré sera exécuté ; — Condamne le sieur Benchikou Mohamed Saïd ben Hocine à l'amende et en tous les dépens.

MM. MÉROT, *ff. prés.* ; MARTIN, *av. gén.* — Me LEMAIRE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

29 décembre 1902

Compétence civile, élection de domicile dans un acte de procédure, attribution.

L'élection de domicile faite dans un simple acte de procédure par l'une des parties en litige n'attribue pas juridiction au tribunal du lieu où le domicile est élu.

(Attali c. M'Ahmed Haïm)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les premiers juges déclarent, par erreur, dans le jugement déféré que ce sont Abraham de Guenoun Attali et fils qui, dans l'acte extra-judiciaire du 19 juillet 1901, enregistré, ont élu domicile en l'étude de l'huissier Karouby, de Constantine ; — Attendu que cette élection de domicile a été faite pour M'Ahmed ben El Haïm dans deux exploits, enregistrés, qui ont été notifiés à la requête de ce dernier à Abraham de Guenoun Attali et fils le 16 juillet 1901 ; — Attendu, d'ailleurs, que ces deux exploits contiennent notification pure et simple, sans commandement, à Abraham de Guenoun Attali et fils, des exécutoires de taxes délivrés par les juges de paix de Taher et de Djidjelli, pour frais de garde dus à M'Ahmed ben El Haïm ; — Mais attendu qu'il importe peu que ce soit Abraham de Guenoun Attali et fils ou M'Ahmed ben El Haïm qui aient élu domicile chez l'huissier Karouby de Constantine ; — Que les motifs sur lesquels se sont basés les premiers juges, pour se déclarer incompétents, n'en doivent pas moins être maintenus et leur jugement confirmé ; — Attendu, en effet, que c'est à bon droit qu'ils ont décidé que l'élection de domicile faite, au cours d'un litige, dans un acte extra-judiciaire par une seule des parties ne peut avoir pour effet de soustraire l'autre à ses juges naturels ; — Attendu que M'Ahmed ben El Haïm, en élisant domicile dans les deux actes précités n'a pas ouvert à Abraham de Guenoun Attali et fils la faculté de saisir le tribunal civil de Constantine de l'opposition à taxes sur laquelle cette juridiction pouvait être appelée à juger ; — Attendu que l'élection de domicile dans un simple acte de procédure n'attribue pas juridiction au tribunal du lieu où le domicile est élu ;

Par ces motifs et ceux non contraires des premiers juges : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme seulement ; — Et sans s'arrêter aux fins, moyens et conclusions des appelants qui sont rejetés comme mal fondés et dont les appelants sont déboutés ; — Dit bien jugé, mal appelé ; — Confirme purement et simplement le jugement rendu par le tribunal civil de Constantine, le 13 novembre 1901, dont est appel ; — Condamne les appelants à l'amende et aux dépens.

MM. WURTZ, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes LÉVY et ESCRIVA, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

23 décembre 1902

Compétence civile, demande en responsabilité contre une commune, délit civil fondé sur le droit commun, tribunaux civils.

Est de la compétence des tribunaux civils la demande dirigée par un particulier contre une ville qui n'entraîne ni l'interprétation, ni le contrôle, ni la critique d'un acte administratif, mais qui est uniquement basée sur les art. 1382 et 1384 C. civ. (1);

Les règles relatives à la responsabilité de l'État envers les particuliers ne sont pas applicables à la responsabilité des communes envers ces mêmes particuliers (2);

Il n'est pas dérogé par les dispositions des lois relatives à l'organisation municipale aux règles contenues dans les art. 1382 et 1384 C. civ. (3);

Il n'y a pas à distinguer, pour l'application de ces règles aux communes, suivant la nature des actes ou des fautes de leurs préposés, dès qu'ils ont agi, en cette qualité, en vertu d'ordres à eux régulièrement donnés par l'autorité communale (4).

(Commune d'Alger c. Sudaka)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel de la commune d'Alger, à l'encontre du jugement du 2 février 1901, qui a rejeté l'exception d'incompétence des tribunaux ordinaires pour connaître du litige, opposée par la dite commune à la demande en responsabilité et en dommages-intérêts dirigée contre elle et la chambre de commerce d'Alger par le sieur Mardoché Sudaka, est recevable;

Sur les conclusions de la chambre de commerce tendant à ce qu'il lui soit donné acte de ce qu'elle déclare s'en remettre à justice, et à ce que la partie succombante soit condamnée aux dépens envers elle; — Attendu que ces conclusions ne sont l'objet d'aucune contestation; — Que rien ne s'oppose d'ailleurs à ce qu'elles soient accueillies;

(1 à 4) V. les décisions citées dans le corps de la décision rapportée.

Sur le mérite de l'exception opposée ; — Attendu que la demande du sieur Sudaka contre la commune n'entraîne ni l'interprétation, ni le contrôle, ni la critique d'un acte administratif ; — Qu'elle ne met pas en question le sens, la régularité, la légitimité des réglements sur les concessions d'eau de la ville d'Alger, approuvés par le préfet ; le retrait par le maire en vertu du premier de ces règlements des concessions consenties à la chambre de commerce d'Alger, les instructions données au service des eaux pour l'exécution de ce retrait ; — Qu'elle ne porte aucune espèce d'atteinte à ces règlements, retrait, instructions ; — Qu'elle est uniquement basée, dans les termes de l'art. 1382 C. civ., c'est-à-dire du droit commun, sur la faute qu'aurait commise l'aide-garde des eaux indigènes, chargé par la commune d'arrêter l'eau aux hangars-abris de la chambre de commerce, et sur la responsabilité, dans les termes de l'art. 1384 C. civ., c'est-à-dire du droit commun, de la commune, à raison de cette faute de son préposé, et de l'inondation qui en aurait été la conséquence ;

Attendu que les règles relatives à la responsabilité de l'État envers les particuliers ne sont pas applicables à la responsabilité des communes envers ces mêmes particuliers ; — Qu'il n'est pas dérogé par les dispositions des lois relatives à l'organisation municipale aux dispositions des art. 1382 et 1384 C. civ. ; — Qu'il n'y a pas à distinguer, pour l'application de celles-ci aux communes, suivant la nature des actes ou des fautes de leurs préposés, dès qu'ils ont agi, en cette qualité, en vertu d'ordres à eux régulièrement donnés par l'autorité communale ;

Sic : Arrêts du tribunal des conflits du 7 mars 1874 (D. P. 74. 3. 54) ; de la Cour de cassation : 16 mars 1881 (D. P. 81. 1. 194) ; 10 juin 1884 (Sir. 85. 1. 165) ; 17 décembre 1895 (D. P. 96. 138) ; 23 juin 1897 (D. P. 97. 1. 480). Alger, 31 janvier 1888 (*Rev. Alg.*, 1888. 2. 334) ; — Attendu qu'il résulte des considérations qui précèdent que l'exception opposée par la commune est mal fondée, et qu'il n'y a pas lieu, par suite, de maintenir la décision par laquelle les premiers juges se sont déclarés compétents pour connaître du litige, à défaut d'acte administratif à interpréter, et ont enjoint aux parties de conclure au fond ;

Quant aux dépens : — Attendu qu'ils doivent être supportés, aux termes des art. 130 et 470 C. pr. civ., par la partie qui succombe ;

Par ces motifs et ceux des premiers juges ; — Dit l'appel recevable ; — Le rejette comme mal fondé ; — Donne acte à la chambre de commerce d'Alger dans les termes sus-indiqués de ses déclaration et demande ; — Confirme le jugement

déféré ; — Ordonne qu'il soit exécuté dans toutes ses dispositions ; — Condamne la commune d'Alger aux dépens de première instance et d'appel.

MM. MÉROT, *ff. prés.*; VANDIER, *subst. du proc. gén.* — Mes BROUSSAIS et HUART, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

30 mai 1902

Désertion, militaire, recel, texte applicable, loi du 24 brumaire an VI.

Le délit de recel d'un soldat déserteur est puni par l'art. 4 de la loi du 24 brumaire an VI, non abrogé par les lois sur le recrutement de l'armée, ni par le Code de justice militaire du 9 juin 1857.

(Grandet)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'il est établi par l'information et les débats que le nommé Lesage, fusilier à la 4e compagnie de disciplice, a quitté son corps le 5 décembre 1901 et s'est rendu chez Grandet qui l'a reçu, lui a donné asile et l'a conservé dans sa maison jusqu'au 9 janvier 1902, connaissant sa situation de militaire absent de son corps et déserteur ; — Attendu que ce fait ne tombe pas sous l'application du § 2e de l'art. 242 C. just. milit. visé par les premiers juges, lequel ne punit que l'individu non militaire qui a provoqué ou favorisé la désertion, et non celui qui a commis le délit différent résultant du recel d'un homme astreint au service militaire; — Attendu que le recel d'un insoumis est punie par l'art. 74 de la loi du 15 juillet 1889, tandis que le recel d'un déserteur est réprimé par l'art. 4 de la loi du 24 brumaire an VI ; — Attendu que ce dernier article n'a été abrogé, en ce qui concerne le recel de déserteur, ni par l'art. 242 C. just. milit. qui ne prévoit pas ce délit, ni par les lois successives sur le recrutement ; — Attendu que la loi de brumaire an VI édicte des peines supérieures à celles prononcées par les premiers juges, mais que, en l'absence d'un appel du ministère public, la Cour ne peut que constater l'erreur commise sans la réparer ;

Par ces motifs : — Dit que le délit dont Grandet s'est rendu coupable constitue le délit de recel de déserteur puni par l'art. 4 de la loi du 24 brumaire an VI.

MM. LALOË, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

23 décembre 1902

Responsabilité, Tunisie, fonctionnaire, conditions, contrôleur civil, indigènes, refus de l'impôt, incarcération, État tunisien.

Le fonctionnaire public qui cause à autrui un préjudice à raison de l'exercice de l'autorité publique dont il est investi n'est exposé à une action civile en dommages-intérêts que tout autant qu'une faute grave, inexcusable, peut lui être personnellement reprochée ;

En Tunisie, n'encourent aucune responsabilité le contrôleur civil et le caïd qui ont fait incarcérer des indigènes, en vertu d'ordres supérieurs, pour refus de paiement de l'impôt ;

Le gouvernement tunisien n'est pas tenu des fautes qu'auraient personnellement commises des agents dans l'exercice normal de l'autorité dont ils sont investis.

(Ben Henda c. Gouvernement tunisien)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que le fonctionnaire public qui cause à autrui un préjudice, à raison de l'exercice de l'autorité publique dont il est investi, n'est exposé à une action civile en dommages-intérêts que tout autant qu'une faute grave, inexcusable peut lui être personnellement reprochée ; — Que, dès lors, avant même de rechercher si les consorts Ben Henda sont, comme ils le soutiennent, des sujets algériens, il importe d'examiner si M. le contrôleur civil Camussi et le caïd Hassouna Ezzaouï ont intentionnellement abusé de leur autorité en faisant incarcérer les appelants ; — Or, attendu qu'en faisant arrêter les consorts Ben Henda pour refus de paiement de l'impôt medjba, les intimés se sont strictement

conformés aux ordres de leurs supérieurs (V. circulaire du ministre des affaires étrangères du 20 janvier 1869 et lettres de la résidence générale des 4 août 1893, 12 décembre 1896, 8 mai 1897, 9 juillet et 14 septembre 1898) ; — Qu'il résulte, en effet, de cette correspondance que M. le contrôleur civil de Souk-el-Arba a été invité, à plusieurs reprises, par M. le résident général, à maintenir, malgré leurs protestations, l'inscription des consorts Ben Henda sur le rôle de la medjba ; — Que la conséquence de cette inscription était nécessairement de les rendre passibles d'incarcération au cas de refus de payement de cet impôt; — Que dès lors, en admettant que l'arrestation des consorts ben Henda ait été illégale, parce qu'en leur qualité de sujets algériens ils ne pouvaient être inscrits sur les registres de la medjba, la responsabilité de cette inscription ne saurait retomber sur M. le contrôleur civil et le caïd Hassouna Ezzaouï qui n'ont en cette occurrence fait qu'exécuter des ordres supérieurs ;

Sur la responsabilité civile de l'État tunisien : — Attendu que le gouvernement tunisien, appelé dans la cause comme civilement responsable des fautes commises par ses agents, MM. Camussi et Hassouna Ezzaouï, doit d'autant mieux, dans l'espèce, être mis hors d'instance, qu'il n'a jamais à répondre des dommages-intérêts causés aux tiers, par une faute personnelle de ses agents, commise dans l'exercice normal d'un acte d'autorité dont ils sont régulièrement investis.

Par ces motifs : — Sans s'arrêter à l'appel des consorts Ben Henda envers le jugement du tribunal civil de Tunis du 14 juin 1899 ; — Confirme ledit jugement pour sortir plein et entier effet ; — Condamne les appelants à l'amende et en tous les dépens.

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; VANDIER, *subst. du proc. gén.* — Mes LEMAIRE et COLIN, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

22 décembre 1902

Divorce, femme mariée, provision ad litem, première instance, appel.

La femme en instance de divorce, à laquelle une provision ad litem *a été accordée en première instance, peut demander*

en appel une provision nouvelle pour faire face non seulement aux frais à exposer devant la Cour mais encore au reliquat des frais faits devant le tribunal.

(Dame Boniche c. Boniche)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que la dame Boniche forme une demande incidente, tendant à l'allocation d'une nouvelle provision *ad litem* de 500 fr. ; — Attendu qu'elle justifie que la première provision de pareille somme, qui lui a été allouée par les premiers juges, est insuffisante pour couvrir les frais de première instance et ceux exposés jusqu'à ce jour devant la Cour ; — Qu'elle justifie en outre que la pension alimentaire qui lui est attribuée est absorbée par les frais de son entretien et qu'elle ne possède pas d'autres ressources ; — Attendu que la femme peut demander en appel une provision nouvelle pour faire face non seulement aux frais à exposer devant la Cour, mais encore au reliquat des frais faits devant le tribunal ; — Qu'il échet donc, en principe, de faire droit à la demande de la dame Boniche ;

Mais attendu que la somme de 500 fr. réclamée par la dame Boniche est exagérée ; — Qu'une somme de 250 fr. sera largement suffisante pour faire face aux frais de l'appel ;

Par ces motifs : — Alloue à la dame Boniche une somme de 250 fr. ; — Condamne Boniche à lui payer ladite somme de 250 fr. ; — Condamne, en outre, Boniche aux dépens.

MM. WURTZ, *prés.* ; DURIEU DE LEYRITZ, *subst. du proc gén.* — Mes REY et MEUNIER, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

24 décembre 1902

Donation, droit italien, acceptation, notification, acte de notoriété, détention du titre de propriété, loi tunisienne, règle locus regit actum.

En droit italien, l'acceptation d'une donation, donnée par acte séparé doit, pour être valable, être notifiée expressément au donateur ;

Il ne peut être suppléé à cette notification par un acte de notoriété ;

La détention, par le donateur, conformément au droit italien, du titre de propriété de la chose objet de la donation ne saurait non plus équivaloir à la notification, par application de la règle locus regit actum, *cette maxime, applicable seulement aux conditions de forme des contrats ne pouvant être invoquée quand il s'agit d'une condition essentielle indispensable à la formation du contrat, à savoir le concours des volontés des parties contractantes.*

(Borsoni c. Marcenaro)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que le simple examen de l'acte du 3 décembre 1894 démontre, à l'évidence, qu'il s'agit d'une donation irrévocable de la nue propriété d'un immeuble ; — Que les époux Giano déclarent, en effet, faire par ledit acte donation irrévocable à leur petite fille mineure Emilia Marcenaro d'un magasin sis à Soliman, rue Haddadine ; — Qu'ils précisent que le moulin à huile installé dans ledit magasin n'est pas compris dans la donation qui ne portera que sur l'immeuble nu ; — Que, s'il est vrai qu'ils se réservent leur vie durant la détention et l'entière jouissance dudit magasin, ils s'interdisent en même temps, par application de l'art. 1050 C. civ. italien, de révoquer cette donation ; — Qu'ils terminent enfin en disant que dès le moment de l'acceptation de la donation la propriété et la possession civile seront transférées à la demoiselle Emilia Marcenaro qui, au décès dûment constaté des donateurs, pourra, par elle ou ses héritiers et successeurs, entrer dans la détention effective et dans la possession dudit magasin, indépendamment de n'importe quel acte ou disposition de la part des héritiers desdits donateurs ; — Attendu que toutes ces clauses exclusives de la constitution d'un legs sont précisément de l'essence de la donation ; — Que c'est ainsi, du reste, que cet acte a été interprété par toutes parties puisque, d'une part, les donateurs soumettaient la validité de la donation à son acceptation et que la donataire s'empressait, d'autre part, d'accepter cette donation par acte authentique du 7 décembre 1894 ; — Attendu que pour être valable, aux termes des dispositions impératives des art. 1057 et 1061 du Code italien, l'acceptation donnée par acte séparé de la donation doit être notifiée

expressément aux donateurs ; — Que ce n'est, en effet, que lorsque les deux volontés concourent pour former consentement que la donation devient irrévocable ; — Attendu que ce concours de volontés ne peut exister que lorsque le donateur a eu connaissance que sa donation était acceptée par le donataire ; que, jusque-là, il peut y avoir coexistence des deux volontés, mais non le concours de ces volontés qui seul forme consentement ; — Attendu que vainement les époux Barsoni cherchent à établir par un acte de notoriété du 19 février 1901 que les donateurs, les époux Giano, étaient présents à l'acte d'acceptation de leur donation par leur petite-fille, du 7 décembre 1894 ; — Que cet acte authentique étant absolument muet sur la présence des époux Giano, il ne saurait, dans une matière de droit strict comme les donations, être prouvé contre et outre le contenu de cet acte ;

Attendu que les époux Borsoni ne sont pas mieux fondés à prétendre que, par application de la règle *locus regit actum*, la détention entre leurs mains du titre de propriété du magasin, objet de la donation, équivaut à la notification aux donateurs de l'acceptation de la donation ; — Que cette règle, applicable seulement aux conditions de forme des contrats, ne saurait être invoquée dans l'espèce où il s'agit d'une condition essentielle indispensable à la formation du contrat: le concours des volontés des parties contractantes ; — Qu'au surplus, pour que la détention des titres de propriété puisse suppléer à la notification exigée par la loi, il eût fallu que les époux Borsoni aient pu prendre effectivement possession de l'immeuble donné ; — Or, attendu que les époux Giano s'étant, leur vie durant, réservé l'usufruit de l'immeuble en question, cette prise de possession ne pouvait être effective qu'à la mort des donateurs, époque par conséquent où l'acceptation de la dame Borsoni ne pouvait plus utilement se produire ; — Que c'est à bon droit que les premiers juges ont annulé la donation du 3 décembre 1894, faute de notification aux donateurs de l'acte d'acceptation de la donataire du 7 décembre 1894 ;

Par ces motifs et ceux non contraires des premiers juges: — Sans s'arrêter à l'appel des époux Borsoni envers le jugement du tribunal civil de Tunis du 5 décembre 1900 ; — Confirme ledit jugement poua sortir plein et entier effet ; — Condamne les appelants à l'amende et en tous les dépens d'appel.

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; VANDIER, *subst. du proc. gén* — Mes LEMAIRE et BORDET, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

1er décembre 1902

Responsabilité instituteur, loi du 26 juillet 1898, État, présomption de faute, preuve contraire, commune, demandeur.

La loi du 26 juillet 1898 qui, en cas d'accident survenu à des enfants dans l'intérieur de l'école, a substitué l'État à la personne des instituteurs, n'a pas modifié le principe qui engage la responsabilité de ces derniers non plus que la présomption de faute édictée à leur égard ;

En conséquence, c'est à l'État d'établir, en vertu de la disposition de l'art. 1384 § 5 C. civ., que l'instituteur n'a pu empêcher le fait qui donne lieu à sa responsabilité ;

Mais c'est au père du blessé à prouver, d'après le droit commun et en l'absence de toute disposition analogue à celle susvisée en ce qui concerne la commune, la faute de celle-ci engageant sa responsabilité ;

Le père de l'auteur de l'accident, encore mineur, doit être maintenu en cause dans l'instance dirigée contre celui-ci, en qualité d'administrateur des biens de son fils.

(Xuereb c. Stora)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Michel Xuereb demande l'infirmation du jugement déféré : 1° en tant qu'il a mis hors de cause Moïse Stora père ; 2° en tant qu'il a décidé que l'enquête ordonnée, avant dire droit, aurait lieu par ses soins ;

Sur le premier point : — Attendu que Michel Xuereb avait assigné Moïse Stora : 1° en son nom personnel ; 2° comme administrateur des biens de son fils mineur Abraham Stora ; — Attendu que le jugement déféré, ne faisant aucune distinction entre ces deux qualités, a purement et simplement mis Moïse Stora hors de cause ; — Attendu que le mineur Stora étant à l'école au moment où l'accident s'est produit, la responsabilité de son père ne saurait être engagée ; — Que l'art. 1384 § 4 C. civ. dispose que les instituteurs sont responsables du dommage causé par leurs élèves pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance ; — Que la loi du 26 juillet 1898

qui a substitué l'État à la personne des instituteurs, n'a pas modifié le principe qui engage la responsabilité de l'instituteur ; — Attendu, dès lors, que Stora père ne saurait être déclaré personnellement responsable ; — Que, de ce chef, il échet de confirmer la décision des premiers juges ; — Mais attendu qu'il est constant et reconnu d'ailleurs par toutes parties que le jeune Stora a, incontestablement, encouru une responsabilité personnelle et peut être obligé de réparer sur ses biens personnels le préjudice qu'il a causé ; — Qu'il convient, par suite, de décider que Stora père sera maintenu dans la cause, en qualité d'administrateur des biens de son fils mineur ; — Attendu, au surplus, qu'il importe peu que le mineur Stora ne possède, à l'heure actuelle, rien en propre, ainsi que le déclare son père, sans en justifier du reste ; que le mineur Stora pourra, avant sa majorité, recueillir des biens personnels dont le père sera alors nécessairement l'administrateur ;

Sur le deuxième point : — Attendu que devant les premiers juges la matérialité de l'accident n'a été contestée par aucune des parties en cause ; — Que la commune et l'État, se rejetant réciproquement de l'une à l'autre la responsabilité de l'accident, ont demandé leur mise hors de cause ; — Que M. le préfet a soutenu que le baquet dans lequel le mineur Stora a pris la chaux qu'il a jeté dans l'œil du jeune Xuereb se trouvait dans la cour de l'école, pour des réparations que la municipalité faisait exécuter en temps scolaire, contrairement à l'usage ; que la responsabilité de la commune était donc seule engagée ; — Que M. le maire, au contraire, a prétendu que, si les travaux ont été exécutés à une époque insolite, c'est sur la demande de l'autorité académique et que l'État, par suite, devait être seul déclaré responsable de l'accident ; — Attendu que les premiers juges, ne trouvant pas dans les documents de la cause des éléments suffisants pour statuer sur les conclusions de la commune d'Alger et de l'État, ont prescrit une mesure préparatoire : — Qu'à cet égard, le jugement déféré porte ce qui suit : — « Avant faire droit au fond, dit d'office que Xuereb est autorisé à prouver : 1° que le baquet de chaux qui s'est trouvé dans la cour de l'école communale y avait été apporté sans que l'administration de l'enseignement ou ses agents ayant qualité pour recevoir cette communication eussent été consultés sur la nécessité des réparations à exécuter en temps scolaire ; réserve à la commune d'Alger la preuve contraire ; 2° que l'instituteur ou surveillant, chargé de garder les élèves, était dans la cour de l'école, lorsque Stora a jeté de la chaux dans l'œil du jeune Xuereb ou sur

d'autres de ses camarades, et qu'il n'a pas prévenu les enfants placés sous sa garde du danger qui pouvait résulter du baquet de chaux laissé à leur portée ; réserve à M. le préfet la preuve contraire » ;

Attendu que c'est à tort que les premiers juges ont décidé que la preuve des faits devant engager la responsabilité de l'État doit être supportée par Xuereb ; — Attendu que quand il s'agit de la responsabilité de l'État, le fardeau de la preuve est exceptionnel ; — Attendu, en effet, qu'aux termes de l'art. 1384 § 5 C. civ., la responsabilité a lieu, à moins que les instituteurs ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui y donne lieu ; — Qu'il existe donc, à l'égard des instituteurs, une présomption de faute ; — Que cette règle n'a point été modifiée par la loi du 26 juillet 1898, qui a substitué l'État à la personne des instituteurs ; — Qu'il y a lieu d'infirmer de ce chef le jugement déféré et de dire que c'est à l'État qu'il incombe de prouver que sa responsabilité n'est pas engagée ;

Attendu que l'État ne peut le faire qu'en établissant que l'accident est le résultat d'un cas fortuit, qu'aucune surveillance de l'instituteur n'a pu empêcher ; — Attendu que c'est à bon droit, au contraire, que les premiers juges ont laissé à Xuereb le fardeau de la preuve des faits devant engager la responsabilité de la commune ; — Qu'il ne s'agit pas, en effet, en ce qui concerne la commune, de l'application de l'art. 1384 C. civ., mais bien de l'art. 1382 du même code ; — Que le fardeau de la preuve incombe donc à Xuereb, demandeur, qui a actionné la commune non en vertu d'un texte spécial, engageant la responsabilité de cette dernière, mais uniquement pour avoir fait exécuter, en temps insolite, des réparations à l'école ; — Mais attendu, toutefois, que si même il était établi que le baquet de chaux a été apporté dans la cour de l'école communale après consultation de l'autorité académique, la responsabilité de la commune, qui n'est point aux ordres de l'académie, serait encore engagée ; — Qu'il est indispensable que Xuereb démontre que la commune d'Alger a commis une faute ; qu'elle s'est montrée imprudente en faisant faire en temps de scolarité des réparations non urgentes et qui auraient pu être ajournées, et en ne prenant pas les mesures suffisantes pour éviter les accidents ; — Qu'il échet, de ce chef, d'infirmer partiellement la décision entreprise ;

Attendu que les responsabilités ne pouvant encore être déterminées, il n'y a point lieu de s'arrêter aux conclusions additionnelles de Xuereb père ès-qualités, tendant à ce que, d'ores et déjà, tous les intimés soient condamnés à lui payer, conjointement et solidairement, la somme de 10,000 fr. à titre

de dommages-intérêts pour le préjudice causé à son fils, mais en réservant auxdits intimés tous leurs droits pour les faire valoir ultérieurement entre eux ; — Attendu qu'il n'y a point lieu davantage de s'arrêter à la demande formulée dans les mêmes conclusions par Xuereb père aux fins de nomination de médecins à l'effet de visiter le mineur Xuereb et d'indiquer les conséquences résultant pour lui de l'accident dont il a été victime ; — Que la Cour estime que l'on peut trouver dans les documents de la cause des éléments suffisants pour fixer le quantum de l'indemnité demandée par Xuereb père quand les responsabilités auront été nettement établies ;

Par ces motifs et ceux non contraires des premiers juges : — Reçoit comme régulier en la forme l'appel interjeté par Xuereb père ès-qualités, et sans s'arrêter aux deux demandes formulées devant la Cour par Xuereb tendant à la condamnation solidaire des intimés en 10,000 fr. de dommages-intérêts et à la nomination de médecins chargés de visiter le jeune Xuereb, demandes non fondées en l'état et qui sont rejetées ; — Dit bien jugé mal appelé, en ce que le jugement déféré : 1° a mis Stora père personnellement hors de cause ; 2° a maintenu en cause l'État et la commune d'Alger ; 3° a dit n'y avoir lieu à la preuve matérielle de jet de chaux par le mineur Stora ; 4° a mis à la charge de Xuereb père ès qualités la preuve des faits devant engager la responsabilité de la commune ; 5° a réservé les dépens ; — Confirme purement et simplement de ces chefs le jugement déféré ; — Dit mal jugé bien appelé, en ce que le jugement déféré a mis Stora père hors de cause, en qualité d'administrateur de la personne et des biens de son fils mineur ; — Infirme de ce chef le jugement déféré et statuant à nouveau : — Dit qu'en ladite qualité Stora père sera maintenu en cause ; — Dit mal jugé, bien appelé, en ce que le jugement déféré a dit d'office que Xuereb père est autorisé à prouver que le baquet qui s'est trouvé dans la cour de l'école communale y avait été apporté sans que l'administration de l'enseignement ou ses agents, ayant qualité pour recevoir cette communication, eussent été consultés sur la nécessité des réparations à exécuter en temps scolaire ; — Dit que la responsabilité de la commune serait encore engagée si même l'autorité académique avait été consultée ; — Dit que Xuereb n'a point à rapporter cette preuve mise à sa charge, mais qu'il doit démontrer que la commune d'Alger a commis une faute engageant sa responsabilité ; — Infirme en conséquence, de ce chef, le jugement déféré ; — Statuant à nouveau : — Dit d'office que Xuereb

père ès-qualités est autorisé à prouver devant le magistrat commis par les premiers juges, lequel en cas d'empêchement sera remplacé par ordonnance rendu en suite de requête, que la commune d'Alger a fait faire en temps de scolarité, à l'école communale de la rue Marengo, des réparations qui auraient pu être ajournées jusqu'aux vacances ; qu'il a été apporté dans ce but dans la cour de l'école un baquet de chaux et que la commune n'a pas pris les mesures suffisantes pour éviter les accidents pouvant résulter de la présence de cette chaux dans la cour ; — Réserve à la commune la preuve contraire ; — Dit encore mal jugé bien appelé, en ce que le jugement déféré a décidé que la preuve des faits devant selon lui engager la responsabilité de l'État incombe à Xuereb ; — Infirme également de ce chef la décision entreprise ; — Statuant à nouveau : — Décharge Xuereb de la preuve des faits que le jugement déféré déclare à tort lui incomber ; — Dit d'office que l'État est autorisé à prouver devant le même magistrat que l'accident est le résultat d'un cas fortuit, qu'aucune surveillance de l'instituteur ou du surveillant chargé de garder les élèves n'a pu empêcher ; — Preuve contraire réservée à Xuereb ; — Renvoie la cause et les parties devant le tribunal civil d'Alger autrement composé pour, sur le vu des enquêtes et contre-enquêtes auxquelles il sera procédé, être par les parties conclu et par ledit tribunal statué ce que de droit.

MM. WURTZ, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes BORDET, BROUSSAIS, JOLY et PROBST, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

31 décembre 1902

Compétence civile, Tunisie, sujet tunisien, présomption, tribunaux tunisiens.

Doit être présumé tunisien l'individu né à Tunis d'un père originaire d'Algérie fixé en Tunisie avant 1865, qui s'y était marié, y avait fait partie, comme sous-officier, puis comme officier, de la milice du bey et qui, loin de réclamer la qualité de sujet français et de solliciter son inscription au consulat de France à Tunis, a constamment plaidé devant les tribunaux tunisiens.

En conséquence, les contestations relatives à sa succession sont aux termes de l'art. 2 et 3 du décret beylical du 31 juillet 1884, de la compétence exclusive des tribunaux tunisiens, alors même que toutes les parties en cause seraient sujets français.

(Ben Moussa c. Beït-el-Mal)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'expertise à laquelle il a été procédé en exécution du jugement interlocutoire du tribunal de Tunis du 4 avril 1900 a suffisamment démontré : — 1° Que le *de cujus* El Hadj Ahmed ben Saïd était né à Tunis d'un père qui, originaire de la tribu des Flissa (Algérie) était venu se fixer en Algérie bien avant 1865 et s'était marié à Djerba ; — 2° Que le dit El Hadj Ahmed ben Saïd a fait partie de la milice du bey ou il a été promu successivement ouda bachi (sous-officier) et boulak bachi (officier) ; — 3° Que loin de réclamer de sa qualité de sujet français et de solliciter son inscription au titre français sur les registres du consulat de France à Tunis, il a constamment soutenu et porté ses différents devant les tribunaux indigènes ; — Que, dès lors, le jugement entrepris a décidé à bon droit que la qualité de sujet français du *de cujus* El Hadj Ahmed ben Saïd n'avait point été établie et qu'à défaut de preuve contraire, ce dernier doit être présumé sujet tunisien ; — Attendu que les consorts Ben Moussa excipent encore en vain de leur qualité personnelle de sujets français pour demander leur renvoi devant la juridiction française ; — Qu'ils oublient, en effet, qu'aux termes des art. 2 et 3 combinés du décret beylical du 31 juillet 1884 (visé par la résidence générale) les successions des sujets tunisiens, musulmans et israélites sont de la compétence des tribunaux religieux de la régence, quelle que soit la nationalité des parties en cause ; — Qu'en se déclarant incompétents les premiers juges ont donc fait une saine application de ce décret beylical ;

Par ces motifs et ceux non contraires des premiers juges : — Sans s'arrêter à l'appel des consorts Ben Moussa envers le jugement du tribunal civil de Sousse du 20 février 1901 ; — Confirme le jugement pour sortir plein et entier effet ; — Déboute les appelants de toutes leurs demandes, fins et conclusions comme non recevables autant que mal fondées ; — Les condamne à l'amende et aux dépens.

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; MARSAN, *av. gén.*
Mes CHARPENTIER et LEMAIRE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

23 avril 1902

Alcools, Algérie, octroi de mer, contestations, juge de paix, compétence, contrainte, prescription, privilège, trésor, redevable, faillite, effets.

En Algérie, les contestations sur l'application du tarif ou sur la quotité des sommes réclamées pour droit d'octroi de mer, de consommation, de fabrication, et les oppositions aux contraintes décernées pour leur recouvrement sont, après consignation des sommes en litige, de la compétence, en premier ou en dernier ressort, du juge de paix et non du tribunal civil (1) ;

La prescription des contraintes décernées pour recouvrement des droits d'octroi de mer, de consommation, de fabrication en Algérie est celle du droit commun, c'est-à-dire la prescription trentenaire (2) ;

L'état de faillite ou de liquidation judiciaire du redevable ne saurait arrêter ou paralyser l'action que le trésor exerce et à raison de laquelle il est privilégié.

(Contributions diverses c. Sultana)

ARRÊT

LA COUR, — En ce qui concerne les prétentions des parties devant les premiers juges : — Attendu que l'administration des contributions diverses demandait la validité de la saisie-arrêt du 23 janvier 1901, enregistrée, à laquelle elle a procédé en vertu d'une contrainte du 2 août 1897, déclarée exécutoire par le juge de paix de Philippeville le même jour, notifiée, par exploits des 26 décembre 1900, 23 janvier 1901, enregistrés, au sieur Sotton, en sa qualité de liquidateur du sieur Sultana ; — Que ce dernier, en défense à cette demande, soutenait : — 1° Principalement que les droits réclamés étaient prescrits aux termes de l'art. 50 du décret du 1er germinal an XIII ou

(1, 2) Comp. sur ces différents points les décisions citées dans le corps de l'arrêt ci-dessus.

tout au moins de l'art. 12 de l'arrêté du ministre de la guerre du 20 septembre 1850 ; — 2° Subsidiairement, qu'ils n'étaient pas dus, la promulgation de la loi du 28 décembre 1895 qui leur sert de base étant postérieure à la fabrication des liqueurs pour lesquelles ils sont demandés ; — 3° Plus subsidiairement, que la saisie-arrêt ne pouvait porter sur les sommes dont une ordonnance du juge-commissaire de la liquidation, en date du 18 décembre 1901, avait ordonné la répartition entre les créanciers vérifiés et affirmés du sieur Sultana ; — Que l'administration, en réponse à ces moyens, excipait de l'incompétence du tribunal sur les questions de prescription et de la légitimité des droits réclamés, ainsi que de l'inapplicabilité à ces droits, tant des art. 50 et 12 précités, que des dispositions légales en matière de faillite ou de liquidation judiciaire ;

Sur la compétence : — Attendu que le juge ordinaire en matière de douanes est, en France, le juge de paix (art. 10 de la loi du 14 fructidor an III ; Dalloz, v° *Douane*, *Rép.* n°s 830 et suiv. ; *Suppl.* n°s 626, 628, 629 ; Req., 8 mars 1887, D. P. 1887, 1,448) ; — Que la législation douanière de l'Algérie est, sauf uniquement des modifications de tarifs, celle de la métropole (art. 2 de l'arrêté du chef du pouvoir exécutif du 11 octobre 1848 ; art. 10 de la loi du 11 janvier 1851 ; Alger, 24 juin 1878, et, sur pourvoi, Req., 21 juillet 1879 ; *Robe*, 1879, p. 5 ; 1881, p. 170) ; — Attendu que l'octroi de mer a été institué par ordonnance du 21 décembre 1844 ; — Que la perception, au profit des communes, des droits en provenant a été confiée aux employés des douanes (art. 5) ; — Que le contentieux relatif à ces droits a été soumis à la législation douanière (art. 6) ; — Que le juge ordinaire, en ce qui concerne l'octroi de mer, est par suite le juge de paix ; — Attendu que l'arrêté du gouverneur général du 27 décembre 1884 n'a, au point de vue judiciaire, rien changé à cet ordre de choses ; — Qu'il s'est borné, en maintenant aux employés des douanes, dans les ports et aux frontières de terre, la perception des droits d'octroi, à charger les employés des contributions diverses de cette perception à l'intérieur ; — Attendu que le décret du 27 juin 1887, s'inspirant de ces précédents pour réglementer la compétence en cette matière, dispose que, après consignation par le redevable du montant des droits à lui réclamés, le juge de paix connaîtra en premier ou dernier ressort, selon que l'importance du litige excèdera ou n'excèdera pas 100 fr. : 1° des contestations relatives à l'application du tarif ou à la quotité des droits dus (art. 37) ; 2° des oppositions aux contraintes décernées pour leur recouvrement (art. 38) ; —

Attendu qu'aux droits d'octroi à percevoir au profit des communes l'art. 32 de la loi de finances du 26 janvier 1892 est venu ajouter, suivant l'expression significative de son rapporteur, des droits de consommation à percevoir au profit du trésor; — Que le rapporteur de cette loi a nettement précisé en ces termes la portée de cette adjonction : « Le projet actuel a été rédigé de manière à ne rien changer à l'organisation du régime de l'alcool en Algérie. Ce tarif a créé une surtaxe au profit de l'État et n'a innové à aucun autre égard » (Sirey, *Lois annotées*, 1892, p. 332 note 91) ; — Que le juge, en premier ou dernier ressort, du contentieux relatif aux droits de consommation, dans les conditions des art. 37 et 38 précités, est, par conséquent, le même que celui du contentieux relatif aux droits d'octroi, dans les mêmes conditions, c'est-à-dire le juge de paix; — Attendu qu'aux taxes d'octroi et de consommation l'art. 19 de la loi de finances du 28 décembre 1895 est venu ajouter en ces termes des droits de fabrication : « Indépendamment du droit d'octroi de mer et du droit de consommation, les absinthes ou similaires, les bitters, les spiritueux de toutes sortes, les spiritueux composés quelconques sont soumis, en Algérie, à un droit de fabrication dont le tarif est fixé comme suit... » ; — Que ces nouveaux droits sont visiblement et intimement liés à ceux d'octroi et de fabrication; — Qu'ils leur sont assimilés par l'art. 19; — Qu'ils sont recouvrés par les mêmes agents, soumis aux mêmes règles; — Qu'ils donnent lieu dans la pratique à des difficultés de même nature; — Qu'ils doivent nécessairement être soumis aux mêmes règles de compétence; — Attendu que les contestations sur l'application du tarif ou sur la quotité des sommes réclamées, pour droit d'octroi de mer, de consommation, de fabrication et les oppositions aux contraintes décernées pour leur recouvrement, sont, en résumé, après consignation des sommes en litige, de la compétence en premier ou dernier ressort, par application des dispositions sus-indiquées spéciales à l'Algérie, du juge de paix, et non par application et dans les termes de de l'art. 88 de la loi du 5 ventôse an XII, de celle du tribunal civil (Zeys, *Des juges de paix algériens*, nos 331, 432 ; Tilloy, *Répertoire alphabétique algérien, Octroi de mer*, no 56 ; Dalloz, *Organisation de l'Algérie*, *Suppl.*, no 383 ; Alger, 4 mars 1895, 12 mai 1897, 17 octobre 1900, *Rev. Alg.*, 1895. 2. 233 ; 1898. 2. 211 ; 1901. 2. 82 ; Alger, 11 mars 1902) ; — Attendu que ces principes, soutenus par l'administration, contredits par le sieur Sotton, liquidateur, une fois établis, il s'agit de les appliquer à la cause ;

Attendu que le sieur Sotton prétendait que les droits réclamés n'étaient pas dus, la promulgation de la loi qui leur sert de base étant postérieure à la fabrication des liqueurs pour lesquelles ils sont demandés ; — Attendu que ces droits sont consacrés par une contrainte régulière ; — Qu'ils ne peuvent être utilement contestés par voie d'opposition ; — Que celle-ci ne peut être utilement soumise en justice qu'après consignation des droits réclamés ; — Attendu que le sieur Sotton n'a satisfait à aucune de ces prescriptions ; -- Attendu que, dans ces conditions, les premiers juges n'avaient pas à surseoir en vue d'une opposition qui n'était pas faite, et d'une consignation qui n'était pas même offerte, sur la validité de la saisie-arrêt, jusqu'à décision du juge de paix concernant la légitimité qui échappait à leur compétence, et qui, faute d'opposition et de consignation, ne pouvait même pas être examinée par le juge de paix lui-même ; — Qu'ils n'avaient qu'à ne pas tenir compte, comme irrégulières, des simples conclusions prises devant eux à cet égard ; — Attendu que le sieur Sotton n'a pas d'ailleurs repris, en appel, à la suite de deux arrêts, contraires à ses prétentions, de la Cour suprême, des 6 novembre 1900, 18 février 1901, lesdites conclusions ; — Attendu qu'il n'y a donc, sous aucun rapport, à tenir compte de celles-ci ; — Attendu que les premiers juges n'avaient à se prononcer que sur la prescription et sur la restriction des effets de la saisie-arrêt ; — Que ces moyens de droit civil et commercial, dégagés de leur élément fiscal, étaient de leur compétence ; — Qu'ils constituent, le premier, une exception en défense à la demande de validité de saisie-arrêt, le second, une atténuation des conséquences de cette validité ; — Que le tribunal juge de l'action était, par lui-même, juge de ces exception et atténuation ; — Attendu que c'est, dès lors, avec raison qu'il s'est déclaré compétent ;

Sur la prescription : — Attendu qu'elle est uniquement déduite devant la Cour de l'art. 12 de l'arrêté du ministre de la guerre du 20 septembre 1850, déclarant prescrits par trois ans sans poursuites les droits dus par les redevables et, de ce que, des 2 et 3 août 1897, dates de la contrainte et du commandement qui l'a suivie, considérés comme actes interruptifs de prescription, au 20 décembre 1900, date d'une opposition par l'administration entre les mains du sieur Sotton, ès-qualités, enregistrée, plus de trois ans se sont écoulés sans poursuites pour le recouvrement du montant de la dite contrainte ; — Attendu, d'abord, que l'article invoqué ne doit s'appliquer qu'aux droits dont, à cette époque, l'administration avait la perception ; — Qu'elle n'a été chargée

qu'en 1884 de celle des droits d'octroi à l'intérieur ; qu'en 1892 et 1895, lors de leur création, de celle des droits de consommation et de fabrication ; — Attendu, en outre, que les droits d'octroi de mer tiennnent lieu, en Algérie, des droits d'octroi de France (Dalloz, v° *Organisation de l'Algérie*, *Suppl.* n° 327); — Qu'ils doivent, dès lors, être soumis à la même prescription ;

— Que celle des droits d'octroi de la métropole est, en l'absence de texte à cet égard, la prescription du droit commun de l'art. 2262 C. civ., c'est-à-dire celle de trente ans (Dalloz, *eod. verbo*, *Suppl.*, n° 266) ; — Attendu, enfin, que la disposition invoquée ne pourrait être invoquée qu'au temps écoulé avant la notification de la contrainte pour lequel il n'y a pas de contestation entre les parties ; qu'elle ne saurait être appliquée au temps écoulé depuis ; — Qu'en effet, une contrainte décernée en exécution de l'art. 239 de la loi du 28 avril 1816 déclarée exécutoire par le juge de paix et régulièrement notifiée est, pour emprunter les termes d'un arrêt de la Cour suprême du 11 décembre 1877, un titre qui donne par lui-même à l'administration le droit de faire tous les actes d'exécution que comporte un jugement, et qui, en l'absence de dispositions contraires concernant cette contrainte, conserve, tant qu'il n'est pas annulé par une décision judiciaire ou éteint par la prescription trentenaire du droit commun, sa force exécutoire (cass., 12 avril 1865 ; 11 décembre 1877 ; 8 mai 1899, D. P., 65. 1. 226 ; 77. 1. 108 ; 1900. 1. 357) ; — Qu'il n'existe pas pour l'Algérie, comme du reste pour la France, de dispositions déclarant prescrites par moins de trente ans les contraintes décernées pour recouvrement de droits d'octroi, de consommation, de fabrication ; — Attendu que l'art. 12 n'est pas, en résumé, applicable à la cause ;

Au fond : — Sur la saisie-arrêt ; — Attendu qu'elle est régulière en la forme, et basée au fond sur un titre exécutoire ; — Qu'il y a lieu d'en prononcer la validité ;

Sur l'application de ses effets aux sommes dont la répartition a été ordonnée par le juge-commissaire ; — Attendu que le sieur Sotton, liquidateur, invoque, pour la faire écarter, les dispositions de l'art. 503, § 2 C. com. aux termes desquelles les créanciers non vérifiés et affirmés ne peuvent prendre part à cette répartition ; — Attendu que les privilèges du trésor sont réglés par des lois spéciales (art. 2098 C. civ.) ; — Que celles-ci l'autorisent à poursuivre, pour en assurer les effets, par voie de contrainte, commandement, saisie-arrêt, sauf seulement opposition, tout redevable ; — Que l'état de faillite ou de liquidation de ce dernier ne peut arrêter ou

paralyser l'action qu'il exerce et à raison desquels il est, aux termes de l'art. 47 de la loi du 1er germinal an XIII, privilégié (arrêt de la cour suprême du 25 avril 1883, cassant un jugement du tribunal civil de Mostaganem ; D. P. 1884. 1. 40) ; — Attendu que les dispositions de l'art. 503 § 2, invoquées par le sieur Sotton ès-qualités, en 1re instance, non reproduites d'ailleurs par lui devant la Cour, ne sont pas, dès lors, opposables à l'administration des contributions diverses ;

Sur les conclusions du sieur Sotton agissant comme tiers saisi, tendant à ce qu'il lui soit donné acte de ce qu'il est prêt à faire sa déclaration affirmative dans le délai que fixera la Cour ; — Attendu qu'elles ne sont l'objet d'aucune contradiction ;—Que rien ne s'oppose à ce qu'elles soient accueillies;

Quant aux dépens de première instance et d'appel : — Attendu qu'ils doivent être supportés, aux termes des art. 130 et 470 C. pr. civ., par le sieur Sotton liquidateur ;

Par ces motifs et ceux non contraires des premiers juges : — Donne itératif défaut, dans les termes sus-indiqués, contre le sieur Antoine Sultana ; — Statuant à son égard par arrêt non susceptible d'opposition, et contradictoirement à l'égard des autres parties en cause : — Dit l'appel recevable en la forme ; — Le rejette comme non justifié du chef de la compétence ; — Confirme le jugement déféré en ce qu'il a écarté cette exception comme mal fondée ; — Dit l'appel justifié sur tous les autres chefs ; — Infirme à cet égard le jugement déféré ; — Ordonne que dans ces termes il soit considéré comme nul et non avenu ; — Prononçant, sous ce rapport, à nouveau : — Valide la saisie-arrêt du 23 janvier 1901 ; — Donne acte au sieur Fleury Sotton de ses déclarations comme tiers saisi ; — Le condamne ès-qualités, etc.

MM. Ducroux, *prem. prés.* ; Martin, *av. gén.* — Mes Le Dentu et Soubiranne, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

4 janvier 1902

Alcools, Algérie, droit de consommation, circulation, contravention, procès-verbal, affirmation, délai, octroi de mer, contentieux, application.

Il résulte des art. 25 et 26 du décret du 27 juin 1887 sur l'octroi de mer en Algérie que, si un délai pour l'affirmation des

procès-verbaux constatant les contraventions en cette matière est, à peine de nullité, imparti à dater de l'heure de la clôture des dits procès-verbaux, il n'en est fixé aucun à dater de la constatation des contraventions, pour leur rédaction ;

Et ces articles n'ont pas été abrogés par les dispositions contraires contenues dans l'art. 25 du décret du 27 juin 1893 sur l'impôt des licences et dans l'art. 19 du décret du 3 mars 1897 sur la fabrication et la vente des spiritueux ;

Ces règles sont applicables aux procès-verbaax dressés pour constater les contraventions aux dispositions du décret du 13 août 1900, sur la circulation des alcools.

(Contributions diverses c. Corneloup)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 25 du décret du 27 juin 1887, portant réglement d'administration publique sur l'octroi de mer en Algérie, les contraventions en cette matière sont constatées par des procès-verbaux dressés à la requête du préfet et affirmés dans les trois jours de leur date, sous peine de nullité ; — Que d'après l'art. 26, ils doivent énoncer la date du jour où ils sont rédigés, le lieu de la rédaction et l'heure de la clôture ; — Attendu qu'il ressort de ces textes que si un délai pour l'affirmation du procès-verbal est, à peine de nullité, imparti à dater de l'heure de sa clôture, il n'en est fixé aucun à dater de la constatation de la contravention pour la rédaction du procès-verbal ; que la latitude laissée au service des contributions diverves s'explique par les recherches que nécessite fréquemment la détermination des éléments des contraventions ; — Attendu qu'il est vrai que le décret du 27 juin 1893, sur l'impôt des licences, dans son art. 25, et celui du 3 mars 1897, sur la fabrication et la vente des spiritueux, dans son art. 19, disposent l'un et l'autre que les procès-verbaux seront rédigés dans les vingt-quatre heures de leur déclaration aux contrevenants ; mais que ces prescriptions spéciales aux matières pour lesquelles elles ont été édictées ne sauraient être considérées comme ayant eu pour effet d'abroger les dispositions plus générales du décret du 27 juin 1887 ; — Attendu, d'ailleurs, que les règles du contentieux de l'octroi de mer, telles qu'elles sont formulées dans ce dernier décret, ont été déclarées applicables aux procès-verbaux dressés pour constater les contraventions aux dispositions du décret

du 13 août 1900, lequel réglemente la circulation des alcools (art. 21 et 22); que c'est précisément une contravention en matière de circulation d'alcool que constate le procès-verbal qui a donné lieu aux poursuites actuelles; — Attendu par suite que les premiers juges ont à tort déclaré que le procès-verbal dressé le 18 janvier 1901 à la charge de Corneloup était nul par le motif que la contravention qu'il relève avait été constatée le 16 du même mois et que le dit procès-verbal n'avait pas été rédigé dans les vingt-quatre heures de sa déclaration; qne ce procès-verbal est régulier; — Qu'il convient donc d'annuler le jugement du tribunal de Blida du 21 juin 1901 et d'évoquer le fond conformément aux dispositions de l'art. 215 C. instr. crim.; — Que la cause est en état de recevoir une solution;

Au fond: — Attendu que des énonciations du procès-verbal dont il s'agit, lequel est régulier et non argué de faux, dressé à la charge de Corneloup le 18 janvier 1901, par les sieurs Martin et Subrini, employés des contributions diverses, il résulte que le prévenu a fait circuler à Oued-el-Aleug une bordelaise pleine et un transport en vidange contenant 564 litres d'eau-de-vie, et ce sans titre de mouvement; — Attendu que ce fait constitue une contravention aux dispositions prescrites en matières de droit de consommation par les art. 13 du décret du 13 août 1900 et 20 de la loi du 28 décembre 1895 (modifié par l'art. 32 de la loi du 13 avril 1898) et punie par l'art. 21 de la loi du 28 décembre 1895; — Qu'il constitue également une contravention aux règles de l'octroi de mer telles qu'elles résultent de l'art. 22 du décret du 27 janvier 1887, art. 27 et 46 de la loi du 28 avril 1816, lesquels ont été rendus applicables à l'octroi de Paris par la loi du 29 mars 1832 et à toutes les communes ayant un octroi par l'art. 9 de la loi du 24 mai 1834, le dit art. 9 ayant été promulgué en Algérie au titre de l'octroi municipal de mer par le décret du 26 décembre 1884; — Attendu qu'il y a donc lieu de faire à Corneloup application des peines prévues par ces articles ainsi que de l'art. 5 de la loi du 13 avril 1900 et de prononcer la confiscation des boissons saisies;

Par ces motifs: — Reçoit l'appel de l'administration des contributions diverses comme régulier en la forme et y faisant droit; — Déclare régulier le procès-verbal dressé le 18 janvier 1901 à la charge de Corneloup par les employés des contributions diverses; — Annule en conséquence le jugement du tribunal de Blida du 21 juin 1901;

Évoquant: — Déclare Corneloup convaincu d'avoir fait circuler des spiritueux sans titre de mouvement; — Délit

prévu par les articles sus visés, et lui faisant application des dits articles ; — Condamne Corneloup : — 1° En une amende de 500 fr. pour fraude au droit de consommation ; — 2° En une amende de 100 fr. pour fraude au droit d'octroi de mer ; — Le condamne aux décimes des dites amendes ; — Déclare valable et régulière la saisie des deux fûts et des 564 litres d'eau de-vie, en prononce la confiscation ; — Condamne en conséquence Corneloup à les remettre à l'administration des contributions diverses ou à en payer la valeur estimative fixée à 250 fr. ; — Rejette comme autant non recevables que mal fondées toutes autres demandes fins et conclusions tant de l'administration des contributions diverses que du sieur Corneloup ; — Condamne l'administration des contributions diverses en tous les dépens.

MM. LALOÉ, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes LE DENTU et BASSET, *av.*

TRIBUNAL DE CONSTANTINE (Ch. correct.)

30 mars 1903

Compétence criminelle, Algérie, relégation, délits visés par l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885, prévenu relégable, incompétence des tribunaux correctionnels.

La disposition de l'art. 1er du décret du 28 mai 1902, aux termes duquel tous les délits commis en territoire civil en Algérie par les indigènes doivent être jugés par les tribunaux répressifs indigènes siégeant au chef-lieu de canton, est générale. Elle ne comporte d'exception qu'autant qu'une loi spéciale a réservé à une autre juridiction, et notamment aux tribunaux correctionnels, la connaissance de certaines infractions ;

Une telle restriction ne se rencontre pas dans la loi du 27 mai 1885. Le tribunal correctionnel est donc incompétent pour juger un indigène prévenu de vol, alors même que les condamnations antérieurement encourues par cet indigène le rendraient passible de la relégation pour son nouveau délit (1).

(1) Un tribunal a voulu conformer sa jurisprudence à celle de la Cour de cassation, sur la question désormais fameuse de la compétence en matière de délits *ad relegationem* commis par les indigènes en territoire civil : il n'a abouti qu'à contredire à la seule solution qui paraisse se dégager avec quelque netteté et quelque constance des arrêts de la chambre criminelle, et à entrer en conflit évident avec la loi du 27 mai 1885.

(Min. pub. c. Benabdelila Mahmoud ben Touami)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que Benabdelila Mahmoud ben Touami, indigène algérien, condamné trois fois pour vol, est poursuivi pour avoir, le 24 février 1903, à Constantine, soustrait

---

En effet, dans le jugement ci-dessus rapporté, le tribunal correctionnel de Constantine prend comme base juridique l'affirmation contenue dans l'arrêt de cassation de la chambre criminelle, du 5 février 1903 (*Rev. Alg.*, 1903. 2. 52), à savoir que, les tribunaux répressifs indigènes connaissant, aux termes de l'art. 1er du décret du 28 mai 1902, de tous les délits commis par des indigènes en territoire civil, il n'en serait autrement qu'autant qu'un texte spécial aurait réservé à une autre juridiction la connaissance d'un délit déterminé (*), et que la loi du 27 mai 1885 ne contient pas une telle restriction. Il en déduit cette conséquence : un indigène prévenu de vol, alors même qu'il a déjà encouru trois condamnations antérieures à plus de trois mois pour le même délit, n'est pas justiciable du tribunal correctionnel (**). C'est parfaitement logique (Voy. la note du confrère G. Massonié. *Journ. des trib. alg* , 19 avril 1903). Mais :

1° C'esl en absolue contradiction avec un grand nombre d'arrêts de la même chambre criminelle, antérieurs ou postérieurs à l'arrêt du 5 février, arrêts aux termes desquels l'indigène relégable doit toujours être déféré au tribunal correctionnel : crim. régl. de j., 15 novembre 1902, *Rev. Alg.*, 1902, 2. 381 ; crim. régl. d. j., 29 novembre 1902, *Rev. Alg.* 1903, 2. 61 ; crim. rej., 21 février 1903 (rejet des pourvois formés par des indigènes condamnés à la relégation par la juridiction de droit commun) ; crim. règl. de j., 6 mars 1903, *Rev. Alg.*, 1903, 2 ;

2° C'est dire que dès lors, dans le territoire civil de l'Algérie, la loi du 27 mai 1885 ne peut plus s'appliquer aux indigènes que dans les cas très exceptionnels où la complicité d'européens entraîne compétence des cours

(*) Remarquons que la formule employée par le tribunal de Constantine n'est pas exactement celle de le Cour de cassation. Le tribunal semble avoir voulu éviter les critiques que nous avons adressées à l'arrêt de la chambre criminelle (Voy. notre *Examen critique de la jurisprudence... Rev. Alg.*, 1903, 1. 31). La formule de l'arrêt du 5 février, beaucoup plus étroite, était celle ci : « Tous les délits commis en territoire civil, en Algérie, par les indigènes, sont jugés par un tribunal répressif indigène établi au chef-lieu de la justice de paix ; cette disposition est générale, et il ne peut y être apporté d'exception que *dans le cas où une loi spéciale aurait expressément reservé aux tribunaux correctionnels la connaissance d'un délit déterminé* ». — Notons aussi que cette même formule est exactement reproduite par l'arrêt de règlement de juges du 6 mars 1903 (*Rev. Alg.*, 1903, 2. 150), quoique cet arrêt apporte, tout à la fin de ses motifs, une autre restriction que les affirmations ne justifient pas et que c'est précisément l'hypothèse en laquelle est intervenu le jugement du tribunal de Constantine.

(**) Rappelons que c'est la solution donnée, pour d'autres motifs, par le tribunal répressif indigène d'Aumale, 23 décembre 1902 (*Rev. Alg.*, 1903, 2. 63. Mais voy. notre critique, (*Rev. Alg.*, 1903, 1).

frauduleusement une montre au préjudice du sieur Hyser Paul ; — Attendu qu'en raison des condamnations antérieures, ledit prévenu est passible de la relégation, dans le cas où, reconnu coupable du fait qui lui est reproché, la condamnation à intervenir serait supérieure à trois mois ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 1er du décret du 28 mai 1902, tous les délits commis en territoire civil en Algérie par les indigènes doivent être jugés par un tribunal répressif siégeant au chef lieu du canton ; — Attendu que cette disposition est générale, qu'elle s'applique à toutes les infractions de quelque nature qu'elles puissent être, à moins qu'une loi spéciale n'ait réservé à une autre juridiction, et notamment aux tribunaux correctionnels, la connaissance de certaines d'entre elles ; — Attendu que cette restriction ne se rencontre pas dans la loi du 27 mai 1885 sur la relégation pour les délits qui y sont visés ; la seule conséquence que l'on doive tirer de l'application de cette loi en Algérie étant que la peine accessoire de la relégation ne peut être prononcée qu'en suite de décisions rendues par les tribunaux ordinaires ; — Attendu que c'est là l'interprétation à laquelle la Cour suprême a, par son arrêt du 5 février 1903, donné l'appui de sa jurisprudence — Attendu que ledit arrêt attribuant aux tribunaux répressifs la pleine connaissance des délits visés par la loi de 1885, il en découle nécessairement que cette compétence doit s'exercer dans tous les cas, aucun argument de droit ne permettant de décider que, compétent pour connaître des première ou deuxième infractions, la juridiction musulmane spéciale cesse de l'être pour une troisième ou une quatrième commise dans des conditions identiques ; — Attendu que juger ainsi serait ajouter au décret du 28 mai 1902 une distinction défavorable au prévenu que le législateur n'y a pas mise et violer cette règle essentielle du droit pénal qui veut qu'en cette matière tout soit de droit étroit ; — Attendu, dès lors, qu'il échet de se déclarer incompétent ;

Par ces motifs : — Se déctare incompétent.

MM. MERCIER, *vice-prés.* ; DE BARRASTIN, *subst.* — Me MASSONIÉ, *av.*

---

d'assises ou des tribunaux correctionnels. C'est bien une abrogation partielle de cette loi, abrogation qui résulterait des décrets du 29 mars et du 28 mai 1902 ; ce qui n'est pas admissible.

Ainsi, pour avoir voulu suivre les règles posées par l'arrêt du 5 février 1903, le tribunal correctionnel de Constantine se heurte à la fois : 1° à la jurisprudence de la chambre criminelle ; 2° à la loi. C'est bien la critique la plus grave qui puisse être adressée à la cour de cassation.

Émile LARCHER.

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

18 juin 1902

Séparation de corps, loi italienne, autorisation de justice, séparation amiable, demande reconventionnelle, recevabilité, statut personnel, tribunaux français, procédure.

D'après les prescriptions de la loi italienne, la séparation de corps à l'amiable sans autorisation de justice doit être déclarée nulle ainsi que le contrat qui en a réglé les conditions ;

Est irrecevable devant la justice française une demande de séparation de corps formée reconventionnellement, les dispositions du Code de procédure français, d'ordre public en cette matière, édictant impérativement que le demandeur devra préalablement appeler en conciliation son conjoint devant le président du tribunal.

(Lotta)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que suivant exploit de Meysonnasse, huissier à Tunis, en date du 5 mai 1902, la dame Giovanna Schero a fait assigner son mari, le sieur Lotta, pour voir homologuer le contrat de séparation amiable intervenu entre eux devant M. le consul d'Italie à Tunis, le 12 octobre 1899, conformément à la loi italienne, qui constitue le statut personnel des parties, et s'entendre condamner à lui payer la somme de 7,500 fr. restant due sur celle de 9,000 fr. qu'il s'est engagé à lui payer aux termes dudit contrat, à titre de transaction pour ses droits et reprises dans la communauté ; — Attendu que le défendeur s'oppose à cette demande parce que, d'après le Code de procédure civile italien, cette homologation ne peut avoir lieu sans une comparution préalable des époux devant M. le président du tribunal à l'effet d'être conciliés si faire se pouvait et parce que le contrat contient deux clauses contraires à la loi ; — Attendu qu'il demande reconventionnellement que la séparation de corps soit prononcée entre lui et sa femme aux torts de celle-ci ;

Attendu qu'il n'est pas contesté que la séparation de corps convenue entre les parties est devenue effective aussitôt après

la signature du contrat qui en réglait les conditions, bien que cet acte n'ait pas été soumis à l'approbation du tribunal ; — Attendu que les époux Lotta sont ainsi restés pendant plus de deux ans en contravention avec la loi de leur pays qui décide que la séparation de corps ne peut avoir lieu à l'amiable sans autorisation de justice ; — Attendu que cette dérogation aux prescriptions absolues du Code italien en cette matière est un motif suffisant pour refuser l'homologation demandée ; qu'il n'y a donc pas lieu d'examiner si les moyens soulevés par le défendeur sont fondés ; — Attendu que, par suite de ce refus, le contrat intervenu entre les parties le 19 octobre 1899 devenant nul, toutes les conventions qui s'y trouvent stipulées deviennent sans effet ; que l'on doit notamment considérer l'association conjugale, qui a pris naissance le jour du mariage des parties, comme n'ayant jamais cessé d'exister ;

En ce qui concerne la demande reconventionnelle de séparation de corps formée par le défendeur ; — Attendu que la justice française ne peut user que des formes prescrites pour la procédure en Algérie ; qu'il faut combiner le statut personnel des parties avec la loi de procédure française ; — Attendu que le sieur Lotta ne peut donc, par un simple acte de conclusions signifié d'avoué à avoué, former lui-même contre son épouse une demande en séparation de corps fondée sur les faits qu'il lui reproche, parce que sa demande ne sert pas de défense à la demande principale de son épouse, qu'elle devient elle même une demande principale et introductive d'instance ; qu'il doit donc se conformer aux dispositions d'ordre public prescrites dans l'intérêt des mœurs et de la société conjugale par les art. 307, 237 et 238 C. civ, ; qu'il doit, aux termes des dispositions impératives de ces articles, appeler son épouse devant le président du tribunal ; — Attendu que cette tentative de conciliation est d'autant plus indispensable que le sieur Lotta en a reconnu lui-même la nécessité ; — Attendu, en effet, qu'il s'est basé sur l'absence de cette formalité pour demander au tribunal de refuser l'homologation de la séparation de corps amiable ;

Par ces motifs : — Déboute les parties de leurs demandes, fins et conclusions ; — Renvoie le sieur Lotta à se pourvoir par instance principale pour obtenir la séparation de corps aux torts de son épouse et pour faire liquider les intérêts des époux.

MM. FABRY, *prés.* ; DE FONBRUNE, *min. pub.* — Me^s^ DE MATTEIS et BEN ATTAR, *av.*

Compétence criminelle, Algérie, tribunaux répressifs indigènes, indigènes, marocains, tunisiens, délits spécifiés à l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885, relégation, Cour d'appel d'Alger ; chambre de revision, pourvoi en cassation du ministre de la justice.

Ayant visé en termes généraux les indigènes et non pas seulement les indigènes algériens, l'art. 1er du décret du 29 mars 1902 doit être nécessairement reconnu applicable à tous les indigènes de race africaine, quelles que soient la région dont ils sont originaires et leur résidence habituelle, s'ils commettent un délit sur le territoire civil de l'Algérie (1re, 2e, 3e et 4e espèces).

Ce texte est applicable notamment aux marocains (1re, 3e et 4e espèces), *et aux tunisiens* (2e espèce) (1).

---

(1) Sur cette question, voy. notre *Traité élémentaire de législation algérienne*, t. I, n° 545, et t. II, *addenda*, p. 708 ; Alger (Ch. de rev.), 27 décembre 1902, *Rev. Alg.*, 1903. 2. 37, et 14 mars 1903, *Rev. Alg.*, 1903. 2. 155, et nos notes.

La question de la compétence des tribunaux répressifs indigènes à l'égard des musulmans originaires de pays autres que l'Algérie ne présente plus d'intérêt immédiat depuis que le décret du 9 août 1903 (*Journ. off.*, 21 août 1903, p. 5870) a attribué compétence à ces tribunaux pour « les délits exclusivement imputables aux indigènes musulmans non naturalisés ou aux étrangers musulmans, dans l'étendue du territoire civil en Algérie ». (Art. 1er, alin. 1). Mais les arrêts ci-dessus rapportés méritent cependant de fixer l'attention en raison de l'étrange façon dont la Chambre criminelle de la Cour de cassation interprète les textes et aussi des bizarres conséquences que comporterait l'affirmation lancée par ces arrêts touchant la signification du mot indigène.

« Quand en Algérie on parle d'indigènes, ce n'est pas des indigènes algériens qu'il s'agit », nous dit la Cour de cassation ; elle casse les arrêts où la Cour d'Alger a eu le très grand tort d'entendre par indigènes les indigènes algériens. Cela contredit quelque peu toutes les notions, non pas juridiques, mais bien simplement linguistiques ou étymologiques que nous avions conservées jusqu'alors. Nous avions la naïveté de croire que *indigène* signifiait « qui est originaire du pays » (voy. Littré, v° Indigène) et que, par conséquent, on n'était indigène que dans le pays où l'on était né. La Chambre criminelle n'hésite pas à rompre avec cette signification trop littérale : il y a des indigènes qui ne sont pas d'ici, des *indigènes étrangers*, comme l'a dit en une remarquable antinomie le procureur général d'Alger dans sa circulaire du 30 mai 1902.

Si l'on abandonne le sens traditionnel et étymologique, que faut-il entendre par « indigènes » ? Ce sont, dit la Chambre criminelle, « tous les

Les tribunaux répressifs indigènes connaissent de tous les délits : il ne peut être apporté d'exception à cette règle que dans les cas où une loi spéciale aurait expressément réservé aux tribunaux correctionnels la connaissance d'un délit déterminé, et il n'en est pas ainsi pour les délits de droit commun visés par l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885. Les tribunaux répressifs sont donc compétents pour statuer sur

---

indigènes de race africaine, quelles que soient la région dont ils sont originaires et leur résidence habituelle ». La signification donnée au mot « indigène » détruisait nos connaissances linguistiques ; ceci abolit complètement nos connaissances ethnographiques. Qu'est-ce donc que cette « race africaine » dont parle la Cour de cassation ? Quels en sont les caractères ? Il n'eût point été inutile de le dire ; car enfin on avait admis jusqu'ici que l'Afrique est habitée par plus d'une race, puisqu'on y trouve des blancs et des noirs, des berbères et des boers, des cafres et des malgaches. Et il n'est pas inopportun de remarquer que les arabes sont venus d'Asie.

Voici maintenant des conséquences nécessaires de l'affirmation de la Chambre criminelle :

1° Les africains, quelle que soit leur religion, quelle que soit leur résidence habituelle — car en effet l'art. 1er du décret du 29 mars 1902 ne distinguait pas — doivent être déférés tous au tribunal répressif indigène : marocains, tunisiens, tripolitains, égyptiens, hottentots, dahoméens, boers, citoyens de la colonie du Cap ou de la République de Libéria.

2° Si ces africains sont musulmans, ils sont français. L'art. 1er du sénatusconsulte du 14 juillet 1865 est formel : « l'indigène musulman est français ». D'où il suit que toute l'Afrique musulmane est, sinon comme territoire, du moins comme population, française. C'est une remarquable annexion : la Chambre criminelle laisse bien loin derrière elle les Chambres de réunion qu'avait instituées Louis XIV.

Nous venons de suivre la Chambre criminelle dans ses affirmations et dans les conséquences que celles-ci comportent pour en montrer l'étrangeté. Nous persistons, quant à nous, à laisser aux mots leur signification étymologique et traditionnelle. Le bon sens nous paraît la première qualité de l'interprète. Quand on parle en Algérie d'indigènes, c'est des indigènes algériens qu'il s'agit, de même que quand en France on parle de citoyens ou d'avocats il faut entendre citoyens français ou avocats français.

Remarquons au surplus que la signification donnée par la Chambre criminelle au mot « indigènes » est démentie par tous les textes, qu'ils émanent du parlement ou du gouvernement : la loi du 30 décembre 1902 défère aux Cours criminelles les crimes exclusivement imputables aux indigènes musulmans non naturalisés ou aux étrangers musulmans, ce qui distingue nettement les deux catégories que nos arrêts prétendent confondre ; et le décret du 9 août 1903 a employé une formule tout à fait semblable pour fixer, en matière de délits, la compétence des tribunaux répressifs.

Les arrêts que nous reproduisons sont donc à classer parmi les bizar-

ces délits, du moment où la condamnation à intervenir n'est pas susceptible de rendre l'indigène immédiatement passible de la peine complémentaire de la relégation (2e et 3e espèces) (1).

Les arrêts rendus par la Cour d'Alger, statuant comme chambre de revision, peuvent être frappés de pourvoi en cassation par le ministre de la justice dans l'intérêt public (4e espèce) (2).

---

reries de la jurisprudence de notre Cour suprême, à côté de celui de la même Chambre criminelle, qui naguère fit du pigeon domestique un animal de chasse ! (Crim. cass., 16 avril 1896 ; Sirey. 1896. 2. 256).

(1) La Chambre criminelle persiste dans sa jurisprudence qui peut se formuler ainsi : si la condamnation que l'indigène va encourir est la dernière de la série en vue de la relégation, cet indigène doit être déféré au tribunal correctionnel ; en tout autre cas il est livré au tribunal répressif. Nous avons combattu, dans nos ouvrages, articles et notes, cette solution, la moins acceptable de toutes celles qui ont été proposées pour la conciliation des décrets du 29 mars et du 28 mai 1902 avec la loi du 27 mai 1885 ; nous y renvoyons. Voy. notamment notre *Traité élémentaire de législation algérienne*, t. I, n° 546, et t. II, *addenda*, p. 709 ; nos articles, *Rev. Alg.*, 1902, 1, 125 et 1903, 1, 30, *Revue pénitentiaire*, 1903, p. 94 ; les arrêts de la Cour d'Alger, 18 décembre 1902, *Rev. Alg.*, 1903, 2, 1 et 14 mars 1903, *Rev. Alg.*, 1903, 2, 113, avec les rapports de M. Fabre de Parrel et nos notes.

Nous nous bornons ici à faire remarquer que la jurisprudence de la Chambre criminelle est en contradiction avec les deux textes en conflit, loi du 27 mai 1885, d'une part, et décrets de 1902, d'autre part. — La loi du 27 mai 1885 doit, aux termes de son art. 20, s'appliquer à l'Algérie. Or elle ne s'applique plus aux indigènes musulmans ni aux « indigènes étrangers » (*isto sensu*), puisque ces deux catégories de personnes, prévenues de vol, escroquerie, etc., doivent, en règle, être déférées aux tribunaux répressifs, et que les condamnations prononcées par ceux-ci, juridictions spéciales et exceptionnelles, ne peuvent compter en vue de la relégation. — L'art. 1er du décret du 29 mars 1902, modifié par le décret du 28 mai, dit que « *tous* les délits commis en territoire civil par des indigènes sont jugés par un tribunal répressif indigène... » ; or la Cour de cassation veut que les 3e, 4e ou 7e délits soient déférés au tribunal correctionnel.

Notons que le décret du 9 août 1903 n'a pas tranché — il ne le pouvait pas, puisque décret — cette importante question des tribunaux répressifs et de la relégation. La commission extra-parlementaire qui, au lieu de préparer le projet de loi nécessaire, a élaboré seulement un décret illégal comme les précédents, s'est bornée à appeler de ses vœux « une disposition législative à insérer dans la loi du 27 mai 1885, qui décide que l'indigène relégable soit déféré au tribunal correctionnel, qui pourra faire entrer en ligne de compte pour l'application de cette peine (la relégation) les condamnations prononcées par les tribunaux répressifs ».

(2) Ce recours, prévu par l'art. 441 C. inst. crim., est, en effet, général ; il s'étend à tous les actes judiciaires et s'applique à toutes les juridictions.

PREMIÈRE ESPÈCE

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

23 mai 1903

(Proc. gén. d'Alger c. Ali ben Abdelkader)

ARRÊT

LA COUR, — Statuant sur le pourvoi du procureur général près la Cour d'appel d'Alger;

Sur l'unique moyen pris de la violation de l'art. 1er du décret du 29 mars 1902 modifié par l'art. 1er du décret du 28 mai suivant, en ce que la Cour d'Alger, saisie par l'appel du ministère public, a refusé de déclarer la juridiction correctionnelle incompétente pour connaître de délits commis sur le territoire de l'Algérie par un sujet marocain, et a confirmé la condamnation prononcée contre le prévenu par le tribunal correctionnel de Sidi-bel-Abbès; — Vu l'art. 1er susvisé, ainsi conçu : — « Tous les délits commis en territoire civil par les indigènes sont jugés par un tribunal répressif indigène établi au chef-lieu de la justice de paix » ;

Attendu que, pour déclarer qu'Ali ben Abdelkader, né à Beni-Snassen (Maroc), poursuivi à raison de délits commis à Sidi-bel-Abbès, avait été à bon droit déféré à la juridiction

---

Ainsi, cet art. 441 C. inst. crim. s'applique également aux tribunaux militaires et maritimes (art. 82 C. just. mil. de 1857; art. 112 C. just. mil. de 1858).

C'est à tort que la Cour de cassation emploie l'expression « dans l'intérêt de la loi ». Le pourvoi d'office du procureur général près la Cour de cassation dans l'intérêt de la loi, prévu à l'art. 442 C. inst. crim., ne doit pas être confondu avec le pourvoi d'ordre du ministre de la justice; le pourvoi d'office du procureur général près la Cour de cassation n'aurait pas été recevable, car l'arrêt du 27 décembre 1902 émanait de la Cour d'Alger prise, non pas comme Cour d'appel, mais comme Cour souveraine.

Nous n'insistons pas davantage sur cette question, car son importance disparaît depuis que, faisant retour au droit commun, le décret du 9 août 1903, dans son art. 26, dispose : « Le condamné, la partie civile et le ministère public ont le droit de se pourvoir en cassation dans les conditions déterminées par le Code d'instruction criminelle ». Le pourvoi en revision créé par le décret du 28 mai 1902 disparaît.

Émile LARCHER.

correctionnelle de droit commun, l'arrêt entrepris s'est fondé sur ce que les dispositions exceptionnelles des décrets des 29 mars et 28 mai 1902 ne seraient applicables qu'aux indigènes algériens, telle étant, d'après ledit arrêt, la signification de l'expression « indigènes » employée dans ce décret ; — Mais attendu qu'ayant visé en termes généraux les indigènes, et non pas seulement les indigènes algériens comme le suppose l'arrêt, l'art. 1er modifié du décret du 29 mars 1902 doit dès lors et nécessairement être reconnu applicable à tous les indigènes de race africaine, quelles que soient la région dont ils sont originaires et leur résidence habituelle, s'ils commettent un délit sur le territoire civil de l'Algérie ; — D'où il suit qu'à tort l'arrêt entrepris a déclaré la juridiction correctionnelle ordinaire compétente pour connaître d'un délit commis en Algérie par un indigène marocain ;

Par ces motifs : — Casse et annule l'arrêt de la Cour d'Alger du 19 mars 1903, et pour être statué à nouveau sur l'appel, interjeté par le procureur général près ladite Cour, du jugement rendu le 8 janvier précédent par le tribunal de police correctionnelle de Sidi-bel-Abbès, renvoie la cause et le prévenu devant la Cour d'appel de Montpellier, à ce désignée par délibération spéciale en la chambre du conseil ; — Et réglant de juges pour le cas où ladite Cour d'appel déclarerait la juridiction correctionnelle incompétente, renvoie, audit cas, la cause et le prévenu devant le tribunal répressif indigène de Sidi-bel-Abbès.

MM. CHAMBAREAUD, *prés.* ; LAURENT-ATTHALIN, *rap.* ; BONNET, *av. gén.*

DEUXIÈME ESPÈCE

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

27 juin 1903

(Proc. gén. d'Alger c. El Allaïa Amor ben Ali et Mohamed ben Ali-Chouchane)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen du pourvoi concernant les deux Algériens Zenk Larbi et Zenk Saïd, et pris de la violation de

l'art. 1er du décret du 29 mars 1902, modifié par l'art. 1er du décret du 28 mai 1902 ; — Attendu qu'aux termes de cet article tous les délits commis en territoire civil, en Algérie, par des indigènes, sont jugés par un tribunal répressif indigène établi au chef-lieu de la justice de paix ; — Que cette disposition est générale, qu'elle s'applique à tous les délits et qu'il ne peut y être apporté d'exception que dans le cas où une loi spéciale aurait expressément réservé aux tribunaux correctionnels la connaissance d'un délit déterminé ; qu'il n'en est pas ainsi pour les délits de droit commun visés par l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885, et que les tribunaux répressifs indigènes sont ainsi compétents pour statuer sur ces délits, dans les conditions fixées par les décrets de 1902, du moment où la condamnation à intervenir n'est pas susceptible de rendre l'indigène immédiatement passible de la peine accessoire de la relégation ; — Attendu que l'arrêt attaqué a condamné les deux indigènes Zenk Larbi et Zenk Saïd pour délit de vol ; qu'il ne prononce pas contre eux la peine de la relégation ; et qu'ainsi ledit arrêt a violé les articles visés au moyen ;

Sur le moyen du pourvoi concernant les deux Tunisiens El Allaïa Amor et Chouchane Mohamed, et pris de la violation de la déclaration de réciprocité échangée le 17 mai 1884 entre le gouverneur général de l'Algérie et le ministre résident à Tunis, agissant au nom des gouvernements français et tunisien, en ce que l'arrêt attaqué a décidé que les tribunaux algériens étaient incompétents pour juger deux Tunisiens prévenu d'avoir commis un délit en Algérie et réfugiés en Tunisie ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 3 C. civ., les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire ; qu'il suit de là que les juridictions répressives siégeant en Algérie sont compétentes pour juger les Tunisiens prévenus d'infractions commises sur le territoire algérien ; — Attendu que la convention susvisée du 17 mai 1884 n'a pu modifier les règles de cette compétence ; — Attendu que le décret beylical du 2 septembre 1885, rendu conformément à l'art. 2 de la loi du 27 mars 1883, s'applique exclusivement aux crimes, délits et contraventions commis par des sujets tunisiens en Tunisie ; — Attendu que les deux Tunisiens El Allaïa Amor et Chouchane Mohamed étaient inculpés d'avoir, à Duvivier (Algérie), commis un délit de vol ; — Que ce délit rentrait dès lors dans la compétence des tribunaux répressifs indigènes organisés par les décrets de 1902, et dont les dispositions sont applicables à tous les indigènes de race africaine ;

Par ces motifs : — Casse et annule l'arrêt de la Cour d'appel

d'Alger du 26 mars 1903, et, pour être statué sur l'appel du jugement du tribunal correctionnel de Bône du 12 février 1903, renvoie la cause et les parties, en l'état, devant la Cour d'appel d'Aix à ce désignée par délibération spéciale en la Chambre du conseil.

MM. CHAMBAREAUD, *prés.* ; ROULIER, *rap.* ; BONNET, *av. gén.*

TROISIÈME ESPÈCE

—

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

—

27 juin 1903

—

(Proc. gén. d'Alger c. Boussemat Bouzian ould Abdelkader et Ahmed ould Kaddour)

ARRÊT

LA COUR, — Sur l'unique moyen pris de la violation de l'art. 1er du décret du 29 mars 1902, modifié par l'art. 1er du décret du 28 mai suivant, en ce que la Cour d'Alger, saisie par l'appel du ministère public, a refusé de déclarer la juridiction correctionnelle incompétente, *ratione personæ*, à l'égard de Ahmed ould Kaddour, sujet marocain, et, en tout cas, *ratione materiæ*, tant à l'égard du susnommé que de son coprévenu Boussemat Bouzian ould Abdelkader, indigène algérien, pour connaître d'un délit de vol commis dans l'arrondissement de Sidi-bel-Abbès ; — Vu l'art. 1er susvisé, ainsi conçu : « Tous les délits commis en territoire civil par des indigènes sont jugés par un tribunal répressif indigène établi au chef-lieu de la justice de paix » ;

Attendu, d'une part, que, cet article ayant visé en termes généraux les indigènes et non pas seulement les indigènes algériens, comme le suppose l'arrêt, les décrets susvisés doivent nécessairement être reconnus applicables à tous les indigènes de race africaine, quelles que soient la région dont ils sont originaires et leur résidence habituelle, s'ils commettent un délit sur le territoire algérien ; — Attendu, d'autre part, que le texte susvisé s'applique à tous les délits, et qu'il ne peut y être apporté d'exception que dans les cas où une loi spéciale aurait expressément réservé aux tribunaux correctionnels la connaissance d'un délit déterminé ; qu'il n'en est pas ainsi pour les délits de droit commun, notamment

pour le délit de vol, visés par l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885, et que les tribunaux répressifs indigènes sont ainsi compétents pour statuer sur ces délits dans les conditions fixées par les décrets de 1902 ; — D'où il suit que c'est à tort que l'arrêt attaqué a déclaré la juridiction correctionnelle ordinaire compétente pour connaître de la poursuite et a confirmé le jugement déféré ;

Par ces motifs : — Casse et annule l'arrêt de la Cour d'Alger du 14 mars 1903, et renvoie devant la Cour d'appel de Montpellier.

MM. CHAMBAREAUD, *prés.* ; LA BORDE, *rap.* ; BONNET, *av. gén.*

QUATRIÈME ESPÈCE

—

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

—

9 juillet 1903

—

(Proc. gén. d'Alger c. Azza ben Brahim)

RÉQUISITOIRE

Le sieur Azza ben Brahim, musulman marocain, ayant été arrêté sur le territoire civil de l'Algérie pour contravention à un arrêté d'expulsion régulièrement pris contre lui, fut traduit devant le tribunal répressif indigène d'Alger. Il déclina la compétence de ce tribunal, alléguant qu'étant sujet marocain, il n'était pas compris dans les indigènes qui, aux termes des décrets des 29 mars et 28 mai 1902, sont justiciables des tribunaux répressifs algériens. Le tribunal indigène s'étant déclaré compétent par jugement d'avant dire droit, Azza ben Brahim interjeta appel devant le tribunal correctionnel d'Alger, juridiction d'appel des tribunaux répressifs. Le tribunal correctionnel, faisant droit à son appel, accueillit le déclinatoire et réforma le jugement dont était appel, délaissant le ministère public à se pourvoir.

Le procureur général d'Alger frappa alors le jugement d'un recours en revision, qui fut rejeté, le 27 décembre 1902, par la Cour d'Alger, jugeant comme Cour de revision. En exécution de cet arrêt, une instruction régulière fut ouverte par le parquet d'Alger, et Azza ben Brahim fut renvoyé par ordonnance du juge d'instruction devant le tribunal correctionnel d'Alger qui, le 2 janvier 1903, le condamna à six jours d'empri-

sonnement. Le procureur général interjeta appel de ce jugement, ainsi du reste que le procureur de la République. La thèse portée devant la Cour d'Alger, comme Cour de revision, fut reproduite par lui devant la même Cour siégeant en Cour d'appel ; la solution fut évidemment la même, et c'est contre ce dernier arrêt que le procureur général s'est pourvu en cassation.

Au fond, nous croyons que le pourvoi du procureur général d'Alger est fondé ; le délit commis par Azza ben Brahim est de la compétence des tribunaux répressifs algériens et le terme « indigènes » qui y figure comprend les musulmans marocains. Déjà le 1er juillet 1882, la chambre criminelle de la Cour de cassation jugeait que « l'expression « indigènes » employée par l'art 1er du décret de 1851 ne comprenait pas seulement les individus résidant en Algérie, qu'elle désignait les musulmans arabes, kabyles ou autres indigènes d'Afrique, quel que soit leur pays d'origine ou leur résidence actuelle ; qu'il suffit qu'ils se trouvent sur le territoire de l'Algérie au moment des actes qu'ils ont accomplis pour que le décret de 1851 sur l'interdiction de la vente et de l'achat de la poudre leur soit applicable ».

Le 23 mai 1903, la Cour de cassation donnait une définition analogue du terme « indigènes », et, cette fois, en visant les décrets mêmes de 1902. Elle jugeait qu'Ali ben Abdelkader, sujet marocain, poursuivi à raison de délits commis à Bel-Abbès, était justiciable des tribunaux répressifs indigènes, institués par les décrets de 1902, et elle cassait l'arrêt de la Cour d'Alger, du 19 mars 1903, sur le pourvoi du procureur général d'Alger. La cause a été renvoyée devant la Cour de Montpellier, et, réglant de juges, pour le cas où la Cour de renvoi déclarerait la juridiction incompétente, la cause a été renvoyée devant le tribunal répressif indigène de Bel-Abbès.

La question a donc été jugée au fond à l'occasion d'un autre pourvoi du procureur général d'Alger, et la Cour de cassation a définitivement adopté cette jurisprudence, à savoir que : « L'art. 1er modifié du décret du 29 mars 1902, ayant visé en termes généraux les indigènes, et non pas seulement les indigènes algériens, doit dès lors et nécessairement être reconnu applicable à tous les indigènes de race africaine quelles que soient la région dont ils sont originaires et leur résidence habituelle, s'ils commettent un délit sur le territoire civil de l'Algérie, d'où il suit qu'à tort la Cour d'Alger a déclaré la juridiction correctionnelle ordinaire compétente pour connaître d'un délit commis en Algérie par un indigène marocain. »

Mais si le pourvoi du procureur général d'Alger ne présente pas ou ne présente plus aucune difficulté au fond et est fondé en droit, il rencontre au contraire dans la procédure suivie de sérieuses difficultés. En effet, on peut se demander d'abord s'il n'y avait pas chose jugée par la Cour d'Alger dans l'affaire Azza ben Brahim, lorsque, par son arrêt du 27 décembre 1902, elle rejetait, comme Cour de revision, le recours du procureur général d'Alger contre le jugement du tribunal jugeant comme tribunal d'appel. Il est vrai que dans son deuxième arrêt, celui du 14 février 1903, la Cour d'Alger reprend tous les arguments de fond qui, suivant elle, doivent attribuer compétence à la juridiction correctionnelle ordinaire, lorsqu'il s'agit d'indigènes marocains, mais son arrêt s'appuie également sur la chose jugée lorsqu'il s'exprime ainsi : « Attendu que le procureur général s'est pourvu en revision devant la Cour d'Alger, laquelle investie, par les décrets de 1902, des pouvoirs d'une juridiction régulatrice et entièrement souveraine pour fixer le sens des dispositions desdits décrets, a statué en ces termes : etc. — « Attendu qu'il y a lieu de s'en référer aux motifs ci-dessus et de déclarer compétente la juridiction correctionnelle ordinaire ». Dans le dispositif de son arrêt, la Cour « se déclare compétente » au lieu de dire uniquement « il y a chose jugée. »

Il en résulte cependant que la Cour de revision d'Alger, en déclarant le tribunal indigène incompétent avait tranché, par une décision dont Azza ben Brahim avait le droit de se prévaloir, une question que la Cour d'appel ne pouvait juger en sens inverse, sans méconnaître l'autorité de la chose jugée. Ajoutez encore que non seulement la Cour de revision avait définitivement jugé la question, mais que son arrêt avait été exécuté par le ministère public qui avait mis l'affaire à l'instruction, et que la théorie de la Cour de révision était demeurée à l'abri de tout recours du procureur général d'Alger tant qu'elle n'avait été inscrite que dans l'arrêt de revision.

L'affaire Azza ben Brahim n'a été soumise au contrôle de la Cour de cassation que lorsque l'arrêt sur appel s'est appuyé sur l'arrêt de revision. Il est donc à craindre que le pourvoi du procureur général d'Alger, dans l'affaire Azza ben Brahim, quoique fondé au fond et conforme à la jurisprudence de la Cour de cassation, ne soit rejeté en vertu de la chose jugée. On peut se demander d'ailleurs si le procureur général d'Alger avait qualité pour se pourvoir contre l'arrêt de revision. Nous ne le pensons pas, car l'art. 4 du décret du 29 mars 1902 contient une référence directe au décret du 25 mai 1892 sur la

justice musulmane. De par les décrets de 1902, la Cour d'Alger devient Cour régulatrice en matière répressive indigène, comme elle l'était par le décret de 1892 en matière musulmane, et il n'est pas douteux qu'en cette matière « les arrêts rendus par la Cour d'Alger, constituée en chambre d'annulation, ne peuvent être portés devant la Cour de cassation, soit par les parties, soit par le procureur général près la Cour algérienne », (Cass. req. 17 mars 1897). Le volume de Sirey, année 1898-1-89, contient, outre l'arrêt ci-dessus cité, une note de M. Appert et un rapport de M. Ballot-Beaupré qui peuvent être considérés comme une monographie de la question. Il résulte de ces documents que si les décisions de la Cour d'Alger, siégeant en chambre régulatrice de revision, peuvent être critiquées, elles ne peuvent l'être, en tous cas, que pour excès de pouvoir et incompétence. Dans l'espèce actuelle la Cour d'Alger, soit comme Cour d'appel, soit comme Cour de revision a bien tranché une question de sa compétence et il est inutile d'entrer dans l'examen d'une question délicate et dans l'usage d'un recours dont la procédure, en supposant qu'elle soit autorisée, n'a pas été organisée. La Cour de cassation, chambre des requêtes, dans son arrêt du 17 mars 1897, et la chambre civile dans un arrêt du 7 août 1900 (D. 1901-1-473-474), ayant posé en principe l'irrecevabilité absolue du pourvoi tant du procureur général que des parties en matière musulmane, et l'art. 4 du décret du 28 mai 1902 additionnel au décret du 29 mars 1902 sur l'organisation des tribunaux répressifs indigènes en Algérie ayant édicté qu'en cette matière le pourvoi sera fait et jugé en la forme et dans le délai prévu par le décret du 25 mai 1892 sur la justice musulmane, il faut reconnaître que si le procureur général d'Alger ne s'est pas pourvu devant la Cour de cassation contre l'arrêt de revision de la Cour d'Alger dans l'affaire Azza ben Brahim, c'est que la loi ne l'y autorisait pas.

Par ces considérations, vu la lettre de M. le garde des sceaux et les autres pièces du dossier ; vu l'art. 441 C instr. crim. ; vu les décrets des 29 mars et 28 mai 1902 ; le procureur général requiert qu'il plaise à la Cour de cassation, chambre criminelle : casser et annuler, dans l'intérêt de la loi, l'arrêt du 27 décembre 1902, aux termes duquel la Cour d'Alger, statuant comme Cour de revision, a décliné sa compétence, et celui du 14 février 1903 par lequel la même Cour, statuant comme Cour d'appel, a condamné le nommé Azza ben Brahim à la peine de six jours d'emprisonnement pour avoir contrevenu à un arrêté d'expulsion ; ordonner que l'arrêt à intervenir sera imprimé, qu'il sera transcrit sur les regis-

tres de la dite Cour, et que mention en sera faite en marge de la décision annulée.

ARRÊT

LA COUR, — Statuant : 1° sur le pourvoi formé d'ordre du garde des sceaux, dans l'intérêt de la loi : *a)* contre l'arrêt rendu le 27 décembre 1902 par la Cour d'Alger, statuant comme Cour de revision, dans l'affaire concernant Azza ben Brahim ; *b)* contre l'arrêt rendu le 14 février 1903, par la même Cour, statuant comme Cour d'appel dans la même affaire ; 2° sur le pourvoi formé par le procureur général d'Alger contre l'arrêt précité du 14 février 1903 ; — Vu la lettre de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 15 juin 1903 ; — Vu le réquisitoire de M. le procureur général ; — Joint les pourvois à raison de la connexité ;

Sur le moyen commun pris de la violation de l'art. 1er du décret du 29 mars 1902, modifié par le décret du 28 mai suivant : — Vu ledit article, ensemble l'art. 441 C. inst. crim. ;

Attendu qu'ayant visé en termes généraux les indigènes et non les indigènes algériens, comme le supposent les arrêts attaqués, l'art. 1er du décret du 29 mars 1902 doit, dès lors et nécessairement, être reconnu applicable à tous les indigènes de race africaine, quelles que soient la région d'où ils sont originaires et leur résidence habituelle, s'ils commettent un délit sur le territoire algérien ; — D'où il suit qu'à tort les arrêts entrepris ont déclaré la juridiction correctionnelle ordinaire compétente pour connaître d'un délit commis en Algérie par un indigène marocain ;

Par ces motifs : — Casse et annule, mais dans l'intérêt de la loi seulement, l'arrêt rendu le 27 décembre 1902, par la Cour d'Alger, statuant comme Cour de revision ; — Casse et annule, tant dans l'intérêt de la loi qu'en vertu de l'art. 413 C. inst. crim., l'arrêt rendu le 14 février 1903 par ladite Cour, statuant comme Cour d'appel, et, pour être statué à nouveau sur l'appel interjeté par le ministère public du jugement rendu le 2 janvier 1903 par le tribunal correctionnel d'Alger qui a condamné Azza ben Brahim à six jours d'emprisonnement, renvoie la cause et le prévenu, en l'état où ils se trouvent, devant la Cour d'appel de Montpellier, à ce désignée par délibération spéciale prise en la Chambre du conseil ;

Ordonne que le présent arrêt sera imprimé, qu'il sera transcrit sur un registre de la Cour d'appel d'Alger, et que mention en sera faite en marge des arrêts annulés.

MM. CHAMBAREAUD, *prés.* ; PETITIER, *rap.* ; COTTIGNIES, *av. gén.*

COUR CRIMINELLE D'ORLÉANSVILLE

—

4 mai 1903

—

Compétence criminelle, Algérie, Cours criminelles, relégation.

—

Les Cours criminelles instituées en Algérie par la loi du 30 décembre 1902 constituent des juridictions spéciales mais non exceptionnelles; elles sont compétentes pour connaître de la peine accessoire de la relégation (1).

---

(1) **Le point de droit tranché par cet arrêt est un des plus importants parmi ceux que soulève la juridiction nouvelle des Cours criminelles instituées par la loi du 30 décembre 1902. Mais nous croyons devoir critiquer à la fois la façon dont cet arrêt pose la question, les catégories qu'il prétend créer, les assimilations qu'il aperçoit et la solution qu'il donne, même la terminologie qu'il emploie.**

Ces erreurs, ces confusions paraissent provenir, pour la plus grande part, de ce qu'on a voulu rapprocher et comparer les cours criminelles et les tribunaux répressifs indigènes; alors qu'il y a entre ces deux espèces de juridictions de notables différences, dont la plus saillante est celle-ci : les tribunaux répressifs indigènes, ne fussent-ils pas illégalement institués, le sont par décret; les Cours criminelles résultent d'une loi. La loi du 30 décembre 1902, puisque *loi*, peut contredire aux lois antérieures; les décrets de 1902, comme d'ailleurs le récent décret du 9 août 1903, sont illégaux précisément parce qu'ils contredisent à des lois, et ceux mêmes qui admettent en principe leur légalité doivent reconnaître que cette légalité n'existe que dans la mesure où ils n'entrent pas en conflit avec des lois.

Si donc pour les Cours criminelles se pose, comme pour les tribunaux répressifs, la question de savoir si elles pourraient connaître de faits que l'état de récidive du délinquant rend susceptibles d'entraîner la relégation et si elles peuvent prononcer cette peine complémentaire (nous disons complémentaire, et non accessoire), cette question se présente avec tous autres éléments de solution. C'est ce que la Cour criminelle d'Orléansville n'a pas aperçu.

I. D'abord, les Cours criminelles peuvent-elles prononcer la relégation? Contrairement à ce que décide l'arrêt rapporté, la négative s'impose (Voy. notre *Traité élém. de législ. alg.*, t. II, *addenda*, p. 705).

« La relégation, dit l'art. 2 de la loi du 27 mai 1885, ne sera prononcée que par les Cours et tribunaux *ordinaires* comme conséquence des

(Halit Rabah ben Kaci c. Min. pub.)

Sur les conclusions déposées par le défenseur de Halit et demandant à la Cour de « se déclarer incompétente pour

---

condamnations encourues devant eux, à l'exclusion de toutes juridictions spéciales et exceptionnelles. » La question n'est donc pas de savoir si la Cour criminelle est une juridiction spéciale *et* exceptionnelle ; elle est de savoir si elle constitue une juridiction *ordinaire*. Or, ordinaire, elle ne l'est certainement pas en raison même de la spécialité qu'on ne peut se dispenser de lui reconnaître. N'étant pas une juridiction ordinaire, la Cour criminelle ne peut prononcer la relégation.

D'ailleurs, la Cour criminelle — malgré la démonstration tentée — est une juridiction exceptionnelle. Elle est exceptionnelle par sa composition, puisqu'elle est organisée suivant le système de l'assessorat jusque-là inconnu des législations française et algérienne. Elle est exceptionnelle, puisqu'elle ne figure pas dans la hiérarchie normale de nos tribunaux de répression : Cours d'assises, tribunaux correctionnels, tribunaux de simple police. Elle est exceptionnelle, parce qu'elle fait partie de la justice musulmane, parce que sa compétence dépend de la religion des justiciables. Elle est exceptionnelle, parce que de simples sujets, non citoyens, y siègent comme assesseurs-jurés. Elle est exceptionnelle surtout par le caractère de sa compétence : la Cour d'assises demeure, en matière criminelle, la juridiction ordinaire, et la Cour criminelle ne peut connaître que des « crimes *exclusivement* imputables aux indigènes musulmans non naturalisés ou aux étrangers musulmans. »

Les arguments par lesquels la Cour criminelle d'Orléansville a cherché à éviter cette démonstration n'ont rien de probant. La Cour a dû donner du mot « exception » une notion tout autre que celle généralement reçue, ce que la Cour appelle, par euphémisme, une acception juridique. Il n'appartient pas ainsi aux tribunaux de modifier, suivant l'opinion qu'ils désirent adopter, le sens des mots. Ce n'est pas une raison parce que la Cour de cassation se permet de changer la signification du mot « indigènes » (Voy crim. cass. 23 mai., 27 juin, 9 juillet 1903, *Rev. Alg.*, 1903, 2, 209, et notre note), pour que les Cours criminelles à leur tour se mettent à changer la signification d'autres mots. Si les termes n'ont plus toujours le même sens, si les tribunaux peuvent arbitrairement les détourner de leur habituelle acception, les textes ne présenteront plus en aucune façon le caractère de netteté, de fixité, qui est le principal avantage de la loi écrite ; et les textes du droit pénal ne seront plus, comme ils doivent l'être, la garantie de la liberté des individus.

L'affirmation que « le caractère d'exception ne peut être reconnu à une juridiction que si les justiciables qui en ressortissent n'y sont soumis que partiellement ou temporairement, ou si sa composition et les formes d'y procéder constituent une dérogation flagrante aux règles du droit commun », cette affirmation est purement gratuite. Nous constatons toutefois qu'à prendre cette prétendue définition telle qu'elle est, le caractère exceptionnel de la Cour criminelle apparaît nettement :

prononcer à l'encontre du concluant relégable la peine de la relégation », la COUR CRIMINELLE D'ORLÉANSVILLE a rendu l'ARRÊT suivant :

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'art. 2 de la loi du 27 mai 1885 dispose que la relégation ne sera prononcée que par les Cours

---

sa composition, les formes d'y procéder constituent bien une dérogation flagrante aux règles du droit commun. Sa composition, puisque nous y voyons non pas des jurés citoyens, comme dans les Cours d'assises, mais des assesseurs-jurés, et parmi ceux-ci, des indigènes musulmans, qui ne sont que des sujets. La forme d'y procéder, puisque, au lieu de délibérations distinctes de l'élément laïc sur le fait et de l'élément magistrat sur la peine et le droit, « les magistrats et assesseurs-jurés composant la Cour criminelle délibèrent ensemble, tant sur l'examen de la culpabilité que sur l'application de la peine ».

Quant au dernier argument que fait valoir notre arrêt, l'*a fortiori* tiré de ce que les Cours criminelles peuvent prononcer la peine de mort, il suffit pour l'écarter de remarquer que les conseils de guerre peuvent condamner à mort et ne peuvent pas prononcer la relégation.

II. — Peut-être eût-on pu, par un raisonnement tout autre que celui qu'emploie l'arrêt ci-dessus rapporté, soutenir que les Cours criminelles sont compétentes pour prononcer la relégation. Ce raisonnement, le voici :

En plusieurs de ses textes, la loi du 30 décembre 1902 parle de la *peine*. Ainsi, un alinéa qui prend le numéro 6 dans le démesuré art. 2 dispose : « Les magistrats et assesseurs-jurés composant la Cour criminelle délibéreront ensemble, tant sur l'examen de la culpabilité que sur l'application de la *peine* ». Puis, dans le second alinéa de l'art. 10, « le président consultera les magistrats et assesseurs-jurés composant la Cour sur l'application de la *peine* ». Or, de quelle peine s'agit-il, sinon de la peine telle qu'elle était, au moment de l'élaboration de la loi, prononcée par les Cours d'assises, c'est-à-dire de l'ensemble des condamnations pénales ; peine principale et aussi peine complémentaire de la relégation ? Que si on objectait que cela est contraire à l'art. 2 de la loi du 27 mai 1885, on répondrait que l'abrogation tacite, formulée dans l'art. 12 de la loi du 30 décembre 1902, suffit sur ce point à écarter cette disposition.

Ce raisonnement, cependant, pour avoir une allure juridique qui manque aux considérations développées par la Cour criminelle d'Orléansville, n'est pas décisif. En effet, d'abord, le président de la Cour criminelle, si cette Cour pouvait et par conséquent devait prononcer la relégation, n'aurait pas à consulter sur ce point ses assesseurs-jurés : la relégation serait emportée de droit par la peine principale déjà votée ; elle en est le corollaire nécessaire et il n'appartiendrait pas aux assesseurs-jurés de l'écarter. Ce n'est donc pas cette peine que visent les art. 2 et 10 de la loi. En second lieu, il est impossible de soutenir une opinion qui comporterait une abrogation partielle de l'art. 2 de la loi de

et tribunaux ordinaires, comme conséquence des condamnations encourues devant eux, à l'exception de toutes juridictions spéciales et exceptionnelles ; — Qu'il échet donc, pour

---

1885, alors qu'une autre opinion n'implique pas une telle abrogation. Loin que ce texte s'oppose à ce que les Cours criminelles ne prononcent pas la relégation, c'est au contraire appliquer la loi de 1885 que de refuser à une juridiction qui n'est pas ordinaire le droit de prononcer cette peine.

Ce qu'il faut dire, si toutefois un argument peut être tiré de la banale formule d'abrogation qui termine la loi du 30 décembre 1902, c'est que, si aux termes de son art. 20 la loi du 27 mai 1885 devait s'appliquer en Algérie, cette disposition se trouve écartée en ce qui touche les Cours criminelles. Et ainsi l'explication tirée du texte de la loi du 30 décembre 1902 concorde parfaitement avec celle tirée de la loi du 27 mai 1885 : les Cours criminelles ne peuvent prononcer la relégation.

III. Les Cours criminelles, pas plus que les tribunaux répressifs indigènes, ne peuvent prononcer la relégation ; et les condamnations qu'elles prononcent ne peuvent pas être comptées en vue de la constitution de l'état de récidive spécial qui entraîne cette peine.

Mais, à la différence des tribunaux répressifs indigènes qui, pour que la loi du 27 mai 1885 continue à recevoir application, ne peuvent connaître des délits énumérés à l'art. 4 de cette loi — telle est du moins la seule solution satisfaisante, la seule respectueuse de la loi de 1885 qu'un décret ne peut abolir, et peu nous importe une pratique contraire qui est absolument antijuridique — les Cours criminelles connaissent de tous les crimes, et elles peuvent aussi, par suite d'une réponse négative ou des circonstances aggravantes ou d'un changement de qualification, connaître des délits que les tribunaux répressifs ne peuvent juger.

Cette différence se justifie parce que l'acte qui a institué la Cour criminelle est une loi ; et cette loi peut, dans la mesure nécessaire au fonctionnement de la juridiction qu'elle crée, déroger aux lois antérieures, notamment à la loi du 27 mai 1885. Cette dérogation est absolument nécessaire, car, sans elle, les Cours criminelles ne pourraient juger que les crimes politiques : ce sont les seuls, en effet, qui ne soient pas de nature à entraîner des condamnations aux travaux forcés, à la réclusion ou à l'emprisonnement susceptibles de compter pour la relégation.

Les Cours criminelles jugent donc les relégables, mais elles ne peuvent prononcer la relégation : et d'après elles aucune juridiction ne le peut. Leurs condamnations ne comptent pas en vue de cette peine. Bref, mis à part les cas très rares où un indigène comparaîtra en Cour d'assises par suite de complicité ou de connexité, on peut dire qu'au criminel la relégation n'existe plus pour les indigènes.

IV. Il est évident qu'il y a eu là de la part des auteurs de la loi du 30 décembre 1902 un énorme et très regrettable oubli. L'élimination des récidivistes est plus nécessaire encore en Algérie que dans la métropole. Et cet oubli ne saurait être attribué à l'élaboration trop rapide de la loi, puisque celle-ci n'a pas été moins de huit ans sur le chantier.

décider si les Cours criminelles, instituées en Algérie par la loi du 30 décembre 1902, constituent ou non une juridiction de droit commun, de rechercher si elles revêtent ce double caractère, spécial et exceptionnel, imprimé aux juridictions que la loi du 27 mai 1885 vise pour les exclure ;

Attendu que si l'on peut soutenir que les Cours criminelles constituent une juridiction spéciale en ce sens qu'elles ne s'appliquent qu'à une catégorie spéciale de justiciables, les indigènes musulmans non naturalisés et les étrangers musulmans dans l'étendue du territoire civil, on ne saurait attribuer à ces cours le caractère exceptionnel ; — Attendu, en effet, qu'en substituant en Algérie les cours criminelles aux cours d'assises pour la répression des crimes commis par les indigènes, le législateur a manifestement entendu juxtaposer à la juridiction de droit commun, déjà existante et réservée désormais aux Européens une nouvelle juridiction ayant le même caractère, mais applicable seulement aux indigènes de la catégorie ci-dessus ; — Attendu que le caractère d'exception ne peut être reconnu à une juridiction que si les justiciables qui en ressortissent n'y sont soumis que partiellement ou temporairement ou si sa composition et les formes d'y procéder constituent une dérogation flagrante aux règles du droit commun ; — Attendu que les indigènes musulmans non naturalisés et les étrangers musulmans du terrritoire

---

Le parlement aura prochainement une occasion de combler cette lacune. La commission extraparlementaire dont la mission était de préparer toutes les modifications nécessaires pour faire des tribunaux répressifs indigènes une juridiction convenable et régulière, n'a élaboré qu'un projet de décret (devenu le décret du 9 août 1903) ; et ainsi elle a laissé subsister la plus grave difficulté, celle qui s'oppose à la compétence générale, en matière correctionnelle, du tribunal répressif. Sur ce point elle s'est bornée à émettre le vœu que « une disposition législative à insérer dans la loi du 27 mai 1885 décide que l'indigène relégable soit déféré au tribunal correctionnel, qui pourra faire entrer en ligne de compte pour l'application de cette peine les condamnations prononcées par les tribunaux répressifs. » Lorsque l'initiative gouvernementale ou l'initiative parlementaire voudra donner satisfaction à ce vœu, il y aura lieu d'insérer dans le même projet ou dans la même proposition une autre disposition conférant aux Cours criminelles le droit de prononcer la relégation et décidant que les condamnations prononcées par ces Cours compteront en vue de la relégation. C'est là une marque de confiance qu'on peut accorder aux Cours criminelles, mais dont, de l'aveu même de la commission, les tribunaux répressifs ne sont pas dignes.

Émile LARCHER.

civil sont soumis à cette nouvelle juridiction dans leur universalité et sans limitation du temps ; — Attendu, d'autre part, que les Cours criminelles offrent aux indigènes les mêmes garanties que celles qui sont assurées aux justiciables européens devant les Cours d'assises : composition judiciaire de la Cour sans immixtion de l'élément administratif, mode de nomination et d'installation de ses membres, instruction préalable exclusive de toute procédure de flagrant délit et confiée à un magistrat de l'ordre judiciaire étranger à la mise en mouvement de l'action publique, garantie résultant de l'application aux inculpés des dispositions tutélaires de la loi du 8 décembre 1897, procédure suivie devant eux, qui est celle tracée par le Code d'instruction criminelle ; enfin faculté laissée entière aux condamnés de recourir à la voie ordinaire du pourvoi en cassation ; — Attendu encore qu'on ne saurait méconnaître que la loi du 30 décembre 1902 a assuré une nouvelle garantie aux indigènes en adjoignant à la Cour criminelle, dont ils font d'ailleurs partie intégrante, deux assesseurs-jurés indigènes, lesquels sont appelés à statuer tant sur le fait que sur l'application de la peine, et même, par une logique interprétation de cette loi, sur tout incident contentieux ; — Qu'ainsi non seulement les droits des accusés sont sauvegardés, mais que ceux-ci sont encore assurés d'être mieux entendus dans leur langue, mieux compris dans leur mentalité, leurs coutumes, leurs préjugés même ; — Attendu qu'une juridiction qui étend ainsi les garanties en faveur d'un justiciable sans restreindre aucun de ses droits ne saurait être considérée comme exceptionnelle à son égard, dans l'acception juridique du mot ; — Attendu, au surplus, qu'on comprendrait difficilement que les Cours criminelles, qui ont logiquement plénitude de juridiction comme les Cours d'assises et dont la compétence en matière pénale s'étend jusqu'à la peine de mort inclusivement, ne puissent pas prononcer la peine accessoire de la relégation qui est simplement privative de liberté ;

Par ces motifs : — Dit qu'elle est compétente pour connaître de la peine accessoire de la relégation que peut encourir l'accusé et qu'il sera passé outre aux débats pour être statué au fond.

MM. DE CROZALS, *prés.* ; GRANVAL, *proc. de la Rép.* — Me COLONIEU, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

27 février 1903

Compétence, chemin vicinal, classement, propriétaire, revendication, tribunaux judiciaires.

Quand un propriétaire soutient que la délibération de la commission départementale ordonnant le classement comme chemin vicinal ordinaire d'un chemin public préexistant a eu pour effet d'incorporer à la voie publique des parcelles qui seraient sa propriété, c'est à l'autorité judiciaire qu'il appartient de statuer sur les droits à l'indemnité qu'il pourrait exercer de ce chef.

(Héritier)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Vu la requête présentée par le sieur Héritier, propriétaire, demeurant à Laintac (Oran), la dite requête enregistrée au secrétariat du contentieux du conseil d'État, le 23 août 1900, et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler une décision du 27 septembre 1879, par laquelle la commission départementale d'Oran a prononcé le classement comme chemin vicinal ordinaire de la commune mixte de Mekera du chemin dit « de Ben-Youb à Aïn-el-Hadjar », ensemble l'arrêté pris par le préfet d'Oran, le 7 novembre 1879, pour assurer l'exécution de cette délibération ; — Ce faisant, attendu que le requérant n'a jamais reçu notification de ces actes, que ces actes sont irréguliers par suite de l'insuffisance de leurs indications qui ne permettent pas aux intéressés de se rendre compte de la direction et de l'assiette du chemin ; que la propriété du sol lui appartient ; — Dire que ces actes n'ont pu entraîner pour le requérant dépossession des terrains traversés par le chemin ; — Vu la décision attaquée ; — Vu les observations présentées par la commune mixte de Mekerra, représentée par son administrateur en exercice, les dites observations enregistrées comme ci-dessus, le 21 janvier 1901 et tendant au rejet de la requête comme non recevable, attendu que le requérant n'établit pas qu'il n'a pas reçu notifica-

tion des actes dont il s'agit ; qu'il en a eu d'ailleurs connaissance par la notification à lui faite en 1897 d'un procès-verbal de contravention et en 1898, par la notification d'un arrêté du conseil de préfecture d'Oran du 16 décembre 1897 le condamnant à la restitution du sol du chemin ; et au fond, attendu que les actes attaqués sont intervenus régulièrement et se sont bornés à classer comme vicinal un chemin déjà classé dans les dépendances du domaine public par deux décrets du 26 avril 1868 ; — Vu les observations présentées par le ministre de l'intérieur, en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi, les dites observations enregistrées comme ci-dessus, le 17 octobre 1902, et tendant au rejet de la requête comme tardivement présentée et comme non fondée : — Attendu que le défaut de notification n'est pas établi et que la connaissance a été acquise des actes attaqués tout au moins en 1898 ; que la décision de la commission départementale a été prise d'après un projet de classement, mis, au cours de l'enquête, à la disposition des intéressés ; que cette décision n'a apporté aucun changement au tracé du chemin ; — Vu les observations en réplique présentées par le sieur Héritier, les dites observations enregistrées comme ci-dessus le 15 novembre 1902, et tendant aux mêmes fins que la requête, par les mêmes motifs, et, en outre, attendu que la notification doit être établie par la commune, et ne peut être suppléée par la connaissance du classement résultant de procès-verbaux d'usurpation ; que la commission départementale a, en réalité, décidé, sans expropriation, l'ouverture d'un chemin nouveau ; qu'en effet le chemin classé par elle n'est nullement un ancien chemin dépendant déjà du domaine public ; qu'à supposer que ce soit l'ancien chemin qui ait fait l'objet du classement, sa largeur a été portée de 2 mètres 84 à 8 mètres, augmentation qui constitue d'après la jurisprudence du conseil d'État véritable redressement, lequel ne pouvait être accompli sans les formalités de l'expropriation ; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ; — Vu la loi du 21 mai 1836 ; — Vu le décret du 23 septembre 1875 ;

Sans qu'il soit besoin de statuer sur la fin de non recevoir ;

Considérant que la délibération de la commission départementale en date du 27 septembre 1879 a été prise après l'accomplissement de toutes les formalités prescrites par la loi, et qu'elle s'est bornée à ordonner le classement comme chemin vicinal ordinaire d'un chemin public préexistant ; que si le sieur Héritier soutient que cette délibération aurait eu pour effet d'incorporer à la voie publique des parcelles qui seraient sa propriété, c'est à l'autorité judiciaire qu'il appar-

tient de statuer sur les droits à indemnité qu'il pourrait exercer de ce chef ;

Décide : — La requête sus-visée du sieur Héritier est rejetée.

MM. BERGER, *prés.* ; LE GAIX, *rap.* ; ROMIEU, *com. du gouv.* — Me SABATIER, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

—

14 mars 1902

—

Outrage, président de la République, délit, conditions, constatation, insuffisance, arrêt, cassation.

—

L'outrage par paroles envers un magistrat, prévu et puni par l'art. 222 C. pén., n'étant punissable que lorsque cet outrage a été adressé au magistrat lui-même ou lorsque, ayant été adressé à un tiers, il est parvenu à la connaissance de ce magistrat par la volonté de son auteur, encourt la cassation, l'arrêt qui s'est borné à relater les propos offensants proférés par le prévenu à l'adresse du président de la République au cours d'une réunion électorale, en omettant à la fois et d'attester la volonté expresse du prévenu de faire parvenir cet outrage au haut magistrat qui en était l'objet et de préciser s'il en avait eu réellement connaissance.

(Saurel)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen pris de la violation de l'art. 222 C. pén. ; — Attendu, en droit, que le président de la République, qui est investi de la plus haute magistrature de l'État, est, à ce titre, protégé par l'art. 222 C. pén. contre les propos offensants qui sont proférés contre lui ; — Que ces propos offensants sont qualifiés outrages par ledit article ; — Attendu que l'outrage par paroles envers un magistrat, prévu et réprimé par l'art. 222 C. pén., n'est punissable que lorsque cet outrage a été adressé au magistrat lui-même ou lorsque,

ayant été adressé à un tiers, il est parvenu à la connaissance de ce magistrat par la volonté de son auteur; — Attendu en fait que le jugement dont l'arrêt attaqué s'est borné à adopter les motifs a seulement relaté les propos offensants proférés par le prévenu à l'adresse du président de la République au cours d'une réunion électorale tenue à Douéra, mais qu'il a omis à la fois et d'attester la volonté expresse du prévenu de faire parvenir ces outrages au haut magistrat qui en était l'objet et de préciser si ce haut magistrat en avait eu réellement connaissance; — D'où il suit que les éléments constitutifs du délit reproché à Saurel ne sont pas légalement établis et qu'en le déclarant coupable de ce délit l'arrêt attaqué a violé l'article visé au moyen;

Par ces motifs: — Casse l'arrêt de la Cour d'Alger du 3 janvier 1903, et renvoie devant la Cour d'appel d'Aix.

MM. LOEW, *prés.*; COTTIGNIES, *av. gén.*; BOULLOCHE, *rap.* — Me DE RAMEL, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

24 avril 1903

Propriété, Algérie, instance domaniale, action en déclassement, procédure, introduction de l'instance, mémoire, dépôt, délai, décrets du 28 décembre 1855 et du 22 septembre 1887.

Les délais nécessaires pour l'échange des mémoires prescrits par l'art. 1er du décret du 28 décembre 1855, relatif aux instances domaniales en Algérie, sont inconciliables avec la disposition de l'art. 13 du décret du 22 septembre 1887, relatif à la délimitation de la propriété des tribus, disposition aux termes de laquelle le particulier qui réclame contre l'État la propriété de terres classées comme domaniales doit, à peine de nullité, introduire sa demande en justice par une citation, dans le mois qui suit l'opposition à lui notifiée (1);

Il s'ensuit que les dispositions de l'art. 1er du décret du 28 décembre 1855 ne sont pas applicables aux procédures suivies dans les conditions du décret du 22 septembre 1887 (2);

Toutefois, lorsque l'administration des domaines a exigé du

(1-2) Comp. req., 31 oct. 1900 (*Rev. Alg.*, 1900. 2. 465) et la note.

réclamant qu'il introduisît sa demande non par une citation mais par un mémoire à elle notifiée dans le délai de l'art. 13 du décret de 1887, et qu'elle a accepté ce mode de procéder en répondant elle-même par un mémoire dans les quarante jours suivants, il en résulte que l'accord intervenu entre les parties sur la manière d'engager l'instance rend l'administration non recevable à se prévaloir ultérieurement de la déchéance que le réclamant aurait encourue en ne donnant citation qu'après l'expiration du délai d'un mois prévu par l'art. 13 du décret de 1887 (1).

(Préfet d'Alger c. Belabchi)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen pris dans ses deux branches : — Attendu que l'arrêt constate que si, dans sa réclamation introduite conformément à l'art. 10 du décret du 22 septembre 1887, Belabchi Sadouni s'est servi de l'expression « terre melk » pour désigner les terres dont il contestait le classement parmi la propriété domaniale, il a précisé, en même temps, la portée de sa réclamation en déclarant qu'il agissait au nom de l'ensemble de ses administrés et qu'il revendiquait la terre susdite comme étant un territoire de tribu ; — Attendu que l'arrêt ajoute que le sens de ces énonciations, clair par lui-même, a été confirmé par la teneur de l'assignation où il est dit que la revendication porte sur un melk collectif, et qu'il en résulte avec évidence que la revendication a pour objet des terres occupées par des indigènes à titre collectif ; — Attendu que dans ces circonstances, en déclarant, d'une part, qu'aucune confusion n'a pu se produire sur l'objet du litige, et, d'autre part, en décidant, par appréciation des faits de la cause, que les terres litigieuses sont des terres de culture appartenant à la tribu, l'arrêt, qui d'ailleurs est dûment motivé, n'a violé aucun des textes visés par le pourvoi ;

Sur le second moyen : — Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué qu'à l'époque où s'est produite la réclamation de Belabchi Sadouni, l'administration des domaines exigeait des indigènes que lorsqu'ils réclamaient contre l'État la propriété

---

(1) V. *Rev. Alg.*, 1903. 2. 230, notes 1 et 2.

de terres, classées comme domaniales par application de l'art. 8 du décret du 22 septembre 1887, ils introduisent l'instance dans la forme prescrite par l'art. 1er du décret du 28 décembre 1855, c'est-à-dire par un échange de mémoires dont les délais ne leur permettaient pas d'observer la disposition de l'art. 13 du décret du 22 septembre 1887 aux termes de laquelle le réclamant doit, à peine de nullité, introduire sa demande en justice par une citation dans le mois qui suivra l'opposition à lui notifiée ; — Attendu que l'arrêt constate, d'une part, que c'est uniquement pour satisfaire à cette exigence de l'administration que Belabchi Sadouni a formulé sa demande, dans le délai dudit art. 13, non par une citation, mais par un mémoire, et que, d'autre part, l'administration a accepté ce mode de procéder en se conformant elle-même au décret de 1855 par la notification qu'elle a faite d'un mémoire en réponse dans les quarante jours suivants ;

Attendu que de ces constatations l'arrêt déduit qu'à l'origine du procès il y a eu accord entre les parties sur la manière d'engager l'instance, et que cet accord, d'ailleurs licite, a rendu l'administration non recevable à se prévaloir ensuite de ce que l'assignation ne lui a été signifiée qu'après l'expiration du délai prévu par l'art. 13 du décret de 1887 ; — Attendu que le pourvoi soutient que, pour échapper à la déchéance édictée par ledit art. 13, Belabchi Sadouni aurait dû, d'après l'art. 1er du décret de 1855, signifier son assignation dans les trois mois du dépôt de son mémoire ; — Mais attendu que si l'art. 1er du décret de 1855 dispose qu'en matière d'actions domaniales le récépissé de dépôt du mémoire introductif interrompt la prescription lorsque, dans les trois mois de sa date, il est suivi d'une assignation en justice, cette disposition vise simplement le cas où il s'agit d'interrompre la prescription extinctive de l'action, mais ne concerne pas la déchéance de procédure édictée par l'art. 13 du décret de 1887, à laquelle l'administration est réputée avoir renoncé par l'accord originaire dont il vient d'être parlé ; — D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait, l'arrêt n'a violé ni l'art. 13 du décret du 22 septembre 1887, ni l'art. 1er du décret du 28 décembre 1855 visé par le pourvoi ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour d'Alger du 1er mars 1899.

MM. BALLOT-BEAUPRÉ, *prem. prés.* ; FAURE-BIGUET, *rap.* ; SARRUT, *av. gén.* — Mes REGRAY et DUFOURMANTELLE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

23 mai 1903

Exploit, signification, huissier, défaut de signification à personne, consentement de la partie, excuse, bonne foi.

Encourt la cassation l'arrêt qui relaxe un huissier en déclarant que la contravention qui lui était reprochée, consistant, en l'espèce, en ce que l'huissier n'a pas remis à personne ou à domicile un exploit qu'il était chargé de signifier n'avait pas été commise, sous le prétexte que c'était à la suite d'un accord intervenu entre lui et la partie qu'il s'était abstenu de faire à personne ladite signification.

(P...)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen pris de la violation des art. 45 du décret législatif du 14 juin 1813 et 65 C. pén. : — Vu lesdits articles ; — Attendu qu'il résulte de la combinaison des deux paragraphes de l'art. 45 du décret du 14 juin 1813 que la contravention prévue par le premier paragraphe consiste, de la part de l'huissier instrumentaire, à ne pas remettre lui-même à personne ou à domicile l'exploit et les copies de pièces qu'il est chargé de signifier, sans que cet officier ministériel puisse s'excuser sur la bonne foi, le défaut d'intention frauduleuse ou même les conventions consenties entre lui et les parties, puisque le deuxième paragraphe dudit article ordonne qu'il sera poursuivi criminellement et puni d'après l'art 146 C. pén. s'il a agi frauduleusement ; — Attendu, en fait, qu'il appert des constatations de l'arrêt attaqué que l'huissier P... n'a pas remis lui-même à personne ou à domicile l'exploit qu'il était chargé de signifier au directeur du mont-de-piété d'Alger ; — Attendu que l'arrêt n'a pu excuser ledit P... et déclarer que la contravention n'avait pas été commise sous le prétexte que c'est à la suite d'un accord intervenu entre lui et le directeur du mont-de-piété qu'il se serait abstenu de faire en personne ladite signification ; — Attendu qu'en relaxant P... des poursuites dirigées contre

lui sur des excuses non admises par la loi, l'arrêt attaqué a violé les articles visés au moyen ;

Par ces motifs : — Casse l'arrêt d'Alger du 21 mars 1903 et renvoie devant la Cour d'Aix.

MM. CHAMBAREAUD, *prés.* ; BOULLOCHE, *rap.* ; BONNET, *av. gén.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

Exploit, secret des actes, loi du 15 février 1899, mention insuffisante, nullité, défense au fond, irrecevabilité, appel, matière commerciale, enquête, Algérie, nullité facultative.

Est nul, par application de la loi du 15 février 1889, l'acte d'appel signifié avec cette mention : « copie dudit exploit a été remise à la mère du sieur X... (l'intimé) sous pli légalement fermé », ou encore « laissé au requis cette copie en conformité de la loi du 15 février 1899 » ;

Est nulle la signification d'un jugement de défaut avec la même mention ;

Cette signification ne faisant pas courir le délai d'opposition, est valable par suite l'appel réitéré, par exploit régulier, plus de deux mois après cette signification ;

Pareil appel ne saurait être déclaré irrecevable comme prématuré, l'appel d'un jugement de défaut en matière commerciale pouvant être interjeté avant l'expiration du délai d'opposition ;

La nullité de l'exploit introductif d'instance, pour inobservation des prescriptions de la loi du 15 février 1899, est couverte par des défenses au fond ;

Est facultative pour le juge en Algérie la nullité de l'enquête pour défaut de notification aux témoins du dispositif du jugement qui l'ordonne, s'il n'a causé aucun préjudice aux parties.

PREMIÈRE ESPÈCE

24 décembre 1902

(Mascaro c. Nacher)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la recevabilité de l'appel : — Attendu que l'art. 68 C. pr. civ., modifié par la loi du 15 février 1899, sur

le secret des actes signifiés par huissiers, exige que la copie remise à toute autre personne que la partie elle-même ou le procureur de la République soit délivrée sous enveloppe fermée, ne portant d'autre indication, d'un côté, que les noms et demeure de la partie, et de l'autre, que le cachet de l'étude de l'huissier, apposé sur la fermeture du pli ; qu'enfin l'huissier fasse mention du tout tant sur l'original que sur la copie ; — Attendu que ces formalités substantielles sont prescrites, à peine de nullité, par l'art 70 du même Code ; — Attendu que l'exploit d'appel signifié le 2 avril 1901, à la requête de Mascaro à M. Nacher, porte simplement que la copie dudit exploit « a été remise à la personne de sa mère Mme Nacher sous pli légalement fermé » ; — Que cette mention, qui ne permet pas de constater si l'huissier a obtempéré aux dispositions substantielles du nouvel art. 68 C. pr. civ., est inopérante et entache d'une nullité radicale l'acte d'appel lui-même ; — Attendu que M. Mascaro l'a si bien compris, qu'il a lui-même renouvelé cet acte d'appel par exploit régulier du 29 juin 1901 ;

Attendu que M. Nacher oppose, tout d'abord, la tardivité de ce second appel notifié plus de deux mois après la signification du jugement entrepris, faite à M. Mascaro par exploit du 26 mars 1901 ; — Or, attendu que cette signification dont copie a été remise à la personne de la fille de M. Mascaro, sous pli légalement fermé, est entachée de la même irrégularité de forme que l'acte du 2 avril 1901, et doit par suite être annulée ;

Attendu que M. Nacher soutient, en second lieu, que si cette signification du jugement entrepris doit être considérée comme non avenue, l'acte d'appel de M. Mascaro du 29 juin 1901 est également annulable comme prématuré, le jugement du 7 février 1901, rendu par défaut contre M. Mascaro, ne pouvant être frappé d'appel tant que les délais d'opposition ne seront pas écoulés ; — Attendu que ce moyen n'est point sérieux ; qu'il est en effet de jurisprudence constante que la disposition des art. 645 C. com. permettant d'interjeter appel du jour même du jugement s'applique aussi bien aux jugements de défaut qu'aux jugements contradictoires des tribunaux de commerce ; — Qu'il échet donc d'accueillir comme régulier en la forme l'appel de M. Mascaro du 29 juin 1901 ;

Au fond : — Attendu que M. Mascaro soulève pour la première fois en appel la nullité de l'exploit introductif d'instance du 29 décembre 1900, à lui notifié parlant à la personne de sa fille sous pli légalement fermé ; — Attendu que, bien que cet exploit ne satisfasse pas aux conditions de forme du

nouvel art. 68 C. pr. civ., prescrites à peine de nullité par l'art. 70 du même Code, cette nullité se trouve dans l'espèce couverte par les défenses au fond de M. Mascaro lors des débats qui se sont terminés par le jugement interlocutoire du 17 janvier 1901, autorisant M. Nacher, en présence du désaccord des parties, à faire à l'audience du 31 du même mois la preuve par témoins de ses allégations ;

Attendu que M. Mascaro invoque à ce sujet la nullité de cette enquête du 31 janvier 1901, pour avoir été faite en violation des art. 260 et 413 C. pr. civ. ; — Attendu qu'il n'est pas douteux que le dispositif du jugement du 17 janvier 1901 n'a point été signifié aux témoins assignés à la requête de M. Nacher, mais que cette nullité, purement facultative pour le juge aux termes de l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, doit d'autant mieux être écartée dans l'espèce que l'omission de la signification de ce dispositif n'a pu causer aucun préjudice à M. Mascaro, qui ne s'est même pas présenté à l'audience où les témoins devaient déposer, bien qu'il fût régulièrement sommé d'y paraître ;

Attendu que les premiers juges ont, au fond, sainement apprécié les faits de la cause ; — Que le premier témoin, M. Babara, déclare, en effet, que, devant lui, M. Mascaro soustraita son adjudication à M. Nacher ; — Que le deuxième témoin, M. Rouzé, dépose avoir assisté, au café d'Orient, à Blida, à une discussion entre MM. Mascaro et Nacher, et avoir entendu M. Mascaro reconnaître avoir cédé et soustraité à M. Nacher la fourniture dont il avait été reconnu adjudicataire. M. Mascaro a refusé d'exécuter cet engagement parce qu'au fond M. Nacher n'avait pas traité avec lui pour son compte personnel, mais pour une tierce personne ; — Attendu que la somme de 1,000 fr. allouée à M. Nacher, pour le préjudice que lui a causé l'inexécution de la cession du contrat d'adjudication est une réparation suffisante et ne saurait être augmentée ;

Par ces motifs : — Déclare nul l'appel du 2 avril 1901 ; — Reçoit en la forme l'appel formé par M. Mascaro par exploit du 29 juin 1901 contre le jugement du tribunal de Blida, statuant commercialement, du 7 février 1901 ; — Et sans s'arrêter au fond aux divers moyens de nullité de procédure soulevés par M. Mascaro ; — Confirme ledit jugement pour sortir plein et entier effet ; — Condamne M. Mascaro à l'amende et aux dépens d'appel ; — Et par application de l'art. 1031 C. pr. civ., met à la charge de l'huissier X... les frais de l'acte d'appel du 2 avril 1901 et à la charge de l'huissier X... les frais de l'exploit introductif d'instance

du 29 décembre 1900 et de signification du jugement du 7 février 1901.

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; VANDIER, *subst. du proc. gén.* — Mes LEMAIRE et ROURE (ce dernier du barreau de Blida), *av.*

DEUXIÈME ESPÈCE

31 décembre 1902

(Moatti frères c. Scialom)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les frères Moatti ont relevé appel du jugement du tribunal civil de Sousse du 5 juillet 1900, par exploit du 24 juin 1901 du ministère de Me Aniach, huissier à Sousse ; — Attendu que cet appel a été notifié pour M. Dahmani ben Youcef ben Djazia, parlant à sa personne, pour M. Bachir ben Dahmani, parlant à son père, et pour M. Scialom Sitbou, parlant à son employé M. Samama ; — Qu'en remettant chacune de ces deux dernières copies l'huissier a mentionné sur son exploit qu'il laisse aux requis cette copie en conformité de la loi du 15 février 1899 ; — Qu'une pareille mention est inopérante, car elle ne permet pas de se rendre compte si l'huissier a observé les conditions substantielles de cette loi ; — Qu'il suit que les copies ainsi remises pour MM. Bechir ben Dahmani et Scialom Sitbou sont nulles et entachent d'une nullité radicale, vis-à-vis de ces derniers, l'acte d'appel des consorts Moatti ; — Que ces deux intimés doivent par suite être mis hors de cause ; — Attendu, en ce qui concerne l'appel relevé vis-à-vis de M. Dahmani ben Youssef, que si cet appel est régulier en la forme, il devient, au fond, sans intérêt par suite de l'impossibilité où se trouve la Cour de statuer sur le mérite de l'action intentée, par les consorts Moatti contre ledit M. Dahmani, l'acquéreur et de M. Scialom Sitbou, le tiers détenteur, mis tous deux hors de cause, par suite de la nullité de l'appel à leur égard ; — Attendu que cette nullité d'appel vis-à-vis de M. Sitbou ne permet pas davantage d'examiner l'appel incident par lui formulé contre les consorts Moatti ; — Attendu que la nullité de l'appel et de la procédure qui s'en est suivie étant due à la faute commise par l'huissier Aniach de Sousse, il est juste de lui faire supporter les dépens d'appel par application des dispositions de l'art. 1031 C. pr. civ. ;

Par ces motifs : — Déclare l'appel des consorts Moatti envers le jugement du tribunal civil de Sousse du 5 juillet 1900 nul et de nul effet vis-à-vis de M. Bachir ben Dahmani et Scialom Sitbou et les met tous deux hors de cause sans dépens ; — Reçoit, au contraire, ce même appel vis-à-vis de M. Dahmani ben Youssef, comme régulier en la forme, mais le déclare sans intérêt au fond ; — Condamne les consorts Moatti aux dépens

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes BENISTI et LEMAIRE, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

18 février 1903

Nantissement des fonds de commerce, conditions, inscription au greffe du tribunal de commerce, autorisation tacite de vente d'une partie du fonds.

La loi du 1er mars 1898 sur le nantissement des fonds de commerce n'a soumis la validité de ce nantissement, à la différence de celle du nantissement des autres meubles incorporels, qu'à la seule formalité de l'inscription au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel le fonds est exploité ;

Mais le consentement, formel ou tacite, du créancier nanti à l'aliénation partielle du bien donné en nantissement lui fait perdre, à due concurrence, son droit de gage.

(Vel c. Fenech)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que, pour repousser la demande des consorts Fenech, le jugement entrepris décide que, pour que le nantissement d'un fonds de commerce soit valable et opposable aux tiers, il ne suffit pas que ce nantissement ait été inscrit sur un registre public, tenu au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel le fonds est exploité ; qu'il faut, en outre, que toutes les autres prescriptions des art. 2075 et 2076 C. civ. aient été remplies ; qu'il est notamment, indispensable que le droit au bail et tous les meubles cor-

porels composant ce fonds de commerce aient été mis en la possession effective du créancier gagiste; — Attendu que, pour admettre le système du jugement entrepris, il faut décider que la loi du 1er mars 1898 n'a créé qu'un mode de publicité du contrat de nantissement de fonds de commerce et a laissé subsister toutes les autres prescriptions des art. 2075 et 2076 C. civ.; — Attendu que les partisans de ce système tirent argument du texte même, très clair, prétendent-ils, de la loi du 1er mars 1898 et des art. 2075 et 2076 précités; — Attendu que la loi précitée dit, en effet: « l'art. 2075 C. civ. est ainsi complété »; il en résulte, dit-on, que cette loi ne fait qu'apporter un complément à l'art. 2075, dont elle laisse, dès lors, subsister toutes les autres dispositions; qu'il s'ensuit que l'inscription sur le registre du greffe n'est qu'un des éléments essentiels à la validité du nantissement du fonds de commerce, mais ne dispense pas des autres formalités édictées par les art. 2075 et 2076; que ce dernier article dit, du reste, expressément: « dans tous les cas, le privilège ne subsiste qu'autant que le gage a été mis et est resté en la possession du créancier », ce qui indique que la mise du fonds de commerce en la possession réelle du créancier est également indispensable à la validité du gage;

Mais attendu que rien n'indique, dans ce texte sus-visé de la loi de 1898, que le lecteur ait soumis les nantissements de fonds de commerce aux mêmes règles que les nantissements des autres meubles incorporels; qu'en effet, dans la plupart des lois votées actuellement par le Parlement, cette expression: « l'article... est complété » peut signifier tout simplement qu'un ou plusieurs alinéas sont ajoutés à l'article en question, sans qu'il doive en résulter que tous ces alinéas, anciens et nouveaux, ont entre eux un lieu direct et étroit: — Attendu qu'il est, au contraire, constant que la loi de 1898 a voulu compléter les dispositions relatives au nantissement des meubles incorporels par une disposition spéciale, exclusivement, au nantissement des fonds de commerce: — Attendu que, si l'on veut connaître le sens et la portée exacts de la dite loi, il faut se reporter aux travaux préparatoires qui en ont précédé le vote, tant au Sénat qu'à la Chambre des députés: — Attendu, en effet, que le texte primitif de ladite loi, présenté à la Chambre des députés, commençait par ces mots: « En outre, tout nantissement d'un fonds de commerce devra, à peine de nullité, être inscrit, etc. »; — Attendu qu'il résultait de ce texte que l'inscription au greffe d'un tribunal de commerce était une condition de validité du gage, ajoutée à celles déjà prescrites par l'art. 2075 C. civ.;

Attendu, qu'au Sénat, M. Thézard, rapporteur, a demandé et obtenu la suppression des mots « en outre », faisant observer que, par cette expression, on faisait de la publicité, telle qu'elle était instituée, une condition indépendante et se suffisant à elle-même en matière de nantissement de fonds de commerce ; — Attendu que, dans le même rapport, il est dit ensuite expressément : « la portée de la loi nouvelle va plus loin, elle supprime aussi, nécessairement, en matière de fonds de commerce, l'application de l'art. 2076 du Code civil, c'est-à-dire la mise de l'objet en la possession du créancier ou d'un tiers » ; — Attendu que c'est en cet état qu'a été votée définitivement la loi du 1er mars 1898 ; — Attendu que ces deux extraits du rapport de M. Thézard précisent la portée de la loi du 1er mars 1898 ; qu'il en résulte que, dans l'intention formelle du législateur, la seule inscription sur les registres du tribunal de commerce suffit à la validité du nantissement d'un fonds de commerce ; qu'il y a lieu, en conséquence, d'infirmer le jugement entrepris ;

Sur les conclusions subsidiaires de l'intimé, ès-qualités : — Attendu que le fonds de commerce donné en gage par la dame Vel aux appelants comprenait trois magasins ; — Attendu que les consorts Fenech ont laissé vendre, pour la somme de 3,296 fr. 25, l'un de ces magasins, celui sis rue des Galettes ; — Attendu qu'il résulte des énonciations du jugement entrepris, et qu'il n'est pas contesté, que les consorts Fenech vivaient en commun avec la dame Fenech, veuve Vel, leur fille ou sœur, qui était leur débitrice ; — Attendu qu'ils sont en faute de ne pas s'être opposés à la vente par la dite dame du magasin de la rue des Galettes ; — Attendu qu'ayant consenti à cette vente, ils ont, par cela même, renoncé à cette partie de leur gage ; qu'en conséquence, leur privilège, qui était de 7,087 fr. 50, doit être diminué du prix de vente du magasin de la rue des Galettes et réduit à la somme de 3,791 fr. 25 ; que c'est pour le montant de cette somme seulement qu'ils doivent être colloqués par privilège au montant de la faillite Vel ;

Par ces motifs : — Infirme... ; — Dit que les consorts Fenech ont valablement conservé leur privilège, en faisant inscrire au greffe du tribunal de commerce le nantissement du fonds de commerce de la dame Vel, nantissement qui leur avait été concédé suivant acte reçu par Me Massonié, notaire, les 14 août-11 septembre 1899.

MM. PATRIMONIO, *prés.* ; MARTIN, *av. gén.* — Mes LEMAIRE et TILLOY, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

28 avril 1903

Action possessoire, auteur personnel du trouble, régularité de la poursuite, appel, effet dévolutif, chefs multiples, refus de statuer sur l'un d'eux, cassation.

En cas de trouble à la possession du demandeur, résultant de la construction d'un barrage sur un cours d'eau, l'action est valablement intentée contre l'auteur personnel de ce trouble, c'est-à-dire contre celui qui a construit l'ouvrage d'où il provient, sans que le juge ait à rechercher si ce dernier est ou non propriétaire du terrain sur lequel s'appuie le dit barrage ;

Lorsque des qualités du jugement attaqué il résulte : 1° que l'acte d'appel est conçu en termes généraux et sans aucune réserve ; 2° que les conclusions prises en appel demandent, sans aucune restriction, la réformation et la mise à néant de la décision déférée, le juge du second degré se trouve, par là même, saisi de tous les chefs de cette décision, et il méconnaît l'effet dévolutif de l'appel s'il ne s'explique pas sur chacun de ces chefs ;

Il ne lui suffit pas, pour justifier son refus de statuer sur l'un d'eux, de déclarer que l'appelant a, sur ce point, réduit son appel ; le jugement doit contenir la preuve de l'existence de conclusions restrictives prises en appel.

(Ben M'hamed c. Fages)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le deuxième moyen ; — Attendu que des énonciations de la décision attaquée il résulte que c'est Aïssa M'hamed ben Dreidi qui a construit sur l'oued Mehar un barrage en amont du moulin de Fages et qui a été ainsi l'auteur personnel du trouble causé à la possession de ce dernier ; — Qu'en présence de ces constatations, les juges du fond ont pu, sans rechercher si Aïssa M'hamed ben Dreidi était propriétaire du terrain sur lequel le barrage avait été établi, déclarer l'action valablement intentée contre le dit Aïssa M'hamed ben Dreidi ; qu'en statuant ainsi, le jugement

attaqué, qui est régulièrement motivé, n'a violé aucun des textes de loi visés au moyen ;

Rejette le deuxième moyen ;

Mais sur le premier moyen; — Vu l'art. 443 C. pr. civ. ; — Attendu que la sentence du juge de paix de St-Arnaud, en date du 15 novembre 1899, contenait deux chefs distincts ; qu'elle ordonnait, d'une part, la destruction du barrage élevé sur l'oued Mehad par Aïssa M'hamed ben Dreidi, et, d'autre part, condamnait celui-ci à 5 francs de dommages intérêts par chaque jour de retard ; que le demandeur en cassation a interjeté appel de cette décision ; que l'acte d'appel, conçu dans les termes les plus généraux, portait ces mots : « voir infirmer le dit jugement et décharger le requérant de toutes les condamnations prononcées contre lui » ; — Que, par le dispositif des conclusions prises par lui en appel, il a demandé qu'il plût au tribunal : « réformer et mettre à néant le jugement du 15 novembre 1899 » — Que tous les chefs de la sentence attaquée étaient ainsi déférés au juge d'appel ; — Attendu que celui-ci s'est, cependant, refusé à statuer sur le deuxième chef et à limiter la durée de l'astreinte, sous cet unique prétexte que « l'appel ne saisit le juge supérieur du » droit de réformer le jugement que sur le chef critiqué par » l'appelant dans ses conclusions prises à l'audience » ; mais que le jugement attaqué ne justifie d'aucune conclusion restrictive prise par l'appelant ; d'où il suit qu'en statuant ainsi, il a méconnu l'effet dévolutif de l'appel et violé la disposition de loi ci-dessus visée ;

Par ces motifs : — Casse le jugement du tribunal de Sétif du 5 juin 1900, mais seulement du chef relatif à la condamnation à des dommages-intérêts par chaque jour de retard... renvoie devant le tribunal civil de Philippeville.

MM. BALLOT-BEAUPRÉ, *prem. prés.* ; DUPONT, *rap.* ; MELCOT, *av. gén.* — Me BOUCHIÉ DE BELLE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

5 mai 1903

Enregistrement, actes refaits pour cause de nullité, droits proportionnels.

Si, aux termes de l'art. 68, § 1er, n° 7 de la loi du 22 frimaire an VII, les actes refaits, pour cause de nullité, sont

seulement soumis à un droit fixe de 3 fr., c'est à la condition qu'ils n'apportent aucun changement qui ajoute aux objets des conventions ou à leur valeur.

(Société du Coudiat-Aty c. Enregistrement)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen, tiré de la violation de l'art. 68, § 1er, n° 7 de la loi du 22 frimaire an VII, de l'art. 1134 C. civ., et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810; — Attendu qu'il résulte des qualités du jugement attaqué et du jugement lui-même que la Société exposante, invoquant l'art. 68, § 1er nos 6 et 7, a conclu à ce qu'il fut dit que la convention du 28 novembre 1896 n'était que le renouvellement à son profit des contrats passés en 1885 avec le sieur Renier, concessionnaire primitif des travaux, que, comme telle, elle n'aurait dû être enregistrée qu'au droit fixe prévu par l'article précité et que la somme de 11,621 fr. 50 perçue à titre de droits proportionnels, de vente et de marché, lui serait restituée; — Attendu que le jugement attaqué, comparant les actes passés en 1885 et la convention de 1896, a constaté qu'il existait entre eux des dissemblances essentielles à raison de l'objet même des contrats, à raison de certaines clauses absolument nouvelles, de dispositions spéciales indépendantes, et en a déduit que la convention de 1896 constituait un acte distinct; qu'il a ainsi répondu aux conclusions telles qu'elles avaient été posées et que l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 n'a pas été violé; — Attendu que la Société exposante soutient vainement au fond que l'acte du 28 novembre 1896, étant un acte refait pour cause de nullité des actes de 1885, n'était passible que d'un droit fixe; — Qu'en effet, si aux termes de l'art. 68, § 1er, n° 7, sont soumis à un droit fixe de 3 fr., les actes refaits pour cause de nullité, c'est à la condition qu'ils n'apportent aucun changement qui ajoute aux objets des conventions ou à leur valeur; — Attendu qu'il résulte du jugement attaqué et qu'il est constant en fait que, tandis que les actes de 1885 prévoient « le dérasement complet » de la colline du Coudiat-Aty jusqu'au niveau des rues qui l'entourent, avec l'établissement d'une plate-forme communiquant avec la partie inférieure du quartier de Sidi-Rached, par une large voie, la construction d'un pont sur le Rhumel. de murs de soutènement assurant l'assiette des remblais, lesdits travaux devant être exécutés dans un délai de huit années, le second acte, celui de 1896, substitue au « dérasement total » du Coudiat-Aty

une plate-forme avec boulevard circulaire et impose en outre à l'entrepreneur la construction, avec une balustrade, de murs de soutènement entourant ce plateau, de moyens d'accès audit plateau consistant en une rampe pour les voitures et cinq escaliers pour les piétons, et enfin de maisons avec arcades dans toutes les rues de la plate-forme du Coudiat-Aty, lesdits travaux devant être exécutés dans un délai de quatre années ; — D'où il suit que l'acte refait du 23 novembre 1896 ayant apporté des changements, qui ont ajouté aux objets des conventions primitives de 1885, n'était pas passible du seul droit fixe prévu par l'art. 68, § 1er, n° 7, de la loi du 22 frimaire an VII et que les articles visés au pourvoi n'ont pas été violés ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi contre le jugement du tribunal civil de Constantine, du 17 octobre 1899.

MM. TANON, *prés.* ; VOISIN, *rap.* ; MÉRILLON, *av. gén.* — Me DE RAMEL, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

25 juin 1903

Circonstances atténuantes, Cours criminelles, Algérie, délibération.

Les Cours criminelles de l'Algérie doivent, à peine de nullité, statuer, dans les affaires qui leur sont soumises, sur l'admission ou le rejet des circonstances atténuantes.

(Laïb ben Ali)

ARRÊT

LA COUR, — Vu la connexité, joint les pourvois formés par Laïd Abderrahman ben Ali contre deux arrêts de la Cour criminelle de Constantine, en date du 19 mai 1903, et statuant par un seul et même arrêt ; — En ce qui touche le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour criminelle de Constantine qui l'a condamné à la peine de mort ; — Sur le moyen du pourvoi pris de la violation de l'art. 10 de la loi du 30 décembre 1902 relative à l'organisation des Cours d'assises et du jury criminel en Algérie ; — Vu ledit article ; — Attendu que l'article visé au moyen dispose que la Cour criminelle prononcera à la

majorité des voix et par dispositions distinctes sur chaque chef d'accusation et sur l'admission ou le rejet des circonstances atténuantes ; qu'en spécifiant que la Cour criminelle prononcera sur l'admission ou le rejet des circonstances atténuantes la loi exige par la même que la feuille des questions auxquelles il doit être répondu par la Cour criminelle constate expressément le résultat de la délibération de ladite Cour en ce qui concerne l'admission ou le rejet des circonstances atténuantes ; — Attendu qu'il ne résulte pas de la feuille des questions que la Cour criminelle ait prononcé sur l'admission ou sur le rejet des circonstances atténuantes, qu'il y a eu, par suite violation de l'article précité ; — Et attendu qu'il s'agit d'une formalité substantielle dont l'omission doit entraîner non seulement la nullité de la délibération de la Cour criminelle et de l'arrêt qui a suivi, mais encore des débats qui l'ont précédée ; qu'il n'échet, en conséquence de statuer d'une façon distincte sur le pourvoi formé contre l'arrêt incident rendu au cours des débats relatif à l'intervention d'une partie civile ; ledit arrêt se trouvant par la même frappé de nullité ;

Par ces motifs : — Casse et renvoie devant la Cour criminelle de Philippeville.

MM. CHAMBAREAUD, *prés.* ; BOULLOCHE, *rap.* ; BONNET, *av. gén.* — Mes DE SÉGOGNE et BERNIER, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

12 juin 1903

Compétence, Algérie, litige entre musulmans, succession, droits immobiliers, tribunal civil.

Si, en Algérie, il est de principe que, même en matière de succession musulmane, c'est au tribunal civil, en premier ressort et, au second degré, à la Cour d'appel qu'appartient l'examen préjudiciel des questions relatives à tout droit immobilier quelconque dont l'établissement résulte soit de la loi du 26 juillet 1873, soit d'un titre français administratif, notarié ou judiciaire, ce principe ne saurait faire échec à la compétence du tribunal civil (Chambre des appels musulmans) statuant sur une demande en partage d'une succession musulmane, encore bien que cette succession soit, en partie,

immobilière, alors que le jugement qui accueille la demande et renvoie devant un notaire pour procéder aux opérations du partage ne touche à aucune question de la nature susdite.

(Ben Daoud Djilali c. Salhi bent ben Ammar et Ben Daoud bent ben Daoud.)

ARRÊT

LA COUR, — Sur l'unique moyen du pourvoi ; — Attendu que le tribunal d'Alger, statuant dans l'espèce comme juge d'appel d'une décision rendue par le cadi sur la demande en partage d'une succession musulmane formée contre Ben Daoud par Mouni et par Yamina, a infirmé cette décision ; que, procédant par voie d'évocation, il a accueilli la demande ; puis, conformément à l'art. 52 du décret du 17 avril 1889, il a renvoyé les parties, non devant le cadi, mais devant un notaire français pour opérer le partage de ladite succession qui comprend, à la fois, des meubles et des immeubles ; — Attendu que, pour accueillir la demande, le tribunal a écarté les titres au moyen desquels Ben Daoud prétendait n'avoir aucun compte à rendre à ses cohéritiers ; qu'il a déclaré ces actes les uns frauduleux, les autres non opposables aux appelantes, savoir : 1° un acte du cadi d'Alger, en date du 6 mars 1895, constitutif d'un habous en faveur de Ben Daoud sur un immeuble de feu Sliman, *de cujus ;* 2° une quittance générale de toutes sommes dues par Ben Daoud audit Sliman, quittance dressée par ce cadi le 30 avril 1895 ; 3° enfin, trois sentences rendues par le même cadi le 2 août 1896 et portant au profit de Ben Daoud décharge des fermages et prix de vente par lui dus, sentence où les appelantes n'avaient pas été parties ; — Attendu, en ce qui concerne le premier de ces actes, que la transmission héréditaire des biens habous étant un mode de dévolution successorale entre musulmans, il appartenait, dans l'espèce, au cadi, conformément à l'art. 7, § 1, du décret du 17 avril 1889, de vérifier en premier ressort la régularité des habous litigieux, dès lors que l'établissement de ces habous reposait uniquement sur un titre indigène et n'impliquait l'appréciation d'aucun titre français ; — Que la même compétence appartenait au tribunal comme juge d'appel ; — Attendu, en ce qui concerne les actes ou sentence portant quittance et décharge de sommes dues, que l'appréciation de ces actes appartenait, en premier ressort, au juge de paix qui, en vertu de l'art. 26 du décret précité, est le juge

ordinaire des litiges entre musulmans ; — Que, par suite de l'évocation prononcée par le jugement, la même compétence appartenait au tribunal saisi du litige dans les conditions de l'art. 37 du décret susdit ; — Attendu qu'en statuant ainsi, le tribunal n'a touché à aucune contestation relative à un droit immobilier quelconque dont l'établissement résulterait soit de la loi du 26 juillet 1873, soit d'un titre français administratif, notarié ou judiciaire ; — Que, par suite, il n'a pas méconnu la règle qui, même en matière de succession musulmane, réserve l'examen préjudiciel des questions de cette nature au tribunal civil en premier ressort et à la Cour d'appel au second degré ; — Que le jugement attaqué n'est donc entaché, à cet égard, ni d'incompétence ni d'excès de pouvoir, et qu'ainsi le moyen n'est pas fondé ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi contre le jugement du tribunal civil d'Alger du 1er avril 1901.

MM. BALLOT-BEAUPRÉ, *prem. prés.* ; FAURE-BIGUET, *rap.* ; SABRUT, *av. gén.* — Mes BOUCHIÉ DE BELLE et MORET, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

7 mai 1903

Partie civile, représentation, avoué, frais, matière criminelle ; — Applicabilité des lois à l'Algérie, loi de finances du 25 février 1901 ; — Procès-verbal, liquide, degré alcoolique, détermination, pouvoirs des tribunaux.

La partie civile a la faculté d'intervenir aux débats devant la juridiction correctionnelle en tout état de cause, mais elle n'est pas obligée de se faire assister ou représenter par un avoué pour y prendre des conclusions.

Le prévenu condamné aux frais du procès en vertu de l'art. 194 C. instr crim. n'a pas qualité pour soutenir que les frais du procès auraient dû être mis d'abord à la charge de la partie civile, sauf un recours contre lui, le trésor seul, sur le pourvoi du ministère public, pouvant, quand il y a lieu, se plaindre de la violation de l'article susvisé ;

L'art. 34 de la loi de finances du 25 février 1901, applicable à la métropole, n'a été étendu à l'Algérie ni par cette loi, ni par aucun décret postérieur ;

La détermination du degré alcoolique d'un liquide est une opération scientifique qui tombe sous le contrôle des tribunaux et cette détermination faite par les agents dans les procès-verbaux ne constitue qu'une simple opinion de leur part si le résultat en est contesté par le prévenu.

(Carton c. Contributions diverses)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Carton, juge suppléant non rétribué du juge de paix et propriétaire à El-Kseur, Kabylie, poursuivi à raison de sa qualité de juge suppléant devant la première chambre de la Cour d'appel d'Alger, a été condamné à diverses amendes pour fausse déclaration sur la nature du liquide mis en distillation et qu'il invoque, à l'appui de son pourvoi, six moyens de cassation ;

Sur le premier pris de la violation de l'art. 185 C. instr. crim , en ce que l'administration des contributions diverses serait intervenue à l'audience et aurait conclu sans l'assistance d'un avoué ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 67 C. instr. crim., la partie civile a la faculte d'intervenir aux débats devant la juridiction correctionnelle en tout état de cause, mais que ni cet article ni aucun autre ne lui impose l'obligation de se faire assister ou représenter par un avoué pour y prendre des conclusions ;

Sur le moyen tiré de la violation de l'art. 157 du tarif du 18 juin 1811 en ce que le prévenu a été condamné directement aux frais de la procédure ; — Attendu que le prévenu condamné aux frais du procès en vertu de l'art. 194 C. instr. crim., n'a pas qualité pour soutenir que les frais auraient dû être mis d'abord à la charge de la partie civile sauf son recours contre lui ; — Que le trésor seul sur le pourvoi du ministère public pourrait, quand il y a lieu, se plaindre de la violation de l'article susvisé ;

Sur le moyen pris de la violation de l'art. 408 C. instr. crim., d'un défaut de motif ou d'une omission de statuer au sujet de l'exception du prévenu tirée de ce qu'il aurait fait à la date du 24 septembre 1901 une déclaration rectificative de sa première déclaration ; — Attendu que si la déclaration du 24 septembre 1901 dont se prévaut Carton est en effet mentionnée au procès-verbal dressé contre lui, il ne résulte pas des conclusions prises par lui et notamment de celles du 15 décembre 1902 que la Cour d'appel d'Alger ait été mise en

demeure de statuer sur les effets de cette déclaration ; qu'il n'y a ainsi dans l'arrêt, sur ce point, ni défaut de motifs ni omission de statuer ;

Sur le moyen pris de la violation de l'art. 34 de la loi de finances du 25 février 1901, en ce que la Cour d'appel d'Alger a refusé de faire bénéficier l'inculpé des circonstances atténuantes et d'examiner sa bonne foi ; — Attendu que l'art. 34 de la loi susvisée applicable à la métropole n'a été étendu à l'Algérie ni par cette loi ni par aucun décret postérieur ;

Mais sur les quatrième et troisième moyens réunis et tirés de la violation des art. 9 et 25 du décret du 27 juin 1887 et relatifs aux condamnations, aux amendes et aux droits fraudés ; — Vu les dits articles ; ensemble les art. 195 et 210 C. instr. crim. ; — Attendu que pour condamner Carton soit aux amendes, soit aux droits fraudés l'arrêt se fonde sur ce que, d'après le procès-verbal, le liquide mis en distillation (vin ou piquette), à la date du 24 septembre 1901, titrait 7°95 au lieu de 3° indiqués dans la déclaration du 17 du même mois, ce qui suffit, dit l'arrêt, pour constituer Carton en état de contravention, aux termes de l'art. 9 du décret du 27 juin 1887 susvisé ; — Mais attendu que la détermination du degré alcoolique d'un liquide est une opération scientifique qui tombe sous le contrôle des tribunaux ; que cette détermination faite par les agents dans leurs procès-verbaux ne constitue qu'une simple opinion de leur part si le résultat en est contesté par le prévenu ; — Attendu, d'autre part, que la reconnaissance de l'agent de Carton constatée dans le procès-verbal ne se réfère qu'au résultat des opérations effectuées en sa présence par les employés et ne constitue pas un aveu de la contravention reprochée au prévenu ; — Attendu, en outre, spécialement en ce qui concerne le montant des droits fraudés, que le procès-verbal ne constate pas que la distillation du liquide ait commencé le 17 septembre 1901, date de la dernière visite des agents prise pour base de la surproduction de l'alcool par l'arrêt ; que pour suppléer à l'absence de cette constatation, l'administration des contributions diverses opposait la présomption légale de l'art. 9 § 6 du décret du 27 juin 1887 d'après lequel le calcul des droits fraudés doit être fait à partir du moment où le bouilleur de cru a eu la libre disposition de son appareil, soit, dans l'espèce, à partir du 17 septembre 1901 ; mais attendu que l'arrêt a refusé d'examiner si cette disposition applicable au bouilleur ambulant s'applique au bouilleur de cru ; — D'où il suit que, sous ce rapport encore, la condamnation aux droits fraudés calculés à partir du 17 septembre 1901 manque de base et de motifs ;

Sans qu'il soit nécessaire de statuer sur tous autres moyens du pourvoi ; sans s'arrêter non plus au mémoire de Me Le Dentu lequel a été transmis au greffe de la Cour de cassation contrairement à l'art. 424 C. instr. crim. ;

Par ces motifs : — Casse et renvoie devant la Cour d'appel d'Aix (1re chambre civile) l'arrêt de la Cour d'Alger du 22 décembre 1902.

MM. Lœw, *prés.* ; Chambareaud, *rap.* ; Cottignies, *av. gén.* — Me Regray, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

27 juin 1903

Relégation, jugement par défaut, opposition.

Encourt la cassation l'arrêt qui a fait état, pour prononcer la relégation, d'une condamnation rendue par défaut et encore susceptible d'opposition.

(Kechouane Mostefa)

ARRÊT

LA COUR, — En ce qui touche la peine principale : — Attendu qu'aucun moyen n'est produit à l'appui du pourvoi ; que l'arrêt entrepris est régulier en la forme et que les faits, par lui souverainement constatés, justifient la qualification et la peine ; — Rejette, quant à ce, le pourvoi ;

Mais, en ce qui touche la peine accessoire de la relégation ; — Sur le moyen pris d'office de la violation, par fausse application, de l'art. 4, nº 3 de la loi du 27 mai 1885 et, par fausse interprétation, de l'art. 187 C. instr. crim. ; — Vu lesdits articles : — Attendu qu'il appert des énonciations de l'arrêt entrepris que la première en date des condamnations sur lesquelles la Cour d'appel s'est fondée pour appliquer la relégation a été prononcée par défaut le 30 octobre 1897 par le tribunal correctionnel d'Alger ; qu'elle a été subie du 10 décembre 1898, jour de l'acquiescement du condamné, au 10 juin 1893 et que le jugement a été signifié à la mairie le 10 février 1898 ; — Mais attendu que, si une condamnation prononcée par défaut peut être comptée pour l'application de la reléga-

tion, c'est à la condition qu'elle ne soit plus susceptible d'opposition, lors de l'accomplissement des faits réprimés par les condamnations qui l'ont suivie et qui concourent avec elle à entraîner cette peine accessoire ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 187 C. instr. crim., l'opposition à un jugement par défaut, si la signification n'a pas été faite à personne, est recevable jusqu'à l'expiration des délais de la prescription de la peine, à moins qu'il ne résulte d'actes d'exécution du jugement que le prévenu a eu connaissance de la signification ; qu'il en est ainsi même au cas d'acquiescement au jugement et d'exécution de la peine ; — Attendu qu'il n'est pas constaté par l'arrêt que le demandeur ait connu la signification, faite à la mairie le 10 février 1898 ; qu'il s'ensuit que, lorsqu'ont été prononcées les deux condamnations subséquentes et même lorsqu'ont été commis, le 12 février 1903, les délits réprimés par l'arrêt entrepris, la condamnation du 30 octobre 1897 était encore susceptible d'opposition et n'était pas, dès lors, passée en force de chose jugée ; que, par suite, en faisant état de cette condamnation, pour prononcer la peine de la relégation, la Cour d'appel a violé les textes visés au moyen ;

Par ces motifs : — Casse l'arrêt de la Cour d'appel d'Alger du 23 avril 1903 et renvoie devant la Cour d'appel de Montpellier.

MM. CHAMBAREAUD, *prés.* ; PETITIER, *rap.* ; BONNET, *av. gén.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

23 mai 1903

Tapage nocturne, conditions, juge du fond, constatation, cassation.

Le fait d'avoir été reconnus comme faisant partie du groupe où un tapage nocturne a eu lieu impliquant que les prévenus se sont rendus complices dudit tapage, aux termes de l'art. 479 C. pén., encourt la cassation la décision qui relaxe lesdits prévenus en déclarant qu'ils ont été seulement reconnus comme faisant partie du groupe où ce tapage se produisait, mais qu'ils n'ont pas été reconnus comme étant spécialement les auteurs ou les complices du tapage incriminé ;

Les bruits ou tapages injurieux ou nocturnes constituant

par le fait même de leur existence une présomption de trouble apporté à la tranquillité publique, cette présomption ne peut être considérée comme ayant été légalement écartée par le juge de police, qui s'est borné à déclarer que les chants et cris ne paraissent pas *avoir troublé la tranquillité des habitants.*

(Chaze, Hugues, Marès et autres)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen du pourvoi pris de la violation de l'art. 479, § 8 C. pén. — En ce qui touche le pourvoi du ministère public contre le jugement du 27 mars 1903 par lequel le tribunal de police d'Alger a relaxé Dorté (Jean) et Trouilly (Victor) des poursuites dirigées contre eux pour tapage injurieux ou nocturne; — Attendu que le jugement attaqué déclare qu'il ressort des débats que Dorté et Trouilly ne faisaient pas partie du groupe où se produisait le tapage incriminé et qu'ils n'ont pas été reconnus comme étant les auteurs ou complices dudit tapage ; qu'en relaxant par ces motifs les prévenus susnommés après une enquête régulière à l'audience, le tribunal n'a commis aucune violation de l'article visé au moyen ;

Rejette le pourvoi du ministère public contre le jugement du tribunal de simple police d'Alger du 27 mars 1903, en tant qu'il a relaxé Dorté et Trouilly des poursuites ;

Mais en ce qui touche le pourvoi formé contre ledit jugement du chef de relaxe intervenu au profit de Chaze, Gaillarde, Landigué, Bayle, Marco, Lemoine, Breil (Jean), Mas, Prudhon, Jeandet, Henriot, Mas, Mounin, Falca, Terrats, Vanderpluyn, Magneris, Godefroy, Maillol, Costa, Bonnet, Soulier, Muzard, Deiglon, Tonbin, Lemercier, Ruelle, Hugues ; — Vu l'art. 479, § 8 C. pén ; — Attendu que si, pour justifier le relaxe, le jugement attaqué déclare que les prévenus n'ont pas été reconnus comme étant spécialement les auteurs ou les complices du tapage incriminé, il énonce en outre qu'ils ont été seulement reconnus comme faisant partie du groupe où ce tapage se produisait ; que cette énonciation est en contradiction avec le motif donné à l'appui du relaxe ; que ce motif demeure, par suite, dénué de toute valeur légale ; le fait d'avoir été reconnus comme faisent partie du groupe où le tapage nocturne avait lieu impliquant que les prévenus se sont rendus complices dudit tapage au sens de l'art. 479, § 8 C. pén. ; — Attendu, il est vrai, qu'après avoir constaté que « plusieurs manifestants ont entonné la *Marseillaise* et que des cris de : A bas les

Juifs ! ont été poussés », le jugement déclare que ces chants et ces cris ne *paraissent* pas avoir troublé la tranquillité des habitants ; — Mais attendu que les bruits ou tapages injurieux ou nocturnes constituent, par le fait même de leur existence, une présomption de trouble apporté à la tranquillité publique ; que cette présomption ne peut être considérée comme ayant été légalement écartée dans l'espèce par le juge de police, dès lors qu'il n'a pas expressément constaté qu'il résultait de l'enquête faite à l'audience que la tranquillité publique n'avait pas été troublée ; — D'où il suit qu'en relaxant les prévenus le jugement attaqué a commis une violation de l'article visé au moyen ;

Par ces motifs : — Casse le jugement du tribunal de simple police d'Alger, du 27 mars 1903 et renvoie devant le tribunal de simple police de Ménerville.

MM. CHAMBAREAUD, *prés.* ; BOULLOCHE, *rap.* ; BONNET, *av. gén.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

11 juin 1903

Expert-expertise, matière commerciale, tribunal, nomination d'office ; — Intérêts des capitaux, capital versé en vertu d'un jugement susceptible d'appel, bonne foi.

Un arrêt a pu, à bon droit, nommer, en matière commerciale, trois experts sans réserver aux parties la faculté de s'entendre sur leur choix ;

La partie qui se fait payer un capital en exécution d'un jugement exposé aux résultats éventuels de l'appel et par conséquent en vertu d'un titre litigieux est censé connaître les vices de ce titre et ne peut être assimilé à celui qui a reçu de bonne foi un capital indûment payé ; — En conséquence, elle doit les intérêts du jour du paiement lorsque, par suite de la réformation du jugement en vertu duquel ce paiement a eu lieu, elle est condamnée à restituer le capital.

(Carrafaug frères c. Messine et Aymes)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen ; — Attendu que les demandeurs en cassation ne soutiennent pas et n'ont jamais

soutenu que le tribunal de Mascara et la Cour d'Alger ne fussent pas compétents pour statuer sur la demande en garantie formée contre eux par le sieur Messine ; qu'ils prétendent seulement que cette demande n'aurait pas dû être accueillie au fond ; — Mais attendu que l'arrêt attaqué déclare qu'il n'est pas contesté que les frères Carrafaug avaient, les 2 et 17 août 1897, vendu à Messine 10 à 11,000 quintaux de raisins d'une certaine provenance rigoureusement déterminée ; que Messine a, le 3 septembre 1897, vendu à Aymes les vins à provenir des raisins faisant l'objet des deux marchés des 2 et 17 août ; que les frères Carrafaug n'ont livré à Messine que 6,056 quintaux de raisins ; que, par suite, Messine s'est trouvé dans l'impossibilité de fournir à Aymes la totalité des vins de provenance déterminée qu'il lui avait vendus et dont Aymes n'a pas voulu accepter le remplacement par des vins d'autres crus ; que l'arrêt constate que l'inexécution partielle du contrat intervenu entre Aymes et Messine est la conséquence immédiate et nécessaire de l'inexécution par les frères Carrafaug des marchés qu'ils avaient passés avec Messine ; — Attendu qu'en l'état des faits ainsi constatés c'est à bon droit que l'arrêt a déclaré les frères Carrafaug responsables du préjudice résultant de l'inexécution partielle des marchés et a dit qu'ils devraient, dans les limites fixées par l'art. 1150 C. civ., garantir Messine des condamnations qui pourraient être prononcées contre lui au profit d'Aymes ; — Que cette décision, régulièrement motivée, ne viole pas les articles de loi visés au pourvoi ;

Sur le deuxième moyen ; — Attendu qu'il s'agissait dans l'espèce d'une affaire commerciale ; qu'en effet, les demandeurs en cassation avaient eux-mêmes saisi le tribunal de Mascara jugeant commercialement ; que l'arrêt constate que les sieurs Carrafaug reconnaissaient le caractère commercial des marchés qu'ils avaient passées avec Messine et que la Cour d'appel a, comme le tribunal, statué en matière commerciale ; — Attendu qu'en cette matière il est procédé à la nomination des experts, non en vertu des art. 305 et suiv. C. pr. civ., mais en vertu de l'art. 429 du même code ; qu'aux termes de cet article les experts sont nommés d'office par le tribunal, sauf aux parties à convenir de leurs choix à l'audience, ce qui n'a pas eu lieu dans l'espèce, d'où il suit qu'en nommant d'office trois experts sans réserver aux parties la faculté de s'entendre sur leur choix, l'arrêt attaqué s'est régulièrement conformé à l'art. 429 et n'a pas violé l'art. 305, qui n'était pas applicable à l'espèce ;

Sur le troisième moyen ; — Attendu que la partie qui se fait

payer un capital en exécution d'un jugement exposé aux résultats éventuels de l'appel et par conséquent en vertu d'un titre litigieux est censée connaître les vices de ce titre et ne peut dès lors être assimilé à celui qui a reçu de bonne foi un capital indûment payé ; qu'elle doit donc les intérêts du jour du paiement lorsque, par suite de la réformation du jugement en vertu duquel ce paiement a eu lieu, elle est condamnée à restituer le capital ; — Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué, d'une part, que c'est pour satisfaire au jugement du 3 mars 1898, dont l'exécution provisoire moyennant caution avait été exigée par les demandeurs en cassation, que le défendeur éventuel avait payé la somme de 16,373 fr. 80 cent. ; que, d'autre part, ce jugement a été réformé sur ce chef par l'arrêt attaqué qui a réduit la somme de 16,373 fr. 80 cent. à celle de 12,676 fr. 55 et condamné les demandeurs en cassation à restituer à Aymes la différence entre les deux sommes, soit 3,697 fr. 15 ; — Attendu que, dans ces conditions, l'arrêt a condamné à bon droit les demandeurs en cassation aux intérêts de la dite somme à partir du jour où ils l'avaient reçue par suite de l'exécution provisoire du jugement qui a été ensuite réformé ; — Que cette décision ne viole pas les articles de la loi invoqués par le pourvoi ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi contre l'arrêt de la Cour d'Alger du 9 mai 1900.

MM. TANON, *prés.* ; GEORGE-LEMAIRE, *rap.* ; MÉRILLON, *av. gén.* — Me GAULT, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

11 juin 1903

Transports maritimes, avaries, réclamations, demande en justice, tardiveté, fin de non recevoir.

Aux termes de l'article 435 du Code de commerce, les actions contre les capitaines de navire et les assureurs, pour avaries survenues en cours de transport, ne sont recevables qu'à la double condition qu'une protestation ait été faite et signifiée dans les 24 heures de la réception, et que cette protestation ait été suivie, dans le mois, d'une demande en justice ;

L'irrecevabilité résultant de la tardiveté de la demande ne saurait, d'ailleurs, être couverte par cette circonstance qu'au moment de la livraison, il aurait été rédigé un procès-verbal, signé par l'agent de la compagnie transporteur, établissant la réalité et la quotité du manquant dont on demande compte à celle-ci, la reconnaissance de l'existence d'un manquant n'impliquant pas nécessairement, de la part du transporteur, l'acceptation de la responsabilité et l'engagement de réparer le préjudice souffert, et ne pouvant, dès lors, dispenser le destinataire d'agir dans le délai imparti par la loi.

(Cie Transatlantique c. Contributions. diverses)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen de pourvoi ; — Vu l'art. 435 C. com. ; — Attendu qu'aux termes de cet article les actions contre les capitaines de navire et les assureurs pour dommage arrivé à la marchandise en cours de transport ne sont recevables qu'à la double condition qu'une protestation ait été faite et signifiée dans les 24 heures de la réception, et que cette protestation ait été suivie, dans le mois, d'une demande en justice ; — Attendu qu'il résulte du jugement dénoncé que, les colis de tabac transportés par la Cie Transatlantique ont été délivrés, à Alger, au receveur des contributions diverses d'Algérie, le 16 janvier et le 3 février 1899, et que la demande en paiement de la valeur des manquants qui ont été constatés n'a été formée par l'administration défenderesse que le 25 octobre suivant ; que la Cie Transatlantique ayant soulevé la fin de non recevoir tirée de la tardiveté de cette demande, le tribunal a repoussé cette exception par l'unique motif que, lors de la livraison, il avait été rédigé un procès-verbal établissant la réalité et l'importance du manquant, et que l'agent de la Cie ayant signé ce procès-verbal, celle-ci ne pouvait plus invoquer les dispositions de l'art 435 C. com. ; — Mais attendu que cette reconnaissance d'un manquant n'impliquait pas nécessairement, par elle seule, l'acceptation de la responsabilité et l'engagement de réparer le préjudice souffert ; qu'elle ne pouvait, dès lors, dispenser l'administration destinataire de l'obligation d'agir dans le délai imparti par la loi ; que le tribunal n'a donc pas légalement justifié le rejet de l'acceptation proposée et la condamnation prononcée contre la Cie Transatlantique ;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur le second moyen du pourvoi ; — Casse le jugement du tribunal de commerce d'Alger du 11 décembre 1899, et renvoie devant le tribunal de commerce de Constantine.

MM. BALLOT-BEAUPRÉ, *prem. prés.* ; FAYES, *rap.* ; SARRUT, *av. gén.* — Mes DAMBEZA et REGRAY, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

13 juin 1903

Motifs des arrêts et jugements, cimetière, propriété, commune, délimitation, demande nouvelle.

En présence de l'action introduite contre une commune par un particulier, tendant à la suppression d'un cimetière compris dans un domaine acquis par ce dernier, les juges du fond justifient légalement le rejet de cette prétention, lorsque, après avoir constaté que, dans son aspect extérieur et par la conservation des tombeaux, le cimetière litigieux présente tous les signes d'un lieu de sépulture communale, ils décident, en cet état des faits, que la commune en est propriétaire en vertu d'une possession antérieure au titre du demandeur et d'une affectation plus que trentenaire au service des inhumations ;

Si, devant la Cour d'appel, la contestation n'a porté que sur la propriété même du cimetière, est irrecevable, comme nouveau, le moyen de cassation qui reproche à l'arrêt attaqué de n'avoir pas délimité cette propriété.

(Camallonga c. Commune de Saint-Maur)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen : — Attendu que l'arrêt attaqué constate que le cimetière européen dont la création est antérieure à 1852 n'a pas cessé d'être affecté à la sépulture des

habitants de la commune de Saint-Maur ; qu'il n'est pas contesté, d'autre part, que ce cimetière est clos, et qu'il porte, dans son aspect extérieur et par la conservation des tombeaux, tous les signes d'un lieu de sépulture communale ; — Attendu qu'en déclarant, en cet état des faits, que la commune en était propriétaire, en vertu d'une possession antérieure au titre de Camallonga, et d'une affectation plus que trentenaire au service des inhumations, l'arrêt attaqué n'a violé aucun des textes visés au pourvoi ;

Sur le deuxième moyen : — Attendu qu'il résulte des qualités de l'arrêt attaqué que, devant la Cour d'appel, la contestation n'a porté que sur la propriété des cimetières indigènes et non point sur leur délimitation ; que si, devant le tribunal, Camallonga, après avoir dénoncé les empiètements continuels des Arabes sur son domaine, a pris des conclusions tendant à « faire interdire toute nouvelle inhumation, en quelque endroit que ce soit du domaine d'Arbal, même aux lieux dits cimetières Ben Choral et Sidi-Semri », il ne ressort des qualités, ni qu'il ait repris ces conclusions devant la Cour, ni qu'il ait demandé, à titre subsidiaire, en cas d'infirmation du jugement qui avait accueilli sa revendication, la délimitation du cimetière litigieux à laquelle d'ailleurs la commune avait déclaré ne point s'opposer dans ses conclusions de première instance (20 février 1897) ; — Attendu que la Cour d'appel n'ayant pas été saisie de ce chef spécial n'a pas eu à y statuer ; d'où il suit que le moyen est nouveau et, par suite, non recevable ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi contre l'arrêt de la Cour d'Alger du 9 novembre 1898.

MM. BALLOT-BEAUPRÉ, *vice-prés.* ; DELCURRON, *rap.* ; SARRUT, *av. gén.* — Mes BICKART-SÉE et SABATIER, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

8 mai 1903

Exploit, huissier, signification d'un acte par lui-même à lui-même, comme mandataire, en vertu d'élection de domicile, nullité, appel.

Par application du principe d'ordre public qui ne permet pas à un officier ministériel de donner le caractère d'authen-

ticité à un acte rédigé dans son intérêt ou celui de ses proches, doit être considéré comme nul et sans valeur, l'acte d'appel qu'un huissier s'est signifié à lui-même, en son étude, recevant cette signification comme mandataire, et pour le compte du client qui a fait élection de domicile en son étude.

La nullité de l'appel principal n'emporte pas l'irrecevabilité de l'appel incident.

(Hernault c. X...)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que, par exploit du 1er avril 1901, X..., huissier à Bouïra, a signifié à Becker le jugement dont est appel, avec commandement à la requête de Hernault, demeurant à Mustapha, élisant domicile, est-il dit, « en sa demeure, en mon étude, et en la mairie de tous lieux d'exécution » ; — Attendu que, par exploit du 3 avril, le même huissier a signifié l'appel formé par Becker à Hernault, au domicile par lui élu dans le commandement, et, dit l'huissier, « parlant à moi-même » ; — Attendu que les huissiers sont des officiers ministériels, institués pour signifier les actes judiciaires ou extrajudiciaires, en donnant aux significations le caractère de l'authenticité ; — Attendu que des considérations supérieures et d'intérêt général s'opposent à ce qu'un officier public ou ministériel puisse donner le caractère de l'authenticité à un acte rédigé dans son intérêt ou celui de ses proches ; que par application de ce principe d'ordre public, l'art. 66 C. pr. civ. lui interdit d'instrumenter pour ses parents et alliés ; qu'il ne peut davantage instrumenter contre eux ; qu'a fortiori, il ne peut le faire dans sa propre cause ; — Attendu que l'huissier devient le mandataire du client, au nom et dans l'intérêt duquel il a fait pour celui-ci élection de domicile en son étude ; qu'en signifiant, au nom et dans l'intérêt d'une autre partie, un acte au mandataire du premier, il instrumente contre lui-même ; que cet acte, s'il est signifié parlant à sa propre personne, ne peut avoir les caractères de l'acte régulier, auquel la loi ajoute foi jusqu'à inscription de faux ; — Attendu que l'appel formé par Becker est donc nul ; qu'il convient d'en déclarer la nullité et de le déclarer non recevable ;

Sur l'appel incident : — Attendu que, si l'appel principal est déclaré non recevable par la Cour, il n'en a pas moins existé ;

que, du fait même qu'il a été formé, est né pour l'intimé le droit, non seulement de défendre le jugement, mais d'en attaquer les parties dans lesquelles il n'a pas donné satisfaction à ses conclusions, et dans lesquelles il lui a causé grief; que l'appel incident est permis, en tout état de cause, dès qu'un appel principal a été interjeté; que l'appel incident de Hernault est donc recevable; — Mais attendu que Hernault a déclaré ne faire appel incident que dans le cas où l'appel principal serait jugé recevable;

Adoptant, d'ailleurs, au fond, les motifs des premiers juges, en ce qui concerne les points sur lesquels porte cet appel incident;

Par ces motifs : — Déclare nul et de nul effet l'appel formé par Becker; — Déclare recevable l'appel incident de Hernault; dit qu'il n'y a lieu de statuer sur icelui; — Au fond, confirme.

M. LALOË, *prés.* — Mes GOUTTEBARON et REY, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

—

28 juillet 1903

—

Habous, clause que la branche aînée primera la branche cadette, sauf exception pour l'oncle et le neveu, validité.

—

Est valable et obligatoire la clause d'une fondation habousale par laquelle les fondateurs, dans l'espèce deux frères, ont stipulé que la branche aînée primerait la branche cadette, sauf exception pour l'oncle paternel et le neveu.

(Lakmeche c. Lakmeche)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que suivant acte passé devant le cadi dé la 113e circonscription judiciaire, le 22 avril 1858, les nommés Mohamed ben Ali bel Lakmeche, les deux frères Tahar et Mohamed Taïeb et leurs neveux Saïd, Salah et Mezian ont constitué habous tous les biens immobiliers et mobiliers

qu'ils possédaient ; — Que cette constitution a été faite pour les garçons au profit de la descendance et pour les filles à leur profit et à l'exclusion de leurs enfants et de leurs maris ; — Attendu que les fondateurs ont stipulé que la branche aînée primerait la branche cadette, à l'exception toutefois de l'oncle paternel et des neveux ; — Que, par cette clause, les constituants ont eu pour but de mettre sur un pied d'égalité les enfants des uns et des autres, malgré leur parenté d'oncle et de neveu ;

Attendu que Mohamed ben Taïeb est décédé à la survivance de sa femme Smaïl Zghtra bent Mohamed, ainsi que cela résulte d'un acte de notoriété dressé par le cadi-notaire d'Akbou, le 17 juin 1901 et qu'elle a droit à sa part dans la succession de son époux ; — Attendu que c'est à bon droit que les deux appelants ont demandé le partage des biens, conformément à l'acte de habous et qu'il y a lieu de faire droit à leur demande ;

Par ces motifs : — Infirme ; — Renvoie les parties en cause devant le cadi de Bougie pour être par lui procédé à la répartition des biens dépendant de la succession de Mohamed ben Taïeb, conformément au habous du 22 avril 1858, etc.

MM. DE MAISONSEUL, *ff. prés.* ; BUSSIÈRES, *av. gén.* — Mes TILLOY et RÉGUIS, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

11 mars 1902

Séquestre collectif, Algérie, rachat, soulte, mainlevée, effets, attribution de propriété.

En cas de séquestre collectif en Algérie, le paiement d'une soulte de rachat n'a pas pour effet de libérer une parcelle déterminée du territoire séquestré (1) ;

Cette taxe de rachat a le caractère d'une contribution ou cotisation imposée aux membres de la collectivité au prorata de leur

---

(1) V. sur ces différents points la jurisprudence rapportée en note sous l'ordonnance du 31 octobre 1845, dans Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, p. 77 et suiv.

fortune personnelle, dans le but d'affranchir du séquestre collectif l'ensemble du territoire séquestré (1) ;

La convention de rachat et la mainlevée qui la suit n'ont aucun caractère attributif de propriété (2) ;

Par le fait de la mainlevée, les membres qui composent la collectivité payante se trouvent simplement replacés dans leur situation antérieure sans réduction comme sans augmentation de leur droit (3) ;

Ils ne tiennent par conséquent du rachat aucun droit nouveau et personnel, mais seulement le droit de réclamer ce qu'ils auraient payé indûment ou pour le compte d'autrui (4).

(Djilali Youssef c. Préfet d'Alger)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que le séquestre territorial collectif a été apposé sur le haouch Ouled-Tahar, dépendant du douar Arbatache, en vertu de l'arrêté gouvernemental du 27 juin 1871 ; — Qu'à la date du 18 avril 1874, une convention pour racheter les effets de ce séquestre est intervenue entre l'État et la collectivité du douar Arbatache, ladite convention approuvée le 6 juillet suivant ; — Que plusieurs indigènes ayant refusé de se libérer, un arrêté du gouverneur général, du 23 juin 1882, maintenant les effets du séquestre, a prononcé la réunion au domaine de l'État du tiers indivis du haouch Ouled-Tahar ; — Attendu que, pour mettre fin à cette indivision, l'administration a fait procéder, par le commissaire enquêteur chargé de l'application de la loi du 26 juillet 1873, dans le douar Arbatache, au cantonnement des droits respectifs de l'État et de ses copropriétaires ; — Attendu que le commissaire enquêteur a été ainsi amené à inscrire au procès-verbal général d'enquête, comme provenant de l'État du séquestre apposé sur le haouch Ouled-Tahar, une parcelle de terre d'une contenance de 58 hectares 27 ares 80 centiares, formant le nº 318 du plan d'enquête ; — Attendu que ce procès-verbal a été clôturé le 20 mai 1886 sans que cette attribution ait donné lieu à aucune opposition ; — Que, par suite, un titre définitif a été délivré au profit de l'État le 18 mars 1892 et transcrit au bureau des hypothèques à Alger le 8 juin 1892 ; — Attendu

---

(1 à 4) V. *Rev. Alg.*, 1903. 2. 261, note 1.

que la parcelle Tamgout, dont l'appelant revendique aujourd'hui la propriété, dépend de ce lot nº 318 du douar Arbatache régulièrement attribué à l'État comme lui provenant du séquestre apposé sur le haouch Ouled-Tahar ; — Attendu que Djilali Youssef ben Mohamed, qui ne saurait contester ce séquestre, invoque la convention intervenue le 18 avril 1878 entre l'administration et la collectivité du douar Arbatache pour prétendre que ses auteurs ont payé la taxe de rachat afférente à la parcelle Tamgout et que, par suite, cette terre s'est trouvée dégrevée du séquestre ; — Que c'est là une erreur juridique, car si le tiers indivis du haouch Ouled-Tahar a été appréhendé, c'est précisément parce que la taxe y afférente n'a pas été intégralement acquittée ; — Que, d'ailleurs, le paiement d'une soulte de rachat a le caractère d'une contribution ou cotisation imposée aux membres de la collectivité au prorata de leur fortune personnelle, dans le but d'affranchir du séquestre collectif l'ensemble du territoire séquestré ; — Que la convention de rachat et la mainlevée qui la suit n'ont aucun caractère attributif de propriété ; — Que, par le fait de la mainlevée, les membres qui composent la collectivité payante se trouvent simplement replacés dans leur situation antérieure sans réduction comme aussi sans augmentation de leur droit ; — Qu'ils ne tiennent par conséquent du rachat aucun droit nouveau et personnel, mais seulement le droit de réclamer ce qu'ils auraient payé indûment ou pour le compte d'autrui ; — Que, dès lors, le haouch Ouled-Tahar ne pouvait se trouver libéré du séquestre que par le paiement intégral de la taxe y afférente, et qu'à défaut de ce paiement intégral, il demeurait soumis au séquestre collectif sous lequel il était placé et dont l'arrêté du 23 juin 1882 ne l'a dégagé qu'en partie ; — Que, pour être complètes, les opérations de liquidation du séquestre nécessitaient le cantonnement du tiers indivis réuni au domaine de l'État par l'arrêté du 23 juin 1882, seule mesure permettant de dégager entièrement des effets du séquestre le surplus dudit haouch Ouled-Tahar ; — Attendu que c'est par l'effet de ce cantonnement opéré par le commissaire enquêteur que le lot nº 318 dans lequel se trouve la parcelle litigieuse « Tamgout » a été attribuée à l'État pour la totalité, tandis que le surplus du haouch Ouled Tahar, déduction faite de la partie sud, qui constituait un bien vacant et sans maître, a été attribué à titre privatif non pas seulement aux indigènes qui avaient effectué le paiement de la taxe de rachat, mais à tous ceux qui ont justifié au commissaire enquêteur d'un droit antérieur à l'apposition du séquestre ; — Qu'au surplus, ce cantonnement n'a été que la

suite naturelle des opérations du séquestre et, à ce titre, ce serait à l'autorité administrative seule à apprécier la légitimité de la réclamation de Djilali Youssef ben Mohamed ; — Qu'en admettant, du reste, que Djilali Youssef ben Mohamed ait versé une taxe de rachat pour une parcelle qu'il n'a pu récupérer, c'est à la collectivité qui a profité de cette taxe et non à l'État à en opérer le remboursement ; — Attendu que le titre de 1877 que Djilali Youssef ben Mohamed invoque pour établir son droit de propriété antérieur au séquestre sur la parcelle « Tamgout », outre qu'il se heurte à un arrêté régulier de séquestre, ne contient aucune délimitation précise permettant d'affirmer l'identité du bled Tamgout, que cet acte place dans un haouch appelé Ben-Dahman, avec la partie litigieuse, située dans le haouch Ouled-Tahar ; — Attendu que la preuve offerte par l'appelant de sa possession plus que trentenaire ou même décennale se trouve d'ores et déjà contredite par les dispositions du jugement rendu par le tribunal civil d'Alger le 12 janvier 1899, entre Djilali Youssef ben Mohamed et M. Moll, locataire de l'État, constatant qu'à cette époque, tout au moins, l'appelant n'avait pas la possession utile pour prescrire ;

Par ces motifs et ceux non contraires des premiers juges ; — Sans s'arrêter à l'appel de Djilali Youssef ben Mohamed envers le jugement du tribunal civil d'Alger du 23 juin 1900 ; — Confirme ledit jugement pour sortir plein et entier effet ; — Déclare l'appelant non recevable autant que mal fondé dans toutes ses demandes, fins et conclusions, l'en déboute ; — Le condamne à l'amende et aux entiers dépens d'appel.

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; MARTIN, *av. gén.* — Me BORDET, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

23 décembre 1902

Serment, Algérie. kabyles, immeubles régis par la loi française, retractation, preuve testimoniale.

Au cas de délation de serment, devant un tribunal français, statuant en matière ordinaire, par un kabyle à un autre kabyle, au cours d'une contestation ayant pour objet des immeubles régis par la loi française, le serment doit être prêté, en cas de difficulté, entre les parties, sur le mode de prestation du dit serment, en la

forme française, c'est-à-dire par la partie seule, à l'audience, dans les termes de l'art. 121 C. pr. civ., non sur un marabout avec affirmation de cojuratores, comme le prescrit la coutume kabyle (1) ;

Le serment déféré en la forme kabyle, objet de la difficulté, peut être rétracté (2) ;

En ce cas, l'ordre testimonial des faits, sur lesquels portait le serment déféré, peut être ordonné (3).

(Ben Bachir c. Ben Bachir)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'opposition du sieur ben Bachir Mohamed ben El Hadj Belkassem ben Bachir, agissant tant en son nom personnel que comme tuteur des mineurs Mohamed Saïd, Dabbia, Fathima, enfants de Mohamed Es'Saïd ben Bachir et du mineur Aomar Bédaoui ben El Hadj Ali ben Bachir, à l'arrêt de défaut du 15 juillet 1902, est recevable ;

I. Sur le moyen déduit par le dit opposant de ce que le serment décisoire que ès-qualités il a déféré au sieur ben Bachir sid El Hadj Ali ben Bachir devrait, en droit, être prêté par celui-ci sur le marabout de Valla si Hamini, avec affirmation de sept parents, en la forme kabyle, si, d'ailleurs, il y a lieu, en fait, à sa prestation : — Attendu qu'il convient de maintenir, par adoption de ses motifs, l'arrêt de défaut précité, en ce qu'il a décidé que dans la cause ledit serment ne pouvait, légalement, être prêté que dans les conditions de l'art. 121 C. pr. civ., en la forme française ;

II. Sur le moyen déduit par l'opposant de ce que, ayant entendu faire prêter serment à Sid El Hadj Ali, avec affirmation de sept parents, dans les conditions de la coutume kabyle, et de ce que le sieur El Hadj Ali n'ayant pas accepté de le prêter, avec affirmation de ces sept parents, il doit quant à lui opposant être admis à se retracter, si la Cour estime que cette prestation de serment doit avoir lieu en la forme française par Sid El Hadj Ali, seul, dans les conditions de l'art. 121 C. pr. civ. : — Attendu que la délation du serment décisoire et son acceptation constitue un contrat judiciaire ; — Que ce contrat n'est parfait qu'autant qu'il y a accord entre les parties ; — Que cet accord doit être à raison de l'indivisi-

---

(1 à 3) Comp. Alger, 21 mars 1896 (*Rev. Alg.*, 1896. 2. 251) et la note; Alger, 22 déc. 1898 (*Rev. Alg.*, 1899. 2. 216).

bilité du serment déféré et pour éviter toute surprise, absolu et complet ; qu'il doit porter à la fois sur les termes et sur les conditions dans lesquelles le serment doit être prêté ; — Qu'à défaut d'entente sur ces deux points, la partie qui l'a déféré est en droit de se rétracter ; — Attendu que le sieur Mohammed El Hadj Belkassem et Sid El Hadj Ali ont été constamment en désaccord sur les conditions dans lesquelles devait être prêté le serment déféré par le premier au second ; — Que l'opposant peut dès lors, à cet égard, se rétracter ; — Attendu qu'il n'y a pas lieu de maintenir, en fait, dans ces conditions, la prestation de serment ordonnée ;

III. Sur l'offre de preuve, tant par titres que par témoins formulée en première instance et devant la Cour par le sieur Mohamed El Hadj Belkassem concernant les faits indiqués au dispositif du présent arrêt ; — 1° Quant à la fin de non recevoir déduite par le sieur El Hadj Ali de ce que la partie qui a déféré le serment ne pouvant plus se rétracter, aux termes de l'art. 1364 C. civ., lorsque l'autre partie a déclaré être disposée à le prêter, il s'ensuit qu'alors la première ne saurait être admise à prouver tant par titres que par témoins, à l'encontre de la seconde, les faits sur lesquels porte ledit serment : — Attendu qu'il n'y a pas eu, pour la prestation de serment déféré par le sieur Mohamed ben El Hadj Belkacem à Sid El Hadj Ali, accord entre les parties ; — Que la fin de non recevoir opposée manque ainsi en fait de base ; — Qu'il n'y a lieu par suite de s'y arrêter ;

2° Quant à l'admission de la preuve offerte : — Attendu que les faits articulés sont concluants, pertinents, admissibles, déniés, que la loi n'en défend pas la preuve ; — Qu'il y a lieu en conséquence d'autoriser, en exécution des art. 1348 C. civ., 253, 254 C. pr. civ., le sieur Mohamed ben El Hadj Belkacem ben Bachir à les établir tant par titres que par témoins ;

IV. Sur les dépens d'appel : — Attendu que par application des art. 130 et 470 C. pr. civ., ils doivent être, après qu'il en aura été fait masse, supportés, moitié par l'appelant, moitié par l'intimé ès-qualités ;

Par ces motifs et ceux non contraires de l'arrêt de défaut du 15 juillet 1902 ; — Dit l'opposition recevable, en partie justifiée ; — Maintient l'arrêt du 15 juillet 1902 en ce que, en droit, il a décidé, pour le cas où il y aurait lieu, en fait, à la prestation du serment déféré, que cette prestation devait se faire, en la cause, dans les conditions de l'art. 121 C. pr. civ., en la forme française ; — Maintenant, par voie de conséquence, le dit arrêt en ce qu'il a, de ce chef, infirmé le jugement déféré ;

— Maintient ou confirme les dispositions des dits arrêt et jugement relatives à la recevabilité et au bien fondé de l'appel, à la réserve des dépens de première instance, à la restitution de l'amende d'appel ; — Statuant pour le surplus à nouveau : — Dit n'y avoir lieu, en fait, par suite à la rétractation du sieur Mohamed ben El Hadj Belkassem à la prestation de serment ordonnée ; — Admet ledit opposant ès-qualités à prouver tant par titres que par témoins, etc...

MM. MÉROT, *ff. prés.* ; VANDIER, *subst. du proc. gén.* — Me BROUSSAIS, *av.*

TRIBUNAL DE COMMERCE D'ALGER

17 novembre 1902

Fret ou nolis, capitaine, paiement du fret, tierce consignation, consignataire, offre de caution, président du tribunal de commerce, compétence, capitaine, chargement, dommages-intérêts, affréteur, mise en demeure, dommages-intérêts.

Le tribunal de commerce est incompétent pour rétracter une ordonnance par laquelle son président a ordonné le dépôt en mains tierces de la cargaison d'un navire afin d'assurer au capitaine le paiement de son fret, conformément à l'art. 360 C. com. (1) ;

Le président du tribunal de commerce est aussi seul compétent pour statuer sur l'opportunité de l'offre d'une caution offerte par le chargeur pour garantir le paiement du fret (2) ;

Le capitaine ne peut invoquer les dispositions de l'art. 288 C. com. et en réclamer le bénéfice qu'autant qu'il a mis en demeure l'affréteur de compléter son chargement, qu'il a obtenu un jugement l'autorisant à partir faute par l'affréteur de l'avoir parfait dans un certain délai (3) ;

Si le capitaine fait voile sans mettre l'affréteur en demeure,

---

(1, 2) Sur la disposition de l'art. 306 C. com., V. trib. com. Anvers, 28 janv. 1869 et 13 janv. 1870 (Dalloz, *Rép.*, *Droit maritime*, 1063 et 1064) ; civ. cass. 5 mars 1884 (D. P. 1884. 1. 105) ; Montpellier, 12 fév. 1891 (D. P. 1893. 2. 94).

(3, 4) Jurisprudence constante : trib. com. Hâvre, 26 avril 1870 ; trib. com. Anvers, 24 juin 1878 ; trib. com. Marseille, 28 janv. 1880 (Dalloz. *Rép.*, v° *Droit maritime*, n. 1998).

loin d'être fondé à demander le fret entier, il peut, suivant les circonstances, être tenu à des dommages-intérêts envers l'affréteur (1).

(Millaut c. Marlas)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'aux termes d'une charte-partie passée à Alger le 18 septembre 1902 entre Millaut et le capitaine Marlas, ce dernier par l'intermédiaire de Bergeret, courtier maritime à Alger, Millaut s'est engagé, comme affréteur, á charger sur le steamer *Galixidion* à Novorossick (Russie), 700 à 800 tonnes environ de douelles de chêne en grenier, à destination d'Alger, au fret de 19 francs la tonne, sur poids délivré et reconnu par poids public à Alger; — Attendu que le connaissement, en date à Novorossick du 22 septembre 1902, énonce que 530 tonnes seulement de douelles ont été embarquées sur le dit steamer; — Attendu qu'après l'arrivée du navire à Alger, le capitaine Marlas, le 7 novembre 1902, présenta requête à M. le président de ce tribunal pour se voir autoriser à déposer cette cargaison entre les mains d'un tiers consignataire, pour cette raison que Millaut n'avait pas chargé le tonnage convenu et se refusait à payer le fret du vide pour le plein ; — Attendu que cette requête fut répondue le même jour d'une ordonnance conforme nommant aux fins susdites M. Ch. Tachet; — Attendu que par exploit de Me Garrigou, huissier à Alger, en date du 8 novembre 1902, Millaut a donné assignation au capitaine Marlas pour « voir dire qu'il n'y avait pas lieu à tierce consignation, la marchandise n'étant ni pesée ni dénombrée — en voir prononcer la main-levée — voir donner acte au requérant de ce qu'il est prêt à payer le fret, d'après le poids reconnu au poids public et subsidiairement à ce qu'il est prêt à déposer entre les mains de qui le tribunal désignera le prix du tonnage prétendu manquant ou de fournir, au choix du tribunal, comme caution la Compagnie Algérienne en garantie du paiement du dit manquant; — Voir réserver au requérant le droit d'exiger du capitaine Marlas la justification du vide pour le plein dont le capitaine excipe et le droit de demander à ce dernier des dommages-intérêts, tant en raison du préjudice causé au requérant par le retard apporté par le capitaine dans le débarquement et pour être allé à Philippeville avant

(1) V. *Rev. Alg.*, 1903, 2. 267, note 3.

d'être venu à Alger, que pour le préjudice causé par la réquisition injuste d'un tiers consignataire ; — Voir dire que sur l'offre du cautionnement ci-dessus ou le dépôt, entre les mains de qui le tribunal ordonnera, de telle somme qui sera fixée par le dit tribunal, le requérant prendra possession de sa marchandise. Et vu l'urgence, voir ordonner l'exécution provisoire sur minute et avant enregistrement, nonobstant opposition ou appel et sans caution, du jugement à intervenir. Sous les plus amples réserves de fait et de droit ; — Attendu, d'autre part, que les parties ont conclu et plaidé au fond ; — Attendu que, à l'heure actuelle, Millaut a versé au capitaine Marlas 6,000 francs à valoir sur la totalité du fret qui sera dû à ce dernier ; — Attendu que le capitaine Marlas réclame encore à Millaut par voie reconventionnelle : 1° 4,222 francs pour fret de marchandises effectivement chargées ; 2° 4,028 francs du vide pour le plein, soit un total de 8,250 francs du chef du fret et 2,000 francs de dommages-intérêts ; — Qu'à son tour Millaut demande au capitaine Marlas 10,000 francs de dommages-intérêts ;

Et sur ce : I. Sur la demande en main-levée de la tierce consignation : — Attendu que l'art. 306 C. com. dispose que, dans le temps de la décharge, le capitaine peut, pour avoir paiement de son fret, demander le dépôt en mains tierces de la cargaison ; — Attendu que le capitaine Marlas a exercé le droit dont s'agit en la forme prescrite par l'art. 417 C. pr. civ.; qu'il n'échet pas, pour le tribunal, de rechercher si cet exercice répondait, dans la forme, aux circonstances et aux exigences de la cause ; — Qu'en effet, l'ordonnance de M. le président étant intervenue aux formes dudit art. 417 C. pr. civ., la rétractation n'en appartient pas au tribunal ; — Qu'à la vérité les auteurs et la jurisprudence sont divisés sur ce point, mais que le tribunal de commerce et la Cour d'appel d'Alger observent que la rétractation des ordonnances ainsi rendues ressortit au magistrat qui l'a rendue ; — Que dès lors le tribunal est incompétent ;

II. — Au fond, — Sur la demande principale : — Attendu qu'il convient tout d'abord de donner acte à Millault : 1° De ce qu'il est prêt à payer le fret, aux termes de la charte-partie d'après le poids délivré et reconnu par poids public, et encore 2° De ce qu'il offre la caution de la Compagnie Algérienne, pour la somme qu'arbitrera le tribunal ; — Attendu, sur ce dernier point, que le capitaine Marlas ne saurait être reçu à soutenir que la disposition de l'art. 306 C. com. en faveur du capitaine soit impérative pour le juge ; qu'en effet, la jurisprudence admet presque unanimement aujourd'hui que ce

droit ne saurait excéder les limites que lui-même a fixées à sa créance prétendue ; que la faculté insérée en l'art. 306 est destinée à remplacer pour le capitaine le droit de rétention que le législateur lui a refusé ; qu'il est aisé de concevoir qu'une sauvegarde était nécessaire au capitaine pour assurer le paiement de son fret ; mais que cette mesure deviendrait en vérité exorbitante si elle continuait à se faire sentir alors que serait consignée la contre-valeur en espèces des prétentions du capitaine jusqu'à ce qu'il ait été statué sur icelles par justice ; qu'il résulte de là que le juge a pleins pouvoirs d'appréciation de l'opportunité de l'offre d'une caution ; — Attendu toutefois que cette opportunité ne saurait appartenir qu'à la juridiction saisie de la demande de tierce consignation ; qu'en l'espèce elle ne peut ressortir qu'au seul magistrat auquel peut être complètement soumise la demande de rétractation de l'ordonnance précitée ;

Sur la demande en dommages-intérêts : — Attendu que la charte-partie stipulait que le capitaine Marlas aurait la faculté d'escaler à d'autres ports, soit à l'aller, ou au retour, pour compléter son chargement pour un autre port quelconque de la Méditerranée, et ce, à son bénéfice, mais qu'il devait venir débarquer à Alger en premier lieu ; — Attendu qu'il est acquis aux débats que le capitaine Marlas n'a pas déposé à Alger de rapport de mer ; — Attendu d'autre part qu'il est affirmé par Millault et qu'il n'est par dénié par le capitaine Marlas que ce dernier, avant de venir à Alger, était allé d'abord compléter sa cargaison à Batoum et ensuite débarquer les marchandises à Constantinople et à Philippeville ; — Attendu que cette dérogation aux conventions intervenues entre les parties a eu tout d'abord pour premier résultat d'occasionner un retard dans la remise à Millault du chargement qu'il attendait ; qu'il s'en est suivi pour lui un préjudice dont l'appréciation est possible au tribunal ; — Attendu, en second lieu, que cette double escale, contraire aux conventions des parties, jointe à la constatation de l'absence de tout rapport de mer, transforme en certitude la présomption que le capitaine n'avait point de vide à son bord ;

Sur la demande reconventionnelle : — Attendu en ce qui concerne la demande 4,222 fr. pour les marchandises effectivement transportées, que le tribunal n'y saurait faire droit en l'état des conventions des parties stipulant que le fret serait payé à raison de 19 fr. la tonne de 1,000 kilos sur poids délivré et reconnu par poids public ; — Attendu, en ce qui concerne la demande de 4,028 fr., montant du vide pour le plein, calculé sur la différence entre les 538 tonnes, poids prétendu trans-

porté, et celui de 720 tonnes arbitré par le capitaine Marlas lui-même, que rien n'établit qu'il ait eu du vide ; que cependant, en sa qualité de demandeur, c'était à lui qu'il appartenait d'en apporter la preuve ; — Attendu, au contraire, qu'il échet de constater qu'il n'a fait à cet égard aucune mise en demeure à l'encontre de Millault ; qu'il n'a pas fait non plus établir ses vides au départ ; qu'il n'a pas fait davantage de réserves ; que ce n'est qu'à Alger qu'il a élevé la prétention de se faire payer le vide pour le plein ; — Attendu que la jurisprudence maritime est nettement précise sur ce point ; que le capitaine ne peut invoquer les dispositions de l'art. 288 C. com. et en réclamer le bénéfice qu'autant qu'il a mis en demeure l'affréteur de compléter son chargement ; qu'il a obtenu un jugement l'autorisant à partir, faute par l'affréteur de l'avoir parfait dans un certain délai ; — Attendu encore qu'il est de jurisprudence constante que si le capitaine fait voile sans mettre l'affréteur en demeure, loin d'être fondé à demander le fret entier, il peut, suivant les circonstances, être tenu à des dommages-intérêts envers l'affréteur ; — Attendu que c'est bien le cas en l'espèce, que par conséquent la prétention du capitaine Marlas demeure parfaitement injustifiée, que sa demande en dommages-intérêts ne repose sur aucun fondement ;

Sur les frais de la tierce consignation ; — Attendu qu'il est constant que Millault a toujours offert de payer le fret dans les conditions de la charte-partie sur les quantités portées au connaissement ; — Que la tierce-consignation demandée par le capitaine Marlas n'avait pour but que la garantie du paiement du vide pour le plein ; — Que le capitaine Marlas, succombant de ce chef, doit supporter les conséquences qui en découlent ; — Attendu que par exploit de Me Cabaud, huissier à Alger, en date du 11 novembre, le capitaine Marlas assigne Millault en paiement de la somme de 8.850 fr. et en outre des frais de la tierce-consignation ; faute par lui d'en avoir acquitté le montant dans les vingt-quatre heures, il sera procédé à la vente des marchandises tiers-consignées ; — Attendu que cette instance est introduite à la suite de l'ordonnance rendue sur requête de M. le président du tribunal de commerce dont il a été parlé ci-dessus ; qu'elle est venue en ordre à l'audience du mercredi, 12 novembre ; qu'elle a été renvoyée pour être jointe à l'instance pendante en délibéré ; — Attendu que les deux instances sont connexes ; qu'il y a lieu de les joindre et de prononcer sur icelles par un seul et même jugement ; — Attendu que M. Tachet déclare s'en rapporter à justice ;

Par ces motifs, après en avoir délibéré, jugeant contradictoirement et en premier ressort : — Joint les deux instances et statuant sur icelles par un seul et même jugement; — Donne acte à M. Tachet de ce qu'il déclare s'en rapporter à justice; — Se déclare incompétent pour statuer sur la demande en main-levée de la tierce-consignation; renvoie de ce chef Millault à se pourvoir ainsi qu'il avisera s'il le juge utile ; — Donne acte à Millault de ce qu'il offre la caution de la Compagnie Algérienne, mais, par voie de conséquence de la décision qui précède, dit qu'il n'y a lieu de statuer autrement sur cette offre ; — Donne acte à Millault de ce qu'il est prêt et au besoin le condamne à payer le fret à raison de 19 fr. la tonne, prix stipulé sur la quantité transportée d'après les termes de la convention des parties, tels qu'ils résultent des énonciations du connaissement et de la charte-partie, c'est-à-dire après le dénombrement des doucles et d'après le poids délivré et reconnu par poids public et au fur et à mesure de ces opérations ; — Dit que sur le montant du fret ainsi dû s'imputera d'abord l'acompte de 6.000 fr. déjà versé par Millault et que s'établira ensuite la compensation légale jusqu'à due concurrence des condamnations prononcées par le présent jugement au profit de Millault ; — Dit que le capitaine Marlas a contrevenu gravement aux conventions intervenues, en allant d'abord débarquer des marchandises à Constantinople et à Philippeville avant de venir à Alger ; — Le condamne à 500 fr. de dommages-intérêts qu'il paiera à Millault pour le préjudice éprouvé par ce dernier du chef du retard qui s'en est suivi ; — Dit et ordonne que le capitaine Marlas sera tenu de commencer à délivrer la marchandise à Millault, séance tenante, et dans les conditions sus-énoncées, à peine de 100 fr. par chaque jour de retard ; — Déboute le capitaine Marlas de sa demande en paiement du vide pour le plein ; — Le déboute également de sa demande en dommages-intérêts ; — Le condamne aux frais de la tierce consignation et, par surcroît de dommages-intérêts, aux entiers dépens, y compris les frais d'enregistrement des pièces visées au présent jugement ; — Donne acte aux parties de leurs réserves, droits et moyens ; — Les déboute de toutes leurs autres fins et conclusions, respectivement, en ce qu'elles peuvent avoir de contraire aux présentes ; — Et vu l'urgence, ordonne l'exécution du présent jugement, nonobstant opposition en appel, avant enregistrement et sous caution.

M. Ad. JOURDAN, *prés.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

30 juillet 1903

Cours criminelles, Algérie, déclaration de culpabilité, application de la peine, vote, assesseurs-jurés, formalités prescrites, absence de moyen de constatation, mention au procès-verbal non nécessaire.

Si la loi du 30 décembre 1902, relative aux Cours criminelles d'Algérie, a prescrit que le vote de la Cour sur la déclaration de culpabilité aurait lieu au scrutin secret et que, sur l'application de la peine, le président recueillerait d'abord les voix des assesseurs-jurés dans l'ordre où ils ont été appelés à siéger par le tirage au sort, elle s'en est rapportée à la conscience du président pour faire observer cette double formalité, sans lui imposer un mode quelconque pour sa constatation ;

En conséquence, on ne saurait tirer grief de ce que l'accomplissement de ces prescriptions, auxquelles il doit être satisfait en dehors de l'audience de la Cour criminelle, n'a pas été constaté par le procès-verbal dressé en exécution de l'art. 372 C. instr. crim.

(Imerzoukène Saïd ben Hacine)

ARRÊT

LA COUR, — Statuant sur le pourvoi de Imerzoukène Saïd ben Hacine contre un arrêt de la Cour criminelle de Tizi-Ouzou en date du 27 juin 1903, qui l'a condamné à la peine de mort pour assassinat ; — Sur le moyen pris de la violation de l'art. 10 de la loi du 30 décembre 1902, 7 de la loi du 20 avril 1810 et du manque de base légale en ce qu'il n'est justifié par aucune pièce de la procédure, d'une part, sur la déclaration de culpabilité, que le vote de la Cour a eu lieu au scrutin secret ; d'autre part, sur l'application de la peine, que le président ait recueilli d'abord les voix des assesseurs-jurés dans l'ordre où ils auront été appelés à siéger, pour le tirage au sort : — Sur les deux branches de ce moyen : — Attendu que cette double formalité, devant avoir lieu en dehors de l'audience de la Cour criminelle, dans la salle des délibé-

rations, n'a pu être constatée par le procès-verbal dressé en exécution de l'art. 372 C. instr. crim., et qu'en la prescrivant, la loi s'en est rapportée à la conscience du président pour la faire observer, sans qu'elle lui ait imposé un mode quelconque pour la constatation ;

Et attendu que l'arrêt est régulier en la forme et que la peine a été légalement appliquée aux faits déclarés constants par la Cour criminelle ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour criminelle de Tizi-Ouzou du 29 juin 1903 (1).

MM. CHAMBAREAUD, *prés.* ; GARAS, *rap.* ; COTTIGNIES, *av. gén.* — Mes BARRY et JOUARRE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

15 juin 1903

Propriété, Algérie, commune, voirie, chemins publics et privés, preuve, usage public, destination, circulation, dénomination, cadastre, cassation, effets, cassation partielle, indivisibilité de la condamnation, annulation pour le tout.

Tout chemin affecté à l'usage du public est présumé jusqu'à preuve contraire appartenir à la commune sur le territoire de laquelle il est situé, et cette affectation peut s'établir notamment par la destination du chemin jointe soit au fait d'une circulation générale et continue, soit à des actes réitérés de surveillance et de voirie de l'autorité municipale (D. 19 mars 1886, art. 1 et 2) ;

En conséquence, la destination apparente d'un chemin à l'usage du public n'est caractéristique de son affectation au domaine public communal que si elle est accompagnée de faits matériels de possession exercés par la commune et rentrant dans l'une des deux catégories ci-dessus spécifiées ;

Le fait d'une circulation générale et continue est suffisamment caractérisé pour justifier, au profit d'une commune, l'application de la présomption légale établie par le décret

(1) Du même jour, arrêt identique, pourvoi Hadj Saïd contre un arrêt de la Cour criminelle de Tizi-Ouzou du 26 juin 1903.

précité, s'il est constaté qu'un chemin litigieux met en communication toute une région avec un marché ;

De même, l'affectation à l'usage public résulte suffisamment, en raison du caractère des lieux desservis et des coutumes arabes, de ce qu'un chemin litigieux relie une route départementale à deux marabouts et dessert un cimetière ;

Mais la dénomination d'un chemin, encore qu'elle présente quelque utilité pour établir sa destination, est sans portée quant à la preuve de son affectation ;

Lorsqu'elles se placent en dehors de la présomption du décret du 19 mars 1886 (art. 1 et 2), les communes doivent prouver leur droit de propriété sur les chemins ruraux par des titres formels et directs, et les mentions cadastrales ne peuvent en tenir lieu ; de sorte qu'à défaut de toute autre constatation caractéristique de l'affectation publique, la seule présomption tirée de la figuration du chemin litigieux au cadastre reste inopérante ;

Lorsque la décision frappée du pourvoi ordonne la réouverture de plusieurs chemins attribués à une commune, et cela aux frais de son adversaire, en prononçant contre lui une astreinte unique d'une somme déterminée par chaque jour de retard, la cassation partielle de l'arrêt entraîne, en raison de l'indivisibilité de cette condamnation et par voie de conséquence, l'annulation pour le tout de ladite disposition.

(Camallonga c. commune de Saint-Maur)

Moyens du POURVOI :

1° « Violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, des art. 1, 2, 3 et suiv. de la loi du 20 août 1880 et du décret du 19 mars 1886, des art. 2262 et 2265 C. civ., en ce que l'arrêt attaqué a déclaré que la commune devait être présumée propriétaire du chemin n° 1, en se fondant sur l'ancienneté de ce chemin ainsi que sur sa direction, alors que ces constatations ne pouvaient suffire pour établir l'affectation de ce chemin à l'usage du public, et, par suite, le droit de la commune » ;

2° « Violation des mêmes articles en ce que l'arrêt attaqué a déclaré que la commune devait être présumée propriétaire du chemin n° 4, en se fondant sur l'ancienneté de ce chemin, ainsi que sur sa dénomination, alors que ces constatations ne pouvaient suffire pour établir l'affectation de ce chemin à l'usage du public et par suite le droit de la commune » ;

3° « Violation des mêmes articles en ce que l'arrêt attaqué a déclaré

que la commune devait être présumée propriétaire du chemin n° 5 en se fondant uniquement sur le fait qu'il relie deux chemins publics » ;

4° « Violation des mêmes articles en ce que l'arrêt attaqué a déclaré que la commune devait être présumée propriétaire du chemin n° 7, en se fondant uniquement sur ce qu'il aboutissait à un marabout et desservait un cimetière abandonné » ;

5° « Violation des art. 7 loi du 20 avril 1810, 7 décret du 16 décembre 1811, 59 loi du 10 août 1871, 1er loi du 20 août 1881 et du décret du 19 mars 1886, des art. 2262 et suiv. C. civ., en ce que l'arrêt attaqué a déclaré que la commune devait être présumée propriétaire du chemin n° 6 par le seul motif qu'il avait fait partie de la route d'Oran à Tamzourah, alors que cette route, d'après la déclaration même de l'arrêt, serait une route départementale et qu'ainsi la commune ne pourrait à aucun titre s'en prétendre propriétaire » ;

Moyen additionnel : « Excès de pouvoirs et violation des art. 182 C. forest., 161 C. inst. crim. et des principes en matière de question préjudicielle, en ce que la Cour d'Alger, saisie sur renvoi du tribunal correctionnel d'une question préjudicielle de propriété immobilière, ne s'est pas bornée à trancher cette question qui seule était de sa compétence, mais a de plus ordonné la réouverture des chemins litigieux, prononçant ainsi une condamnation qui rentrait dans les pouvoirs exclusifs de la juridiction répressive saisie de l'action tendant à réprimer les empiétements commis sur ces chemins ».

ARRÊT

LA COUR, — (Après délibération en chambre du conseil); — Sur le 5e moyen : — Attendu que le pourvoi reproche à l'arrêt attaqué d'avoir déclaré la commune de Saint-Maur propriétaire du chemin n° 6, par le seul motif que ce chemin avait fait partie de l'ancienne route d'Oran à Tamzourah qui serait qualifiée « départementale » dans le dispositif lui-même ; — Mais attendu que ni les motifs, ni le dispositif ne donnent à l'ancienne route cette qualification ; qu'ainsi le moyen manque en fait ;

Sur les 1er et 4e moyens : — Attendu, en droit, qu'aux termes de l'art. 1er du décret du 19 mars 1886, tout chemin affecté à l'usage du public est présumé, jusqu'à preuve contraire, appartenir à la commune sur le territoire de laquelle il est situé, et que, d'après l'art. 2, cette affectation peut s'établir, notamment, par la destination du chemin, jointe soit au fait d'une circulation générale et continue, soit à des actes réitérés de surveillance et de voirie de l'autorité municipale ; — Attendu qu'il découle de ces dispositions que la destination apparente d'un chemin à l'usage du public n'est caractéristique de son affectation au domaine public communal que si elle est accompagnée de faits matériels de

possession exercés par la commune et rentrant dans l'une des deux catégories ci-dessus spécifiées ; — Attendu, en fait, au sujet du chemin nº 1 « de Sidi-bel-Abbès à Saint-Maur », que l'arrêt attaqué constate que ce chemin, porté sur des plans officiels de 1852, de 1870 et de 1884, met en communication les régions de l'Oued-Imbert et de Sidi-bel-Abbès avec le « marché des Smélas », et qu'il ajoute que « depuis l'interception de ce chemin par le canal construit par Dupré de Saint-Maur, les habitants de la commune l'ont fait dévier vers le nouveau village pour aller le reprendre au jujubier » ; — Attendu que par ces constatations qui caractérisent suffisamment le fait « d'une circulation générale et continue », l'arrêt a justifié, au profit de la commune, l'application de la présomption légale établie par le décret précité ; — Attendu, relativement au chemin nº 7, que l'arrêt constate que ce chemin reliait une route départementale à deux marabouts, et « qu'il desservait un cimetière » ; qu'en raison du caractère des lieux desservis et des coutumes arabes, la Cour a pu décider, sur cette simple constatation, que le chemin était affecté à l'usage du public ;

Rejette les 1er, 4e et 5e moyens ;

Mais en ce qui concerne les 2e et 3e moyens : — Vu l'art. 2 du décret du 19 mars 1886 ; — Attendu, au sujet du chemin nº 4, dit « chemin des Smélas à Oran », que, pour en attribuer la propriété à la commune, la Cour d'appel s'est basée uniquement sur l'ancienneté du chemin attestée par les plans officiels de 1852, ainsi que sur sa dénomination qu'elle a considérée comme l'indice d'une fréquentation habituelle ; — Mais attendu que si la dénomination d'un chemin a quelque utilité pour établir sa destination, elle est sans portée quant à la preuve de son affectation laquelle doit résulter de faits positifs de circulation générale ou d'actes administratifs, que l'arrêt n'a pas constatés ; — Attendu, relativement au chemin nº 5, « traverse de Tramtaya », que la Cour d'appel l'a déclaré propriété communale pour l'unique motif qu'il figure au plan cadastral de 1870 et que, « depuis cette date, la durée de la prescription n'a pu s'accomplir au profit de Camallonga » ; — Mais attendu que lorsqu'elles se placent en dehors de la présomption du décret précité, les communes doivent prouver leur droit de propriété sur les chemins ruraux par des titres formels et directs, et que les mentions cadastrales ne peuvent, par elles seules, en tenir lieu ; — Attendu, dès lors, qu'à défaut de toute autre constatation, caractéristique de l'affectation publique, la seule présomption tirée de la figuration du chemin nº 5 du cadastre reste inopérante ;

Sur le moyen additionnel : — Attendu que la Cour d'appel a ordonné, aux frais de Camallonga, la réouverture de tous les chemins attribués à la commune, en prononçant contre lui une astreinte unique de 25 fr. par chque jour de retard ; — Mais attendu qu'en raison de l'indivisibilité de cette condamnation, la cassation partielle de l'arrêt entraîne, par voie de conséquence, l'annulation pour le tout de la susdite disposition ;

Par ces motifs : — Casse l'arrêt de la Cour d'Alger du 9 novembre 1898 (1), mais seulement dans les chefs concernant le chemin n° 4, le chemin n° 5, et l'astreinte de 25 fr... ; renvoie quant à ce devant la Cour d'Aix.

MM. BALLOT-BEAUPRÉ, *prem. prés.* ; DELCURROU, *rap.* ; SARRUT, *av. gén.* — Mes BICKART-SÉE et SABATIER, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

23 juillet 1903

Cours criminelles, Algérie, contumace, arrestation, procédure, droits de la défense, compétence, cours d'assises, rétroactivité, loi du 8 décembre 1897, président des assises, supplément d'information.

L'arrestation du contumace ayant pour résultat d'anéantir l'arrêt de contumace et les procédures suivies contre l'accusé depuis l'ordonnance de prise de corps, le défaut de communication de ces documents, alors qu'ils n'ont plus d'existence légale, ne peut constituer une violation des droits de la défense ;

Les lois de procédure et d'instruction sont obligatoires du jour de leur promulgation et deviennent immédiatement applicables aux poursuites en cours d'exécution pour des crimes et délits commis antérieurement ; il en est de même des lois modificatives de la compétence ;

Spécialement, en matière de contumace, la loi du 30 décembre 1902 ayant attribué une compétence exclusive aux Cours criminelles d'Algérie pour connaître des crimes commis par

(1) V. cet arrêt, *Rev. Alg.*, 1899, 2. 181.

les indigènes musulmans non naturalisés, les Cours d'assises d'Algérie ont cessé, depuis la promulgation de cette loi, d'être compétentes pour statuer sur les crimes ci-dessus spécifiés, dont les auteurs ne peuvent légalement purger leur contumace que devant les Cours criminelles, alors même que la condamnation par contumace aurait été prononcée, avant la promulgation de la loi du 30 décembre 1902, par une Cour d'assises régulièrement saisie ;

La loi du 8 décembre 1897 n'est applicable qu'aux actes d'information antérieurs à l'ordonnance qui dessaisit le juge d'instruction et ses prescriptions ne s'imposent pas, à peine de nullité, au magistrat commis par le président des assises pour procéder à un supplément d'information.

(Messaoudi Mohamed ben Saïd)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen du pourvoi pris de ce que le défenseur de l'accusé n'aurait reçu communication ni de l'arrêt de contumace précédemment rendu contre l'accusé, ni du procès-verbal de gendarmerie constatant son arrestation : — Attendu qu'aux termes de l'art. 476 C. instr. crim., l'arrestation du contumace fait tomber la procédure suivie contre lui depuis l'ordonnance de prise de corps ; — Attendu qu'il appert du procès-verbal des débats que le défenseur de l'accusé ayant demandé qu'il lui fût donné communication des documents visés au moyen, la Cour criminelle d'Alger a écarté ces conclusions par le motif que l'arrestation de l'accusé Messaoudi Mohamed Ben Saïd avait eu pour résultat d'anéantir l'arrêt de contumace et les procédures suivies contre l'accusé depuis l'ordonnance de prise de corps ; d'où il suit que le défaut de communication desdites pièces qui n'avaient plus d'existence légale n'a pu constituer une violation des droits de la défense ;

Sur le deuxième moyen du pourvoi pris de ce que, l'arrêt de contumace ayant été rendu par la Cour d'assises d'Alger, la Cour criminelle d'Alger aurait été incompétente pour statuer à l'égard de l'accusé, la contumace ne pouvant être purgée que devant la juridiction légalement saisie dès le principe ; — Attendu que les lois de procédure et d'instruction sont obligatoires du jour de leur promulgation et devien-

nent immédiatement applicables aux poursuites en cours d'exécution pour des crimes et délits commis antérieurement; — Qu'il en est de même des lois modificatives de la compétence ; — Attendu que la loi du 30 décembre 1902 a attribué une compétence exclusive aux Cours criminelles d'Algérie pour connaître des crimes commis par les indigènes musulmans non naturalisés ; — Que, depuis la promulgation de la loi, les Cours d'assises d'Algérie ont cessé d'être compétentes pour statuer sur les crimes ci-dessus spécifiés ; — D'où il suit que Messaoudi Mohamed Ben Saïd, indigène musulman non naturalisé, ne pouvait légalement purger sa contumace sur le crime qui avait motivé la condamnation prononcée le 12 juillet 1902 par la Cour d'assises d'Alger que devant la Cour criminelle d'Alger statuant conformément aux prescriptions de la loi du 30 décembre 1902 ; — Qu'ainsi, le moyen doit être rejeté ;

Sur le troisième moyen du pourvoi pris de ce que le magistrat délégué par le président de la Cour d'assises n'aurait point eu qualité pour procéder à un supplément d'information et de ce que, au cours de ce supplément d'information, les formalités prescrites par la loi du 8 décembre 1897 n'auraient pas été observées ;

Sur la première branche du moyen : — Attendu qu'il résulte des énonciations de l'arrêt incident rendu par la Cour criminelle d'Alger que M. Court, juge au tribunal de première instance d'Alger, qui a été commis par le président de la Cour d'assises d'Alger pour procéder à un supplément d'information, a été régulièrement délégué par délibération spéciale du tribunal de première instance d'Alger pour remplacer le titulaire du cabinet d'instruction absent ;

Sur la deuxième branche du moyen : — Attendu que la loi du 8 décembre 1897 n'est applicable qu'aux actes d'information antérieurs à l'ordonnance qui dessaisit le juge d'instruction ; — Que, s'agissant, dans l'espèce, d'un supplément d'information ordonné par le président des assises, le magistrat commis pour procéder audit supplément d'information n'était pas tenu, à peine de nullité, de se conformer aux prescriptions de l'art. 9, § 2, de la loi du 8 décembre 1897 ;

Sur le quatrième moyen du pourvoi pris de la violation de l'art. 67 C. pén., en ce que la Cour criminelle n'aurait pas fait application à l'accusé, âgé de moins de seize ans, des dispositions dudit article ; — Attendu que le moyen manque en fait : l'arrêt de condamnation constatant expressément que Messaoudi Mohamed ben Saïd était âgé de vingt ans ; — Et attendu que la procédure est régulière et que la peine a été

légalement appliquée aux faits reconnus constants par la Cour criminelle ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi de Messaoudi Mohamed ben Saïd contre l'arrêt de la Cour criminelle d'Alger du 12 juin 1902.

MM. CHAMBAREAUD, *prés.* ; BOULLOCHE, *rap.* ; BONNET, *av. gén.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

17 juillet 1903

Nationalité, individu né en France de parents étrangers, arrêté d'expulsion, infraction, majorité, recrutement, demande d'inscription sur les contrôles.

Si le fait, pour un étranger né en France, d'y avoir son domicile au moment de sa majorité, doit entraîner de plein droit, à son profit, l'acquisition de la qualité de Français, il n'en saurait être de même pour un individu né en France de parents étrangers qui en ont été expulsés pendant sa minorité, alors que, d'une part, rentré en France malgré l'arrêté d'expulsion, cet individu n'y pouvait avoir, à l'époque de sa majorité, ni domicile ni résidence, au sens légal du mot, puisque sa présence sur le territoire de la République constituait un délit, et que, d'autre part, il n'a pas, à cette époque, manifesté sa volonté de devenir immédiatement et irrévocablement Français, en réclamant cette qualité, conformément aux dispositions de l'art. 9 C. civ. ;

La demande d'inscription sur les contrôles du recrutement, faite à la mairie de son domicile par l'individu né en France d'un étranger, demande non admise d'ailleurs, ne lui fait pas acquérir la qualité de Français, qu'il ne peut obtenir qu'à la double condition d'avoir été porté sur le tableau de recensement et d'avoir pris part aux opérations de recrutement sans opposer son extranéité.

(Tasa)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen pris de la violation de l'art. 8 § 4 C. civ., en ce que l'arrêt attaqué a considéré à tort Tasa comme étranger, alors que celui-ci était devenu Français de plein droit, comme domicilié en France à l'époque de sa

majorité : — Attendu que si, aux termes de l'art. 8 § 4 C. civ., le domicile doit entraîner, lors de la majorité des étrangers nés en France, l'acquisition de la qualité de Français, ce n'est là qu'une pure éventualité réglée par le législateur, mais qui ne confère à ces étrangers aucun droit particulier quant à l'établissement de leur domicile; qu'ils restent soumis au régime déterminé par les art. 7 et 8 de la loi du 8 décembre 1849 à moins qu'ils ne manifestent leur volonté de devenir immédiatement et irrévocablement Français en réclamant cette qualité conformément aux dispositions de l'art. 9 C. civ.; qu'à défaut de cette réclamation, les individus, nés en France d'étrangers qui ont été expulsés, ne sauraient rentrer en France pendant leur minorité et par suite y avoir, au moment où s'accomplit leur majorité, ni domicile ni résidence au sens légal du mot, puisque leur présence sur le territoire de la République constitue un délit; — Attendu, en fait, qu'il résulte de l'arrêt attaqué que Tasa, né en France de parents étrangers, a été frappé pendant sa minorité d'un arrêté d'expulsion, et qu'après avoir été conduit à la frontière, il est rentré en France sans réclamer la qualité de Français; que Tasa ne peut donc exciper de l'art. 8 § 4 C. civ. pour prétendre qu'il était devenu Français à l'époque de sa majorité, puisqu'il n'était pas domicilié en France à cette époque;

Sur le second moyen pris de la violation de l'art. 9 C. civ., en ce que l'arrêt attaqué n'a pas admis que Taza eût acquis la qualité de Français après sa majorité, en demandant son inscription sur les tableaux de recrutement : — Attendu qu'aux termes de l'art. 9 § dernier C. civ., l'individu né en France d'un étranger peut devenir Français, si, ayant été porté sur le tableau de recensement, il prend part aux opérations de recrutement, sans opposer son extranéité ; — Attendu, en fait, qu'il résulte de l'arrêt attaqué que Tasa n'a été, ni porté sur le tableau de recensement, ni participant aux opérations de recrutement; qu'il s'est borné à demander à la mairie de Mustapha son inscription sur les contrôles du recrutement, laquelle demande n'a pas été admise; qu'ainsi, il n'a pas rempli les conditions prescrites par l'art. 9 susvisé pour acquérir la qualité de Français;

Par ces motifs, et attendu au surplus que l'arrêt est régulier en la forme et la peine légalement appliquée : — Rejette le pourvoi contre l'arrêt de la Cour d'appel d'Alger en date du 15 mai 1903.

MM. CHAMBAREAUD, *prés.*; BÉRARD DES GLAJEUX, *rap.*; BONNET, *av. gén.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

5 mars 1902

Saisie immobilière, adjudication, demande principale en nullité, appel, art. 732 C. pr. civ., inapplicabilité, appel, demande nouvelle, fin de non recevoir des art. 728 et 729 C. pr. civ.; absence, Tunisie, droit musulman, curateur, nomination, publicité, mise en cause, nullité.

Les dispositions exceptionnelles de l'art. 732 C. pr. civ. en matière d'appel sont applicables à une action principale en nullité d'adjudication;

Les fins de non recevoir déduites des art. 728 et 729 C. pr. civ. ne sont pas opposables aux personnes qui n'ont point été régulièrement appelées à la procédure de saisie;

Constitue une demande nouvelle non recevable en appel pour la première fois, la demande en nullité dirigée contre le titre base de la poursuite;

En droit tunisien, lorsque le cadi, ayant régulièrement constaté l'absence d'un musulman, lui a nommé un curateur, à partir de cette nomination régulièrement répertoriée sur le registre des tutelles d'office, toute poursuite judiciaire contre l'absent doit, à peine de nullité, être dirigée contre ledit curateur;

En conséquence est nulle l'adjudication prononcée à la suite d'une saisie immobilière dirigée contre le dit absent, et à laquelle son curateur n'a pas été appelé;

La mention de la curatelle sur le registre des tutelles d'office constitue une publicité suffisante à l'égard des tiers, alors surtout qu'il a été déclaré au poursuivant par les détenteurs qu'ils étaient locataires du curateur de l'absent.

(Ezzadour c. Barouk)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'il y a lieu de donner itératif défaut contre M. Labbé faute par lui d'avoir constitué défenseur ou

avoué, bien que régulièrement réassigné en exécution d'un arrêt de défaut profit joint rendu par cette chambre de la Cour le 1er mai 1901, et par suite de statuer entre toutes les parties en cause par arrêt non susceptible d'opposition ;

Sur la recevabilité de l'appel tirée de l'inobservation des prescriptions de l'art. 732 C. pr. civ. ; — Attendu que les dispositions exceptionnelles de cet article ne s'appliquent qu'aux appels relevés contre des décisions rendues en matière d'incident de saisie immobilière ; — Qu'il ne s'agit dans l'espèce nullement d'un incident de saisie immobilière, mais d'une action principale en nullité d'adjudication définitivement tranchée par le jugement du 29 novembre 1898 ; — Que, par suite, les règles ordinaires édictées par l'art. 456 C. pr. civ. sont seuls applicables ;

Au fond : — Attendu que le 5 novembre 1895 le cadi malékite, après avoir régulièrement constaté que M. Osman ben Ahmed El Turki était absent de Radès, depuis environ deux ans, sans avoir donné de ses nouvelles et sans qu'on sache ce qu'il était devenu, a désigné M. Ahmed, fils de feu Ali Ezzadoun, comme curateur du dit M. Osman ben Ahmed El Turki, avec mission d'administrer les biens et tous les intérêts de ce dernier ; — Attendu qu'à partir de cette nomination, régulièrement répertoriée sur le registre des tutelles d'office, toute poursuite judiciaire contre l'absent Omar ben Ahmed El Turki devait être dirigée contre son curateur Ahmed ben Ali Ezzadour ; — Que par suite toute la procédure de saisie, jusque et y compris l'adjudication du 29 novembre 1898, dirigée par M. Fredja Barouk contre le dit Osman ben Ahmed El Turki, est entachée de nullité ; — Que vainement M. Fredja Barouk soutient que, la qualité de curateur de M. Ahmed Ezzadour n'ayant point été rendue publique, il ignorait que son débiteur Osman ben Ahmed El Turki fût en état d'absence déclarée ; — Que la mention de la curatelle de M. Ahmed Ezzadour sur le registre des tutelles d'office serait en droit tunisien une publicité suffisante vis-à-vis des tiers, mais qu'en fait, M. Fredja Barouk n'a pu ignorer la qualité de curateur du dit M. Ahmed Ezzadour, puisque le procès-verbal de saisie réelle du 16 mai 1898, après avoir énuméré la nature, la contenance et la situation des immeubles dont l'usufruit était saisi, ajoutait : « La maison et le magasin sont actuellement inhabités ; quant aux autres parcelles, elles sont cultivées et « exploitées par des Arabes à qui M. Ahmed Ezzadour, oukil « désigné par le cadi, en l'absence du saisi, les a loués » ; — Que dès lors toute la procédure postérieure à ce procès-verbal de saisie est donc nulle pour n'avoir pas été dirigée

contre M. Ahmed Ezzadour, ès-qualité de curateur de M. Osman ben Ahmed El Turki ;

Que vainement M. Fredja Barouk soutient que M. Ahmed Ezzadour ne saurait aujourd'hui exciper des moyens de nullité contre la procédure de saisie immobilière et celle de l'adjudication, aux termes des dispositions des art. 728 et 729 C. pr. civ. ; — Que ces articles ne sont point applicables aux personnes qui n'ont pas été régulièrement appelées à la procédure de saisie ;

Attendu que M. Fredja Barouk invoque enfin le défaut d'intérêt du curateur à demander la nullité de l'adjudication, puisque, cette nullité prononcée, la créance de 600 fr. constatée par jugement du juge de paix de Tunis du 25 février 1896 n'en subsisterait pas moins contre M. Osman ben Ahmed El Turki et permettrait de reprendre les poursuites de saisie immobilière ; — Mais attendu que M. Ahmed ben Ali Ezzadour soutient que les mêmes raisons qu'il invoque pour demander la nullité de l'adjudication doivent faire également annuler la décision du juge de paix de Tunis du 25 février 1896 ; — Qu'au surplus, en admettant par impossible que M. Osman ben Ahmed El Turki fût reconnu débiteur de M. Fredja Barouk, il trouverait sur les revenus des immeubles de quoi désintéresser ce créancier ; — Attendu que, pour mieux justifier la nullité de l'adjudication, M. Ahmed ben Ali Ezzadour, ès-qualité, demande également pour la première fois devant la Cour la nullité de la sentence du juge de paix de Tunis du 25 février 1896 qui a servi de base aux procès-verbaux de saisie des 22 mai, 3 juin 1896 et 16 mai 1898, et amené l'adjudication du 29 novembre 1898 ; — Qu'il allègue en effet que M. le juge de paix de Tunis était incompétent *ratione materiæ* pour connaître de la contestation à lui soumise par M. Fredja Barouk, puisque le demandeur comme le défendeur étaient sujets tunisiens ; — Attendu que cette nullité du jugement du 25 février 1896, n'ayant point été demandée en première instance par M. Ahmed ben Ali Ezzadour, qui s'est borné à réclamer la nullité de l'adjudication, constitue une demande nouvelle, et doit être écartée par application de l'art. 464 C. pr. civ. ;

Attendu que l'allocation de ses dépens de première instance et d'appel sera pour M. Ahmed ben Ali Azzadour ès-qualité une suffisante indemnité du préjudice souffert ; — Qu'il est juste toutefois que M. Labbé, dont l'adjudication se trouve annulée, restitue à M. Ezzadour le montant des loyers indûment perçus depuis l'adjudication ;

Par ces motifs : — Donne itératif défaut contre M. Labbé

qui n'a pas constitué défenseur ou avoué quoique régulièrement réassigné ; — Et pour le profit ; — Reçoit en la forme et au fond l'appel formé par M. Ahmed ben Ali Azzedour ès-qualité qu'il agit envers le jugement du tribunal civil de Tunis du 27 juin 1900 et y faisant droit ; — Infirme ledit jugement ; — Et statuant à nouveau déclare nulle et de nul effet la saisie immobilière du 16 mai 1898 et l'adjudication du 29 novembre 1898 qui en a été la suite ; — Déclare M. Labbé déchu de tous ses droits d'adjudication et le condamne à restituer audit M. Ahmed ben Ali Ezzadour le montant des loyers perçus depuis ladite adjudication avec intérêts de droit du jour de la demande ; — Déboute toutes parties de toutes plus amples demandes, fins et conclusions comme non recevables, autant que mal fondées ; — Condamne M. Fredja Barouk en tous les dépens.

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; VANDIER, *subst. du proc. gén.* — Mes BORDET et LEMAIRE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

23 avril 1902

Alignement, domaine public communal, propriétaires riverains, dépossession, approbation du plan d'alignement, effets, transmission de propriété, prescription.

L'approbation d'un plan d'alignement par l'autorité compétente n'a pas pour effet de faire passer ipso facto *les terrains qui en font l'objet dans le domaine public communal ;*

Pour opérer la dépossession des propriétaires riverains et ouvrir le droit à une indemnité, l'autorité municipale doit leur notifier l'arrêté spécial d'alignement pris en vertu du plan général ;

Jusqu'à cette notification, les terrains non bâtis désignés par les plans généraux d'alignement, revêtus de l'approbation de l'autorité compétente, comme devant faire partie des rues d'une ville n'en restent pas moins de simples propriétés privées, susceptibles comme telles d'alienation et de prescription ;

Pour les terrains bâtis, l'approbation du plan général d'alignement n'entraîne pas davantage incorporation du sol

au domaine public ; cette incorporation ne se produit et le droit à l'indemnité ne s'ouvre au profit du propriétaire, non seulement qu'après la notification de l'arrêté spécial d'alignement, mais encore quand la construction vient à être démolie volontairement ou pour cause de vétusté, tout travail confortatif étant désormais prohibé aux riverains.

(Commune de Mers-el-Kébir c. Ruffié)

ARRÊT

LA COUR. — Sur l'appel du jugement du 25 juin 1900 : — Attendu que la difficulté soumise aux premiers juges était de savoir si l'examen du fond du litige devait être subordonné à la communication préalable à la commune de Mers-el-Kébir des titres de propriété des consorts Ruffié ; — Que cette communication préalable a été, à bon droit, repoussée par le motif que les consorts Ruffié, basant uniquement leurs prétentions sur la prescription trentenaire, n'avaient, en l'état de la cause, à soumettre à l'examen du tribunal aucun titre de propriété ; — Attendu que la commune de Mers-el-Kebir a, postérieurement à cette décision, plaidé au fond sans former aucune réserve ; — Que son appel se trouve donc aujourd'hui non recevable comme sans intérêt ;

Sur l'appel du jugement du 22 octobre 1900 : — Attendu que les consorts Ruffié sont propriétaires d'une maison sise au village de Saint-André de Mers-el-Kébir, construite sur une parcelle de terrain d'une contenance de 130 mètres carrés, portant en 1850 le n° 64 des plans de concession de la commune de Mers-el-Kébir et aujourd'hui le n° 201 du plan cadastral de la même commune, pour l'avoir acquise le 24 juillet 1876, suivant acte au rapport de Me Montader, notaire à Oran, de la dame veuve Chanel qui l'avait recueillie elle-même dans la succession de son mari ; — Qu'il est dit à cet acte que M. Chanel était lui-même propriétaire de ce lot de terrain, suivant titre de concession définitive de M. le préfet d'Oran du 1er janvier 1850 ; — Que ce même emplacement à bâtir avait fait primitivement l'objet d'une concession à titre provisoire à M. Saint, Jean-Eugène, qui, par décision ministérielle du 31 mai 1849, en avait obtenu la concession définitive sur le vu d'un procès-verbal du 15 février 1849 de l'inspecteur de colonisation, constatant que M. Saint, Jean, avait rempli toutes ses obligations ; — Qu'enfin, par arrêté du 10 octobre 1849, M. Saint, Jean, avait été autorisé à vendre le dit lot n° 64

à M. Chanel moyennant un prix de 850 fr. payable comptant; — Que c'est dans ces conditions que le titre définitif de ce lot nº 64 fut délivré à M. Chanel, qui avait coopéré à l'édification de la maison que M. Saint, Jean, avait pris l'engagement de construire ; — Que cette construction était donc antérieure tout au moins au 31 mai 1849, puisque la condition indispensable à l'obtention du titre de concession définitive était l'obligation de bâtir sur le terrain provisoirement concédé ; — Qu'il est non moins constant qu'en construisant la maison sur le lot nº 64, MM. Saint, Jean, et Chanel ont établi le perron de la dite maison complétement en saillie sur un terrain vacant, sis au sud de l'emplacement concédé, réservé par M. Lanjoulet pour la création d'une rue du village projeté ; — Attendu que les consorts Ruffié soutiennent dès lors, ce qui ne saurait être sérieusement contesté, qu'ils ont, par eux et leurs auteurs, toujours joui paisiblement de ce perron jusqu'au 27 septembre 1899, date à laquelle l'adjoint au maire de Mers-el-Kébir leur a fait dresser procès-verbal pour empiétement sur la voie publique ; — Qu'ils en ont donc prescrit la propriété par une possession plus que trentenaire ; — Que vainement la commune de Saint-André de Mers-el-Kébir voudrait soutenir qu'à la date du 8 décembre 1851, un arrêté de M. le ministre de la guerre a approuvé le plan général d'alignement du village de Mers el-Kébir dressé le 25 août 1849 par M. Dupond et que, par suite, la rue longeant la concession octroyée à M. Chanel et sur laquelle a été édifié le perron s'est trouvée irrévocablement incorporée au domaine public communal ; — Attendu, en effet, que le perron litigieux, dont l'existence au 31 mai 1849 n'est pas discutable, n'a pu être attribué, quant à son emplacement au domaine public communal sans qu'un arrêté spécial d'alignement ait été notifié à son propriétaire ; — Que l'approbation d'un plan d'alignement par l'autorité compétente n'a pas pour effet de faire passer *ipso facto* les terrains qui en font l'objet dans lé domaine public communal ; — Que pour opérer la dépossession des propriétaires riverains, et ouvrir le droit à une indemnité, l'autorité municipale doit leur notifier l'arrêté spécial d'alignement pris en vertu du plan général ; — Que jusqu'à cette notification, les terrains non bâtis désignés par les plans généraux d'alignement, revêtus de l'approbation de l'autorité compétente, comme devant faire partie des rues d'une ville n'en restent pas moins des simples propriétés privées et, par suite, susceptibles d'aliénation et de prescription ; — Que pour les terrains bâtis, l'approbation du plan général d'alignement n'entraîne pas davantage incorporation du sol au domaine public ; que cette incorporation

ne se produit et le droit à l'indemnité ne s'ouvre au profit du propriétaire, non seulement qu'après la notification de l'arrêté spécial d'alignement, mais encore quand la construction vient à être démolie volontairement ou pour cause de vétusté, tout travail confortatif étant désormais prohibé aux riverains : — Que dès lors tant que le perron litigieux ne menacera pas la sécurité publique, le sol sur lequel il est édifié restera une propriété privée, grevée de la servitude *non œdificandi*, à moins que la commune de Mers-el-Kébir ne fasse signifier aux consorts Rufflé l'arrêté spécial d'alignement comprenant le sol du perron litigieux dans les réserves communales et ne fasse procéder contre eux à une expropriation ; — Attendu que, contrairement aux prétentions de la commune qui soutient que le sol du perron litigieux et celui de la rue attenante appartenaient à l'État dès avant 1851, les consorts Rufflé ont suffisamment justifié par divers documents produits et notamment par l'acte de vente du 19 avril 1838 que l'emplacement du perron litigieux faisait partie des terrains vendus par les frères Ould Cadi à M. Laujoulet ; — Qu'au surplus, même dans l'hypothèse où le perron litigieux aurait été construit sur un terrain de l'État, la commune aurait encore à démontrer que ce terrain faisait partie du domaine public communal au moment où le perron a été construit, c'est-à-dire avant l'approbation du plan d'alignement du village de Mers-el-Kébir par l'arrêté ministériel du 8 décembre 1851 ; — Or, attendu que l'appelante est dans l'impossibilité d'établir que, par elle ou son auteur, la commune d'Oran a acquis du domaine privé de l'État la portion litigieuse, ou en a reçu donation pour l'affecter à son domaine public communal ; — Qu'une simple mesure administrative, telle que l'approbation du plan d'alignement, par l'arrêté ministériel du 8 décembre 1851, n'a pu produire cet effet sans tenir compte des droits des tiers ; — Que dès lors les prétentions de la commune de Mers-el-Kébir ne sauraient être accueillies ;

Sur la demande de dommages intérêts : — Attendu que les consorts Ruffié, qui ont toujours eu le libre exercice du perron litigieux, ne justifient d'aucun préjudice matériel éprouvé depuis le jugement entrepris ; — Que l'allocation de leurs dépens d'appel leur sera par suite une suffisante indemnité ;

Par ces motifs et ceux non contraires des premiers juges : — Sans s'arrêter aux appels formés par la commune de Mers-el-Kebir à la date des 9 et 12 février 1901 contre les jugements du tribunal civil d'Oran des 25 juin et 22 octobre 1901 ; — Confirme ces deux jugements pour sortir plein et entier effet ; — Déboute toutes parties de toutes plus amples demandes,

fins et conclusions comme non recevables autant que mal fondées ; — Condamne la commune de Mers-el-Kebir à une double amende de fol appel et en tous les dépens d'appel.

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; MARTIN, *av. gén.* — Mes DE BONNEVILLE (du barreau d'Oran) et LEMAIRE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

11 mars 1902

Faillite, créancier gagiste, droits, restriction. — Exécution provisoire, titre authentique, suspension, inscription de faux, contestation du titre.

La faillite ne porte aucune atteinte aux droits exclusifs et exceptionnels du créancier gagiste ;

L'exécution provisoire sans caution est obligatoire lorsque la demande est basée sur un titre authentique, et les tribunaux ne doivent ou ne peuvent en suspendre les effets qu'au cas d'inscription de faux principale ou incidente ;

Peu importe qu'il y ait instance sur la validité du titre quand cette validité a été reconnue par le jugement rendu sur cette instance et que cette décision porte qu'elle est exécutoire par provision, nonobstant opposition en appel et sans caution.

(Escale et Saint-Jean c. Chadeber)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les époux Anatole X... ont suivant acte reçu de Me Petichet, notaire à Lyon, le 22 mai 1901, enregistré, reconnu devoir solidairement à titre de prêt au mineur Chadeber, représenté par le sieur Barthélemy Chadeber, son père, administrateur légal de ses biens, une somme principale de 20,000 fr., productive d'intérêts, remboursable le 20 novembre 1904 ; — Que les dits époux ont alors remis, à titre de nantissement pour garantie de ce prêt, en principal, intérêts et accessoires, au sieur Barthélemy Chadeber, ès qualité, quatre parts de 2,500 fr., chaque, de la société du domaine de Brédéa ; — Qu'il est dit, dans l'acte précité, qu'à

défaut de remboursement par les débiteurs, soit à l'expiration du terme convenu, soit au cas d'exigibilité anticipé, le prêteur pourra faire ordonner par justice, conformément aux art. 2078, § 1 C. civ., 93, § 1 C. com., la vente aux enchères publiques des quatre parts du domaine de Brédéa, pour le prix à en provenir lui être attribué, par privilège et préférence à tous autres, nonobstant tout empêchement, jusqu'à concurrence en principal, intérêts et accessoires de sa créance ; — Attendu que le sieur X... a été déclaré en faillite par jugement du tribunal de commerce d'Oran du 22 août 1901, enregistré; — Que par exploit du 26 du même mois, enregistré, le sieur Barthélemy Chadeber ès-qualité a fait faire commandement aux sieurs Escale et Saint-Jean, syndics de la faillite, de lui rembourser, dans les huit jours, la somme de 26,000 fr., devenue exigible, aux termes de l'art. 1188 C. civ., par suite de la déconfiture du sieur X..., et, à défaut de remboursement, a assigné ces mêmes syndics devant le tribunal civil d'Oran, pour entendre ordonner la vente aux enchères publiques des quatre parts données en nantissement, avec exécution provisoire, sans caution, par application de l'art. 135, § 1 C. pr. civ., de la décision à intervenir; — Que le tribunal civil d'Oran a, par jugement du 16 octobre 1901, enregistré, accueilli cette demande; — Que les sieurs Escale et Saint-Jean ès-qualités ont interjeté appel de cette décision et formé, à son encontre, devant la Cour, une demande en défense à l'exécution provisoire qu'elle prononce; — Que ces appel et demande sont en la forme recevable ; — Qu'il y a lieu, par suite d'en examiner au fond le mérite ;

I. — En ce qui concerne l'appel ; — 1° Sur l'exigibilité de la créance du mineur Georges Chadeber, condition essentielle du droit de faire vendre les quatre parts données en nantissement dont excipe le sieur Barthélemy Chadeber; — Attendu qu'aux termes de l'art. 444, § 1 C. com. « le jugement déclaratif de faillite rend exigible, à l'égard du failli, les dettes passives non échues » ; — Attendu que le jugement qui a déclaré le sieur X... en faillite a été maintenu sur opposition par jugement du 6 septembre 1901, confirmé, sur appel, par arrêt du 19 février 1902, enregistré ; — Qu'il est actuellement définitif ; — Attendu qu'il s'ensuit que par application de la disposition susvisée, qui dans sa généralité comprend à la fois les dettes prévilégiées, hypothécaires, chirographaires, la créance du mineur Georges Chadeber sur le sieur X. . est depuis le 2 août 1901 exigible ; — Attendu qu'il est sans intérêt d'examiner le mérite des autres moyens proposés par le sieur Barthélemy Chadeber pour faire admettre cette exigibilité ;

2° Sur le droit de faire vendre les quatre parts données en nantissement dont il excipe ; — Attendu que le créancier gagiste est investi par les art. 2078, § 1 C. civ. et 93, § 1 C. com., sur le gage dont il est nanti et pour sa réalisation, de droits exclusifs et exceptionnels ; — Qu'il peut faire ordonner par justice que les effets ou valeurs, objet du nantissement, lui restent en paiement, ou soient vendus aux enchères, pour le prix à en provenir lui être attribué jusqu'à due concurrence du montant de sa créance; — Attendu qu'il n'a été porté aucune atteinte par les dispositions du livre III C. com. en cas de faillite à ces droits exclusifs et exceptionnels des créanciers gagistes ; — Qu'ils y ont été, au contraire, expressément maintenus en ces termes par les art. 547 et 548, dérogeant cet égard, au principe général de l'art. 443 : — « Les syndics pourront à toute époque, avec l'autorisation du juge-commissaire, retirer les gages au profit de la faillite, en remboursant la dette ; — Dans le cas où le gage ne sera pas retiré par les syndics, s'il est vendu par le créancier moyennant un prix qui excède la créance, le surplus sera recouvré par les syndics ; si le prix est moindre que la créance, le créancier nanti viendra à contribution pour le surplus, dans la masse, comme créancier ordinaire » ; — Que ces dispositions concordent avec celle de l'art. 546, aux termes duquel le créancier gagiste n'est inscrit dans la masse que pour mémoire, et avec celles de l'art. 508 aux termes duquel ce même créancier n'est admis à voter pour le concordat que s'il renonce aux droits exclusifs et exceptionnels qu'il tient de la loi sur le gage dont il est nanti ; — Attendu que des considérations qui précédent, il résulte que le sieur Barthélemy Chadeber, ès-qualité, a, comme l'ont décidé avec raison les premiers juges, conformément d'ailleurs à un arrêt de la Cour suprême du 19 janvier 1889 (D. P. 89, 1377), le droit de faire vendre les quatre part données en nantissement à son fils mineur ;

3° Sur l'exécution provisoire, sans caution, ordonnée ; — Attendu que cette mesure est obligatoire aux termes de l'art. 135, § 1er, C. pr. civ., lorsque la demande est basée sur un acte authentique ; — Que les tribunaux ne doivent ou ne peuvent suspendre ses effets, par application de l'art. 1319, § 2, C. civ., qu'en cas d'inscription de faux principale ou incidente ; — Attendu que la demande du sieur Barthélemy Chadeber est basée sur un acte authentique ; — Que ce titre n'a jamais été l'objet d'une inscription de faux ; — Que par suite les premiers juges étaient tenus d'ordonner comme ils l'ont fait, l'exécution provisoire, sans caution, du jugement

par lequel, en se basant sur cet acte authentique, ils ont accuelli la demande du sieur Barthélemy Chadeber ; — Attendu qu'il importe peu que depuis cette décision la validité de l'acte notarié du 22 mai 1901 ait été de la part des sieurs Escalle et Saint-Jean l'objet d'une contestation devant le tribunal civil de Lyon ; — Qu'ainsi qu'il vient d'être dit, provision est due à cet acte du moment où il n'est l'objet d'aucune inscription de faux ; — Qu'il faudrait tout au moins, pour qu'il en fût autrement, que les sieurs Escalle et Saint-Jean aient fait admettre, par le tribunal civil de Lyon, le bien fondé de leur contestation ; — Que, par jugement contradictoire, du 29 janvier 1902, enregistré, le dit tribunal a, au contraire, rejeté celle-ci comme mal fondée ordonné l'exécution de l'acte du 22 mai 1901, dit que les poursuites, engagées pour la réalisation du gage seront poursuivies nonobstant toute opposition ou défenses, et, vu l'existence d'un titre authentique, ordonné l'exécution provisoire de ce jugement, nonobstant opposition ou appel et sans caution ; — Que dans ces conditions la disposition par laquelle le tribunal civil d'Oran a ordonné l'exécution provisoire, nonobstant opposition ou appel, sans caution, de son jugement, doit être maintenue ;

4° Sur les conclusions subsidiaires des sieurs Escalle et Saint-Jean tendant à ce qu'il soit sursis à statuer jusqu'à la solution définitive de l'instance introduite devant le tribunal civil de Lyon en nullité de l'acte d'obligation du 22 mai 1901 ; — Attendu qu'il n'y a lieu, par les motifs qui viennent de déterminer la Cour à décider que provision est due au titre authentique non argué de faux de 22 mai 1901, de s'arrêter aux dites conclusions ;

II. — Sur la demande en défenses ; — Attendu que la confirmation dans toutes ses dispositions du jugement déféré rend cette demande sans objet ;

III. — Quant aux dépens d'appel et de demande en défenses ; — Attendu qu'ils doivent être supportés, aux termes des art. 130 et 470 C. pr. civ., par les sieurs Escalle et Saint-Jean, ès qualité, qui succombent devant la Cour ;

Par ces motifs : — Statuant par un seul et même arrêt sur l'appel et la demande en défenses figurant au rôle sous les numéros 671 et 672 ; — Les déclare recevables en la forme ; — Rejette au fond l'appel comme non justifié ; — Confirme le jugement déféré ; — Ordonne qu'il soit exécuté dans toutes ses dispositions ; — Condamne les sieurs Escalle et Saint-Jean, ès qualité à l'amende de leur appel au profit du Trésor ; — Dit sans objet la demande en défenses ; — Condamne les

sieurs Escalle et Saint-Jean, ès qualité, aux dépens d'appel et de demande de défenses envers le sieur Barthélemy Chadeber, ès qualité.

MM. MÉROT, *ff. prés;* MARTIN, *av. gén.* — Mes DIVIELLE et GOUTTEBARON, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

—

2 décembre 1901

—

Impôts, Tunisie, droits sur les musiciens, droit de pâturage, adjudication, validité, objet.

—

Le droit sur les musiciens existe dans toute la régence de Tunis où il est réglementé par le décret beylical du 11 juin 1871;

Le droit de pâturage existe aussi en principe en Tunisie, mais il y est souverainement régi par les usages locaux, et en certains lieux il est même tombé en désuétude;

Mais on ne saurait arguer de nullité, faute d'objet, l'adjudication relative à l'un et l'autre de ces droits.

(Hanoune c. Contributions diverses)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les appels principal du sieur David Hanoune et incident de l'administration des contributions diverses sont en la forme recevables;

Au fond : — I. En ce qui concerne l'appel principal, et, par suite, la demande du sieur Hanoune en résiliation, aux torts de l'administration des contributions diverses, de l'adjudication de la perception des droits sur les musiciens et de pâturage, pour l'année 1896, dans la circonscription du bureau de Souk-el-Arba, par elle consentie au dit sieur Hanoun, suivant procès-verbal administratif du 29 janvier 1896, moyennant 565 fr., pour un lot, 150 fr. pour un autre lot, en tout 715 fr., avec dommages-intérêts et dépens :

1° Sur le moyen déduit de ce que cette adjudication serait sans objet à raison de l'inexistence dans les lots susindiqués

des droits sur les musiciens et de pâturage ; — Attendu que le premier de ces droits existe dans toute la régence ; qu'il est d'un rendement sérieux ; qu'il est réglementé par un décret beylical du 11 juin 1871 ; qu'à ces divers titres il a été le principal objet de l'adjudication ; que le droit de pâturage existe aussi, en principe, en Tunisie, mais qu'il y est souverainement régi par les usages locaux ; qu'en certains lieux, il est même tombé en désuétude ; qu'il est d'un rendement insignifiant ; que jusqu'à ce jour, le gouvernement tunisien, par des considérations politiques dont il est le seul juge, n'a rien voulu changer à cette situation ; qu'à ces divers titres, le droit de pâturage ne pouvait être et n'a été qu'un accessoire aléatoire de l'adjudication ; — Que, dans ces conditions, il n'est pas exact de prétendre que celle-ci ait été sans objet ;

2° Sur le moyen déduit de ce que l'administration tunisienne aurait empêché le sieur Hanoun de percevoir le droit de pâturage qui lui a été affermé ; — Attendu qu'il y a lieu d'adopter les motifs sur lesquels les premiers juges se sont basés pour décider que l'administration tunisienne n'était intervenue que pour s'opposer à l'extension arbitraire et abusive que le sieur Hanoun entendait donner à l'exercice de ce droit ; qu'il convient d'ajouter que la résistance des indigènes aux perceptions du sieur Hanoun a eu pour cause la création par lui d'un tarif excessif pour le pays, contraire, dans ses chiffres, son mode d'exécution, son étendue, aux usages traditionnels locaux, ne tenant aucun compte des désuétudes acquises s'appliquant contrairement à la loi aux forêts domaniales, dont le résultat devait être d'assurer, en pressurant ces indigènes, au sieur Hanoun, un produit de 20,000 fr. pour le seul droit de pâturage, alors que les droits sur les musiciens et de pâturage réunis lui avaient été adjugés ensemble pour 715 fr. ;

II. En ce qui concerne l'appel incident, et, par suite la demande reconventionnelle de l'administration des contributions diverses en paiement par le sieur Hanoun de 150 fr., prix d'adjudication des droits sur les musiciens et de pâturage pour l'un des lots, objets de cette adjudication ; — Attendu que les prix des lots dont il s'agit au procès sont de 565 fr. pour l'un et de 150 fr. pour l'autre ; que le sieur Hanoun a payé le prix de 565 fr. ; qu'il ne justifie pas du paiement de celui de 150 fr. ; qu'il doit, dès lors, être condamné à en payer le montant à l'administration des contributions diverses ;

III. Quant aux dépens d'appel ; — Attendu qu'ils doivent être supportés, aux termes de l'art. 130 C. pr. civ., par le sieur Hanoun qui succombe ;

Par ces motifs : — Dit les appels recevables en la forme ; — Rejette, au fond, comme non justifié, celui du sieur David Hanoun ; — Confirme, en conséquence, le jugement déféré, en ce qu'il a, sans s'arrêter à son offre de preuve, débouté le dit sieur Hanoun de sa demande en résiliation et en dommages-intérêts, en le condamnant aux dépens de première instance ; — Ordonne que, de ce chef, ledit jugement soit exécuté ; — Dit l'appel de l'administration des contributions diverses justifié ; — Infirme le jugement déféré en ce qu'il a rejeté sa demande reconventionnelle en paiement de 150 fr. ; — Ordonne que, sous ce rapport, le jugement ne soit pas exécuté ; — Condamne le sieur David Hanoun à payer à l'administration des contributions diverses la somme de 150 fr. pour les causes susénoncées avec intérêts de droit ; — Le condamne en outre à l'amende de son appel au profit du trésor et aux dépens d'appel envers l'administration des contributions diverses.

MM. MÉROT, *ff. prés.* ; MARTIN, *av. gén.* — Mes GIRY et COLIN, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

16 octobre 1902

Exploit, signification, locataire, concierge, validité, loi du 15 février 1899 ; — Dommages-intérêts, astreinte, signification du jugement, mise en demeure, appel, confirmation, point de départ des dommages-intérêts, modération de l'astreinte, pouvoir souverain du juge.

La copie d'un acte d'huissier peut être laissée valablement au concierge d'une maison pour un des locataires ;

Répond au vœu de la loi du 15 février 1899 la mention de l'huissier sur l'exploit : « Laissé copie sous enveloppe fermée, formalités légales accomplies ».

La signification d'un jugement avec sommation de l'exécuter constitue une mise en demeure suffisante pour faire courir, à compter de l'expiration du délai déterminé, la contrainte

prononcée pour l'exécution dudit jugement dans un délai déterminé (1);

Lorsqu'un jugement prononçant une astreinte a été confirmé en appel, les dommages-intérêts sont dus du jour fixé par le jugement et non du jour de l'arrêt confirmatif (2);

En cas d'astreinte, les juges ont le pouvoir souverain, sur l'opposition du débiteur, de maintenir, diminuer ou supprimer les dommages-intérêts par jour de retard (3).

(Veuve Cheviron c. Catus)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la validité de la signification du 30 octobre 1899 : — Attendu qu'un concierge n'est pas seulement l'employé du propriétaire, qu'il est en outre préposé au service de tous les locataires qui habitent la maison, notamment en ce qui concerne leurs relations avec les personnes étrangères; que la copie d'un acte d'huissier peut donc lui être laissée valablement; — Attendu, d'autre part, que la loi du 15 février 1899 n'a pas prescrit à peine de nullité l'emploi d'une formule sacramentelle pour la constatation des diverses formalités qu'elle a organisées; qu'ainsi que toutes les dispositions de cette nature, elle admet des équivalents; que la mention par l'huissier qu'« il a laissé la copie sous enveloppe fermée, formalités légales accomplies », répond suffisamment au vœu et à l'esprit de la loi; qu'elle indique, en effet, qu'après avoir placé la copie sous enveloppe fermée, l'huissier a encore accompli les seules formalités légales restant à remplir, c'est-à-dire l'inscription de l'adresse au recto et l'apposition de son cachet sur la fermeture du pli; — Attendu d'ailleurs que Catus ne prétend pas que lesdites formalités n'ont pas été remplies;

Sur la mise en demeure : — Attendu que la sommation contenue dans la signification du 30 octobre 1899 d'avoir à exécuter le jugement emportait mise en demeure suffisante pour faire courir la contrainte prononcée pour le cas de non exécution dans la huitaine; — Adoptant au surplus, sur ces deux points, les motifs des premiers juges;

Sur l'effet suspensif de l'appel : — Attendu que les premiers juges ont, à bon droit, reconnu que le but unique de la dispo-

---

(1 à 3) Sur la théorie des astreintes, V. Planiol, *Traité de droit civil* (2e éd.), t. 2, n. 207 et s., p. 69; Esmein, *Revue de droit civil*, 2e cat

sition de l'art. 431 C. pr. civ. sur l'effet suspensif de l'appel est d'arrêter la force exécutoire du jugement jusqu'à ce qu'il ait été statué sur l'appel et qu'il ne peut porter atteinte aux droits de l'intimé ; mais qu'ils ont eu le tort de n'en pas faire ressortir cette conséquence que l'appelant use de son droit d'appel à ses risques et périls, qu'il ne peut en retirer un bénéfice s'il est mal fondé et que, par suite, il doit les dommages-intérêts alloués par chaque jour de retard à partir du jour fixé par la décision confirmée et non pas seulement à dater du jour de sa confirmation ; — Attendu que l'exécution du jugement pour obéir à la contrainte n'est pas plus inconciliable avec le droit d'appel que l'exécution provisoire nonobstant appel, ordonnée directement par le juge ;

Sur le caractère comminatoire de la contrainte : — Attendu que le jugement du 13 juillet 1899, confirmé par l'arrêt de cette chambre du 21 juillet 1900, n'a écarté la demande en dommages-intérêts formée par la veuve Cheviron que parce qu'avant la demande en justice elle n'avait signifié à Catus aucune sommation à l'effet d'obtenir la restitution du titre et qu'elle ne justifiait pas avoir éprouvé un préjudice à ce moment ; qu'il a consacré au contraire le principe du dommage résultant pour la demanderesse de la non restitution du titre dans la huitaine de la signification en prononçant une condamnation de 10 fr. par chaque jour de retard ; — Attendu toutefois que, tant dans l'esprit du tribunal qui a rendu le jugement que dans celui de la Cour qui l'a confirmé, cette condamnation n'était pas définitive et, notamment, ne devait pas atteindre un chiffre supérieur à la valeur du titre ; qu'elle revêtait ainsi un caractère comminatoire et constituait un moyen de contrainte ordonné pour triompher de la résistance du défendeur ; — Mais attendu que la condamnation comminatoire n'est pas éteinte par le seul fait de l'exécution de la décision ; qu'il appartient par suite au tribunal, saisi par l'opposition de Catus au commandement et alors que sa résistance avait cessé, d'apprécier dans quelle mesure cette résistance avait été légitime et de maintenir, de diminuer ou même de supprimer les dommages-intérêts résultant de la contrainte ; — Et attendu, au fond, qu'il résulte de tous les éléments de la cause que la résistance de Catus a été systématique et a dépassé la sauvegarde de ses droits ; que la Cour possède les éléments d'appréciation suffisants pour proportionner la somme qu'il devra payer à la veuve Cheviron au dommage éprouvé par celle-ci ;

Sur les dépens : — Vu l'art. 130 C. pr. civ, ;

Par ces motifs : — Rejette comme mal fondé l'appel inci-

dent ; — Confirme par suite le jugement attaqué en ce qu'il a déclaré Catus mal fondé en ses moyens de nullité ; — Dit valable l'exploit du 30 octobre 1899 contenant signification du jugement du 13 juillet précédent ; — Dit que cette signification constitue une mise en demeure utile ; — Maintient en conséquence la validation du commandement prononcée par ledit jugement ; — Infirme, au contraire, ledit jugement en ce qui concerne les dommages-intérêts résultant de la contrainte ; — Dit que la contrainte a couru pendant les délais d'appel ; — Dit toutefois que cette contrainte avait un caractère comminatoire ; — Réduit en conséquence à 500 fr. les dommages-intérêts réellement dus à la veuve Cheviron ; — Ordonne la continuation des poursuites sur les derniers errements de la procédure pour ladite somme de 500 fr. en sus de celles validées par le jugement dont est appel ; — Condamne Catus en tous les dépens.

MM. LALOÉ, *prés.* ; VANDIER, *subst. du proc. gén.* — Mes BASSET et OTTEN, *av.*

COUR D'ALGER (3me Ch.)

30 décembre 1901

Liberté du commerce, pêche au bœuf, restriction volontaire, coalition, cause illicite, nullité, ordre public.

Est nul, d'une nullité d'ordre public, comme portant atteinte à la liberté du commerce, l'engagement par lequel une personne s'est interdit, de façon absolue, avec clause pénale, d'armer pour la pêche au bœuf plus de cinq balancelles.

(Storace c. Amiello)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Loffredo, Storace Sanino et Visciaon ont assigné Amiello et Cie devant le tribunal de commerce d'Alger en paiement de 10,000 fr. de dommages-intérêts pour réparation du préjudice que ces derniers leur auraient causé en contrevenant aux engagements intervenus entre eux pour la campagne de pêche des années 1899 et 1900 ; — Qu'au

cours de l'instance, Amiello et Cie se sont portés reconventionnellement demandeurs en paiement de la somme de 10,000 fr. de dommages-intérêts et que le tribunal, mettant Loffredo, Sanino et Visciano hors de cause, a condamné Storace à payer à Amiello et Cie 2,000 fr. à titre d'indemnité ; — Que Storace ayant interjeté appel du jugement, il échet de statuer ;

Attendu que Storace se borne à demander devant la Cour l'infirmation du jugement, et principalement par ce motif que la convention qui a servi de base à sa condamnation aurait pour but et pour effet de restreindre la liberté du commerce, et serait ainsi entachée de nullité, comme contraire à l'ordre public ; — Sur ce : — Attendu qu'aux termes de deux actes sous signatures privées, en date à Alger des 19 juin et 22 août 1899, enregistrés, les contractants se sont engagés à restreindre strictement à cinq paires de balancelles leurs armements pour la pêche au bœuf, avec cette clause que l'armateur qui enfreindrait ce règlement serait astreint à payer à ses cointéressés 10,000 fr. de dommages-intérêts ; — Que si l'acte du 22 août apporte quelques modifications à celui du 19 juin, il maintient néanmoins dans toute sa rigueur la prohibition relative à l'exercice de la pêche au bœuf ou de toute autre pêche similaire ; — Attendu que cette pêche pratiquée à l'aide de filets traînants et qui draguent le fond est la plus fructueuse de toutes celles qui sont en usage dans la région ; — Que l'interdiction absolue, avec clause pénale, d'armer pour la dite pêche plus de 5 balancelles a eu évidemment pour but de diminuer sensiblement les arrivages sur le marché d'Alger, afin de restreindre la concurrence et d'obtenir ainsi une hausse importante sur le prix du poisson ; — Que la convention ne peut avoir eu une autre cause ; — Attendu que cette coalition des armateurs de la pêche au bœuf est de nature à entraver la liberté du commerce, que la convention qui en a été la conséquence a donc une cause illicite comme étant contraire à l'ordre public et ne peut donner lieu à aucune action devant les tribunaux ; — Que c'est donc à tort que les premiers juges en ont fait état en la retenant comme base de leur décision ; — Qu'en conséquence celle-ci doit être infirmée ; — Attendu que par suite il n'échet d'examiner les autres moyens, fins et conclusions des parties, devenus sans objet.

Sur les frais : — Attendu que si Amiello et Cie succombent en appel, il y a lieu d'observer que c'est Storace qui de concert avec ses intéressés, aujourd'hui hors de cause, a pris l'initiative du procès et que, de son côté, il a succombé dans ses prétentions originaires ; — Qu'il convient donc de mettre à sa

charge les deux tiers des dépens en laissant l'autre tiers à celle des intimés ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Au fond, — Dit et déclare de nul effet, comme ayant une cause illicite, les contrats des 19 juin et 22 août 1899 ; — Dit, par suite, que leur inexécution ne peut donner ouverture à une action en dommages-intérêts ; — En conséquence, infirme le jugement entrepris et statuant à nouveau, — Déclare Amiello et Cie mal fondés dans leur demande ; — Décharge Storace des condamnations prononcées contre lui par le dit jugement ; — Déboute les parties de tous autres moyens, fins et conclusions contraires aux dispositions du présent arrêt et notamment les intimés de leur appel incident ; — Fait masse des dépens de première instance et d'appel ; dit qu'ils seront supportés un tiers par Amiello et Cie, deux tiers par Storace ; — Ordonne la main-levée de l'amende consignée sur l'appel principal et la confiscation de celle consignée sur l'appel incident.

MM. ZILL DES ILES, *prés.*, BUSSIÈRE, *av. gén.* — Mes DIVIELLE et LEMAIRE, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (2e Ch.)

26 juillet 1902

Habous, intention pieuse, dévolutaire définitif, défaut d'indication, nullité, créancier du constituant, non opposabilité.

Est nul l'acte de habous qui est resté muet sur l'intention pieuse du donateur et qui n'indique pas davantage le dévolutaire final dudit habous ;

D'ailleurs, un tel acte, fût-il régulier, n'est pas opposable à un tiers, créancier du constituant.

(Milani c. Dahan)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'après instance valablement reprise par eux ensuite du décès de Ahmed Ould Mohamed bel Milani, les consorts Bel Milani ont régulièrement formé

opposition à l'arrêt de défaut congé rendu le 30 mai 1902 par la Cour de céans ; — Attendu que les opposants soutiennent : 1° que la demande introduite par David Dahan ne serait point recevable par ce motif que l'immeuble alloti sous le n° 566 serait sorti de l'indivision existant entre Ahmed et Ali ould Mohamed, et serait devenu leur propriété personnelle par l'effet d'un acte de habous établi le 12 juillet 1874 par les susnommés au profit de leur descendance mâle à l'exclusion des filles ; 2° que, dans tous les cas, les jugements en vertu desquels David Dahan les poursuit en justice seraient périmés faute d'exécution dans les six mois de leur obtention ;

Sur le premier moyen : — Attendu que sans qu'il y ait même lieu de rechercher s'il y a identité entre l'immeuble habousé et celui dont il est demandé partage, il échet de reconnaître tout d'abord que l'acte de habous invoqué par les opposants est entaché d'une nullité radicale ; — Attendu, en effet, que l'acte dont il s'agit, resté muet sur l'intention pieuse du donateur, n'indique point davantage le dévolutaire final du dit habous ; — Attendu, d'autre part, que ce habous fût-il régulier ne serait point opposable à un tiers créancier du constituant ;

Sur le deuxième moyen : — (Sans intérêt.)

Par ces motifs : — Déclare nul et de nul effet vis-à-vis de Dahan l'acte de habous du 12 juillet 1874 et déboute les opposants de leurs conclusions prises de ce chef.

MM. SCHINDLER, *ff. prés.* ; VANDIER, *subst. du proc. gén.* ; — Me OTTEN, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

18 juillet 1902

Circonstances atténuantes, contributions diverses, Algérie, taxe de consommation, octroi de mer, infraction, inapplicabilité.

Les circonstances atténuantes ne peuvent pas être appliquées, en Algérie, aux contraventions concernant la taxe de consommation (1).

(1) Dans le même sens, Alger, 21 mai 1902 (*Rev. Alg.*, 1902, 2. 406) ; comp. Alger, 4 janv. 1902 (*suprà*, p. 201).

(Térol)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que la taxe de consommation perçue en Algérie au profit du trésor ne constitue pas une contribution indirecte ; — Qu'elle est une simple addition à la taxe de l'octroi de mer et placée sous le même régime ; — Qu'aucune contravention fiscale n'est donc en Algérie une contravention commune à l'octroi et aux contributions indirectes et n'est susceptible de bénéficier des dispositions de l'art. 463 C. pén. ; — Qu'à plus forte raison les lois des 30 mars 1888 et 29 mars 1897, relatives aux contributions indirectes seules, ne peuvent s'appliquer au système tout différent qui régit l'octroi de mer en Algérie ; — Attendu que les premiers juges ont donc à tort fait bénéficier Térol des circonstances atténuantes ; — Qu'il y a donc lieu d'infirmer leur décision et de faire au condamné l'application pure et simple des autres textes visés au jugement ;

Par ces motifs et ceux des premiers juges non contraires ; — Infirme, etc.

MM. LALOË, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Me LE DENTU, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

11 décembre 1901

Acte sous seing privé, Algérie, ordonnance du 9 juin 1831, interprète, indigène musulman.

Si l'ordonnance du 9 juin 1831 n'a pas cessé d'être en vigueur, aujourd'hui toutefois, par une conséquence même de son esprit et de son but, les mesures de protection qu'elle édicte ne sauraient recevoir effet, lorsqu'il est démontré ou manifeste que l'indigène qui peut s'en prévaloir a contracté en toute connaissance de cause et qu'il n'a ni voulu ni jugé nécessaire l'intervention d'un interprète à son contrat (1).

(Mostefaoui c. Roussin)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'opposition et l'appel incident sont réguliers en la forme ;

Au fond ; — Attendu que, destinée à prévenir dans les contrats qui interviennent entre européens et indigènes des éventualités d'erreur ou de fraude qui aujourd'hui encore sont possibles, les dispositions de l'ordonnance du 9 juin 1831 n'ont pas cessé d'être en vigueur ; — Mais attendu que par une conséquence même de l'esprit et du but qui ont motivé cette ordonnance, les mesures de protection qu'elle édicte ne sauraient avoir effet lorsqu'il est démontré ou manifeste que l'indigène qui peut s'en prévaloir a contracté en toute connaissance de cause et qu'il n'a voulu ni jugé nécessaire l'intervention d'un interprète à son coutrat ; — Attendu que tel a été le cas de Mostefaoui Si el-hadj bel Hadi qui, traitant avec la maison Roussin et Cie de l'acquisition d'un produit destiné au traitement de la vigne, n'a pu ignorer quelle était exactement la nature de ce produit dont il pouvait demander échantillon ; qui n'a fait à la maison venderesse aucune observation lorsque celle-ci lui a ensuite rappelé les conditions de son contrat ; qui avait d'ailleurs signé la convention originaire ; — Attendu qu'en appréciant ainsi les faits de la cause, les premiers juges ont bien décidé sur le caractère et l'étendue des dommages-intérêts ; — Attendu que la marchandise ayant voyagé pour le compte du destinataire, il n'y a lieu de faire entrer à titre de dommages-intérêts à allouer aux intimés les frais de consignation ou de magasinage dont ceux-ci ne sont pas tenus et qui ne peuvent pas rester à la charge de l'appelant ; — Attendu toutefois que la maison Roussin et Cie a certainement éprouvé du fait de Mostefaoui et de son refus de prendre livraison d'une marchandise achetée un préjudice appréciable ; que ce préjudice, à raison du peu d'importance du marché, ne peut être évalué à plus de 25 fr. ;

Par ces motifs, et adoptant les raisons de déterminer des premiers juges en tant qu'elles ne sont pas contraires à celles du présent arrêt, et émendant pour le surplus :— Reçoit l'opposition et l'appel incident comme réguliers en la forme ; — Au fond ; — Condamne Mostefaoui Si el-hadj bel Hadi à payer à la maison Roussin et Cie : 1° Une somme de 200 fr., montant de l'acquisition qu'il a faite par l'intermédiaire du courtier de cette maison ; 2° La somme de 25 fr. en réparation du préjudice qu'il a causé en ne prenant pas livraison de la marchandise dont il était régulièrement acheteur ; — Déboute l'une et l'autre parties de leurs autres conclusions ; — Condamne Mostefaoui à l'amende et en tous les dépens.

MM. GEFFROY, *prés.*; BUSSIÈRE, *av. gén.* — Mes PROBST et LEMAIRE, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

15 mai 1903

Assistance médicale gratuite, Algérie, loi du 15 juillet 1893, non applicabilité, décret du 23 décembre 1874.

La loi métropolitaine du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite n'est pas applicable en Algérie, où l'assistance médicale à domicile et l'assistance hospitalière sont régies par le décret du 23 décembre 1874.

(Ville de Constantine)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Vu les trois requêtes sommaires et le mémoire ampliatif présentés par la ville de Constantine représentée par son maire en exercice, à ce dûment autorisé par délibération du conseil municipal en date du 13 décembre 1900, et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler, pour excès de pouvoir, trois arrêtés en date du 26 novembre 1900, par lesquels le préfet du département de Constantine a mandaté d'office au profit du receveur de l'hôpital civil de Constantine les sommes de 16,229 fr. 30; 9,302 fr. 25 et 22,782 fr. 75 pour frais d'hospitalisation afférente à l'exercice 1900; — Ce faire, attendu que la plupart des individus qui ont été admis à l'hôpital l'ont été contrairement aux prescriptions de la loi du 15 juillet 1893, qui est applicable en Algérie comme ayant modifié la loi du 24 vendémiaire an II qui y était en vigueur; que, parmi ces malades, la plupart de ceux qui avaient leur domicile de secours à Constantine ne figuraient pas sur la liste des indigents dressée par la commission d'assistance; que les certificats à eux délivrés n'émanaient pas des médecins du service de l'assistance et ne contenaient pas les mentions exigées par la loi; qu'enfin ils n'étaient pas contresignés par le maire, seul compétent pour attester l'indigence de ces malades; que la mention d'urgence portée sur les certificats ne dispensait pas de l'accomplissement des formes exigées par la loi en cas d'urgence; que l'hôpital de Constantine n'a pu, par ces admissions irrégulières, engager la responsabilité pécuniaire de la ville; que la requérante ne doit pas suppor-

ter davantage les frais de traitement d'individus qui ont leur domicile de secours dans d'autres communes ou qui n'ont qu'un domicile départemental ou qui sont étrangers ; — Vu les arrêtés attaqués ; — Vu les observations présentées par le ministre de l'intérieur en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi ; lesdites observations enregistrées comme ci-dessus, le 22 avril 1902 et tendant au rejet des pourvois par les motifs que la loi du 15 juillet 1893 n'est pas applicable en Algérie ; que la ville de Constantine est tenue par l'art. 18 du décret du 23 décembre 1874 de rembourser les frais de traitement des indigents malades qui ont chez elle leur domicile de secours ; qu'elle ne justifie pas que les malades dont les dépenses d'hospitalisation lui sont réclamées n'étaient pas domiciliés à Constantine ; — Vu le mémoire en réplique présenté pour la ville de Constantine ; ledit mémoire enregistré comme ci-dessus, le 3 décembre 1902, et dans lequel elle déclare persister dans ses conclusions par les motifs que les lois qui régissent l'assistance hospitalière en Algérie sont au nombre de celles qu'a rendu applicables en Algérie le décret du 26 août 1881 ; que, même en admettant que le décret du 23 décembre 1874 soit applicable, l'hospitalisation ne peut être régulière que s'il s'agit de malades indigents et ayant leur domicile de secours dans la ville ; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ; — Vu la loi du 24 vendémiaire an II, le décret du 23 décembre 1874, le décret du 26 août 1881 et la loi du 15 juillet 1893 ;

Considérant que les trois requêtes ci-dessus visées présentent à juger la même question et sont fondées sur les mêmes moyens ; que, dès lors, il y a lieu de les joindre pour y être statué par une seule et même décision ; — Considérant que la loi du 15 juillet 1893 n'a été rendue applicable à l'Algérie par aucune disposition législative ni par un décret spécial du président de la République ; que si l'art. 2 du décret du 26 août 1881 dispose que « les lois, décrets, arrêtés, règlements » et instructions ministérielles qui régissent en France les « divers services publics énumérés audit décret et au nombre « desquels figure celui de l'assistance hospitalière s'appli- « quent en Algérie », cet article restreint lui-même cette application aux dispositions auxquelles il n'a pas été dérogé par la législation spéciale de l'Algérie ; — Considérant qu'en admettant que les lois métropolitaines qui modifient des lois antérieures à la conquête puissent être obligatoires de plein droit en Algérie sans y avoir été spécialement déclarées applicables, cette dérogation aux principes généraux ne peut être étendue aux matières qui font l'objet d'une législation spé-

ciale à l'Algérie ; — Considérant que l'assistance médicale à domicile et l'assistance hospitalière en Algérie sont régies par le décret du 23 décembre 1874 ; que d'ailleurs la loi du 15 juillet 1893 n'est pas une loi purement modificative de la législation antérieure; — Que de tout ce qui précède, il résulte que la ville de Constantine n'est pas fondée à soutenir que la loi du 15 juillet 1893 s'applique en Algérie comme ayant modifié la loi du 24 vendémiaire an II ; — Considérant qu'aux termes des art. 18 et 19 du décret du 23 décembre 1874, le remboursement des frais de journées de traitement de leurs indigents malades ayant le domicile de secours constitue pour les communes une dépense obligatoire ; et qu'en cas de retard dans les remboursements par les communes, les préfets sont autorisés à procéder à l'ordonnancement d'office ; — Considérant que la ville de Constantine ne justifie pas que les malades dont les frais de traitement ont été mandatés d'office par les arrêtés attaqués n'aient pas eu leur domicile de secours à Constantine ; que, dès lors, elle n'est pas fondée à prétendre que le préfet a excédé ses pouvoirs ;

Décide : — Les requêtes de la ville de Constantine sont rejetées.

MM. BERGER, *prés.* ; TARDIEU, *rap.* ; TEISSIER, *com. du gouv.* — Me BOUCHIÉ DE BELLE, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

15 mai 1903

Pensions militaires, Algérie, engagé volontaire dans un corps de troupes algériennes domicilié en Algérie, art. 7 de la loi du 11 avril 1831.

Celui qui a été incorporé, en qualité d'engagé volontaire, à un corps de troupes algériennes, alors qu'il résidait en Algérie, ne saurait être considéré comme ayant été « envoyé d'Europe » et par suite ne peut invoquer les dispositions de l'art. 7 de la loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre.

(Gabrielli)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Sur le rapport de la deuxième sous-section du contentieux ; — Vu la requête présentée par le

sieur Gabrielli, sergent-major au 3e régiment de tirailleurs algériens, demeurant à Akbou (département de Constantine), ladite requête enregistrée au secrétariat du contentieux du conseil d'État, le 1er août 1902, et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler une lettre, en date du 3 juin 1902, par lui qualifiée décision, par laquelle le ministre de la guerre aurait interprété à son préjudice l'art. 7 de la loi du 11 avril 1831 et l'arrêté ministériel du 23 novembre 1901 ; — Ce faire : — Attendu que, par la décision attaquée, le ministre de la guerre fait connaître qu'à partir du 1er janvier 1902, les militaires du contingent algérien, restés dans l'armée après l'année de service à laquelle ils sont astreints, cesseront de jouir du bénéfice de campagne de paix qui leur a été jusqu'alors accordé ; — Que cette décision viole des droits acquis et est contraire à l'intention des parties lors des divers engagements contractés par le requérant ;

Vu la décision attaquée ; — Vu les observations présentées par le ministre de la guerre, en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus le 18 décembre 1902 et tendant au rejet de la requête par les motifs qu'elle est dirigée contre de simples instructions données à un chef de corps et que, d'ailleurs, le ministre n'a fait que donner à l'art. 7 de la loi du 11 avril 1831 une interprétation conforme à la jurisprudence ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ; — Vu la loi du 11 avril 1831 ; — Vu les lois des 7-14 octobre 1790 et 24 mai 1872 ;

Sur la recevabilité : — Considérant que la dépêche, en date du 3 juin 1902, par laquelle le ministre de la guerre a précisé la portée de l'arrêté du 23 novembre 1901, en vue d'en faire application au requérant, constitue une décision contre laquelle ce dernier est recevable à se pourvoir devant la juridiction contentieuse ;

Au fond : — Considérant qu'aux termes de l'art. 7 de la loi du 11 avril 1831, « sera compté pour la totalité, en sus de sa durée effective, le service militaire qui aura été fait.... 4° Hors d'Europe, en temps de paix, par les militaires envoyés d'Europe » ; — Considérant qu'il résulte de l'instruction que le sieur Gabrielli résidait à Constantine au moment où il a été incorporé, en qualité d'engagé volontaire, au 3e régiment de tirailleurs algériens ; — Qu'ainsi il ne saurait être considéré comme ayant été « envoyé d'Europe », et qu'en décidant qu'à partir du 1er janvier 1902 les services accomplis par le requérant en Algérie, en temps de paix, cesseraient de lui être comptés comme campagnes, le ministre de la guerre

s'est borné à lui appliquer les dispositions de l'article de loi précité ;

Décide : — La requête du sieur Gabrielli est rejetée.

MM. BERGER, *prés.* ; PORCHÉ, *rap.* ; SAINT-PAUL, *com. du gouv.* — Me ROBIQUET, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

8 mai 1903

Portier-consigne, sous-officiers rengagés ou commissionnés, assimilation.

Aucune disposition de loi ou de règlement n'assimile les portiers-consignes aux sous-officiers rengagés ou commissionnés des corps de troupe en ce qui concerne la solde spéciale, la haute paye, la gratification annuelle et les indemnités ou allocations en nature.

(Boniquet)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Sur le rapport de la 2e sous-section du contentieux ; — Vu la requête sommaire et le mémoire ampliatif présentés par le sieur Boniquet (Jean Joseph-Raymond), portier-consigne de 3e classe, à Laghouat (Algérie), ladite requête et ledit mémoire enregistrés au secrétariat du contentieux du conseil d'État, les 22 décembre 1899 et 24 janvier 1901 et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler une décision en date du 22 août 1899 par laquelle le ministre de la guerre a rejeté sa réclamation tendant à l'augmentation du montant de la première mise d'équipement et au rappel des indemnités et allocations qu'il percevait comme sous-officier rengagé appartenant à un corps de troupe, antérieurement à sa nomination à l'emploi de portier-consigne ; — Ce faisant, attendu que le requérant, sous-officier rengagé qui a contracté le 6 mars 1895 un second rengagement de cinq ans à compter du 4 février 1893, a été le 21 novembre 1898 nommé à l'emploi de portier-consigne ; que cette nomination n'a pu lui faire perdre les avantages accordés aux sous-officiers rengagés ou commissionnés par les lois des 18 mars 1889,

15 juillet 1889 et 9 février 1897 ; qu'il résulte au contraire des art. 1, 6 et 8 du décret du 4 juin 1898 que les portiers-consignes sont des sous-officiers en activité de service et sont commissionnés ; qu'ils jouissent dans la hiérarchie militaire des droits et prérogatives des adjudants ; qu'ils sont soumis aux lois, décrets et règlements qui régissent les sous-officiers de l'armée active et sont tenus, s'ils servaient comme rengagés lors de leur nomination, de compléter le temps de service exigé par l'engagement qu'ils ont contracté ; qu'ainsi, c'est à tort qu'à compter du 21 novembre 1898 il n'a pas été accordé au requérant le même solde, les mêmes allocations qu'à un adjudant rengagé ou commissionné ; qu'aucune disposition de loi ou de règlement ne permet d'appliquer aux portiers-consignes en ce qui concerne la solde et ses accessoires d'autres règles que celles relatives à tous les sous-officiers commissionnés ; que d'ailleurs les portiers-consignes qui font partie de l'état-major particulier du génie ne sont pas placés en dehors des corps de troupe de l'armée active ; — Dire que le requérant a droit, postérieurement à sa nomination à l'emploi de portier-consigne, à la solde spéciale d'un adjudant du génie commissionné en activité de service avec haute payé, gratification annuelle et prime de rengagement, à l'indemnité en remplacement de vivres et liquides, à un logement avec ameublement afférent â l'emploi d'adjudant et chauffage, à la prime d'habillement et d'équipement ; — Renvoyer le requerant devant le ministre de la guerre pour la liquidation des sommes qui lui sont dues ; — Vu la décision attaqué ; — Vu les observations présentées par le ministre de la guerre en réponse à la communication qui lui a été donnée de pourvoi ; les dites observations enregistrées comme ci-dessus le 5 avril 1903 et tendant au rejet de la requête par les motifs que l'indemnité pour changemeni d'uniforme, n'étant jamais due en cas de mutation par convenance personnelle, a été à bon droit refusée au requérant qui a été nommé à l'emploi de portier-consigne sur sa demande ; que la solde et les diverses allocations auxquelles ont droit les portiers-consignes ont été réglées par les dispositions des décrets des 29 mai et 27 septembre 1890 spéciales à ces employés militaires, par le décret du 4 juin 1898 et l'instruction ministérielle du 1er février 1899 ; qu'il résulte des termes exprès de la loi du 18 mars 1889 que les avantages spéciaux qu'elle accorde aux sous-officiers rengagés ou commissionnés concernant ceux qui servent dans les corps de troupe et que les sous-officiers qui cessent d'appartenir aux unités de combat pour devenir des employés militaires dans le sens de

la loi du 24 juillet 1873, et notamment pour occuper l'emploi de portier-consigne, cessent dès lors d'avoir droit à la prime de rengagement et à la haute paye ; — Vu les nouvelles observations présentées au nom du sieur Boniquet, les dites observations enregistrées comme ci-dessus le 26 mai 1900 et tendant par les mêmes motifs aux mêmes fins que la requête ; — Vu les nouvelles observations présentées au nom du ministre de la guerre, les dites observations enregistrées comme ci-dessus le 4 décembre 1901, et tendant par les motifs déjà exposés au rejet du pourvoi ; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ; — Vu le décret du 13 octobre 1863 ; — Vu les lois des 24 juillet 1873 et 13 mars 1875 et les tableaux annexés, — Vu les lois des 23 juillet 1881, 18 mars 1889, 15 juillet 1889 et 5 février 1897 ; — Vu les décrets des 29 mai 1890 et 27 décembre 1890 et les tableaux et tarifs y annexés ; — Vu le décret du 4 juin 1898 ; — Vu la loi du 24 mai 1872 ;

En ce qui touche l'indemnité de première mise d'équipement : — Considérant qu'il résulte de l'instruction que le requérant a reçu à ce titre l'indemnité de 133 fr. prévue pour les portiers-consignes par le tarif n° 22 annexé au décret du 27 septembre 1890 ; qu'aucune dispositon de loi ou de règlement ne l'autorise à réclamer une indemnité de première mise d'équipement supérieure à ce chiffre ;

En ce qui concerne la solde spéciale, la haute paye, la gratification annuelle et les indemnités ou allocations en nature auxquelles ont droit les sous-officiers rengagés des corps de troupe et les sous-officiers commissionnés ; — Considérant que si d'après les art. 1 et 6 du décret du 4 juin 1895 les portiers-consignes sont des sous-officiers en activité de service, sont commissionnés et sont tenus, s'ils servaient comme rengagés lors de leur nomination, d'achever le temps de service prévu par leur rengagement, la solde, les accessoires de solde et les indemnités auxquels ils ont droit restent, aux termes de l'art. 16 du même décret, déterminés par les lois, décrets ou arrêtés ministériels en vigueur ; — Considérant qu'antérieurement au décret du 4 juin 1898, la solde et les diverses indemnités à allouer aux portiers-consignes, qui étaient alors des employés militaires rattachés à l'état-major particulier du génie et non commissionnés, ont été expressément et limitativement déterminés par les tarifs n° 3, 13, 14, 15, 22 et 26 annexés au décret susvisé du 17 décembre 1890 ; qu'aucune disposition de loi ou de règlement n'avait assimilé les portiers-consignes aux sous-officiers rengagés ou commissionnés des corps de troupe en ce qui concerne la solde

spéciale et les indemnités ou allocations réclamées par le requérant ; que par suite c'est à bon droit que le ministre de la guerre a rejeté les réclamations du sieur Boniquet ; — Considérant, d'autre part, que le requérant n'est pas recevable à présenter directement devant le conseil d'État une demande relative à l'allocation de la prime de rengagement, qui n'a pas été soumise au ministre de la guerre ;

Décide : — La requête du sieur Boniquet est rejetée.

MM. BERGER, *prés.* ; GRUNEBAUM, *rap.* ; ARRIVIÈRE, *com. du gouv.* — Mes AUGER et REGRAY, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

27 août 1903

Cours criminelles, Algérie, organisation, désignation du président du tribunal comme assesseur par le président de la Cour criminelle, validité, liste de la session, contrôle par la Cour criminelle.

Est légale la désignation, par le conseiller à la Cour d'appel, président d'une Cour criminelle, du président du tribunal civil de l'arrondisement comme assesseur de ladite Cour criminelle, en remplacement d'un juge du tribunal empêché ;

Il n'est pas nécessaire que la liste contenant les noms des assesseurs-jurés musulmans et la notification qui en est faite s'expliquent spécialement sur chacun des éléments d'idonéité exigés par la loi ;

Aucune disposition légale ni aucun principe de droit n'imposent à la Cour criminelle de procéder, alors qu'aucune cause d'incapacité ne se révèle ou n'est invoquée, à des constatations tendant au contrôle de la liste de session.

(Cheddad)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen, pris par les demandeurs de la violation des art. 2, § 2 et 3 § 1er de la loi du 30 décembre 1902 et des art. 253, 263 et 264 C. inst. crim., en ce que le

président de la Cour criminelle a procédé au remplacement, par le président du tribunal de Mascara, d'un assesseur désigné par le premier président de la Cour d'Alger ; — Attendu que l'art. 2 susvisé dispose que, dans les arrondissements autres que celui d'Alger, la Cour criminelle siégeant au chef-lieu judiciaire de l'arrondissement est composée d'un conseiller à la Cour d'appel, et, en cas d'empêchement, du président du tribunal civil de l'arrondissement, de deux juges de ce même tribunal, et de quatre assesseurs-jurés ; qu'aux termes de l'art. 3, les magistrats appelés à faire partie de la Cour criminelle sont désignés dans la forme établie par la législation en vigueur pour la désignation des magistrats composant la Cour d'assises ; — Attendu, en fait, qu'après l'ouverture de la session et suivant ordonnance en date du 10 juillet 1903, le conseiller à la Cour d'Alger, président de la Cour criminelle de Mascara, a désigné comme magistrat assesseur, dans la cause des demandeurs, le président du tribunal de cet arrondissement, en remplacement d'un juge dudit tribunal désigné par ordonnance du premier président mais ayant connu de l'affaire ; — Attendu qu'à la vérité l'art. 2 précité ne donne qu'aux juges seuls une vocation à siéger à la Cour criminelle en qualité d'assesseurs, mais que, le président d'une juridiction, n'étant que le premier des juges qui la composent, est, par là même, nécessairement investi de toute vocation conférée à ceux-ci ; qu'il résulte, d'autre part, du rapprochement de ce texte avec les art. 252 (modifié par la loi du 25 février 1901) et 263 C. instr. crim., qui appellent le président du tribunal à siéger à la Cour d'assises tantôt comme assesseur et tantôt comme président, que la vocation éventuelle de ce magistrat à la présidence de la Cour criminelle n'exclut pas, comme le prétend à tort le pourvoi, sa désignation au siège d'assesseur ; — Qu'en désignant à ce dernier titre le président du tribunal de Mascara, le président de la Cour criminelle n'a donc pu violer la loi ;

Sur le 2e moyen, pris par les demandeurs de la violation des art. 3, § 3 de la loi du 30 décembre 1902 et 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce qu'il n'a été ni constaté ni vérifié que les assesseurs musulmans remplissaient les conditions d'aptitude exigées par ladite loi, et notamment qu'ils fussent capables de comprendre la langue française ; — Attendu, d'une part, que l'inscription des noms des assesseurs-jurés sur la liste de session emporte par elle-même présomption de capacité ; qu'il n'est donc pas nécessaire que cette liste et la notification qui en est faite s'expliquent spécialement sur chacun des éléments d'idonéité exigés par la loi ; — Attendu, d'autre

part, que seules sont réputées non accomplies lorsqu'elles n'ont pas été constatées les formalités prescrites à peine de nullité ou substantielles ; qu'aucune disposition légale ni aucun principe de droit n'imposent à la Cour criminelle de procéder, alors qu'aucune cause d'incapacité ne se révèle ou n'est invoquée, à des constatations tendant au contrôle de la liste de session et dont les résultats devraient, suivant la prétention du pourvoi, figurer au procès-verbal de tirage des assesseurs ou au procès-verbal des débats ; — D'où il suit que ce second moyen ne peut davantage être accueilli ;

Par ces motifs et attendu que la procédure a été régulière et que les peines ont été légalement appliquées aux faits déclarés constants par la Cour criminelle : — Rejette le pourvoi de : 1° Cheddad Mohammed ben Hadj Abdelkader ; 2° Souane ben Aïssa ould Hachemi ; 3° Ben Kedda Abdelkader ben Ameur ; 4° Souane Saïd ben Mahieddine, contre l'arrêt de la Cour criminelle de Mascara rendu contre eux, le 16 juillet 1903.

MM. BARD, *ff. prés.* ; LAURENT-ATTHALIN, *rap.* ; COTTIGNIES, *av. gén.* — Me MORILLOT, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

18 juillet 1903

Appel correctionnel, certificat délivré par le greffier, délais expirés, nullité. — Presse, diffamation, gérant, amende, propriétaire du journal, peine personnelle.

En matière correctionnelle, ne peut suppléer au silence de l'acte d'appel du jugement préparatoire qu'il vise le certificat du greffier du tribunal délivré par lui après l'expiration des délais d'appel, constatant « qu'en interjetant appel le 31 décembre 1902 du jugement qui lui avait été signifié le 26 décembre 1902, l'appelant a déclaré réitérer l'appel par lui formé le 10 novembre précédent du jugement préparatoire du 31 octobre 1902, et que c'est par oubli que cette mention de réitération d'appel n'a pas été insérée dans l'acte du 31 décembre 1902 » ;

Applique faussement l'art. 44 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, l'arrêt qui met à la charge des propriétaires du

journal condamné les condamnations prononcées contre le gérant, cette disposition comprenant implicitement l'amende, peine qui doit en principe rester personnelle.

(Jobelot c. Compagnie l'Africaine)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le pourvoi de Jobelot contre l'arrêt de la Cour d'appel d'Alger qui a déclaré irrecevable l'appel du jugement du 31 octobre 1902 ; — Sur le premier moyen du pourvoi pris de la violation de l'art. 185 C. instr. crim. en ce que la compagnie l'Africaine, partie civile, n'aurait pas été légalement représentée aux débats ; — Attendu que les qualités de l'arrêt constatent que la compagnie l'Africaine, partie civile, a été représentée par Me Divielle, avocat, que le demandeur n'établit pas que Me Divielle, avocat, n'ait point eu pouvoir de représenter ladite partie civile ; qu'il est constant d'ailleurs, que Jobelot a accepté le débat avec la compagnie l'Africaine et qu'il n'a élevé aucune contestation tirée du défaut de qualité du représentant de cette compagnie ; qu'il est par suite non recevable à invoquer ce moyen pour la première fois devant la Cour de cassation ;

Sur le deuxième moyen du pourvoi pris de la fausse application de l'art. 203 C. instr. crim. et 451 C. pr. civ. ; — Attendu qu'en exigeant une déclaration au greffe dans un délai de dix jours, l'art. 203 C. instr. crim. a nécessairement subordonné la validité de l'appel à cette condition essentielle que, dans le délai fixé, acte de la déciaration serait dressé par le greffier compétent ; — Attendu que, dans l'espèce, le jugement préparatoire du 31 octobre 1902 pouvait, aux termes de l'art. 451 C. pr. civ., être attaqué par la voie de l'appel dans un délai de dix jours à partir de la signification du jugement définitif qui a eu lieu le 26 décembre 1902, mais que l'arrêt attaqué constate que Jobelot a laissé expirer ce délai sans frapper d'appel ledit jugement ; — Attendu, il est vrai, que le demandeur a produit devant la Cour d'Alger une déclaration écrite émanant du greffier du tribunal d'Alger, datée du 2 mars 1903 certifiant « qu'en interjetant appel le 31 décembre 1902 du jugement qui lui avait été signifié le 26 déeembre 1202 Jobelot a déclaré réitérer l'appel, par lui formé le 10 novembre précédent, du jugement préparatoire du 31 octobre 1902 et que c'est par oubli que cette mention de réitération d'appel n'a pas été insérée dans l'acte du 31 décembre 1902 » ; — Mais attendu que l'acte ainsi produit par le demandeur

a été dressé après l'expiration du délai de dix jours, c'est-à-dire à une époque où le greffier n'avait plus caractère pour constater l'existence de la déclaration d'appel ; qu'il ne saurait par suite faire preuve de ladite déclaration et de sa date, d'où il suit qu'en décidant que le certificat délivré à Jobelot ne pouvait suppléer au silence de l'acte d'appel du 31 décembre 1902 en ce qui concerne le jugement préparatoire du 31 octobre 1902, l'arrêt attaqué, loin de violer les articles visés au moyen, en a fait une exacte application ; — Et attendu que l'arrêt est régulier en la forme ; — Rejette le pourvoi de Jobelot contre ledit arrêt ;

En ce qui concerne le pourvoi de Jobelot et de Maloger contre le second arrêt de la Cour d'appel d'Alger du 28 mars 1902 ; — Sur le premier moyen du pourvoi pris de la violation de l'art. 185 C. instr. crim. ; — Attendu que ce moyen identique au moyen ci-dessus examiné doit être écarté par les mêmes motifs ;

Sur le deuxième moyen pris de la violation des art. 7 de la loi du 20 avril 1810, 408 et 413 C. instr. crim. ; — Vu lesdits articles : — Attendu que sur l'appel interjeté par Jobelot du jugement du tribunal correctionnel d'Alger du 28 novembre 1902, le condamnant à un mois d'emprisonnement, à 500 fr. d'amende et à 1,000 fr. de dommages-intérêts pour diffamation envers la compagnie l'Africaine, Gauchon, Maloger, Nicolas et autres déclarés par ledit jugement civilement responsables desdites condamnations ont été appelés devant la Cour pour voir statuer sur ledit appel ; — Que Maloger a pris devant la Cour des conclusions à l'effet d'obtenir sa mise hors de cause ; qu'il a soutenu qu'il n'était pas personnellement propriétaire du journal le *Défenseur* ; que ce journal, dont Jobelot était directeur-gérant, était la propriété de la société des assurés de la compagnie l'Africaine, laquelle avait la personnalité juridique et devait seule, par suite, être tenue comme civilement responsable des condamnations prononcées contre Jobelot, directeur-gérant dudit journal ; — Attendu que pour écarter ces conclusions l'arrêt attaqué s'est borné à déclarer « que le sort des parties civilement responsables était étroitement lié à celui du prévenu et qu'ils devaient tous être maintenus dans la cause » qu'en s'abstenant de se prononcer sur la question de savoir si, comme le prétendait Maloger, la société des assurés de la compagnie l'Africaine n'était point seule propriétaire du journal le *Défenseur*, l'arrêt attaqué a omis de répondre à un chef formel de conclusions et a ainsi violé les articles visés au moyen ;

Sur le troisième moyen du pourvoi pris de la violation de

l'art. 202 C. instr. crim. et de l'avis du conseil d'État du 12 novembre 1806, en ce que l'arrêt attaqué aurait sur son seul appel aggravé le sort du prévenu en le condamnant en tous les dépens ; — Attendu qu'il suffit de constater que le moyen manque en fait ; que la condamnation aux dépens prononcée par le tribunal correctionnel d'Alger s'applique à Jobelot comme aux autres prévenus ;

Sur le quatrième moyen du pourvoi pris de la violation de l'art. 44 de la loi du 29 juillet 1881 : — Vu ledit article ; — Attendu que l'amende est une peine personnelle dont la responsabilité ne saurait être imposée à un tiers à défaut d'une prescription spéciale et exceptionnelle de la loi ; que loin de contenir une semblable dérogation aux principes généraux, l'art. 44 de la loi du 29 juillet 1881 limite expressément la responsabilité qu'il met à la charge des propriétaires du journal condamné aux condamnations pécuniaires qui auraient pu être prononcées au profit des tiers ; — Qu'il suit de là qu'en déclarant Maloger et autres civilement et solidairement responsables des condamnations prononcées contre Jobelot, ce qui comprenait implicitement l'amende, l'arrêt attaqué a faussement appliqué l'article visé au moyen ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi formé par Jobelot contre l'arrêt de la Cour d'appel d'Alger du 28 mars 1903, condamne le demandeur par corps à l'amende et aux dépens ; fixe au minimum la durée de la contrainte ; — Casse et annule ledit arrêt en tant qu'il a déclaré Maloger civilement responsable des condamnations pécuniaires prononcées contre Jobelot ; et pour être statué à nouveau du chef de la responsabilité civile mise à la charge de Maloger par ledit arrêt, renvoie la cause et Maloger devant la Cour d'appel de Montpellier.

MM. CHAMBAREAUD, *prés.* ; BOULLOCHE, *rap.* ; BONNET, *av. gén.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

15 juillet 1903

Expert-expertise, arrêt, erreur matérielle, rectification. — Demande nouvelle, compte et liquidation, non recevabilité en appel.

Lorsque des erreurs matérielles se rencontrent dans une décision de justice, elles peuvent être rectifiées à l'aide d'éléments fournis par cette décision même ;

Si, en matière de compte et de liquidation, il est de principe que les parties en cause doivent être considérées respectivement comme demanderesses et défenderesses, et qu'elles peuvent formuler pour la première fois en appel toutes réclamations relatives au compte litigieux et qui sont de nature à en modifier le résultat, il n'en est ainsi qu'autant que les parties en cause plaident sur l'ensemble du compte à établir entre elles et non sur des points qu'elles en distinguent et qu'elles proposent isolément au juge du fond.

(Isnardi c. Barneau)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen : — Attendu que lorsque des erreurs matérielles se rencontrent dans une décision de justice, elles peuvent être rectifiées à l'aide d'éléments fournis par cette décision même ; — Attendu qu'il résulte de l'ensemble de l'arrêt dénoncé que la Cour d'Alger n'a pas entendu substituer d'office un expert unique aux trois experts désignés par le tribunal ; — Attendu qu'aucune contestation ne s'est produite ni en première instance ni en appel sur le nombre des experts et que la Cour s'est exclusivement attachée à modifier l'étendue de l'expertise ; d'où il suit que le premier moyen manque en fait ;

Sur le second moyen : — Attendu qu'en matière de compte et liquidation, il est sans doute de principe que les parties en cause doivent être considérées respectivement comme demanderesses et défenderesses, et qu'elles peuvent formuler pour la première fois en appel toutes réclamations relatives au compte litigieux et qui sont de nature à en modifier les résultats ; — Mais qu'il n'en est ainsi qu'autant que les parties en cause plaident sur l'ensemble du compte à établir entre elles et non sur des points qu'elles en distinguent et qu'elles proposent isolément au juge du fond ; — Attendu qu'Isnardi et la dame Barneau n'avaient pas saisi le tribunal d'Oran d'une contestation portant sur l'ensemble de la liquidation confiée au notaire, Me Pottier, et alors en cours ; qu'au contraire ils avaient limité dans leurs conclusions en première instance le litige à deux chefs relatifs, l'un aux sommes réclamées par Isnardi comme formant l'excédent des dépenses sur les recettes de la ferme de Bou-Tlélis, et l'autre aux sommes revenant à la dame Barneau comme héritière de sa mère dans la société Isnardi et Cie ; — Que, dans ces circonstances, en

écartant comme nouvelles et non recevables les demandes étrangères à ces deux chefs et formulées pour la première fois devant elle par Isnardi, la Cour d'Alger, dont la décision, d'ailleurs, est motivée, n'a violé aucun des textes visés au pourvoi ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi contre l'arrêt de la Cour d'Alger du 17 mai 1900.

MM. BALLOT-BEAUPRÉ, *prem. prés.* ; CHÉVRIER, *rap.* ; MELCOT, *av. gén.* — Mes DUFOUR et SABATIER, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. de rev. musulm.)

28 janvier 1903

Chefaâ, conditions d'ouverture, acquéreur à titre gratuit.

En droit musulman, il n'y a que les actes translatifs de propriété à titre onéreux qui donnent ouverture au droit de chefaâ ;

En conséquence, le retrait ne peut être exercé à l'égard de celui qui est devenu propriétaire, par voie de donation, des droits indivis vendus à son auteur par un des communistes.

(Ahmed ben Amrane)

ARRÊT

LA COUR, — En ce qui concerne au fond la recevabilité du pourvoi : — Attendu que la question soumise à l'appréciation de la Cour consiste à savoir si, d'après la coutume musulmane, l'un des copriétaires indivis d'un immeuble rural ayant aliéné tous ses droits sur cet immeuble au profit d'un étranger et ce dernier ayant transmis les mêmes droits à une autre personne par voie de donation, le droit de chefâa peut être exercé à l'encontre du donataire par les autres copropriétaires ; — Attendu, en fait, que par acte reçu en la mahakma du cadi d'El-Ateuf en date du 22 novembre 1898, El Arbi ben el hadj Morsli, copropriétaire indivis avec ses frères Ahmed, M'hamed et Tahar d'un terrain en nature de jardin, a vendu à El hadj Messaoud ben Ramdan la totalité des droits qu'il avait recueillis du chef de son père dans ledit jardin et que

ce dernier a fait ultérieurement donation à Ahmed ben Brahim ben Ali ben Amrane, qui a accepté, de tous ses droits sur ledit jardin par acte du cadi en date du 28 octobre 1900 : — Attendu que les consorts Morsli, en apprenant que leur frère Larbi avait aliéné ses droits sur le jardin commun, formèrent contre Ahmed ben Brahim, devant le cadi de l'Oued-M'zab, une demande tendant à l'exercice du droit de chefâa à l'encontre de ce dernier qu'ils croyaient être l'acquéreur en vertu d'un contrat de vente ; — Attendu que le cadi fit droit à leur demande et que, sur appel d'Ahmed ben Brahim ben Ali ben Amrane, le tribunal de Blida confirma la décision des premiers juges ; — Attendu qu'en droit musulman, il n'y a que les actes translatifs de propriété à titre onéreux qui donnent ouverture au droit de chefâa ; — Que, dans l'espèce, Ahmed ben Brahim ben Ali ben Amrane n'étant qu'un acquéreur à titre gratuit, le droit de préemption ne pouvait être exercé contre lui ; — Attendu dès lors qne la décision du 30 octobre 1902 a méconnu les règles du droit musulman en matière de chefâa ;

Par ces motifs : — Annule le jugement déféré comme contraire aux principes de la loi musulmane en matière de chefâa ; — Évoquant au fond et statuant par revision en ce qui concerne le droit de chefâa invoqué par les consorts Morsli, déclare ceux-ci mal fondés dans leur demande tendant à exercer le chefâa à l'encontre de Ahmed ben Brahim ben Ali ben Amrane et les en déboute, etc.

MM. DUCROUX, *prem. prés ;* MARSAN, *av. gén.* — Mes BASSET et ROGER, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

4 décembre 1902

Enzel, Tunisie, cession, débi-rentier, notification.

En matière d'enzel, sauf stipulation contraire, le débi-rentier a la faculté de céder son droit d'enzel sans l'autorisation du constituant, à charge seulement de lui notifier son contrat de cession (1).

(De Matteïs c. Sub)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les frères de Matteïs ont, par contrat du 21 juin 1897, donné à enzel à M. Sub un terrain sis sur

la route de Tunis à Hammam-Lif, moyennant une rente annuelle de 5,280 fr. payable par semestre et d'avance ; — Attendu que M. Sub, après avoir acquitté les rentes payables le 30 juin et le 31 décembre 1897, a, par contrat du 6 juin 1898, cédé dans les mêmes conditions le terrain grevé d'enzel à M. Salomon Habib qui s'est, par suite, trouvé chargé du paiement de la rente d'enzel aux frères de Matteïs ; — Que, sur la notification de ce contrat, MM. de Matteïs ont déclaré s'opposer à cette cession et ont assigné M. Sub et M. Salomon Habib pour en voir prononcer la nullité ; — Attendu que la prétention des appelants ne repose sur aucune base sérieuse ; — Qu'ils allèguent, il est vrai, mais sans même en offrir la preuve, que cette cession aurait été faite par dol et en fraude de leurs droits ; — Qu'ils ne peuvent sérieusement faire grief à M. Sub d'avoir demandé l'immatriculation de son enzel, puisqu'un décret du 21 octobre 1885 oblige les justiciables des tribunaux français, devenant adjudicataires ou acquéreurs d'un enzel, à faire procéder, dans le délai de six mois de la passation de l'acte, à l'immatriculation dudit enzel ; — Attendu que les appelants soutiennent encore que la cession d'un enzel ne peut se faire qu'avec le consentement du crédit enzéliste, mais que c'est là une grave erreur juridique ; — Qu'en effet, l'enzel et la rente d'enzel constituent des droits réels immobiliers, puisqu'aux termes de la loi du 1er juillet 1885, ils sont susceptibles d'usufruit d'hypothèque de saisie immobilière et d'expropriation forcée ; — Qu'il en résulte encore qu'en cas de non paiement de la rente par le débi-rentier, le crédi-rentier peut poursuivre la vente de l'immeuble grevé pour avoir paiement des arrérages échus, et qu'en cas d'insuffisance du prix de vente, le débi-rentier ne saurait être tenu personnellement que des arrérages des deux dernières années qui pourraient être dues ; — Que, dès lors, sauf stipulation contraire qui n'existe pas dans l'espèce, le débi-rentier a la faculté de céder son droit d'enzel sans l'autorisation du constituant, à charge seulement de lui notifier son contrat de cession ; — Que, depuis la notification qui leur a été faite de la cession du 6 juin 1898, MM. de Matteïs frères avaient pour enzeliste non plus M. Sub, mais M. Salomon Habib, et que c'est à ce dernier qu'ils devaient réclamer les arrérages de la rente d'enzel, sauf à faire vendre l'immeuble grevé si ledit M. Habib Salomon n'exécutait pas les clauses du contrat du 21 juin 1897 ; — Attendu qu'il échet de donner itératif défaut contre M. Habib Salomon qui, quoique régulièrement réassigné, n'a constitué ni avoué, ni défenseur :

Par ces motifs et ceux non contraires des premiers juges :

— Donne itératif défaut contre M. Habib Salomon qui n'a pas constitué défenseur ou avoué quoique régulièrement réassigné ; — Et pour le profit ; — Sans s'arrêter à l'appel de MM. de Matteïs frères envers le jugement du tribunal civil de Tunis du 23 novembre 1898 ; — Confirme ledit jugement pour sortir plein et entier effet ; — Déclare les appelants non recevables autant que mal fondés dans toutes leurs demandes, fins et conclusions, les en déboute ; — Les condamne à l'amende et aux dépens, etc.

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; MARTIN, *av. gén.* — Mes SOUBIRANNE et LEMAIRE, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

17 juillet 1903

Nationalité, individu né à l'étranger de parents français, incorporation dans l'armée française, expulsion, infraction à l'arrêté.

Est Français l'individu né à l'étranger de parents français ; En conséquence, sa présence sur le sol français pour être incorporé dans l'armée française n'est pas délictueuse, malgré un arrêté d'expulsion antérieurement pris contre lui.

(Guyonnet)

ARRÊT

LA COUR, — En ce qui concerne le chef d'infraction à un arrêté d'expulsion : — Attendu qu'il est constant que Guyonnet est né à Rome (Italie), le 30 mai 1855, de parents français ; — Qu'il a été frappé d'un arrêté d'expulsion le 9 janvier 1895 ; — Attendu qu'il est établi que le dit Guyonnet a été incorporé au 3e bataillon d'infanterie légère d'Afrique le 8 décembre 1884, comme appelé de la classe 1883 : — Qu'il est donc Français aux termes du premier paragraphe de l'art. 8 C. civ. ; — Attendu que dans ces conditions sa présence sur le territoire français n'est pas délictueuse ; — Qu'il convient de le relaxer du chef d'infraction à un arrêté d'expulsion ;

En ce qui concerne les autres chefs de la prévention : — Adoptant les motifs des premiers juges ;

En ce qui concerne l'application de la peine : — Attendu

qu'il convient, étant donné les circonstances particulières de la cause, de réduire dans une notable proportion celle qui a été prononcée ;

Par ces motifs : — Dit que Guyonnet est Français ; — Dit que sa présence sur le territoire français n'est pas délictueuse ; — Le relaxe en conséquence du chef d'infraction à un arrêté d'expulsion ; — Confirme le jugement dont est appel quant aux autres chefs de la prévention ; — Réduit toutefois à trois mois et un jour d'emprisonnement la peine prononcée ; — Condamne le prévenu en tous les dépens.

MM. LALOË, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

10 juillet 1903

Détention préventive, imputation, appel du prévenu.

Si l'exercice sérieux du droit d'appel ne peut servir de motif à aggraver la peine prononcée contre le condamné, ni même à faire décider que la détention préventive ne s'imputera pas sur sa durée, il en est différemment de l'appel de pure forme qui, non seulement permet au condamné de subir la totalité de sa peine, mais qui en outre a pour but de mettre ses frais de voyage à la charge du trésor.

(Sauvage)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que le prévenu déclare expressément accepter le débat ;

Au fond : — Adoptant les motifs des premiers juges ;

Attendu toutefois que le prévenu se trouve en état de récidive légale pour avoir été condamné contradictoirement le 23 mai 1902 par le tribunal de Blida à huit jours d'emprisonnement pour outrages à la gendarmerie ; — Que cette condamnation, qui a d'ailleurs été subie, avait acquis l'autorité de la chose jugée antérieurement au fait ayant motivé la poursuite actuelle ; — Qu'il y a donc lieu de lui faire applica-

tion de l'art. 58 C. pén. ; — Attendu en outre que si l'exercice sérieux du droit d'appel ne peut servir de motif à l'aggravation de la peine prononcée contre le condamné, ni même à faire décider que la détention préventive ne s'imputera pas sur sa durée, il en est différemment de l'appel de pure forme qui non seulement permet au condamné du subir la totalité de sa peine, mais qui en outre a pour but de mettre ses frais de voyage à la charge du trésor; — Que l'attitude de Sauvage devant la Cour justifie une dérogation au principe posé par la loi du 15 novembre 1892 ;

Par ces motifs : — Confirme le jugement dont est appel ; — Faisant droit toutefois à l'appel *a minima* du ministère public ; — Dit que la détention préventive ne s'imputera pas sur la durée de la peine prononcée ; — Condamne le prévenu en tous les dépens.

MM. LALOË, *prés.* ; BLAVIN, *subst. du proc. gén.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

16 octobre 1902

Appel, nullité, réitération dans le délai légal, validité.

La nullité de forme d'un acte d'appel, bien qu'acquise à l'intimé, n'emporte pas déchéance du droit d'appel et ne s'oppose pas à ce que l'appelant le renouvelle ou réitère tant que le délai fixé par l'art. 413 C. pr. civ. n'est pas expiré ;

Ce délai ne court, en ce qui concerne les jugements contradictoires, que du jour de leur signification.

(Cauvin Yvosé c. Puech)

ARRÊT

LA COUR, — En la forme ; — Sur l'appel principal : — Attendu que Cauvin Yvose a interjeté appel du jugement du 10 mai 1899 par actes des 14 et 19 novembre suivants ; qu'il a réitéré le dit appel à l'encontre de Puech par acte du 2 août 1902 ; — Qu'il y a lieu à joindre ces deux appels ; — Attendu que le droit d'appel ne s'éteint point par l'exercice qui en est fait, mais seulement par l'expiration du délai dans lequel il doit être formé ; — Que par suite, la nullité de forme d'un acte d'appel,

bien qu'acquise à l'intimé, n'emporte pas déchéance du droit d'appel et ne s'oppose pas à ce que l'appelant le renouvelle ou réitère tant que le délai fixé par l'art. 443 C. pr. civ. n'est pas expiré ; — Attendu que le délai de deux mois fixé pour l'appel court, en ce qui concerne les jugements contradictoires, du jour de leur signification ; — Que le jugement du 10 mai n'ayant point été signifié, l'appel formé le 2 août 1902 est recevable ; — Que cet appel est régulier en la forme ; — Attendu que cette recevabilité et cette régularité rendent sans intérêt la question de savoir si l'acte d'appel du 14 novembre 1899 est ou non nul en la forme ;

Sur les appels incidents : — Attendu qu'ils sont réguliers ; — Qu'il y a lieu de les déclarer recevables en la forme, etc.

Par ces motifs : — Reçoit l'appel, etc.

MM. LALOË, *prés.* ; VANDIER, *subst. du proc. gén.* — Mes CHARPENTIER, LEMAIRE et REY, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. de rev. musulm.)

28 juillet 1902

Habous, dévolutaires, stipulation en faveur de la branche aînée, validité.

Le constituant d'un habous peut valablement stipuler que la branche aînée primera la branche cadette, à l'exception de l'oncle paternel et des neveux.

(Lakmèche c. Lakmèche)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que suivant acte passé devant le cadi de la 113e circonscription judiciaire, le 22 avril 1858, les nommés Mohamed ben Ali bel Lakmèche, ses deux frères Tahar et Mohamed Taieb et leurs neveux Saïd, Salah et Mezian ont constitué habous tous les biens immobiliers et mobiliers qu'ils possédaient ; — Que cette constitution a été faite pour les garçons au profit de la descendance et pour les filles à leur profit et à l'exclusion de leurs enfants et de leurs maris ; — Attendu que les fondateurs ont stipulé que la branche aînée primerait la branche cadette, à l'exception toutefois de

l'oncle paternel et des neveux ; — Que par cette clause les constituants ont eu pour but de mettre sur un pied d'égalité les enfants des uns et des autres, malgré leur parenté d'oncle et de neveu ; — Attendu que Mohamed ben Taïb est décédé à la survivance de sa femme Smaïl Zghira bent Mohamed, ainsi que cela résulte d'un acte de notoriété dressé par le cadi notaire d'Akbou, le 17 juin 1901 et qu'elle a droit à sa part dans la succession de son époux ; — Attendu que c'est à bon droit que les deux appelants ont demandé le partage des biens, conformément à l'acte de habous et qu'il y a lieu de faire droit à leur demande ;

Par ces motifs : — Infirme.

MM. DE MAISONSEUL, *ff. prés.* ; BUSSIÈRE, *av. gén.* — Mes RÉGUIS et TILLOY, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

4 décembre 1902

Concession de terres domaniales, Algérie, prêteur, hypothèque, dépôt du prêt chez un notaire, perte, propriété du prêteur.

L'hypothèque consentie par le concessionnaire d'une terre domaniale au profit du prêteur, dans les termes du décret du 30 septembre 1878, prime l'hypothèque judiciaire prise par un créancier antérieur à la concession sur les biens présents et à venir de son débiteur ;

En cas de disparition d'un dépôt confié à un notaire, la perte est pour le compte de celui dans l'intérêt de qui le dépôt a été fait ;

Au cas de prêt consenti au concessionnaire d'une terre domaniale dans les termes du décret du 30 septembre 1878, les fonds déposés chez un notaire pour effectuer ce prêt sont déposés dans l'intérêt du prêteur et restent sa propriété.

(Bouche c. Aillaud)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la résiliation du contrat de prêt : — Attendu qu'aux termes de l'art. 2125 C. civ., ceux qui n'ont sur un immeuble qu'un droit suspendu par une condition ne peu-

vent consentir qu'une hypothèque soumise à la même condition ; qu'ainsi l'État, qui a concédé la propriété dudit immeuble sous la condition suspensive de l'accomplissement de certaines obligations à peine de déchéance, pourrait, lorsqu'il prononce cette déchéance, reprendre l'immeuble franc et quitte de toutes charges et hypothèques ; — Attendu cependant qu'aux termes de l'art. 21 du décret du 30 septembre 1878, l'État, en cas de déchéance du concessionnaire, ne peut opposer le bénéfice de l'art. 2125 au prêteur qui exerce « ses droits de préférence » ; — Attendu que ce droit de préférence qui prime les droits de l'État, propriétaire, est un véritable privilège ; que ce privilège, analogue à celui du constructeur, est assuré, même en cas de déchéance, aux fonds qui permettent au concessionnaire emprunteur de remplir les conditions dont l'exécution crée ses droits de propriété ; — Attendu que le privilège ne peut être anéanti au moment où la condition suspensive vient à disparaître et où les droits du concessionnaire se consolident et deviennent définitifs ; — Attendu que les privilèges priment les hypothèques ; — Attendu, par suite, que l'hypothèque privilégiée consentie par les époux Aillaud au bénéfice de la dame Bouche dans les termes du décret du 30 septembre 1878 prime l'hypothèque judiciaire prise par la banque de l'Algérie sur les biens présents et à venir d'Aillaud, à la date du 30 mars 1898, c'est-à-dire plus d'un an avant la concession ; — Attendu, par suite, que la situation hypothécaire des époux Aillaud au regard de la dame Bouche est bien celle qui lui avait été promise par le contrat, et qui est réclamée par elle dans ses conclusions, c'est-à-dire que son hypothèque vient en première ligne ; — Attendu, par suite, que les premiers juges ont décidé avec raison qu'il n'y avait pas lieu de prononcer la résiliation du contrat et que les époux Aillaud étaient en droit d'exiger le versement des 1,000 fr. restant dus sur le montant du prêt ;

Sur les 1,000 fr. déposés chez le notaire Renard : — Attendu qu'il est constant d'une part que, au moment de la signature du contrat, la dame Bouche a déposé 5,000 fr. entre les mains du notaire Renard, et, d'autre part, que 4,000 fr. seulement ont été remis aux époux Aillaud ; — Attendu que la différence, soit 1,000 fr., n'a pas été retrouvée dans la caisse du notaire ; qu'il convient de rechercher pour le compte de qui, elle a péri ; — Attendu qu'en cas de disparition d'un dépôt, la perte est pour le compte de celui dans l'intérêt duquel le dépôt a été fait ; qu'elle doit être supportée par le prêteur s'il a donné mandat au notaire de conserver les fonds jusqu'à l'accomplissement d'une condition et s'il en est ainsi resté propriétaire ;

qu'elle est à la charge de l'emprunteur, s'il les a laissés volontairement chez le notaire en lui donnant le mandat tacite de les conserver ; — Attendu que, d'après les dispositions du décret du 30 septembre 1878 rappelées dans le contrat, l'emploi des fonds aux travaux et acquisitions qu'il spécifie doit être établi par quittances et documents justificatifs, pour que le prêteur puisse bénéficier de l'hypothèque privilégiée créée par ce décret ; que les versements doivent donc être effectués au fur et à mesure de l'emploi ; que jusqu'au moment de cet emploi, les fonds sont donc déposés dans l'intérêt du prêteur et restent sa propriété ; — Attendu d'ailleurs que, depuis le contrat de prêt de 5,000 fr., la dame Bouche n'a reçu des époux Aillaud que l'intérêt de la somme de 4,000 fr. ; qu'elle n'a pas fait de réserves ; qu'en outre dans son exploit introductif d'instance elle a demandé à être « autorisée à retirer les fonds par elle déposés » ; qu'elle a ainsi reconnu que la somme de 1,000 fr. déposée chez le notaire était restée sa propriété ; — Attendu que les époux Aillaud son en droit d'en exiger le versement ;

Sur les dommages-intérêts (appel incident) : — Attendu que les premiers juges ont justement apprécié le préjudice éprouvé par les époux Aillaud ; qu'il n'y a pas lieu d'augmenter les dommages-intérêts qui leur ont été alloués ;

Sur les dépens : — Vu l'art. 130 C. pr. civ. ;

Par ces motifs : — Reçoit en la forme l'appel de la dame Bouche et l'appel incident des époux Aillaud ; — Au fond, les en déboute comme mal fondés ; — Confirme purement et simplement le jugement dont est appel ; — Rejette comme autant non recevables que mal fondées toutes autres demandes fins et conclusions des parties ; — Condamne la dame Bouche à l'amende et en tous les dépens d'appel.

MM. LALOË, *prés.* ; ÉTIENNE, *subst. du proc. gén.* — Mes OTTEN et ESCRIVA, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. de rev. musulm.)

18 février 1903

Mariage, droit musulman, dot, cadeaux de noces, restitution, causes, pourvoi en revision, recevabilité.

Une question de restitution de dot rentre dans la catégorie des instances sujettes à revision en matière musulmane ;

La loi musulmane n'admet la restitution de la dot par la femme que dans trois cas de répudiation de la femme par le mari : grossesse de la femme avant le mariage, son adultère et le fait par elle de changer de religion ;

Il est également de principe en droit musulman que les cadeaux de noces ne doivent être restitués que si le mariage vient à être annulé avant sa consommation.

(Feradji Ould El Adda c. Saad Mohamed Ould El Aïd)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que M. Boukrouss Faradji Ould El Adda n'a pas comparu quoique régulièrement convoqué ; — Attendu que le pourvoi en revision de M. le procureur général du 31 janvier 1903 envers le jugement du tribuual de Mostaganem du 6 décembre 1902, maintenant une décision de M. le juge de paix de Relizane du 8 août précédent, condamnant M. Boukrouss Faradji Ould El Adda à payer à M. Saad Mohamed Ould El Aïd la somme de 475 fr. pour restitution de la dot et de la valeur des bijoux remis par ce dernier à la dame Kheira, a été formé dans les délais de la loi et se trouve par suite recevable en la forme ;

Au foud ; — Attendu que M. Saad Mohamed Ould El Aïd demande à tort le rejet du pourvoi en revision, en soutenant que le litige tranché par M. le juge te paix de Relizane le 8 août 1902 constituait une action purement personnelle et mobilière, ne rentrant pas dans les cas de revision limitativement désignés par l'art. 52 du décret du 25 mai 1902 ; — Qu'en effet le litige soumis à M. le juge de paix de Relizane ne consistait pas simplement, comme le prétend Saad Mohamed Ould El Aïd, dans le paiement d'une somme d'argent, dont le quantum seul était à déterminer ; — Qu'il s'agissait, au contraire, de la restitution d'une dot, ce qui comportait l'examen des causes qui avaient amené la dissolution du mariage ; — Attendu qu'en droit musulman, la stipulation d'une dot est une condition essentielle de la légitimité du mariage, d'où il suit que toutes les contestations se rattachant à la dot font, comme le mariage lui-même, partie du statut personnel ; — Attendu que M. le procureur général a pu, dès lors, aux termes de l'art. 52 du décret du 25 mai 1892, se pourvoir en revision contre la décision du tribunal de Mostaganem du 6 décem-

bre 1902, maintenant la sentence du juge de paix de Relizane du 8 août 1902 ;

Attendu que les décisions entreprises ont méconnu les principes du droit musulman, en ordonnant la restitution de la dot et des cadeaux de noces au mari, aux torts duquel le divorce avait été prononcé par la sentence du cadi de Relizane du 28 mai 1902, confirmé par jugement du tribunal de Mostaganem du 17 mai 1902 ; — Attendu que la loi musulmane n'admet, en effet, la restitution de la dot par la femme que dans trois cas de répudiation de la femme par le mari, savoir : grossesse de la femme avant le mariage, son adultère, et le fait par elle de changer de religion ; — Que dans l'espèce le divorce ayant été prononcé par autorité de justice sur la demande de la femme, la dot reçue par celle-ci n'était pas restituable ; — Attendu qu'il est de principe, également en droit musulman, que les cadeaux de noces ne doivent être restitués que si le mariage vient à être annulé avant sa consommation ; — Qu'il convient donc de casser et mettre à néant les deux décisions entreprises et de décider par voie d'évocation que Saad Mohamed Ould El Aïd n'était pas fondé à demander la restitution de la dot et des cadeaux de noces qu'il avait fournis à son épouse divorcée Kheïra, fille de Boukrouss Faradji ;

Sur la demande reconventionnelle de Boukrouss Faradji Ould El Adda : — Attendu qu'il est constant que Boukrouss a, antérieurement au divorce, dû entretenir sa fille Kheïra pendant les sept mois où elle a été délaissée et abandonnée par son mari ; — Que la Cour a les éléments pour fixer cet entretien à 20 fr. par mois ;

Par ces motifs : — Reçoit en la forme et au fond le pourvoi en revision de M. le procureur général envers le jugement du juge de paix de Relizane du 8 août 1902 et le jugement du tribunal des appels musulmans de Mostaganem du 6 décembre 1902 ; — En conséquence, annule ces deux jugements comme contraires aux droits et coutumes des indigènes musulmans ; — Et évoquant le fond : — Déboute Saad Mohamed Ould El Aïd de sa demande en restitution de dot et de cadeaux de noces ; — Et statuant sur la demande reconventionnelle de Boukrouss Faradji Ould Adda ; — Condamne Saad Mohamed Ould El Aïd à payer à Boukrouss Faradji, avec intérêts de droit du jour de la demande, la somme de 140 fr. pour entretien de sa fille Kheïra pendant les sept mois qui ont précédé le divorce.

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Me EBERT, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

6 novembre 1902

Action civile, extinction, décès du prévenu, action publique.

Si le décès du prévenu a pour conséquence l'extinction de l'action publique, les tribunaux n'en restent pas moins valablement saisis de l'action civile en réparation du dommage causé introduite antérieurement au décès, sauf à la partie civile à mettre en cause les représentants du défunt.

(Trouin c. Gieure)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que la partie civile poursuivante expose que par jugement en date du 19 juin 1902 rendu par le tribunal d'Oran, Collet et Gieure ont été condamnés le premier comme auteur principal, le second comme co-auteur ou complice de délit de diffamation et d'injures publiques, à la peine de 200 fr. d'amende et solidairement au paiement de la somme de 10,000 fr. à titre de dommages-intérêts envers la dite partie civile et à des insertions dans divers journaux ; — Que ce jugement rendu par défaut à l'égard des deux prévenus a été maintenu sur itératif défaut à l'égard du sieur Collet par jugement du 12 août 1902 ; que les deux prévenus ont successivement interjeté appel, Gieure du jugement de défaut du 19 juin 1902, Collet du jugement sur itératif défaut du 12 août 1902 : — Attendu que la Cour est régulièrement saisie de ces deux appels visant deux jugements distincts mais cependant afférents à la même affaire puisque les condamnations civiles prononcées par les premiers juges devaient être, au cas et dans la mesure où elles seraient maintenues, solidairement subies par les deux prévenus : — Attendu que dans ces conditions la jonction des deux appels s'impose avant tout examen ; — Attendu que le décès de Collet, survenu à Paris le 14 octobre 1902, éteint bien en ce qui le concerne l'action publique, mais que la Cour reste valablement saisie de l'action civile intentée par M. Trouin (art. 2 C. inst. crim. ; Cass., 16 mars 1882, 3 août 1883, 27 juillet 1898; Garraud, *Précis de droit criminel*, p. 537, 538, n° 390) ; — Qu'il y a lieu

dans ces conditions de laisser à la fois à la partie civile le temps de mettre en cause les représentants du défunt et à ceux-ci celui de réunir les moyens de défense ;

Par ces motifs : — Déclare l'action publique éteinte, etc.

MM. FABRE DE PARREL, *prés.* ; GIRAUD, *av. gén.* — Mes BONNEVILLE et LADMIRAL, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

18 mars 1903

Megharsa, Tunisie, preuve littérale.

En Tunisie, le droit de megharsa se constate habituellement par un titre ;

En conséquence, celui qui se prévaut d'une semblable convention ne saurait être admis à en démontrer l'existence au moyen de la preuve testimoniale.

(Mohamed Djema c. Messaoud Azoulaï)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le sieur Messaoud Azoulaï, créancier hypothécaire d'un sieur El Arbi ben Mohamed Djemaa, a poursuivi la vente d'un jardin, situé à l'Ariane, dénommé « Bir-Djemaa » qui avait été affecté à la garantie de sa créance ; — Attendu que le sieur Hadj Ali ben Mohamed Djemaa, frère du débiteur, prétend que le sieur Messaoud Azoulaï l'a chargé de cultiver et de labourer ce jardin et qu'il a été convenu entre eux que, pour rémunération de son travail, il aurait droit, en toute propriété, à la moitié de cet immeuble et à la moitié du produit des récoltes ; qu'il soutient que c'est au mépris des accords intervenus que le sieur Messaoud Azoulaï a fait poursuivre la vente du jardin dont il s'agit, sans avoir fait connaître les droits constitués en sa faveur ; — Attendu qu'il réclame, en conséquence, le paiement d'une somme de 1,500 fr. représentant la valeur de ces droits ; — Mais attendu qu'il ne fait pas la preuve du bien fondé de sa demande, à l'appui de laquelle il ne produit aucun document écrit ; — Attendu que le droit dont il se prévaut est connu sous le nom de « droit de megharsa » et que d'habitude

il se constate par un titre; que le sieur Hadj Arbi ben Djmaa ne saurait donc être admis à en démontrer l'existence au moyen de la preuve testimoniale; — Attendu au surplus qu'on comprendrait difficilement que le sieur Messaoud Azoulaï, qui n'était que créancier hypothécaire, ait pu constituer sur le terrain hypothéqué entre ses mains un droit tel que celui de megharsa; — Attendu qu'il n'y a pas lieu dans ces conditions d'accueillir les conclusions du demandeur tant principales que subsidiaires; qu'en effet, les faits allégués par lui ne sont pas vraisemblables et manquent de pertinence;

Par ces motifs: — Déclare le sieur Hadj Ali Mohamed Djemaa, mal fondé en ses demandes, fins et conclusions; — L'en déboute.

MM. FABRY, *prés.*; BLAT, *subst.* — Mes BESSIÈRE et FITOUSSI, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

7 octobre 1902

Monnaies, Tunisie, pièces imitant les monnaies, distribution, loi française du 19 juillet 1902, non applicabilité.

En Tunisie, la distribution de pièces imitant les monnaies d'or françaises ne peut être poursuivie en vertu de l'art. 57 de la loi française de finances du 30 mars 1902, non promulguée dans la régence (1).

(Dame Monchanin)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Sur opposition formée par la dame Monchanin au jugement de défaut rendu par le tribunal de céans le 19 juillet 1902, qui l'a condamnée à 50 fr. d'amende pour délit d'infraction à la loi de finances du 30 mars 1902, sur les poursuites du ministère public (distribution de pièces imitant

(1) A la suite de ce jugement, a été rendu le décret beylical du 11 décembre 1902.

les monnaies françaises, art. 57, loi du 30 mars 1902); — Attendu que l'opposition est régulière;

Au fond; — Attendu que la loi de finances en date du 30 mars 1902 n'est pas promulguée en Tunisie; qu'il y a lieu d'acquitter la prévenue et de la renvoyer des fins de la poursuite sans dépens;

Par ces motifs : — Renvoie, etc.

MM. FABRY, *prés.*; DUMAS, *subst.* — Me REYNÈS, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

19 mars 1902

Minorité, tutelle, droit musulman, puberté, capacité de s'engager, émancipation, forme, tutelle testamentaire, point de départ, litige intéressant le mineur, mise en cause.

En droit musulman, la minorité subsiste même après la puberté, relativement à la faculté de s'obliger par contrat et de disposer de son patrimoine; elle ne cesse que par l'émancipation, qui peut être tacite, et se produit ainsi lorsque le père, ayant reconnu la capacité de son fils, permet à ce dernier de gérer lui-même ses affaires;

Le tuteur testamentaire nommé par le père à son fils pour le cas où il serait absent ou décédé, n'entrant en fonctions que lorsque l'une ou l'autre de ces éventualités se produit, ne peut être mis valablement en cause, en dehors de ces cas, dans une instance intéressant le mineur.

(Carile c. Tabran)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que les sieurs El Hadj Bakha Tabban et Sadok Tabban agissant, le premier comme père, le second comme tuteur du nommé Mohamed ben el Hadj Bakha Tabban ont assigné le sieur Mardochée ben Abraham Carile en restitution de trois billets souscrits à son profit par ce mineur pour une somme de 1,050 fr.; — Attendu que par acte

passé le 26 février 1901 devant les notaires indigènes, le sieur El Hadj Bakha Tabban a désigné le sieur Sadok Tabban comme tuteur testamentaire de ses enfants ; — Mais attendu qu'il résulte des termes mêmes de cet acte que cette tutelle ne devait s'exercer qu'en cas d'absence ou de mort du père ; — Attendu qu'aucune de ces éventualités ne s'est produite actuellement ; que le sieur Sadok Tabban n'a donc pas qualité pour figurer au présent procès et qu'il doit être mis hors de cause ;

Attendu que le sieur El Hadj Bakha Tabban et son fils sont des musulmans sujets tunisiens ; — Attendu que, d'après la loi musulmane qui constitue leur statut personnel, la minorité subsiste, même après la puberté, relativement à la faculté de s'obliger par contrat et de disposer de son patrimoine et qu'elle ne cesse que par l'émancipation ; — Attendu, il est vrai, que cette émancipation peut être tacite et qu'elle se produit ainsi lorsque le père, ayant reconnu la capacité de son fils, permet à ce dernier de gérer lui-même ses affaires ; — Mais attendu que le nommé Mohamed ben el Hadj Bakha Tabban n'a jamais été émancipé, soit expressément, soit tacitement ; — Attendu qu'il importe peu que cet individu, qui paraît être âgé d'une vingtaine d'années, ait fait des études arabes complètes et qu'il ait fréquenté pendant plusieurs années une école française, comme le soutient le sieur Mardochée ben Abraham Carile ; — Attendu que l'instruction ne suffit pas pour faire acquérir à l'homme les qualités dont il a besoin pour pouvoir se diriger lui-même, c'est-à-dire une intelligence droite et une volonté ferme ; — Attendu que c'est ainsi que Mohamed ben el Hadj Bakha Tabban s'est servi de l'instruction qu'il a reçue pour se livrer à des usuriers qui lui ont fait signer des obligations en arabe et en français ; — Attendu que le sieur Mardochée ben Abraham Carile reconnaît que ce jeune homme lui a emprunté de l'argent et qu'il a souscrit à son profit les trois billets dont la restitution forme l'objet du procès ; — Attendu que le fait seul de cet emprunt et de la création de ces valeurs démontre que Mohamed ben el Hadj Bakha Tabban est encore privé de discernement et qu'il ne se trouve pas en état d'administrer sa fortune ; — Attendu, en effet, qu'il n'est ni industriel ni commerçant et qu'il n'a pas besoin de fonds pour ses entreprises ; — Attendu qu'il possède des immeubles dont le revenu, joint au produit de son travail, pourrait lui fournir les moyens de vivre ; — Attendu que dans ces conditions ce prêt d'argent n'avait pour lui aucune utilité ; — Attendu d'autre part qu'il résulte d'un acte signé par lui le 20 février 1901 au profit du sieur Mardochée ben Abraham Carile, enre-

gistré et versé aux débats par ce dernier, qu'il s'est engagé à donner à ce créancier une hypothèque sur deux immeubles et à lui payer les intérêts des sommes prêtées au taux de 1 p. 100 par mois exigible d'avance ; — Attendu que ce taux est exorbitant et ne se trouve pas en rapport avec la valeur actuelle de l'argent en Tunisie, en ce qui concerne surtout les emprunts garantis par un gage immobilier ; — Attendu qu'il est certain aussi que le sieur El Hadj Bakha Tabban n'a jamais laissé à son fils Mohamed ben el Hadj Bakha Tabban la gestion de ses affaires et notamment l'administration des biens meubles et immeubles qui avaient été donnés à ce jeune homme par son grand-père ; — Attendu au contraire qu'il se méfiait avec raison de sa capacité et qu'au moment où il se disposait à partir en voyage, il a eu soin de lui donner un tuteur par testament ; — Attendu que les billets dont s'agit sont donc nuls comme ayant été souscrits par un mineur non émancipé ; — Attendu qu'il n'est nullement établi que Mohamed ben el Hadj Bakha Tabban ait reçu la somme dont la remise est constatée par ces titres, ou qu'il ait tiré un profit quelconque de cet argent ; — Attendu que le sieur Mardochée ben Abraham Carile ne saurait invoquer sa bonne foi ; qu'il est en effet domicilié à Nabeul comme le nommé Mohamed el Hadj Bakha Tabban et sa famille ; qu'il ne pouvait pas ignorer son incapacité et qu'il ne devait pas lui prêter d'argent sans autorisation et à l'insu de son père ; — Attendu que, dans diverses régions de la Tunisie et particulièrement à Nabeul, on voit trop fréquemment certains individus abuser des faiblesses et des passions des jeunes musulmans pour leur faire souscrire des obligations onéreuses et pour amener ainsi dans les familles arabes des désastres et des ruines qui sont une cause de haine et de trouble entre les diverses populations fixées dans ce pays ; — Attendu que le sieur Mardochée ben Abraham Carile a essayé de rendre Mohamed ben el Hadj Bakha Tabban victime de semblables agissements ; qu'il lui a causé ainsi un préjudice dont il lui doit réparation ; — Que le tribunal possède les éléments suffisants pour évaluer à 500 fr. le montant de ces dommages ;

Par ces motifs : — Met Sadok Tabban hors de cause ; — Déclare nuls, comme souscrits par un incapable, les billets dont s'agit ; — Condamne Mardochée ben Abraham Carile à payer à El Hadj Bakha Tabban la somme de 500 fr. à titre de dommages-intérêts.

MM. FABRY, *prés.* ; BLAT, *subst.* — Mes FITOUSSI et BODOY, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

3 avril 1903

Pensions militaires, légion étrangère, engagement sous un faux nom, médaille militaire, pension.

L'ancien militaire de la légion étrangère qui, après avoir encouru des condamnations sous son vrai nom, s'est engagé sous un nom d'emprunt, et qui demande à la fois l'autorisation de porter la médaille militaire et une pension à raison de ses douze années de service, doit être renvoyé devant le chancelier de la Légion d'honneur pour ce qui est de la médaille et devant le ministre pour la liquidation de sa pension à laquelle il a droit, aucune des dispositions des lois de 1872 et de 1889 ne faisant obstacle à l'incorporation dans la légion étrangère, même sous un nom supposé, et à l'allocation d'une pension proportionnelle au légionnaire engagé sous un faux nom.

(Dupré)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Sur le rapport de la deuxième sous-section du contentieux ; — En ce qui concerne le port de la médaille militaire : — Considérant qu'il n'appartenait pas au ministre de statuer sur cette partie de la demande du requérant ; qu'ainsi, c'est avec raison que ce dernier a été renvoyé à s'adresser, de ce chef, à l'autorité compétente ;

Sur la demande de pension : — Considérant qu'il résulte de l'instruction qu'après avoir servi pendant cinq ans, comme engagé volontaire, au 130e régiment d'infanterie, le requérant n'a pu, à la suite d'antécédents judiciaires, contracter en France un nouvel engagement et qu'il est entré, le 30 mars 1889, au 1er régiment étranger, sous le nom supposé de Van der Straat, et qu'il y a servi jusqu'au 7 avril 1901, c'est-à-dire pendant douze ans ; — Considérant que pour refuser de reconnaître son droit à une pension proportionnelle, le ministre lui oppose l'incapacité où il se trouvait de contracter un engagement dans l'armée française ; — Mais considérant que le recrutement des corps étrangers n'était pas soumis

aux conditions des lois des 27 juillet 1872 et 15 juillet 1889; qu'il était et demeure réglé par des décrets spéciaux, dont aucune disposition ne faisait obstacle à ce que le requérant demandât, même sous un nom supposé, son incorporation dans un régiment étranger ; qu'il suit de là que, la durée de ses services effectifs n'étant pas contestée, c'est à tort que le ministre, par la décision attaquée, a rejeté sa demande de pension proportionnelle ;

Décide : — La décision susvisée du ministre de la guerre, en date du 6 octobre 1901, est annulée, en tant qu'elle a rejeté la demande de pension du requérant ; — Le sieur Dupré est renvoyé devant le ministre de la guerre, pour y être procédé à la liquidation de la pension à laquelle il a droit.

MM. BERGER, *prés.*; SAINT-PAUL, *com. du gouv.* — Me CHABROL, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

31 juillet 1901

Indigénat, Algérie, service de garde et de patrouilles, infraction.

Toute inobservation par les indigènes en Algérie des prescriptions relatives au service de gardes et de patrouilles constitue l'une des infractions spéciales à l'indigénat.

(Rezzik et Benlarbi)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Sur le rapport de la 2e sous-section du contentieux ; — Vu la requête sommaire et le mémoire ampliatif présentés pour les sieurs Rezzif, Bakar Benrighi et Benabdi Mohammed Benlarbi, propriétaires demeurant à Biskra (Algérie), ladite requête et ledit mémoire enregistrés au secrétariat du contentieux du conseil d'État les 17 avril et 12 juin 1902 et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler un arrêté en date du 18 janvier 1902 par lequel le préfet du département de Constantine a créé et organisé un service de gardes et de patrouilles à Biskra ; — Ce faire, attendu que l'arrêté attaqué manque de base légale, que les dispositions du décret du 18 août 1869, visé dans cet arrêté, qui sont rela-

tives au service de gardes et de patrouilles imposé aux indigènes ne sont plus en vigueur ; — Qu'en effet la loi du 6 novembre 1875 a abrogé le décret du 9 novembre 1859 sur l'organisation des milices en Algérie ; — Qu'elle a ainsi implicitement abrogé les dispositions du décret du 18 août 1868 concernant le service de garde et patrouilles qui n'a été imposé aux indigènes qu'en remplacement du service dans les milices et dont le fonctionnement comportait nécessairement l'intervention des conseils de recensement et des jurys de revision de la milice ainsi que des conseils de discipline de la milice ; — Qu'en admettant que les dispositions du décret du 18 août 1868 soient encore en vigueur, l'arrêté attaqué n'est pas conforme à ses prescriptions ; — Qu'il a en effet établi arbitrairement un service de patrouilles et de garde assuré par douze indigènes qui sont salariés au moyen de cotisations mises à la charge des indigènes désirant s'exempter du service personnel ; — Qu'ainsi le préfet a substitué au service personnel le paiement d'une contribution qui n'est prévue par aucune loi ; — Qu'enfin le service organisé par l'arrêté attaqué est insuffisant pour assurer l'ordre et la sécurité dans la commune de Biskra ; — Vu l'arrêt attaqué ; — Vu les observations présentées par le minisire de l'intérieur en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus le 13 septembre 1902 et tendant au rejet de la requête par les motifs que l'arrêté attaqué est légal et a été pris par application de l'art. 12 du décret du 18 août 1868 ; que c'est sur la demande des indigènes notables de Biskra et sur le vu de listes de souscriptions signées par les intéressés que le préfet de Constantine a, par l'arrêté dont s'agit, autorisé les indigènes à assurer le service des patrouilles au moyen de brigades fixes rémunérées par les cotisations volontaires qu'ils versent à cet effet ; — Que d'ailleurs ceux des indigènes qui ne veulent pas verser de cotisation accomplissent personnellement le service de garde et de patrouilles ; — Vu le mémoire en réplique présenté pour les sieurs Rezzik Bakar Benrighi et Benabdi Mohammed Benlarbi, ledit mémoire enregistré comme ci-dessus le 8 décembre 1902 et tendant aux mêmes fins que la requête par les motifs déjà exposés et en outre par le motif que le contrôle des indigènes astreints au service a été dressé par le commissaire de police sans l'assistance de l'adjoint indigène et comprend des hommes âgés de plus de 40 ans ; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ; — Vu les décrets des 9 novembre 1859 et 18 août 1868 ; — Vu la loi du 6 novembre 1875, art. 34 ; — Vu les lois

des 25 juin 1890 et 21 décembre 1897 et les tableaux y annexés ; — Vu les lois des 7-14 octobre 1790 et 24 mai 1872, art. 9 ;

Considérant, d'une part, que l'arrêté attaqué a été pris par application de l'art. 12 du décret susvisé du 18 août 1868 et en vertu des pouvoirs conférés à l'autorité préfectorale par cet article ; — Que sans doute l'abrogation par la loi du 6 novembre 1875 du décret du 9 novembre 1859 portant organisation des milices en Algérie a eu pour effet de rendre inapplicables celles des dispositions des art. 12 à 15 du décret du 18 août 1868 qui prévoyaient l'intervention des conseils de recensement et des jurys de revision de la milice pour la formation des listes des indigènes astreints au service de gardes et patrouilles et prescrivaient de traduire les indigènes devant ces conseils de discipline de la milice en cas de refus d'inexécution du service, mais que les autres dispositions des mêmes articles n'ont pas cessé d'être en vigueur et qu'elles ont été expressément confirmées par les lois susvisées des 25 juin 1890 et 21 décembre 1897 et les tableaux y annexés, desquels il résulte que toute inobservation des prescriptions relatives au service de garde et de patrouilles constitue l'une des infractions spéciales à l'indigénat ; — Considérant, d'autre part, que si aux termes des art. 2 et 3 de l'arrêté attaqué le service de garde et patrouilles institué à Biskra est assuré par douze indigènes rémunérés au moyen du produit des cotisations que versent les indigènes de la commune désirant s'exempter de ce service, ces dispositions n'ont pour effet ni de modifier ni d'aggraver les charges pouvant être imposées aux indigènes en vertu de l'art. 12 du décret de 1868 ; — Qu'en effet les cotisations dont s'agit sont volontaires et que d'après l'art. 4 de l'arrêté précité les indigènes qui ne consentent pas à verser de cotisation sont inscrits sur une liste de contrôle spéciale et n'exécutent le service qu'à tour de rôle et de concert avec la brigade fixe, celle-ci assurant entièrement le service qui incombe aux autres indigènes, exemptés par le paiement des cotisations ; — Considérant qu'il résulte de ce qui précède que l'arrêté attaqué ne contient, en ce qui touche l'organisation du service de garde et de patrouilles aucune disposition contraire à l'art. 12 du décret de 1868, et qu'il en est de même en ce qui concerne l'établissement de la liste des indigènes astreints au service ;

Décide : — La requête des sieurs Rezzik Bakar Benrighi et Benabdi Mohammed Benlarbi est rejetée.

MM BERGER, *prés.* ; GRUNEBAUX, *rap.* ; SAINT-PAUL, *com. du gouv.* — Me SABATIER, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

8 juillet 1903

Conseil de préfecture, Algérie, décisions, forme, absence de visa, nullité, loi du 22 juillet 1889, applicabilité.

Est nulle la décision d'un conseil de préfecture qui ne vise pas les dispositions législatives dont elle fait l'application, contrairement aux dispositions de l'art. 48 de la loi du 22 juillet 1889, rendue applicable à l'Algérie par le décret du 31 août 1889.

(Chadli ben Seghir)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Vu la requête présentée par le sieur Chadli Tahar ben Seghir, demeurant à Fermaton, enregistrée au secrétariat de la sous-préfecture de Sétif, le 19 avril 1902, et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler un arrêté, en date du 17 janvier 1902, par lequel le conseil de préfecture du département de Constantine a rejeté sa demande en décharge de la contribution des patentes à laquelle il a été imposé, pour l'année 1900, sur le rôle supplémentaire du quatrième trimestre de la commune de Sétif, en qualité de marchand de moutons (tableau A, 4/5 classe) ; — Ce faisant, attendu qu'il n'a exercé, à aucun moment, durant l'année 1900, la profession à raison de laquelle il est imposé ; qu'une expertise en établirait la preuve ; — Ordonner qu'il soit procédé à une expertise ; — Lui accorder la décharge demandée ; — Vu l'arrêté attaqué ; — Vu les observations présentées par les ministres des finances et de l'intérieur en réponse à la communication qui leur a été donnée du pourvoi, enregistrées au secrétariat du contentieux du conseil d'État, les 2 septembre 1902 et 20 mai 1903, et tendant au rejet de la requête ; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ; — Vu le décret du 31 août 1889 ; — Vu le décret du 26 décembre 1881 ;

Considérant que, contrairement aux dispositions de l'art. 48 de la loi du 22 juillet 1889, rendue applicable à l'Algérie par un décret du 31 août de la même année, le conseil de préfecture n'a pas visé les dispositions législatives dont il faisait

l'application ; — Qu'ainsi l'arrêté attaqué doit être annulé pour vice de forme ; — Mais considérant que, l'affaire étant en état, il y a lieu de statuer au fond ;

Au fond : — Considérant que le sieur Chadli Tahar ben Seghir, n'ayant pas réclamé l'expertise devant le conseil de préfecture, n'est pas recevable à produire cette demande pour la première fois devant le conseil d'État ; — Considérant qu'il résulte de l'instruction que le requérant a exercé durant l'année 1900 la profession de marchand de moutons ; que, dans ces conditions, c'est avec raison qu'il a été imposé à la contribution des patentes pour ladite année et en ladite qualité sur le rôle de la commune de Sétif ;

Décide : — L'arrêté susvisé du conseil de préfecture du département de Constantine, en date du 17 janvier 1902, est annulé ; — La réclamation du sieur Chadli Tahar ben Seghir est rejetée.

MM. MARGUERIE, *ff. prés.* ; LEGER, *rap.* ; PICHAT, *com. du gouv.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

28 juillet 1903

Obligation, ouverture de crédit, consolidation hypothécaire et solidaire du débiteur chez son créancier, condition potestative.

Constitue non une ouverture de crédit, mais la consolidation hypothécaire et solidaire du découvert qu'un débiteur avait dans une banque, consolidation non soumise à une condition potestative, la convention par laquelle la banque créancière a accepté l'engagement solidaire et hypothécaire du débiteur et de sa femme jusqu'à concurrence d'une certaine somme et promis, en échange de cet engagement, de continuer l'admission à l'escompte des valeurs portant la signature du débiteur tout en se réservant de vérifier, avant de les accepter, si elles remplissaient les conditions d'échéance et autres qu'elle a coutume d'exiger, ledit traité devant produire son effet pendant dix ans, mais chacune des parties

conservant le droit de le faire cesser à toute époque en avertissant l'autre contractant trois mois à l'avance.

(Martel c. Banque de l'Algérie)

ARRÊT

LA COUR, — Sur les deux moyens réunis pris de la violation des art. 1101, 1102, 1108, 1131, 1134, 1156, 1174 C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810 : — Attendu qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué que la Banque de l'Algérie, étant créancière de Martel en une somme de 804,242 fr., exigea des garanties pour le paiement de toutes les valeurs revêtues de la signature de son débiteur et accepta son engagement hypothécaire et solidaire de Martel et sa femme jusqu'à concurrence de 825,000 fr. ; — Qu'en échange de cet engagement, réalisé par la convention du 10 mars 1898, la Banque promettait de continuer l'admission à l'escompte des valeurs portant la signature de Martel, tout en se réservant de vérifier, avant de les accepter, si elles remplissaient les conditions d'échéance et autres qu'elle a coutume d'exiger ; — Que ce traité devait produire son effet pendant dix ans, mais que chacune des parties conservait le droit de le faire cesser à toute époque en avertissant l'autre contractant trois mois à l'avance ; — Attendu, d'une part, que la Cour d'Alger, usant du droit d'appréciation qui lui appartenait, a pu, sans dénaturer cette convention, décider qu'elle constituait, non une ouverture de crédit par la Banque de l'Algérie aux époux Martel, mais la consolidation hypothécaire et solidaire donnée par Martel et sa femme du découvert que Martel avait à la Banque ; — Attendu, d'autre part, que si la Banque se réservait la faculté de refuser les valeurs de Martel à l'escompte qui lui était promis, ce refus était subordonné à l'inexécution par Martel des conditions prévues au contrat et ne dépendait pas de la seule volonté ou du bon plaisir de la Banque ; — Que, de même, si la Banque était autorisée à suspendre l'effet de la convention, prévu pour dix années, quand il lui plairait et à la seule condition de prévenir les autres parties trois mois à l'avance, sans être tenu de proroger ni de renouveler les échéances, le même droit etait réservé à Martel qui pouvait dénoncer le traité dans le même délai de préavis ; — Qu'ainsi on ne saurait voir une condition potestative dans les clauses visées au pourvoi ; — Qu'il suit de là que l'arrêt attaqué, qui est d'ailleurs régulièrement motivé, n'a nullement violé les articles de la loi ci-dessus mentionnés ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi contre l'arrêt de la Cour d'Alger du 8 juillet 1901.

MM. TANON, *prés.* ; PUECH, *rap.* ; FEUILLOLEY, *av. gén.* — Me DE RAMEL, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

10 juillet 1903

Fonctionnaire, ingérence, fournitures, maire, préjudice, amende.

Au cas d'ingérence d'un maire dans les fournitures faites à sa commune, aucune amende ne peut être prononcée contre lui, en vertu de l'art. 175 C. pén., sans une évaluation préalable des indemnités et restitutions (1);

Encourt la cassation l'arrêt qui n'a pas fait cette évaluation, alors même qu'il n'y a pas de partie civile en cause (2).

(Martin)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le 3e moyen pris de la violation des art. 175 C. pén. et 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué n'a pas motivé la condamnation à l'amende : — Vu les dits articles ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 175, l'amende ne peut excéder le quart des restitutions et indemnités ni être au-dessous du douzième ; — Attendu qu'il résulte de cette disposition qu'aucune amende ne peut être prononcée, en vertu de cet article, sans une évaluation préalable des indemnités et restitutions ; que cette évaluation est indispensable alors même que, comme dans l'espèce, il n'y a pas de partie civile en cause ; — Attendu que l'arrêt attaqué se borne, d'une part, à indiquer que les indigènes ont subi un préjudice d'environ 6 fr. par quintal de blé sans faire connaître le nombre de quintaux que Martin leur a vendus, et, d'autre part, que les opérations incriminées ont porté sur la somme de 1,454 fr. 50 ; que le dit arrêt n'ayant

---

(1, 2) V. dans le même sens, crim. cass., 10 août 1897, *Rev. Alg.*, 1898, 2. 49 et la note.

pas évalué le montant total des restitutions et indemnités, la peine d'amende qu'il a prononcée manque de base légale ;

Par ces motifs, et sans qu'il y ait lieu de statuer sur les autres moyens du pourvoi : — Casse et annule l'arrêt rendu par la Cour d'appel d'Alger, le 28 février 1903 et renvoie devant la Cour d'appel d'Aix.

MM. CHAMBAREAUD, *prés.* ; ROULIER, *rap.* ; BONNET, *av. gén.* — Me DUFOURMANTELLE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

25 mars 1903

Responsabilité, État, service des postes, lettre chargée, destinataire, reçu, détournement de valeurs.

La fin de non recevoir tirée du reçu donné par le destinataire d'une lettre chargée au facteur cesse d'être opposable lorsqu'il est constant que les agents de l'administration des postes ont omis de remplir les formalités à eux imposées pour ce service et qu'ils ont ainsi, par leurs propres agissements, induit le destinataire en erreur sur l'état d'intégrité apparent du chargement, sans que l'expéditeur puisse être tenu de prouver que la spoliation des valeurs a été commise par un agent des postes déterminé.

(Administration des postes c. Crédit lyonnais)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation de l'art. 3 de la loi du 4 juin 1859, de l'art. 10 de la loi du 25 janvier 1873, de l'art. 1315 C. civ. et des principes en matière de preuve ainsi que des règles en matière de responsabilité et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 ; — Attendu qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué que la lettre litigieuse, mise et chargée au bureau de poste de Rio Salado comme contenant une valeur déclarée de 2,260 fr., pesait 24 gram 05, lorsqu'elle a été remise au destinataire ; que l'enveloppe avait été ouverte sur le côté droit, puis recollée ; que le service des postes avait omis d'indiquer sur cette

enveloppe la différence de poids au moyen de l'apposition d'une empreinte à l'encre rouge prescrite par le règlement général ; que le Crédit lyonnais n'a consenti à recevoir la lettre et à en donner reçu que parce qu'il a été induit en erreur par le fait des agents de l'administration des postes sur l'état d'intégrité apparente du chargement à lui adressé par Carréga ; — Attendu que, dans de telles circonstances par eux souverainement constatées, les juges d'appel ont pu valablement décider que les conditions d'application de l'art. 3, § 2 de la loi du 4 juin 1859 ne se rencontraient pas dans l'espèce, et, par suite, déclarer l'administration des postes responsable du détournement de la valeur déclarée ; qu'en effet, la loi précitée, qui n'a pas été édictée dans un esprit de fiscalité, a entendu procurer au public, pour la transmission des lettres contenant des valeurs déclarées, une sûreté qui doit précisément consister dans l'exacte observation de toutes les formalités imposées aux employés de la poste pour le transport des lettres chargées ; qu'en droit, la fin de non recevoir tirée du reçu donné par le destinataire au facteur cesse d'être opposable lorsqu'il est constant que les agents de l'administration ont omis de remplir les formalités dont s'agit et qu'ils ont ainsi, par leurs propres agissements, induit le destinataire en erreur sur l'état d'intégrité apparente du chargement, sans que l'expéditeur soit tenu de prouver que la spoliation a été commise par un agent des postes déterminé ;

Par ces motifs : — Rejette.

MM. TANON, *prés.* ; FEUILLOLEY, *av. gén.* — Me REGRAY, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

24 mai 1902

Alcools, Algérie, circulation, droits de consommation et de fabrication, octroi de mer, bonne foi, contravention fiscale.

Les termes de l'art. 20 de la loi du 28 décembre 1895, modifiés par l'art. 32 de la loi du 13 avril 1898, généraux et absolus, s'appliquent aussi bien aux alcools qui ont acquitté les taxes d'octroi de mer et de consommation qu'à ceux qui sortent d'une distillerie ou d'un entrepôt ;

La circulation des spiritueux avec un titre de mouvement périmé, altéré ou inapplicable doit être assimilée à la circulation sans titre de mouvement ;

Le fait de faire circuler des spiritueux sans les accompagner d'une expédition tombe, en ce qui concerne le droit de consommation et le droit de fabrication, sous l'application de l'art. 21 de la loi du 28 décembre 1895 qui réprime aussi bien les contraventions à l'art. 20 de cette loi, modifié par l'art. 32 de la loi du 13 avril 1898, qu'à l'art. 20 primitif ;

La même circulation sans expédition sur un territoire soumis à l'octroi est présumée frauduleuse en ce qui concerne l'octroi, et tombe en Algérie, en ce qui concerne l'octroi de mer, sous l'application des art. 24 et 46 de la loi du 28 avril 1816 et de l'art. 8 de la loi du 29 mars 1832, qui y ont été spécialement promulgués par l'effet de l'art. 9 de la loi du 24 mai 1834 et de l'art. 2 au décret du 29 décembre 1884 ;

La bonne foi ne fait pas disparaître les contraventions fiscales, sauf dans le cas prévu par l'art. 13 de la loi du 27 juin 1878 en faveur du transporteur qui fait connaître le véritable auteur de la fraude.

(Contributions diverses c. Poizat et Ravazza)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'art. 20 de la loi du 28 décembre 1895, qui n'avait soumis à la formalité des expéditions la circulation des eaux-de-vie et esprits que dans un rayon de 5 kilomètres autour des distilleries, a été modifié par l'art. 32 de la loi du 13 avril 1898 qui a imposé cette formalité à toute circulation dans l'intérieur de l'Algérie ; — Attendu que les termes de l'art. 20 ainsi modifiés sont généraux et absolus ; qu'ils s'appliquent aussi bien aux alcools qui ont acquitté les taxes d'octroi de mer et de consommation qu'à ceux qui sortent d'une distillerie ou d'un entrepôt ; — Qu'en effet, la mesure prescrite dans le but de contrôler le mouvement des entrepôts et magasins et d'assurer le paiement des taxes resterait illusoire si des spiritueux pouvaient circuler sous le prétexte, vrai ou faux, qu'ils auraient acquitté lesdites taxes ; — Que Poizat le reconnait si bien qu'il crée des laissez-passer pour les absinthes qu'il fait sortir de ses magasins où elles ne sont entrées, affirme-t-il, qu'après paiement de

l'octroi de mer et des taxes qui lui sont ajoutées ; — Attendu qu'il résulte des énonciations d'un procès-verbal régulier dressé le 2 octobre 1901 par Billette de Villeneuve, commis, et Ceccaldi, surnuméraire des contributions diverses, que la veille, 1er octobre, à 9 h. 1/4 du matin, ces deux employés ont constaté la présence sur la voie publique, devant la cave de la brasserie du Phénix, à laquelle elles étaient destinées, de dix caisses d'absinthe Pernot renfermant ensemble 118 litres 80 centilitres d'absinthe, représentant 85 litres 54 centilitres d'alcool pur ; — Qu'invité à représenter le titre de mouvement, Ravazza a remis un laissez-passer établi par Poizat, expéditeur de l'absinthe ; — Que le laissez-passer présente des traces évidentes de grattage ; — Qu'il porte la date du 30 septembre, 9 heures du matin (et non du 1er octobre) ; — Qu'il s'applique au transport « par un Arabe » et non à un camion conduit par le sieur Alibert, garçon de Ravazza ; — Attendu que la circulation des spiritueux avec un titre de mouvement périmé, altéré ou inapplicable, comme celui produit, doit être assimilé à la circulation sans titre de mouvement ; — Attendu que le fait de faire circuler des spiritueux sans les accompagner d'une expédition tombe, en ce qui concerne le droit de consommation et le droit de fabrication, sous l'application de l'art. 21 de la loi du 28 décembre 1895 qui réprime aussi bien les contraventions à l'art. 20 modifié par l'art. 32 de la loi du 12 avril 1898 qu'à l'art. 20 primitif ; — Attendu que la même circulation sans expédition sur un territoire soumis à l'octroi est présumée frauduleuse en ce qui concerne l'octroi ; — Qu'elle tombe en Algérie, en ce qui concerne l'octroi de mer, sous l'application des dispositions des art. 24 et 46 de la loi du 28 avril 1816 et de l'art. 8 de la loi du 29 mars 1832 qui y ont été spécialement promulgués par l'effet de l'art. 9 de la loi du 24 mai 1834 et de l'art. 2 du décret du 26 décembre 1884 ; — Attendu que la bonne foi ne fait pas disparaître les contraventions fiscales, sauf dans le cas prévu par l'art. 13 de la loi du 27 juin 1873 en faveur du transporteur qui fait connaître le véritable auteur de la fraude ; — Que cette exception qui a motivé les décisions citées par le défenseur des prévenus ne peut être invoquée dans la cause ; — Attendu qu'il y a donc lieu de déclarer Poizat et Ravazza coupables de la contravention ci-dessus spécifiée et de leur faire application des articles susvisés ; — Que la condamnation doit comprendre le montant des droits fraudés sans qu'il y ait lieu de rechercher s'ils avaient été ou non précédemment acquittés ;

Par ces motifs : — Infirme le jugement du tribunal d'Alger,

en date du 6 mars 1902 ; — Déclare Poizat et Ravazza coupables d'avoir, à Alger, le 1er octobre 1901, fait circuler des spiritueux sans les accompagner d'une expédition, etc.

MM. LALOË, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes LE DENTU et LEFEBVRE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

25 mars 1902

Marques de fabrique, contrefaçon, signes distinctifs, différences manifestes, confusion impossible, imitation frauduleuse.

Pour qu'il y ait imitation frauduleuse ou illicite d'une marque de fabrique, il faut qu'il existe entre les deux marques comparées des similitudes telles que la confusion soit possible pour des acheteurs n'apportant pas, dans l'examen des deux marques, une attention commune et ordinaire.

(Mez et Chouquet c. Société La Soie)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la nullité des saisies et de l'assignation : — Attendu que le double moyen de nullité tiré des art. 17 et 18 de la loi du 23 juin 1857, soulevé en première instance, est aujourd'hui abandonné par les appelants qui ont compris que cette loi ne subordonnait nullement à une description détaillée, avec ou sans saisie, l'action civile ou pénale en contrefaçon de marque de fabrique ; — Que l'art. 18 est, en effet, sans application dans l'espèce puisque la société « La Soie » n'a point eu recours, pour établir l'imitation frauduleuse dont elle se plaint, à la description détaillée avec ou sans saisie des produits, prétendus contrefaits, mais à de simples achats constatés par des procès-verbaux d'huissier dressés sans ordonnance préalable du président du tribunal ; — Que si ces procès-verbaux ne font point nécessairement preuve au profit de celui qui les a requis, rien n'interdit au juge d'en apprécier le mérite et d'y puiser des éléments de conviction ;

Sur la mise hors de cause de la maison Ch. Mez et fils de Fribourg : — Attendu qu'il est constant que la maison Mez

et fils de Paris n'est en réalité qu'une maison de dépôt des produits de la maison Ch. Mez et fils de Fribourg ; — Que cela résulte : 1° d'une circulaire imprimée de la maison de Fribourg, adressée le 1er août 1897 à ses clients de France, les prévenant qu'elle venait de fonder un dépôt de ses produits à Paris ; 2° de l'impossibilité où se trouve la maison de Paris d'établir qu'elle fabrique elle-même les produits prétendus frauduleusement imités qu'elle met en vente ; — Que les premiers juges ont donc eu raison de maintenir en cause la maison Ch. Mez et fils de Fribourg ;

Au fond : — Attendu que le simple examen des cartes de la société « La Soie » et des cartes de la maison Ch, Mez et fils démontre que s'il existe entre elles certains points de ressemblance tels que la forme de la carte, la disposition des divisions en six cases, la juxtaposition des deux cartes, les indications similaires de métrage, toutes ces dispositions, tombées dans le domaine public depuis longtemps, ne sauraient constituer une imitation frauduleuse ou illicite de la marque de fabrique de la société « La Soie » ; — Attendu que les premiers juges ont vu, il est vrai, deux imitations de la marque exclusive à la société « La Soie » qui consiste en une « barre » traversant la carte peloton dans son sens longitudinal et dans l'emploi des mots « cordonnet national », dans les faits que la maison Ch. Mez et fils a, sur les cartes peloton, remplacé la barre par une « hampe de drapeau » et les mots « cordonnet national » sur chaque peloton par ceux « aux couleurs nationales », alors qu'en tête de la carte se trouvent les mots « cordonnet extra supérieur » ; — Qu'il suffit cependant de comparer la carte de la société « La Soie » et la carte de la maison Ch Mez et fils pour se convaincre qu'aucune confusion n'est possible pour ceux qui apportent dans l'examen des deux marques une attention commune et ordinaire ; — Que tout d'abord la torsade tricolore de la hampe de la carte de la maison Ch. Mez et fils diffère essentiellement de la barre tricolore de la société « La Soie » ; — Que cette hampe n'existe que sur une façade de la carte et supporte à son extrémité supérieure une oriflamme flottante aux couleurs nationales alors que la barre de la société « La Soie » traverse longitudinalement la carte de ses deux faces ; — Que la hampe a une forme arrondie alors que la barre est plate et d'une largeur double ; — Attendu, d'autre part, que le mot « cordonnet » est un terme technique pour distinguer un fil de soie à tresses plus serrées que celui désigné sous le nom de soie floche ; que cette désignation seule ne saurait donc constituer une usurpation de marque ; que, du reste, tandis que la société

« La Soie » a fait des mots « cordonnet national » une marque de fabrique spéciale qu'elle emploie sur l'une des faces de ses cartes à chaque division et lors même que cette carte est destinée à contenir de la soie floche, la maison Ch. Mez et fils ne se sert, au contraire, du mot « cordonnet » que pour distinguer la nature du produit qu'elle met en vente ; — Que les mots « cordonnet extra supérieur » aux « couleurs nationales » placés en tête de la carte de la maison Ch. Mez et fils et sur lesquels flotte l'oriflamme aux couleurs françaises, ne sont en effet utilisés que pour les cartes contenant du cordonnet et sont remplacés par ceux de « soie extra supérieure aux couleurs nationales » quand les cartes renferment de la soie floche ; — Attendu que sur chaque division se trouvent répétées sur la face représentant la hampe avec l'oriflamme les mots « aux couleurs nationales », en lettres rouges, et au-dessus le numéro du fil et le métrage écrits en lettres bleues, alors que sur l'autre face on lit, si c'est du cordonnet : « cordonnet extra supérieur » et au-dessous : dix centimes écrits en lettres bleues, et s'il s'agit de soie : « soie extra supérieure » et au-dessus : dix centimes en lettres rouges ; — Le timbre rond qui sert de marque de fabrique à la maison et dans lequel est une balance avec les mots *semper bene* entre les deux plateaux est rouge pour le cordonnet et bleu pour la soie, de façon à rappeler toujours les trois couleurs ; ce timbre rond qui, en tête de la carte, mesure vingt et un millimètres de diamètre, est reproduit sur les cinq autres divisions avec un diamètre de neuf millimètres seulement ; — Attendu, au contraire, que la carte de la société « La Soie » porte en tête sur une des faces une machine à coudre et sur l'autre un médaillon rond de vingt-cinq millimètres au centre duquel se trouve une tête de femme au milieu d'un trophée de drapeaux avec les mots « France » au-dessus et « cordonnet national » au-dessous, le tout faisant corps avec le médaillon, chaque division porte ensuite du côté du médaillon les mots « cordonnet national » et au-dessous, sur la barre bleue, le numéro du fil ; du côté de la machine à coudre on lit le métrage et le prix est au-dessous ; cordonnet qualité extra supérieur, suivant la nature du produit mis en vente ; l'écriture et les dessins de la carte de « La Soie « sont uniformément en couleur bistre tirant sur le mordoré ; la barre seule qui traverse la carte sur ses deux faces tranche par sa couleur bleu clair ; — Attendu que le mot « Paris » placé sur les cartes Ch. Mez et fils ne saurait être confondu avec le mot « Paris » des cartes de la « Soie » ; sur les premières, il est écrit en lettres beaucoup plus grandes avec un léger filet ; il ne se trouve qu'à

droite du timbre rond faisant en quelque sorte suite aux initiales de la maison C. M. S. écrites à gauche en mêmes caractères ; — Sur les cartes de « La Soie », le mot « Paris », écrit en lettres plus petites et sans filet, se trouve placé des deux côtés du médaillon surmonté des mots breveté S. G. D. G. en plus petits caractères et au-dessus V. F. en plus gros caractères ; — Enfin, tout au bas des cartes de la société Ch. Mez et fils, sur la dernière division, après les mots aux « couleurs nationales », se trouvent du côté de l'oriflamme, à gauche de la hampe, les lettres C. M. S. et à droite Paris, et du côté du timbre rond les mots « manufacture de soie à coudre et à broder », alors que la dernière division des cartes de « La Soie » ne se différencie nullement des autres ; — Attendu enfin que pour distinguer ses cartes de cordonnet de ses cartes soie, la maison Ch. Mez et fils a adopté pour le cordonnet, sur la face de la carte dépourvue de la hampe, la couleur rouge pour son timbre rond et la couleur bleue pour toutes les autres indications, alors que pour la soie c'est le timbre rond qui est bleu et les autres indications qui sont rouges ; — Attendu que cette distinction est faite par la société « La Soie » au moyen de la barre bleue qui, toute unie pour les cartes de cordonnet, est accompagnée de chaque côté d'un léger filet de même couleur pour les cartes de soie floche ; — Que, dès lors, soit que l'on compare les deux cartes dans leur ensemble ou dans leur détail, il existe entre elles des différences telles qu'aucune confusion n'est possible pour des acheteurs qui ne sont pas absolument inattentifs ou dépourvus d'intelligence ; — Que l'on peut d'autant moins reprocher à la maison Ch. Mez et fils d'avoir voulu frauduleusement ou illicitement imiter la marque de la société « La Soie », qu'avant de placer sur leurs cartes l'oriflamme aux couleurs nationales, elle a pris la précaution de demander à MM. Catoire et Saglio, experts cartonniers à Paris, si cet emblème constituerait une contrefaçon de marque déjà usitée ; — Que ces messieurs qui avaient empêché la maison Mez et fils d'employer nn palmier bleu, sous le prétexte que la marque « Au Palmier » comme titre d'une carte existait déjà et que le tronc du palmier qui devait traverser la carte de haut en bas formait une ligne non interrompue pouvant être considérée à la rigueur comme une imitation de la barre dont la société « La Soie » revendique la propriété, n'ont pas hésité à déclarer que la carte portant un drapeau tricolore leur a paru ne pouvoir choquer les susceptibilités les plus minutieuses d'aucun de leurs concurrents, dont ils connaissaient toutes les marques ; — Attendu qu'il ne saurait être, au surplus, interdit à la maison Ch. Mez et fils,

bien qu'étrangère, de vendre ses produits même fabriqués à l'étranger, sous la marque de nos couleurs nationales ; — Attendu que les divers constats d'huissier dressés à la requête de la société « La Soie », quelque irréguliers qu'ils soient, ne démontrent nullement que les cartes de MM. Ch. Mez et fils constituent pour le public une imitation frauduleuse de la marque de fabrique « La Soie » ; — Qu'en tenant pour constantes les déclarations faites à l'huissier par le commissionnaire anonyme dont il s'est servi pour faire acheter de la soie à la barre ou du cordonnet national dans diverses merceries de la ville d'Alger, il en résulterait seulement que ces merciers ont remis à ce commissionnaire des produits de la maison Ch. Mez et fils au lieu des produits de la maison société « La Soie » qui leur étaient demandés faisant ainsi une concurrence déloyale à cette dernière maison ; — Que cette façon peu délicate d'agir ne saurait, dans tous les cas, indiquer la complicité des maisons Ch. Mez et fils ; — Que M. Chouquet serait le seul des appelants qui pourrait être pris à partie en cette circonstance, si les faits de vente d'un produit pour un autre étaient mieux établis ; — Qu'au surplus, l'assignation de la société « La Soie » n'ayant retenu contre lui que le fait de vente ou de mise en vente d'un ou plusieurs produits revêtus d'une marque frauduleusement imitée ou portant des indications propres à tromper l'acheteur sur la nature de ce produit, la Cour n'a pas à connaître d'une demande dont elle n'est pas régulièrement saisie ; — Qu'il convient, par suite, de débouter la société « La Soie » de sa demande en dommages-intérêts pour imitation frauduleuse ou illicite de sa marque de fabrique vis-à-vis de toutes les parties ;

Par ces motifs : — Faisant droit à l'appel des maisons Ch. Mez et fils de Paris et de Fribourg et de M. Chouquet envers le jugement du tribunal civil de première instance d'Alger du 12 janvier 1901 : — Infirme ledit jugement ; — Et statuant à nouveau : — Dit que les cartes de la maison Ch. Mez et fils ne constituent point une imitation frauduleuse ou illicite des cartes de la société « La Soie » ; — Qu'à raison des différences notables qui distinguent ces cartes aucune confusion préjudiciable n'est possible ; — Déboute, en conséquence, la société « La Soie » de toutes ses demandes, fins et conclusions comme non recevables autant que mal fondées ; — Et la condamne en tous les dépens.

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; MARTIN, *av. gén.* — Mes MEUNIER, TILLOY et BORDET, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

—

29 octobre 1902

—

Faillite, Tunisie, hypothèque consentie durant la période suspecte, immatriculation, validité.

—

En Tunisie, l'hypothèque prise pendant la période suspecte ne peut plus être annulée lorsqu'elle se trouve inattaquable par l'effet de l'immatriculation de l'immeuble grevé.

(Bonan c. Rassat)

ARRÊT

LA COUR, — I. Sur la nullité de l'hypothèque de 25,000 fr. consentie, suivant acte du 1er novembre 1898, par M. Chaouat au profit de MM. Bonan frères sur l'immeuble immatriculé sous le nom de Léa, faisant l'objet du titre n° 2909 ; — Attendu qu'en admettant que le contrat hypothécaire du 3 novembre 1898, qui garantit à MM. Bonan frères une créance antérieure de 25.000 fr. sur M. Chaouat, ne puisse être considéré comme la restriction de leur contrat de nantissement du 5 novembre 1896, et ne doive produire effet qu'à sa date d'inscription, c'est-à-dire à une date postérieure à la date de la cessation des paiements de M. Chaouat, reportée au 16 juillet 1897, cette inscription ne saurait néanmoins être annulée en vertu de l'art. 446 C. com., qui ne reçoit aucune application en Tunisie en matière d'immeubles immatriculés ; — Qu'il ne faut pas perdre de vue, en effet, que la loi foncière tunisienne est une loi spéciale territoriale se suffisant à elle-même et à laquelle aucune disposition ne saurait être ajoutée par voie d'analogie ; — Que son principal but a été de favoriser la circulation des biens en faisant disparaître toutes charges clandestines et occultes ; — Qu'on lit notamment dans l'exposé des motifs du projet de la loi du 1er juillet 1885 : « C'est surtout au point de vue de la clandestinité de certaines charges résultant du statut immobilier, que nous avons résolument rompu avec les prescriptions de la loi française » ; — Et plus loin : « Nous » vous proposons une législation essentiellement tunisienne, » répondant à la situation sociale du pays où elle devra rece- » voir son application et dans laquelle nous avons cherché à « faire entrer tout ce qui, dans les législations étrangères

» pouvait aisément s'adapter aux conditions sociales actuelles » de la Tunisie ; — Le système de la loi nouvelle a pour effet, » grâce à l'accomplissement des formalités qui y sont édic- » tées, de mettre fin à toutes les contestations relatives au » passé des immeubles, de mobiliser la propriété foncière, » d'en faire une sorte de valeur représentée par un titre nomi- » natif, susceptible d'être transmis avec la même facilité » qu'une valeur mobilière quelconque et avec la certitude » pour celui qui l'acquiert de n'être en aucun cas tenu dans » l'ignorance des charges dont elle peut être grevée. » — Or attendu que le législateur tunisien, après avoir déclaré dans l'article 1er de la loi du 1er juillet 1885 que les dispositions de la présente loi ne régissent que les immeubles immatriculés conformément aux prescriptions du chapitre II du présent titre et les droits réels sur ces immeubles, décide dans l'art. 2, modifié par le décret du 16 mai 1886, que les dispositions du Code civil français qui ne sont contraires ni à la présente loi, ni au statut personnel ou aux règles des successions des titulaires de droits immobiliers, s'appliquent en Tunisie aux immeubles immatriculés et aux droits réels sur ces immeubles ;—Qu'il n'est fait aucune référence au Code de com. ; — Que, cependant, il n'est pas douteux que, lors de la confection de la loi du 1er juillet 1885, les dispositions des art. 446 et 447 n'ont point échappé à l'attention du législateur tunisien, puisqu'il les reproduit en partie dans l'art. 235 de cette loi ainsi conçu : « L'inscription d'une hypothèque sera » annulée et ne pourra produire aucun effet si elle est prise dans » le délai pendant lequel les actes faits avant l'ouverture des » faillites sont déclarés nuls. » — Attendu que cette disposition, contraire au principe même de la loi foncière tunisienne, fut abrogée par l'art. 18 de la loi du 15 mars 1892, comme constituant une charge occulte, en faisant intervenir l'hypothèse d'une faillite qui est un fait personnel au propriétaire ;— Que cette abrogation de l'art. 235, motivée par la nécessité de mettre à l'abri des charges occultes et de tous les aléas auxquels ils eussent été exposés en droit français les immeubles immatriculés, n'a pas pu avoir pour effet de rendre applicables à ces immeubles les dispositions des art. 446 et 447 que la loi du 1er juillet 1885 avaient déjà écartées en ne se les appropriant qu'en partie ; — Attendu enfin que l'art. 38 de la loi du 15 mars 1892 témoigne encore davantage de la pensée du législateur tunisien d'écarter des immeubles immatriculés toutes charges occultes ; — Qu'il est dit, en effet : « Toute personne dont les droits auraient été laisés » par suite d'une immatriculation ou d'une inscription n'aura

» jamais de recours sur l'immeuble, mais seulement au cas » de dol » ; — Attendu que l'arrêt de la Cour d'Alger du 19 février 1900, que le syndic invoque en faveur de sa thèse, paraît donc s'être mépris sur la portée de l'abrogation de l'art. 235 de la loi du 1er juillet 1885, qui n'avait fait que reproduire les dispositions de l'art. 446 C. com. sur les hypothèques pour les rendre applicables aux immeubles immatriculés ; — Attendu que l'art. 2112 C. civ. dont excipe également M. Rassat ès-qualités à l'appui de ses prétentions, reçoit au contraire toute son application dans le système de MM. Bonan frères, puisque c'est en vertu de l'art. 18 de la loi du 18 mars 1892 que l'hypothèque grevant des immeubles immatriculés ne peut plus être annulée, bien que prise dans le délai pendant lequel les actes faits avant l'ouverture des faillites sont déclarés nuls ; — Qu'il suit que MM. Bonan frères doivent être colloqués à titre de créanciers hypothécaires au passif de la faillite Chaouat pour la somme de 25.000 fr., montant en principal de leur créance garantie par leur hyptohèque du 3 novembre 1898 ; — Attendu que l'art. 445 C. com., dont M. Rassat ès-qualités réclame le bénéfice pour soutenir que les intérêts de cette créance ne sont dus que jusqu'au jour du jugement déclaratif de faillite, ne s'applique qu'aux intérêts des créances chirographaires ; — Que MM. Bonan frères sont en droit de réclamer tous les intérêts qui peuvent leur être dus aux termes de leur contrat hypothécaire du 3 novembre 1898 ; — Attendu que l'adoption des conclusions principales de MM. Bonan frères sur leur première réclamation dispense la Cour de l'examen des conclusions subsidiaires relatives à cette même demande ;

II. Sur le nantissement au profit de MM. Bonan frères d'une créance de 7.000 fr. de M. Chaouat sur MM. Trabelsi et Tahar Djouini ; — Attendu qu'il n'est nullement démontré comme l'allèguent MM. Bonan frères que la créance de 7,000 fr., faisant l'objet du contrat du 1er novembre 1898 soit le solde de celle de 20.000 fr. sur les mêmes débiteurs, qui leur avait été intégralement donnée en gage suivant contrat du 5 novembre 1896 ; — ...Que, dans ces conditions, il n'est pas possible de considérer la cession-délégation de la somme de 7.000 fr. consentie par M. Chaouat à MM. Bonan frères, à la date du 3 novembre 1898, comme une restriction du nantissement de 20.000 fr. dont il est question à l'acte du 5 novembre 1896 ; — Qu'il échet donc de déclarer nulle et de nul effet à l'égard de la masse des créanciers de la faillite Chaouat, aux termes de l'art. 446 C. com., la cession-délégation de 7,000 fr. du 3 novembre 1898, comme faite pendant la période suspecte ;

III. Sur l'hypothèque de 4.000 fr. consentie par M. Chaouat au profit de MM. Bonan frères sur l'immeuble immatriculé sous le nom de Léa faisant l'objet du titre 2909 suivant actes des 9 et 19 janvier 1899 ; — Attendu que la nullité de cette hypothèque réclamée par M. Rassat ès-qualités doit être rejetée par les mêmes raisons qui ont fait valider l'hypothèque de 25.000 fr. consentie par M. Chaouat au profit de MM. Bonan frères, sur le même immeuble suivant contrat du 3 novembre 1898 ; — Attendu que la prétention de M. Rassat ès-qualités de n'admettre MM. Bonan frères au passif de la faillite Chaouat à titre hypothécaire, pour le montant de leur créance de 4.000 fr., qu'éventuellement et pour le cas seulement où ces messieurs justifieraient n'avoir pu en obtenir le paiement des débiteurs principaux, n'est pas fondée, puisque M. Chaouat est une caution solidaire qui ne peut réclamer le bénéfice de discussion de l'art. 2021 C. civ. ; — Qu'il convient donc d'admettre MM. Bonan frères au passif de la faillite Chaouat, à titre hypothécaire, pour la somme principale de 4.000 fr. avec les intérêts qui peuvent leur être dus aux termes du contrat ;

IV. Sur les dépens : — Attendu que les parties succombant respectivement dans leurs prétentions, c'est le cas de faire une masse des dépens pour être répartis, trois quarts à la charge de la faillite et un quart à la charge de MM. Bonan frères ;

Par ces motifs : — Ayant tel égard que de raison à l'appel de MM. Bonan fréres envers le jugement du tribunal civil de Tunis, jugeant commercialement, du 2 février 1900, enregistré ; — Infirme ledit jugement ; — Et statuant à nouveau : — Dit que MM. Bonan frères seront admis au passif de la faillite Chaouat, à titre hypothécaire, au rang de leurs inscriptions : — 1° pour la somme de 2.000 fr. à eux due suivant contrat du 3 novembre 1898 ; — 2° les intérêts de la dite somme tels qu'ils sont stipulés au contrat ; — 3ᵉ la somme principale de 4.000 fr., montant de l'obligation des 9 et 19 janvier 1890 ; — 4° les intérêts de la dite somme tels qu'ils sont stipulés au contrat ; — Déclare au contraire nulle et de nul effet, à l'égard de la masse des créanciers de la faillite Chaouat, la cession-délégation de la créance de 7.000 fr. sur MM. Djouini et Trabelsi, consentie par M. Chaouat à MM. Bonan frères par acte du 3 novembre 1898 ; — Déboute toutes parties de toutes plus amples demandes, fins et conclusions; etc.

MM. DUCROUX, *prem. prés* ; MARSAN, *av. gén.* — Mᵉˢ GOUTTEBARON et LEMAIRE, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

18 octobre 1902

Propriété, Algérie, instance domaniale, instruction par écrit, rapport, communication au ministère public.

Dans les instances domaniales, en Algérie, l'instruction doit avoir lieu, comme dans toutes les instructions par écrit, sur le rapport d'un juge et après communication au ministère public.

(Rigollet c. Préfet de Constantine)

ARRÊT

LA COUR, — Vu les art. 2, 3, 4 et 5 du décret du 28 décembre 1855; — Attendu qu'aux termes de ces articles, l'instruction des affaires en matière d'instances domaniales doit avoir lieu sur mémoire; — Que si les conclusions des parties respectivement signifiées peuvent tenir lieu de mémoire, l'instruction ne doit pas moins avoir lieu, comme dans toutes les instructions par écrit, sur le rapport d'un juge et aussi après communication au ministère public;

Par ces motifs: — Renvoie la cause au premier jour après l'accomplissement des formalités ci-dessus indiquées.

MM. LALOË, *prés.*; MARTIN, *subst. du proc. gén.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

19 juillet 1902

Exploit, acte d'appel, signification à une société, pli fermé, loi du 15 février 1899, nullité.

N'est pas nul l'acte d'appel qui a été signifié à une société, sans être placé par l'huissier sous pli fermé, conformément à la loi du 15 février 1899.

(Rossi c. Cie de Est-Algérien)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que, dans les délais de la loi, Rossi a interjeté appel du jugement rendu, le 25 novembre 1901, par le tribunal civil d'Alger ; — Attendu que la compagnie de l'Est-Algérien intimée, soutient *in limine litis* et sans conclure au fond que ledit appel serait entaché d'une nullité radicale ; — Attendu qu'à l'appui de cette prétention, la compagnie invoque les dispositions de la loi du 15 février 1899 qui modifie les dispositions de l'art. 68 C. pr. civ. et oblige les huissiers, lorsque le destinataire des actes notifiés ou signifiés par eux n'est point présent, à remettre sous pli fermé la copie de l'exploit aux personnes qualifiées pour recevoir cet acte de procédure ; — Attendu que s'il est exact que l'obligation dont il vient d'être parlé est imposée aux huissiers par la loi du 15 février 1899, encore faut-il reconnaître que cette obligation ne s'applique qu'aux cas expressément prévus par l'art. 68 C. pr. civ. ; — Attendu, en effet, que cette disposition nouvelle n'a eu d'autre but que celui de soustraire à la connaissance et à l'indiscrétion trop fréquente des voisins la teneur des actes signifiés ; — Que, dès lors, on ne saurait, en dehors d'un texte formel, en étendre l'application aux employés d'une compagnie commerciale ou industrielle, n'ayant personnellement aucun intérêt à connaître les incidents et la portée des procédures dirigées contre cette compagnie et tenus d'ailleurs, vis-à-vis de celle-ci, à la discrétion la plus absolue ; — Attendu, d'autre part, qu'il y a lieu de remarquer qu'aux termes mêmes de l'art. 69 C. pr. civ., les exploits destinés aux sociétés commerciales doivent être remis à la personne ou au domicile de l'un des associés ; — Attendu que les modifications apportées aux lois existantes ne sauraient être supposées et doivent résulter d'une nouvelle disposition précise et clairement exprimée ; — Attendu que, la loi du 15 février 1899 n'ayant fait aucune allusion à l'art. 69 C. pr. civ., les tribunaux ne sauraient, par voie d'appréciation, étendre la portée de cet acte législatif ; — Attendu que, dans cet état, l'exception de nullité d'appel ne saurait être utilement proposée par la compagnie de l'Est-Algérien et qu'il échet de la débouter de sa demande sur ce point ;

Au fond : — Attendu que, bien que la compagnie de l'Est-Algérien ne conclue pas au fond, il n'en est pas moins certain que, par l'effet dévolutif de l'appel, la Cour est saisie de l'entière connaissance du litige et que, tout en donnant

défaut contre la compagnie intimée, elle est en droit de statuer sur l'ensemble des conclusions prises par les parties devant les premiers juges ;

Sur la responsabilité de la compagnie de l'Est Algérien : — Attendu, tout d'abord, que vainement ladite compagnie a soutenu en première instance que Rossi, n'étant point régulièrement commissionné, ne saurait avoir contre elle aucun recours ; — Attendu qu'il est reconnu par la compagnie elle-même qu'au moment où est survenu l'accident du 30 janvier 1900, Rossi était employé à son service comme chauffeur auxiliaire ; qu'il importe peu de savoir si les fonctions exercées par l'appelant étaient temporaires ou non ; que le seul fait par la compagnie d'avoir admis le sieur Rossi à son service la rendait responsable des accidents qui pouvaient par son fait atteindre celui-ci ; — Attendu, d'autre part, que, le 30 janvier 1900, le train de l'Est-Algérien nº 206 s'étant heurté contre un bloc de pierre détaché des rochers qui dominent la ligne à cet endroit, le tender et les trois premières voitures du train vinrent se heurter contre la locomotive qui, à la suite du choc, avait déraillé ; — Attendu que Rossi a été grièvement blessé dans cet accident et qu'il a été établi d'ailleurs que cet agent avait strictement accompli son devoir professionnel ; — Attendu que, sur la demande d'indemnité formée par l'appelant, la compagnie de l'Est-Algérien a offert, à titre purement gracieux, de payer à celui-ci la somme de 50 fr. par mois jusqu'au jour où un emploi conforme à sa situation pourrait lui être accordé ; — Attendu que cette offre ayant été refusée par Rossi, il y a lieu de rechercher si la compagnie de l'Est-Algérien est en droit d'exciper du cas de force majeure invoqué par elle et peut échapper ainsi à toute responsabilité ; — Attendu en premier lieu qu'il résulte des divers documents versés au procès que le point où s'est produit l'accident à la suite duquel Rossi a été blessé est situé sur une ligne courbe, entre deux tunnels très rapprochés l'un de l'autre et surplombés par des rochers d'une hauteur de 40 mètres environ, et que cette situation dangereuse par elle-même exigeait une surveillance spéciale qui n'a pas été effectuée par ladite compagnie à cet endroit, alors qu'elle avait été cependant prescrite par celle-ci sur d'autres points voisins et offrant des dangers analogues ; — Attendu, d'autre part, qu'il appert de l'enquête du juge de paix, ainsi que des rapports techniques du commissaire de surveillance et des ingénieurs du contrôle, lesquelles pièces, contenues dans le dossier produit par le ministère public, ont été versées aux débats par arrêt de la Cour de céans, en date du 12 juillet

courant, et régulièrement communiquées aux parties : 1° que, dans la traversée des gorges de Palestro et sur divers points rapprochés de celui où l'accident s'est produit, des éboulements menacent encore de s'y produire ; 2° que la compagnie, préoccupée de cette situation, avait projeté divers travaux nécessaires à la sécurité des voyageurs et des agents, travaux dont la première partie n'a été exécutée que postérieurement aux faits dont la Cour est saisie ; — Attendu, en outre, que dans son rapport en date du 1er février 1900, l'ingénieur en chef du contrôle a émis l'opinion que la vitesse de 35 kilom. à l'heure, fixée comme moyenne réglementaire, devait être ramenée à 12 kilom. seulement dans la zone réputée dangereuse ; — Attendu qu'il ressort de tous les renseignements fournis par les agents et préposés de la compagnie, lesdites pièces également versées au dossier et communiquées aux parties, que, le 30 janvier 1900, le train n° 206 ayant subi un certain retard, le mécanicien qui cherchait à regagner le temps perdu aux gares de Thiers et de Palestro, non seulement n'a point ralenti sa marche dans la zone dangereuse, ainsi que l'y obligeait l'art. 36 de l'ordonnance royale du 15 novembre 1846, mais encore a exagéré la vitesse que les règlements permettaient de donner au train dont il avait la conduite ; — Attendu, en effet, que, d'après le journal de marche du 30 janvier 1900, le train 206 partant de Palestro avec un retard de cinq minutes, à 7 heures 54 minutes, avait accompli dans ce laps de temps 7 kilom. 900 mètres, ce qui porte la vitesse du train à 39 kilom. 500 mètres par heure ; — Attendu que de ce qui précède il résulte que, soit par son défaut de surveillance, soit par le retard apporté dans l'exécution de travaux reconnus indispensables, soit en fait en exagérant la vitesse du train n° 206 dans une zone réputée depuis longtemps et à juste titre comme particulièrement dangereuse, la compagnie a commis une faute lourde dont elle doit être tenue ; — Attendu enfin que c'est à tort que les premiers juges se sont basés sur une décision intervenue entre la compagnie de l'Est-Algérien et une tierce personne étrangère au procès actuel pour statuer sur le litige dont ils étaient saisis par Rossi et qu'il échet d'annuler cette disposition ;

Sur les dommages-intérêts : — Attendu qu'il résulte d'un certificat délivré par le docteur Bordet, ainsi que des autres documents versés au procès, que Rossi, par suite de l'accident dont la compagnie de l'Est-Algérien est déclarée responsable et dont l'appelant a été victime, est actuellement atteint d'une infirmité permanente qui le rend impropre à tout service actif ; — Attendu, d'ailleurs, que la Cour possède des éléments

d'appréciation qui lui permettent de fixer dès à présent le quantum du préjudice ainsi causé à Rossi et d'en déterminer la réparation ;

Par ces motifs : — Statuant, contradictoirement vis-à-vis de toutes parties en cause ; — Sur l'exception de nullité d'appel proposée *in limine litis* par la compagnie de l'Est-Algérien : — Dit la compagnie intimée mal fondée dans son exception et l'en déboute ; — Déclare, en conséquence, l'appel formé par Rossi, contre le jugement du 25 novembre 1901, régulier et valable en la forme ; — Au fond : — Se déclare saisie, par l'effet dévolutif de l'appel de l'entière connaissance du litige ; — Donne défaut contre la compagnie de l'Est-Algérien faute par celle-ci de conclure en cause d'appel sur le fond du litige ; — Et statuant sur la demande de Rossi : — Dit mal jugé, bien appelé ; — Met en conséquence à néant la décision entreprise et, par nouveau jugé, déclare ladite compagnie de l'Est-Algérien responsable vis-à-vis de Rossi des suites de l'accident survenu le 30 janvier 1900, sur la ligne d'Alger à Constantine au kilomètre 68,900 et, pour réparation du préjudice causé par son fait à celui-ci, la condamne à payer à l'appelant, etc.

M. SCHINDER, *ff. prés.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

17 décembre 1902

Dot, israélite, restitution, mari, absence.

La femme israélite dont le mari est disparu est irrecevable à demander le paiement de sa dot sur des biens revenant à son mari par succession postérieurement à sa disparition, par ces motifs qu'en droit hébraïque le disparu est jusqu'à preuve du contraire considéré comme absent, d'où il suit que son mariage n'est pas dissous ; que, d'autre part, s'il était considéré comme décédé, la femme ne saurait, d'après la même législation, exercer ses reprises sur les successions arrivant à son mari après la dissolution du mariage ; qu'enfin, au cas où le mari serait citoyen français, la question serait réglée par l'art. 136 C. civ., d'après lequel, s'il vient à s'ouvrir une succession à laquelle se trouverait appelé un

individu dont l'existence est incertaine, la dévolution en a lieu de la même manière que s'il était décédé.

(Samama c. Samama)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, par un jugement rendu le 31 octobre 1900, le sieur Salomon Samama, époux de la dame Zouira Barouk, a été déclaré en état d'absence ; — Attendu que, antérieurement à cette date, mais à une époque qui se place après la disparition de Salomon Samama, le père de celui-ci, Israël, est décédé ; — Attendu que la dame Zouira Barouk, épouse Salomon Samama, a assigné les défenderesses, prises en qualité d'héritières de feu Israël Samama, leur père et époux, en paiement d'une somme de 6,000 fr., représentant le montant de la dot qu'elle s'était constituée lors de la célébration de son mariage ; — Attendu qu'elle allègue que, au moment de la mort d'Israël Samama, les défenderesses se sont emparées de la succession, sans tenir compte de la part revenant à Salomon Samama son mari ; qu'elle prétend être en droit de réclamer, sur les sommes qu'elles ont ainsi induement touchées, le paiement de sa dot ; — Attendu que le sieur Salomon Samama était citoyen français ; qu'il est allégué que le père Israël Samama était naturalisé français, et qu'ainsi sa succession devait être régie par la loi française ; — Attendu que, bien que la preuve de la qualité de citoyen français du sieur Israël Samama ne soit pas rapportée, ce fait n'est pas contesté ;

Attendu que la demande de la dame Zouira Barouk n'est pas fondée ; — Attendu, en effet, que le sieur Salomon Samama était déjà disparu au moment de la mort de son père ; — Attendu, dès lors, qu'il ne pouvait succéder à celui-ci en vertu du principe posé par l'art. 136 C. civ. d'après lequel, s'il vient à s'ouvrir une succession à laquelle se trouverait appelé un individu dont l'existence est incertaine, la dévolution en a lieu de la même manière que s'il était décédé ; que ce serait à la demanderesse à prouver que, en réalité, son mari existait à ce moment, mais qu'elle est dans l'impossibilité de faire cette preuve ; — Attendu, dès lors, que la succession de feu Israel Samama est légitimement échue aux défenderesses, et que la dame Zouira bent Barouk n'a rien à y prétendre ; — Attendu que les défenderesses soutiennent que, même si on se place dans l'hypothèse de l'application de la loi rabbinique, la demande de la dame Zouira bent Barouk n'est

pas plus fondée ; qu'elles font valoir : 1° qu'en loi hébraïque, le disparu doit toujours être présumé absent jusqu'à preuve du contraire, d'où il suit que le mariage du sieur Samama, dont le décès n'est pas prouvé, continue d'exister et que la femme est sans droit pour réclamer le montant de sa ketouba ; 2° que si l'on considère le sieur Salomon Samama comme décédé, sa veuve est dans l'impossibilité d'exercer des reprises sur les successions arrivant à son mari après la dissolution de son mariage (Aben Haezer, chap. C., art. 2) ;

Attendu qu'il n'échet d'examiner le premier point de vue, puisque, le sieur Salomon Samama étant citoyen français, sa situation est réglée par le Code civil ; — Attendu qu'il n'y aurait intérêt à s'arrêter au second point de vue que dans le cas où, le sieur Israël Samama étant sujet tunisien, sa succession serait considérée comme tunisienne ; — Attendu que, dans cette hypothèse, le texte invoqué par les défenderesses est formel et ne laisse place à aucune incertitude d'appréciation ; que le principe qu'il pose est analogue à celui que contiennent les dispositions du Code civil citées plus haut ;

Par ces motifs : — Déclare la dame Zouïra Barouk, épouse du sieur Salomon Samama mal fondée en ses demandes, fins et conclusions ; — L'en déboute et la condamne aux dépens.

MM. FABRY, *prés.* ; BLAT, *subst.* — Mes ABÉASIS et GAUDIANI, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

17 décembre 1902

Enzel, Tunisie, bénéficiaire, cession, validité, cessionnaire, solvabilité, preuve.

Si l'enzéliste peut librement disposer de l'immeuble grevé de la rente d'enzel sans le consentement du bénéficiaire du dit enzel, ce dernier peut, cependant, demander la nullité de la cession, s'il est prouvé que le concessionnaire est insolvable et ne présente pas les garanties suffisantes pour le paiement régulier de la rente ;

La charge de cette preuve incombe au bénéficiaire de la rente d'enzel, qui peut être admis à la faire au moyen d'une enquête, si les faits allégués par lui sont pertinents et concluants.

(Mohamed bou Hachem c. Bessis et Hagège)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que la dame Menana bent Brahim Etturki, veuve du sieur Hadj Ahmed Etturki, et le sieur Manoubi ben El Hadj Mohamed bou Hachem ont cédé à enzel aux sieurs Soltanet et Bessis une propriété immatriculée sous le nom de « La Couronne », titre n° 6442, moyennant le paiement d'une rente annuelle et perpétuelle de 2,550 fr. ; — Attendu que le sieur Bessis a cédé ses droits au sieur Joseph de Samuel Hagège suivant acte passé le 25 juin 1902, enregistré ; — Attendu que la dame Menana Etturki et le sieur Manoubi bou Hachem ont assigné les sieurs Bessis et Hagège pour voir déclarer nulle la cession dont il s'agit ; — Attendu qu'ils soutiennent à l'appui de leur demande que le sieur Hagège est insolvable et que c'est sans droit que le sieur Bessis se l'est substitué pour le paiement de l'enzel dû aux crédi-rentiers ; — Attendu que si le débi-rentier d'une rente d'enzel peut librement disposer de l'immeuble grevé de la rente et le céder à un tiers sans y avoir au préalable été autorisé par le crédi-rentier, il est admis par une jurisprudence nettement établie que ce dernier peut demander la nullité de la cession, s'il est prouvé que le cessionnaire est insolvable et ne présente pas de garanties suffisantes pour le paiement régulier de la rente ; — Attendu que, en l'espèce, cette preuve n'est pas rapportée ; — Attendu que le sieur Hagège a fait offrir réellement, suivant acte de Martin, huissier, des 7 et 8 septembre 1902, le montant des enzels dus par lui pour le 2e semestre de l'année courante ; — Attendu que bien que ces offres n'aient pas été suivies de consignation, elles n'en constituent pas moins une présomption de solvabilité qu'il incombe aux demandeurs de faire tomber par la preuve contraire ; — Attendu qu'ils demandent subsidiairement à être autorisés à administrer cette preuve au moyen d'une enquête ; — Attendu qu'il y a lieu de faire droit à leur demande, que les faits qu'ils articulent sont pertinents et concluants ;

Par ces motifs : — Autorise la dame Etturki et le sieur Manoubi bou Hachem à prouver en la forme ordinaire des enquêtes : 1° que le sieur Joseph de Samuel Hagège est insolvable ; 2° qu'il ne possède aucun bien immeuble ; 3° qu'il n'exerce aucun commerce ni aucune profession ; — Autorise les défendeurs à faire la preuve contraire.

MM. FABRY, *prés.* ; BLAT, *subst.* — Mes GAUDIANI, GUEYDAN et DE MATTEIS, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

21 octobre 1902

Postes et télégraphes, Tunisie, transport des correspondances, monopole.

Malgré le décret beylical du 11 juin 1888 réservant le monopole du transport des correspondances en Tunisie à l'administration des postes et télégraphes, il est admis qu'on peut expédier par un exprès des lettres émanant d'une seule et même personne.

(Meyer et autres)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'en principe, le monopole du transport des correspondances est réservé par le décret beylical du 11 juin 1888 à l'administration des postes et télégraphes de la Régence ; — Attendu que l'espèce des correspondances saisies provenait de Nabeul à destination de Tunis ; que ces deux villes sont desservies par des bureaux de poste ; — Attendu qu'il est admis par exception qu'on peut expédier des lettres par un exprès autant que les lettres émanent d'une seule et même personne ; — Attendu qu'en fait, les inculpés Hayoun et Meyer Taïeb n'ont été trouvés porteurs que d'une seule lettre, et que dans ces conditions le délit de transport de correspondances privées n'est pas suffisamment caractérisé ; — Attendu, d'autre part, que si Isaac Haddad a été trouvé porteur de deux lettres, l'une n'est qu'une simple lettre de crédit demandant la remise d'une somme d'argent et l'autre une note de médicaments à délivrer adressée à un pharmacien de Tunis, laquelle pouvait motiver à cause de l'urgence l'envoi d'un exprès ; qu'en conséquence, le délit n'est pas suffisamment établi ; — Attendu, toutefois, que Khamous Temmami a été trouvé porteur de deux lettres privées émanant d'auteurs différents adressées à des destinataires différents et que c'est à bon droit que le délit contraventionnel est relevé contre lui ; — Attendu qu'il en est de même pour Koskas, trouvé porteur de quatre lettres dans les mêmes conditions ;

Par ces motifs : — Acquitte les nommés Meyer, Haddad et Hayoun ; — Déclare les nommés Khamous et Koskas coupables du délit ci-dessus spécifié.

MM. DUBOIS, *vice-prés.*; DUMAS, *subst.* — Mes SAADA, KHOUDJA et FITOUSSI, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

21 juin 1903

Mariage, Tunisie, musulmans algériens, preuve testimoniale, insuffisance, nécessité d'un acte devant notaires.

D'après la coutume tunisienne, le mariage est constaté par un acte passé devant notaires;

La preuve d'un mariage, ou de l'accord intervenu entre le fiancé et le père par lequel ce dernier donne sa fille en mariage moyennant une dot déterminée, ne saurait s'établir par témoins s'il n'est pas démontré que des raisons sérieuses ont pu empêcher que cet acte fut passé devant des notaires, alors surtout qu'il en existait dans la région habitée par les parties

(Tahar ben Miloud c. Taïeb ben Saïd)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, par acte passé le 3 décembre 1902 pardevant des notaires indigènes tunisiens, le sieur Taïeb ben Saïd a marié sa fille, la demoiselle Drifa, au sieur Ahmed ben Sayah ; — Attendu qu'il est stipulé dans ce contrat que la dot promise par le mari s'élève à la somme de 382 fr. 50 sur laquelle 185 fr. ont été payés comptant ; — Attendu que le sieur Tahar ben Ahmed ben Miloud prétend que le père de cette jeune fille la lui avait antérieurement donnée en mariage, que par conséquent l'acte mentionné ci-dessus est nul comme formé au mépris de ses droits ; — Attendu que, par exploit du 22 janvier 1903, il a assigné le sieur Taïeb ben Saïd, sa fille Drifa et le sieur Ahmed ben Sayah pour faire décider que cette jeune fille serait contrainte à le rejoindre et que son père et son second mari seraient tenus de lui payer une somme de 1,800 fr. à titre de dommages-intérêts ; —

Attendu que les parties sont des musulmans algériens sujets français et que leur statut personnel est régi par la loi musulmane ; — Attendu que le mariage contracté par le sieur Ahmed ben Sayah avec la demoiselle Drifa remplit toutes les conditions de validité exigées par cette loi ; — Attendu qu'il appartient au sieur Tahar ben Ahmed ben Miloud de démontrer l'existence du mariage antérieur dont il se prévaut ; — Attendu qu'il produit seulement un acte de notoriété dressé le 27 octobre 1902 et dans lequel un certain nombre de témoins attestent qu'à une époque qu'ils n'ont pas pu préciser et qui remonterait à environ quatre années en arrière, ils ont assisté à ce mariage qui aurait été conclu sans qu'aucun écrit en constatât la célébration ainsi que le versement de la dot ; — Attendu que, d'après la coutume musulmane algérienne, un pareil témoignage ne saurait prévaloir contre le contrat notarié qui établit le mariage de la demoiselle Drifa avec le sieur Ahmed Sayah ; — Attendu que la solution contraire exposerait les familles arabes aux troubles les plus profonds et choquerait à la fois la raison et l'humanité ; — Attendu, en effet, que rien n'est plus facile que de se procurer dans certains milieux indigènes des témoignages contraires à la vérité ; que les déclarations sur lesquelles s'appuie le sieur Tahar Ahmed ben Miloud n'ont pas été reçues sous la foi du serment, et que l'ancienneté même du fait dont elles certifient l'existence permet de douter de leur existence : — Attendu que si le prétendu mariage invoqué par le demandeur avait été réellement conclu, il n'aurait pas attendu un temps aussi long pour en réclamer l'exécution ; — Attendu enfin qu'il est d'usage en Tunisie chez les musulmans de constater les mariages par écrit lorsqu'on se trouve dans une localité où il existe des notaires ; — Attendu que tel est le cas en l'espèce ; que toutes les parties sont domiciliées dans la ville de Téboursouk où résident plusieurs notaires indigènes ; — Attendu que le sieur Tahar ben Miloud ben Ahmed n'explique pas le motif pour lequel il aurait dérogé à cet usage, alors surtout qu'il soutient avoir promis de payer une dot de 500 fr. qui représente une somme considérable, eu égard à la condition des parties ;

Par ces motifs : — Déclare Tahar ben Ahmed ben Miloud mal fondé dans sa demande ; — L'en déboute.

MM. FABRY, *prés.* ; DUMAS, *subst.* ; Mes DASCONAGUÈRRE et UZANNAZ-JORIS, *av.*

LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS, ETC.

1er avril 1902. — Décret relatif à la création des compagnies des oasis sahariennes.

Vu la loi du 30 mars 1902, portant organisation de troupes sahariennes ; — Vu le décret du 23 août 1898, modifié par le décret du 27 juin 1901, relatif aux attributions du gouverneur général de l'Algérie ; — Sur le rapport du ministre ds la guerre et du président du conseil, ministre de l'intérieur (1) ;

Art. 1er. — Il est formé dans le Gourara, le Touat et le Tidikelt trois compagnies indigènes spécialement chargées de l'occupation et de la défense

---

(1) RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Monsieur le président, — La loi de finances du 30 mars 1902 contient des dispositions portant organisation nouvelle des troupes sahariennes.

Le but de cette nouvelle organisation est de remplacer les troupes sahariennes actuelles, qui seront licenciées dans un délai de six mois, par des troupes indigènes recrutées dans le Sahara même et pouvant, grâce à leur origine, s'entretenir et se nourrir sur place au moyen des ressources du pays, ce qui supprimerait en grande partie les transports si onéreux que les convois de ravitaillement nous imposent.

La loi prescrit que les corps de troupes sahariens, dont la formation sera reconnue nécessaire seront organisés par décrets, et il s'agit de procéder le plus tôt possible à la création d'une troupe spéciale pour réduire à un minimum acceptable les conséquences budgétaires de l'occupation des groupes d'oasis constitués par le Gourara, le Touat et le Tidikelt.

Nous avons l'honneur, en conséquence, de soumettre à votre approbation le présent décret qui permet, dans la limite des crédits accordés par le Parlement, de substituer à toutes les troupes européennes qui occupent ces groupes d'oasis trois compagnies mixtes de toutes armes ne contenant, comme Français, que les cadres strictement indispensables.

dè ces groupes d'oasis. — Ces compagnies portent le nom de « compagnies des oasis sahariennes » et comprennent chacune, outre l'infanterie, un peloton de cavalerie, un peloton de meharistes, une section d'artillerie et un équipage de transport. — Elles ont la composition indiquée par le tableau A ci-annexé.

Art. 2. — Les compagnies des oasis sahariennes sont utilisées et réparties par le général commandant le 19e corps d'armée, sous la haute autorité du gouverneur général de l'Algérie qui rend compte au ministre. — Ces compagnies ne peuvent être employées en dehors de la région des oasis sahariennes, sauf dans les cas exceptionnels et d'après les instructions du général commandant le 19e corps d'armée données en conformité des décisions prises par le gouverneur général de l'Algérie, dûment autorisé par le ministre de la guerre, d'accord avec le ministre de l'intérieur.

Art. 3. — Les compagnies des oasis sahariennes relèvent hiérarchiquement du général commandant le 19e corps, qui a dans ses attributions le commandement et l'administration de ces compagnies comme de toutes les autres troupes de son corps d'armée. Les dispositions générales des lois militaires leur sont applicables.

Art. 4. — En principe, il est affecté une compagnie à chacun des groupes d'oasis du Gourara, du Touat et du Tidikelt. Toutefois, des éléments d'une compagnie pourront être détachés dans une autre compagnie pour la renforcer. — Chaque compagnie est commandée par le capitaine du service des affaires indigènes chargé de l'administration du groupe d'oasis. Cet officier est secondé par des lieutenants du même service qui lui sont adjoints et dont l'ancienneté dans le grade primera l'ancienneté de fonctions. Les adjoints sont, d'ailleurs, choisis autant que possible de telle sorte que leur ancienneté de grade et de fonctions soient en concordance.

Art. 5. — Les compagnies des oasis sahariennes sont placées sous les ordres directs du commandant militaire supérieur des oasis sahariennes du grade de chef de bataillon, lieutenant-colonel ou colonel, qui a, vis-à-vis de ces compagnies, les attributions d'un chef de corps.

Art. 6. — Cet officier supérieur et tous les officiers des compagnies des oasis sahariennes sont désignés par le ministre de la guerre, sur les propositions du gouverneur général de l'Algérie qui lui fera connaître, pour chaque candidat, l'avis du général commandant le 19e corps d'armée, préalablement consulté. — Le temps passé par les officiers des affaires indigènes dans les compagnies des oasis sahariennes sera déduit des deux années de commandement effectif de troupe qu'ils doivent exercer.

Les indigènes seront incorporés par voie d'engagements et de rengagements d'une durée de deux ans. Ils continueront à vivre de leurs mœurs habituelles, groupés avec leurs familles autour des centres principaux, et ils pourront, tout en assurant leur service militaire, s'occuper de culture et faire paître leurs troupeaux. — Les cadres français (sous-officiers, caporaux, brigadiers et soldats) recevront une solde et des indemnités spéciales exclusives de toute allocation en nature. — Il en sera de même pour les officiers, qui appartiendront au service des affaires indigènes et seront chargés à la fois de commander les troupes et d'administrer le pays. — On pourra ainsi supprimer, en temps normal, toute distribution de vivres, de fourrages, de harnachements ou d'effets d'habillement et de petit équipement. — Enfin chaque compagnie sera dotée d'un équipage de chameaux, grâce auquel elle pourra effectuer elle-même le transport de ses approvisionnements, quand elle devra parcourir le pays et se porter rapidement sur tel ou tel point menacé. — Si vous approuvez ces dispositions, qui sont de nature à réduire le plus possible les dépenses de l'Extrême-Sud, nous avons l'honneur de vous prier de vouloir bien revêtir de votre signature le présent décret.

Art. 7. — Les hommes de troupe français, gradés compris, se recrutent dans les corps de troupes de toutes armes stationnés en Algérie. — Les hommes de troupe indigènes, gradés compris, se recrutent parmi les indigènes originaires des régions sahariennes, et, à défaut de ressources, parmi les volontaires des régiments indigènes ou parmi les indigènes des hauts plateaux. — Pour la première formation, les hommes de troupe, gradés compris, français et indigènes, sont pris d'abord dans le bataillon de tirailleurs sahariens et dans l'escadron de spahis sahariens, qui doivent être licenciés.

Art. 8. — La solde et les indemnités spéciales dues aux officiers et à la troupe (français et indigènes) sont déterminées par le tableau B ci-annexé. Elles sont exclusives de toute allocation en nature. — Les officiers doivent subvenir eux-mêmes à la nourriture des chevaux dont ils sont détenteurs. — Les hommes de troupe, français et indigènes, gradés compris, se montent, se pourvoient d'effets d'habillement et de petit équipement et se nourrissent à leurs frais en même temps qu'ils subviennent à la nourriture, à l'entretien et au harnachement de leurs montures. Il n'est fait, en temps normal, aucune distribution de vivres, de fourrages, de harnachements ou d'effets d'habillement et de petit équipement quelconques. — Les armes, les objets de grand équipement et les médicaments sont seuls fournis par les soins de l'administration de la guerre.

Art. 9. — Les hommes de troupe indigènes des compagnies des oasis sahariennes pourvoient eux-mêmes à leur logement. En dehors du service, ils vivent, comme ils l'entendent, avec leur famille et sont exempts des impôts auxquels sont soumis les indigènes des tribus. Toutefois cette exception ne s'applique qu'aux terres, troupeaux et animaux qui sont leur propriété personnelle.

Art. 10. — Les sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats français des compagnies des oasis sahariennes sont autorisés à contracter, au titre de ces compagnies, des rengagements de un, deux, trois et cinq ans donnant droit aux hautes payes et aux indemnités de rengagement spécifiées dans les tarifs n° 1 et n° 2 ci-annexés. — Les indigènes sont autorisés à contracter des engagements et rengagements au titre des compagnies des oasis sahariennes, d'une durée de deux années. Leur solde s'augmente tous les deux ans et les services antérieurs dans les tirailleurs ou les spahis sahariens sont décomptés pour cette augmentation progressive de la solde. — Pour les militaires français, il n'est apporté aucune modification aux copditions générales d'admission à la retraite et au taux de la pension. Pour eux, chaque année passée dans la région saharienne est comptée comme campagne double. — Pour les indigènes, les conditions d'admission à la retraite et les taux de pension sont les mêmes que pour les tirailleurs ou spahis algériens indigènes. Chaque année de service dans la région saharienne compte pour une campagne simple.

Art. 11. — Des instructions ministérielles détermineront tous les détails d'organisation des compagnies des oasis sahariennes.

Art. 12. — Le ministre de la guerre fixera les dates de la formation des compagnies des oasis sahariennes et du licenciement du bataillon de tirailleurs sahariens et de l'escadron de spahis sahariens.

Art. 13. — Le décret du 9 décembre 1894 et la décision présidentielle du 28 juin 1900 concernant l'organisation des bataillons de tirailleurs sahariens et des escadrons de spahis sahariens, ainsi que les dispositions arrêtées pour leur application sont abrogés.

Tableau A. (Annexé au décret du 1er avril 1902)

Composition de l'état-major, de la section hors rang, et des compagnies sahariennes.

COMPOSITION	FRANÇAIS	INDIGÈNES	CHEVAUX	MEHARA	CHAMEAUX	MULETS
ÉTAT-MAJOR						
Commandant militaire supérieur	1	»	2	»	»	»
Lieutenant adjoint	1	»	2	»	»	»
Totaux	2	»	4	»	»	»
SECTION HORS RANG						
Secrétaires (*p*)	2	»	»	»	»	»
UNE COMPAGNIE						
Officiers						
Capitaine	1	»	2	»	»	»
Lieutenants adjoints (*a*)	4	»	8	»	»	»
Médecin aide-major	1	»	1	»	»	»
Totaux pour les officiers	6	»	11	»	»	»
Troupe						
Adjudant (*b*)	1	»	1	»	»	»
Sergent-major (*c*)	1	»	»	»	»	»
Sergents (*d*)	5	4	»	»	»	»
Maréchaux-des-logis	(*e*) 4	(*f*) 2	4	(*g*) 4	»	»
Caporal clairon	»	1	»	»	»	»
Caporal fourrier	1	»	»	»	»	»
Caporaux (*h*)	9	8	»	»	»	»
Brigadiers	(*i*) 2	(*k*) 5	5	4	»	»
Canonniers	(*l*) 4	»	»	»	»	»
Clairons	»	2	»	»	»	»
Elèves clairons	»	2	»	»	»	»
Trompettes	»	(*m*) 2	1	2	»	»
Elèves Trompettes	»	(*m*) 2	1	2	»	»
Ouvrier armurier	(*n*) 1	»	»	»	»	»
Infirmier	1	»	»	»	»	»
Ouvriers (*o*)	5	»	»	»	»	»
Secrétaires (*p*)	2	»	»	»	»	»
Fantassins dans le rang	»	(*q*) 232	»	»	»	»
Cavaliers dans le rang	»	20	20	»	»	»
Meharistes dans le rang (*r*)	»	20	»	40	»	»
Equipages de transport	»	»	»	»	(*s*) 100	(*t*) 6
Totaux pour la troupe	36	300	32	52	100	6
DEUX AUTRES COMPAGNIES						
Officiers	12	»	22	»	»	»
Troupe	75	600	64	104	200	12
Total général — Officiers	20	»	37	»	»	»
Total général — Troupe	110	900	96	126	200	18

(*a*) Les 4 lieutenants adjoints appartiennent autant que possible : 2 à l'infanterie, 1 à la cavalerie ; l'un d'eux fait fonctions d'officier de détail.

(*b*) Adjudant d'artillerie.

(*c*) Tient la comptabilité de toute la compagnie.

(*d*) 1 sergent par demi-section et 1 sergent français supplémentaire.

(*e*) 3 maréchaux des logis de cavalerie, dont 1 maréchal des logis-fourrier, 1 maréchal des logis d'artillerie apte à remplir les fonctions de sous-chef artificier.

(*f*) 1 pour le peloton de cavaliers, l'autre pour le peloton de méharistes.

(*g*) 1 maréchal des logis français et 1 maréchal des logis indigène sont montés à mehara.

(*h*) 1 caporal par escouade et 1 caporal français supplémentaire.

(*i*) 2 brigadiers d'artillerie, par pièce.

(*k*) 1 brigadier pour la section d'artillerie.
2 brigadiers pour le peloton de cavalerie.
2 brigadiers pour le peloton de méharistes,

(*l*) 1 pointeur et 1 artificier par pièce.

(*m*) 1 pour le peloton de cavaliers.
1 pour le peloton des méharistss.

(*n*) Peut être caporal armurier et entretient ou répare l'armement sous la surveillance du maréchal des logis d'artillerie sous-chef artificier.

(*o*) Le choix des professions à exercer par ces hommes est laissé à la disposition des commandants de compagnie, mais 1 des ouvriers doit être maréchal ferrant.

(*p*) En remplacement des secrétaires d'état-major du service des affaires indigènes.

(*q*) Y compris 14 hommes affectés à l'artillerie (service de 2 pièces, conduite des mulets).

(*r*) Chaque méhariste a 2 mehara.

(*s*) Un chameau peut être remplacé par 3 ânes, notamment pour le transport des munitions sur la ligne de feux.

(*t*) Les mulets servent pour le transport de 2 pièces de 80 (2 mulets de pièce, 2 mulets d'affût, 2 mulets de roues).

RÉCAPITULATION PAR COMPAGNIE

Officiers	6
Gradés et soldats français	36
Gradés et fantassins indigènes	235
Gradés et cavaliers indigènes	25
Gradés et méharistes indigènes	25
Gradés et artilleurs indigènes	15
Chevaux	43
Mehara	52
Chameaux	100
Mulets	6

Tableau B et Tarifs nos 1 et 2

(Annexés au décret du 1er avril 1902)

Tarifs de solde, accessoires et indemnités diverses alloués aux officiers, sous-officiers, caporaux, brigadiers et soldats des compagnies des oasis sahariennes.

GRADES	INDEMNITÉ d'entrée en campagne	SOLDE journalière	INDEMNITÉ JOURNALIÈRE : spéciale p. frais divers y compris les frais p. nourrit. de chevaux	INDEMNITÉ JOURNALIÈRE : pour frais de service ou de bureau	INDEMNITÉ JOURNALIÈRE : pour achat nourriture et entretien d'un cheval et du harnachement	INDEMNITÉ JOURNALIÈRE : p. achat et entret. de deux mehara et du harnachem.	HAUTES PAYES et primes de rengagement
Officiers (a)							
Commandant militaire supérieur.	1 mois de solde afférent au grade	(*b*) Fixée par le tarif d'solde avec l'indemn. de rassemblement n° 1.	7 »	5 »	»	»	Fixées par les tarifs n° 1 et n° 2 ci-après.
Officiers subalternes			5 »	»	»	»	
Sous-officiers, caporaux, brigadiers et soldats français							
Adjudant	(*b*) 90 »	(*c*) 6 10	»	»	(*c*) 1 70	(*c*) »	
Sergent-major	»	4 80	»	»	»	»	
Sergent	»	4 50	»	»	»	»	
Maréchal des logis à cheval	»	4 50	»	»	1 70	»	
Maréchal des logis à mehara	»	4 50	»	»	»	1 »	
Caporal fourrier	»	4 10	»	»	»	»	
Caporal	»	4 »	»	»	»	»	
Brigadier	»	4 »	»	»	1 70	»	
Soldat	»	3 25	»	»	»	»	
Sous-officiers, caporaux, brigadiers et soldats indigènes							
Sergent	»	(*c*) 3 80	»	»	(*c*) »	(*c*) »	La solde des sous-off., capor., brig. et sold. ind. s'augmente tous les deux ans de 5 fr. p. mois.
Maréchal des logis à cheval	»	3 80	»	»	1 70	»	
Maréchal des logis à mehara	»	3 80	»	»	»	1 »	
Caporal	»	3 30	»	»	»	»	
Brigadier à cheval	»	3 30	»	»	1 70	»	
Brigadier à mehara	»	3 30	»	»	»	1 »	
Fantassin et artilleur	»	3 »	»	»	»	»	
Cavalier à cheval	»	3 »	»	»	1 70	»	
Cavalier à mehara	»	3 »	»	»	»	1 »	

(*a*) Il n'est pas tenu compte des indemnités diverses allouées aux officiers au titre du service des affaires indigènes. Ces indemnités viennent s'ajouter aux allocations figurant dans ce tableau.

(*b*) Les indemnités d'entrée en campagne des officiers et de l'adjudant sont renouvelées dans les conditions prévues par le décret du 29 mai 1890 pour les indemnités allouées aux officiers faisant partie des colonnes expéditionnaires en Algérie et en Tunisie.

(c) Au moyen des allocations portées dans ce tableau, les militaires des compagnies de oasis sahariennes doivent se nourrir, se pourvoir de leurs effets d'habillement et de petit équipement, subvenir à tous les frais d'achat, de nourriture, d'entretien et de harnachement de leurs montures,

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

Les indigènes jouissent pendant la durée de leur service de l'exemption d'impôt prévue à l'art. 9 du décret.

Les officiers ont droit à la remonte et à l'indemnité de monture. Ceux qui sont logés dans les bâtiments militaires ne subissent pas la retenue de logement.

Les militaires des compagnies des oasis sahariennes placés en subsistance dans un autre corps conservent la solde fixée par le présent tableau.

Les Français et indigènes montés doivent être, en tout temps, pourvus, suivant le cas, d'un cheval ou de deux mehara à leurs frais.

La solde d'absence des sous-officiers français rengagés ou commissionnés est la suivante : adjudant, 3 fr. 05 cent. ; sergent-major, 2 fr. 40 cent. ; sergent ou maréchal des logis, 2 fr. 25 cent.

En cas d'absence des hommes de troupe, gradés compris, Français et indigènes, les indemnités pour achat et entretien de monture sont perçues et gérées par le commandant de la compagnie au lieu et place de l'intéressé.

Masse de transport. — Première mise, 25,000 fr. pour un équipage de cent chameaux et de six mulets. — Prime mensuelle de 400 fr. L'équipage de transport doit toujours être tenu au complet.

TARIF N° 1 *(Pour les Français seulement)*

CATÉGORIES	HAUTES PAYES MENSUELLES		
	1re haute paye pendant les cinq premières années de rengagement	2e haute paye de cinq à dix ans de rengagement	3e haute paye après dix ans de rengagement
Sous-officiers rengagés ou commissionnés de tous grades	24 fr.	36 fr.	48 fr.

CATÉGORIES	HAUTES PAYES JOURNALIÈRES	
	1re haute paye après trois ans de service	2e haute paye après six ans de service
Caporaux ou brigadiers rengagés ou commissionnés	0 fr. 60	1 fr.
Soldats rengagés ou commissionnés	0 fr. 60	1 fr.

TARIF N° 2. — *Indemnités de rengagements. — Premières mises ; primes ; gratifications annuelles (Pour les Français seulement)*

CATÉGORIES	PREMIÈRE MISE D'ENTRETIEN payable au moment du rengagement						PRIMES de rengagement applicables à un rengagement			GRATIFICATION annuelle
	Avant 5 ans de rengagement			Après 5 ans de rengagement						
	pour 2 ans	pour 3 ans	pour 5 ans	pour 2 ans	pour 3 ans	pour 5 ans	de 2 ans	de 3 ans	de 5 ans	
Sous-officiers rengagés	480 f.	720 f.	1.200	400 f.	600 f.	1.000	600 f.	900 f.	2.000	250

CATÉGORIES	PRIMES DE RENGAGEMENT PAYABLES LE JOUR DE LA SIGNATURE DE L'ACTE			
	Pour un rengagement de 1 an	Pour un rengagement de 2 ans	Pour un rengagement de 3 ans	Pour un rengagement de 5 ans
Caporaux et soldats rengagés.	100 fr.	200 fr.	300 fr.	600 fr.

3 avril 1902. — Instruction du min. de la guerre pour l'application du décret du 1er avril 1902 portant création des compagnies des oasis sahariennes.

RECRUTEMENT DES FRANÇAIS

Art. 1er. — Les sous-officiers, caporaux, brigadiers et soldats français des compagnies des oasis sahariennes se recrutent parmi les volontaires des corps de troupe de toutes armes stationnés en Afrique. Il n'est fait de désignation d'office qu'à défaut de volontaires. — Les militaires proposés pour passer dans les compagnies des oasis sahariennes devront avoir au moins six mois de présence sous les drapeaux et vingt et un ans révolus, et justifier d'une aptitude physique spéciale. — Le général commandant le 19e corps d'armée donnera les instructions nécessaires pour la constitution des dossiers des militaires proposés pour passer dans les compagnies des oasis sahariennes. Il sera fait une mention spéciale de ceux qui possèderaient des notions de langue arabe. — Toutes les mutations nécessaires seront prononcées par le général commandant le 19e corps d'armée. — Lorsque les compagnies des oasis sahariennes auront été constituées, les vacances qui se produiront dans les cadres français seront comblées de préférence par des militaires pris dans ces compagnies qui contracteront des rengagements dans les conditions spécifiées à l'art. 10 du décret du 1er avril 1902.

Art. 2. — La rétrogadation et la cassation des gradés français a lieu dans les mêmes conditions que dans les régiments indigènes. Les militaires qui ont encouru la cassation sont renvoyés comme soldats dans l'un des corps de leur arme.

RECRUTEMENT DES INDIGÈNES

Art. 3. — Les cadres et hommes de troupe indigènes se recrutent au moyen d'engagements volontaires et de rengagements dans les conditions spécifiées à l'art. 10 du décret du 1er avril 1902 : — *a)* Parmi les hommes originaires des régions sahariennes ou des hauts plateaux qui contractent un engagement de deux ans au titre des compagnies des oasis sahariennes ; — *b)* A défaut de ressources, parmi les volontaires des régiments indigènes. — Lorsque les compagnies des oasis sahariennes seront constituées, les vacances qui se produiront dans les cadres indigènes seront comblées, de préférence, par des militaires des compagnies. — Le général commandant le 19e corps d'armée prononcera les mutations nécessaires.

Art. 4. — Les engagements et rengagements des indigènes, au titre des compagnies des oasis sahariennes, ont lieu dans la forme prescrite pour les régiments indigènes et sont reçus par une commission composée de deux officiers du corps et d'un fonctionnaire de l'intendance militaire ou de son suppléant légal.

Art. 5. — Les gradés indigènes sont nommés, cassés ou rétrogradés d'après les règles appliquées dans les régiments indigènes.

SOLDES ET ACCESSOIRES

Art. 6. — Les Français et les indigènes des compagnies des oasis sahariennes reçoivent la solde et les indemnités diverses déterminées par le tableau B annexé au décret du 1er avril 1902. — Au moyen de ces allocations, les militaires français et indigènes, doivent pourvoir à leurs besoins de toute nature, ainsi qu'à l'achat et à l'entretien de leurs montures et de leur harnachement. En principe, les militaires français sont seuls logés dans les bâtiments de l'État. — La solde des indigènes est exclusive de toute haute paye et de toute prime d'engagement ou de rengagement. Elle s'augmente

d'une somme fixe après chaque période de deux années. — Les compagnies des oasis sahariennes sont administrées par les officiers commandants dans les conditions prévues par l'art. 87 du décret du 14 janvier 1889 pour les corps n'ayant pas de conseil d'administration. — Elles sont rattachées à la direction de l'infanterie au ministère de la guerre. Toutefois les officiers qui appartiennent tous au service des affaires indigènes sont administrés par la section d'Afrique (état-major de l'armée).

AVANTAGES SPÉCIAUX

Art. 7. — Les officiers, sous-officiers, caporaux, brigadiers et soldats français ont droit, après une période de deux ans de séjour dans les compagnies des oasis sahariennes et ensuite, tous les deux ans, à un congé de trois mois, non compris l'aller et le retour. — Pendant toute la durée de ces congés, y compris l'aller et le retour, il leur est alloué la solde de présence fixée au tableau B annexé au décret du 1er avril 1902. Les indemnités pour achat et entretien de monture sont perçues et gérées par le commandant de compagnie au lieu et place de l'intéressé. — La durée des congés ci-dessus spécifiés peut être prolongée en cas de maladie constatée. — Les congés de convalescence accordés pour cause de maladie aux militaires français des compagnies des oasis sahariennes donnent droit, pendant trois mois, à la solde de présence. Passé ce délai, les sous-officiers français rengagés ou commissionnés n'ont droit qu'à la solde d'absence ; les autres hommes de troupe n'ont pas droit à aucune solde. — Mais quelle que soit la durée de l'absence, les indemnités pour achat et entretien de monture continuent à être perçues et gérées par le commandant de la compagnie au lieu et place de l'intéressé. — Les sous-officiers rengagés ou commissionnés, seuls, perçoivent la solde d'absence pendant la durée des congés et permissions qu'ils peuvent obtenir en dehors des conditions ci-dessus spécifiées. — Toute année passée dans les régions sahariennes est comptée comme campagne double pour tous les militaires français.

Art. 8. — Après un séjour de quatre ans dans les régions sahariennes, les officiers ont le droit de demander à quitter les compagnies des oasis sahariennes. Ils touchent, dans ce cas, les indemnités accordées pour les changements d'office. — Les sous-officiers, caporaux, brigadiers et soldats français rengagés peuvent être replacés dans un corps de troupes de leur arme, stationné en France ou en Afrique, avant l'expiration de leur période de rengagement, si leur état de santé dûment constaté ne leur permet pas de rester dans les régions sahariennes. — Le ministre statue à l'égard de ceux qui, se trouvant dans cette situation, ont demandé à être replacés dans un corps de France. Le général commandant le 19e corps d'armée statue, dans les mêmes conditions, à l'égard de ceux qui ont demandé à être replacés dans un corps d'Afrique. — Ces militaires ont droit, lors de leur changement de corps, à l'indemnité de route et, s'il y a lieu, au passage gratuit. — Les militaires passant d'un corps d'Afrique dans une compagnie des oasis sahariennes ont également droit à l'indemnité de route. — Les adjudants qui passent dans les compagnies des oasis sahariennes ou qui quittent ces compagnies pour raison de santé, ont droit aux indemnités accordées pour les changements d'office. — Les rengagés qui, pour raison de santé, seront replacés dans un corps de France ou d'Afrique avant l'expiration de leur rengagement, recevront la part proportionnelle de la gratification annuelle et de la prime de rengagement afférente au temps qu'ils auraient passé dans les compagnies des oasis sahariennes. A partir du moment où ils auront rejoint leur nouveau corps ils seront assimilés, au point de vue des gratifications, des primes de rengagement et des hautes payes, aux rengagés des corps de l'intérieur.

Art. 9. — Les cadres indigènes qui, par exception, ne seraient pas origi-

naires des régions sahariennes ont droit, après une première période de quatre années de séjour dans les régions sahariennes et, ensuite tous les trois ans, à un congé de quatre mois, y compris l'aller et le retour. — Pendant toute la durée de ces congés, y compris l'aller et le retour, il leur est alloué la solde de présence. — Il peut également être accordé aux indigènes (cadres et soldats) des congés de convalescence pour cause de maladie dûment constatée, qui donnent droit, pendant trois mois, à la solde de présence. — Les indemnités pour achat et entretien de monture sont perçues et gérées par le commandant de la compagnie, au lieu et place de l'intéressé, dans tous les cas d'absence. — Toute année passée dans les régions sahariennes compte comme campagne simple pour les indigènes.

HABILLEMENT, ÉQUIPEMENT, HARNACHEMENT, ARMEMENT

Art. 10. — La tenue des officiers est celle de leur arme. La tenue de la troupe est celle des tirailleurs sahariens pour les hommes à pied et celle des spahis sahariens pour les hommes à cheval ou à mehari. — L'achat, l'entretien et le remplacement des objets d'habillement et de harnachement sont à la charge des militaires français et indigènes des compagnies des oasis sahariennes dont la solde a été fixée en conséquence. Il ne sera perçu aucune prime au titre du budget de l'habillement ni de celui du harnachement. — Les armes, munitions et objets de grand équipement sont fournis par les soins de l'administration de la guerre. — Les adjudants et sergents-majors sont armés du sabre d'adjudant et du revolver modèle 1892. — Les sous-officiers montés sont armés du sabre de cavalerie légère modèle 1822 et du revolver modèle 1892. — Tous les autres hommes de troupe (hommes à pied, cavaliers, meharistes) sont armés de la carabine de gendarmerie (modèle 1890) munie de son épée baïonnette. — En outre, les cavaliers et les meharistes sont armés du sabre de cavalerie légère modèle 1822. — L'entretien et les réparations de l'armement sont assurés dans chaque compagnie par l'ouvrier armurier sous la surveillance du maréchal des logis d'artillerie sous-chef artificier. Les armes que les ouvriers armuriers des compagnies ne peuvent réparer sur place sont versées à l'artillerie si elles sont hors d'état d'être réparées. — La majoration, fixée par l'art. 47 du règlement du 30 août 1884 sur le service de l'armement, est portée à un dixième en raison de l'éloignement des compagnies. — Pour le transport des armes à dos de chameaux on fait usage de caisses organisées de manière à contenir autant que possible neuf carabines avec baïonnette ou douze sabres de cavalerie légère, modèle 1822.

MONTURES, ÉQUIPAGES DE TRANSPORT

Art. 11. — Les gradés et hommes montés, français et indigènes, fournissent eux-mêmes les montures dont ils doivent être constamment pourvus d'après le tableau A annexé au décret du 1er avril 1902 (un cheval ou deux mehara, suivant le cas). — L'achat et l'entretien de ces montures sont assurés au moyen de l'indemnité spéciale fixée par le tableau B annexé au décret du 1er avril 1902. — Une avance peut être faite aux gradés français, pour leur permettre de se pourvoir des montures nécessaires, sur les fonds de la masse de l'équipage de transport visée à l'art. 12 ci-après. Cette avance est remboursée au moyen d'une retenue mensuelle sur la solde.

Art. 12. — Le matériel (y compris les harnachements de bât) des trois sections de 80 de montagne, qui existent actuellement dans l'extrême-sud, est réparti entre les trois compagnies nouvellement créées. — En principe, l'artillerie d'une compagnie comprendra une section mixte formée avec une

pièce de 80 et un hotchkiss; mais le personnel de cette section pourra, suivant les besoins, utiliser les deux pièces de 80 dont il dispose. — Il est formé, dans chaque compagnie, un équipage de transport de 6 mulets et de 100 chameaux pour lui permettre d'effectuer le transport de son artillerie (mulets), de ses munitions, de ses vivres et de ses bagages. — Les mulets sont fournis gratuitement par l'Etat. — Les chameaux sont achetés dans le pays par le commandant de la compagnie ; trois ânes peuvent remplacer un chameau. — Il est créé, dans chaque compagnie, une masse de transport alimentée par une première mise de 25,000 fr. et par une prime mensuelle de 400 fr. — Cette masse est destinée à l'achat et à l'entretien de l'équipage de chameaux et à la nourriture des mulets fournis par l'État. — L'équipage de transport doit toujours être tenu au complet.

SERVICE MÉDICAL

Art. 13. — Ce service sera organisé dans chaque compagnie d'après le instructions que le général commandant le 19e corps d'armée donnera à ce sujet et au moyen du personnel fixé par le tableau A du décret du 1er avril 1902. — Le matériel et les médicaments seront fournis par les soins du service de santé du 19e corps d'armée.

APPROVISIONNEMENTS

Art. 14. — Les militaires français et indigènes des compagnies des oasis sahariennes devant s'entretenir à leurs frais, il n'est fait, en temps normal, aucune distribution de vivres. — Toutefois, en vue de parer aux circonstances imprévues, il est créé, à la portion centrale de chaque compagnie, un approvisionnement de réserve comprenant deux mois de vivres pour l'effectif total de la compagnie en hommes, chevaux et mulets. Cet approvisionnement est constitué en vivres de première nécessité, tels que : farine, orge, blé, riz, sel, thé, café, viande de conserve. Il sera consommé et renouvelé comme les approvisionnements de guerre constitués dans les places, au moyen de distributions faites aux Français à titre remboursable. Les transports nécessaires, tant pour la constitution que pour le renouvellement des approvisionnements de réserve, seront faits au moyen des équipages de transport des compagnies, mais seulement au sud d'El-Goléa, de Géryville ou du point terminus du chemin de fer du sud oranais. — Au nord de ces points, les transports seront effectués par les soins et aux frais de l'administration de la guerre.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 15. — Lors de la formation des compagnies des oasis sahariennes, les cadres-troupe et les soldats français et indigènes seront pris d'abord dans le bataillon de tirailleurs sahariens et dans l'escadron de spahis sahariens qui doivent être licenciés comme il est dit à l'art. 7 du décret du 1er avril 1902. — Les officiers de tirailleurs et de spahis sahariens rentreront dans leur arme d'origine, à moins qu'ils ne soient l'objet de propositions pour être affectés aux compagnies des oasis sahariennes dans les conditions fixées par les art. 4 et 6 du décret du 1er avril 1902. — Les Français qui ne demanderont pas à entrer dans les compagnies des oasis sahariennes ou qui ne pourront y trouver place seront replacés dans un corps de troupes stationné en Afrique. Ils seront traités, au point de vue des gratifications annuelles, primes de rengagement et hautes payes, ainsi qu'il est dit au septième alinéa de l'art. 8 de la présente instruction pou les rengagés qui quitteront les compagnies

des oasis sahariennes pour raison de santé. — Les gradés indigènes des bataillons de tirailleurs sahariens et de l'escadron de spahis sahariens qui se trouveront en surnombre du chiffre de gradés indigènes nécessaires dans les compagnies des oasis sahariennes seront versés dans les régiments indigènes, à moins qu'ils ne consentent à servir dans ces compagnies en rendant leurs galons. — Les mutations nécessaires seront prononcées par le général commandant le 19e corps d'armée.

Art. 16. — Les militaires des compagnies des oasis sahariennes, provenant des tirailleurs et spahis sahariens, pourront conserver l'habillement, l'équipement, le harnachement dont ils ont été pourvus par les soins de l'administration de la guerre. Il sera établi une estimation de ces différents objets et le remboursement en sera fait à l'État soit immédiatement par l'intéressé, soit au moyen d'une retenue mensuelle sur la solde. - Il sera procédé de la même façon pour les mehara appartenant à l'État, qui serviront à remonter les hommes de troupe des compagnies des oasis sahariennes. — Les chameaux, bâts, cordes, etc., acquis au moyen des masses de transport des deux compagnies de tirailleurs sahariens, seront utilisés pour les équipages de transport des compagnies des oasis sahariennes. Leur valeur sera déduite des premières mises des masses de transport de ces dernières compagnies. Le licenciement des compagnies de tirailleurs sahariens et de l'escadron de saphis sahariens donnera lieu à une liquidation régulière pour les fonds et pour les approvisionnements de toute nature qui existeront dans ces unités au jour du licenciement. — Les fonds disponibles pourront être remis aux compagnies des oasis sahariennes sous les garanties d'usage. — Les approvisionnements seront pris en charge par les unités nouvellement créées. — Les archives seront remises au commandant militaire supérieur des oasis sahariennes qui les fera parvenir à la subdivision d'où dépendent les oasis.

29 mai 1902. — Arrêté du min. des finances portant fixation des circonscriptions des deux paieries principales de Bône et de Constantine.

Les circonscriptions des deux paieries principales prévues par l'art. 1er du décret du 16 janvier 1902 dans le département de Constantine sont fixées ainsi qu'il suit :

Paierie principale de Bône : paierie particulière de Guelma.

Paierie principale de Constantine : paieries particulières de Batna, Biskra, Bougie, Philippeville, Sétif.

28 juillet 1902. — Arrêté du gouv. gén. relatif à la présentation des valeurs à recouvrer par l'administration des postes.

A partir du 1er septembre 1902, les valeurs à recouvrer ne seront présentées en Algérie qu'une fois seulement, lorsque le domicile du débiteur se trouvera dans la partie agglomérée de la localité siège d'un bureau de poste participant au service des recouvrements. — Seuls les effets, non protestables, à recouvrer en dehors de l'agglomération principale, qui seront rapportés par les facteurs avec la mention « débiteur absent » continueront à être représentés à domicile à la distribution du lendemain. — Les disposi-

tions contraires contenues dans l'arrêté ministériel du 12 mai 1895 sont abrogées en ce qui concerne l'Algérie.

6 septembre 1902. — Décret complétant le décret du 14 juin 1894, relatif à la médaille douanière.

Sur la proposition du ministre des finances,

Art. 1er. — L'article 1er du décret du 14 juin 1894, instituant la médaille douanière, est complété ainsi qu'il suit :

« Peuvent aussi obtenir la médaille douanière les cavaliers indigènes des douanes de l'Algérie qui se sont signalés par des actes exceptionnels de courage dans l'exercice de leurs fonctions. »

12 septembre 1902. — Décret relatif à la médaille coloniale et concédant cette distinction honorifique aux militaires européens et indigènes et aux goumiers qui ont pris part à des opérations dans le sud algérien et dans l'Afrique occidentale.

Vu l'art. 75 de la loi de finances du 26 juillet 1893, instituant une médaille coloniale ; — Vu l'art. 77 de la loi de finances du 13 avril 1898 relatif à cette médaille ; — Vu le décret du 30 novembre 1901, ouvrant des droits à ladite médaille ; — Sur le rapport du ministre de la guerre (1) ;

Art. 1er. — Le droit à l'obtention de la médaille coloniale avec l'agrafe « Sahara » est acquis aux militaires européens et indigènes et aux goumiers qui ont pris part, d'une manière effective, aux opérations suivantes : — 1° Reconnaissance effectuée par le capitaine Marignac dans la vallée de la Zousfana, en octobre 1891 ; — 2° Reconnaissance dirigée aux abords de Figuig par le commandant Defforges, en mars 1892 ; — 3° Personnel ayant pris part à la colonne de Hassibel Heirane et à la construction du fort Lallemand (Hassibel Heirane), pendant l'hiver 1893-1894, sous la direction du

---

(1) RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Monsieur le président, — L'examen des décrets rendus jusqu'à ce jour pour l'application de l'art. 75 de la loi de finances du 26 juillet 1893, instituant la médaille coloniale m'a permis de constater que certaines opérations qui ont eu lieu dans le sud algérien n'ont pas été comprises dans les décrets concédant cette distinction honorifique.

Ces opérations m'ont semblé de nature à ouvrir des droits à la médaille coloniale aux personnels qui y ont pris part.

D'autre part, M. le ministre des colonies m'a demandé que la médaille dont il s'agit soit également conférée à tous les militaires qui ont servi, en 1900-1901, à la Côte-d'Ivoire, et dans les trois territoires de l'Afrique occidentale française en 1901.

J'ai, en conséquence, l'honneur de soumettre à votre haute sanction le projet de décret ci-joint qui concède à ces personnels la médaille coloniale, par application des lois de finances du 26 juillet 1893 (art. 75) et du 13 avril 1898 (art. 77) pour participation aux opérations et faits de guerre qui y sont énumérés.

capitaine Pujat, commandant supérieur du cercle de Tougourth ; — 4° Mission du capitaine du génie Digue, pour la construction du fort Miribel, en 1894 ; — 5° Mission télégraphique du capitaine du génie Basseune, dans l'extrême-sud algérien, de mai à octobre 1901.

Art. 2. — Le paragraphe 6 de l'art. 2 du décret du 30 novembre 1901 est modifié ainsi qu'il suit :

Au lieu de : « opérations effectuées », mettre : « opérations et convois militaires effectués »..... et *in fine*, au lieu de : « en 1901 », mettre : « en 1901 (jusqu'au 19 mai) ».

Art. 3. — Le droit à l'obtention de la médaille coloniale avec l'agrafe « Afrique occidentale française » est acquis : — 1° Aux militaires européens et indigènes qui ont servi, pendant les années 1900 et 1901, à la Côte-d'Ivoire ; — 2° Aux militaires européens et indigènes qui ont servi, en 1901, dans les trois territoires militaires de l'Afrique occidentale française.

26 septembre 1902. — Décret portant suppression des compagnies de disciplinaires des colonies (*J. O.*, 2 octobre 1902).

Art. 2. — Les disciplinaires de ces compagnies (1) seront répartis, selon leur provenance, entre les compagnies de discipline métropolitaines et coloniales et les bataillons d'infanterie légère d'Afrique. Les hommes provenant des relégués individuels seront affectés aux bataillons d'infanterie légère d'Afrique.

14 octobre 1902. Décret modifiant le prix de vente, en France, en Corse et en Algérie, des tabacs scaferlatés étrangers et autorisant la livraison de ces tabacs en paquets de 40 grammes.

Art. 3. — Les scaferlatés étrangers seront livrés, par paquets de 40 grammes, aux agents des contributions de l'Algérie et de la Corse, d'après les tarifs suivants :

DÉSIGNATION	PRIX DE VENTE PAR KILOGRAMME			PRIX DE VENTE aux consommateurs du paquet de 40 grammes
	aux entreposeurs	aux débitants	aux consommateurs	
Algérie.....	7 fr. 50	7 fr. 60	8 fr. 75	0 fr. 35

16 décembre 1902. — Décret relatif au domicile de secours en Algérie.

Sur le rapport du ministre de l'intérieur ; — Vu le décret du 24 vendémiaire, an II ; La loi du 15 juillet 1893 ; Le décret du 23 décembre 1874 ;

(1) Supprimées par l'art. 1er.

— La délibération du conseil de gouvernement, en date du 1er août 1902; — Les propositions du gouverneur général de l'Algérie ;

Art. 1er. — Tout Français ou sujet français acquiert le domicile de secours en Algérie : 1° par une résidence habituelle d'un an dans une commune, postérieurement à la majorité ou à l'émancipation ; 2° par la filiation. L'enfant a le domicile de secours de son père. Si la mère a survécu au père, ou si l'enfant est un enfant naturel reconnu par sa mère seulement, il a le domicile de sa mère. En cas de séparation de corps ou de divorce des époux, l'enfant légitime partage le domicile de l'époux à qui a été confié le soin de son éducation ; 3° par le mariage. La femme, du jour de son mariage, acquiert le domicile de secours de son mari. Les veuves, les femmes divorcées ou séparées de corps conservent le domicile de secours antérieur à la dissolution du mariage ou au jugement de séparation. — Pour les cas non prévus dans le présent article, le domicile de secours est le lieu de la naissance jusqu'à la majorité ou à l'émancipation.

Art. 2. — Tout Français ou sujet français perd le domicile de secours en Algérie : 1° par une absence ininterrompue d'une année postérieurement à la majorité ou à l'émancipation ; 2° par l'acquisition d'un autre domicile de secours. — Si l'absence est occasionnée par des circonstances excluant toute liberté de choix de séjour ou par un traitement dans un établissement hospitalier situé en dehors du lieu habituel de résidence du malade, le délai d'un an ne commence à courir que du jour où ces circonstances n'existent plus.

Art. 3. — Les frais d'hospitalisation des indigents dépourvus de domicile de secours communal incombent à l'Algérie.

Art. 4. — Les frais d'hospitalisation des étrangers admis dans les établissements hospitaliers sont supportés soit par les communes soit par la colonie, selon qu'ils remplissent ou non les conditions requises pour l'acquisition d'un domicile de secours communal.

Art. 5. — Les enfants assistés, conformément à la législation en vigueur, sont à la charge du service départemental auquel ils appartiennent, jusqu'à ce qu'ils aient acquis un domicile de secours.

4 novembre 1902 — Circulaire du prem. min. aux cadis, sur la manière de dresser les actes de notoriété relatifs au caractère habous des immeubles en Tunisie.

Par ma lettre du 14 décembre 1899, n° 75, je vous ai fait connaître qu'il a été décidé que nul ne peut être autorisé à établir des actes de notoriété publique, concernant des propriétés melk, que soixante-dix jours après l'insertion au *Journal officiel* de trois avis à quinze jours d'intervalle et qu'après des criées dans les marchés de la région où se trouve l'immeuble devant faire l'objet de l'acte de notoriété.

Je vous informe que S. A. a décidé que les instructions précitées seront étendues, à l'avenir, aux outikas dressées pour établir le caractère habous des immeubles.

Je vous prie de vous conformer à ces instructions et de m'accuser réception de la présente circulaire.

21 novembre 1902. — Arrêté du rés. gén. distrayant la circonscription de Bizerte du ressort de la chambre de commerce du nord.

Art. 1er. — La circonscription de contrôle civil de Bizerte est distraite du ressort de la chambre de commerce du nord. — Le nombre des membres de

cette chambre est, par la suppression de deux sièges attribués à Bizerte, ramené à douze.

Art. 2. — Il n'est apporté aucune autre modification aux dispositions concernant le fonctionnement de la chambre de commerce du nord.

28 novembre 1902. — Arrêté du rés. gén. instituant une commission d'études chargée d'examiner la situation de la colonisation française en Tunisie.

Art. 1er. — Il est institué une commission d'études à l'effet ; — 1° d'examiner la situation de la colonisation française en Tunisie, ainsi que les charges qui s'imposent au pays pour consolider les résultats actuels et faire face aux besoins qui seront constatés ; — 2° de s'enquérir des moyens propres à développer cette colonisation, principalement la colonisation agricole, qu'il s'agisse soit du recrutement des colons et des mesures propres à les aider après leur installation, soit du choix, de la préparation et du mode de cession des terres qui leur seront offertes ; — 3° de rechercher par quels moyens et dans quelle mesure l'élément indigène et l'immigration étrangère doivent être associés à l'œuvre de la colonisation française et par suite au développement économique du pays.

Art. 2. — Cette commission entendra, avec l'assentiment du résident général, toutes personnes qui lui paraîtraient pouvoir fournir d'utiles indications sur les matières faisant l'objet de son mandat ; elle pourra, dans les mêmes conditions, charger certains de ses membres d'effectuer des déplacements, même en dehors du territoire de la Régence, pour procéder à des études déterminées.

Art. 3. — Cette commission est composée ainsi qu'il suit : — président : le premier secrétaire d'ambassade, délégué à la résidence générale. — membres : Le général commandant la division d'occupation ou un représentant désigné par lui, et les six chefs de service français membres du conseil des ministres, ou un délégué de chacun d'eux ; — Le président du tribunal mixte ; — Deux contrôleurs civils désignés par le résident général ; — Un membre ou un représentant de la la chambre de commerce du nord ; un membre ou un représentant de la chambre d'agriculture du nord ; un membre ou un représentant de la chambre mixte du centre ; un membre ou un représentant de la chambre mixte du sud ; un membre ou un représentant de la chambre de commerce de Bizerte ; respectivement désignés par ces assemblées ; — Un membre ou un représentant de la délégation du nord du troisième collège ; un membre ou un représentant de la délégation du sud du troisième collège ; respectivement désignés par ces délégations. — Les membres des chambres et des délégations conserveront leur mandat dans la commission jusqu'à ce qu'ils soient soumis à la réélection. Dans le cas où ils ne seraient pas réélus, ils seraient remplacés dans la forme qui avait présidé à leur nomination. — Les représentants des chambres de commerce et d'agriculture, des chambres mixtes et du troisième collège qui n'appartiendraient pas à ces assemblées ou délégations seront soumis à une désignation nouvelle après chaque réélection partielle de ces assemblées ou délégations. — Un fonctionnaire de la résidence générale remplira les fonctions de secrétaire de la commission.

Art. 4. — Cette commission se réunira à la résidence générale sur la convocation de son président et se constituera en sous-commissions suivant ses besoins. — Elle formulera ses conclusions sous forme de rapports adressés au résident général.

Art. 5. — Les dépenses que nécessiterait le fonctionnement de cette commission seront rattachées au budget de la direction de l'agriculture et du commerce.

28 novembre 1092. — Décret du prés. de la Rép. fr. fixant les quantités d'huile d'olives et de grignons d'origine et de provenance tunisiennes admises en franchise à l'entrée en France du 1er décembre 1902 au 30 novembre 1903 (*J. O.*, 29 nov. 1902).

10 décembre 1902. — Arrêté du dir. des travaux publics relatif au contrôle des lignes tunisiennes en exploitation de la compagnie Bône-Guelma.

Art. 1er. — Le contrôle des lignes tunisiennes en exploitation de la compagnie Bône-Guelma est assuré par un service unique placé sous l'autorité du résident général, et dirigé par le directeur général des travaux publics. — Ce contrôle se divise en : contrôle de la voie et des bâtiments, contrôle de l'exploitation commerciale.

Art. 2. — Le contrôle de la voie et des bâtiments est exercé sous la direction du directeur général des travaux publics par un ou plusieurs ingénieurs des ponts et chaussées assistés de conducteurs des ponts et chaussées et de commissaires de surveillance administrative.

Art. 3. — Le contrôle de l'exploitation technique est exercé sous la direction du directeur général des travaux publics, par un ingénieur des ponts et chaussées ou des mines, assisté de contrôleurs des mines, de conducteurs des ponts et chaussées et de commissaires de surveillance administrative.

Art. 4. — Le contrôle de l'exploitation commerciale est exercé, sous la direction du directeur général des travaux publics, par des inspecteurs de l'exploitation commerciale et par des commissaires de surveillance administrative.

Art. 5. — Les fonctions et attributions du personnel du contrôle sont déterminées par l'instruction provisoire en date du 1er novembre 1896.

22 décembre 1902. — Loi autorisant la perception des droits, produits et revenus applicables au budget de l'Algérie, pour l'exercice 1903.

Art 1er. — Les contributions directes, taxes y assimilées et contributions arabes énoncées aux états A, B et C annexés à la présente loi seront établies, pour 1903, au profit de l'Algérie, conformément aux lois existantes.

Art. 2. — Le taux de la contribution foncière des propriétés bâties demeure fixé, en principal, à trois francs vingt pour cent (3 fr. 20 p. 100) de la valeur locative établie comme il est dit à l'art. 5 de la loi du 8 août 1890, et après les déductions spécifiées à l'art. 4 de la loi du 29 décembre 1900.

Art. 3. — Les droits, produits et revenus énoncés à l'état D annexé à la présente loi seront établis, pour 1903, conformément aux lois existantes, au profit de l'Algérie, des départements, des communes, des établissements pnblics et des communautés d'habitants dûment autorisées.

Art. 4. — Le maximum des centimes ordinaires, que les conseils généraux peuvent voter annuellement, en vertu de l'art. 58 du décret du 23 septembre 1875, est fixé pour l'année 1903 : 1° à vingt-cinq centimes (0 fr. 25) sur la contribution foncière des propriétés bâties ; 2° à un centime (0 fr. 01) sur les contributions foncières (propriétés bâties) et des patentes.

Art. 5. — En cas d'insuffisance du produit des centimes ordinaires pour concourir par des subventions aux dépenses des chemins vicinaux de grande

communication, et, dans les cas extraordinaires, aux dépenses des autres chemins vicinaux, les conseils généraux sont autorisés à voter, pour l'année 1903, à titre d'imposition spéciale, sept centimes (0 fr. 07) additionnels aux contributions foncière (propriétés bâties) et des patentes.

Art. 6. — Le maximum des centimes extraordinaires que les conseils généraux peuvent voter annuellement, en vertu de l'art. 40 du décret du 23 septembre 1875, modifié par le décret du 17 septembre 1898, est fixé, pour l'année 1903, à douze centimes (0 fr. 12) additionnels aux contributions foncière (propriétés bâties) et des patentes.

Art. 7. — Le maximum de l'imposition spéciale à établir sur les contributions foncière (propriétés bâties) et des patentes, en cas d'omission au budget départemental d'un crédit suffisant pour faire face aux dépenses spécifiées à l'art. 61 du décret du 23 septembre 1875 ou déclarées obligatoires par des lois spéciales, est fixé, pour l'année 1903, à deux centimes (0 fr. 02).

Art. 8. — Le maximum des centimes que les conseils municipaux peuvent voter, en vertu de l'art. 133 de la loi du 5 avril 1884, est fixé, pour l'année 1903, à cinq centimes (0 fr. 05) sur la contribution foncière des propriétés bâties.

Art. 9. — Le maximum des centimes extraordinaires que les conseils municipaux sont autorisés à voter, pour en effectuer le produit à des dépenses extraordinaires d'utilité communale, et qui doit être arrêté annuellement par les conseils généraux, en vertu de l'art. 42 du décret du 23 septembre 1875, ne pourra dépasser, en 1903, vingt centimes (0 fr. 20).

Art. 10. — Lorsque, en exécution du paragraphe 5 de l'art. 149 de la loi du 5 avril 1884, il y aura lieu, par le gouvernement, d'imposer d'office, sur les communes, des centimes additionnels, pour le payement de dépenses obligatoires, le nombre de ces centimes ne pourra excéder le maximum de 0 fr. 10 cent., à moins qu'il ne s'agisse de l'acquit de dettes résultant de condamnations judiciaires, auquel cas il pourra être élevé jusqu'à 0 fr. 20 cent.

Art. 11. — Il n'est pas dérogé à l'exécution de l'art. 4 de la loi du 2 août 1829, relatif au cadastre, non plus qu'aux dispositions des décrets des 23 septembre 1875 et 17 septembre 1898, sur les attributions départementales, de la loi du 5 avril 1884, sur l'organisation communale, des décrets des 5 juillet 1854 et 15 juin 1899 sur les chemins vicinaux, du décret du 19 mars 1886 sur les chemins ruraux, de la loi du 21 décembre 1882 tendant à accorder des secours aux familles nécessiteuses des soldats de la réserve et de l'armée territoriale pendant l'absence de leurs chefs, de la loi du 22 mars 1890, sur les syndicats de communes, et de la loi du 20 juillet 1891, en ce qui concerne notamment le calcul du produit total des centimes départementaux et communaux portant sur la contribution foncière des propriétés bâties.

Art. 12. — Est et demeure autorisée la perception des contributions directes, des taxes y assimilées et des contributions arabes, à établir, pour l'exercice 1903, en conformité de la présente loi.

Art. 13. — Est également autorisée, pour 1903, conformément aux lois existantes, la perception des divers droits, produits et revenus énoncés dans l'état E annexé.

Art. 14. — Toutres contributions directes ou indirectes, autres que celles qui sont autorisées, pour l'exercice 1903, par les lois de finances relatives au budget spécial de l'Algérie, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en feraient le recouvrement d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois ans, contre tous receveurs percepteurs ou individus qui en auraient fait la perceptien.

ANNEXES

Etat A. — *Tableau des contributions directes à imposer pour l'exercice 1903.*

NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS	CONTRIBUTIONS foncières (propriétés bâties)		CONTRIBUTIONS des patentes		TOTAUX par nature de contribution	TOTAUX par affectation de contribution
1	2		3		4	5
	Centimes additionnels	francs	Centimes additionnels	francs	francs	francs
Principal						
Principal des contributions	»	1,833,621	»	(1) 1,924,902	3,758,523	3,566,033
A retrancher pour attribution aux communes sur la contribution des patentes. (Décret du 26 décembre 1881, article 1er)	»	»	»	192,490	192,490	
Reste	.....	1,833,621	.....	1,732,412	3,566,033	
Centimes généraux						
Centimes additionnels généraux sans affectation spéciale	»	»	5,76	110,874	110,874	110,874
Centimes de diverses natures						
Centimes pour non-valeurs sur le montant : du principal des contributions	3,5	64,177	5,00	96,245	160,422	267,310
Centimes pour non-valeurs sur le montant : des impositions départementales	3,5	38,835	5,00	17,588	56,423	
Centimes pour non-valeurs sur le montant : des impositions communales	3,5	43,923	5,00	6,542	50,465	
Centimes pour frais de perception des impositions pour bourses et chambres de commerce. (Décret du 20 janvier 1851, article 4, et loi du 13 avril 1898, article 57)	»	»	3,00	3,654	3,654	3,654
Centimes pour frais de perception des impositions communales	3,0	38,969	3,00	4,032	43,001	43,001
Centimes pour frais de confection des rôles spéciaux d'impositions extraordinaires	»	118	»	111	229	229
Frais d'avertissement. (Articles 50 et 51 de la loi du 15 mai 1818)	»	15,245	»	(2) 5,728	20,973	20,973
Totaux	.....	2,034,888	.....	1,977,186	4,012,074	4,012,074
A retrancher le montant des frais de perception et d'avertissement des impositions pour bourses et chambres de commerce	»	»	»	4,141	4,141	4,141
Reste	.....	2,034,888	.....	1,973,045	4,007,933	4,007,933

(1) Y compris une somme de 70,000 fr. en principal, à provenir du gain probable donné par l'application du dénombrement de 1901 et par les modifications apportées par le décret du 16 novembre 1902 sur les patentes.

(2) Y compris une somme de 487 fr. pour frais d'avertissement d'impositions aux bourses et chambres de commerce.

État B. — *Tableau des taxes assimilées aux contributions directes à imposer pour l'exercice 1903.*

DÉSIGNATION DES TAXES ASSIMILÉES AUX CONTRIBUTIONS DIRECTES	NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS				TOTAUX
	PRINCIPAL	CENTIMES ADDITIONNELS pour non-valeurs	CENTIMES ADDITIONNELS pour frais de perception	Frais d'avertissement	
1	2	3	4	5	6
	francs	francs	francs	francs	francs
Redevances des mines. (Décret du 24 mars 1852 et loi du 21 juillet 1894, article 7).....	39,208	3,921	1,294	3	44,426
Droits de vérification des poids et mesures. (Ordonnance du 26 décembre 1842 et décret du 30 décembre 1897).....	151,153	»	»	»	151,153
Droits de visite des pharmacies et magasins de droguerie. (Arrêtés de l'intendant civil, des 12 septembre 1832 et 10 mars 1835; décret du 12 juillet 1851 et décision gouvernementale du 16 septembre 1876).....	17,850	»	»	»	17,850
Droits d'inspection des fabriques et dépôts d'eaux minérales. (Lois des 25 juin 1841 et 19 juillet 1886; décrets des 9 mai 1887 et 17 octobre 1900).....	1,027	»	»	»	1,027
Droits d'épreuves des appareils à vapeur.....	5,100	255	160	26	5,541
Totaux.....	214,338	4,176	1,454	29	219,997

État C. — *Tableau des contributions arabes à imposer pour l'exercice 1903.*

NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS	CONTRIBUTIONS ARABES				TOTAUX
	HOCKOR	ZEKKAT	ACHOUR	LEZMA	
1	2	3	4	5	6
	francs	francs	francs	francs	francs
Principal					
Principal des contributions. (Décrets des 25 août 18525 1er décembre 1858, 24 septembre 1861, 22 octobre 187, et 30 décembre 1894)	1,009,276	5,496,433	4,971,066	2,178,196	13,654,971
A déduire pour attributions aux chefs collecteurs. (Ordonnance royale du 17 janvier 1845 et loi du 21 décembre 1874)	94,810	505,874	416,500	297,524	1,314,708
Reste	914,466	4,990,559	4,554,566	1,880.672	12,340,263
A déduire pour attributions aux départements des cinq dixièmes du principal. (Décrets des 25 août 1852, 1er décembre 1858, 24 septembre 1861 et 22 octobre 1875)	457,233	2,495,279	2,277,283	940,336	6,170,131
Reste	457,233	2,295,280	2,277,283	940,336	6,470,132
A ajouter les sommes ci-dessus déduites pour attribution aux chefs collecteurs	94,810	505,874	416,500	297,524	1,314,708
Total du principal revenant à l'État	552,043	3,001,154	2,693,783	1,237,860	7,484,840
Centimes généraux					
Centimes additionnels généraux ans affectation spéciale. (Arrêté du gouverneur général du 25 janvier 1894, 6 centimes)	55,698	293,043	250,926	117,851	717,518
Centimes pour frais de perception des impositions communales, 3 centimes	3,412	17,566	15,052	7,299	43,329
Centimes additionnels extraordinaires affectés à la constitution de la propriété indigène. (Loi du 29 décembre 1900)	40,381	219,864	198,858	301,369	760,472
Totaux	651,534	3,531,627	3,158,619	1,664,379	9,006,159

23 décembre 1902. — **Décret** arrêtant le budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1903.

Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes; — Vu la loi du 19 décembre 1900; — L'art. 63 de la loi du 30 mars 1902; — La loi du 22 décembre 1902 autorisant la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1903; — Les délibérations de l'assemblée plénière des délégations financières, en date des 11, 12 et 13 juin 1902; — Les délibérations du conseil supérieur en date des 21 et 23 juin 1902,

Art. 1er. — Le budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1903 est arrêté en dépenses à la somme de 65,405,517 fr., conformément à l'état A ci-annexé et en recettes à la somme de 67,108,649 fr., conformément aux évaluations prévues à l'état B ci-annexé.

Art. 2. — La nomenclature des services pouvant donner lieu à prélèvement sur le crédit ouvert au chapitre des dépenses éventuelles est fixée conformément aux indications de l'état C ci-annexé.

24 décembre 1902. — **Loi** portant organisation des territoires du sud de l'Algérie et instituant un budget autonome et spécial pour ces régions (1)

Art. 1er. — Les fractions de territoires militaires situées au sud des circonscriptions suivantes : cercle de Marnia, annexe d'El-Aricha, annexe de Saïda, cercle de Tiaret, annexe d'El-Afflou, cercle de Boghar, annexe de

(1) *Chambre :* projet de loi déposé le 21 mars 1902; adoption le 25 mars. — *Sénat :* adoption le 6 décembre.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs, pendant ces dernières années, le parlement a exprimé, à diverses reprises, son désir de voir réduire au strict nécessaire les dépenses d'occupation des territoires du sud algérien qui se sont élevées jusqu'à présent à des sommes importantes en raison des exigences d'une première installation dans ces régions où les populations avaient tendance à se considérer comme entièrement indépendantes.

Parmi les moyens d atteindre ce résultat, la commission du budget de la chambre des députés pour l'exercice 1902 a indiqué celui qui consiste à constituer les territoires du sud « en unité administrative distincte, ayant son budget alimenté par des contributions locales, y compris, dès que ce sera possible, les dépenses des troupes sahariennes et des voies ferrées. » (Rapport de M. le député Berthelot.)

La chambre a donné son approbation à ce système en adoptant, le 23 décembre 1901, un projet de résolution ainsi conçu :

« La chambre invite le gouvernement à étudier un projet d'organisation administrative et financière du sud-algérien. »

Le projet de loi que le gouvernement a l'honneur de déposer a pour objet de satisfaire à cette invitation.

Ce projet comprend deux parties distinctes : l'une est relative à la détermination des divisions administratives actuelles qui composeront les « territoires du sud »; l'autre a pour objet de fixer les conditions de l'établissement et du règlement du budget de ces territoires. Dans l'une et l'autre parties, la loi ne trace, d'ailleurs, que les grandes lignes de la réforme; elle confie au

Chellala, annexe de Sidi-Aïssa, cercle de Bou-Saâda, annexe de Barika poste de Tkout (cercle de Biskra), cercle de Kenchela, cercle de Tébessa, constituent un groupement spécial dénommé « territoires du sud », dont l'administration et le budget sont distincts de ceux de l'Algérie.

---

gouvernement le soin d'arrêter par des règlements d'administration publique les détails d'exécution.

Dans la désignation des régions qui, aux termes de l'art. 1er, constitueront une division nouvelle dénommée « territoires du sud », le gouvernement s'est attaché à fractionner le moins possible les tribus et à séparer les territoires militaires dans lesquels la colonisation est appelée à prendre pied dans un avenir plus ou moins éloigné de ceux qui constituent réellement la région saharienne, et ne peuvent être considérés que comme des territoires indigènes.

Les contrées où la colonisation est susceptible de pénétrer demeureront soumises au régime administratif et budgétaire qui résulte des décrets du 23 août 1898 et de la loi du 19 décembre 1900. Les territoires du sud auront une administration et un budget distincts ; ils jouiront, comme l'Algérie proprement dite, de la personnalité civile; ils pourront, comme elle, posséder des biens, concéder des chemins de fer, entreprendre de grands travaux publics, contracter des emprunts (art. 1, 2 et 3).

Actuellement, les impôts, taxes et droits perçus dans ces territoires, ainsi que les dépenses nécessitées par leur occupation, leur administration et leur défense, sont répartis dans divers budgets : celui de la métropole, celui de l'Algérie, ceux des départements d'Alger, d'Oran et de Constantine, enfin ceux des communes mixtes et indigènes du territoire de commandement. Il n'est pas douteux que cet éparpillement n'est pas sans inconvénient ; il entraîne par lui-même une certaine augmentation des charges que l'institution d'un budget unique permettra de faire disparaître.

La ventilation des recettes et des dépenses à détacher de ces divers budgets pour être incorporées au budget des territoires du sud sera effectuée par décret (art. 6).

D'autre part, les dépenses d'ordre militaire afférentes à ces territoires, qui figurent aujourd'hui dans différents chapitres du budget du ministère de la guerre et que l'organisation déjà votée par la Chambre de nouvelles troupes sahariennes aura pour effet de restreindre progressivement à une juste proportion, seront désormais à la charge du budget du sud. Ce budget recevra en revanche une subvention de la métropole votée annuellement par les chambres au titre du budget de la guerre; le parlement pourra ainsi mesurer d'une façon tout à fait précise le montant des dépenses autorisées pour la défense et l'occupation de ces territoires.

Le budget constitué au moyen de ces éléments sera préparé dans les premiers mois de l'année par le gouverneur général de l'Algérie, transmis au ministre de l'intérieur avant le 1er juillet.

Il sera réglé par décret rendu sur le rapport des ministres de l'intérieur, des finances et de la guerre (art. 4).

L'établissement d'un budget spécial pour les territoires du sud-algérien dans les conditions qui viennent d'être exposées et la constitution de ces territoires en administration autonome à partir du 1er janvier 1903 (art. 3) sont appelés à prévenir et à empêcher les accroissements de dépenses qui ont soulevé de si vives critiques.

En dehors de l'équilibre annuellement prévu au budget, il sera impossible d'engager des dépenses sans l'adhésion simultanée des ministres de l'intérieur, de la guerre et des finances et sans l'approbation préalable du parlement.

Art. 2. — Les « territoires du sud » sont dotés de la personnalité civile ; ils peuvent posséder des biens, concéder des chemins de fer, entreprendre de grands travaux publics, contracter des emprunts. — Le gouvernement général de l'Algérie représente les « territoires du sud » dans les actes de la vie civile ; il ne peut contracter d'emprunts ni concéder des chemins de fer ou autres grands travaux publics sans y être autorisé par une loi.

Art. 3. — A partir du 1er janvier 1903, il sera établi, pour les « territoires du sud », un budget autonome et distinct de celui de l'Algérie.

Art. 4. — Le budget des « territoires du sud » sera transmis au ministre de l'intérieur, avant le 1er janvier, et réglé par décret du président de la

---

RAPPORT FAIT A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS, AU NOM DE LA COMMISSION DU BUDGET, PAR M. A. BERTHELOT.

Messieurs, le projet de loi déposé par le gouvernement répond au désir exprimé par la chambre et par la commission du budget de voir constituer en unité administrative distincte les territoires du sud-algérien. Il nous a paru que ce serait le moyen le plus sûr de réduire au strict nécessaire des dépenses démesurément grossies depuis quelques années.

Ces territoires sahariens, terrains de parcours de nomades et oasis séparées par de vastes solitudes, doivent être administrés par les procédés les plus simples et les plus économiques. Inaccessibles à la colonisation européenne qui ne saurait y implanter notre race, ils sont peuplés de tribus dont les ressources sont minimes. Il est également injuste de les dépenser au dehors et de prélever sur les contribuables français de la métropole ou de l'Algérie les frais d'une occupation et de services administratifs disproportionnés avec l'effet utile qu'on en peut attendre.

Le gouvernement, après une étude attentive de la question, s'est convaincu d'accord avec les commissions du budget, que les recettes locales, si on les consacrait toutes aux dépenses locales, suffiraient à équilibrer celles-ci, étant entendu que les frais d'occupation militaire demeureraient à la charge du budget français. On sait que cette situation est la même que celle des colonies francaises, Algérie et Tunisie comprises.

La subvention métropolitaine sera exclusivement affectée aux dépenses militaires ; celles-ci seront d'ailleurs considérablement diminuées par la création des troupes sahariennes décidée lors du vote de la loi de finances de 1902.

De plus, les dépenses militaires de l'extrême-sud se trouvant ainsi groupées et limitées au chiffre de la subvention, il est certain que les dépassements dont se plaint le parlement ne pourront plus se reproduire. Cette question reviendra devant la chambre lorsquelle sera appelée à voter avec le budget la subvention militaire aux territoires du sud ; nous la signalons au passage parce que c'est à nos yeux un des avantages essentiels de la nouvelle organisation.

Au cas où, comme certains indices permettent de l'espérer, des gisements miniers viendraient à être mis en exploitation dans le Sahara algérien, ce supplément de revenus permettrait d'atténuer la charge de l'occupation militaire et peut-être d'en exonérer totalement les contribuables métropolitains.

Le projet de loi pose le principe de la nouvelle organisation, étant entendu que, pour l'aménagement du nouveau budget du sud, les remaniements qu'il entraîne dans le budget algérien seront étudiés d'accord avec les assemblées algériennes et que, soit pour les grands travaux, soit pour la subvention métropolitaine, le vote de lois spéciales assure au parlement l'exercice intégral de son droit de contrôle.

République, sur le rapport des ministres de l'intérieur, de la guerre et des finances.

Art. 5. — Il sera accordé aux « territoires du sud », sur le budget de la métropole, une subvention dont le montant sera fixé, chaque année, par la loi de finances.

RAPPORT FAIT AU SÉNAT, AU NOM DE LA COMMISSION DE L'ALGÉRIE, PAR M. DENOIX.

Messieurs, au cours des dernières années, l'attention du parlement a été maintes fois attirée sur la partie sud de l'Algérie à cause des dépenses considérables qui y ont été faites. Ces dépenses ne touchent en rien à l'administration de l'Algérie proprement dite et sont pour la plupart imputables, soit à des frais d'installation, soit à des manœuvres militaires ayant pour but notre protection et quelquefois, sans doute, de justes châtiments à infliger à des tribus insoumises.

Il a été facile de constater l'existence de ces dépenses, mais beaucoup moins d'en déterminer exactement la cause et l'emploi ; car elles sont réparties, éparpillées sur un trop grand nombre de chapitres du budget de la guerre et souvent confondues.

Aussi, pour toutes ces raisons, la chambre des députés, désirant mettre un terme à un état de choses qu'elle considérait comme préjudiciable aux intérêts généraux du pays, adopta, le 23 décembre 1901, un projet de résolution ainsi conçu :

« La chambre invite le gouvernement à étudier un projet d'organisation administrative et financière du sud algérien. »

Le gouvernement, se rendant aux désirs si clairement manifestés par la chambre des députés, déposa sur son bureau, à la date du 21 mars 1902, un projet de loi qui, renvoyé à la commission du budget, reçut son approbation et fut voté par la chambre des députés, sans modifications, dans la séance du 25 mars 1902.

Déposé dans cette même journée sur le bureau du sénat, il fut, sur la demande de M. Treille, sénateur de Constantine, renvoyé à la commission de l'Algérie, avant d'être adressé à celle des finances, qui sera appelée à donner son avis.

A cette date du 25 mars, messieurs, toutes les séances du sénat étaient prises par la discussion du budget, et les délais, pour éviter le vote d'un nouveau douzième provisoire, étaient trop courts pour qu'il fût possible à cette assemblée de prendre une décision sur un sujet aussi vaste et aussi important, sans s'être entourée de tous les renseignements propres à éclairer ses délibérations.

La loi avait été votée à la chambre des députés sans modifications, mais non sans opposition, et il avait apparu à quelques-uns qu'il eût été utile, et prudent en tout cas, de consulter plus directement les intéressés eux-mêmes par leurs représentants les plus directs qui siègent dans les assemblées algériennes, les délégations financières et le conseil supérieur.

Cette opinion s'était fait jour à la chambre des députés et M. le gouverneur général, qui voulut bien se rendre à la commission de l'Algérie, ne fit aucune difficulté pour reconnaître que, du moment que le vote de la loi ne pouvait avoir lieu avant la séparation des chambres. il était désirable, en effet, de consulter, sur cet important projet, les assemblées délibérantes algériennes, lesquelles se réuniraient, du reste, normalement avant la rentrée du parlement.

Dès lors, aucune hésitation ne se manifesta au sein de la commission et, d'un commun accord, il fut décidé que le projet de loi serait examiné dès le

Art. 6. — Des règlements d'administration publique détermineront les attributions nouvelles du gouverneur général de l'Algérie en ce qui touche

---

retour des chambres et que M. le gouverneur général mettrait ce temps à profit pour consulter les délégations financières et le conseil supérieur.

Conformément à cette décision, les deux assemblées ont délibéré sur ce sujet et M. le gouverneur général a bien voulu nous transmettre, avec le résultat des délibérations, le compte rendu des séances.

Votre commission de l'Algérie s'est dès lors trouvée en possession de tous les éléments qui pouvaient lui permettre une étude complète de la question, et c'est le résultat de ses travaux qu'elle vient vous soumettre par ce rapport.

L'Algérie, sur trois de ses côtés, a des frontières parfaitement définies par la Méditerranée, la Tunisie et le Maroc, mais sa frontière sud est vague et indéterminée, et il se passe peu d'années, de mois, qu'elle ne subisse quelques variations. Les populations de ces régions sont en grande partie nomades, tout au moins se déplacent facilement. Le terrain est, sur les plus vastes étendues, impropre à la culture et ne paraît pas devoir jamais se prêter à la colonisation et si, sur divers points, il se rencontre quelques oasis, elles sont séparées par des espaces considérables qui ne sont que des terrains de parcours.

Dès lors il semblerait que cette partie de l'Algérie, par son sol, par son climat, par les mœurs de ses habitants indigènes, par le rôle qu'elle joue dans l'ensemble de notre belle colonie africaine, peut être, sans inconvénients, soumise à une administration distincte.

Le jour où le parlement a décidé de constituer l'Algérie sur de nouvelles bases en lui reconnaissant la personnalité civile et en lui accordant un budget autonome bien indépendant de celui de l'État, il a, par ce fait même, indiqué que, sans tarder, il y aurait lieu à séparer du territoire du Tell (territoires colonisés) ces territoires vagues, presque sans culture, aux rares colons, qui sont, par leur situation topographique et le voisinage de tribus parfois turbulentes, des territoires militaires, qui ne sauraient relever que de la métropole, comme des territoires de souveraineté.

Dès lors, il convenait de leur assurer une administration spéciale et un budget spécial,

Votre commission a pensé qu'il était nécessaire d'en arriver là dans l'intérêt de tous, de l'Algérie du nord comme de cette région elle-même et aussi de la métropole.

Maintenir plus longtemps sous une administration identique, dans les limites d'un même budget, ces deux fractions de l'Algérie, c'eût été commettre une injustice et pratiquer à leur égard une méthode fort préjudiciable à l'une comme à l'autre.

Les impôts perçus sur ces régions ne représentent pas assurément des ressources très considérables, et ne peuvent que constituer un maigre budget; mais il convient d'ajouter que les dépenses faites sur ces territoires sont en rapport avec les ressources et peut-être inférieures. Il semblerait même, d'après certaines discussions publiques, que les faibles ressources provenant du sud sont absorbées et dépensées pour les besoins de l'Algérie du nord Il est certain, en tout cas, que les conseils généraux ont donné une certaine consistance à ces bruits en affirmant que l'équilibre de leurs budgets serait rompu si les produits fiscaux de ces territoires n'étaient plus versés dans leurs caisses.

Ces territoires ne peuvent se plier aux exigences d'une administration civile comme ceux du nord ; la majeure partie de la population n'y a pas une grande fixité et on peut considérer qu'une occupation militaire peut seule, quant à présent du moins, permettre d'y exercer une surveillance effective et nécessaire à cause d'un voisinage quelquefois hostile que des évènements

les « territoires du sud », l'organisation administrative et militaire du nou-

---

récents ont montré fort entreprenant. Ce sont donc, à proprement parler, des territoires militaires dont l'administration ne peut, en aucune façon, relever de la colonie, essentiellement civile, de l'Algérie du nord, mais doit être placée uniquement dans les mains du gouverneur général, le représentant du gouvernement métropolitain.

Cette séparation s'impose donc au double point de vue administratif et financier.

Le sénat nous permettra, bien que le projet de loi soit muet sur ce point, de déclarer que la future organisation militaire de ces régions nous paraît, à tous les points de vue, devoir donner satisfaction aux divers intérêts en jeu.

Quatre commandements seront constitués et confiés à des officiers supérieurs qui relèveront du général commandant le corps d'armée dont le siège est à Alger.

Deux commandants faisant face au sud-est, dans les territoires d'Ouargla et Laghouat, auront la surveillance des régions avoisinant le pays des Touaregs.

Deux autres, l'un à Aïn-Sefra et l'autre aux oasis, feront face au sud et à l'ouest, et chacun comprend quel rôle ils ont à remplir sans qu'il soit besoin d'y insister.

Ce projet répond sur un autre point aux préoccupations du pouvoir, en ce qu'il modifie complètement l'organisation et la composition des troupes stationnées dans ces régions en créant des corps plus nombreux de compagnies sahariennes. corps recrutés sur place comme les goums et assimilés à eux, ce qui permettra d'exercer en temps ordinaire une police largement suffisante et de ramener vers le nord une assez importante fraction des troupes métropolitaines aujourd'hui engagées dans le sud, mises ainsi, libres, à la disposition de la métropole, en cas de besoin, et de l'Algérie du nord en tout cas, et ramenées dans des garnisons d'où leur départ avait causé quelques déceptions et aussi quelques préjudices.

Nous avons pensé qu'il ne serait pas inutile de joindre à cet exposé un tableau résumant et présentant d'une façon plus simple et plus saisissante les changements projetés, avec les détails des économies devant en résulter.

Depuis l'extension donnée à nos possessions dans le sud oranais vers la région des oasis, le service des postes a pris des proportions telles, qu'une augmentation sensible des dépenses a été prévue. Le tableau n° 1 nous en fait saisir l'économie

Dans le projet de loi soumis aux délibérations du sénat, il est impossible de découvrir une atteinte quelconque portée aux droits et prérogatives des asssemblées algériennes Il peut à chaque instant se présenter des situations sur nos frontières essentiellement mobiles du sud et de l'ouest, qui nécessitent une action prompte et tout à fait en dehors de la sphère de compétence de la colonie et relevant exclusivement du droit de souveraineté de la métropole. Les assemblées algériennes ne sauraient à aucun moment élever de pareilles prétentions.

Il n'a pas davantage paru à votre commission que ce projet de loi pût être envisagé comme un germe de gouvernement exclusivement militaire indépendant du pouvoir civil et, de ce que les forces militaires réparties sur ces surfaces territoriales seront modifiées dans leur composition et leur recrutement, il ne saurait en résulter fatalement qu'elles seront dorénavant plus que par le passé indépendantes du pouvoir civil.

Rien n'est changé en réalité, mais les fautes commises en raison des récents évènements du sud, les sommes énormes qui y ont été dépensées sans qu'il soit possible d'en contrôler l'emploi, par la faute de l'ancienne organisation, ont été la leçon de choses qui a amené à rechercher une meilleure utilisation de nos ressources en hommes et en argent. Et quand

veau groupement territorial, la nature des dépenses et des recettes à déta-

---

nous arriverons à étudier les observations présentées aux délégations financières sur ce sujet spécial, nous nous prononcerons plus explicitement sur le degré de liberté et d'initiative qu'il conviendra de laisser au pouvoir militaire.

Dans la carte que nous publions en annexe à ce rapport, vous verrez, par les emplacements des commandements prévus, qu'aucun lien ne peut exister entre eux et que, sauf pour les deux qui sont échelonnés sur la frontière du Maroc, il ne saurait y avoir assez de cohésion pour qu'il puisse être considéré qu'il y a là un grand commandement capable, à un moment donné, de nous jeter dans des aventures périlleuses sans l'avis du gouvernement.

Il convient aussi de tenir compte que ces quatre commandements militaires relèveront, non les uns des autres, mais tous directement et séparément du commandement du 19e corps d'armée dont le siège est à Alger, toujours en contact avec le gouverneur général, à l'autorité duquel il est soumis, et sans ordre duquel aucune action militaire ne saurait être entreprise.

Le projet de loi, tel qu'il est sorti des délibérations de la chambre des députés, a paru être susceptible de répondre au but poursuivi, qu'il était si désirable d'atteindre : séparer la partie colonisée et facilement colonisable du Tell des territoires vagues, à peu près incultes, peu habités, du sud saharien, doter ces territoires d'une organisation administrative, financière et militaire en rapport avec leur situation topographique et le rôle qu'ils sont appelés à jouer dans les desseins et pour les besoins de la métropole.

Nous avons dit au début de nos explications que M. le gouverneur général avait bien voulu faire connaître à votre commission les délibérations des délégations financières et du conseil supérieur de l'Algérie.

Vous me permettrez, messieurs, d'extraire de ces délibérations ce qui concerne le projet de loi et de vous en présenter un court mais fidèle résumé.

La délégation financière des colons a adopté les quatre résolutions suivantes :

« 1° La loi proposée devra être complétée par l'indication précise des conditions dans lesquelles seront administrés les nouveaux territoires ;

» 2° Les limites seront revisées conformément aux vœux des délégations ; elles ne seront pas considérées comme définitives et pourront être reculées vers le sud selon les progrès et les besoins intérieurs de la colonisation ;

» 3° Le droit d'examen et d'avis sur le budget et sur l'administration des nouveaux territoires sera réservé aux délégations ;

» 4° La prépondérance absolue et effective du pouvoir civil y sera rigoureusement maintenue ».

La deuxième délégation financière, celle des non colons, a adopté la résolution suivante :

» Les délégations financières signalent l'avantage qu'il y aurait à réserver à l'Algérie tous les territoires colonisables. Elles sont persuadées que le parlement n'hésitera pas à reculer la limite sud de la colonie, toutes les fois que les besoins ultérieurs de la colonisation l'exigeront.

» Elles demandent que les hautes assemblées algériennes aient chaque année un droit d'avis sur le budget de l'Algérie du sud.

» Elles constatent avec satisfaction que le projet de loi, adopté par la chambre des députés, consacre la prépondérance absolue du pouvoir civil ».

L'assemblée plénière des délégations s'est, à son tour, prononcée sur les deux résolutions en présence et votées séparément par les deux délégations, et par 46 voix contre 12, c'est la résolution de la deuxième délégation, celle des non colons, qui a été adoptée.

Si nous écartons pour un instant le premier vœu de la première délégation, relatif au manque de précision de la loi pour la partie relative à l'organi

cher du budget de l'Algérie et des budgets départementaux ou communaux

---

sation des nouveaux territoires, et sur laquelle nous reviendrons tout à l'heure, il est facile de constater que la différence qui existe entre les deux résolutions réside bien plus dans la forme que dans le fond.

En effet, l'une et l'autre demandent que la suprématie du pouvoir civil sur le pouvoir militaire soit établie de façon entière et indiscutable.

L'une et l'autre demandent, quoiqu'en des termes un peu différents, que la limite frontière entre les territoires de la colonie algérienne du nord et la nouvelle organisation du sud soit reculée vers le sud toutes les fois que les besoins de la colonisation l'exigeront.

Et enfin, l'une et l'autre demandent que chaque projet de budget des territoires du sud leur soit soumis, pour qu'elles puissent l'examiner et donner un avis.

Quelques membres des délégations financières se sont plaints que la loi projetée soit un peu vague, un peu trop générale, et que la part laissée aux règlements d'administration publique qui la suivront et qui sont prévus même dans le dernier article de la loi soit un peu trop vaste. Il eût été préférable à leur avis que la future organisation fût faite par la loi même.

C'est là une chose inutile et matériellement impossible. Le territoires dont il s'agit, les populations qui les habitent ou les parcourent ne présentent pas une suffisante fixité pour permettre à la loi de tout prévoir et de tout régler.

Les règlements d'administration publique préparés par le conseil d'État peuvent seuls se prêter à l'établissement d'organisations si mobiles et en même temps si minutieuses et compliquées.

Et du reste, dans l'état actuel des choses, ces territoires sont placés sous le régime des décrets. La loi nouvelle établissant que les détails de la nouvelle organisation devront être faits par des règlements d'administration publique, il y a tout intérêt pour les territoires du sud.

Les délégations financières semblent avoir le plus grand souci des prérogatives qui sont attachées au pouvoir du gouverneur général en matière militaire, et semblent aussi redouter pour l'avenir les aventures militaires qui, dans ces dernières années, ont entraîné la France dans des expéditions si coûteuses et, peut-être, insuffisamment préparées ; aussi sont-elles unanimes à demander que dans la nouvelle organisation, la suprématie du gouverneur civil sur l'autorité militaire soit absolue et bien définie.

Votre commission, messieurs, ne peut que s'associer aux vœux des délégations financières, et elle est rassurée sur ce sujet par les déclarations faites par M. le gouverneur général à la chambre des députés et aux séances des délégations : aucune mesure militaire comportant une entreprise de guerre ou une action armée ne sera décidée et entreprise sans l'avis et l'ordre du gouverneur général, le représentant et le délégué du pouvoir métropolitain. Le règlement d'administration publique devra être très net, catégorique sur ce point.

Les délégations financières ont exprimé le vœu que la ligne frontière séparant les deux territoires, qui leur a paru être placée un peu trop au nord, surtout dans les deux départements d'Alger et Constantine fût, aussitôt que l'état de la colonisation le permettra, reportée plus au sud.

Ce vœu a été appuyé par des arguments qui ne sont pas sans valeur, et il pourra, peut-être, être possible un jour de leur donner satisfaction.

Dans la province de Constantine et dans la région de Biskra et d'Ouargla, les oasis des Bibans, de l'Oued-Rihr et du Souf sont, de par la ligne frontière, classés dans les territoires du sud, bien qu'ils ne soient pas, à proprement parler, absolument improductifs ; mais dans l'état actuel des choses, il est bien difficile de les assimiler à des territoires colonisés et immédiatement colonisables. Ils sont plutôt en voie de transformation, et ils sont par cela

pour être rattachées au budget des « territoires du sud », et, en général, toutes les mesures nécessaires à l'application de la présente loi.

---

même sans doute de ceux qui, dans un temps assez rapproché, pourront faire retour à l'Algérie du nord.

Il en est de même du territoire de Djelfa sur lequel, ce n'est pas douteux, se rencontrent de nombreux troupeaux de moutons ; mais territoire encore vague et indéterminé, plutôt de populations nomades, qui ne sont pas encore suffisamment constituées pour pouvoir être considérées comme territoires colonisés.

Dans la province d'Oran, les réclamations sur ce point sont nulles.

Aux délégations, le vœu tendant à demander que le budget des territoires du sud soit chaque année, au moment de son élaboration, soumis à leur examen, a trouvé de l'écho. Il semblerait à première vue que du moment que les budgets sont complètement séparés et absolument indépendants, cet avis, cet examen même, pourraient paraître superflus.

Cependant, à bien considérer les choses, il ne ressort pas avec une évidence bien éclatante que, dorénavant, ces deux budgets soient séparés par une cloison suffisamment étanche pour qu'il n'y ait pas quelques questions financières communes ; en outre, entre ces deux régions que la loi sépare, qui vivront chacune de leur vie propre avec leur personnalité civile, il y aura nécessairement des questions d'intérêt communes à l'occasion des chemins de fer communs entre eux, et des relations douanières également communes.

Votre commission, d'accord du reste en cela avec les déclarations de M. le gouverneur général, ne croit pas qu'il y ait inconvénient à ce que le projet de budget soit communiqué chaque année aux délégations financières.

La question douanière a fait aussi l'objet de nombreuses observations et elle paraît, en effet, avoir son importance. Nécessairement, cette nouvelle frontière devra être soumise à une surveillance qui sera rendue difficile par sa longueur et aussi par les difficultés de tout nature qui s'accumulent dans cette région.

Mais son établissement décidé et fait, il faudra encore en déterminer le fonctionnement et surtout les frais ; à laquelle des deux organisations reviendra la charge ?

C'est là une question sérieuse, mais non d'une importance financière très élevée, et, si chacune des organisations nouvelles entend la rejeter sur sa voisine, il appartiendra au conseil d'État, dans l'élaboration des règlements d'administration publique, de tenir le plus grand compte des intérêts de l'une et de l'autre dans la répartition des charges.

Nous pourrions arrêter ici notre rapport et conclure ; mais il nous a semblé que nous ne devions rien négliger pour appuyer nos propositions ; aussi avons-nous désiré avoir l'avis du conseil supérieur de la colonie et celui des conseils généraux.

M. le gouverneur a bien voulu mettre à la disposition du rapporteur, ce dont il le remercie, tous les documents nécessaires.

Le conseil supérieur de gouvernement, après examen des observations formulées par les délégations, a adopté, par 36 voix contre 10, les conclusions du rapport de M. Bertrand ainsi conçues :

« En conséquence, la commission vous propose d'adopter dans son intégralité le texte de la résolution votée par les délégations financières, sous la réserve expresse, si sagement formulée par M. le gouverneur général, que la diminution des recettes que subira le budget de chaque département par suite de la distraction des territoires qui lui appartiennent aujourd'hui sera compensée par égale somme prélevée au profit des départements sur le budget de la colonie.

» Ce prélèvement ne constituera aucune charge pour le budget général,

26 décembre 1902. — Décret portant fixation, du 1er janvier au 31 décembre 1903, du tarif de perception de l'octroi municipal de mer en Algérie.

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du ministre des finances; — Vu l'art. 5 de la loi du 4 août 1844, et l'art. 166 de la loi du 5 avril 1884; — L'ordonnance du 21 décembre 1844 instituant en Algérie un octroi municipal de mer; — Les décrets des 20 décembre 1884, 27 juin et 22 décembre 1887, 18 janvier 1899, 20 août 1902, relatifs au dit octroi; — Les lois et règlements sur les octrois de la métropole; — Le conseil d'État entendu,

Art. 1er. — A partir du 1er janvier 1903 et jusqu'au 31 décembre de la même année inclusivement, l'octroi municipal de mer de l'Algérie sera perçu suivant le tarif annexé au présent décret et aux dispositions réglementaires résultant des décrets susvisés.

---

car l'adoption du projet permettra à l'Algérie de réaliser sur les dépenses actuelles afférentes aux territoires du sud un bénéfice équivalent.

» Et ainsi, avec les réserves formulées par les délégations financières et le conseil supérieur tomberont les objections élevées, non sans quelque raison, contre le projet de loi et dont il y avait lieu de tenir compte ».

Il résulte de l'examen des délibérations des conseils généraux que celui d'Oran n'a pas émis d'avis sur la question; que celui d'Alger s'est borné à émettre un vœu: « pour faire passer au sud des cercles de Djelfa et de Laghouat, c'est-à-dire sur le versant du saharien, entre les tribus des Chambas et des Lorbas, les limites des deux territoires »; mais que le conseil général de Constantine, au contraire, repousse le projet adopté par la chambre des députés et « demande l'élaboration d'un projet d'organisation des territoires du sud ne comportant pas l'autonomie financière ».

Il est facile de comprendre que le conseil général de Constantine, en refusant à la nouvelle organisation l'autonomie financière, n'a en vue que la revendication, pour son département, du produit des impôts des territoires dont nous avons parlé plus haut, les oasis de l'Oued Rihr, du Souf, des Bibans.

Et dès lors, nous sommes bien obligés d'opposer de nouveau aux délibérations du conseil général de Constantine ce que nous avons dit de l'organisation financière en général, à savoir que l'allocation par le budget algérien aux budgets départementaux de subventions équivalentes aux pertes que fait éprouver au département l'autonomie du sud donne satisfaction à leurs intérêts les plus étroits.

Votre commissiou, messieurs, a la conscience de n'avoir rien négligé pour vous présenter la situation telle qu'elle est. Cette nouvelle organisation peut comporter quelques inconvénients; elle mérite les plus sérieux ménagements; mais il est incontestablement désirable d'apporter un peu d'ordre et de méthode dans la pratique qui se faisait si capricieusement sur nos frontières du sud et de l'ouest et dont les derniers événements du Touat ont fait ressortir les dangers financiers.

Sous le bénéfice de ces observations, votre commission a l'honneur de vous proposer d'adopter le projet de loi voté par la chambre des députés (Voir le texte de loi ci-dessus).

TARIF

DÉSIGNATION DES PRODUITS	UNITÉ DE PERCEPTION	QUOTITÉ DES DROITS
Cafés	100 kilogr.	30 »
Glucose	—	10 »
Sucres bruts et vergeoise	—	15 »
Sucres raffinés	—	20 »
Chicorée moulue	—	5 »
Thé	—	25 »
Poivre	—	35 »
Marrons, châtaignes et leurs farines	—	5 »
Cannelle et cassia lignea	—	45 »
Muscades, maïs et vanilles	—	100 »
Clous et griffes de girofle	—	40 »
Huiles minérales	—	5 »
Alcools		
Alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cercles, eaux-de-vie et esprits en bouteilles, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie	L'hectol.	50 »
Alcool pur contenu dans les vins de composition, les vins mutés à l'alcool	—	50 »
Alcool pur contenu dans les vins de raisins secs, les vins artificiels et les liquides alcooliques provenant de la fermentation des figues, caroubes, dattes, grains, et de toutes substances sacchariféres ou similaires autres que les raisins frais, les pommes, les poires et le miel	—	50 »
Alcool pur contenu dans les vermouts et vins de liqueur ou d'imitation. Demi-droit de l'alcool contenu dans les vermouths, vins de liqueur ou d'imitation jusqu'à 15 degrés et droits pleins au-dessus de 15 degrés avec un minimum de perception de 16 degrés pour les vermouts et de 15 degrés pour les vins de liqueur ou d'imitation	—	50 »
Alcool pur excédant 15° 3 contenu dans le vin	—	50 »
Alcool pur contenu dans les eaux distillées alcooliques, les parfumeries alcooliques et tous autres produits retenant l'alcool à l'état de mélange	—	50 »
Bières	—	5 »

27 décembre 1902. — Décret relatif aux droits à percevoir sur les échanges d'immeubles ruraux.

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du ministre des finances ; — Vu l'ordonnance du 19 octobre 1841 ; — Le décret du 18 mai 1874 ; — Le décret du 8 février 1876 ; — La loi du 3 novembre 1884 ; — Le décret du 31 mars 1885 ; — L'avis des délégations financières en date du 6 juin 1902 et celui du conseil supérieur de gouvernement en date du 21 juin 1902 ;

Art. 1er. — Le décret du 31 mars 1885 appliquant à l'Algérie les dispositions de la loi du 3 novembre 1884 concernant les droits fiscaux à percevoir sur les échanges d'immeubles ruraux est complété par les dispositions suivantes :

Art. 2. — A défaut de cadastre, il sera suppléé dans les conditions ci-après

aux indications exigées par l'art. 2 de la loi. — Pour les immeubles situés dans des territoires ayant fait l'objet de plans réguliers avec tableaux indicatifs correspondants, dont les minutes se trouvent dans les archives de la topographie, les parties auront à demander au chef du service topographique un certificat indiquant la commune de la situation des immeubles, le centre ou le douar, la section, le lieu dit, le numéro, la nature et la contenance. —

Dans les territoires pour lesquels il n'existerait pas de plans, le certificat sera demandé à l'autorité municipale et le numéro du plan y sera remplacé par la désignation des tenants et aboutissants. — Les certificats seront, dans les deux cas, délivrés sans frais sur une réquisition par laquelle les deux échangistes déclareront avoir conclu définitivement l'échange et n'avoir plus qu'à passer acte. — Les indications ainsi obtenues seront mentionnées dans l'acte d'échange et le certificat sera remis au receveur de l'enregistrement en même temps que l'acte présenté à la formalité.

Art. 3. — Les dispositions des décrets des 18 mai 1874 et 8 février 1876 contraires au présent décret sont abrogées.

30 décembre 1902. — Décret relatif à la perception, à partir du 1er janvier 1903, de la contribution des patentes en Algérie.

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du ministre des finances ; — Vu les lois des 15 juillet 1880, 29 juin 1881, 30 juillet 1885, 17 juillet 1889, 8 août 1890 et 28 avril 1893, sur la contribution des patentes ; — Le décret du 26 décembre 1881 ; — Le décret du 16 novembre 1902 ; — Les sections réunies de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts et des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du conseil d'État entendues ;

Art. 1er. — A partir du 1er janvier 1903, la contribution des patentes en Algérie sera soumise aux règles de perception énoncées dans les articles suivants.

Art. 2. — Les agents des contributions directes procéderont annuellement au recensement des imposables et à la formation des matrices de patentes. — Le maire (ou l'administrateur ou le commandant supérieur) sera prévenu de l'époque du recensement et pourra assister l'agent des contributions directes dans cette opération ou se faire représenter, à cet effet, par un délégué. — En cas de dissentiment entre l'agent et le maire (ou l'administrateur ou le commandant supérieur) ou son délégué, les observations contradictoires de ce dernier seront consignées dans une colonne spéciale. — La matrice dressée par l'agent sera déposée, pendant dix jours, au secrétariat de la mairie, afin que les intéressés puissent en prendre connaissance et remettre au maire (ou à l'administrateur ou au commandant supérieur) leurs observations. A l'expiration d'un second délai de dix jours, le maire (ou l'administrateur ou le commandant supérieur), après avoir consigné ses observations sur la matrice, la transmettra au directeur des contributions directes, qui établira les taxes conformément à la loi, pour les articles non contestés. — Toutes les fois que le directeur ne croira pas devoir donner suite aux observations consignées par le maire (ou l'administrateur ou le commandant supérieur) sur la matrice, il soumettra les contestations au préfet ou au général, avec un avis motivé. Si le préfet ou le général n'adoptent pas les propositions du directeur, il en sera référé au gouverneur général.

Art. 3. — Les patentés qui réclameront contre la fixation de leurs taxes seront admis à prouver la justesse de leurs réclamations par la présentation d'actes de sociétés légalement publiés, de journaux et livres de commerce régulièrement tenus, et par tous autres documents.

Art. 4. — Les réclamations en décharge ou réduction et les demandes en remises ou modération seront communiquées au maire (ou administrateur ou commandant supérieur) ; elles seront d'ailleurs présentées, instruites et jugées dans les formes et délais prescrits pour les autres contributions directes.

Art. 5. — Les formules de patentes sont expédiées par le directeur des contributions directes. Elles sont, à la diligence des patentés, visées par le maire (ou l'administrateur ou le commandant supérieur) et revêtues du sceau de la commune. — Toute formule de patente délivrée à un marchand forain colporteur ou autre patentable exerçant une des professions non sédentaires désignées à l'art. 27 de la décision des délégations financières, homologuée par décret du 16 novembre 1902, doit à sa diligence être revêtue par le maire (ou l'administrateur ou le commandant supérieur) de la commune qu'elle concerne du visa de ce magistrat et du signalement de l'imposé. Celui-ci ne pourra justifier valablement de son imposition à la contribution des patentes que par la production de ladite formule ainsi régularisée. — Les individus trouvés, à une époque qelconque de l'année, exerçant les professions visées dans le paragraphe précédent seront passibles de la patente à partir du 1er janvier de l'année en cours, lorsqu'ils ne pourront justifier, dans les conditions qui viennent d'être spécifiées, de leur imposition régulière à cette contribution.

Art. 6. — Tout patentable est tenu d'exhiber sa patente lorsqu'il en est requis par les maires, administrateurs, adjoints, commandants supérieurs, chefs d'annexe, juges de paix et tous autres officiers ou agents de police judiciaire.

Art. 7. — Les individus qui exercent, hors de la commune de leur domicile, une profession imposable sont tenus de justifier, à toute réquisition, de leur imposition à la patente, à peine de saisie ou de séquestre, à leurs frais, des marchandises par eux mises en vente et des instruments servant à l'exercice de leur profession, à moins qu'ils ne donnent caution suffisante jusqu'à la représentation de la patente ou la production de la preuve que la patente a été délivrée. Si les individus non munis de la patente exercent dans la commune de leur domicile, il sera seulement dressé des procès-verbaux qui seront transmis immédiatement aux agents des contributions directes.

Art. 8. — Les agents des contributions directes peuvent, sur la demande qui leur en est faite, délivrer des patentes avant l'émission du rôle, après, toutefois, que les requérants ont acquitté entre les mains du receveur les douzièmes échus, s'il s'agit d'individus domiciliés dans le ressort de la recette, ou la totalité des droits, s'il s'agit des patentables désignés en l'art. 27 de la décision des délégations financières, homologuée par décret du 16 novembre 1902, ou d'individus étrangers au ressort de la recette.

Art. 9. — Le patenté qui aura égaré sa patente, ou qui sera dans le cas d'en justifier hors de son domicile, pourra se faire délivrer un certificat par le directeur ou par l'agent des contributions directes, qui fera mention des motifs qui obligent le patenté à le réclamer et devra être sur papier timbré.

Art. 10. — Les compagnies de chemins de fer, les services de transports fluviaux, maritimes et terrestres, ainsi que les établissements d'entrepôts et de magasins généraux sont tenus de laisser prendre connaissance des registres de réception et d'expédition de marchandises aux agents des contributions directes chargés de l'assiette des droits de patentes. — Les greffiers près les divers cours et tribunaux et les secrétaires près les conseils de prud'hommes sont tenus de communiquer, à toute réquisition et sans déplacement, aux agents des contributions directes tous documents déposés dans les greffes et secrétariats, et de leur laisser prendre à frais les renseignements, extraits et copies nécessaires pour l'assiette de l'impôt. — Dans les

greffes, les communications ne peuvent être exigées que les jours non fériés, et la durée des séances ne peut dépasser quatre heures par jour. — Dans les secrétariats de conseils de prud'hommes, les communications ont lieu seulement aux jours et heures d'ouverture consacrés par les usages locaux, et la durée des séances ne peut excéder la moitié du temps pendant lequel chaque secrétariat reste habituellement ouvert.

Art. 11. — Toutes les dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

30 décembre 1902. — Loi relative à l'organisation des cours d'assises et du jury criminel en Algérie (1).

Art. 1er. — Les cours d'assises siégeant en Algérie avec l'assistance de jurés continueront à connaître : 1° des crimes imputables aux Français et étrangers non musulmans ; 2° des crimes imputables aux indigènes musulmans naturalisés ; 3° des crimes imputables à des indigènes musulmans non naturalisés ou à des étrangers musulmans, lorsque ces crimes auront été accomplis ou tentés avec la participation de Français, d'étrangers non musul-

---

(1) *Chambre:* proposition présentée par M. Saint-Germain et ses collègues le 1er décembre 1892, *doc.*, p. 2345, et le 12 février 1894, *doc.*, p. 147 ; rapport de M. Flandin, le 3 décembre 1894. — *Sénat:* rapport de M. Isaac, le 15 mars 1898, *doc.*, p. 143; rapport suppl. de M. Thézard, le 13 mars 1902; adoption le 27 novembre. — *Chambre:* adoption, au rapport de M. Colin, le 2 décembre.

RAPPORT FAIT A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS, AU NOM DE LA COMMISSION DE LA RÉFORME JUDICIAIRE, PAR M. ÉTIENNE FLANDIN.

Messieurs, l'organisation de la justice criminelle en Algérie a subi, de 1830 à 1870, de nombreuses transformations, dont les phases successives sont très complétement exposées dans l'intéressant exposé des motifs de la proposition de loi déposée par M. Saint-Germain et ses collègues.

Le 24 octobre 1870, un décret du gouvernement de la défense nationale a institué dans notre colonie africaine la juridiction des cours d'assises statuant avec assistance de jurés.

« Considérant, est-il dit dans ce décret, que l'assimilation du régime politique et administratif de l'Algérie à celui de la métropole appelle l'assimilation de leurs institutions judiciaires ;

» Considérant que le jugement par jurés des causes criminelles est l'un des principes de notre droit public et que le développement de la colonisation rend aujourd'hui son application nécessaire à l'Algérie ;

» Le gouvernement décrète :

» A partir de 1er janvier 1871, les cours d'assises d'Algérie statueront avec assistance de jurés ».

Si les considérants invoqués pour introduire l'institution du jury en Algérie étaient pleinement justifiés à l'égard des Français résidant dans la colonie, ils étaient au moins fort discutables à l'égard des indigènes, qui, aux termes mêmes du sénatus-consulte du 14 juillet 1865, n'avaient ni les mêmes droits ni les mêmes obligations que les Français d'origine. L'institution du jury, qui, dans la pensée des auteurs du décret du 24 octobre 1870, devait être accueillie avec enthousiasme en Algérie, ne tarda pas à provoquer, à un égal degré, le mécontement des colons et celui des indigènes. Les premiers se plaignaient de la charge pénible qu'entraînait pour eux l'obligation de siéger à des sessions d'assises de jour en jour plus multipliées, les seconds manifestaient une défaveur marquée pour un système qui, sous la décevante dénomination de justice rendue par leurs pairs, les soumettait à la juridiction

mans ou d indigènes musulmans naturalisés. — Les crimes exclusivement imputables aux indigènes musulmans non naturalisés ou aux étrangers

---

d'hommes parmi lesquels ne figurait aucun de leurs coreligionnaires et dans lesquels ils étaient disposés à voir des ennemis plutôt que des juges.

A plusieurs reprises, le parlement a été saisi de propositions tendant à l'organisation d'une nouvelle juridiction pour juger les crimes commis par des indigènes. Il n'est pas sans intérêt de rappeler que, dès 1874, le conseil d'État, appelé à se prononcer sur un projet de loi ayant pour objet l'abrogation du décret du 24 octobre 1870, avait donné un avis favorable à cette abrogation.

M. Saint-Germain et ses collègues vous demandent de sanctionner une réforme qui se résumerait dans les dispositions suivantes :

Les cours d'assises continueraient à juger, avec l'assistance du jury, les crimes commis par les Français et les étrangers non musulmans dans les territoires civils et militaires des trois départements de l'Algérie.

Elles jugeraient également, avec l'assistance du jury, les crimes commis par les indigènes algériens et les étrangers musulmans « contre la chose publique et contre les particuliers français et étrangers non musulmans ».

Elles jugeraient, au contraire, sans l'assistance du jury, tous les crimes commis par les indigènes algériens et les étrangers musulmans contre les particuliers indigènes musulmans et les étrangers musulmans.

Enfin, M. Saint-Martin et ses collègues demandent que les dispositions des art. 1, 2, 3, 4 et 5 de la loi du 21 novembre 1872, concernant les conditions requises pour être juré en France, soient déclarées applicables à l'Algérie.

Pour réserver aux magistrats des cours d'assises devant statuer à l'avenir sans assistance de jurés la connaissance des crimes commis contre des musulmans par les indigènes algériens et les étrangers musulmans, les auteurs de la proposition de loi se fondent sur la nécessité d'alléger la lourde tâche que l'obligation de siéger au jury impose aux colons algériens.

Pour conserver au jury la connaissance des crimes commis par les musulmans contre la chose publique ou contre les Français et étrangers non musulmans, M. Saint-Germain et ses collègues invoquent la nécessité d'assurer « la suprématie du Français sur l'indigène ».

Votre commission, messieurs, n'a pas cru pouvoir vous proposer de vous rallier aux solutions réclamées par M. Saint-Germain. Elle estime qu'une réorganisation de notre justice, en ce qui concerne les crimes commis en Algérie par les indigènes musulmans, s'impose absolument, mais tout en reconnaissant que les doléances des colons se plaignant de la charge excessive qu'entraîne pour eux l'obligation de siéger comme jurés dans les affaires indigènes sont pleinement justifiées — nous l'établirons dans quelques instants — elle considère que la réforme à introduire dans la législation criminelle de l'Algérie doit surtout s'inspirer du désir de contribuer à la bonne administration de la justice en la rendant plus expéditive et en l'environnnant des garanties auxquelles tout accusé a droit, quelle que soit son origine.

Elle ne croit pas qu'il soit admissible, ainsi que le réclament les auteurs de la proposition, de créer des juridictions différentes suivant qu'il s'agit de crimes commis contre des non musulmans ou contre des musulmans. Le législateur, d'accord avec la loi morale, considère le crime en lui-même et il en punit l'auteur, quelle que soit la race, la nationalité ou la religion de la victime. Un crime, ni aux yeux de la loi positive, ni aux yeux de la loi naturelle, ne saurait revêtir un caractère différent, selon qu'il serait commis contre un Européen ou contre un indigène. Réserver exclusivement aux jurés français la connaissance des crimes perpétrés sur des victimes de

musulmans dans l'étendue du territoire civil seront déférés, dans chaque arrondissement, à la juridiction des cours criminelles instituées par la présente loi.

---

nationalité européenne, ce serait, à notre avis, donner à la répression un caractère de représailles incompatible avec les principes de la justice.

Nous avons dit que les doléances des colons se plaignant de la charge écrasante que leur impose l'obligation de siéger comme jurés dans les affaires indigènes étaient pleinement justifiées. Cette conclusion est indéniable. Ainsi que le font très justement observer M. Saint-Germain et ses collègues, lorsque le décret du 24 octobre 1870 instituant le jury en Algérie fut promulgué, les individus pouvant devenir justiciables des cours d'assises comprenaient 129,000 Français, 115,000 étrangers et un million d'indigènes. En 1880, à la suite de l'extension du territoire civil en vertu des arrêtés de rattachement de M. le gouverneur général Albert Grévy, la population justiciable des cours d'assises est passée de 1,417,879 individus au chiffre de 2,344,208. Elle n'a fait que s'accroître depuis. A l'heure actuelle, la population du territoire civil, d'après le recensement du 1er janvier 1892, est de 3,604,060 habitants.

La statistique, qui accusait, de 1871 à 1880 inclusivement, un chiffre total de 2,400 affaires criminelles, donne, de 1881 à 1891 inclusivement, le chiffre de 5,214 affaires, comprenant 7,880 accusés. Si l'on considère que la population française, israélites naturalisés compris, n'est que de 311,897 contre 3,292,163 étrangers ou indigènes musulmans, on arrive à cette constatation mathématiquement justifiée par un ancien magistrat algérien, M. le président Mennesson, que la charge du jury est vingt trois fois plus lourde pour un Français d'Algérie que pour un Français de la métropole.

On s'explique, dans ces conditions, les trop légitimes réclamations des colons qui, en raison du nombre restreint de Français fixés en Algérie, sont obligés régulièrement tous les deux ans de quitter leurs exploitations pendant deux semaines consécutives, non compris le temps du voyage qui peut exiger plusieurs jours, d'abandonner leurs familles et leurs biens à l'insécurité, de supporter sans compensation des frais onéreux de séjour au chef-lieu de département (*) pour prendre part à des sessions d'assises, au cours desquelles ils n'ont souvent à juger exclusivement que des indigènes. Dans certaines régions, notamment dans le département d'Oran, les colons en sont arrivés à fonder des associations mutuelles pour subvenir aux dépenses et aux pertes qu'entraîne pour eux le jury. Il y a la caisse du jury, comme il y a la caisse contre les fléaux du phylloxera ou des sauterelles.

Mais des considérations d'un autre ordre et plus décisives encore peut-être viennent démontrer la nécessité de modifier en Algérie l'organisation de notre justice criminelle.

Par suite de l'encombrement des rôles, la détention préventive se prolonge forcément dans des conditions déplorables. Malgré toute l'activité des magistrats instructeurs, malgré toute la diligence de la chambre des mises en accusation, malgré la multiplicité des sessions d'assises, dont la permanence même a dû être établie dans le département d'Alger, il est extrêmement rare qu'un accusé puisse comparaître devant le jury sans avoir subi une détention préventive de cinq à huit mois.

Le principe de la liberté individuelle reçoit de ce chef une regrettable atteinte, mais il n'est point seul à souffrir d'un semblable état de choses. Si

(*) Le juré n'a pas droit à une indemnité de séjour, il n'a droit qu'à une indemnité de déplacement de 2 fr. 50 par myriamètre (note du rapport).

Art. 2. — La cour criminelle siégeant au chef-lieu judiciaire de chaque arrondissement de l'Algérie est composée : 1° à Alger, d'un conseiller à la cour d'appel, président, et de deux conseillers et, en cas d'empêchement, de

---

la prolongation de la détention préventive compromet la liberté individuelle, le retard que subit la poursuite diminue singulièrement la certitude de la répression et l'exemplarité de la peine La condition essentielle peut-être de la bonne administration de la justice criminelle est la célérité dans la répression. Lorsqu'un crime n'est déféré au jury qu'après de longs mois écoulés, le souvenir du crime est presque effacé et la peine a perdu son plus grand mérite, celui de l'exemplarité. Cette idée est vraie surtout vis-à-vis de l'indigène, que ses traditions ont peu préparé au formalisme de notre législation et pour lequel le sentiment de la justice se confond avec le respect de la force.

Il est donc certain que, tant au point de vue des intérêts respectables de nos colons qu'au point de vue de la bonne administration de la justice, il est devenu urgent de porter remède à une situation dont les inconvénients de toute nature sont manifestes.

Ce remède, messieurs, nous vous proposons de le chercher dans une décentralisation de notre justice répressive.

Nous avons l'honneur de vous proposer de créer, au chef-lieu de chaque arrondissement judiciaire de l'Algérie, pour connaître des crimes commis par les indigènes musulmans non naturalisés ou par les étrangers musulmans, une cour criminelle composée d'un conseiller de la cour d'appel président, de deux juges du tribunal, de deux assesseurs jurés français, et de deux assesseurs-jurés musulmans.

Il ne nous a pas semblé qu'il fût possible de laisser exclusivement à des magistrats, ainsi que le proposent M. Saint-Germain et ses collègues, le soin de juger en dernier ressort des faits qualifiés crimes. Ce serait s'exposer au reproche d'enlever, sans compensation d'aucune sorte, aux accusés le bénéfice de l'institution du jury. Est-il rationnel de faire abstraction, en ce qui concerne les indigènes, du danger dont s'est si vivement préoccupé le législateur lorsqu'en organisant l'institution du jury, il a voulu que le sort de l'accusé ne dépendît pas uniquement de magistrats que, par une progression insensible et involontaire, le spectacle quotidien du vice, la vue fréquente des criminels aurait pu disposer à une sévérité en quelque sorte professionnelle ?

D'autre part, comment ne pas être frappé de l'étrange anomalie à laquelle donnerait lieu le système proposé par M. Saint-Germain et ses collègues ? Un indigène passible de quelques jours d'emprisonnement aurait la garantie de comparaître en première instance devant un tribunal composé de trois juges, en appel devant une chambre de la cour composée de cinq conseillers. Un indigène passible de la peine de mort ou de la peine des travaux forcés serait jugé en dernier ressort par trois magistrats. Ne serait-ce pas le renversement de toutes les règles de notre code d'instruction criminelle qui exige que les garanties soient d'autant plus fortes pour la défense de l'inculpé que la peine est plus rigoureuse ?

Si l'on veut une juridiction statuant en dernier ressort, — et ce résultat s'impose dans le double intérêt de la célérité, de la répression et de l'exemplarité de la peine, — le corollaire forcé, c'est que cette juridiction ne doit pas être exclusivement composée de magistrats, mais que l'adjonction d'éléments étrangers à la magistrature doit représenter pour l'accusé une garantie équivalente à celle qu'a voulu lui assurer le législateur en organisant l'institution du jury.

Il n'est pas téméraire d'affirmer que les indigènes verraient dans la présence

*

deux juges du tribunal de première instance ; 2° dans les autres arrondissements, d'un conseiller à la cour d'appel et, en cas d'empêchement, du président du tribunal civil de l'arrondissement et de deux juges de ce même

---

de deux de leurs coreligionnaires parmi leurs juges une garantie qui remplacerait avantageusement à leurs yeux celle du jugement par jurés. Dans son remarquable rapport sur le budget de l'Algérie de 1891, M. Burdeau préconisait l'admission dans le jury, pour juger l'accusé indigène, d'une minorité formée de ses coreligionnaires. « On trouverait chez les jurés indigènes, écrivait-il, un concours qui ajouterait aux yeux des Arabes à l'autorité des arrêts et on leur donnerait une marque, dont beaucoup d'entre eux sont dignes, de notre confiance dans leur esprit de justice. »

Nous ne pouvons que nous associer à cette conclusion. Il nous sera permis d'ajouter que l'opinion des assesseurs-jurés indigènes ne serait pas sans utilité pour la saine appréciation de nombreux crimes qui trouvent souvent leur seule explication dans les mœurs arabes ou kabyles. Enfin, ces assesseurs, se trouvant en minorité et étant encadrés par des magistrats éclairés et expérimentés, ne sauraient être suspects de faiblesse dans la répression.

Nous vous proposons de faire délibérer les assesseurs-jurés français et musulmans avec les magistrats, tant sur la question de la culpabilité que sur la question de l'application de la peine. Ce mode de procéder, qui ne constitue nullement une innovation, est appliqué dans la plupart de nos colonies ; il a été introduit en Tunisie par la loi qui y a créé les juridictions françaises et il y a produit les résultats les plus satisfaisants. En faisant prononcer la décision par la cour criminelle tout entière, on obtiendrait ce double résultat : 1° que, conformément aux principes libéraux, la majorité appartiendrait aux assesseurs-jurés au nombre de quatre, alors que les magistrats sont au nombre de trois; 2° que la majorité serait assurée à l'élément français représenté dans la proportion de cinq contre deux.

M. Saint-Germain et ses collègues vous demandent de rendre applicables à l'Algérie les dispositions des art. 1, 2, 3, 4 et 5 de la loi du 21 novembre 1872 concernant les conditions requises pour être juré en France, avec les modifications que les lois postérieurement promulguées ont apportées à ces dispositions. Nous estimons qu'il y a lieu d'adopter cette proposition. Le jury, en Algérie, se trouve encore sous l'empire du régime du décret du 7 août 1848. Or, ce décret admet, dans la composition du jury, certaines catégories d'individus que la loi du 21 novembre 1872 en a exclus avec juste raison.

C'est ainsi que les individus condamnés pour faux en vertu des art. 142 et 143 du code pénal, ceux condamnés pour faux témoignage en police correctionnelle, ceux qui falsifient les monnaies ou les colorent, ceux qui ont trompé sur la qualité des marchandises, etc., peuvent, aux termes du décret du 7 août 1848, être jurés en Algérie, si leur condamnation n'a pas excédé un an de prison. D'autre part, diverses lois, depuis 1872, ont fait disparaître de la nomenclature des crimes et délits pouvant empêcher d'être juré certains faits, tels, par exemple, que les délits d'outrages à la morale publique et religieuse, qui constituent des incapacités aux termes du décret du 7 août 1848.

Il importe d'établir une assimilation complète entre le jury d'Algérie et celui de France au point de vue des conditions requises pour être juré ; mais il convient, à notre avis, d'étendre et de compléter la proposition de M. Saint-Germain et de ses collègues en déclarant applicables à l'Algérie les dispositions de cette loi relatives à la composition de la liste annuelle du jury. Il est certain, en effet, que les formes tracées par la loi du 21 novembre 1872 relativement à la composition de la liste annuelle du jury présentent beaucoup plus de garanties pour le recrutement judicieux des jurés que les formes tracées par le décret du 7 août 1848.

tribunal ; 3° de deux assesseurs-jurés citoyens français ; 4° de deux assesseurs-jurés indigènes musulmans. — Les magistrats et assesseurs-jurés composant la cour criminelle délibéreront ensemble, tant sur l'examen de la

---

Telle est, messieurs, l'économie générale de la réforme que nous avons l'honneur de vous proposer d'introduire dans l'organisation de notre justice criminelle en Algérie.

La décentralisation de la justice répressive aurait pour résultat de la rendre non seulement plus expéditive, mais encore plus exemplaire, car le châtiment interviendrait à proximité du lieu où l'infraction aurait été commise, dans la région même où son souvenir serait encore vivant et menaçant. Cette décentralisation n'aurait, d'ailleurs, aucun des inconvénients qui, avec le maintien de l'institution du jury, pourraient être considérés à bon droit comme la contrepartie des avantages que nous venons de signaler.

Il est certain que lorsqu'il s'agit de juger des accusés français dans un pays où la population française est peu nombreuse, il faut craindre, comme le font avec très juste raison observer M. Saint-Germain et ses collègues, « de ne pas assez fusionner le jury et de laisser trop de place à l'émotion communicative du milieu ». C'est cette considération qui nous détermine à ne laisser subsister en Algérie qu'une cour d'assises par département pour juger les accusés justiciables du jury ; mais la même objection ne saurait empêcher l'établissement dans chaque arrondissement des cours criminelles appelées à juger les indigènes.

La composition de la cour criminelle telle que nous l'avons déterminée et la qualité des justiciables soumis à sa juridiction, justiciables formant dans chaque arrondissement une population au moins égale sinon supérieure à celle des départements de la métropole, excluent le danger de l'influence des passions locales sur les décisions à intervenir.

Il nous sera permis enfin de constater que l'établissement des cours criminelles aurait pour conséquence forcée de réduire dans de très notables proportions les frais de justice criminelle. Les frais de transfèrement des accusés à la maison de justice seraient supprimés ; les témoins, aujourd'hui soumis à des déplacements particulièrement onéreux, puisqu'ils sont souvent obligés de faire plusieurs centaines de kilomètres, ne quitteraient plus leur arrondissement et ne toucheraient dès lors que des taxes sensiblement moins élevées. Les frais d'un procès criminel seraient à peu près les mêmes que ceux d'une instance correctionnelle.

En résumé, allègement des charges qui pèsent actuellement sur les jurés, réduction des sessions d'assises à la durée normale des sessions de France, garanties nouvelles données aux accusés indigènes, abréviation de la durée des détentions préventives, célérité dans la répression, exemplarité plus grande de la peine, diminution considérable des frais de justice criminelle, tels seraient les avantages du régime nouveau que nous vous demandons d'organiser en Algérie.

Il nous reste, messieurs, à justifier sommairement chacune des dispositions du texte législatif que votre commission a l'honneur de soumettre à votre approbation.

L'art. 1er détermine la compétence des cours criminelles. Elles ne seront appelées à connaître que des crimes exclusivement commis par des indigènes musulmans non naturalisés ou par des étrangers musulmans « dans l'étendue du territoire civil ». Les crimes commis par des indigènes musulmans non naturalisés, ou par des étrangers musulmans avec la participation de Français ou étrangers non musulmans, resteront de la compétence des cours d'assises statuant avec assistance du jury. Il serait manifestement impossible de retirer aux Européens le bénéfice de l'assistance du jury que leur assure la

culpabilité que sur l'application de la peine. — Les fonctions du ministère public près la cour criminelle seront exercées, à Alger, par un magistrat du parquet de la cour d'appel, désigné par le procureur général ; dans les autres

---

constitution républicaine. D'où la conséquence que, par application du droit commun, l'accusé français ou étranger non musulman doit entraîner devant la même juridiction son coaccusé indigène ou étranger musulman.

L'art. 2 règle la composition de la cour criminelle. La cour criminelle sera, comme la cour d'assises, composée de trois magistrats ; son président sera choisi parmi les conseillers de la cour d'appel du ressort. Elle se complètera par l'adjonctien de deux assesseurs-jurés français et de deux assesseurs-jurés musulmans.

L'institution des assesseurs-jurés musulmans a été vivement combattue au sein de votre commission par M. Pourquery de Boisserin. Notre honorable collègue a exprimé la crainte que le fait d'associer l'élément indigène à l'œuvre de la justice criminelle rendue au nom de la France ne constituât un amoindrissement de notre souveraineté. Après une discussion approfondie, la majorité de votre commission n'a pas cru devoir s'arrêter à cette objection. Il lui a paru qu'en créant une juridiction spéciale pour les indigènes, il était de toute justice de s'écarter le moins possible du principe qui domine l'organisation de nos juridictions criminelles, du principe suivant lequel l'accusé doit être jugé par ses pairs. Le jury mixte fonctionne en Tunisie et dans l'Indo-Chine.

L'Algérie, sans doute, n'est pas un pays de protectorat ; elle fait partie intégrante du territoire national, mais n'est-ce pas chimérique de prétendre assimiler complétement à la métropole une terre sur laquelle trois cent mille Français vivent à côté de cinq millions d'indigènes ? Ainsi que l'a fait observer M. le gouverneur général Cambon dans les explications qu'il a été invité à fournir à votre commission, « l'introduction dans les cours criminelles de l'élément indigène ne serait que l'extension à l'administration de la justice de la réforme accomplie dans l'administration civile par l'introduction de l'élément indigène dans les conseils généraux et les conseils municipaux algériens ».

Aux termes de l'art. 2, les magistrats composant la cour criminelle et les asseseurs-jurés devront délibérer ensemble, tant sur l'examen de la culpabilité que sur l'application de la peine. Cette collaboration constante des magistrats et des asseseurs-jurés sera la meilleure garantie de décisions éclairées et impartiales.

L'art. 3 fixe les conditions dans lesquelles seront choisis les magistrats et assesseurs-jurés appelés à faire partie des cours criminelles.

Il rend expressément applicable à l'Algérie la loi du 21 novembre 1872, pour la composition et la formation des listes du jury, dans les dispositions non contraires à la loi du 30 juillet 1881, qui a déterminé le nombre de jurés devant figurer sur les listes annuelles dressées pour les territoires ressortissant aux cours d'assises d'Alger, Oran, Constantine et Bône, réduit de 36 à 24 le nombre des jurés composant la liste de session et décidé qu'en Algérie « nul ne serait contraint de remplir les fonctions de juré plus d'une fois en deux années ».

Les assesseurs-jurés français seront choisis sur la liste des jurés de l'arrondissement.

Les assesseurs-jurés musulmans seront choisis sur une liste dressée, pour chaque arrondissement, en la même forme que la liste du jury et devant comprendre dix noms au moins et vingt noms au plus. Ils devront être capables de comprendre la langue française.

Afin de faciliter le recrutement d'assesseurs-jurés musulmans offrant les

arrondissements, par le procureur de la République ou son substitut. — Les fonctions de greffier seront remplies, à Alger, par le greffier de la cour ou l'un de ses commis assermentés ; dans les autres arrondissements, par le greffier du tribunal ou l'un de ses commis assermentés.

---

garanties d'expérience, d'impartialité et de fermeté nécessaires à l'accomplissement de leur mission, votre commission a cru devoir abaisser l'âge légal à vingt-cinq ans, pourvu qu'il s'agit d'individus majeurs d'après la loi musulmane. D'après la loi coranique, en effet, c'est la déclaration du cadi, non un âge déterminé, qui fixe la majorité.

Comme on ne saurait, lorsqu'il s'agit d'associer les indigènes à l'administration de la justice française, exiger trop de garanties d'un choix judicieux, l'art. 3 porte que, dans le cas où il ne se trouverait pas dans un arrondissement dix indigènes musulmans réunissant les conditions de capacité nécessaires pour remplir les fonctions d'assesseurs-jurés, la liste pourra être complétée exceptionnellement et transitoirement par l'adjonction de noms d'indigènes empruntés aux arrondissements voisins.

Il va sans dire que les assesseurs musulmans pourront être choisis parmi les indigènes naturalisés comme parmi les indigènes non naturalisés.

Les art. 4, 5 et 6 précisent les conditions dans lesquelles sera formée la liste de session des assesseurs-jurés.

L'art. 7 indique comment il sera procédé à la désignation des assesseurs-jurés pour le jugement de chaque affaire.

L'art. 8 règle le droit de récusation.

Ces dispositions, conformes aux principes édictés par le code d'instruction criminelle, n'appellent aucun commentaire.

L'art. 9 règle la formule du serment qu'auront à prêter les assesseurs-jurés.

Leurs fonctions étant tout à la fois celles de jurés statuant sur la culpabilité et de juges prononçant l'application de la peine, votre commission a cru devoir adopter une formule visant èn même temps les obligations qui incombent aux jurés, aux termes de l'art. 312 C. instr. crim., et celles qui incombent aux magistrats, d'après leur serment professionnel.

L'art. 10 détermine la forme des délibérations de la cour criminelle. Il s'inspire des règles de droit commun qui ont pour but d'assurer l'indépendance des décisions de justice.

Lorsqu'il s'agira de prononcer sur la culpabilité de l'accusé, le vote aura lieu au scrutin secret, dans la forme prévue par l'art. 345 C. instr. crim. pour les décisions du jury.

Lorsqu'il s'agira de prononcer sur l'application de la peine, le président, après avoir fait connaître les conséquences légales du verdict rendu sur la culpabilité, recueillera les voix des membres composant la cour, en commençant par consulter les assesseurs-jurés dans l'ordre où ils auront été appelés à siéger par le tirage au sort. Il devra donc, si l'on se réfère aux dispositions du deuxième paragraphe de l'art. 7, consulter d'abord les assesseurs-jurés français, puis les assesseurs-jurés musulmans, puis les magistrats.

L'art. 11, pour prévenir toute controverse, stipule expressément que les dispositions du Code d'instruction criminelle non contraires aux dispositions législatives que nous vous demandons d'adopter seront applicables au renvoi et à la procédure devant les cours criminelles, ainsi qu'au pourvoi en cassation contre leurs arrêts.

Enfin, l'art. 12 décide que la Cour d'assises de Constantine connaîtra, à l'avenir, dans les limites de la compétence fixée par l'art. 1er, des crimes actuellement déférés à la cour d'assises de Bône.

Il est manifeste qu'il deviendrait abusif de réunir, chaque trimestre, le jury

Art. 3. — Les magistrats appelés à faire partie de la cour criminelle seront désignés dans la forme établie par la législation en vigueur pour la désignation des magistrats composant les cours d'assises. — Les assesseurs-jurés

---

à Bône, alors que la Cour d'assises ne serait plus appelée à connaître que des crimes commis par les Français ou étrangers non musulmans. Aux termes de l'art. 12, il y aurait dans l'arrondissement de Bône, comme dans tous les arrondissements judiciaires de l'Algérie, une Cour criminelle pour juger les crimes exclusivement commis par des indigènes musulmans ou des étrangers musulmans.

Les crimes commis par des Français ou étrangers non musulmanr dans le territoire actuellement soumis à la juridiction de la Cour d'assises de Bône seraient déférés à la Cour d'assises de Constantine. Une seule liste annuelle de jurés comprenant huit cents noms, aux termes de la loi du 30 juillet 1881, devrait donc être formée, à l'avenir, pour toute l'étendue du département de Constantine. Ce serait l'application, en Algérie, de la règle générale d'après laquelle une seule cour d'assises est instituée pour chaque département.

RAPPORT SUPPLÉMENTAIRE FAIT AU SÉNAT, PAR M. LÉOPOLD THÉZARD.

Messieurs, dans un rapport déposé à la séance du 15 mars 1898, au nom de la commission de l'Algérie, notre regretté collègue, M. Isaac, proposait au sénat l'adoption d'une proposition de loi, votée par la chambre des députés, le 25 novembre précédent, et relative à l'organisation des cours d'assises et du jury criminel en Algérie.

La mort de notre collègue et diverses autres circonstances sont venues retarder la discussion de cette proposition, qui avait pour objet, tout à la fois, de simplifier et d'accélérer la marche de la justice criminelle en Algérie, d'alléger les charges vraiment excessives qu'impose aux colons algériens le fonctionnement actuel du jury, et enfin d'assurer aux indigènes une satisfaction et une garantie par la participation de l'élément musulman à l'œuvre judiciaire.

Le moment paraît venu de réaliser cette réforme; les besoins auxquels elle répond se font de plus en plus vivement sentir, et elle a sa place naturelle dans la réorganisation qui s'élabore présentement pour l'ensemble des institutions algériennes.

Nous n'aurions qu'à nous référer au rapport substantiel de M. Isaac, si, postérieurement à ce rapport, il n'avait été déposé, le 9 décembre 1898, par MM. Jacques, Paul Gérente et Alcide Treille, un contre-projet que nos honorables collègues des départements algériens ont manifesté l'intention de reproduire devant le sénat.

Ce contre-projet consiste essentiellement à soumettre la connaissance des crimes commis par les indigènes (sauf ceux qui entraîneraient la peine de mort) à la juridiction des tribunaux correctionnels, érigés en ce cas en cours criminelles, et statuant sans l'assistance de jurés ou assesseurs, soit Français, soit musulmans.

Nos collègues ne dissimulent pas que le motif principal de leur opposition au texte voté par la chambre des députés se trouve dans l'appréhension que leur cause l'introduction de l'élément indigène dans le jury.

Leurs objections peuvent se ramener à deux :

1° Impossibilité presque absolue de trouver dans chaque arrondissement un nombre suffisant d'indigènes comprenant véritablement le français, c'est-à-dire capables de suivre et de saisir complètement tous les détails d'un débat criminel en langue française, et de formuler leur vote par écrit en ette langue;

français seront choisis sur la liste des jurés de l'arrondissement, qui, à l'avenir, dans les conditions prévues par la loi du 30 juillet 1881, devra être établie conformément aux prescriptions de la loi du 21 novembre 1872, lesquelles sont, par la présente loi, déclarées applicables à l'Algérie. — Les assesseurs-jurés musulmans devront être majeurs d'après la loi musulmane, âgés de vingt-cinq ans au moins, capables de comprendre la langue française. Ils seront choisis sur une liste dressée en la même forme que la liste du jury et devant comprendre dix noms au moins et vingt au plus pour chaque arrondissement. — Au cas où il ne se trouverait pas dans un arrondissement dix indigènes musulmans réunissant les conditions de capacité nécessaires pour remplir les fonctions d'assesseurs-jurés, la liste pourra être complétée

---

2° Inaptitude morale des indigènes à participer à l'œuvre judiciaire française; car la plupart du temps on se trouverait en face d'une solidarité de parti-pris avec leurs coreligionnaires, d'un caractère accessible à des influences incompatibles avec la mission impartiale du juge, et il n'en pourrait résulter que trouble et discrédit pour la justice de nos tribunaux.

Ces critiques et ces craintes, la majorité de la commission les a jugées excessives.

Tout d'abord, il nous semblerait particulièrement grave de supprimer totalement, pour les indigènes accusés de crimes, la garantie du jury, et, du moment où les circonstances obligent à restreindre le nombre et le rôle des jurés, il n'est que juste, à première vue, d'offrir à ces accusés indigènes une compensation, en faisant participer au jugement un nombre, d'ailleurs restreint, de leurs coreligionnaires.

Quant aux objections, prises en elles-mêmes, contre l'introduction des assesseurs musulmans, sont-elles décisives ?

La première, celle qui est tirée de la difficulté du recrutement, doit s'atténuer de jour en jour, à mesure que se produiront les résultats du grand effort, constamment poursuivi, pour l'instruction des indigènes ; on ne saurait méconnaître que de grands progrès aient été accomplis dans cette voie depuis la date, déjà éloignée, où la proposition se produisait devant la chambre des députés.

L'autre objection, celle qui résulterait de l'état d'esprit attribué aux indigènes, aurait un caractère plus grave ; elle serait de nature à faire hésiter, s'il s'agissait d'attribuer à l'élément indigène une prépondérance sans garanties. Mais, dans les conditions du projet, l'introduction de cet élément n'est-elle pas elle-même une garantie et une garantie sans danger véritable ?

Dans les affaires où l'accusé et la victime seront également indigènes, la présence des assesseurs musulmans assurera une plus juste appréciation des circonstances et des mobiles du crime ; dans celles mêmes où le crime aura été commis contre un européen, si l'on doit redouter la partialité des assesseurs indigènes, leur influence sera contrebalancée par celle des assesseurs français, et ce seront, en définitive, des magistrats également français qui rempliront le rôle de départiteurs.

Toute crainte devra être écartée, et il y a lieu d'espérer, au contraire, que les indigènes pourront souvent fournir à leurs collègues français d'utiles éléments de décision, et qu'eux-mêmes, associés à l'œuvre de la justice française, ils arriveront, de plus en plus, à se pénétrer de son esprit et à en répandre le respect parmi leurs coreligionnaires.

La majorité de votre commission se croit donc fondée à persister dans les conclusions qu'elle avait adoptées déjà à deux reprises différentes, en 1893 et en 1898, et à vous demander l'adoption de la proposition, telle qu'elle a été votée par la chambre des députés.

exceptionnellement et transitoirement par l'adjonction de noms d'indigènes empruntés aux arrondissements voisins.

Art. 4. — La date de l'ouverture de chaque session de la cour criminelle sera fixée par ordonnance du premier président de la cour d'appel, sur les réquisitions du procureur général. Cette ordonnance sera publiée dans la forme déterminée pour les ordonnances fixant l'ouverture des sessions de cour d'assises. — Il sera tenu pour chaque trimestre une session ordinaire dont la durée ne pourra excéder quinze jours.

Art. 5. — Quinze jours au moins avant l'ouverture de la session, le premier président de la cour d'appel dans l'arrondissement d'Alger, le président du tribunal de première instance dans les autres arrondissements, tireront au sort, en audience publique, sur les listes annuelles dressées conformément aux prescriptions de l'art. 3, les noms de quatre assesseurs-jurés français et de quatre assesseurs-jurés musulmans pour former la liste des assesseurs-jurés de la session. — Si les noms de un ou de plusieurs assesseurs-jurés ayant rempli lesdites fonctions pendant la session précédente viennent à sortir de l'urne, ils seront immédiatement remplacés par les noms d'un ou plusieurs autres assesseurs-jurés tirés au sort.

Art. 6. — Les assesseurs-jurés appelés à former la liste de session seront convoqués par les soins de l'autorité administrative, suivant la forme et dans les délais prévus pour la convocation du jury. Ils auront droit à l'indemnité allouée aux jurés. — Tout assesseur-juré qui, sans cause légitime, ne se sera pas rendu à son poste sur la citation qui lui aura été notifiée, sera condamné par les magistrats composant la cour criminelle à une amende de 200 fr., sans préjudice des pénalités édictées par l'art. 366 C. instr. crim. au cas de récidive.

Art. 7. — Si, au jour du jugement, quatre assesseurs-jurés français et quatre assesseurs-jurés musulmans n'ont pas répondu à l'appel de leur nom dans la forme indiquée par l'art. 399 C, instr. crim., le président complètera la liste en tirant au sort les noms d'assesseurs-jurés résidant au siège de la cour criminelle. — Il sera procédé, pour le jugement de chaque affaire, au tirage au sort d'abord de deux assesseurs-jurés français, puis de deux assesseurs-jurés musulmans, dans la forme prévue par l'art. 399 C. instr. crim.

Art. 8. — Les accusés et le ministère public auront concurremment la faculté de récusation. Les récusations s'arrêteront lorsqu'il ne restera dans l'urne que les noms de deux assesseurs-jurés français et de deux assesseurs-jurés musulmans.

Art. 9. — Les assesseurs-jurés, avant de connaître l'affaire, prêteront serment « de bien et fidèlement remplir leur mission, de garder religieusement le secret des délibérations et d'examiner avec la plus scrupuleuse attention les charges relevées contre l'accusé, en se décidant, suivant leur conscience et leur intime conviction, avec l'impartialité et la fermeté qui conviennent à un homme probe et libre ».

Art. 10. — La cour criminelle prononcera à la majorité des voix et par dispositions distinctes sur chaque chef d'accusation et sur l'admission ou le rejet de circonstances atténuantes. Le vote aura lieu au scrutin secret, dans la forme prévue par l'art. 345 C. instr. crim. — Le président fera ensuite connaître les conséquences légales du verdict rendu sur la culpabilité et consultera les magistrats et assesseurs-jurés composant la cour sur l'application de la peine. Il recueillera d'abord les voix des assesseurs-jurés dans l'ordre où ils auront été appelés à siéger par le tirage au sort. — La décision sera rendue en dernier ressort.

Art. 11. — Les dispositions du Code d'instruction criminelle non contraires à la présente loi seront applicables au renvoi et à la procédure devant les cours criminelles, ainsi qu'au pourvoi en cassation contre leurs arrêts.

Art. 12. — Sont abrogées en Algérie toutes les dispositions des lois ordonnances et décrets contraires à la présente loi.

30 mars 1902. — **Loi** portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1902 (*J. O.*, 30 mars 1902).

Art. 65. — Il pourra être formé dans le Sud Algérien, à l'aide d'éléments indigènes, des corps spéciaux sahariens, dont le nombre, la composition et la dénomination seront fixés par décrets, selon les besoins du service et les crédits budgétaires. — Ces corps spéciaux pourront comprendre des troupes de différentes armes, avec de la cavalerie montée à cheval et à méhara. — Les cadres officiers sont fournis par le personnel des affaires indigènes. — Les cadres (troupes françaises) sont pris dans les corps de troupes de toutes armes, où ils sont remplacés numériquement.

Art. 66. — Des décrets du président de la République, rendus sur la proposition du ministre de la guerre, sur l'avis du ministre de l'intérieur et après entente avec lui, régleront l'organisation et le fonctionnement des corps de troupes sahariens, dont la formation sera reconnue nécessaire, ainsi que les allocations, les prestations et les avantages spéciaux de toute nature attribués aux militaires qui en feront partie (1).

Art. 67. — Les troupes sahariennes créées par la loi du 5 décembre 1894 seront licenciées dans un délai de six mois à partir de la promulgation de la présente loi.

5 avril 1902. — **Règlement** relatif à l'organisation et au fonctionnement d'un entrepôt spécial des tabacs en feuilles d'origine étrangère destinés à être transformés en produits fabriqués, après mélange avec des tabacs en feuilles de production indigène.

Art. 1er. — L'entrepôt spécial sera constitué dans un seul corps de bâtiment, isolé de toute construction, parfaitement clos, et n'ayant avec l'extérieur qu'une seule porte d'accès. Le concessionnaire sera tenu de produire un plan détaillé des locaux et de les faire agréer par l'administration des douanes. — A titre transitoire, et comme il s'agit, au cas particulier, d'un essai dont on ne peut actuellement prévoir les résultats, et dont il importe de réduire autant que possible les frais de première exploitation, le service pourra tolérer provisoirement que le local présenté soit contigu à d'autres habitations, à la condition qu'il ne présentera avec celles-ci aucune communication accessible. Cette période d'essai prendra fin au plus tard le 1er janvier 1904. — La porte unique pouvant s'ouvrir extérieurement et donnant seule accès aux magasins et aux ateliers sera fermée, après chaque vacation, au moyen de deux serrures différentes dont les clefs seront l'une entre les mains de l'entrepositaire ou de son représentant, l'autre entre les mains du service de surveillance. Toutes les ouvertures extérieures nécessaires à l'aération et à l'éclairage des locaux seront grillagées ; le grillage, fixé par des barres de fer, sera à mailles serrées.

Art. 2. — L'entrepôt est ouvert exclusivement à l'importation des tabacs en feuilles et à l'exportation des produits fabriqués. — Les matières premières et les produits fabriqués ne pourront sortir de l'entrepôt pour entrer dans la consommation algérienne. Cette disposition ne comportera d'autre

(1). V. *suprà*, p. 1, le décret du 1er avril 1902.

exception que celles résultant soit d'une déchéance du bénéfice accordé, soit d'une renonciation au dit bénéfice.

Art. 3. — A l'entrée en entrepôt, les tabacs seront pris en charge de la manière suivante : 1° en ce qui concerne les tabacs étrangers, au vu des déclarations-soumissions dûment cautionnées et revêtues du certificat de visite de la douane centrale. Chaque déclaration sera appuyée d'une note de détail donnant, colis par colis, le poids brut et le poids net réel, ou le poids net légal, si l'entrepositaire n'est pas en mesure de faire connaître à ce moment le poids net effectif ou la tare réelle des emballages ; 2° en ce qui concerne les tabacs indigènes, d'après les constatations d'espèce ou de poids effectuées par le service de l'entrepôt au vu de déclarations spéciales déposées par l'entrepositaire, enregistrées et appuyées de notes de détail analogues à celles exigées pour les tabacs étrangers.

Art. 4. — Les tabacs étrangers et les tabacs algériens seront classés distinctement dans les magasins, par colis entiers, sous les emballages d'origine, par lots correspondant à chacun des comptes ouverts et revêtus d'étiquettes indiquant la date de leur rentrée et le numéro de leur inscription au sommier. Au fur et à mesure des besoins de la fabrication, les tabacs seront livrés à la mise en œuvre après constatation par les soins du service et de l'entrepositaire du poids net effectif qui constituera la base définitive de la prise en charge.

Art. 5. — La décharge des comptes s'effectuera par la constatation du poids net réel des produits fabriqués sans distinction de l'origine des matières premières.

Art. 6. — Les sommiers seront tenus en double, les uns par le service de surveillance à l'entrepôt spécial, les autres par la section des entrepôts au bureau central des douanes. — L'enregistrement de toutes les déclarations d'entrée et de sortie sera effectué par les soins de cette section.

Art. 7. — Le transport des produits étrangers importés et des produits fabriqués exportés, aura lieu sous l'escorte ininterrompue du service des douanes entre les quais et l'entrepôt.

Art. 8. — Les expéditions de produits fabriqués ne pourront être faites qu'à destination des pays étrangers et des colonies françaises où le tarif métropolitain n'est pas applicable et pour lesquelles les transports n'ont pas lieu sous le régime des passavants de cabotage.

Art. 9. — Les tabacs importés ne pourront séjourner plus d'un an en entrepôt sans être mis en œuvre. — Après fabrication, les produits non réexportés immédiatement seront placés dans un magasin spécial de l'entrepôt. Les délais de réexportation après main-d'œuvre ne pourront dépasser six mois.

Art. 10. — Les déchets inutilisés et les poussières provenant des manipulations de toute nature seront détruits soit par le feu, soit par immersion à la mer, aux frais de l'entrepositaire, après vérification par un agent de visite, sous la surveillance du service des douanes et dans les conditions déterminées par lui. Chaque opération de l'espèce donnera lieu à la rédaction d'un procès-verbal contradictoire, qui sera consigné au sommier de l'entrepôt et vaudra décharge des quantités détruites.

Art. 11. — Tout déficit qui ne pourrait être attribué, ni à la dessication naturelle, ni à la déperdition par ventilation, étuvage ou toute autre cause déterminée, dont le service des douanes restera seul juge, entraînera le paiement du droit sur la matière première, quelle qu'en soit l'origine, sans préjudice, le cas échéant, des poursuites judiciaires, si le manquement paraissait devoir être attribué à un enlèvement clandestin. La décision de l'administration sera sans appel. — La taxe à appliquer sera celle du tarif général des douanes augmentée de toutes les surtaxes existantes ou qui pourront être édictées. Elle sera calculée sur les bases du tarif en vigueur au jour de la constatation du déficit.

Art. 12. — Des recensements seront effectués dans les magasins, toutes les fois que l'administration le jugera utile. — Pour toutes les opérations de vérification de poids, de classement et de recensement, l'entrepositaire sera tenu de mettre à la disposition du service les instruments de pesage nécessaires et le personnel ouvrier dont il aurait besoin.

Art. 13. — A la sortie des ateliers, le personnel employé dans les magasins pourra être visité par le service de surveillance pour empêcher tout versement clandestin dans la consommation. Les visites à corps sur le personnel féminin seront exercées par une femme spécialement désignée par l'administration des douanes et commissionnée à cet effet. — Toute soustraction de marchandises entreposées ou toute tentative dans l'objet exposera les délinquants aux poursuites judiciaires édictées en matière d'importation en contrebande.

Art. 14. — La surveillance dans les magasins et dans les locaux affectés à l'entrepôt sera assurée par un sous-officier faisant fonction de garde-magasin assisté d'un préposé. La femme du garde-magasin sera investie des fonctions de visiteuse et recevra à cet effet une indemnité annuelle de 150 fr. — Les frais de création de ces emplois seront supportés par l'entrepositaire ainsi que les frais de bureau, de chauffage et d'éclairage, soit une dépense de 3,000 fr., se décomposant comme suit :

	TRAITEMENT	QUART COLONIAL	FRAIS de bureau, de chauffage et d'éclairage	INDEMNITÉ à la femme visiteuse	TOTAL
1 Sous brigadier.....	1.200	300	»	»	1.600
1 Préposé.....	1.000	250	»	»	1.250
1 Femme-visiteuse.....	»	»	100	150	150
Totaux.....	2.000	550	100	150	3.000

Cette somme sera versée trimestriellement et à l'avance à la caisse du receveur principal des douanes à Alger, à titre de « fonds de concours ».

Art. 15. — En cas de travail de nuit, c'est-à-dire si les opérations se prolongent entre 10 heures du soir et 5 heures du matin, les agents de service auront droit à une indemnité calculée à raison de 1 franc l'heure sans fraction d'heure. Le montant de ces indemnités sera versé à la caisse du receveur principal des douanes, d'après décompte établi mensuellement par le garde-magasin et visé par l'entrepositaire. — Les frais d'impression des formules et registres spéciaux nécessaires à la tenue des écritures seront à la charge de l'entrepositaire.

Art. 16. — La présente autorisation est immédiatement révocable, en cas d'abus, par décision de M. le gouverneur général et sans qu'aucune indemnité puisse être réclamée par l'intéressé. Elle pourra également être rapportée sur l'avis donné six mois à l'avance au cas d'installation d'un port franc à Alger. — Dans l'un et l'autre cas, la liquidation des comptes s'établira conformément aux règlements en vigueur, soit par la réexportation, soit par le transfert en entrepôt réel, soit par le paiement des droits afférents aux matières premières.

Art. 17. L'entrepositaire souscrira une soumission générale cautionnée rappelant les dispositions du présent règlement. Cette soumission, renouvelable annuellement, restera déposée entre les mains du receveur principal des douanes à Alger.

Art. 18. — Au cas où l'expérience démontrerait que des dispositions nouvelles sont nécessaires pour assurer la régularité absolue des opérations et la sauvegarde des intérêts du budget de la colonie, l'administration sera en droit de les imposer sans délai, sur avis donné à l'entrepositaire.

24 juin 1902. — Circulaire du gouv. gén. relative à l'exécution des peines prononcées par les tribunaux répressifs indigènes.

Monsieur le préfet, — Le décret du 29 mars dernier, qui a institué les tribunaux répressifs cantonaux, n'a pas eu seulement pour but d'éviter les lenteurs de la procédure ordinaire et d'assurer la prompte répression des délits commis par les indigènes. Il a voulu également donner à l'exécution des peines prononcées les caractères d'efficacité et d'exemplarité qu'elles n'ont pas toujours eus.

On a fait souvent remarquer, avec raison, que l'emprisonnement, loin de constituer pour certains condamnés une peine effective, leur procure au contraire un repos et un bien-être auxquels ils ne sont pas habitués. On a d'autre part exprimé, avec non moins de justesse, le regret que l'on n'ait pas utilisé plus fréquemment la main-d'œuvre des prisonniers pour des ouvrages d'utilité publique.

L'art. 13 du nouveau décret, s'inspirant de cette double considération, dispose que les peines prononcées par les tribunaux répressifs cantonaux seront subies soit dans des pénitentiers, soit dans des locaux disciplinaires, soit enfin sur des chantiers de travaux d'utilité publique. Il me paraît nécessaire d'indiquer ici la portée de cette disposition et comment l'application doit en être faite dans la pratique.

Un premier point doit, d'abord, être précisé. Le nouveau décret ne supprime pas le mode actuel d'exécution des peines, c'est-à-dire l'incarcération des détenus indigènes dans les maisons centrales et les prisons départementales. Il institue seulement un nouveau mode d'exécution des peines, qui s'ajoute au premier. Toute autre interprétation serait inadmissible et se heurterait d'ailleurs à une impossibilité matérielle, puisque dans beaucoup de cantons on ne dispose pas de locaux suffisants pour l'incarcération de tous les condamnés. D'autre part, il faut considérer que l'administration est liée, pour l'exécution des services économiques des établissements pénitentiaires, par des marchés d'entreprise qui ne lui permettent pas de supprimer complètement tout envoi de détenus dans les maisons centrales et les prisons départementales.

Il doit donc être bien entendu que les peines infligées par les tribunaux de canton continueront, en principe, à être subies dans les locaux qui y ont été consacrés antérieurement : maisons centrales, prisons départementales, pénitentiers agricoles. Et, de même, il demeure entendu que l'organisation et le fonctionnement des chantiers extérieurs dépendant des maisons centrales ou des prisons départementales restent soumis aux règles et conditions prévues par les cahiers des charges et les marchés d'entreprise de ces établissements.

Mais, à côté du mode actuel d'exécution des peines correctionnelles à subir par les indigènes, le nouveau décret en autorise un autre qui permet à l'administration soit de diriger les condamnés sur l'un des pénitentiers d'Aïn-el-Bey, de Tadmit ou de Boukanéfis, soit de les incarcérer dans des locaux disciplinaires, tels que ceux qui reçoivent les individus condamnés pour infractions spéciales à l'indigénat, soit enfin de les employer à des travaux d'utilité publique.

J'appelle plus particulièrement votre attention, Monsieur le préfet, sur cette

dernière disposition qui présente de très sérieux' avantages pour l'exécution d'ouvrages intéressant l'ensemble de la population tant européenne qu'indigène, tels qu'ouverture et entretien de chemins publics, curage de canaux d'irrigation, travaux de dessèchement et de drainage, forage ou construction de puits ou de fontaines, plantations et entretien de jardins publics ou de pépinières, extractions et transports de matériaux destinés à l'exécution de ces travaux, ouverture de tranchées dans les forêts de l'État ou des communes, etc. Les termes du décret, *tracaux d'utilité publique,* s'appliquent évidemment à tous les travaux qui sont utiles à tous, sans distinction entre ceux qui incombent d'ordinaire soit au budget de la colonie, soit aux budgets départementaux, soit aux budgets communaux.

Quant aux travaux qui n'offriraient pas le caractère d'utilité publique, et qui ne profiteraient qu'à des particuliers ou qui intéresseraient personnellement un fonctionnaire ou un magistrat, quel qu'il soit, je n'ai pas besoin de spécifier qu'ils ne devront jamais être confiés aux condamnés. Tout abus de ce genre qui serait signalé devrait être immédiatement et sévèrement réprimé.

A l'égard du choix des condamnés à employer sur les chantiers, il convient de se borner, au moins pour le moment, à prendre ceux qui n'ont pas à subir une peine supérieure à deux mois de prison et qui exécutent ordinairement leur peine dans les prisons annexes. D'autre part, il y aura avantage à grouper autant que possible un certain nombre de condamnés ensemble, une dizaine au moins, afin de faciliter la surveillance et la direction des chantiers.

Les frais de nourriture des détenus seront à la charge des entrepreneurs des prisons toutes les fois que les détenus seront employés à une petite distance du lieu de détention et qu'ils reviendront y passer la nuit. Lorsqu'ils seront au contraire employés à une trop grande distance, leur sortie de la prison sera constatée par un ordre de levée d'écrou délivré par un officier du ministère public, et à partir de ce moment les frais de nourriture ou d'entretien seront à la charge de la commune qui bénéficiera du travail à exécuter. La surveillance sera, au contraire, assurée dans tous les cas aux frais de la commune, par des agents de police, des cavaliers, des gardes champêtres, ou tous autres agents que désignera l'autorité locale, tels que cantonniers, pépiniéristes, etc.

Enfin, il pourra arriver qu'un condamné, au lieu d'être incarcéré d'abord, puis extrait de son lieu de détention pour être envoyé sur un chantier, soit dirigé sur ce chantier avant d'être écroué. Dans ce cas, les frais de nourriture et de surveillance seront encore à la charge de la commune.

L'exécution de la peine sur le chantier sera constatée par une attestation de l'autorité locale sur la déclaration de l'agent chargé de la direction des travaux. En cas de refus, de résistance ou de négligence du détenu, il lui sera fait application des peines disciplinaires prévues par les règlements en vigueur dans les établissements pénitentiaires.

L'organisation des chantiers de détenus doit pouvoir être assurée dès maintenant sur l'initiative de l'officier dn ministère public dans toutes les communes mixtes où les administrateurs trouveront facilement à réunir un certain nombre de condamnés, et où existe toujours un personnel d'agents indigènes capables d'exercer une surveillance sur les détenus. Dans beaucoup de cas, et notamment lorsque les travaux consisteront en terrassements, déblais ou transports de matériaux, il y aura intérêt à convertir les journées d'emprisonnement en tâches, comme cela se pratique pour les prestations des chemins vicinaux : cela aura pour résultat de rendre la surveillance moins pénible et souvent même à peu près inutile.

Dans les communes de plein exercice, il sera peut être moins facile d'installer dès maintenant des chantiers de détenus. Il convient cependant d'engager les municipalités à entrer dans cette voie et de leur accorder toutes les facilités possibles.

La répartition des détenus entre les différents chantiers sera réglée dans chaque canton par l'officier du ministère public. De préférence, les détenus seront employés dans les communes où ils ont leur domicile. Quant à la direction et à la surveillance des travaux, elles appartiendront à l'autorité administrative locale.

Je vous serais obligé, Monsieur le préfet, de vouloir bien notifier d'urgence la présente circulaire à MM. les administrateurs et maires de votre département, et d'insister pour que des chantiers soient ouverts, au moins dans toutes les communes mixtes, le plus promptement possible. Les administrateurs rendront compte, dans leurs rapports mensuels, des dispositions qu'ils auront prises dans le sens des instructions qui précèdent.

21 août 1902. — Circulaire du gouv. gén. relative à l'application des décrets des 29 mars et 28 mai 1902 sur les tribunaux répressifs indigènes.

Monsieur le préfet, — Diverses questions ont été dernièrement soumises à mon examen sur des détails d'application des décrets des 29 mars et 28 mai 1902, qui ont institué les tribunaux répressifs de canton. J'ai l'honneur de vous indiquer, ci-dessous, la solution que chacune de ces questions m'a paru comporter.

DÉSIGNATION DES OFFICIERS DU MINISTÈRE PUBLIC

Les fonctions d'officier du ministère public ont été généralement confiées : dans les chefs-lieux d'arrondissement, à l'administrateur détaché, et dans les communes mixtes, à des administrateurs-adjoints. Il avait paru, en effet, qu'il y aurait plus d'inconvénients que d'avantages à désigner dans les communes mixtes l'administrateur lui-même. D'une part, ce fonctionnaire, étant aujourd'hui chargé de statuer sur les contraventions de simple police, serait investi simultanément, quoique à deux degrés différents de juridiction, des attributions de juge et de celles d'officier du ministère public. D'autre part, sa présence au banc du ministère public dans un tribunal dont la présidence appartient souvent à un juge suppléant, et où siègent deux de ses administrés, l'un français, l'autre indigène, peut donner lieu à des froissements qu'il est préférable d'éviter. Enfin, il est à craindre que son intervention dans des débats publics ne soit de nature à affaiblir son autorité aux yeux des indigènes.

Quelques administrateurs de communes mixtes n'ont cependant pas hésité à déclarer qu'ils eussent préféré exercer les fonctions du ministère public au lieu et place de leurs adjoints. La pratique actuelle leur paraît offrir quelques inconvénients. Ils font remarquer constamment que l'administrateur-adjoint, officier du ministère public, a désormais des pouvoirs propres, qui le rendent à peu près indépendant de l'administrateur, son chef direct ; qu'il correspond directement et en franchise avec les procureurs de la République et avec les officiers de police judiciaire en général ; que de là peuvent naître des conflits, et qu'en outre l'administrateur est exposé à être laissé dans l'ignorance d'un grand nombre de faits, ou même à être privé du concours de ses collaborateurs habituels pour les questions administratives.

Ces observations ne sont pas sans valeur ; et rien ne me paraît s'opposer, en principe, à ce qu'elles reçoivent satisfaction partout où cela vous paraîtra nécessaire, soit dès maintenant, soit au commencement de l'année prochaine, quand il s'agira du renouvellement des pouvoirs des membres des tribunaux répressifs. Mais je désire, avant de prendre à cet égard une décision définitive,

que la question soit examinée avec toute l'attention désirable par chacun des administrateurs et des sous-préfets de votre département. Vous voudrez bien me communiquer, le plus tôt qu'il vous sera possible, le résultat de cette consultation, en l'accompagnant de votre avis personnel.

Jusque là il ne faut pas s'exagérer les inconvénients de la situation actuelle. Les observations formulées sont surtout d'ordre théorique. Il n'est jamais parvenu à ma connaissance que, en fait, un administrateur-adjoint ait cherché à profiter de ses fonctions de ministère pubtic pour se soustraire à l'autorité ou au contrôle du chef de la commune mixte. Et il importe, en effet, à la sécurité générale et à la bonne administration de la population indigène, que l'administrateur conserve la direction et la surveillance de tous les services confiés aux fonctionnaires et agents sous ses ordres. Cette direction et cette surveillance peuvent d'ailleurs s'exercer, sans gêner la liberté d'action de l'officier du ministère pnblic, mais de manière à ce que l'administrateur soit toujours au courant de ce qui se passe dans sa circonscription.

REMPLACEMENT DES OFFICIERS DU MINISTÈRE PUBLIC

Une seconde question a été posée. C'est celle de savoir si un administrateur-adjoint, officier du ministère public, peut être légalement remplacé devant le tribunal répressif, en cas d'empêchement, absence ou maladie, par l'administrateur de la commune mixte. La négative n'est pas douteuse. Le seul fonctionnaire qui puisse régulièrement, et sans une nouvelle nomination, remplacer dans ce cas l'officier du ministère public, est celui qui le remplace, avec la même qualité d'adjoint, dans ses fonctions administratives. L'administrateur ne saurait agir devant le tribunal répressif sans une désignation spéciale du gouverneur général.

Il est nécessaire de signaler à ce propos un point qui paraît avoir échappé à plusieurs fonctionnaires désignés pour requérir devant les tribunaux répressifs. Ainsi que vous avez pu le remarquer, les administrateurs-adjoints et commissaires de police, investis des fonctions d'officier du ministère public, ont été, pour la plupart, désignés dans mes arrêtés de nomination, non par leurs noms, mais par leurs qualités. Il en résulte que lorsqu'un de ces fonctionnaires change de poste, ou disparaît pour une cause quelconque, le fonctionnaire qui est désigné pour lui succéder, à titre d'intérimaire ou à titre définitif, le remplace également de droit comme officier du ministère public. Une nouvelle désignation par le gouverneur général n'est donc utile que dans le cas où le fonctionnaire qui disparaît a été désigné nominativement, ou doit être remplacé par un fonctionnaire d'un autre ordre.

TRANSPORT DES OFFICIERS DU MINISTÈRE PUBLIC AU CHEF-LIEU DU CANTON

Ma circulaire du 31 mai dernier prescrit aux administrateurs-adjoints des communes mixtes, non seulement de procéder aux enquêtes et informations sur le territoire de leurs circonscriptions respectives, mais encore de se rendre en personne au siège du tribunal répressif ponr y soutenir l'accusation. Il est certain que ce mode de procéder est celui qui assure le mieux la poursuite et la répression, nul n'étant mieux en mesure de requérir une exacte application de la peine et d'éclairer la religion du tribunal, surtout dans la procédure de flagrant délit, que le fonctionnaire qui a fait les constatations et recueilli les témoignages utiles.

Mais on a fait remarquer que cette obligation impose à une partie du personnel des communes mixtes des déplacements trops fréquents, qui, par suite des longues distances à parcourir, absorbent tout son temps, et qui par surcroit lui occasionnent des dépenses élevées. L'inconvénient se produit surtout dans les communes mixtes dont le territoire est à cheval sur

deux ou plusieurs cantons judiciaires, et où les administrateurs-adjoints sont forcés de se transporter dans deux ou trois justices de paix différentes.

Le meilleur remède à cette situation consisterait évidemment dans un remaniement qui établirait une concordance complète entre les circonscriptions judiciaires et les circonscriptions administratives, de telle sorte qu'une même commune mixte ne dépendit jamais de deux cantons différents. Mais outre que ce remaniement exigerait des enquêtes et des formalités assez longues, il y a à considérer que, en raison de l'énorme étendue de certaines communes mixtes, il serait souvent contraire aux intérêts de la population et à ceux de la sécurité de faire relever tous les habitants de ces communes de la même justice de paix. Il ne saurait donc être question, dans le seul but d'éviter des déplacements aux officiers du ministère public, d'entreprendre une revision entière de la composition territoriale des cantons judiciaires. Mais M. le procureur général près la cour d'Alger estime qu'il serait facile de remédier à la situation signalée, sans modifier les diverses circonscriptions et sans chercher à faire cadrer les unités administratives et judiciaires, en laissant à chaque officier du ministère public le soin de procéder, dans toute l'étendue de sa commune mixte, à l'instruction des délits commis par les indigènes, et en l'autorisant, l'information une fois terminée, à en transmettre le dossier à son collègue près le tribunal compétent, qui se chargerait de la poursuite à l'audience.

Je ne vois que des avantages à adopter cette solution qui, tout en respectant le principe de l'indivisibilité du ministère public, évitera aux administrateurs-adjoints beaucoup de déplacements pénibles, onéreux et souvent inutiles. Toutefois, on ne doit pas en faire une règle absolue, applicable dans tous les cas.

En premier lieu, lorsque l'officier du ministère public jugera que sa présence au tribunal est utile à la manifestation de la vérité et au succès des poursuites engagées, il ne devra jamais se dispenser d'assister personnellement à l'audience. S'il pense qu'il n'y a pas intérêt à se transporter lui-même au chef-lieu du canton, il aura bien entendu à transmettre à son collègue tous les documents et toutes les indications nécessaires pour lui permettre de soutenir utilement l'accusation, mais sans oublier cependant que la procédure à suivre est toujours celle du flagrant délit, et qu'il importe de retarder le moins possible la décision du tribunal.

D'un autre côté, il faut considérer que l'officier du ministère public auquel le dossier devra être transmis sera tantôt un administrateur ou un administrateur-adjoint, comme dans les chefs-lieux de sous-préfecture et dans quelques autres cantons, et tantôt un commissaire de police. Dans le premier cas la solution indiquée par M. le procureur général ne soulève aucune difficulté, et vous voudrez bien inviter les administrateurs et administrateurs-adjoints résidant au siège des tribunaux répressifs à ne jamais refuser leur concours à ceux de leurs collègues qui auront à leur transmettre des dossiers. Au contraire, quand il sagit d'un commissaire de police, il peut arriver quelquefois que celui-ci ne soit pas en mesure, en raison des obligations auxquelles il est astreint dans sa commune, d'étudier avec tout le soin voulu les dossiers qui lui seraient envoyés. Il conviendra donc de ne réclamer son intervention que le plus rarement possible.

DÉLÉGATIONS AUX COMMISSAIRES DE POLICE

Je rappelle à ce propos que, aux termes de ma circulaire du 11 mai dernier, dans les cantons ou chefs-lieu desquels réside un commissaire de police et où les fonctions d'officier du ministère public titulaire sont confiées à un administrateur ou à un administrateur-adjoint de commune mixte, ce dernier peut se faire suppléer d'une façon permanente par le commissaire de police

ou par un autre officier suppléant, pour les délits commis par des indigènes sur le territoire des communes de plein exercice du canton. Il est spécifié, en outre, que dans le cas où il y aurait à faire opérer le commissaire de police en dehors de la commune de sa résidence, l'autorisation devrait en être demandée au sous-préfet ou au préfet.

La faculté que j'accordais ainsi aux administrateurs et adjoints avait pour but, dans ma pensée, de faciliter, en cas d'absence ou de maladie des officiers titulaires du ministère public et dans d'autres circonstances également exceptionnelles, le fonctionnement des tribunaux répressifs. Je pensais que ces fonctionnaires se montreraient jaloux des attributions nouvelles qui leur sont conférées et ne renonceraient à les exercer en personne que dans le cas d'absolue nécessité et dans l'interêt du service.

Or, il m'a été rendu compte qu'un administrateur détaché dans un chef-lieu de canton, aussitôt après la séance d'installation du tribunal répressif près lequel il devait exercer les fonctions d'officier du ministère public titulaire, s'est déchargé en faveur du commissaire de police, son suppléant, de la totalité de ses attributions judiciaires, pour la superficie entière du canton.

Une pareille pratique me paraît offrir des inconvénients sérieux. Les commissaires de police sont, en effet, des agents communaux dont la mission doit s'exercer en principe sur le territoire de la commune qui assure leur traitement. On ne saurait les distraire de leurs occupations normales en leur confiant des missions permanentes qu'ils devraient accomplir en dehors de cette commune, sans provoquer de légitimes réclamations de la part des municipalités. En outre, ces agents ne sont pas pourvus d'une monture ; les transports effectués par eux, comme officiers du ministère public, en dehors du lieu de leur résidence, entraîneraient donc des frais trop considérables.

Les fonctionnaires appartenant au personnel des communes mixtes au contraire peuvent se déplacer rapidement. Leur action peut être sans inconvénients et doit être étendue à toutes les communes du canton, où leur intervention sera plus efficace que celle d'un commissaire de police étranger.

Je désire, en conséquence, que, sauf dans des cas exceptionnels qui vous seront exposés par MM. les sous-préfets et sur lesquels vous statuerez vous-même, les administrateurs et administrateurs-adjoints de commune mixte, pris en leur qualité d'officiers du ministère public titulaires, ne délèguent leurs attributions d'une façon permanente au commissaire de police désigné comme suppléant que pour les délits commis sur le territoire de la commune où réside ce commissaire.

INDEMNITÉS POUR FRAIS DE TRANSPORTS

Quelques administrateurs ou adjoints ont demandé à être indemnisés des frais de transport qu'ils ont à supporter pour se rendre au chef-lieu du canton, assister à l'audience du tribunal répressif en qualité d'officiers du ministère public. Il n'est pas possible, actuellement, de leur donner satisfaction. Ainsi que vous le savez, les dépenses imputables sur les crédits inscrits au budget pour frais de justice criminelle sont limitativement énumérées par le décret du 18 juin 1811. Or, comme, dans notre organisation judiciaire, l'officier du ministère public réside toujours au siège du tribunal auquel il est attaché, ce décret ne contient pas de disposition explicitement applicable au cas qui nous occupe. La question va être soumise à M. le garde des sceaux, et je vous ferai part de sa décision aussitôt qu'elle me sera parvenue.

Mais dès maintenant vous remarquerez que la faculté laissée aux administrateurs-adjoints d'envoyer les dossiers au chef-lieu du canton, sans s'y transporter eux-mêmes, diminuera dans une forte proportion leurs déplacements. En outre, il est bien entendu que les déplacements auxquels ils sont

astreints en qualité d'officiers du ministère public doivent être considérés comme de véritables tournées et que dès lors ils sont couverts en tout ou en partie par l'indemnité spéciale de 50 francs par mois qui leur est allouée sur le crédit du personnel des communes mixtes.

En ce qui concerne les frais de transport nécessités par la constatation et l'instruction des délits, il faut également se référer au texte du décret du 18 juin 1811. Les officiers du ministère public bénéficient, dans ce cas, sans aucun doute possible, des indemnités allouées aux officiers de justice en général. Néanmoins, comme on ne saurait admettre que le fonctionnement des tribunaux répressifs donne lieu à des transports plus nombreux ou plus coûteux que ceux qui étaient opérés avant leur institution, et que d'ailleurs les crédits étant demeurés les mêmes ne permettent aucune augmentation de dépense de ce chef, il conviendra de prescrire aux officiers du ministère public de réduire leurs transports au minimum indispensable.

En aucun cas les frais de déplacement, quelle qu'en soit la cause, ne pourront être imputés sur le budget communal.

Pour les transports en chemin de fer, je suis disposé à réclamer aux compagnies toutes les cartes de circulation qui seront reconnues nécessaires, en limitant bien entendu le parcours à la plus grande distance qui sépare le territoire de la commune mixte du chef-lieu du canton. Vous voudrez bien me faire parvenir le plus tôt possible vos propositions à cet effet.

DÉPENSES DE MOBILIER ET DE MATÉRIEL DES TRIBUNAUX RÉPRESSIFS

Il y a tout lieu de penser que l'installation matérielle des tribunaux répressifs a pu s'effectuer partout sans nécessiter aucune dépense nouvelle d'achat de meubles et autres objets matériels. Mais s'il était nécessaire d'engager une dépense de ce genre, la charge devrait en être supportée par le budget de la commune du chef-lieu de canton, conformément aux dispositions de la loi du 5 avril 1884, art. 136, 8°. Il n'y a pas à s'arrêter à cette considération que les tribunaux répressifs indigènes infligent des peines correctionnelles, ni à conclure de là que leur mobilier et leur matériel devraient être mis à la charge des départements comme ceux des tribunaux d'arrondissement. C'est uniquement sous le rapport de la compétence qu'une assimilation peut être faite entre ces derniers tribunaux et les tribunaux répressifs cantonaux. Au point de vue de leur installation et de leurs dépenses matérielles, le décret du 29 mars 1902 n'a rien innové, pas plus que le décret du 19 août 1854, qui avait déjà transféré aux juges de paix certains pouvoirs que la loi réserve aux tribunaux d'arrondissement ou à leurs présidents.

FRAIS D'IMPRIMÉS ET MENUES DÉPENSES

De même, le nouveau décret n'a rien pu changer aux dispositions précédemment en vigueur au sujet des frais d'imprimés des officiers du ministère public.

Je vous ai déjà fait connaître à cet égard, au début du fonctionnement des tribunaux répressifs, que ces frais seraient supportés :

1° En ce qui concerne les administrateurs et administrateurs-adjoints des communes mixtes, sur le budget communal; 2° Pour les administrateurs détachés dans les sous-préfectures, sur les frais de bureau alloués aux sous-préfets ; 3° Pour les administrateurs ou administrateurs-adjoints détachés dans des chefs-lieux, de canton sur l'indemnité spéciale qui leur est attribuée; 4° Enfin, pour les commissaires de police, sur leurs frais de bureau. Mais cette décision, prise pour parer sans retard aux nécessités du moment, ne me parait pas devoir être maintenue.

Le décret du 23 septembre 1875, art. 60, 3e, met à la charge des budgets départementaux les menues dépenses de tous les tribunaux y compris les justices de paix ; celles des tribunaux répressifs incombent donc également à ces budgets, et avec d'autant plus de raison qu'elles ne constituent pas dans leur ensemble une charge nouvelle. L'augmentation de dépense qui se produira dans les tribunaux répressifs cantonaux sera compensée et au delà par une réduction de celle des tribunaux correctionnels qui ont vu diminuer le nombre des affaires correctionnelles sur lesquelles ils ont à statuer.

Il n'y aura ainsi à provoquer aucun vote de crédit nouveau par les conseils généraux ; tout au plus sera-t-il nécessaire de modifier la répartition des crédits actuels entre les tribunaux d'arrondissement et les tribunaux de canton.

Le décret du 28 janvier 1883, qui a été inséré au *Bulletin officiel* du gouvernement général (1883, p. 361), spécifie d'ailleurs que les menues dépenses comprennent, aussi bien pour les cours d'assises et les tribunaux que pour les justices de paix, l'achat des fournitures de bureau, registres, papiers, plumes, encre, cire et tous les autres menus objets nécessaires au service de la cour ou du tribunal, ainsi que du parquet, c'est-à-dire de l'officier du ministère public.

FRAIS DE NOURRITURE DES DÉTENUS

Des doutes se sont élevés sur la détermination du budget auquel incombent les frais de nourriture des indigènes prévenus, en cours d'instruction. Il est hors de doute que ces frais ne sauraient être mis à la charge du budget de la commune. Toutefois, d'accord avec M. le procureur général, je décide que, dans toute commune non pourvue d'une prison annexe, ce sera à l'autorité municipale qu'incombera le soin d'assurer la subsistance des prévenus indigènes, dans les conditions prévues par le 3e paragraphe de l'art. 10 du décret du 18 juin 1811, qui est ainsi conçu : « Dans les lieux où il n'y a point de prisons, les officiers municipaux feront faire la fourniture des aliments et autres objets (nécessaires aux prévenus pendant leur translation) et le remboursement en sera fait aux fournisseurs comme frais généraux de justice. » La même manière de procéder sera employée, par analogie, pour les individus qui restent détenus dans les geôles municipales. C'est donc le budget de l'Algérie qui supportera les dépenses en question.

Quant aux détenus qui seront, après leur condamnation, dirigés sur des chantiers de travaux publics, leurs frais de nourriture seront assurés conformément aux dispositions de ma circulaire du 24 juin dernier, n° 2461.

CONCOURS DES INTERPRÈTES ET DES GREFFIERS

Quelques officiers du ministère public près les mêmes tribunaux ont exprimé le désir de pouvoir, aussi bien pour les enquêtes officieuses que pour les informations régulières auxquelles ils ont à procéder par application du décret du 29 mars 1902, réclamer le concours du greffier et de l'interprète attachés à la justice de paix.

Le greffier de la justice de paix, aux termes du décret du 29 mars, doit assurer le service du tribunal répressif ; mais les nombreuses obligations auxquelles il est tenu de faire face et dont un grand nombre découlent de la mise à exécution de ce décret ne permettent pas de le mettre à la disposition du ministère public pour l'assister dans ses opérations.

Il appartient dans ces conditions aux officiers du ministère public d'utiliser le personnel placé sous leurs ordres, comme ils l'ont fait jusqu'ici, ou de se pourvoir, quand les circonstances l'exigeront, des auxiliaires dont le concours leur sera nécessaire. Il est bien entendu que les indemnités dues de ce fait à ces auxiliaires seront imputées sur les frais de justice criminelle.

Le ministère public pourra toutefois recourir à l'assistance du greffier et de l'interprète de la justice de paix, lorsqu'il s'agira de commissions rogatoires qui lui seraient confiées par le juge d'instruction.

RÉQUISITIONS A LA GENDARMERIE

Il est également entendu que l'officier du ministère public pourra requérir, dans la forme régulière prévue par le décret du 1er mars 1854, l'intervention de la gendarmerie lorsqu'elle lui paraîtra indispensable. Spécialement en ce qui a trait à l'extraction des prévenus de leur lieu de détention et à leur transfert devant le tribunal répressif, je vous ai indiqué, par ma circulaire du 25 juillet, les règles qui devront être observées. Mais sur le désir exprimé par M. le colonel commandant la 19e légion de gendarmerie, j'ai cru devoir modifier comme il suit les dispositions de cette circulaire :

Dans les cantons dont le chef-lieu est situé sur le territoire d'une commune mixte, les prévenus indigènes seront transférés de la prison au tribunal et inversement par les soins des cavaliers ou autres agents de la commune mixte, sous la surveillence et l'autorité de l'administrateur et de l'officier du ministère public. Dans les cantons dont le chef-lieu est situé sur le territoire d'une commune de plein exercice où réside en même temps un administrateur, le même service sera assuré soit par les agents de la police municipale de la commune de plein exercice, soit par ceux de la commune mixte, soit, à défaut de ces deux catégories d'agents, et sur réquisition de l'officier du ministère public, par la gendarmerie. Enfin, dans les chefs-lieux de canton situés en commune de plein exercice, et où ne réside pas un administrateur, les détenus seront extraits de la prison et y seront réintégrés, suivant l'appréciation de l'officier du ministère public, par les agents de police municipale ou par la gendarmerie. Les réquisitions délivrées devront mentionner en marge que les individus à transférer sont valides et dangereux. C'est à cette seule condition que le concours de la gendarmerie est obligatoire, et il me paraît superflu d'indiquer qu'on devrait s'abstenir de requérir son intervention s'il s'agissait de femmes, d'enfants ou de vieillards de qui il n'y aurait à craindre ni résistance, ni tentative d'évasion.

Après avoir répondu aux questions qui m'ont été communiquées et que j'ai examinées ci-dessus, il me paraît utile de vous signaler certaines recommandations à adresser aux officiers du ministère public.

CÉLÉRITÉ A APPORTER A L'INSTRUCTION DES AFFAIRES

Il est manifeste que l'action des tribunaux répressifs indigènes sera d'autant plus efficace que la condamnation prononcée suivra de plus près le délit. Les officiers du ministère public devront donc, sans renoncer bien entendu à aucune des garanties auxquelles tout prévenu a droit devant les tribunaux, s'attacher à supprimer tous les retards inutiles. L'un des plus sûrs moyens d'y arriver consiste assurément dans un examen très consciencieux et très impartial de tous les éléments du fait poursuivi. Mais, cet examen une fois terminé, ils devront insister pour obtenir une solution immédiate, et combattre très énergiquement, devant le tribunal, toutes demandes de renvois ou de délais qui ne leur paraîtraient pas justifiées. Il faut éviter que la multiplicité des écritures et des formalités ou les atermoiements provoqués par la défense arrivent à faire obstacle à l'un des principaux résultats que les tribunaux de canton sont appelés à assurer à la colonie, et qui est la promptitude de la répression.

De même, il y a intérêt, aussitôt que la peine prononcée par le tribunal répressif est devenue définitive, à en assurer l'exécution dans le plus bref

délai et à provoquer, s'il y a lieu, l'incarcération du condamné ou son envoi sur un chantier de travaux publics.

Il est également nécessaire d'appeler l'attention des officiers du ministère public sur l'inutilité de faire comparaître à l'audience tous les témoins qu'ils ont entendus au cours de leurs enquêtes. Ils doivent, autant pour éviter des frais que pour abréger les débats, ne convoquer que les témoins dont les déclarations sont strictement indispensables.

COMPARUTION DES AGENTS INDIGÈNES

Enfin, il n'est pas prudent, sauf les cas de nécessité absolue, d'appeler en témoignage, devant le tribunal répressif, les fonctionnaires et agents indigènes, aghas, caïds, cheiks, etc. Les critiques auxquelles ils sont toujours exposés dans un débat public et auxquelles le droit de la défense nous impose l'obligation de laisser une certaine liberté, ne peuvent qu'avoir une répercussion fâcheuse pour leur autorité, et prendre à leurs propres yeux un caractère humiliant.

RÔLE DES ADMINISTRATEURS DÉTACHÉS DANS LES COMMUNES DE PLEIN EXERCICE

Une dernière observation est à communiquer aux administrateurs et administrateurs adjoints détachés dans des chefs-lieux de canton comme officiers du ministère public. La mission normale de ces fonctionnaires consiste uniquement dans la constatation, l'instruction et la poursuite des délits commis par les indigènes. Ils n'ont donc pas à s'immiscer dans les questions de police générale ou municipale étrangères au fonctionnement des tribunaux répressifs, et encore moins dans les questions d'ordre purement administratif. Ils devront d'une manière générale s'abstenir de tout acte qui pourrait être considéré comme un empiètement sur les attributions du maire de la commune. Au cas cependant où leur concours serait réclamé par les autorités locales dans un intérêt de sécurité, ou pour toute autre cause, et de même lorsque leur action immédiate est exigée par des circonstances exceptionnelles, incendie, inondation, etc.. , ils ne devront pas hésiter à intervenir, et à user de toute leur autorité auprès des indigènes pour obtenir les services ou les travaux nécessaires.

21 août 1902. — Circ. du gouv. gén. relative à la bechara.

Monsieur le préfet, — Depuis longtemps, on a signalé les dangers que présente, pour la sécurité des campagnes, la pratique de la bechara, encouragée par l'impunité dont jouissent ses auteurs.

La jurisprudence de la Cour d'appel d'Alger ne considère pas, en effet, comme illicite en elle-même l'intervention du bechar (arrêt du 7 mai 1887). Elle ne lui reconnaît un caractère délictueux que dans le cas où elle est accompagnée de circonstances pouvant donner lieu à une inculpation, soit de vol, ou de complicité de vol, si le bechar est lui-même le voleur ou le complice de celui-ci (arrêt précité du 7 mai 1887), soit d'escroquerie, si le bechar, étranger à la disparition de la chose perdue ou volée, et n'ayant ni le pouvoir ni l'intention de la retrouver, arrache à la crédulité de la victime une rétribution qu'il reçoit sans cause (arrêt du 27 octobre 1881).

Mais, dans l'un comme dans l'autre cas, la preuve est des plus difficiles à faire : les bechars restent donc presque toujours impunis, alors que leur malhonnêteté ne fait aucun doute, et que les malfaiteurs trouvent en eux un concours des plus dangereux pour la sécurité publique.

Les tribunaux répressifs, dont la compétence ne s'étend qu'aux délits prévus par le code, devaient nécessairement adopter la jurisprudence de la Cour ; aussi un jugement d'un de ces tribunaux vient-il de prononcer l'acquittement d'un indigène convaincu de s'être fait remettre une bechara.

J'estime qu'il importe de porter un remède à cette situation, et qu'en présence du caractère spécial de la bechara qui ne permet pas aux tribunaux de sévir, il y a lieu de recourir aux mesures d'exception prévues par la législation algérienne.

Je vous prie, en conséquence, de vouloir bien donner des instructions aux autorités locales de votre département et aux officiers du ministère public près les tribunaux répressifs pour que des propositions d'internement soient formulées à l'encontre des indigènes qui seront convaincus d'avoir servi d'intermédiaire entre des voleurs et leurs victimes pour obtenir une bechara en échange de la restitution des objets volés. Ces propositions devront toujours être accompagnées de l'extrait du casier judiciaire, et d'une notice détaillée établie suivant la prescription de ma circulaire du 31 mars 1893, n° 1659.

24 octobre 1902. — Arrêté du gouv. gén. portant organisation des territoires de la Zousfana.

Vu le décret du 23 août 1898 et notamment l'art. 4 § 1er. — Sur les propositions présentées par le général commandant la division d'Oran ;

Art. 1er. — Pour compléter l'organisation des territoires de la Zousfana, le poste de Djenan-ed-Dar est érigé en annexe, dont le chef-lieu sera placé à Djenan-ed-Dar ; cette annexe sera appelée de ce nom, et relèvera, jusqu'à nouvel ordre, directement de la subdivision d'Aïn-Sefra.

Art. 2. — Son personnel comprendra : un officier des affaires indigènes pris parmi les chefs de bureau arabe de 1re ou de 2e classe, chef d'annexe ; un officier des affaires indigènes pris parmi les adjoints de 1re ou de 2e classe ; un officier des affaires indigènes pris parmi les adjoints de 2e classe ; un interprète militaire ; un khodja ; un secrétaire d'état-major ; un chaouch.

13 décembre 1902. — Arrêté du gouv. gén. portant délégation d'attributions au directeur des douanes de l'Algérie.

Vu le décret du 23 août 1898, sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie ; — Vu le décret du 7 août 1901, sur le fonctionnement des services des douanes en Algérie et notamment le deuxième paragraphe de l'art. 3 qui donne au gouverneur général le droit de fixer la résidence des agents de ce service appartenant au cadre métropolitain ; — Vu l'arrêté du 5 avril 1902, par lequel le gouverneur général a délégué au directeur des douanes de l'Algérie le droit de fixer leur résidence à un certain nombre d'agents du cadre métropolitain ; — Considérant que cette délégation peut être étendue, sans inconvénient, à d'autres agents placés dans une situation hiérarchique correspondante à celle des précédents ; — Sur le rapport du secrétaire général du gouvernement ;

Art. 1er. — L'art. 1er de l'arrêté du 5 avril 1902 est modifié ainsi qu'il suit :

Le directeur des douanes de l'Algérie est chargé d'assigner, suivant les besoins du service, leur résidence aux agents sous ses ordres, titulaires des emplois de 2e et 3e commis de direction ou commis attaché, vérificateur, véri-

ficateur adjoint, commis principal, commis, lieutenant, sous-lieutenant, receveur buraliste et garde magasin, ou en remplissant les fonctions.

16 janvier 1903. — Arrêté du gouv. gén. relatif au recrutement du personnel des répartiteurs des contributions directes.

Vu le décret du 23 août 1898, sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie ; — Vu le décret du 21 août 1898 sur le fonctionnement, en Algérie, du service des contributions directes ; — Vu la loi du 18 mars 1889, qui réserve les trois quarts des emplois de répartiteurs des contributions directes en Algérie aux anciens sous-officiers rengagés ; — Vu les arrêtés du gouverneur général des 9 juin 1898 et 16 septembre 1899 sur l'organisation et le recrutement du personnel des répartiteurs des contributions directes, et le décret du 28 janvier 1892 auquel se réfèrent ces arrêtés ; — Vu le décret du 29 mai 1902 et la nomenclature, y annexée, des emplois réservés aux militaires et anciens militaires remplissant les conditions fixées par l'art. 84 de la loi du 15 juillet 1889 ; — Considérant que la nécessité a été reconnue d'améliorer le recrutement des répartiteurs, en relevant le niveau des épreuves imposées aux candidats, notamment en ce qui concerne la connaissance de la langue arabe ; — Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement ;

Art. 1er. — Le personnel des répartiteurs des contributions directes en Algérie est recruté dans les conditions ci-après.

Art. 2. — Les trois quarts des emplois de répartiteurs sont réservés aux anciens sous-officiers rengagés remplissant les conditions prévues par la loi du 18 mars 1889. — Le quatrième quart est donné à la suite d'un concours, auquel prennent part concurremment les militaires et anciens militaires visés par le décret du 29 mai 1902 et tous autres candidats. Sont également mis au concours les emplois restant disponibles, faute de candidats au titre de la loi du 18 mars 1888, parmi ceux réservés aux anciens sous-officiers rengagés. — A défaut de candidats pour subir le concours, les emplois vacants peuvent, sur la proposition du secrétaire général du gouvernement, être attribués à des employés de l'État, des départements ou des communes, ne se trouvant pas dans les conditions voulues pour être admis à concourir, mais reconnus capables, par leur expérience acquise, d'exercer convenablement les fonctions de répartiteur.

Art. 2. — Peuvent être admis au concours pour l'emploi de répartiteur des contributions directes : 1° les militaires et anciens militaires remplissant les conditions fixées par l'art. 84 de la loi du 15 juillet 1889 et n'ayant pas dépassé la limite d'âge de 36 ans fixée par le décret du 29 mai 1902 ; 2° tous autres candidats ayant atteint, au 1er janvier de l'année du concours, l'âge de 23 ans au moins et de 30 ans au plus. — Pour ceux de ces derniers candidats ayant des services militaires, la limite d'âge est reculée d'un nombre d'années égal à celui de ces services, sans pouvoir dépasser 36 ans. — Les employés de l'État, des départements ou des communes, ayant au moins cinq ans de services administratifs, sont autorisés à prendre part au concours jusqu'à l'âge de 36 ans.

Art. 4. — Les militaires et anciens militaires visés par le décret du 29 mai 1902 adressent leur demande, au moins deux mois avant la date fixée pour l'ouverture du concours, au général commandant la région où se trouve le corps auquel ils appartiennent ou ont appartenu pendant qu'ils étaient en activité de service. — Si le candidat est présent au corps, la demande est transmise par la voie hiérarchique ; si le candidat est dans ses foyers, elle

est transmise par l'intermédiaire de la gendarmerie. — L'autorité militaire transmet la demande au gouverneur général, avec son avis, dans les conditions déterminées par l'art. 3 du décret du 29 mai 1902.

Art. 5. — Les candidats autres que ceux visés par le décret du 29 mai 1902 adressent leur demande au gouverneur général par l'intermédiaire du directeur des contributions directes de leur département. La demande doit être faite sur papier timbré et la signature du candidat être légalisée. — Le candidat est tenu de joindre à sa demande : 1° une expédition dûment légalisée de son acte de naissance ; 2° un certificat du maire de sa résidence constatant qu'il est français ou naturalisé français et qu'il est de bonne vie et mœurs ; 3° un certificat d'un médecin assermenté constatant qu'il jouit d'une bonne constitution et qu'il n'a aucune infirmité qui le rende impropre à un service essentiellement actif ; 4° un certificat attestant qu'il a satisfait à la loi sur le recrutement et accompagné, s'il y a lieu, d'un état signalétique de ses services militaires et d'une copie certifiée conforme du certificat de bonne conduite délivré au corps. — Si le candidat est un employé de l'État, d'un département ou d'une commune demandant à bénéficier de l'élévation de la limite d'âge prévue à l'art. 3 ci-dessus, il fournit, en outre, un certificat de son chef de service attestant qu'il se trouve à cet égard dans les conditions voulues. — Ne sont plus recevables les demandes qui parviennent au directeur des contributions directes moins de deux mois avant la date fixée pour l'ouverture du concours. — Le directeur des contributions directes examine chaque candidature et transmet ensuite les demandes au gouverneur général avec son avis, en y joignant les pièces dont la production est prescrite.

Art. 6. — La liste des candidats admis au concours est arrêtée par le gouverneur général.

Art. 7. — Le concours comprend une partie écrite et une partie orale. — — Le programme de l'examen écrit est fixé ainsi qu'il suit : 1° une dictée, sur papier non réglé. Le candidat pourra en corriger l'orthographe sur le champ, sans toutefois recourir à aucun livre ni secours étranger ; 2° composition française sur un sujet donné ; 3° solution de problèmes sur les éléments de l'arithmétique et de la géométrie ; 4° traduction d'un texte arabe (l'usage du dictionnaire est autorisé). — Les épreuves orales portent sur les matières ci-après : 1° notions sommaires sur l'administration générale, les impôts directs et les impôts arabes ; 2° éléments de l'arithmétique (fractions, proportions et système métrique) ; 3° éléments de la géométrie (calcul des surfaces et mesure des volumes) et de l'arpentage ; 4° conversation en langue arabe roulant sur les obligations de service du répartiteur.

Art. 8. — Le concours a lieu à Alger. — Les candidats admis au concours sont convoqués devant une commission composée d'un conseiller de gouvernement, président, du directeur des contributions directes, d'un inspecteur des contributions directes et d'un officier désigné par l'autorité militaire. Un examinateur spécial est attaché à la commission pour les épreuves d'arabe. — Un jour est consacré aux épreuves écrites, qui s'effectuent suivant l'ordre indiqué à l'art. 7 et dans les conditions de temps déterminées ci-après : — *Première séance :* Epreuve n° 1 ; Epreuve n° 2, deux heures et demie. — *Deuxième séance :* Epreuve n° 3, deux heures ; Epreuve n° 4, deux heures. — A l'expiration du temps fixé, les candidats doivent remettre leur composition terminée ou non. — Les épreuves orales ont lieu le lendemain. L'ordre dans lequel les candidats sont appelés à les subir est déterminé par le sort. Leur durée ne doit pas dépasser une heure.

Art. 9. — Afin d'arriver à une appréciation exacte et comparative des candidats, il est attribué par la commission à chacune des épreuves de l'examen écrit et à chaque partie de l'examen oral une valeur numérique exprimée par des chiffres qui auront respectivement la signification ci-après : 0, nul ;

1, très mal ; 2, mal ; 3, 4, médiocre ; 5, 6, 7, assez bien ; 8, 9, bien ; 10, très bien. — L'importance relative des épreuves pour les deux examens est déterminée par un coefficient indiqué ci-dessous qui doit être multiplié par le nombre de points accordés. — Examen écrit : orthographe, 4 ; composition française, 8 ; problèmes d'arithmétique et de géométrie, 4 ; version arabe, 7. — Examen oral : notions sommaires sur l'administration générale, les impôts directs et les impôts arabes, 3 ; mathématiques (arithmétique, géométrie, arpentage), 3 ; conversation arabe, 6.

Art. 10. — D'après les résultats du concours, le gouvernement général arrête la liste, par ordre de mérite, des candidats admis. — Ceux de ces candidats qui peuvent réclamer le bénéfice de l'art. 84 de la loi du 15 juillet 1889 ont, pour la nomination à l'emploi, un droit de priorité sur tous les autres. Ils sont classés entre eux dans l'ordre fixé par l'art. 4 du décret du 29 mai 1902. — Aucun candidat ne peut être nommé avant d'avoir atteint l'âge de 25 ans.

Art. 11. — Les dispositions des art. 6 et 7 de l'arrêté du 9 juin 1898 et de l'art. 5 de l'arrêté du 16 septembre 1899 sont abrogées.

Art. 12. — Le secrétaire général du gouvernement général est chargé de l'exécution au présent arrêté.

27 décembre 1902. — Arrêté du gouv. gén. portant nomination des membres de la commission permanente chargée de la surveillance, de l'examen et de la visite des paquebots-poste à Philippeville.

Vu la loi du 11 janvier 1898, portant approbation de la convention conclue le 16 décembre 1896, pour l'exécution des services maritimes postaux entre la France et l'Algérie ; — Vu le décret du 23 août 1898, sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie ; — Vu le décret du 12 octobre 1901, sur le service des postes, des télégraphes et des téléphones en Algérie ; — Vu l'art. 19 du cahier des charges annexé à la convention du 16 décembre 1886 ; — Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement ;

Art. 1er. — Une commission permanente est instituée à Philippeville pour la surveillance, l'examen et la visite des paquebots-poste en exécution de l'art. 19 du cahier des charges annexé à la convention du 16 décembre 1896.

Art. 2. — Sont nommés membres de cette commission : — MM. le sous-préfet de Philippeville, président ; l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, le président de la chambre de commerce de Philippeville ou son délégué, le capitaine du port, le commissaire de l'inscription maritime, le receveur des postes et des télégraphes, délégué du commissaire du gouvernement, membres.

5 janvier 1903. — Arrêté du gouv. gén. portant nomination des commissions permanentes chargées de la surveillance, de l'examen et de la visite des paquebots-poste à Bône, Bougie, Alger et Oran.

Vu la loi du 11 janvier 1898 portant approbation de la convention conclue le 16 décembre 1896 pour l'exécution des services maritimes postaux entre la France et l'Algérie ; — Vu le décret du 23 août 1898, sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie ; — Vu le décret du 12 octobre 1901, sur le service des postes, télégraphes et des téléphones en Algérie ; — Vu l'ar-

ticle 19 du cahier des charges annexé à la convention du 16 décembre 1896; — Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement ;

Art. 1er. — Une commission permanente est instituée dans chacun des ports de Bône, Bougie, Alger et Oran pour la surveillance, l'examen et la visite des paquebots-poste, en exécution de l'art. 19 du cahier des charges annexé à la convention du 16 décembre 1896.

Art. 2. — Sont désignés pour faire partie de cette commission :

BONE

MM. le sous-préfet, président ; le maire de Bône ou son délégué, l'ingénieur des ponts et chaussées, le président de la chambre de commerce ou son délégué, le commissaire de l'inscription maritime, le capitaine du port, le receveur des postes et des télégraphes, membres.

BOUGIE

MM. le sous-préfet, président ; le maire de Bougie ou son délégué, l'ingénieur ordinaire des ponts et chaussées, le président de la chambre de commerce ou son délégué, le capitaine du port, le receveur des postes et des télégraphes, membres.

ALGER

Un conseiller de gouvernement, président ; MM. le commandant de la marine en Algérie, vice-président ; l'inspecteur général, chef du service des postes, des télégraphes et des téléphones de l'Algérie, commissaire du gouvernement ; le directeur du commerce et de la colonisation au gouvernement général, le président de la chambre de commerce ou son délégué, le maire d'Alger ou son délégué, l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, le commissaire de l'inscription maritime, le capitaine du port, le directeur des douanes de l'Algérie, le président du syndicat commercial ou son délégué, l'agent principal de la compagnie générale transatlantique, l'agent principal de la compagnie de navigation mixte, l'agent principal de la société des transports maritimes, membres.

ORAN

MM. le préfet d'Oran, président ; l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, vice-président ; le président de la chambre de commerce ou son délégué, le maire d'Oran ou son délégué, le commandant de la marine, le commissaire de l'inscription maritime, le capitaine du port, le directeur des postes et des télégraphes, commissaire du gouvernement ; l'agent principal de la compagnie générale transatlantique, membres.

24 janvier 1903. — Arrêté du gouv. gén. portant ouverture de la ligne d'Arzew à Duveyrier au transit international pour les marchandises à destination du Maroc et des oasis sahariennes.

Vu le décret du 17 septembre 1896, portant organisation du transit à destination du Maroc et des oasis sahariennes ; — Vu le décret du 20 juillet 1901, concernant le rattachement des douanes de l'Algérie au gouvernement général ; — Vu les décrets et règlements appliqués en matière de transit international ; — Considérant l'intérêt qu'il y a à faciliter dans la plus large mesure

possible les relations commerciales entre les ports de l'Algérie et les régions de l'Extrême-Sud ;

Art. 1er. — La ligne d'Arzew à Duveyrier est ouverte au transit international pour les marchandises énumérées à l'art. 3 du décret du 17 décembre 1896.

Art. 2. — Les opérations auront lieu dans les conditions et sous les garanties fixées par l'arrêté du 10 janvier 1902.

Art. 3. — Le directeur des douanes est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera appliqué à partir du 1er février 1903.

14 février 1903. — Loi ajoutant une disposition transitoire à la loi du 30 décembre 1902 sur le jury criminel en Algérie et modifiant, dans la colonie, certaines dispositions de la loi métropolitaine du 21 novembre 1872 relative à la formation des listes du jury (1).

Art. 1er. — La loi du 30 décembre 1902 sur l'organisation des Cours d'assises et du jury criminel en Algérie est complétée ainsi qu'il suit :

Disposition transitoire

« Pour l'année 1903, la liste du jury et celle des assesseurs-jurés musulmans seront, dès la promulgation de la présente loi, dressées dans les formes et conditions prévues par l'art. 3 de la loi du 30 décembre 1902 ».

Art. 2. — Le paragraphe 2 de l'art. 3 de la loi du 30 décembre 1902 sera complété par la disposition suivante : « Toutefois, par dérogation aux dispositions de la loi du 21 novembre 1872, la commission cantonale visée dans les art. 8 et 10 de cette loi se réunira dans la deuxième quinzaine d'octobre ; la commission d'arrondissement visée par les art. 11 à 13 de cette même loi se réunira dans la deuxième quinzaine de novembre au plus tard, et la liste

---

(1) *Chambre :* Dépôt par le gouvernement du projet de loi le 22 janvier 1903 ; dépôt par M. M. Colin d'une proposition de loi le 26 janvier ; adoption le 29 janvier, au rapport de M. Colin, après déclaration de l'urgence. — *Sénat :* Rapport de M. Thézard, le 3 février ; adoption, après déclaration de l'urgence, le 10 février.

EXTRAIT DU RAPPORT A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS PAR M. M. COLIN

Messieurs, aux termes de la loi du 30 décembre 1902, les jurés qui doivent figurer dans la juridiction nouvelle doivent être choisis sur des listes qui n'existent pas à l'heure présente. D'autre part, ces listes ne peuvent être rédigées actuellement, car c'est la loi elle-même qui fixe le moment où doit avoir lieu cette rédaction. Cette difficulté tient à l'époque tardive à laquelle la loi a été votée. Il s'agit donc, par une disposition transitoire, de permettre de rédiger immédiatement les listes du jury.

En outre, la commission vous demande d'ajouter une disposition permanente à la loi du 30 décembre 1902. D'après la loi du 21 novembre 1872, déclarée applicable à l'Algérie, les listes du jury doivent être confectionnées en France par des opérations qui se poursuivent en juillet et en août. C'est une période mal appropriée à l'Algérie. A cette époque il s'y produit un véritable exode qui aurait pour conséquence de rendre, sinon impossible, tout au moins très difficile le fonctionnement de la loi. Nous vous demandons de reporter ces dates en octobre et en novembre.

définitive, arrêtée par elle et signée séance tenante, devra être transmise avant le 15 décembre au greffe de la Cour ou du tribunal chargé de la tenue des assises ».

26 février 1903. — Arrêté du gouv. gén. portant création de bureaux de bienfaisance musulmans.

Vu le décret du 18 août 1868 § 4 *in fine* ; — Vu le décret du 25 novembre 1879 ; — Vu la délibération du conseil de gouvernement du 5 décembre 1902 ;

TITRE PREMIER

CRÉATION DE BUREAUX DE BIENFAISANCE MUSULMANS. — ORGANISATION ET COMPOSITION DE LA COMMISSION ADMINISTRATIVE

Art. 1er. — Un bureau de bienfaisance spécial pour les indigènes musulmans est créé dans chacune des villes de Blida, Cherchell, Médéa, Miliana, Orléansville, Bou-Saâda, Laghouat, Constantine, Bône, Bougie, Mila, Sétif, Biskra, Oran, Mascara, Mostaganem, Relizane, Sidi-bel-Abbès et Tlemcen.

Art. 2. — La commission administrative de chacun de ces bureaux de bienfaisance est composée : 1° d'un fonctionnaire ou d'un notable français, président ; 2° de quatre notables français et de cinq notables indigènes, membres. — Parmi les notables indigènes devra toujours figurer au moins un fonctionnaire du culte musulman. — Les fonctions de trésorier de chaque bureau sont exercées par un receveur des contributions diverses qui assiste aux séances avec voix consultative, sauf à celles dans lesquelles est examiné son compte de gestion.

Art. 3. — Lorsque les ressources du bureau de bienfaisance dépasseront 50,000 fr. par an, il pourra être créé un trésorier spécial ; cette création sera prononcée par le gouverneur général. Le trésorier sera nommé par le préfet, sur une liste de trois candidats proposés par la commission administrative et qui remplira, en même temps, les fonctions de secrétaire de la commission administrative. — Le trésorier spécial sera tenu de fournir le cautionnement imposé aux comptables des deniers publics.

Art. 4. — Le président et les membres des commissions administratives sont nommés pour trois ans par le préfet du département en territoire civil et par le général commandant la division en territoire de commandement. Le président et les membres des commissions administratives peuvent être suspendus de leurs fonctions par le préfet ou le général commandant la division, à charge d'en référer immédiatement au gouverneur général qui peut, seul, les relever de leurs fonctions.

Art. 5. — La dissolution de la commission est prononcée par le gouverneur général, sur la proposition du préfet ou du général commandant la division.

Art. 6. — Le président convoque les assemblées extraordinaires, lorsqu'il le juge convenable.

Art. 7. — La commission administrative est chargée de la répartition de tous les secours mis à sa disposition par l'administration ou par les particuliers. Elle dirige, surveille et administre, conformément au règlement, dans son ressort, les services et établissements spéciaux à l'assistance musulmane et pourvoit à leurs dépenses. Elle exerce, dans les mêmes conditions, la gestion des biens et revenus mobiliers et immobiliers possédés par le bureau de bienfaisance. Elle fait dresser et soumet à l'approbation du préfet ou du général commandant la division les devis des réparations exigées pour la bonne conservation des immeubles et dans les conditions déterminées par les art. 1020, 1022 et 1046 de l'instruction générale des finances du 20 juin 1859.

Art. 8. — Un comité consultatif est institué auprès de chaque bureau de bienfaisance, en vue de donner son avis motivé par une consultation écrite sur toutes les affaires contentieuses qui intéressent cet établissement. Ce comité est composé de trois jurisconsultes ou, à défaut, de trois fonctionnaires ou officiers proposés par la commission et nommés par le préfet ou par le général commandant la division. Les fonctions de ce comité sont gratuites. La commission adresse au préfet ou au général commandant la division les affaires sur lesquelles elle désire avoir l'opinion du comité consultatif.

Art. 9. — Un service médical, assuré par des médecins et au besoin par des sages-femmes et comportant des distributions gratuites de médicaments, est organisé par les soins de la commission administrative. Le nombre, le traitement, la nomination et la révocation des médecins et sages-femmes seront arrêtés par le préfet ou le général de division, sur la proposition de la commission. Un règlement intérieur, pris par la commission administrative, déterminera le fonctionnement de ce service.

Art. 10. — La commission administrative se réunit à jour fixe et au moins une fois par mois. Elle ne peut délibérer qu'autant que la majorité des membres en exercice assistent à la séance, cette majorité devant toujours comprendre au moins un membre français. Les délibérations sont rédigées, en l'absence d'un trésorier spécial, par le membre français désigné comme administrateur de service, en forme de procès-verbaux, sur un registre coté et paraphé par le président.

Art. 11. — La commission tient ses séances dans le lieu qui sera désigné par elle.

Art. 12. — Les membres de la commission qui ont manqué à trois réunions consécutives ordinaires ou extraordinaires sans avoir fait agréer leurs motifs d'excuses peuvent être considérés comme démissionnaires et remplacés quinze jours après une mise en demeure du préfet restée sans réponse ou suivie d'excuses reconnues inadmissibles

Art. 13. — Chaque année, dans la première quinzaine de janvier, le bureau désigne, par la voie du scrutin, un ordonnateur des dépenses qui est chargé de faire effectuer les recettes de toutes les ressources du bureau et de faire acquitter toutes les dépenses. Pour la présente année, cette désignation sera effectuée dans la quinzaine qui suivra la constitution des commissions administratives.

Art. 14. — Un membre français et un membre musulman de la commission administrative sont désignés, chaque mois et à tour de rôle, comme administrateurs de service ; ils prennent les décisions provisoires et se prononcent sur les secours urgents qui peuvent être demandés, à charge d'en rendre compte à la commission dans sa première réunion et de faire approuver les mesures prises par eux. Sous la surveillance du président et avec le concours du trésorier spécial, quand il en existe un, ils tiennent toutes les écritures du bureau, préparent la correspondance, reçoivent les demandes verbales ou écrites, les enregistrent et les soumettent au président. Ils ont la garde des archives, papiers et registres du bureau et en ont la responsabilité. Ils tiennent : 1° Un livre sommier de tous les pauvres inscrits ; 2° un livre de radiations ; 3° un sommier spécial des orphelins, des enfants abandonnés assistés ; 4° des bulletins mobiles pour chaque indigent ; 5° des livrets pour les pauvres admis aux secours permanents et mensuels.

Art. 15. — Le trésorier peut seul opérer les recettes et le paiement des dépenses du bureau. En sa qualité de comptable, il est soumis aux règlements sur la comptabilité des établissements de bienfaisance. Il peut recevoir une indemnité de fonctions fixée par une délibération de la commission, sous réserve de l'approbation du préfet ou du général commandant la division.

Art. 16. — Au besoin, un ou plusieurs commis aux écritures seront attachés au bureau. Ces employés sont au choix et à la nomination du président. Leur

nombre et leurs traitements sont fixés par délibérations de la commission administrative qui n'auront d'effet qu'après approbation du préfet ou du général commandant la division. La commission peut attacher au service du bureau un chaouch ou une chaoucha (homme et femme de peine), pour faire les courses, porter les correspondances et faire le service matériel du bureau. Leur traitement sera fixé dans les mêmes conditions que celui des commis aux écritures.

Art. 17. — Le bureau rendra, à la fin de chaque exercice, un compte moral de ses opérations.

TITRE II

DES SECOURS ET DE LEUR DISTRIBUTION

Art. 18. — Tous les musulmans malheureux originaires du territoire de la commune où est institué le bureau et ceux qui y ont acquis le domicile de secours ont droit aux secours dans la limite des ressources disponibles toutes les fois que les circonstances les mettent dans l'impossibilité de subvenir à leur existence. Nul indigent ne peut recevoir un secours s'il n'a été admis par une délibération de la commission administrative.

Art. 19. — Les secours qu'accorde le bureau de bienfaisance sont ordinaires ou extraordinaires. Ils sont ordinaires et annuels : pour les aveugles, les paralytiques, les malades incurables, les infirmes, les vieillards, les enfants abandonnés et les orphelins jusqu'à ce qu'il ait été pourvu à leur placement ou qu'ils soient en état de se suffire à eux-mêmes, les veuves ayant des enfants en bas âge. Ils sont extraordinaires ou temporaires pour : les blessés, les malades, les femmes en couches ou les mères nourrices ayant d'autres enfants à soutenir, ou se trouvant sans moyens d'existence; les chefs de famille ayant à leur charge des enfants en bas âge; les personnes qui se trouvent dans des cas extraordinaires et imprévus.

Art. 20. — Les blessures, les maladies et les infirmités seront constatées par un médecin du bureau et la condition d'orphelin ou d'abandon sera constatée par l'autorité municipale.

Art. 21. — Les secours sont refusés aux indigènes qui ne feront pas vacciner leurs enfants ou ne les enverront pas à l'école.

Art. 22. — Les secours en argent et les bons de denrées livrables par l'adjudicataire, quand il s'agira de secours ordinaires et permanents, seront délivrés par le trésorier, en présence de l'un des administrateurs de service, sur une liste dressée et signée par l'ordonnateur et au vu de la carte d'inscription des indigents secourus. L'administrateur de service présent certifiera sur la liste la distribution des secours. Les secours extraordinaires seront délivrés par le trésorier au vu des décisions prises par les administrateurs de service et visées par l'ordonnateur. La distribution sera certifiée comme pour les secours ordinaires, mais ces décisions seront soumises à la ratification de la commission administrative dans sa plus prochaine séance. Les secours ne sont remis à domicile par les soins du chaouch ou de la chaoucha qu'autant que les indigents malades, infirmes ou reconnus par les administrateurs de service appartenir à la classe des pauvres honteux seront dans l'impossibilité de se transporter chez le trésorier. Chaque mois, le trésorier remettra à la commission la liste nominative des individus secourus à domicile suivant décision des administrateurs de service. La commission administrative devra procéder, au moins une fois par an, à une revision générale de l'état des personnes secourues.

TITRE III

RESSOURCES. — BUDGET. — COMPTABILITÉ

Art. 23. — Les ressources des bureaux de bienfaisance se composent : du produit des droits perçus sur les fêtes et réunions publiques indigènes ; du

produit des quêtes, collectes, souscriptions et troncs placés dans les mosquées ; des dons et legs faits par les particuliers ; des subventions de l'État, des départements et des communes ; du produit des biens meubles et immeubles appartenant aux bureaux ; du gibier et du poisson confisqués sur des indigènes ; d'une part à déterminer par décision du préfet ou du général commandant la division, suivant l'importance de la population indigène, sur le droit des pauvres perçu dans les fêtes et les spectacles publics.

Art. 24. — Dans la première quinzaine du mois d'avril de chaque année, la commission administrative dresse le budget des recettes et des dépenses du bureau pour l'année suivante. Ce budget est soumis, pour être réglé, au préfet ou au général commandant la division, avec le compte moral d'administration de l'exercice précédent.

Art. 25. — Les dépenses de toute nature sont acquittées sur mandats de l'ordonnateur, lesquels mentionnent l'objet de la dépense, la date de la délibération qui l'autorise et le nom de la personne en faveur de laquelle elle a été votée. Le cachet du bureau est apposé sur les mandats. Le trésorier fait l'avance des secours sur sa caisse et en est couvert par un mandat de l'ordonnateur, sur le vu des feuilles de distributions arrêtées et visées par l'ordonnateur et certifiées par l'un des administrateurs de service, ainsi qu'il a été spécifié à l'art. 22.

Art. 27. — Les bureaux de bienfaisance musulmans sont soumis au contrôle et à l'inspection des agents spéciaux des finances, comme tous les établissements d'assistance publique ; ils peuvent faire l'objet d'inspection de la part d'un délégué du gouverneur général de l'Algérie, du préfet ou du général commandant la division.

TITRE IV

SERVICES SPÉCIAUX. — ANNEXES

Art. 28. — Est maintenu comme établissement d'assistance musulman, l'asile de vieillards de Sidi-Lhassen à Tlemcen. Cet asile fonctionnera désormais comme annexe du bureau de bienfaisance musulman institué dans cette ville. Des maisons d'asile pour les vieillards et les incurables et des salles d'asile et des crèches pour les enfants pauvres pourront être institués comme annexe des bureaux. Il sera procédé à ces créations par le préfet ou le général commandant la division, sur la proposition de la commission administrative du bureau : leur suppression ne pourra être décidée que par le gouverneur général. Le fonctionnement des services annexes sera réglementé par le préfet ou le général commandant la division sur la proposition de la commission administrative. Ne pourront être admis, en principe, dans les services annexes que les indigènes pauvres originaires de la commune du bureau et ceux qui y ont acquis le domicile de secours. Les indigènes pauvres des autres communes pourront y être admis si la commune de leur domicile subventionne à cet effet le bureau de bienfaisance. L'acceptation de subventions et des charges qui en seront la conséquence sera consignée dans une délibération de la commission administrative qui ne pourra produire son effet qu'après avoir été ratifiée par le préfet ou le général commandant la division. Ces dernières dispositions ne sont pas applicables aux vieillards ou incurables déjà admis à l'asile de Sidi-Lhassen et non originaires de la commune de Tlemcen.

Art. 29. — Le personnel nécessaire au fonctionnement des établissements annexes est à la nomination du préfet ou du général commandant la division. Les emplois sont créés et les traitements fixés par délibérations de la commission revêtues de l'approbation du préfet ou du général commandant la division.

Art. 30. — Les dotations actuelles et à venir des établissements annexes n'ont point une affectation spéciale et absolue ; elles font masse avec les

ressources ordinairess et extraordinaires du bureau et les allocations attribuées aux dits établissements peuvent varier d'une année à l'autre, selon les besoins, avec l'autorisation du préfet ou du général commandant la division.

Art. 31. — En raison du caractère hospitalier des asiles pour les vieillards et les incurables, la commission du bureau de bienfaisance, au point de vue de sa capacité civile, est assimilée aux commissions administratives des hospices.

Art. 32. — Le directeur ou la directrice d'un établissement annexe tien seulement les écritures d'ordre qui lui sont indiquées par la commission ; la comptabilité proprement dite de ces établissements incombe à l'ordonnateur et au trésorier.

Art. 33. — Le médecin du bureau fera à la commission un rapport mensuel écrit sur le régime alimentaire, la propreté, la tenue des établissements annexes et l'état de santé des indigents admis dans ces établissements ; mention spéciale sera faite de ce rapport dans les délibérations de la commission.

TITRE V

ORPHELINS ET ABANDONNÉS — BOURSES D'APPRENTISSAGE

Art. 34. — Les bureaux de bienfaisance musulmans pourvoient, dans la limite de leurs ressources, aux besoins des enfants orphelins et abandonnés des deux sexes : selon leur âge, ils assurent leur entretien, leur nourriture et leur éducation, jusqu'à ce qu'ils aient été réclamés par des parents justifiant de leurs qualités et de leurs pouvoirs. Dans ce dernier cas, les bureaux peuvent exiger le remboursement des dépenses exposées par eux pour l'entretien des enfants réclamés.

Art. 35. — Ils traitent, soit avec des établissements publics, soit avec des particuliers chez lesquels ils placent les enfants en vertu d'un contrat d'éducation et d'apprentissage en due forme.

Art. 36. — Ils tiennent un contrôle spécial de ce mode d'assistance sur lequel sont inscrits les enfants admis par eux comme orphelins ou abandonnés, en vertu d'une délibération spéciale.

Art. 37. — A défaut d'orphelinat spécial, ils placent les jeunes garçons en apprentissage chez des cultivateurs ou des artisans, soit musulmans, soit européens, à charge de pouvoir à leur entretien et à leur instruction pratique jusqu'à ce qu'ils soient en situation de gagner leur vie par le travail. Ils placent dans les écoles des arts et métiers ou dans tout autre établissement agricole ou industriel ceux qui sont susceptibles d'y être admis.

Art. 38. — Quant aux jeunes filles, lorsqu'elles sont en âge d'être placées soit comme domestiques, soit comme ouvrières, le bureau les confie à des personnes recommandables, en vertu de conventions particulières.

Art. 39. — Les bureaux de bienfaisance ont, en outre, pour mission de faciliter aux jeunes garçons musulmans pauvres l'apprentissage de métiers leur assurant des moyens d'existence pour l'avenir. Ils accordent à cet effet des bourses d'apprentissage suivant la mesure de leurs ressources. Les boursiers sont placés sous la direction et la surveillance de la commission administrative qui peut s'adjoindre un comité de patronage dont elle désigne les membres ; ils sont nommés par la commission administrative, le comité de patronage entendu, et seront choisis de préférence parmi les élèves fréquentant l'école communale.

Art. 40. — Le prix de la bourse ne pourra dépasser 180 fr. par an, dont un tiers au profit de la famille et deux tiers au profit du patron. Le paiement en sera effectué mensuellement par le trésorier et constaté sur un livret. La durée de l'apprentissage est fixée à trois ans. Les boursiers devront être âgés de 13 ans au moins et de 16 ans au plus. Ils sont placés de préférence dans

des ateliers dirigés par des européens. Leur placement est opéré, soit par les membres de la commission et du comité de patronage, soit par les familles intéressées, avec l'adhésion de la commission.

Art. 41. — Un livret sera remis à chaque patron qui devra y consigner, à la fin de chaque mois, ses observations sur le travail et la conduite de son apprenti. Chaque membre de la commission et du comité aura sous sa surveillance spéciale un certain nombre d'apprentis qu'il visitera au moins une fois par mois dans les ateliers où ils travaillent.

Art. 42. — En cas d'inconduite notoire de l'apprenti ou de plaintes fondées de la part de son patron, la bourse lui sera retirée après trois avertissements successifs donnés à la famille par le bureau. La commission prononcera le retrait en séance.

Art. 43. — A l'expiration de chaque semestre, les administrateurs de service présenteront à la commission administrative, assistée du comité de patronage, un rapport sur la conduite des boursiers, sur leurs progrès, et résumant les notes mensuelles fournies par le patron. Une expédition de ce rapport, avec la délibération de la commission y relative, sera transmise au préfet ou au général commandant la division.

TITRE VI

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 44. — Toutes les fournitures nécessaires au service de chaque bureau et de ses établissements annexes sont adjugées en séance publique sur cahiers des charges préalablement soumis à l'approbation du préfet ou du général commandant la division. Il peut être traité de gré à gré dans les cas prévus par les règlements applicables aux établissements de bienfaisance.

10 avril 1903. — **Décret** relatif à la clavelisation en Algérie.

Vu le décret du 12 novembre 1887 portant règlement pour l'exécution, en Algérie, de la loi du 21 juillet 1881, sur la police sanitaire des animaux ; — Vu le décret du 23 mars 1898 relatif aux services de l'agriculture en Algérie ; — Vu l'avis du conseil de gouvernement général de l'Algérie ; — Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie ; — Sur le rapport du ministre de l'agriculture ;

Art. 1er. — Lorsque la clavelée est officiellement constatée dans un ou plusieurs troupeaux d'une commune, d'un douar ou d'une tribu, le préfet ou le général commandant la division prend, sur l'avis du vétérinaire délégué, un arrêté à l'effet de prescrire la clavelisation des animaux de l'espèce ovine existant sur une partie déterminée ou sur l'ensemble du territoire de la commune, du douar ou de la tribu et, s'il est nécessaire, dans les circonscriptions administratives limitrophes.

Art. 2. — Au cas où la clavelée prendrait un caractère envahissant, le gouverneur général, sur le rapport du préfet ou du général commandant la division et l'avis du chef du service vétérinaire sanitaire, pourra prescrire la clavelisation de tous les troupeaux de moutons existant dans les territoires où cette opération sera jugée nécessaire.

Art. 3. — A titre de mesure préventive et même en l'absence de cas de clavelée officiellement constatée, les propriétaires de troupeaux sont autorisés à les faire claveliser en tout temps (les mois de juillet et août exceptés), sur une simple déclaration faite à l'autorité locale (maire, administrateur de commune mixte, commandant supérieur de cercle ou chef d'annexe).

Art. 4. — En territoire militaire et dans les parties du territoire civil qui seront déterminées par le gouverneur général, les animaux clavelisés, soit au titre obligatoire, soit au titre préventif, seront cantonnés dans leur zone de transhumance annuelle pendant un délai de trente jours, à compter de la date de l'opération. Au cas où il aurait été pratiqué deux inoculations, ce délai courra du jour de la deuxième clavelisation. Pendant ledit délai, il est interdit de conduire sur les marchés les animaux clavelisés, et le propriétaire ne peut s'en dessaisir pour quelque cause que ce soit.

Art. 5. — Dans les parties du territoire civil autres que celles visées à l'article précédent, les animaux clavelisés seront pendant un délai de trente jours, calculé comme il est dit ci-dessus, séparés et maintenus isolés des animaux qui n'auront pas été inoculés. Durant cette période, les animaux clavelisés ne pourront quitter les locaux et les pacages qui leur auront été assignés qu'avec l'autorisation expresse du maire ou de l'administrateur de commune mixte, donnée sur l'avis du vétérinaire sanitaire, et le propriétaire ne pourra s'en dessaisir pour quelque cause que ce soit.

Art. 6. — La clavelisation ne peut être pratiquée que par des vétérinaires commissionnés à cet effet par le gouverneur général.

Art. 7. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au décret susvisé du 12 novembre 1887 et notamment l'art. 12.

Art. 8. — Toute infraction aux dispositions du présent décret donnera lieu à l'application des peines prévues à l'art. 43 du décret du 12 novembre 1887.

Art. 9. — Des arrêtés du gouverneur général règleront les conditions d'application du présent décret, notamment les mesures de désinfection à exécuter dans les locaux où auront été placés les animaux clavelisés.

10 avril 1903. — **Décret** qui modifie le paragraphe 3 de l'art. 1er du décret du 14 août 1902 portant réorganisation des services des travaux publics en Algérie.

Vu le décret du 18 août 1897 portant réorganisation des services des travaux publics en Algérie; — Vu le décret du 14 août 1902 qui a abrogé et remplacé par de nouvelles dispositions l'art. 2 du décret du 18 août 1897; — Vu les propositions du gouverneur général de l'Agérie; — Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Art. 1er. — Le paragraphe 3 de l'art. 1er du décret du 14 août 1902 est abrogé et remplacé par les dispostions suivantes:

Indépendamment du personnel attaché à la direction à Alger, le service du contrôle des chemins de fer algériens a pour correspondant un inspecteur général ou un ingénieur en chef des ponts et chaussées ou des mines, en résidence à Paris. — En l'absence du directeur du contrôle, cet inspecteur général ou ingénieur en chef siège, pour les affaires intéressant l'Algérie et avec voix délibérative, au comité consultatif et dans les différents comités techniques institués auprès du ministre des travaux publics pour l'étude des questions de chemins de fer.

18 avril 1903. — **Circulaire du min. des travaux publics** relative aux infractions à l'arrêté ministériel du 1er avril 1898 concernant la désinfection du matériel employé au transport des animaux par voie ferrée.

J'ai appelé l'attention de M. le garde des sceaux sur ce fait que les agents

des compagnies de chemins de fer, inculpés d'infractions à l'arrêté ministériel du 1er avril 1898, concernant la désinfection du matériel employé au transport des animaux par voie ferrée, sont déférés par les parquets, tantôt aux tribunaux correctionnels, tantôt aux tribunaux de simple police, suivant que les poursuites sont basées sur l'art. 33 ou sur l'art. 34 de la loi du 21 juillet 1881 relative à la police sanitaire des animaux.

Mon collègue a reconnu que les entrepreneurs de transports seuls tombent sous le coup de l'art. 33 de la loi précitée, tandis que la disposition finale de l'art. 34, où se trouve édictée la sanction aux infractions à l'art. 93 du règlement d'administration publique du 22 juin 1882, demeure exclusivement applicable aux agents. Ces derniers ne pourront donc être traduits qu'en simple police.

Des instructions dans ce sens ont été données aux parquets.

4 mai 1903. — Décret fixant le prix de vente, pour la France et l'Algérie, de la poudre à feu destinée à combattre la grêle.

Vu l'art. 13 de la loi de finances du 29 mars 1897 ; — Sur les rapports des ministres de la guerre et des finances ;

Art. 1er. — Le prix de vente à l'intérieur, du type spécial de poudre à feu destiné à combattre la grêle, créé sous la dénomination de « poudre de mine G·», est fixé à 90 cent. le kilog.

Art. 2. — Ce prix de vente est applicable à l'Algérie.

4 mai 1903. — Arrêté du gouv. gén. portant interdiction, du 15 avril au 15 août, de l'usage des filets traînants de la première série.

Vu le décret-loi du 9 janvier 1852, sur la police de la pêche côtière ; — Vu le décret du 2 juillet 1894, sur la police de la pêche côtière en Algérie et notamment l'art. 16 ; — Vu les arrêtés ministériels du 5 juillet 1894 concernant l'exercice de la pêche dans les quartiers maritimes d'Alger, d'Oran, de Bône et de Philippeville ; — Vu le décret du 23 août 1898, sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie ; — Vu l'arrêté du ministre de la marine du 3 novembre 1897 ; — Sur la proposition de M. le contre-amiral commandant la marine en Algérie ;

Art. 1er. — L'usage des filets traînants de la première série est interdit, en Algérie, pendant la période comprise entre le 15 avril et le 15 août.

Art. 2. — Le commandant de la marine en Algérie est chargé de l'exécution du présent arrêté dont les dispositions n'entreront en vigueur qu'à partir de l'année 1904.

5 mai 1903. — Décret relatif à la composition du conseil de guerre de la division d'occupation de Tunisie et à la procédure à suivre devant le dit conseil.

Vu le code de la justice militaire pour l'armée de terre ; — Vu l'art. 7 de

la loi du 27 mars 1883, portant organisation de la juridiction française en Tunisie ; — Sur le rapport du ministre de la guerre (1) ;

Art. 1er. — Le conseil de guerre de la division d'occupation de Tunisie

---

(1) RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Monsieur le président, — Lors de l'expédition de Tunisie, il avait été constitué dans le corps d'opérations, en vertu de l'art. 33 du code de justice militaire modifié par la loi du 18 mai 1875, un certain nombre de conseils de guerre, ayant la composition, la compétence et le mode de procédure prévus par ce code pour les conseils de guerre aux armées.

Au moment de la transformation du corps d'opérations en division d'occupation, en 1883, ces conseils de guerre ont été réduits à un seul siégeant à Tunis et qui, depuis cette époque, a continué à fonctionner dans les mêmes conditions.

Il en résulte que, bien que les opérations militaires soient depuis longtemps terminées en Tunisie, les troupes de ce pays se trouvent sous le rapport de la justice militaire dans une situation anormale et relativement défavorable.

En effet, en vertu des règles applicables aux conseils de guerre aux armées, les militaires y sont jugés par un conseil composé seulement de cinq membres et où trois voix suffisent à entraîner la condamnation, tandis qu'en France et en Algérie les conseils comprennent sept membres, cinq voix sur sept sont nécessaires pour prononcer la culpabilité.

De plus, les inculpés peuvent, en Tunisie, être traduits directement et sans instruction préalable devant le conseil de guerre, ce qui, le cas échéant, rend beaucoup plus difficile le rôle du défenseur.

La composition et les formes de procédure spéciales instituées, pour les conseils de guerre aux armées, par la loi du 18 mars 1875, ont eu pour but de renforcer l'action de la justice militaire en temps de guerre, dans les troupes qui sont en présence de l'ennemi, et l'on conçoit que ces mesures puissent être maintenues pendant quelque temps dans la période d'occupation succédant aux opérations militaires ; mais on sortirait aisément de l'esprit de la loi si, dans un pays aussi pacifié que la Tunisie et en l'état de nos rapports avec le gouvernement beylical, on prolongeait indéfiniment ce régime exceptionnel.

Depuis longtemps, l'art. 7 de la loi du 27 mars 1883, portant organisation de la juridiction française en Tunisie, a posé le principe que « les règles de procédure et d'instructiou criminelle déterminées par les lois, décrets et ordonnances en vigueur en Algérie seront applicables aux juridictions instituées en Tunisie »

Conformément à ce principe, j'estime qu'il y aurait lieu de décider que, désormais, le conseil de guerre de la division d'occupation de Tunisie aura la même composition que les conseils de guerre permanents établis dans les divisions militaires de l'Algérie et appliquera les mêmes formes de procédure et d'instruction.

Toutefois, le commissaire du gouvernement et le rapporteur à désigner pour constituer le parquet du conseil dans sa nouvelle composition pourront continuer à être pris parmi les officiers de la division, conformément à l'art. 34 du code de justice militaire, ce qui permettra d'effectuer sans aucune dépense la réforme proposée.

Cette réforme paraît, d'ailleurs, pouvoir être réalisée par un simple décret, par analogie avec les décrets des 4 octobre 1889 et 6 janvier 1901, qui ont réglé l'organisation de la justice militaire dans les colonies.

J'ai, en conséquence, l'honneur de soumettre à votre approbation le décret ci-joint.

aura, désormais, la même composition que les conseils de guerre permanents établis dans les divisions militaires de l'Algérie. — Les mêmes règles de procédure y seront observées, tant pour l'instruction que pour le jugement. — Toutefois, les dispositions des art. 34 et 35 du code de justice militaire continueront à être appliquées pour la désignation des membres du conseil du parquet.

12 mai 1903. — Arrêté du gouv. gén. qui modifie les articles 2 et 9 de l'arrêté du 8 septembre 1898, portant règlement sur le personnel des commis des ponts et chaussées de l'Algérie.

Vu l'arrêté gouvernemental du 8 septembre 1898 portant règlement sur le personnel des commis des ponts et chaussées de l'Algérie ; — Vu l'arrêté gouvernemental du 17 avril 1900 modifiant les art. 2 et 9 de l'arrêté susvisé ; — Sur les propositions du secrétaire général du gouvernement ;

Art. 1er. — Les art. 2 et 9 de l'arrêté gouvernemental susvisé du 8 septembre 1898 sont modifiés ainsi qu'il suit :

« *Art. 2.* — Les commis des ponts et chaussées et des mines de l'Algérie sont divisés en sept classes dont le traitement annuel est fixé ainsi qu'il suit et dont l'effectif est déterminé par le gouverneur général suivant les ressources budgétaires : — Commis principaux de 1re classe et commis principaux de 2e classe (ensemble 1/8 au maximum de l'effectif total), 3.800 fr. et 3.400 fr. ; commis de 1re classe, 3.000 fr. ; commis de 2e classe, 2.600 fr. ; commis de 3e classe, 2.300 fr. ; commis de 4e classe, 2.000 fr. ; commis stagiaires, 1.700 fr.

» *Art. 9.* — Les commis de 3e classe sont pris : 1° parmi les candidats déclarés admissibles au grade de conducteur des ponts et chaussées ou de contrôleur des mines et qui n'auraient pas encore été pourvus d'un emploi de ce grade ; 2° parmi les commis de 4e classe comptant au moins trois ans de services en cette qualité. Toutefois les commis ayant débuté par la 4e classe en vertu du paragraphe 2 de l'art. 7 ci-dessus et ayant au moins quatre ans de services antérieurs à leur nomination pourront être nommés de 3e classe après deux ans de grade ; ceux qui auraient plus de six années de services antérieurs pourront être nommés après un an de grade. — Les commis de 2e classe seront pris parmi les commis de 3e classe comptant au moins trois ans de services depuis leur dernier avancement. Ce délai pourra être réduit à deux ans pour les commis dont il est question au paragraphe précédent. — Les commis de 1re classe seront pris parmi les commis de 2e classe comptant au moins quatre ans du grade dans la 2e classe. — Les commis principaux de 2e classe seront pris parmi les commis de 1re classe comptant au moins cinq ans de grade dans la 1re classe. — Les commis principaux de 1re classe seront pris parmi les commis principaux de 2e classe comptant au moins cinq ans de grade dans la 2e classe et vingt-cinq ans de services comme commis. »

Art. 2. — L'arrêté gouvernemental du 17 avril 1900 est abrogé.

20 mai 1903. — Arrêté du gouv. gén. portant réglementation des allocations en nature et des indemnités représentatives de ces allocations dont jouissent les préposés français et indigènes des eaux et forêts.

Vu l'art. 4 du décret du 26 juillet 1901, sur le fonctionnement du service

des eaux et forêts en Algérie ; — Sur la proposition de M. le secrétaire général du gouvernement ;

Art. 1er. — Les allocations en nature dont jouissent les préposés français et indigènes des eaux et forêts, ainsi que les indemnités qui les représentent, dans certains cas, sont soumises à la réglementation suivante :

I. — LOGEMENT

§ 1er. Les préposés ont droit au logement en nature ou à une indemnité représentative de traitement ainsi fixée : — Préposés du service sédentaire, 500 fr. ; préposés français du service actif, 200 fr. ; gardes indigènes, 50 fr.

II. — TERRAINS DE CULTURE

§ 2. Les préposés français et indigènes du service actif reçoivent, lorsque la chose est possible, la jouissance d'un terrain de culture d'une étendue maxima de quatre hectares à prendre dans les parties non boisées des forêts soumises à leur surveillance et aussi près que faire se peut de leur résidence. — § 3. Toutes les fois qu'un terrain de culture affecté à un préposé aura une contenance égale ou supérieure à deux hectares, la surface semée en céréales ne devra pas dépasser la moitié de cette superficie afin de permettre au sol de se reposer. — § 4. Le préposé pourra soit cultiver lui-même son terrain, soit le faire cultiver par des khammès ou métayers européens ou indigènes, conformément aux usages locaux. L'exécution de ces contrats sera réglée exclusivement par des opérations en nature. Elle ne pourra donner lieu, en aucun cas, à des versements en argent soit du préposé au khammès, soit inversement. — § 5. Les produits récoltés par le préposé sont réservés à ses besoins et ne peuvent, en aucun cas, être vendus.

III. — PARCOURS

§ 6. Les préposés français et indigènes du service actif sont autorisés à faire paître dans les cantons défensables des forêts domaniales voisines de leur résidence quatre bêtes adultes de l'espèce bovine et deux suivants âgés de moins de six mois, ainsi que deux porcs. — § 7. Ces animaux doivent appartenir en propre au préposé qui exerce ce droit.

IV. — CHAUFFAGE

§ 8. Les préposés français, sédentaires ou domaniaux, ont droit au chauffage en nature, transporté à domicile ou à une indemnité représentative en argent ainsi fixée : — Préposés sédentaires, 100 fr. ; préposés domaniaux, 75 fr. — § 9. L'allocation de chauffage sera faite en nature, toutes les fois que ce sera possible, soit par mise en charge sur les coupes, soit à prix d'argent, en régie, à la tâche ou en journées. L'emploi des journées de prestations pour ces travaux devra être évité. — § 10. La quantité de bois fourni à chaque préposé sera au maximum de 15 stères. — § 11. Sur la demande des intéressés et lorsque ce sera possible, le bois pourra être remplacé en tout ou en partie par du charbon ou des bourrées, à raison de 80 kilog. de charbon ou bien 30 bourrées par stère. — § 12. Il est formellement interdit aux préposés, sous peine d'une punition très sévère, de vendre une fraction quelconque de leur chauffage.

25 mai 1903. — **Décret** qui rend applicable à l'Algérie la loi du 16 février 1900 ayant pour objet l'institution de

diplômes et médailles d'honneur à décerner aux sapeurs-pompiers.

Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes ; — Vu le décret du 29 décembre 1875 portant règlement d'administration publique sur l'organisation des corps de sapeurs-pompiers (art. 32); — Le décret du 2 février 1876 qui rend applicable à l'Algérie le décret susvisé du 29 décembre 1875 ; — La loi du 16 février 1900 instituant des diplômes et médailles d'honneur à décerner par M. le ministre de l'intérieur aux sapeurs-pompiers comptant trente années de services et qui se sont particulièrement distingués ; — L'avis du gouverneur général de l'Algérie ;

Art. 1er. — La loi du 16 février 1900 est rendue applicable à l'Algérie. Elle sera publiée au *Bulletin officiel* des actes du gouvernement général, à la suite du présent décret.

6 juin 1903. — Décret portant constitution de l'hospice Coll, à Bône, en établissement colonial, soumis au régime du décret du 23 décembre 1874 (*B. O.*, 1903, p. 608).

8 juin 1903. — Décret relatif aux attributions du secrétaire général du gouvernement général de l'Algérie.

Vu le décret du 23 août 1898, sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie ; — Vu l'avis du gouverneur général de l'Algérie ; — Sur la proposition du président, ministre de l'intérieur et des cultes ;

Art. 1er. — Le secrétaire général du gouvernement général de l'Algérie assure l'exécution des ordres du gouverneur général. — Les services chargés de l'administration de l'Algérie sont placés sous son autorité. — Il signe toute la correspondance que le gouverneur général ne se réserve pas.

Art. 2. — En cas d'absence ou d'empêchement du gouverneur général, il exerce tous ses pouvoirs et a seul qualité pour le suppléer devant les délégations financières.

10 juin 1903. — Décret déclarant exécutoire en Algérie, sous certaines modifications, le décret du 13 février 1900 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways.

Sur le rapport du ministre des travaux publics ; — Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways et la loi du 17 juillet 1883, qui l'a rendue exécutoire en Algérie ; — Vu le décret du 6 août 1881 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'art. 38 de la loi du 11 juin 1880, et concernant l'établissement et l'exploitation des voies ferrées sur le sol des voies publiques ; — Vu les décrets du 6 août 1881, qui ont approuvé les cahiers des charges types pour la concession des chemins de fer d'intérêt local et des tramways ; — Vu les décrets du 30 janvier 1894, 3 août 1898, 31 juillet 1898, 25 juillet 1899 et 13 février 1900, portant modification au règlement d'administration publique du 6 août 1881 et aux cahiers des charges types pour la concession des chemins de fer d'intérêt local et des tramways ; — Vu les propositions présentées par le

gouverneur général de l'Algérie, pour rendre le décret du 13 février 1900 applicable à l'Algérie ; — Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées en date du 20 mars 1902 ; — Vu le décret du 18 août 1897 portant réorganisation des services des travaux publics en Algérie et le décret du 23 août 1898 relatif aux attributions du gouverneur général de l'Algérie ; — Le conseil d'État entendu ;

Art. 1er. — Le décret du 13 février 1900, qui modifie le règlement d'administration publique du 6 août 1881 et les cahiers des charges types des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, est promulgué en Algérie, sous réserve des additions et modifications apportées aux art. 21, § 1er ; 23, § 1er et 6 ; 30, § 1er et 33, § 2, qui seront ainsi rédigés :

« *Art. 21,* § *1er*. — Les machines locomotives à vapeur sont construites sur les meilleurs modèles ; elles doivent satisfaire aux prescriptions des art. 7, 8, 9, 11 et 14 du décret du 1er mars 1901 et, pour ce qui concerne spécialement leur générateur, aux dispositions du décret du 30 avril 1880.

» *Art. 23,* § *1er*. — Les voitures de voyageurs doivent satisfaire aux prescriptions des art. 8, 9, 12, 13, 14 et 15 du décret du 1er mars 1901. Elles sont suspendues sur ressorts. Elles peuvent être à deux étages lorsque la largeur de la voie n'est pas inférieure à 1 mètre.

» § *6*. — Les wagons destinés au transport des marchandises, des chevaux ou des bestiaux, les plates-formes et, en général, toutes les parties du matériel roulant, sont de bonne et solide construction, et satisfont aux prescriptions des art. 8, 9 et 14 du décret du 1er mars 1901.

« *Art. 30*. — Sur les lignes de tramway à traction mécanique, la longueur des trains ne peut dépasser 60 mètres. — Sous la réserve de cette condition, qui est de rigueur, tout convoi ordinaire de voyageurs doit contenir, à moins d'une autorisation spéciale délivrée par le préfet, des voitures ou des compartiments de toute classe en nombre suffisant pour le service du public. — Lorsque des trains spéciaux de marchandises seront mis en marche, leur longueur pourra être portée à 80 mètres, en vertu d'une autorisation du préfet donnée sur la proposition du concessionnaire, après avis du service de contrôle. — Les machines et voitures entrant dans la composition de tous les trains sont liées entre elles par des attaches rigides, avec ressorts.

« *Art. 33,* § *2*. — La vitesse des trains en marche sur le sol des voies publiques ne peut, en général, dépasser 20 kilomètres à l'heure, s'il est fait usage de freins ordinaires, et 25 kilomètres, s'il est fait usage de freins continus. Ces vitesses doivent être diminuées dans la traversée des lieux habités, ou en cas d'encombrement de la route. Elles peuvent, au contraire, être augmentées en dehors des agglomérations bâties, sur les sections pour lesquelles une autorisation spéciale sera donnée par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, après avis du service de contrôle ; elles seront limitées, pour les sections sur accotements, à 25 kilomètres à l'heure s'il est fait usage de freins ordinaires, et à 30 kilomètres s'il est fait usage de freins continus ; elles seront limitées dans les deux cas à 30 kilomètres pour les parties en déviation.

16 juin 1903. — Visa du gouv. gén. pour application à l'Algérie, sous certaines modifications, de l'arrêté du ministre des travaux publics du 10 octobre 1901, qui règlemente la durée du travail effectif des agents chargés de la surveillance, de l'entretien et du remaniement des voies ferrées.

Vu la loi du 12 juillet 1845, sur la police des chemins de fer ; — Vu l'ordon-

nance du 15 novembre 1846, modifiée par le décret du 1er mars 1901, portant règlement d'administration publique sur la police, la sûreté de l'exploitation des chemins de fer ; — Vu notamment les art. 56, 64 et 68 dudit réglement ; — Vu l'avis du conseil d'État en date du 9 avril 1884 ; — Vu les propositions de la direction des chemins de fer de l'État, des compagnies des chemins de fer de l'Est, du Midi, du Nord, de l'Ouest, de Paris à Lyon et à la Méditerranée et de Paris à Orléans, et du syndicat des chemins de fer de ceinture de Paris ; — Sur le rapport du conseiller d'État, directeur des chemins de fer.

Art. 1er. — Sur les réseaux ci-dessus désignés, les dispositions suivantes sont applicables aux agents chargés de la surveillance, de l'entretien et du remaniement des voies, aux gardes-sémaphores, bloqueurs, aiguilleurs de pleine voie, ainssi qu'aux gardes-barrières en faction permanente aux barrières.

Chapitre I. — *Agents chargés de la surveillance, de l'entretien et du remaniement des voies*

Art. 2. — La durée du travail effectif des agents chargés de la surveillance, de l'entretien et du remaniement des voies ne peut excéder 12 heures par 24 heures. — Le grand repos journalier a une durée ininterrompue de 9 heures au moins, qui peut être réduite à 9 heures pour les agents logés dans l'enceinte du chemin de fer. Cette durée est portée à 10 heures au moins pour les agents qui, ayant leur femme garde-barrière, sont exposés à se lever la nuit à l'appel du public. — Pendant la saison chaude, ce repos pourra être réduit à 7 heures à la condition que la diminution du grand repos journalier soit compensée par une augmentation au moins égale du repos du milieu de la journée. — Un repos d'une heure environ est accordé aux agents vers le milieu de la journée pour leur repas qui est pris sur place. Il est accordé, en outre, lorsque la durée du travail effectif dépasse 11 heures, un repos supplémentaire d'une demi-heure environ, soit le matin, soit l'après-midi.

Chapitre II. — *Gardes-sémaphores, bloqueurs, aiguilleurs de pleine-voie, gardes-barrières en faction permanente aux barrières*

Art. 3. — La durée du service effectif des gardes-sémaphores, bloqueurs, aiguilleurs de pleine voie et des gardes-barrières en faction permanente aux barrières ne peut excéder 12 heures par 24 heures. — Le grand repos journalier a une durée ininterrompue de 9 heures au moins, qui peut être réduite à 8 heures pour les agents logés par la compagnie à proximité de leur poste. — Les postes sont munis d'un abri chauffé où les agents peuvent prendre leurs repas.

Chapitre III. — *Dispositions communes*

Art. 4. — Tout agent des catégories ci-dessus désignées peut obtenir, chaque mois, une journée ou deux demi-journées de repos. — Une journée de repos comprend tout l'intervalle s'étendant entre deux nuits de repos consécutives. — Une demi-journée de repos commence ou finit vers le milieu de la journée habituelle de travail et doit précéder ou suivre immédiatement une nuit de repos. — Durant ces journées ou demi-journées de repos, les agents sont dispensés de tout service et peuvent s'absenter de leur résidence. — Les journées de repos peuvent être cumulées. — Les prescriptions du présent article ne s'appliquent pas aux agents qui bénéficient des repos de 24 et de 36 heures prévus à l'art. 5 ci-après.

Art. 5. — Dans les postes qui comportent service de jour et de nuit et qui sont desservis par des hommes, la période continue de service de nuit ne doit pas comprendre plus de quatorze nuits consécutives. Les agents alternant pour le service de jour et le service de nuit bénéficient, à chaque changement de service, d'un repos ininterrompu de 24 heures au moins. — Les postes de gardes-barrières, en faction permanente, et ceux de gardes-sémaphores peuvent être desservis, sans alternance, le jour, par une femme et la nuit, par un homme. — Ces agents ont droit, chaque mois, à un grand repos ininterrompu de 36 heures. Dans le cas où les agents d'un même poste sont le mari et la femme, ils bénéficient simultanément de ce grand repos pendant 24 heures s'ils le désirent.

Chapitre IV. — *Dispositions diverses*

Art. 6. — Les compagnies doivent afficher d'une façon apparente pour chaque brigade et pour chaque poste des tableaux indiquant les heures de service du personnel qui y est attaché.

Art. 7. — Il ne peut être dérogé aux prescriptions du présent arrêté que dans des cas spéciaux pleinement justifiés par les nécessités du service et sous réserve, pour les tableaux du service normal, de l'autorisation de l'administration.

Art. 8. — Si, en service, par suite de circonstances imprévues ou accidentelles, le travail des agents excède les limites prescrites par le présent arrêté, la compagnie en informe le service du contrôle par un compte-rendu adressé, le 10 de chaque mois pour le mois précédent, à l'ingénieur en chef du contrôle compétent. Ces comptes rendus font ressortir les différences entre le travail prévu et le travail réellement effectué. — L'ingénieur en chef du contrôle compétent prescrit à la compagnie de prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître sans retard les causes permanentes qui amèneraient des dérogations réitérées aux prescriptions du présent arrêté. Les suites données à ces observations sont signalées à M. le gouverneur général par le service du contrôle qui propose, en outre, les mesures nécessaires pour compléter celles déjà prises par la compagnie, dans le cas où il les jugerait insuffisantes.

Art. 9. — En aucun cas et sous aucun prétexte, les agents ne peuvent invoquer la prolongation de la durée de leur travail pour abandonner le service public qu'ils sont chargés d'assurer. Mais ils doivent rendre compte à leur chef, aussitôt que possible, de toutes les dérogations qui se sont produites au cours de leur travail. Ils peuvent également, pendant leurs repos ou leurs jours de congé, inscrire leurs observations sur le registre spécial ouvert dans la gare la plus voisine, par application de l'art. 8 de l'arrêté du 23 novembre 1899.

Art. 10. — Les tableaux de service sont constamment tenus à la disposition des ingénieurs du contrôle et des agents sous leurs ordres.

Art. 11. — Un délai de trois mois est imparti aux compagnies pour assurer l'exécution intégrale du présent arrêté.

21 février 1903. — Loi forestière relative à l'Algérie (1).

(1) *Chambre :* Présentation par le gouvernement, le 27 octobre 1896, d'un projet de loi forestière relative à l'Algérie ; exposé des motifs, *J. O.*, p. 1351, ann. 2064 ; rapport de M. Saint-Germain, le 9 mars 1898, *J. O.*, p. 796, ann. 3111 ; adoption le 24 mars. — *Sénat :* Présentation le 31 mars 1898, *J. O.*, p. 186 ; adoption le 4 juillet 1901. — *Chambre :* Présentation par le gouvernement d'un nouveau projet de loi le 23 octobre 1902 ; exposé des motifs, *J. O.*, p. 156,

TITRE 1er

DU RÉGIME FORESTIER

Art. 1er. — Sont soumis en Algérie au régime forestier et sont administrés conformément aux dispositions de la présente loi : — 1° Les bois et forêts qui

---

ann. 370; rapport de M. Berthet, le 28 novembre 1902, *J. O.*, p. 374, ann. 508; adoption, après déclaration de l'urgence, le 2 décembre 1902. — *Sénat :* Adoption, après déclaration de l'urgence, au rapport de M. Saint-Germain. le 19 janvier 1903.

RAPPORT A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS FAIT AU NOM DE LA COMMISSION PAR M. SAINT-GERMAIN.

Messieurs, — Parmi les questions qui intéressent au plus haut degré la vitalité, la prospérité de l'Algérie, la question forestière est, on peut le dire, au premier plan. — Elle passionne depuis longtemps tous ceux qui voient dans les vastes forêts de notre colonie une véritable richesse dont on n'a pas su jusqu'ici tirer tout le parti possible. — Elle a donné lieu aux discussions les plus ardentes dans le passé, elle est encore aujourd'hui sur certains points l'objet des plus vives controverses. — Composée comme elle est d'éléments et d'intérêts très divers, elle a été étudiée sous les aspects les plus différents. Mais tous ceux qui l'ont traitée ont été d'accord pour reconnaître que le climat, le régime des eaux, l'avenir de l'agriculture sont intimement liés au maintien et à la reconstitution des forêts algériennes. — Que ces forêts soient doublées et repeuplées, ainsi que le demandent quelques-uns; qu'elles soient, au contraire, déclassées et livrées chaque jour davantage à la colonisation, comme le sollicitent d'autres; que le service forestier soit accusé ici d'être trop tolérant, là d'être trop rigoureux dans la répression des délits commis dans les forêts; que les indigènes soient représentés, tantôt comme devant être à jamais chassés de la forêt qu'ils ruinent et dévastent par l'incendie et les dépradations de toutes sortes, il y a au-dessus de toutes ces théories, de toutes ces appréciations, un accord parfait, un avis unanime, sur la nécessité de donner aujourd'hui, sans différer davantage, une solution précise et définitive à la question forestière algérienne.

On proclame de tous côtés que le Code forestier français de 1827, que certains trouvent déjà passablement démodé pour la métropole, ne saurait plus convenir à l'Algérie. C'est surtout en cette matière forestière que le tempérament, le caractère, les habitudes de l'indigène, si dissemblables des nôtres, ont besoin d'être régis par une loi spéciale, par des règles particulières. — Tous ceux qui ont eu à s'occuper de la question des forêts en Algérie n'ont pas hésité à le reconnaître. — M. Jules Ferry, dans son remarquable rapport sur l'organisation et les attributions du gouvernement général de l'Algérie, déclarait, en 1892, que le Code forestier français appliqué à l'Algérie était un énorme et criant contresens et un immense appareil de vexations fatales et d'inévitable arbitraire. — M. Jules Guichard, en 1893, dans son rapport au Sénat sur le régime forestier de l'Algérie, n'hésitait pas à proclamer à son tour qu'un grand nombre d'articles du Code français étaient inapplicables ou excessifs en Algérie. — La plupart des rapporteurs du budget de l'Algérie, à la chambre, émettent depuis plusieurs années leur avis dans le même sens. Alors que l'usage de la forêt n'est en France qu'un accessoire dans l'existence des riverains forestiers, en Algérie il constitue la vie propre de l'indigène. De là une différence obligatoire, forcée, dans les règles qui doivent régir ce droit, et la nécessité, par conséquent, de créer pour l'Algérie un Code spécial. — Les conseils généraux de l'Algérie n'ont pas pensé autrement. — Le conseil supérieur, dans sa session de 1890,

font partie du domaine de l'État ; — 2° Les bois et forêts des communes et sections de communes se trouvant dans les conditions prévues à l'art. 79 ; — 3° Les bois et forêts des établissements publics se trouvant dans les mêmes

---

a formulé sur la question des forêts un vœu aux termes duquel, condamnant les erreurs du passé, il s'est rallié au principe d'un nouveau régime forestier à appliquer à l'Algérie, etc.

Le gouvernement ne pouvait manquer de tenir compte de tous ces desiderata. — Dès 1892, le ministre de l'agriculture avait autorisé le gouverneur général de l'Algérie à constituer à Alger une commission « chargée d'étudier les modifications à apporter à la législation forestière métropolitaine, en vue de la mettre en rapport avec les conditions spéciales dans laquelles se trouve la colonie ».

Conformément à ces instructions, cette commission fut créée et fonctionna. Ses travaux aboutirent à la rédaction d'un projet dont certains articles furent acceptés par le gouvernement, dont d'autres furent repoussés. — Ce sont ces décisions du gouvernement, c'est ce Code spécial pour l'Algérie que votre commission, messieurs, a eu à examiner.

Le gouvernement a voulu faire une œuvre absolument nouvelle. Son projet ne reproduit, à peu près, dans leur texte complet, que quelques articles du Code de 1827 ; il emprunte dans des limites tout à fait restreintes aux lois du 17 juillet 1874 et du 9 décembre 1885; il peut être considéré comme une refonte presque totale de la loi forestière de France, de ce Code suranné et en retard sur toutes les législations européennes concernant la matière forestière. — Le gouvernement a compris ainsi qu'il était temps de donner satisfaction à l'Algérie et à ses colons, tant européens qu'indigènes. Si jamais loi nouvelle a été ardemment souhaitée, c'est assurément celle qu'il soumet aujourd'hui aux délibérations du parlement.

L'organisation nouvelle, dont l'examen nous a été confié, comprend 199 articles de loi. Avant de l'étudier dans ses principales dispositions, qu'il nous soit permis de consacrer ici quelques mots à l'importance des forêts algériennes, à leur composition et à leur rendement. — C'est la forêt algérienne que vous allez réglementer, il importe que vous puissiez l'apprécier.

La contenance des forêts gérées par l'administration forestière en Algérie est de 1,750,000 hectares, comprenant: — Forêts de l'État, 1,673,000 hectares ; — Forêts des communes, 77,000 hectares. — Elle se répartit, comme suit, entre les trois départements algériens :

Forêts de l'État : — Alger, 426,000 hectares ; — Oran, 480,000 hectares. — Constantine, 767,000 hectares ; — Total, 1,673,000 hectares.

Forêts des communes : — Alger, 25.000 hectares ; — Oran, 17.000 hectares ; — Constantine, 35,000 hectares ; — Total, 77,000 hectares.

On peut admettre qu'en dehors des forêts soumises au régime forestier on compte en Algérie environ 700 hectares de forêts, se composant soit de forêts de l'État placées sous la surveillance de l'autorité militaire, soit de forêts appartenant à des particuliers. Il y aurait donc au total, aujourd'hui, dans la colonie, 2,400,000 à 2,500,000 hectares de forêts.

En France, la surface boisée est au total de 9,522,000 hectares, savoir : Forêts de l'État, 1,124,000 hectares ; Forêts des communes et établissements publics, 1,924,000 hectares ; Forêts non soumises au régime forestier, 6,474,000 hectares.

Si l'on considère que la superficie de l'Algérie (47,700,000 hectares) n'est inférieure que de 6 millions d'hectares à celle de la France (53,600,000 hectares), ont est amené à conclure immédiatement que le taux de boisement de la colonie est très insuffisant et que la conservation des forêts que l'Algérie possède encore est d'un intérêt de premier ordre. Il importe, en effet, de ne pas perdre de vue que, sous la latitude où se trouve l'Algérie, ses montagnes

conditions ; — 4° Les bois et forêts dans lesquels l'État, les communes et les établissements publics ont des droits de propriété indivis avec des particuliers ; — 5° Les terrains, soit couverts de broussailles, soit nus, dont le

---

très inférieures en altitude à celles du Maroc, qui arrêtent une partie des pluies venant de l'Atlantique, n'ont qu'un faible pouvoir condensateur. Ce n'est qu'en les couvrant d'un manteau végétal le plus épais possible qu'on peut espérer les voir retenir quelques pluies et lutter contre l'assèchement progressif qui, après avoir envahi le Sahara, menace les Hauts-Plateaux et finirait par atteindre le Tell. Il est par conséquent, dans l'administration de la forêt algérienne, un objectif qui doit primer tous les autres : c'est la défense énergique des massifs existants contre les causes de destruction de toutes sortes qui, de siècle en siècle, les ont réduits et appauvris, c'est leur reconstruction, leur protection, dans la mesure du possible, contre la dent du bétail, les incendies, les déprédations. Cet objectif n'est, d'ailleurs, pas incompatible avec l'espoir de faire produire à la forêt algérienne un revenu sinon très considérable, du moins largement suffisant pour indemniser l'État des sacrifices que lui occasionnent les frais de gestion, de surveillance et d'amélioration.

Les essences qui peuplent les forêts soumises au régime forestier sont, etc.

Les chiffres que nous venons de citer nous font voir que l'administration forestière en Algérie gère plus de 2,000,000 d'hectares et dépense à l'État annuellement environ 3,000,000 fr.

Vous connaissez maintenant, messieurs, l'importance de la forêt algérienne, sa composition, son rendement, sa dépense.

Que ressort-il de ces renseignements? Le coefficient de boisement de la colonie, pris dans son ensemble, est assez rassurant. Il ne nous satisfait pas entièrement, si nous le comparons à ce qu'il faudrait avoir pour contre-balancer les effets de la sécheresse et du sirocco, ce vent brûlant trop fréquent en Algérie. — D'une façon générale, on peut dire qu'au point de vue de l'avenir une des grandes préoccupations du gouvernement doit être de reboiser certaines crêtes essentielles du Tell, et surtout les montagnes qui forment les lignes du partage des eaux entre les versants méditerranéen et saharien.

Mais si ce reboisement est en certains endroits utile, nécessaire, ailleurs c'est le déclassement de la forêt qui s'impose. — Il y a eu parfois, en Algérie, de très graves abus dans les délimitations de terrains qui n'avaient rien de forestier. Le zèle des commissions chargées de ces délimitations, d'annexions de terrains, a été trop souvent excessif. — Au conseil supérieur de l'Algérie, on s'en est beaucoup plaint. A partir de 1885, la question y est venue régulièrement à chaque session, etc.

Ce fut encore au conseil supérieur que l'on approuva, en 1886, la création de commissions de déclassement. Il se trouva alors deux sortes de commissions fonctionnant en sens contraire : les unes chargées d'augmenter le régime forestier, les autres chargées de lui faire restituer les terrains indûment classés comme sol forestier. — En 1887, la désaffectation des terrains du domaine forestier au profit de la colonisation ne porta que sur 1,284 hectares. Depuis, ce chiffre a subi une augmentation, mais certains affirment que sa progression devrait être moins lente et qu'on pourrait, sans inconvénient, l'élever chaque année dans une proportion beaucoup plus large.

A cette question du déclassement du domaine forestier se rattache directement celle du défrichement et du pâturage. — En Algérie, le défrichement des terres incultes, l'industrie pastorale, méritent d'être sérieusement encouragés. — La colonisation a besoin de terres, plus on lui en délivrera, plus la prospérité du pays s'accroîtra. L'indigène trouvera dans le défrichement

reboisement, aura été reconnu et déclaré d'utilité publique, dans les conditions indiquées au titre III, art. 76 et au titre VI, art. 107, 108 et 109. — Sont également soumis au régime forestier, mais à titre provisoire : — 1° Les bois

---

le travail approprié à ses aptitudes. Sa misère sera soulagée, et notre sécurité ne pourra que gagner à cet adoucissement à ses maux. — L'Algérie, pays d'agriculture pastorale et de transhumance par excellence, a l'une de ses principales ressources dans sa production ovine. Celle-ci ne saura jamais être trop favorisée. Certes, loin de nous la pensée de vouloir encourager au détriment de la forêt cet accroissement du troupeau algérien. Nous sommes de ceux qui estiment que partout où la dent du bétail peut être funeste, nuisible à la forêt, ce bétail doit être écarté. Mais nous pensons aussi que là où l'on peut, sans danger, livrer au pacage le sol de la forêt, ce pacage doit être le plus largement, le plus librement possible, autorisé. — Quel moyen de préservation ne trouverait-on pas dans cette autorisation? Grâce à son emploi bienveillant, les forêts seraient, bien souvent, mises à l'abri des incendies, nos richesses forestières seraient sauvées du feu. Qu'on y prenne garde! Quand l'indigène est exclu de la forêt qu'il considère toujours comme son bien, il ne songe plus qu'à se venger contre l'État, qui l'empêche de faire paître son troupeau comme il le faisait autrefois. Il prend la torche et devient incendiaire. — Le nombre d'incendies constatés en 1895 dans les forêts ou dans la zone de protection s'est élevé à 250 et les dommages causés ont été évalués à 324,661 fr. 03 cent. Les dégâts, l'année précédente, avaient atteint 2,266,043 fr. 42 cent. Il y a donc eu entre les deux exercices 1894-1895 une très sérieuse amélioration. On l'attribue, d'une part, à un redoublement de vigilance pendant la saison estivale, mais aussi, d'autre part, aux mesures bienveillantes prises à l'égard des indigènes à qui l'administration a autorisé, à cause de la sécheresse, l'entrée des troupeaux en forêts. On nous a également signalé, comme ayant largement contribué à écarter les incendies, la décision qui a admis les délinquants insolvables à acquitter le montant des condamnations et transactions forestières au moyen de travaux de prestation à exécuter dans les forêts ou sur les chemins vicinaux. Votre commission, messieurs, ainsi que nous vous l'exposerons plus loin, a, d'accord avec le gouvernement, dans le projet de loi qui nous est soumis, étendu l'application de cette dernière mesure. Il est enfin probable aussi que cette décroissance dans le chiffre des incendies de forêts est due, dans certaines limites, à une détente bienveillante dans les poursuites de l'administration forestière contre les indigènes. De 1883 à 1890, cette administration a dressé 96,570 procès-verbaux ; durant cette période, les incendies ont été plus nombreux. Cela a été constaté. Plus les procès-verbaux frappent les indigènes, plus les incendies s'allument ! Il y a là, tout au moins, une coïncidence bien faite pour nous mettre en garde contre des rigueurs excessives.

La préservation des forêts et la pacification des indigènes ne sont pas les seuls buts à atteindre. Le développement de l'élevage des moutons algériens est aussi intéressé dans la question. Plus l'indigène aura de facilités pour faire paître son troupeau, plus ce troupeau se développera et plus l'alimentation du marché français en moutons algériens s'étendra et s'accroitra.

On a constaté souvent l'état stationnaire de l'élevage du mouton en Algérie. On est même allé jusqu'à dire à ce sujet que le chiffre de l'effectif ovin en Algérie est actuellement évalué au-dessous du nombre auquel il était porté en 1852 dans un document officiel. M. Jules Guichard, dans son rapport au Sénat, en 1893, ne craint pas d'attribuer au régime forestier cette décroissance et cette infériorité : « Tant que le régime forestier ne sera pas modifié, dit M. Guichard, la production algérienne et l'alimentation des marchés français auront à en souffrir ». Nous avons plus haut qualifié l'Algérie de « pays d'agriculture pastorale » par excellence. Les deux tiers des populations

et forêts présumés appartenir à l'État, en vertu de l'art. 4 de la loi du 16 juin 1851 ; — 2° Les bois et forêts objet d'un litige, soit entre les diverses classes de propriétaires ci-dessus désignés, soit entre l'un quelconque de ces

---

indigènes y vivent, en effet, de la vie du pasteur. Le troupeau, la chèvre notamment, procure le lait, qui constitue le principal aliment de l'Arabe et de sa famille ; la laine du mouton fournit le vêtement, le burnous; mélangée avec le poil de chèvre, elle sert à confectionner la tente qui est la demeure, l'abri. On comprend, dès lors, l'importance du mouton et de la chèvre dans la vie de l'indigène.

Nous avons déjà fourni quelques-unes des raisons qui militent en faveur d'une tolérance bienveillante pour le pacage du mouton dans la forêt.

Pour la chèvre, ces mêmes raisons subsistent-elles ? N'y en a-t-il pas, au contraire, d'autres qui s'opposent à l'ouverture des forêts au parcours des chèvres ? La question a été posée plusieurs fois. Les réponses ont été assez contradictoires, nous devons le reconnaître. Nous allons les passer brièvement en revue.

Ceux qui estiment que la plupart des forêts, celles du Tell comme celles des Hauts-Plateaux, peuvent être ouvertes, sans aucun inconvénient, au parcours des moutons, mais à titre de tolérance et à la condition que le parcours soit réglementé et exercé, affirment en même temps que la chèvre ne doit jamais être autorisée en entrer en forêt à cause de la cruauté de sa dent. Tout au plus, disent-ils, pourrait-on l'admettre dans les tranchées de protection des forêts de chênes-lièges, où trouvant de jeunes pousses ces animaux assureraient un défrichement complet et éviteraient au trésor des dépenses d'entretien considérables.

D'autres jugent que, même dans ces forêts de chênes-lièges, la chèvre peut être admise saus aucune crainte de déprédation, de destruction, tout comme le mouton. Ceux-là citent comme exemples la plupart des grands propriétaires de forêts de chênes-lièges, aussi soucieux que l'État de la conservation de leur bien, qui n'hésitent cependant pas à laisser pénétrer le mouton et la chèvre dans leurs bois, à l'effet d'y faire contre-poids à l'exubérance de la végétation broussailleuse et herbacée, qui est la principale voie de la propagation du feu.

D'autres, enfin, demandent que les chèvres appartenant en propre aux indigènes usagers puissent être introduites dans toutes les forêts non dégrevées du droit d'usage, dans les mêmes conditions que les moutons.

Dans sa séance du 18 octobre 1894, le conseil général du departement d'Oran émettait un vœu dans ce sens, sur la proposition de M. Edmond Giraud, conseiller général.

Après avoir pesé toutes ces considérations, après avoir mûrement réfléchi à ces diverses formules, votre commission, messieurs, a décidé entre ces avis. Elle a cru qu'il serait politique et sage d'apporter quelques adoucissements, tout au moins dans la région du Tell, aux dispositions restrictives qui prohibent le pacage des chèvres. — Les forêts du Tell, généralement peuplées de chênes-lièges et de chênes-zéens sont, le plus souvent, envahies par une végétation de broussailles, qui devient un aliment facile pour le feu et constitue un danger d'incendie. L'introduction des chèvres dans ces massifs entravant l'accroissement en hauteur de ces broussailles, peut, dans certains cas, présenter peu d'inconvénients. — Par contre, l'entrée des chèvres dans les forêts des Hauts-Plateaux serait la consommation à très brève échéance de la ruine de ces massifs. C'est par la chèvre surtout que périssent ces forêts, et cela parce que ces animaux détruisent les jeunes semis dès qu'ils se produisent. La disparition progressive des forêts de cèdres est due principalement à cette cause. — Pour ces motifs, votre commission, messieurs, a modifié, avec l'assentiment du gouvernement, les art. 74 et 93 du projet de

propriétaires et des particuliers. — Sont soumis au régime forestier, mais administrés suivant les formes arrêtées par le gouverneur général ou suivant tout autre règlement à intervenir après avis du conseil de gouvernement, les bois et forêts du territoire de commandement.

---

loi, dans le sens qui lui a paru le mieux concilier les intérêts de la forêt et ceux des populations indigènes.

Nous tenons à bien préciser ici que votre commission, dans toutes les décisions qu'elle a prises, n'a pas plus entendu sacrifier la population pastorale à la conservation des forêts que cette conservation des forêts à la population pastorale. Elle a simplement voulu créer une législation qui fût le mieux appropriée aux conditions spéciales qui se rencontrent en Algérie. Elle a voulu que la forêt, pour l'indigène, cessât d'être l'ennemie. Elle a cru, enfin, que la conservation des forêts n'était pas inconciliable avec le respect des droits ou des usages invoqués par les habitants et que la répression gagnait parfois à être exercée avec modération et humanité.

C'est dans cet esprit qu'elle a accueilli favorablement la plupart des propositions faites par le gouvernement dans le projet de loi qui vous est soumis. Elle a fait à ce projet certaines modifications, qui portent sur les articles 1, 2, 3, 7, 18, 29, 59, 63, 64, 67, 69, 71, 74, 79, 84, 86, 93, 107, 109, 110, 116, 119, 121, 125, 128, 131, 132, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 144, 147, 148, 150, 153, 154, 156, 159, 169, 170, 176, 177, 183, 190, 196.

Nous allons examiner successivement chacune de ces modifications. La plupart d'entre elles sont de peu d'importance.

A l'art. 1er, dernier paragraphe, votre commission a voulu indiquer que pour l'administration des bois et forêts du territoire de commandement soumis au régime forestier le conseil de gouvernement, institué à Alger auprès de M. le gouverneur général de l'Algérie, devra donner son avis. En fait, cette assemblée est consultée par M. le gouverneur général sur toutes les questions de l'administration algérienne. Votre commission a simplement voulu dire qu'il ne serait pas dérogé à cette habitude en ce qui concerne la règlementation de l'administration des bois et forêts du territoire de commandement (territoire placé sous l'autorité militaire seule), qui sont soumis au régime forestier.

A l'art. 2, votre commission a substitué à ces mots : « Les agents forestiers employés en Algérie sont recrutés dans le personnel forestier de la métropole » ceux-ci : « Les agents... font partie du personnel forestier de la métropole. » — Le service forestier de l'Algérie est organisé en trois conservations, qui correspondent aux trois départements. Il comprend, outre les 3 conservateurs, 16 inspecteurs, 17 inspecteurs adjoints, 36 gardes généraux et 860 brigadiers et gardes du cadre français. On compte, en outre, 200 préposés indigènes. — Les agents forestiers sont les conservateurs, les inspecteurs, les sous-inspecteurs et les gardes généraux. En disant que ces fonctionnaires seraient recrutés dans le personnel forestier de la métropole, cela aurait pu indiquer que le recrutement des uns et des autres ne devrait être fait que dans ce personnel métropolitain. Telle n'a jamais été la pensée de l'administration. Un sous-inspecteur du cadre algérien pourra passer inspecteur en Algérie, un inspecteur de même cadre pourra être nommé conservateur, sans qu'il soit besoin de faire venir l'un ou l'autre de ces fonctionnaires exclusivement de la métropole. Votre commission, en substituant ces mots « font partie » à ceux « sont recrutés » a voulu préciser que le cadre algérien du personnel forestier ne serait pas seulement composé de fonctionnaires pris dans la métropole. — Les promotions de classe et de grade seront prononcées soit par décrets rendus sur la proposition du ministre de l'agriculture, soit par arrêtés du ministre de l'agriculture, après avis du gouverneur général. Votre commission a ajouté ces mots au dernier para-

TITRE II

DE L'ADMINISTRATION DES EAUX ET FORÊTS

Art. 2. — Les agents des eaux et forêts employés en Algérie font partie du personnel des eaux et forêts de la métropole et sont soumis aux mêmes dispositions légales et réglementaires, notamment en ce qui concerne l'avance-

---

graphe de l'art. 2, reconnaissant qu'il était tout naturel que le gouverneur général, sous l'autorité duquel les agents forestiers algériens devront exercer leurs fonctions, fût au moins consulté pour les promotions de classe et de grade de ces agents.

A l'art. 7, votre commission a ajouté à la nomenclature des lois constitutives de la propriété en Algérie la loi du 16 février 1897, qui n'était pas encore votée au moment où le projet de loi du gouvernement a été déposé à la Chambre.

A l'art. 18, votre commission a substitué un délai d'un mois à celui de quinze jours, qui avait été fixé par le projet de loi, comme date à partir de laquelle les ventes ordinaires ou extraordinaires de bois pourront avoir lieu après l'apposition des affiches prescrites à cet effet. Nous avons pensé qu'en Algérie, où les distances à parcourir sont très longues et où les difficultés de communication sont parfois nombreuses, il fallait laisser à tous ceux qui pourraient concourir à l'adjudication de ces bois le temps d'apprendre que cette adjudication aurait lieu à tel jour déterminé.

Votre commission a ajouté à l'art. 29 le secrétariat de la préfecture comme lieu où, à défaut d'élection de domicile dans le centre où l'adjudication aura été faite, tous actes postérieurs seront valablement signifiés à l'adjudicataire. L'adjudication aura pu avoir lieu dans l'arrondissement du chef-lieu du département ; il est donc tout naturel, dans ce cas, que la signification de tous actes puisse être faite à l'adjudicataire au secrétariat de la préfecture.

A l'art. 49, nous avons modifié les peines qui y étaient portées contre le berger. Pour une première poursuite, nous avons estimé qu'une amende de 1 à 5 fr. serait suffisante. En cas de récidive, le berger pourra être condamné à un emprisonnement d'un à cinq jours. La peine d'un à quinze jours de prison nous a paru un peu trop forte pour une simple contravention commise par un berger qui, souvent, n'aura pas pu, malgré ses efforts, empêcher les animaux confiés à sa garde de sortir des cantons loués ou hors des chemins indiqués pour s'y rendre. Un défaut de surveillance même ne mérite pas une peine aussi élevée.

A l'art. 63, une innovation assez importante a été apportée. Elle a trait aux droits d'usage dont les indigènes jouissent en vertu de la tradition. Votre commission a voulu que ces droits d'usage fussent considérés comme légitimes, tout au moins jusqu'à l'application du sénatus-consulte qui les déterminera définitivement. En dehors des actes du gouvernement, des jugements ou arrêts définitifs, il peut y avoir en faveur des indigènes des droits d'usage leur venant de la tradition. Il paraît juste que ces droits soient respectés jusqu'à l'application du sénatus-consulte.

A l'art. 64, nous avons, au lieu du décret à rendre après avis du conseil d'Etat, décidé qu'un simple arrêté du gouverneur général, pris après avis du conseil de gouvernement, suffirait pour concéder aux indigènes déplacés pour les besoins de la colonisation des droits d'usage dans les forêts de leur nouveau territoire, équivalents à ceux dont ils jouissaient auparavant. Il peut y avoir là une situation à régler d'urgence. Le gouverneur de l'Algérie et le conseil de gouvernement nous ont toujours paru désignés à cet effet. Un décret rendu après avis du conseil d'État serait souvent arrivé trop tard et pendant ce temps les indigènes déplacés auraient pu voir leurs troupeaux

ment. — Ils exercent leurs fonctions sous l'autorité du gouvernement général de l'Algérie. — Les promotions de grade et de classe sont prononcées, après avis du gouvernement général, suivent les grades, soit par décrets

périr faute d'avoir obtenu l'autorisation de les laisser pénétrer dans les forêts de leur nouveau territoire.

L'art. 67 du projet de loi du gouvernement a paru inutile à votre commission. Les dispositions abrogées qu'il vise sont comprises dans l'énumération de l'art. 199. Le dernier paragraphe de l'art. 66 du projet du gouvernement formera l'art. 67 nouveau.

A l'art. 69, nous avons supprimé le paragraphe *in fine*, aux termes duquel les bergers devaient être toujours, sous peine d'une amende de 1 à 10 fr., munis d'un extrait du rôle des usagers. Nous nous sommes demandé comment une pareille obligation pourrait être imposée à des gens qui n'ont pour tout vêtement qu'une mauvaise chemise et un burnous, la plupart du temps en lambeaux. Nous avons cherché en vain dans quelle partie de ces deux vêtements cet extrait de rôle pourrait être placé et conservé.

L'art. 71, qui ne permet aux usagers de jouir des droits de pâturage ou de pacage que pour les bestiaux à leur propre usage, exclut de ce bénéfice les troupeaux appartenant à des marchands de bestiaux. Nous avons voulu préciser à cet article que cette exclusion ne frappait pas les troupeaux de ces marchands lorsque ces animaux étaient attachés à l'exploitation du marchand de bestiaux, qui a souvent une ferme, une propriété.

A l'art. 74, pour donner un peu plus de clarté au texte, nous avons, dans le premier paragraphe, remplacé ces mots: « nonobstant titres ou possessions contraires » par ceux-ci : « à moins de titres ou possessions contraires ». La pensée du législateur est ainsi mieux précisée.

Le paragraphe 2 du même article, aux termes duquel les moutons devaient être exclus des forêts à l'expiration d'une période de vingt-cinq années à compter de la promulgation de la présente loi, a été supprimé par votre commission. Une pareille prohibition nous a paru inutile. Dans vingt-cinq ans, ou un peu avant, il sera temps d'y songer. Pour le moment, nous n'avons pas à indiquer les mesures qui ne devront recevoir d'effet qu'au bout d'un laps de temps aussi éloigné.

Au paragraphe 4, toujours du même article, nous avons placé la faculté pour le gouverneur général civil de l'Algérie, dans le cas d'évènements calamiteux, d'autoriser l'introduction des chèvres des usagers dans les forêts de l'État. D'accord avec l'administration des forêts, nous avons ajouté que cette introduction pourrait avoir lieu aussi, sous les mêmes conditions, dans les forêts situées dans la région du Tell. — Nous avons exposé plus haut les raisons qui militaient en faveur de cette autorisation. Nous n'y reviendrons pas. Le gouverneur de l'Algérie ne pourra, du reste, accorder ces autorisations qu'en cas d'évènements calamiteux et par mesure d'humanité en faveur des populations indigènes victimes de ces évènements.

A l'art. 79, il a paru bon à votre commission de dire que pourra être aussi déclarée d'utilité publique l'expropriation des terrains dont le reboisement ou la restauration seront reconnus nécessaires, tant à la défense du territoire, dans la partie de la zone frontière qui sera déterminée par un règlement d'administration publique, qu'à la salubrité publique. La défense du territoire et la salubrité publique ont des exigences dont il faut tenir compte. On ne les a pas oubliées à l'art. 102 ; elles ne doivent pas l'être davantage à l'art. 79.

A l'art. 84, votre commission a supprimé toute pénalité contre ceux qui étant au service des communes et établissements publics auraient effectué les défrichements des bois sans une autorisation expresse et spéciale du gouvernement. Ces personnes sont irresponsables ; commandées pour un

rendus sur la proposition du ministre de l'agriculture, soit par arrêtés du ministre de l'agriculture.

Art, 2. — Les préposés des eaux et forêts sont recrutés suivant les règles

---

travail de défrichement, elles le font aux risques et périls de ceux qui le leur ont ordonné. Ces derniers, seuls, peuvent et doivent encourir une peine quelconque.

A l'art. 86, votre commission a fixé la redevance à payer à l'État pour l'indemniser des frais d'administration et de surveillance des bois des communes et des établissements publics. Elle a pensé qu'il serait suffisant que cette redevance fût de 10 centimes par franc en sus du prix principal de l'adjudication ou de la cession, tant pour frais d'administration que pour frais de surveillance. — Le chiffre de 50 centimes par hectare et par an, pour frais de surveillance à rembourser à l'État, a paru excessif à votre commission. Les forêts de chênes-liège pourraient supporter une telle redevance, à cause de leur importance et de leur production, mais toutes les autres non.

A l'art. 93, nous avons inséré la même faculté qu'à l'article 74 et pour les mêmes motifs.

A l'art. 107, nous avons fait la même suppression des mots « ou effectués » qu'à l'art 84.

A l'art. 109, nous avons ajouté aux mots « l'étude des périmètres de reboisement » ceux-ci « à établir en vertu des dispositions de l'art. 79 de la présente loi ». On sait que cet art. 79 règle les conditions exigées pour le reboisement et la restauration.

La nouvelle rédaction adoptée par votre commission pour l'art. 110 précise un peu mieux, sans rien innover, les mesures à prendre pour le reboisement par le service topographique et l'autorité administrative locale.

A l'art. 116, nous n'avons apporté qu'une légère modification de style.

L'art. 119 n'exemptait pas d'impôt les bois et forêts incendiés. Nous avons réparé cet oubli, en décidant que ces bois et forêts jouiraient de cette exemption pendant dix ans, pour la partie qui aura été détruite par l'incendie, et, bien entendu, dans le cas seulement où l'incendie ne serait pas le fait du propriétaire. Cette exonération est de toute justice ; la forêt incendiée ne produisant plus, il serait inique de continuer à lui faire payer l'impôt.

L'art. 121 frappait toute extraction ou enlèvement non autorisé de pierres, sable, etc., existant sur le sol des forêts, d'amendes de 5 fr. par bête attelée, de 2 fr. 50 par bête de somme et de 1 fr. par charge d'homme. Contrairement à l'habitude, il n'y avait là aucune stipulation de *minima*, pouvant être appliqués suivant les circonstances. Votre commission a cru qu'il serait bon de fixer ces *minima*. Elle a alors décidé que les amendes seraient de 2 à 5 fr. par bête attelée et de 1 fr. à 2 fr. 50 par bête de somme. L'application de la peine pourra être faite, dans ces conditions, avec plus d'équité, suivant le plus ou moins de gravité de l'acte.

A l'art. 125, la modification apportée est simplement de style.

La nouvelle rédaction de l'art. 128, adoptée par votre commission, précise dans quelles conditions le surplus de la tranchée d'isolement sera débarrassé des broussailles, grandes et petites herbes et de tout ce qui pourrait permettre au feu de traverser. Ce surplus de la tranchée sera toujours pris sur les riverains, mais si ceux-ci ne cultivent pas cette partie, l'extraction et l'enlèvement des broussailles, grandes et petites herbes et de tout ce qui pourrait permettre au feu de traverser, sera à la charge du propriétaire de la forêt. Faute par le propriétaire de remplir cette obligation, il y sera pourvu d'office et à ses frais, conformément à l'art. 42. Nous avons ainsi jugé que ces travaux devant profiter à la forêt et à son propriétaire, il était équitable d'en laisser la charge à celui-ci, surtout si les riverains ne cultivent pas le surplus de la tranchée pris sur eux.

admises dans la métropole. — Les indigènes ayant servi dans l'armée ou dans l'administration française et les fils de préposés indigènes pourront être admis comme gardes forestiers indigènes, à partir de l'âge de vingt-deux ans, s'ils

---

L'art. 131 ne porte qu'un changement de mots « contigus à » au lieu de « voisins d'une forêt ».

A l'art. 132, votre commission a cru utile de déterminer la largeur de la tranchée (25 mètres) que devra ouvrir, pour l'incinération, tout propriétaire non limitrophe d'une forêt. Elle a cru bon d'ajouter que, pour les chaumes, l'incinération pourra avoir lieu à partir du 1er octobre.

L'art. 134 du projet de loi du gouvernement frappait des peines de l'incendie volontaire quiconque, ayant mis le feu en contravention aux dispositions des articles précédents, aurait incendié les propriétés voisines. Il était muet sur l'application des circonstances atténuantes.

Nous avons cru que c'était là une peine vraiment excessive. Il est à remarquer que les incendies dont il s'agit à cet article 134 ne doivent être que le fait d'une négligence, d'une inobservation des règlements en vigueur et n'auront pas été allumés par une main criminelle. Or, pourquoi appliquer dans ce cas la peine de l'incendie volontaire qui est, aux termes de l'art. 434 du code pénal, la peine de mort ou celle des travaux forcés à perpétuité ou à temps. — Aussi, votre commission n'a-t-elle pas hésité à décider que la peine à porter à l'art. 134 ne devait être que celle de l'emprisonnement d'un an à cinq ans et que l'art. 463, relatif aux circonstances atténuantes, serait applicable. Le juge pourra ainsi abaisser la peine, suivant les faits de la cause et les conditions de l'inculpation. — Nos honorables collègues, MM. Albin Rozet, Flandin et Leroy, avaient demandé, par une proposition de loi distincte, l'application de cet art. 463 à toutes les contraventions en matière forestière; nous leur avons ainsi donné une satisfaction partielle.

A l'art. 135 votre commission a voulu préciser que le service de surveillance sera obligatoire, d'abord pour les usagers, qui sont les premiers intéressés, et, à leur défaut, par tous les hommes valides habitant les communes ou sections de communes limitrophes des forêts.

A l'art. 136, votre commission a fait une simple addition de style en remplaçant ces mots « pendant la même période » par ceux-ci : « pendant la période de surveillance ».

L'art. 137 nouveau comporte les diverses qualifications données au chef de groupe et qui sont les suivantes : cheick, adjoint, garde champêtre, ouakhaf. — Il modifie un peu la punition à infliger à l'usager qui aura refusé, sans motifs légitimes, son concours pour combattre un incendie. — L'art. 137 du projet du gouvernement portait que cet usager serait puni, en outre, des peines portées à l'art. 144, de la privation de ses droits d'usage pendant un an au moins et cinq ans au plus. Votre commission a apporté un tempérament à cette clause pénale. L'usager pourra être puni pendant trois mois au moins et cinq ans au plus de la privation de ses droits d'usage. Cette pénalité, qui vient s'ajouter, ne l'oublions pas, à celle prévue à l'art. 144, nous a paru suffisante pour réprimer la faute commise.

Sur l'art. 138 une discussion importante a été ouverte au sein de votre commission. Plusieurs de nos collègues ont demandé que le produit des amendes stipulées à cet article pût être affecté en tout ou partie à la réparation du préjudice causé par les incendies. Ils nous ont manifesté leur étonnement de voir que le texte du gouvernement, qui était à peu près la reproduction de la loi du 17 juillet 1874, restât muet sur ce point important de l'attribution du produit des amendes à la réparation du préjudice causé par l'incendie, alors que cette loi de 1874, par son art. 6, avait spécifié cette attribution. — Ils nous disaient, avec juste raison, que le produit de ces amendes devait, tout d'abord, revenir à ceux qui avait été victimes de

justifient de la connaissance de la langue française ; ils seront nommés par le gouverneur général de l'Algérie.

Art. 4. — Les emplois de l'administration des eaux et forêts sont incom-

---

l'incendie, à raison duquel lesdites amendes étaient prononcées par le gouverneur général en conseil du gouvernement. — C'était là une réparation toute naturelle. L'État ne devait pas ravir à la victime de l'incendie, pour se l'approprier, ce qui représentait le juste dommage causé à cette victime. — Votre commission, messieurs, s'est rendue à ces observations et a accepté d'ajouter (au troisième paragraphe de l'art. 138) à ces mots : « le produit des amendes sera versé au Trésor » ceux-ci « il pourra être affecté, en tout ou en partie, à la réparation du préjudice causé par les incendies. Dans ce cas, le gouverneur général dressera l'état de répartition et le notifiera aux parties lésées ; le recours au conseil d'État sera ouvert à celles-ci dans le délai de deux mois, à partir de la notification, contre les décisions prises par le gouverneur général à leur égard. »

A l'art. 139, nous avons établi une distinction entre les bois de l'État et ceux des particuliers au sujet de la levée d'interdiction du pâturage sur toute l'étendue des bois et forêts incendiés, ce que ne faisait pas le projet du gouvernement. Nous vous proposons de décider que cette interdiction pourra être levée dans les bois de l'État par un arrêté du gouverneur général. — Pour les bois des particuliers, le projet de loi du gouvernement portait que l'interdiction pourrait être levée à la double condition : 1° que les usagers aient prouvé leur non-participation à l'incendie. Comme il s'agissait là d'une preuve négative, impossible à faire et qui n'est pas admise en droit, nous avons corrigé la formule et nous l'avons remplacée par celle-ci : « que les usagers n'aient pas participé à l'incendie ». — On s'est souvent plaint que les locomotives des trains qui traversent les forêts ou des terrains couverts de broussailles ou d'herbes sèches laissent échapper des étincelles qui communiquent le feu à ces forêts et ces terrains. On a attribué souvent les incendies à cette cause. Votre commission a pensé qu'il serait bon à l'avenir que ces locomotives fussent munies d'appareils qui empêcheraient ces étincelles de s'échapper et que le gouverneur général prescrivît par arrêté la nature de ces appareils. Les infractions à cet arrêté seraient punies des peines prévues au paragraphe 3 de cet art. 139.

L'art. 141 règle à qui appartiendra, en cas d'incendie, la direction des secours. Votre commission a tenu à préciser, un peu mieux que ne l'avait fait le projet du gouvernement, à qui cette direction incombera. Elle appartiendra d'abord à l'agent ou au préposé forestier français le plus élevé en grade présent sur les lieux, et, à son défaut, au maire (en cas d'incendie dans une commune de plein exercice), ou à l'administrateur (en cas d'incendie dans une commune mixte). A défaut d'agent forestier, de maire ou d'administrateur, le préposé le plus élevé en grade, qu'il soit français ou indigène, prendra cette direction des secours. Les mêmes personnes, dans le cas où il sera reconnu nécessaire d'établir le contre-feu, ordonneront et dirigeront cette opération.

A l'art. 142, votre commission a ajouté les charbons aux produits des forêts dont l'exploitation sera réglée par des arrêtés du gouverneur général. Le charbon est un produit de la forêt, au même titre que le liège, l'écorce à tan, l'alfa, etc. Les contrevenants à ces arrêtés pourront être punis ; ils ne le seront pas forcément. Cela dépendra de la gravité de la contravention.

Votre commission, ayant déterminé précédemment, à l'art. 134, une peine spéciale contre les auteurs d'incendies dans les propriétés voisines, ne pouvait, dans la rédaction de l'art. 144, que rappeler qu'en cas d'incendie, c'était la peine spéciale de l'art. 134, et non celle portée au code pénal, qui serait encourue,

patibles avec toutes les autres fonctions, soit administratives, soit judiciaires.

Art. 5. — Les agents et préposés de l'administration des eaux et forêts ne

---

L'art. 147 du projet du gouvernement stipulait une exception aux poursuites à faire par l'administration forestière, en réparation des délits et contraventions commis dans les bois et forêts. Votre commission a pensé que cette exception était inutile. Les poursuites de l'administration forestière, faites tant dans l'intérêt de l'État que dans celui des autres propriétaires de bois et forêts soumis au règlement forestier, doivent englober tous les délits forestiers. Quant au droit, pour les agents forestiers, de se porter partie civile devant le tribunal répressif, ce droit étant donné par la loi à toute personne qui se prétend lésée par un acte quelconque reproché à autrui, votre commission a pensé qu'il était superflu de le stipuler et a ainsi supprimé le dernier paragraphe de l'art. 147.

A l'art. 148, votre commission a admis l'autorisation de transiger, même après jugement, en ce qui concerne non seulement les réparations civiles, mais encore les amendes. Cela se fait en toute matière administrative ; on ne comprendrait pas, qu'en matière forestière, on fit une exception à la règle commune.

A l'art. 150, nous avons répété les diverses dénominations sous lesquelles le chef du groupe indigène peut être connu et appelé.

A l'art. 153, nous avons ajouté « les produits forestiers indûment enlevés » aux bois coupés en délit, vendus ou achetés en fraude, pour la recherche et la saisie desquels les agents et les gardes de l'administration des forêts ont le droit de requérir directement la force publique.

Votre commission a modifié, à l'art. 154, le délai d'affirmation des procès-verbaux. Cette affirmation devra être faite dans un délai de trois jours. L'expédition du procès-verbal qui portera saisie devra aussi être déposée dans un même délai de trois jours au greffe de la justice de paix. Votre commission a stipulé ces délais, qui sont un peu plus longs que ceux qui étaient portés à l'art. 151 du projet du gouvernement, en raison des difficultés du déplacement et de transport que l'on éprouve souvent en Algérie.

A l'art. 156, votre commission a voulu, avant de régler dans quelles conditions la vente aux enchères des objets ou bestiaux saisis aura lieu, prescrire que le propriétaire de ces objets ou bestiaux devra être bien prévenu de la saisie. Cette saisie devra être notifiée au propriétaire par l'agent ou garde forestier dans un délai de trois jours.

L'art. 157 prescrit l'enregistrement des procès-verbaux dans les quatre jours qui suivront l'affirmation ou la clôture. Le projet du gouvernement ne parlait que de la clôture. L'addition faite par la commission permettra de proroger un peu plus le délai de l'enregistrement, l'affirmation suivant toujours la clôture du procès-verbal.

A l'art. 159, votre commission a prescrit que la rétribution des préposés forestiers pour les actes de poursuites qu'ils peuvent faire serait calculée d'après le tarif applicable aux actes faits par les huissiers près les justices de paix, mais en cas de déplacement seulement. Il était bon de préciser, ce qu'avait oublié de faire le projet du gouvernement.

A l'art. 169, une légère addition a été introduite pour indiquer que le prévenu, dans une instance en réparation de délit ou contravention, pourra exciper d'un droit de propriété ou autre droit réel, basé soit sur un titre apparent, soit sur des faits de possession équivalents, qui seraient personnels à lui, prévenu, ou à ses auteurs. Cela est de toute justice. Le prévenu doit pouvoir invoquer la possession de ses auteurs qu'il a simplement continuée et qui lui permet de soulever une exception préjudicielle sérieuse.

L'art. 170 du projet du gouvernement ne permettait aux agents de l'admi-

pourront entrer en fonctions qu'après avoir prêté serment devant le tribunal de première instance de leur résidence et avoir fait enregistrer leur commission et l'acte de prestation de leur serment au greffe des tribunaux dans

---

nistration forestière de se désister de leurs appels qu'avec l'autorisation spéciale du directeur général des forêts, prise en conseil d'administration. Votre commission a pensé que le directeur des forêts pouvait accorder cette autorisation sans être obligé d'en référer à son conseil d'administration. Cela évitera une formalité inutile.

A l'art. 176, votre commission a jugé nécessaire de faire une distinction entre la foi due aux procès-verbaux des gardes particuliers français et celle due aux procès-verbaux des gardes particuliers indigènes. Les premiers de ces procès-verbaux feront foi jusqu'à preuve du contraire ; les seconds ne seront admis que comme procès-verbaux de renseignements. Cette distinction s'imposait, pour plusieurs raisons, tirées de la différence d'état moral, de caractère et d'éducation qui existe entre le français et l'indigène ; les procès-verbaux dressés par l'un ou par l'autre ne pouvaient pas avoir la même valeur en justice.

L'art. 177 du projet du gouvernement portait qu'en cas de vente de bestiaux saisis, le produit net de la vente serait déposé à la caisse des dépôts et consignations. Votre commission a été d'avis de supprimer ce paragraphe, à raison des nombreuses difficultés qui s'élèvent chaque fois qu'une somme quelconque doit être retirée de la caisse des dépôts et consignations. Le receveur des domaines, qui doit, aux termes de l'art. 156, recevoir le produit de la vente, pourra le conserver jusqu'à ce qu'il soit attribué à qui de droit. Votre commission a maintenu pour les procès-verbaux des gardes particuliers, rédigés par un tiers, les formalités d'affirmation et d'enregistrement des art. 154 et 157.

A l'art. 123, votre commission a établi la proportionnalité entre le chiffre de l'amende qui devra être prononcée contre ceux qui, dans les bois et forêts, auront extrait ou enlevé du liège de reproduction et ceux qui en seront détenteurs en contravention aux arrêtés du gouverneur général et la quantité de liège enlevée ou détenue. Elle vous propose, en conséquence, de décider que ces contrevenants seront condamnés à une amende de 20 fr. au moins et de 40 fr. au plus par quintal de liège proportionnellement à la quantité enlevée ou détenue et à l'emprisonnement de quinze jours à six mois.

A l'art. 190, votre commission a tenu à rappeler que l'art. 463 du Code pénal restait applicable au cas prévu à l'art. 134 de la présente loi. Elle a accepté qu'il ne le fût pas aux autres matières réglées par la présente loi, non plus que la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines, autrement dite loi Bérenger.

L'art. 196 du projet du gouvernement n'admettait que les délinquants insolvables à se libérer des amendes, réparations civiles et frais, au moyen de prestations en nature, consistant en travaux d'entretien ou d'amélioration dans les forêts ou sur les chemins vicinaux. Votre commission vous propose d'étendre cette faculté de libération à tous les délinquants insolvables ou non. Il y a intérêt pour la colonisation à ce que de telles prestations en nature soient faites dans la mesure la plus large et par le plus grand nombre. Le versement en espèces des amendes, réparations civiles et frais n'aura jamais la valeur effective et pratique de la prestation à fournir en travaux. D'autre part, pourquoi empêcher un délinquant solvable de profiter de la faculté laissée à l'insolvable, lorsqu'il sollicite d'en user ? Pourquoi cette inégalité de traitement ? Le délit est le même, la peine et son mode de libération ne doivent pas être différents.

L'art. 199 édictant l'abrogation des lois, ordonnances, décrets et arrêtés intervenus sur les matières réglées par la présente loi, il a paru bon à votre

le ressort desquels ils devront exercer leurs fonctions. — Dans le cas d'un changement de résidence qui les placerait dans un autre ressort en la même qualité, il n'y aura pas lieu à une autre prestation de serment.

---

commission de donner, à cet art. 199, la nomenclature de ces lois, ordonnances, décrets et arrêtés.

Tels sont, messieurs, les seuls changements que votre commission vous propose d'apporter au projet de loi du gouvernement. Préoccupés avant tout de faire aboutir au plus tôt une amélioration si ardemment souhaitée en Algérie et qui ne soulèvera devant la Chambre, nous l'espérons, aucune objection, nous avons tenu à nous mettre d'accord avec le gouvernement et nous avons été d'avis d'écarter toute autre modification, dont la discussion eût retardé nécessairement le vote du projet.

RAPPORT A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DU BUDGET PAR M. BERTHET

Messieurs, — A la séance du 22 octobre dernier, le gouvernement vous a présenté un projet de Code forestier applicable à l'Algérie.

Un projet analogue avait été voté par le Sénat le 4 juillet 1901 et vous avait été soumis dans la précédente législature, mais, devant les objections annoncées par nos collègues algériens, le projet fut retiré pour étude nouvelle.

En suite des observations du conseil supérieur et sur les propositions du gouverneur général, le gouvernement s'est arrêté définitivement au projet que nous vous rapportons ci-après et qui ne présente, du reste, avec le texte du Sénat que des différences de détail. — Les unes, celles par exemple des art. 19, 68, 98 à 102, sont la conséquence du régime nouveau établi depuis lors en Algérie par le décret du 26 juillet 1901, étendant les attributions du gouverneur général. — D'autres proviennent de dérogations louables à certains principes de notre vieux Code forestier, appliqués dans l'ancien projet (art. 38, 54, 55 notamment). — D'autres enfin ont eu pour but d'apporter plus de clarté au texte, d'y supprimer des longueurs et des inutilités.

Il a paru néanmoins nécessaire à votre commission de fixer par un paragraphe spécial le caractère de certaines nullités édictées par les art. 20, 21, 23 et 24 du projet. — Ces articles frappent de nullité les ventes de produits forestiers, faites autrement que par adjudication publique (art. 20), comme les adjudications publiques qui n'auraient pas été précédées des formalités de publicité prescrites (art. 21) et celles tranchées soit au profit de certains fonctionnaires (art. 23), soit au benéfice de membres d'une association ou coalition contre la liberté des enchères (art. 24). — Bien que certaines de ces nullités soient la conséquence d'un délit, il nous a paru bon de spécifier par une addition formelle à l'art. 24 que les nullités ainsi édictées sont d'ordre public. — Cette disposition, au cas d'inaction de l'administration ou du ministère public, en présence de ventes nulles, permettra aux tribunaux d'en prononcer la nullité d'office, comme à tout intéressé de requérir ou d'opposer cette nullité.

Ces observations générales faites, nous passons à l'examen des articles modifiés et à leur comparaison avec l'ancien projet :

Art. 18, § 1er. — Le délai d'affichage pour les adjudications de coupes, qui était d'un mois, a été réduit à quinze jours. Ce délai de quinze jours, qui est celui fixé par le Code forestier, a paru suffisant pour l'Algérie.

Art. 19. — Le décret du 26 juillet 1901 ayant transmis au gouverneur général les pouvoirs ministériels, le gouverneur a toujours le droit de statuer, même au delà de 1,000 fr. — Le dernier paragraphe a, par suite, été supprimé.

Art. 20. — L'article a été complété par une mention relative aux cessions

Art. 6. — L'empreinte des marteaux ou des instruments servant à marquer, dont les agents ou préposés des eaux et forêts auront à faire usage, sera déposée au greffe des tribunaux, savoir : — Celle des marteaux ou marques

---

de gré à gré autorisées par l'article précédent. On a supprimé les pénalités concernant les ventes irrégulières: cette suprression a paru sans inconvénient ; la vente étant nulle d'après la loi, l'acquéreur devient un délinquant ordinaire s'il exploite le bois indûment vendu. D'un autre côté, les fonctionnaires et agents qui auraient effectué une vente irrégulière peuvent toujours être l'objet de mesures disciplinaires.

Art. 21. — Même suppression que précédemment en ce qui concerne les pénalités spéciales encourues par les fonctionnaires ou agents et par les adjudicataires.

Art. 24. — Ici se place, en un paragraphe final, l'addition dont nous avons exposé plus haut les motifs et qui déclare d'ordre public les nullités édictées par les art. 20, 21, 23 et 24. — Ce paragraphe est ainsi conçu : « Sont d'ordre public les nullités prévues par les art. 20, 21, 23, ainsi que celle édictée par le présent article. »

Art. 31. — L'Algérie ayant la personnalité civile peut être appelée à garantir des valeurs mobilières, soit pour ses emprunts, soit pour ceux des départements ou des communes de son territoire. On a donc admis, pour servir de cautionnement, les valeurs garanties par l'Algérie, au même titre que celles garanties par l'État.

Art. 38. — Le texte du projet primitif reproduisait exactement les termes employés par le Code forestier, ce qui pouvait se comprendre lorsque les amendes étaient strictement tarifées suivant les dimensions des arbres, mais ce qui n'a plus de sens avec le système de l'échelle des peines adoptée dans le projet. L'article a été remanié en conséquence.

Art. 44. — On a remplacé les mots « transport des bois et lièges » par les suivants : « transport des produits ». — L'énumération bois et liège serait incomplète.

Section VI. — Les mots pâturage, panage, pacage, ont été remplacés par l'expression générale de « parcours » ; de même les mots « menus produits forestiers » ont été remplacés par les mots « produits divers des forêts ».

Art. 54 (ancien). — Cet article a paru inutile, les indemnités à accorder au locataire du pâturage, dans le cas d'introduction de troupeaux étrangers, pouvant être réglées par l'administration selon les circonstances.

Art. 54 (nouveau). — Le doublement de l'amende n'est applicable qu'au cas où l'art. 177 prononcerait une amende fixe. Il n'a plus de sens du moment que l'amende prévue est mobile ; on a, par suite, remplacé les mots « amende double » par ceux « amende maxima ».

Art. 55. — Même modification que dans l'article précédent.

Art. 58 (ancien) — Il a paru inutile de maintenir cet article qui avait pour but la délimitation des cantons loués pour le pâturage. C'est là, en effet, une mesure d'ordre réglementaire.

Art. 56. — La suppression des mots « et ainsi désignés » est la conséquence de la suppression de l'article précédent.

Art. 60 (ancien). — Le maintien de cet article n'a pas semblé nécessaire ; les travaux qu'il avait pour but de régler pouvant faire l'objet de dispositions spéciales dans le cahier des charges.

Art. 57. — Modification de la même nature que pour l'article 54.

Art. 58. — On a réparé une omission en faisant mention de l'art. 18, et on a complété le présent article par l'indication des pénalités encourues en cas d'infractions.

Art. 59. — On propose de fixer à dix-huit ans la durée maxima de la location des terrains vagues, vides ou clairières, dans les forêts domaniales ; cette

dont les agents ou préposés sont pourvus, aux greffes des tribunaux de première instance dans le ressort desquels ils exercent leurs fonctions ; — Celle du marteau national uniforme, aux greffes des tribunaux de première instance et de la cour d'appel.

---

durée de dix-huit ans est celle qui est prévue par le décret du 10 décembre 1860. — On a supprimé la 2e partie du 2e paragraphe, les locations amiables pouvant être consenties par le ministre, et les pouvoirs de celui-ci ayant été transférés au gouverneur général par le décret du 26 juillet 1901.

Art. 62, 63, 66, 67 et 68. — On a remplacé les mots de pâturage ou de pacage par l'expression générale de « parcours ».

Art. 66. — On a supprimé le 2e paragraphe concernant la reconnaissance et la détermination des limites des cantons défensables ; il s'agit, en effet, d'une disposition d'ordre réglementaire.

Art. 70. — La rédaction a été mise en harmonie avec le nouvel art. 177 ci-après.

Art. 71. — On propose d'interdire en principe le pacage des moutons et de ne tolérer l'introduction des chèvres que dans les tranchées des forêts de l'État.

Art. 75. — Il a paru trop rigoureux d'obliger, en toute circonstance, les usagers au parcours à contribuer à l'entretien des forêts ; on s'est contenté de donner au gouverneur général l'autorisation de réclamer une contribution, s'il y a lieu.

Art. 76. — L'abrogation de la loi du 9 décembre 1885 étant prononcée par l'art. 190, il a paru inutile de le rappeler dans le corps du projet.

Art. 78. — On a remplacé le mot « routes » par l'expression générale de « chemins ».

Art. 88. — On a reproduit la loi du 19 août 1901 portant modification de l'art. 105 du Code forestier relatif au partage de l'affouage.

Art. 89. — Cet article a été mis en concordance avec l'art. 71.

Art. 91. — On a adopté une rédaction plus précise que l'ancienne.

Art. 96. — Article nouveau introduit en vue de régler la situation des bois litigieux en ce qui concerne la surveillance, la délimitation et l'exploitation de ces massifs.

Art. 98. — On a donné au gouverneur général en matière de défrichement les attributions dévolues en France au ministre de l'agriculture. — En cas d'opposition, le conseil de gouvernement doit être préalablement entendu.

Art. 100. — On a augmenté la pénalité prévue en cas de défrichement ; amende de 200 à 500 fr. au lieu de 50 à 500 fr. On a proposé d'accorder au gouverneur général le droit d'ordonner le rétablissement des lieux défrichés en nature de bois. Ce droit était réservé par le projet au ministre de l'agriculture dont les attributions ont été transférées au gouverneur général par le décret du 26 juillet 1901.

Art. 101. — Le remplacement des mots « décision ministérielle » par les suivants « décision du gouverneur général » est la conséquence de la modification apportée à l'article précédent.

Art. 102. — Même observation que pour l'art. 101.

Art. 103. — On a complété l'énumération des terrains exceptés des dispositions de l'art. 98.

Art. 107. — On a supprimé les dispositions d'ordre réglementaire qui faisaient l'objet des deux derniers paragraphes.

Art. 112. — On a remplacé les mots « pâturage et pacage » par l'expression générale de « parcours ».

Art. 117. — On propose une aggravation de pénalité : emprisonnement obligatoire en cas de récidive.

Art. 118. — Même observation que ci-dessus : en cas de récidive, la maximum de l'amende sera toujours prononcé.

TITRE III

DES BOIS ET FORÊTS QUI FONT PARTIE DU DOMAINE DE L'ÉTAT

1re Section. — De la délimitation et du bornage

Art. 7. — Dans les territoires où la propriété aura été constatée ou constituée par application de la loi du 26 juillet 1873, de celle du 28 avril 1887 et de

---

Art. 120. — Comme à l'art. 118.
Art. 121. — Comme à l'art. 118.
Art. 122. — Comme à l'art. 118.
Art. 123. — L'art. 123 (nouveau) maintient les interdictions prononcées par l'art. 126 (ancien) ; mais il renferme des mesures nouvelles ayant pour but de permettre l'exploitation des coupes par les propriétaires des forêts ou leurs ayants droit. — Les conditions de l'emploi du feu dans les habitations, bâtiments, gourbis, etc., compris dans la zone boisée de 200 mètres seront réglées par les arrêtés à intervenir en exécution de la présente loi au lieu d'être fixées par cette loi elle-même, ainsi que le prévoyait l'ancien art. 126.
Art 124. — Remplace les art. 127 et 128 (ancien). Les dispositions de l'art. 127 (ancien) entraineraient dans la pratique des dépenses énormes ; on adopte pour la largeur des tranchées 10 à 100 mètres au lieu de 50 à 200 mètres.
Art. 125. — Remplace les art. 129 à 133 (ancien). L'application des mesures uniformes pour toute l'Algérie en vue de réglementer la mise à feu et l'incinération des végétaux sur pied dans les propriétés particulières créerait de sérieuses difficultés. On admet que ces mises à feu seront soumises à des prescriptions réglementaires à intervenir en exécution de la présente loi.
Art. 126. — On a adopté pour cet article une rédaction plus précise.
Art. 129. — Rectification d'une erreur matérielle : art. 136 au lieu de art. 114. Aux mots « pourront » du dernier paragraphe, on substitue les mots « seront ».
Art. 131. — On propose une rédaction nouvelle d'après laquelle l'interdiction du pâturage dans les bois incendiés ne pourra être levée que dans les bois particuliers.
Art. 132. — L'établissement d'une tranchée de chaque côté des voies ferrées construites dans l'intérieur ou sur le périmètre des bois et forêts n'est pas nécessaire dans tous les cas. Il convient donc de ne pas faire de cet établissement une prescription absolue. L'article rédigé dans ce sens prévoit l'allocation d'indemnités au propriétaire riverain.
Art. 133. — On a complété l'article par une mention ayant pour but de soustraire à toute demande d'indemnité les personnes qui ordonnent ou dirigent le contre-feu.
Art. 134. — On a complété l'énumération des produits, et on propose l'emprisonnement obligatoire en cas de récidive.
Art. 135. — On a substitué les mots « gouverneur général » aux mots « général commandant la division ».
Art. 136. — On propose une aggravation de peines : 20 fr. à 500 fr. et six jours à six mois de prison au lieu de 5 fr. à 500 fr. et trois jours à trois mois.
Art. 139. — On a complété l'énumération des articles mentionnés au deuxième paragraphe.
Art. 140. — Le dernier paragraphe a été supprimé.
Art. 142. — La rédaction nouvelle n'admet que pour les visites domiciliaires chez les indigènes l'intervention des fonctionnaires indigènes.
Art. 145. — Énumération plus complète.

celle du 16 février 1897, les délimitations générales ou partielles seront effectuées conformément aux dispositions des articles ci-après.

Art. 8.— La séparation entre les bois et forêts de l'État et les propriétés riveraines pourra être requise soit par l'administration des eaux et forêts, soit par les propriétaires riverains.

Art. 9. — L'action en séparation sera intentée soit par l'État, soit par les propriétaires riverains, dans les formes ordinaires. — Toutefois, il sera sursis à statuer sur les actions partielles, si l'administration offre d'y faire droit dans le délai de six mois, en procédant à la délimitation générale de la forêt.

Art. 10. — Lorsqu'il y aura lieu d'opérer la délimitation générale et le bornage d'une forêt de l'État, cette opération sera annoncée deux mois d'avance par un arrêté du préfet. Cet arrêté sera affiché et publié dans les communes limitrophes et signifié au domicile des propriétaires riverains ou à celui de leurs fermiers, gardes ou agents. — Après ce délai, les agents de

---

Art. 146. — Addition destinée à préciser le but du dépôt du procès-verbal de saisie au greffe de la justice de paix.

Art. 148. — Rédaction nouvelle se rapprochant de celle de l'art. 169 C. forestier.

Art. 156. — Cet article remplace les art. 164 et 165 (anciens).

Art. 163. — On a remplacé le délai de trois mois pour la prescription des délits par le délai de six mois afin de permettre aux indigènes de payer les transactions avant la notification des procès-verbaux.

Art. 171. — Nouvelle rédaction d'après laquelle l'amende ne pourra jamais être inférieure à la valeur des arbres coupés en délit.

Art. 172. — En cas de récidive, le maximum de l'amende sera toujours appliqué.

Art. 174. — Même observation.

Art. 177. — On a adopté une rédaction plus précise, et en même temps on a doublé la valeur des limites des amendes.

Art. 179. — Définition plus précise donnée pour la récidive.

Art. 180. — Suppression du mot « simple ». Avec l'échelle des peines, il n'y a plus d'amende double.

Art. 183. Rétablissement des mots « amendes et » qui avaient été omis.

En résumé, le nouveau projet présenté diffère du précédent sur les points suivants :

La section VI du titre III a été remaniée dans le sens des observations formulées au conseil supérieur (art. 54 à 58).

Dans la section des droits d'usage, on a cru devoir maintenir le mouton parmi les animaux que les usages ne peuvent en principe introduire en forêt (art. 71); mais il n'est pas proscrit d'une manière absolue comme le chameau, et presque absolue comme la chèvre. Il peut être admis exceptionnellement, par arrêté du gouverneur général.

L'obligation pour les usagers de payer une contribution déterminée pour l'entretien des forêts où ils exercent leurs droits a été supprimée (art. 75). Elle est remplacée par une disposition de droit commun qui laissera au gouverneur général la liberté de réclamer une contribution s'il y a lieu.

L'art. 88 est la reproduction de l'art. 105 du Code forestier modifié par la loi du 19 août 1901 (affouage).

En matière de défrichement, on a donné au gouverneur général les attributions dévolues en France au ministre de l'agriculture (art. 98 à 102).

Au titre VII, des dispositions plus précises ont été adoptées en vue de prévenir les incendies.

Au point de vue de la pénalité, l'échelle des peines a été étendue à l'ensemble des délits ; la répression, très douce pour une première contravention, est un peu plus sévère pour la récidive (art. 171 à 185).

l'administration des eaux et forêts procèderont à la délimitation en présence ou en l'absence des propriétaires riverains.

Art. 11. — Le procès-verbal de la délimitation sera immédiatement déposé au secrétariat de la préfecture et par extrait au secrétariat de la sous-préfecture, en ce qui concerne chaque arrondissement. Il en sera donné avis par un arrêté du préfet, publié et affiché dans les communes limitrophes. Les intéressés pourront en prendre connaissance et former leur opposition dans le délai d'une année à dater du jour où l'arrêté aura été publié. — Le gouverneur général déclarera s'il approuve ou s'il refuse d'homologuer ce procès-verbal en tout ou en partie. — Sa déclaration sera rendue publique de la même manière que le procès-verbal de la délimitation.

Art. 12. — Si, à l'expiration de ces délais, il n'a été élevé aucune réclamation par les propriétaires riverains contre le procès-verbal de délimitation et si le gouverneur général n'a pas déclaré son refus d'homologuer, l'opération sera définitive. — Les agents de l'administration des eaux et forêts procèderont dans le mois suivant au bornage, en présence des parties intéressées, ou elles dûment appeléees par un arrêté du préfet, ainsi qu'il est prescrit par l'art. 10.

Art. 13. — En cas de contestations élevées soit pendant les opérations, soit par suite d'oppositions formées par les riverains, en vertu de l'art. 11, elles seront portées par les parties intéressées devant les tribunaux compétents et il sera sursis à l'abornement jusqu'après leur décision. — Il y aura également lieu au recours devant les tribunaux de la part des propriétaires riverains si, dans le cas prévu par l'art. 12, les agents des eaux et forêts se refusaient à procéder au bornage.

Art. 14. — Lorsque la séparation ou délimitation sera effectuée par un simple bornage, elle sera faite à frais communs. — Lorsqu'elle sera effectuée par des fossés de clôture, ceux-ci seront exécutés aux frais de la partie requérante et pris en entier sur son terrain.

Art. 15. — Dans les territoires où la propriété n'a pas encore été constatée ou constituée, les significations à faire par l'administration aux propriétaires riverains, leurs fermiers, gardes ou agents, seront remplacées par des publications générales en français et en arabe, faites par voie de criée, dans les villages et les marchés, et par des notifications administratives adressées, au moins quinze jours à l'avance, au maire de la commune et à l'adjoint indigène du douar, président de la djemmaâ. Dans ce cas, les frais du bornage seront supportés par moitié par le propriétaire de la forêt et par la partie requérante ou défenderesse.

Section II. — De l'aménagement.

Art. 16. — Tous les bois et forêts du domaine de l'État sont assujettis à un aménagement réglé par décret.

Art. 17. — Il ne pourra être fait dans les bois de l'État aucune coupe extraordinaire quelconque ni aucune coupe de quart en réserve ou de massifs réservés par l'aménagement pour croître en futaie, sans un décret spécial, à peine de nullité des ventes, sauf le recours des adjudicataires, s'il y a lieu, contre les fonctionnaires ou agents qui auraient ordonné ou autorisé ces coupes. — Ce décret spécial sera inséré au *Bulletin des lois*.

Section III. — Des adjudications des lièges et des coupes et des marchés de gre à gre.

Art. 18. — Aucune vente ordinaire ou extraordinaire ne pourra avoir lieu dans les bois de l'État que par voie d'adjudication publique annoncée au

moins quinze jours à l'avance par des affiches apposées dans le chef-lieu du département, dans la commune de la situation des bois, dans les communes environnantes et dans le lieu de la vente. — Le service des eaux et forêts sera autorisé, par arrêté spécial du gouverneur général de l'Algérie, à effectuer en une seule et même adjudication la vente de plusieurs coupes d'une même série d'exploitation, à la condition que les délais d'exploitation et de payement n'excéderont pas cinq ans. — A l'expiration de la jouissance, tous les travaux fixes de route ou de canalisation et tous les ouvrages d'art faits en vue du transport ou de l'exploitation des bois resteront à l'État sans indemnité.

Art. 19. — Des cessions, par voie de marché de gré à gré, peuvent toutefois être autorisées dans les cas suivants : 1° S'il y a à pourvoir d'urgence à des besoins accidentels et imprévus ; 2° Lorsque des produits forestiers n'ont pu ou ne peuvent être vendus par voie d'adjudication publique.

Art. 20. — Toute vente faite autrement que par adjudication publique, en dehors des cas prévus à l'article précédent, sera considérée comme vente clandestine et déclarée nulle.

Art. 21. — Sera de même annulée, quoique faite par adjudication publique, toute vente qui n'aura point été précédée des publications et affiches prescrites par l'art. 18, ou qui aura été effectuée dans d'autres lieux ou à un autre jour que ceux qui auront été indiqués par les affiches ou les procès-verbaux de remise de vente.

Art. 22. — Toutes les contestations qui pourront s'élever pendant les opérations d'adjudication, soit sur la validité desdites opérations, soit sur la solvabilité de ceux qui auraient fait des offres et de leurs cautions, seront décidées immédiatement par le fonctionnaire qui présidera la séance d'adjudication.

Art. 23. — Ne pourront prendre part aux ventes, ni par eux-mêmes, ni par personnes interposées, directement ou indirectement, soit comme parties principales, soit comme associés ou cautions : — 1° Les agents et préposés des eaux et forêts dans toute l'étendue de la République, les fonctionnaires chargés de présider ou de concourir aux ventes et les receveurs du produit des coupes dans toute l'étendue du territoire où ils exercent leurs fonctions. — En cas de contravention, ils seront punis d'une amende qui ne pourra excéder le quart ni être moindre du douzième du montant de l'adjudication et ils seront passibles de l'emprisonnement et de l'interdiction qui sont prononcés par l'art 65 C. pén. ; — 2° Les parents et alliés en ligne directe, les frères et beaux-frères, oncles et neveux des agents et préposés des eaux et forêts, dans toute l'étendue du territoire pour lequel ces agents ou préposés sont commissionnés. — En cas de contravention, ils seront punis d'une amende égale à celle qui est prononcée par le paragraphe précédent ; — 3° Les conseillers de préfecture, les juges, officiers du ministère public et greffiers des tribunaux de première instance, dans tout l'arrondissement de leur ressort. — En cas de contravention, ils seront passibles de tous dommages-intérêts, s'il y a lieu. — Toute adjudication qui sera faite en contravention aux dispositions du présent article sera déclarée nulle.

Art. 24. — Toute association secrète ou manœuvre entre marchands de bois, lièges ou autres produits forestiers, tendant à nuire aux enchères, à les troubler, ou à obtenir les produits à plus bas prix, donnera lieu à l'application des peines portées à l'art. 412 C.. pén., indépendamment de tous dommages-intérêts, et si l'adjudication a été faite au profit de l'association secrète ou des auteurs desdites manœuvres, elle sera déclarée nulle. — Sont d'ordre public les nullités prévues par les art. 20, 21, 23, ainsi que celle édictée par le présent article.

Art. 25. — Aucune déclaration de command ne sera admise, si elle n'est faite immédiatement après l'adjudication et séance tenante,

Art. 26. — Faute par l'adjudicataire de fournir le cautionnement ou les cautions exigés par le cahier des charges dans le délai prescrit, il sera déclaré déchu, par arrêté du préfet, et il sera procédé, dans les formes ci-dessus prescrites, à une nouvelle adjudication de la coupe à sa folle enchère. — L'adjudicataire déchu sera tenu de la différence entre son prix et celui de la revente, sans pouvoir réclamer l'excédent, s'il y en a.

Art. 27. — Toute adjudication sera définitive, du moment où elle sera prononcée ; dans aucun cas, il ne pourra y avoir lieu à surenchère.

Art. 28. — Les adjudications des coupes se feront suivant les règlements en vigueur dans la métropole, sauf en ce qui concerne l'intervention du trésorier payeur général.

Art. 29. — Les adjudicataires sont tenus, au moment de l'adjudication, d'élire domicile dans le lieu où l'adjudication aura été faite ; à défaut de quoi tous actes ultérieurs leur seront valablement signifiés au secrétariat de la préfecture ou à celui de la sous-préfecture, suivant l'arrondissement dans lequel l'adjudication aura eu lieu.

Art. 30. — Tout procès-verbal d'adjudication emporte exécution parée contre les adjudicataires, leurs associés et cautions, tant pour le payement du prix principal de l'adjudication que pour accessoires et frais.

Art. 31. — Les adjudicataires de coupes et de produits forestiers et les bénéficiaires de marchés de gré à gré d'une valeur supérieure à 200 fr. devront fournir, soit en numéraire, soit en valeurs mobilières garanties par l'État ou par la colonie, le cautionnement qui sera fixé par le cahier des charges ou le marché. — Toutefois, ils pourront être dispensés du cautionnement imposé s'ils présentent des cautions reconnues solvables.

Art. 32. — Les cautions sont contraignables solidairement et par les mêmes voies au payement des dommages, restitutions et amendes qu'aurait encourus l'adjudicataire.

Section IV. — Des exploitations.

Art. 33. — Après l'adjudication ou l'approbation du marché de gré à gré, il ne pourra être fait aucun changement à l'assiette des coupes et il n'y sera ajouté aucun arbre ni portion de bois, sous quelque prétexte que ce soit, à peine, contre l'adjudicataire ou le bénéficiaire du marché, d'une amende égale au triple de la valeur des bois non compris dans l'adjudication ou dans le marché, sans préjudice de la restitution des bois ou de leur valeur. — Ces dispositions sont applicables aux lièges et écorces à tan. — Les agents des eaux et forêts qui auraient permis ou toléré ces additions ou changements seront punis de pareille amende et seront passibles, s'il y a lieu, des poursuites et peines pour malversation et concussion.

Art. 34. — Les adjudicataires ou bénéficiaires de marchés de gré à gré ne pourront commencer l'exploitation des coupes ou récoltes avant d'avoir obtenu, par écrit, de l'agent des eaux et forêts local, le permis d'exploiter, à peine d'être poursuivis comme délinquants.

Art. 35. — L'adjudicataire ou le bénéficiaire du marché de gré à gré pourra avoir un facteur ou garde-vente qui sera agréé par l'inspecteur ou l'agent des eaux et forêts, faisant fonction de chef de service, et assermenté devant le juge de paix. — Si la coupe ou les coupes que le garde-vente est chargé de surveiller sont situées dans le ressort de plusieurs justices de paix, le serment prêté devant l'un des juges sera enregistré au greffe de chacune des autres justices de paix. — Le garde-vente pourra dresser des procès-verbaux tant dans la vente que dans une zone de 100 mètres de largeur autour de ladite vente. Ces procès-verbaux seront soumis aux mêmes formalités que ceux des préposés des eaux et forêts et feront foi jusqu'à preuve contraire.

Art. 36. — L'adjudicataire ou le bénéficiaire d'un marché de gré à gré sera

tenu, si cette disposition est prescrite par son contrat, et sous peine d'une amende de 25 fr. au moins et de 100 fr. au plus, de déposer, chez l'agent des eaux et forêts local et au greffe du tribunal de l'arrondissement, l'empreinte du marteau, griffe, timbre ou tout autre instrument destiné à marquer les arbres, bois, liège ou écorce de sa vente. — L'adjudicataire et ses associés ne pourront avoir plus d'une marque pour la même vente ni en marquer d'autres produits que ceux qui proviendront de cette vente, sous peine d'une amende de 100 à 500 fr.

Art. 37. — L'adjudicataire ou le bénéficiaire d'un marché de gré à gré sera tenu de respecter tous les arbres marqués ou désignés pour demeurer en réserve et dont le nombre sera indiqué au procès-verbal de martelage, sans que l'on puisse admettre en compensation d'autres arbres non réservés et qu'il aurait laissés sur pied.

Art. 38. — Les amendes encourues par les adjudicataires ou les bénéficiaires de marchés de gré à gré, en vertu de l'article précédent, pour abatage ou déficit d'arbres réservés, seront de 2 à 300 fr. par pied, sans préjudice de la restitution et des dommages-intérêts. — La restitution sera effectuée en nature si les arbres peuvent être représentés et si l'administration des eaux et forêts le requiert. — S'il s'agit de sujets d'une circonférence inférieure à 2 décimètres, l'amende sera de 10 cent. à 2 fr. par pied, quelles que soient les dimensions.

Art. 39. — Les adjudicataires ou bénéficiaires de marchés de gré à gré ne pourront effectuer aucune coupe ni enlèvement de bois, écorces ou lièges, avant le lever ni après le coucher du soleil, à moins qu'ils n'en aient obtenu une permission spéciale du service forestier, à peine d'une amende de 20 fr. au moins et de 100 fr. au plus.

Art. 40. — Il leur est interdit, à moins que le procès-verbal d'adjudication ou le marché n'en contienne l'autorisation expresse, de peler ou d'écorcer sur pied aucun des arbres de leur vente, sous peine de 50 à 500 fr. d'amende. Les écorces et bois écorcés seront saisis comme garantie des dommages-intérêts, dont le montant ne pourra être inférieur à la valeur des arbres indûment pelés ou écorcés.

Art. 41. — Les adjudicataires ou bénéficiaires de marchés de gré à gré devront se conformer exactement aux conditions de leur cahier des charges ou de leur marché, tant pour le mode d'abatage des arbres, l'exploitation des lièges ou écorces et le nettoiement des coupes que pour les délais dans lesquels la coupe des bois et la vidange des ventes ou l'enlèvement des lièges ou écorces devront être effectués. — A défaut, par eux, de remplir ces conditions, ils seront passibles d'une amende de 50 à 500 fr. et de dommages-intérêts fixés, au minimum, à 10 p. 100 de la valeur des produits. — Lesdits produits pourront être saisis jusqu'à due concurrence et pour garantie de l'amende et des dommages-intérêts encourus. — En cas d'inexécution de l'exploitation ou de la vidange des coupes dans les délais fixés par les adjudications ou les marchés de gré à gré, ou les prorogations de délais accordées par les conservateurs, le tribunal, sur la requête de l'administration des eaux et forêts, prononcera la confiscation des bois restant sur pied ou abattus, lesquels demeureront la propriété de l'État.

Art. 42.— A défaut, par les adjudicataires ou bénéficiaires de marchés de gré à gré, d'exécuter dans les délais fixés, et suivant le mode qui est prescrit par le cahier des charges, les travaux qui y sont énumérés pour mettre en rapport ou défendre contre l'incendie les massifs de chênes-liège, pour relever et faire façonner les ramiers, pour nettoyer les coupes des épines, ronces et arbustes nuisibles, pour réparer les chemins de vidange, fossés ou cultures, ces travaux seront exécutés à leurs frais, à la diligence des agents des eaux et forêts et sur l'autorisation du préfet, qui arrêtera ensuite le mémoire des frais et le rendra exécutoire contre les adjudicataires pour le payement.

Art. 43. — Les agents des eaux et forêts, ou les préposés qu'ils délègueront à cet effet, indiqueront par écrit, aux adjudicataires ou bénéficiaires de marchés de gré à gré, les lieux où il pourra être établi des fosses, fours et fourneaux temporaires et volants, pour l'utilisation des produits de la coupe, ainsi que l'emplacement des loges ou ateliers. Il n'en pourra être placé ailleurs, sous peine d'une amende de 10 à 50 fr. pour chaque fosse, four, fourneau, loge ou atelier établi en contravention.

Art. 44. — Le transport des produits se fera par les chemins désignés au cahier des charges ou autorisés en cours d'exploitation, sous peine, contre ceux qui en pratiqueraient de nouveaux, d'une amende de 20 à 100 fr. et, en outre, s'il y a lieu, de dommages-intérêts.

Art. 45. — Il est défendu à tous adjudicataires ou bénéficiaires de marchés de gré à gré, leurs facteurs et ouvriers, d'allumer du feu ailleurs que dans leurs loges ou ateliers, à peine d'une amende de 10 à 100 fr., sans préjudice des dommages qui pourraient résulter de la contravention.

Art. 46. — Les adjudicataires ou bénéficiaires de marchés de gré à gré ne pourront déposer dans leurs ventes de produits similaires à ceux qui font l'objet du contrat, sous peine d'une amende de 50 à 500 fr.

Art. 47. — Si, dans le cours de l'exploitation ou de la vidange, il est dressé des procès-verbaux de délits ou vices d'exploitation, il pourra y être donné suite sans attendre l'époque du récolement. — Néanmoins, en cas d'insuffisance d'un procès-verbal sur lequel il ne sera pas intervenu de jugement, les agents des eaux et forêts pourront, lors du récolement, constater par un nouveau procès-verbal les délits et contraventions.

Art. 48. — Les adjudicataires ou bénéficiaires de marchés de gré à gré, à dater du permis d'exploiter et jusqu'à leur libération définitive, sont responsables de tout délit forestier commis dans leur vente et dans une zone de 100 mètres de largeur en dehors de leur vente, si leurs facteurs ou gardes-ventes n'en font leurs rapports, lesquels doivent être remis à l'agent des eaux et forêts dans le délai de cinq jours. — Ils sont également responsables et contraignables par corps au payement des amendes et restitutions encourues pour délits et contraventions commis, dans les mêmes conditions de lieu, par leurs facteurs, gardes-ventes, ouvriers, bûcherons, voituriers et tous autres employés.

Section V. — Récolements.

Art. 49. — Il sera procédé au récolement de chaque vente dans les six mois qui suivront le jour de l'expiration des délais pour la vidange des coupes. — Ces six mois écoulés, l'adjudicataire ou le bénéficiaire d'un marché de gré à gré demeurera libéré des charges de l'exploitation si l'administration n'a pas effectué le récolement. — Toutefois, celui qui aura terminé l'exploitation et la vidange de sa coupe avant l'expiration des délais fixés pourra mettre l'administration en demeure de procéder au récolement, par acte extra-judiciaire, signifié à l'agent des eaux et forêts local, et demeurera libéré s'il n'a pas été procédé à cette opération dans le délai de six mois à dater du jour de la signification.

Art. 50. — L'adjudicataire ou le bénéficiaire d'un marché de gré à gré, ou le cessionnaire sera tenu d'assister au récolement ; il lui sera, à cet effet, signifié, au moins quinze jours d'avance, un acte contenant l'indication du jour où se fera le récolement. Faute par lui de se trouver sur les lieux, ou de s'y faire représenter, le procès-verbal de récolement sera réputé contradictoire.

Art. 51. — Dans le délai d'un mois après la clôture des opérations, l'administration et l'adjudicataire ou le bénéficiaire du marché de gré à gré pourront requérir l'annulation du procès-verbal pour défaut de forme ou pour

fausse énonciation. — Ils se pourvoieront, à cet effet, devant le conseil de préfecture, qui statuera.

Art. 52. — En cas d'annulation du procès-verbal, l'administration pourra, dans le mois qui suivra, y faire suppléer par un nouveau procès-verbal. A l'expiration des délais fixés par l'art. 51 et si l'administration n'a élevé aucune contestation, l'adjudicataire demeurera libéré des charges de l'exploitation.

Section VI. — Des adjudications et locations de parcours, glandée, produits divers des forêts et terrains de culture.

Art. 53. — Dans les forêts de l'État déclarées défensables et affranchies de droits d'usage, la glandée, le panage, le parcours pourront être mis en adjudication pour une durée maxima de trois années. — Les formalités prescrites dans la section III du présent titre, pour les adjudications de coupes de bois seront observées pour ces adjudications. — Avant de procéder à l'adjudication publique, la cession du parcours, par voie de marché de gré à gré, sera offerte aux collectivités voisines. En cas de refus de celles-ci, il sera procédé à l'adjudication sur la mise à prix offerte préalablement pour le marché. — L'administration est également autorisée à traiter de gré à gré en cas d'insuccès des adjudications.

Art. 54. — Les adjudicataires ou bénéficiaires de marchés de gré à gré ne pourront introduire dans les forêts un plus grand nombre d'animaux que celui qui sera déterminé par le cahier des charges, sous peine de l'amende maxima prévue par l'art. 177.

Art. 55. — Les adjudicataires ou bénéficiaires de marchés de gré à gré seront tenus, si le cahier des charges le prescrit, de faire marquer les animaux introduits dans les forêts d'un signe spécifié par l'acte d'adjudication, sous peine de l'amende spécifiée à l'art. 177. — Il n'y aura pas de délit si les animaux trouvés en forêt n'ont pu être encore marqués, mais avaient été déclarés au service des eaux et forêts. — Le maximum de l'amende sera appliqué en cas de récidive.

Art. 56. — Si les animaux sont trouvés hors des cantons loués ou hors des chemins indiqués pour s'y rendre, l'adjudicataire ou le bénéficiaire du marché de gré à gré seront punis des peines prévues par l'art. 177. Le berger pourra, en outre, être condamné à une amende de 1 à 5 fr. et, en cas de récidive, à un emprisonnement de un à cinq jours.

Art. 57. — Sauf les cas prévus au cahier des charges, il est défendu aux adjudicataires ou titulaires de marchés de gré à gré d'abattre ou d'emporter des glands, fruits ou semences des forêts, sous peine de l'amende maxima prévue par l'art. 118. — En cas de récidive, il pourra, en outre, être prononcé un emprisonnement de trois jours au plus.

Art. 58. — L'alfa et autres produits divers des forêts pourront être cédés par adjudication ou par marchés de gré à gré, passés dans les formes prescrites par les art. 18 et 19. — Les dispositions d'exécution seront déterminées par arrêté du gouverneur général. — Les contraventions à ces dispositions seront punies des peines prévues par la présente loi.

Art. 59. — Le gouverneur général de l'Algérie pourra, sur l'avis conforme des conservateurs des eaux et forêts, autoriser la location, pour une durée maxima de dix-huit années, de terrains vagues, vides ou clairières existant dans les forêts domaniales. — Cette location sera faite, soit par adjudication publique, soit par voie de marché de gré à gré.

Section VII. — Des droits d'usage dans les bois de l'État.

Art. 60. — Ne sont admis à exercer un droit d'usage quelconque dans les bois de l'État que ceux dont les droits auront été, au jour de la promulgation

de la présente loi, reconnus fondés, soit par des actes du gouvernement, soit par des jugements ou arrêts définitifs, ou seront reconnus tels au moment de l'application du sénatus-consulte, par suite d'instances administratives ou judiciaires actuellement engagées ou qui seraient engagées conformément aux dispositions de la loi du 16 février 1897, relative à la propriété foncière en Algérie. Toutefois, les droits d'usage dont les indigènes jouissent en vertu de la tradition seront maintenus jusqu'à l'application du sénatus consulte.

Art. 61. — Il ne sera plus fait, à l'avenir, dans les forêts de l'État, aucune concession de droits d'usage de quelque nature et sous quelque prétexte que ce puisse être. — Toutefois, en cas d'absolue nécessité et dans la mesure tracée par le respect des droits préexistants, un arrêté du gouverneur général, pris après avis du conseil de gouvernement, pourra concéder aux indigènes, deplacés pour les besoins de la colonisation, des droits d'usage dans les forêts de leur nouveau territoire, équivalents à ceux dont ils jouissaient auparavant.

Art. 62. — Les droits d'usage grevant les forêts de l'État pourront être concentrés par voie de règlement-aménagement ou rachetés moyennant une attribution territoriale ou moyennant une indemnité en argent si les autres procédés sont inapplicables. Le réglement-aménagement sera approuvé par décret. — Les droits d'usage autre que ceux de parcours pourront, en outre, être rachetés par voie de cantonnement. — Les conditions de ce rachat seront déterminées de gré à gré et, en cas de contestations, arrêtées par les tribunaux.

Art. 63. — Le rachat des droits de parcours ne pourra être requis par l'administration dans les territoires où l'exercice de ces droits est d'une nécessité absolue pour les habitants d'une ou de plusieurs communes ou fractions de communes. — Si cette nécessité est contestée par l'administration des eaux et forêts, les parties se pourvoiront devant le conseil de préfecture qui, après enquête, statuera, sauf recours au conseil d'État.

Art. 64. — L'action en affranchissement de droits d'usage n'appartient qu'au gouvernement et non aux usagers.

Art. 65. — Dans toutes les forêts de l'État qui ne seront point affranchie au moyen du cantonnement ou de l'indemnité, conformément aux art. 62 et 63 ci-dessus, l'exercice des droits d'usage pourra toujours être réduit par l'administration, suivant l'état et la possibilité des forêts, et n'aura lieu que conformément aux dispositions contenues aux articles suivants. — En cas de contestation sur la possibilité et l'état des forêts, il y aura lieu à un recours au conseil de préfecture.

Art. 66. — Quels que soient l'âge ou l'essence des bois, les usagers ne pourront exercer leurs droits de parcours que dans les cantons qui auront été déclarés défensables par l'administration des eaux et forêts, sauf recours au conseil de préfecture et ce, nonobstant toutes possessions contraires. — Le propriétaire des bestiaux trouvés en dehors des cantons désignés sera puni des peines prévues à l'art. 177.

Art. 67. — Chaque année, avant le 1er août, les agents des eaux et forêts feront connaître aux maires des communes et aux particuliers jouissant *ut singuli* les cantons déclarés défensables et le nombre des bestiaux qui seront admis au parcours. — Les maires seront tenus d'en faire la publication dan les communes usagères et de dresser, avant le 1er octobre, la liste nominative des usagers avec répartition entre eux du nombre de bestiaux admis. — L'exercice du droit de parcours ne sera permis qu'autant que cette liste aura été fournie.

Art. 68. — Les usagers ne pourront, en aucun cas, jouir des droits de parcours que pour les bestiaux à leur propre usage. — Les troupeaux, autres que ceux attachés à l'exploitation, appartenant à des marchands de bestiaux

même si ces marchands sont usagers, ainsi que les troupeaux en achaba, sont exclus du bénéfice des droits d'usage.

Art. 69. — Les chemins par lesquels les bestiaux devront aller au pâturage ou en revenir seront désignés par les agents des eaux et forêts. Ces chemins seront considérés comme ayant au moins une largeur de 20 mètres. — Si ces chemins traversent des taillis ou des recrus de futaie non défensables, il pourra être fait, à frais communs, entre les usagers et l'administration, et d'après l'indication des agents des eaux et forêts, des fossés ou des clôtures pour empêcher les bestiaux de s'introduire dans les bois.

Art. 70. — Si les usagers introduisent dans la forêt un plus grand nombre de bestiaux que celui qui aura été fixé en vertu de l'art. 67, il y aura lieu, pour l'excédent, à l'application des peines prononcées par l'art. 177. — L'amende maxima sera appliquée dans le cas où des troupeaux en achaba ou appartenant à des marchands de bestiaux patentés seraient trouvés dans les parties de forêts ouvertes aux usagers.

Art. 71. — Il est interdit à tous usagers, sauf droit, s'il y a lieu, à indemnité en cas de titre ou possession contraire équivalente à titre, d'introduire des moutons, chèvres ou chameaax dans les forêts ou sur les terrains qui en dépendent, à peine, contre les propriétaires, de l'amende maxima prévue à l'art. 177. — Il pourra, en outre, être prononcé contre le berger une amende de 1 à 5 fr., et, en cas de récidive, un emprisonnement de un à cinq jours. — Le gouverneur général pourra, cependant, autoriser, par arrêté rendu en conseil de gouvernement, le parcours des moutons dans certaines forêts. — Il pourra, en outre, en cas d'évènements calamiteux, ouvrir d'urgence les cantons défensables au parcours temporaire des troupeaux. — A titre de mesure exceptionnelle, l'introduction des chèvres des usagers pourra être autorisée dans les tranchées des forêts de l'État.

Art. 72. — Les usagers qui ont droit à des livraisons de bois, de quelque nature que ce soit, ne pourront prendre ces bois qu'après que la délivrance leur en aura été faite par les agents des eaux et forêts, sous les peines portées par le titre IX pour les bois coupés en délit.

Art. 73. — Le service des eaux et forêts est autorisé à faire les délivrances usagères soit collectivement et à des époques déterminées, soit individuellement et suivant les circonstances. — Le mode d'exécution de ces délivrances sera déterminé par un arrêté du gouverneur général. — Les contraventions aux dispositions de cet arrêté seront punies d'une amende de 1 à 100 fr.

Art. 74. — Il est interdit aux usagers de vendre les bois ou autres produits qui leur sont délivrés, ou de les employer à une autre destination que celle pour laquelle le droit d'usage a été accordé, sous peine d'une amende de 10 à 100 fr.

Art. 75. — Conformément aux dispositions de l'art. 635 C. civ., les usagers pourront être tenus de contribuer, au prorata des droits dont ils jouissent, à l'entretien des forêts sur lesquelles ils exercent leurs droits d'usage. — Des arrêtés du gouverneur général fixeront la contribution qui sera payable à la volonté de l'usager, soit en argent, soit en journées de travail, et qui sera perçue comme en matière de contributions directes.

Section VIII. — Des expropriations.

Art. 76. — Pourra être déclarée d'utilité publique l'expropriation des terrains dont le reboisement ou la restauration seront reconnus nécessaires : — 1° Pour le maintien des terres sur les montagnes ou les pentes ; — 2° Pour la défense du sol contre les érosions des rivières ou torrents : — 3° Pour assurer l'existence des sources et cours d'eau ; — 4° Pour la fixation des dunes maritimes ou sahariennes et pour la protection contre les érosions de la mer

et l'envahissement des sables ; — 5° Pour la défense du territoire dans la partie de la zone frontière qui sera déterminée par un règlement d'administration publique ; — 6° Pour la salubrité publique. — Si la déclaration d'utilité publique est prononcée, l'expropriation sera poursuivie conformément à la législation algérienne.

Art. 77. — L'expropriation des enclaves dans les forêts domaniales peut être déclarée d'utilité publique et poursuivie comme il est dit à l'article précédent.

Art. 78. — Lorsque les forêts de l'État n'auront pas accès sur la voie publique, ou n'auront qu'un accès insuffisant pour assurer leur exploitation, le passage sur les fonds voisins pourra être exigé, à charge d'une indemnité proportionnée au dommage causé. — Les chemins à ouvrir ou les chemins à établir, pour assurer l'exploitation des forêts de l'État, pourront être déclarés d'utilité publique et l'expropriation des terrains sera prononcée comme il est dit à l'art. 76.

TITRE VI

DES BOIS DES COMMUNES ET DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

Art. 79. — La soumission au régime forestier, prévue par l'art. 1er, ne sera prononcée, en ce qui concerne les bois des communes, sections de communes ou établissements publics, qu'autant que ces bois auront été reconnus susceptibles d'exploitation régulière par l'autorité administrative, sur les propositions de l'administration des eaux et forêts. — Les propositions seront préalablement communiquées aux conseils municipaux ou aux administrateurs des établissements publics, puis aux conseils généraux, qui seront appelés à en délibérer. — Un décret prononcera la soumission au régime forestier. — Il sera procédé, dans les mêmes formes, aux distractions du régime forestier des bois dont il s'agit.

Art. 80. — Seront soumis au régime forestier les terrains, même non boisés, appartenant aux communes ou aux établissements publics, s'ils sont dans les conditions prévues à l'art. 76 et si leur reboisement est reconnu d'intérêt général.

Art. 81. — Les communes et établissements publics ne peuvent faire aucun défrichement de leurs bois sans une autorisation expresse et spéciale du gouverneur général ; ceux qui l'auront ordonné seront passibles des peines portées au titre IV contre les particuliers pour les contraventions de même nature.

Art. 82. — La propriété des bois communaux ne peut jamais donner lieu à partage entre les habitants. — Mais, lorsque deux ou plusieurs communes ou sections de communes possèdent un bois par indivis, chacun conserve le droit d'en provoquer le partage.

Art. 83. — Les bois communaux et les bois d'établissements publics sont surveillés et administrés par le service des eaux et forêts. — Pour indemniser l'État des frais d'administration et de surveillance, il sera payé, au profit du Trésor, sur les produits tant principaux qu'accessoires de ces bois, 40 centimes par franc en sus du principal de leur adjudication ou cession.

Art. 84. — Les ventes de coupes, tant ordinaires qu'extraordinaires, seront faites à la diligence des agents des eaux et forêts dans les mêmes formes que pour les bois de l'État. — L'adjudication comprenant plusieurs coupes successives et la cession de gré à gré ne pourront être effectuées qu'avec l'assentiment du conseil municipal ou des administrateurs des établissements publics. — L'adjudication ne pourra avoir lieu qu'en présence, ou eux dûment appelés, du maire ou d'un adjoint pour les bois des communes ou d'un des administrateurs pour ceux des établissements publics. — Toute vente ou coupe effectuée

contrairement aux prescriptions du présent article donnera lieu, contre ceux qui l'auront ordonnée ou consentie, à une amende de 100 à 1,000 fr., sans préjudice des dommages-intérêts. — Les ventes ainsi effectuées seront déclarées nulles.

Art. 85. — Les incapacités et défenses prononcées par l'art. 23 seront applicables aux maires, adjoints et receveurs des communes, ainsi qu'aux administrateurs et rcceveurs des établissements publics, pour les ventes des bois dont l'administration leur est confiée. — En cas de contravention, ils seront passibles des peines prévues par ledit article et les ventes seront déclarées nulles.

Art. 86. — Les coupes de bois communaux destinées à être exploitées par les habitants ou partagées en nature entre eux et l'exploitation des autres produits forestiers ne pourront avoir lieu qu'après que la délivrance en aura été préalablement faite par les agents des eaux et forêts dans les conditions fixées par des arrêtés du gouverneur général rendus en conformité de l'art. 73, le tout sous peine d'être considérées comme ayant été opérées en délit.

Art. 87. — Les actes relatifs aux coupes et arbres délivrés en nature, en exécution des articles précédents, seront visés pour timbre et enregistrés en débet, et il n'y aura lieu à la perception des droits que dans le cas de poursuites devant les tribunaux.

Art. 88. — S'il n'y a titre contraire, le partage de l'affouage, qu'il s'agisse de bois de chauffage ou de bois de construction, se fera de l'une des trois manières suivantes : 1° Ou bien par feu, c'est-à-dire par chef de famille ou de ménage ayaut domicile réel et fixe dans la commune avant la publication du rôle ; — 2° Ou bien moitié par chef de famille ou de ménage et moitié par tête d'habitant remplissant les mêmes conditions de domicile. — Sera, dans les deux cas précédents, seul considéré comme chef de famille ou de ménage, l'individu ayant réellement et effectivement la charge et la direction d'une famile ou possédant un ménage distinct où il demeure et où il prépare et prend sa nourriture ; — 3° Ou bien par tête d'habitant ayant domicile réel et fixe dans la commune avant la publication du rôle. — Chaque année, dans la session de mai, le conseil municipal ou la commission municipale détermineront lequel de ces trois modes de partage sera appliqué. — Il pourra aussi décider la vente de tout ou partie de l'affouage au profit de la caisse communale. — Dans ce dernier cas, la vente aura lieu par voie d'adjudication publique, par les soins de l'administration des eaux et forêts. — Les usages contraires à ces modes de partage sont et demeurent abolis. — Les étrangers qui remplissent les conditions ci-dessus indiquces ne pourront être appelés au partage qu'après avoir été autorisés, conformément aux lois et règlements applicables à l'Algérie. à y établir leur domicile.

Art. 89. — Les habitants des communes et les administrateurs ou employés des établissements publics ne pourront, sous réserve des exceptions déterminées à l'art. 71, introduire ni faire introduire dans les bois appartenant à ces communes ou établissements publics des moutons, chèvres ou chameaux, sous les peines portées à l'art. 177.

Art. 90. — La faculté accordée au gouvernement par l'art. 62 d'affranchir les forêts de l'État de tout droit d'usage, par l'art. 77 d'exproprier les enclaves et par l'art. 98 d'exproprier les terrains nécessaires à l'établissement de chemins d'exploitation est applicable, sous les mêmes conditions, aux communes et aux établissements publics pour les bois qui leur appartiennent.

Art. 91. — Toutes les dispositions contenues dans la section VII du titre III sur l'exercice du droit d'usage dans les bois de l'État sont applicables à la jouissance des communes et des établissemests publics dans leurs propres bois, ainsi qu'aux droits d'usage dont ils pourraient être grevés, sauf les modifications résultant du présent titre, et à l'exception de l'art. 74.

TITRE VII

DES BOIS INDIVIS OU LITIGIEUX SOUMIS AU RÉGIME FORESTIER

Art. 92. — Toutes les dispositions de la présente loi relatives à la conservation et à la régie des bois qui font partie du domaine de l'État, ainsi qu'à la poursuite des délits et contraventions commis dans ces bois, sont applicables aux bois indivis mentionnés à l'art. 1er, § 4, de la présente loi, sauf les modifications portées par le titre IV pour les bois des communes et des établissements publics.

Art. 93. — Aucune coupe ordinaire ou extraordinaire, exploitation ou vente, ne pourra être faite par les possesseurs copropriétaires, sous peine d'une amende égale à la valeur de la totalité des bois abattus ou vendus ; toutes ventes ainsi faites seront déclarées nulles.

Art. 94. — Les frais de délimitation, d'arpentage et de garde seront supportés par le domaine et les copropriétaires, chacun dans la proportion de ses droits. — L'administration des eaux et forêts nommera les gardes, règlera leur salaire et aura seule le droit de les révoquer.

Art. 95. — Les copropriétaires auront, dans les restitutions et dommages-intérêts, la même part que dans le produit des ventes, chacun dans la proportion de ses droits.

Art. 96. — Les dispositions prévues aux art. 92 et 93 sont applicables aux bois litigieux mentionnés à l'art. 1er. — Les recettes provenant des ventes, restitutions ou dommages-intérêts seront versés à la caisse des dépôts et consignations pour être remises aux propriétaires après jugement définitif, au prorata de leurs droits reconnus et en tenant compte des frais de garderie et de gestion, sans qu'il puisse être élevé aucune contestation ni réclamé d'indemnité ou de dommages-intérêts au sujet des actes de gestion.

TITRE VI

DES BOIS DES PARTICULIERS, DES PÉRIMÈTRES DE REBOISEMENT ET DES DÉFRICHEMENTS

Art. 97. — Les particuliers exercent sur leurs bois tous les droits résultant de la propriété, sauf les restrictions énumérées aux articles ci-après.

Art. 98. — Aucun particulier ne peut user du droit d'arracher ou défricher ses bois qu'après en avoir fait la déclaration à la sous-préfecture au moins trois mois d'avance, durant lesquels l'administration peut faire signifier au propriétaire son opposition au défrichement. Cette déclaration contient élection de domicile dans le canton de la situation des bois. — Dans les deux mois de la déclaration, un agent des eaux et forêts procède à la reconnaissance de l'état et de la situation des bois et en dresse un procès-verbal détaillé. — Au vu de ce procès verbal, le conservateur des forêts signifie, s'il y a lieu, à la partie son opposition au défrichement. — Dans ce cas, le procès-verbal est notifié à la partie qui pourra présenter ses observations. — Ce procès-verbal est également transmis au gouverneur général qui décide, le conseil de gouvernement entendu, si cette opposition doit être maintenue. — Si, dans les six mois qui suivront la signification de l'opposition, la décision du gouverneur général n'est pas rendue et signifiée au propriétaire des bois, le défrichement peut être effectué.

Art. 99. — L'opposition au défrichement ne peut être formée que pour les bois dont la conservation est reconnue nécessaire : — 1° Au maintien des terres sur les montagnes ou sur les pentes ; — 2° A la défense du sol contre les érosions et les envahissements des fleuves, rivières ou torrents ; — 3° A l'existence des sources ou cours d'eau ; — 4° A la protection des dunes et des

côtes contre les érosions de la mer et l'envahissement des sables ; — 5° A la défense du territoire, dans la partie de la zone frontière qui sera déterminée par un règlement d'administration publique ; — 6° A la salubrité publique.

Art. 100. — En cas de contravention à l'art. 98, celui qui aura effectué ou fait effectuer le défrichement sera condamné à une amende de 200 fr. au moins et 500 fr. au plus par hectare de bois défriché. Il devra, en outre, s'il en est ainsi ordonné par le gouverneur général, rétablir les lieux défrichés en nature de bois, dans un délai qui ne peut excéder trois années.

Art. 101. — Faute par le propriétaire d'effectuer la plantation ou le semis dans le délai prescrit par la décision du gouverneur général, il y est pourvu à ses frais par l'administration des eaux et forêts, sur l'autorisation préalable du préfet qui arrête le mémoire des travaux faits et le rend exécutoire contre le propriétaire.

Art. 102. — Les dispositions des quatre articles qui précèdent sont applicables aux semis et plantations exécutés, par suite de la décision du gouverneur général, en remplacement des bois défrichés.

Art. 103. — Sont exceptés des dispositions de l'art. 98 : — 1° Les jeunes bois pendant les vingt premières années après leurs semis ou leur plantation, sauf le cas prévu par l'article précédent ; — 2° Les parcs et jardins clos ou attenant aux habitations ; — 3° Les bois non clos, d'une étendue inférieure à 10 hectares, à la condition qu'ils ne fassent pas partie d'un autre bois qui compléterait une contenance de 10 hectares ou qu'ils ne soient pas situés sur le sommet ou sur les pentes d'une montagne ; — 4° Les parties de forêts que les propriétaires ont été autorisés à défricher en vertu de l'art. 9 du décret du 2 février 1870 ; — 5° Les terrains non réservés comme bois et forêts compris dans les périmètres de colonisation.

Art. 104. — Les exploitations abusives, l'exercice du parcours après exploitation, recépage ou incendie, qui auraient pour conséquence d'entraîner la destruction de tout ou partie de la forêt dans laquelle ils sont pratiqués, seront assimilés à des défrichements et, par conséquent, donneront lieu contre ceux qui les auront ordonnés aux peines prévues par les art. 100 et 101. — Tout propriétaire d'animaux admis ou trouvés dans les bois âgés de moins de six ans sera puni des amendes prévues par l'art. 177, § 2.

Art. 105. — Les dispositions de l'article précédent ne sont pas applicables aux boisements énumérés à l'art. 103.

Art. 106. — L'étude des périmètres de reboisement à établir en vertu des dispositions de l'art. 76 de la présente loi et toutes les formalités préalables à la déclaration d'utilité publique seront effectuées par l'administration des eaux et forêts, sur arrêtés pris à cet effet par le gouverneur général.

Art. 107. — La déclaration d'utilité publique sera prononcée dans les formes prévues par la législation de l'Algérie.

Art. 108. — Les propriétaires, dont les biens se trouveront compris dans un périmètre de reboisement, en conserveront la jouissance jusqu'au moment où ces biens seront acquis par l'administration des eaux et forêts. Ces acquisitions pourront être faites soit à l'amiable, soit par expropriation, soit par voie d'échange.

Art. 109. — Les bois ou broussailles situés dans les périmètres de reboisement sont considérés comme se trouvant dans les conditions de l'art. 76 et ne pourront être défrichés à aucun moment, sans l'autorisation du service des eaux et forêts.

Art. 110. — Les propriétaires qui voudront avoir, pour la conservation de leurs bois, des gardes particuliers devront les faire agréer par le sous-préfet, conformément aux dispositions de la loi du 12 avril 1892. — Les arrêtés agréant ces gardes pourront être rapportés dans les conditions prévues au paragraphe premier de la susdite loi. — Ces gardes ne pourront exercer leurs fonctions qu'après avoir prêté serment devant le juge de paix.

Art. 111. — Tous les particuliers jouiront, de la même manière que l'État et sous les mêmes conditions, de la faculté d'affranchir leurs forêts des droits d'usage.

Art. 112. — Les droits de parcours et glandée, dans les bois des particuliers, ne pourront être exercés, en cas de contestations entre les propriétaires et les usagers, que dans les parties de bois déclarées défensables par le service des eaux et forêts et suivant l'état et la possibilité des forêts constatés par le même service. — Les frais résultant de l'intervention du service des eaux et forêts seront réglés d'après les tarifs applicables anx experts et supportés par moitié par les parties intéressées. — Les chemins par lesquels les bestiaux devront passer pour aller au parcours ou en revenir seront désignés par le propriétaire. Leur largeur minima sera de 20 mètres.

Art. 113. — Toutes les dispositions contenues dans les art. 68, 69, 70, 71, § 1er, 72 et 74 de la présente loi sont applicables à l'exercice des droits d'usage dans les bois des particuliers. Le propriétaire exerce, à cet effet, les mêmes droits et la même surveillance que les agents de l'administration dans les forêts soumises au régime forestier.

Art. 114. — Les usagers contribuent à l'entretien des chemins dans les bois des particuliers où ils exercent des droits d'usage.

Art. 115. — En cas de contestation entre le propriétaire et l'usager, il sera statué par les tribunaux.

Art. 116 — Les semis et plantations de bois, sur les sommets ou pentes des montagnes et sur les dunes, seront exempts de tout impôt pendant trente ans. Les bois et forêts incendiés seront exempts de tout impôt pendant dix ans pour la partie qui aura été détruite par l'incendie, dans le cas où l'incendie ne serait pas le fait du propriétaire.

TITRE VII

POLICE ET CONSERVATION DES BOIS ET FORÊTS

Section I. — Dispositions applicables à tous les bois.

Art. 117. — Quiconque aura brisé, détruit, déplacé ou fait disparaître les bornes ou clôtures quelconques servant à limiter les forêts ou les cantons forestiers sera puni d'une amende de 500 fr. — S'il y a eu destruction, déplacement ou enlèvement d'une suite de bornes ou d'une grande longueur de clôture, un emprisonnement de trois jours à trois mois pourra, en outre, être prononcé. Le tout sans préjudice des dommages-intérêts. — Dans tous les cas, il y aura lieu à la restitution des objets enlevés et à la remise des lieux en état. — L'emprisonnement sera obligatoire en cas de récidive.

Art. 118. — Toute extraction ou enlèvement non autorisé de pierres, sable, minerai, terre ou gazon, bruyère, genêts, herbages, feuilles vertes ou mortes, engrais existant sur le sol des forêts, glands et autres fruits et semences des bois et forêts, donnera lieu à des amendes de 2 à 5 fr. par bête attelée, de 1 à 2 fr. 50 par bête de somme et de 1 fr. par charge d'homme. — En cas de récidive, le maximum de l'amende sera toujours appliqué et un emprisonnement de un à trois jours pourra en outre être prononcé.

Art. 119. — Il n'est point dérogé au droit conféré à l'administration des ponts et chaussées et au service vicinal d'indiquer les lieux où doivent être faites les extractions de matériaux pour les travaux publics : néanmoins, les entrepreneurs qui auront fait ces extractions seront tenus envers l'État, les communes ou les établissements publics, comme envers les particuliers, de payer toutes les indemnités de droit et d'observer toutes les formes prescrites par les lois et règlements en cette matière.

Art. 120. — Quiconque aura labouré dans les bois et forêts sera condamné à une amende calculée à raison de 50 fr. au moins et de 200 fr. au plus par hectare, sans toutefois qu'elle puisse descendre au-dessous de 10 fr. — En cas de récidive, le maximum de l'amende sera toujours appliqué, et un emprisonnement de huit jours, au plus, pourra, en outre, être prononcé.

Art. 121. — Quiconque sera trouvé de nuit dans les bois et forêts, hors des routes et chemins ordinaires, avec serpes, haches, cognées, scies ou autres instruments de même nature, sera condamné à une amende de 5 à 10 fr. et à la confiscation desdits instruments. — Le maximum de l'amende sera appliqué en cas de récidive.

Art. 122. — Ceux dont les voitures, bestiaux, animaux de charge ou de monture, seront trouvés dans les forêts, hors des routes et chemins ordinaires, seront condamnés, savoir : — A une amende de 5 à 10 fr. pour chaque voiture trouvée dans les bois de dix ans et au-dessus, de 10 à 20 fr. si les bois sont au-dessous de cet âge ; — Et, par chaque tête ou espèce de bestiaux non attelés, aux amendes fixées pour délit de parcours par l'art. 177. — Le tout sans préjudice des dommages-intérêts. — L'amende maxima sera toujours appliquée en cas de récidive.

Art. 123. — Il est défendu de porter ou d'allumer du feu, en dehors des habitations et des bâtiments d'exploitation, dans l'intérieur et à la distance de 200 mètres des bois et forêts. — Du 1er juillet au 31 octobre cette interdiction est applicable même aux propriétaires des bois et forêts, et s'étend à la fabrication du charbon, à l'extraction du goudron et à la distillation de la résine. — Toutefois, pendant la période du 1er novembre au 30 juin, les propriétaires des bois et forêts ou leurs ayants droit sont autorisés, quelle que soit la distance de la propriété voisine et pourvu qu'elle soit séparée de leur bois par une tranchée ouverte et entretenue, conformément à l'article ci-après, à établir des charbonnières et fours pour l'extraction du goudron et de la résine, à allumer du feu dans leurs ateliers, ainsi qu'à incinérer, en tas, les broussailles et les rémanents de leurs exploitations. — L'emploi du feu dans les habitations, bâtiments d'exploitation, abris, camps, chantiers ou ateliers situés en forêt dans la zone de 200 mètres sera soumis, pendant la période du 1er juillet au 31 octobre, aux prescriptions des règlements et arrêtés à intervenir en exécution de la présente loi.

Art. 124 — Tout propriétaire d'un terrain en nature de bois ou forêt qui ne serait pas débroussaillé ou de landes peuplées de morts-bois, pourra être contraint par le propriétaire d'un terrain limitrophe de même nature à l'ouverture et à l'entretien, pour sa part, sur les limites des deux fonds contigus, d'une tranchée débarrassée de toute broussaille, de tous bois d'essence résineuse et maintenue en parfait état de débroussaillement. Cette tranchée, dont la largeur pourra varier de 10 à 100 mètres, sera établie par moitié, sur chacun des fonds limitrophes, d'accord entre les propriétaires intéressés, et, en cas de désaccord, par le préfet, le conservateur des eaux et forêts entendu. — Les actions concernant l'ouverture et l'entretien des tranchées de protection seront exercées instruites et jugées comme les actions en bornage.

Art. 125. — Les mises à feu, ainsi que l'incinération des végétaux sur pied, seront soumises aux prescriptions des règlements et arrêtés à intervenir en exécution de la présente loi. — La mise à feu n'aura lieu qu'avec l'autorisation des agents des eaux et forêts et sous la surveillance des préposés, s'il s'agit de terrains situés à moins de 200 mètres des bois et forêts, pour la période du 1er novembre au 20 juin, et à moins de 500 mètres entre le 1er juillet et le 31 octobre.

Art. 126. — Dans le cas où, malgré l'observation des précautions imposées par les articles précédents, le feu viendrait à s'étendre aux propriétés voisines, le promoteur de la mise à feu sera passible, s'il y a lieu, de tous dom-

mages-intérêts. — Quiconque, ayant mis le feu en contravention aux dispositions des articles qui précèdent, aura incendié les propriétés voisines, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans. Dans ce cas, l'art. 453 C. pén. sera applicable.

Art. 127. — Dans les régions forestières, les populations indigènes rurales et, en général, tous les usagers, seront, pendant la période du 1er juillet au 1er novembre, astreints, sous les pénalités édictées par l'art. 136, à un service de surveillance qui sera réglé par arrêté du gouverneur général de l'Algérie. — Ce service de surveillance sera obligatoire pour les usagers et, à leur défaut, pour tous les hommes valides habitant les communes ou sections de communes limitrophes des forêts. Il ne sera pas nécessairement rétribué.

Art. 128. — Pendant la période de surveillance, le gouverneur général pourra faire envoyer en forêt des détachements commandés par des officiers ou des sous-officiers, pour concourir, avec les agents des eaux et forêts, à l'exécution des mesures légalement prises contre les incendies. — Les officiers et sous-officiers délégués seront placés auprès de l'autorité administrative locale et investis des attributions de police judiciaire qui appartiennent à la gendarmerie. Les règlements de cette arme leur seront applicables dans leurs rapports avec les autorités administratives et judiciaires.

Art. 129 — Tout Européen ou indigène requis pour combattre un incendie et qui aura refusé son concours sans motifs légitimes sera puni des peines portées à l'art 136. — En ce qui concerne les populations indigènes, la réquisition sera réputée valablement faite, lorsqu'elle aura été adressée au chef de groupe (cheik, adjoint, garde champêtre, ouakhaf), par un agent quelconque de l'autorité administrative, ou par un agent ou préposé du service des eaux et forêts, ou même par un garde particulier assermenté. — Les usagers seront, en outre, punis, pendant trois mois au moins et cinq ans au plus, de la privation de leurs droits d'usage, laquelle sera prononcée par le juge de paix.

Art. 130. — En tout territoire civil ou militaire, indépendamment des condamnations individuelles encourues par les auteurs ou complices des crimes, délits ou contraventions, relatifs aux incendies de forêts, les tribus, douars ou fractions pourront être frappés d'amendes collectives dans les formes et suivant les conditions ci-après : — Ces amendes seront prononcées par le gouverneur général, en conseil de gouvernement, sur le vu des procès-verbaux, rapports et propositions de l'autorité administrative locale et du service des eaux et forêts, les chefs de tribus ou de douars préalablement entendus. — Le produit de ces amendes sera versé au trésor. Il pourra être affecté, en tout ou en partie, à la réparation du préjudice causé par les incendies. Dans ce cas, le gouverneur général dressera l'état de répartition et le notifiera aux parties lésées ; le recours au conseil d'État sera ouvert à celles-ci dans le délai de deux mois, à partir de la notification, contre les décisions prises par le gouverneur général à leur égard. — Lorsque les incendies, par leur simultanéité ou leur nature, dénoteront de la part des indigènes un concert préalable, ils pouront être assimilés à des faits insurrectionnels et, en conséquence, donner lieu à l'application du séquestre, conformément aux dispositions actuellement en vigueur de l'ordonnance royale du 31 octobre 1845.

Art. 131. — Tout parcours au profit des usagers est interdit pendant six ans au moins sur toute l'étendue des bois et forêts incendiés, sous les peines portées à l'art. 177, § 2, de la présente loi. — Dans les bois particuliers, cette interdiction pourra, après consultation du service des eaux et forêts, être levée par le gouverneur général, sur la demande du propriétaire.

Art. 132. — Les compagnies concessionnaires ou fermières de chemins de fer ou de tramways à vapeur établis dans l'intérieur ou sur le périmètre des bois et forêts ne devront laisser subsister sur les emprises des voies aucune

herbe ou végétation herbacée du 1er juin au 1er novembre, sous peine d'une amende de 16 à 300 fr. — Il pourra être, en outre, établi le long des voies des tranchées débarrassées de toutes broussailles et, s'il est reconnu nécessaire, de tous bois d'essence résineuse et constamment maintenues en bon état d'entretien. Ces tranchées auront une largeur de vingt mètres à partir de l'emprise de la voie et devront être exécutées dans les six mois de la décision administrative qui en ordonnera l'exécution. — Les travaux d'établissement des tranchées seront exécutés par les compagnies et à leurs frais. A défaut, elles seront punies des peines édictées au paragraphe 1er, et il leur sera fait application de l'art. 42 de la présente loi. — Dans le mois qui suivra l'établissement des tranchées, les propriétaires pourront enlever tout ou partie des produits, les compagnies restant chargées de faire disparaître le surplus. S'il y a lieu à indemnité, elle sera réglée à dire d'expert et, en cas de contestation, par le conseil de préfecture.

Art. 133. — En cas d'incendie, la direction des secours appartiendra à l'agent des eaux et forêts français le plus élevé en grade, présent sur les lieux et, à son défaut, au maire ou à l'administrateur. A défaut d'agents des eaux et forêts, de maire ou d'administrateur, le préposé des eaux et forêts le plus élevé en grade prendra la direction des secours. — Les mêmes personnes, dans le cas où il sera reconnu nécessaire d'établir le contre-feu, ordonneront et dirigeront cette opération.

Art. 134. — Des arrêtés du gouverneur général pris en conseil de gouvernement, détermineront les conditions de l'exploitation, du colportage, de la vente et de l'exploitation des lièges, écorces à tan, charbons, bois et cendres de bois, alfa, produit résineux des forêts et brins destinés à la fabrication des cannes. — Ceux qui auront contrevenu à ce règlement seront punis d'une amende de 1 à 100 fr.; ils pourront, en outre, être passibles de un à cinq jours de prison et de la confiscation des produits, sans préjudice de l'application de l'art. 142 de la présente loi. — En cas de récidive, l'emprisonnement sera obligatoire.

Art. 135. — Aucune exploitation ou aucun abatage d'arbres ne pourra avoir lieu dans les dayas sans autorisation du gouverneur général ou de son délégué.

Art. 136. — Toute contravention aux art. 123, 124, 125, 129 et 134 de la présente loi, ou aux prescriptions des arrêtés rendus pour leur exécution, sera punie d'une amende de 20 à 500 fr. et pourra l'être, en outre, d'un emprisonnement de six jours à six mois, sans préjudice, en cas d'incendie, des peines portées à l'art. 126 de la présente loi et de tous dommages-intérêts s'il y a lieu.

Section II. — Dispositions applicables seulement aux bois et forêts soumis au régime forestier.

Art. 137. — Aucun établissement industriel, se servant du feu ou exigeant un dépôt de matières combustibles, ne pourra être établi dans l'intérieur ou à moins de 500 mètres des forêts, sans l'autorisation du préfet, à peine d'une amende de 100 à 500 fr. et de la démolition des établissements.

Art. 138. — En dehors des agglomérations indigènes actuellement existantes, aucune tente ou gourbi, aucun bâtiment couvert ou revêtu de chaume, diss ou toute autre matière inflammable, ne pourra être établi dans l'intérieur et à moins de 100 mètres des bois et forêts, à peine d'une amende de 5 à 50 fr. et de la démolition dans le mois à dater du jour du jugement qui l'aura ordonné. — Dans les enclaves d'une étendue trop faible pour que la disposition précédente puisse y être appliquée, la distance entre les habitations et la limite de la forêt pourra être abaissée à 50 mètres, sans autorisation, et au-dessous de ce chiffre, sur autorisation donnée par le sous-préfet, sur

avis conforme du service des eaux et forêts, mais à condition que le sol, dans l'espace compris entre les habitations et la limite de la forêt, soit débarrassé des essences résineuses et de toute matière inflammable et maintenu en parfait état de débroussaillement.

TITRE VIII

DES POURSUITES EN RÉPARATION DE DÉLITS ET CONTRAVENTIONS

Section I. — Des poursuites exercées au nom de l'administration des eaux et forêts.

Art. 139. — L'administration des eaux et forêts est chargée, tant dans l'intérêt de l'État que dans celui des autres propriétaires de bois et forêts soumis au régime forestier, des poursuites en réparation de délits et contraventions commis dans ces bois et forêts. — Elle est également chargée de la poursuite en réparation des délits et contraventions prévus aux art. 98, 104, 123, 125, 126, 127, 129, 131 et 134. — Les actions et poursuites seront exercées par les agents des eaux et forêts au nom de l'administration des eaux et forêts, sans préjudice du droit qui appartient au ministère public.

Art. 140. — L'administration des eaux et forêts est autorisée à transiger avant jugement définitif sur les délits et contraventions qu'elle est chargée de poursuivre en vertu de l'article précédent. — Elle est également autorisée à transiger, même après jugement, en ce qui concerne les réparations civiles et les amendes.

Art. 141. — Les agents et préposés des eaux et forêts recherchent et constatent par procès-verbaux les délits et contraventions, savoir : les agents, dans toute l'étendue du territoire pour lequel ils sont commissionnés, et les préposés, dans l'arrondissement du tribunal près duquel ils sont assermentés.

Art. 142. — Les préposés sont autorisés à saisir les bestiaux trouvés en délit et les instruments, voitures et attelages des délinquants, et à les mettre en séquestre. Ils suivront les objets enlevés par les délinquants jusque dans les lieux où ils auront été transportés et les mettront également en séquestre. — Ils ne pourront, néanmoins, s'introduire dans les maisons, cours et enclos, si ce n'est en présence soit du juge de paix ou de son suppléant, soit du maire ou de son adjoint, soit du commissaire de police, et en outre, en ce qui concerne les indigènes, soit de l'adjoint indigène, soit du chef de groupe, cheik ou ouakhaf.

Art. 143. — Les fonctionnaires dénommés en l'article précédent ne pourront se refuser à accompagner sur-le-champ les préposés, lorsqu'ils en seront requis par eux pour assister à des perquisitions. — Ils seront tenus, en outre, de signer le procès-verbal du séquestre ou de la perquisition faite en leur présence, sauf au préposé, en cas de refus de leur part, à en faire mention au procès-verbal.

Art. 144. — Les préposés arrêteront et conduiront devant le juge de paix ou devant le maire, ou devant le chef de la tribu ou du douar, s'il s'agit d'un indigène, tout inconnu qu'ils auront surpris en flagrant délit.

Art. 145. — Les agents et les préposés de l'administration des eaux et forêts ont le droit de requérir directement la force publique pour la répression des délits et contraventions en matière forestière, ainsi que pour la recherche et la saisie des produits forestiers enlevés en délit, vendus en fraude ou colportés en contravention des arrêtés du gouverneur général prévus à l'art. 134.

Art. 146. — Les agents et préposés écriront eux-mêmes leurs procès-verbaux et les signeront, le tout sous peine de nullité. — Si, par suite d'un empêchement quelconque, le procès-verbal est seulement signé par le garde, mais non écrit en entier de sa main, ce procès-verbal devra en faire mention et sera soumis à la formalité de l'affirmation dans le délai de trois jours, par

devant le juge de paix du canton ou l'un de ses suppléants, ou par devant le maire ou l'adjoint, soit de la commune de sa résidence, soit de celle où le délit a été commis ou constaté, sous peine de nullité. — L'officier public qui recevra l'affirmation devra préalablement donner au préposé lecture du procès-verbal et faire ensuite mention de cette formalité, sous peine de nullité. — Dans le cas où le procès-verbal portera saisie, il en sera fait, aussitôt après la clôture, une expédition qui sera déposée dans les trois jours au greffe de la justice de paix, afin qu'il puisse en être donné communication à ceux qui réclameraient des objets saisis.

Art. 147. — Les juges de paix ne pourront donner mainlevée provisoire des objets saisis, à la charge du payement des frais du séquestre et moyennant bonne et valable caution. — En cas de contestation sur la solvabilité de la caution, il sera statué par le juge de paix.

Art. 148. — Toute saisie sera notifiée au propriétaire par l'agent ou préposé des eaux et forêts dans le délai de trois jours. — Si les objets ou bestiaux saisis ne sont pas réclamés dans les cinq jours qui suivront la saisie, ou s'il n'est pas fourni bonne et valable caution, le juge de paix en ordonnera la vente aux enchères au marché le plus voisin. — Si le propriétaire des objets ou bestiaux est inconnu, la vente pourra être ordonnée cinq jours après la saisie. Il y sera procédé à la diligence du receveur des domaines qui la fera publier vingt-quatre heures à l'avance. — Les frais de séquestre et de vente seront taxés par le juge de paix et prélevés sur le produit de la vente. Le surplus restera déposé entre les mains du receveur des domaines pour être attribué à qui de droit. — Si la réclamation n'a lieu qu'après la vente, le propriétaire n'aura droit qu'à la restitution du produit net de la vente, tous frais déduits, dans le cas où cette restitution serait ordonnée par jugement.

Art. 149. — Les procès-verbaux seront, à peine de nullité, enregistrés dans les quatre jours qui suivront l'affirmation ou la clôture, lorsqu'un receveur de l'enregistrement réside dans la localité habitée par le rédacteur du procès-verbal. Dans le cas contraire, ce délai est porté à dix jours. — Il est de quinze jours, dans tous les cas, en territoire militaire. — L'enregistrement se fera en débet.

Art. 150. — Toutes les actions et poursuites exercées à la requête de l'administration des eaux et forêts sont portées, suivant le cas, devant les tribunaux correctionnels ou les juges de paix dont la compétence est déterminée par les décrets des 19 août 1854, 29 mars 1902 et 28 mai 1902.

Art. 151. — Les préposés de l'administration des eaux et forêts pourront, dans les actions et poursuites exercées en son nom, faire toutes citations et significations d'exploits, sans pouvoir procéder aux saisies-exécutions. — L'acte de citation doit, à peine de nullité, contenir la copie du procès-verbal. — La rétribution des préposés pour ces actes, en cas de déplacement, sera calculée d'après le tarif applicable aux actes faits par les huissiers près les justices de paix.

Art. 152. — Les agents des eaux et forêts ont le droit d'exposer l'affaire devant le tribunal et sont entendus à l'appui de leurs conclusions.

Art. 153. — Les délits ou contraventions en matière forestière seront prouvés soit par procès-verbaux, soit par témoins, à défaut de procès-verbaux ou en cas d'insuffisance de ces actes.

Art. 154. — Les procès-verbaux, revêtus de toutes les formalités prescrites par les art. 146 et 149, et qui seront écrits et signés par deux agents ou préposés des eaux et forêts français, font preuve, jusqu'à inscription de faux, des faits matériels relatifs aux délits et contraventions qu'ils constatent, quelles que soient les condamnations auxquelles ces délits et contraventions peuvent donner lieu. Il ne sera, en conséquence, admis aucune preuve outre ou contre le contenu de ces procès-verbaux, à moins qu'il n'existe une cause légale de récusation contre l'un des signataires.

Art. 155. — Les procès-verbaux revêtus de toutes les formalités prescrites, mais qui ne seront dressés et signés que par un seul agent ou préposé des eaux et forêts français, feront de même preuve jusqu'à inscription de faux, mais seulement lorsque le délit ou la contravention n'entraînera pas une condamnation de plus de 100 fr., tant pour amende que pour dommages-intérêts. — Lorsqu'un de ces procès-verbaux constatera à la fois contre divers individus des délits et contraventions distincts et séparés, il n'en fera pas moins foi, aux termes du présent article, pour chaque délit ou contravention qui n'entraînerait pas une condamnation de plus de 100 fr., tant pour amende que pour dommages-intérêts, quelle que soit la quotité à laquelle pourraient s'élever toutes les condamnations réunies.

Art. 156. — Les procès-verbaux qui, d'après les dispositions qui précèdent, ne font point foi et preuve suffisante jusqu'à inscription de faux, et les procès-verbaux dressés par les gardes indigènes peuvent être corroborés et combattus par toutes les preuves légales, conformément à l'art. 154 C. inst. crim.

Art. 157. — Le prévenu qui voudra s'inscrire en faux contre un procès-verbal sera tenu d'en faire, en personne ou par un fondé de pouvoir spécial par acte notarié, la déclaration au greffe du tribunal ou de la justice de paix avant l'audience indiquée par la citation. — Cette déclaration sera reçue par le greffier et signée par le prévenu ou son fondé de pouvoir ; dans le cas où il ne saurait ou ne pourrait signer, il en sera fait mention expresse. — Au jour fixé pour l'audience, le tribunal donnera acte de la déclaration et fixera un délai de trois jours au moins et de huit jours au plus, pendant lequel le prévenu sera tenu de faire au greffe le dépôt des moyens de faux et des noms, qualités et demeures des témoins qu'il voudra faire entendre. — A l'expiration de ce délai, et sans qu'il soit besoin d'une citation nouvelle, le tribunal admettra les moyens de faux s'ils sont de nature à détruire l'effet du procès-verbal, et il sera procédé sur le faux conformément aux lois. — Dans le cas contraire, ou faute par le prévenu d'avoir rempli toutes les formalités ci-dessus prescrites, le tribunal déclarera qu'il n'y a lieu à admettre les moyens de faux et ordonnera qu'il soit passé outre au jugement.

Art. 158. — Le prévenu contre lequel aura été rendu un jugement par défaut sera admissible à faire sa déclaration d'inscription en faux, pendant le délai qui lui est accordé par la loi pour se présenter à l'audience sur l'opposition par lui formée.

Art. 159. — Lorsqu'un procès-verbal sera dirigé contre plusieurs prévenus et qu'un ou quelques-uns seulement d'entre eux s'inscriront en faux, le procès-verbal continuera de faire foi à l'égard des autres, à moins que le fait sur lequel portera l'inscription de faux ne soit indivisible et commun aux autres prévenus.

Art. 160. — Si, dans une instance en réparation de délit ou de contravention, le prévenu excipe d'un droit de propriété ou autre droit réel, le tribunal saisi statuera sur l'incident en se conformant aux règles suivantes : — L'exception préjudicielle ne sera admise qu'autant qu'elle sera fondée soit sur un titre apparent, soit sur des faits de possession équivalents, personnels au prévenu ou à ses auteurs, et par lui articulés avec précision, et si le titre produit ou les faits articulés sont de nature, dans le cas où ils seraient reconnus par l'autorité compétente, à ôter au fait qui sert de base aux poursuites tout caractère de délit ou de contravention. — Dans le cas de renvoi à fins civiles, le jugement fixera un bref délai, dans lequel la partie qui aura élevé la question préjudicielle devra saisir les juges compétents de la connaissance du litige et justifier de ses diligences ; sinon il sera passé outre. Toutefois, en cas de condamnation, il sera sursis à l'exécution du jugement sous le rapport de l'emprisonnement, s'il était prononcé, et le montant des amendes, restitutions et dommages-intérêts, sera versé à la caisse des dépôts et consi-

gnations pour être remis à qui il sera ordonné par le tribunal qui statuera sur le fond du droit.

Art. 161. — Les agents de l'administration des eaux et forêts peuvent, en son nom, interjeter appel des jugements et se pourvoir contre les arrêts et jugements en dernier ressort, mais ils ne peuvent se désister de leurs appels sans l'autorisation spéciale du gouverneur général.

Art. 162. — Le droit attribué à l'administration des eaux et forêts et à ses agents de se pourvoir contre les jugements et arrêts par appel ou par recours en cassation, est indépendant de la même faculté qui est accordée par la loi au ministère public, lequel peut toujours en user, même lorsque l'administration ou ses agents auraient acquiescé aux jugements et arrêts.

Art. 163. — Les actions en réparation de délits et contraventions en matière forestière se prescrivent par six mois à compter du jour où les délits et contraventions ont été constatés, sans préjudice, à l'égard des adjudicataires et entrepreneurs de coupes, des dispositions contenues aux art. 48, 49, 51, 52 et 73 de la présente loi.

Art. 164. — Les actions ayant pour objet les défrichements de bois ou broussailles effectuées en contravention des dispositions inscrites à l'art. 98 se prescrivent par deux ans à dater de l'époque où le défrichement aura été effectué.

Art. 165. — Les dispositions de l'art. 163 ne sont point applicables aux contraventions, délits et malversations commis par des agents ou préposés de l'administration des eaux et forêts dans l'exercice de leurs fonctions ; les délais de prescription à leur égard ou à l'égard de leurs complices sont ceux déterminés par le Code d'instruction criminelle.

Art. 166. — Les dispositions du Code d'instruction criminelle, sur la poursuite des délits et contraventions, sur les citations et délais, sur les défauts, oppositions, jugements, appels et recours en cassation, sont et demeurent applicables à la poursuite des délits et contraventions spécifiées par la présente loi, sauf les modifications qui résultent du présent titre.

Section II. — De la poursuite des délits et contracentions commis dans les bois non soumis au régime forestier.

Art. 167. — Les délits et contraventions commis dans les bois non soumis au régime forestier sont recherchés et constatés, tant par les préposés forestiers, domaniaux ou particuliers que par les gardes champêtres, les gendarmes et, en général, par tous les officiers de police judiciaire. — Les procès-verbaux dressés par les préposés domaniaux feront foi, comme il est dit aux art. 154 et 155 de la présente loi. Ceux des gardes particuliers français feront foi jusqu'à preuve contraire. Ceux des gardes particuliers indigènes ne seront admis que comme procès-verbaux de renseignements. La foi due aux procès-verbaux dressés par les officiers de police judiciaire, les gendarmes et les gardes-champêtres, est celle déterminée par la législation qui leur est applicable. — Ces procès-verbaux, à l'exception de ceux dressés par les gardes particuliers, seront enregistrés en débet.

Art. 168. — Les dispositious contenues aux art. 142, 143, 144, 147, 148, 149, 160, 163 et 166 ci-dessus seront applicables à la poursuite des délits et contraventions commis dans les bois non soumis au régime forestier. — Les dispositions de l'art. 146 seront applicables à la rédaction des procès-verbaux dressés par les gardes particuliers, lorsqu'ils pourront écrire eux-mêmes leurs procès-verbaux. S'ils ne le peuvent, ces procès-verbaux, rédigés par un tiers, sont soumis à la formalité de l'affirmation et enregistrés dans les délais fixés par les art. 146 et 149.

Art. 169. — Les procès-verbaux dressés par les gardes particuliers seront, dans le délai de dix jours à dater de l'enregistrement, remis au procureur de

la République ou au juge de paix, suivant leur compétence respective. — Ceux qui sont dressés par les préposés domaniaux seront, après l'accomplissement des formalités prescrites par la présente loi, transmis dans le même délai par l'inspecteur des eaux et forêts au procureur de la République, qui, seul, exerce les poursuites.

Art. 170. — Il est statué sur les délits et contraventions commis dans les bois et forêts appartenant à des particuliers suivant les règles de compétence indiquées à l'art. 150.

TITRE IX

DES PEINES ET CONDAMNATIONS POUR TOUS LES BOIS ET FORÊTS EN GÉNÉRAL

Art. 171. — La coupe ou l'enlèvement d'arbres ayant, à un mètre du sol, deux décimètres de tour et au-dessus, donnera lieu, par pied d'arbre, à une amende de 1 franc au moins, qui ne pourra être inférieure à la valeur de l'arbre. — En cas de récidive, l'amende ne pourra être inférieure au double de la valeur de l'arbre. — Il pourra, en outre, être prononcé un emprisonnement de trois mois au plus. — Le procès-verbal constatant le délit devra faire mention du nombre et de la grosseur des arbres coupés ou enlevés, ou indiquer les circonstances qui n'ont pas permis de relever ces indications. — Les dommages-intérêts seront fixés par le tribunal d'après les données du procès-verbal et les éléments de la cause, sans pouvoir être inférieurs au minimum déterminé par l'art. 180.

Art. 172. — L'amende pour coupe, arrachage ou enlèvement de bois ayant moins de 2 décimètres de tour sera, pour chaque charretée, de 3 à 10 fr. par bête attelée, de 2 à 5 fr. pour chaque charge de bête de somme, de 50 cent. à 2 fr. par fagot, fouée ou charge d'homme. Il pourra, en outre, être prononcé un emprisonnement de cinq jours au plus. — S'il s'agit d'arbres semés ou plantés dans les forêts depuis moins de cinq ans, la peine sera d'une amende de 3 à 6 fr. par chaque arbre, qu'elle qu'en soit la grosseur et, en outre, d'un emprisonnement de quinze jours au plus. — En cas de récidive, le maximum de l'amende sera toujours appliqué.

Art. 173. — Ceux qui, dans les bois et forêts, auront ébouppé, écorcé ou mutilé des arbres, ou qui en auront coupé les principales branches, seront punis comme s'ils les avaient abattus par le pied.

Art. 174. — Ceux qui, dans les bois et forêts, auront extrait ou enlevé du liège de reproduction, et ceux qui en seront détenteurs en contravention aux arrêtés rendus par le gouverneur général, en exécution de l'art. 134 de la présente loi, seront condamnés à une amende de 20 fr. au moins et de 40 fr. au plus par quintal de liège, proportionnellement à la quantité enlevée ou détenue, et à l'emprisonnement de quinze jours à six mois. — Ceux qui auront enlevé du liège mâle, sans endommager l'arbre, seront punis d'une amende qui ne pourra pas être inférieure à 10 cent. ni excéder 1 fr. par pied d'arbre. — Ceux qui, en enlevant du liège mâle, aurout blessé l'arbre, seront punis des peines portées à l'art. 172. — En cas de récidive, le maximum de l'amende sera toujours appliqué.

Art. 175. — Quiconque enlèvera des chablis et bois de délit sera condamné aux mêmes amendes et restitutions que s'il les avait abattus sur pied.

Art. 176. — Dans le cas d'enlèvement frauduleux de bois ou d'autres productions du sol des forêts, il y aura toujours lieu, outre les amendes, à la restitution des objets enlevés ou de leur valeur et, de plus, selon les circonstances, à des dommages-intérêts. — Les scies, haches, serpes, cognées et autres instruments de même nature, dont les délinquants et leurs complices seront munis, seront confisqués.

Art. 177. — Les propriétaires d'animaux trouvés de jour en délit dans les bois de dix ans et au-dessus seront condamnés à une amende de : — 20 cent. à 1 fr. pour un cochon, une bête à laine ou un veau ; 40 cent. à 2 fr. pour un

bœuf, une vache, une chèvre ou une bête de somme ; 1 fr. à 5 fr. pour un chameau. — Si les bois ont moins de dix ans, l'amende sera de 50 cent. à 2 fr. pour un cochon, une bête à laine ou un veau ; de 80 cent. à 4 fr. pour un bœuf, une vache, une chèvre ou une bête de somme ; de 2 à 10 fr. pour un chameau. — Le tout sans préjudice, s'il y a lieu, des dommages-intérêts. — Il pourra, en outre, être prononcé contre le berger un emprisonnement de cinq jours à deux mois. — En cas de récidive ou si le délit est commis la nuit, le maximum de l'amende sera appliqué.

Art. 178. — Ceux qui auront contrefait ou falsifié les marques des particuliers, ou qui auront fait usage de marques contrefaites ou falsifiées ; ceux qui, s'étant indûment procuré les vrais marques, en auront fait une application ou un usage préjudiciable aux intérêts et aux droits des particuliers, seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans.

Art. 179. — Il y a récidive lorsque, dans les douze mois qui précèdent le jour où un délit a été commis, il a été rendu contre le délinquant ou contrevenant un premier jugement pour délit ou contravention forestière.

Art. 180. — Dans tous les cas où il y aura lieu à adjuger des dommages-intérêts, ils ne pourront être inférieurs à l'amende prononcée par le tribunal.

Art. 181. — En dehors du cas prévu à l'art. 126 de la présente loi, l'art. 463 C. pén. ne sera pas applicable aux matières réglées par la présente loi, non plus que la loi du 26 mars 1891.

Art. 182. — Les restitutions et dommages-intérêts appartiennent aux propriétaires ; les amendes et confiscations appartiennent toujours à l'État.

Art. 183. — Dans tous les cas où les ventes et adjudications seront déclarées nulles pour cause de fraude ou collusion, l'acquéreur ou adjudicataire, indépendamment des amendes et dommages-intérêts prononcés contre lui, sera condamné à restituer les bois déjà exploités ou à en payer la valeur sur le pied du prix d'adjudication ou de vente.

Art. 184. — Les maris, pères, mères et tuteurs, et, en général, tous maîtres et commettants, seront civilement responsables des délits ou contraventions commis par leurs femmes, enfants mineurs et pupilles, demeurant avec eux et non mariés, ouvriers, voituriers et autres subordonnés, sauf tout recours de droit. — Cette responsabilité sera réglée conformément au paragraphe dernier de l'art. 1384 C. civ. et s'étendra aux restitutions, dommages-intérêts et frais.

Art. 185. — Il y aura lieu à l'application du Code pénal dans tous les cas non spécifiés par la présente loi.

TITRE X

DE L'EXÉCUTION DES JUGEMENTS

Section I. — Des jugements concernant les délits et contraventions commis dans les bois soumis au régime forestier.

Art. 186. — Les jugements rendus à la requête de l'administration des eaux et forêts ou sur la poursuite du ministère public seront signifiés par simple extrait contenant le nom et le domicile des parties et le dispositif du jugement. — Cette signification fera courir les délais de l'opposition et de l'appel des jugements.

Art. 187. — Le recouvrement des amendes forestières est confié au receveur des contributions diverses. — Les receveurs sont également chargés du recouvrement des restitutions, frais et dommages-intérêts résultant des jugements rendus pour délits et contraventions dans les bois soumis au régime forestier. — L'administration des eaux et forêts pourra admettre tous les délinquants à se libérer des amendes, réparations civiles et frais, au moyen

de prestations en nature consistant en travaux d'entretien ou d'amélioration dans les forêts ou sur les chemins vicinaux. — Le conseil général fixe par commune la valeur de la journée de prestation. — La prestation pourra être fournie en tâche. — Si les prestations ne sont pas fournies dans le délai fixé par les agents des eaux et forêts, il sera passé outre à l'exécution des poursuites.

Art. 188. — La contrainte par corps est exercée, en matière forestière, conformément à la loi du 22 juillet 1867. La durée en est fixée par le jugement, dans la limite de huit jours à six mois. Cette durée peut aller jusqu'à une année, si le condamné est en état de récidive.

Section II. — Des jugements concernant les délits et contraventions commis dans les bois non soumis au régime forestier.

Art. 189. — Les jugements contenant des condamnations en faveur des particuliers, pour réparation des délits ou contraventions commis dans leurs bois, seront, à leur diligence, signifiés et exécutés suivant les mêmes formes et voies de contrainte que les jugements rendus à la requête de l'administration des eaux et forêts. — Le recouvrement des amendes sera effectué par les receveurs des contributions diverses. — Les délinquants insolvables pourront être admis à se libérer comme il est dit à l'art. 187, mais seulement en ce qui concerne les amendes et les frais avancés par l'État. — En ce cas, les prestations en nature devront être exécutées sur les chemins vicinaux dépendant de la commune sur le territoire de laquelle le délit aura été commis.

TITRE XI

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 190. — Sont et demeurent abrogés, les lois, ordonnances, décrets et arrêtés intervenus sur les matières réglées par la présente loi, en tout ce qu'ils ont de contraire à ses dispositions et sous réserve des droits acquis antérieurement, et notamment les lois des 21 mai 1827, 4 mai 1837, 18 juin 1859, 23 novembre 1883 (en ce qui concerne l'Algérie), 17 juillet 1874, 9 décembre 1885. Sont de même abrogés les ordonnances, décrets et arrêtés intervenus sur les matières réglées par la présente loi en tout ce qu'ils ont de contraire à ses dispositions et sous réserve des droits acquis antérieurement, notamment les ordonnances des 1er août 1827, 23 juin 1830, 10 mars 1831, 20 mai 1837, 10 juin 1840, 24 août 1840, 4 décembre 1844, 23 mars 1845, 5 février 1846, 13 janvier 1847 (en ce qui concerne l'Algérie), les décrets des 2 avril 1854, 19 mai 1857, 18 octobre 1858, 21 décembre 1859, 22 décembre 1879, 17 février 1888, 19 mars 1891 (en ce qui concerne l'Algérie), les décrets des 17 octobre 1861, 26 août 1881 et 18 août 1886.

6 août 1902. — Décret relatif aux attributions de bourses dans les lycées et collèges de jeunes filles de l'Algérie.

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts ; — Vu les décrets des 6 et 9 août 1895, relatifs aux bourses dans les lycées et collèges de garçons et de jeunes filles ; — Vu les décrets du 23 août 1898 et du 1er juillet 1899, relatifs aux attributions du gouverneur général de l'Algérie ; — Vu l'avis de la section permanente du conseil supérieur de l'instruction publique ;

Art. 1er. — L'art. 12 du décret du 9 août 1895 est modifié ainsi qu'il suit :

Les bourses nationales de mérite dans les lycées et collèges de jennes filles de l'Algérie sont concédées par décret du président de la République, le gouverneur général ayant le droit de présentation pour la totalité des sommes reconnues disponibles sur le crédit inscrit au budget spécial de l'Algérie. — Par délégation du ministre de l'instruction publique, le gouverneur général nomme les boursières d'essai, sur la proposition du recteur de l'académie d'Alger, après avis de la commission de classement siégeant à Alger.

Art. 2. — Par délégation du ministre, et sur la proposition du recteur, le gouverneur général accorde : — *a)* Des promotions de bourse aux boursières qui justifient de leur inscription au tableau d'honneur visé par l'art. 2 du décret du 9 août 1895; — *b)* Des prolongations d'études à celles qui remplissent les conditions prévues par l'art. 14 du même décret; — *c)* Des dégrèvements de frais de pension ou de trousseau. — Il statue également sur les demandes de transfèrement d'un établissement dans un autre de l'Algérie.

Art. 3. — La déchéance des boursières nationales et des boursières communales est prononcée par le gouverneur général, sur la proposition du recteur.

Art. 4. — Par délégation du ministre, le gouverneur général statue, sur la proposition du recteur : — 1° Sur les demandes de dégrèvements de frais de pension ou de trousseau concernant les boursiers nationaux des lycées et collèges de garçons ; — 2° Sur les demandes d'exemption en faveur de pensionnaires ou d'externes libres dans les lycées de garçons, formées par application de l'art. 18 § 2 du décret du 6 août 1895.

2 décembre 1902. — **Décret** qui modifie le décret du 31 mars 1902 portant création des chambres d'agriculture en Algérie.

Vu le décret du 31 mars 1902 portant création des chambres d'agriculture en Algérie ; — Sur les propositions du gouverneur général de l'Algérie ; — Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et du ministre de l'agriculture ;

Art. 1er. — L'art. 20, § 1er du décret du 31 mars 1902 est ainsi modifié :

« Art. 20. — Les chambres d'agriculture se réunissent deux fois par an, en mars et novembre, en sessions ordinaires qui ne peuvent durer plus de huit jours ; elles fixent elles-mêmes le jour de l'ouverture de leurs sessions et règlent leurs travaux. »

13 décembre 1902. — **Loi** relative aux mesures à prendre contre les incendies de forêts.

Art. 1er. — Le paragraphe numéroté 1° de l'art. 1er de la loi du 21 juin 1865, modifiée par la loi du 22 décembre 1888, est complété comme suit :

Après les mots : « 1° de défense contre la mer, les fleuves, les torrents, les rivières navigables et non navigables », ajouter : « les incendies dans les forêts, landes boisées et landes nues ».

Art. 2. — La loi des 21 juin 1865 et 22 décembre 1888, ainsi complétée, est applicable à l'Algérie, aux colonies et aux pays de protectorat.

5 février 1903. — Arrêté du gouv. gén. relatif aux khodjas et chaouchs des bureaux arabes situés dans les territoires militaires du nord de l'Algérie.

Vu le décret du 23 août 1898, sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie ; — Vu la loi du 24 décembre 1902, sur la constitution des territoires du sud et les dispositions prises pour l'application de cette loi ;

Art. 1er. — Les khodjas et les chaouchs des bureaux arabes situés dans les territoires militaires du nord de l'Algérie sont mis, à partir du 1er janvier 1903, à la disposition des communes mixtes ou indigènes du ressort administratif de ces bureaux.

Art. 2 — Le traitement de ces agents, qui avait été jusqu'ici supporté par le budget de l'Algérie, est, en conséquence, laissé à la charge desdites communes, à partir de la même date. — Il constitue, pour celles-ci, une dépense obligatoire.

Art. 3. — Les khodjas et les chaouchs des bureaux arabes des territoires militaires du nord continueront à figurer dans les cadres des agents de l'administration générale de la colonie et seront considérés comme agents en service détaché. — A ce titre, il leur sera fait application de l'art. 4, § 3, de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles. — Les retenues réglementaires de traitement, auxquelles ils restent par suite, assujettis, seront recouvrées par le trésorier général de l'Algérie, dans les conditions déterminées par l'art. 360 de l'instruction générale des finances du 20 juin 1859.

Art 4. — Les généraux commandant les divisions conservent à l'égard de ces agents les pouvoirs qui leur sont dévolus par les règlements, spécialement par l'instruction réglementaire sur les bureaux arabes du 21 mars 1867, et les circulaires gouvernementales du 16 novembre 1883 et du 23 novembre 1888.

21 février 1903. — Arrêté du gouv. gén. relatif aux modifications apportées aux tableaux annexés à l'arrêté du 5 mai 1902 concernant la population de faubourgs ou annexes de communes des départements de Constantine et d'Oran.

Vu le décret du 27 juin 1893, relatif à l'impôt des licences dont l'art. 13, §§ 1 et 2 est ainsi conçu : — « Pour l'assiette des droits de licence, la population des communes et autres centres est ainsi fixée d'après les résultats du dernier dénombrement quinquennal. — La population totale propre à chaque faubourg ou annexe sera déterminée par arrêté du gouverneur général » ; — Vu le décret du 28 décembre 1901 relatif au dénombrement de la population de la colonie ; — Vu le décret du 23 août 1898, sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie ; — Vu l'arrêté gouvernemental du 5 mai 1902 ; — Considérant que, lors de l'établissement de l'arrêté du 5 mai 1902, plusieurs faubourgs ou annexes des départements d'Oran et de Constantine n'ont pas été considérés comme formant des agglomérations distinctes, bien qu'ils aient en réalité ce caractère ; — Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement ;

Art. 1er. — Les tableaux annexés à l'arrêté gouvernemental du 5 mai 1902 et portant indication de la population propre à chacun des faubourgs ou annexes de communes, sont modifiés, en ce qui concerne les départements de Constantine et d'Oran, conformément aux indications portées sur l'état joint au présent arrêté.

1er mars 1903. — Arrêté du gouv. gén. instituant des primes à la culture de l'olivier.

Vu le décret du 23 août 1898, sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie ; — Vu le décret du 23 mars 1898 relatif aux services de l'agriculture en Algérie ; — Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement ;

Art. 1er. — L'arrêté du 8 mai 1900 instituant des primes à la culture de l'olivier est abrogé et remplacé par les dispositions ci-après :

Art. 2. — Il sera réservé, chaque année, sur le crédit inscrit au budget de l'Algérie sous la rubrique « Encouragements à l'agriculture », une somme dont le montant sera fixé par le gouverneur général et sera affecté en primes à donner aux agriculteurs qui auront créé des olivettes, soit par greffage de sauvageons, soit par plantations. — Le quantum de cette prime, dont le maximum ne pourra dépasser 300 fr. par ayant droit, sera établi au prorata du nombre d'arbres plantés ou greffés, et eu égard aux soins donnés à l'olivette et à sa réussite. — La somme allouée par arbre dont la plantation ou le greffage aura réussi ne pourra pas être supérieure à cinquante centimes.

Art. 3. — Le nombre d'arbres greffés devra être de quarante et celui des arbres plantés de vingt-cinq au minimum, pour avoir droit à la prime.

Art. 4. — Pour bénéficier de la prime, tout cultivateur d'oliviers devra faire, avant le commencement des travaux de plantation ou de greffage, une déclaration écrite à la mairie de la commune sur le territoire de laquelle devront être effectués les travaux. Cette déclaration indiquera la superficie, la situation et l'état actuel des terrains à planter ou le nombre et la situation des sauvageons à greffer.

Art. 5. — Les primes ne seront payées que lorsque les travaux de greffage ou de plantation seront déjà assez anciens pour que leur avenir puisse être sûrement apprécié. A cet effet, le professeur départemental d'agriculture, assisté du maire, de l'administrateur de la commune mixte ou du commandant supérieur du cercle, vérifiera sur place la réussite des plantations ou des greffages, dressera un état des travaux effectués, donnera son appréciation sur l'avenir de l'opération. — Ces états, centralisés à la préfecture de chaque département, seront communiqués, lors de la session de novembre, à une commission composée de deux membres de la chambre d'agriculture et du professeur départemental d'agriculture. — Cette commission formulera des propositions sur le montant de la prime à allouer et adressera le dossier au préfet qui le fera parvenir au gouverneur général avant le 1er décembre de chaque année.

Art. 6. — Lorsque, au cours des travaux, des mutations dans la propriété ou dans la jouissance des terrains mis en valeur se seront produites, la prime appartiendra à celui qui aura fait la déclaration prescrite à l'art. 3.

1er mars 1903. — Arrêté du gouv. gén. instituant des primes à la culture du caroubier.

Vu le décret du 23 août 1898, sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie ; — Vu le décret du 28 mars 1898, relatif aux services de l'agriculture en Algérie ; — Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement ;

Art. 1er. — L'arrêté du 23 juillet 1900 instituant des primes à la culture du caroubier est rapporté et remplacé par les dispositions ci-après :

Art. 2. — Il sera réservé, chaque année, sur le crédit inscrit au budget sous la rubrique « Encouragements à l'agriculture », une somme dont le montant sera fixé par le gouverneur général et sera affecté en primes à donner aux agriculteurs qui auront planté à demeure des caroubiers greffés, ou greffé des caroubiers sauvages. — Le quantum de cette prime, dont le maximum ne pourra dépasser 300 fr. par ayant droit, sera établi au prorata du nombre d'arbres plantés ou greffés, eu égard aux soins donnés à l'entreprise et à sa réussite. La somme allouée par arbre dont la plantation ou le greffage aura réussi ne pourra pas être supérieure à 0 fr. 50 cent.

Art. 3. — Le nombre d'arbres greffés devra être de quarante et celui des arbres plantés de vingt-cinq au minimum pour donner droit à la prime.

Art. 4. — Pour bénéficier de la prime, tout cultivateur de caroubier devra faire, avant le commencement des travaux de plantation ou de greffage, une déclaration écrite à la mairie de la commune sur le territoire de laquelle devront être effectués les travaux. Cette déclaration indiquera la superficie, la situation et l'état actuel des terrains à planter ou le nombre et la situation des sauvageons à greffer.

Art. 5. — Les primes ne seront payées que lorsque les travaux de plantation ou de greffage seront déjà assez anciens pour que leur avenir puisse être sûrement apprécié. — A cet effet, le professeur départemental d'agriculture, assisté du maire, de l'administrateur de commune mixte ou du commandant supérieur du cercle, vérifiera sur place la réussite des plantations ou des greffages, dressera un état des travaux effectués, donnera son appréciation sur l'avenir de l'opération. Ces états, centralisés à la préfecture de chaque département, seront communiqués, lors de la session de novembre, à une commission composée de deux membres de la chambre d'agriculture et du professeur départemental d'agriculture. — Cette commission formulera des propositions sur le montant de la prime à allouer, et adressera le dossier au préfet ou au général qui le fera parvenir au gouverneur général avant le 1er décembre de chaque année.

Art. 6. — Lorsque, au cours des travaux, des mutations dans la propriété ou dans la jouissance des terrains mis en valeur se seront produites, la prime appartiendra à celui qui aura fait la déclaration prescrite à l'art. 3.

14 mars 1903. — Arrêté du dir. de l'enseignement public et du dir. des finances en Tunisie relatif à la consignation des droits d'examen institués par le décret du 22 février 1903.

Vu l'art. 2 du décret du 22 février 1903, déterminant les droits à exiger des candidats aux divers examens institués par la direction de l'enseignement public en Tunisie ;

Art. 1er. — Tout candidat aux divers examens institués par la direction de l'enseignement public en Tunisie (certificat d'études primaires supérieures, brevets de capacité, examens de langue arabe, certificat de connaissances pratiques, etc., etc.), après avoir déposé les pièces réglementaires, reçoit de la direction de l'enseignement à Tunis un certificat sur papier libre attestant qu'il a été régulièrement inscrit sur le registre ouvert à cet effet dans les bureaux de cette direction.

Art. 2. — Les candidats doivent remettre ou faire parvenir ledit certificat au receveur général des finances à Tunis et verser entre ses mains, soit directement, soit par mandat postal, les droits d'examen ci-dessous : — *a)* Certificat d'études primaires supérieures, 10 fr. ; — *b)* Brevets de capacité ;

brevet élémentaire, 10 fr.; brevet supérieur, 20 fr.; — *c)* Examens de langue arabe : certificat d'arabe parlé, 5 fr.; brevet élémentaire d'arabe, 15 fr.; diplôme supérieur d'arabe, 25 fr.; — *d)* Certificat de connaissances pratiques, 5 fr. — Il leur sera délivré, pour attester le versement, une quittance timbrée à leurs frais.

Art. 3. — Au jour fixé pour l'examen, aucun candidat n'est admis à subir les épreuves sans avoir au préalable présenté au secrétaire de la commission la quittance qu'il a reçue du receveur général des finances.

Art. 4. — Tout candidat qui, sans excuse jugée valable par le jury, ne répond pas à l'appel de son nom le jour de l'examen perd le montant des droits qu'il a consignés.

Art. 5. — Aucune restitution, même partielle, des droifs perçus ne peut être faite aux candidats qui ont subi l'examen, et les droits versés demeurent en tout état de cause acquis au trésor, lors même que le candidat est ajourné.

Art. 6. — Les élèves-maîtres et élèves-maitresses des écoles normales de Tunisie sont dispensés des droits d'examen afférents aux brevets de capacité pour l'enseignement primaire.

20 mars 1903. — **Décret** portant suppression du poste de secrétaire du conseil de gouvernement de l'Algérie.

Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes ; — Vu l'art. 4 du décret du 11 août 1875 relatif à la composition et aux attributions du conseil de gouvernement ; — L'art. 5 du décret du 23 août 1898 portant réorganisation du conseil supérieur de gouvernement ;

Art. 1er. — Le poste de secrétaire du conseil de gouvernement est supprimé à partir du 1er janvier 1903.

Art. 2. — Les fonctions de secrétaire du conseil de gouvernement seront remplies par un chef ou sous-chef de bureau du gouvernement général nommé sur la présentation du gouverneur général, par décret rendu sur la proposition du ministre de l'intérieur. — Ces fonctions consistent dans la rédaction des procès-verbaux et la tenue des archives.

Art. 3. — L'art. 4 du décret du 11 août 1875 est abrogé.

28 mars 1903. — **Décret** portant application en Algérie de la loi du 18 juillet 1901, garantissant leur emploi et leur travail aux réservistes et aux territoriaux appelés à faire leur période d'instruction militaire.

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, d'après les propositions conformes du gouverneur général de l'Algérie ; — Vu la loi du 18 juillet 1901, garantissant leur emploi et leur travail aux réservistes et aux territoriaux appelés à faire leur période d'instruction militaire ;

Art. 1er. — La loi du 18 juillet 1901 est rendue exécutoire en Algérie et y sera promulguée à cet effet.

4 avril 1903. — **Décret du bey** relatif à la perception de la rétribution allouée aux commissions de recensement de l'achour.

Vu le décret du 4 novembre 1868 (18 radjeb 1285) et l'arrêté du 25 février 1875 (19 moharrem 1292), fixant à 1 fr. 20 cent. par méchia la rétribution des commissions chargées du recensement de l'achour ; — Attendu que le recouvrement direct de cette rétribution par les commissions elles-mêmes sur les cultivateurs, lors de l'opération du recensement, est une cause de difficultés et n'est plus en rapport avec l'organisation actuelle des services ; — Sur la proposition du directeur des finances et la présentation de notre premier ministre ;

Art. 1er. — La rétribution de 1 fr. 20 cent. allouée aux commissions de recensement des cultures assujetties à l'impôt achour sera recouvrée désormais par l'État, en sus du principal et des accessoires de l'impôt, par la même quittance, dans les mêmes formes et sous les mêmes privilèges que l'impôt lui-même. — Cette rétribution sera réduite des neuf dixièmes lorsqu'il s'agira de cultures réunissant les conditions requises par les décrets du 31 mai 1898 et du 28 décembre 1900.

Art. 2. — Il est expressément défendu aux présidents et membres des commissions de recensement de recevoir des cultivateurs et à ceux-ci de leur payer, directement ou indirectement, aucune somme quelconque à quelque titre que ce soit. — Sera déférée à la justice et punie pour concussion ou corruption, toute personne, président ou membre de la commission, cultivateur, simple intermédiaire ou autre, coupable d'infractions aux dispositions qui précèdent.

Art. 3. — Le directeur des finances est autorisé à faire aux commissions d'achour, suivant les règles de la comptabilité publique, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, et sous réserve d'une retenue de garantie d'un cinquième payable après l'achèvement et la vérification du recensement, l'avance de leur rétribution légale par méchia. — Il se récupèrera de son avance au moyen du produit du recouvrement de cette rétribution sur les débiteurs suivant la procédure prévue à l'art. 1er ci-dessus.

7 avril 1903. — Arrêté du gouv. gén. relatif aux débits auxiliaires du timbre.

Vu les arrêtés du gouverneur général en date du 30 avril 1874, du 23 décembre 1879 et du 9 septembre 1887 réglementant, en Algérie, les débits auxiliaires de papiers timbrés et de timbres mobiles ; — Vu la décision du gouverneur général en date du 23 janvier 1874, relative à la vente des timbres de quittance à 0 fr. 10 cent. par les receveurs des postes et leurs auxiliaires, décision qui est ainsi conçue : « Les receveurs des postes sont autorisés à prélever sur les fonds de leur caisse les sommes nécessaires à leur approvisionnement en timbres mobiles à 0 fr. 10 cent. de quittance et à présenter en timbres comme valeurs au moment de la vérification. Il leur est accordé immédiatement une remise de 3 p. 100 sur les quantités achetées ; toutefois, les receveurs n'ont droit qu'à une remise de 0,50 p. 100 pour les timbres qu'ils remettent à leurs auxiliaires, auxquels ils doivent allouer une remise de 2,50 p. 100 » ; — Vu la décision du gouverneur général en date du 12 janvier 1886, déléguant au directeur des domaines, dans chaque département, la nomination des distributeurs auxiliaires de timbre, dans le cas seulement de mutation de gérant ou de titulaire ; — Vu les décrets des 25 mai et 23 août 1898, sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie ;

Art. 1er. — La débite auxiliaire du timbre est assurée en Algérie : 1° par des débitants distributeurs commissionnés dans les conditions déterminées par les règlements en vigueur ; 2° dans les localités où il n'y a pas de débi-

tant distributeur, ni de bureau d'enregistrement, par les receveurs des postes et des télégraphes et les gérants des recettes auxiliaires des postes et des télégraphes désignés par le gouvernement général.

Art. 2. — Les débitants distributeurs demeurent soumis aux dispositions des arrêtés du 30 avril 1874 et du 9 septembre 1887. Mais la remise à eux allouée, sur le prix en principal des papiers timbrés et des timbres mobiles, sera désormais calculée sur les nouvaux taux ci-après : — 3 fr. p. 100 sur les premiers 5,000 fr. ; — 2 fr. p. 100 au-dessus de 5,000 fr. jusqu'à 20,000 fr. ; — 1 fr. p. 100 au-dessus de 20,000 fr. — Toutefois les débitants actuellement en exercice continueront, jusqu'à ce qu'il soit autrement décidé, à toucher les remises fixées par l'art. 8 de l'arrêté du 30 avril 1874.

Art. 3. — Les receveurs des postes et des télégraphes et les gérants des recettes auxiliaires des postes et des télégraphes peuvent être chargés, sur la désignation du gouverneur général, dans les localités où il n'y a pas de receveur de l'enregistrement ni de débitant distributeur, de débiter des papiers timbrés et des timbres mobiles de toutes espèces dans les conditions déterminées ci-après : — Les receveurs et gérants des recettes auxiliaires achètent les timbres au comptant au bureau de l'enregistrement et en payent le prix de leurs deniers. Il leur est alloué la même remise qu'aux débitants distributeurs, d'après les taux indiqués à l'art. 2. — Conformément aux dispositions de l'arrêté du 9 septembre 1887, il leur est interdit de vendre des papiers timbrés de dimension aux officiers publics et ministériels et aux fonctionnaires de l'ordre administratif.

Art. 4. — La débite des timbres de quittance à 0 fr. 10 cent. continuera à être faite dans tous les établissements des postes et télégraphes, conformément à la décision du 23 janvier 1874. Mais à partir du 1er janvier 1904, il ne sera plus alloué pour cette débite, comme pour celle des autres espèces de timbre, que la remise fixée à l'art. 2. Pour les timbres débités par les facteurs et débitants de timbres-postes, cette remise reviendra à ces derniers, sauf prélèvement de 0,50 p. 100 au profit du receveur chargé de les approvisionner.

Art. 5. — Il n'est rien changé aux dispositions en vigueur concernant la débite, par les receveurs des douanes, des timbres de connaissements et de quelques autres natures de timbres mobiles.

9 avril 1903 — Loi déterminant les conditions du rachat des lignes de la compagnie franco-algérienne (1).

Art. 1er. — Est ratifiée la convention passée, à la date du 21 mars 1902, entre le ministre des travaux publics, représentant l'État et M. Navarre,

(1) EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs, — La loi du 12 décembre 1900, en son art. 1er, dispose que le ministre des travaux publics « est autorisé à opérer le rachat des concessions de chemins de fer de la compagnie franco-algérienne soit d'office, conformément aux clauses du cahier des charges de la concession, soit à l'amiable, s'il peut traiter avec des représentants de la compagnie régulièrement investis des pouvoirs nécessaires ». L'art. 4 porte « qu'en cas de rachat à l'amiable, la convention intervenue devra être ratifiée par une loi ».

Un jugement du tribunal de commerce de la Seine, en date du 19 juin 1900, avait prononcé la dissolution de la société et confié à M. Navarre, liquidateur, la mission de procéder à la réalisation de l'actif social ; il a été, depuis lors, confirmé par un arrêt de la Cour d'appel en date du 19 décembre, passé en force de chose jugée.

Les mesures nécessaires ont été prises pour que l'État fût mis en posses-

iquidateur de la compagnie franco-algérienne, en vertu du jugement du tribunal de commerce de la Seine du 19 juin 1900 et de l'arrêt de la Cour de Paris du 19 décembre suivant.

Art. 2. — Le ministre des finances est autorisé à se procurer la somme nécessaire, sur les ressources de la dette flottante, jusqu'à concurrence de 17,500,000 fr., qui seront amortis en soixante-treize annuités calculées au taux de 3 p. 100 ; le surplus sera imputé sur les crédits du budget du ministère des travaux publics affectés au service de la garantie d'intérêts.

CONVENTION PASSÉE ENTRE LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS ET M. NAVARRE, LIQUIDATEUR DE LA COMPAGNIE FRANCO-ALGÉRIENNE.

L'an 1902 et le 24 mars,

Entre le ministre des travaux publics, représentant l'État, autorisé par la loi du 12 décembre 1900 à opérer le rachat des concessions de chemins de fer de la compagnie franco-algérienne, — D'une part ;

Et M. Navarre, liquidateur de la compagnie franco-algérienne, autorisé

---

sion des lignes avant le 31 décembre 1900 pour les raisons énoncées dans l'exposé des motifs de la loi du 12 décembre ; la prise de possession a été effectuée le 25 décembre.

Le même jour, et pour répondre au vœu de l'art. 1er de la loi précitée, un arrêté ministériel constituait une commission à laquelle était confié le soin de rechercher s'il ne pourrait être trouvé un terrain d'entente avec le liquidateur.

Conformément aux conclusions de cette commission, est intervenue, à la date du 24 mars 1902, une convention dont le texte est ci-joint.

L'élément essentiel de l'indemnité de rachat prévue par le cahier des charges est une annuité calculée d'après la moyenne des produits nets annuels obtenus pendant les sept années ayant précédé celle où le rachat est effectué, sous déduction des deux plus faibles et sans pouvoir descendre au-dessous du produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison, ni, pour les lignes garanties, au-dessous du revenu net minimum garanti. Cette annuité doit être payée pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

La date de cessation du service de l'annuité est : — 1° Le 15 avril 1984 pour la ligne garantie de Mostaganem à Tiaret ; 2° Le 28 avril 1973 pour la ligne non garantie d'Arzew à Kralfallah, et pour les lignes garanties de Kralfallah à Méchéria, de Méchéria à Aïn-Sefra, et d'Aïn-Thizy à Mascara.

Le liquidateur réclamait, par application de ces dispositions, des allocations annuelles s'élevant à 2,596,459 fr. 54 cent. Ce chiffre excédait l'intérêt et l'amortissement des obligations garanties de 1,029,444 fr. 54 cent

D'autre part, les demandes de garantie au titre des exercices non encore définitivement réglés, représentaient une somme d'environ 2,900,000 fr.

La convention dont la ratification vous est demandée comporte : — 1° L'exécution par l'État du service des obligations garanties et privilégiées sur le prix de rachat aux termes des lois de concession. Ce service s'applique à une annuité de 1,567,015 fr. ; — 2° L'attribution à la compagnie d'un capital de 19,500,000 fr. — Par ces allocations se trouvent réglées, toutes compensations faites entre les parties, toutes les questions se rattachant tant à la concession, à l'exploitation et à la reprise de possession des lignes qu'à l'apurement des garanties. — Sur ce capital de 19,500,000 fr., 2,000,000 fr. peuvent être imputés sur les crédits du ministère des travaux publics affectés au service de la garantie d'intérêt, le surplus, soit 17,500,000 fr., sera imputé sur les

par jugement du tribunal de commerce de la Seine, en date du 19 juin 1900, confirmé par arrêt de la Cour de Paris, en date du 19 décembre 1900, à traiter à l'amiable les conditions du rachat des lignes concédées, — D'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

Art. 1er. — L'État rachète à la compagnie franco-algérienne à partir du 26 décembre 1900, date de la prise de possession, l'ensemble des lignes qui lui ont été concédées, savoir : — Ligne d'Arzew à Kralfallah ; — Ligne de Kralfallah à Méchéria ; — Ligne de Méchéria à Aïn-Sefra ; — Ligne de Mostaganem à Tiaret ; — Ligne d'Aïn-Thizy à Mascara (y compris le matériel naval et la voie maritime d'Arzew) aux conditions suivantes :

Art. 2. — L'État se charge de faire à ses frais, pour les échéances postérieures à celles du 1er avril 1902, le service de l'intérêt et de l'amortissement des obligations garanties, en un mot, tout le service des titres.

Art. 3. — L'État payera à forfait, et toutes compensations faites, pour toute indemnité de rachat et reprise des lignes, de leur mobilier, matériel, outillage et approvisionnements, ainsi que pour le règlement de la garantie d'intérêts de tous les exercices antérieurs, la somme de 19,500,000 fr. avec intérêts à 4 p. 100 à partir du 15 avril 1902.

Art. 4. — Moyennant le payement de la somme fixée à l'article précédent, la compagnie franco-algérienne s'engage à renoncer à toute réclamation de quelque nature qu'elle soit contre l'État, ayant trait aux concessions et au rachat ou à l'exploitation des lignes rachetées, ainsi qu'à tous dommages subis et au refus de concession de la ligne de Mascara à Fortasse. Elle s'engage à se désister de tous les recours actuellement pendants. — De son côté, l'État s'engage à renoncer à toute réclamation de quelque nature qu'elle soit contre la compagnie franco-algérienne ayant trait aux concessions et au rachat ou à l'exploitation des lignes rachetées, notamment à la reprise des marchés d'approvisionnements existant au jour de la prise de possession des lignes. Il s'engage également à autoriser la compagnie à disposer immédiatement des fonds déposés au Crédit foncier sur le produit des émissions relatives aux lignes de Mostaganem à Tiaret et de Méchéria à Aïn-Sefra. — En conséquence, par le payement de la somme ci-dessus fixée et, le cas échéant, des intérêts sus-indiqués, tous comptes entre l'État et la compagnie franco-algérienne sont définitivement apurés et réglés, et toutes actions introduites ou à introduire définitivement éteintes.

Art. 5. — La présente convention sera enregistrée au droit fixe de 3 fr.

Fait double à Paris, les jour, mois et an que dessus.

19 avril 1903. — Décret du bey relatif à la cession à enzel des terrains habous complantés d'oliviers.

Vu le décret du 15 décembre 1887 (18 rabia el-aoual 1304) ; — Vu le décret du 23 avril 1898 (2 hidjé 1315) ; — Attendu qu'il y a lieu de favoriser l'essor des constructions sur toute l'étendue de la régence ; — Considérant d'autre part l'avantage que les oukafs retirent des constructions édifiées sur leurs terrains constitués à enzels ;

---

ressources de la dette flottante ; il correspond, au taux de 3 p. 100, au service de soixante-treize annuités de 595,000 fr. environ. — Le capital de 19,500,000 fr. comprend tous intérêts pour la période antérieure à la convention. Il est seulement stipulé qu'il sera productif d'intérêt à partir du 15 avril 1902.

Un projet de loi ayant pour objet de ratifier cette convention avait été présenté à la précédente chambre des députés le 29 mars 1902 et est devenu caduc. — Nous avons l'honneur de le soumettre à vos délibérations.

Art. 1er. — La djemaïa est autorisée à accepter les demandes de cession à enzel des terrains habous complantés d'oliviers ou autres arbres, dans quelque région de la régence qu'ils soient situés.

30 avril 1903. — Décret du bey sur la réorganisation du tribunal mixte.

Art. 1er. — Le tribunal mixte de Tunisie, institué par l'art. 33 de la loi foncière du 1er juillet 1885 (18 ramdane 1302), se compose : — *a)* A Tunis : 1° de cinq magistrats français, savoir : un président, deux juges-rapporteurs et deux juges ; 2° de trois juges musulmans ; 3° d'un greffier et d'un commis-greffier ; 4° de deux interprètes-traducteurs assermentés ; — *b)* A Sousse : 1° d'un juge-rapporteur français ; 2° de deux juges musulmans ; 3° d'un greffier et d'un commis-greffier ; 4° d'un interprète-traducteur assermenté.

Art. 2. — Les magistrats français du tribunal mixte sont nommés par nous, sur la proposition du résident général de France à Tunis. — Les magistrats musulmans sont nommés par nous, sur la proposition du charaâ de Tunis ou, à défaut, de notre premier ministre. — Les greffiers et commis-greffiers sont nommés par nous, sur la proposition du président du tribunal mixte, agréée par le résident général de la République française. — Les interprètes-traducteurs assermentés du tribunal mixte sont désignés conformément aux dispositions du décret du 16 mars 1892 (16 chaâban 1309).

Art. 3. — Pour rendre une décision sur une demande d'immatriculation, le tribunal mixte doit être composé de cinq magistrats, dont trois magistrats français et deux magistrats indigènes. — Toutefois, s'il n'y a en cause que des justiciables de la juridiction française, les magistrats indigènes siègent avec voix consultative seulement.

Art. 4. — Les juges-rapporteurs sont spécialement chargés, sous la haute direction du président du tribunal mixte, des fonctions spécifiées par les art. 31 et 41 de la loi foncière ; — Ils siègent aussi de droit au tribunal mixte pour y rendre les décisions prévues en l'art. 42 de la loi foncière, mais seulement dans les affaires qu'ils n'ont pas instruites.

Art. 5. — Lorsque le président du tribunal mixte est empêché, il est remplacé, tant dans ses fonctions d'audience que dans ses autres attributions, par le magistrat français qui vient après lui dans l'ordre du tableau. — Les autres magistrats siègent et se remplacent également, dans l'ordre du tableau, sans distinguer s'ils remplissent ou non les fonctions de rapporteur.

Art. 6. — Lorsqu'un juge-rapporteur se trouve empêché, le président peut confier ses fonctions, pour une ou plusieurs affaires déterminées, à un des juges français du tribunal mixte. Ce magistrat ne peut, dès lors, prendre part aux décisions du tribunal, relatives aux procédures qu'il a instruites.

Art. 7. — Si les nécessités du service l'exigent, le juge-rapporteur en résidence à Sousse peut être appelé, par ordonnance du président, à venir compléter le tribunal à Tunis.

Art. 8. — Le tribunal mixte se transporte au moins une fois par mois à Sousse pour y juger les affaires relatives aux immeubles situés dans l'arrondissement du tribunal français de Sousse. — Lorsqu'une même procédure concerne plusieurs immeubles situés, les uns dans l'arrondissement judiciaire français de Tunis, les autres dans l'arrondissement judiciaire français de Sousse, l'affaire est jugée, non en audience foraine à Sousse, mais en audience ordinaire à Tunis.

Art. 9. — En cas d'empêchement d'un des juges musulmans en résidence à Sousse, il sera remplacé, suivant le cas, soit par un juge du tribunal régional, soit par un membre du charaâ. — Au cas d'empêchement du greffier ou de l'interprète, le président du tribunal mixte pourra également, vu

l'urgence, désigner par ordonnance soit un greffier, soit un interprète, lequel assistera le tribunal en son audience foraine, après avoir prêté serment de bien et fidèlement remplir les fonctions pour lesquelles il aura été désigné.

Art. 10. — Le président du tribual mixte est chargé de l'administration de cette compagnie. Il en règle le service intérieur, le greffe, l'ordre et la composition des audiences ; il donne les instructions nécessaires pour la bonne marche des procédures, il surveille et assure l'observation des décrets et règlements par le personnel placé sous sa direction. — Aucun membre du tribuual ne peut s'absenter, même pour affaire de service, sans avoir obtenu l'autorisation du président ; aucune procédure engageant des dépenses ne peut être entreprise sans son assentiment ; aucun emploi de crédits alloués par le budget au tribunal mixte pour ses dépenses administratives ne peut être fait que par lui. — Le greffier a la direction générale du greffe et la responsabilité entière des dépôts divers qui y sont effectués.

Art. 11. — Le président du tribunal mixte a la police des audiences et il prend toutes les mesures nécessaires pour que le bon ordre y soit maintenu. — Si le bon ordre vient à y être troublé, procès-verbal en est immédiatement dressé et transmis au procureur de la République si le délinquant est justiciable des tribunaux français et, au gouvernement tunisien si le délinquant est justiciable de l'ouzara.

Art. 12. — Les mandataires pouvant être choisis pour représenter les parties devant le tribunal mixte, conformément à l'art. 41 de la loi foncière, seront tenus, devant cette juridiction, aux mêmes règles que celles qui leur seront imposées devant les tribunaux ordinaires.

Art. 13. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent décret, notamment celles contenues en l'art. 33 de la loi foncière, l'art. 34 de ladite loi, les décrets du 9 mai 1896 (26 qaâda 1313), 19 juillet 1896 (8 sfar 1314), 25 février 1897 (23 ramdane 1314), sur la composition et le fonctionnement du tribunal mixte, 16 mai 1898 (24 hidjié 1315) et 15 avril 1899 (4 hidjié 1316).

30 avril 1903. — **Décret du bey** sur les émoluments du personnel du tribunal mixte.

Art. 1er. — Le traitement du président du tribunal mixte est fixé à 12,000 fr. par an. — Le traitement de chacun des quatre juges français en résidence à Tunis est fixé à 8,000 fr. par an. — Le traitement du juge-rapporteur en résidence à Sousse est fixé à 5,000 fr. par an. — Rien n'est modifié aux dispositions légales actuellement en vigueur pour la rémunération des juges musulmans, du greffier, des commis-greffiers et des interprètes.

Art. 2. — Les magistrats et agents du tribunal mixte qui se déplaceront, soit pour le service des audiences, soit pour l'instruction des affaires, auront droit au remboursement de leurs frais de transport et à une indemnité quotidienne de déplacement. — Le président et les juges sont autorisés à voyager en première classe, soit en chemin de fer, soit en paquebot ; le greffier ou le commis-greffier et les interprètes-traducteurs assermentés sont autorisés à voyager en seconde classe. — L'indemnité quotidienne de déplacement est fixée à 18 fr. par jour pour les président et juges, à 12 fr. par jour pour le greffier, les commis-greffiers et les interprètes. — La journée se calcule par vingt-quatre heures ; le droit à l'indemnité s'acquiert par tiers de journée passé hors de la résidence, soit un tiers pour chaque moitié du jour et un tiers pour la nuitée. — Aucune indemnité de déplacement n'est due que pour les transports effectués à une distance ne dépassant pas un demi-myriamètre au delà du périmètre communal de la résidence du magistrat qui s'est déplacé.

Art. 3. — Lorsque le transport a eu lieu pour la tenue des audiences, le

coût en est réglé sur production d'un mémoire dressé par le ou les bénéficiaires et visé par le président. La dépense est imputée sur les crédits inscrits à cet effet au budget de l'État. — Lorsque le transport est nécessité par l'instruction d'une affaire, le président du tribunal mixte fait une évaluation approximative des frais exposés ; le montant de cette évaluation est déposé entre les mains du conservateur de la propriété foncière par le requérant de l'immatriculation. — L'opération terminée, les frais en sont définitivement taxés par le président du tribunal mixte et le conservateur paie à qui de droit d'après cette taxe.

Art. 4. — Si l'instruction d'une affaire nécessite des constatations faites par un expert possédant des connaissances techniques spéciales, cette mesure pourra être ordonnée soit par le président du tribunal, soit par le tribunal lui-même, selon l'état d'avancement de la procédure ; les frais exposés par cette opération seront évalués, déposés et taxés comme il est dit aux deuxième et troisième alinéas de l'article précédent.

Art. 5. — Les émoluments des experts sont taxés sur les bases suivantes : 1° le remboursement de leurs frais de transport, s'il y a lieu ; 2° l'allocation d'un certain nombre de vacations de trois heures à 6 fr. l'une, tant pour les opérations sur le terrain que pour la rédaction du rapport, sans que le nombre de vacations allouées pour une journée puisse dépasser quatre.

Art. 6. — Les personnes désignées par le président du tribunal mixte, en cas d'urgence, pour faire fonctions d'interprète ou de greffier à l'audience foraine de Sousse, auront droit à une indemnité de 10 fr. par audience, les différentes séances tenues par le tribunal dans une même journée ne pouvant compter que pour une audience. — Cette indemnité sera payée dans les formes prévues par le premier alinéa de l'art. 3 du présent décret.

Art. 7. — Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

1er mai 1903. — Arrêté du gouv. gén. complétant l'art. 9 de l'arrêté du 4 juillet 1900 qui réglemente les examens de langue arabe pour les administrateurs et adjoints de commune mixte.

Vu le décret du 23 août 1898, sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie ; — Vu l'arrêté du 4 juillet 1900 réglementant les examens oraux de langue arabe pour les administrateurs et adjoints de communes mixtes ; — Vu l'art. 17 de l'arrêté du 25 novembre 1897 portant règlement général sur le personnel des communes mixtes ; — Vu les observations présentées par la commission spéciale chargée de procéder en 1900 aux examens oraux de langue arabe ; — Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement ;

Art. 1er. — L'art. 9 de l'arrêté susvisé du 4 juillet 1900 est complété ainsi qu'il suit : — « Par exception, pourront obtenir un avancement après cinq ans de stage au minimum dans la classe immédiatement inférieure les administrateurs et les administrateurs adjoints qui se seront signalés par des services exceptionnels. — La note d'arabe sera toujours rigoureusement exigée pour être promu au grade d'administrateur. »

2 mai 1903. — Décret du bey sur la police sanitaire maritime.

Vu le décret du 20 février 1885, sur la police sanitaire maritime ; — Sur

l'avis de notre directeur de la santé ; — Sur la proposition de notre premier ministre ;

Art. 1er. — Par mesure d'hygiène et de salubrité, les immigrants seront désormais tenus, avant leur débarquement dans les ports tunisiens, de se soumettre à une visite médicale, et, si l'autorité chargée de cette visite le juge nécessaire, à la vaccination. — Ne sont pas considérés comme immigrants les passagers de 1re et 2e classes.

Art. 2. — Chaque vaccination donnera lieu à la perception d'un droit fixe de 0 fr. 50 cent.

Art. 3. — L'immigrant qui refusera de se soumettre ou de soumettre ses enfants à la visite médicale et à la vaccination ne sera pas autorisé à débarquer.

13 juin 1903. — **Loi** ayant pour objet l'exploitation du chemin de fer de Duveyrier à Beni-Ounif (1).

Art. 1er. — L'exploitation de la section comprise entre Duveyrier et Beni-Ounif du chemin de fer établi en vertu de la loi du 25 février 1901 sera rattachée à l'exploitation du chemin de fer d'Arzew à Aïn-Sefra et à Duveyrier, et les dispositions déjà arrêtées pour ce chemin de fer seront applicables à la section de Duveyrier à Beni-Ounif.

---

(1) RAPPORT FAIT A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS PAR M. JEAN BOURRAT

Messieurs, le réseau concédé à la société franco-algérienne comprenait, en 1887, une longueur totale de 668 kilom.

Parmi les lignes composant ce réseau se trouvait celle d'Arzew à Aïn-Sefra. Par la loi du 13 décembre 1900 le rachat de toutes les lignes de ce réseau eut lieu et l'organisation de l'exploitation par les agents de l'État fut décrétée le 23 décembre 1900.

L'exploitation du prolongement d'Aïn-Sefra à Djenien-Bou-Resg et à Duveyrier a été rattachée à ce réseau par la loi du 12 juillet 1901, qui a spécifié que les dispositions déjà arrêtées pour la ligne d'Arzew à Aïn-Sefra seraient applicables au prolongement jusqu'à Duveyrier.

A l'heure actuelle, les travaux de prolongement de cette ligne de Duveyrier à Beni-Ounif, sur une longueur de 27 kilom., sont terminés.

A la date du 26 mai dernier le gouvernement déposait un projet de loi demandant que l'exploitation de cette section comprise entre Duveyrier et Beni-Ounif fût également rattachée à l'exploitation du chemin de fer d'Arzew à Aïn-Sefra et à Duveyrier, et que les dispositions déjà arrêtées pour ce chemin de fer fussent étendues à la section de Duveyrier à Beni-Ounif.

Les dépenses à prévoir pour assurer cette exploitation nouvelle seront atténuées par des recettes et le gouvernement déclare que l'insuffisance ne dépassera pas 500 fr. par kilom. et par an, soit pour les 27 kilom. qui séparent Duveyrier de Beni-Ounif une dépense annuelle de 13,500 fr.

De plus, lorsque sera appliquée la loi du 24 décembre 1902 portant organisation du territoire du sud de l'Algérie et instituant un budget autonome et spécial pour ces régions, il conviendra que les charges éventuelles de l'exploitation de la section d'Arzew à Beni-Ounif, située dans le territoire du Sud, soient portées à ce budget spécial et comprises parmi les dépenses couvertes au moyen de la subvention dont l'allocation est prévue par l'art. 5 de la loi du 24 décembre 1902.

Pour tous ces motifs, votre commission vous propose de voter le projet de loi qui vous est soumis.

Art. 2. — Les acquisitions de matériel roulant que cette exploitation rendra nécessaires seront effectuées à l'aide des ressources qui ont été ou seront mises chaque année à la disposition du gouvernement, en application de l'art. 2 de la loi du 25 février 1901.

17 juin 1903. — Arrêté du gouv. gén. qui modifie l'arrêté du 27 février 1901 réglementant la circulation en Algérie des produits agricoles et horticoles.

Vu la loi du 21 mars 1883, sur les mesures à prendre contre la propagation du phylloxéra en Algérie ; ensemble les lois des 28 juillet 1886 et 23 mars 1899 ; — Vu l'arrêté du 3 janvier 1901 réglementant la circulation en Algérie des produits agricoles et horticoles ; — Vu notamment l'art. 1er de cet arrêté qui divise la colonie en quatre catégories de territoire suivant le degré de contamination phylloxérique ; — Vu l'arrêté du 27 février 1901 déterminant nominativement les territoires appartenant à chacune de ces catégories ; — Considérant que des taches phylloxériques ont été récemment découvertes dans l'étendue des communes d'Arcole et de Bouguirat, classées en 2e catégorie ; — Vu les propositions du chef du service phylloxérique de l'Algérie ; — Sur les propositions du secrétaire général du gouvernement ;

Art. unique. — L'arrêté sus-visé du 27 février 1901 est ainsi modifié : — Les communes d'Arcole et de Bouguirat (département d'Oran) sont classées en 3e catégorie. (Territoire des zones contaminées).

28 juin 1903. — Décret du bey étendant la nomenclature des maladies contagieuses prévues au décret du 3 février 1885.

Vu le décret du 3 février 1885, fixant les mesures à prendre en vue de garantir les troupeaux des maladies contagieuses ; — Vu le décret du 3 novembre 1890 instituant une direction de l'agriculture et plaçant le service vétérinaire et de l'élevage dans ses attributions ; — Sur la proposition de notre directeur de l'agriculture et du commerce ; — Sur la présentation de notre premier ministre ;

Art. 1er. — Sont ajoutées à la nomenclature des maladies réputées contagieuses et prévues au décret du 3 février 1885 : — La tuberculose, dans l'espèce bovine ; — Le rouget et la pneumo-entérite, dans l'espèce porcine.

28 juin 1903. — Décret du bey déterminant les mesures spéciales d'application en Tunisie de l'arrangement international signé à Madrid pour la protection des marques de fabrique ou de commerce.

Vu l'arrangement signé à Madrid le 14 avril 1891, et créant un service d'enregistrement international des marques de fabrique et de commerce actuellement en vigueur entre la Belgique, le Brésil, l'Espagne, l'Italie, les Pays Bas, le Portugal, la Suisse, la France et la Tunisie : — Vu le règlement international du 14 avril 1891 pour l'exécution dudit arrangement ; — Vu le décret du 25 octobre 1892 (4 rabia-ettani 1310), déterminant les mesures générales pour l'application en Tunisie de ce même règlement ; — Vu le

décret du 11 septembre 1902 (9 djoumadi-ettani 1320) qui a promulgué en Tunisie l'acte additionnel signé le 14 décembre 1900, à Bruxelles, et apportant diverses modifications à l'arrangement de Madrid précité ; — Sur la proposition du directeur de l'agriculture et du commerce ; — Sur la proposition de notre premier ministre ;

Art. 1er. — Toute personne propriétaire d'une marque régulièrement déposée en Tunisie et se trouvant dans les conditions prévues par l'arrangement précité, qui désirera assurer la protection de cette marque dans les autres États qui ont adhéré audit règlement ou qui y adhéreront par la suite, devra en faire la demande à notre bureau de la propriété industrielle.

Art. 2. — Cette demande en double exemplaire énoncera : 1° le nom, la profession et l'adresse du propriétaire de la marque ; 2° les produits ou marchandises auxquels la marque est appliquée ; 3° la date et le numéro de l'enregistrement de la marque au greffe d'un tribunal civil de Tunisie.

Art. 3. — A cette demande seront jointes les pièces suivantes : 1° deux exemplaires de la marque conformes au modèle déposé en Tunisie en exécution de l'art. 4 de la loi du 3 juin 1889 (5 chaoual 1306). Dans les cas où la couleur serait revendiquée comme élément distinctif, l'intéressé devra également fournir quarante reproductions en couleur de la marque avec une brève description faisant mention de la couleur ; 2° un cliché typographique reproduisant exactement la marque et qui ne doit pas avoir moins de 15 millimètres ni plus de 10 centimètres, soit en longueur, soit en largeur, sur une épaisseur de 24 millimètres ; ce cliché sera conservé au bureau international ; 3° une procuration spéciale dûment enregistrée, si la demande est faite par un fondé de pouvoirs.

Art. 3. — L'intéressé effectuera entre les mains du chef de bureau de la propriété industrielle et moyennant reçu : 1° à titre d'émolument dû au bureau international de la propriété industrielle à Berne, le versement d'une somme de 100 fr. lorsqu'il s'agit de l'enregistrement d'une seule marque et d'une somme de 50 fr. pour chacune des marques autres que la première, lorsqu'il s'agit d'une demande d'enregistrement collective présentée par un même propriétaire ; 2° le versement d'une somme de 1 fr. perçue au profit du trésor tunisien.

Art. 4. — Le décret du 25 octobre 1892 (4 rabia-ettani 1310) est abrogé.

2 juillet 1903. — **Décret** relatif aux allocations dues aux conseillers délégués pour présider en Algérie les Cours d'assises et les Cours criminelles.

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice ; — Vu la loi du 30 décembre 1902 relative à l'organisation des Cours d'assises et des Cours criminelles en Algérie ; — Vu le décret du 7 septembre 1886 ;

Art. 1er. — Les conseillers délégués pour présider en Algérie les Cours d'assises et les Cours criminelles dans les chefs-lieux judiciaires autres que celui d'Alger seront remboursés de leurs frais de voyage, sur le pied du tarif de la 1re classe des compagnies de chemins de fer augmenté de 20 p. 100. Ils recevront, en outre, une allocation de 20 fr. par jour, depuis la veille de l'ouverture jusqu'au lendemain de la clôture de chaque session inclusivement.

Art. 2. — Dans le cas où le conseiller délégué sera obligé de séjourner dans le même chef-lieu judiciaire, à l'effet de présider successivement deux ou plusieurs sessions ordinaires ou extraordinaires de Cour d'assises ou de Cour criminelle, il recevra l'allocation de 20 fr. par jour depuis la veille de

l'ouverture de la première session jusqu'au lendemain de la seconde ou de la dernière session inclusivement, sans que les allocations perçues dans l'intervalle des deux sessions puissent dépasser 100 fr.

Art. 3. — Les frais de voyage et les allocations dues seront payés sur mémoires, comme frais de justice criminelle.

Art. 4. — Le décret du 7 septembre 1886 et toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogés.

2 juillet 1903. — Décret relatif au logement et aux honneurs dus aux conseillers délégués pour présider en Algérie les Cours criminelles.

Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes ; — Vu la loi du 30 décembre 1902 relative à l'organisation des Cours d'assises et du jury criminel en Algérie ; — Vu le décret du 18 novembre 1854, relatif au logement des présidents de Cours d'assises en Algérie pour les communes où se tiennent les assises ;

Art. 1er. — Les conseillers délégués pour présider les Cours criminelles instituées en Algérie par la loi du 30 décembre 1902 recevront un logement convenable par les soins et aux frais de la commune, chef-lieu de l'arrondissement judiciaire. — Ils ont droit aux mêmes honneurs que les présidents d'assises.

2 juillet 1903. — Décret portant fixation de la taxe sur les sucres de toute origine, livrés à la consommation en Algérie.

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et des cultes et du ministre des finances ; — Vu les ordonnances des 11 novembre 1835 et 16 décembre 1843 ; — Les lois des 28 décembre 1895, 7 avril 1897 et 28 janvier 1903 ; — L'art. 10 de la loi du 19 décembre 1900 ; — La délibération de l'assemblée plénière des délégations financières algériennes en date du 10 juin 1903 ; — La décision de l'assemblée plénière des délégations financières algériennes en date du 15 juin 1903, ensemble la dépêche du gouverneur général de l'Algérie du 23 juin 1903 ; — La délibération du conseil supérieur de gouvernement en date du 19 juin 1903 ; — Les sections réunies de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts et des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du conseil d'État entendues ;

Art. 1er. — Est homologuée la décision suivante de l'assemblée plénière des délégations financières en date du 15 juin 1903 :

« Art. unique : *Décision*. — A partir du 1er septembre 1903, la taxe sur les sucres de toute origine livrés à la consommation en Algérie est ramenée aux taux ci-après fixés, décimes compris : — Sucres bruts et raffinés, 24 fr. par 100 kilog. de sucre raffiné ; — Sucres candis, 26 fr. par 100 kilog. de poids effectif ».

11 juillet 1903. — Loi sur les pensions des militaires indigènes des régiments de tirailleurs et de spahis d'Algérie (1).

---

(1) EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs, d'après le décret du 21 avril 1866, rendu en exécution du sénatus-

Art. 1er. — A partir de la promulgation de la présente loi, les indigènes servant dans les diverses troupes d'Algérie ainsi que ceux de la compagnie de gendarmerie de Tunisie auront droit à une pension proportionnelle lors-

---

consulte du 14 juillet 1865, les militaires indigènes des troupes de l'Algérie ont droit à l'application de la loi sur les pensions d l'armée de terre.

En vertu de cette acte, on les a admis, jusqu'ici, aux pensions à titre d'ancienneté ou pour blessures et infirmités, mais l'administration de la guerre n'avait pas cru devoir leur appliquer les dispositions des lois des 18 mars et 15 juillet 1889 relatives aux pensions proportionnellss, en raison des conditions de rengagement qu'exigent ces lois et auxquelles ne sont pas soumis les indigènes.

Néanmoins, comme la concession des pensions proportionnelles aux indigènes paraissait équitable et avantageuse pour le recrutement de nos corps d'Afrique, un projet de loi tendant à accorder aux indigènes, dans certaines conditions, le bénéfice de la retraite à partir de seize ans de service avait été déposé le 13 juillet 1895.

Ce projet de loi est resté en suspens, parce que la question du droit des indigènes à la pension proportionnelle avait été portée devant le conseil d'État par un tirailleur auquel cette pension avait été refusée.

Le conseil d'État a rendu, le 4 août 1899, son arrêt sur cette affaire et a admis le droit de l'intéressé à la pension proportionnelle, en se fondant sur ce que le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 ayant déclaré citoyens les indigènes algériens servant dans les troupes françaises, et le décret du 21 avril 1866 leur ayant accordé d'une manière générale le bénéfice de « la loi sur les pensions » toutes les lois concernant cette matière, y compris celles des 18 mars et 13 juillet 1889, devaient leur être appliquées.

Cet arrêt tranche donc la question de droit ; mais si l'on tient à cette solution, elle va entraîner pour l'État une dépense très élevée et créer aux indigènes des avantages excessifs.

On peut évaluer à près de 18 millions par an, en régime normal, la dépense qui résulterait de la stricte application de l'arrêt du conseil d'État, sans compter l'effet rétroactif dont il est susceptible et la période transitoire résultant des demandes de retraite qui vont se produire de la part des indigènes ayant en ce moment plus de quinze ans de service effectif.

Or, il convient de remarquer que l'existence des Arabes, dans les tribus, n'est pas comparable à la vie des militaires français rentrés dans leurs foyers; les besoins sont moindres, la vie plus facile et moins coûteuse. Par suite, les pensions des indigènes doivent être inférieures à celles du tarif annexé à la loi du 18 mars 1889 et modifié par la loi du 11 juillet 1899.

Le projet de loi ci-après, que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations, est rédigé dans le sens des considérations qui viennent d'être exposées.

D'autre part, les indigènes tunisiens qui sont officiers ont droit au bénéfice de la loi sur les pensions, en vertu des décrets des 14 décembre 1884 et 17 août 1886, portant création des quatrièmes régiments de tirailleurs et de spahis, mais, par suite d'une erreur de rédaction du dernier de ces décrets, les officiers indigènes de spahis n'auraient pas droit, le cas échéant, à la pension ou à la solde de réforme.

L'art. 3 du projet de loi rectifie cette erreur, en spécifiant que tous les officiers indigènes sont sur le même pied sous le rapport des pensions.

Le nouveau tarif sera applicable dès sa promulgation ; toutefois, comme sous le régime antérieur, certains indigènes, ne comptant pas sur la pension proportionnelle, sont restés au service pour acquérir à vingt-cinq ans la pension d'ancienneté fixée par les anciens tarifs, il a paru juste de maintenir,

qu'ils auront accompli douze ans de services. — Les pensions proportionnelles et les pensions pour ancienneté de services seront décomptées d'après le tarif annexé à la présente loi.

Art. 2. — Tout militaire indigène titulaire d'une pension proportionnelle reste à la disposition du ministre de la guerre pendant dix ans à partir de sa radiation des contrôles. — Les obligations des militaires indigènes pendant cette période seront réglées par décret.

Art. 3. — La présente loi ne modifie pas le tarif des pensions applicables aux officiers indigènes, originaires d'Algérie ou de Tunisie, des régiments de tirailleurs et de spahis. — Tous ces officiers, dans quelque régiment qu'ils servent, ont droit à la pension de retraite et, le cas échéant, à la pension et à la solde de réforme.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 4. — Les hommes de troupes indigènes présents sous les drapeaux qui, au jour de la promulgation de la présente loi, compteront plus de quinze ans de services effectifs conserveront leur droit à une pension, liquidée sur la base du tarif antérieur. — Les hommes de troupes indigènes qui, après la promulgation de la présente loi, contracteront un nouvel engagement devront être avertis que leur pension sera liquidée d'après les tarifs annexés à la présente loi. — Il sera fait mention de ces dispositions dans le contrat d'engagement.

Art. 5. — Sont abrogées les dispositions contraires à la présente loi.

18 juillet 1903. — **Loi** ayant pour objet la création d'un corps de marins indigènes ou baharia en Algérie et en Tunisie (1).

Art. 1er. — Il est formé, en Algérie et en Tunisie, un corps de marins indigènes dit baharia (ou tirailleurs de mer) affectés aux services maritimes

---

par une disposition transitoire, les tarifs en vigueur à tous ceux qui, dans un délai de trois ans, atteindront vingt-cinq ans de services effectifs.

L'application des dispositions contenues dans le projet de loi permettra de réaliser une économie annuelle d'environ 9 millions sur la dépense résultant de la situation créée par l'arrêt du conseil d'État précité, c'est-à-dire de réduire cette dépense de moitié, tout en laissant aux militaires indigènes des avantages suffisants pour les attacher à nos drapeaux.

Nous espérons donc que vous voudrez bien accueillir ce projet favorablement.

(1) RAPPORT FAIT AU SÉNAT PAR M. DELOBEAU

Messieurs, — Après les magnifiques résultats obtenus par la création en Algérie des troupes indigènes connues sous le nom de turcos ou tirailleurs algériens et de spahis, on a pu à bon droit s'étonner que ce qui avait été fait pour les troupes de terre ne l'ait pas été aussi pour les troupes de mer par la création de marins indigènes. Et cependant il est hors de doute, l'histoire le démontre surabondamment, que la race des Berbères, qui existe toujours dans l'Afrique du Nord, a donné aux différentes nations qui occupaient le littoral méditerranéen de l'Afrique des marins énergiques, montant de puissantes flottes et composant les équipages de ces corsaires barbaresques qui, pendant de longs siècles, ont écumé la Méditerranée et ont ravagé son littoral, sans excepter les côtes de la Provence. Sans remonter aux Carthaginois, c'est ainsi que les régences de Tunis et d'Alger ont armé de nombreuses

et coloniaux et plus spécialement aux bâtiments de la marine nationale employés à la défense de l'Afrique du nord.

Art. 2. — Il y a, dans chacun des quartiers maritimes d'Algérie et de Tunisie,

---

flottes construites sur leurs chantiers, dont les principaux étaient à Bougie. Leurs constructions étaient si remarquables que Richelieu, Colbert et Louis XIV engageaient les ingénieurs français à imiter ces constructions qui, par leur légèreté, permettaient aux navires corsaires surtout de voler sur les flots comme des oiseaux de mer, et ne mettaient que peu d'instants à s'approcher ou à s'éloigner de ceux qu'il s'agissait de distancer ou d'atteindre.

En 1530, les flottes de la régence d'Alger comptaient 60 bâtiments ; en 1568, 40 ; en 1571, 50 galères, galiotes et brigantins ; en 1581, 60 navires ; en 1588, en 1634, 70 corsaires portant de 25 à 40 pièces de canon. En 1724, la régence entretenait à la mer 24 vaisseaux armés : les uns de 50 pièces de canon, les autres de 40, de 30 ou de 10 ; en 1798, 27 navires ; en 1815, 41 navires. La flotte algérienne disparut en 1830, après la conquête.

Quant à la Tunisie, ses forces navales en 1839 s'élevaient à 24 navires et en 1868 à 11 navires armés, tous à vapeur.

Comme nous l'avons dit, la marine du dey d'Alger fut anéantie par le fait de la conquête. Avec les navires disparurent les marins, avec eux les pêcheurs, dont la place fut prise par des Italiens, des Espagnols et des Maltais. Forcément les marins indigènes disparurent, mais la race de ces marins berbères ne disparut pas et aujourd'hui on la retrouve sur le littoral.

Pourquoi donc la France s'est-elle privée d'une des ressources qu'elle pouvait trouver dans ces indigènes en faisant revivre chez eux cet esprit maritime et cet amour de la mer qui animaient autrefois la population algérienne du littoral ?

Ce n'est pas qu'elle n'y ait point songé, mais l'expérience telle qu'elle a été tentée n'avait point chance de réussir.

C'est ainsi que le maréchal Randon, gouverneur de l'Algérie, qui, par une longue expérience, connaissait les choses et les hommes de son gouvernement, voyant combien l'élément indigène avait fourni à l'armée algérienne des troupes remarquables par leur bravoure, leur énergie et leur fidélité à la France, pensant que ce même élément pouvait donner à la marine d'excellents et de valeureux sujets, créa, avec l'aide du contre-amiral de Chabannes, commandant de la marine en Algérie, au mois de novembre 1855, à Alger, à bord du stationnaire, une école de mousses indigènes. Cette école donna de bons résultats au début et pendant le séjour de son créateur à la tête du gouvernement d'Algérie. Mais après 1858, lorsque le maréchal quitta ce pays, peut-être parce que ses successeurs s'intéressèrent moins à son œuvre, soit aussi parce que cette école devint une sorte de maison de correction où les indigènes envoyaient leurs enfants dont ils étaient mécontents et aussi parce que les mousses, lorsqu'ils quittaient l'école, se trouvaient isolés, comme perdus sur les navires de l'État, où ils étaient embarqués individuellement, l'école périclita et même disparut complètement en 1872.

Dans ces conditions un insuccès ne prouvait rien.

C'est alors qu'un honorable membre de la Chambre des députés, connaissant parfaitement les choses d'Orient et aussi celles d'Algérie, ainsi que les hommes de ce pays, par suite des diverses fonctions dont il avait été revêtu, et surtout par des études très approfondies faites sur place, pensa qu'il était possible de faire revivre la marine algérienne, se rappelant le discours à la Chambre des députés en 1840 de M. Thiers qui, après avoir constaté avec regret qu'au lendemain de la conquête, un trop grand nombre de pêcheurs algériens avaient quitté le pays pour se retirer à Tunis et à Tripoli, disait : « Cette côte, qui a donné tant de pirates, est pleine de marins robustes qui ont un goût passionné pour leur métier ».

une inscription spéciale des musulmans, sujets ou protégés français, qui, volontairement, acceptent les obligations et les avantages de la présente loi.

Art. 3. — Tout inscrit maritime musulman, sujet français ou tunisien,

---

C'est avec cette conviction que l'honorable M. Albin Rozet, député de la Haute-Marne, lors de la discussion du budget général de 1900, déposa un amendement au chapitre des équipages de la flotte du budget de la marine, par lequel il demandait d'augmenter de 1 million le crédit de ce chapitre pour, disait-il, « reconstituer une force navale tirée de l'Afrique du Nord, et organiser à la fois, en Algérie, par voie d'engagements volontaires, en Tunisie, par voie de conscription ou d'engagements volontaires, des équipages indigènes, plus particulièrement réservés à la défense de ces régions et du bassin de la Méditerranée. Ces équipages seraient destinés à remplir dans la flotte française une place analogue à celle des tirailleurs et des spahis dans l'armée de terre ».

Dans la séance de la Chambre des députés du 7 mars 1900, M. Albin Rozet soutint son amendement par un remarquable discours qui, on peut le dire, obtint les applaudissements unanimes de ses collègues. M. de Lanessan, alors ministre de la marine, reconnut la justesse d'une très grande partie des considérations présentées par l'auteur de l'amendement, tout en demandant, à cause de sa complexité, le renvoi de cet amendement à la commission de la marine, ce à quoi consentit M. Albin Rozet.

Ce fut alors que celui-ci pensa qu'il serait préférable, au lieu de la voie d'amendement, de procéder par le dépôt d'une proposition de loi, tendant à créer un corps de marins indigènes ou baharia, en Algérie et en Tunisie, en organisant une inscription maritime spéciale aux musulmans, sujets ou protégés français. Il dénomma ces marins baharia, au singulier bahari, mot arabe signifiant marin, homme de mer ou askéré baharia, soldats marins, soldats de mer, ou tirailleurs de la mer, par assimilalion avec les tirailleurs algériens, troupes de terre.

Mais à quoi bon, pourra-t-on dire, organiser une inscription maritime spéciale, annexe de l'inscription maritime, existant déjà en Algérie, alors en outre, qu'aux termes d'un sénatus-consulte du 14 juillet 1865 et d'un décret du 21 avril 1866, les indigènes peuvent s'engager dans les équipages de la flotte ?

Il est facile de répondre à cette objection.

Pour être inscrit maritime dans les quartiers de l'Algérie, tout comme pour être inscrit maritime dans les quartiers de la métropole, il faut jouir de la qualité de Français, et les inscrits de l'Algérie sont tous, pour ainsi dire, des Italiens, des Espagnols, des Maltais naturalisés Français, qui accaparent exclusivement la pêche.

Or, les Arabes musulmans ne se font pas naturaliser parce que, acquérant la nationalité française, ils seraient assujettis à nos lois qui, pour eux, porteraient atteinte à leurs mœurs, à leur religion. Il faut donc les mettre à même d'être soldats de la mer, comme leurs camarades des tirailleurs sont soldats de l'armée de terre.

Quant à la faculté que leur donne le sénatus-consulte de 1865 et le décret de 1866, elle n'a pour effet que de procurer des marins d'un an, puisqu'il ne s'agit que d'engagements pour cette durée. Or, il n'est pas possible de former un marin capable pendant si peu de temps. De plus, les engagements de cette nature ne peuvent être contractés en Algérie, mais seulement dans le quartier de l'inscription maritime de Toulon, où les engagés sont immatriculés, faculté d'engagement illusoire, à cause des frais de voyage d'Algérie à Toulon que, à de très rares exceptions près, les indigènes, faute de ressources, ne peuvent supporter.

Donc, pour arriver à obtenir un personnel sérieux de marins indigènes, le

s'oblige : — 1° à servir pendant trois ans au moins, soit à bord des bâtiments de la flotte nationale, soit dans tout autre service relevant du ministère de la marine ; 2° à exercer, après sa libération jusqu'à l'âge de quarante-cinq

---

meilleur mode est une inscription maritime volontaire qui liera les indigènes pendant un certain temps, personnel qui ainsi pourra être instruit, qui sera assez nombreux pour s'assimiler aux marins de la métropole et qui contribuera à la composition des équipages des navires de la division nord de l'Afrique et autres affectés au service de l'Algérie et de la Tunisie, qui rendront de grands services sur notre littoral africain ayant une étendue de 2,000 kilomètres, tant sur nos navires de guerre que sur les navires de commerce, notamment comme chauffeurs, alors que, par leur origine, ils supportent mieux que les Européens la température surélevée des chaufferies des navires.

En Tunisie, pays de protectorat, un corps important de marins indigènes existe. Son recrutement est, il est vrai, facile par le fait que la conscription est loi beylicale en Tunisie. Aussi est-ce sans peine que feu le regretté amiral Merlaux-Ponty, commandant de la marine en Tunisie, a organisé les premiers baharia en ce pays. Une centaine d'eux sont groupés à Bizerte dont le commandant, M. le lieutenant de vaisseau Violette, n'a qu'à se louer, à cause de leur intelligence et de leurs bonnes dispositions à devenir des marins de spécialité, notamment même comme mécaniciens et torpilleurs.

Pourquoi donc ce qui a réussi en Tunisie, ce qui existe au Sénégal ne réussirait-il pas en Algérie ?

En effet, il y a un précédent au Sénégal.

Un décret du 21 septembre 1864 a créé et organisé au Sénégal une compagnie indigène de mécaniciens. Ce décret a été remplacé par un autre du 25 août 1866 portant réorganisation des marins indigènes du Sénégal, et ce dernier a subi quelques légères modifications dans ses art. 10 et 15 par la circulaire ministérielle du 14 décembre 1890 et la décision ministérielle du 19 juin suivant. Les indigènes sont recrutés au Sénégal pour servir dans les mêmes conditions que les marins des équipages de la flotte à bord des bâtiments de la station locale du Sénégal.

Ils peuvent, sur leur demande et selon les besoins du service, être détachés sur les bâtiments de la division navale de l'Atlantique sud. Ils sont liés au service par des engagements administratifs contractés pour une année au moins, par des rengagements ou par des réadmissions. Ce corps de marins indigènes du Sénégal, peu nombreux au début, a été toujours progressant en raison même des services qu'il rend à notre marine.

Il ne paraît pas possible de douter de l'accueil qui sera fait par les populations du littoral de l'Algérie à cette création des baharia, lorsqu'on apprend par l'enquête à laquelle s'est livré sur place l'honorable M. Albin Rozet, dans l'intervalle qui s'est écoulé entre les deux délibérations de la Chambre des députés sur le projet de loi, soit entre le 4 juillet 1900 et le 29 mars 1902, le mouvement qui s'est produit parmi les populations en faveur de ce projet, alors que certains accouraient pour s'engager, comme si la loi eût été définitivement votée.

Le projet de loi a trouvé la même faveur près des commissaires de l'inscription maritime des quartiers de l'Algérie ; les conseils généraux d'Alger et de Constantine se sont prononcés à l'unanimité pour le projet. La presse locale et celle de la métropole ont, à de rares exceptions près, donné aussi leur approbation au projet qui, tel qu'il a été voté par la Chambre des députés, comprend désormais neuf articles.

L'art. 1er porte création du corps des baharia qui, d'après l'auteur de la proposition de loi, devait être affecté aux services maritimes et coloniaux, et plus spécialement à ceux de la division navale de l'Afrique du Nord.

ans, une profession maritime, soit comme employé à bord des bâtiments de commerce, soit comme pêcheur, batelier, calfat, ouvrier de port ; 3° à rester pendant ce même temps à la disposition du ministre de la marine pour être,

---

C'est à juste titre qu'à cette redaction a été substituée celle de l'art. 1er actuel qui n'est point limitatif.

L'art. 2 établit le principe de l'inscription volontaire, dans les quartiers maritimes d'Algérie et de Tunisie, des musulmans sujets ou protégés français.

Les art. 3 et 4 énumèrent les obligations et les avantages de ces inscrits volontaires qui sont ainsi traités de la même façon que les inscrits maritimes français, bénéficiant cependant en plus d'eux d'une prime d'engagement qui provoquera, dès le début, un plus grand nombre d'inscrits. Cette prime, du reste, existe pour les tirailleurs algériens.

En outre de l'inscription maritime, de par l'art. 5, le corps se recrute par des engagements volontaires avec prime pour trois ou six années, ainsi que cela a lieu au Sénégal et en Tunisie, par l'incorporation d'indigènes qui, comme nous l'avons fait connaître, sont soumis à la conscription.

L'art. 6 met pour ainsi dire les baharia sur le pied de l'égalité avec les marins français. Ils peuvent arriver aux mêmes grades, obtenir les mêmes décorations et être promus enseignes de vaisseau au titre indigène, tout comme leurs camarades les tirailleurs algériens peuvent être élevés au grade d'officier.

En ce qui touche l'uniforme, il est le même que celui des marins français, sauf toutefois qu'une tolérance doit exister pour la coiffure. Le musulman ient beaucoup à la calotte rouge ou chéchia qui est le signe distinctif auquel on reconnaît qu'il est musulman. Il veut bien être sujet français, mais il tient à ce que, au milieu des Francais, on reconnaisse sa qualité de musulman.

C'est en se plaçant au même point de vue que l'art. 7 prescrit que les baharia devront être toujours encadrés par leurs gradés musulmans, et qu'embarqués, ils ne le seront que par équipe d'au moins quatre hommes. Leur isolement, quand ils se trouvent seuls à bord, la gêne qu'ils éprouvent alors à remplir leurs devoirs religieux, seraient très probablement un obstacle au développement de l'institution des baharia, et ont été, en effet, au nombre des causes de l'échec de la tentative qui avait été faite lors de la création de l'école algérienne des mousses.

L'art. 8, pour faciliter l'assimilation des marins indigènes avec les marins français, établit en principe que des avantages seront assurés aux gradés français qui connaitront le langage arabe ou kabyle, et de même aux gradés indigènes au courant de la langue française. Cela existe, du reste, déjà pour les troupes sahariennes, aux termes de l'art. 4 de la loi de 1894.

Cet article porte, en effet, que : « les sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats français de ces troupes, peuvent être autorisés à contracter, au titre des troupes sahariennes, des rengagements successifs, dans les mêmes conditions que les militaires des troupes coloniales et donnant droit aux mêmes avantages que ceux attribués, dans les colonies, aux militaires de ces dernières troupes, pour des rengagements de même durée. »

Les soldats des corps permanents d'Afrique ou de l'intérieur, justifiant de la connaissance pratique de la langue arabe, peuvent être autorisés au bout de leur première année de service à contracter des engagements de deux, trois ou quatre ans, au titre des troupes sahariennes. Ces engagements donnent droit à des primes et des hautes payes spéciales.

L'art. 9 prévoit les voies et moyens pour l'application et l'exécution de la loi.

Avant la discussion du projet de loi à la Chambre des députés, le ministre de la marine ayant déclaré qu'il trouverait dans les crédits déjà inscrits au chapitre du budget de la marine (équipages de la flotte) les ressources suffi-

le cas échéant et dans des conditions déterminées, rappelé au service, et être employé comme réserviste sur les bâtiments de la marine nationale affectés à la défense de l'Afrique du nord.

Art. 4. — Les inscrits maritimes musulmans, sujets ou protégés français, ont droit : — 1° à une prime d'engagement ; 2° à une pension de retraite calculée suivant le grade, les blessures, les infirmités et le temps de service à la mer, tant comme militaires que comme embarqués à bord des bâtiments de commerce ; 3° à une haute paye journalière chaque fois que, après les trois premières années de service à la mer, ils sont employés par l'État, soit par engagements volontaires, soit par réquisition.

Art. 5. — Indépendamment des baharia provenant de l'inscription maritime spéciale, le recrutement du corps s'opère aussi par voie d'engagements volontaires (avec prime) limités à trois et six ans ; puis, en Tunisie, par l'incorporation d'indigènes appelés en exécution des lois beylicales.

Art. 6. — Les baharia ou tirailleurs de mer au servfce de l'État jouissent en principe de toutes les allocations faites aux marins français ; ils ont le même uniforme, sauf les tolérances à déterminer pour la coiffure ; ils peuvent obtenir les mêmes décorations que les marins français ; ils ont les mêmes grades et peuvent être nommés enseignes de vaisseau au titre indigène.

Art. 7. — Les baharia sont toujours encadrés par leurs gradés musulmans : ils ne sont embarqués pour servir à la mer que par équipes d'au moins quatre hommes commandés par un quartier-maître.

Art. 8. — Des avantages spéciaux sont assurés aux officiers, sous-officiers et quartiers-maîtres français qui justifieront de la connaissance pratique de la langue arabe ou kabyle, et réciproquement, aux officiers, sous-officiers, quartiers-maîtres et marins indigènes qui justifieront de la connaissance pratique du français.

Art. 9. — Des décrets rendus sur la proposition du ministre de la marine détermineront les conditions d'exécution de la présente loi ; les différents tarifs qui y sont prévus pour primes, solde, haute paye, etc., ainsi que les sanctions pénales ou disciplinaires en ce qui concerne les indigènes qui viendraient à manquer aux obligations contractées par eux lors de leur inscription

22 juillet 1903 — Décret du bey relatif à la délimitation administrative des terrains domaniaux boisés.

---

santes pour les primes et les hautes payes journalières, la commission du budget de la Chambre, consultée, a émis un avis favorable. Du reste la commission des finances du Sénat pourra aussi être consultée à cet égard.

En résumé, la proposition de loi votée par la Chambre des députés, telle qu'elle vous est soumise, semble être avantageuse pour la défense de l'Algérie et de la Tunisie. Elle crée une force maritime nouvelle qui aura son utilité en tout temps et plus spécialement en temps de guerre, au cas surtout où les communications avec la France pourraient être sinon interrompues, du moins enrayées.

Pourquoi ne réussirait-on pas après les résultats déjà obtenus pour la Tunisie soumise au régime spécial de la conscription et pour le Sénégal ? Dira-t-on qu'une première tentative a échoué ? Nous en avons indiqué les causes qui n'existeront plus avec les précautions prises par la proposition de loi qui vous est soumise. Un nouvel essai n'occasionnera aucune dépense, et la tentative en vaut la peine, lorsqu'il s'agit d'assurer encore davantage la sécurité et la défense de l'Algérie et de la Tunisie. La commission du Sénat de l'Algérie est aussi de cet avis.

C'est dans cet esprit que votre commission de la marine vous propose d'adopter le projet de loi tel qu'il a été voté par la Chambre des députés.

Vu les décrets des 4 avril 1890, 13 janvier 1896, 25 avril 1898, sur le domaine forestier ; — Considérant qu'il importe, dans l'intérêt de l'État et des populations, de déterminer les limites du domaine forestier de l'État ; — Sur la proposition du directeur de l'agriculture et du commerce et la présentation de notre premier ministre ;

Art. 1er. — L'administration fera procéder, dans toute l'étendue de la régence, à la délimitation administrative des terrains domaniaux boisés, par des commissions composées, sous la présidence des contrôleurs civils ou de leurs suppléants, d'un représentant de la chambre d'agriculture de la région, d'un agent forestier, d'un agent du service des domaines, du caïd, d'un notable indigène de la fraction et assistées d'un géomètre et d'un notaire interprète. — La commission sera valablement constituée pour les opérations par la présence de trois de ses membres. — Des décrets spéciaux ordonneront successivement la délimitation des divers massifs.

Art. 2. — Ces décrets spéciaux détermineront, pour chaque massif, la date d'ouverture des opérations. Indépendamment de leur insertion au *Journal officiel*, ils seront, un mois avant les opérations, publiés par voie de criée, dans les villages et marchés, en français et en arabe, par les soins et à la diligence du caïd. Ils seront, de plus, affichés pendant ce laps de temps, dans le prétoire de la justice de paix, ainsi qu'au lieu habituel des publications du contrôle civil. — Ces publications et affichages contiendront tous renseignements utiles sur le point de départ et la marche probable des opérations.

Art. 3. — Il sera procédé à la reconnaissance et, s'il y a lieu, au bornage des limites, en présence comme en l'absence des riverains et autres personnes intéressées. — Les personnes autres que celles possédant un titre d'immatriculation, qui prétendraient avoir des droits réels privatifs sur un terrain situé dans le massif soumis à la délimitation, devront le déclarer et en déposer tous titres en leur possession entre les mains du président de la commission qui leur en donnera un récépissé daté. — Ces déclarations et communications de titres auront lieu soit pendant la durée des opérations sur le terrain, soit après la clôture du procès-verbal qui en sera dressé par la commission. A cet effet, le dit procès-verbal sera déposé au siège du contrôle civil pendant un délai de deux mois. La date faisant courir ce délai sera annoncée au *Journal officiel* (arabe et français), affichée et publiée dans la forme prévue à l'art. 1er. Ce délai expiré, aucunes revendications autres que celles présentées à la commission ne seront plus admises, sauf s'il s'agit de personnes qui étaient, à l'époque des opérations de délimitation, incapables ou non présentes dans la régence.

Art. 4. — Dans un délai de quinze jours augmenté des délais de distance, fixé par l'art. 8 du décret du 18 avril 1883, à partir de la sommation qui leur en sera faite par le président de la commission sur la demande des intéressés, les détenteurs hypothécaires, antichrésistes ou gagistes de titres de propriété seront tenus de les représenter à peine d'une amende de 16 fr. à 200 fr. et de tous dommages envers la partie lésée. — Les pièces communiquées seront analysées sur un registre, cotées, revêtues d'une estampille et restituées ensuite à leur détenteur.

Art. 5. — La commission prendra connaissance des observations et réclamations produites pendant le dépôt du procès-verbal dans les bureaux du contrôle civil et se transportera de nouveau sur le terrain, si elle le juge utile, pour modifier, s'il y a lieu, la délimitation proposée.

Art. 6. — La commission fera mention au procès-verbal et au plan qui y sera annexé des terrains domaniaux qui, par leur situation, leur nature et leur consistance pourront être distraits du régime forestier, afin de permettre à la direction de l'agriculture et du commerce d'en disposer pour les besoins de la colonisation. — La commission présentera au gouvernement, dans un

rapport spécial, ses observations au sujet des usages dont jouissent les indigènes dans le massif délimité.

Art. 7. — Dans l'intervalle qui s'écoulera entre la promulgation du décret déterminant les massifs soumis à ces opérations de délimitation et celle du décret d'homologation, aucun acte d'aliénation, en propriété ou en jouissance, de terrains compris dans le périmètre soumis à la délimitation ne pourra avoir lieu sans un certificat préalable de non-opposition délivré par le directeur de l'agriculture et ce, à peine de nullité, même au regard des parties. Si les contrats que les notaires ou les parties auraient dressés en violation de cette disposition sont produits en justice ou à l'enregistrement, le tribunal en déclarera la nullité et en ordonnera la destruction. — Dans le cas où, pendant le même délai, une instance en immatriculation serait indroduite pour ces terrains, le fait que les opérations de délimitation seront en cours vaudra opposition d'office de la part du directeur de l'agriculture et du commerce.

Art. 8. — Les procès-verbaux de délimitation homologués par nous détermineront la consistance du domaine forestier pour chaque massif délimité. — Sauf l'exception prévue à la fin de l'art. 5, aucune revendication de terrains compris dans les périmètres dont la délimitation aura été homologuée par les décrets susvisés ne pourra être portée devant les diverses juridictions de la Tunisie si elle n'est exclusivement basée sur les déclarations et pièces estampillées indiquées aux art. 3 et 4 du présent décret. — Les revendications qui ne seraient pas appuyées de pièces estampillés ne pourront être introduites que sous forme de demandes d'immatriculation et dans les six mois de la publication du décret d'homologation. Passé ce délai, elles ne seront plus recevables. Toutes dispositions des lois et décrets en vigueur et à intervenir, relatives à la conservation et à la régie des forêts de l'État, ainsi qu'à la constatation et à la poursuite des délits et contraventions commis dans ces forêts, seront applicables aux parcelles litigieuses, même à l'égard des opposants, jusqu'à la solution du litige.

22 juillet 1903. — Loi portant autorisation de la perception en Algérie d'une taxe réduite sur les sucres, à partir du 1er septembre 1903 (1).

Art. 1er. — A partir du 1er septembre 1903 et indépendamment des surtaxes douanières applicables aux sucres étrangers dans la métropole, est autorisée, sur les sucres de toute origine livrés à la consommation en Algérie, la perception d'une taxe de 24 fr. par 100 kilog. de sucre raffiné sur les sucres bruts et raffinés et d'une taxe de 26 fr. par 100 kilog. de poids effectif sur les sucres candis.

---

(1) EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs, — Le gouverneur général de l'Algérie a fait connaître que les délégations financières algériennes, dans leur séance du 15 juin 1903, et le conseil supérieur du gouvernement, dans sa séance du 19 juin suivant, ont décidé de réduire, à partir du 1er septembre prochain, la taxe sur les sucres de toute origine livrés à la consommation en Algérie, par analogie avec ce qu'a décidé la loi du 28 janvier 1903 (art. 1er) pour les sucres de toute origine livrés à la consommation dans la métropole.

« Conformément aux dispositions de l'art. 10, § 2 de la loi du 10 décembre 1900, la décision de ces assemblées a été homologuée par décret en conseil d'État. Mais, en vertu du § 3 de l'art. précité, la perception de cette taxe réduite ne peut être assurée qu'avec l'autorisation du parlement ».

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

DE LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE

TABLES DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE

TOME DIX-NEUVIÈME

ANNÉE 1903

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

DE LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE

TABLES DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LE TOME DIX-NEUVIÈME

ANNÉE 1903

PREMIÈRE PARTIE

DOCTRINE ET LÉGISLATION

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

Pages

Droit musulman. — Le droit abadhite chez les musulmans de Zanzibar et de l'Afrique orientale, par M. Alfred IMBERT, licencié en droit..... 21, 61

——— Essai de codification du droit musulman algérien, par Ed. NORÈS, juge suppléant au tribunal civil de Constantine..... 1, 50, 179, 265

——— La famille musulmane, par M. Marcel MORAND, professeur à l'école de droit d'Alger..... 149, 197, 229, 253

——— Les kanouns du Mzab, par M. Marcel MORAND, professeur à l'école de droit d'Alger..... ..... 11, 72, 92

Pages

——— De la tutelle des mineurs et de l'interdiction en Kabylie (Commentaire du décret du 1er août 1902), par M. Gaston Ricci, ancien juge de paix de Fort-National, avocat près la Cour d'appel d'Alger..... 133

——— La femme musulmane algérienne, par M. Barbet, substitut du procureur de la République à Sidi-bel-Abbès..... 165

Travaux parlementaires. — Notice sur les travaux parlementaires de l'année 1902, par M. Paul Lacoste, professeur à la faculté de droit d'Aix..... 81

Tribunaux répressifs. — Cours criminelles musulmanes et tribunaux répressifs indigènes. par M. Eyssautier, conseiller honoraire à la Cour d'appel d'Alger 109

——— Jurisprudence de la Cour de cassation et des tribunaux algériens relativement à la compétence des tribunaux répressifs indigènes pour les délits pouvant entraîner des condamnations comptant pour la relégation, par M. Emile Larcher, professeur à l'école de droit d'Alger..... 30

——— Les tribunaux répressifs indigènes et la question de la relégation, par M. S. Favella, juge de paix d'Aumale..... 41

——— Tribunaux répressifs et relégation (Réponse à M. Favella), par M. Emile Larcher, professeur à l'école de droit d'Alger..... 86

BIBLIOGRAPHIE

Principes de colonisation et de législation coloniale, par Arthur Girault, professeur d'économie politique à l'université de Poitiers, membre de l'institut colonial international. — Seconde édition entièrement refondue et considérablement augmentée, contenant les matières sur l'Algérie. — 2 vol. in-18. — Tome Ier. — Paris, Larose, édit., 1904. 275

DEUXIÈME PARTIE

JURISPRUDENCE

TABLE ALPHABÉTIQUE DES ARRÊTS ET JUGEMENTS

ACT

A

Pages

Absence. — V. *Dol. — Saisie immobilière.*

Acte de notoriété. — V. *Donation.*

Acte sous seing privé, *Algérie, ordonnance du 9 juin 1831, interprète, indigène musulman.*

Si l'ordonnance du 9 juin 1831 n'a pas cessé d'être en vigueur, aujourd'hui toutefois, par une conséquence même de son esprit et de son but, les mesures de protection qu'elle édicte ne sauraient recevoir effet, lorsqu'il est démontré ou manifeste que l'indigène qui peut s'en prévaloir a contracté en toute connaissance de cause et qu'il n'a ni voulu ni jugé nécessaire l'intervention d'un interprète à son contrat.

ALGER (3e CH.), 11 DÉC. 1901. 303

——— *contrat entre Européen et indigène, traduction dans les deux langues, arrêté du 9 juin 1831, Tunisie, non applicabilité.*

L'arrêté du 9 juin 1831, aux termes duquel les contrats passés en Algérie entre Européens et indigènes doivent être écrits dans chacune des langues des deux parties contractantes, n'a jamais été rendu applicable en Tunisie et ne saurait être considéré comme une des règles de procédure visées part l'art. 7 de la loi du 27 mars 1883.

TUNIS (1re CH.), 25 MAI 1902. 158

Pages

Action civile, *extinction, décès du prévenu, action publique.*

Si le décès du prévenu a pour conséquence l'extinction de l'action publique, les tribunaux n'en restent pas moins valablement saisis de l'action civile en réparation du dommage causé introduite antérieurement au décès, sauf à la partie civile à mettre en cause les représentants du défunt.

ALGER (CH. CORRECT.), 6 NOV. 1902. 331

Action possessoire, *auteur personnel du trouble, régularité de la poursuite, appel, effet dévolutif, chefs multiples, refus de statuer sur l'un d'eux, cassation.*

En cas de trouble à la possession du demandeur, résultant de la construction d'un barrage sur un cours d'eau, l'action est valablement intentée contre l'auteur personnel de ce trouble, c'est-à-dire contre celui qui a construit l'ouvrage d'où il provient, sans que le juge ait à rechercher si ce dernier est ou non propriétaire du terrain sur lequel s'appuie le dit barrage.

Lorsque des qualités du jugement attaqué il résulte : 1° que l'acte d'appel est conçu en termes généraux et sans aucune réserve ; 2° que les conclusions prises en appel demandent, sans aucune restriction, la réformation et la mise à néant de la décision déférée, le juge du second dégré se trouve, par là même, saisi de tous les chefs de cette décision, et il méconnaît l'effet dévolutif de l'appel s'il ne s'explique pas sur chacun de ces chefs.

Il ne lui suffit pas, pour justifier son refus de statuer sur l'un d'eux, de déclarer que l'appelant a, sur ce point, réduit son appel ; le jugement doit contenir la preuve de l'existence de conclusions restrictives prises en appel.

CIV. CASS., 28 AVRIL 1903. 241

Adjudication. — V. *Saisie immobilière.* — *Vente publique d'immeubles.*

Alcools. *Algérie, circulation, droits de consommation et de fabrication, octroi de mer, bonne foi, contravention fiscale.*

Les termes de l'art. 20 de la loi du 28 décembre 1895, modifiés par l'art. 32 de la loi du 13 avril 1898, généraux et absolus, s'appliquent aussi bien aux alcools qui ont acquitté les taxes d'octroi de mer et de consommation qu'à ceux qui sortent d'une distillerie ou d'un entrepôt.

La circulation des spiritueux avec un titre de mouvement périmé, altéré ou inapplicable doit être assimilée à la circulation sans titre de mouvement.

Le fait de faire circuler des spiritueux sans les accompagner d'une expédition tombe, en ce qui concerne le droit de consommation et le droit de fabrication, sous l'application de l'art. 21 de la loi du 28 décembre 1895 qui réprime aussi bien les contraventions à l'art. 20 de cette loi, modifié par l'art. 32 de la loi du 13 avril 1898, qu'à l'art. 20 primitif.

La même circulation sans expédition sur un territoire soumis à l'octroi est présumée frauduleuse en ce qui concerne l'octroi, et tombe en Algérie, en ce qui concerne l'octroi de mer, sous l'application des art. 24 et 46 de la loi du 28 avril 1816 et de l'art. 8 de la loi du 29 mars 1832, qui y ont été spécialement promulguées par

Pages

l'effet de l'art. 9 de la loi du 24 mai 1834 et de l'art. 2 du décret du 29 décembre 1884.

La bonne foi ne fait pas disparaître les contraventions fiscales, sauf dans le cas prévu par l'art. 13 de la loi du 27 juin 1878 en faveur du transporteur qui fait connaître le véritable auteur de la fraude.

ALGER (CH. CORRECT.), 24 MAI 1902. 347

——— *Algérie, distillation clandestine, procès-verbal, confection, délai, nullité.*

Ni le décret du 27 juin 1887 sur l'octroi de mer ni celui du 27 juin 1893 sur les licences en Algérie ne prononçant la nullité du procès-verbal constatant une distillation clandestine d'alcool s'il n'est pas dressé dans les vingt-quatre heures de sa déclaration, le juge commet un excès de pouvoir en annulant sous ce prétexte un procès-verbal régulièrement affirmé dans les délais légaux.

CRIM. CASS., 18 DÉC. 1902. 89

——— *Algérie, droit de consommation, circulation, contravention, procès-verbal, affirmation, délai, octroi de mer, contentieux, application.*

Il résulte des art. 25 et 26 du décret du 27 juin 1887 sur l'octroi de mer en Algérie que, si un délai pour l'affirmation des procès-verbaux constatant les contraventions en cette matière est, à peine de nullité, imparti à dater de l'heure de la clôture des dits procès-verbaux, il n'en est fixé aucun à dater de la constatation des contraventions pour leur rédaction.

Et ces articles n'ont pas été abrogés par les dispositions contraires contenues dans l'art. 25 du décret du 27 juin 1893 sur l'impôt des licences et dans l'art. 19 du décret du 3 mars 1897 sur la fabrication et la vente des spiritueux.

Ces règles sont applicables aux procès-verbaux dressés pour constater les contraventions aux dispositions du décret du 13 août 1900, sur la circulation des alcools.

ALGER (CH. CORRECT.), 4 JANV. 1902. 201

——— *Algérie, octroi de mer, contestations, juge de paix, compétence, contrainte, prescription, privilège, trésor, faillite, effets.*

En Algérie, les contestations sur l'application du tarif ou sur la quotité des sommes réclamées pour droit d'octroi de mer, de consommation, de fabrication, et les oppositions aux contraintes décernées pour leur recouvrement sont, après consignation des sommes en litige, de la compétence, en premier ou en dernier ressort, du juge de paix et non du tribunal civil.

La prescription des contraintes décernées pour recouvrement des droits d'octroi de mer, de consommation, de fabrication en Algérie est celle du droit commun, c'est-à-dire la prescription trentenaire.

L'état de faillite ou de liquidation judiciaire du redevable ne saurait arrêter ou paralyser l'action que le trésor exerce et à raison de laquelle il est privilégié.

ALGER (1re CH.), 23 AVRIL 1902. 196

Pages

Alignement, *domaine public communal, propriétaires riverains, dépossession, approbation du plan d'alignement, effets, transmission de propriété, prescription.*

L'approbation d'un plan d'alignement par l'autorité compétente n'a pas pour effet de faire passer *ipso facto* les terrains qui en font l'objet dans le domaine public communal.

Pour opérer la dépossession des propriétaires riverains et ouvrir le droit à une indemnité, l'autorité municipale doit leur notifier l'arrêté spécial d'alignement pris en vertu du plan général.

Jusqu'à cette notification, les terrains non bâtis désignés par les plans généraux d'alignement, revêtus de l'approbation de l'autorité compétente, comme devant faire partie des rues d'une ville n'en restent pas moins de simples propriétés privées, susceptibles comme telles d'aliénation et de prescription.

Pour les terrains bâtis, l'approbation du plan général d'alignement n'entraîne pas davantage incorporation du sol au domaine public ; cette incorporation ne se produit et le droit à l'indemnité ne s'ouvre au profit du propriétaire, non seulement qu'après la notification de l'arrêté spécial d'alignement, mais encore quand la construction vient à être démolie volontairement ou pour cause de vétusté, tout travail confortatif étant désormais prohibé aux riverains.

ALGER, (1re CH.), 23 AVRIL 1902. 286

Appel civil, *Algérie, délai, loi du 3 mai 1862, inapplicabilité.*

La loi du 3 mai 1862 ramenant à deux mois le délai d'appel en matière civile n'est pas applicable à l'Algérie, où ce délai reste fixé à un mois, conformément à l'art. 56 de l'ordonnance du 26 septembre 1842.

ALGER, (1re CH.), 5 MAI 1902. 179

——— *nullité, réitération dans le délai légal, validité.*

La nullité de forme d'un acte d'appel, bien qu'acquise à l'intimé, n'emporte pas déchéance du droit d'appel et ne s'oppose pas à ce que l'appelant la renouvelle ou réitère tant que le délai fixé par l'art. 443 C. pr. civ. n'est pas expiré.

Ce délai ne court, en ce qui concerne les jugements contradictoires, que du jour de leur signification.

ALGER, (2e CH.), 16 OCT. 1902. 324

V. *Action possessoire.— Demande nouvelle.— Divorce.— Dommages intérêts.— Exploit.— Licitation. — Saisie immobilière.*

Appel correctionnel, *appel interjeté par le seul prévenu, confiscation non mentionnée dans le dispositif, erreur du greffier, Cour d'appel, pouvoirs.*

Quand un prévenu a interjeté seul appel d'un jugement, l'observation faite par le procureur général devant la Cour d'appel que la confiscation des objets saisis avait été prononcée en première instance, mais qu'elle n'avait pas été insérée sur la minute du jugement par suite d'une erreur matérielle du greffier, n'autorise pas la Cour, à défaut d'appel régulièrement interjeté dans les délais

Pages

de la loi par le ministère public, à modifier le dispositif du jugement de première instance tel qu'il avait été signé par les magistrats qui l'avaient rendu et par le greffier, en y ajoutant, au préjudice du prévenu, une peine que la minute de contenait pas.

CRIM. REJ. 26 JANV. 1903. 175

——— *certificat délivré par le greffier, délais expirés, nullité.*

En matière correctionnelle, ne peut suppléer au silence de l'acte d'appel du jugement préparatoire qu'il vise le certificat du greffier du tribunal délivré par lui après l'expiration des délais d'appel, constatant « qu'en interjetant appel le 31 décembre 1902 du jugement qui lui avait été signifié le 26 décembre 1902, l'appelant a déclaré réitérer l'appel par lui formé le 10 novembre précédent du jugement préparatoire du 31 octobre 1902, et que c'est par oubli que cette mention de réitération d'appel n'a pas été insérée dans l'acte du 31 décembra 1902.

CRIM. CASS., 18 JUILL. 1903. 314

V. *Détention préventive.*

Applicabilité des lois à l'Algérie, *loi de finances du 25 février 1901.*

L'art. 34 de la loi de finances du 25 février 1901, applicable à la métropole, n'a été étendu à l'Algérie ni par cette loi, ni par aucun décret postérieur.

CRIM. CASS., 7 MAI 1903. 217

——— *loi du 7 février 1851 sur la nationalité, Code civil. loi modificative, promulgation, individu né en Algérie, nationalité française.*

Les lois simplement modificatives d'une législation en vigueur en Algérie y sont exécutoires de plein droit, en vertu de la promulgation générale qui en a été faite dans la métropole.

Il en est ainsi spécialement de la loi du 7 février 1851 sur la nationalité, qui n'a fait que modifier, sans y apporter de dispositions contraires, les règles édictées par l'acquisition de la nationalité française par le Code civil, exécutoire lui-même en Algérie depuis la conquête.

REQ., 9 DÉC. 1902. 30

V. *Association médicale.*

Assesseurs-jurés. — V. *Cours criminelles.*

Assistance médicale gratuite, *Algérie, loi du 15 juillet 1893, non applicabilité, décret du 23 décembre 1874.*

La loi métropolitaine du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite n'est pas applicable en Algérie, où l'assistance médicale à domicile et l'assistance hospitalière sont regies par le décret du 23 décembre 1874.

CONS. D'ÉTAT, 15 MAI 1903. 305

Pages

Assistance publique et hospitalière. — V. *Assistance médicale gratuite*,

Assurance terrestre, *résiliation, faillite de l'assuré, liquidation judiciaire, inapplicabilité.*

La clause d'une police d'assurances portant que le contrat sera résilié de plein droit par la faillite de l'assuré ne saurait être étendue, par voie d'assimilation, à la liquidation judiciaire.

ALGER (2e CH.), 21 JUIN 1902. 66

Astreinte. — V. *Dommages-intérêts.*

Avaries. — V. *Transports maritimes.*

Aveu. — V. *Intérêts des capitaux.*

Avoué. — V. *Partie civile.*

C

Chefaâ, *conditions d'ouverture, acquéreur à titre gratuit.*

En droit musulman. il n'y a que les actes translatifs de propriété à titre onéreux qui donnent ouverture au droit de chefaâ.

En conséquence, le retrait ne peut être exercé à l'égard de celui qui est devenu propriétaire, par voie de donation, des droits indivis vendus à son auteur par un des communistes.

ALGER (CH. REV), 28 JANV. 1903. 319

Chemins de fer, *Algérie, garantie d'intérêts, compagnie P.-L.-M., déraillement, dépenses d'exploitation.*

Doivent entrer en compte pour le calcul de la garantie d'intérêts, comme frais d'exploitation, les dépenses occasionnées à la compagnie P.-L.-M. sur son réseau algérien, par les conséquences du déraillement d'un train.

CONS. D'ÉTAT, 21 NOV. 1902. 80

Chemins vicinaux. — V. *Compétence civile.*

Circonstances atténuantes, *contributions diverses, Algérie, taxe de consommation, octroi de mer, infraction, inapplicabilité.*

Les circonstances atténuantes ne peuvent pas être appliquées en Algérie, aux contraventions concernant la taxe de consommation.

ALGER (CH. CORRECT.), 18 JUILL. 1902. 302

V. *Cours criminelles.* — *Tribunaux répressifs.*

Pages

Coalition. — V. *Liberté du commerce.*

Commune de plein exercice, *Algérie, dégâts causés sur le territoire, responsabilité, exonération, maire, préfet, direction de la police, preuve, jugement interlocutoire.*

Est interlocutoire un jugement qui autorise une commune à prouver qu'elle a pris toutes les mesures en son pouvoir pour prévenir les attroupements ou rassemblements et en faire connaître les auteurs, cette preuve devant la rendre indemne de toute responsabilité civile aux termes de l'art. 108 de la loi du 5 avril 1884.

Le fait par un maire de s'être remis entièrement au préfet du soin d'assurer l'ordre et la sécurité dans sa commune ne saurait dégager la responsabilité civile de ladite commune.

A défaut d'un arrêté régulièrement notifié dessaisissant le maire de la direction de la police, celui-ci ne saurait exciper, pour faire écarter la responsabilité civile de la commune, de ce que le préfet a, en fait, pris l'initiative de tous les ordres à donner, parce qu'il s'agissait de mesures intéressant plusieurs communes et destinées à prévenir des troubles qui avaient cessé d'être locaux.

ALGER (1re CH.), 12 JANV. 1902. 94

V. *Alignement. — Propriété. — Djemaa de douar.*

Compétence, *Algérie, litige entre musulmans, succession, droits immobiliers, tribunal civil.*

Si, en Algérie, il est de principe que, même en matière de succession musulmane, c'est au tribunal civil, en premier ressort et, au second degré, à la Cour d'appel qu'appartient l'examen préjudiciel des questions relatives à tout droit immobilier quelconque dont l'établissement résulte soit de la loi du 28 juillet 1873, soit d'un titre français administratif notarié ou judiciaire, ce principe ne saurait faire échec à la compéteuce du tribunal civil (Chambre des appels musulmans) statuant sur une demande en partage d'une succession musulmane, encore bien que cette succession soit, en partie immobilière, alors que le jugement qui accueille la demande et renvoie devant un notaire pour procéder aux opérations du partage ne touche à aucune question de la nature susdite.

CIV. REJ., 12 JANV. 1903. 245

——— *chemin vicinal, classement, propriétaire, revendication, tribunaux judiciaires.*

Quand un propriétaire soutient que la délibération de la commission départementale ordonnant le classement comme chemin vicinal ordinaire d'un chemin public préexistant a eu pour effet d'incorporer à la voie publique des parcelles qui seraient sa propriété, c'est à l'autorité judiciaire qu'il appartient de statuer sur les droits à l'indemnité qu'il pourrait exercer de ce chef.

CONS. D'ÉTAT, 27 FÉVR. 1903. 227

——— *demande en responsabilité contre une commune, délit civil fondé sur le droit commun, tribunaux civils.*

Pages

Est de la compétence des tribunaux civils la demande dirigée par un particulier contre une ville qui n'entraîne ni l'interprétation ni le contrôle, ni la critique d'un acte administratif, mais qui est uniquement basée sur les art. 1382 et 1384 C. civ.

Les règles relatives à la responsabilité de l'Etat envers les particuliers ne sont applicables à la responsabilité des communes envers ces mêmes particuliers.

Il n'est pas dérogé par les dispositions des lois relatives à l'organisation municipale aux règles contenues dans les art. 1382 et 1384 C. civ.

Il n'y a pas à distinguer, pour l'application de ces règles aux communes, suivant la nature des actes ou des fautes de leurs préposés, dès qu'ils ont agi, en cette qualité, en vertu d'ordres à eux régulièrement donnés par l'autorité communale.

ALGER (1re CH.), 23 DÉC. 1902. 182

——— *droit ou action né en Tunisie, action personnelle et mobilière, demandeur français, défendeur suisse, traité franco-suisse du 15 juin 1869, ordonnance du 16 avril 1843, loi du 27 mars 1883, incompétence des tribunaux français.*

L'art. 2 de l'ordonnance algérienne du 16 avril 1843, en vigueur en Tunisie, qui accorde au demandeur le droit d'option entre deux tribunaux français, n'est pas applicable aux litiges dont la connaissance est attribuée par un traité diplomatique à un tribunal étranger.

En conséquence, les tribunaux français de Tunisie sont incompétents pour connaître d'une action purement personnelle et mobilière intentée par un Français à l'encontre d'un Suisse domicilié en Suisse, quoique l'action ait pris naissance en Tunisie, l'art. 2 du traité franco-suisse du 15 juin 1869 édictant que dans ce cas le tribunal du domicile du défendeur sera seul compétent.

TRIB. TUNIS (1re CH.), 4 JUIN 1902. 107

——— *élection de domicile dans un acte de procédure, attribution.*

L'élection de domicile faite dans un simple acte de procédure par l'une des parties en litige n'attribue pas juridiction au tribunal du lieu où le domicile est élu.

ALGER (1re CH.), 29 DÉC 1902. 180

——— *interprétation d'arrêt, chambre musulmane de la Cour d'Alger, décret du 25 mai 1892, arrêt antérieur.*

La chambre musulmane de la Cour d'Alger, n'ayant plus, depuis le décret du 25 mai 1892, qualité pour connaître des appels des jugements en premier ressort rendus dans l'arrondissement judiciaire d'Alger par les juges de paix et les cadis, incompétente pour interpréter un arrêt rendu par cette chambre antérieurement audit décret.

ALGER (CH. MUSULM.), 8 DÉC. 1902. 67

——— *Tunisie, sujet tunisien, présomption, tribunaux tunisiens.*

Doit être présumé tunisien l'individu né à Tunis d'un père originaire d'Algérie fixé en Tunisie avant 1865, qui s'y était marié, y

Pages

avait fait partie, comme sous-officier, puis comme officier, de la milice du bey et qui, loin de réclamer la qualité de sujet français et de solliciter son inscription au consulat de France à Tunis, a constamment plaidé devant les tribunaux tunisiens.

ALGER (1re CH.), 31 DÉC. 1902. 494

V. *Alcool*. — *Prêts*.

Compétence criminelle, *Tunisie, navire marchand italien, rixe entre matelots de nationalité italienne, attributions du consul, incompétence de la justice française.*

Il résulte de l'art. 29, § 2, de la convention consulaire et d'établissement relative à la Tunisie, conclue entre la France et l'Italie, le 28 septembre 1896, que la justice française en Tunisie est incompétente pour connaître de la prévention dirigée contre des matelots de nationalité italienne à raison d'une rixe survenue entre eux à bord d'un navire marchand italien, les consuls étant chargés de maintenir l'ordre à bord en pareil cas.

ALGER (CH. CORRECT.), 14 MARS 1902. 92

——— *Tunisie, Marocain, sujet ottoman, matière civile, matière pénale, compétence des tribunaux tunisiens.*

Les Marocains et les sujets musulmans de l'empire ottoman sont, en l'état actuel du droit public tunisien, justiciables des tribunaux indigènes et non des tribunaux français.

TRIB. DE TUNIS (1re CH), 29 JANV. 1902. 22

V. *Cours criminelles*. — *Tribunaux répressifs*.

Comptes du trésor, *comptes définitivement apurés, erreur de droit, pourvoi devant le conseil d'Etat, rejet.*

Une erreur de droit commise par le receveur particulier des finances d'un arrondissement, dans le compte courant du trésor avec une ville n'est pas de nature à servir de base à une demande de redressement de comptes définitivement apurés, formée par la ville devant le conseil d'Etat.

CONS. D'ÉTAT, 3 AVRIL 1903. 161

Concession de terres domaniales, *Algérie, prêteur, hypothèque, dépôt du prêt chez un notaire, perte, propriété du prêteur.*

L'hypothèque consentie par le concessionnaire d'une terre domaniale au profit du prêteur, dans les termes du décret du 30 septembre 1878, prime l'hypothèque judiciaire prise par un créancier antérieur à la concession sur les biens présents et à venir de son débiteur.

En cas de disparition d'un dépôt confié à un notaire, la perte est pour le compte de celui dans l'intérêt de qui le dépôt a été fait.

Au cas de prêt consenti au concessionnaire d'une terre domaniale dans les termes du décret du 30 septembre 1878, les fonds déposés chez un notaire pour effectuer ce prêt sont déposés dans l'intérêt du prêteur et restent sa propriété.

ALGER (2e CH.), 4 DÉC. 1902. 326

Pages

Concierge. — V. *Exploit.*

Conseil de préfecture, *Algérie, décisions, forme, absence de visa, nullité, loi du 22 juillet 1889, applicabilité.*

Est nulle la décision d'un conseil de préfecture qui ne vise pas les dispositions législatives dont elle fait l'application, contrairement aux dispositions de l'art. 48 de la loi du 22 juillet 1889, rendue applicable à l'Algérie par le décret du 31 août 1889.

CONS. D'ÉTAT, 8 JUILL. 1903. 311

Consul. — V. *Compétence criminelle.*

Contrat de mariage. *Tunisie, Italienne, statut personnel, succession, loi italienne, mariage sans contrat, séparation de biens.*

Les Européens étant, en Tunisie, régis par leur loi nationale en ce qui concerne leur statut personnel, leurs droits de famille et leurs successions, les Italiens mariés sans contrat de mariage s'y trouvent, conformément au Code civil italien, placés sous le régime de la séparation de biens.

TRIB. DE TUNIS (1re CH.), 5 JUIN 1901. 70

Contrat de transport, *avarie ou perte partielle, fin de non recevoir, art. 105 C. com., délais, formes, inobservation, nullité.*

Les conditions de forme et de délai prescrites par l'art. 105 C. com. en cas de réclamation pour avarie ou perte partielle, doivent être rigoureusement observées.

CRIM. CASS., 17 FÉVR. 1903. 172

Contributions diverses. — V. *Circonstances atténuantes.*

Contrôleur civil. — V. *Responsabilité.*

Contumace. — V. *Cours criminelles.*

Cours criminelles, *Algérie, organisation, désignation du président du tribunal comme assesseur par le président de la Cour criminelle, validité, liste de la session, contrôle par la Cour criminelle.*

Est légale la désignation, par le conseiller à la Cour d'appel, président d'une Cour criminelle, du président du tribunal civil de l'arrondissement comme assesseur de ladite Cour criminelle, en remplacement d'un juge du tribunal empêché.

Il n'est pas nécessaire que la liste contenant les noms des assesseurs-jurés musulmans et la notification qui en est faite s'expliquent spécialement sur chacun des éléments d'idonéité exigés par la loi.

Aucune disposition légale ni aucun principe de droit n'imposent à la Cour criminelle de procéder, alors qu'aucune cause d'incapacité ne se révèle ou n'est invoquée, à des constatations tendant au contrôle de la liste de session.

CRIM. REJ., 27 AOUT 1903. 312

Pages

——— *circonstances atténuantes, délibération.*

Les Cours criminelles de l'Algérie doivent, à peine de nullité, statuer, dans les affaires qui leur sont soumises, sur l'admission ou le rejet des circonstances atténuantes.

CRIM. CASS., 25 JUIN 1903. 244

——— *compétence, relégation.*

Les Cours criminelles instituées en Algérie par la loi du 30 décembre 1902 constituent des juridictions spéciales, mais non exceptionnelles ; elles sont compétentes pour connaître de la peine accessoire de la relégation.

C. CRIM. ORLÉANSVILLE, 4 MAI 1903. 221

——— *contumace, arrestation, procédure, droits de la défense, compétence, cours d'assises, rétroactivité, loi du 8 décembre 1897, président des assises, supplément d'information.*

L'arrestation du contumace ayant pour résultat d'anéantir l'arrêt de contumace et les procédures suivies contre l'accusé depuis l'ordonnance de prise de corps, le défaut de communication de ces documents, alors qu'ils n'ont plus d'existence légale, ne peut constituer une violation des droits de la défense.

Les lois de procédure et d'instruction sont obligatoires du jour de leur promulgation et deviennent immédiatement appplicables aux poursuites en cours d'exécution pour des crimes et délits commis antérieurement ; il en est de même des lois modificatives de la compétence.

Spécialement, en matière de contumace, la loi du 30 décembre 1902 ayant attribué une compétence exclusive aux Cours criminelles d'Algérie pour connaître des crimes commis par les indigènes musulmans non naturalisés, les Cours d'assises d'Algérie ont cessé, depuis la promulgation de cette loi, d'être compétentes pour statuer sur les crimes ci-dessus spécifiés, dont les auteurs ne peuvent légalement purger leur contumace que devant les Cours criminelles, alors même que la condamnation par contumace aurait été prononcée, avant la promulgation de la loi du 30 décembre 1902, par une Cour d'assises régulièrement saisie.

La loi du 8 décembre 1897 n'est applicable qu'aux actes d'information antérieurs à l'ordonnance qui dessaisit le juge d'instruction et ses prescriptions ne s'imposent pas, à peine de nullité, au magistrat commis par le président des assises pour procéder à un supplément d'information.

CRIM. REJ., 23 JUILL. 1903. 279

——— *déclaration de culpabilité, application de la peine, vote, assesseurs-jurés, formalités prescrites, absence de moyen de constatation, mention au procès-verbal non nécessaire.*

Si la loi du 30 décembre 1902, relative aux Cours criminelles d'Algérie, a prescrit que le vote de la Cour sur la déclaration de culpabilité aurait lieu au scrutin secret et que, sur l'application de la peine, le président recueillerait d'abord les voix des assesseurs-jurés dans l'ordre où ils ont été appelés à siéger par le tirage au sort, elle s'en est rapportée à la conscience du président pour

Pages

faire observer cette double formalité sans lui imposer un mode quelconque pour sa constatation.

En conséquence, on ne saurait tirer grief de ce que l'accomplissement de ces prescriptions, auxquelles il doit être satisfait en dehors de l'audience de la Cour criminelle, n'a pas été constatée par le procès-verbal dressé en exécution de l'art. 372 C. inst. crim.

CRIM, REJ., 30 JUILL. 1903. 273

V. *Tribunaux répressifs.*

Cour d'assises, *Algérie, jury de jugement, formation, incompatibilité, nullité du verdict.*

En Algérie, il y a nullité des opérations du tirage au sort du jury de jugement qui ont lieu sur une liste de vingt-quatre jurés, et par suite nullité de l'arrêt de condamnation qui a suivi, lorsqu'un de ces vingt-quatre jurés, nécessaires aux termes de l'art. 3 de la loi du 21 novembre 1872, rendue applicable à l'Algérie par le décret du 8 février 1900, exerce des fonctions incompatibles avec celles de juré (en l'espèce, celles de brigadier forestier).

CRIM. CASS., 20 NOV. 1902. 32

V. *Cours criminelles.*

Courtier de commerce, *vente de marchandises, résiliation, livraison partielle, montant du courtage.*

Lorsqu'une vente est devenue définitive par le consentement de l'acheteur et du vendeur, la commission est due au courtier sur la totalité de la marchandise vendue, alors même que, la vente étant résiliée, l'acheteur ne prend livraison que d'une partie de cette marchandise, et cette résiliation ne peut préjudicier aux droits du courtier, à moins qu'elle ne provienne du fait de ce dernier.

ALGER (1re CH.), 19 MARS 1902. 111

D

Débits de boissons, *Algérie, Français, autorité administratice, fermeture, légalité.*

La loi du 17 juillet 1880 sur les débits de boissons ne pouvant, aux termes de la loi du 24 avril 1883, être rendue applicable à l'Algérie qu'en vertu d'un décret, il appartenait au pouvoir exécutif de rapporter ce décret s'il le croyait nécessaire.

En conséquence, l'autorité administrative peut légalement, en vertu du décret du 29 décembre 1851, remis en vigueur en Algérie par le décret du 25 mars 1881, ordonner la fermeture, dans un but de sécurité publique, d'un débit de boissons tenu par un Français.

CONS. D'ÉTAT., 16 JANV. 1903. 78

Pages

——— *Algérie, ouverture, fêtes publiques, déclaration préalable, droits annuels de licence, perception, décret du 25 mars 1901.*

Si le décret du 25 mars 1901 dispose que les autorités municipales peuvent autoriser l'ouverture de débits à l'occasion des fêtes publiques, cette autorisation, donnée au seul point de vue de la police municipale, ne dispense pas les assujettis de faire les déclarations prescrites au point de vue fiscal par le décret du 27 juin 1893.

Les assujettis à la déclaration préalable ne sont pas seulement ceux qui exercent un commerce habituel donnant lieu à la perception de droits annuels de licence, mais encore les individus qui se livrent à l'une des opérations prévues telles que celle de « débitant sous échoppe dans les foires, marchés et fêtes foraines » et qui doivent un droit exigible pour un mois entier, à quelque moment que commence ou finisse l'exercice pour un autre établissement.

ALGER, (CH. CORRECT.), 24 MAI 1902. 90

Demande nouvelle, *compte et liquidation, non recevabilité en appel.*

Si, en matière de compte ou de liquidation, il est de principe que les parties en cause doivent être considérées respectivement comme demanderesses et défenderesses, et qu'elles peuvent formuler pour la première fois en appel toutes réclamations relatives au compte litigieux et qui sont de nature à en modifier le résultat, il n'en est ainsi qu'autant que les parties en cause plaident sur l'ensemble du compte à établir entre elles et non sur des points qu'elles en distinguent et qu'elles proposent isolément aux juges du fond.

CIV. REJ., 15 JUILL. 1903. 317

Dépôt. — V. *Concession de terres domaniales.*

Désertion *mititaire, recel, texte applicable, loi du 24 brumaire an VI.*

Le délit de recel d'un soldat déserteur est puni par l'art. 4 de la loi du 24 brumaire an VI, non abrogé par les lois sur le recrutement de l'armée, ni par le Code de justice militaire du 9 juin 1857.

ALGER (CH. CORRECT.), 30 MAI 1902. 184

Détention préventive, *imputation, appel du prévenu.*

Si l'exercice sérieux du droit d'appel ne peut servir de motif à aggraver la peine prononcée contre le condamné, ni même à faire décider que la détention préventive ne s'imputera pas sur sa durée, il en est différemment de l'appel de pure forme qui, non seulement permet au condamné de ne pas subir la totalité de sa peine, mais qui en outre a pour but de mettre ses frais de voyage à la charge du trésor.

ALGER (CH. CORRECT.), 10 JUILL. 1903. 323

Diffamation. — V. *Presse.*

Divorce, *femme mariée, provision* ad litem, *première instance; appel.*

Pages

La femme en instance de divorce, à laquelle une provision *ad litem* a été accordée en première instance, peut demander en appel une provision nouvelle pour faire face non seulement aux frais à exposer devant la Cour, mais encore au reliquat des frais faits devant le tribunal.

ALGER (1re CH.), 22 DÉC. 1902. 186

Djemaâ de douar, *commune de plein exercice, représentation en justice, maire.*

Sous le régime de la loi du 5 avril 1884, auquel l'art. 164 de ladite loi soumet en principe les communes algériennes de plein exercice, les sections de commune sont représentées en justice par le maire autorisé à cet effet par le conseil municipal, sauf le cas où, les intérêts d'une section étant contraires à ceux de la commune ou d'une autre section, la section intéressée est représentée par une commission syndicale élue pour la circonstance.

Il en est ainsi alors même que la section de commune est formée par un douar indigène, le maire agissant valablement en son nom, sans qu'il soit nécessaire de consulter préalablement la djemaâ.

L'arrêté du gouverneur général de l'Algérie du 11 septembre 1895, sur les attributions des djemaâs, ne concerne que les djemaâs établies dans les communes mixtes ou dans les communes indigènes, mais ne s'applique pas aux djemaâs des douars rattachés à des communes de plein exercice.

CIV. CASS., 24 AVRIL 1902. 176

Domaine de l'État. — V. *Propriété.*

Domaine public. — V. *Alignement.*

Domicile. — V. *Compétence.* — *Exploit.*

Dommages-intérêts. *astreinte, signification du jugement, mise en demeure, appel, confirmation, point de départ des dommages-intérêts, modération de l'astreinte, pouvoir souverain du juge,*

La signification d'un jugement avec sommation de l'exécuter constitue une mise en demeure suffisante pour faire courir, à compter de l'expiration du délai déterminé, la contrainte prononcée pour l'exécution dudit jugement dans un délai déterminé.

Lorsqu'un jugement prononçant une astreinte a été confirmé en appel, les dommages-intérêts sont dus du jour fixé par le jugement et non du jour de l'arrêt confirmatif.

En cas d'astreinte, les juges ont le pouvoir souverain, sur l'opposition du débiteur, de maintenir, diminuer ou supprimer les dommages-intérêts par jour de retard.

ALGER (2e CH.), 16 OCT. 1902. 296

V. *Fret.*

Donation. *droit italien, acceptation, notification, acte de notoriété, détention du titre de propriété, loi italienne, règle* locus regit actum.

En droit italien, l'acceptation d'une donation, donnée par acte séparé doit, pour être valable, être notifiée expressément au donateur.

Il ne peut être suppléé à cette modification par un acte de notoriété.

La détention, par le donateur, conformément au droit italien, du titre de propriété de la chose objet de la donation ne saurait non plus équivaloir à la notification, par application de la règle *locus regit actum*, cette maxime, applicable seulement aux conditions de forme des contrats, ne pouvant être invoquée quand il s'agit d'une condition essentielle indispensable à la formation du contrat, à savoir le concours des volontés des parties contractantes.

ALGER (1re CH.), 24 DÉC. 1902. 187

Dot, *israélite*, *restitution*, *mari*, *absence*.

La femme israélite dont le mari est disparu est irrecevable à demander le paiement de sa dot sur des biens revenant à son mari par succession postérieurement à sa disparition, par ces motifs qu'en droit hébraïque le disparu est jusqu'à preuve du contraire considéré comme absent, d'où il suit que son mariage n'est pas dissous ; que, d'autre part, s'il était considéré comme décédé, la femme ne saurait, d'après la même législation, exercer ses reprises sur les successions arrivant à son mari après la dissolution du mariage ; qu'enfin, au cas où le mari serait citoyen français, la question serait réglée par l'art. 136 C. civ., d'après lequel, s'il vient à s'ouvrir une succession à laquelle se trouverait appelé un individu dont l'existence est incertaine, la dévolution en a lieu de la même manière que s'il était décédé.

TUNIS (1re CH.), 17 DÉC. 1902. 363

V. *Mariage*.

Droits de licence. — V. *Alcools.* — *Débits de boissons.*

E

Elections départementales, *intervention préfectorale*, *annulation*.

Lorsque, la veille du scrutin, un préfet adresse à un électeur, conseiller général lui-même et ami d'un candidat, un télégramme faisant connaître qu'il a préparé un arrêté de suspension contre un maire hostile au candidat pour lequel ledit préfet, dans un télégramme, exprime son amitié, il y a lieu d'annuler l'élection comme influencée par une semblable intervention du préfet, alors surtout que la majorité obtenue par le conseiller élu est très faible.

CONS. D'ÉTAT, 3 AVRIL 1903. 171

Pages

Élections municipales, *Algérie, indigène musulman, inéligibilité.*

L'indigène musulman non inscrit sur les listes électorales est inéligible au conseil municipal, alors même que le défaut de publication en langue arabe du tableau des radiations l'aurait mis dans l'impossibilité de réclamer sa réinscription.

CONS. D'ÉTAT, 21 NOV. 1900 166

Émancipation. — V. *Minorité.*

Enquête. — V. *Exploit.*

Enregistrement, *actes refaits pour cause de nullité, droits proportionnels.*

Si, aux termes de l'art. 68, § 1er, n° 7 de la loi du 22 frimaire an VII, les actes refaits, pour cause de nullité, sont seulement soumis à un droit fixe de 3 fr., c'est à la condition qu'ils n'apportent aucun changement qui ajoute aux objets des conventions ou à leur valeur.

REQ., 5 MAI 1903 242

Enzel, *Tunisie, bénéficiaire, cession, validité, cessionnaire, solvabilité, preuve.*

Si l'enzéliste peut librement disposer de l'immeuble grevé de la rente d'enzel sans le consentement du bénéficiaire du dit enzel, ce dernier peut, cependant, demander la nullité de la cession, s'il est prouvé que le concessionnaire est insolvable et ne présente pas les garanties suffisantes pour le paiement régulier de la rente.

La charge de cette preuve incombe au bénéficiaire de la rente d'enzel, qui peut être admis à la faire au moyen d'une enquête, si les faits allégués par lui sont pertinents et concluants.

TUNIS (1re CH.), 17 DÉC. 1902. 364

——— *Tunisie, cession, débi-rentier, notification.*

En matière d'enzel, sauf stipulation contraire, le débi-rentier a la faculté de céder son droit d'enzel sans l'autorisation du constituant, à charge seulement de lui notifier son contrat de cession.

ALGER (1re CH.), 4 DÉC. 1902. 320

Étranger, *arrêté d'expulsion, ignorance, bonne foi.*

L'arrêté d'expulsion signifié à un Italien ne parlant que la langue italienne, et qui n'en a reçu aucune traduction, soit orale, soit écrite, laisse subsister son ignorance de la mesure prise contre lui ainsi que sa bonne foi, exclusives de toute culpabilité.

ALGER (CH. CIV.), 15 mai 1902. 106

V. *Tribunaux répressifs.*

Pages

Exécution des jugements, *Tunisie, sujet tunisien, statut personnel, Européen, exequatur.*

Le décret beylical du 31 juillet 1884 réservant aux juridictions tunisiennes le règlement des contestations relatives au statut personnel des sujets tunisiens, les jugements régulièrement rendus en cette matière par lesdites juridictions sont opposables à un Européen sans qu'il soit nécessaire de les soumettre à la formalité de l'exequatur.

TRIB. TUNIS (1er CH.), 8 mai 1901. 75

Exécution provisoire. *titre authentique, suspension, inscription de faux, contestation du titre.*

L'exécution provisoire sans caution est obligatoire lorsque la demande est basée sur un titre authentique, et les tribunaux ne doivent ou ne peuvent en suspendre les effets qu'au cas d'inscription de faux principale ou incidente.

Peu importe qu'il y ait instance sur la validité du titre quand cette validité a été reconnue par le jugement rendu sur cette instance et que cette décision porte qu'elle est exécutoire par provision, nonobstant opposition en appel et sans caution.

ALGER (1re CH.), 11 MARS 1902. 290

Expert-expertise, *arrêt, erreur matérielle, rectification.*

Lorsque des erreurs matérielles se rencontrent dans une décision de justice, elles peuvent être rectifiées à l'aide d'éléments fournis par cette décision même.

CIV. REJ., 15 JUILL. 1903. 317

——— *matière commerciale, tribunal, nomination d'office.*

Un arrêt a pu, à bon droit, nommer, en matière commerciale, trois experts sans réserver aux parties la faculté de s'entendre sur leur choix.

REQ., 11 JUIN 1903. 253

Exploit, *acte d'appel, signification à une société, pli fermé, loi du 15 février 1899, nullité.*

N'est pas nul l'acte d'appel qui a été signifié à une société, sans être placé par l'huissier sous pli fermé, conformément à la loi du 15 février 1899.

ALGER (2e CH.), 19 JUILL. 1902. 353

——— *huissier, signification d'un acte par lui-même à lui-même comme mandataire en vertu d'élection de domicile, nullité.*

Par application du principe d'ordre public qui ne permet pas à un officier ministériel de donner le caractère d'authenticité à un acte rédigé dans son intérêt ou celui de ses proches, doit être considéré comme nul et sans valeur, l'acte d'appel qu'un huissier s'est signifié à lui-même, en son étude, recevant cette signification comme mandataire, et pour le compte du client qui a fait élection de domicile en son étude.

Pages

La nullité de l'appel principal n'emporte pas l'irrecevabilité de l'appel incident.

ALGER, (2e CH.), 8 MAI 1903. 258

——— *secret des actes, loi du 15 février 1899, mention insuffisante, nullité, défense au fond, irrecevabilité, appel, matière commerciale, enquête, Algérie, nullité facultative.*

Est nul, par application de la loi du 15 février 1899, l'acte d'appel signifié avec cette mention : « copie du dit exploit a été remise à la mère du sieur X... (l'intimé) sous pli légalement fermé » ou encore « laissé au requis cette copie en conformité de la loi du 15 février 1899 ».

Est nulle la signification d'un jugement de défaut avec la même mention.

Cette signification ne faisant pas courir le délai d'opposition, est valable par suite l'appel réitéré, par exploit régulier, plus de deux mois après cette signification.

Pareil appel ne saurait être déclaré irrecevable comme prématuré, l'appel d'un jugement de défaut en matière commerciale pouvant être interjeté avant l'expiration du délai d'opposition.

La nullité de l'exploit introductif d'instance, pour inobservation des prescriptions de la loi du 15 février 1899, est couverte par des défenses au fond.

Est facultative pour le juge en Algérie la nullité de l'enquête pour défaut de notification aux témoins du dispositif du jugement qui l'ordonne, s'il n'a causé aucun préjudice aux parties.

ALGER (1re CH.), 24 et 31 DÉC. 1902. 234

——— *signification, huissier, défaut de signification à personne, consentement de la partie, excuse, bonne foi.*

Encourt la cassation l'arrêt qui relaxe un huissier en déclarant que la contravention qui lui était reprochée (consistant, en l'espèce, en ce que l'huissier n'a pas remis à personne ou à domicile un exploit qu'il était chargé de signifier) n'avait pas été commise, sous le prétexte que c'était à la suite d'un accord intervenu entre lui et la partie qu'il s'était abstenu de faire à personne la dite signification.

CRIM. CASS., 23 MAI 1903. 233

——— *signification, locataire, concierge, validité, loi du 15 février 1899.*

La copie d'un acte d'huissier peut être laissée valablement au concierge d'une maison pour un des locataires.

ALGER (2e CH.), 16 OCT. 1902. 296

Expropriation publique, *Tunisie, Européen, traités diplomatiques, application, mise à exécution, délai, droit de reprise.*

Les conventions diplomatiques qui règlent la question des expropriations de terrains appartenant à des Européens en Tunisie, bien qu'abrogées, doivent néanmoins, jusqu'à la promulgation d'une loi sur l'expropriation, continuer à être observées comme constatant les principes établis par l'usage en la matière.

Pages

Aux termes des anciens traités anglo-tunisien du 10 octobre 1863 et italo-tunisien du 8 septembre 1868, le propriétaire d'un immeuble exproprié a le droit de le reprendre en restituant l'indemnité par lui reçue, si le décret du bey qui spécifie l'objet d'utilité publique n'est pas mis en exécution à l'expiration d'une année à partir de sa date.

L'acquiescement au jugement d'expropriation postérieur à l'expiration du délai d'un an ci-dessus mentionné vaut renonciation à se prévaloir de la déchéance établie par les traités susvisés.

TUNIS (1re CH.), 11 JUIN 1902. 159

Expulsion. — V. *Étranger.* — *Nationalité.*

F

Faillite, *concordat, opposition, délai, syndic, nullité, causes.*

Les oppositions à concordat doivent, à peine de nullité, être notifiées dans la huitaine.

Le syndic d'une faillite, même non créancier personnel du failli, a, sans restriction, le droit de former opposition au concordat comme représentant la masse des créanciers.

Est nul le concordat que ni la majorité en nombre ni la majorité en sommes des créanciers n'ont accepté, alors surtout qu'il fait grief à la masse des créanciers.

ALGER (1re CH.), 27 JANV. 1902. 33

——— *Tunisie, hypothèque consentie durant la période suspecte, immatriculation, validité.*

En Tunisie, l'hypothèque prise pendant la période suspecte ne peut plus être annulée lorsqu'elle se trouve inattaquable par l'effet de l'immatriculation de l'immeuble grevé.

ALGER (1re CH.), 29 OCT. 1902. 354

V. *Alcool.* — *Assurance.*

Fonctionnaire, *ingérence, fournitures, maire, préjudice, amende.*

Au cas d'ingérence d'un maire dans les fournitures faites à sa commune, aucune amende ne peut être prononcée contre lui, en vertu de l'art. 175 C. pén., sans une évaluation préalable des indemnités et restitutions.

Encourt la cassation l'arrêt qui n'a pas fait cette évaluation, alors même qu'il n'y a pas de partie civile en cause.

CRIM. CASS., 10 JUILL. 1903. 344

V. *Responsabilité.*

Frais et dépens. — V. *Partie civile.*

Pages

Fret ou nolis, *capitaine, paiement du fret, tierce consignation, consignataire, offre de caution, président du tribunal de commerce, compétence, capitaine, chargement, dommages-intérêts, affréteur, mise en demeure.*

Le tribunal de commerce est incompétent pour rétracter une ordonnance par laquelle son président a ordonné le dépôt en mains tierces de la cargaison d'un navire afin d'assurer au capitaine le paiement de son fret, conformément à l'art. 360 C. com.

Le président du tribunal de commerce est aussi seul compétent pour statuer sur l'opportunité de l'offre d'une caution offerte par le chargeur pour garantir le paiement du fret.

Le capitaine ne peut invoquer les dispositions de l'art. 288 C. com. et en réclamer le bénéfice qu'autant qu'il a mis en demeure l'affréteur de compléter son chargement, qu'il a obtenu un jugement l'autorisant à partir faute par l'affréteur de l'avoir parfait dans un certain délai.

Si le capitaine fait voile sans mettre l'affréteur en demeure, loin d'être fondé à demander le fret entier, il peut, suivant les circonstances, être tenu à des dommages-intérêts envers l'affréteur.

TRIB. COM. ALGER, 17 NOV. 1902. 267

G

Gage. — V. *Nantissement des fonds de commerce.*

Géomètre. — V. *Pensions civiles.*

H

Habous, *clause que la branche aînée primera la branche cadette sauf exception pour l'oncle et le neveu, validité.*

Est valable et obligatoire la clause d'une fondation habousale par laquelle les fondateurs, dans l'espèce deux frères, ont stipulé que la branche aînée primerait la branche cadette, sauf exception pour l'oncle paternel et le neveu.

ALGER (CH. MUSULM.), 28 JUILL. 1903. 260

V. *Enzel.*

Huissier. — V. *Exploit.*

Hypothèque. — V. *Concession de terres domaniales.* — *Faillite.* — *Obligation.*

I

Pages

Immatriculation. — V. *Faillite.*

Impôts, *Algérie, impôt foncier, gourbi, imposition.*

En Algérie, les gourbis, construits en pierres jointes avec de la terre glaise et couverts en chaume constituent de véritables bâtiments d'habitation, passibles de la contribution foncière.

CONS. D'ÉTAT, 30 NOV. 1901. 167

Impôts arabes, *Algérie, hockor, terre azel, titre français.*

L'impôt hockor établi sur les terres azels dépendant, avant la conquête du beylick, reste dû même lorsque ces terres ont fait l'objet de la délivrance de titres français dûment transcrits.

CONS. D'ÉTAT, 19 NOV. 1900. 164

——— *Algérie, israélites, exemption, qualité de Français, preuve.*

Les israélites indigènes n'étant pas imposables aux impôts arabes en leur qualité de citoyens français, décharge de ces impôts doit être accordée à l'israélite algérien qui établit sa qualité même par un jugement postérieur à la publication du rôle.

CONS. D'ÉTAT, 16 NOV. 1900. 168

Impôts, *Tunisie, droit sur les musiciens, droit de pâturage, adjudication, validité, objet.*

Le droit sur les musiciens existe dans toute la régence de Tunis, où il est réglementé par le décret beylical du 11 juin 1871.

Le droit de pâturage existe aussi en principe en Tunisie, mais il y est souverainement régi par les usages locaux, et en certains lieux il est même tombé en désuétude.

Mais on ne saurait arguer de nullité, faute d'objet, l'adjudication relative à l'un et l'autre de ces droits.

ALGER (1re CH.), 2 DÉC. 1901. 294

Indigénat, *Algérie, service de garde et de patrouilles, infraction.*

Toute inobservation par les indigènes en Algérie des prescriptions relatives au service de gardes et de patrouilles constitue l'une des infractions spéciales à l'indigénat.

CONS. D'ÉTAT, 31 JUILL. 1901. 338

Indivision. — V. *Licitation.*

Pages

Inscription de faux. — V. *Exécution provisoire.*

Instance domaniale. — V. *Propriété.*

Instituteur. — V. *Responsabilité.*

Interdiction, *droit musulman tunisien, publicité, effets, point de départ.*

D'après la loi musulmane tunisienne, les effets de l'interdiction ne sont pas subordonnés à l'accomplissement des formalités prescrites pour la publication du jugement qui l'a prononcée, mais ils se produisent à compter de ce jugement.

TRIB. DE TUNIS (1re CH.), 8 MAI 1901. 75

Intérêt des capitaux, *capital versé en vertu d'un jugement susceptible d'appel, bonne foi.*

La partie qui se fait payer un capital en exécution d'un jugement exposé aux résultats éventuels de l'appel et par conséquent en vertu d'un titre litigieux est censé connaître les vices de ce titre et ne peut être assimilée à celui qui a reçu de bonne foi un capital indûment payé. — En conséquence, elle doit les intérêts du jour du paiement lorsque, par suite de la réformation du jugement en vertu duquel ce paiement a eu lieu, elle est condamnée à restituer le capital.

REQ., 11 JUIN 1903. 253

——— *prêt, stipulation verbale, preuve, aveu indivisibilité.*

Si l'art. 1907, § 2 C. civ. ne permet pas à un créancier de réclamer des intérêts non stipulés par écrit, la loi cependant n'établit pas de présomptions absolues contre l'existence de conventions verbales d'intérêt, puisqu'elle dispose, dans l'art. 1906, que « l'emprunteur qui a payé des intérêts non stipulés ne peut ni les répéter, ni les imputer sur le capital. »

En conséquence, l'aveu par lequel le créancier reconnaît qu'il a reçu des sommes à titre d'intérêts n'est pas prohibé par la loi, et les juges n'ont fait, dans l'espèce, que se conformer à la dite loi en déclarant que cet aveu ne saurait être divisé contre celui dont il émanait.

REQ., 10 DÉC. 1902. 23

Interprétation d'arrêt. — V. *Compétence.*

J

Jugement par défaut, *Tunisie, opposition, indigène tunisien, actes d'exécution, portée, ignorance, recevabilité.*

Une opposition à jugement de défaut est recevable, postérieurement à des actes d'exécution, lorsqu'il est constant que les per-

Pages

sonnes contre lesquelles ces actes étaient dirigés étaient des femmes tunisiennes trop ignorantes pour se rendre compte de leur nature et de leur portée.

TRIB. TUNIS (1re CH.), 29 JANV. 1902 22

V. *Rélégation.*

Jury. — V. *Cour d'assises*

L

Légion étrangère. — V. *Pensions militaires.*

Liberté du commerce, *pêche au bœuf, restriction volontaire, coalition, cause illicite, nullité, ordre public.*

Est nul, d'une nullité d'ordre public, comme portant atteinte à la liberté du commerce, l'engagement par lequel une personne s'est interdit, de façon absolue, avec clause pénale, d'armer pour la pêche au bœuf plus de cinq balancelles.

ALGER (3e CH.), 30 DÉC. 1901. 299

Licitation, *Algérie, copropriétaires musulmans, représentant unique, pouvoirs, appel, art. 16 de la loi du 28 avril 1887, art. 17 de la loi du 16 février 1897.*

Le représentant unique des indigènes musulmans copropriétaires d'un immeuble, constitué en vertu de l'art. 16 de la loi du 28 avril 1887 pour défendre à une demande en licitation, a le droit de relever appel au nom des représentés.

L'art. 17 de la loi du 16 février 1897 n'a supprimé le droit d'appel que contre les jugements fixant la somme à payer par la soulte touchée par le demandeur en licitation.

ALGER (2e CH.), 24 MAI 1902. 99

——— *indivision, droit musulman tunisien, tiers acquéreur des droits d'un copropriétaire.*

D'après la loi musulmane en vigueur en Tunisie, le tiers étranger acquéreur à titre onéreux de la part d'un cohéritier dans un immeuble n'a pas le droit de demander la licitation du dit immeuble, mais seulement le droit de demander le partage en nature, s'il est possible.

TRIB. TUNIS (1re CH.), 9 AVRIL 1902 35

Liquidation judiciaire. — V. *Assurances.*

M

Pages

Maire. — V. *Fonctionnaire.*

Mariage, *droit musulman, dot, cadeaux de noces, restitution, causes, pourvoi en revision, recevabilité..*

Une question de restitution de dot rentre dans la catégorie des instances sujettes à revision en matière musulmane.

La loi musulmane n'admet la restitution de la dot par la femme que dans trois cas de répudiation de la femme par le mari : grossesse de la femme avant le mariage, son adultère et le fait par elle de changer de religion.

Il est également de principe en droit musulman que les cadeaux de noces ne doivent être restitués que si le mariage vient à être annulé avant sa consommation.

ALGER (CH. REV.), 18 FÉVR. 1903. 328

——— *Tunisie, musulmans algériens, preuve testimoniale, insuffisance, nécessité d'un acte devant notaires.*

D'après la coutume tunisienne, le mariage est constaté par un acte passé devant notaires.

La preuve d'un mariage, ou de l'accord intervenu entre le fiancé et le père par lequel ce dernier donne sa fille en mariage moyennant une dot déterminée, ne saurait s'établir par témoins s'il n'est pas démontré que des raisons sérieuses ont pu empêcher que cet acte fut passé devant des notaires, alors surtout qu'il en existait dans la région habitée par les parties.

TUNIS (1re CH.), 21 JUIN 1903. 367

Marques de fabrique, *contrefaçon, signes distinctifs, différences manifestes, confusion impossible, imitation frauduleuse.*

Pour qu'il y ait imitation frauduleuse ou illicite d'une marque de fabrique, il faut qu'il existe entre les deux marques comparées des similitudes telles que la confusion soit possible pour des acheteurs n'apportant pas, dans l'examen des deux marques, une attention commune et ordinaire.

ALGER (1re CH.), 25 MARS 1902. 349

Médaille militaire. — V. *Pensions militaires.*

Médecin de colonisation. — V. *Pensions civiles.*

Megharsa, *Tunisie, preuve littéraire.*

En Tunisie, le droit de megharsa se constate habituellement par un titre.

Pages

En conséquence, celui qui se prévaut d'une semblable convention ne saurait être admis à en démontrer l'existence au moyen de la preuve testimoniale.

TUNIS (1re CH.), 18 MARS 1903. 332

Minorité, *tutelle, droit musulman, puberté, capacité de s'engager, émancipation, forme, tutelle testamentaire, point de départ, litige intéressant le mineur, mise en cause.*

En droit musulman, la minorité subsiste même après la puberté, relativement à la faculté de s'obliger par contrat et de disposer de son patrimoine ; elle ne cesse que par l'émancipation, qui peut être tacite, et se produit ainsi lorsque le père, ayant reconnu la capacité de son fils, permet à ce dernier de gérer lui-même ses affaires.

Le tuteur testamentaire nommé par le père à son fils pour le cas où il serait absent ou décédé, n'entrant en fonctions que lorsque l'une ou l'autre de ces éventualités se produit, ne peut être mis valablement en cause, en dehors de ces cas, dans une instance intéressant le mineur.

TUNIS (1re CH.), 19 MARS 1902. 334

Monnaie, *Tunisie, pièces imitant les monnaies, distribution, loi française du 19 juillet 1902, non applicabilité.*

En Tunisie, la distribution de pièces imitant les monnaies d'or françaises ne peut être poursuivie en vertu de l'art. 57 de la loi française des finances du 30 mars 1902, non promulguée dans la Régence.

TUNIS (1re CH.), 7 OCT. 1902. 333

Motifs des arrêts et jugements, *cimetière, propriété, commune, délimitation, demande nouvelle.*

En présence de l'action introduite contre une commune par un particulier, tendant à la suppression d'un cimetière compris dans un domaine acquis par ce dernier, les juges du fond justifient légalement le rejet de cette prétention, lorsque, après avoir constaté que, dans son aspect extérieur et par la conservation des tombeaux, le cimetière litigieux présente tous les signes d'un lieu de sépulture communale, ils décident, en cet état des faits, que la commune en est propriétaire en vertu d'une possession antérieure au titre du demandeur et d'une affectation plus que trentenaire au service des inhumations.

Si, devant la Cour d'appel, la contestation n'a porté que sur la propriété même du cimetière, est irrecevable, comme nouveau, le moyen de cassation qui rapproche à l'arrêt attaqué de n'avoir pas délimité cette propriété.

CIV. REJ., 13 JUIN 1903. 357

N

Nantissement des fonds de commerce, *conditions, inscription au greffe du tribunal de commerce, autorisation tacite de vente d'une partie du fonds.*

Pages

La loi du 1er mars 1890 sur le nantissement des fonds de commerce n'a soumis la validité de ce nantissement, à la différence de celle du nantissement des autres meubles incorporels, qu'à la seule formalité de l'inscription au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel le fonds est exploité.

Mais le consentement, formel ou tacite, du créancier nanti à l'aliénation partielle du bien donné en nantissement lui fait perdre, à due concurrence, son droit de gage.

ATGER (3e CH.), 18 FÉVR. 1903. 238

Nationalité, *étranger né en France, arrêté d'expulsion, rentrée en France, participation aux opérations de recrutement, acquisition de la qualité de Français.*

Est Français l'individu, né en France de parents étrangers, qui, porté sur le tableau de recensement, a pris part aux opérations de recrutement sans exciper de son extranéité et en affirmant sa volonté de devenir Français.

Par suite, bien que cet individu ait été auparavant l'objet d'un arrêté d'expulsion, sa présence sur le territoire français n'est pas délictueuse.

ALGER (CH. CORR.), 22 MARS 1902. 105

—— *individu né à l'étranger de parents français, incorporation dans l'armée française, expulsion, infraction à l'arrêté.*

Est Français l'individu né à l'étranger de parents français.

En conséquence, sa présence sur le sol français pour être incorporé dans l'armée française n'est pas délictueuse, malgré un arrêté d'expulsion antérieurement pris contre lui.

ALGER (CH. CORRECT.), 17 JUILL. 1903. 322

—— *individu né en France de parents étrangers, arrêté d'expulsion, infraction, majorité, recrutement, demande d'inscription sur les contrôles.*

Si le fait, pour un étranger né en France, d'y avoir son domicile au moment de sa majorité, doit entraîner de plein droit, à son profit, l'acquisition de la qualité de Français, il n'en saurait être de même pour un individu né en France de parents étrangers qui ne ont été expulsés pendant sa minorité, alors que, d'une part, rentré en France malgré l'arrêté d'expulsion, cet individu n'y pouvait avoir, à l'époque de sa majorité, ni domicile ni résidence, au sens légal du mot, puisque sa présence sur le territoire de la République constituait un délit, et que, d'autre part, il n'a pas, à cette époque, manifesté sa volonté de devenir immédiatement et irrévocablement Français, en réclamant cette qualité, conformément aux dispositions de l'art. 9 Code civil.

La demande d'inscription sur les contrôles du recrutement, faite à la mairie de son domicile par l'individu né en France d'un etranger, demande non admise d'ailleurs, ne lui fait pas acquérir la qualité de Français, qu'il ne peut obtenir qu'à la double condition d'avoir été porté sur le tableau de recensement et d'avoir pris part aux opérations de recrutement sans opposer son extranéité.

CRIM. REJ., 17 JUILL. 1903. 281

Pages

——— *musulman domicilié en Tunisie, présomption, nationalité tunisienne.*

Les musulmans domiciliés en Tunisie doivent être présumés de nationalité tunisienne jusqu'à preuve contraire, laquelle ne saurait résulter d'un certificat de protection délivré par la résidence générale pour la durée d'un an.

TRIB. TUNIS (1re CH.), 29 JANV. 1902. 22

V. *Application des lois à l'Algérie.*

Navire. — V. *Compétence criminelle.*

Nullité facultative. — V. *Exploit.*

O

Obligation, *ouverture de crédit, consolidation hypothécaire et solidaire du débiteur chez son créancier, condition protestative.*

Constitue non une ouverture de crédit, mais la consolidation hypothécaire et solidaire du découvert qu'un débiteur avait dans une banque, consolidation non soumise à une condition potestative, la convention par laquelle la banque créancière a accepté l'engagement solidaire et hypothécaire du débiteur et de sa femme jusqu'à concurrence d'une certaine somme et promis, en échange de cet engagement, de continuer l'admission des valeurs portant la signature du débiteur tout en se réservant de vérifier, avant de les accepter, si elles remplissaient les conditions d'échéance et autres qu'elle a coutume d'exiger, ledit traité devant produire son effet pendant dix ans, mais chacune des parties conservant le droit de le faire cesser à toute époque en avertissant l'autre contractant trois mois à l'avance.

REQ., 28 JUILL. 1903. 312

——— *vices du consentement, violence, preuve.*

Les présomptions admises pour établir le dol et la fraude sont admissibles également pour établir la violence, qui doit être assimilée au dol quand elle est exercée pour arracher un consentement.

Ainsi les juges du fait ont pu régulièrement déduire, et des termes d'une lettre de la femme à son mari, produite par celui-ci, et des circonstances de la cause souverainement appréciées par eux, la preuve de la violence morale exercée sur ladite dame par son mari pour obtenir d'elle la reconnaissance d'un paiement purement fictif ; relever les caractères de cette contrainte, susceptible de vicier le consentement, dans la menace d'une poursuite correctionnelle pour adultère, en constatant que la plainte portée par le mari, qui constitue incontestablement en elle-même l'exercice d'un droit, mais nullement une voie légale pour assurer au plaignant sa libération des obligations pécuniaires résultant à sa charge des

Pages

conventions matrimoniales, avait été, dans l'espèce, employée par le mari comme un moyen d'intimidation en vue d'extorquer à sa femme la quittance fictive d'une partie de ses reprises.

REQ., 6 AVRIL 1903. 173

Octroi de mer. — V. *Alcool. — Circonstances atténuantes.*

Opposition. — V. *Jugement par défaut.*

Outrage, *président de la République, délit, conditions, constatation, insuffisance, arrêt, cassation.*

L'outrage par paroles envers un magistrat, prévu et puni par l'art. 222 C. pén., n'étant punissable que lorsque cet outrage a été adresé au magistrat lui-même ou lorsque, ayant été adressé à un tiers, il est parvenu à la connaissance de ce magistrat par la volonté de son auteur, encourt la cassation, l'arrêt qui s'est borné à relater les propos offensants proférés par le prévenu à l'adresse du président de la République au cours d'une réunion électorale, en omettant à la fois et d'attester la volonté expresse du prévenu de faire parvenir cet outrage au haut magistrat qui en était l'objet et de préciser s'il en avait réellement connaissance.

CRIM. CASS., 14 MARS 1902. 229

P

Partie civile, *constitution, recevabilité, matière correctionnelle, clôture des débâts.*

En matière correctionnelle, la constitution de la partie civile peut avoir lieu en tout état de cause jusqu'à la clôture des débats, lesquels ne sont clos que par le prononcé du jugement.

ALGER (CH. CORRECT.), 8 FÉV. 1902. 69

——— *Représentation, avoué, frais, matière criminelle.*

La partie civile a la faculté d'intervenir aux débats devant la juridiction correctionnelle en tout état de cause, mais elle n'est pas obligée de se faire assister ou représenter par un avoué pour y prendre des conclusions.

Le prévenu condamné aux frais du procès en vertu de l'art. 191 C. instr. crim. n'a pas qualité pour soutenir que les frais du procès auraient dû être mis d'abord à la charge de la partie civile, sauf un recours contre lui, le trésor seul, sur le pourvoi du minisière public, pouvant, quand il y a lieu, se plaindre de la violation de l'article susvisé.

CRIM. CASS., 7 MAI 1903. 247

Pêche au bœuf. — V. *Liberté du commerce.*

Partie civile. — V. *Appel.*

Pensions civiles, *géomètre, Algérie, levés généraux, retraite, bonification coloniale.*

Les géomètres attachés au service des levés généraux en Algérie ne peuvent réclamer la qualité de fonctionnaires ou employés appartenant aux cadres permanents d'une administration publique.

Dès lors il n'y a lieu de leur tenir compte des années passées par eux dans ce service en ce qui concerne soit la liquidation de leur retraite, soit la bonification coloniale.

CONS. D ÉTAT, 19 DÉC. 1902. 84

——— *médecin de colonisation, Algérie, typhus, acte de dévouement, décès.*

La veuve d'un médecin de colonisation (qui a perdu la vie après avoir contracté le typhus en procédant lui-même à l'exécution des mesures de désinfection destinées à en enrayer l'épidémie) a droit à la pension prévue par l'art. 11, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 9 juin 1853, et non à la pension pour grave accident de service, visée par le § 2 de l'art. 11 de ladite loi.

CONS D'ÉTAT, 15 MAI 1903. 169

Pensions militaires, *Algérie, engagé volontaire dans un corps de troupes algériennes domicilié en Algérie, art. 7 de la loi du 11 avril 1831.*

Celui qui a été incorporé, en qualité d'engagé volontaire, à un corps de troupes algériennes, alors qu'il résidait en Algérie, ne saurait être considéré comme ayant été « envoyé d'Europe » et, par suite, ne peut invoquer les dispositions de l'art. 7 de la loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre.

CONS. D'ÉTAT, 15 MAI 1903. 307

——— *légion étrangère, engagement sous un faux nom, médaille militaire, pension.*

L'ancien militaire de la légion étrangère qui, après avoir encouru des condamnations sous son vrai nom, s'est engagé sous un nom d'emprunt, et qui demande à la fois l'autorisation de porter la médaille militaire et une pension à raison de ses douze années de service, doit être renvoyé devant le chancelier de la Légion d'honneur pour ce qui est de la médaille et devant le ministre pour la liquidation de sa pension à laquelle il a droit, aucune des dispositions des lois de 1872 et de 1889 ne faisant obstacle à l'incorporation dans la légion étrangère, même sous un nom supposé, et à l'allocation d'une pension proportionnélle au légionnaire engagé sous un faux nom.

CONS. D'ÉTAT, 3 AVRIL 1903. 337

Portier-consigne, *sous-officiers rengagés ou commissionnés, assimilation.*

Aucune disposition de la loi ou de règlement n'assimile les portiers-consignes aux sous-officiers rengagés ou commissionnés

Pages

des corps de troupe en ce qui concerne la solde spéciale, la haute paye, la gratification annuelle et les indemnités ou allocations en nature.

Cons. d'État, 8 mai 1903. 309

Postes et télégraphes, *Tunisie, transport des correspondances, monopole.*

Malgré le décret beylical du 11 juin 1888 réservant le monopole du transport des correspondances en Tunisie à l'administration des postes et télégraphes, il est admis qu'on peut expédier par un exprès des lettres émanant d'une seule et même personne.

Tunis (1re Ch.), 21 oct. 1902 366

Pourvoi en cassation. — V. *Tribunaux répressifs.*

Pourvoi en revision. — V. *Mariage.*

Prescription. — V. *Alignement — Propriété. — Testament.*

Président de la République. — V. *Outrage.*

Presse, *diffamation, gérant, amende, propriétaire du journal, peine personnelle.*

Applique faussement l'art. 44 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, l'arrêt qui met à la charge des propriétaires du journal condamné les condamnations prononcées contre le gérant, cette disposition comprenant implicitement l'amende, peine qui doit en principe rester personnelle.

Crim. cass., 12 juill. 1903. 314

Preuve. — V. *Enzel. — Meghaasa. — Serment.*

Procès-verbal, *liquide, degré alcoolique, détermination, pouvoirs des tribunaux.*

La détermination du degré alcoolique d'un liquide est une opération scientifique qui tombe sous le contrôle des tribunaux et cette détermination faite par les agents dans les procès-verbaux ne constitue qu'une simple opinion de leur part si le résultat en est contesté par le prévenu.

Crim. cass., 7 mai 1902. 247

V. *Alcool.*

Promulgation. — V. *Applicabilité des lois.*

Propriété, *Algérie, commune, voirie, chemins publics et privés, preuve, usage public, destination, circulation, dénomination, cadastre, cassation, effets, cassation partielle, indivisibilité de la condamnation, annulation pour le tout.*

Tout chemin affecté à l'usage du public est présumé jusqu'à preuve contraire, appartenir à la commune sur le territoire de laquelle il est situé, et cette affectation peut s'établir notamment par la destination du chemin jointe soit au fait d'une circulation générale et continue, soit à des actes réitérés de surveillance et de voirie de l'autorité municipale (D. 19 mars 1886. art. 1 et 2).

En conséquence, la destination apparente d'un chemin à l'usage du public n'est caractéristique de son affectation au domaine public communal que si elle est accompagnée de faits matériels de possession exercés par la commune et rentrant dans l'une des deux catégories ci-dessus spécifiées.

Le fait d'une circulation générale et continue est suffisamment caractérisé pour justifier, au profit d'une commune, l'application de la présomption légale établie par le décret précité, s'il est constaté qu'un chemin litigieux met en communication toute une région avec un marché.

De même, l'affectation à l'usage public résulte suffisamment, en raison du caractère des lieux desservis et des coutumes arabes, de ce qu'un chemin litigieux relie une route départementale à deux marabouts et dessert un cimetière.

Mais la dénomination d'un chemin, encore qu'elle présente quelque utilité pour établir sa destination, est sans portée quant à la preuve de son affectation.

Lorsqu'elles se placent en dehors de la présomption du décret du 19 mars 1886 (art. 1 et 2), les communes doivent prouver leur droit de propriété sur les chemins ruraux par des titres formels et directs, et les mentions cadastrales ne peuvent en tenir lieu ; de sorte qu'à défaut de tout autre constatation caractéristique de l'affectation publique, la seule présomption tirée de la figuration du chemin litigieux au cadastre reste inopérante.

Lorsque la décision frappée du pourvoi ordonne la réouverture de plusieurs chemins attribués à une commune, et cela aux frais de son adversaire, en prononçant contre lui une astreinte unique d'une somme déterminée par chaque jour de retard, la cassation partielle de l'arrêt entraîne, en raison de l'indivisibilité de cette condamnation et par voie de conséquence, l'annulation pour le tout de ladite disposition.

CIV. CASS., 15 JUIN 1903. 274

——— *Algérie, instance domaniale, action en déclassement, procédure, introduction de l'instance, mémoire, dépôt, délai, décrets du 28 décembre 1855 et du 22 septembre 1887.*

Les délais nécessaires pour l'échange des mémoires prescrits par l'art. 1er du décret du 28 décembre 1855, relatif aux instances domaniales en Algérie, sont inconciliables avec la disposition de l'art. 13 du décret du 22 septembre 1887, relatif à la délimitation de la propriété des tribus, disposition aux termes de laquelle le particulier qui réclame contre l'Etat la propriété de terres classées comme domaniales doit, à peine de nullité, introduire sa demande dans le mois qui suit l'opposition à lui notifiée.

Il s'ensuit que les dispositions de l'art. 1er du décret du 23 décembre 1855 ne sont pas applicables aux procédures suivies dans les conditions du décret du 22 septembre 1887.

Pages

Toutefois, lorsque l'administration des domaines a exigé du réclamant qu'il introduisit sa demande non par une citation, mais par un mémoire à elle notifié dans le délai de l'art. 13 du décret de 1887, et qu'elle a accepté ce mode de procéder en répondant elle-même par un mémoire dans les quarante jours suivants, il en résulte que l'accord intervenu entre les parties sur la manière d'engager l'instance rend l'administration non recevable à se prévaloir ultérieurement de la déchéance que le réclamant aurait encourue en ne donnant citation qu'après l'expiration du délai d'un mois prévu par l'art. 13 du décret de 1887.

CIV. REJ., 24 AVRIL 1903. 231

——— *Algérie, instance domaniale, instruction par écrit, rapport, communication au ministère public.*

Dans les instances domaniales, en Algérie, l'instruction doit avoir lieu, comme dans toutes les instructions par écrit, sur le rapport d'un juge et après communication au ministère public.

ALGER (1re CH.), 18 OCT. 1902. 358

——— *Algérie, loi du 26 juillet 1873, titre administratif, titre antérieur, nullité, prescription de dix à vingt ans, juste titre.*

La propriété étant censée avoir toujours reposé sur la tête de l'attributaire du titre administratif délivré à la suite des opérations de la loi du 26 juillet 1873, tous actes antérieurs contredisant cette déclaration de propriété sont frappés d'une déchéance originaire, tous titres antérieurs sont annulés, réputés inexistants et ne peuvent, par conséquent, servir de juste titre pour la prescription acquisitive de dix à vingt ans.

ALGER (2e CH.), 3 MAI 1902. 98

——— *Algérie, titre administratif, titre notarié, priorité.*

Le titre administratif délivré en exécution de la loi du 26 juillet 1873 doit prévaloir contre le titre notarié antérieur en date, lorsque le détenteur du titre notarié n'a pas fait procéder à la purge spéciale édictée par les art. 25 et suivants de la dite loi et n'a pas actionné dans les six mois son vendeur, conformément à l'art. 14 de la loi du 16 février 1897, tandis que le détenteur du titre administratif a muni le sien de la mention prévue par l'art. 15 de la loi du 16 février 1897.

Et le titre notarié dont s'agit, étant annulé, ne peut servir de base à aucune prescription.

ALGER (2e CH.), 16 MAI 1902. 101

V. *Sequestre.*

R

Recel. — V. *Désertion.*

Pages

Relégation, *jugement par défaut, opposition.*

Encourt la cassation l'arrêt qui a fait état, pour prononcer la relégation, d'une condamnation rendue par défaut et encore susceptible d'opposition.

CRIM CASS., 27 JUIN 1903. 250

V. *Tribunaux répressifs.*

Responsabilité, *État, service des postes, lettre chargée, destinataire, reçu, détournement de valeurs.*

La fin de non recevoir tirée du reçu donné par la destinataire d'une lettre chargée au facteur cesse d'être opposable lorsqu'il est constant que les agents de l'administration des postes ont omis de remplir les formalités à eux imposées pour ce service et qu'ils ont ainsi, par leurs propres agissements, induit le destinataire en erreur sur l'état d'intégrité apparent du chargement, sans que l'expéditeur puisse être tenu de prouver que la spoliation des valeurs a été commise par un agent des postes déterminé.

REQ., 25 MARS 1903. 345

——— *instituteur, loi du 26 juillet 1898, État, présomption de défaut, preuve contraire, commune, demandeur.*

La loi du 26 juillet 1898 qui, en cas d'accident survenu à des enfants dans l'intérieur de l'école, a substitué l'État à la personne des instituteurs, n'a pas modifié le principe qui engage la responsabilité de ces derniers non plus que la présomption de faute édictée à leur égard.

En conséquence, c'est à l'État d'établir, en vertu de la disposition de l'art. 1384 § 5 C. civ., que l'instituteur n'a pu empêcher le fait qui donne lieu à sa responsabilité.

Mais c'est au père du blessé à prouver, d'après le droit commun et en l'absence de toute disposition analogue à celle susvisée en ce qui concerne la commune, la faute de celle-ci engageant sa responsabilité.

Le père de l'auteur de l'accident, encore mineur, doit être maintenu en cause dans l'instance dirigée contre celui-ci, en qualité d'administrateur des biens de son fils.

ALGER (1re CH.), 1er DÉC. 1902. 190

——— *Tunisie, fonctionnaire, conditions, contrôleur civil, indigènes, refus de l'impôt, incarcération, État tunisien.*

Le fonctionnaire public qui cause à autrui un préjudice à raison de l'exercice de l'autorité publique dont il est investi n'est exposé à une action civile en dommages-intérêts que tout autant qu'une faute grave, inexcusable peut lui être personnellement reprochée.

En Tunisie, n'encourent aucune responsabilité le contrôleur civil et le caïd qui ont fait incarcérer des indigènes, en vertu d'ordres supérieurs, pour refus de paiement de l'impôt.

Le gouvernement tunisien n'est pas tenu des fautes qu'auraient personnellement commises des agents dans l'exercice normal de l'autorité dont ils sont investis.

ALGER (1re CH.), 23 DÉC. 1902. 185

V. *Commune de plein exercice.* — *Compétence.*

S

Pages

Saisie immobilière, *adjudication, demande principale en nullité, appel, art. 732 C. proc. civ.; inapplicabilité. appel, demande nouvelle, fin de non recevoir des art. 328 et 729 C. pr. civ. ; absence, Tunisie, droit musulman, curateur, nomination, publicité, mise en cause, nullité.*

Les dispositions exceptionnelles de l'art. 732 C. proc. civ. en matières d'appel sont applicables à une action principale en nullité d'adjudication.

Les fins do non recevoir déduites des art. 728 et 729 C. pr. civ., ne sont pas opposables aux personnes qui n'ont point été régulièrement appelées à la procéduré de saisie.

Constitue une demande nouvelle non recevable en appel pour la première fois, la demande en nullité dirigée contre le titre base de la poursuite.

En droit tunisien, lorsque le cadi, ayant régulièrement constaté l'absence d'un musulman, lui a nommé un curateur, à partir de cette nomination régulièrement répertoriée sur le registre des tutelles d'office, toute poursuite judiciaire eontre l'absent doit, à peine de nullité, être dirigée contre ledlt curateur.

En conséquence est nulle l'adjudication prononcée à la suite d'une saisie immobilière dirigée contre ledit absent, et à laquelle son curateur n'a pas été appelé.

La mention de la curatelle sur le registre des tutelles d'office constitue une publicité suffisante à l'égard des tiers, alors surtout qu'il a été déclaré au poursuivant par les détenteurs qu'ils étaient locataires du curateur de l'absent.

ALGER (1re CH.), 5 MARS 1902. 283

Secret des lettres. — V. *Exploit.*

Séparation de biens. — V. *Contrat de mariage.*

Séparation de corps. *loi italienne, autorisation de justice. séparation amiable, demande reconventionnelle, recevabilité, statut personnel, tribunaux français, procédure.*

D'après les prescriptions de la loi italienne, la séparation de corps à l'amiable sans autorisation de justice doit être déclarée nulle ainsi que le contrat qui en a réglé les conditions.

Est irrecevable devant la justice française une demande de séparation de corps formée reconventionnellement, les dispositions du Code de procédure français, d'ordre public en cette matière, édictant impérativement que le demandeur devra préalablement appeler en conciliation son conjoint devant le président du tribunal.

TUNIS (1re CH.), 18 JUIN 1902. 207

Séquestre collectif, *Algérie, rachat, soulte, mainlevée, effets, attribution de propriété.*

l'ages

En cas de séquestre collectif en Algérie, le paiement d'une soulte de rachat n'a pas pour effet de libérer une parcelle déterminée du territoire séquestré.

Cette taxe de rachat a le caractère d'une contribution ou cotisation imposée aux membres de la collectivité au prorata de leur fortune personnelle, dans le but d'affranchir du séquestre collectif l'ensemble du territoire séquestré.

La convention de rachat et la mainlevée qui la suit n'ont aucun caractère attributif de propriété.

Par le fait de la mainlevée, les membres qui composent la collectivité payante se trouvent simplement replacés dans leur situation antérieure sans réduction comme sans augmentation de leur droit.

Ils ne tiennent par conséquent du rachat aucun droit nouveau et personnel, mais seulement le droit de réclamer ce qu'ils auraient payé indûment ou pour le compte d'autrui.

ALGER (1re CH.), 11 MARS 1902. 261

Serment, *Algérie, kabyles, immeubles régis par la loi française, retractation, preuve testimoniale.*

Au cas de délation de serment, devant un tribunal français, statuant en matière ordinaire, par un kabyle à un autre kabyle, au cours d'une contestation ayant pour objet des immeubles régis par la loi française, le serment doit être prêté, en cas de difficulté, entre les parties, sur le mode de prestation du dit serment, en la forme française, c'est-à-dire par la partie seule, à l'audience, dans les termes de l'art. 121 C. pr. civ., non sur un marabout avec affirmation de cojuratores, comme le prescrit la coutume kabyle.

Le serment déféré en la forme kabyle, objet de la difficulté, peut être rétracté.

En ce cas, l'ordre testimonial des faits, sur lesquels portait le serment déféré, peut être ordonné.

ALGER (1re CH.), 23 DÉC. 1902. 265

Service de garde. — V. *Indigénat.*

Solidarité. — V. *Obligation.*

Succession. — V. *Compétence.* — *Contrat de mariage.* — *Testament.*

T

Tapage nocturne, *conditions, juge du fond, constatation, cassation.*

Le fait d'avoir été reconnus comme faisant partie du groupe où un tapage nocturne a eu lieu impliquant que les prévenus se sont rendus complices dudit tapage, aux termes de l'art. 479 C. pén., encourt la cassation la décision qui retaxe lesdits prevenus en déclarant qu'ils ont été seulement reconnus comme faisant partie du groupe où ce tapage se produisait, mais qu'ils n'ont pas été

Pages

reconnus comme étant spécialement les auteurs ou les complices du tapage incriminé.

Les bruits ou tapages injurieux ou nocturnes constituant par le fait même de leur existence une présomption de trouble apporté à la tranquillité publique, cette présomption ne peut être considérée comme ayant été légalement écartée par le juge de police, qui s'est borné à déclarer que les chants et cris ne paraissent pas avoir troublé la tranquillité des habitants.

CRIM. CASS., 23 MAI 1903. 251

Taxe de consommation. — V. *Circonstances atténuantes.*

Taxe sur les loyers, *Algérie, concierge, logement gratuit, imposition.*

Aucun texte n'exempte de la taxe sur les loyers les personnes qui, comme les concierges, occupent un logement à titre gratuit.

CONS. D'ÉTAT, 28 JANV. 1903. 170

——— *Algérie, portier consigne.*

Est imposable, en Algérie, à la taxe des loyers le portier consigne logé dans les bâtiments de l'Etat.

CONS. D'ÉTAT, 10 DÉC. 1902. 26

——— *Algérie, vétérinaire, officier sans troupes.*

Est imposable à la taxe des loyers en Algérie, comme officier sans troupes le vétérinaire détaché à un dépôt de remonte.

CONS. D'ÉTAT, 21 JANV. 1903. 77

Taxe des prestations, *Algérie, femme mariée, non imposition.*

La femme mariée ne peut être imposée à la taxe des prestations, à raison de sa personne.

CONS. D'ÉTAT, 11 FÉV. 1903. 156

Testament, *Tunisie, sujet anglo-maltais, formes, legs, concession, revendication, prescription, loi maltaise.*

Est valable le testament réciproque fait en Tunisie par deux époux anglo-maltais devant le consul anglais dans les formes établies par les lois anglaises pour les actes de cette nature.

Aux termes de l'ordonnance maltaise n° 7 de l'année 1868, art. 547, l'action en revendication d'une hérédité ou d'un legs se prescrit par une période de dix ans à partir de l ouverture de la succession, qu'il y ait ou non un testament.

TRIB. TUNIS (1re CH.), 20 MARS 1902. 73

Transports maritimes, *avaries, réclamations, demande en justice, tardiveté, fin de non recevoir.*

Pages

Aux termes de l'article 435 de Code de commerce, les actions contre les capitaines de navire et les assureurs, pour avaries survenues en cours de transport, ne sont recevables qu'à la double condition qu'une protestation ait été faite et signifiée dans les 24 heures de la réception, et que cette protestation ait été suivie, dans le mois, d'une demande en justice.

L'irrecevabilité résultant de la tardiveté de la demande ne saurait, d'ailleurs être couverte par cette circonstance qu'au moment de la livraison, il aurait été rédigé un procès-verbal, signé par l'agent de la compagnie transbordeur, établissant la réalité de la quotité du manquant dont on demande compte à celle-ci, la reconnaissance de l'existence d'un manquant n'impliquant pas nécessairement, de la part du transbordeur, l'acceptation de la responsabilité et l'engagement de réparer le préjudice souffert, et ne pouvant, dès lors, dispenser le destinataire d'agir dans le délai imparti par la loi.

CIV. CASS., 11 JUIN 1903. 255

Trésorerie d'Afrique, *Algérie, fonctionnaire détaché à la trésorerie aux armées en Tunisie, emploi supprimé, perception, nomination.*

Le fonctionnaire de la trésorerie d'Afrique détaché au service, aujourd'hui supprimé, de la trésorerie aux armées en Tunisie, conservant, malgré cette affectation temporaire, ses droits à l'avancement dans la trésorerie d'Afrique, n'est pas fondé à invoquer les dispositions de l'ordonnance du 31 octobre 1839 conférant au ministre la faculté de nommer à des perceptions, en dehors des conditions habituelles de surnumérariat et de stage préalables, les seuls titulaires d'emplois supprimés.

CONS. D ÉTAT, 12 DÉC. 1902. 86

Tribunaux répressifs, *Algérie, compétence criminelle, indigènes, action civile, demandeur européen ; appel, jugements des tribunaux répressifs indigènes, partie civile, recevabilité.*

Les tribunaux répressifs indigènes ne sont pas compétents pour se prononcer sur l'action civile qui naît d'un délit de leur compétence, surtout quand cette action émane d'un européen.

Le droit d'appel contre le jugement d'un tribunal répressif indigène appartient à la partie civile, quant à ses intérêts civils seulement, quels que soient le chiffre des dommages-intérêts réclamés et la décision intervenue sur cette demande.

TRIB. RÉPRES. KOLÉAH, 9 JANV. 1903. 142

ALGER (CH. REV.), 10 JANV. 1903. 143

— -- — *pourvoi en cassation, irrecevabilité*

A l'égard des jugements rendus par les tribunaux répressifs indigènes, la Cour d'Alger est chargée entièrement des fonctions de cour régulatrice, et ces attributions nouvelles excluent le recours des parties devant la Cour de cassation.

CRIM. CASS., 31 OCT. 1902. 139

——— *européen prévenu comme civilement responsable, incompétence.*

Pages

Un français ou européen ne peut être appelé comme défendeur devant un tribunal répressif indigène.

Lorsque dans une même poursuite sont compris un indigène comme auteur principal du délit et un européen ou français comme civilement responsable, la juridiction correctionnelle de droit commun (en l'espèce le juge de paix à compétence étendue) est seule compétente pour statuer à l'égard des deux parties en cause.

CRIM. REJ. 17 MARS 1903. 152

——— *délits commis par des musulmans étrangers, marocains.*

Les tribunaux répressifs indigènes, compétents pour statuer sur les délits commis par des « indigènes », sont incompétents pour connaître des délits commis par des musulmans étrangers, spécialement par des Marocains.

ALGER (CH. REV.), 27 DÉC. 1902. 37

——— *délits commis par des musulmans étrangers, Tunisiens.*

Les tribunaux répressifs indigènes, compétents pour statuer sur les délits commis par des indigènes, sont incompétents pour connaître des délits commis par des musulmans étrangers, spécialement des Tunisiens.

ALGER (CH. REV.), 14 MARS 1903. 155

——— *Marocains, Tunisiens, délits spécifiés à l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885, relégation, Cour d'appel d'Alger ; chambre de revision, pourvoi en cassation du ministre de la justice.*

Ayant visé en ces termes généraux les indigènes et non pas seulement les indigènes algériens, l'art. 1er du décret du 29 mars 1902 doit être nécessairement reconnu applicable à tous les indigènes de race africaine, quelles que soient la région dont ils sont originaires et leur résidence habituelle, s'ils commettent un délit sur le territoire civil de l'Algérie.

Ce texte est applicable aux Marocains et aux Tunisiens.

Les tribunaux répressifs indigènes connaissent de tous les délits : il ne peut être apporté d'exception à cette règle que dans les cas où une loi spéciale aurait expressément réservé aux tribunaux correctionnels la connaissance d'un délit déterminé, et il n'en est pas ainsi pour les délits de droit commun visé par l'art. 4 de la loi du 27 mars 1885. Les tribunaux répressifs sont donc compétents pour statuer sur ces délits du moment où la condamnation à intervenir n'est pas susceptible de rendre l'indigène immédiatement passible de la peine complémentaire de la relégation.

Les arrêts rendus par la Cour d'Alger, statuant comme chambre de revision, peuvent être frappés de pourvoi en cassation par le ministre de la justice dans l'intérêt public.

C. DE CASS. (CH. CRIM.), 23 MAI, 17 JUIN, 3 JUILL. 1902. 209

——— *relégation, délits qui peuvent motiver des condamnations comptant pour la relégation, incompétence des tribunaux répressifs indigènes, compétence des tribunaux correctionnels.*

Pages

Le droit pour le pouvoir exécutif de prendre certaines dispositions législatives concernant l'Algérie a pour limites l'obligation de ne faire échec à l'application d'aucune loi que le parlement ait déclaré exécutoire dans la colonie.

L'art. 1er du décret du 28 mai 1902, en édictant comme règle générale, en matière correctionnelle, la suppression totale de la juridiction de droit commun pour les indigènes, entre en conflit avec la loi du 27 mai 1885, sur les récidivistes, que son art 20 déclare applicable à l'Algérie : supprimer, pour les délits spécifiés dans l'art. 4 de cette loi, la juridiction correctionnelle ordinaire du territoire civil, serait décréter l'abrogation de cette loi pour la plus grande partie des justiciables de l'Algérie, résultat auquel un décret de l'autorité exécutive ne peut aboutir directement ni indirectement.

Les tribunaux correctionnels sont donc seuls compétents, à l'exclusion des tribunaux répressifs indigènes, pour juger les délits spécifiés à l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885.

ALGER (CH. CORRECT), 14 MARS 1903. 113

——— *relégation. délits visés par l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885, prévenu relégable, incompétence des tribunaux correctionnels.*

La disposition de l'art. 1er du décret du 28 mai 1902, aux termes duquel tous les délits commis en territoire civil en Algérie par les indigènes doivent être jugés par les tribunaux répressifs indigènes siégeant au chef-lieu de canton, est générale. Elle ne comporte d'exception qu'autant qu'une loi spéciale a réservé à une autre juridiction, et notamment aux tribunaux correctionnels, la connaissance de certaines infractions.

Une telle restriction ne se rencontre pas dans la loi du 27 mai 1885. Le tribunal correctionnel est donc incompétent pour juger un indigène prévenu de vol, alors même que les condamnations antérieurement encourues par cet indigène le rendraient passible de la relégation pour son nouveau délit.

TRIB. CORRECT. CONSTANTINE, 30 MARS 1903. 204

——— *relégation, délits qui peuvent motiver des condamnations comptant pour la relégation, incompétence des tribunaux répressifs indigènes, compétence des tribunaux correctionnels.*

Les tribunaux répressifs indigènes, tribunaux d'exception, ne peuvent ni prononcer la relégation, ni prononcer des condamnations susceptibles de compter pour la relégation.

La juridiction correctionnelle (tribunaux correctionnels et Cour d'appel) est donc seule compétente pour connaître des délits susceptibles d'entraîner des condamnations comptant pour la relégation : vol, escroquerie, abus de confiance, outrage public à la pudeur, excitation habituelle des mineurs à la débauche, vagabondage ; mendicité, au cas des art. 277 et 279 C. pén. ; infraction à l'interdiction de séjour.

ALGER (CH. CORRECT.), 18 DÉC, 1902. 1

——— *délits visés par la loi du 27 mai 1885, compétence, condamnation ne devant pas compter pour la relégation..*

Les tribunaux répressifs indigènes d'Algérie sont compétents pour statuer sur les délits visés par l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885,

Pages

dans les conditions fixées par les décrets du 29 mars et du 28 mai 1904.

Mais, les tribunaux répressifs indigènes ne pouvant être considérés comme des tribunaux ordinaires et la peine perpétuelle de la relégation ne devant être appliquée, sauf les exceptions limitativement prévues par la loi du 27 mai 1885, qu'en vertu et comme conséquence de condamnations prononcées par un tribunal ordinaire, les condamnations prononcées par ces tribunaux répressifs indigènes ne sauraient, en aucun cas, être comptées parmi celles qui sont de nature à motiver la relégation.

CASS. CRIM., 5 FÉVR. 1903. 52

——— *Tribunaux correctionnels, délits commis par des indigènes musulmans en territoire civil, relégation, non applicabilité.*

Les délits visés par la loi du 27 mai 1885 sur la récidive n'échappent pas à la compétence des tribunaux répressifs.

Les indigènes algériens ne peuvent être relégués pour délits commis en territoires civil, ni par les tribunaux répressifs, qui, étant des tribunaux d'exception, sont incompétents pour prononcer la relégation, aux termes de la loi de 1885, ni par les tribunaux correctionnels, qui ont été dessaisis d'une manière absolue par les décrets de 1902 de la connaissance des délits commis par les indigènes

En conséquence, dans l'état actuel de la législation, les indigènes du territoire civil de l'Algérie ne sont pas passibles de la relégation.

TRIB. REPRES. AUMALE, 23 DÉC. 1902. 63

——— *peine pouvant compter pour la relégation.*

Les tribunaux répressifs indigènes sont compétents pour connaître d'une poursuite ayant pour objet la répression d'un délit susceptible d'entrer en ligne de compte pour le calcul de la relégation, aux termes de la loi du 27 mai 1885, notamment d'une poursuite pour délit d'escroquerie.

C. DE CASS. (CH. CORRECT.), 29 NOV. 1902. 62

——— *délits visés par la loi du 27 mai 1885, relégation.*

Tous les délits commis en territoire civil en Algérie par des indigènes sont de la compétence des tribunaux répressifs indigènes. Il en est ainsi notamment des délits visés par l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885.

Il n'en est autrement que dans le cas où une loi spéciale a expressément réservé aux tribunaux correctionnels la connaissance d'un délit déterminé, ou si le prévenu est, en l'état, passible de la relégation.

C. DE CASS. (CH. CRIM.), MARS 1903 150

Tutelle. — V. *Minorité.*

V

Pages

Vente publique d'immeubles, *Tunisie, formes, adjudication, juridiction française, priorité.*

La procédure en vigueur devant la juridiction tunisienne pour les ventes d'immeubles sur saisie en exécution d'un jugement d'une juridiction tunisienne se poursuit conformément aux règles suivantes : l'administration (le caïd, ou pour Tunis, le cheik Medina) chargée d'exécuter le jugement publie la vente au moyen des courtiers et par des insertions dans les journaux pendant un délai de soixante-dix jours ; à l'expiration de ce délai, le débiteur est requis de consentir la vente, par devant notaires, de l'immeuble saisi, au plus offrant et dernier enchérisseur ; en cas de refus, il est dressé procès-verbal et de nouvelles publications sont faites pendant quinze jours avec l'autorisation de l'ouzara ; si, à la suite de ces nouvelles enchères, le débiteur persiste dans son refus, un acte de vente est rédigé d'office et soumis à l'approbation du bey, laquelle opère la transmission du droit de propriété du saisi à l'adjudicataire.

En conséquence, est seule valable l'adjudication, à la barre d'un tribunal français, d'un immeuble dont la vente a été simultanément poursuivie par l'administration tunisienne en exécution d'un jugement de la juridiction tunisienne, si le jugement d'adjudication de la juridiction française est intervenu avant que la transmission de la propriété ait été effectuée à l'adjudicataire devant la juridiction tunisienne, soit par le consentement du saisi à la vente, soit par l'approbation du bey.

Il en est ainsi surtout au cas où la saisie de l'huissier français est antérieure à la procédure de vente devant la juridiction tunisienne.

TRIB. TUNIS (1re CH.), 11 MARS 1902. 71

Voirie. — V. *Propriété*.

TABLE DES NOMS DES PARTIES

Pages

A

Acoulon. 89
Administration des postes. 345
Allarousse. 77
Allaïa Amor. 213
Ali Abdelkader. 212
Attali. 181
Azza ben Brahim. 37, 216

B

Banque de l'Algérie. 343
Belachli. 231
Ben Abdelila Touami. 205
Ben Cherif Tahar. 151
Benchikou. 179
Beneloucif. 164
Ben Dani Charif. 99
Ben Henda. 185
Ben Larbi. 338
Ben Moussa. 195
Ben Onis. 100
Ben Saïd. 23
Bessis. 365
Bez. 78
Bezzida. 73
Beït-el-Mal. 195
Bonan. 341
Boniche. 187
Boniquet. 26
Borsoni. 188
Bou Absa. 99
Boufir. 177
Boussemah Bouzian. 215
Boussu. 174
Brun. 108

C

Carelli. 158
Cechi Emilio. 93
Chaldi. 354
Chellali ben Dahmane. 53
Chouquet. 349
Commune d'Alger. 182
— de Morris. 177
Compagnie Afrique française. 66
— Est-Algérien. 359
— P.-L.-M. 80, 172
— Ports de Bizerte. 159
Contributions diverses. 91, 196, 202, 357
Coppola. 70
Corneloup. 202
Coste. 172
Crédit foncier. 345

D

Drancourt. 111
Dupré. 337

E

El Aouabeur. 68
El Baz. 168
El Fassi. 29
Eliaou Levy. 33

F

Fenech. 238
Ferchichi. 35
Ferhati. 32

G

Garcia. 91
Gauze. 111
Ghacem Abdelkader. 64
Gnhassia Djouar. 170
Gouvernement tunisien. 185
Grandet. 184
Gritli. 143
Guignebourg. 24

	Pages
H	
Habibat.	23
Hagège.	365
Halith Rabah.	222
Hamedi ben Ahmed.	33
Hémon.	87
Héritier.	227
I	
Isaac.	66, 102
Ismaïl ben Ali.	158
J	
Jauffret.	89
K	
Kheddi Malah.	149
L	
Lacotte.	100
Larbi ben Larbi.	2
Lauprêtre.	171
Lemonnier.	145
Lezardo.	153
Lotta.	207
M	
Maamar.	166
Marcenaro.	188
Mariaccia.	171
Martel.	343
Martin.	169, 344
Mascara.	234
Mattei.	84
Meddahi Sliman.	114
Meyer.	366
Mez.	349
M'hamed Haïm.	181
Moatti.	72, 227
Mohamed Belkassem.	155
Mohamed ben Aïssa.	167
Mohamed ben Hachem.	365
Moumène Mohamed.	149
N	
Nacher.	234
Noirot.	174
P	
P...	233
Pellicot.	159
Phellali Dahmane.	20
Poizat.	347
Préfet d'Alger.	231
Préfet de Constantine.	179, 358
R	
Raffi.	72
Rassat.	341
Ravazza.	347
Rezzik.	338
Rigollet.	359
Rossi.	359
Roussel.	172
Ruben Khelifa.	102
S	
Saliba.	70
Samama.	29, 363
Saurel.	229
Schatzman.	108
Scialom.	227
Segarra.	105
Sintès.	176
Société *La Soie*.	349
Soula ben M'hamed.	153
Stora.	190
Sudaka.	182
Sultana.	196
T	
Tahar ben Miloud.	367
Tahar ben Mohamed.	62
Taïr ben Larbi.	140
Tremaux.	89
V	
Vel.	238
Vella.	73
Ville de Tlemcen.	161
X	
Xuereb.	190
Z	
Zohra Cherchalia.	150

TABLE CHRONOLOGIQUE DES ARRÊTS ET JUGEMENTS

Pages

1900

NOVEMBRE

16 Cons. d'Etat 168
19 Cons. d'Etat 164
21 Cons. d'Etat 166

1901

MAI

8 Tunis 75

JUIN

5 Tunis 70

JUILLET

31 Cons. d'Etat 338

NOVEMBRE

30 Cons. d'Etat 167

1902

JANVIER

4 Alger 201
12 Alger 93
27 Alger 33
29 Tunis 22

FÉVRIER

8 Alger 69

MARS

11 Tunis 71
14 C. de cass. 229
14 Alger 92
19 Alger 111
20 Tunis 73
22 Alger 105
25 Alger 349

AVRIL

9 Tunis 35
23 Alger 196
24 C. de cass. 176

MAI

3 Alger 98
5 Alger 179
15 Alger 106
16 Alger 101
24 Alger 90, 99, 346
25 Tunis 158
30 Alger 184

JUIN

4 Tunis 107
11 Tunis 159
18 Tunis 207
21 Alger 66

JUILLET

19 Alger 358

OCTOBRE

18 Alger 358
21 Tunis 366
29 Alger 354
31 C. de cass. 139

NOVEMBRE

20 C. de cass. 32
21 Cons. d'Etat 27, 80
26 Cons. d'Etat 84
29 C. de cass. 61

DÉCEMBRE

1 Alger 150
8 Alger 67
9 C. de cass. 30
10 C. de cass. 28
10 Cons. d'Etat 26
17 Tunis 362, 364
18 Alger 1
18 C. de cass. 89
22 Alger 186
23 Alger 182, 183
23 Aumale 63
24 Alger 187, 234
27 Alger 37
29 Alger 180
31 Alger 194, 237

1903

JANVIER

9 Koléa 142
10 Alger 142
16 Cons. d'Etat 78
21 Cons. d'Etat 77
24 C. de cass. 175
28 Cons. d'Etat 170

FÉVRIER

5 C. de cass. 52
11 Cons. d'Etat 156
17 C. de cass. 172
18 Alger 238
27 Cons. d'Etat 227

MARS

6 C. de cass. 150
7 C. de cass. 152

		Pages
14	Alger	139
14	C. de cass.	155
25	C. de cass.	345
	AVRIL	
3	Cons. d'Et.	161, 337
6	C. de cass.	173
24	C. de cass.	230
28	C. de cass.	241
	MAI	
4	Orléansville	221
5	C. de cass.	242
7	C. de cass.	247
8	Alger	258
8	Cons. d'Etat	309
15	C. d'Et.	169, 305, 307
23	C. de cass.	212, 233
	JUIN	
11	C. de cass.	251, 255
12	C. de cass.	245
13	C. de cass.	257
15	C. de cass.	274
21	Tunis	367
25	C. de cass.	244
27	C. de c.	213, 215, 250
	JUILLET	
9	Cons. d'Etat	341
9	C. de cass.	216
10	Alger	323
10	C. de cass.	344
15	C. de cass.	317
17	Alger	322
17	C. de cass.	281
18	C. de cass.	314
23	C. de cass.	278
28	Alger	260, 325
28	C. de cass.	342
30	Alger	273
	AOUT	
27	C. de cass.	312

TROISIÈME PARTIE

LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS, ETC.

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

A

Actes de notoriété, *Tunisie, habous, formes, délais.* — C. P. M. 4 nov. 1902. 14

Administrateurs de commune mixte. — V. *Langue arabe.*

Agriculture, *Algérie, culture de l'olivier et du caroubier, primes, institution.* — A. G. 1er mars 1903. 122

Armée de mer, *Algérie, marins indigènes ou baharia, corps, création.* — L. 18 juill. 1903. 137

Armée de terre, *période d'instruction, réservistes et territoriaux, emploi et travail, garantie, loi du 18 juillet 1901, Algérie. application.* — D. 28 mars 1903. 124

——— *Algérie, troupes sahariennes, corps spéciaux, formation.* — L. 30 mars 1902. 45

——— *Algérie, compagnies des oasis sahariennes, création.* — D. 1er avril 1902 et Instr. min. 3 avril 1902. 1, 7

Pages

——— *compagnies disciplinaires des colonies, bataillon d'Afrique.* — D. 26 sept. 1902. 13

Assistance publique, *Algérie, domicile de secours.* — D. 16 déc. 1902. 13

——— *Algérie, bureaux de bienfaisance musulmans, création.* — A. G. 26 févr. 1903. 64

——— *hospice, établissement colonial, institution.* — D. 6 juin 1903. 75

B

Baharia. — V. *Armée de mer.*

Bechara, *Algérie, prévenus, acquittement, internement.* — C. G. 21 août 1902. 57

Bois et forêts, *Algérie.* — L. 21 fév. 1903. 78

Budget, *Algérie, droits, produits, revenus, exercice 1903, perception, autorisation.* — L. 22 déc. 1902 16

——— *Algérie, exercice 1903, fixation.* — D. 23 déc. 1902. 21

V. *Territoires du sud.*

Bureaux arabes, *Algérie, territoires militaires du nord, khodjas, chaouchs.* — A. G. 5 févr. 1903. 121

Bureaux de bienfaisance. — V. *Assistance publique et hospitalière.*

C

Chaouchs. — V. *Bureaux arabes.*

Chambre d'agriculture, *Algérie, décret du 31 mars 1902, modification.* — D. 2 déc. 1902. 120

Chambres de commerce, *Tunisie, nord, circonscription, membres.* — A. R. G. 21 nov. 1902. 14

Pages

Chemins de fer, *intérêt local, tramways, décret du 13 fév. 1900, Algérie, application.* — D. 10 juin 1903. 75

—— *agents, durée du travail, arrêté ministériel du 16 juin 1903, Algérie, application.* — Visa G. G. 16 juin 1903. 76

—— *Algérie, lignes de la Cie Franco-Algérienne, rachat.* — L. 13 juin 1903. 126

—— *Tunisie. compagnie Bône-Guelma, contrôle.* — A. D. T. P. 10 déc. 1902. 16

Colonisation, *Tunisie, commission d'études, institution.* — A. R. G. 28 nov. 1902. 15

Conseils de guerre, *Tunisie, composition, procédure.* — D. 5 mai 1903. 71

Conseil de gouvernement, *Algérie, poste de secrétaire, suppression.* — D. 20 mars 1903. 124

Contributions directes, *Algérie, personnel des répartiteurs, recrutement.* — A. G. 16 janv. 1903. 59

Cours criminelles. — V. *Cour d'assises.*

Cours d'assises, *jury criminel, Algérie, organisation.* — L. 30 déc. 1902. 34

D

Dénombrement. — V. *Licences.*

Distinctions honorifiques, *médaille coloniale, opérations du sud-algérien*, D. 6 sept. 1902. 12

—— *médaille douanière, cavaliers indigènes.* — D. 12 sept. 1902. 12

Domaine de l'État, *Tunisie, terrains boisés, délimitation.* — D. B. 22 juill. 1903. 142

Douanes, *Algérie, marchandises à destination du Maroc et des Oasis sahariennes, transit international, ligne d'Arzew à Duveyrier, ouverture.* — A. G. 24 janv. 1903. 62

Pages

——— *Algérie, tabacs, entrepôt spécial, organisation, fonctionnement.* — D. 5 avril 1902. 45

——— *Algérie, directeur des douanes, attributions, délégation par le gouverneur général.* — A. G. 13 déc. 1902. 58

——— *Tunisie, huile et grignons d'olive, importation en France, franchise.* — D. P. R. F. 28 nov. 1902. 16

Droit de consommation, *Algérie, sucres, taxe, fixation.* — D. 2 juill. 1903. 135

——— *Algérie, sucres, taxe réduite, perception, autorisation.* — L. 22 juill. 1903. 144

E

Eaux et forêts, *Algérie, préposés français et indigènes, allocations réglementaires.* — A. G. 20 mai 1903. 73

Enregistrement, *Algérie, échanges d'immeubles ruraux, droit à percevoir, fixation.* — D. 27 déc. 1902. 13

Entrepot. — V. *Douanes.*

Enzel. — V. *Habous.*

F

Forêts, *Algérie, mesures à prendre contre les incendies.* — L. 13 déc. 1902. 120

V. *Bois et forêts.*

G

Gouvernement général, *Algérie, secrétaire général du gouvernement, attributions.* — D. 8 juin 1903. 75

V. *Douanes.*

H

Pages

Habous, *Tunisie, terrains complantés d'oliviers, cession à enzel.* — D. B. 19 avril 1903. 128

I

Impôts, *Tunisie, achour, commission de recensement, rétribution, perception.* — D. B. 4 avril 1903. 124

Instruction publique, *Tunisie, droits d'examen, consignation.* — A. D. 14 mars 1903. 123

Internement. — V. *Bechara.*

J

Jury criminel. — V. *Justice.*

Justice, *Algérie, Cours d'assises et jury criminel, loi du 30 décembre 1902, listes du jury, modification.* — L. 14 fév. 1903. 63

——— *Algérie, Cours d'assises, Cours criminelles, présidents, allocations, logement, honneurs.* — D. 2 juill. 1903. 134, 135

V. *Propriété.*

K

Khodjas. — V. *Bureaux arabes.*

L

Langue arabe, *Algérie, examens, administrateurs et adjoints de commune mixte, arrêté du 4 juillet 1900, modifications.* — A. G. 1er mai 1903. 131

Licences, *Algérie, assiette des droits, population des faubourgs ou annexes des communes, départements de Constantine et d'Oran tableaux annexés à l'arrêté du 5 mai 1902, modifications.* — A. G. 12 fév. 1903. 121

Pages

Lycées et collèges de jeunes filles. *Algérie, bourses, attributions.* — D. 6 août 1902. 119

M .

Marins indigènes. — V. *Armée de mer.*

Marques de fabrique et de commerce. — V. *Propriété industrielle.*

O

Octroi de mer, *Algérie, année 1903, tarif de perception, fixation.* — D. 26 déc. 1902. 30

P

Patentes, *Algérie, perception, réglementation.* — D. 30 déc. 1902. 32

Pêche maritime, *Algérie, filets traînants, interdiction.* — A. G. 4 mai 1903. 71

Pensions militaires, *Algérie, indigènes des régiments de tirailleurs et de spahis.* — L. 11 juill. 1903. 135

Phylloxéra, *Algérie, circulation des produits agricoles et horticoles, arrêté du 27 février 1901, modification.* — A.G. 17 juin 1903. 133

Police sanitaire, *Tunisie, maladies contagieuses, nomenclature, extension.* — D. B. 2 mai 1903. 133

——— *Tunisie, immigrants, visite médicale, vaccination.* — D. B. 2 mai 1903. 131

——— *Algérie, clavelisation.* — D. 10 avril 1903. 69

Ponts et chaussées, *Algérie, personnel des commis, règlement, modification.* — A. G. 12 mai 1903. 73

Postes et Télégraphes, *services maritimes postaux, Algérie, paquebots poste, examen et visite, commission, nomination.* — A. G. 27 déc. 1902 et 5 janv. 1903. 61

Pages

——— *Algérie, valeurs à recouvrer, présentation.* — A. G. 28 juill. 1902. 11

Poudres et salpêtres, *Algérie, poudre à feu destinée à combattre la grêle, prix de vente, fixation.* — D. 4 mai 1903. 71

Propriété, *Tunisie, tribunal mixte, réorganisation.* — D. B. 30 avril 1903. 129

——— *Tunisie, tribunal mixte, personnel, émoluments.* — D. B. 30 avril 1903. 130

Propriété industrielle *et commerciale, marques de fabrique et de commerce, protection, arrangement international signé à Madrid, Tunisie, application.* — D. B. 28 juin 1903. 133

S

Sapeurs-pompiers, *diplômes et médailles d'honneur, loi du 16 février 1900, Algérie, application.* — D. 25 mai 1903. 74

Spahis. — V. *Pensions militaires.*

Sucres. — V. *Droit de consommation.*

T

Tabacs, *scaferlatis étrangers, prix de vente, modification.* — D. 14 oct. 1902 13

Territoires du sud, *Algérie, organisation, budget autonome et spécial, création.* — L. 24 déc. 1902. 21

——— *Algérie, territoires de la Zousfana, organisation.* — A. G. 24 oct. 1902. 58

Timbres, *Algérie, débits auxiliaires.* — A. G. 7 avril 1903. 125

Tirailleurs indigènes. — V. *Pensions militaires.*

Travail. — V. *Armée de terre.*

Pages

Travaux publics, *Algérie, décret du 14 août 1902, modification.* — D. 10 avril 1903. 70

Trésorerie, *Algérie, paieries principales, circonscriptions, fixation.* — A. M. 29 mai 1902. 11

Tribunal mixte. — V« *Propriété.*

Tribunaux répressifs indigènes, *Algérie, exécution des peines.* — C. G. 24 juin 1902. 48

——— *décrets du 29 mars et 28 mai 1902, application.* — C. G. 21 août 1902. 50

Troupes sahariennes. — V. *Armée.*

TABLE CHRONOLOGIQUE DES LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS, ETC.

		Pages
	1902	
	MARS	
30	Armée.	45
	AVRIL	
3	Armée.	47
5	Douanes.	45
	JUIN	
24	Tribunaux répressifs.	48
	JUILLET	
28	Postes.	11
	AOUT	
6	Lycées.	119
21	Tribunaux répressifs.	50
21	Bechara.	57
	SEPTEMBRE	
6	Distinctions honorifiques.	12
12	Distinctions honorifiques.	12
26	Armée.	13
	OCTOBRE	
14	Tabacs.	13
24	Territoires du sud.	58
	NOVEMBRE	
4	Actes de notoriété.	14
21	Chambres de commerce.	14
28	Colonisation.	15
28	Douanes.	16
	DÉCEMBRE	
2	Chambre d'agriculture.	120
10	Chemins de fer.	16
13	Douanes.	58
13	Forêts.	120
16	Assistance publique.	13
22	Budget.	16
23	Budget.	21
24	Territoires du sud.	21
26	Octroi de mer.	30
27	Enregistrement.	13
27	Postes.	61
30	Cours d'assises.	34
30	Patentes.	32
	1903	
	JANVIER	
5	Postes.	61
16	Contributions diverses.	59
24	Douanes.	62
	FÉVRIER	
5	Bureaux arabes.	121
12	Licences.	121
14	Justice.	63
21	Bois et forêts.	78
26	Assistance publique.	64
	MARS	
1	Agriculture.	122
14	Instruction publique.	123
28	Armée.	124
30	Conseil de gouvernement	124
	AVRIL	
4	Impôts.	124
7	Timbre.	125

		Pages
9	Chemins de fer.	126
10	Police sanitaire.	69
10	Travaux publics.	70
19	Habous.	128
30	Propriété.	130
	MAI	
1	Langue arabe.	131
2	Police sanitaire.	131
4	Poudre.	71
4	Pèche.	71
5	Conseil de guerre.	71
12	Ponts et Chaussées.	73
20	Eaux.	73
25	Sapeurs-pompiers.	
29	Trésorerie.	11
	JUIN	
6	Assistance publique.	75
8	Gouvernement général.	75
10	Chemins de fer.	75
13	Chemins de fer.	132
16	Chemins de fer.	75
17	Phillоxéra.	133
28	Police sanitaire.	133
28	Propriété industrielle.	
	JUILLET	
2	Droit de consommation.	137
2	Justice.	134, 135
11	Pensions.	135
18	Armée de mer.	137
22	Droit de consommation.	144
22	Domaine de l'Etat.	142

ALGER. — TYPOGRAPHIE ADOLPHE JOURDAN.